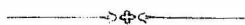


BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes)



TOME IV



Année 1897

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs

5, rue des Beaux-Arts

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs

5, rue de Mézières

ÉTAT,

A L'OUVERTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1897.

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT.

(6^e LÉGISLATURE.)

LE TRAVAIL.

A. — L'INDIVIDU.

1^o Contrat de travail.

Liberté du travail. — *Proposition de loi* relative à l'abrogation des articles 414 à 415 du Code pénal [atteinte à la liberté du travail], présentée par M. Coutant, député, le 5 décembre 1895 (doc. parl. n° 98; *J. O.*, p. 140). — Rapp. som. Lhopiteau, 17 février 1894 (doc. parl. n° 397; *J. O.*, p. 181). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. A. Lebon, 15 mars 1894 (doc. parl. n° 526; *J. O.*, p. 434).

Voir ci-après : *Coalitions*.

Louage d'ouvrage. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'adjonction de trois paragraphes à l'article 1780 du Code civil, présentée par MM. Prudent-Dervillers, etc., députés, le 3 mars 1894 (doc. parl. n° 456; *J. O.*, p. 289). — Rapp. som. P. Hayez, 12 juillet 1894 (doc. parl. n° 823; *J. O.*, p. 1141).

Proposition de loi concernant le contrat de louage et les rapports des agents des chemins de fer avec les compagnies, présentée par MM. Raymond Leygue, etc., députés, le 7 juin 1894 (doc. parl. n° 679; *J. O.*, p. 890). — Rapp. som. F. Rabier, 8 novembre 1894 (doc. parl. n° 958; *J. O.*, p. 1578). — Prise en considération, 23 novembre 1894 (*J. O.*, déb. parl., p. 1974).

Proposition de loi sur le contrat de louage et la situation des employés de chemins de fer vis-à-vis des compagnies, présentée par M. A. Castelin, député, le 2 décembre 1893 (doc. parl. n° 78; *J. O.*, p. 109). — Rapp. som. Chavoix, 19 décembre 1893 (doc. parl. n° 201; *J. O.*, p. 242).

Proposition de loi sur le contrat de louage (retraite des employés de chemins de fer), présentée par M. A. Castelin, député, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 1520; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales (1).

Proposition de loi sur le contrat de louage, présentée par M. René Goblet, député, le 26 novembre 1895 (doc. parl. n° 1627; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail).

Voir *Différends et contestations*.

Marchandage. — *Proposition de loi* pour l'abolition du marchandage et de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, présentée par M. P. Grousset, député, le 8 mars 1894 (doc. parl. n° 473; *J. O.*, p. 358). — Renvoyée à la Commission du travail.

2^o Recherche du travail.

Enseignement professionnel. Délégations ouvrières (Exposition internationale de Bruxelles). — *Chambre.* — Rapport au nom de la Commission du budget, chargée d'examiner le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 881.000 francs sur l'exercice 1896, pour les dépenses de l'exposition internationale de Bruxelles, déposé le 5 novembre 1896 par M. Charles Roux. (Doc. parl. n° 2088; *J. O.*, p.). — Une somme de 50.000 francs est prévue pour l'envoi de *délégations ouvrières*. Discussion et adoption les 17 et 18 décembre 1896. (Réduction du crédit à 549.650 francs). Transmission au Sénat le même jour. Urgence. Adoption le 19 décembre 1896.

Placement. — *Proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions*, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 25 nov. 1893 (doc. parl. n° 47; *J. O.*, p. 50). — Rapp. som. P. Laroze, 16 décembre 1893 (doc. parl. n° 180; *J. O.*, p. 197).

Renvoyées à la commission du travail. — Rapp. G. Berry, 13 décembre 1895 (doc. parl. n° 1677; *J. O.*, p.).

Proposition de loi sur le placement gratuit des ouvriers ou employés des deux sexes, présentée par M. Mesureur, député, le 5 mai 1894 (doc. parl. n° 601; *J. O.*, p. 1434).

Proposition de loi tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction, présentée par M. G. Berry, député, le 10 mai 1894 (doc. parl. n° 620; *J. O.*, p. 811).

Participation aux travaux de l'État (associations ouvrières de production). — *Proposition de loi tendant à remettre à l'Imprimerie nationale tous les travaux de l'État et à faire exécuter les travaux par les chambres syndicales ouvrières de la fédération du livre*, présentée par M. Chauvière, député, le 13 novembre 1894 (doc. parl. n° 979; *J. O.*, p. 1986). — 9^e commission d'initiative.

Chambre. — *Proposition de loi tendant à confier tous les travaux d'impression des ministères et des administrations générales à l'Imprimerie nationale et à faire exécuter lesdits travaux d'impression par une association ouvrière*, déposée par M. Paulin Méry et plusieurs de ses collègues, le 24 novembre 1896 (Doc. parl. n° ; *J. O.* p. 2133).

Voir ci-après *Conditions du travail dans les travaux de l'État*.

Protection du travail national (ouvriers étrangers). — *Proposition de loi établissant une taxe sur les ouvriers étrangers*, présentée par MM. J. Brice et Chapuis, députés, le 7 décembre 1893 (doc. parl. n° 125; *J. O.*, p. 153). — Rapp. som. Rameau, 30 janvier 1894 (doc. parl. n° 333; *J. O.*, p. 109).

Proposition de loi relative au séjour des ouvriers étrangers en France et tendant à assurer la protection du travail national, présentée par MM. Brinard, etc., députés, le 18 décembre 1893 (doc. parl. n° 190; *J. O.*, p. 235). — Rapp. som. Rameau, 30 janvier 1894 (doc. parl. n° 334; *J. O.*, p. 109).

Proposition de loi ayant pour objet la protection du travail national, présentée par M. P. Richard, député, le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 281; *J. O.*, p. 73).

Proposition de loi tendant à imposer aux étrangers résidant en France et y vivant du produit de leur travail une taxe militaire de 2 francs par mois, présentée par M. Bazille, député, le 18 mai 1895 (doc. parl. n° 1323; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Voir ci-après, p. . — *Conditions du travail dans les travaux de l'État*.

Proposition de loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, déposée par M. Paulin Méry et plusieurs de ses collègues, le 24 novembre 1896. (Doc. parl. n° 2132, *J. O.*, p.).

Travail dans les prisons. — *Proposition de loi sur le travail dans les prisons*, présentée par M. P. Lebaudy, député, le 5 décembre 1893 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 139). — Renvoyée à la commission du travail.

Chômage professionnel. — *Proposition de loi concernant les invalides du travail et les travailleurs valides sans ouvrage*, présentée par M. Maurice Faure, député, le 4 décembre 1893 (doc. parl. n° 92; *J. O.*, p. 127). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet : 1° la reconstitution et l'extension du domaine agricole communal; 2° sa culture; 3° le prêt par la commune aux petits cultivateurs du matériel agricole communal; 4° une atténuation du chômage; présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 25 octobre 1894 (doc. parl. n° 928; *J. O.*, p. 1424). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi destinée à porter remède au chômage, présentée par M. Marcel Habert, député, le 15 novembre 1894 (doc. parl. n° 989; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur l'assurance obligatoire contre le chômage, présentée par M. Camille Jouffray, député, le 28 janvier 1895 (doc. parl. n° 1142; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi portant ouverture d'un crédit de 4 millions de francs sur l'exercice 1896, pour venir en aide aux ouvriers victimes du chômage, déposée par M. Coutant et plusieurs de ses collègues, le 5 novembre 1896 (Doc. parl. n° 2087; *J. O.* p.). — Renvoyée à la Commission du budget.

3^e Chômage légal.

Jours fériés. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'établissement d'un jour de fête nationale annuelle du travail, présentée par M. Michelin, député, le 8 février 1894 (doc. parl. n° 359; J. O., p. 136). — Renvoyée à la 3^e commission d'initiative.

Proposition Castelin. — Voir ci-après : *Conditions du travail dans les travaux de l'État.*

Proposition de loi ayant pour objet d'interdire le travail du dimanche, présentée par M. de Baudry d'Asson, le 17 mars 1896 (doc. parl. n° 185; J. O., p. 315). — Luc dans la première séance du 17 mars (J. O., p. 528). Urgence demandée et rejetée. Renvoi à la 1^{re} commission d'initiative parlementaire. Rapp. somm. Paul Havez, concluant au rejet de la proposition, déposé le 11 juin 1896 (doc. parl. n° 1930; J. O., p. 459).

Durée de la journée de travail (limitation). — Voir ci-après : *Hygiène et sécurité.*

4^e Salaires et moyens d'existence.

Salaires. — *Proposition de loi* tendant à l'établissement d'un minimum de salaire par corps de métier et par département, présentée par M. P. Richard, député, le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 282; J. O., p. 74). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 15 février 1894 (doc. parl. n° 384; J. O., p. 174). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi pour l'établissement de la journée de 8 heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'État, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 27 octobre 1894 (doc. parl. n° 933; J. O., p. 1425). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de prévenir la dépression des salaires dans les usines, ateliers, manufactures ou magasins, etc., présentée par M. Coutant, député, le 28 octobre 1895 (doc. parl. n° 1581). — Lecture et demande de déclaration d'urgence, dans la séance du 28 octobre, rejet de l'urgence (voir J. O., Chambre, p. 2243).

Proposition de loi ayant pour but d'interdire aux chefs d'industrie ou de commerce, aux administrations privées ou publiques, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis, des amendes, des retenues ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire, présentée par MM. Toussein, Faberot, etc., le 26 juin 1896 (doc. parl. n° 1966; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Salaire de la femme mariée. — Voir ci-après : *Travail des enfants et des femmes.*

Privilèges. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'ajouter aux privilèges énumérés dans l'article 2102 du Code civil celui des ouvriers sur les meubles ou l'outillage garnissant les fermes, les usines ou les chantiers, et sur les objets ou marchandises produits, extraits ou manufacturés par eux, présentée par MM. Dupuy-Dutemps, etc., députés, le 25 novembre 1893 (doc. parl. n° 51; J. O., p. 82). — Rapp. som. Lhopiteau, 15 décembre 1893 (doc. parl. n° 174; J. O., p. 196). — Prise en considération, 20 janvier 1894.

Saisie-arrest. — *Proposition de loi* relative à la saisie-arrest sur les salaires, présentée par M. Plichon, député, le 30 novembre 1893 (doc. parl. n° 68; J. O., p. 97). — Renvoyée à la Commission du travail.

Bien de famille. — *Proposition de loi* ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille (*Homestead*), présentée par MM. Léveillé, etc., députés, le 16 juin 1894 (doc. parl. n° 717; J. O., p. 939). — Rapp. som. F. Rabier, 22 novembre 1894 (doc. parl. n° 1004; J. O., p. 1995).

Proposition de loi sur l'insaisissabilité du domicile familial (loi dite du *Homestead*), présentée par MM. Hubbard, etc., députés, le 19 juin 1894 (doc. parl. n° 729; J. O., p. 1295). — Rapp. somm. (doc. parl. n° 1108; J. O., p.).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille, présentée par M. Lemire, député, le 18 juillet 1894 (doc. parl. n° 848; J. O., p. 1173). — Rapp. som. R. Gendré, 20 novembre 1894 (doc. parl. n° 997; J. O., p. 1993).

Prise en considération de ces trois projets de loi dans la séance du 18 juin 1895 (J. O., déb. parl., p. 1769). — Commission spéciale.

Conditions du travail dans les travaux de l'État, des départements, des villes, etc. — *Proposition de loi* portant réglementation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine et des établissements hors des ports, présentée par MM. Cabart-Danneville, etc., députés, le 2 décembre 1893 (doc. parl. n° 82; J. O., p. 116). — Rapp. som. L. Brunet, 16 décembre 1893 (doc. parl. n° 179; J. O., p. 197). — Commission spéciale.

Proposition de loi relative à l'établissement des conditions du travail dans les travaux communaux de la ville de Paris et de chaque commune, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 30 janvier doc. parl. n° 329; J. O., p. 103). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi portant réglementation sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative: 1° aux conditions du travail, assurances, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2° à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 3° à la participation des associations ouvrières aux travaux publics, présentée par M. A. Castelin, député, le 23 juin 1894 (doc. parl. n° 741; J. O., p. 1055). — Renvoyée à la Commission du travail.

Gratuité du pain. — *Chambre.* — *Proposition de loi tendant à autoriser l'organisation de la gratuité du pain par les municipalités, présentée par MM. Clovis Hugues, etc., députés, le 30 janvier 1896 (doc. parl. n° 1763; J. O., p. 43). — Renvoyée à la 18^e commission d'initiative parlementaire. — Rapp. somm. Noël, concluant négativement, déposé le 30 juin 1896 (doc. parl. n° 1975, J. O., p.).*

Associations coopératives de consommation. — Voir ci-après : *Associations de personnes.*

Participation aux bénéfices. — Dépôt au Sénat, le 14 février 1890, du PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés sur les sociétés coopératives de production et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices, par M. Constans, Ministre de l'intérieur (doc. parl. n° 15; J. O., p. 45). — Voir *Bulletin* de janvier 1896, p. 49.

Projet adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés. — Dernière transmission au Sénat, le 7 juin 1894 (doc. parl. n° 108; J. O., p. 159). — Rapport Lourties, 2 décembre 1895 (doc. parl. n° 26; J. O., p. 509). — Première délibération, 18 décembre 1895, 25 et 27 février et 2 mars 1896. Adoption en première délibération, le 2 mars 1896. Deuxième délibération: 10 et 13 mars 1896. — Le 13 mars, vote de l'amendement Nioche, relatif à la patente des sociétés coopératives; démission de M. Lourties. Ajournement de la proposition.

Dépôt à la Chambre des députés, le 23 juin 1892, par M. A. Naquet, d'une proposition de loi sur la participation du travail dans les bénéfices des sociétés par actions (doc. parl. n° 2194; J. O., p. 1312).

Dépôt, par M. Naquet, le 29 novembre 1893, d'une proposition de loi sur la participation du travail dans les bénéfices des sociétés par actions (doc. parl. n° 62, J. O., p. 96). — Rapp. som. Rameau, 18 décembre 1893 (doc. parl. n° 195; J. O., p. 242). — Renvoi à la Commission du travail.

Propositions jointes au projet de loi précédent.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1893, d'autoriser l'action de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices, présentée par MM. Georges Graux et Médine, le 26 octobre 1895 (doc. parl. n° 1579; J. O., p. 1429). Urgence déclarée le 18 novembre 1895. — Renvoyée à la commission spéciale nommée le 26 novembre 1895. Rapp. G. Graux, déposé le 22 juin 1896 (doc. parl. n° 1950; J. O., p.).

Proposition de loi relative à la participation aux bénéfices dans les usines, manufactures et entreprises de l'État, présentée par M. Guillemet, député, le 4 novembre 1895 (doc. parl. n° 1586; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Taxe des denrées. — *Proposition de loi tendant à l'abrogation: 1° de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791; 2° du § 6, 2° alinéa, de l'article 479 du Code pénal (taxe de la boulangerie) présentée par M. Aynard, député, le 5 décembre 1895 (doc. parl. n° 1651; J. O., p. 1541). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. Rapp. som. Delarue, 6 février 1896 (doc. parl. n° 1778; J. O., p. 155).*

5^e Crédit.

Crédit agricole. — *Chambre.* — *Proposition de loi ayant pour objet la création du crédit agricole hypothécaire à long terme et à taux réduit, présentée par M. J. Codet, le 15 janvier 1894 (Doc. parl. n° 246; J. O., p. 24). — Rapp. somm. Gros-Bonnel, 11 janvier 1895 (Doc. parl. n° 1182, J. O., p. 14). — Prise en considération, 19 février 1895. — Renvoi à une Commission spéciale. — Proposition rectifiée (J. O., p. 387, en annexe au numéro du 5 juin 1896). Rapp. Jean Codet, 25 nov. 1896. Doc. parl. n° 2135; J. O., p.).*

Proposition de loi relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; J. O., p. 397). — Rapp. somm. Poirrier, 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; J. O., p.). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

Proposition Vaillant. — Voir ci-dessus : *Chômage professionnel.*

6° Différends et contestations.

Tribunaux ordinaires. — *Proposition de loi* tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des différends qui peuvent s'élever entre l'administration des chemins de fer de l'Etat et ses employés à l'occasion du contrat de travail, présentée par M. Lhopiteau, le 8 juillet 1895 (doc. parl. n° 1471; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes. — *Proposition de loi* sur les conseils de prud'hommes, présentée par M. E. Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 11; *J. O.*, p. 314). — Rapp. somm. Royer, 19 décembre 1889 (doc. parl. n° 214; *J. O.*, p. 379).

Proposition de loi sur les conseils de prud'hommes commerciaux, présentée par M. E. Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 18; *J. O.*, p. 53). Rapp. somm. Royer, 19 décembre 1889 (doc. parl. n° 215; *J. O.*, p. 379).

PROJET DE LOI sur les conseils de prud'hommes, présenté à la Chambre des députés par M. Tirard, le 21 décembre 1889 (doc. parl. n° 227; *J. O.*, p. 383).

Proposition de loi tendant à rendre justiciables des conseils de prud'hommes les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques et autres, présentée par M. G. Le Senne, député, le 24 juillet 1890 (doc. parl. n° 881; *J. O.*, p. 1638).

Proposition de loi ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du bail à ferme, à colonat ou à métayage, présentée par MM. Lachèze et E. Rey, députés, le 17 mai 1894 (doc. parl. n° 631; *J. O.*, p. 819). — 6° commission d'initiative.

Conciliation et arbitrage. — *Proposition de loi* portant sur l'arbitrage et les conseils permanents de conciliation et d'arbitrage, présentée par M. F. de Ramel, député, le 14 décembre 1893 (doc. parl. n° 166; *J. O.*, p.).

PROJET DE LOI portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers et employés, présenté par M. Mesureur, ministre du commerce, le 23 janvier 1896 (doc. parl. n° 1746; *J. O.*, p. 32).

Proposition de loi portant création de conseils du travail, pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers ou employés, présentée par M. Mesureur, député, le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 276; *J. O.*, p. 65).

PROJET DE LOI sur les conseils permanents de conciliation, présenté par M. A. Lebon, ministre du commerce, le 8 juillet 1895 (doc. parl. n° 1465; *J. O.*, p. 855).

Proposition de loi ayant pour objet la création de chambres du travail, présentée par M. Michelin, député, le 7 novembre 1895 (doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. 1451).

Proposition de loi complémentaire de la loi sur l'arbitrage, présentée par MM. Dejeante, etc..., députés, le 7 novembre 1895 (doc. parl. n° 1588; *J. O.*, p.).

Proposition de loi portant modification aux lois sur l'arbitrage et sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Jaurès, etc..., députés, le 21 novembre 1895 (doc. parl. n° 1616; *J. O.*, p. 1487). — Urgence déclarée (déb. parl., *J. O.*, p. 2437).

Proposition de loi: 1° sur la conciliation et l'arbitrage; 2° sur l'organisation des syndicats professionnels; — présentée par M. de Mun, député, le 25 novembre 1895 (doc. parl. n° 1625; *J. O.*, p. 1509).

Chambres de travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet la création de chambres du travail, présentée par M. Michelin, député, le 7 novembre 1895 (doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. 1509).

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre et par le Sénat, retourné à la Chambre le 10 juillet 1894 (doc. parl. n° 810; *J. O.*, p. 1295). — [Voir *Bull.* janvier 1896, p. 50]. — Renvoyé à la Commission du travail. — Rapport Dutreix, 9 mars 1896 (doc. parl. n° 1832; *J. O.*, p. 375).

Renvoyés à la Commission du travail. — Rapport Charles Ferry, le 23 mars 1896 (doc. parl. n° 1862; *J. O.*, p.).

B. — L'ASSOCIATION.

1^o Associations de personnes.

Association en général. — *Proposition de loi* sur la liberté d'association, présentée par M. Lemire, député, le 24 avril 1894 (doc. parl. n° 569; *J. O.*, p. 861). — Rapp. som. Lemire, 11 juillet 1894 (doc. parl. n° 818; *J. O.*, p. 1139). — Prise en considération, 19 février 1895 (déb. parl. *J. O.*, p. 447).

Proposition de loi sur le droit d'association, présentée par M. Cunéo d'Ornano, le 14 mai 1895 (doc. parl. n° 1313; *J. O.*, p. 469).

Rapport de la Commission chargée d'examiner ces deux propositions, déposé le 9 novembre 1895, par M. R. Goblet (doc. parl. n° 1598; *J. O.*, p. 9).

Syndicats professionnels. — *Sénat.* — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; *J. O.*, p.).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p. 173).

Rapp. Béranger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; *J. O.*, p. 188).

Chambre. — *Proposition de loi* portant modification de la loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels, présentée par MM. Sembat, etc., le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 290; *J. O.*, p. 84). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. A. Lebon, 3 mars 1894 (doc. parl. n° 439; *J. O.*, p. 283). — Urgence déclarée. — Discussion : 12, 14 et 18 juin 1894. — La Chambre décide de passer à une deuxième délibération.

Proposition de loi relative aux syndicats professionnels, présentée par MM. A. Groussier..., etc., le 28 mai 1894 (doc. parl. n° 657; *J. O.*, p. 863). — Renvoyée à la commission du travail.

Proposition de loi relative à la capacité des syndicats de devenir propriétaires d'immeubles et de recevoir des donations mobilières, présentée par M. P. Dussaussoy, le 5 février 1895 (doc. parl. n° 1164; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Basly et Lamendin, le 12 novembre 1895 (doc. parl. n° 1606; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail. — Urgence déclarée le 21 novembre 1895.

Proposition de loi ayant pour objet de réprimer les atteintes portées à l'exercice des droits reconnus par la loi du 21 mars 1884 aux syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, présentée et lue par M. Bovier-Lapierre, le 21 novembre 1895 (doc. parl. n° 1617; *J. O.*, p. 1487). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du travail (déb. parl., p. 2439).

Proposition Chauvière. (Voir ci-dessus *Participation aux adjudications de l'État*).

Proposition Jaurès. (Voir ci-dessus *Conciliation et arbitrage*.)

PROJET DE LOI ayant pour objet de réprimer les atteintes portées à l'exercice des droits reconnus par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présenté par M. Mesureur, Ministre du commerce, et M. Ricard, Ministre de la justice, le 4 février 1896 (doc. parl. n° 1773; *J. O.*, p. 144). — Lu en séance par M. Mesureur (voir *J. O.*, Chambre, p. 167). — Renvoyé à la Commission du travail.

Coopération et sociétés coopératives. — (Voir ci-dessus *Participation aux bénéfices*; — *Conditions du travail dans les travaux de l'État*.)

Coalitions. — *Chambre.* — *Proposition de loi* tendant à organiser le droit de grève, présentée par MM. J. Guesde..., etc., le 8 février 1894 (doc. parl. n° 358; *J. O.*, p. 135). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. A. Lebon, 15 mars 1894 (doc. parl. n° 525; *J. O.*, p. 433).

Voir ci-dessus : *Liberté du travail*.

Sénat. — Proposition de loi interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; *J. O.*, p. 247). — Rapp. somm. Marquis, 21 janvier 1895 (doc. parl. n° 7; *J. O.*, p. 3). — Prise en consid., le 8 février 1895.

PROJET DE LOI ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services publics de l'État, présenté au Sénat par M. Trarieux, Ministre de la justice, le 4 mars 1895 (doc. parl. n° 38; *J. O.*, p. ...). — Retrait par M. Ricard, Ministre de la justice, le 30 janvier 1896 (*J. O.*, p. 45).

Rapp. Demôle, 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; *J. O.*, p. 339). — Première délibération, 3 et 4 février. Adoption en première délib., le 4 février 1896. — Deuxième délibération et adoption, le 14 février 1896. — Communication à la Chambre des députés, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 1814; *J. O.*, p. 260). — Renvoyée à la Commission du travail (1).

Association internationale. — Proposition de loi portant abrogation de loi contre les affiliés à l'association internationale des travailleurs, présentée par MM. Dejeante, etc., députés, le 1^{er} février 1894 (doc. parl. n° 348; *J. O.*, p. 123). — Rapp. somm. A. Pétrot, 24 octobre 1895 (doc. parl. n° 1571, *J. O.*, p. ...).

2^e Associations de capitaux.

Sociétés par actions. — Proposition Naquet : voir ci-dessus *Participation aux bénéfices*.

C. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Santé publique. — *Chambre.* — Proposition de loi relative à l'assainissement des logements et habitations insalubres, présentée par M. Édouard Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 12; *J. O.*, p. 26).

Proposition de loi relative à l'organisation des services de l'hygiène publique, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 13; *J. O.*, p. 29).

Proposition de loi relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 février 1889 (doc. parl. n° 16; *J. O.*, p. 52).

Proposition de loi sur l'organisation de l'administration de la santé publique, présentée par MM. Siegfried, etc., le 27 mars 1890 (doc. parl. n° 502; *J. O.*, p. 602). — Rapport sommaire Chamberland, déposé le 4 juillet 1890 (doc. parl. n° 779; *J. O.*, p. 715).

PROJET DE LOI pour la protection de la santé publique, présenté par M. Constans, Ministre de l'intérieur, le 3 décembre 1891 (doc. parl. n° 1774; *J. O.*, p. 2892).

Rapport sommaire Armez, déposé le 1^{er} mars 1890 (doc. parl. n° 399; *J. O.*, p. 393).

Renvoyés à la Commission de l'hygiène publique. — Rapport Langlet, déposé le 13 juillet 1892 (doc. parl. n° 2334; *J. O.*, p. 2162). — Discussion, séances des 26 et 27 juin 1893.

SÉNAT. — *PROJET DE LOI*, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique, présenté par M. Ch. Dupuy, Ministre de l'intérieur, le 11 juillet 1893 (doc. parl. n° 267; *J. O.*, p. 539). — Rapport Cornil, déposé le 27 décembre 1895 (doc. parl. n° 74; *J. O.*, p. 200).

Durée de la journée de travail. — 1^{re} Proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par M. Basly, député, le 30 novembre 1893 (doc. parl. n° 73; *J. O.*, p. 105). — Rapp. somm. Magnien, du 20 décembre 1893 (doc. parl. n° 219; *J. O.*, p. 251). — Prise en consid. le 20 janvier 1894. — Commission du travail.

Proposition de loi tendant à interdire aux employeurs, tant collectifs qu'individuels, de faire travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine, dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins, déposée et lue le 22 mai 1894 par M. Guesde, député, (doc. parl. n° 648; *J. O.*, déb. parl. p. ...). — Commission du travail.

(1) Dans sa séance du 14 février 1896 (voir *J. O.*, p. 541, 1^{re} col.), le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal.

Proposition de loi pour l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières et employés des travaux, emplois et services de l'État, déposée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 27 octobre 1894 (doc. parl. n° 933; J. O., p. 1425). — Commission du travail.

*Proposition L. Ricard. } Voir ci-après Travail des enfants et des femmes.
Proposition M. Lecomte. }*

Travail des mécaniciens de chemins de fer. — *Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; J. O., p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; J. O., p. 1627).*

Inspection du travail. — *Proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail, présentée par MM. Jules Guesde, etc., députés, le 27 janvier 1894 (doc. parl., n° 319; J. O., p. 99). — Renvoyée à la Commission du travail.*

Délégues mineurs. — *Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, le 3 mars 1894 (doc. parl. n° 455; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission du travail.*

Proposition de loi tendant à rendre la loi du 29 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, le 27 février 1895 (doc. parl. n° 1198; J. O., p.). — Adoptée par la Chambre le 21 décembre 1895. — Transmise au Sénat le 23 décembre 1895. — Sénat. — Rapport Félix Martin, le 14 décembre 1896 (doc. parl. n° ; J. O., p.).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890, sur les délégués à la sécurité des mineurs, déposée par M. Basly et plusieurs de ses collègues, le 6 novembre 1896 (Doc. parl. n° 2094; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Arsenaux de la Marine. — Voir ci-dessus *Conditions du travail dans les travaux de l'État*; — et ci-après *Accidents*.

Chemins de fer. — Voir ci-dessus *Louage d'ouvrage*.

Mines. — Voir ci-dessus *Durée de la journée du travail*; — *Délégués mineurs*; — et ci-après *Accidents*.

Accidents. — *Chambre.* — 1° PROJET DE LOI, adopté par le Sénat, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposé le 28 juin 1890 par M. Jules Roche, Ministre du commerce (doc. parl. n° 745; J. O., p. 1425).

2° PROJET DE LOI relatif au droit à indemnité des ouvriers victimes d'un accident dans leur travail, déposé le 28 juin 1890 par M. Jules Roche, Ministre du commerce (doc. parl. n° 746; J. O., p. 1427).

3° *Proposition de loi relative à la responsabilité pécuniaire des concessionnaires des mines en cas d'accidents, déposée le 24 janvier 1891 par M. Granger (doc. parl. n° 1148; J. O., p. 306).*

4° *Proposition de loi sur l'assurance mutuelle obligatoire, son organisation et son fonctionnement, déposée le 26 janvier 1891 par MM. Ricard et Guéysse (doc. parl. n° 1151; J. O., p. 310).*

5° *Proposition de loi ayant pour objet l'assurance obligatoire des ouvriers, ouvrières et employés des deux sexes contre les accidents et la maladie, déposée le 27 janvier 1891 par M. Pierre Richard (doc. parl. n° 1153; J. O., p. 312).*

6° *Proposition de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée le 2 février 1891 par M. Dron (doc. parl. n° 1176; J. O., p. 346).*

7° *Proposition de loi sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Le Cour, le 9 mars 1891 (doc. parl. n° 1274, J. O., p. 672).*

8° *Proposition de loi ayant pour objet d'établir l'assurance obligatoire et gratuite des ouvriers contre les accidents du travail, déposée le 20 juin 1891 par M. Vian (doc. parl. n° 1526; J. O., p. 1495).*

Projet adopté par la Chambre et retourné au Sénat. — Voir *Bulletin de janv. 1896*, p. 52. — Adoption du projet en 1^{er} délib., le 5 déc. 1895. 2^e délib., les 24, 28 et 30 janvier. — Contre-projet de M. Bérenger, déposé le 28 et renvoyé le 30 janvier à la Commission. — Démission des membres de la Comm., le 31 janvier (J. O., p. 48). — Nomination de la nouvelle commission, le 6 fév. 1896 (J. O., p. 744). — Rapport Thévenet, 2 mars 1896 (doc. parl. n° ; J. O., p.). — 3^e délib., 17, 19, 20, 23 et 24 mars 1896. Adoption, 24 mars 1896. — Transmissions à la Chambre, le 2 avril 1896 (doc. parl. n° 1890; J. O., p.). — Renvoi à la Commission du travail. Rapporteur prov. M. Maruéjouls.

Proposition de loi tendant à créer une assurance contre les accidents professionnels pouvant atteindre les ouvriers mineurs, déposée par M. Naquet, le 28 novembre 1893 (doc. parl. n° 61; J. O., p. 95). — Rapp. somm. Magnien, 20 décembre 1893 (doc. parl. n° 218; J. O., p. 95). — Prise en consid., 20 janvier 1894. — Renvoyée à la Commission de prévoyance et d'assurance sociales.

Proposition de loi sur les accidents dont les marins et les pêcheurs sont victimes dans l'exercice de

leur profession, présentée par M. le vicomte de Montfort, le 25 janvier 1894 (doc. parl. n° 365; *J. O.*, p. 89). — Renvoyée à la Commission de la Marine.

Proposition Jouffroy. — Voir ci-après *Caisse de retraites*.

Proposition Castelin. — Voir ci-dessus *Conditions du travail dans les travaux de l'État*.

Proposition de loi sur la sécurité du travail et sur les accidents dans les arsenaux et établissements de la marine, présentée par M. Guieysse, le 1^{er} mars 1895 (doc. parl. n° 1201; *J. O.*, p. 1147). — Renvoyée à la Commission de la Marine.

PRÉVOYANCE.

Mutualité. — *Chambre.* — *Proposition de loi relative aux sociétés de secours mutuels*, présentée par M. Audiffred, le 2 décembre 1893 (doc. parl. n° 80; *J. O.*, p. 221). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. Rapport Audiffred, déposé le 22 novembre 1894 (doc. parl. n° 1010; *J. O.*, p. 168). — Rapp. supp. Audiffred, déposé le 23 janvier 1896 (doc. parl. n° 1754; *J. O.*, p. 16). — Première délibération : 7 et 9 mars, 30 mai et 1^{er} juin 1896.

Proposition de loi ayant pour objet d'encourager le travail, la prévoyance et la mutualité, présentée par M. Papelier, député, le 13 juillet 1894 (doc. parl. n° 833; *J. O.*, p. 1147). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assurance obligatoire contre le chômage. — Voir *Chômage professionnel*.

Assurance en cas d'accidents. — Voir ci-dessus *Accidents*.

Assurance sur la vie. — Voir ci-dessus *Accidents*; — *Caisse de retraites*.

Assurances sur la vie. — *Chambre.* — 1^o *Proposition de loi relative aux associations de la nature des tontines et aux assurances sur la vie*, présentée par M. Jules Roche, député, le 22 janvier 1894 (doc. parl. n° 301; *J. O.*, p. 239). — Renvoyée à la 3^e comm. d'initiative parl. — Rapp. somm. Pams, 15 nov. 1894 (doc. parl. n° 984; *J. O.*, p. 1987). — Prise en considération, le 10 fév. 1896. — Commission spéciale nommée le 10 mars (*J. O.*, p. 1411).

2^o *Proposition de loi relative aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie*, présentée par M. Saint-Germain, le 12 février 1894 (doc. parl. n° 375; *J. O.*, p. 146).

Proposition de loi relative aux assurances sur la vie, présentée par MM. Guieysse, etc..., députés, (doc. parl. n° 834; *J. O.*, p. 1147). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assurance contre l'invalidité. — Voir ci-après *Caisse de retraites*.

Assurances mixtes. — *Chambre.* — PROJET DE LOI ayant pour objet d'autoriser la Caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes, présenté par M. Mesureur, Ministre du commerce, le 27 décembre 1895 (doc. parl. n° 1713; *J. O.*, p. 154). — Renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Drake, le 6 février 1896 (doc. parl. n° 1776; *J. O.*, p. 154). — Discussion et vote sans débat, après déclaration d'urgence, le 7 mars 1896. — Transmission au Sénat le 13 mars 1896 (doc. parl. n° 1776; *J. O.*, p. 154). — *Sénat.* — Rapport déposé par M. Guyot, le 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 1776; *J. O.*, p. 154).

Caisse de secours. — *Proposition de loi relative à la création d'une caisse de dotation des enfants des indigents destinée à leur assurer une dot à la majorité*....., déposée par MM. Rey et Lachize, députés, le 1^{er} février 1894 (doc. parl. n° 345; *J. O.*, p. 119).

Proposition de loi relative à l'organisation et à la gestion des caisses de secours dans les usines, ateliers et manufactures, déposée par MM. Defontaine et Charpentier, députés, le 17 février 1894 (doc. parl. n° 398; *J. O.*, p. 181).

Proposition de loi portant modification aux articles 1, 2, 3 de la loi du 30 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs, présentée par MM. de Ramel et Le Gavrian, députés, le (doc. parl. n° 816; *J. O.*, p. 1147).

Proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'exploitant les caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs, déposée par M. J. Guesde, député, le 12 juin 1894 (doc. parl. n° 707; *J. O.*, p. 931).

Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.

— *Chambre.* — *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des mineurs, présentée par MM. Charpentier, etc., députés, le 10 juillet 1896 (doc. parl. n° 2020; *J. O.*, p.).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly et plusieurs de ses collègues, le 31 octobre 1896 (doc. parl. n° 2081; *J. O.*, p.).

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse des retraites des ouvriers et employés des compagnies secondaires de chemins de fer et d'intérêt local. — *Chambre.* — *Proposition de loi* présentée par MM. Raiberti, etc., le 30 mars 1896 (doc. parl. n° 1882; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurances et de prévoyance sociales.

Voir ci-dessus : *Contrat de louage*.

Caisses de retraites [*Invalidité*]. — Voir ci-dessus *Caisses de secours*.

Proposition de loi relative à la caisse nationale ouvrière de prévoyance, présentée par M. Guieysse, député, le décembre 1893 (doc. parl. n° 38; *J. O.*, p.). — Rapp. som. L. Brunet (doc. parl. n° 119; *J. O.*, p.).

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse de retraites des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, présentée par M. de Ramel, député, le 4 décembre 1893 (doc. parl. n° 93; *J. O.*, p. 130).

Proposition de loi tendant à attribuer à la création d'une caisse des invalides du travail le produit de la vente des diamants de la couronne, présentée par MM. Baulard, etc., députés, le 7 décembre 1893 (doc. parl. n° 124; *J. O.*, p. 153). — Rapp. somm. Montaut, 15 janvier 1894 (doc. parl. n° 223; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi concernant les invalides du travail et les travailleurs valides sans ouvrage, présentée par M. Maurice Faure, député, le 4 décembre 1893 (doc. parl. n° 92; *J. O.*, p. 127).

Proposition de loi tendant à organiser une caisse nationale de retraite pour les travailleurs des deux sexes, présentée par MM. Isambard et J. Goujon, députés, le 16 janvier 1894 (Doc. parl. n° 265; *J. O.*, p. 49).

Proposition de loi relative à l'attribution d'une pension de retraite aux invalides du travail des deux sexes et autres personnes sans ressources suffisantes et absolument incapables de subvenir à l'entretien de leur existence par suite de vieillesse, de maladies incurables, d'infirmités ou d'accidents, présentée par M. C. Jouffray, député, le 20 janvier 1894 (Doc. parl. n° 283; *J. O.*, p. 74).

Proposition de loi relative à la création d'une caisse de dotation des enfants des indigents, destinée à leur assurer une dot à leur majorité et une retraite sur leurs vieux jours, présentée par MM. E. Rey et Lachize, députés, le 1^{er} février 1894 (Doc. parl. n° 345; *J. O.*, p. 119).

Proposition de loi relative à l'organisation d'une caisse de retraites pour la vieillesse, présentée par M. Brincard, député, le 15 février 1894 (Doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 153).

Proposition de loi relative à la création d'une caisse d'assurance nationale destinée à permettre d'élever les enfants des indigents et de procurer une retraite aux travailleurs des villes et des champs atteints par l'âge et les maladies, présentée par M. le général Jung, député, le 17 février 1894 (Doc. parl. n° 393; *J. O.*, p. 179).

Proposition de loi modifiant les pensions des marins du commerce et des pêcheurs dites demi-solde, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 3 décembre 1895 (doc. parl. n° 1647; *J. O.*, p. 1540).

Proposition de loi sur l'organisation de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, présentée par M. A. Lebon, député, le 6 décembre 1895 (doc. parl. n° 1654; *J. O.*, p.).

Proposition de loi relative aux pensions de retraite de la vieillesse et des invalides du travail,

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. Rapport Audiffred, déposé le 16 décembre 1896 (doc. parl. n° ; *J. O.*)

présentée par M. Chautemps, député, le 30 novembre 1893 (doc. parl. n° 71; *J. O.*, p. 1051). — Rapp. somm. L. Brunet, 14 décembre 1893 (doc. parl. n° 35; *J. O.*, p. 187).

Proposition de loi concernant la création d'une caisse générale de retraites, présentée par MM. Chassaing, etc., députés, le 30 janvier 1894 (Doc. parl. n° 310 *J. O.*, p. 111).

Proposition de loi ayant pour objet : 1° la constitution d'une rente au profit de tous les citoyens français, âgés de soixante ans, par la caisse nationale des retraites rendue obligatoire; 2° la novation et l'amortissement de la dette publique par la création de la rente nationale, présentée par M. Michelin, député, le 15 janvier 1894 (Doc. parl. n° 248; *J. O.*, p. 27).

Proposition de loi relative à la création d'une retraite proportionnelle en faveur des inscrits maritimes ayant moins de 25 ans ou de 30 ans de service accomplis, présentée par M. Gendre, député, le 19 février 1894 (Doc. parl. n° 403; *J. O.*, p. 204). — Renvoyée à la Commission de la Marine.

Proposition de loi ayant pour but la création d'une caisse de retraites pour la vieillesse, présentée par M. Dejeante, député, le 11 juillet 1894 (Doc. parl. n° 817; *J. O.*, p. 1).

Voir *Chômage professionnel*. — *Délégues mineurs*. — *Contrat de louage*.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET INTÉRÊT COLLECTIF.

Restriction au droit d'user. — Expropriation.

Mines. — *Proposition de loi sur les mines*, présentée par M. R. Goblet, député, le 15 déc. 1893 (doc. parl. n° 170; *J. O.*, p. 191). — Urgence déclarée, 15 déc. 1893.

PROJET DE LOI sur les mines, présenté à la Chambre des députés par M. Jonnart, Ministre des travaux publics, le 5 mai 1894 (doc. parl. n° 597; *J. O.*, p. 740).

Proposition de loi ayant pour objet de restituer à la nation et aux travailleurs la propriété des mines, présentée par MM. Jaurès, etc., députés, le 19 mai 1894 (doc. parl. n° 639; *J. O.*, p. 828).

Renvoyés à la Commission du travail.

Chasse. — *Proposition Chauvin du 14 novembre 1896*. [Voir ci-après *Protection*.]

PROTECTION ET ASSISTANCE.

1° Enfants mineurs et femmes.

Protection de l'enfance. — *Proposition E. Rey et Lachize.*

Proposition Iung.

Voir ci-dessus

Caisse des retraites.

Proposition de loi tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance, présentée par M. G. Berry député, le 21 mai 1894 (doc. parl. n° 641; *J. O.*, p. 830). — Renvoyée à la Commission de la mendicité.

Travail des enfants et des femmes. — *Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels*, présentée par M. L. Ricard, député, le 23 nov. 1893 (doc. parl. n° 40; *J. O.*, p. 44). — Rapp. somm. Fougeirol, 9 déc. 1893 (doc. parl. n° 132; *J. O.*, p. 155). — Commission du travail. — Rapp. Barthou, 10 février 1894 (doc. parl. n° 372; *J. O.*, p. 157). — Urgence déclarée. — Discussion commencée les 11, 15, 16, 22, 23, 25 et 27 juin 1896.

Proposition de loi portant modification à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée par M. Lecomte, sénateur, le 14 novembre 1893 (doc. parl. n° 2; *J. O.*, p. 708). — (doc. parl. n° 2 rectifié; *J. O.*, p. 1). — Rapp.

somm. Lecomte, 4 déc. 1893 (doc. parl. n° 16; *J. O.*, p. 726). — Prise en consid., 14 déc. 1893. — Rapp. Lecomte, 27 février 1894 (doc. parl. n° 34; *J. O.*, p. 77). — Première délibération : 8 et 13 mars, 24 avril, 11 et 12 juin 1894. — Deuxième délibération : 10 et 13 juillet 1894. — Transmission à la Chambre, 20 juil et 1894 (doc. parl. n° 864; *J. O.*, p. 1180). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Dron, 28 décembre 1895 (doc. parl. n° 2724; *J. O.*, p.). — Première délibération : 11, 15, 16 et 22 juin. Urgence déclarée.

Droit de la femme mariée sur son salaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 801; *J. O.*, p. 1133). — Rapp. som. T. Goujon, 20 déc. 1894 (doc. parl. n° 1094; *J. O.*, p. 2233).

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale, présentée par MM. L. Jourdan, etc., députés, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 803; *J. O.*, p. 1135).

Commission spéc. nommée le 14 février 1895. — Rapp. Goirand, le 14 nov. 1895 (doc. parl. n° 1609; *J. O.*, p. 1472). — Urgence déclarée, discuss. et adop. le 27 février 1896 (*J. O.*, Chambre p. 313). — Transmission au Sénat, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 47; *J. O.*, p. 117).

Caisse nationale de maternité. — *Chambre.* — *Proposition de loi* tendant à établir un impôt sur les chasses gardées, à en affecter les ressources à la création d'une caisse nationale de maternité et à modifier les articles 1, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 22, 26 et 30 de la loi des 3 et 4 mai 1844 sur la police de la chasse, déposée par M. Chauvin, le 14 novembre 1896 (Doc. parl. n° 2114; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du budget. Rapport par M. Maurice Lasserre, déposé le 17 novembre 1896 (Doc. parl. n° 2119; *J. O.*, p.).

2^e Majeurs.

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de 28 ou 13 jours, présentée et lue par M. Coutant, député, le 23 nov. 1895 (doc. parl. n° 1622; *J. O.*, p. 1491). — Urgence déclarée (Déb. parl. p. 2487 et 2499).

Assistance des orphelins et des vieillards. — *Chambre.* — *Proposition de loi* concernant les transmissions et conversions au porteur de rentes sur l'État et l'assistance des orphelins et des vieillards, présentée par M. Malzac, le 28 mai 1896 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du budget.

Assistance des vieillards. — *Chambre.* — *Proposition de loi* ayant pour objet de rendre obligatoire pour les départements l'hospitalisation des vieillards et des infirmes indigents, déposée par M. Michelin, le 5 novembre 1896 (Doc. parl. n° 2089; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assistance médicale gratuite. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer l'exécution de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, présentée par M. Vacherie, député, le 16 déc. 1893 (doc. parl. n° 181; *J. O.*, p. 230). — Renvoyée à la Commission du budget. — Rapp. H. Boucher, concluant négativement, 4 juin 1894 (doc. parl. n° 667; *J. O.*, p. 870).

Assistance publique. — *Proposition de loi* tendant à établir l'assistance publique dans les campagnes au moyen de secours à domicile, présentée par M. Bézine, député, le 5 déc. 1893 (doc. parl. n° 97; *J. O.*, p. 140). — Rapp. som. concluant négativement, 15 janvier 1894 (doc. parl. n° 237; *J. O.*, p. 18).

Proposition de loi relative à l'assistance des vieillards et des infirmes, présentée par MM. E. Rey et Lachize, députés, le 22 février 1895 (doc. parl. n° 1193; *J. O.*, p. 218).

Mendicité. — *Proposition de loi* tendant à la suppression de la mendicité, présentée par M. G. Berry, député, le 16 janvier 1894 (doc. parl. n° 260; *J. O.*, p. 33). — Rapp. som. Escanyé, 10 mars 1894 (doc. parl. n° 496; *J. O.*, p. 412). — Prise en considération, 12 mars 1894 (*J. O.*, p. 492).

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Fleury-Ravarin, 13 déc. 1895 (doc. parl. n° 1673; *J. O.*, p.).

Assistance par le travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer aux nécessiteux des secours immédiats et de favoriser l'assistance par le travail, présentée par M. Michelin, député, le 23 oct. 1894 (doc. parl. n° 944; *J. O.*, p. 1597). — Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur l'assistance par le travail, présentée par M. G. Berry, député, le 8 février 1895 (doc. parl. n° 1170; *J. O.*, p. 1170).

DIVERS.

Encouragement au travail. — *Proposition de loi* tendant à créer une distinction honorifique sous le nom d'*Ordre du Mérite industriel et commercial*, présentée par M. le général Riu, député, le 1894 (doc. parl. n° 939; *J. O.*, p. 1441). — Rapp. Dunaïne, 14 mars 1895 (doc. parl. n° 1229; *J. O.*, p. 1229).

Ministère du travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet la création d'un ministère du travail, de l'hygiène et de l'assistance publique, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 30 octobre 1894 (doc. parl. n° 939; *J. O.*, p. 1441). — Renvoyée à la Commission du travail.

Code du travail. — *Chambre.* — *Proposition de résolution* tendant à charger la Commission du travail de rassembler et de reviser toutes les lois concernant la défense des intérêts des travailleurs ou réglant les rapports de ces derniers avec leurs employeurs, afin d'en former un corps complet sous le nom de Code du travail, déposée par MM. Groussier, etc., députés, le 14 mars 1896 (doc. parl. n° 1845; *J. O.*, p. 303). — Renvoyée à la Commission du travail.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail se maintient assez abondant dans les mines, l'industrie du livre, dans les filatures et dans la métallurgie; il est moins actif que le mois précédent dans les tissages, notamment dans l'industrie linière et dans la soierie, dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie. Situation stationnaire dans l'industrie des cuirs et peaux et dans les diverses professions se rattachant à l'industrie du bâtiment.

Parmi les 330 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 95.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 décembre, la proportion des ouvriers en chômage a été de 8.3 p. 0/0. 7 p. 0/0 des syndicats groupant 10 p. 0/0 de syndiqués estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 69 p. 0/0 des syndicats comprenant 50 p. 0/0 des adhérents jugent qu'il est en même quantité; et 24 p. 0/0 des syndicats réunissant 40 p. 0/0 des adhérents le tiennent pour moins abondant.

La durée du travail journalier a continué à baisser dans les divers métiers de l'industrie du bâtiment, comme tous les ans, à pareille époque, par suite du mauvais temps.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. FORÊTS. — Morte-saison annuelle chez les jardiniers-pépiniéristes. Chez les bûcherons, les neiges ont arrêté l'exploitation de certaines forêts; la douceur de la température de l'hiver précédent a amené une diminution de travail et aussi une réduction des prix de façon. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, notamment à Trainon et à Vieilles-Maisons.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les 3/4 du personnel ouvrier des exploitations. Dans le courant du mois de décembre, le nombre moyen de jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond, et la réparti-

tion de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5 30	"	"	"	92	8
Loire.....	5 55	"	"	"	100	"
Gard et Hérault.....	5 46	"	"	"	100	"
Provence (lignites).....	4 94	"	"	46	54	"
Tarn et Aveyron.....	5 28	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nivernais et Vosges méridionales...	5 60	"	"	"	100	"
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5 84	"	"	"	53	47
ENSEMBLE pour la France.	5 57	"	"	1	93	6

Le mois précédent, le nombre moyen de jours d'extraction par semaine était de 5,96; mais cette diminution de l'intensité de l'extraction n'implique pas, pour cette fois, un accroissement du chômage involontaire; la plupart des mines françaises ont chômé deux jours pour la Sainte-Barbe; en tenant compte de cette circonstance, on peut dire qu'il y a eu travail plein en décembre comme en novembre.

CARRIÈRES. — Ralentissement annuel de l'extraction dû au mauvais temps et à l'arrêt des travaux du bâtiment. Ouvrage moins abondant que l'an dernier notamment à Lérrouville (Meuse); pour le reste, pas de modification.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La sucrerie a terminé sa campagne de sucres de premier jet. L'amélioration signalée chez les confiseurs-pâtisseries s'est maintenue. Chez les boulangers, augmentation de la durée du travail, le taux des salaires tend à diminuer par suite de l'augmentation des bras disponibles; les ouvriers des boulangeries de campagne et de banlieue venant se placer dans les villes pendant la mauvaise saison. Les boulangers comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Placement également plus difficile chez les cuisiniers. Situation sensiblement équivalente à celle de l'an dernier dans l'ensemble, sauf chez les boulangers à Paris, Bayonne, Bordeaux et chez les cuisiniers à Cannes, et à Marseille où elle est jugée inférieure.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Travail toujours actif chez les brocheurs et relieurs. La reprise du travail signalée le mois dernier s'est maintenue chez les imprimeurs-typographes qui comptent 9 p. o/o de chômeurs à Paris, 3 p. o/o en province, 8 p. o/o dans l'ensemble. 16 p. o/o des syndicats groupant 6 p. o/o des syndiqués estiment que le travail est plus actif que celui de l'an dernier à pareille époque, 56 p. o/o des syndicats réunissant 18 p. o/o des adhérents jugent qu'il est aussi abondant, et 28 p. o/o des syndicats avec 76 p. o/o des syndiqués le tiennent pour plus faible. L'ouvrage est plus abondant que l'an dernier, notamment à Beauvais, Amiens, Auxerre, Lyon (lithographes), Melle (Deux-Sèvres), Vesoul et Châteaudun; plus faible à Paris (typographes et imprimeurs), Reims, Arras, Lyon (typographes),

Amey, Marseille, typographes; Limoges, Saint-Nazaire et Saint-Brieuc; pour le reste, pas de changement.

CUIRS ET PEaux. — Situation stationnaire chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux. La reprise du travail signalée dans la fabrication des chaussures se fait lentement; les ouvriers travaillant à la main sont particulièrement atteints par le manque d'ouvrage. Dans la ganterie, les commandes restent inférieures à celles de l'an dernier. Les selliers-bourrelliers et ouvriers de l'équipement militaire sont également peu occupés. Le travail, dans l'ensemble de l'industrie du cuir, est jugé moins actif que l'an dernier, notamment chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux à Millau, Souillac (Lot) et Amboise (Indre-et-Loire); chez les cordonniers, à Boulogne-sur-Mer, Nancy, Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales), Toulouse, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne); chez les gantiers, dans l'Isère et dans les Deux-Sèvres; chez les selliers-bourrelliers à Marseille. Par rapport au mois précédent, une reprise du travail s'est produite chez les cordonniers à Nice et chez les gantiers à Niort; pour le reste, pas de variation notable.

TEXTILES. — Le travail s'est maintenu actif dans les filatures, principalement dans celles du coton, il a diminué dans les tissages, principalement dans ceux de l'industrie linière et dans la soierie; les tissages à la main fortement concurrencés par les tissages mécaniques sont particulièrement éprouvés.

La rubanerie tend à reprendre une certaine activité avec des prix de façon réduits; les inventaires de fin d'année retardent la remise de nouvelles commandes. Fin de la saison dans l'industrie du vêtement et chez les chapeliers. Chômage en augmentation chez les ouvriers des tissages à la main et stationnaire chez ceux des filatures et tissages mécaniques; 11 p. 0/0 chez les teinturiers-apprêteurs; 14 p. 0/0 chez les tailleurs et couturiers. L'ouvrage est estimé généralement aussi abondant que l'an dernier chez les ouvriers des tissages mécaniques; il est jugé cependant inférieur dans les tissages à la main à Grandris et Saint-Jean-la-Bussière (Rhône), à la Tessoualle et Cholet (Maine-et-Loire) et à Laval; dans les tissages mécaniques à Armentières, Condé-sur-Noireau et Bolbec (Seine-Inférieure); chez les teinturiers-apprêteurs à Valenciennes; chez les passementiers et rubaniers à Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire), Saint-Étienne et la Fouillouse (Loire); chez les tapissiers à Nantes, chez les ouvriers et ouvrières du vêtement à Paris, Lyon, chez les chapeliers à Lyon et à Albi. Travail au contraire plus abondant dans les filatures de coton dans le Nord et dans l'Est, chez les teinturiers à Amiens et à Condé-sur-Noireau, chez les voiliers au Havre; pour le reste, pas de changement.

Bois. — Les charpentiers sont entrés dans la période de morte-saison annuelle; la plupart des chantiers ont réduit leur personnel; la journée est également plus faible; elle est de 7 à 8 et quelquefois 9 heures. Les menuisiers-ébénistes, employés encore à quelques travaux d'intérieur, comptent 14 p. 0/0 de chômeurs. Les sabotiers sont encore bien occupés. Les tonneliers ont un peu moins de commandes que la situation favorable des vignobles ne l'avait fait espérer; cependant, le travail est, dans l'ensemble, plus actif que l'an dernier. Situation satisfaisante chez les tabletiers-boutonniers.

L'ouvrage est estimé aussi abondant que celui de l'an dernier chez la plupart des charpentiers et menuisiers; il est cependant jugé moins important chez les charpentiers à Paris et à Boulogne-sur-Mer; chez les menuisiers à Boulogne-sur-Mer, Nancy, Lyon, Valence, Tarbes, le Mans. Il en est de même chez les charrons à Paris, chez les tonneliers à Alger; chez les ébénistes à Paris, Chambéry et Fougères. Commandes plus abondantes que l'an dernier chez les tabletiers-boutonniers dans l'Oise, chez

les vanniers à Origny (Aisne); plus faible chez les ouvriers en peignes à Oyonnax (Ain); chez les ouvriers en crins à Marseille; chez les ouvriers en balais à Caderousse (Vaucluse); pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — L'industrie métallurgique continue à présenter une activité satisfaisante dans le Nord et dans l'Est; le travail tend à être réduit dans le Centre; les ateliers de construction mécanique de l'Ouest et du Sud sont également moins occupés; les commandes sont moins importantes et, de plus, on entre dans la période des inventaires. Les serruriers sont en morte-saison, et le développement du commerce de quincaillerie leur enlève une partie des commandes qui les occupaient en hiver.

Ralentissement du travail chez les ferblantiers-zingueurs, et augmentation des commandes chez les graveurs, grâce à l'approche du nouvel an; 14 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs; 18 p. o/o chez les ouvriers en fer.

L'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier dans le Nord, dans l'Est, à Grenoble, à Nice (serruriers), à Paris (ouvriers en instruments de précision); il est au contraire plus faible chez les mouleurs à Lyon, Romans (Drôme), Marseille, Rouen; chez les métallurgistes à Fraisans (Jura) et Commentry (Allier); à Paris (tailleurs sur acier et charpentiers en fer); à Amiens, Saint-Nazaire (constructeurs-mécaniciens), le Mans (serruriers), Rouen (constructeurs-mécaniciens); chez les ferblantiers à Lyon, Nantes; chez les ouvriers en cuivre à Villefranche (Rhône); pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — Morte-saison annuelle dans l'industrie du bâtiment. Les tailleurs de pierre et maçons estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, un quart environ chez les peintres-plâtriers, 12 p. o/o chez les marbriers. Le travail est jugé plus actif que l'an dernier à la même époque chez les maçons et tailleurs de pierre à Roubaix et Tarbes; plus faible à Dunkerque, Reims, Nancy, Toulouse, Montpellier, la Roche-sur-Yon, Rennes, Angers, Alger; chez les marbriers à Cousolre et à Alger; chez les peintres-plâtriers à Versailles, Troyes, Roubaix, Armentières, Reims, Clermont-Ferrand, Marseille et au Mans; pour le reste, pas de variation notable.

CHAUFOURNERIE. CÉRAMIQUE. VERRERIE. — Morte-saison annuelle chez les chaudières et chez les céramistes du bâtiment. Chez les faïenciers et porcelainiers, amélioration de la situation, grâce à des cours moins désavantageux. La verrerie, qui a éprouvé une diminution dans ses prix de vente a pu compenser cette diminution par une baisse de la matière première (soude et charbon).

TRANSPORTS. MANUTENTION. — La situation tend à s'améliorer chez les ouvriers des entreprises de transport et de manutention avec les transactions plus nombreuses pour le jour de l'an; 5 p. o/o de chômeurs. Situation stationnaire chez les ouvriers et employés de l'alimentation; léger ralentissement du travail chez les coiffeurs par suite de la température plus froide. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les cochers-livreurs à Paris, chez les cochers à Rennes, chez les employés de commerce et comptables à Nice; il est, au contraire, en diminution chez les marins du commerce à Marseille; chez les employés de cafés et les étaliers à Paris, chez les garçons de café à Perpignan, Bayonne, Bordeaux, Alger; chez les coiffeurs à Perpignan; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par départements, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2° par les correspondants.

Nord. — *Industries textiles.* — Les lins de pays laissent beaucoup à désirer sous le rapport de la qualité; il en résulte que, si les bonnes parties se vendent facilement et à pleins prix, il n'en est pas de même des petites sortes qui ne peuvent s'écouler qu'avec des concessions importantes. Les lins de Russie rotis à terre se sont bien vendus en novembre et au commencement de décembre; les prix avaient même monté de deux à trois francs, mais, depuis deux semaines, les ventes se sont ralenties et ce sont les anciens cours qui sont pratiqués maintenant. Les fils se sont bien vendus depuis deux mois; les prix n'ont guère changé, sauf pour les fils secs qui ont peut-être encore augmenté au début de cette période. En ce moment, les prix se maintiennent sans changement autant pour les fils secs que pour les mouillés, aussi la filature travaille-t-elle assez activement. Le tissage de toile a été moins heureux : la vente ne s'est pas bien faite et la production s'est ralentie; quelques usines même ne travaillent pas le soir, mais on compte sur la vente de janvier pour écouler les stocks qui se sont déjà formés. — *L. Letombe.*

A Armentières, la situation satisfaisante dans les *tissages*, pendant le premier semestre, est devenue moins bonne depuis quatre à cinq mois; les ventes ont diminué, mais les prix ont été assez rémunérateurs. Pour la *filature*, situation très bonne, vente et production actives. Une filature de coton s'est agrandie; une autre qui était fermée va rouvrir avec d'autres métiers; enfin, une autre doit être construite incessamment. Peu de chômage dans l'ensemble. La journée qui varie de 10 à 11 heures tend à être diminuée.

Meurthe-et-Moselle. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NANCY. — Pendant l'année 1896, l'exploitation des *forêts*, pour les bois de chauffage, a eu tendance à diminuer, la douceur de l'hiver ayant amené une faible consommation et les combustibles minéraux tendant de plus en plus à remplacer le bois. Les bois d'industrie (hêtre pour semelles de galoches, chêne pour travail de menuiserie, charpente, etc.) ont été moins demandés que l'an dernier, le chêne, principalement, par suite de la concurrence du chêne de Hongrie. Les prix deviennent moins rémunérateurs; les produits secondaires, d'autant plus importants que les arbres sont moins gros, utilisés autrefois pour les traverses de chemins de fer, grosse charpente, etc., se placent plus difficilement à cause de l'emploi plus fréquent du fer, de l'acier, etc. La situation de l'industrie du *sel* est devenue assez difficile; les 14 salines qui existaient déjà et dont la puissance de production dépassait d'ailleurs les demandes, avaient dû restreindre leur fabrication lorsque deux nouveaux établissements de raffinage du sel se sont montés aux environs de Nancy, ce qui a entraîné une baisse notable des produits fabriqués. La *ménerie* a traversé de mars à septembre une crise assez grave; en juillet et août, notamment, nombre d'usines ne pouvant trouver dans le prix de vente une rémunération satisfaisante ont ralenti et même suspendu leur fabrication. On attribue cette situation à la diminution de la consommation du pain qui est remplacé dans l'alimentation par d'autres denrées et au développement des moyens de production; heureusement le décret du 2 août 1896, en facilitant l'exportation des farines à destination de la Suisse et de l'Alsace avec des acquits de blé créés à Marseille, a permis de compenser le mal dans une certaine mesure. De plus, la rareté de la main-d'œuvre, due à l'activité de l'industrie métallurgique, a causé une hausse de 5 p. 0/0 sur les salaires.

L'industrie des *cuirs* reste sensiblement la même pendant le semestre précédent; bien que la hausse du deuxième semestre 1895 ait été atténuée, les cuirs se sont maintenus 15 et 20 p. 0/0 plus chers qu'avant cette hausse. La fabrique de chaussures, contrariée par ces prix encore élevés et ayant eu une vente restreinte à la suite d'un hiver sans froid, a dû limiter sa production; de plus, le nombre de fabriques ayant continué à augmenter, les prix de vente ont continué à baisser jusqu'à ceux pratiqués avant la hausse de la matière première; il y a eu aussi quelques chômages chez les ouvriers.

Dans l'industrie *cotonnière*, il y a eu :

1880, nombre de broches à filer,	41.124,	nombre de métiers à tisser,	733
1889	—	85.731	—
1895	---	82.936	---
1896	---	82.936	---
			1.650

La situation, assez satisfaisante dans la *filature*, a laissé à désirer dans les *tissages*, aussi une société d'exportation s'est formée entre les tisseurs de la région pour s'entendre avec les maisons françaises ou anglaises en vue de l'exportation des produits, pour débarrasser le marché intérieur d'un stock qui pèse sur les cours.

Grâce aux perfectionnements apportés dans la fabrication du *chapeau de paille*, cette industrie s'est faite une situation de premier ordre sur les marchés français et étrangers; la mode aidant, les affaires pendant l'été dernier ont été très sérieuses.

L'industrie de la *tonnellerie*, qui avait subi l'an dernier une crise intense, a repris une certaine activité; la brasserie a fait d'importantes commandes. Une importante maison, grâce à la perfection de son outillage et à la supériorité de ses produits, a pu prendre une grande extension notamment à l'étranger; on estime que le développement serait même plus considérable avec un système de drawbacks facilitant l'admission en franchise des bois nécessaires à la fabrication.

L'industrie *métallurgique* a continué à progresser; il existe actuellement 64 hauts fourneaux dont 52 à feu; l'augmentation provient de l'extension prise par certains établissements; on signale notamment : une aciérie et un laminoir à Pompey, une grande aciérie à Villerupt, un nouveau haut fourneau et une fonderie. Le fer et l'acier ont bénéficié des cours notablement supérieurs à ceux de l'an dernier. Pour les fontes moulées, les prix sont restés stationnaires malgré l'augmentation du prix du combustible et de la fonte brute. L'emploi de l'acier se développe en partie au détriment du fer. Le personnel ouvrier devient de plus en plus nombreux (15.000 ouvriers dans l'ensemble de l'industrie). Il n'y a pas eu de chômage. D'autre part, la consommation du coke ayant augmentée plus rapidement que la production, malgré la construction de fours dans le Nord et dans le Pas-de-Calais et le développement de ceux qui existent en Westphalie, on craint que le progrès de l'industrie métallurgique ne puisse être entravé par le manque de combustible.

L'industrie de la *faïence fine* a conservé à peu près la même activité que l'an dernier. Les trois manufactures du département, représentant du quart au cinquième de la production totale de la France, ont maintenu leur chiffre d'affaires et ont même été en progrès pour l'exportation. La vente sur le marché intérieur, qui laisserait plus de bénéfice, ne s'est pas accentuée jusqu'ici, malgré les efforts du comptoir céramique qui a cependant réussi à enrayer la baisse de ces dernières années.

Dans la *verrerie*, par suite de la rupture du syndicat des verriers, une baisse assez considérable s'est produite sur tous les produits, en partie atténuée, d'ailleurs, par les bas prix du charbon et de la soude; cependant les ventes ont été assez actives. La *fabrication des glaces*, grâce au perfectionnement apporté à son matériel, a pu étendre ses affaires et augmenter sa production d'un quart, tout en réduisant son personnel, mais en augmentant le salaire des ouvriers occupés.

Yonne. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AUXERRE. — Pendant le deuxième semestre de 1896, les *carrières* du Tonnerrois ont présenté une activité satisfaisante grâce à la réputation des pierres de ce pays; cependant les commandes ont eu tendance à diminuer par suite de l'augmentation de la concurrence des autres centres, favorisés au point de vue des transports par voie de fer et par eau. La production et la fabrication des *ocres* ont été assez actives; les prix de vente en baisse deviennent moins rémunérateurs. Travail ralenti dans les *minoteries*, principalement dans les petits établissements qui doivent travailler au jour le jour avec des capitaux empruntés et sur des matières premières dont les cours influencés par le marché à terme laissent au fabricant un bénéfice incertain. Dans l'industrie du *cuir*, l'activité, bien que contrariée par la cherté des cuirs de l'an dernier, a eu tendance à reprendre; la situation paraît plus favorable. La récolte des vins ayant diminué depuis ces dernières années et celle de cette année ne devant pas être aussi importante qu'on l'avait espéré, la fabrication des *feuilletons*, dites de « Basse-Bourgogne », a été peu à peu délaissée, au point de devenir insuffisante pour une récolte abondante.

Dans l'*industrie mécanique*, les travaux au cours de cette année ont été assez abondants et rémunérateurs; il n'y a pas été signalé de chômage.

Dans les fabriques de *ciments*, dit de « Vassy », la production, très active pendant le premier semestre, a notablement diminué pendant le second; on attribue cette réduction de commandes à la diminution du nombre des grands travaux publics. Les prix, en baisse depuis un certain temps, ont laissé un bénéfice jugé à peine suffisant. La baisse des prix dans

les usines de ciments dits de « Portland » est estimée à 25 p. o/o; pour cette spécialité, la fabrication s'est maintenue assez active. Affaires plus difficiles dans le commerce des bois à brûler, principalement sur Paris, où la consommation tend à diminuer par suite du perfectionnement des appareils de chauffage au charbon. Par contre, le bois d'œuvre pour parquets et pour menuiserie a été assez recherché.

Dans l'ensemble des industries, on estime que, si l'activité se maintient, les bénéfices tendent à baisser; la diminution par rapport à l'an dernier est estimée à 10 p. o/o.

Le commerce et principalement le petit et le moyen commerce ont été particulièrement éprouvés; les faillites ont été nombreuses; des maisons ont été fermées et liquidées faute de successeurs pour les prendre. On attribue cette crise aux faibles récoltes des vignobles de l'Yonne, qui ont amené les populations des campagnes à restreindre leurs achats, aussi à la concurrence des grands magasins de Paris et au développement des sociétés de consommation.

Loire. — Dans les tissages de la région de Saint-Etienne et dans les industries qui en dépendent, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée, il y aurait eu plutôt tendance à la baisse des prix de façon; les articles qui, grâce à la mode, avaient été très demandés, ont reperdu l'avance obtenue il y a trois mois; les articles ordinaires, dont les prix avaient déjà été réduits, sont restés stationnaires. Le nombre des ouvriers en chômage n'a pas varié depuis le second semestre.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. — Pendant le deuxième semestre de 1896, la fabrication des tissus dits « Péruviennes » de la région de Castres s'est maintenue avec une activité satisfaisante; les commandes ont été abondantes, la main-d'œuvre, plutôt rare, aurait amené une hausse des salaires de 10 p. o/o, par rapport à l'an dernier, chez certains industriels. Les bénéfices qui, grâce à l'outillage et par rapport à la quantité de marchandises produites, seraient satisfaisants, ont été, le plus souvent, notablement diminués par les frais de transports qui sont les mêmes que ceux des tissus, draperies, d'une valeur marchande supérieure. Dans les usines d'*effilochage*, la situation est devenue également plus difficile. Situation stationnaire dans les ateliers d'*ébénisterie en gros*, de *fonderie* et de *construction métallique*.

A Graulhet, un important établissement qui comprenait *minoterie*, *corroyage des peaux* et *trituration du sumac*, détruit par un incendie, avait laissé un grand nombre d'ouvriers sans ouvrage; on a pu trouver, maintenant, à occuper ces chômeurs. Dans la *tannerie*, industrie principale de la région, le nombre des établissements en activité a tendance à décroître par suite de la transformation de l'outillage à la main en outillage mécanique et de la concentration dans de grandes usines. La production, pendant le deuxième semestre 1896, a été assez active, mais les prix obtenus ont été faibles et peu rémunérateurs, le prix de la matière première restant très élevé. Il y a eu plutôt afflux de main-d'œuvre, et quelques chômages temporaires, causés par des mécomptes dans les ventes. Les salaires se sont maintenus à leur taux habituel et la journée à dix heures.

Deux-Sèvres. — A Niort, situation stationnaire dans la plupart des industries, sauf dans la *ganterie*, qui est moins occupée que l'an dernier; le chômage a atteint un certain nombre d'ouvriers de cette profession, et le travail est limité dans la plupart des maisons.

Mayenne. — Dans la région de Laval, la situation des fabriques de *coutils*, principale industrie du pays, laisse beaucoup à désirer; les commandes sont plus faibles que les années précédentes; cette diminution de la production est attribuée à la concurrence faite aux articles dits « de Laval » par les tissages mécaniques de plus en plus nombreux dans les départements de l'Est et aussi au remplacement du couteil pour vêtements par des draps très légers. Les tissages ont encore des commandes pour deux mois environ. Un nouveau tissage mécanique vient d'être mis en marche. On évalue le nombre des ouvriers en chômage à un cinquième. La journée est généralement de dix heures.

**Analyse, par départements, des renseignements fournis
par les Chambres syndicales ouvrières.**

Seine. — Pas de chômeurs signalés chez les *jardiniers*, travail réduit à 48 heures par semaine; les transplantations étant terminées, peu de travail chez les *pépiniéristes*; le personnel est également réduit chez les *horticulteurs* et chez les *maraisiers*. Tendance à la diminution des salaires dans quelques maisons chez les *travailleurs de la boulangerie*. 3 p. o/o de chômeurs et travail peu actif chez les *imprimeurs-conducteurs*; une des plus importantes maisons a réduit de plusieurs heures la journée de travail; on fait souvent de 30 à 40 heures par semaine. Pas de chômeurs signalés chez les *conducteurs-typographes*; 10 p. o/o chez les *typographes*; chez ceux-ci, le travail reprend depuis le mois dernier. 8 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la barre*. Reprise du travail, par rapport au mois dernier, chez les *coupeurs-chemisiers*. Diminution, au contraire, chez les *coupeurs-tailleurs* qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; durée moyenne du travail, 55 heures par semaine. Chez les *charpentiers*, les chantiers encore en activité renvoient une partie de leur personnel; dans certains, les ouvriers nouvellement embauchés seraient payés à un taux inférieur au prix habituel. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en voitures* syndiqués; ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent et, travail, 54 heures en moyenne par semaine. Ouvrage encore assez actif chez les *ouvriers des fabriques de toilette anglaise*. Travail ralenti chez les *tailleurs sur acier*; 5 p. o/o de chômeurs, parmi les syndiqués, chez les *chauffeurs-mécaniciens*, qui font environ 76 heures par semaine; 48 heures chez les *charpentiers en fer*, qui estiment que deux tiers des leurs sont atteints par le chômage dû aux mauvais temps et au défaut de grands travaux en cours. Travail plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *ouvriers en instruments de précision*, grâce aux nouvelles commandes d'appareils électriques, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs, et durée du travail 60 heures par semaine; 66 heures chez les *estampeurs-poéliers* qui comptent 2 p. o/o de chômeurs, c'est l'époque de la morte-saison de fin d'année. Reprise du travail chez les *ouvriers de la gravure* qui sont tous occupés, grâce aux commandes du nouvel an.

Travail plus actif pour le même motif et 6 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin* et *cochers livreurs*. Les *garçons restaurateurs limonadiers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, les *étaliers* 10 p. o/o; la durée du travail est légèrement augmentée.

Seine-et-Oise. — Travail, 40 à 45 heures par semaine chez les *carriers* de Saint-Chéron. A Versailles, les *maçons* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; une maison qui occupait 20 ouvriers vient de fermer; la durée du travail est réduite à 48 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres* qui font en moyenne 42 heures par semaine.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *vanniers* d'Origny qui font la journée de 10 heures; situation meilleure que l'an dernier; grâce aux améliorations apportées par une maison nouvellement fondée, la retenue faite sur les salaires pour l'emmagasinage d'hiver a été supprimée.

Oise. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *typographes* de Beauvais. Les commandes encore insuffisantes n'ont pas permis de reprendre le travail chez les *cordonniers* de Liancourt; la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier. Les *scieurs* d'Hermes sont tous occupés, ils font 72 heures par semaine; les commandes sont plus nombreuses que l'an dernier. Pas de chômeurs dans l'industrie de la *boutonnerie-tabletterie* de Méru.

Somme. — A Amiens, l'abondance des commandes et la création d'un nouveau journal permettent d'occuper tous les *typographes*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers* qui font la journée complète de 11 heures; journée de 10 heures et 3 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*. Travail de 48 à 56 heures par semaine et journée en diminution de 2 heures chez les *coupeurs-tailleurs pour confection*, soit environ les deux tiers de la corporation; les

coupeurs de mesure font la semaine complète. Pas de chômeurs chez les *serruriers*, qui font en moyenne 42 heures par semaine; les commandes qui avaient jusqu'ici permis d'occuper les ouvriers pendant la saison d'hiver tentent à diminuer par suite du développement pris par le commerce de la quincaillerie. Durée du travail 42 heures, en moyenne, par semaine et un cinquième des syndiqués en chômage chez les *couvreurs-plombiers*.

Pas-de-Calais. — 13 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Arras qui sont moins occupés que l'an dernier. A Boulogne-sur-Mer, les *charpentiers* estiment que plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage; la journée est diminuée de 3 à 5 heures. 4 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* qui font environ 42 heures par semaine. Ouvrage un peu plus abondant que l'an dernier chez les *peintres en bâtiment*; le taux des salaires a tendance à la baisse.

Nord. — Les mineurs de Déchy ne signalent pas de chômeurs chez leurs adhérents. A Lille, reprise du travail par rapport au mois précédent chez les *relieurs-papetiers* qui ne comptent pas de chômeurs et font de 60 à 70 heures par semaine. Travail toujours actif chez les ouvriers de l'industrie du fil, de même chez les *tisserands* d'Haspres. La saison de travail semble moins favorable que celle de l'an dernier chez les *ourdisseurs* de Valenciennes qui font de 60 à 70 heures par semaine. Situation toujours satisfaisante chez les *ouvriers en métaux* de Lille; 9 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs* et *employés de tramways*.

A Jeumont, une entreprise de *marbrerie* a renvoyé les deux tiers de son personnel, ces ouvriers ont pu s'employer ailleurs; 9 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers pour cheminées* de Cousolre; la journée est réduite de 2 heures pour 100 ouvriers; le taux des salaires tend à être réduit. Les *maçons* de Dunkerque comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Journée diminuée d'une heure et, travail, environ 40 heures par semaine chez les *ouvriers en bâtiment* de Roubaix qui comptent un quart des leurs en chômage; un peu plus de moitié chez ceux d'Armentières, dont la journée est réduite à 7 heures, en diminution d'une heure sur celle du mois précédent; à Dunkerque, les *plâtriers* ne signalent pas de chômeurs parmi les syndiqués, la journée est de 9 heures.

Ardennes. — 1 p. o/o de chômeurs chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay, cependant ouvrage toujours satisfaisant.

Marne. — A Reims, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *lithographes-papetiers*, qui sont tous occupés et font 83 heures par semaine en moyenne; la journée a été augmentée de 2 heures pour une centaine d'ouvriers. Travail réduit à 42 heures par semaine chez les *maçons*. Il y a un peu de chômage dans les *apprêts*.

Meuse. — A Lérouvillle, la situation tend à devenir plus mauvaise, les prix de façon sont diminués et les difficultés du travail sont augmentées; les commandes sont peu abondantes, la neige et la gelée vont, en outre, arrêter les travaux des *carriers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, situation estimée un peu inférieure à celle de l'an dernier chez les *typographes* qui font de 60 à 65 heures par semaine, pas de chômeurs. Travail 60 heures par semaine chez les *ouvriers en chaussures*, une maison nouvelle vient de se monter. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *ouvriers en limes* qui font souvent la journée de 15 heures. Les travaux sont presque entièrement arrêtés par le froid chez les *tailleurs de pierre* qui font 48 heures par semaine.

Haute-Saône. — Travail abondant et pas de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul.

Doubs. — Journée en diminution de 2 heures sur les mois précédents et travail en moyenne 40 heures par semaine chez les *charpentiers* de Besançon.

Jura. — Amélioration chez les *métallurgistes* de Fraisans, on a embauché de nouveaux ouvriers pour deux laminoirs qui avaient été arrêtés le mois dernier; on fait 5 jours par semaine au lieu de 4.

Ain. — Ralentissement du travail chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax par suite de la hausse de la corne employée à la fabrication; on fait de 50 à 60 heures par semaine. Le travail se maintient chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Côte-d'Or. — Travail actif chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château. Chez les *comptables* de Dijon, situation stationnaire par suite de l'accalmie des affaires.

Yonne. — A Auxerre, travail actif chez les *typographes* de la région, l'imprimerie nouvellement fondée permet d'occuper 20 ouvriers de plus que l'an dernier. Travail 55 heures par semaine chez les *charpentiers*.

Nièvre. — Les travaux en forêts sont arrêtés par la neige chez les *bûcherons* de Menou.

Allier. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Cusset qui font 66 heures par semaine. Chez les *métallurgistes* de Commentry, le travail a été suspendu une journée par semaine dans certains ateliers, dans certains autres, la journée a été réduite à 9 heures.

Puy-de-Dôme. — Les *plâtriers* de Clermont-Ferrand estiment qu'un peu plus d'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Haute-Loire. — Morte-saison de fin d'année chez les *passementiers chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve qui font 72 heures par semaine.

Loire. — Saint-Étienne, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, reprise du travail par rapport au mois dernier. Ralentissement du travail chez les *tisseurs-épingleurs*; on estime qu'un peu plus de moitié des *tisserands* manquent de commandes. Chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, la situation est encore inférieure à celle de l'an dernier au point de vue des salaires, bien que les métiers soient assez occupés; la saison des inventaires empêche un relèvement des prix de façon. Reprise du travail par rapport au mois dernier chez les *passementiers* de la Fouillouse qui comptent 18 p. o/o de chômeurs. Les *maçons* de Saint-Étienne estiment que le chômage atteint plus de la moitié des leurs.

Rhône. — A Lyon, des commandes du nouvel an amènent une augmentation de travail chez les *lithographes*; cette année l'ouvrage semble plus abondant que l'an dernier; de même chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes* qui sont tous occupés; de même, amélioration chez les *typographes* qui comptent 5 p. o/o des leurs sans place.

3 p. o/o chez les *coupeurs-brocheurs*, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Situation toujours satisfaisante chez les *tisserands* d'Amplepuis. Pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière qui font environ 70 heures par semaine; mais diminution des commandes par rapport à l'an dernier. De même, situation plus mauvaise chez les *tisseurs* de Grandris, un tiers des ouvriers de la région manquant de commandes, les prix de façon diminueraient dans la plupart des maisons, sauf dans la Société coopérative ouvrière. A Lyon, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *coupeurs-tailleurs*; de même, ralentissement du travail chez les *chapeliers en fantaisie* qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; une maison vient de suspendre sa fabrication; journée réduite d'une heure et demie pour les trois quarts des ouvriers; on fait 45 heures par semaine.

Constructions moins nombreuses que l'an dernier chez les *parqueteurs* et *replanisseurs* qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; durée du travail, 42 heures par semaine. 12 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs* qui font 60 heures par semaine, sauf pour une vingtaine d'ouvriers qui subissent une diminution de 3 à 5 heures par semaine. Les *chauffeurs-mécaniciens d'usines* comptent 10 p. o/o des leurs sans place, la durée du travail est en général de 76 heures, demi-journée du dimanche comprise. 16 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers-lampistes* qui font de 40 à 42 heures par semaine; la journée est réduite de 3 heures pour 50 ouvriers; les commandes tendent à être confiées aux ouvriers des campagnes dont la main-d'œuvre est meilleur marché.

Haute-Savoie. — Ouvrage abondant chez les *carriers* de Thollon-Mellerie, mais le mauvais temps a réduit le travail à quelques heures par semaine.

Savoie. — Les *travailleurs du lierc* de Chambéry sont tous occupés.

Isère. — A Grenoble, la saison est estimée plus mauvaise que celle de l'an dernier chez les *gautiers*. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* qui font 36 à 54 heures par semaine; l'ouvrage est en diminution sur le mois précédent, c'est l'époque des inventaires, la réduction frappe notamment les *ajusteurs* et les *fondeurs* en fer.

Drôme. — 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *menuisiers* de Valence, qui font 60 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *mouleurs en fer* de Romans qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage et font 54 heures en moyenne par semaine.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, 18 p. 0/0 de chômeurs chez les *jardiniers* qui font environ 54 heures par semaine; la situation tend à devenir moins favorable. Chez les *cuisiniers*, le placement est devenu plus difficile que l'an dernier à la même époque. A Nice, reprise du travail par rapport au mois dernier, et 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *cordonniers*; ils font environ 78 heures par semaine, leur journée est augmentée de 2 heures. 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *serruriers*; 9 p. 0/0 chez les *plâtriers*. A Cannes, les *employés linonadiers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Situation plus favorable que l'an dernier chez les *coiffeurs* de Nice, par suite de la diminution de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère que les patrons se seraient engagés à ne plus occuper.

Corse. — Pas de chômeurs chez les *employés de commerce* d'Ajaccio; une maison a réduit d'une heure 1/2 la journée de travail; affaires très calmes par suite de la morte-saison de l'industrie du *bâtiment*.

Bouches-du-Rhône. — Le travail est encore suspendu 2 jours par semaine chez les *mineurs* de Fuveau. A Marseille, les *savonniers* comptent un cinquième des leurs sans ouvrage par suite de l'arrêt de certains ateliers pour cause de réparations. Les *cuisiniers de terre et de mer* comptent un peu plus du tiers des leurs sans place, durée du travail environ 65 heures par semaine; placement plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère.

3 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*, la reprise habituelle du mois de décembre a été moins accentuée que l'an dernier; chez les ouvriers aux pièces, la durée du travail a été de 40 heures en moyenne. Ralentissement du travail chez les *selliers-bourreliers* qui estiment qu'une moitié des leurs sont atteints par le chômage.

Peu de commandes chez les *fondeurs*; on compte de 25 à 30 ouvriers en chômage la plupart du temps; la journée est diminuée d'un quart d'heure pour 400 ouvriers. Par suite de la fin de la grève des mouleurs, qui avait arrêté un certain nombre de travaux, la fabrication a repris avec une certaine activité chez les *forgerons* qui comptent 8 p. 0/0 des leurs sans ouvrage et font, dans un certain nombre d'ateliers, la journée de 13 à 14 heures. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres*; les travaux du bâtiment sont arrêtés et ceux de la marine, qui, l'hiver, fournissaient du travail aux ouvriers inoccupés, font défaut cette année, durée du travail réduite à 30 et 40 heures par semaine; le prix de l'heure tend à baisser; une demande d'entreprise de travaux en régie, comme l'année passée, a été adressée à la municipalité.

Gard. — 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes* de Nîmes.

Aveyron. — 16 p. 0/0 de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers* de Millau. Les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Graulhet estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; durée du travail environ 40 heures par semaine.

Tarn. — Les fêtes de Noël et du Jour de l'An ont procuré une légère amélioration chez les *chapeliers* d'Albi; cependant la situation reste inférieure à celle de l'an dernier,

Hérault. — Pas de chômeurs signalés chez les *cultivateurs* de Marsillargues. Le travail est

suspendu le lundi chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, les *boulangers* comptent 10 p. o/o de chômeurs, le froid amène une augmentation de la durée du travail d'une heure environ par jour. Les *tailleurs de pierre* estiment qu'un peu plus de la moitié des leurs sont atteints par le chômage, les grands travaux de constructions neuves sont arrêtés, les réparations occupent encore quelques ouvriers 48 heures environ par semaine.

Aude. — Bien que l'ouvrage soit plus abondant que l'an deraier, les pluies continuent à arrêter les travaux chez les *terrassiers* de Carcassonne. la concurrence des réfugiés espagnols rend aussi le placement assez difficile, les *ouvriers agricoles* de Cuxac comptent 5 p. o/o des leurs en chômage. A Carcassonne, travail toujours abondant chez les *ouvrières de l'habillement*, 9 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* qui font 45 heures par semaine; la journée est réduite de deux heures et demie pour moitié des ouvriers. 15 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*, dont la journée, en diminution de deux heures, est réduite à 8 heures.

Pyrénées-Orientales. — 16 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les *espadrilleurs trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *coiffeurs* de Perpignan qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

Haute-Garonne. — A Toulouse, 18 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* qui font 48 heures par semaine. Ralentissement du travail, par rapport à l'an dernier chez les *trépointeurs* de Toulouse; 400 ouvriers subissent une diminution de 15 p. o/o environ dans leur gain hebdomadaire.

Hautes-Pyrénées. — Les *menuisiers* de Tarbes comptent environ un quart des leurs en chômage; la journée est diminuée d'une heure et demie dans trois maisons; ouvrage moins abondant que l'an dernier, une maison vient de fermer. Ralentissement du travail chez les *tailleurs*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, les *garçons bouchers* sont tous occupés, placement plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère. Les *boulangers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, les ouvriers boulangers des campagnes sans place venant à la ville en plus grand nombre que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Pau, qui font 54 heures par semaine.

Landes. — Les *verriers* de Moustey sont tous occupés.

Lot. — On ne travaille que trois jours par semaine chez les *travailleurs de la terre* de Cahors par suite du mauvais temps.

Lot-et-Garonne. — Ralentissement du travail par rapport à l'an dernier et au mois précédent chez les *cordonniers* de Villeneuve-sur-Lot; quelques maisons ont congédié une partie de leur personnel; une seule entreprise est bien alimentée de commandes, mais les ouvriers y sont moins nombreux que l'an dernier, l'emploi des machines nouvelles ayant permis d'en réduire le nombre.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons et aspirants boulangers* estiment que 19 p. o/o des leurs sont sans place à demeure; ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent, travail 80 à 90 heures par semaine; chez les *mouleurs et sculpteurs* sur bois, le travail, qui était d'ordinaire très actif pendant ce mois, n'a pas permis d'occuper tous les ouvriers; on estime qu'un tiers ont été atteints par le chômage. 19 p. o/o de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; un peu plus du tiers chez les *garçons limonadiers*.

Charente-Inférieure. — Pas de chômeurs parmi les syndiqués chez les *boulangers* de Rochefort; de même chez les *maçons* d'Échillais qui font environ 56 heures par semaine.

Charente. — Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *typographes* d'Angoulême, qui sont tous occupés.

Haute-Vienne. — A Limoges, pas de chômeurs signalés, parmi les syndiqués, chez les *relieurs doreurs* qui font 60 heures par semaine; la journée a été augmentée d'une heure pour 250 ouvriers. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *typographes* qui comptent 8 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués, plusieurs ouvriers rentrés du service militaire n'ont pu trouver de place et changent de métier ou de ville. Le chômage atteint la moitié des *peintres sur porcelaine*.

Corrèze. — Les *typographes* de Tulle estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, reprise du travail depuis le mois dernier chez ceux de Brive.

Cher. — Chez les *travailleurs sur métaux* de Bourges, l'activité signalée le mois dernier se maintient. Le travail est arrêté chez les *maçons* de Dun-sur-Auron. De même chez les *chaufourniers* de Jussy-le-Chaudrier et de la Guerche.

Vienne. — Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Poitiers.

Deux-Sèvres. — Chez les *gantiers* de Niort, reprise du travail dans deux fabriques; un tiers de la corporation ne ferait que 3 à 4 jours par semaine.

Vendée. — Pas de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon, qui font 60 heures par semaine. Le travail se maintient plus abondant que l'an dernier chez les *tisserands* des Epesses.

Loire-Inférieure. — A Nantes, durée du travail augmentée de 5 heures par semaine dans une *rizerie* occupant 30 ouvriers; journée diminuée de 2 heures dans une *savonnerie* occupant 20 ouvriers; journée en moyenne de 11 heures chez les ouvrières des *fabriques de produits chimiques* qui ne comptent pas de chômeurs; l'ouvrage tend à diminuer par rapport au mois précédent. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Nantes. A Saint-Nazaire une nouvelle *imprimerie* vient de se monter.

A Nantes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*, qui font 60 heures par semaine. Journée de 8 et 9 heures chez les *charpentiers*. Le travail commence à baisser chez les *menuisiers*, qui font encore de 50 à 54 heures par semaine; pas de chômeurs chez les syndiqués. A Saint-Nazaire, les *chaudronniers* syndiqués estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage, on fait en moyenne 54 heures par semaine; ouvrage en diminution sur le mois précédent. Les ouvriers et aides *forgerons* syndiqués comptent un cinquième des leurs en chômage, durée du travail, 54 heures par semaine; de même chez les *riveurs-chaufreineurs*. Même durée du travail et 8 p. o/o de chômeurs chez les *frappeurs-forgerons* de Nantes.

D'après d'autres renseignements portant sur l'ensemble des ouvriers de Saint-Nazaire, on estime que le chômage atteint 8 p. o/o des ouvriers chez les *menuisiers* syndiqués ou non. Dans les ateliers de *grosse chaudronnerie* d'une grande Compagnie de transports, on fait 54 heures par semaine, et un cinquième des ouvriers ont été renvoyés. Dans les chantiers de *constructions navales*, la durée de travail qui était de 66 heures le mois dernier pour les ouvriers aux tours et pour les machinistes est réduite à 54 heures, dans les petits ateliers de travail des métaux, on a également réduit la durée du travail de 4 heures environ par semaine, sauf pour les *monleurs-modeleurs* qui font 60 heures; on fait 54 heures chez les menuisiers et 48 heures chez les ouvriers du bâtiment et chez les *plâtriers* et *peintres*. Le chômage atteindrait un cinquième des *serruriers*, 12 p. o/o chez les *maçons*, et un grand nombre d'ouvriers chez les *peintres* et *plâtriers*. Une des plus importantes entreprises de constructions navales a congédié 6 p. o/o des *ajusteurs*, un cinquième des *riveurs-chaufreineurs*, 7 p. o/o des *serruriers*, 4 p. o/o des *conducteurs* de machines-outils et des *forgerons*.

Le travail du port, qui était très actif le mois dernier, s'est ralenti pendant le mois de décembre; un certain nombre d'ouvriers sont en chômage.

Travail suspendu pour la plupart des ouvriers *ferblantiers-boîtiers* de la Turballe par suite du manque de sardines fraîches.

A Saint-Nazaire, hausse sur le charbon, 0 fr. 20 par 50 kilogrammes, sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes et 15 p. o/o sur le beurre et sur la viande. A Nantes, hausse de

0 fr. 10 par 6 kilogrammes de pain, ce qui porte le prix du pain à 1 fr. 80 les 6 kilogrammes.

Morbihan. — Travail réduit à 51 heures environ, par semaine, chez les *ouvriers du bâtiment* de Lorient qui comptent un peu plus des deux cinquièmes des leurs en chômage.

Finistère. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Brest.

Côtes-du-Nord. — Reprise du travail depuis le mois dernier dans certaines maisons, et pas de chômeurs chez les *typographes* de Saint-Brieuc.

Ille-et-Vilaine. — 3 p. o/o de chômeurs chez les *manœuvres des mines* de Pont-Péan qui font 56 heures en moyenne par semaine. A Fougères, travail toujours actif chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers ébénistes* qui font la journée de 10 heures. A Rennes, ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre* qui font 48 heures par semaine et comptent un cinquième des leurs sans ouvrage, la plupart des travaux étant arrêtés par le mauvais temps; journée diminuée d'une heure pour une soixantaine d'ouvriers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *cochers* qui sont tous occupés.

Maine-et-Loire. — A Angers, ouvrage moins abondant que le mois dernier, mais plus abondant que l'an dernier à la même époque chez les *boulangers*. Pas de chômeurs et reprise habituelle du travail chez les *typographes*. Chez les *tisserands* de la Tessoualle, qui font en moyenne 72 heures par semaine, ouvrage moins abondant que l'an dernier, gain journalier en diminution et pas de chômeurs. Constructions moins abondantes que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* d'Angers qui comptent un peu plus du quart des leurs sans ouvrage.

Mayenne. — L'amélioration signalée le mois dernier chez les *typographes* de Laval ne s'est pas maintenue.

Sarthe. — Au Mans, ralentissement du travail chez les *menuisiers* qui comptent un cinquième des leurs en chômage; une maison qui occupait 10 ouvriers vient de fermer. Travail 60 heures par semaine chez les *serruriers*. Journée réduite à 7 heures chez les *tailleurs de pierre* qui estiment que plus des deux tiers des leurs sont atteints par le chômage annuel.

Indre-et-Loire. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers en cuirs* d'Amboise qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; journée habituelle de 8 heures. Elle est de 10 heures chez les *tanneurs* de Châteaurenault qui comptent 7 p. o/o de chômeurs.

Loiret. — Les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges comptent un peu plus du quart des leurs sans ouvrage. Travail environ 36 heures par semaine chez les *bûcherons* de Vieilles-Maisons; les coupes sont moins abondantes que l'an dernier et les prix de façon sont en baisse. Les *couvreurs* d'Orléans sont tous occupés et font environ 40 heures par semaine.

Eure-et-Loir. — L'amélioration signalée le mois dernier chez les *typographes* de Châteaudun se maintient; le travail est arrêté par le mauvais temps chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*.

Calvados. — Travail en moyenne 42 heures par semaine dans les deux plus forts *tissages* de Condé-sur-Noireau, l'an dernier on faisait des heures supplémentaires; dans les autres, travail 66 heures par semaine. Dans les *filatures*, travail actif, journée de 12 à 13 heures.

Eure. — La situation tend à devenir plus mauvaise chez les *typographes* de Pont-Audemer; ceux d'Évreux sont tous occupés.

Seine-Inférieure. — Pas de chômeurs chez les *cotonniers* de Bolbec; la réduction du travail signalée le mois dernier atteint 400 ouvriers. Reprise du travail et pas de chômeurs

chez les *voiliers* du Havre. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *constructeurs-mécaniciens* de Rouen qui estiment à un peu plus de 1 p. o/o le nombre des chômeurs parmi les syndiqués. Trois importantes maisons ont congédié une grande partie de leur personnel et, dans deux, la journée est réduite à 7 et 6 heures.

Algérie. — A Alger, augmentation de la durée du travail, à cause de la température froide, chez les *boulangers*; placement plus difficile que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère, espagnole principalement. Morte-saison chez les *tonneliers* qui comptent un quart des leurs en chômage; journée diminuée d'une heure et demie pour une soixantaine d'ouvriers, les autres font 84 heures par semaine. Les *maçons* estiment qu'un peu plus des deux cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage; durée du travail 52 heures environ par semaine.

Les *marbriers* comptent un tiers des leurs atteints par le chômage; durée du travail 60 heures par semaine; journée réduite à 9 heures dans un atelier de 12 ouvriers. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *employés limonadiers*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour décembre 1896 et janvier 1897 :

Alger. — Travaux sur chemins.....	444.800 ^f
Angoulême. — Construction de la nouvelle chapelle d'Obezine.....	296.400
Clermont-Ferrand. — Infrastructure du 4 ^e lot de la ligne de chemin de fer de Laqueuille au Mont-Dore.....	292.000
Clermont-Ferrand. — Infrastructure du 1 ^{er} lot de la ligne du chemin de fer de Saint-Éloi à Paumiat.....	1.170.000
Courbevoie (Seine). — Bordures de trottoirs, trottoirs et caniveaux.....	112.100
Dombasle (Meurthe-et-Moselle). — Reconstruction de l'église.....	120.000
Lyon. — Conduite ascensionnelle et remaniement de la canalisation.....	1.666.800
Lyon. — Construction d'égouts.....	129.300
Neuilly (Seine). — Construction d'une justice de paix et d'une école maternelle.....	183.500
Orléans. — Construction d'une caserne de gendarmerie.....	326.300
Paris. — Construction de galeries.....	176.600
Paris. — Reconstruction et agrandissement d'école, rue des Pyrénées.....	330.600
Paris. — Construction d'une école maternelle, rue de Domrémy....	102.800
Paris. — Construction d'une école, passage de l'Élysée.....	249.600
Paris. — Construction d'un asile d'aliénés à la Maison-Blanche.....	1.112.600
Rodez. — Construction du 6 ^e lot de la ligne du chemin de fer de Carmaux à Rodez.....	650.000
Rouen. — Agrandissement du lycée Corneille.....	474.200
Suresnes (Seine). — Construction d'une salle de réunions.....	140.100
Tours. — Groupe scolaire à la Fuye.....	119.800

Résultats des Adjudications précédentes.

Auxerre. — Approfondissement de la dérivation de Gurgy (100.000^f). — Adj. : Piat, 11.

Caen. — Amélioration des conditions d'accès du port de Caen (364.100^f). — Adj. : *Transfo mation du barrage de l'Orne* à Caen, Magnard, à Fourchambault, 25; *portes métalliques*, Forges de Franche-Comté, à Besançon, 15.

Foix. — Chemin de fer de Lavelanet à Bram, entre Lavelanet et Moulin-Neuf, travaux d'infrastructure (3.550.000^f). — Adj. : Lhéritier, à Brives (Corrèze), 33; Duran, à Lacabane (Tarn), 35; Girardière, à Angoulême, 35.

Joinville-le-Pont (Seine). — Construction d'un groupe scolaire (152.200^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, carrelage, dallage en ciment et pavage*, Legros, à Charenton 4; *charpente en bois*, Lecui, au Perreux, 13,30; *couverture, zingage et plomberie*, Casse, à Nogent-sur-Marne, 16,20; *menuiserie*, Pelletier-Doptain, à la Ferté-sous-Jouarre, 10; *serrurerie, charpente fer et fonte*, Vandre, à Saint-Mandé, 5,10.

Lons-le-Saunier. — Construction du 6^e lot d'infrastructure du tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet (21.500^f). — Adj. : Gilbert, à Dijon, 12.

Marseille. — Port. Construction des murs de quai et d'approfondissement du bassin de la Pinède (5.800.000^f). — Adj. : Zschokke, 54, rue Saint-Georges, à Paris, 4.

Montbrison. — Travaux de pavage (122.900^f). — Adj. : Olivier, 3.

Paris. — Transformation de la prison de la Santé. — Peinture et vitrerie (151.000^f). — Adj. : Cornil, 5, avenue de l'Observatoire 45,90.

Paris. — Construction d'un groupe de prisons à Fresnes (1.412.600^f). — Adj. : *canalisation et lampes électriques*, Gibault, 68, avenue Philippe-Auguste, 39,20; *peinture*, Cornil, 5, avenue de l'Observatoire, 5,90; *serrurerie*, J. Roussel, 42, rue Boïnod, 16,43.

Paris. — Extension des irrigations à l'eau d'égoût. — Travaux en souterrain dans le département de Seine-et-Oise pour le prolongement de l'émissaire général vers Triel (1.630.200^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, charpente, etc.* Chagniaud, 3, boulevard Berthier, 37,70.

Perpignan. — Construction de ponts métalliques, garde-corps et barrières sur la partie du chemin de fer de Quillan à Rivesaltes comprise entre Estagel et Rivesaltes (409.000^f). — Adj. : Établissements métallurgiques d'Onnaing (Nord), 11.

Chemins de fer de l'État. — Ligne de Chartres à Bordeaux. — Construction d'une 2^e voie entre Pont-de-Braye et Château-du-Loir (190.600^f). — Adj. : Vigier, à Pont-Rousseau (Loire-Inférieure), 10; Jardin, 45, avenue Malakoff, Paris, 41; Gominet, 78, rue Caulaincourt, Paris, 4.

Chemins de fer P.-L.-M. — Terrassements et ouvrage d'art sur la ligne de Saint-Laurent à Morez (Jura) (2.500.000^f). — Adj. : J. Allard, 106, avenue Kléber, Paris.

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne de Longerey à Divonne. Construction des bâtiments des stations sur 37 kilomètres (550.000^f). — Adj. : Bonna, à Aix-les-Bains (Savoie).

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1896.	Nov. 1896.	Déc. 1895.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes.	46 ^f 00 ^e	48 ^f 00 ^e	40 ^f 75 ^e
Sucre brut, les 100 kilogrammes.	26 30	27 30	30 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.	31 75	"	32 60
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogrammes..	56 00	58 75	54 60
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes.	42 00	45 00	47 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	34 00	35 50	37 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	45 40	45 50	52 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kilogramme (marché de la Villette).	1 46	1 48	1 60
Veau, <i>idem.</i> ..	1 90	1 70	2 20
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 90	1 90	2 10
Porc, <i>idem.</i> ..	1 05	1 10	1 22
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	45 12	49 12	49 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	112 50	114 50	118 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qualité (à Lyon), le kilogramme.	39 00	38 25	48 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	17 25	17 00	13 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	133 50	132 50	114 00
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	162 00	162 50	162 50
Plomb, <i>idem.</i> ..	30 25	30 50	29 75
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	47 25	47 50	39 00

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 décembre, il a été déposé 68 demandes en autorisation de bâtir, dont 36 pour des constructions neuves. Pendant le mois de décembre 1895, le nombre des demandes avait été de 95, dont 46 pour des constructions neuves.

Le nombre total des demandes pendant l'année 1896 a été de 1.645, dont 941 pour des constructions neuves. Pendant l'année 1895, le nombre des demandes s'était élevé à 1.503, dont 843 pour des constructions neuves.

Mont-de-Piété. — Situation au 31 décembre 1896.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 novembre 1896 au soir.....			1.640.449	48.441.647
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	88.019	2.503.549	141.572	4.218.018
Par renouvellements.....	56.523	1.711.469		
TOTAL.....			1.785.021	52.659.665
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	101.351	3.045.467	168.364	4.976.265
Par renouvellements.....	56.523	1.714.469		
Par ventes.....	10.490	216.329		
RESTE en magasin le 31 décembre 1896.....			1.616.657	47.683.400

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 novembre 1896 au soir.....			22.341	6.036.654
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	1.913	461.778	3.948	1.057.138
Par renouvellements.....	2.035	556.224		
TOTAL.....			26.289	7.093.792
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.757	420.847	4.161	1.094.320
Par renouvellements.....	2.035	566.241		
Par ventes.....	369	107.241		
RESTE en magasin le 31 décembre 1896.....			22.128	5.999.463

GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.		
Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	
nombres.	francs.	nombres.	francs.	
Restait en magasin, le 31 décembre 1892...	1.927.125	51.313.128	11.386	3.213.222
1893...	1.815.423	49.515.627	15.657	4.422.906
1894...	1.735.380	46.561.344	18.692	5.224.156
1895...	1.637.815	45.810.095	21.475	5.843.665

Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin novembre :

	1896.	1895.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général...	1.254.261.800	1.224.764.000
Compagnie des omnibus de Paris.....	44.287.800	41.246.200
Compagnie des petites voitures à Paris.....	19.778.100	19.616.800

Production des vins et cidres. — D'après les relevés de la Direction générale des contributions indirectes, la production totale des vins de vendange en 1896 s'est élevée à 44.656.153 hectolitres, supérieure de 14 millions d'hectolitres à la moyenne des dix dernières années.

La production des cidres s'est élevée en 1896 à 8.074.392 hectolitres, inférieure de 6.271.456 à la moyenne des dix dernières années.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de l'année.

	1896.	1895.	VARIATIONS	
			en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	1.059.546.000	1.035.499.000	24.047.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	2.154.758.000	2.100.920.000	53.838.000	"
Objets fabriqués	622.843.000	583.480.000	39.363.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	3.837.147.000	3.719.899.000	117.248.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	639.503.000	591.004.000	48.499.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	829.566.000	873.599.000	"	44.033.000
Objets fabriqués.....	1.789.420.000	1.792.578.000	"	3.158.000
Colis postaux.....	146.154.000	116.615.000	29.539.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	3.404.643.000	3.373.796.000	30.847.000	"

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JANVIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
NOVEMBRE 1896.									
Paris (1 ^{er} arr ^t)	410	145	132	6					
— (11 ^e —)	797	677	336	"					
— (14 ^e —)	474	309	304	20	Angers.....	163	65	63	15
— (5 ^e —)	115	91	65	"	Besançon.....	110	45	27	"
— (14 ^e —)	390	129	67	10	Nice.....	448	90	90	2
— (15 ^e —)	140	116	51	21	Toulon.....	49	16	16	"
— (19 ^e —)	140	116	114	1	Toulouse.....	198	95	94	"
— (20 ^e —)	120	108	72	"	Alger.....	369	127	115	63
Refuges munic..	"	"	101	50					
DÉCEMBRE 1896.									
Paris (11 ^e arr ^t)	466	415	373	"					
— (11 ^e —)	338	170	146	447	Saint-Nazaire...	175	9	3	4
— (19 ^e —)	194	165	85	60					
Levallois-Perret.	133	90	36	49					
Brest.....	11	2	2	"					
Lisieux.....	105	31	32	"					
Sens.....	12	17	"	"					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS
(DECEMBRE 1896).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes.	Cannes.	Employés limonadiers.	12	9	9	14
Idem.	Nice.	Cordonniers.	15	8	"	"
Arden nes.	Fumay.	Ardoisiers.	1	"	"	"
Aube.	Troyes.	Plâtriers.	"	14	"	"
Aude.	Carcassonne.	Jardiniers.	30	"	"	"
Bouches-du-Rhône.	Aix.	Boulangers.	15	"	2	13
Idem.	Marseille.	Cuisiniers.	25	"	"	1
Idem.	Idem.	Typographes.	12	3	3	"
Idem.	Idem.	Brossiers.	130	"	"	"
Idem.	Idem.	Peintres.	20	1	1	"
Corrèze.	Brive.	Typographes.	2	"	"	"
Drôme.	Romans.	Mouleurs.	2	"	"	"
Gironde.	Bordeaux.	Compagnons boulangers.	"	69	3	54
Idem.	Idem.	Garçons limonadiers.	12	4	8	"
Idem.	Idem.	Gens de maison.	43	47	22	2
Hérault.	Montpellier.	Boulangers.	10	8	"	6
Ille-et-Vilaine.	Rennes.	Taillleurs de pierre.	7	25	7	"
Idem.	Idem.	Cochers.	"	"	14	"
Indre-et-Loire.	Châteaurenault.	Tanneurs-corroyeurs.	12	"	"	"
Loire.	Saint-Etienne.	Typographes.	4	4	"	"
Loire-Inférieure.	Nantes.	Menuisiers.	"	5	"	"
Idem.	Idem.	Frappeurs.	20	4	"	"
Maine-et-Loire.	Angers.	Boulangers.	24	9	3	15
Idem.	Idem.	Taillleurs de pierre.	29	8	"	"
Idem.	Idem.	Coiffeurs.	"	"	3	2
Marne.	Reims.	Typographes.	2	2	2	"
Meurthe-et-Moselle.	Nancy.	Idem.	1	5	1	1
Oise.	Beauvais.	Idem.	2	1	1	1
Puy-de-Dôme.	Clermont-Ferrand.	Plâtriers.	15	"	"	"
Pyrénées (Hautes-).	Tarbes.	Taillleurs d'habits.	10	"	"	"
Pyrénées-Orientales.	Perpignan.	Coiffeurs.	42	30	25	22
Rhône.	Lyon.	Lithographes.	"	10	5	"
Idem.	Idem.	Imprimeurs-conducteurs.	1	"	"	"
Idem.	Idem.	Chapeliers en fantaisie.	8	2	2	"
Seine.	Paris.	Boulangers.	15	"	2	13
Idem.	Idem.	Conducteurs-typographes.	"	6	4	2
Idem.	Idem.	Imprimeurs-conducteurs.	7	"	1	6
Idem.	Idem.	Typographes.	500	300	50	250
Idem.	Idem.	Boulangers.	22	35	10	22
Idem.	Idem.	Passementiers.	10	4	"	"
Idem.	Idem.	Coupeurs-chemisiers.	30	23	15	8
Idem.	Idem.	Coupeurs-taillleurs.	55	2	2	"
Idem.	Idem.	Charpentiers.	18	"	"	"
Idem.	Idem.	Ouvriers en voitures.	13	8	8	"
Idem.	Idem.	Tourneurs-décolteurs.	25	"	25	"
Idem.	Idem.	Chauffeurs-mécaniciens.	16	12	2	10
Idem.	Idem.	Ouvriers en instruments de pré- cision.	40	4	28	1
Idem.	Idem.	Graveurs.	14	18	14	"
Idem.	Idem.	Garçons de magasin.	147	129	42	83
Idem.	Idem.	Garçons restaurateurs limona- diers.	160	50	12	38
Seine-Inférieure.	Rouen.	Constructeurs-mécaniciens.	8	3	3	"
Somme.	Amiens.	Tapisseries.	2	2	"	2
Algérie.	Alger.	Tonnelliers.	20	"	"	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Montbéliard.....	Société des employés du commerce et de l'industrie.	3	"	1	"
Maine-et-Loire	Angers.....	Société des maréchaux.....	12	12	12	2
Nord.....	Lille.....	Société des voyageurs de commerce.	1	16	3	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Union des employés.....	1	1	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Soc. des garçons de salle et de chambre.	"	"	109	407
Seine.....	Paris.....	Société suisse des commerçants.	28	18	10	"
Idem.....	Idem.....	Union Helvetia.....	60	33	20	1
Idem.....	Idem.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.	5	9	1	"
Idem.....	Idem.....	Union de la charcuterie.....	481	477	421	1
Idem.....	Idem.....	Le Bâtiment.....	10	8	1	"
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	"	89	15	8
Idem.....	Idem.....	«La Couturière».....	17	10	"	"
Idem.....	Idem.....	Société des cuisiniers.....	320	72	72	720
Idem.....	Idem.....	Société «L'Etoile».....	"	674	95	579
Idem.....	Idem.....	Association des comptables.....	124	90	38	15
Idem.....	Idem.....	Compagnons tisseurs-ferronniers.....	"	"	"	11
Constantine.....	Batna.....	Soc. des anciens militaires La Fraternelle.	2	1	"	1

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail.....	17	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Idem.....	"	"	4	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	8	60	1	51
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	63	"
Rhône.....	Lyon.....	Œuvre de l'assistance par le travail..	151	"	7	29
Idem.....	Idem.....	Asile protestant.....	14	15	6	"
Seine.....	Paris.....	Patronage de Saint-Joseph.....	107	152	58	"
Idem.....	Idem.....	«The english catholic home».....	30	35	9	"
Idem.....	Idem.....	«Home allemand».....	47	188	26	"
Idem.....	Idem.....	«The mission home».....	97	76	19	10
Idem.....	Idem.....	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.	50	57	21	21
Idem.....	Idem.....	Asile Saint-Charles.....	53	195	38	"
Idem.....	Idem.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.	"	2	2	"
Idem.....	Idem.....	Société philanthropique.....	"	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Patronage des jeunes filles du vi ^e arrondissement.	15	7	2	3
Idem.....	Idem.....	Œuvre des Dames de N.-D. de Bon-Secours.....	"	35	20	"
Seine-et-Marne...	Melun.....	Assistance par le travail.....	"	270	"	270

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE DÉCEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux.	3,122	106	520	"	27,446
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville)	6,343	851	310	544	22,886
Asile de la rue Mouffetard.	257	9	"	4	1,026
Société philanthropique (rue de Crimée)	"	"	132	11	752
— (rue Labat)	"	"	105	76	2,114
— (rue Saint-Jacques) ...	"	"	261	15	1,310
— (avenue du Maine) ...	"	"	60	60	595

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES SECOURUES pendant le mois de novembre.	
		—	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	4.920
		Femmes	8.476
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	12.254
		Femmes	22.035
TOTAL des indigents secourus.....			47.685
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	7.153
		Femmes	8.214
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	2.960
		Femmes	3.195
TOTAL des nécessiteux secourus.....			21.522

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE AUTRES QUE PARIS.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant le mois d'octobre 1896.

Personnes de moins de 60 ans.....	Hommes	2.712
	Femmes.....	3.599
Personnes de plus de 60 ans.....	Hommes.....	2.068
	Femmes.....	3.770
TOTAUX des personnes secourues.....		12.149

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de décembre		Du 1 ^{er} janvier au 31 déc.	
	1896.	1895.	1896.	1895.
Faillites.....	119	131	1.481	1.453
Liquidations judiciaires.....	22	21	182	202
Conversions de liquidations en faillites.	3	2	37	47

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de décembre 1896, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [25 novembre 1896]. — Syndicat des pharmaciens de Montluçon et ses environs (8 membres). Siège social : faubourg Saint-Pierre, à Montluçon.

Alpes-Maritimes [1^{er} décembre 1896]. — Syndicat d'achat des pharmaciens de Nice (14 membres). Siège social : rue Saint-Étienne, 2, à Nice.

Bouches-du-Rhône [10 juillet 1896]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de plomberie, zinguerie, d'assainissement et d'hygiène de la ville de Marseille (31 membres). Siège social : brasserie Noailles, à Marseille.

Doubs [24 octobre 1896]. — Union syndicale des fabricants de voitures, selliers, bourreliers, maréchaux ferrants et peintres en voitures de Besançon et de la banlieue (21 membres). Siège social : Hôtel du Lion-d'Or, à Besançon, rue de l'Abreuvoir.

Drôme [16 octobre 1896]. — Chambre syndicale des restaurateurs-limonadiers et hôteliers de la ville de Bourg-de-Péage (34 membres). Siège social : rue des Teppes, à Bourg-de-Péage.

[1^{er} décembre 1896]. — Syndicat des minotiers de la Drôme et de l'Ardèche (30 membres). Siège social : place de la République, 1, à Valence.

Indre-et-Loire [12 décembre 1896]. — Chambre syndicale de la boucherie de Tours (31 membres). Siège social : rue des Halles, 89, à Tours.

Nord [26 novembre 1896]. — Chambre syndicale des patrons pâtisseries-confiseurs de Roubaix-Tourcoing (12 membres). Siège social : rue Pierre-Hotte, salle Philémon, à Roubaix.

Basses-Pyrénées [20 avril 1896]. — Association professionnelle des médecins de Bayonne (20 membres). Siège social : rue de la Monnaie, 10, à Bayonne.

Rhône [11 mai 1896]. — Syndicat des patrons confectionneurs détaillants de la ville de Lyon (30 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 27, à Lyon.

[15 octobre 1896]. — Syndicat des marchands de quatre-saisons de Lyon et de la banlieue (60 membres). Siège social : Bourse du travail.

Seine [20 novembre 1896]. — Chambre syndicale du nickel et ses alliages, laminé ou manufacturé (33 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[27 novembre 1896]. — Syndicat français des marchands en gros et producteurs de beurre pur (20 membres). Siège social : rue d'Hauteville, 51, à Paris.

[21 décembre 1896]. — Chambre syndicale des marchands revendeurs aux Halles centrales (200 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 39, à Paris.

Somme [12 novembre 1896]. — Union fraternelle des commerçants charcutiers d'Amiens et du département (27 membres). Siège social : rue Delambre, 30, à Amiens.

Vosges [20 novembre 1896]. — Syndicat des agents généraux des compagnies et sociétés d'assurances du département des Vosges (72 membres). Siège social : place de l'Âtre, 7, à Épinal.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [8 novembre 1896]. — Syndicats des ouvriers tanneurs et corroyeurs d'Henrichemont (9 membres). Siège social : à Henrichemont.

Côte-d'Or [20 août 1896]. — Syndicat ouvrier des grès français de Pouilly-sur-Saône et des sections de Navilly et Verdun-sur-le-Doubs (183 membres). Siège social : à Pouilly-sur-Saône.

Isère [9 décembre 1896]. — Union fraternelle des employés de commerce de la ville de Grenoble (250 membres). Siège social : Grande-Rue, 6, à Grenoble.

Nord [15 novembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers en confections de Lille et environs (300 membres). Siège social : rue de Béthune, 21, à Lille.

Oise [29 octobre 1896]. — Chambre syndicale de la broserie de Tracy-le-Mont et parties similaires des cantons d'Attiçhy et de Ribécourt (200 membres). Siège social : à Tracy-le-Mont.

Haut-Rhin [23 novembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers, zingueurs et plombiers de Belfort (30 membres). Siège social : mairie de Belfort.

Rhône [12 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers outilleurs sur bois de la ville de Lyon. Siège social : Bourse du travail de Lyon.

Saône-et-Loire [31 octobre 1896]. — Syndicat de la Marbrerie autunoise (52 membres). Siège social : Passage couvert, à Autun.

[8 novembre 1896]. — Syndicat des ouvriers ébénistes et menuisiers en meubles de la ville d'Autun (56 membres). Siège social : Hôtel de ville d'Autun.

Seine. — Syndicat libre des ouvriers menuisiers (20 membres). Siège social : rue Hermel, 26 ter, à Paris.

[14 octobre 1896]. — Chambre syndicale des cantonniers et auxiliaires d'empierrement de la ville de Paris (64 membres). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

[30 novembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers en sacs en papier et parties similaires (26 membres). Siège social : rue Lafayette, 221, à Paris.

[6 décembre 1896]. — Syndicat des tisseurs en végétaux, paillassonniers et parties similaires du département de la Seine (23 membres). Siège social : boulevard du Temple, 1, à Paris.

[15 décembre 1896]. — Syndicat des travailleurs du chiffon (ramasseurs) [50 membres]. Siège social : Bourse du travail, à Paris.

[15 décembre 1896]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers abatteurs de porcs des abattoirs de Paris et du département de la Seine (80 membres). Siège social : rue de Flandre, 203, à Paris.

Var [1^{er} décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers perceurs, riveurs et chanfreineurs (23 membres). Siège social : place de la Lune, à La Seyne.

Vendée [septembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tisserands et parties similaires de Saint-Laurent-sous-Sèvre (113 membres). Siège social : Saint-Laurent-sous-Sèvre.

[3 décembre 1896]. — Syndicat de prévoyance des tisserands et similaires de Treize-Vents (38 membres). Siège social : Treize-Vents.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Hérault. — Chambre syndicale horticole de l'arrondissement de Béziers (8 membres). Siège social : allées Paul-Riquet, 38, à Béziers.

Isère [29 novembre 1896]. — Syndicat des agriculteurs de Sonnay (24 membres). Siège social : Sonnay.

Loire [1^{er} août 1896]. — Syndicat agricole du canton de Saint-Chamond (75 membres). Siège social : maison Haour, à Saint-Chamond.

Lot [1^{er} décembre 1896]. — Syndicat des viticulteurs propriétaires du Lot (150 membres). Siège social : à Cahors, Hôtel de ville.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Drôme [30 juin 1872]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de bâtiment de la ville de Valence (25 membres). Siège social : rue Dauphine, 16, à Valence.

Pas-de-Calais [17 mai 1893]. — Syndicat des coiffeurs de Boulogne-sur-Mer (13 membres). Siège social : rue Montigny, 5, à Boulogne.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Creuse [20 octobre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers chapeliers, fumeurs et approprieurs de Chambon-sur-Voueyse (16 membres). Siège social : à Chambon.

Gironde [1^{er} octobre 1893]. — Syndicat général des sténographes et dactylographes (5 membres). Siège social : rue Sainte-Catherine, 65, à Bordeaux.

Hérault [28 janvier 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers du Bousquet-d'Orb (121 membres). Siège social : au Bousquet.

Lot [25 novembre 1894]. — Syndicat des ouvriers typographes et similaires de Cahors (19 membres). Siège social : rue Jean-Caviolle, à Cahors.

Nord [28 juillet 1891]. — Union syndicale des ouvriers chaudronniers en fer de Roubaix (6 membres). Siège social : Café de l'Aiguille-d'Or, à Roubaix.

[1^{er} juillet 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers lithographes de Lille et de l'arrondissement (75 membres). Siège social : 10, rue de Béthune, à Lille.

Alger [6 juin 1891]. — Syndicat des ouvriers carrossiers d'Alger (35 membres). Siège social : rue de La Tour-d'Auvergne, 24, à Alger.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Alger [24 janvier 1892]. — Syndicat vinicole de la région médéenne (70 membres). Siège social : à Médéa.

[17 décembre 1893]. — Syndicat agricole et viticole de la région de Ménerville (128 membres). Siège social : à Ménerville.

[1^{er} août 1894]. — Syndicat viticole et agricole de Marengo (21 membres). Siège social : à Marengo.

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1896.

20 grèves ont été signalées en décembre 1896 à l'*Office du travail*.

On en avait compté 17 en décembre 1893, 23 en 1894 et 26 en 1895.

Le nombre des grévistes connu, pour 18 de ces grèves est de 2.225.

Il avait été respectivement de 3.269, 7.216, 2.214 pendant la même période en 1893, 1894 et 1895.

Ces grèves n'ont atteint qu'un seul établissement, sauf les trois suivantes : celle des tanneurs d'Henrichemont, celle des garçons bouchers de Limoges et celle des vignerons de Philippeville.

Les industries dans lesquelles ces grèves se sont produites se répartissent ainsi :

- Industries textiles, 7 grèves ;
- Travail des cuirs et peaux, 4 grèves ;
- Travail des métaux, 3 grèves ;

Une seule grève enfin dans chacune des professions suivantes :

Garçons bouchers, déchargeurs de navires, ouvriers d'huilerie, tourneurs en bois, typographes et ouvriers vignerons.

Près de la moitié de ces conflits, exactement 9, ont eu pour cause une demande d'augmentation de salaires repoussée par les patrons. A cette demande principale

s'ajoutait dans 3 cas : 1° la demande de renvoi d'un contremaître et d'une contre-maitresse ; 2° la demande d'une diminution du temps du travail et de réintégration d'ouvriers congédiés ; 3° la demande d'une diminution du temps du travail et de renvoi des femmes.

En outre 2 conflits ont été provoqués par une réduction de salaires, 4 par la demande de renvoi de contremaîtres ou de directeurs.

Les autres avaient pour but : de résister à une augmentation de temps du travail imposée sans compensation de salaires, d'obtenir la suppression des amendes en cas d'absence non autorisée, la réintégration d'un ouvrier congédié, le maintien du travail à la journée, l'autorisation pour des tisseurs de ne conduire qu'un seul métier.

Des 20 grèves qui se sont produites en décembre 1896, deux n'étaient pas encore terminées au 1^{er} janvier 1897.

Les 18 autres ont duré :

Une 20 jours, une 18 jours, une 13 jours, une 12 jours, une 10 jours, une 9 jours, deux 7 jours, une 6 jours, trois 4 jours, deux 3 jours, deux 2 jours, deux 1 jour.

Si l'on tient compte en outre de 4 grèves commencées en octobre et en novembre et qui se sont terminées en décembre après avoir duré : 57, 27, 26 et 8 jours ; on constate que les résultats obtenus pendant ce dernier mois se décomposent en 6 réussites, 3 transactions, 12 échecs ; un est encore indéterminé.

En résumé, 465 grèves comprenant 52.500 grévistes ont éclaté en 1896 (1).

Les années précédentes les nombres de grèves et de grévistes avaient été les suivants :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.
En 1893.....	634	170.123
En 1894.....	391	54.576
En 1895.....	405	45.801

La comparaison de ces chiffres indique, pour 1896, une légère recrudescence du mouvement gréviste au moins par rapport aux deux années précédentes.

L'augmentation constatée provient, en grande partie, de grèves de courte durée qui se sont produites en mai dernier dans les industries textiles du Nord, particulièrement à Tourcoing.

De plus, on a relevé, en 1896, 102 recours à la loi du 27 novembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage.

Il en avait été compte :

109, en 1893 ;

101, en 1894 ;

85, en 1895.

(1) Ces chiffres ne sont pas définitifs, ils seront revus et contrôlés avant de figurer à la *Statistique annuelle des grèves*.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉ- RENCES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
7 octobre.	3 déc...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Mouleurs noyauteurs.....	10	200	1
15 nov...	12 déc...	Alsais (Rochebelle)	Gard.....	Mineurs.....	1	600	2
18 nov...	14 déc...	Marly - les - Valen- ciennes.	Nord.....	Imprimeurs sur tissus.....	1	40	3
23 nov...	1 ^{er} déc...	Lyon.....	Rhône.....	Galochiers.....	1	6	4
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} déc...	2 déc...	Angoulême.....	Charente.....	Ouvrières en chaussons.....	1	8	1
4 déc...	8 déc...	Morestel.....	Isère.....	Cordonniers.....	1	200	2
4 déc...	8 déc...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	41	3
5 déc...	18 déc...	Henrichemont.....	Cher.....	Tanneurs.....	12	80	4
7 déc...	9 déc...	Philippeville.....	Constantine.....	Ouvriers vignerons.....	.....	.....	5
7 déc...	14 déc...	Etneffont-Haut...	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	200	6
8 déc...	12 déc...	Serain.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	115	7
8 déc...	18 déc...	Fongères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	85	8
9 déc...	16 déc...	Montoir (Trignac)	Loire-Inférieure..	Lamineurs.....	1	33	9
10 déc...	28 déc...	Limoges.....	Haute-Vienne.....	Garçons bouchers.....	.....	40	10
12 déc...	14 déc...	Pontivy.....	Morbihan.....	Imprimeurs.....	1	7	11
15 déc...	21 déc...	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Ouvriers d'huilerie.....	1	20	12
15 déc...	4 janvier.	La Seyne.....	Var.....	Constructeurs de navires (per- ceurs, riveurs, chanfrein ^(a))	1	850	13
16 déc...	28 déc...	Hazebrouck.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	179	14
18 déc...	21 déc...	Comines.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	60	15
22 déc...	31 déc...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs de velours.....	1	102	16
22 déc...	.....	Magnoncourt.....	Haute-Saône.....	Tourneurs chaisiers.....	1	5	17
23 déc...	.....	Onnaing.....	Nord.....	Chandronniers (traceurs).....	1	.....	18
28 déc...	29 déc...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	100	19
28 déc...	31 déc...	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Déchargeurs de navires (char- bon).	.....	100	20

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPRÉSENTANTS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} DÉCEMBRE 1896 (A).

1	Demande de maintien de la tolérance d'un quart d'heure pour déjeuner à l'atelier.	Échec.	
2	Demande de renvoi d'un ingénieur et de réintégration d'un ouvrier congédié.	Échec (2).	(2) 50 grévistes ont été remplacés.
3	Refus de travailler à la lumière.	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaires.	Réussite.	

EN DÉCEMBRE 1896.

1	Demande de maintien du travail à la journée.	Échec (3).	(3) 5 grévistes ont été remplacés.
2	Demande d'augmentation de salaires et de renvoi d'un contremaître et d'une contremaîtresse.	Réussite.	
3	Demande de ne conduire qu'un seul métier.	Échec (4).	(4) 27 grévistes ont été remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaires, de diminution du temps du travail, de réintégration d'ouvriers congédiés.	Échec.	
5	Réduction de salaires.	.....	
6	Demande de renvoi du directeur, de métrage des pièces, de gratuité des fournitures.	Réussite.	
7	Réduction de salaires.	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaires.	Réussite.	
9	Demande de maintien d'un ouvrier congédié.	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaires.	Échec. (5)	(5) 7 grévistes ont fondé une boucherie coopérative.
11	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail et de renvoi des femmes.	Échec (6).	
12	Demande d'augmentation de salaires.	Échec (7).	(6) Les grévistes ont été immédiatement remplacés.
13	Demande de maintien d'un minimum de salaires et de renvoi d'un contremaître.	Réussite.	(7) Les grévistes ont été remplacés.
14	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaires.	Réussite.	
16	Demande de renvoi du directeur.	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaires.	.....	
18	Refus d'accepter une augmentation du travail sans augmentation de salaire.	.....	
19	Demande de suppression des amendes pour absence non autorisée.	Transaction (8).	(8) Les amendes ne seront infligées qu'en cas de récidive.
20	Demande d'augmentation de salaires.	Transaction.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

L'Office du travail a relevé, en décembre 1896, six tentatives d'application de la loi du 27 décembre 1893 sur la conciliation et l'arbitrage :

1° Grève de tisseurs à Serain (Aisne). — A la suite d'une réduction de salaires, les ouvriers et ouvrières du tissage Heywang se sont mis en grève le 8 décembre au nombre de 110.

Dès le premier jour, le patron a proposé l'arbitrage du juge de paix, déclarant se soumettre d'avance à la décision de ce magistrat.

Les ouvriers ont refusé.

Les grévistes ont repris le travail le 10 à la suite d'une entrevue avec le directeur qui a consenti à diminuer de moitié la réduction de 0 fr. 25 imposée par jour aux ouvriers.

2° Grève de tisseurs à Etueffont-Haut (Territoire de Belfort). — Dans l'après-midi du samedi 5 décembre, les ouvriers du tissage Boigeol et compagnie présentèrent à la Direction les revendications suivantes :

1° Renvoi d'un des directeurs;

2° Métrage exact des pièces;

3° Fournitures à la charge des patrons;

4° Renouvellement de la Commission de la caisse de secours.

Aucune réponse ne leur ayant été donnée le lundi suivant 7 décembre, le travail ne fut pas repris. Il y avait 200 grévistes.

Dès le début du conflit, le juge de paix intervenant d'office convoquait les deux parties à une réunion en conciliation qui fut tenue le 9 décembre. L'entente se fût faite facilement sur les trois derniers points, mais le patron refusait absolument de consentir au renvoi de son directeur. Cette tentative n'ayant pas réussi, des arbitres furent nommés de part et d'autre. Ils se réunirent le 10, mais ne purent se mettre d'accord.

Enfin, l'administrateur du territoire de Belfort intervenant auprès du patron de l'usine, l'amena à mettre en congé pour trois mois le directeur cause du conflit.

Cette dernière concession amena la fin de la grève dès le 11 décembre; mais, à cause des délais indispensables à la mise en marche de l'usine, le travail ne put être effectivement repris que le 14.

3° Grève de tanneurs à Henrichemont (Cher). — 80 tanneurs répartis dans 12 établissements à Henrichemont se sont mis en grève le 5 décembre.

Ils demandaient :

1° Une augmentation de salaires de 0 fr. 25 par jour;

2° Que la journée de travail fût fixée de 6 heures du matin à 6 heures du soir;

3° La réintégration d'ouvriers congédiés récemment.

Sur la demande des ouvriers, le juge de paix essaya de former un comité de conciliation.

Les patrons des divers établissements refusèrent de se rendre à la convocation qui leur avait été adressée, déclarant n'adhérer sur aucun point aux demandes des ouvriers.

Le 14 décembre, 20 grévistes reprenaient le travail sans condition et 40 autres demandaient à rentrer. Les 20 restant ne devaient pas être repris.

Les grévistes sont donc rentrés aux ateliers sans avoir rien obtenu.

4° **Grève des garçons bouchers de Limoges.** — 40 garçons bouchers se sont mis en grève à Limoges le 10 décembre.

Ils réclamaient :

Une augmentation de salaires;

La suppression du travail l'après-midi du dimanche;

Un jour de sortie par semaine.

Le 15, le juge de paix du canton sud eut une entrevue avec le président du Syndicat patronal, mais celui-ci déclara au nom de ses collègues refuser toute concession. Il ajoutait qu'aucune réponse ne serait adressée aux grévistes.

Le travail fut repris peu à peu sans conditions, et, à la date du 29 décembre, il ne restait plus que 7 garçons bouchers sans occupation. Les patrons se refusant à les laisser rentrer, ils ont décidé de former une société coopérative de production.

5° **Grève de tourneurs sur bois à Magnoncourt** (Haute-Saône). — 5 tourneurs de la chainerie Bardoz et Lefranc se sont mis en grève le 22 décembre à la suite du refus des patrons de leur accorder une augmentation de salaires.

Ils réclamaient l'application du tarif en usage dans les deux maisons similaires de Saint-Loup.

Le 23, après une entrevue sans résultat qui eut lieu entre les deux parties en présence du juge de paix de Saint-Loup, les grévistes sollicitèrent par lettre l'application de la loi du 27 décembre 1892.

Les patrons répondirent qu'ils ne pouvaient accepter, résolus qu'ils étaient de ne céder en rien aux exigences de leurs ouvriers. La grève continue.

6° **Grève des ouvriers de la Société des forges et chantiers de la Seyne** (Var). — A la suite du refus de la Direction de maintenir le minimum de salaires garanti jusqu'alors à chaque ouvrier et de renvoyer un contremaître, 850 perceurs chanfreineurs et riveurs ont quitté les chantiers le 15 décembre.

Le 20, les grévistes demandaient l'intervention du juge de paix, et une réunion en conciliation avait lieu le 25. L'accord se fit sur le premier point, mais la Direction persistant à refuser le renvoi du contremaître, les négociations furent rompues.

La grève a continué jusqu'au 2 janvier. A cette date, la Société ayant consenti à déplacer le contremaître et à l'employer dans ses bureaux, la reprise du travail a été votée pour le lundi 4 janvier.

Convention entre l'Union française des ouvriers tullistes et la Chambre syndicale des fabricants de Calais.

La chambre syndicale des fabricants de tulles de Calais, pour combattre la concurrence des maisons de commission, n'avait pas hésité à mettre à l'index quelques-unes de ces maisons. De son côté, le comité de l'Union des ouvriers avait offert aux patrons son intervention dans la tâche qu'ils poursuivaient.

L'offre des ouvriers fut d'abord écartée; mais les mises à l'index n'ayant pas donné les résultats qu'en espéraient les fabricants, en raison de ce que les petits faconniers avaient consenti à exécuter pour les maisons de commission les commandes refusées par les grandes usines, le *Groupe de défense* des patrons demanda à entrer en pourparler avec l'Union ouvrière, et ces pourparlers ont abouti à la convention suivante :

« Ce jour huit décembre 1896, se sont réunis :

« 1° D'une part :

« Les délégués soussignés du syndicat l'*Union*, agissant au nom de ce syndicat ;

« 2° D'autre part :

« Les délégués soussignés du *Groupe de défense* des fabricants, agissant au nom des adhérents de ce groupe,

« Après discussion sur la question d'un tarif unique (tarif de 1890) à imposer à la fabrication calaisienne,

« Le comité de l'*Union*, approuvant l'œuvre de relèvement de l'industrie calaisienne entreprise par le *Groupe de défense* des fabricants, décide de le seconder de tous ses efforts.

« Il a été décidé ce qui suit :

« 1° Le comité de l'*Union* s'engage d'abord à exiger de ses adhérents qu'ils ne travaillent que chez des fabricants payant ledit tarif. Ce tarif sera complété d'un commun accord pour les articles parus depuis 1890.

« Il s'engage ensuite à mettre à l'index, dans des conditions qui seront ultérieurement fixées, les fabricants qui se refuseraient à appliquer ledit tarif.

« 2° Les délégués du *Groupe de défense* s'engagent, au nom de tous leurs adhérents, à appliquer ledit tarif dans leurs ateliers.

« Ces engagements réciproques sont pris aux conditions suivantes :

« L'*Union* sévira contre les membres de son syndicat qui refuseraient de se conformer aux conditions de cet arrangement.

« Le *Groupe de défense* appliquera l'article 5 (1) de la convention du 1^{er} septembre aux fabricants qui manqueraient aux engagements souscrits.

« Cette convention ne sera définitive et ne commencera à recevoir son exécution qu'après la remise réciproque :

« 1° D'une part, par le comité de l'*Union* au comité de *défense* d'une délibération de l'assemblée générale du syndicat ouvrier approuvant les actes de son comité ;

2° D'autre part,

« Par le comité de *défense* au comité de l'*Union* de la liste des fabricants adhérents à la convention. »

L'assemblée générale de l'*Union française* des ouvriers tullistes a, le 13 décembre, adopté la convention ci-dessus à l'unanimité des 1.400 membres présents

Toutes les grandes maisons y ont adhéré, sauf trois dont les directeurs sont juges au tribunal de commerce et qui, à cause de leurs fonctions, préfèrent garder la neutralité.

On peut déjà compter sur 1.200 métiers pour l'application du tarif ; il en reste 600 dirigés par les façonniers et qui ne l'ont pas encore accepté.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La sixième session du Conseil supérieur du travail s'est ouverte le lundi 21 décembre, sous la présidence de M. Henry Boucher, Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Deux questions étaient inscrites à l'ordre du jour : l'insaisissabilité des pensions ouvrières et les remèdes contre le chômage. La Commission permanente du Conseil lui a soumis un rapport sur chacune de ces questions.

(1) L'article 5 dont il est parlé ici est celui qui stipule une amende de 1.000 francs que devra payer tout membre du *Groupe de défense* qui manquerait à ses engagements.

I. — INSAISSABILITÉ DES PENSIONS OUVRIÈRES.

Pour la première, le Conseil a adopté le texte suivant d'un *Projet de loi* relatif à la saisie-arrêt sur les pensions viagères des ouvriers ou employés et sur les indemnités attribuées en cas d'accidents :

ARTICLE PREMIER.

Sont insaisissables et incessibles, jusqu'à concurrence de 360 francs et pour quelque cause que ce soit, les pensions de retraite constituées au profit d'ouvriers, gens de service, employés et commis ou de leurs veuves et enfants.

ART. 2.

Sont insaisissables et incessibles, jusqu'à concurrence de 570 francs et pour quelque cause que ce soit, les pensions d'invalidité constituées au profit des mêmes personnes, à la suite d'accidents.

Lorsqu'à la suite d'accidents, une somme fixe est consentie, d'une manière quelconque, ou attribuée par décision judiciaire, soit comme complément d'une pension, soit comme indemnité totale, cette somme est insaisissable par les créanciers antérieurs à la date de l'accident, jusqu'à concurrence du capital représentatif d'une rente viagère de 570 francs, d'après le tarif de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse en vigueur à la date de l'accident.

De ce capital est déduit, le cas échéant, le capital représentant la pension protégée par le premier alinéa du présent article.

Dans la limite ci-dessus fixée, la créance du capital ne peut être cédée aux créanciers antérieurs à la date de l'accident.

ART. 3

Lorsqu'un même ouvrier, homme de service, employé ou commis a des pensions ou indemnités constituées à plusieurs caisses ou compagnies, les limites ci-dessus déterminées s'appliquent, non à chacune de ces pensions ou indemnités, mais à leur totalité.

ART. 4.

Restent insaisissables ou incessibles, dans la même mesure, les rentes ou indemnités ci-dessus visées qui, au décès de l'intéressé, n'ont point encore été payées.

ART. 5.

Il n'est point dérogé aux dispositions des lois en vigueur qui règlent la saisie ou la cession de pensions de retraites ou de sommes assurées.

ART. 6.

La procédure de saisie-arrêt organisée par le titre II de la loi du 12 janvier 1895 est applicable :

1° Aux pensions et indemnités visées par les articles 1 à 4 ci-dessus;

2° Aux sommes et rentes visées par les articles 4 et 13 de la loi du 11 juillet 1868, portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accidents;

3° Aux rentes viagères prévues par l'article 8 de la loi du 20 juillet 1886, relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Toutefois, l'exploit de saisie-arrêt visé à l'article 6, alinéa 3, de la loi du 12 janvier 1895, sera signifié au tiers saisi ou à son préposé dans le lieu où est payable la pension ou l'indemnité.

II. — REMÈDES CONTRE LE CHÔMAGE.

Le rapport sur la question du chômage était accompagné des documents réunis par l'Office du travail, à la demande de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, sur la statistique et sur les causes du chômage, sur l'assurance contre le chômage, sur les sociétés d'assistance par le travail, sur les caisses de chômage fondées par les syndicats ouvriers en France et à l'étranger et sur les

travaux de secours organisés par les municipalités ayant un budget d'au moins 100.000 francs.

Sauf en ce qui concerne les travaux de secours par les municipalités, la Commission permanente n'a pas soumis de résolutions au Conseil supérieur du travail, les diverses faces de la question du chômage devant faire l'objet d'une étude ultérieure et approfondie. Le vœu suivant a été adopté par le Conseil :

Le Conseil supérieur du travail est d'avis qu'une circulaire ministérielle porte à la connaissance des préfets et des maires les résultats des travaux de secours contre le chômage entrepris par 114 communes pendant les années 1890 à 1895, avec les observations suivantes auxquelles a donné lieu l'exécution de ces travaux :

1° Les travaux entrepris doivent être des travaux d'utilité générale, mais non urgents, pouvant être ajournés et repris sans préjudice de leur bonne exécution : construction et entretien des routes et chemins, défrichement, labourage à la bêche, reboisement, curage des cours d'eau, cassage de pierres pour l'entretien des chaussées, etc.;

2° Pour éviter l'encombrement des chantiers par les habitants des localités voisines, exiger une durée déterminée de domicile dans la commune;

3° Donner dans tous les cas où cela est possible la préférence au travail à la tâche. Le travail à la journée exige un surcroît de surveillance, surtout dans les chantiers de secours, et donne presque toujours des résultats inférieurs au travail à la tâche.

D'autre part, lorsque dans certains cas spéciaux on est obligé d'avoir recours au travail à la journée, comme on ne peut donner à des chômeurs, ouvriers inhabiles, le prix de journée normal des professionnels, on risque d'encourir le reproche de spéculer sur le chômage pour faire exécuter les travaux au rabais.

Il est nécessaire, dans tous les cas, d'appeler l'attention des administrations intéressées sur la nécessité d'une ferme discipline et d'une grande vigilance ayant pour but de prévenir les abus qui se glissent aisément dans les chantiers de cette nature;

4° Laisser à l'ouvrier le temps de chercher du travail dans l'industrie privée et, pour cela, n'ouvrir les chantiers de secours que six ou huit heures par jour, ou ne faire travailler à journée pleine que par périodes alternatives de trois, quatre ou six jours;

5° La création de chantiers pour chômeurs est préférable à la distribution de secours en nature ou en argent. Les avantages moraux qu'elle présente sont incontestables : Elle conserve la dignité de l'ouvrier, qui a conscience de faire œuvre utile; elle le garde de l'oisiveté, de l'intempérance, et permet de combattre efficacement la paresse et la mendicité;

6° Les communes doivent éviter, dans la mesure du possible, d'entreprendre des travaux publics importants lorsque les travaux particuliers sont très actifs; il est préférable qu'elles réservent leur exécution pour les périodes de ralentissement des constructions privées;

7° Un rapport annuel fera connaître les résultats et les conditions d'exécution des travaux de secours contre le chômage, organisés par les municipalités et les départements.

Au cours de la discussion sur la question du chômage, quelques membres du Conseil ont exprimé des craintes sur les conséquences d'un afflux exagéré d'ouvriers provoqué par les travaux de l'Exposition de 1900. M. le Ministre du commerce a annoncé qu'il s'était déjà préoccupé de ce point spécial et que, d'après les renseignements fournis par le Commissaire général de l'exposition, un personnel de 5.000 ouvriers serait largement suffisant pour exécuter les travaux pendant les trois années qui nous séparent de la date de l'ouverture. Ce renseignement recevra la plus grande publicité afin d'épargner aux travailleurs des déplacements inutiles.

Avant de se séparer, le Conseil a, pour la deuxième fois, émis le vœu que la question des conditions du travail à insérer dans les cahiers des charges des travaux publics soit renvoyée, pour étude, à la Commission permanente du Conseil.

RAPPORTS SUR L'APPLICATION
PENDANT L'ANNÉE 1893
DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN FRANCE.

Nous extrayons de ces rapports, qui viennent de paraître (1), les renseignements suivants qui concernent les établissements industriels de toute nature autres que les mines. Nous reviendrons dans un prochain Bulletin sur les faits statistiques qui concernent spécialement cette catégorie d'industrie.

Rappelons que les circonscriptions d'inspection entre lesquelles la France est partagée pour l'application des lois réglementant le travail sont les suivantes :

1^{re} CIRCONSCRIPTION.

Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.

2^e CIRCONSCRIPTION.

Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loiret, Loir-et-Cher, Vienne et Haute-Vienne.

3^e CIRCONSCRIPTION.

Aube, Belfort (Territoire de), Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haute-Saône, Saône-et-Loire et Yonne.

4^e CIRCONSCRIPTION.

Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges.

5^e CIRCONSCRIPTION.

Nord, Pas-de-Calais et Somme.

6^e CIRCONSCRIPTION.

Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise, Orne et Seine-Inférieure.

7^e CIRCONSCRIPTION.

Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres et Vendée.

8^e CIRCONSCRIPTION.

Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées.

9^e CIRCONSCRIPTION.

Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn-et-Garonne.

10^e CIRCONSCRIPTION.

Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var et Vaucluse.

11^e CIRCONSCRIPTION.

Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

(1) Voir à la bibliographie.

**RÉCAPITULATION, PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION,
DES NOMBRES D'ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AUX DIVERS LOIS SUR LE TRAVAIL.**

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	NOMBRE APPROXIMATIF DES ÉTABLISSEMENTS				
		SOUMIS				TOTAL des établisse- ments.
		aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{er} .	Paris.....	4,699	23,592	2,613	6,039	36,943
2 ^e .	Tours.....	2,454	11,415	1,518	6,822	22,209
3 ^e .	Dijon.....	1,793	4,758	3,474	10,784	20,809
4 ^e .	Nancy.....	2,731	7,100	2,090	12,332	24,343
5 ^e .	Lille.....	3,313	12,737	2,699	15,233	33,982
6 ^e .	Rouen.....	1,884	13,911	804	18,487	35,086
7 ^e .	Nantes.....	2,760	18,479	2,635	10,690	34,564
8 ^e .	Bordeaux.....	2,035	13,928	3,411	7,690	27,064
9 ^e .	Toulouse.....	1,360	6,196	732	4,392	12,680
10 ^e .	Marseille.....	2,520	6,144	1,300	4,400	14,364
11 ^e .	Lyon.....	3,551	9,927	2,367	8,874	24,719
	TOTAUX.....	29,100	128,277	23,643	105,743	286,763

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	N'OCCUPANT aucun ouvrier lors de la visite.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS				TOTAL des établisse- ments.
			SOUMIS				
			aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{er} .	Paris.....	2,132	4,055	9,767	2,109	3,981	32,044
2 ^e .	Tours.....	55	683	2,969	440	1,598	5,745
3 ^e .	Dijon.....	69	1,161	2,105	912	1,451	5,698
4 ^e .	Nancy.....	1,744	2,023	3,064	830	1,712	9,373
5 ^e .	Lille.....	1,061	2,359	2,101	1,017	1,901	8,439
6 ^e .	Rouen.....	198	1,506	3,864	385	1,201	7,154
7 ^e .	Nantes.....	302	935	4,565	375	1,358	7,535
8 ^e .	Bordeaux.....	462	903	3,757	591	1,735	7,448
9 ^e .	Toulouse.....	871	896	2,779	426	1,370	6,342
10 ^e .	Marseille.....	329	2,354	4,531	721	2,413	10,348
11 ^e .	Lyon.....	687	2,257	3,156	998	2,262	9,360
	TOTAUX.....	7,910	19,132	52,658	8,804	20,982	109,486

**RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DU PERSONNEL PROTÉGÉ
ET DES OUVRIERS ADULTES.**

CIRCONSCRIPTIONS.	NOMBRE des ÉTABLIS- SEMENTS visités.	NOMBRE d'ENFANTS de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882).		NOMBRE d'ENFANTS de 13 à 16 ans.		NOMBRE d'ENFANTS de 16 à 18 ans.		NOMBRE des FILLES mineures de 18 à 21 ans.		NOMBRE des FILLES et des femmes majeures.		NOMBRE des OUVRIERS. adultes.	NOMBRE TOTAL des ouvriers et ouvrières.	PROPORTIONNALITÉ			NOMBRE moyen par établissement visité	
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.			du PERSON- NEL au- dessous de 18 ans.	du PERSON- NEL femmin de tout âge.	des EN- FANTS, FILLES et FEMMES.	en 1894.	en 1895.
1 ^{re} . Paris.....	32.044	212	174	14.967	15.367	9.146	9.421	14.040	77.410			199.502	340.239	14.4	34.2	41.3	10	10
2 ^e . Tours.....	5.745	86	10	3.893	3.524	3.708	3.594	3.722	12.262			48.423	79.022	18.4	28.9	38.4	14	13
3 ^e . Dijon.....	5.698	33	14	6.233	4.124	5.305	3.828	5.202	15.193			75.725	115.747	16.8	23.6	34.5	16	20
4 ^e . Nancy.....	9.373	130	110	15.403	10.630	10.995	8.423	7.785	41.390			157.643	252.749	18.0	27.0	37.5	15	26
5 ^e . Lille.....	8.439	241	347	15.562	11.994	13.171	11.203	16.006	36.840			156.372	261.736	20.0	29.1	40.2	28	31
6 ^e . Rouen.....	7.154	126	97	7.592	6.791	6.633	5.924	7.680	29.167			85.917	148.697	17.4	32.9	42.2	19	20
7 ^e . Nantes.....	7.535	54	60	4.543	4.822	3.260	2.997	3.635	24.129			49.305	92.805	16.9	38.3	46.8	12	12
8 ^e . Bordeaux.....	7.448	23	58	3.639	3.746	2.720	3.038	4.713	19.358			45.242	82.537	16.0	37.4	45.1	11	11
9 ^e . Toulouse.....	6.342	4	1	1.926	2.615	1.866	2.463	3.553	12.881			30.049	55.738	16.1	38.7	45.5	12	8
10 ^e . Marseille.....	10.348	43	108	4.960	8.886	3.889	7.919	14.191	35.981			77.436	153.140	16.6	43.8	49.4	15	14
11 ^e . Lyon.....	9.360	44	80	5.569	8.111	5.347	8.136	15.237	45.387			94.130	182.041	15.5	42.2	48.2	16	19
TOTAUX...	109.486	996	1,059	84.017	80.510	65.530	66.313	95.714	349.998			1,020.044	1,764,181	15.9	33.6	42.1	16	16

RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DU PERSONNEL PROTÉGÉ ET DES INFRACTIONS RELEVÉES
DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

NOMBRES DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires.	NOMBRE TOTAL des établisse- ments de bien- faisance.	NOMBRE des ÉTABLIS- SEMENTS de bien- faisance visités.	STATISTIQUE DU PERSONNEL RENCONTRÉ.												NOMBRE DES INFRACTIONS RELEVÉES.				NOMBRE des procès- verbaux dressés.								
				AU-DESSOUS de 13 ans non munis du certificat.		de 12 à 13 ans munis du certificat.		de 13 à 16 ans		de 16 à 18 ans.		FILLES mi- neures de 18 à 21 ans.		FILLES ma- jeunes et hommes.		TOTAL du per- sonnel.		Durée du tra- vail.			Affi- chage. trimes- triel.		Envoi de l'état trimes- triel.		Hygiène.		Sécurité.	
				Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
1 ^{re} .	Paris.....	194	182	92	3.019	4	8	83	2.268	18	1.211	1.254	1.067	1.067	9.024	"	4	21	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2 ^e .	Tours.....	68	62	48	880	14	143	259	876	209	611	487	173	173	3.700	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3 ^e .	Dijon.....	105	71	110	872	"	1	105	825	47	527	392	186	186	3.065	13	38	35	2	7	"	"	"	"	"	"	"	"
4 ^e .	Nancy.....	137	103	18	516	"	41	62	1.334	25	526	240	274	274	3.036	63	24	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
5 ^e .	Lille.....	131	80	32	680	16	146	147	980	100	652	507	492	492	3.842	21	37	115	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
6 ^e .	Rouen.....	127	62	146	446	11	80	147	705	74	559	417	117	117	2.702	"	13	54	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
7 ^e .	Nantes.....	212	157	212	1.641	"	16	38	1.997	14	1.100	1.215	1.719	1.719	7.952	8	50	66	26	1	1	"	"	"	"	"	"	"
8 ^e .	Bordeaux.....	157	89	65	827	"	24	7	1.036	"	538	355	322	322	3.174	9	21	37	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
9 ^e .	Toulouse.....	128	82	79	860	"	"	32	806	5	430	324	200	200	2.736	1	10	74	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
10 ^e .	Marseille.....	122	115	34	1.392	"	6	163	1.374	85	966	919	433	433	5.372	1	17	55	"	"	3	1	"	"	"	"	"	"
11 ^e .	Lyon.....	115	102	139	1.517	33	59	158	1.070	79	913	663	610	610	5.241	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	1.496	1.105	975	12.650	78	524	1.201	13.271	656	8.033	6.863	5.593	5.593	49.844	118	223	459	28	11								2

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Novembre 1896.

Nombre des versements.....	222.342	
Représentant une somme de.....		28.236.469 ^f
Nombre des remboursements.....	103.239	
Représentant une somme de.....		26.096.584
Rentes achetées à 681 déposants, pour un capital de...		611.376
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		1.528.509
Nombre de comptes existant {		
au 30 novembre 1896.		2.673.305
au 30 novembre 1895.		2.478.827
AUGMENTATION.....		194.478

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de Décembre 1896.

Dépôts de fonds.....	12.362.955 ^f
Retraits de fonds.....	16.782.437
Excédent des retraits.....	4.419.482
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	703.725 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Novembre 1896.

Nombre des versements.....	40.602	
représentant une somme de.....		518.751 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		851.302
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.195.299
Nouvelles rentes inscrites.....		335.069
au nom de.....	3.568 parties.	
Montant total des rentes en cours.....		32.251.406
réparties entre.....	204.991 titres.	

OPÉRATIONS DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE EN 1895⁽¹⁾.

Le nombre des versements effectués, dans le cours de 1895, s'est élevé à 2.796.882, représentant une somme totale de 403.142.901 francs. La moyenne par versement a été de 144 francs (148 francs en 1894).

Le nombre des remboursements s'est élevé à 1.332.977, dont le total se monte à 360.120.167 francs. La moyenne par remboursement a été de 270 francs (270 fr. en 1894).

(1) D'après le rapport, en date du 19 novembre 1896, adressé au Président de la République par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. (J. O., 26 décembre).

L'excédent des versements sur les remboursements a été de 43.022.734 francs; inférieur, par conséquent, de 19.649.448 francs à l'excédent (62.672,182 francs) constaté en 1894. Cette diminution de l'excédent annuel des versements résulte vraisemblablement de l'application de la loi du 20 juillet 1895, aux termes de laquelle le maximum des livrets s'est trouvé réduit de 2.000 à 1.500 francs.

Le nombre des comptes existant au 1^{er} janvier 1895 était de 2.280.940. Dans le courant de l'année, il en a été ouvert 495.057 nouveaux et il en a été soldé 287.922. Le nombre de comptes existant au 31 décembre 1895 s'élevait, par conséquent, à 2.488.075, ayant augmenté de 207.135, soit de 9,1 p. o/o.

L'avoir des déposants, au 31 décembre 1894, se montait à 690.844.460 francs.

Au 31 décembre 1895, il atteignait 753.458.528 francs.

D'où une augmentation pendant l'année de 62.614.068 francs.

Le solde créditeur de 753.458.528 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne	712.617.641 ^f
Solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations	45.279.057
Compte immeubles	1.429.535
TOTAL	759.326.233
A déduire les fonds de dotation qui s'élèvent à	5.867.705
RESTE ÉGAL à l'avoir des déposants	753.458.528

Depuis sa fondation, en 1882, la Caisse nationale d'épargne a vu s'accroître chaque année (sauf en 1893) le nombre et le montant des versements. Le tableau ci-dessous fait connaître les chiffres annuels relatifs à ces opérations durant les quatorze années qui se sont écoulées jusqu'à l'exercice 1895 :

ANNÉES.	VERSEMENTS ANNUELS (1).		MOYENNE par versement.
	PREMIERS VERSEMENTS et versements ultérieurs.		
	Nombre.	Montant.	
	—	francs.	
1882.....	473.155	64.628.663	137
1883.....	697.433	73.015.500	105
1884.....	917.131	94.061.543	103
1885.....	1.039.707	112.906.333	109
1886.....	1.196.348	133.206.613	111
1887.....	1.291.852	144.369.619	112
1888.....	1.455.780	169.276.988	116
1889.....	1.701.267	208.380.959	122
1890.....	1.948.184	261.960.885	135
1891.....	2.214.743	323.291.561	146
1892.....	2.496.755	388.036.233	155
1893.....	2.350.139	338.037.373	144
1894.....	2.653.982	394.629.833	148
1895.....	2.792.412	403.083.304	144

(1) Non compris les opérations internationales et les arrérages perçus sur les titres de rentes laissés en dépôt. Ces sommes figurent dans le total indiqué plus haut.

NOMBRE ET IMPORTANCE DES LIVRETS.

Au 31 décembre 1895, il existait 2.488.075 livrets en circulation. Classés par catégorie d'importance, ces livrets se répartissent ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE DES LIVRETS.	NOMBRE de livrets.	PROPORTION p. 100 dans le total des livrets.
Livrets de 20 francs et au-dessous	880.703	35,39
Livrets de 21 à 100 francs.....	513.363	20,63
— de 101 à 200 —	256.583	10,31
— de 201 à 500 —	328.171	13,19
— de 501 à 1.000 —	224.904	9,04
— de 1.001 à 1.500 —	144.707	5,82
Livrets de 1.501 à 2.000 — (non réductibles, quant à présent, en raison du délai de tolérance)..	85.091	3,42
Livrets au-dessus de 1.500 francs (passibles de ré- duction dans le délai de trois mois).....	5.956	0,24
Livrets au-dessus de 2.000 francs (réductibles dans le délai de trois mois pour la partie qui excède 2.000 francs, mais bénéficiant du délai de tolé- rance pour être ramenés à 1.500 francs).....	47.966	1,93
Livrets au-dessus de 2.000 francs (appartenant à des sociétés autorisées à verser jusqu'à 15.000 fr.)..	631	0,03
TOTAUX	2.488.075	100,00

LIVRETS NOUVEAUX.

Il a été délivré, en 1895, 495.057 livrets nouveaux, dont 287.482 à des hommes et 207.575 à des femmes. En voici le classement d'après la profession des déposants :

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.	PROPORTION p. 100.
Chefs d'établissements agricoles, in- dustriels et commerciaux.....	22.435	8.342	30.777	6,22
Journaliers et ouvriers agricoles....	38.838	11.366	50.204	10,14
Ouvriers d'industrie.....	57.746	27.818	85.564	17,28
Domestiques.....	22.337	40.830	63.217	12,77
Militaires et marins.....	16.837	44	16.881	3,41
Employés.....	29.542	5.266	34.808	7,03
Professions libérales.....	16.163	4.788	20.951	4,23
Propriétaires, rentiers, sans profes- sion.....	24.856	65.326	90.182	18,22
Mineurs n'exerçant aucune profession	58.002	43.573	101.575	20,52
Nomades.....	726	172	898	0,18
TOTAUX.....	287.482	207.575	495.057	100,00

Cette division des livrets est sensiblement la même que celle observée au cours des années précédentes.

LA SITUATION DES CAISSES DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

ANTÉRIEUREMENT À L'APPLICATION DE LA LOI DU 29 JUIN 1894.

Aux termes de la loi du 29 juin 1894, les anciennes caisses de retraites fondées par les exploitants de mines en faveur de leurs ouvriers ne fonctionnent plus aujourd'hui que pour l'exécution des engagements antérieurement acquis par elles et concernant soit les pensions définitivement acquises, soit les pensions en cours d'acquisition. Par conséquent, ces institutions, quoique supprimées en principe par l'application uniforme du système du livret individuel à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, continuent néanmoins, pour la plupart, sous la forme de *caisses de liquidation*, à servir des pensions et à recevoir des versements des ouvriers et des exploitants. Leur importance actuelle dépend évidemment de l'importance des engagements qui leur incombent. Il n'est donc pas sans intérêt de faire connaître quelle était, à une époque un peu antérieure au nouveau régime institué par la loi de 1894, la valeur des charges assumées par elles. Or une enquête, entreprise dans le courant de l'année 1892 par les ingénieurs du Corps des mines, a eu précisément pour objet de recueillir les divers éléments statistiques permettant de se rendre compte de la situation dans laquelle se trouvaient, au début de cette année, les caisses de pensions minières. Dans ce qui suit, nous donnons les principaux résultats de cette statistique, jusqu'à présent inédite et, d'ailleurs, la plus récente de toutes celles déjà effectuées sur le même sujet. C'est à la haute obligeance de M. le Ministre des travaux publics que nous devons de pouvoir publier ici cet intéressant document.

Statistique des caisses de pensions minières en 1892.

En 1892, le personnel ouvrier des mines, en France, s'élevait à 146.500 personnes, comprenant environ 4.000 femmes et 10.000 enfants au-dessous de 16 ans. Le nombre des ouvriers adultes du sexe masculin était, par conséquent, de 132.500.

L'enquête a embrassé 97 exploitations occupant environ 126.000 ouvriers. Dans toutes ces exploitations fonctionnait un service de pensions, soit exclusivement pour les retraites d'âge, soit aussi pour les pensions d'invalidité en cas d'accident et les pensions aux veuves et orphelins des victimes d'accident mortel. Le service des pensions était tantôt à la charge exclusive de l'exploitant, tantôt assuré par les contributions combinées des ouvriers et des exploitants. Nous indiquerons ci-après les diverses dispositions adoptées à cet égard.

Les déclarations des exploitants ont fourni les éléments statistiques dont le groupement a été résumé dans les cinq états récapitulatifs suivants :

- 1° État des pensions et retraites acquises, à la charge exclusive des exploitants ;
- 2° État des pensions et retraites acquises, à la charge des caisses fonctionnant avec retenues sur les salaires (avec ou sans contribution de l'exploitant) ;
- 3° Éléments des retraites en cours d'acquisition, à la charge exclusive des exploitants ;
- 4° Éléments des retraites en cours d'acquisition, à la charge des caisses fonctionnant avec retenues sur les salaires ;
- 5° État des mines pratiquant la retraite par livret individuel à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Voici l'analyse détaillée de ces cinq états :

1° PENSIONS ET RETRAITES ACQUISES, À LA CHARGE DES EXPLOITANTS.

Le cas de pensions acquises, payées par l'exploitant, s'est rencontré dans 34 exploitations, occupant 50.225 ouvriers et payant 74.326.000 francs de salaires.

L'état des pensions était le suivant :

<i>a. Pensions de blessés :</i>	
Nombre.....	565
Montant annuel.....	190.736 ^f
Capital correspondant (1).....	2.624.172 ^f
<i>b. Pensions de veuves et d'ascendants :</i>	
Nombre.....	1.097
Montant annuel.....	267.805 ^f
Capital correspondant.....	3.449.236 ^f
<i>c. Pensions d'enfants :</i>	
Nombre.....	673
Montant annuel.....	53.939 ^f
Capital correspondant.....	228.733 ^f
<i>d. Retraites d'âge ou d'invalidité (y compris les veuves des retraités) :</i>	
Nombre.....	3.297
Montant annuel.....	679.869 ^f
Capital correspondant.....	6.371.685 ^f
<i>e. TOTAL des pensions :</i>	
Nombre.....	5.632
Montant annuel.....	1.192.349 ^f
Capital correspondant.....	12.673.826 ^f
<i>f. Réserves des caisses pour les pensions.....</i>	
	3.337.000 ^f

Ces totaux ne concernent pas seulement les pensions servies par les caisses exclusivement entretenues par les exploitants ; ils comprennent aussi un certain nombre de pensions dont les exploitants avaient, par exception, accepté la charge bénévolement ou avaient été contraints à la supporter à la suite de décision judiciaire, bien que, normalement, les caisses correspondantes fussent alimentées par des retenues sur les salaires ; ils renferment enfin la part que l'exploitant s'était réservée sur les dépenses occasionnées par les pensions dans les caisses où cette clause formait tout ou partie de la contribution patronale.

La pension moyenne de blessé ressort, d'après les chiffres ci-dessus, à 337 francs ; celle de veuve et d'ascendant à 244 francs ; celle d'orphelin à 80 francs ; celle de retraité pour vieillesse ou invalidité à 205 francs. La moyenne générale des pensions payées par les exploitants était de 212 francs.

La dépense totale annuelle incombant aux exploitants se montait à 1.192.349 francs. Elle représente 16,04 p. 0/00 des salaires payés. En ce qui touche le fonc-

(1) Les capitaux des pensions ont été calculés en supposant appliqué aux pensionnés le tarif de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ils représentent, par conséquent, les *primes uniques* qu'il eût fallu verser à cet établissement pour qu'il se substituât aux caisses privées dans le paiement ultérieur des arrérages.

tionnement financier du service, on voit que l'on ne s'était pas préoccupé d'assurer le paiement des arrérages par la constitution de réserves égales aux engagements contractés. La valeur de ces engagements, déterminée mathématiquement d'après le tarif de la Caisse nationale des retraites, s'élevait à 12.674.000 francs environ, tandis que les réserves effectives n'étaient que de 3.337.000 francs. Mais cette différence de 9.337.000 francs ne constituait pas, à proprement parler, un déficit, parce que les pensions supportées par les seuls exploitants pouvaient être envisagées comme appartenant aux frais généraux des entreprises et se trouvaient, dans la plupart des cas, suffisamment garanties par le crédit même des établissements.

2° PENSIONS ET RETRAITES ACQUISES, À LA CHARGE DES CAISSES.

Les pensions payées par les caisses, au moyen de prélèvements sur les fonds et les recettes annuelles, ont été relevées dans 67 exploitations occupant 88.556 ouvriers et distribuant 114.196.000 francs de salaires (1).

Voici l'état de ces pensions :

<i>a. Pensions de blessés :</i>	
Nombre.....	947
Montant annuel.....	346.298 ^f
Capital correspondant.....	4.818.013 ^f
<i>b. Pensions de veuves et d'ascendants :</i>	
Nombre.....	1.565
Montant annuel.....	350.830 ^f
Capital correspondant.....	4.813.090 ^f
<i>c. Pensions d'enfants :</i>	
Nombre.....	1.629
Montant annuel.....	135.219 ^f
Capital correspondant.....	604.738 ^f
<i>d. Retraites d'âge et d'invalidité (y compris les veuves des retraités) :</i>	
Nombre.....	4.301
Montant annuel.....	1.210.525 ^f
Capital correspondant.....	9.091.724 ^f
<i>e. TOTAL des pensions:</i>	
Nombre.....	8.442
Montant annuel.....	2.042.872 ^f
Capital correspondant.....	19.327.565 ^f
<i>f. RÉSERVES des caisses pour les pensions</i>	4.965.000 ^f

Le montant total des arrérages de pensions était de 2.042.872 francs, ce qui fait une contribution annuelle de 17,88 p. o/oo des salaires. La pension moyenne s'élevait à 365 francs pour les blessés; 225 francs pour les veuves et ascendants; 83 francs pour les enfants; 281 francs pour les vieillards et les invalides; 242 francs pour l'ensemble des pensionnés.

(1) Sur ces 67 exploitations, il y en a 4, occupant 11.900 ouvriers, qui ont été déjà comptées parmi les 34 comprises sous la rubrique précédente. Mais ces 4 exploitations figurent dans les deux états pour des pensions distinctes : dans le premier, pour la part payée par l'exploitant; dans le second, pour les dépenses supportées par les caisses.

Le capital représentatif de la valeur des engagements des caisses, calculé comme précédemment, atteignait le chiffre de 19.327.565 francs. Les réserves destinées à cet objet n'étaient que de 4.965.000 francs. Il en résulte que les caisses se trouvaient en déficit pour une somme de 14.363.000 francs.

3° RETRAITES EN COURS D'ACQUISITION, À LA CHARGE DE L'EXPLOITANT.

Les renseignements fournis par l'enquête visent les conditions d'acquisition et le montant des pensions. Ils ont été recueillis seulement dans 13 exploitations, occupant 42.373 ouvriers et payant une somme de 53.136.000 francs de salaires annuels.

Ces exploitations se divisent en deux groupes, à savoir :

	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
Exploitations dont les caisses servent des retraites à un âge déterminé et sous certaines conditions de service.....	9	34.335
Exploitations dont les caisses ne servent que des pensions d'invalidité (c'est-à-dire qui ne peuvent être attribuées qu'à des ouvriers incapables de travailler, avec ou sans conditions d'âge et de durée de service déterminées).....	4	8.038

Les caisses du premier groupe, classées d'après l'âge et la durée de service fixés pour l'obtention de la retraite, se divisent à leur tour comme suit :

ÂGE de la retraite.	DURÉE DES SERVICES.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
50 ans.....	10 ans (après 35 ans d'âge) ..	1	11.074
	15 ans.....	1	4.514
	sans condition.....	1	1.235
55 ans.....	25 ans.....	1	523
	30 ans.....	4	15.389
60 ans.....	30 ans.....	1	1.600

Quant aux caisses du second groupe, qui ne servaient que des pensions d'invalidité, elles comprennent :

	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
Caisses allouant la pension d'invalidité sans condition déterminée de durée de service.....	2	3.324
Caisses allouant la pension d'invalidité après un minimum de { 12 ans de service.....	1	570
15 ans de service.....	1	4.144

Le montant de la retraite, dans les 9 exploitations du premier groupe, était tantôt fixé par catégorie de salaires, tantôt composé d'une part fixe et d'une majo-

ration variant avec la durée de service. Dans trois exploitations, la retraite se composait d'une part acquise par livret individuel à la Caisse nationale des retraites, au moyen de versements de 2 p. o/o et 3 p. o/o du salaire, et d'une majoration proportionnelle aux années de service. Cette majoration étant à la charge de l'exploitant, c'est à ce titre que les pensions figurent ici.

Voici le détail de ces diverses dispositions :

MONTANT DE LA RETRAITE.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
<i>Retraite constituée par livret individuel à la Caisse nationale des retraites :</i>		
Retenue de 1,5 p. o/o du salaire. Versement égal de l'exploitant. Majoration de 3 francs et 1 fr. 50 par année de service, de 10 à 25 années.....	1	11.074
Retenue de 2 p. o/o du salaire. Majoration de 18 francs par année de service après 15 ans....	1	1.235
Retenue de 3 p. o/o du salaire. Majoration de 1/5 du traitement moyen des 3 dernières années plus 1/125 par année de service de plus de 25 ans...	1	523
<i>Retraite fixée d'après la catégorie de salaire :</i>		
440 francs à l'extérieur; 520 francs à l'intérieur..	1	3.812
de 120 francs à 240 francs.....	1	1.600
de 216 francs à 360 francs.....	1	4.514
de 240 francs à 450 francs.....	1	523
<i>Retraite composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle à la durée de service :</i>		
300 francs plus 25 francs par année de service au-dessus de 30 ans.....	2	3.714

Le montant de la pension d'invalidité, dans les quatre exploitations du second groupe, était déterminé également de différentes manières;

Montant de la pension d'invalidité.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
Par année de service au delà de 12 ans : de 12 à 18 ans, 4 francs; de 18 à 50 ans, 8 francs; au delà de 50 ans, 4 francs.....	1	570
288 francs.....	1	4.144
De 180 francs à 360 francs.....	1	525
Laisse à l'appréciation discrétionnaire de l'exploitant.....	1	2.799

RETRAITES EN COURS D'ACQUISITION, À LA CHARGE DES CAISSES.

L'état récapitulatif embrasse 43 exploitations occupant 74.923 ouvriers, et payant une somme de 80.067.000 francs de salaires annuels.

Au point de vue de la nature de la pension à acquérir, ces 43 exploitations se partagent en trois groupes :

	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
Exploitations dont les caisses servent des retraites à un âge déterminé et sous certaines conditions de durée de service.....	15	26.415
Exploitations dont les caisses ne servent que des pensions d'invalidité (c'est-à-dire qui ne peuvent être attribuées qu'à des ouvriers incapables de travailler) avec ou sans conditions d'âge et de durée de service déterminées.....	21	41.527
Exploitations dont les caisses servent, à titre de pensions d'invalidité, des allocations ayant plutôt le caractère de secours annuels renouvelables que celui d'une véritable pension.....	7	6.981

Les conditions d'obtention de la retraite, dans les caisses de retraites proprement dites, qui forment le premier groupe du classement ci-dessus, donnent lieu, à leur tour, aux subdivisions que voici :

Âge de la retraite	DURÉE des services.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
50 ans.....	15 ans consécutifs.....	1	4.514
	25 ans consécutifs.....	3	1.293
	30 ans.....	1	192
55 ans.....	25 ans.....	1	5.800
	30 ans.....	6	11.046
60 ans.....	10 ans.....	2	1.604
	20 ans.....	1	1.966

L'obtention de la pension d'invalidité, dans les 21 caisses du second groupe, était de même soumise à des conditions de durée de service, variant avec les exploitations. Dans certains cas, un âge minimum était, en outre, requis, si bien que la pension d'invalidité participait par là du caractère de la retraite d'âge et n'était plus à vrai dire qu'une retraite accordée aux invalides. Le tableau ci-dessous donne le détail de ces diverses dispositions :

Âge minimum permettant d'obtenir une pension d'invalidité.	Durée de service minimum.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
55 ans.....	15 ans.....	1	2.890
60 ans.....	25 ans.....	1	365
	30 ans.....	1	131
	10 ans.....	4	16.149
aucune condition d'âge.	15 ans.....	12	19.282
	20 ans.....	1	1.600
	30 ans.....	1	1.115

Enfin, les 7 caisses n'allouant, à titre de pension d'invalidité, que des secours renouvelables se divisent en :

	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
Caisses allouant la pension sans conditions déterminées.....	5	5.959
Caisses allouant la pension :		
après au moins. { 30 ans de service.....	1	250
{ 60 ans d'âge.....	1	772

Les taux des pensions et leur mode d'établissement présentaient, comme dans le cas de la subvention exclusive de l'exploitant, une grande variété. Les tableaux suivants résument les dispositions qui avaient été adoptées à cet égard :

A. — PENSIONS DE RETRAITE.

Montant de la retraite.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
300 francs.....	3	885
300 francs, plus 25 francs par année de service au delà de 30 années.....	4	7.554
5 francs, 9 fr. 60, 13 fr. 50 par année de service.	3	4.404
De 180 francs à 396 francs suivant la catégorie de salaires et la durée de service.....	2	4.706
Au prorata des arrérages du fonds de la caisse avec maximum de 320 francs et 350 francs.....	2	3.066
Retraite constituée par livret individuel à la caisse nationale des retraites au moyen d'un versement annuel de 4 p. o/o du salaire, plus 12 francs par année de service au delà de 20 années.....	1	5.800

B. — PENSIONS D'INVALIDITÉ.

Montant de la pension.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
150 francs.....	1	131
240 francs.....	1	692
300 francs.....	1	1.600
216 francs, 288 francs, 360 francs, suivant la catégorie de salaires.....	1	1.054
De 120 francs à 180 francs, plus 9 francs ou 12 francs par mois au delà de 25 ans de service, suivant la catégorie de salaires.....	1	365
De 144 francs à 288 francs suivant l'âge et la durée de service.....	7	10.544
De 120 francs à 480 francs et 540 francs, suivant l'âge et la durée de service.....	2	4.364
De 240 francs à 720 francs, suivant la catégorie de salaires et la durée de service.....	2	3.772
Croissant par année de service de 360 francs à 720 francs (de 10 à 30 années dans deux exploitations et de 15 à 25 années dans la troisième)....	3	14.202
Croissant par année de service de 180 francs à 600 francs (de 10 à 30 années).....	1	4.186
Sans indications.....	1	194

C) SECOURS RENOUELABLES TENANT LIEU DE PENSIONS D'INVALIDITÉ.

MONTANT DE LA PENSION.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
De 0 fr. 40 à 0 fr. 80 par jour, suivant le sexe et la durée de service.	1	1.255
De 60 francs à 120 francs par an.	1	772
Laisse, dans chaque cas, à l'appréciation discrétionnaire du Conseil de la caisse.	5	4.954

Ces dispositions sont, comme on voit, analogues dans leurs traits généraux à celles que nous avons signalées plus haut à l'égard des pensions payées aux frais des exploitants seuls.

Les taux indiqués n'étaient pas, d'ailleurs, partout fixés irrévocablement. Sans parler des pensions calculées au prorata des arrérages des fonds en caisse, et, par suite, nécessairement soumises à des variations, il était stipulé, dans plusieurs exploitations, que les taux statutaires des pensions pourraient être réduits en cas d'insuffisance de ressources. Enfin, les pensions elles-mêmes n'étaient pas toujours garanties pour la vie entière des bénéficiaires. Dans deux entreprises, notamment, occupant ensemble 1.730 ouvriers, et possédant des caisses d'invalidité, il était stipulé que les pensions cesseraient avec l'exploitation.

Réversibilité des pensions.

En général, les pensions étaient réversibles sur la tête de la veuve du pensionné. Dans 11 exploitations, sur les 43 considérées, la réversibilité était l'objet d'une clause statutaire fixant uniformément et d'avance le montant de la portion réversible. Les fractions réversibles étaient $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$ ou $\frac{3}{4}$.

FRACTION RÉVERSIBLE de la pension de retraite ou d'invalidité.	NOMBRE d'exploitations.	NOMBRE d'ouvriers.
$\frac{1}{3}$	4	8.968
$\frac{1}{2}$	6	14.407
$\frac{3}{4}$	1	882

Réserve des pensions en cours d'acquisition.

En ce qui concerne les réserves que les caisses auraient dû normalement posséder pour les pensions en cours d'acquisition, on peut affirmer que ces réserves n'existaient pas. En effet, la somme de 4.965.000 francs, mentionnée précédemment à titre de réserve pour les pensions acquises, constituait tout l'avoir des caisses en 1892. Or cette somme était déjà inférieure de plus de 19 millions au montant des réserves, déterminé mathématiquement, nécessaires à la garantie des 2.043.000 francs de pensions acquises. Il est donc évident qu'on ne peut en considérer aucune partie comme affectée à la garantie des engagements contractés du fait des pensions en train d'être acquises.

Exploitations pratiquant la retraite par livret individuel.

Nous donnerons, en terminant, l'état des mines qui pratiquaient le système du livret individuel à la Caisse nationale des retraites.

En 1892, ce système était en vigueur dans 10 exploitations, occupant ensemble 20.549 ouvriers.

Les conditions de la retraite, variables suivant les compagnies, sont analysées dans le tableau ci-dessous :

VERSEMENTS À LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES		MAJORATION, PAR L'EXPLOITANT, de la pension acquise à l'époque de la liquidation.	NOMBRE D'EX- PLOIATIONS.	NOMBRE D'OUVRIERS.
de l'ouvrier.	de l'exploitant.			
o	1 p. o/o du salaire.	Néant.	1	520
o	De 2 à 9 p. o/o du salaire (variable suivant les années).	Néant.	3	2.957
1,5 p. o/o du salaire.	1,5 p. o/o du salaire.	Néant.	1	1.373
3 p. o/o du salaire.	2 p. o/o du salaire.	Néant.	1	1.793
3 francs par mois.	3 francs par mois.	Néant.	1	1.074
1,5 p. o/o du salaire.	1,5 p. o/o du salaire.	3 francs (fond) et 1 fr. 50 (jour) par année de service, de 10 à 25 années.	1	11.074
2 p. o/o du salaire.	o	Majoration égale à la retraite acquise, plus 18 francs par année de service, de 15 à 25 années de service.	1	1.235
3 p. o/o du salaire.	o	1/5 du traitement moyen des 3 dernières années, plus 1/125 par année de service au-dessus de 25 années.	1	523

Les majorations indiquées ici avaient déjà été signalées précédemment dans l'analyse des pensions à la charge des exploitants.

LES ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN 1894 ⁽¹⁾.

Les chiffres ci-dessous se rapportent exclusivement aux chemins de fer d'intérêt général et au territoire français (Algérie et colonies non comprises).

DÉSIGNATION des CATÉGORIES DE VICTIMES.	NOMBRE DE PERSONNES					
	TUÉS.			BLESSÉS.		
	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.
Voyageurs	11	74	85	251	173	424
Agents des compagnies..	17	219	236	108	539	647
Autres personnes	"	223	223	1	108	109
TOTAUX GÉNÉRAUX..	28	516	544	360	820	1.180

(1) Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1894 : Min. des Trav. publ. - Voir la bibliographie au Bulletin d'octobre 1896.

Le nombre total des accidents mortels survenus parmi le personnel des compagnies s'élève à 236 (1). D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre 1894, se composait ainsi qu'il suit :

	NOMBRE D'AGENTS.
Administration centrale.....	3.660
Mouvement et trafic.....	109.051
Traction et matériel.....	69.062
Voie et bâtiments.....	72.894
TOTAL du personnel.....	<u>254.667</u>

Dans ce total, le personnel des bureaux et de l'administration centrale entre pour 24.303 individus. Il reste un chiffre de 230.364 agents formant le personnel que l'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1893, était de 232.135. La moyenne arithmétique, 231.250, de ces deux nombres représente l'effectif moyen de l'année 1894. Si l'on en rapproche le nombre d'accidents donné plus haut, on voit que la proportion des cas de mort, par 1.000 agents des services actifs, a été, en 1894, de 1,02.

Voici, d'ailleurs, les résultats, à cet égard, des cinq dernières années :

ANNÉE.	EFFECTIF ANNUEL moyen du personnel actif.	NOMBRE DES AGENTS tués.	PROPORTION, par 1.000 agents, de tués.
1890.....	209.362	194	0,93
1891.....	215.163	248	1,15
1892.....	221.872	270	1,22
1893.....	228.263	281	1,23
1894.....	231.250	236	1,02
MOYENNE des cinq années 1890-1894.....			1,11

RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES VALEURS EN DOUANE POUR L'ANNÉE 1895. (Extraits.)

I. COMMERCE EXTÉRIEUR TOTAL DE LA FRANCE.

Le commerce extérieur spécial de la France, en 1895, a porté sur une valeur totale de 7.094 millions. Il était : en 1891, de 8.338 millions; en 1892, de 7.649 millions; en 1893, de 7.090 millions; en 1894, de 6.929 millions. Ainsi nos échanges, après avoir subi une dépression progressive et redoutable, bénéficient

(1) Nous laissons de côté les accidents non mortels. Le nombre indiqué, 647, ne représente qu'une fraction du total des cas de blessures, ayant entraîné une incapacité de travail permanente ou temporaire, qui ont dû vraisemblablement se produire parmi le personnel des compagnies et cette fraction n'est pas définie au rapport. Le chiffre des morts paraît au contraire assez certain pour servir de base aux comparaisons statistiques.

d'une reprise heureuse; ils accusent une augmentation de 165 millions par rapport à 1894 et dépassent légèrement le chiffre de 1893.

Si, au lieu de considérer l'ensemble du commerce extérieur, on envisage séparément l'importation et l'exportation, la situation apparaît plus favorable encore, comme le montre le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES MOUVEMENTS.	1891.	1892.
	francs.	francs.
Importation.....	4.767.867.000	4.188.059.000
Exportation.....	3.569.737.000	3.460.734.000
TOTAUX.....	8.337.604.000	7.648.793.000

DÉSIGNATION DES MOUVEMENTS.	1893.	1894.	1895.
	francs.	francs.	francs.
Importation.....	3.853.700.000	3.850.445.000	3.719.899.000
Exportation.....	3.236.383.000	3.078.145.000	3.373.796.000
TOTAUX.....	7.090.083.000	6.928.590.000	7.093.795.000

Ainsi le rapprochement entre les résultats de 1895 et ceux de 1894 fait ressortir un accroissement de 296 millions sur les sorties et une diminution de 131 millions sur les entrées. Tandis que l'importation continue à décroître, l'exportation dépasse notablement le niveau de 1893. L'excédent des entrées, qui était de 1,198 millions en 1891, de 727 millions en 1892, de 617 millions en 1893, de 772 millions en 1894, ne dépasse plus 346 millions.

Nos ventes à l'étranger ont augmenté de 103 millions pour les États-Unis, de 87 millions pour l'Angleterre, de 36 millions pour l'Italie, de 33 millions pour la Suisse.

Le tableau ci-après donne la part des trois grandes subdivisions de la statistique douanière dans les mouvements de 1894 et de 1895 :

DÉSIGNATION.	1894.	1895.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS :				
Objets d'alimentation...	1.197.677.000	1.035.499.000	"	162.178.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	2.104.487.000	2.100.920.000	"	3.567.000
Objets fabriqués.....	548.281.000	583.480.000	35.199.000	"
TOTAUX.....	3.850.445.000	3.719.899.000	Diminution:	130.546.000
EXPORTATIONS :				
Objets d'alimentation...	666.240.000	591.004.000	"	75.236.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	754.658.000	873.599.000	118.941.000	"
Objets fabriqués.....	1.657.247.000	1.909.193.000	251.946.000	"
TOTAUX.....	3.078.145.000	3.373.796.000	Augmentation:	295.651.000

A l'entrée, on constate une réduction considérable pour les objets d'alimentation et une certaine augmentation pour les objets fabriqués.

A la sortie, les objets d'alimentation éprouvent seuls une perte, bien inférieure du reste à la moins-value de l'importation. Les matières premières de l'industrie et les objets fabriqués sont en progrès notable.

II. OBJETS D'ALIMENTATION.

Céréales. — L'importation des céréales a baissé de plus de moitié : 10.337.000 quintaux et 163 millions de francs en 1895, au lieu de 23.663.000 quintaux et 364 millions de francs en 1895. C'est une différence de 13.326.000 quintaux et de 201 millions.

A l'exportation, les chiffres ont peu varié ; en 1894, 660.000 quintaux et 15 millions de francs ; en 1895, 721.000 quintaux et 14 millions de francs.

Les prix se sont légèrement déprimés.

Vins. — Après deux récoltes abondantes, celle de 1893 (50.070.000 hectolitres) et celle de 1894 (39.503.000 hectolitres), l'année 1895 n'a fourni que 26.688.000 hectolitres.

Les entrées se sont élevées de 4.496.000 hectolitres et 145 millions de francs, en 1894, à 6.337.000 hectolitres et 212 millions de francs en 1895.

Quant à l'exportation, elle a fléchi de 1.724.000 hectolitres et 233 millions de francs, en 1894, à 1.696.000 hectolitres et 222 millions en 1895.

Eaux-de-vie, esprits et liqueurs. — La diminution de la récolte des vins devait entraîner une réduction corrélatrice dans la production des eaux-de-vie et alcools divers : on estime cette réduction à 164.000 hectolitres.

Il y a lieu d'enregistrer un abaissement, d'ailleurs peu considérable des entrées (147.000 hectolitres en 1895, au lieu de 155.000 en 1894).

Les sorties se sont élevées de 268.000 hectolitres à 277.000 hectolitres ; mais la valeur correspondante est tombée de 54 à 48 millions de francs. On ne doit point, du reste, perdre de vue que l'accroissement en quantité de l'exportation tient à une circonstance exceptionnelle, la modification du régime des alcools en Algérie au 1^{er} janvier 1896. Les achats de l'étranger ont diminué.

Fromages et beurres. — Les variations du commerce extérieur des fromages et beurres se chiffrent ainsi : importation, 216.000 quintaux et 37 millions de francs en 1895, contre 203.000 quintaux et 33 millions de francs en 1894 ; exportation, 366.000 quintaux et 61 millions de francs, contre 345.000 quintaux et 66 millions de francs. A la sortie, les cours ont éprouvé une dépression sensible.

De même que précédemment, les commissaires insistent sur les conséquences funestes de l'emploi frauduleux des margarines pour la vente de nos beurres.

Produits de la pêche. — Les échanges relatifs aux produits de la pêche se sont peu modifiés. Il suffira de signaler l'accroissement des entrées de poissons frais d'eau douce (pour les salmonidés, 13.000 quintaux et 3.900.000 francs en 1895, au lieu de 8.800 quintaux et 2.600.000 francs en 1894), de morues (491.000 quintaux et 27 millions de francs, au lieu de 425.000 quintaux et 25.500.000 fr.) de sardines (25.000 quintaux et 3.250.000 francs, au lieu de 15.000 quintaux et 1.750.000 francs), et la réduction des sorties de morues (99.000 quintaux et 5.900.000 francs, au lieu de 110.000 quintaux et 7.100.000 francs).

N'ayant commencé qu'à la fin de juin, la pêche de la sardine a été impuissante

à alimenter suffisamment nos fabriques. Néanmoins le défaut de grosseur et de qualité du poisson a enrayé la hausse des prix.

Sucres et mélasses. — Dans presque tous les pays d'Europe, la récolte des betteraves pendant la campagne de 1895 a été inférieure à celle de 1894. Cependant, grâce aux chaleurs des derniers mois, la richesse en sucre est venue compenser partiellement la réduction de poids. On estime, pour 1895, la production de sucre brut dans les divers états européens aux chiffres suivants : France, 680.000 tonnes (au lieu de 822.000 tonnes en 1894); Allemagne, 1.570.000 tonnes (au lieu de 1.845.000 tonnes); Autriche, 750.000 tonnes (au lieu de 1.056.000 tonnes); Russie, 750.000 tonnes (au lieu de 615.000 tonnes); Belgique, 230.000 tonnes (au lieu de 244.000 tonnes); Pays-Bas, 110.000 tonnes (au lieu de 85.000 tonnes); pays divers, 130.000 tonnes (au lieu de 156.000 tonnes).

La production des sucres bruts de canne, dans les pays exportateurs, est estimée à 2.445.000 tonnes au lieu de 3.105.000 tonnes.

Aussi les prix, très faibles au début de 1895, se sont-ils relevés. Les événements de Cuba, dont le sol fournit annuellement 1 million de tonnes de sucre brut, devaient nécessairement concourir à cette hausse des cours, qui néanmoins n'ont pas atteint dans l'ensemble ceux de 1894.

L'abondance des stocks en 1895 devait restreindre nos importations, elle a réduit, davantage encore, nos exportations. D'après les relevés de la douane, les entrées sont descendues : de 1.108.000 quintaux et 33 millions de francs, en 1894, à 954.000 quintaux et 26 millions de francs, en 1895, pour les sucres en poudre des colonies françaises; de 585.000 quintaux et 18 millions de francs à 419.000 quintaux et 11 millions de francs, pour les sucres en poudre étrangers de canne. Quant à l'exportation, elle est tombée : de 1.610.000 quintaux et 48 millions de francs à 910.000 quintaux et 25 millions de francs pour les sucres bruts; de 1.060.000 quintaux et 39 millions de francs à 970.000 quintaux et 33 millions de francs pour les sucres raffinés en pains ou agglomérés.

Nos producteurs se préoccupent à juste titre de la situation qui leur sera faite par les primes d'exportation instituées en Allemagne.

Les distilleries françaises ont pu diminuer dans une forte proportion leurs achats de mélasses étrangères : 598.000 quintaux et 4.200.000 francs, au lieu de 961.000 quintaux et 7.700.000 francs.

III. MATIÈRES NÉCESSAIRES À L'INDUSTRIE.

1. *Laines.* — En 1894, l'importation des laines avait été de 232 millions de kilogrammes, représentant une valeur de 332 millions de francs; en 1895, elle est descendue à 226 millions de kilogrammes et 323 millions de francs. Dans ces derniers chiffres, les laines en masse entrent pour 218 millions de kilogrammes et 307 millions de francs, les déchets de bourre pour 7.400.000 kilogrammes et 15 millions de francs.

D'autre part, l'exportation, y compris les laines peignées ou cardées, est montée de 54 millions de kilogrammes et 124 millions de francs, en 1894, à 67 millions de kilogrammes et 153 millions de francs, en 1895.

Les sorties de laines en masse ont été de 29 millions de kilogrammes et 54 millions de francs; celles des laines peignées ou cardées, de 17 millions de kilogrammes et 64 millions de francs; celles des déchets, de 20 millions de kilogrammes et 34 millions de francs. Pour les laines en masse l'augmentation est de 4.400.000 kilogrammes.

L'abaissement de l'importation et l'accroissement de l'exportation n'ont pas eu

pour conséquence une moindre activité de la production industrielle. Il y a eu, au contraire, une reprise très sérieuse, alimentée par les stocks.

Après une période de baisse, les cours ont éprouvé un mouvement de hausse vil et constant, de sorte que, dans l'ensemble, les prix sont restés à peu près les mêmes en 1895 qu'en 1894.

La division des propriétés rurales et les nouvelles méthodes d'engraissement du bétail ont amené une diminution de tous les troupeaux européens : de 33 millions de têtes en 1852, nos effectifs sont tombés au-dessous de 21 millions. Mais cette diminution paraît enrayée.

D'ailleurs, la population européenne n'a qu'une importance secondaire relativement à la production exotique. Le rôle prépondérant appartient à l'Australie et à l'Amérique. L'Australasie (Australie, Tasmanie et Nouvelle-Zélande) compte, à elle seule, 120 millions de têtes environ. On signale une diminution en Australie et un léger progrès à la Plata.

La quantité de laine mise à la disposition de l'industrie dans le monde, en 1895, a atteint 1.059 millions de kilogrammes, au lieu de 1.002 millions de kilogrammes en 1894.

Depuis plusieurs années, les quantités de laine offertes à l'industrie ont été assez péniblement employées.

Par suite des emprunts faits aux stocks du 31 décembre 1894, la quantité de laine manufacturée en France serait supérieure à celle de 1893 et de 1894, c'est-à-dire à 253 millions de kilogrammes.

2. *Soies et bourre de soie.* — L'année 1895 se caractérise par une extrême activité pour le commerce et le travail des soies.

De 1894 à 1895, l'importation est passée de 11.130.000 kilogrammes valant 183 millions, à 12.480.000 kilogrammes valant 226 millions (soie en cocons, 760.000 kilogrammes; soie grège, 6.300.000 kilogrammes; soie ouvrée ou moulignée, 47.000 kilogrammes; bourre, 5.600.000 kilogrammes), et l'exportation, de 5.130.000 kilogrammes valant 89 millions, à 6.200.000 kilogrammes valant 126 millions (soie en cocons, 625.000 kilogrammes; soie grège, 3 millions de kilogrammes; soie ouvrée ou moulignée, 515.000 kilogrammes; bourre, 2.100.000 kilogrammes).

Une hausse très sensible s'est manifestée dans les cours.

Le nombre des éducateurs en France, après avoir atteint 155.000 en 1894, est descendu à 140.000 en 1895; au lieu de 241.000 onces de graines, nous n'en avons mis que 212.000 à l'éclosion; la récolte de cocons s'est élevée à 9.300.000 kilogrammes, avec un rendement de 43 kilog. 8 à l'once de graines, presque égal à celui de l'année précédente. Au lieu de 263.000 kilogrammes de cocons, on en a réservé 308.000 kilogrammes pour le grainage; la production des graines en onces de 25 grammes est montée de 701.000 à 903.000.

Ainsi, le nombre des éducateurs et le poids des graines mises à l'éclosion ont diminué; il faut l'attribuer au bas prix des cocons en 1894 et à la faiblesse de la récolte des feuilles de mûriers pendant la même année. Grâce à une température favorable, à l'application minutieuse des méthodes de Pasteur, au bon assainissement des magnaneries, le rendement en cocons a été très satisfaisant. Mais les cocons ont fourni moins de matière soyeuse; il importe d'obtenir, par voie de sélection, des races joignant la force à la richesse en soie et d'améliorer les méthodes d'étouffage.

L'excellence de nos graines est bien établie; l'importation se réduit de plus en plus, et l'exportation reste active.

Dans l'ensemble, la sériciculture française est en bonne voie. Néanmoins la pro-

duction ne pourra réaliser des progrès nouveaux que si l'on multiplie les plantations de mûriers.

La quantité de soie mise à la disposition de l'industrie, à la suite de la récolte soyeuse de 1895, a atteint 16 millions de kilogrammes, chiffre supérieur à ceux de 1894 (13.750.000 kilogrammes) et de 1893 (15 millions de kilogrammes). Toute l'augmentation vient des pays d'Extrême-Orient : en effet, l'Europe et l'Asie Mineure n'ont donné que 5.660.000 kilogrammes. au lieu de 5.900.000 kilogrammes pour la campagne 1894 et 6.380.000 kilogrammes pour la campagne 1893.

C'est toujours la Chine qui occupe la première place dans le classement des régions exportatrices : elle a expédié, en 1895, 6.135.000 kilogrammes. Mais le Japon progresse rapidement et n'a pas dit son dernier mot. Déjà il produit autant de soie que tous les pays d'Europe réunis, et les cultures de mûriers s'y étendent en même temps que se créent de nouvelles institutions destinées à développer l'industrie de la soie.

Notre récolte a été de 780.000 kilogrammes contre 895.000 kilogrammes en 1893 et 838.000 kilogrammes en 1893.

Le commerce français a eu à sa disposition, en 1895, 7.140.000 kilogrammes, au lieu de 6.350.000 kilogrammes en 1894. C'est une augmentation de 13 p. o/o La part de la France dans le commerce général a toutefois déchu de 46 p. o/o à 44.6 p. o/o.

Suivant des relevés minutieux, les quantités de soie livrées aux fabriques en 1895 ont été, pour la France, de 3.640.000 kilogrammes au lieu de 3.700.000 kilogrammes en 1894.

La France semble avoir perdu, au profit des États-Unis, le premier rang dans la consommation de la soie. Mais il n'y a peut-être là qu'une apparence. Par suite des disponibilités de 1894, nous avons dû employer près de 4.150.000 kilogrammes, alors qu'un phénomène inverse se produisait aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, notre consommation demeure stationnaire.

Si l'on chiffre les quantités de soie conditionnées en Europe, on trouve pour la France, 9.430.000 kilogrammes.

Tout en conservant la suprématie, nos conditions sont aux prises avec de redoutables concurrences. La part de la France a baissé de 10 p. o/o depuis quinze ans, et Milan vient de dépasser Lyon : ce fait est, en grande partie, imputable à la malle allemande et à la route du Saint-Gothard. Il convient toutefois d'ajouter que les marchands de soie de Lyon ont transporté une partie de leurs affaires à l'étranger et maintenu l'influence française sur le commerce de la soie.

Depuis 1892, le nombre des bassines de filature a augmenté de 13 p. o/o. Les bassines à deux bouts tendent à disparaître pour faire place aux bassines à un grand nombre de bouts.

La situation du moulinage s'est beaucoup améliorée, et l'exportation des soies ouvrées a plus que doublé en 1895.

Nous avons importé 178 millions de kilogrammes, valant 167 millions de francs, tandis que les entrées en 1894 s'étaient élevées à 187 millions de kilogrammes, valant 169 millions de francs. D'autre part, notre exportation a passé de 31 millions de kilogrammes (27 millions de francs) à 39 millions de kilogrammes (33 millions de francs).

Bien que nous ayons seulement retenu en France 139 millions de kilogrammes, la consommation de nos manufactures paraît pouvoir être fixée à 150 millions de kilogrammes.

Déprimés au début de 1895, forts à la fin de l'année, les cours se caractérisent

par leur grande mobilité et leurs écarts considérables. Jamais, en somme, la filature n'avait pu s'approvisionner à meilleur marché.

Un fait important à constater, c'est que la consommation devient impuissante à suivre la production. (A suivre.)

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en décembre. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant du mois de décembre, 20 déclarations de grève.

Les industries les plus éprouvées ont été celles des métaux (6 grèves), du travail des cuirs et peaux (3 grèves), du travail du bois (3 grèves).

Dans 9 cas, la grève avait pour motif des questions de salaires et de durée du travail; dans 4 cas, des questions de travail des femmes. Sur 10 grèves, dont la fin a été signalée en décembre, 4 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 3 par un échec. Dans 3 cas, les patrons ont eux-mêmes proposé de recourir à un arbitrage, ce qui a été finalement accepté par les ouvriers; dans 2 cas, l'arbitrage proposé par les ouvriers a été rejeté par les patrons.

Grève de Hambourg (1) [suite]. — La première démarche en faveur de la constitution d'un tribunal arbitral avait été faite par un membre du Sénat, le président de la bourgeoisie et le président du tribunal industriel; ces derniers avaient adressé une lettre dans ce sens au président du syndicat des armateurs; les ouvriers avaient accepté, mais les patrons avaient refusé d'entrer en pourparlers avant que les ouvriers grévistes n'eussent réintégré les chantiers.

L'arrivée de nombreux ouvriers étrangers, la fin de la grève des docks de Brême, laissant un certain nombre de bras disponibles, permettaient en effet de reprendre activement le travail sur les quais de Hambourg.

Mais les grévistes avaient changé d'attitude vis-à-vis des ouvriers qui les avaient remplacés. Plusieurs fois la police avait dû intervenir et faire usage de ses armes. Le syndicat des patrons demandait aux pouvoirs publics d'interdire l'accès des quais aux grévistes. Les petits commerçants, dont les intérêts étaient compromis par la prolongation de la grève, après avoir décidé de continuer de faire crédit aux ouvriers, envoyaient une députation au Sénat pour lui demander d'intervenir dans le conflit. Mais le Sénat faisait afficher une décision interdisant les réunions des grévistes et punissant les contrevenants d'amende et même de prison. Il faisait répondre, d'autre part, qu'en présence des troubles provoqués par les grévistes il ne pouvait que conseiller la reprise du travail, autant que possible aux anciennes conditions; qu'on pourrait ensuite procéder à une enquête sur les salaires et conditions du travail des ouvriers des docks et industries similaires et étudier les moyens d'obtenir une amélioration de leur sort.

Dans une réunion tenue par les ouvriers pour examiner ces conditions, la con-

(1) D'après le *Reichsanzeiger* (Voir le *Bulletin* de décembre 1896).

tinuation de la grève fut votée par 7.265 voix contre 3.671, soit environ 11.000 votants, sur 18.000 grévistes ayant participé aux secours. Ceux-ci se sont élevés en tout à 192.460 marks.

La police a interdit, le 21 décembre, l'accès des quais aux grévistes. Déjà les conducteurs d'allèges ont repris, en grande partie, leur travail, et, à la suite de propositions faites aux ouvriers des grains par un des patrons, une commission a été nommée pour arriver à une entente. A la fin de décembre, on travaillait avec 488 équipes sur 236 navires arrimés dans le port; aux grues, 38 anciens ouvriers et 1.186 nouveaux étaient occupés; de même aux magasins des quais, on trouvait 372 anciens et 1.606 nouveaux ouvriers. Néanmoins la grève continuait.

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre (1). — On ne signale pas de changement dans l'activité des *charbonnages*, de la *métallurgie* et des *ateliers de construction*: elle est toujours à son maximum d'intensité. La *verrière* est aussi en excellente situation. La *tannerie* est encore faible. Les industries du *livre* sont en reprise saisonnière. Celles du *vêtement* et du *bâtiment* sont faibles en général. Ralentissement dans les diverses branches du travail de la *laine* à l'exception de la *carderie*, très active. La fabrication des *vélocipèdes* est en très bonne marche dans certaines régions.

Grèves. — Treize grèves nouvelles ou en cours ont été signalées à l'Office du travail. Elles concernent environ 1.100 ouvriers. 340 ouvriers ont en outre été obligés de chômer par l'inaction des grévistes. Quatre grèves parmi les houilleurs, quatre dans l'industrie textile, deux parmi les passementiers, une parmi les poêliers, les métallurgistes et les carriers. Sept grèves avaient pour cause l'augmentation, deux la réduction des salaires. Sur neuf grèves dont le résultat est signalé, deux ont réussi, sept ont échoué. Dans trois cas, une partie des grévistes ont été renvoyés.

Une sourde agitation règne depuis quelque temps parmi les houilleurs, ils demandent des augmentations de salaire correspondant à l'augmentation du prix des charbons. Les industriels allèguent, à l'appui de leur refus, qu'ils sont encore liés par des contrats qui les obligent à fournir la plus grande partie de leur production aux anciens prix. Un congrès de houilleurs des quatre bassins belges, tenu le 10 janvier à Charleroi, a repoussé la grève immédiate proposée par la fédération du Borinage, mais seulement faute d'une voix.

La coopération en 1896 (2). — 179 nouvelles sociétés ont été fondées en 1896; elles se subdivisent comme il suit :

Sociétés laitières et agricoles	52
— de consommation	52
— d'épargne et de crédit	40
— de production et de travail	12
— d'assurance	6
— de vente	3
— diverses	14
TOTAL	179

(1) Renseignements communiqués par l'office du travail (Belge).

(2) Les coopérateurs belges, de Bruxelles.

Voici quel a été depuis 1881, d'année en année, le nombre des sociétés coopératives fondées :

		REPORT.....	157
En 1881.....	10	En 1889.....	28
En 1882.....	6	En 1890.....	44
En 1883.....	6	En 1891.....	53
En 1884.....	2	En 1892.....	42
En 1885.....	13	En 1893.....	58
En 1886.....	42	En 1894.....	72
En 1887.....	45	En 1895.....	94
En 1888.....	33	En 1896.....	179
	<u>157</u>	TOTAL.....	<u>727</u>

On le voit, pendant le cours de la seule année qui vient de finir, il a été constitué plus de nouvelles sociétés coopératives en Belgique que de 1881 à 1888, bien que, depuis 1885, le mouvement coopératif ait pris un nouvel essor que les événements de 1886 ont encore accentué.

Ce qui mérite d'être relevé également, c'est le grand nombre de sociétés coopératives agricoles fondées l'année dernière : cinquante-deux coopératives laitières et agricoles en une seule année.

Près de quarante nouvelles sociétés d'épargne et de crédit ont aussi vu le jour, presque toutes à la campagne. — Notons enfin aussi la création de douze sociétés coopératives de production et de travail.

ÉTATS-UNIS.

Les professions et le chômage aux États-Unis en 1890. — Le rapport préparé par M. Hunt : « *Professions de la population des États-Unis, d'après le 11^e Census de 1890* » porte sur la population de plus de 10 ans engagée dans une profession rémunératrice.

Voici la composition par sexe de cette population, par comparaison avec les résultats de 1880 (1).

		POPULATION TOTALE.	INDIVIDUS DE PLUS de 10 ans.	INDIVIDUS DE PLUS DE 10 ANS ayant une profession.	PROPORTION P. 100 DES INDIVIDUS ayant une profession	
					par rapport à la population totale.	par rapport à ceux âgés de plus de 10 ans.
Sexe masculin	1890....	32.067.880	24.352.659	18.821.030	53,69	77,29
	1880....	25.518.820	18.735.980	14.744.942	57,78	78,70
Sexe féminin.....	1890....	30.554.370	23.060.900	3.914.571	12,91	16,97
	1880....	24.636.963	18.025.627	2.647.157	10,74	14,69
Les deux sexes réunis....	1890....	62.622.250	47.413.550	22.735.661	36,31	47,95
	1880....	50.155.783	36.761.607	17.392.099	34,68	47,31

(1) Les résultats proviennent du dépouillement des réponses aux deux questions suivantes :

1. — Quelle est votre profession ?
2. — Durant combien de mois avez-vous été en chômage durant l'année finissant au 31 mai 1890 ?

Suivant le groupe professionnel, la répartition est la suivante :

PROFESSIONS.	PROPORTION P. 100.					
	1890.			1880.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble	Hommes.	Femmes.	Ensemble
Pêche, agriculture, mines.....	44,28	17,36	39,65	50,25	22,46	46,03
Professions libérales.....	3,36	7,96	4,15	2,89	6,70	3,47
Services domestiques et personnels.....	14,31	42,60	19,18	15,75	44,63	20,14
Commerce et transports.....	16,46	5,81	14,63	12,23	2,38	10,73
Industrie proprement dite.....	21,59	26,24	22,39	18,88	23,83	19,63
ENSEMBLE.....	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Il y a donc, comme dans les autres pays, diminution proportionnelle de la population agricole et accroissement de la population industrielle.

Voici, d'ailleurs, le tableau du mouvement de la population active de plus de 16 ans depuis 1850. (En 1850 et 1860, avant l'abolition de l'esclavage, les chiffres ne comprennent pas les esclaves.)

PROFESSIONS.	1890 (1).	1880.	1870.	1860.	1850.
Pêche, agriculture, mines.....	8.673.389	7.270.284	5.636.728	3.547.700	2.511.888
Professions libérales.....	943.425	602.278	370.641	329.887	159.430
Services domestiques et personnels.....	4.232.569	3.278.469	2.167.162	1.678.960	989.952
Commerce et transports.....	3.281.796	1.827.968	1.210.871	801.607	481.741
Industrie proprement dite.....	5.001.469	3.294.744	2.381.357	1.877.403	1.186.495
ENSEMBLE des professions.....	22.132.648	16.273.743	11.766.759	8.235.557	5.329.506

(1) En 1890, les nombres s'appliquent à la population de plus de 15 ans, par suite d'un changement dans la classification des âges.

La répartition de la population active par âge, en 1890, résulte du tableau suivant.

PÉRIODES D'ÂGE.	SEXE MASCULIN (10 ANS ET PLUS).			SEXE FÉMININ (10 ANS ET PLUS).		
	NOMBRE total.	Individus ayant une profession.		NOMBRE total.	Individus ayant une profession.	
		Nombre.	Proportion p. 100.		Nombre.	Proportion p. 100.
10 à 14 ans.....	3.574.787	400.586	11,21	3.548.722	202.427	5,85
15 à 19 ans.....	3.248.711	1.004.865	58,63	3.308.852	906.240	27,39
20 à 24 ans.....	3.104.893	2.856.993	92,02	3.091.783	947.220	30,64
25 à 34 ans.....	5.123.975	4.989.814	97,38	4.682.432	807.670	17,25
35 à 44 ans.....	3.705.648	3.626.356	97,86	3.346.031	441.067	13,18
45 à 54 ans.....	2.627.024	2.538.459	96,63	2.430.878	313.363	12,89
55 à 64 ans.....	1.630.373	1.514.615	92,90	1.499.997	180.387	12,03
65 ans et plus.....	1.233.719	910.895	73,83	1.183.569	98.158	8,29
Âge inconnu.....	103.529	78.507	75,83	58.636	18.030	30,76
ENSEMBLE.....	24.352.659	18.821.090	77,29	23.060.900	3.914.571	16,97

Au point de vue du mariage, les hommes de plus de 10 ans, mariés, ayant une profession, constituent 96 p. o/o de la population masculine de même âge, tandis que les femmes de plus de 10 ans, mariées, ne composent que 4,63 o/o de la population féminine de même âge; et encore, la majeure partie des femmes mariées travaillant sont-elles des femmes de couleur ou des étrangères; la proportion pour les femmes blanches dont les parents sont nés aux Etats-Unis n'est que de 2,22 p. o/o des femmes de même catégorie.

Dans l'industrie proprement dite et dans le commerce, on compte environ 5 p. o/o d'hommes illettrés; cette proportion s'élève à 20,5 p. o/o dans l'agriculture et à 19 p. o/o dans le groupe des services personnels et domestiques.

CHÔMAGE.

Sur une population active de plus de 10 ans, de 18.821.090 hommes et 3.914.571 femmes, la proportion des personnes ayant été en chômage dans leur profession principale, à une époque quelconque de l'année finissant au 1^{er} juin 1890, a été de 16 p. o/o pour les hommes et 13 p. o/o pour les femmes. La proportion est un peu plus faible pour les blancs de nationalité américaine, un peu plus forte pour les étrangers ou les personnes de couleur.

Les proportions, par rapport à la population active de chaque catégorie, varient suivant le groupe professionnel :

	HOMMES.	FEMMES.
	—	—
	P. 100.	P. 100.
Agriculture, pêche, mines.....	13,45	16,04
Professions libérales.....	8,64	28,21
Services domestiques et personnels.....	25,60	7,84
Commerce et transports.....	8,00	6,62
Industrie proprement dite.....	22,16	16,34
ENSEMBLE.....	<u>16,01</u>	<u>13,04</u>

Le plus grand nombre des femmes atteintes par le chômage dans les professions libérales sont des institutrices qui, à la campagne, ne sont pas occupées toute l'année.

Voici comment se répartissent les chômeurs suivant la durée du chômage subi au cours de l'année.

	HOMMES.		FEMMES.	
	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.
	—	—	—	—
De 1 à 3 mois.....	1.553.759	51,57	265.106	51,92
De 4 à 6 mois.....	1.179.426	39,14	188.992	37,01
De 7 à 12 mois.....	279.932	9,29	56.515	11,07
	<u>3.013.117</u>	<u>100,00</u>	<u>510.613</u>	<u>100,00</u>

D'après ces chiffres, on pourrait évaluer à trois mois la durée moyenne du chômage pour les personnes ayant chômé. En sorte que sur 100 hommes de plus de 10 ans pouvant faire 1.200 mois de travail dans l'année, 16 chôment 3 mois, soit

48 mois. Le coefficient de chômage serait donc de $\frac{48}{1.200}$ ou 0,04, en ce qui concerne la population active totale. Le même calcul appliqué à l'industrie proprement dite seulement conduirait à un coefficient de chômage égal à 0,055, la proportion des hommes atteints par le chômage au cours de l'année étant de 22 p. 0/0 dans ce groupe professionnel.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail. (1) — Situation toujours bonne dans les mines et le travail du fer, un peu faible dans les textiles et le vêtement. Chômage un peu plus grand qu'en novembre (comme tous les ans), mais le plus faible qui ait été enregistré en décembre depuis sept années, 3,2 p. 0/0 de chômeurs dans 111 trades-unions groupant 439.881 membres, contre 4,8 p. 0/0 en décembre 1895. Les salaires sont en hausse.

En un jour de la deuxième semaine de décembre, l'assistance publique a secouru 335.094 personnes, soit 216 p. 10000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 213 en décembre 1896 et 213 en novembre 1895.

5,16 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 402.848 mineurs, contre 5,31 en novembre 1896 et 4,88 en décembre 1895.

346 hauts fourneaux en marche à la fin de décembre, avec 22.263 ouvriers, contre 331 en décembre 1895. Pas de changement par rapport à novembre.

Grèves. — 36 nouvelles grèves en décembre, avec 6.216 chômeurs contre 65 et 15.000 en novembre 1896, 37 et 4.000 en décembre 1895. 10 grèves dans le groupe des métaux, 6 dans le bâtiment, 5 dans les houillères, 4 dans les textiles, 3 dans le vêtement, 3 dans les transports, 5 diverses sur 38 grèves terminées; 13 succès, 12 échecs, 4 transactions, 4 résultats indéterminés.

Logements municipaux pour les ouvriers (2). — Le conseil communal du district de West Ham de Londres s'occupe en ce moment d'un projet de construction d'une série de 50 maisons ouvrières.

Ces habitations n'auront qu'un étage et présenteront cinq chambres et des annexes; quelques-unes auront une salle de bains, le prix de location sera de 6 sh. 3 d. pour ces derniers et de 6 shellings pour les autres. On prévoit que, dans ces conditions, le capital engagé dans l'entreprise rapportera 4 1/2 p. 0/0.

Le plan sera le même que celui des maisons construites par la ville de Birmingham, qui en possède actuellement 100 qu'elle donne en location exclusivement à des ouvriers à des prix variant de 3 shellings à 6 sh. 3 d. par semaine.

(1) Renseignements communiqués par le *Labour Department*.

(2) *L'Avenir social*.

Les accidents de chemin de fer en 1895 (1). — Les renseignements généraux concernant ces accidents sont résumés dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES des victimes.	NOMBRE DE PERSONNES							
	TUÉS				BLESSÉS (2)			
	dans des accidents de trains.	par d'autres faits des véhicules en mouvement.	par d'autres causes.	au total.	dans des accidents de trains.	par d'autres faits des véhicules en mouvement.	par d'autres causes.	au total.
Agents des Compagnies ou des entrepreneurs.	12	430	47	489	53	2.601	4.826	7.480
Voyageurs et autres personnes.....	5	577	19	601	371	996	471	1.588
TOTAUX.....	17	794	279	1.090	524	2.755	6.139	9.318

Parmi les accidents occasionnés aux agents par les véhicules en mouvement se trouvent 217 cas mortels et 1.759 cas non mortels qui peuvent se classer comme il suit :

	NOMBRES D'AGENTS.	
	Tués.	Blessés
Accidents au matériel roulant ou à la voie (autres que les accidents de trains).....	—	45
Couplage et découplage des véhicules.....	16	331
Autres manœuvres de véhicules.....	94	1,127
Agents pris entre deux véhicules.....	12	64
— pris entre les trains et les quais.....	9	54
— surpris sur les voies (en service).....	86	148
TOTAUX.....	<u>317</u>	<u>1,759</u>

Rappelons que le personnel actif des Compagnies de chemin de fer anglaises sur lesquelles porte la statistique précédente se compose, d'après ce document, de 465.112 personnes, savoir :

Mouvement et trafic.....	112.417
Traction et matériel.....	107.772
Voie et bâtiments.....	107.955
Autres catégories.....	136.968
	<u>465.112</u>

Si l'on rapproche le chiffre de 489 tués du chiffre ci-dessus de 465.000 agents, on trouve que la proportion des cas de mort survenus parmi le personnel en 1895 a été de 1,05 p. 1.000 (proportion sensiblement la même que celle donnée précédemment pour les chemins de fer français). Quant à la proportion des cas de blessures, elle s'est élevée à 16,08 p. 1.000.

(1) General report to the board of trade upon the accidents that have occurred on the railways of the united Kingdom during the year 1895.

(2) Les dommages corporels considérés comme blessures et relevés à ce titre dans les statistiques ne sont pas suffisamment définis en France et en Angleterre pour être comparés d'un pays à l'autre. (Voir p. .)

PAYS-BAS.

La coopération en Hollande. — D'après les renseignements fournis au récent congrès de l'Alliance coopérative internationale, la *Fédération coopérative néerlandaise* groupe 22 sociétés coopératives de consommation de denrées alimentaires et diverses avec 11.776 membres et 7 sociétés de consommation spéciale ou agricole avec 3.273 membres (dont 1 boulangerie, 1 boucherie, 1 imprimerie, 1 société des armées de terre et de mer et 3 sociétés pour l'achat et la vente des produits agricoles).

D'autre part la fédération *Zuid-Nederlandsche Zuivelbond* réunit 56 laiteries coopératives.

Parmi les sociétés non fédérées on trouve 27 unions coopératives de consommation 13 associations pour l'achat en commun des combustibles et pommes de terre, 115 pour l'achat des engrais et des semences et 3 sociétés diverses.

Dans la coopération de production, on trouve une maison de confections pour la marine et l'armée, une société coopérative de tailleurs et couturières, 145 laiteries, 5 sociétés de vente de produits agricoles, 2 imprimeries, 1 tonnellerie, 22 sociétés de construction, 17 caisses d'épargne et d'assurances sur la vie, 2 caisses de crédit rural (système Raffeisen) et 4 sociétés diverses.

En réunissant ces diverses sociétés on trouve :

Sociétés de consommation . . .	{	fédérées	26
	{	non fédérées	43
ENSEMBLE			69, ci. 69
Sociétés de production industrielle			9
Sociétés agricoles :			
de consommation et de distribution			118
de production			5
laiteries			201
TOTAL des sociétés agricoles			324, ci. 324
Sociétés de construction			22
— de crédit et d'épargne			19
TOTAL GÉNÉRAL des sociétés			443

SUISSE.

La coopération de consommation (1). — L'exposition nationale suisse de 1896 a donné naissance à une intéressante statistique des sociétés coopératives suisses de consommation, dressée par le Comité central de Bâle. Un questionnaire a été adressé à 200 sociétés dont l'existence était connue et il a été retourné, rempli des indications demandées, par 100 d'entre elles. Les résultats recueillis ont été réunis dans un volume intitulé : *Die Schweizerischen Konsumgenossenschaften, ihre Entwicklung und ihre Resultate* (par le Dr Hansmüller). Une intéressante analyse en a été publiée par le *Journal de Genève*, et nous en extrayons les renseignements suivants :

On pense que les 200 sociétés coopératives qui existent en Suisse réunissent avec leurs familles un effectif de 300.000 individus, le dixième de la population totale, soit plus qu'en France et en Allemagne (1 coopérateur sur 18 habitants dans le premier pays, 1 sur 21 dans le second) et un peu moins qu'en Angleterre (1 coopérateur sur 8 habitants).

Les 100 sociétés qui ont répondu à l'enquête sont les plus prospères du pays. Elles comptent 53.900 adhérents et leurs familles (en 1894). Soixante d'entre elles sont réunies en une fédération qui a nom le *Verband Schweizerischer Konsum-Vereine*.

Le chiffre total des ventes des 100 sociétés pour l'année 1894 se monte à 20.618.000 francs ; leur capital-actions est de 2.927.000 francs. Le bénéfice net a été de 1.728.000 francs, soit 8,46 p. o/o des ventes effectuées. Quatorze sociétés ont distribué un boni de 10 p. o/o ; deux ont donné 11 p. o/o ; huit, 12 p. o/o ; quatre, 13 p. o/o ; une, 15 p. o/o ; une, 16 p. o/o et une enfin (*Ems*) a donné 20 p. o/o.

49 sociétés étaient propriétaires d'immeubles figurant dans leurs bilans pour 3.500.000 francs.

La plupart des 100 sociétés dont il vient d'être parlé appartiennent à la Suisse allemande et en particulier aux cantons de Zurich, de Saint-Gall et d'Argovie.

En tête on trouve l'*Allgemeiner Konsum-Verein* de Bâle, avec 13.000 membres et 6 millions de francs de vente annuelle, puis 3 associations de 3.000 à 4.000 membres chacune, le *Konsum-Verein* de Saint-Gall, le *Lebensmittel-Verein* de Zurich et la *Société coopérative suisse* de Genève. 4 autres sociétés dépassaient le chiffre de 1.000 membres en 1894, à Lucerne, Hérissau, Berne et Olten. La moyenne générale du nombre des associés est de 540 par société.

Aux 100 sociétés ci-dessus il faut ajouter, comme nous l'avons dit, 100 autres sociétés de consommation dont l'existence est connue, et 60 associations coopératives agricoles (*Bauern Konsum-Vereine*), qui fournissent également à leurs membres des denrées alimentaires. On arrive ainsi à un total de 260 sociétés pratiquant la coopération de consommation en Suisse et réunissant, d'après les estimations du Dr Müller, au moins 75.000 familles.

(1) D'après un rapport du Consul de France à Bâle.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Ministre des travaux publics en date du 24 juillet 1896, sur la majoration des pensions de retraite des cantonniers.

(Adressée aux Préfets.)

[Conformément à un avis de M. le Ministre du commerce, en date du 9 juillet 1896, rien dans la loi du 31 décembre 1895 ne fait obstacle à ce qu'on admette les demandes de majorations de rentes formées par des cantonniers dont le revenu total serait inférieur à 360 francs, alors même que ces cantonniers auraient déjà reçu une bonification en vertu du décret du 22 février 1896, cette bonification devant d'ailleurs être comprise dans la rente à majorer.

Les cantonniers de l'État peuvent donc solliciter du Ministère du commerce et de l'industrie la majoration de leur pension de retraite, au même titre que tous les autres rentiers].

Circulaire du Ministre des travaux publics en date du 19 décembre 1896, sur l'extension du service des trains ouvriers.

(Adressée aux Administrateurs des Compagnies de chemins de fer.)

[Dans sa séance du 4 décembre courant, la Chambre des députés a adopté et le Gouvernement a accepté la résolution suivante :

« La Chambre, comptant sur la sollicitude du Gouvernement à l'égard des travailleurs, invite le Ministre des travaux publics à intervenir auprès des Compagnies « de chemins de fer pour obtenir l'amélioration et l'extension du service des trains « ouvriers dans les régions avoisinant Paris et les centres industriels. »

Il y a grand intérêt à donner aux ouvriers habitant la petite et même la grande banlieue les facilités nécessaires pour venir travailler à Paris, notamment dans les chantiers des travaux de l'Exposition où seront occupés un nombre considérable d'ouvriers de tous les corps de métier.

Ces facilités pourraient consister à admettre les ouvriers dans un plus grand nombre de trains ou mieux à fixer des périodes dans la journée pendant lesquelles ils seraient reçus dans tous les trains de façon à faire profiter des avantages accordés tous les corps de métier, dont les heures de travail ne sont pas les mêmes. Mais c'est surtout en élargissant la zone dans laquelle les cartes d'abonnement sont délivrées aux ouvriers que l'on arriverait au meilleur résultat (25 kilomètres de distance au lieu de 15 à 20). Le temps de parcours ne serait guère augmenté; par contre, les ouvriers habitant la grande banlieue auraient beaucoup plus d'avantages pour venir travailler à Paris, et il est permis de penser que l'on développerait ainsi un courant de circulation qui, dans un temps peu éloigné, compenserait les abaisséments de recettes qui se produiraient au début.]

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant :

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le commerce extérieur accuse, en 1896, une légère augmentation de l'importation des matières nécessaires à l'industrie et une faible diminution de l'exportation des objets fabriqués par rapport à l'année précédente; mais, dans l'ensemble, la situation reste meilleure que les années 1894 et 1893. C'est principalement durant le second semestre que la situation s'est modifiée.

Parmi les 420 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 115.500 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 janvier, la proportion des ouvriers en chômage a été de 10.9 p. o/o. 9 p. o/o des syndicats groupant 13 p. o/o des adhérents jugent le travail plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 56 p. o/o des syndicats réunissant 47 p. o/o des syndiqués estiment qu'il est en même quantité, et 35 p. o/o des syndicats avec 40 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

Par rapport au mois précédent, le travail est plus faible chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, les tisseurs, les bonnetiers, les menuisiers-ébénistes, les ouvriers de l'industrie du bâtiment; plus abondant chez les typographes; activité toujours grande dans la métallurgie.

La durée du travail est réduite dans un certain nombre de métiers qui sont en morte-saison : cordonniers, industrie du vêtement et industrie du bâtiment.

La hausse de quelques centimes par kilogramme de pain qui avait été signalée dans un certain nombre de villes s'est généralisée; les légumes ont également augmenté à la suite des neiges et des gelées.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — La grande pêche, celle de la morue notamment, qui avait été déjà en progrès l'an dernier, a été plus fructueuse que l'année précédente; mais les prix

de vente ont été plutôt faibles. La pêche côtière, l'ostréiculture notamment, a été particulièrement éprouvée par les mauvais temps.

HORTICULTURE. FORÊTS. — Les grandes pluies, la neige, ont empêché les quelques travaux que l'on aurait pu faire dans les jardins. En forêts, notamment dans la Nièvre et dans le Cher, les bûcherons ont dû suspendre l'exploitation. Ouvrage moins abondant que l'an dernier à Menestreau, la Fermeté et Balleray (Nièvre), Allogny, Mornay et Méry (Cher), Vitry-aux-Loges (Loiret).

MINES. — La production houillère du bassin du Nord et du Pas-de-Calais en 1896 a augmenté d'un peu plus de 5 p. o/o par rapport au chiffre de l'année précédente. L'importation nette des houilles, c'est-à-dire déduction faite des exportations a été, en 1896, un peu supérieure à celle de 1895, et inférieure à celle de 1894 : 77,1 millions de quintaux en 1896, 76,7 millions (1) en 1895 et 79,8 millions en 1894.

Les importations nettes de houilles cuites (coke) se maintiennent à 13,5 millions de quintaux métriques.

L'importation nette des minerais de fer marque un progrès : 1,62 millions de tonnes en 1896 contre 1,41 millions en 1895 et 1,39 millions en 1894; cette augmentation de l'importation est due à l'activité plus grande de nos grands établissements métallurgiques qui ont obtenu la concession de nouveaux grands travaux.

Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de janvier, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	6,02	"	"	"	6	94
Loire.....	6,19	"	"	"	3	97
Gard et Hérault.....	6,02	"	"	"	24	76
Provence (lignites).....	5,41	"	11	"	89	"
Tarn et Aveyron.....	6,11	"	"	"	6	94
Bourgogne et Nivernais et Vosges méridionales...	5,93	"	"	"	14	86
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	6,03	"	"	"	10	90
ENSEMBLE pour la France.	6,08	"	"	"	8	92

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.57 seulement à cause des fêtes de la Sainte-Barbe.

CARRIÈRES. — L'extraction des ardoises continue à progresser, l'exportation brute

(1) Les chiffres fournis pour l'année 1896 sont des chiffres provisoires; ceux de 1895 et 1894 ont été rectifiés définitivement; c'est ce qui explique les différences que l'on pourrait remarquer en comparant ce bulletin avec les précédents.

a été de près de 500.000 quintaux métriques en 1896, contre 459.000 en 1895. Pendant le mois de janvier, le travail dans les carrières est resté très peu actif. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les carriers de Saint-Chéron (Seine-et-Oise), Saint-Restitut (Drôme) et Fontvieille (Bouches-du-Rhône).

ALIMENTATION. — La meunerie a travaillé assez activement; les cours des farines ont eu une tendance marquée à la hausse à la suite de l'annonce d'une récolte médiocre à l'étranger et des commencements de disette aux Indes. La boulangerie a dû suivre le mouvement de hausse, et la taxe a enregistré des prix de pain supérieurs de quelques centimes (0 fr. 02 à 0 fr. 05 par 2 kilogr.) à ceux pratiqués en janvier dernier.

Les admissions temporaires, quantités mises en œuvre (apurements par les exportations et par les mises en entrepôt), ont été de 6,13 millions de quintaux contre 4,83 millions en 1895. L'importation nette des riz (riz entiers, farines et brisures) est en décroissance : de 101 millions de kilogrammes en 1894 et 107 millions en 1895, elle est tombée à 887.000 kilogrammes en 1896.

La sucrerie, qui était restée l'an dernier avec des cours en hausse, a eu sa fabrication plus importante que l'an dernier, contrariée par les intempéries, et l'écoulement de ses produits rendu plus difficile par la baisse des prix et par les primes à l'exportation dont jouissaient les sucres concurrents étrangers. L'exportation brute des sucres indigènes qui, après avoir été de 161 millions de kilogrammes en 1894, était redescendue à 91 millions en 1895, est remontée à 119 millions en 1896. Les sucres coloniaux français ont donné une importation nette de 108 millions de kilogrammes en 1894, 91,7 millions en 1895 et 110,6 millions de kilogrammes en 1896; au contraire, l'importation nette des sucres coloniaux étrangers a été en diminuant : 58,5 millions de kilogrammes en 1894, 42 millions en 1895 et 31,6 millions en 1896. L'exportation nette des raffinés, candis et vergeoises est descendue également de 132,5 millions de kilogrammes en 1894 à 121 millions en 1895 et 112 millions en 1896.

Les distilleries, par suite des bas prix des alcools, ont vu diminuer leur activité : les importations nettes des mélasses pour distilleries, après avoir été de 150 millions de kilogrammes en 1893, de 95,7 millions en 1894, sont descendues à 59 millions en 1895 et 56,5 en 1896. Les grandes pluies, en rendant plus difficile l'arrachage des pommes de terre, ont contrarié la campagne de la féculerie; l'exportation nette des féculs, qui avait été de 458.000 kilogrammes en 1894 et était remontée à 522.000 en 1895, est redescendue à 369.000 en 1896. L'importation nette des amidons, qui avait marqué une diminution en 1895 : 243.000 kilogrammes, au lieu de 1.384.000 en 1894, est remontée à 664.000 kilogrammes en 1896. La chocolaterie a continué à progresser; l'importation nette des cacaos a été de 14 millions 855.000 kilogrammes en 1894, de 15.255.000 en 1895 et 15.706.000 en 1896.

L'importation nette des bières étrangères qui, après avoir été de 19 millions de kilogrammes en 1893, était descendue à 14 millions en 1894 et à 10 millions en 1895, n'est plus que de 9 millions en 1896. L'importation nette des houblons qui avait été de 2.018.000 kilogr. en 1894 et était montée à 2.300.000 en 1895 est en baisse avec 2.092.000 en 1896; ce qui laisse encore supposer une bonne activité dans la brasserie.

L'exportation nette des beurres, qui s'était relevé de 22 millions de kilogrammes en 1894 à 24 millions en 1895, progresse légèrement en 1896. Progrès également dans l'exportation des vins de champagne et autres vins mousseux qui passe de 156.405 hectolitres en 1894 à 161.330 en 1895 et à 203.402 hectolitres en 1896.

L'importation des vins de raisins secs qui avait été de 10.104.000 kilogrammes en 1895 est montée à 31 millions en 1896. Les eaux-de-vie (alcool pur, rhum, tafia) marquent une légère reprise; l'exportation nette qui, après avoir atteint 72.559 hectolitres en 1894, était tombée à 41.678 hectolitres en 1895 remonte à 45.000 en 1896.

En janvier, la situation est stationnaire chez les boulangers, placement un peu facilité chez les pâtisseries-cuisiniers pendant la période des fêtes du nouvel an. Ouvrage estimé plus abondant que l'an dernier à la même époque chez les boulangers d'Angers; moins abondant chez ceux de Bayonne et chez les cuisiniers de Cannes, bien qu'une reprise se soit produite depuis le mois dernier.

PRODUITS CHIMIQUES. — L'importation nette du pétrole brut continue à progresser : 256 millions de kilogrammes en 1894, 268 millions en 1895 et 281 millions en 1896; de même pour les huiles lourdes et les résidus de pétrole 35,5 millions de kilogrammes en 1894, 37,7 millions en 1895 et 43,3 millions en 1896. Par contre, l'importation nette des huiles raffinées et essences est en décroissance : 468.800 hectolitres en 1894, 300.000 hectolitres en 1895 et 227.300 en 1896; ce qui implique une augmentation de production dans nos raffineries de pétrole. D'autre part, l'exportation nette des bougies par suite de la concurrence des autres modes d'éclairage commence à décroître, avec une exportation de 4 millions de kilogr. au lieu de 4.400.000 kilogr. en 1895.

L'importation brute en valeur des graines et fruits oléagineux, qui était montée de 12 millions de francs en 1894 à 13 millions en 1895, est revenue à 12 millions en 1896, par suite du ralentissement du travail dans nos huileries.

L'importation nette des huiles d'olive qui avait diminué en 1895, 13 millions de kilogrammes contre 19 millions en 1894, est remontée à 15 millions en 1896.

L'exportation brute en valeur de la parfumerie après avoir eu 13 millions en 1895 contre 12 millions en 1894 est revenue à ce dernier chiffre.

L'importation brute en valeur des bois de teinture a progressé de 18,2 millions de francs en 1894 à 18,9 millions en 1895 et 22 millions en 1896. Les teintures dérivées de la houille, qui avaient atteint 5,2 millions en 1895, sont redescendues à 4,9 millions en 1896.

L'importation nette du nitrate de soude, qui avait faibli, en 1895, à 102 millions de kilogrammes contre 163 millions en 1894, a repris avec 211 millions en 1896; de même pour les importations nettes de caoutchouc et gutta brut qui ont été de 1,8 millions de kilogrammes en 1894, 1,7 millions en 1895 et 3 millions en 1896, l'exportation nette du caoutchouc ouvré a présenté des variations analogues : 214.000 kilogrammes en 1894, 202.000 kilogrammes en 1895 et 268.000 en 1896.

PAPIER. — L'importation nette de la pâte de bois, qui avait marqué une progression de 122 millions de kilogrammes en 1894 et 124 millions en 1895, est redescendue à 119 millions en 1896; cependant l'exportation des papiers et cartes aux mêmes périodes marque un progrès, ce qui impliquerait une activité toujours soutenue dans les fabriques de papier alimentées par les produits indigènes; l'exportation nette des papiers et cartes donne 16 millions de kilogrammes en 1894, 12,5 millions en 1895 et une reprise avec 15 millions en 1896. Dans les papiers de tenture le progrès est plus constant; l'exportation (importation déduite), est de 1,2 millions de kilogrammes en 1894, 1,5 millions en 1895 et 2,3 millions en 1896.

INDUSTRIE DU LIVRE. — L'exportation nette en valeur des livres imprimés en langue française est devenue stationnaire après avoir marqué un mouvement de progrès : 8,5 millions de francs en 1894, 10,8 millions en 1895 et 10,3 millions

en 1896. L'exportation (importation non déduite) des ouvrages imprimés en langues étrangères est également devenue plus satisfaisante: 2,1 millions de francs en 1894, 2,5 millions en 1895 et 3,6 millions en 1896; l'importation de ces mêmes livres avait subi une légère diminution, de 1,97 millions de francs en 1895 au lieu de 2,05 millions en 1894, elle atteint 2,1 millions de francs en 1896.

En janvier, le chômage atteint 12 p. o/o de chômeurs chez les typographes, dont 4 p. o/o en province; à Paris, pas de changement. Il s'est produit une reprise du travail, comme tous les ans à pareille époque, grâce aux commandes de fin d'année et aux impressions pour le jour de l'an. 13 p. o/o des syndicats groupant 5 p. o/o des syndiqués estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 61 p. o/o des syndicats comprenant 25 p. o/o des adhérents estiment qu'il est en même quantité et 26 p. o/o des syndicats avec 70 p. o/o des syndiqués le tiennent pour plus mauvais. Ouvrage estimé plus abondant que l'an dernier à Douai, Besançon, Avignon, Rochefort, Châteauroux; plus faible à Paris (typographes), Nancy, Annecy, Marseille (typographes, imprimeurs), Montpellier, Châteaudun; pour le reste pas de changement.

CUIRS ET PEAUX. — Voici le tableau de l'importation nette des principales sortes de peaux.

	1896.	1895.	1894.
	Kilogrammes.	Kilogrammes.	Kilogrammes.
Grandes peaux.....	19.229.300	16.994.065	17.037.287
Peaux de chevaux.....	2.178.900	2.236.231	1.949.975
Autres peaux sauf brebis, moutons, agneaux.....	6.137.700	1.394.606	3.096.075

D'autre part, l'importation nette des petites peaux (brebis, moutons), qui était de 12.658.789 kilogrammes en 1894, de 5.118.710 kilogrammes en 1895, s'est transformée en une exportation nette de 1 million de kilogrammes en 1896. De même, les peaux d'agneaux qui donnaient en 1894 une importation nette de 188.000 kilogrammes ont présenté une exportation nette de 151.617 kilogrammes en 1895 et de 89.700 en 1896. Les variations des cours des cuirs qui se sont produites à la suite de la hausse des cuirs du milieu de l'année 1895 et le ralentissement du travail dans la mégisserie, la tannerie, qui ont suivi, ont été parmi les causes qui ont le plus influé sur la marche des affaires.

L'exportation nette en valeur des chaussures, qui avait été de 28 millions de francs en 1894 et était tombée à 20,5 millions en 1895, remonte à 21,4 millions de francs grâce à une reprise du travail dans la cordonnerie avec des cours de cuirs moins élevés que l'an dernier. L'importation brute de chaussures a continué à diminuer, elle reste inférieure à 900.000 francs.

L'exportation brute en valeur des gants de peau, qui avait progressé jusqu'en 1895 : 37,6 millions de francs en 1894, et 49,1 en 1895, est stationnaire à 45 millions en 1896, tandis que d'autre part, l'importation brute en valeur augmentait, elle passait de 1,4 millions de francs en 1894 à 1,6 millions en 1895, et atteignait à 1,9 millions en 1896; et le ralentissement des commandes de l'Amérique ne laissait pas espérer une reprise rapide de notre exportation.

La pelleterie a été jusqu'ici plus favorisée; l'exportation nette des peaux de lapin et de lièvre a été en augmentant, tandis que l'étranger envoyait travailler dans nos fabriques, en France, des peaux plus recherchées et d'un prix élevé.

C'est ainsi que l'exportation nette des peaux de lapin et de lièvre est passée de 352.000 kilogrammes en 1894, d'une valeur nette de 1,2 millions de francs, à

985.000 kilogrammes en 1896, d'une valeur de 1,8 millions de francs et à 1,06 millions de kilogrammes en 1896, d'une valeur de 1,9 millions de francs; tandis que les autres pelleteries donnaient une importation nette de 488.000 kilogrammes, d'une valeur nette de 5,5 millions de francs en 1894; en 1895, de 431.000 kilogrammes d'une valeur de 5,4 millions de francs et, en 1896, 394.000 kilogrammes d'une valeur de 5,2 millions de francs.

En janvier, les ouvriers mégissiers-tanneurs estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; c'est l'effet habituel de la mauvaise saison; chez les cordonniers, le travail qui avait tendance à une amélioration reste stationnaire, 15 p. o/o de chômeurs; chez les gantiers, la fabrication n'est occupée que pour les commandes de province. Ouvrage jugé plus abondant que l'an dernier, chez les ouvriers en cuirs et peaux de Châteaurenault (Indre-et-Loire); moins abondant chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux à Dijon, Auxerre, Annonay; chez les ouvriers en chaussures à Nancy, Nice, Avignon, Montpellier, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) et Fougères (Ille-et-Vilaine) et chez la plupart des gantiers; pour le reste, pas de changement. Morte-saison chez les gainiers.

TEXTILES. — L'importation nette des lins teillés a continué à progresser; la récolte en France, inférieure aux prévisions, a permis aux prix de vente de se maintenir en hausse; l'importation nette a été de 51,4 millions de kilogrammes en 1894, 77 millions en 1895 et 78,3 millions en 1896. Le chanvre, au contraire, a réagi à la baisse; l'importation nette des chanvres, broyés ou teillés, qui de 15,7 millions de kilogrammes en 1894 avait atteint 17,5 millions en 1895, est descendue à 14,8 en 1896.

Les jutes et phormiums sont de plus en plus employés par nos fabricants, les prix en restent fermes à la suite d'une récolte plutôt inférieure à la moyenne; l'importation nette des jutes et phormiums est passée de 65,5 millions de kilogrammes en 1894 à 78 millions en 1895 et à 82,3 millions en 1896.

L'importation nette des laines en masse a aussi participé au mouvement de reprise; de 200 millions de kilogrammes en 1894, elle était tombée à 189 millions en 1895, mais elle arrive en 1896 avec 227 millions de kilogrammes. Au contraire, les cotons en laine marquent une tendance à la baisse, l'importation nette des cotons en laine, qui avait été de 155,2 millions de kilogrammes en 1894, est descendue à 139,2 millions en 1895 et à 132,7 millions en 1896.

Dans l'industrie linière, la hausse des fils s'est maintenue, la situation se présente bien, avec peu de stocks et des engagements pour plusieurs mois. Les tissages bien occupés ont pu, à leur tour, bénéficier de la fermeté des cours. L'exportation nette des fils (lin, chanvre et ramie), qui n'était que de 919.000 kilogrammes en 1894 et avait atteint 2,7 millions en 1895, est redescendue à 2 millions en 1896.

D'autre part, l'exportation brute en valeur des tissus en lin, chanvre et ramie est en décroissance après avoir eu une reprise assez marquée, 8.845.000 francs en 1894, 10.173.000 francs en 1895, 7.302.000 francs en 1896; tandis que l'importation brute en valeur était en hausse continue, 7.753.000 francs en 1894, 8.856.000 francs en 1895 et 9.063.000 en 1896.

La filature du jute et du phormium a également travaillé activement et obtenu de pleins prix; il n'en était pas de même pour les tissages qui, bien pourvus de commandes, n'arrivaient pas cependant à des cours estimés suffisamment en rapport avec ceux de la matière première.

L'exportation nette des fils de jute passait de 2,1 millions de kilogrammes en 1894 à 3,14 millions de kilogrammes en 1895, mais redescendait à 2,55 millions en 1896; tandis que l'exportation nette en valeur des fils de jute descendait pro-

gressivement de 4,9 millions de francs en 1894 à 4,7 millions en 1895 et à 3,8 millions en 1896.

Les cours des laines peignées qui avaient été en hausse jusqu'en juillet ont ensuite dessiné un mouvement à la baisse qui est resté stationnaire en fin d'année.

La filature qui avait profité de la bonne situation de la première moitié de l'année a dû ralentir sa fabrication, la hausse des façons n'a pu être maintenue; les tissages ont suivi, mais dans une moindre mesure le mouvement de hausse; ils ont été plus influencés par la réaction à la baisse. L'exportation nette des laines cardées et peignées qui avait été de 11 millions de kilogrammes en 1894 et atteint 17 millions en 1895 est retombée à 11,7 millions de kilogrammes. L'exportation nette en valeur des fils de laine a eu aussi un mouvement de recul; 9,7 millions de francs en 1894, 17,5 millions en 1895 et 15,2 millions en 1896. Les tissus de laine qui donnaient une exportation nette en valeur de 198,6 millions en 1894 et de 321,1 millions en 1895 n'atteignent plus que 246,7 millions en 1896.

Les filatures de coton ont également perdu du terrain, l'exportation nette en valeur, qui était de 14 millions de francs en 1894, est descendue à 12,8 millions en 1895 et à 10,3 millions en 1896. La filature de coton qui avait obtenu une amélioration de ses cours et de ses prix de façon a ensuite perdu toute son avance en fin d'année.

Par contre, l'exportation nette en valeur des tissus de coton qui avait été de 78,1 millions de francs en 1894 et était redescendue à 73,7 millions en 1895 est remontée à 93,3 millions en 1896.

Les tissages ont été bien occupés pendant la plus grande partie de l'année, mais, en fin d'année, la diminution des demandes pour l'Amérique s'est fait sentir.

Dans la soierie, les affaires ont été plus calmes que l'année dernière par suite du changement de la mode. L'importation nette des cocons de soie a pourtant notablement augmenté : 479.000 kilogrammes en 1894, 136.000 kilogrammes en 1895 et 992.000 kilogrammes en 1896; mais l'importation nette des soies grèges qui était de 2,9 millions de kilogrammes en 1894 et atteignait 3,3 millions en 1895 retombait à 2,4 millions en 1896; de plus l'importation nette des bourres de soie, qui avait été en progrès, marquait aussi un mouvement de recul : 3,3 millions de kilogrammes en 1894, 3,8 millions en 1895 et 3,4 millions en 1896. Mais, d'autre part, l'importation nette en valeur des fils et bourres de soie qui était de 1.065.000 francs en 1894 se transformait en une exportation nette de 91.000 francs en 1895 et de 1.640.000 francs en 1896. Pour les tissus de soie et de bourres de soie, l'exportation nette en valeur qui était de 181,6 millions de francs en 1894 et de 220,6 millions en 1895 n'était plus que de 196 millions en 1896.

La bonneterie de laine et celle de coton, bien alimentées de commandes jusqu'au troisième trimestre, ont ensuite dû ralentir leur production par suite du manque de commandes, causé par deux hivers humides mais sans froid.

La teinturerie a suivi les fluctuations des filatures et tissages; elle a dû cependant, pour maintenir une certaine activité dans ses ateliers, consentir à des rabais sur ses prix de façon.

En ce qui concerne l'industrie des tulles et broderies, les transactions ont été très calmes, plutôt avec tendance à la baisse.

Les syndicats ouvriers estiment qu'en janvier l'ouvrage a continué à diminuer dans les tissages et filatures; les tissages à la main sont toujours très éprouvés; l'activité est jugée moins abondante que l'an dernier, notamment chez les tisseurs à la main de Pouru-Saint-Rémy (Ardennes), de la Loire, de Grandris (Rhône), d'Evruines (Vendée) et du Maine-et-Loire; dans les tissages mécaniques de Reims et de Bolbec (Seine-Inférieure); pour le reste, pas de changement.

VÊTEMENTS. — L'exportation de lingerie confectionnée a continué à baisser par suite de la diminution des commandes de l'Amérique du Nord et de la difficulté de la situation dans l'Amérique du Sud; l'exportation brute en valeur de 37,9 millions de francs en 1894 est descendue à 33,5 millions en 1895 et à 30,3 millions en 1896. L'exportation nette des confections pour hommes qui avait baissé en 1894 (12 millions de francs au lieu de 18,2 millions en 1893) continue à progresser (14 millions en 1895, 16 millions en 1896); il en est de même pour l'exportation des confections pour femmes, 74 millions de francs en 1893, 50 millions en 1894, 48 millions en 1895, mais 52,4 millions en 1896.

Dans l'industrie de la chapellerie, l'exportation brute en valeur des chapeaux de feutre, laine et soie continue à diminuer, 2,1 millions de francs en 1894, 1,6 millions en 1895 et 1,5 millions en 1896. Par contre, les exportations nettes en valeur de chapeaux de paille ou de toute autre matière (cousus, remmaillés, engrenés ou noués) ont été successivement de 4,3 millions de francs en 1894, 5,2 en 1895 et 7,4 millions en 1896. Dans la chapellerie pour dames, les modes et fleurs artificielles, en particulier, ont présenté les améliorations suivantes : exportation brute en valeur : 42,4 millions de francs en 1893, 48,6 millions en 1894, 66,3 millions en 1895 et 68,9 millions en 1896; tandis que les importations nettes en valeur de plumes de parures étaient de 32,2 millions de francs en 1894, 35,2 en 1895, et 37,8 en 1896.

En janvier, les tailleurs et ouvrières couturières sont en pleine morte-saison; dans la plupart des ateliers, le personnel est réduit au noyau, et on ne fait pas la journée complète. Travail également peu actif chez les chapeliers. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, à même époque, chez les tailleurs à Paris, Nancy, Nîmes, Bayonne, Bordeaux et Poitiers; chez les chapeliers à Chazelles-sur-Lyon et à Lyon, Bourgneuf (Creuse) et Bort (Corrèze); commandes plus abondantes chez les couturières à Carcassonne et chez les chapeliers, à Bourges; pour le reste, pas de changement.

Bois. — L'importation brute des bois à construire s'est ressentie de l'augmentation des constructions nouvelles (maisons de rapport et autres bâtiments); l'importation, qui était de 866 millions de kilogrammes en 1893, est passée à 1.182 millions en 1894, 1.136 en 1895 et 1.252 millions en 1896. Celle des merrains a marqué une reprise en 1896, 1.373.000 quintaux métriques en 1896, contre 1.162.000 en 1895 et 1.825.000 en 1894. Il en a été de même pour les bois d'ébénisterie, pour lesquels l'importation brute en valeur a été successivement de 7,7 millions de francs en 1896, contre 5,2 millions en 1895, 7,1 en 1894 et 6,8 en 1893.

L'exportation nette en valeur des meubles et ouvrages en bois a présenté une nouvelle augmentation en 1896 : 19,9 millions de francs en 1896, contre 16,9 millions en 1895, et 15,1 millions en 1894.

La tabletterie, la bimbeloterie, la broserie, les articles de Paris (lorgnettes, éventails, boutons) ont également participé au mouvement de reprise; l'exportation nette en valeur, qui de 120 millions de francs en 1893 était descendue à 111 millions en 1894, a ensuite atteint 118,9 millions en 1895, et 122,4 millions en 1896.

En janvier, la diminution des travaux du bâtiment n'a fait que s'accroître. Le chômage atteint un cinquième des ouvriers syndiqués chez les charpentiers, à peu près autant chez les menuisiers. Le mauvais temps retarde les travaux de réparation chez les ouvriers en voitures. Situation stationnaire chez les tonneliers et chez les ouvriers en meuble. Les tabletiers-boutonniers sont bien occupés.

MÉTAUX. — Les importations de fonte brute de moulage et de fonte d'affinage ont été en diminuant : 54.607 tonnes en 1894, 33.694 en 1895 et 19.500 en 1896; les exportations, par contre, ont été en progressant : 118.000 tonnes en 1894, 161.000 en 1895 et 195.000 en 1896.

Les admissions temporaires, réexportation après main-d'œuvre, ont présenté le tableau suivant :

	FONTES D'AFFINAGE.	FONTES DE MOULAGE.	VERS AU COKE.	ACIER.
	Quintaux métriques.	Quintaux métriques.	Quintaux métriques.	Quintaux métriques.
1896.....	208.848	347.753	106.545	43.087
1895.....	146.458	233.198	106.205	15.238

L'importation brute, en valeur, des fontes, fer et acier continue à diminuer; de 12.912.000 francs en 1894, elle est passée à 10.003.000 francs en 1895 et à 10.152.000 francs en 1896. L'importation brute des rails d'acier est également en baisse: 342.073 tonnes en 1894, 149.770 en 1895 et 74.400 en 1896. Les exportations nettes de rails d'acier marquent une amélioration en 1896: 15.707.300 tonnes en 1896, contre 10.384.900 tonnes en 1895 et 12.981.500 en 1894.

L'importation nette de l'acier en lingots et billettes, qui était de 842.000 kilogrammes en 1894, s'est transformée en une exportation nette de 7.818.000 kilogrammes en 1895 et de 23.862.000 kilogrammes en 1896.

L'exportation nette des fers et aciers progresse de 855.000 quintaux métriques en 1894, à 1.530.000 quintaux métriques en 1895 et 2.467.000 quintaux métriques en 1896. L'exportation nette des fers étirés au coke passe également de 10.871 tonnes en 1894, à 12.230 en 1895 et 22.250 tonnes en 1896. Les perfectionnements apportés dans notre industrie et les commandes importantes nécessitées par les grands travaux métallurgiques entrepris à l'étranger (constructions des chemins de fer, etc.) ont amené cette augmentation de la production de nos établissements métallurgiques.

Les bâtiments de mer sont importés en France pour un tonnage sans cesse croissant 54.874 tonneaux de jauge en 1896 contre 41.059 en 1895 et 33.689 en 1894.

L'importation brute des machines et mécaniques augmente plus lentement : 50.512 tonnes en 1894, 52.266 en 1895 et 53.769 en 1896; mais l'exportation brute de ces machines outils progresse plus rapidement: 27.026 tonnes en 1894; 27.855 en 1895 et 34.529 en 1896. D'autre part l'exportation nette en valeur des outils et ouvrages en métaux, qui de 42,8 millions de francs en 1893 était descendue à 32 millions en 1894, remonte à 43,3 millions en 1895 et 58,7 millions en 1896.

Dans la métallurgie des métaux autres que le fer, l'importation nette des cuivres en masse, barres et plaques a continué à augmenter : 24.289.000 kilogrammes en 1894, 29.495.000 kilogrammes en 1895 et 36.931.000 en 1896. Les importations nettes de plomb argentifère offrent peu de variation : 29 millions de kilogrammes en 1894, 27 en 1895 et 28 en 1896. Mais les plombs non argentifères, dont les importations nettes étaient descendues de 47 millions de kilogrammes en 1894 à 29 millions en 1895, sont remontées à 41 millions en 1896.

Une reprise se produit dans l'exportation nette en valeur de l'horlogerie 7,7 millions de francs contre 6,8 millions en 1895, 8,1 millions en 1894 et 6 millions en 1893.

Par contre l'exportation nette en valeur de l'orfèvrerie, la bijouterie et le plaqué est en diminution : 12,3 millions en 1896 contre 14,4 millions en 1895, 11,2 en 1894 et 17,3 en 1893.

En janvier le travail a maintenu son activité dans les ateliers de nos établisse-

ments métallurgiques, sauf dans le Centre et dans l'Ouest. Les serruriers sont en pleine morte-saison, de même les ferblantiers-boitiers et les ferblantiers-zingueurs.

BÂTIMENT. — En janvier, morte-saison dans l'industrie du bâtiment, l'ouvrage paraît généralement moins abondant que l'an dernier, les constructions projetées étant jugées moins nombreuses; de plus, le temps pluvieux arrêtant les travaux de terrassement retarde la reprise du travail dans le bâtiment.

Les tailleurs de pierre estiment que deux cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage, même nombre chez les sculpteurs, les maçons et les peintres.

L'exportation nette des ardoises pour toiture est en progrès en 1896, elle atteint 47.801 tonnes contre 42.558 en 1895 et 44.512 en 1894. L'importation des marbres bruts ou équarris, qui n'était que de 29.141 tonnes en 1894, est arrivée successivement à 32.876 tonnes en 1895 et 36.119 en 1896.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Arrêt du travail chez les chaudières et les ouvriers céramistes du bâtiment par suite de la mauvaise saison.

Dans les porcelaineries, le travail se maintient. L'exportation nette en valeur de la porcelaine blanche et décorée est passée de 8.963.000 francs en 1894, à 11,9 millions en 1895 et 12,83 en 1896. La verrerie et la cristallerie sont également en progrès; l'exportation nette en valeur a été successivement de 7,1 millions de francs en 1894, de 7,7 millions en 1895 et de 12,2 millions en 1896.

L'exportation des glaces a donné des résultats moins favorables: 4,428.000 francs en 1894, 3.617.000 francs en 1895 et 3.668.000 francs en 1896.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — Le mouvement de la navigation pour 1896 est représenté par le résumé ci-dessous :

	1896.		1895.		1894.	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
ENTRÉE.						
Navires français..	7.620	4.195.519	7.604	4.000.823	7.496	3.891.816
Navires étrangers.	17.395	9.772.561	16.770	9.220.572	17.750	9.602.124
SORTIE.						
Navires français..	7.621	4.218.746	7.552	3.933.773	7.269	3.733.908
Navires étrangers.	13.300	5.951.211	12.480	5.339.016	12.805	5.351.911

Le progrès s'est manifesté autant sur le tonnage que sur le nombre des navires français; mais l'augmentation est surtout notable pour les navires étrangers tant à l'entrée qu'à la sortie de nos ports.

Janvier étant le mois des inventaires, les affaires ont été plus calmes dans l'industrie des transports où l'on compte 18 p. o/o de chômeurs; 4 p. o/o chez les comptables. Les ouvriers et employés de l'alimentation comptent 10 p. o/o des leurs en chômage, 17 p. o/o chez les coiffeurs. Situation plus mauvaise que l'an dernier à même époque chez les voituriers de Lyon, les cochers de Nice, les marins de commerce de Bordeaux, de Marseille, les garçons limonadiers de Cannes, les garçons bouchers de Bayonne. Placement plus facile chez les employés de tramways de Lille, les cochers de Rennes et les garçons limonadiers de Bordeaux; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Pendant le dernier trimestre de 1896, commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *brasseurs*, prix en baisse et moins rémunérateurs; la réduction des demandes a amené le chômage d'un certain nombre d'ouvriers; l'hiver est d'ailleurs l'époque de morte-saison pour la brasserie. Diminution habituelle des commandes chez les *fabricants d'eaux gazeuses* pendant la saison d'hiver; les prix ont tendance à la baisse.

Le travail s'est maintenu aussi abondant que l'an dernier dans la *mégisserie lainière*, avec des prix à peu près aussi rémunérateurs. Affaires moins actives que l'an dernier dans l'*industrie de la chaussure*; le nombre des fabriques travaillant mécaniquement continue à augmenter.

Dans l'industrie métallurgique, travail assez actif chez les *modeleurs*, les gros travaux tendent à être exécutés en province; ouvrage encore peu abondant chez les *mécaniciens*. Morte-saison chez les *fabricants de lampes*, l'époque des grandes commandes étant passée avec la fin de l'hiver. Les *ferblantiers* préparent leur saison de printemps. La fabrication des *vélocipèdes* continue à progresser; celle des automobiles tend à créer une industrie nouvelle. Pour les *vélocipèdes*, les prix de vente sont en baisse par rapport à l'an dernier. Peu de chômage dans cette fabrication sauf pendant la morte-saison de septembre à décembre. Les affaires tendent à reprendre un peu d'activité et à devenir meilleures dans l'*industrie de l'horlogerie*; mais les prix de vente tendent à la baisse. La *bijouterie* est entrée en morte-saison, la période de caudeux du jour de l'an étant passée; travail réduit à 50 heures en moyenne par semaine.

L'industrie du *bâtiment* qui pourrait être bien occupée grâce à l'absence des gelées, est souvent arrêtée par les pluies dans les travaux de terrassement. Les prix ont tendance à la hausse, on escompte déjà le mouvement d'affaires de l'Exposition. Le *commerce du poisson* a été plutôt plus difficile que l'an dernier, les bénéfices ont été plus restreints, les tempêtes de ces derniers mois ayant entravé la pêche et les approvisionnements.

Seine-et-Oise. — Chez les *meuniers* d'Étampes, travail moins rémunérateur que l'an dernier, pendant le 2^e trimestre de 1896, par suite de la hausse des blés. A Versailles, ralentissement du travail dans l'industrie du *bâtiment*. Affaires plus difficiles et plus restreintes que l'an dernier chez les *entrepreneurs de voitures publiques*.

Aisne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-QUENTIN. — Situation stationnaire dans la *meunerie*. La *sucrerie*, pendant le 2^e semestre de 1896, fortement concurrencée par les pays voisins qui ont augmenté leurs primes à l'exportation, traverse une période de crise, augmentée par le bas prix des produits fabriqués. Dans les *huileries*, la récolte du *colza*, qui avait été médiocre dans la plupart des pays producteurs, avait fait espérer une hausse des huiles tirées de cette graine, mais les stocks existants n'ont pas permis cette hausse. La fabrication de l'huile de *lin*, qui avait été un moment très active, a amené, à un moment, une surproduction qui a avili les prix de vente. La fabrication de l'huile d'*aillette* s'est poursuivie dans des conditions normales. Les tourteaux pour engrais ont donné lieu à peu de transactions, la culture se montrant hésitante. Les tourteaux pour la nourriture des animaux ont été mieux demandés.

Les *filatures de laine* à façon qui avaient été bien alimentées pendant le 3^e trimestre ont terminé l'année avec des conditions moins favorables; les prix de façon sont redescendus au taux pratiqué lors de la crise de 1895; on évalue la baisse des façons de filature à 30 p. 0/0 pour les chaînes et trames de mérinos. Les *filateurs* à forfait n'ont pas d'ordres à livrer et leurs broches ne sont alimentées que pour peu de temps. Le cours des filés a été impressionné par la baisse continue de la façon de filature contre laquelle la fermeté des prix du peigné a été impuissante à réagir. La cote s'est abaissée de 10 p. 0/0 pour les fils écrus et 5 p. 0/0 pour les fils spéciaux. Les transactions qui avaient été fort calmes dans les *tissages* au commencement du 2^e semestre, ont été influencées par la diminution des demandes pour l'Amérique, les prix de vente n'ont pu être maintenus et ont commencé à baisser. Une petite reprise s'est pourtant produite sur les mérinos et les cachemires; mais les stocks de fin d'année pèsent sur les cours. La mode semblant revenir aux tissus de laine douce, ces genres ne

se produisent que sur commandes et il ne s'est pas constitué de stock. Les *tissages mécaniques à façon* ont reçu moins d'ordres qu'ils pouvaient en absorber, aussi les prix de façon se tiennent très bas. Les *tisseurs à la main* avaient été assez occupés à la fabrication des articles d'hiver tant que les commissions prises n'avaient pas été exécutées; mais les articles d'été n'ayant pas fourni d'ordres suffisants, des chômages se sont produits pour un certain nombre de métiers.

La situation est restée favorable pendant le dernier semestre en 1896 en ce qui concerne la *broderie de coton* (broderie blanche); la broderie de fantaisie a semblé délaissée par la mode; mais la diminution des commandes qui en résultait a été en partie compensée par l'augmentation des ordres en broderies blanches, bien qu'en fin d'année un léger ralentissement se soit produit, causé par le calme des affaires. L'article *guipure* a été bien demandé sauf en octobre et novembre, mois pendant lesquels les transactions ont été plus calmes. La fabrication plus forte que la consommation avilit les prix; l'exportation donnerait un débouché sérieux si le remboursement partiel des droits payés sur les filés pouvaient être plus rapidement obtenu. Dans les *tulles* et *dentelles*, situation stationnaire. Quelques genres ont des demandes assez suivies, mais à des conditions laissant un bénéfice estimé insuffisant.

Affaires actives dans la *vannerie*, écoulement des produits facile; les prix payés aux ouvriers ont été rémunérateurs.

Les ateliers de *construction mécanique* se sont ressentis de la crise de la sucrerie; les réparations de machines ont apporté quelques ordres; mais, aucune modification de matériel n'étant en chantier, l'activité est plus faible que l'année précédente.

La *verrerie*, en présence d'une diminution de commandes de bouteilles, a dû diminuer sa production pour éviter les stocks; dans deux centres notamment, la journée est réduite de 11 heures et demie à 8 heures.

Somme. — Ralentissement du travail chez les *meuniers*; pendant le trimestre dernier, la plupart des usines chôment la nuit et le dimanche; malgré la hausse des produits fabriqués, les prix sont moins rémunérateurs que l'an dernier. A Amiens, ouvrage moins rémunérateur que l'an dernier chez les *boulangers* par suite de la hausse des farines. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *charcutiers*; matière première en baisse; durée du travail augmentée comme chaque année à pareille époque et portée à 80 heures par semaine, en moyenne. Ralentissement annuel du travail dans l'industrie du *bâtiment* pendant la saison d'hiver; de plus, les entreprises ont été moins nombreuses, un certain nombre de maisons nouvelles n'étant pas encore louées.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Pendant le 2^e semestre 1896, la campagne *sucrière* s'est poursuivie dans des conditions peu favorables pour les fabricants. Les marchés de betteraves s'étaient faits dans la région sur des cours de sucre en hausse; les emblavements avaient été, en outre, d'un quart environ plus élevés que l'an dernier. Mais, dans la suite, les cours des sucres avaient fléchi, la qualité de la betterave n'avait pas répondu à l'attente des fabricants, et les racines étant arrivées à l'usine humides et chargées d'une quantité anormale de boue, la fabrication, qui avait dû être ralentie, s'était poursuivie dans de mauvaises conditions économiques. Les magasins ont été cependant vite encombrés; les pays concurrents étrangers favorisés par leurs primes à l'exportation ayant pu satisfaire toutes les demandes du marché anglais.

Dans les fabriques d'huiles de colza, de lin et d'aillette, transactions normales; approvisionnements ordinaires, de même pour les *suifs*.

L'industrie de la *chaussure* devenue une des plus importantes d'Amiens continue à progresser : 2 nouvelles maisons ont été fondées pendant le 2^e semestre de 1895. Le travail a été plus abondant et les salaires plus avantageux pour l'ouvrier que pendant le précédent semestre. Les prix de vente moins rémunérateurs que l'année précédente, les fabricants devant, par suite de la concurrence et, malgré les prix des cuirs de 8 à 10 p. o/o encore plus élevés qu'en 1895, vendre leurs produits au cours pratiqué avant la hausse; de plus, les frais généraux ont été augmentés, les fabricants s'adressent de plus en plus directement aux détaillants, ce qui a entraîné une augmentation du nombre des voyageurs et des représentants.

La nouvelle récolte de *jute* s'est présentée dans des conditions défavorables au point de vue de la quantité et de la qualité; les cours ont cependant marqué une hausse de $\text{fr. } 2$. Les *fila-*

teurs, pendant le deuxième trimestre, ont pu travailler davantage et obtenir de pleins prix, tout en restant fortement engagés; c'est ce qui a permis à la filature d'augmenter son matériel notamment dans le Nord et dans la Somme. Les tissages de jute, quoique bien occupés, n'ont pu obtenir des prix en rapport avec ceux de la matière première et surtout ceux des fils de jute; cependant le travail paraît assuré pour quelque temps, si les demandes marquent une reprise au printemps. La ficellerie et la corderie de jute continuent à travailler activement, mais à des prix peu rémunérateurs. Il en est de même pour la ficellerie et la corderie de chanvre et pour la cordagerie.

Dans l'industrie linière, la hausse des fils qui s'était produite pendant le premier trimestre a continué son mouvement, bien que la récolte des lins en France, médiocre en qualité et quantité, n'ait pas influencé les cours de la matière première. Il n'y a pas de stocks en magasin et la filature est engagée pour plusieurs mois, surtout en fils secs. Pour les toiles, il y a eu un bon courant de demandes, les stocks étant peu importants; la hausse qui, dans le premier semestre n'avait pu être obtenue à la suite de celle des fils, est aujourd'hui acquise pour les toiles lourdes et demi-lourdes.

Le deuxième semestre a été moins favorable à la filature de coton; les prix qui avaient été en hausse jusqu'en juillet sont brusquement descendus, et certains fabricants s'estiment en perte avec les cours de fin d'année pour les numéros courants dont la production avait été forcée; les numéros spéciaux ont laissé un peu plus de marge. Le retordage des fils de coton a été plus favorisé, les demandes dues à l'augmentation de la fabrication des tissus de fils retors ont été importantes et la marge laissée au fabricant satisfaisante. De plus en plus les fabricants tendent, imitant en cela leurs concurrents anglais, à s'unir en de grandes associations pour régler leur production et maintenir les prix. Pour les velours écrus, les stocks s'étant accrus, les transactions sont devenues plus difficiles. Comme tous les ans, à même époque, les velours teints ont présenté une plus grande activité que pendant le premier semestre, mais avec des prix peu rémunérateurs par suite des réserves encore existantes. Quant au velours lisse, délaissé par la mode, la vente de cet article a été très difficile, il a fallu diminuer la production en arrêtant un certain nombre de métiers. La coupe mécanique continue à progresser.

La teinturerie a pu bénéficier de la reprise habituelle du deuxième semestre malgré les stocks très importants qui pèsent sur le marché. Dans la bonneterie de coton, les demandes jusque-là très suivies ont diminué depuis le mois de juillet; les fabriques ont ralenti leur marche et n'ont plus travaillé qu'au jour le jour, sans que toutes aient été suffisamment alimentées; les commissions habituelles de novembre et de décembre ont été moins fortes que les autres années, et, s'il n'arrive de nouveaux ordres, il y a lieu de redouter une période de chômage.

Les cours des laines brutes se sont terminées avec une hausse légère, par rapport à ceux pratiqués l'an dernier. Pour les laines peignées, les cours qui avaient été en hausse en juillet étaient en baisse en août et restaient stationnaires depuis septembre et octobre, plutôt avec réaction à la baisse. En novembre, avec les premiers froids, les demandes avaient été assez actives sans amener des cours plus avantageux. La filature qui avait été d'abord surchargée d'ordres, tant à forfait qu'à façon, a vu, depuis, son activité se ralentir et on a clôturé avec des cours aussi faibles qu'avant la hausse sur le prix du fil et sur la façon.

Pendant les mois de juillet et d'août, les commandes de bonneterie de laine ont continué à arriver, de sorte que la fabrique a pu continuer à occuper son personnel. Grâce aux ordres habituels d'octobre, le travail a repris une certaine activité jusqu'en novembre; mais, depuis, la température, relativement douce, n'ayant pas amené de réassortiments, les fabricants qui ne veulent plus travailler que sur commandes alimentent difficilement leurs métiers. Les prix ont été plutôt faibles et peu rémunérateurs.

Les satins pour chaussures et pour boutons ont donné lieu à peu de transactions; la fabrication a été plus active.

Les anacostes belle qualité, tissés à la main, sont stationnaires, mais les articles ordinaires, notamment ceux pour bain de mer, ont subi une baisse sensible, par suite de la concurrence des autres fabriques françaises. Les articles laine et soie pour robes et parapluies ont également éprouvé une diminution par suite de la concurrence des maisons allemandes. Dans le velours d'Utrecht, les transactions ont subi les fluctuations des fils de coton et de lin qui entrent dans la fabrication de ce tissu. Le fil de mohair ou poil de chèvre qui donne au velours sa qualité et sa valeur est toujours recherché, il doit encore être demandé aux fabriques

anglaises, malgré quantité consommée en France. La fabrication des *tapis* a été assez active dans les qualités basses et de faible prix. Il se fabrique aussi des tapis de jute qui remplacent la laine, dans certains genres. Affaires très actives, mais prix très concurrencés dans les *velours* et *peluchés de lin*. Production ralentie dans les *peluches de choir*, article de grand luxe un peu délaissé par la mode.

Dans l'industrie de la *confection*, situation stationnaire et affaires calmes par suite d'un hiver sans froid. De nouvelles maisons, récemment montées, ayant augmenté la concurrence, les *bénéfices*, satisfaisants jusqu'ici, tendent à se restreindre.

A Amiens, à Albert et à Ham, les *fonderies*, les ateliers de *construction mécanique*, de *chaudronnerie* et de *robinetterie*, les *forges* ont bien travaillé pendant le deuxième semestre de 1896.

Nord. — ROUBAIX-TOURCOING. — Industries textiles. — Les exportations des tissus de Roubaix-Tourcoing aux États-Unis sont loin d'être actives. On peut considérer que les chiffres d'affaires avec l'Amérique sont inférieurs de moitié pour le mois passé à ceux de janvier 1896. Il résulte de cet arrêt dans la vente une situation assez précaire et il y a plus de 20.000 métiers d'arrêtés.

Devant cet état de choses, les *filateurs* de Roubaix-Tourcoing et de Fourmies se sont entendus pour restreindre la production. 80 p. o/o environ des broches ont adhéré à l'entente.

Il a été convenu que désormais il y aurait chômage le samedi. Cette mesure qui met 2.000 ouvriers en chômage a été appliquée le samedi 6 février pour la première fois. *L. Letombe.*

Pendant le quatrième trimestre 1896, l'industrie du cuir à Lille a été moins occupée que l'an dernier; les prix en baisse ont été moins rémunérateurs. Les commandes ont été moins nombreuses que l'an dernier dans la *marbrerie* de Cousolre; les prix sont en baisse et moins rémunérateurs.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Bien qu'une *filature de laine* de 16.000 broches et un tissage de 400 métiers se soient montés dans le courant de l'année, la production dans l'industrie textile, bonne au début du deuxième semestre, s'est sensiblement ralentie, causant quelques chômages dans les ateliers. Les prix sont devenus désavantageux pour les *peignages* et notamment pour les *filatures de laine peignée*. D'autre part, la situation des *filatures de laine cardée* s'est améliorée. Pour le *coton*, la grande baisse de la matière première a rendu difficile la vente des *filés*. La main-d'œuvre a été plutôt abondante à cause des chômages qui se sont produits. Le marché, qui avait à écouler une grande partie de ses produits, en Angleterre, notamment, s'est encore fortement ressenti de la diminution des exportations avec d'autres pays, l'Amérique du Nord en particulier.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI. — La *meunerie* a vu pendant le deuxième semestre le cours des farines reprendre un peu plus de fermeté. Une hausse qui atteignait 20 p. o/o s'était produite en novembre à la suite de l'annonce d'une récolte médiocre à l'étranger, et des craintes de famine aux Indes. Des achats pour l'Angleterre avaient même été pratiqués; mais, en fin décembre, les offres de blé indigène avaient de nouveau réduit les prix. Il en est résulté que la fabrication alimentée d'une façon incertaine par suite de la variation des cours a manqué d'activité. La consommation locale a été insuffisante à absorber la quantité de farine produite, et l'on a dû recourir à l'exportation. Dans la *brasserie*, situation stationnaire au point de vue de la fabrication et des prix de vente; il y aurait plutôt afflux de main-d'œuvre. La *sucrierie* a eu une production un peu supérieure à celle de l'an dernier, mais l'écoulement des produits contrarié par les bas prix offerts et par les primes à l'exportation des sucres étrangers s'est fait difficilement. Quelques réductions de salaires ont eu lieu.

La fabrication de la *chicorée* a eu une production normale avec des prix avantageux pour les marques en renom. Les agriculteurs du Nord ayant développé ce genre de culture pour remplacer les 25 millions de kilogrammes de racines de chicorée importées chaque année de Belgique, cette année les importations de matière première sont estimées inférieures de 6 à 7 millions de kilogrammes à celles de l'an dernier. Les *huileries* ont éprouvé un ralentissement dans la vente des huiles de lin; par contre les *tourteaux* pour la nourriture des animaux, délaissés pendant le troisième trimestre, ont ensuite obtenu une hausse de quelques francs dans le dernier trimestre; en général la fabrication a été normale. La *savonnerie* a subi une baisse de quelques francs qui laisse les cours désavantageux; il y a eu surproduction par suite

des facilités d'acquisition de matières premières raffinées pour la fabrication du *savon mou* et du bon marché des produits qui ne nécessitent pas une grande mise de fonds.

Dans les *tissages de laine*, le nombre des métiers à bras arrêtés s'est accru depuis le semestre précédent par suite de l'insuffisance des ordres; on estime que la moitié des métiers à bras sont atteints par le chômage. Dans tous les *tissages mécaniques* il y a eu également des métiers au repos. On n'a traité que des affaires de réassortiment à prix désavantageux et irréguliers. La baisse a atteint 10 et 13 p. o/o sur les tissus classiques; les tissus fantaisie et de haute nouveauté ont été moins éprouvés. Il y a eu un afflux d'ouvriers par suite de l'arrêt du travail des champs coïncidant avec celui des tissages. Les stocks en tissus classiques déjà importants se sont accrus par la réduction des exportations qui ont faibli de près de moitié, notamment en Amérique. En *batiste* et en *linon*, la vente a été d'abord plutôt faible, cependant les prix de vente ont eu une hausse à la suite de celle de la matière première; les salaires ont eu également tendance à l'amélioration, grâce à de nouvelles demandes.

L'industrie du *tulle* a eu une production ralentie; on a monté, à titre d'essai, une trentaine de métiers à broder qui semblent devoir donner des résultats favorables. Il n'y a pas eu de chômage, mais bien des ouvriers et ouvrières n'ont pas fait la journée complète, sauf dans les fabriques de tulles unis qui ont pu produire d'avance. On attribue au changement de la mode le ralentissement de la production. Dans les *teintures* et *apprêts* quelques chômages se sont produits causés par la réduction dans la fabrication et dans la vente des tissus. La *blanchisserie* aussi a été bien occupée; les arrivages de tissus en fil ont été assez satisfaisants, ceux en coton ont été en augmentation. La main-d'œuvre étant assez rare, les salaires ont eu tendance à la hausse.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail estimé peu rémunérateur chez les *boulangers* pendant le précédent trimestre, par suite de la hausse des farines. Commandes moins nombreuses que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*; la rareté des grands travaux et l'augmentation de la concurrence amènent une augmentation des rabais dans les adjudications et une diminution de la rémunération.

Aube. — Travail plus abondant que l'an dernier chez les *meuniers*, grâce à l'extension des zones qui permet à l'industrie locale de se servir des débouchés de la Suisse et de l'Alsace pour se décharger des acquits-à-caution. Prix de vente en hausse à la suite de l'élévation des prix de la matière première. Travail moins abondant et moins rémunérateur que l'an dernier chez les *boulangers* de Troyes par suite de la hausse des farines et de l'augmentation de la concurrence des sociétés de consommation.

Haute-Marne. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix en baisse et moins rémunérateurs dans les fabriques de *ciment* de Vassy, par suite de l'absence de grands travaux; on a dû renvoyer une soixantaine d'ouvriers.

Ain. — Augmentation de travail dans l'industrie du *bâtiment* à Bourg, par suite du percement d'une rue nouvelle.

Allier. — A Vichy, affaires très calmes chez les *loueurs de voitures* et les *maîtres d'hôtels* depuis la fin de la saison thermale; les bénéfices tendent à diminuer par suite de l'augmentation de la concurrence.

Puy-de-Dôme. — Pendant le quatrième trimestre de 1896, dans les quatre cantons de Clermont-Ferrand, l'activité du travail a été bonne dans la *confiserie*, les fabriques de produits chimiques, de *café de glands doux*, d'*engrais*, dans les *scieries mécaniques*, les *tuileries* et *briqueteries*; passable dans les autres industries. On estime que 12 p. o/o de l'ensemble des ouvriers ont été atteints par le chômage.

Haute-Loire. — Commandes normales et prix de vente assez fermes chez les *patrons horticulteurs* du Puy.

Loire. — Ouvrage moins rémunérateur que l'an dernier et prix de vente en hausse à la suite de l'augmentation des farines chez les *boulangers* de Saint-Étienne. Commandes moins

abondantes que l'an dernier dans l'industrie *textile* et prix moins rémunérateurs; prix de façon en baisse; les ouvriers prolongent la journée de travail d'une heure et d'une heure et demie pour maintenir leur gain journalier. Une société qui actionne 1.700 métiers par l'électricité est en pourparlers pour étendre son rayon d'action. Ralentissement du travail, prix en baisse et désavantageux chez les *mouliniers* de Saint-Chamond; plusieurs ateliers ont réduit leur personnel, d'autres ne font que la demi-journée. Ralentissement annuel du travail dans l'industrie du *bâtiment* à Firminy; les prix tendent à baisser par suite des rabais consentis dans les adjudications.

Rhône. — A Lyon, chez les *pâtisseries*, ouvrage à peu près aussi actif que l'an dernier, deux nouvelles maisons viennent de se fonder, on compte quelques ouvriers en chômage. Ouvrage assez abondant dans la fabrication des *tissus unis*; les prix de façon sont demeurés satisfaisants grâce à la recherche des métiers mécaniques, ils auraient tendance à la hausse. Le matériel se transforme par l'adoption plus fréquente de métiers à plusieurs navettes et de métiers à tisser deux largeurs à la fois. Chez les *passementiers*, les commandes sont plus faibles que l'an dernier; les prix de façon sont en baisse. De même, chez les *carrossiers*, travail en diminution, les prix ont tendance à la baisse. Quelques petits établissements ont fermé faute de commandes. On fait en moyenne de 42 à 48 heures par semaine.

Savoie. — Ralentissement du travail chez les *loueurs de voitures* d'Aix-les-Bains; la saison a moins produit que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix moins rémunérateurs et en baisse chez les *charcutiers* de Chambéry et durée de travail réduite à 10 heures par jour par suite de l'augmentation de la concurrence des produits étrangers.

Isère. — A Grenoble, pendant le quatrième trimestre 1896, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix en baisse et moins rémunérateurs dans la *ganterie de peau*. La durée du travail a été réduite à 36 heures en moyenne par semaine; il s'est produit quelques chômages. La saison de fin d'année a été plus mauvaise que celle de l'année dernière chez les *bijoutiers*, les prix moins rémunérateurs ont été en baisse. Affaires et bénéfices en diminution par rapport à l'an dernier chez les *marchands de vin*, par suite de l'augmentation de la concurrence, principalement par suite de l'ouverture de nombreux débits de consommation à bon marché.

Travail actif dans les *mines d'anthracites* de la Mure; les ventes ont été en progrès depuis le trimestre précédent. Il y a eu afflux de main-d'œuvre, l'industrie des mines ayant remplacé aujourd'hui les petites industries autrefois exploitées dans le pays.

Quelques nouvelles *fabriques de liqueurs* se sont montées; la production et les prix de vente ont eu tendance à la baisse. La *papeterie* a continué à perfectionner son outillage en installant six nouvelles machines plates et une ronde. La production a été assez active; les prix de vente se sont maintenus pour les papiers de luxe et papiers spéciaux; ils ont été en baisse pour les sortes ordinaires. La *mégisserie* et la *teinturerie des peaux* se sont ressenties de la faiblesse et de la production de la *ganterie*. Dans cette dernière industrie, la production a été ralentie et les prix de vente ont baissé par suite de la diminution des exportations. Il y a eu afflux de main-d'œuvre. Dans l'industrie de la *soierie*, la production a été active dans quelques genres en écu et faible pour l'article teint en flotte, en uni et en façonné. Le personnel ouvrier est estimé généralement insuffisant, sauf dans quelques localités. Dans la fabrication des *chapeaux de paille*, après la morte-saison de juillet et août, le travail a repris avec une certaine activité. Une fabrique nouvelle s'est montée; elle fait mouvoir ses machines à coudre par l'électricité. Les prix de vente se sont maintenus dans l'ensemble; les articles bon marché ont été généralement les plus demandés. Les prix de façon ont été sans variation. La main-d'œuvre a été abondante à cause du ralentissement du travail dans la ganterie.

La *carrosserie* a eu une production et une vente moyennes, les prix ont maintenu leur tendance à la baisse. La main-d'œuvre étant plutôt rare, les salaires ont marqué une tendance à la hausse. Dans les ateliers de *serrurerie* et *construction mécanique*, le travail assez actif pendant la saison d'été a subi son ralentissement habituel au commencement de la saison d'hiver. Les prix de vente se sont maintenus difficilement.

L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée pendant le deuxième semestre de 1896, grâce à de nombreuses constructions qui ont été entreprises ou continuées; grâce à l'absence de

gelées, le travail a pu se poursuivre jusqu'à la fin de l'année sans interruption. Il n'y a pas eu de chômage, mais afflux de main-d'œuvre. La production et la vente se sont bien maintenues pendant le deuxième semestre pour les *ciments* et les *chaux*; les prix de vente ont eu tendance à la baisse. La main-d'œuvre a été abondante pour les manœuvres, mais on a manqué de spécialistes français. L'exportation s'est faite difficilement; elle semble devoir être favorisée incessamment par les améliorations des tarifs de chemins de fer demandées et en partie accordées.

Var. — A Toulon, reprise du travail chez les *boulangers*, les prix en hausse à la suite de l'élévation de la matière première sont devenus plus rémunérateurs. Dans les *boucheries*, prix en baisse et plus rémunérateurs que l'an dernier par suite de la baisse de la viande sur pied; deux nouvelles boucheries viennent de s'ouvrir.

Bouches-du-Rhône. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maîtres-carriers* d'Arles; les prix de vente ont tendance à la baisse. Affaires stationnaires dans l'industrie des *huiles d'olive* d'Aix; prix en hausse à la suite de la faiblesse de la récolte, mais mieux rémunérateurs que l'an dernier; la concurrence étrangère restreint les débouchés et vient concurrencer nos produits jusque sur le marché intérieur.

Gard. — Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *charcutiers* de Nîmes; les prix de vente ont suivi la baisse de la matière première.

Tarn. — L'amélioration constatée dans la *mégisserie* et dans la *tannerie* s'est maintenue pendant les derniers mois de 1896; à Graulhet, notamment, les usines ont été bien occupées. Situation stationnaire dans les *couperies de poils* et dans les *effilochages de chiffons*. Quoique le travail soit peu actif, les chômages ont été assez rares; la journée est en général de dix heures.

Dans l'industrie *textile*, la matière première a été recherchée, mais les prix de vente se sont maintenus en baisse. Pendant le dernier semestre de 1896, 48.000 broches ont été en activité sur 78.000 qui existent dans le département. Les salaires sont restés stationnaires. Le tissage mécanique continue à se développer notamment dans les grandes usines des villes. La concurrence des grandes fabriques du Nord ralentit les transactions dans les fabriques castraises; cependant les magasins sont peu encombrés, on ne travaille que sur commandes. Dans la *chapellerie*, situation très calme. Le nombre d'ouvriers occupés est évalué à 400; la durée du travail atteint quatre jours par semaine en moyenne avec des salaires journaliers de 2 fr. 50 à 4 francs pour les hommes et de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 pour les femmes.

Diminution des commandes dans la *broserie* et dans l'*arçonnerie*. Il y a eu quelques chômages de peu de durée, sauf dans une usine où le travail s'est maintenu actif et où l'écoulement des produits s'est fait sans difficulté.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MAZAMET. — Les expéditions de peaux brutes travaillées par la *mégisserie* ont atteint, en 1895, 5.361.037 kilogrammes, et 6.110.919 kilogrammes en 1896, soit une augmentation de 749.892 kilogrammes pour 1896. Les cours pendant toute l'année ont peu varié, sauf une légère augmentation en août et septembre. Les basses sortes ont été spécialement recherchées pour l'exportation. Le *délainage des peaux* a été très actif pendant l'année 1896; les gares de Mazamet, Lacalavède, Saint-Amens, Labraguière, qui desservent les usines de la région, ont reçu, en 1896, 39.171.799 kilogrammes de peaux en laine contre 31.597.066 en 1895. La vente des laines lavées a suivi une proportion analogue de 11.044.379 kilogrammes en 1895, elle est passée à 11.758.137 kilogrammes, soit une augmentation de 713.758 kilogrammes. Les cours de laines, qui s'étaient relevés en 1896 pour atteindre une hausse de 10 p. 0/0 en mars, avaient marqué un temps d'arrêt et même un peu de recul en avril-mai; les États-Unis, principaux clients de la région, ayant cessé leurs achats; mais, en fin d'année, grâce à de nouveaux ordres venus d'Amérique, les magasins qui s'étaient regarnis se vidaient à nouveau, et on restait en fin d'année avec une position ferme.

Les fabriques de *draperie-nouveauté* et plus spécialement les deux fabriques de *molletons* ont pu encore occuper activement leurs ouvriers (environ 3.000); cependant un déficit dans les expéditions est constaté en 1896; il est attribué au ralentissement des commandes des

draperies. Cependant on a monté, en 1896, plusieurs tissages mécaniques. Les expéditions, en 1896, ont été de 1.410.585 kilogrammes contre 1.644.296 en 1895.

La consommation de la *houille* a suivi également l'augmentation du travail. Il a été apporté par les diverses gares de la circonscription industrielle 20.221 tonnes en 1896, 18.948 tonnes en 1895, 17.150 en 1894, 16.792 en 1893 et 11.138 en 1895.

Hérault. — Situation stationnaire dans les diverses industries de Lodève, sauf dans la *boulangerie*, les patrons ayant un moment arrêté leur fabrication, parce qu'ils estimaient que les prix offerts par la taxe ne leur laissaient pas une marge suffisante.

Chez les *charcutiers* de Montpellier, les affaires sont estimées moitié moins importantes que l'an dernier.

Pyrénées-Orientales. — Affaires plus restreintes que l'an dernier chez les *boulangers* de Perpignan, par suite de la crise locale du vin; prix de vente en hausse à la suite de l'augmentation de la matière première.

Gers. — Travail plus faible que l'an dernier chez les *producteurs d'eau-de-vie* de Condom, par suite de la diminution de la quantité de vins à brûler.

Lot. — Les *marins* et *navigateurs* du canal du Languedoc, du canal latéral à la Garonne, de la Garonne, du Lot et du Tarn ont eu un trafic, sur certains points, inférieur à l'an dernier, par suite de diminution de récoltes causée par les tempêtes, et une navigation rendue plus difficile par les brusques variations d'étiage dans les diverses rivières.

Gironde. — Chez les *boulangers* de Cavaillon, prix de vente en hausse; durée du travail de 70 à 80 heures par semaine. Les commandes tendent à devenir moins nombreuses chez les *fabricants de conserves* de Bordeaux, les pays qui étaient jusque là consommateurs devenant producteurs à leur tour. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *ostréiculteurs* *parqueurs* de la Teste; les tempêtes qui ont sévi dans la région en décembre ont détruit un certain nombre d'établissements; la perte en huîtres a été considérable et beaucoup de parcs ne pourront être remis en état par suite du manque de ressources. La campagne ostréicole pour l'huile d'exportation semble devoir amener une hausse des produits comparativement à l'an dernier.

Haute-Vienne. — Baisse des prix de vente et diminution du chiffre d'affaires chez les *charcutiers* de Limoges, par suite de l'augmentation des entrées de produits étrangers et de la concurrence des sociétés coopératives de consommation.

Cher. — Activité normale dans les *fabriques de porcelaine* de Vierzon; les prix de vente se maintiennent difficilement.

Loire-Inférieure. — A Saint-Nazaire, les travaux du *bâtiment* se sont poursuivis dans des conditions satisfaisantes; il y a eu peu de chômeurs pendant le quatrième trimestre de 1896. La situation a été moins satisfaisante dans la *construction navale*, peu de bateaux étant en chantier; plusieurs ouvriers et manœuvres ont été congédiés. A Nantes, prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier chez les *boulangers* par suite de la hausse de la matière première. Main-d'œuvre abondante. Les prix de vente sont estimés moins rémunérateurs que l'an dernier dans l'industrie des *cuirs* et *peaux*; la diminution de l'exportation, le manque de commandes d'équipements militaires empêchant une reprise des affaires.

Morbihan. — Transactions faibles et prix sans variation dans la *tannerie* à Lorient; la baisse de la matière première permettrait des prix rémunérateurs, si l'exportation redevenait plus active. Deux petites tanneries ont dû fermer.

Indre-et-Loire. — Affaires plus difficiles et plus faibles que l'an dernier chez les *charcutiers* par suite de la mévente des pores; prix de vente en baisse et désavantageux. Prix en hausse et plus rémunérateurs que l'an dernier chez les *tanneurs*, par suite de la baisse de la matière première; l'activité du travail redevient normale.

Loiret. — Affaires un peu plus prospères dans la *quincaillerie* à Orléans, grâce à la hausse de la matière première.

Seine-Inférieure. — Affaires en progrès sur l'année précédente qui avait déjà été favorable chez les *capitaines au long cours* de Fécamp; le gain des hommes d'équipage a un peu augmenté, les hommes étant payés à la part. La pêche de la morue a été plus abondante que l'an dernier, mais les prix de vente ont été plutôt faibles et peu rémunérateurs, 4 nouveaux navires ont été mis en service. A Rouen, prix de vente moins avantageux que l'an dernier chez les *boulangers* à la suite de la hausse de la matière première; durée du travail 15 heures par jour environ. Au Havre, quatre boulangeries viennent de fermer; le prix du pain est en hausse de 20 centimes par 6 kilogr. A Rouen, les affaires sont rendues plus difficiles chez les *brasseurs* par suite de l'augmentation de la concurrence des bières étrangères. Travail actif chez les *imprimeurs*. Travail normal chez les *maître-arrimeurs* du Havre; prix plutôt en baisse et moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence; en fin d'année, les arrivages ont été assez abondants.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Travail réduit à 42 et 48 heures par semaine chez les *jardiniers* et placement plus difficile que l'an dernier à même époque. Le chômage atteint un peu plus du quart des adhérents chez les *boulangers*; de même chez ceux de la caisse des *retraites*.

Les ouvriers de la *brochure* sont en plein travail; ils font 65 heures par semaine et comptent 2 p. o/o de chômeurs. Les *typographes* estiment que 19 p. o/o des leurs sont sans place: les commandes sont moins abondantes que l'an dernier, par suite de la surproduction et de la concurrence des imprimeries étrangères. 2 p. o/o de chômeurs chez les *gainiers*; la durée du travail est réduite de près de moitié par rapport au mois dernier, comme tous les ans après les fêtes.

3 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; une amélioration s'est produite par rapport au mois précédent. Ralentissement du travail chez les *coupeurs-tailleurs* qui sont aussi moins occupés que l'an dernier; les prix de façon ont dû baisser. Chez les ouvrières *blanchisseuses*, le travail aux pièces se généralise, l'installation de *barboteuses* mécaniques supprime les emplois de laveuses; travail environ 4 jours par semaine chez les blanchisseuses; cependant pas d'ouvrières sans place parmi les syndiquées.

Les *charpentiers* syndiqués comptent un cinquième des leurs inoccupés; durée du travail, 40 à 48 heures par semaine; ouvrage moins abondant que l'an dernier; on estime à deux cinquièmes des ouvriers le nombre des chômeurs dans la corporation. Reprise du travail chez les *charrons* pour la remise à neuf des voitures d'été; le travail pour voitures de commerce et pour le gros charronnage est encore faible, la journée est de 8 heures en moyenne et le chômage atteint un certain nombre d'ouvriers. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en voitures* qui sont plus occupés que l'an dernier et font 5 1/4 heures par semaine. Même durée du travail chez les *peintres en voitures*, qui comptent 16 p. o/o de chômeurs; les réparations de voitures sont plus rares par suite de la mauvaise saison. Diminution des commandes chez les *fabricants de toilettes anglaises*.

Les grands travaux sont moins importants que l'an dernier chez les *charpentiers en fer*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*; la journée habituelle de 10 heures est réduite d'une heure pour 180 ouvriers; 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de précision*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *bijoutiers en doré*, qui font de 58 à 60 heures par semaine, le travail dit «de fantaisie» est maintenant terminé, le genre «mode» va commencer sa saison; 10 p. o/o de chômeurs chez les *doreurs sur bijoux*, qui font de 50 à 55 heures par semaine; la fabrication se ralentit, une maison qui occupait 50 ouvriers est arrêtée.

Le chômage habituel de la saison d'hiver chez les *mouleurs en plâtre, statuaires*, est estimé plus fort que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère; il atteint environ la moitié des syndiqués. Chez les *maçons* de Boulogne-sur-Seine, qui font 42 heures par semaine, il y a plus d'ouvriers sans ouvrage que l'an dernier; les ou-

vriers limousins qui quittent Paris et retournent dans leur pays en saison d'hiver sont moins nombreux, ce qui augmente le nombre des bras disponibles. Ralentissement de travail causé par le mauvais temps chez les *peintres*, qui comptent 15 p. o/o des leurs en chômage et qui font environ 49 heures par semaine. De même, diminution du travail chez les *fumistes*, on renvoie du personnel et la journée est généralement réduite de 2 heures. De chiffres relevés il y a trois années, il résulterait que le nombre des ouvriers occupés en janvier serait inférieur d'un tiers à celui des ouvriers travaillant en septembre. Journée de 11 heures chez les *biscauteurs-polisseurs*; une maison nouvelle vient d'être fondée, elle occupe 10 ouvriers.

10 p. o/o de chômeurs chez les *cochers* et *garçons livreurs*; le placement est devenu plus difficile que le mois dernier et que l'année précédente à notre époque. Les *comptables* comptent 4 p. o/o des leurs sans place; 7 p. o/o chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; les réceptions du nouvel an ont amené une reprise du travail et une augmentation de placement. 17 p. o/o chez les ouvriers *coiffeurs*, saison d'hiver moins bonne que l'an dernier au point de vue du placement; un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*.

Seine-et-Oise. — Fabrication toujours active chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. Le chômage d'hiver atteint les trois quarts des ouvriers chez les *maçons* de Versailles, des deux tiers chez ceux d'Argenteuil, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Aisne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier à même époque chez les *mouleurs en fer et en cuivre* de Saint-Quentin qui font 63 heures par semaine.

Oise. — Reprise du travail chez les *cordonniers* de Liancourt, journée augmentée d'une heure pour les ouvriers travaillant en atelier; une maison fait faire la journée complète de 11 heures. Ouvrage toujours abondant chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes; de même, chez les *dominotiers boutonnières* et *tabletiers* de Méru; journée de 10 heures chez les *boutonniers* de la Villeneuve-le-Roi.

Somme. — Les *bonnetiers* de Corbie sont tous occupés, mais le travail est peu actif. A Amiens, travail réduit à 44 et même 33 heures par semaine chez les *teinturiers*.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier et en diminution sur le mois précédent chez les *serruriers* qui sont tous occupés. 11 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs-plafonneurs* qui font la journée de 6 heures.

Pas-de-Calais. — Pas de chômeurs signalés chez les *mineurs* de Drocourt, qui font 54 heures par semaine; la reprise déjà signalée se maintient. A Arras, 3 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les *typographes* et 10 p. o/o sur l'ensemble de la corporation; deux journaux ont réduit leur tirage. A Boulogne-sur-Mer, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, l'impression de l'annuaire étant terminée, quelques ouvriers ont été congédiés. Les *cordonniers* estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes.

A Boulogne-sur-Mer, hausse de 15 p. o/o sur les pommes de terre, et de 5 centimes par 2 kilogram. 500 sur le pain.

Nord. — L'amélioration constatée chez les *mineurs* de Déchy se maintient. Reprise du travail chez les *typo-lithographes* de Douai, pas de chômeurs; la durée du travail varie de 58 à 65 heures suivant les maisons; les affaires sont devenues moins actives que l'an dernier grâce au démantèlement des fortifications, ce qui a permis la création de nouvelles usines. A Lille, situation toujours satisfaisante chez les ouvriers de l'*industrie du fil*. Pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur tissus* de Valenciennes qui font la journée de 10 heures. De même, pas de chômeurs chez les *mouleurs d'Armentières* qui font 63 heures en moyenne par semaine. Chez ceux de Lille, la journée est de 10 heures sauf dans une maison, on compte 2 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués et un cinquième des adhérents chez les *marbriers* de Coussolre; journée diminuée de près de 4 heures pour une centaine d'ouvriers. Le chômage causé par les gelées atteint une partie des *maçons* à Roubaix; un peu plus de moitié chez ceux de Dunkerque. A Lille, placement plus facile que l'an dernier et 9 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs et employés de tramways* grâce à l'augmentation des voitures mises en circulation sur les lignes.

Ardennes. — Production toujours active chez les *ardoisiers mineurs* de Fumay. Ralentissement du travail chez les *tisseurs* de Pourru-Saint-Rémy qui comptent un grand nombre des leurs sans commandes. Situation moins bonne que l'an dernier chez les *tisseurs* d'Illy, de même chez ceux de Villers-Cernay chez qui 11 p. o/o des syndiqués sont inoccupés et chez les ouvriers de l'industrie lainière de Daigny qui estiment qu'un tiers des leurs sont sans ouvrage. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, de Sedan. Aux Mazures une fonderie qui était abandonnée est remise en marche. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *cloutiers* de Gespunsart.

Marne. — A Reims, le travail a diminué avec les commandes de fin d'année chez les *lithographes papetiers*; journée diminuée de 3 heures pour une centaine d'ouvriers; pas de chômeurs chez les *imprimeurs*; de même chez les ouvriers de l'industrie lainière; la journée est augmentée d'une heure dans plusieurs maisons. Le chômage d'hiver atteint un peu plus de moitié de syndiqués chez les *maçons*.

Aube. — Le chômage d'hiver atteint les deux cinquièmes des ouvriers chez les *plâtriers* de Troyes qui font la journée de 7 heures.

Meuse. — Un peu plus du cinquième des adhérents chez les *carriers* de Lérouvillle sont inoccupés.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail plus actif que le mois précédent chez les *typographes*, comme tous les ans à pareille époque. Pas de chômeurs signalés chez les *ouvriers et ouvrières en chaussures*, qui font 66 heures par semaine; chez les *coupeurs en chaussures*, la journée de 11 heures est réduite d'une heure $1/2$ pour 40 ouvriers. Chez les *tailleurs d'habits*, travail réduit de moitié, durée du travail 35 ou 30 heures par semaine, cependant pas de chômeurs signalés; 6 p. o/o chez les *menuisiers*. Journée de 11 heures chez les *métallurgistes*. Un grand nombre de *carriers*, *tailleurs de pierre* sont atteints par le chômage causé par le mauvais temps; de même chez les *maçons*; ceux qui sont encore occupés font la journée de 8 heures.

Doubs. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Besançon qui sont plus occupés que l'an dernier et qui font de 55 à 60 heures par semaine. Les *charpentiers* font 36 heures environ par semaine; ils comptent moitié des leurs en chômage.

Jura. — Travail actif chez les *typographes* de Salins.

Ain. — Travail arrêté par le mauvais temps chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry. Le chômage d'hiver atteint les deux tiers des ouvriers chez les *maçons* de Bourg.

Saône-et-Loire. — Ralentissement de l'extraction chez les *mineurs* de la Chapelle-sur-Dun; les puits en exploitation ne fournissent plus suffisamment et un puits nouvellement aménagé n'est pas encore prêt.

Côte-d'Or. — Les *bûcherons* de Pagny-le-Château sont tous occupés, de même à Villiers-le-Duc. A Dijon, ralentissement du travail dans plusieurs ateliers de *tannerie* et de *corroierie*.

Yonne. — A Auxerre, les *typographes* sont tous occupés; la journée habituelle de 10 heures est réduite de une à deux heures dans un atelier de 30 ouvriers. Travail 63 heures par semaine chez les *charpentiers*. A Sens, journée de 8 heures et 18 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; le travail est plus faible que l'an dernier chez les ouvriers du *bâtiment* qui comptent la moitié des leurs en chômage.

Nièvre. — La neige interrompt l'exploitation des forêts chez les *bûcherons* de Menou; chez ceux de Menestrau, un certain nombre d'ouvriers sont inoccupés, principalement parmi les syndiqués; pas de chômeurs signalés chez ceux de la Fermeté. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez ceux de Balleray, par suite des commandes moins abondantes d'écorces de chêne pour la tannerie.

Allier. — A Cusset, activité satisfaisante chez les *typographes*; travail réduit à 44 heures par semaine chez les *sabotiers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* de Clermont-Ferrand qui font 60 heures par semaine; il y a moins de constructions neuves que l'an dernier, 3 entreprises importantes ont été adjudgées à des maisons étrangères à la ville. Le chômage atteint un peu plus du quart des syndiqués chez les *plâtriers* et *peintres* qui font la journée de 7 heures.

Haute-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* du Puy.

Loire. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de la Grand-Croix. A Saint-Étienne, placement plus facile que le mois dernier chez les *boulangers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*.

Pas de signalés chez les *tisseurs* de Jarnosse qui font 70 heures par semaine. Commandes moins abondantes que l'an dernier, chez les *tisseurs* en *soierie* de Panissières; un grand nombre d'ouvriers sont inoccupés. Ceux de la Gresle et ceux de Cuinzier sont tous occupés, mais les commandes sont moins abondantes que l'an dernier. Une nouvelle maison, vient de se fonder, qui occupe 100 métiers. A Saint-Étienne, la situation tend à s'améliorer chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; les métiers Jacquard sont bien occupés, les velours sont peu demandés. Travail réduit à 4 jours par semaine chez les *chapeliers* de Chazelles.

Les *métallurgistes* de Saint-Chamond estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez ceux de Rive-de-Gier, qui font la journée de 10 heures.

Rhône. — Gain hebdomadaire réduit d'un peu plus d'un quart par suite du mauvais temps chez les *jardiniers*. 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; une imprimerie qui était en liquidation judiciaire vient de fermer; chez les *imprimeurs conducteurs*, le travail tend à diminuer, cependant pas de chômeurs. A Grandris, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisseurs*; les prix de façon sont diminués de 5 centimes par mètre dans une maison, il y a aussi un peu de chômage; diminution du travail dans une fabrique de *corsets*, chômage un jour par semaine chez les *tisseurs* de Mornand; diminution des commandes, comme tous les ans à même époque. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* d'Amplepuis; de même chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière; cependant l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier.

A Lyon, légère reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tisseurs*, mais tarifs de façons en baisse. Les métiers mécaniques et ceux à bras installés dans les campagnes enlèvent une grande partie des commandes. Reprise du travail par rapport au mois dernier chez les *chapeliers* en *fantaisie* qui comptent 9 p. o/o de chômeurs et font environ 56 heures par semaine.

A Lyon, 19 p. o/o des chômeurs chez les *carrossiers* syndiqués, qui font de 45 à 48 heures par semaine; diminution de 2 heures et demie par jour pour 60 ouvriers; on estime que le chômage atteint deux cinquièmes des ouvriers dans l'ensemble de la corporation. 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *lits de fer* qui font 54 heures par semaine; la hausse de la matière première amène un ralentissement dans les affaires. Le chômage d'hiver atteint environ les trois quarts des ouvriers chez les *sculpteurs* sur pierre.

Travail diminué d'un cinquième depuis le mois dernier chez les *maçons*. Les *voituriers* estiment que deux cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage.

Haute-Savoie. — A Annecy, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Travail 46 heures par semaine chez les *chapeliers*. Le mauvais temps contrarie les travaux chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*, un peu plus de moitié des syndiqués sont atteint par le chômage; on fait 42 heures en moyenne par semaine.

Savoie. — A Chambéry, ouvrage plus faible que l'an dernier, d'un tiers environ, chez les *menuisiers*; la crise venue à la suite d'une récolte médiocre a diminué les commandes; on estime à un cinquième le nombre des ouvriers inoccupés, les autres font la journée de

8 heures. Le chômage atteint un peu plus du quart des syndiqués chez les *plâtriers*, les patrons étrangers réservant une partie de leurs travaux pour leurs compatriotes.

Isère. — A Grenoble, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* qui font 60 heures par semaine. Affaires encore calmes dans la *ganterie*. Travail réduit à 48 heures par semaine chez les *imprimeurs* sur étoffes de Jallieu pour un cinquième des ouvriers. Les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Montalieu-Vercieu estiment que la moitié des leurs sont atteints par le chômage, dû au mauvais temps ; journée de 8 heures en moyenne. Journée réduite à 8 heures chez les *maçons* de Grenoble ; dans un important chantier, le taux des salaires est en diminution. Travail plus actif que l'an dernier chez les *métallurgistes*, qui comptent 10 p. o/o de chômeurs ; l'amélioration semble devoir continuer lorsque certains appareils de pesage soumis au contrôle auront été poinçonnés.

A Grenoble, le pain est augmenté de 2 centimes et porté à 38 centimes par la taxe ; hausse de 2 francs par hectolitre de vin.

Drôme. — Travail arrêté par le mauvais temps, chez les *carriers* de Saint-Restitut.

Alpes-Maritimes. — 9 p. o/o de chômeurs chez les *vermicelliers* de Nice, qui font 66 heures par semaine ; l'ouvrage, encore moins abondant que l'an dernier, tend à reprendre. Les *cuisiniers* de Cannes sont en pleine saison de travail, de même pour ceux de Nice ; à Nice, 16 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris ; journée diminuée de 2 heures pour 173 ouvriers ; commandes moins abondantes que l'an dernier. A Nice, pas de chômeur chez les *employés de tramways* ; les *garçons cochers* estiment que les deux tiers des leurs sont sans ouvrage ; le nombre des numéros de voitures étant inférieur au nombre des livrets de cochers. Affaires moins actives que l'an dernier et placement rendu plus difficile chez les *employés de commerce* par suite du mauvais temps. Placement plus facile que le mois précédent, mais moins que l'an dernier chez les *employés limonadiers* de Cannes qui comptent un peu plus du quart des leurs atteints par le chômage. Ralentissement du travail chez les *menuisiers* de Nice.

Var. — Diminution du travail d'un peu plus de moitié chez les *tailleurs de pierre* de Toulon.

Bouches-du-Rhône. — Les *jardiniers* de Saint-Geniez comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage d'hiver ; ceux de Marseille et environs 15 p. o/o ; travail réduit à 48 heures par semaine. Les *mineurs* de Fuveau travaillent 2 jours par semaine ; l'ouvrage tend à diminuer. Le mauvais temps contrarie les travaux des *carriers* de Fontvieille, qui comptent 13 p. o/o des leurs sans emploi. Le chômage atteint un peu plus du cinquième des adhérents chez les *boulangers* d'Aix ; 12 p. o/o chez ceux de la Ciotat. A Marseille, 13 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*, qui sont moins occupés que le mois précédent. La reprise de fin d'année a été moins accentuée que d'ordinaire chez les *typographes*, qui comptent 1 p. o/o de chômeurs. Journée de 9 heures et travail plus faible que l'an dernier chez les *carrossiers*. Reprise du travail et commandes plus importantes que l'an dernier chez les *chaudronniers*. 15 p. o/o de chômeurs chez les *ajusteurs*, qui font des journées de 8 heures au lieu de 10 heures. Chez les *mécaniciens*, placement plus difficile que l'an dernier par suite de la diminution des armements des navires ; travail 50 à 55 heures par semaine et un peu plus du cinquième des syndiqués atteints par le chômage chez les *conduc-teurs-chauffeurs de machines à vapeur*. Le chômage atteint un quart des syndiqués chez les *maçons*, qui font 3 jours par semaine en moyenne. Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *peintres*, grâce à des réparations à faire à deux bateaux de plaisance qui ont occupé 70 ouvriers peintres pendant 2 semaines, 20 ouvriers *calفات* et une dizaine de *menuisiers* ; on estime que moitié des peintres syndiqués sont atteints par le chômage. Pas de chômeur chez les *plombiers-gaziers* syndiqués, qui font la journée de 8 heures ; diminution du travail dans une importante entreprise. Les *tuiliers-céramistes* de Saint-Henry-Marseille estiment que près de deux tiers des leurs sont atteints par le chômage annuel d'hiver ; la reprise du travail est plus faible que l'an dernier. A Marseille, affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *garçons cochers de place* qui doivent faire des heures supplémentaires pour maintenir leur gain journalier au même taux. 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *coiffeurs*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs chez les *typographes* ; quelques ouvriers de passage ont pu être embauchés pour un coup de main. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *cordonniers*. Ralentissement du travail chez les ouvriers de l'*Union balaitière de Caderousse*, qui font 42 heures par semaine.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers palissonneurs*, un atelier fait la journée de 10 heures. un autre 8 à 9 heures, les autres, environ 5 heures par jour ; chez les *mégissiers de rivière*, une maison occupant 150 ouvriers, vient de rouvrir, elle fait faire la demi-journée ; la situation est estimée plutôt inférieure à l'an dernier ; on estime qu'un cinquième des syndiqués sont atteints par le chômage.

Gard. — A Nîmes, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*, qui font 60 heures par semaine. Diminution du travail chez les *tailleurs d'habits* ; les commandes ont été plus faibles que l'an dernier.

Aveyron. — A Millau, 11 p. o/o de chômeurs chez les *palissonneurs-mégissiers* ; 4 p. o/o chez les *gantiers* ; reprise du travail, depuis le mois dernier, grâce à des commandes pour la province, l'exportation fait encore défaut. A Decazeville, la situation tend à devenir plus mauvaise chez les *mineurs*, notamment chez les manœuvres.

A Millau, hausse sur le pain 5 centimes par 2 kilogrammes.

Tarn. — Morte-saison plus forte que l'an dernier chez les *menuisiers* de Carmaux, qui estiment que la moitié des syndiqués sont atteints par le chômage.

Hérault. — Les pluies empêchent le façonnage des vignes ; le chômage atteint un peu plus du quart des adhérents chez les *cultivateurs* de Marsillargues. A Montpellier, 14 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* ; 5 p. o/o chez les *litho-typographes* qui font de 54 à 57 heures ; d'accord avec les patrons, les ouvriers viennent d'élaborer un tarif de main-d'œuvre. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *cordonniers* qui estiment qu'un peu plus de moitié des leurs manquent de commandes.

Aude. — A Carcassonne, plus des trois quarts des *terrassiers cultivateurs* ont suspendu leur travail par suite des grandes pluies ; mais l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier. Chez les ouvriers de l'*habillement* la journée est généralement augmentée de 3 heures, commandes plus abondantes que l'an dernier. Pas de chômeur chez les *chapelières* de Chalabre.

Le chômage atteint un grand nombre de *charpentiers* à Carcassonne, les commandes sont plus faibles que l'an dernier.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 11 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de la terre* ; 18 p. o/o chez les *espadrilleurs* et *trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans ; diminution de 20 p. o/o sur le gain hebdomadaire dans une maison. L'accalmie des affaires dans le commerce des vins amène une diminution de travail chez les *tonneliers* de Perpignan qui comptent 10 p. o/o de chômeurs.

Haute-Garonne. — A Toulouse, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*Union métallurgique* qui estiment que la moitié des leurs sont atteints par le chômage. 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *menuisiers*. Les *ébénistes* sont tous occupés ; la journée habituelle de 9 heures est diminuée d'une heure pour 15 ouvriers. Pas de chômeurs signalés chez les *maçons* qui font 54 heures par semaine.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, pas de chômeurs chez les *tapissiers*, qui font 60 heures par semaine. Une maison de *confection* qui occupait 60 ouvriers et ouvrières vient de fermer. Travail réduit à 48 et 40 heures par semaine chez les *peintres* de Pau. Pas de chômeur chez les *garçons bouchers* de Bayonne ; le travail tend à diminuer, la viande de porc étant devenue très bon marché, le commerce de la boucherie a vu diminuer ses ventes de près de moitié.

Landes. — Par suite de la diminution des commandes, les verriers de Moustey, d'accord avec les patrons, travaillent à tour de rôle; 3 fours sont éteints actuellement.

Tarn-et-Garonne. — 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds qui font de 60 à 72 heures par semaine. Chez les *cordonniers bottiers* de Villeneuve-sur-Lot, la situation tend à devenir plus mauvaise.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons* et *aspirants boulangers* estiment que 13 p. o/o des leurs sont sans place. 3 p. o/o chez les *imprimeurs lithographes*. Saison d'hiver plus mauvaise que l'année précédente chez les *teinturiers* qui font de 33 à 40 heures par semaine. Diminution des commandes pour les deux tiers des *tailleurs d'habits*, qui font 36 heures par semaine en moyenne. 5 p. o/o de chômeurs chez les employés *confectionneurs*; le mauvais temps ralentit les transactions. Pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Vayres. A Bordeaux, le mauvais temps contrarie les travaux chez les *ferblantiers*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs sans ouvrage. Chez les *tailleurs de pierre* de Blaye, le travail reprend, un nouveau chantier vient d'être ouvert. A Bordeaux, le chômage d'hiver est plus important que l'an dernier chez les *sculpteurs-mouleurs*, il atteint environ les deux tiers des syndiqués. Les *mécaniciens* de la marine peuvent moins facilement que l'an dernier trouver à embarquer ou obtenir un emploi à terre. Amélioration chez les garçons *limonadiers-restaurateurs* qui ont pu s'occuper plus facilement et qui comptent encore un quart des leurs sans place à demeure; 10 p. o/o de chômeurs chez les *maitres d'hôtels* et *garçons-navigateurs*. Journée de 14 heures chez les *coiffeurs*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, situation satisfaisante chez les *typographes*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui font la journée de 9 heures.

Charente. — Ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre* de Jarnac.

Haute-Vienne. — A Limoges, chez les *typographes*, 11 p. o/o de chômeurs; dans quelques maisons, on ne travaille qu'une partie de la semaine. Le mauvais temps arrête les travaux chez les *couvreurs*. Ouvrage toujours peu actif chez les *peintres sur porcelaine*.

Corrèze. — 15 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Tulle. 7 p. o/o chez les *chapeliers-fouleurs* de Bort qui font de 45 à 48 heures par semaine; ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Creuse. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *chapeliers* de Bourgneuf.

Cher. — Le mauvais temps suspend la plupart des travaux chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes. Chez les *bûcherons* d'Allogny, les coupes en forêts sont encore arrêtées par le mauvais temps, de plus les travaux d'empierrement qui donnaient de l'ouvrage en hiver aux chômeurs sont exécutés plus rapidement qu'il ne l'avait été prévu. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez ceux de Mornay-Berry qui comptent deux tiers des leurs en chômage; les coupes sont moins importantes que l'année précédente; un quart de chômeurs chez les *bûcherons* de Méry-ès-Bois. A Bourges, 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *toiles cirées*, qui font 60 heures par semaine; ralentissement habituel du travail à la suite du Jour de l'An et pendant la période des froids. Le travail se maintient chez les *chapeliers*. Chez les *métallurgistes* de Vierzon on a réduit la journée à 8 et 7 heures afin d'éviter des renvois; les commandes sont plus faibles que l'an dernier. Dans 4 maisons, reprise du travail depuis le mois dernier et journée de 6 heures chez les *chaufourniers-carriers* de la Guerche; de même chez ceux de Jussy-le-Chaudrier, une petite partie du personnel est de nouveau occupée.

Indre. — Pas de chômeurs et activité satisfaisante chez les *typographes* de Châteauroux; on a fait des heures supplémentaires dans 3 maisons sur 5 existantes.

Vienne. — A Poitiers, 13 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes* qui font 66 heures par semaine. Travail réduit parfois à 18 et 20 heures par semaine chez les *tailleurs*, à 48 heures par semaine chez les *menuisiers*.

Deux-Sèvres. — Les *gantiers* de Niort estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Vendée. — Chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon, travail toujours actif. Pas de chômeurs chez les *tisserands* des Epesses; de même à Evreuines.

Loire-Inférieure. — A Nantes, ralentissement du travail chez les ouvriers des usines de produits chimiques, qui sont encore tous occupés. Le chômage atteint les deux cinquièmes des ouvriers scieurs à la mécanique et monteurs en caisses, durée du travail 54 heures en moyenne par semaine; ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeur chez les menuisiers syndiqués; le prix de l'heure de travail tend à être réduit; travail en moyenne 48 heures par semaine. A Saint-Nazaire, travail 66 heures par semaine dans les fonderies. A Nantes 3 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-robotiers*. Un certain nombre de chantiers étant terminés et les nouveaux n'étant pas encore ouverts, les *tailleurs de pierre* estiment que la moitié des leurs sont atteints par le chômage. Le travail a repris chez les *camionneurs* après la fin des inventaires.

Morbihan. — Les *maçons* de Lorient comptent les deux cinquièmes des leurs en chômage par suite du mauvais temps. 10 p. o/o chez les *peintres* et *plâtriers*.

Finistère. — Pas de chômeur chez les *typographes* de Brest. La plupart des *ferblantiers-boitiers* de Saint-Guérolé sont atteints par le chômage; le travail pour les sardines est terminé et on ne fabrique pas d'avance des boîtes vides.

Côtes-du-Nord. — Ralentissement du travail dans certaines maisons chez les *typographes* de Saint-Brieuc qui comptent 13 p. o/o de chômeurs.

Ille-et-Vilaine. — Le chômage tend à augmenter chez les *mineurs* de Pont-Péan, principalement parmi les syndiqués. A Fougères, pas de chômeur chez les *typographes*. Un peu moins de 3 p. o/o chez les *coupeurs en chaussures*; la reprise du travail constatée précédemment ne s'est pas maintenue; la journée est diminuée de 2 heures pour 60 ouvriers. Travail 60 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ébénistes*. A Rennes 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur métaux de Rennes qui font de 48 et 54 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier. 12 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Le chômage atteint un peu plus du quart des syndiqués chez les *maçons* qui font de 45 à 50 heures par semaine; une reprise s'est produite par rapport au mois dernier grâce à la mise en construction d'une usine. L'amélioration signalée le mois dernier chez les *cochers* s'est maintenue.

Maine-et-Loire. — A Angers, les *boulangers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *tisserands* de la Tessoualle, la journée est diminuée de 2 heures et réduite de 10 heures, cependant pas de chômeur; de même chez ceux de Cholet, 6 p. o/o, chez les *tapissiers* d'Angers qui font 48 heures par semaine. 13 p. o/o, chez les *forgerons* qui font la journée de 9 heures; elle est de 10 heures, en moyenne, chez les *serruriers* qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Sarthe. — Le chômage atteint environ une moitié des *maçons* au Mans, durée du travail 40 heures par semaine.

Indre-et-Loire. — A Tours, travail satisfaisant chez les *cordonniers*; chez les *tanneurs-corroyeurs* morte-saison et journée réduite à 7 et 8 heures; elle est de 12 heures chez ceux de Châteaurenault. A Tours, un peu plus de moitié des *tailleurs de pierre* sont arrêtés par le chômage dû au mauvais temps; les constructions nouvelles sont aussi moins importantes que l'an dernier. Les *peintres* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, durée du travail réduite à 48 heures par semaine.

Loiret. — Les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges sont tous occupés, les prix de façon sont en baisse sur ceux de l'an dernier; peu d'activité chez les *bûcherons* de Vieilles-Maisons.

Eure. — Ralentissement du travail chez les *typographes* de Pont-Audemer.

Seine-Inférieure. — Pas de chômeur signalé chez les *lithographes papetiers* de Rouen. Chez les *cotonniers* de Bolbec une fabrique vient de reprendre; pas de chômeur chez ceux de Rouen, et journée de 11 heures. Au Havre, travail actif chez les *voiliers*; les *déchargeurs cotonniers* sont occupés, pas de chômeur. 17 p. 6/0 de chômeurs parmi les syndiqués chez les *mouleurs* de Rouen; diminution de 2 heures dans deux maisons, et de 3 heures dans une autre, soit en tout pour 80 ouvriers mouleurs; dans plusieurs ateliers on a fait des mises à pied, et on tend à réduire les salaires et à introduire le travail aux pièces. Pas de chômeur chez les *métallurgistes* du Havre, journée de 10 heures, et ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Algérie. — A Alger, le chômage atteint un peu plus du tiers des *menuisiers* syndiqués; journée de 9 heures en moyenne, le prix de l'heure de travail tend à être réduit.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Production houillère du Pas-de-Calais et du Nord. — Production de l'année 1896, comparée avec 1895. (Dédution faite des déchets de triage et de lavage.)

	1896.	1895.	EN PLUS pour 1896.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Pas-de-Calais	11.870.517	21.097.288	773.229
Nord	5.226.754	5.059.871	166.883
ENSEMBLE	17.097.271	16.157.159	940.112

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1896.

	1897.	1896.	VARIATIONS	
			en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	70.435.000	91.935.000	"	21.500.000
Matières nécessaires à l'industrie	231.453.000	190.271.000	41.182.000	"
Objets fabriqués.....	42.527.000	44.153.000	"	1.626.000
TOTAUX ET BALANCE...	344.415.000	326.359.000	18.056.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	38.494.000	41.541.000	"	3.047.000
Matières nécessaires à l'industrie	60.927.000	63.913.000	"	2.986.000
Objets fabriqués.....	130.738.000	143.387.000	"	12.649.000
Colis postaux.....	14.051.000	10.706.000	3.345.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	244.210.000	259.547.000	"	15.337.00

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant le mois de novembre 1896 a été de 2.596.436 tonnes. Il était, en 1895, de 2.565.363, soit une augmentation de 1 p. 0/0.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin décembre :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général. . .	82.568.100	81.358.500
Compagnie des omnibus de Paris	3.408.322	3.319.421
Compagnie des petites voitures à Paris	1.663.577	1.587.522

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour janvier et février 1897 :

Angoulême. — Infrastructure du chemin de fer de Civray au Blanc.	427.000 ^f
Belfort. — Construction d'une route stratégique.	200.000
Cambrai. — Démantèlement des fortifications.	580.000
Cannes. — Construction d'un hôtel des postes.	140.800
Géryville (Algérie). — Construction d'un hôpital.	103.000
Lyon. — Cuisine et bain de l'asile de Bron.	109.000
Lyon. — Électricité à l'asile de Bron	115.000
Mâcon. — Amélioration du bief de Verdun.	196.009
Nantes. — Pavage de chaussée empierrée.	130.000
Oloron. — Construction d'un hôtel de caisse d'épargne.	127.000
Paris. — Transfert du dépôt de pavés de Picpus.	154.800
Paris. — Construction de 3 siphons de 2 mètres de diamètre.	1.450.000
Paris. — Prolongement de l'émissaire général.	1.276.100
Paris. — Fondation du pont Alexandre III.	1.875.000
Paris. — Groupe scolaire rue de Meaux.	664.400
Perpignan. — Terrassements et maçonnerie d'un pont.	140.000
Quimper. — Portes d'écluse et gare au port de Morlaix.	164.000
Toulon. — Construction d'une école de filles.	120.200

Résultats des Adjudications précédentes.

Cambrai. — Démantèlement des fortifications. 5^e lot (380.000^f). — Adj. : Lys-Tancré, à Lille, 39,10.

Clermont-Ferrand. — Chemin de fer de Saint-Éloi à Pauniat. 1^{er} lot d'infrastructure à partir de Saint-Éloi sur 12 kilomètres environ (1.170.000^f). — Adj. : Faure, à la Châtre (Indre), 39.

Clermont-Ferrand. — Chemin de fer de Laqueuille au Mont-Dore. Construction du 4^e lot, partie terminale (292.000^f). — Adj. : Chauveau, à Sauzet (Drôme), 27.

Neuilly-sur-Seine. — Construction d'une justice de paix et d'une école maternelle (183.500^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Peretmère, 68, avenue de Châtillon, Paris, 15,50; *couverture, plomberie*, Gavard, 6, rue Marbeuf, Paris, 28; *charpente, serrurerie*, Voguet, 20,20; *menuiserie*, Baloz, 21,20.

Paris. — Reconstitution et agrandissement d'une école de garçons et construction d'une école maternelle (324.600^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Perrot, 4, rue de la Moselle, 30,10; *charpente*, Maillochon, 2, place d'Alleray, 34,50; *couverture et plomberie*, Ducrot, 11, rue Antoine-Régner, 41,10; *serrurerie*, Aubenne, 13, rue Mazarine, 32; *fumisterie*, Arnoult, 11, rue des Récollets, 41,20; *égouts et canalisation d'eaux-vannes et ménagères*, Marsaud, 5, rue des Ardennes, 35,90.

Paris. — Construction d'une école de filles (249.600^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Bouyer, 181, rue Michel-Bizot, 33,70; *ferronnerie et serrurerie*, Aubenne, 13, rue Mazarine, 36.

Paris. — Construction d'une école maternelle (102.800^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Vallaud, 48, rue Planchat, 33,30.

Paris. — Construction de galeries entre le pont de Conflans et le bois de Vincennes (176.600^f). — Adj. : *Terrassements et maçonnerie*, Dioudounat, 77, avenue d'Ivry, 33,70.

Paris. — Travaux de maçonnerie d'égouts, 10 lots (513.900^f). — Adj. — Chassenerie, 4, rue Bourgeois, 34,60 et 32,10; Couchon, 18, rue des Rasselins, 31,10; Coudert, 4, rue de l'Ourcq, 28; Debarle, 41, rue de l'Ourcq, 27,30 et 21,60; Manard, 34, boulevard Voltaire, 28,50 et 32,30; Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 26,60; Versillé, 5, quai de Javel, 32,70.

Paris. — Construction d'un asile d'aliénés à Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise) (1.112.600^f). — Adj. : *charpente en bois*, Laureilhe, 196, quai Jemmapes, 33,70; *couverture et plomberie*, Allain, 188, boulevard Voltaire, 35,30; *menuiserie*, Petit, 37, rue Bouret, 39,10; *parquage*, Cosseron, 53, rue Letort, 18,20.

Rodez. — Chemin de fer de Carmaux à Rodez, 2^e section du Viaduc du Viazur (650.000^f). — Adj. : Thorel, à Rieucros (Ariège), *prix du devis*.

Rouen. — Agrandissement du lycée Cornaille (474.200^f). — Adj. : *Terrasse, maçonnerie*, Gambet, 7; *charpente en fer et quincaillerie*, Virilouvet, 7; *peinture, vitrerie*, Poussard, 5.

Suresnes (Seine). — Construction d'une salle de réunions (143.100^f). Adj. : *maçonnerie*, Lambert, 88, rue Boileau, Paris, 30,60; *couverture, plomberie*, Déguine, à Argenteuil, 37, *menuiserie*, Alline, à Argenteuil, 28; *gros fer, quincaillerie*, Barbet, 21, rue Lauriston, Paris, 37.

Tours. — Construction d'une école de filles, d'une école maternelle et d'une crèche (113.900^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie*, Mainson, 11,15; *charpente*, Delataille, 21; *menuiserie*, Besnard, 28,28.

Ministères. — Adjudications de fournitures.

Guerre. — 25 février. — 18.242 cravates de coton; 18.247 étuis-musettes; 18.198 paires de bretelles; 18.246 cuillers; 3.514 boîtes doubles à graisse et à cirage; 18.247 trousses en basane garnies; 20.746 tasses ou quarts.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1897.	Déc. 1896.	Janv. 1896.
Farine, 12 marqués, les 157 kilogrammes.	47 ^f 35 ^c	46 ^f 00 ^c	40 ^f 25 ^c
Sucre brut, les 100 kilogrammes.	26 65	26 30	33 25
Alcool à 90°, l'hectolitre.	32 00	31 75	37 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogrammes..	57 50	56 00	55 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes.	41 25	42 00	48 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	34 00	34 00	36 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	46 50	45 40	51 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kilogramme (marché de la Villette).	1 46	1 46	1 60
Veau, <i>idem.</i> ..	2 20	1 90	2 40
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 95	1 90	2 06
Porc, <i>idem.</i> ..	1 12	1 05	1 28
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	45 37	45 12	51 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	110 00	112 50	127 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qualité (à Lyon), le kilogramme.	38 00	39 00	49 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	"	17 25	13 75
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	136 50	133 50	115 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	173 25	162 00	165 00
Plomb, <i>idem.</i>	31 00	30 25	29 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	48 50	47 25	38 50

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 janvier, il a été déposé 159 demandes en autorisation de bâtir, dont 88 pour des

constructions neuves. Pendant le mois de janvier 1896, le nombre des demandes avait été de 107, dont 66 pour des constructions neuves.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de janvier	
	1897.	1896.
Faillites.....	123	136
Liquidations judiciaires.....	16	19
Conversions de liquidations en faillites.	2	2

Mont-de-Piété. — Situation au 31 janvier 1897.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1896 au soir.....			1.616.657	47.683.400
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	111.342	3.271.237	171.202	5.155.583
Par renouvellements.....	59.860	1.884.346		
TOTAL.....			1.787.859	52.838.983
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	85.693	3.792.205	153.510	4.792.210
Par renouvellements.....	59.860	1.884.346		
Par ventes.....	7.957	115.659		
RESTE en magasin le 31 janvier 1897.....			1.634.349	48.046.773

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1896 au soir.....			22.128	5.999.463
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.519	626.205	4.896	1.283.752
Par renouvellements.....	2.377	657.547		
TOTAL.....			27.024	7.283.215
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	2.188	504.998	5.041	1.303.161
Par renouvellements.....	2.377	657.547		
Par ventes.....	476	140.616		
RESTE en magasin le 31 janvier 1897.....			21.983	5.980.054

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
	nombres.	francs.	nombres.	francs.
Restait en magasin, le 31 janvier 1893...	1.933.485	51.527.659	11.894	3.359.726
1894...	1.836.026	49.849.964	15.870	4.497.814
1895...	1.752.503	46.838.460	18.384	5.113.287
1896...	1.657.443	45.510.313	21.410	5.834.700

Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. 0/0 ; à 9 mois, 2 1/2 p. 0/0 ; à 6 mois, 2 p. 0/0 ; à 3 mois, 1 1/2 p. 0/0.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} FÉVRIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DE TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
DÉCEMBRE 1896.					DÉCEMBRE 1896.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	799	177	175	"	Angers.....	160	53	52	22
— (1 ^{re} —).	130	67	48	"	Boulogne.....	51	51	51	"
— (1 ^{re} —).	367	256	246	12	Cholet.....	41	18	12	3
— (1 ^{re} —).	78	74	43	"	Saint-Étienne..	29	29	28	"
— (1 ^{re} —).	188	172	155	"	Perpignan.....	39	22	19	3
— (1 ^{re} —).	264	178	115	"	Toulon.....	50	12	12	"
— (1 ^{re} —).	192	104	70	15	Tours.....	175	17	17	"
— (1 ^{re} —).	109	161	102	10	Alger.....	340	199	179	82
— (1 ^{re} —).	124	100	73	2					
Refuges munic..	"	"	50	101					
Lille.....	4	"	"	"					
Saint-Nazaire...	9	4	3	"					
JANVIER 1897.					JANVIER 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	555	580	366	56	Angers.....	180	34	30	24
— (1 ^{re} —).	141	147	60	14	Boulogne-s.-M..	113	67	"	"
— (1 ^{re} —).	196	182	132	"	Chalon-s.-Saône.	14	8	4	8
— (1 ^{re} —).	141	147	77	8	Montpellier....	189	63	59	"
Refuges munic..	"	"	80	124	Perpignan.....	64	21	14	7
Levallois-Perret.	179	135	32	85	Saint-Nazaire...	207	23	5	16
Brest.....	32	3	5	"	Toulon.....	25	14	13	1
Joigny.....	1	3	1	"					
Listeux.....	110	48	34	"					
Sens.....	13	12	3	"					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS
(JANVIER 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Allier.....	Moulins.....	Boulangers.....	"	"	15	4
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Vermicelliers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	10	8	"	"
Id.....	Id.....	Garçons cochers.....	90	24	2	16
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	57	4	"	"
Id.....	Cannes.....	Limonadiers.....	13	12	9	3
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	17	"	3	6
Aude.....	Carcassonne.....	Jardiniers.....	40	"	"	"
Id.....	Id.....	Patronnes et ouvrières de l'hab'	11	"	3	5
Bouches-du-Rhône.	Saint Gintiez.....	Jardiniers.....	20	4	"	"
Id.....	Marseille.....	Id.....	30	8	"	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	200	20	15	25
Id.....	Id.....	Typographes.....	7	4	4	"
Id.....	Id.....	Ajusteurs mécaniciens.....	25	"	"	25
Id.....	Id.....	Mécaniciens.....	15	"	"	"

E. — SYNDICATS PROFESSIONNELS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Chauffeurs-conducteurs.....	35	"	"	"
Id.	Id.	Carreleurs.....	5	"	"	"
Id.	Id.	Peintres en bâtiments.....	25	12	12	"
Id.	Id.	Coiffeurs.....	16	41	40	365
Id.	Aix.....	Boulangers.....	6	1	2	"
Cher.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	18	"	"	"
Côtes-du-Nord.....	Saint-Brieuc.....	Typographes.....	2	1	1	"
Gard.....	Nîmes.....	Tailleurs d'habits.....	45	39	"	39
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Union métallurgique.....	71	"	"	"
Id.	Id.	Employés limonadiers.....	15	7	2	8
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers (Compagnons).....	60	"	5	52
Id.	Id.	Teinturiers.....	5	1	"	"
Id.	Id.	Tailleurs.....	100	"	"	"
Id.	Id.	Ferblantiers.....	15	5	1	4
Id.	Id.	Garçons limonadiers.....	18	16	7	9
Id.	Id.	Gens de maison.....	46	62	26	4
Id.	Blaye.....	Tailleurs de pierre.....	2	2	2	"
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	10	4	3	6
Id.	Id.	Typographes.....	15	5	5	2
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	Tailleurs de pierre.....	9	"	"	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Id.....	"	"	2	"
Id.	Id.	Peintres en bâtiment.....	215	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	5	"	"	"
Id.	Id.	Maçons.....	10	"	"	"
Id.	Montalieu-Vercieu.....	Tailleurs de pierre.....	4	"	"	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	30	8	8	22
Id.	Id.	Tapissiers.....	1	"	"	"
Id.	Id.	Coiffeurs.....	5	4	2	4
Id.	Cholet.....	Tisseurs à la main.....	9	5	9	"
Meurthe-et-Moselle.....	Nancy.....	Typographes.....	"	3	"	"
Id.	Id.	Coupeurs en chaussures.....	"	1	1	"
Nord.....	Donai.....	Typographes.....	3	3	1	2
Id.	Dunkerque.....	Maçons.....	67	2	"	2
Id.	Roubaix.....	Peintres en bâtiment.....	30	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Menuisiers.....	"	6	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	2	"	"	"
Id.	Id.	Typographes.....	25	5	"	"
Id.	Id.	Imprimeurs.....	1	"	"	"
Id.	Id.	Chapeliers.....	5	2	2	"
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Tailleurs de pierre.....	42	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Caisse de retraites des travail- leurs de la boulangerie.....	20	"	6	20
Id.	Id.	Brocheurs.....	1	3	1	"
Id.	Id.	Typographes (rue de Savoie).....	221	221	10	211
Id.	Id.	Gainiers.....	6	15	"	6
Id.	Id.	Passementiers à la barre.....	12	8	"	"
Id.	Id.	Blanchisseuses.....	212	210	210	200
Id.	Id.	Ouvriers en voitures.....	12	7	6	"
Id.	Id.	Peintres en voitures.....	7	"	"	"
Id.	Id.	Ouvriers en instrum. de précis.....	23	17	18	"
Id.	Id.	Bijoutiers en joré.....	1	2	"	"
Id.	Id.	Doreurs.....	5	5	5	"
Id.	Id.	Fumistes.....	700	13	"	13
Id.	Id.	Cochers-livreurs.....	129	96	27	69
Id.	Id.	Comptables.....	14	6	3	2
Id.	Id.	Garçons restaurateurs.....	58	37	8	27
Id.	Id.	Coiffeurs.....	"	"	320	800
Id.	Id.	Élèves en pharmacie.....	32	17	14	3
Id.	Id.	Gens de maison.....	203	191	136	13
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Cuisiniers.....	4	5	4	5
Id.	Id.	Métallurgistes.....	"	17	"	"
Id.	Rouen.....	Typographes.....	"	3	"	"
Somme.....	Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	1

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Société des employés et voya- geurs de commerce.	6	1	1	"
Nord.....	Lille.....	Soc. des voyageurs de commerce	5	5	4	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Union des employés.....	7	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Soc. des garçons de salle et de chambre.	"	"	105	410
Sarthe.....	Le Mans.....	Société des comptables.....	3	"	1	1
Seine.....	Paris.....	Union Helvetia.....	110	75	40	8
Id.....	Id.....	Le Bâtiment.....	10	11	5	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	30	25	25	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	72	14	10
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrand..	31	27	"	17
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	160	80	80	580
Id.....	Id.....	«La Couturière».....	8	5	"	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	394	369	312	2
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	650	855	54	801
Id.....	Id.....	Société philant. savoisiennne..	119	154	62	"
Id.....	Id.....	March. et fabr. papetiers.....	60	29	7	22
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	111	92	33	17
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.	"	5	2	"
Id.....	Id.....	Union du commerce.....	"	107	97	"
Constantine.....	Batna.....	Soc. des anciens militaires <i>La Fraternelle</i> .	4	2	2	1

Pendant l'année 1896, l'*Association des voyageurs et des commis du commerce et de l'industrie* a reçu 800 offres d'emploi et effectué 400 placements.

Dans le courant de la même année, la *Société de protection mutuelle des voyageurs de commerce* a procuré à ses sociétaires 749 emplois à la commission et 222 emplois en titre.

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail....	14	"	14	"
Gironde.....	Bordeaux.....	<i>Idem</i>	"	"	1	4
Marne.....	La Chalmelle.....	Colonie agricole.....	1	6	3	3
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	36	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	19	53	14	1
Id.....	Id.....	Œuvre de l'assistance par le travail..	211	"	8	31
Id.....	Id.....	Assistance des femmes par le travail.	12	22	9	"
Seine.....	Paris.....	«Home allemand».....	31	111	21	"
Id.....	Id.....	«The english catholic home».....	40	41	11	10
Id.....	Id.....	«The mission home».....	92	86	22	7
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	175	285	38	"
Id.....	Id.....	Soc. de protect. des Alsaciens-Lorrains.	"	8	8	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	50	45	33	"
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.	13	60	26	37
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	270
Id.....	Courbevoie.....	Assistance par le travail.....	2	2	1	1
Seine-et-Marne...	Melan.....	<i>Idem</i>	"	111	"	114

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JANVIER.					
Refuges et asiles municipaux.....	4,217	152	639	"	30,066
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6,664	883	285	570	24,223
Asile de la rue Mouffetard.....	263	10	"	3	1,084
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	129	13	757
— (rue Labat).....	"	"	291	19	1217
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	419	102	2093
— (avenue du Maine)...	"	"	74	74	750

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES SECOURUES pendant le mois de décembre.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	4.987
		Femmes	8.713
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	12.445
		Femmes	21.777
TOTAL des indigents secourus.....			47.685
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	8.467
		Femmes	9.480
	{ de 60 ans et plus..	Hommes	3.649
		Femmes	4.274
{ Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....		659	
TOTAL des nécessiteux secourus.....			26.529

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE AUTRES QUE PARIS.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant le mois de novembre 1896.

Personnes de moins de 60 ans.....	Hommes.....	3.115
	Femmes.....	3.978
Personnes de plus de 60 ans.....	Hommes.....	2.103
	Femmes.....	3.872
TOTAUX des personnes secourues.....		13.068

LES GRÈVES EN JANVIER 1897.

19 grèves ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de janvier 1897. 3 d'entre elles présentent un caractère spécial : 2 grèves à Lodève et à Saint-Germain-Lembron consistent en coalitions de patrons boulangers formées pour résister à l'application de la taxe municipale; la grève de Villeneuve est un *lockout*, les patrons d'une tannerie ayant préféré fermer leur usine plutôt que de consentir à accepter une augmentation de la redevance payée à la municipalité pour l'établissement d'un chemin de fer empruntant une route communale. L'usine en question occupe 60 ouvriers.

Il n'y a donc réellement pour ce mois de janvier que 16 grèves ouvrières.

Le nombre connu de grévistes pour 15 de ces dernières est de 998.

Il y avait eu, en janvier 1896, 39 grèves comprenant 2.675 grévistes.

La moyenne du nombre des grèves pour les quatre années antérieures à 1897 a été également de 39.

Les professions atteintes par les grèves ouvrières se répartissent ainsi :

Industries textiles, 5 grèves;

Travail des métaux, 2 grèves;

Transports (omnibus et tramways), 2 grèves;

Bûcherons, gainiers, galochiers, typographes, opticiens, ouvriers de papeterie, tourneurs décolleteurs, 1 grève.

6 de ces conflits ont eu pour but d'obtenir une augmentation de salaire, 2 de résister à une réduction, 1 d'obtenir la suppression d'une amende, 2 tendaient au renvoi de directeurs ou d'ouvriers étrangers, 3 avaient pour cause la réglementation du travail, 1 le maintien du travail à la journée demandé par les ouvriers, le dernier enfin tendait à l'unification des tarifs d'une même industrie.

Des 19 grèves signalées en janvier, 4 n'étaient pas terminées au 1^{er} février.

Les 15 autres ont duré :

1, 18 jours; 1, 14 jours; 1, 11 jours; 1, 5 jours; 5, 4 jours; 1, 3 jours; 3, 2 jours; 2, 1 jour.

Si l'on y ajoute une grève commencée en décembre 1896 qui s'est terminée en janvier au bout de 21 jours, on constate que les conflits qui ont pris fin pendant ce mois ont abouti à 3 réussites, 4 transactions et 9 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
23 déc 96.	13 janv. 97	Magnoncourt.....	Haute-Saône.....	Chaisiers.....	1	65	1
GRÈVES COMMENCÉES							
4 janvier.	6 janvier.	Montpellier.....	Hérault.....	Typographes.....	1	9	1
7 janvier.	18 janvier.	Lodève.....	Hérault.....	Boulangers.....	23	.....	2
8 janvier.	12 janvier.	Picquigny.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	100	3
9 janvier.	13 janvier.	Darnetal.....	Seine-Inférieure	Fileurs.....	1	269	4
11 janvier.	14 janvier.	Tarnos.....	Landes.....	Lamineurs.....	1	60	5
11 janvier.	.....	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Touillistes.....	26	183	6
13 janvier.	18 janvier.	Paris.....	Seine.....	Garniers.....	1	7	7
14 janvier.	15 janvier.	Conflandey.....	Haute-Saône.....	Ouvriers de papeterie.....	1	110	8
14 janvier.	18 janvier	Douai.....	Nord.....	Tourneurs en fer (arsenal)..	1	20	9
14 janvier.	1 ^{er} février.	Arlœuf.....	Nièvre.....	Bûcherons.....	1	.....	10
16 janvier.	17 janvier.	Oran.....	Oran.....	Conducteurs d'omnibus.....	1	20	11
16 janvier.	18 janvier.	Nogent-le-Rotrou.	Eure-et-Loir.....	Chapeliers appropriateurs.....	1	50	12
18 janvier.	8 février.	Saint-Étienne.....	Loire.....	Galochiers.....	1	8	13
18 janvier.	.....	Paris.....	Seine.....	Tourneurs décolleteurs.....	1	7	14
18 janvier.	.....	Saint-Germain-Lem- bron.	Pay-de-Dôme.....	Boulangers.....	9	.....	15
19 janvier.	2 février.	Cuise la Motte...	Oise.....	Ouvriers d'optique.....	1	25	16
21 janvier.	25 janvier.	Villeneuve.....	Yonne.....	Tanneurs.....	1	60	17
29 janvier.	31 janvier.	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Conduct. et coch. de tramw*..	1	80	18
29 janvier.	2 février.	Troyes.....	Aube.....	Rebrousseurs et commis co- ton.....	1	50	19

(4) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Trois applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de janvier 1897.

1° Grève de tisseurs, établissement Bouthors, à Picquigny (Somme).

— Une amende de 10 centimes ayant été infligée à tous les tisseurs pour gaspillage de bobines de fil, le travail fut interrompu le 8 janvier après midi.

Le patron convoqua chez le juge de paix une délégation des ouvriers, mais toute entente fut impossible par suite du refus formel de M. Bouthors de retirer l'amende qui avait été infligée sans distinction à tous les ouvriers de l'atelier.

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} JANVIER 1897 (A).			
1	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite (1).	(1) L'augmentation demandée ne concernait que les tourneurs qui étaient au nombre de 5. Leurs camarades, vers la fin de la grève, se sont joints à eux par solidarité. — Arbitrage.
EN JANVIER 1897.			
1	Refus du patron de signer un tarif comportant une nouvelle réglementation du travail.	Réussite (2).	(2) Intervention d'un délégué de la fédération des travailleurs du livre.
2	Demande de suppression ou d'augmentation de la taxe municipale.....	Échec (3).	(3) Les 20 ouvriers en chômage ont reçu de leurs patrons leur salaire habituel. Deux nouveaux boulangers sont venus s'établir à Lodève pendant la grève.
3	Demande de suppression d'une amende.....	Échec.	(4) Intervention du juge de paix.
4	Demande de renvoi du directeur.....	Échec (4).	(5) Au premier février, il restait 49 grévistes dans 8 établissements; les autres avaient obtenu gain de cause.
5	Réduction de salaires.....	Transaction (5).	(6) Les ouvriers avaient répondu à l'avis d'une réduction de salaire par une demande d'augmentation de 0 fr. 40 par jour.
6	Demande d'encasement des tarifs.....	Réussite.	(7) 12 grévistes ont été remplacés.
7	Demande de maintien du travail à la journée.....	Transaction.	(8) Les ouvriers travaillent aux pièces et sont tenus d'entretenir eux-mêmes les deux poêles de l'atelier.
8	Demande de renvoi du directeur et de deux ouvriers étrangers.	Échec (6).	(9) La redevance réclamée était de 15 francs par an. — Le patron a consenti à la payer à condition que l'autorisation d'occuper partie de la voie publique par son tramway fût prolongée jusqu'en 1912.
9	Réduction de salaires.....	Échec.	(10) Intervention du préfet.
10	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (7).	(11) 12 grévistes ne sont pas rentrés.
11	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (8).	
12	Demande qu'un homme soit spécialement employé au service du chauffage.	Échec.	
13	Demande de maintien du travail, le soir, à la lumière, ou permission d'emporter le travail à domicile.	.....	
14	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
15	Refus d'accepter une nouvelle taxe municipale.....	.....	
16	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
17	Refus du patron de payer une augmentation de redevance municipale.	Transaction (9).	
18	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (10).	
19	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (11).	

Le travail a été repris le 12.

L'amende a été maintenue, mais le produit en sera versé à la caisse de retraites des ouvriers.

2^e Grève de tourneurs sur bois, fabrique de chaises Bardois et Lefranc, à Magnoncourt (Haute-Saône). — Cette grève commencée le 23 décembre avait donné lieu à une tentative de conciliation qui n'avait pas abouti.

Tout d'abord, 5 tourneurs seuls étaient en grève, mais, le 9 janvier, 60 ouvriers de toutes catégories, appuyant la demande des tourneurs, ne rentrèrent pas aux ateliers.

Le 11, toujours à la demande des ouvriers, un nouveau comité de conciliation se réunissait en présence du juge de paix.

Il fut décidé que les deux parties s'en rapporteraient à l'arbitrage, et en conséquence trois arbitres furent immédiatement désignés de part et d'autre.

Ils se réunirent dans la même journée.

Après avoir pris connaissance des différentes pièces du débat, les arbitres choisis par les patrons firent les propositions suivantes :

1° Les 5 tourneurs grévistes seront réintégrés, mais le matériel n'étant disposé que pour trois places vacantes, la maison Bardo et Lefranc devra établir, dans le délai maximum de deux mois, deux autres tours afin que chaque ouvrier puisse avoir un tour à sa disposition. En attendant, les 5 ouvriers tourneurs seront autorisés à se partager les heures de travail des 3 tours actuellement disponibles ;

2° Les tarifs de la maison Bardo et Lefranc seront les mêmes que ceux des deux autres maisons similaires de Saint-Loup.

Ces conditions étant en somme celles qui étaient réclamées par les ouvriers, les arbitres de ces derniers y accédèrent.

Le travail a été repris sur ces bases le 13 janvier.

3° Grève de tisseurs à Darnetal (Seine-Inférieure). — Les ouvriers du tissage de coton Ferrand, à Darnetal, se sont mis en grève le 9 janvier après midi.

Ils voulaient obtenir le renvoi d'un directeur nouvellement installé, qu'ils accusaient d'être trop dur et d'infliger à tort et à travers de sévères amendes.

Le 12 le juge de paix se rendait à l'usine et réussissait après de longs pourparlers avec les ouvriers à les décider à reprendre le travail le lendemain.

Le directeur a été maintenu mais il a promis d'être plus doux à l'avenir. Le patron du reste s'est engagé à y tenir la main.

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de janvier 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [16 décembre 1896]. — Chambre syndicale de la boulangerie du canton de Montmarault (7 membres). Siège social : hôtel de la Poste, rue de la Brune, à Montmarault.

Alpes-Maritimes [1^{er} janvier 1897]. — Syndicat général des entrepreneurs de transports et commissionnaires-expéditeurs de la ville de Nice (24 membres). Siège social : rue Gubernatin, 6, à Nice.

Doubs [24 décembre 1896]. — Syndicat des entrepreneurs de travaux publics du Doubs (30 membres). Siège social : Besançon.

Gironde [13 octobre 1896]. — Chambre syndicale des négociants et fabricants de meubles, literie, miroiterie, tapisserie, passementerie et marchands d'étoffes d'aménagement (12 membres). Siège social : rue des Trois-Conils, à Bordeaux.

Indre-et-Loire [24 décembre 1896]. — Chambre syndicale des fermiers et co-fermiers de pêche d'Indre-et-Loire (59 membres). Siège social : salle Richer, boulevard Béranger, à Tours.

Rhône [26 décembre 1896]. — Chambre syndicale des brasseurs et entrepositaires de bières de la région lyonnaise (33 membres). Siège social : cours du Midi, 28, à Lyon.

Seine [1^{er} novembre 1896]. — Syndicat des explorateurs français (26 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 13, à Paris.

[23 novembre 1896]. — Société technique de l'acétylène et des industries qui s'y rattachent (80 membres). Siège social : rue Blanche, 19, à Paris.

[7 janvier 1897]. — Syndicat des fournisseurs militaires de France (47 membres). Siège social : rue Richelieu, 44, à Paris.

Seine-Inférieure. [2 décembre 1896]. — Chambre syndicale des filateurs de laine de la Seine-Inférieure, de l'Eure et du Calvados (10 membres). Siège social : Caudébec-lès-Elbeuf.

Vaucluse [1^{er} janvier 1897]. — Syndicat des expéditeurs vauclusiens (25 membres). Siège social : café de France, à Cavaillon.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Calvados [14 mai 1896]. — *La Basoche Viroise*, association amicale professionnelle des clercs de notaires, avoués et huissiers de l'arrondissement de Vire. Siège social : rue du Calvados, 21, à Vire.

Charente-Inférieure [8 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre, maçons et manœuvres du bâtiment de la ville de Marennes [25 membres]. Siège social : mairie de Marennes.

Cher [19 décembre 1896]. — *L'avenir* syndicat professionnel des ouvriers en voitures (54 membres). Siège social : hôtel Lallemand, à Bourges.

Indre-et-Loire [4 janvier 1897]. — Chambre syndicale typographique et des industries similaires de Tours (Fédération française des travailleurs du livre, 92^e section) (45 membres). Siège social : Bourse du travail de Tours.

Isère [14 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en chaussures de Morestel (200 membres). Siège social : à Morestel.

Gironde [15 décembre 1896]. — Syndicat des laitiers de la Gironde (170 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bordeaux.

Nord [30 novembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs fondeurs et assimilés du bassin de Maubeuge (100 membres). Siège social : à Hautmont.

[7 décembre 1896]. — Syndicat des ouvriers de l'abattoir de Lille (51 membres). Siège social : rue de la Halle, 17, à Lille.

[3 janvier 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Saint-Aubert (164 membres). Siège social : à Saint-Aubert.

Rhône [10 décembre 1896]. — Groupe corporatif des ouvriers maçons de Lyon : *les Compagnons du devoir* (21 membres). Siège social : place des Célestins, 5, à Lyon.

Seine [12 septembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'assainissement de la Seine (service des irrigations) (37 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 66, à Gennevilliers.

[4 janvier 1897]. — Syndicat de l'alliance des garçons limonadiers et restaurateurs (50 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Denis, 60, à Paris.

[14 janvier 1897]. — La Solidarité des coupeurs et brocheurs de chaussures du département de la Seine (146 membres). Siège social : rue Pastourelle, 35, à Paris.

Seine-Inférieure [11 octobre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de Rouen. Siège social : Bourse du travail de Rouen.

[8 décembre 1896]. — Chambre syndicale des confectionneuses, lingères, finisseuses, couturières (40 membres). Siège social : place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

[12 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment de la ville du Havre et des environs (110 membres). Siège social : cercle Franklin, au Havre.

Deux-Sèvres [1^{er} décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers chaisiers et menuisiers en fauteuils de Niort (18 membres). Siège social : mairie de Niort.

Vaucluse [1^{er} janvier 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Cavaillon (24 membres). Siège social : café du Clos, à Cavaillon.

3^o SYNDICATS AGRICOLES.

Bouches-du-Rhône [10 décembre 1896]. — Syndicat patronal des agriculteurs de Marseille (700 membres). Siège social : brasserie Phocéenne, allée de Meillan, à Marseille.

Doubs [6 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Mathay (62 membres). Siège social : à Mathay.

Indre-et-Loire [8 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Reignac (48 membres). Siège social : à Reignac.

[20 décembre 1896]. — Syndicat communal de Courcelles* (20 membres). Siège social : à Courcelles.

Loire-Inférieure [27 décembre 1896]. — Syndicat des colons et agriculteurs de la commune de Haute-Goulaine (7 membres). Siège social : mairie de Haute-Goulaine.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [2 janvier 1894]. — Chambre syndicale des plieurs de cercles de la ville de Bordeaux (33 membres). Siège social : rue du Mirail, 32, à Bordeaux.

Alger [13 janvier 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers et assimilés de l'équipement militaire d'Alger-Mustapha (23 membres). Siège social : 9, rue des Colons, à Mustapha

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

Subventions accordées aux associations ouvrières sur le budget de 1896.

Ameublement de Morlaix.....	500 ^f
Ardoisière de la Grée-de-Saint-Jean à Sainte-Marie (Ille-et-Vilaine)....	1.000
Ouvriers d'armes de luxe de Saint-Étienne.....	1.000
Avenir du bâtiment (serrurerie), 81, rue Saint-Maur, Paris.....	1.000
Société d'ouvriers boulangers, <i>la Moissonneuse</i> de Lyon.....	500
Boutonniers en nacre de Villeneuve-sur-Lot.....	2.000
<i>La Briolette</i> , société de trille et de retaille du diamant, au Martinet près Saint-Claude (Jura).....	1.000
Brosserie parisienne, 4, rue du Châlet, Paris.....	500
Ouvriers en cadres, 89, avenue de la République, Paris.....	2.000
Association générale du cartonnage en tous genres, 66, rue d'Angoulême, Paris.....	500
Casseurs de pierre du département de la Seine, 34, avenue de Clichy..	500
Chambre consultative des associations ouvrières de production.....	6.500
Chapellerie Blanc, Bienvenu, Martin et C ^{ie} , Lyon.....	500
Charpentiers de Lyon, 20, rue Ternois.....	500
Chiffonniers ambulants, Saint-Étienne.....	1.000
Cimentiers de Lyon et de la banlieue.....	500
Commis-omnibus du Havre.....	1.000
Association ouvrière pour la construction de bâtiments à Rive-de-Gier..	1.000
Association d'ouvriers cordonniers, <i>l'Abeille</i> , 20, rue Lebrun, Paris...	500
Ouvriers cordonniers de Blois.....	500
Cordonniers de Dijon, <i>la Solidarité</i>	1.000
Syndicat de la cordonnerie de Villeneuve-sur-Lot.....	2.000
Société de cordonnerie sénonaise, <i>la Laborieuse</i>	2.000
Cordonniers de Lyon, 5, rue Fournet.....	1.000
Couteliers réunis de Chezelles-Châtellerault (Vienne).....	1.000
Couvreurs-plombiers-zingeurs, 13, rue de Buci, Paris.....	500
Union des couvreurs de Morlaix.....	500
Maison de décoration, <i>la Provencale</i> , Marseille.....	500
Ouvriers diamantaires de Paris, 117, boulevard de la Villette.....	500
Diamantaires de Grenaz-Thoiry (Ain).....	1.500
Diamantaires d'Avignon-les-Saint-Claude (Jura).....	1.000

Ouvriers doreurs, 93, rue Caulaincourt, Paris.....	500 ^f
Société coopérative de l'industrie drapière de Vienne.....	1.000
Association ouvrière de l'ébénisterie Lyonnaise.....	500
Association générale de l'ébénisterie parisienne, 17 bis, cité Bertrand..	1.000
L'Éclairage moderne, 14, passage Saint-Pierre-Amelot, Paris.....	2.000
L'Espérance du bâtiment (menuiserie).....	2.000
Ateliers corporatifs d'ébénisterie, Castres.....	1.000
Fédération régionale des associations ouvrières de production à Lyon...	500
Fonderie de cuivre de Paris, rue Oberkampf, Paris.....	1.000
Fondeurs réunis à Chalon-sur-Saône.....	1.000
Forestiers de la forêt de Montmorency à Daumont (Seine-et-Oise)....	1.500
Fumistes de Paris, 11, rue Jean-Beaussire.....	500
Ouvriers galochiers de Paris, 44, rue Picpus.....	1.500
Ouvriers granitiers et poseurs de granit, passage d'Ivry, Paris.....	1.000
Phalange horlogerie bisontine.....	1.000
Imprimerie nouvelle, 11, rue Cadet, Paris.....	4.000
Imprimerie moderne, à Agen.....	1.000
Imprimerie nouvelle Lyonnaise, à Lyon.....	1.000
Imprimerie économique, 25, rue Saint-Maur, Paris.....	500
Ouvriers en instruments de précision, 117, avenue du Maine, Paris...	500
Journaliers du Havre, l'Activité.....	1.000
Ouvriers malletiers de Bordeaux.....	1.000
Société de menuiserie d'art et de bâtiment, le Labeur, 52, passage du Bureau.....	2.000
Maçons de la Seine, 4, place de Thorigny.....	1.000
Association lyonnaise des maçons.....	1.000
Ouvriers malletiers, 26, rue des Bons-Enfants, Paris.....	500
Ouvriers menuisiers de Limoges.....	1.000
Ouvriers menuisiers de Poitiers.....	1.000
Ouvriers menuisiers de Rennes.....	500
Mine de fer de Rancié (Ariège).....	3.500
Mine aux mineurs de Monthieu.....	5.000
L'avenir de la moulure et du découpage, 21 bis, rue Saint-Bernard, Paris.	1.500
Ouvriers réunis de l'usine Saint-Roch, Castres (bois-tourné).....	1.000
La papeterie moderne, 7, rue Mayran, Paris.....	500
Société d'ouvriers paveurs, le Pavage, 62, boulevard Brune, Paris....	500
Prud'hommes pêcheurs de Banyuls-sur-Mer.....	500
Peintres en bâtiment, la Prévoyante, 106, rue Saint-Charles, Paris...	1.000
Association d'ouvriers peintres, la Mutuelle, 60, rue Caulincourt, Paris.	1.000
Association de peintres-plâtriers, le Travail, à Lyon.....	1.000
Association pour l'entreprise générale de peinture, l'Union, 90, quai de Valmy, Paris.....	500
Association pour l'entreprise de peinture, la Solidarité française, 8, avenue Rapp, Paris.....	500
L'ouvrière de Plaisance, société d'entreprise de peinture, 179, rue de Vanves, Paris.....	500
Ouvriers piqueurs de grès réunis, Paris, 200, rue Marcadet.....	500
Plâtriers-peintres syndiqués, Saint-Étienne.....	1.000
Plombiers-couvreurs-zingueurs du département de la Seine, 152, rue Saint-Maur.....	1.000
Association générale de production alimentaire, 12, rue Geoffroy-Langevin, Paris.....	1.000
Replanisseurs de la Seine, 24, rue du Cloître-Saint-Merri, Paris.....	1.000
La Conciliation, ouvriers sabotiers, Limoges.....	1.000
Ouvrières et ouvriers en sacs en papiers, rue de Gergovie, Paris.....	1.000
La Sellerie lyonnaise, à Lyon.....	500
Ouvriers selliers de l'équipement militaire, 88, boulevard de Vaugirard, Paris.....	1.000

Tabletters en nacre de Méru (Oise)	1.000 ^f
Tailleurs de Limoges	500
Tailleurs d'habits de Lyon	500
Tailleurs de pierre et carriers réunis de Porcieu-Amblagnieu (Isère)	2.000
Tailleurs de pierre et maçons niortais	1.000
Tanneurs-corroyeurs de Lyon	500
Ouvriers terrassiers de la Seine, 57, rue des Prairies, Paris	1.000
Tisseurs de Grandris (Rhône)	1.500
La Prévoyante des tisseurs en tous genres de Saint-Just-d'Avray (Rhône)	1.000
Association des ouvriers tonneliers réunis de Bordeaux, 57, rue Borie	1.000
Union des ouvriers tonneliers de Bordeaux, 57, rue Barreyre	500
Union des tonneliers de Morlaix	1.000
L'Avenir des travailleurs de Valsonne (Rhône)	1.000
L'Avenir des travailleurs fougères, à Fougères	1.000
Verriers de Rive-de-Gier	5.000
TOTAL	109.500

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE CRÉDITS.

Subventions accordées sur le budget de 1896.

Banque coopérative des associations ouvrières de production (section du sud-est), à Lyon	2.000 ^f
Caisse agricole coopérative de Gorbio (Alpes-Maritimes)	200
Crédit mutuel d'Alger	500
Centre fédératif du crédit populaire, Marseille	5.000
Ligue nationale de la Prévoyance et de la Mutualité, 78, rue Bonaparte, Paris	5.000
TOTAL	12.700

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Décembre 1896.

Nombre des versements	209.988	
Représentant une somme de		27.984.232 ^f
Nombre des remboursements	71.349	
Représentant une somme de		25.527.352
Rentes achetées à 551 déposants, pour un capital de ...		507.685
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes		1.949.195
Nombre de comptes existant { au 31 décembre 1896		2.688.095
{ au 31 décembre 1895		2.496.534
AUGMENTATION		191.561

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de Janvier 1897.

Dépôts de fonds.....	11.037.477 ^f
Retraits de fonds.....	13.201.656
EXCÉDENT des retraits.....	2.164.179
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	2.557.649 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Décembre 1896.

Nombre des versements.....	406.715
représentant une somme de.....	6.761.160 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	6.872.437
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers....	1.460.555
Nouvelles rentes inscrites.....	145.458
au nom de.....	4.059 parties.
Montant total des rentes en cours.....	33.396.864
réparties entre.....	208.241 titres.

**OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS
PENDANT L'ANNÉE 1894 (1).**

Au 31 décembre 1894, il existait en France 10.328 sociétés de secours mutuels, comptant 1.583.469 membres.

En 1893, à la même époque, il y avait 9.997 sociétés et 1.540.462 membres.

L'augmentation, pour l'année, est, par suite, de 331 sociétés et de 43,007 sociétaires, soit de 3,3 p. o/o du nombre de sociétés en 1893, et de 2,8 p. o/o du nombre correspondant de membres.

Les chiffres concernant l'exercice 1894 se détaillent comme suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE					
	SOCIÉTÉS.	MEMBRES hono- raires.	MEMBRES PARTICIPANTS.			
			Hommes.	Femmes.	Enfants.	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique.....	7.518	208.447	805.410	162.066	31.736	999.212
Sociétés autorisées...	2.810	28.318	288.417	50.779	8.296	347.492
ENSEMBLE des sociétés.	10.328	236.765	1.093.827	212.845	40.032	1.346.704

(1) D'après le rapport, en date du 1^{er} novembre 1896, adressé à M. le Président de la République par le Ministre de l'Intérieur.

Le nombre moyen de membres participants par société est de 130. Pour les sociétés approuvées seules, la moyenne s'élève à 133, et, pour les sociétés autorisées, elle descend à 124.

Voici quelles étaient, par 100 membres participants, les proportions d'hommes, de femmes et d'enfants :

DÉSIGNATION.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues.....	80,6	16,2	3,2	100,0
Sociétés autorisées.....	83,0	14,6	2,4	100,0
ENSEMBLE des sociétés.....	81,2	15,8	3,0	100,0

Le nombre de journées de maladie indemnisées a été de 4.588.806 dans les sociétés approuvées, et de 1.674.407 dans les sociétés autorisées.

Ces totaux renferment : le premier, 3 932.511 journées payées aux hommes et 656.295 aux femmes ; le second, 1.514.681 journées payées aux hommes et 159.726 aux femmes : soit ensemble, pour les hommes, 5.447.192 journées, et, pour les femmes, 816.021 journées.

En rapprochant les nombres annuels de journées de maladie des nombres correspondants de membres participants (défalcation faite des sociétés qui fonctionnent exclusivement comme sociétés de retraites), on obtient les moyennes ci dessous (nous donnons les chiffres des dix dernières années) :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE, PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.
1885.....	4,57	3,37	4,37	5,01	3,38	4,80
1886.....	4,64	3,15	4,39	4,98	3,02	4,73
1887.....	4,53	3,27	4,31	5,27	3,39	5,01
1888.....	4,48	3,14	4,25	5,13	3,35	4,88
1889.....	4,72	3,44	4,52	5,74	4,46	5,59
1890.....	5,76	4,00	5,49	6,64	5,20	6,47
1891.....	5,19	3,86	4,98	6,12	4,88	5,98
1892.....	5,37	4,04	5,16	6,04	5,10	5,93
1893.....	5,29	3,96	5,08	6,06	4,79	5,91
1894.....	5,28	4,73	5,19	6,07	4,56	5,88
MOYENNE pour les 10 années..	4,98	3,70	4,77	5,70	4,21	5,52

Quant au nombre moyen de journées payées à chaque malade, il a été, en 1894, de 15 j. 85 dans les sociétés approuvées, et de 16 j. 85 dans les sociétés autorisées. Voici les chiffres relevés depuis 1885 :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE PAYÉS À CHAQUE MALADE.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.
1885.....	17,70	12,38	16,75	19,55	16,55	19,23
1886.....	18,09	11,87	16,99	21,02	14,87	20,32
1887.....	17,76	11,88	16,69	21,13	18,32	20,83
1888.....	17,43	11,70	16,42	20,97	16,82	20,49
1889.....	16,69	10,97	15,71	19,88	13,94	19,11
1890.....	15,72	11,40	15,07	17,38	13,22	16,88
1891.....	15,78	11,24	15,05	17,57	13,16	17,03
1892.....	16,15	11,92	15,47	18,21	13,34	17,57
1893.....	15,95	11,45	15,22	16,39	11,96	15,83
1894.....	16,30	13,58	15,85	17,60	12,01	16,85
MOYENNE pour les 10 années..	16,76	11,84	15,92	18,97	14,42	18,41

Les décès, en 1894, ont atteint le chiffre de 22.013; 16.726 décès se sont produits dans les sociétés approuvées et 5.287 dans les sociétés autorisées. Les moyennes annuelles de décès par 1.000 sociétaires (coefficients de mortalité moyens) sont indiquées ci-après :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE DÉCÈS, PAR 1.000 SOCIÉTAIRES.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES.	SOCIÉTÉS AUTORISÉES.
1885.....	15,5	16,5
1886.....	16,2	16,9
1887.....	16,0	18,1
1888.....	16,4	16,9
1889.....	14,9	16,1
1890.....	16,4	17,2
1891.....	17,2	16,3
1892.....	16,5	16,0
1893.....	16,6	16,0
1894.....	17,3	15,6
MOYENNES pour les 10 années.....	16,3	16,6

(A suivre.)

LE LEGS RAMPAL

ET LES PRÊTS AUX ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES (1).

LE LEGS.

Par un testament olographe en date du 7 mai 1878, accepté par le conseil municipal le 3 août 1880, M. Rampal, décédé le 3 décembre 1879, a légué à la ville de Paris la presque totalité de sa fortune, destinée à être employée en prêts à intérêt aux associations ouvrières ou sociétés coopératives de consommation, de crédit, de production et autres.

La liquidation de la succession n'a été achevée qu'en 1894. Le capital recueilli par la ville de Paris se monte à 1.411.062 fr. 67, savoir :

Actif en pleine propriété.....	562.729 ^f 35 ^c
Actif en une propriété (grevé d'usufruit).....	848.333 32
TOTAL PAREIL.....	1.411.062 67

La ville n'a donc eu jusqu'ici à sa disposition que la somme de 562,000 francs.

LES PRÊTS.

La délivrance des prêts est soumise aux conditions ci-après qui sont de deux sortes : les unes imposées par le testateur, les autres déterminées librement par le conseil municipal en vue de la meilleure exécution de ses intentions :

1° Conditions émanant du testateur.

- a) Les prêts sont exclusivement réservés aux associations ouvrières ayant leur siège à Paris;
- b) Les associations ouvrières, constituées en *sociétés anonymes* à capital et personnel variables peuvent seules bénéficier des prêts;
- c) Ces prêts sont productifs d'intérêts;
- d) Leur durée ne peut excéder neuf années sauf faculté de prorogation;
- e) Le remboursement du prêt devient exigible en cas de perte d'un tiers du fonds social;
- f) Les sociétés emprunteuses doivent produire un bilan tous les trois mois.

2° Conditions émanant de la ville.

- g) Les sociétés ne sont admises à contracter d'emprunt qu'après avoir déjà fonctionné un certain temps;
- h) Le taux de l'intérêt est de 3 p. o/o;
- i) Le montant du prêt ne doit pas excéder la moitié du capital *effectif* de la société;
- j) La durée des prêts est de trois années, sauf prorogation;
- k) Le remboursement a lieu par fractions en plusieurs termes successifs;
- l) Les intérêts sont payables les 1^{er} janvier et juillet de chaque année;
- m) Le prêt est résilié : 1° en cas de non paiement, aux échéances, des intérêts

(1) *Legs Rampal. État au 1^{er} novembre 1895, voir à la Bibliographie.*

ou des fractions exigibles du capital; 2° en cas de non-production du bilan trimestriel.

n) Les délégués de l'Administration ont toujours le droit de pénétrer au siège de la société et d'examiner ses livres de comptabilité;

o) Les prêts sont consentis sous formes de comptes courants. Toute demande de mouvements de fonds doit être faite par écrit sur une feuille de papier timbré à 60 centimes.

De plus, en suite d'une délibération du conseil municipal, en date du 22 juillet 1892, les prêts sont depuis cette époque consentis sous la forme d'ouvertures de crédit en compte courant.

La société peut puiser dans ce crédit en cas de besoin, soit pour faire face à une échéance, soit pour réaliser une acquisition à meilleure compte, soit pour effectuer le dépôt d'un cautionnement exigé en garantie de travaux dont elle a obtenu l'exécution, soit enfin pour tout autre cause prévue ou imprévue. En outre, en cas de rentrée d'argent, la société peut au moyen d'un versement, et sans pour cela renoncer en rien au bénéfice du prêt consenti, s'exonérer du paiement des intérêts. En un mot, il s'agit d'une véritable ouverture de crédit telle qu'elle pourrait être faite par une banque ordinaire ou tout autre établissement de crédit (1).

L'état des prêts consentis depuis l'origine des opérations jusqu'au 1^{er} novembre 1895 est résumé dans le tableau suivant (2) :

ÉTAT DES PRÊTS.

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE PRÊTS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	SOMMES		SOMMES non retirées par les sociétés.	SOMMES NON REMBOURSÉES			
			PRÊTÉES.	REMBOURSÉES.		RECOU- VRABLES.	DOUTEUSES.	IRRÉ- COUVRABLES.	non EXIGIBLES.
			francs.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Prêts antérieurs au 22 juillet 1892.....	58	56	517.700	311.673 02	"	"	42.015 99	160.992 11	(2) 3.018 88
Prêts en comptes courants.....	22	(1) 19	277.000	39.246 12	14.600	25.025 87	"	"	198.128 01
TOTAUX.....	80	75	794.700	350.919 14	(3) 14.600	25.025 87	42.015 99	160.992 11	201.146 89

(1) Les chiffres des sociétés qui ont emprunté en comptes courants est bien de 19, mais, sur ce nombre, 10 avaient contracté antérieurement des prêts et figurent donc parmi les 56 portées dans la première partie, en sorte que le nombre des sociétés qui ont bénéficié du legs Rampal n'est en réalité que de 65 au lieu de 75.

(2) Les dates d'échéance fixées pour les deux prêts dont cette somme représente le solde sont bien exigées, toutefois, par suite de faillites et de concordat pour l'une des deux sociétés et par suite de prorogation de remboursement pour l'autre, le recouvrement ne pourrait en être immédiatement effectué.

(3) Sur cette somme, par suite de l'expiration des délais de remboursement, 2.100 francs ne sont plus à la disposition des sociétés et se trouvent rétablis aux fonds disponibles du legs.

(1) Malgré les avantages qui viennent d'être signalés, les sociétés ont montré jusqu'ici peu d'empressement à adopter cette nouvelle forme de prêts; le plus souvent elles se sont contentées de prélever comme auparavant, dès la signature du contrat, la totalité de la somme qui leur était accordée, sans effectuer de versements autrement qu'aux dates fixées pour le remboursement.

(2) Du 1^{er} novembre 1895 au 1^{er} novembre 1896 il a été remboursé 68.355 fr. 84 sur 241.000 francs de prêts consentis à 17 sociétés qui restent devoir 128.802 fr. 64. Il a de plus été accordé cinq prêts nouveaux, montant ensemble à 75.500 francs sur lesquels 74.200 francs ont été prélevés par les sociétés emprunteuses.

Si l'on considère comme pertes subies par le legs Rampal les sommes non recouvrées dont la rentrée paraît douteuse ou impossible, on arrive à un total de 203.008 fr. 10 savoir :

Créances douteuses.....	42.015 99
Créances irrécouvrables.....	160.992 11

TOTAL PAREIL..... 203.008 10

Par années des prêts, ces pertes se classent de la façon suivante :

Tableau comparatif par année des pertes subies par le legs Rampal.

ANNÉES.	NOMBRE DE PRÊTS.	MON- TANT des PRÊTS.	MONTANT des PERTES.	POURCEN- TAGE.	OBSERVATIONS.
		francs.	fr. c.	p. o/o.	
1883.....	27	277.000	163.850 19	58,96	1° Les pertes sont indiquées dans le tableau ci-contre non d'après les années pendant lesquelles elles ont été subies mais d'après les années des prêts auxquelles elles s'appliquent. Ainsi les 163.850 fr. 19 de perte consignés en tête du tableau portent exclusivement sur les 277.900 francs de prêts consentis en 1883. 2° On a compris dans les pertes toutes les sommes d'un recouvrement douteux.
1884.....	13	140.700	31.461 98	22,36	
1886.....	7	24.300	5.372 11	22,10	
1887.....	1	3.000	"	"	
1888.....	1	6.000	864 82	14,41	
1890.....	9	65.800	1.459 00	2,21	
1892.....	4	22.500	"	"	
1893.....	6	28.500	"	"	
1894.....	8	126.000	"	"	
1895.....	4	100.000	"	"	
TOTAUX.....	80	794.700	203.008 10	25,54	

Par natures de sociétés emprunteuses, on peut les grouper comme il suit :

Tableau comparatif des pertes par nature des sociétés emprunteuses.

NATURE DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PRÊTS.	MONTANT des PRÊTS.	MONTANT des PERTES.	POURCEN- TAGE.
		francs.	fr. c.	p. o/o.
Société de crédit.....	1	10.000	10.000 00	Totalité.
Sociétés d'imprimerie et de papeterie.....	4	55.000	39.672 76	72,13
Sociétés de bijouterie.....	8	47.350	22.156 65	46,79
Sociétés diverses.....	8	92.900	41.980 00	45,18
Sociétés de carrosserie et harnachement.....	8	24.400	7.503 33	30,75
Sociétés se rattachant à l'industrie du bâtiment et de l'ameuble- ment.....	34	294.850	78.204 49	26,52
Sociétés de cochers.....	13	214.000	3.490 87	1,63
Sociétés de consommation.....	2	50.000	"	"
Sociétés de voirie.....	2	6.200	"	"
TOTAUX.....	80	794.700	203.008 10	

ÉTAT DU LEGS (1).

En résumé la ville de Paris a consenti :

80 prêts pour une somme totale de 794.700 francs.

Sur lesquels :

Ont été remboursés..... 350.919^f 14^c

Ont été retirés par suite de l'expiration des délais de
remboursement et remis aux fonds disponibles.. 2.100 00

TOTAL À DÉDUIRE.....	353.019 14	353.019 ^f 14 ^c
----------------------	------------	--------------------------------------

Restent engagés.....		441.680 86
----------------------	--	------------

Savoir :

Créances douteuses et irrécouvrables.....	203.008 10	
---	------------	--

Sommes engagées en prêts	238.672 76	
--------------------------------	------------	--

TOTAL PAREIL		441.680 86
--------------------	--	------------

D'autre part on a vu que la Ville a encaissé en pleine propriété...	562.729 ^f 35 ^c	
---	--------------------------------------	--

Les fonds perdus ou engagés s'élèvent à.....	441.680 86	
--	------------	--

Il reste donc aux fonds disponibles.....	121.048 49	
--	------------	--

Il faut y ajouter pour intérêts des sommes prêtées, déduction faite de certains frais	55.242 46	
--	-----------	--

Et l'on trouve le total des fonds disponibles.....	176.290 95	
--	------------	--

En résumé la situation du legs est exactement la suivante :

La ville avait encaissé.....	562.729 ^f 35 ^c	
------------------------------	--------------------------------------	--

Sur cette somme il existe encore au titre des prêts

en cours	238.672 ^f 76 ^c	
----------------	--------------------------------------	--

Au titre des fonds disponibles.....	176.290 ^f 95 ^c	
-------------------------------------	--------------------------------------	--

TOTAL à déduire.....	414.963 ^f 71 ^c	
----------------------	--------------------------------------	--

D'où un déficit de.....	147.765 64	
-------------------------	------------	--

représentant la somme qui fait encore actuellement défaut pour la reconstitution du capital.

(1) Au 1^{er} novembre 1895.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en janvier. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois de janvier 23 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles des métaux (7 grèves), des textiles (6 grèves), et des transports et des manutentions (4 grèves).

Dans 11 cas, la grève avait pour motif des questions de salaires et de durée du travail; dans 4 cas, des questions de personnes, notamment 2 cas par solidarité pour les ouvriers du port de Hambourg. Un lockout qui a atteint 3.000 ouvriers s'est produit dans 30 fabriques de chaussures à la suite de la grève des ouvriers de l'une de ces fabriques. Sur 11 grèves dont on a appris la fin en janvier, 5 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 3 par un échec.

Grève de Hambourg (1) (*Suite*). — Par suite de la diminution des fonds en caisse, la proposition faite aux ouvriers cigariers de leur demander une cotisation hebdomadaire de 2 marks au lieu de 1 mark par homme est acceptée. D'autre part, par solidarité pour les ouvriers de Hambourg, les déchargeurs du port de Aarhus, au 5 janvier, et plus tard ceux de Bremerhaven, le 20 janvier, refusent de décharger des navires qui étaient destinés à Hambourg, mais ces essais de grèves restent inutiles, car les ouvriers qui avaient refusé le travail sont aussitôt remplacés. En effet, dans cette région, un grand nombre de chômeurs des autres professions, même des pays étrangers, ont été attirés par l'espoir de pouvoir être occupés; si bien que 589 ouvriers qui avaient été primitivement appelés à Hambourg sont rapatriés le 6 janvier et une cinquantaine d'ouvriers du port inoccupés à Hambourg sont envoyés à Kiel et dans les ports voisins, en Danemark, où les ouvriers refusent de décharger les navires. Mercredi 6 janvier, on travaillait sur 153 navires avec 304 équipes, tandis que 250 bateaux se trouvaient dans le port; sur 348 grues, 166 étaient en activité. Les réunions des grévistes deviennent plus nombreuses et plus tumultueuses. Le port libre est de nouveau interdit par la police aux grévistes. On procède à un certain nombre d'arrestations.

Cependant, vers le milieu de janvier, les esprits inclinant à la conciliation, les patrons acceptent d'entrer en pourparlers avec les ouvriers; une réunion d'une commission mixte a lieu à la Chambre de commerce. Les ouvriers ayant demandé tout d'abord le renvoi des nouveaux ouvriers et la réintégration des anciens, les patrons ne veulent consentir à reprendre les anciens ouvriers que dans la mesure des places disponibles. Dans 10 réunions, dont quelques-unes comprennent plusieurs milliers d'ouvriers, il est décidé de ne pas reprendre le travail avant que les ouvriers étrangers n'aient été rapatriés. Les ouvriers ayant adressé une demande de nouvelle entrevue avec les patrons, ceux-ci décident de ne plus répondre, la grève touchant à sa fin. Au 28 janvier, les marins ont presque tous repris leur travail, et aussitôt les armateurs leur ont accordé des augmentations de salaires de 15 à 20 p. o/o; d'autre part, les secours de grève sont diminués de 3 marks par tête par suite du manque de fonds en caisse. Le vendredi 29 janvier, la Commission centrale de la grève se réunissait pour délibérer sur la reprise du travail qui devait être conseillée

1) D'après le *Reichsanzeiger*. (Voir le Bulletin de décembre 1896 et de janvier 1897.)

aux grévistes. Le dimanche suivant, 11 réunions d'ouvriers avaient lieu au sujet de la reprise du travail le lendemain lundi. Le vote, qui eut lieu au bulletin secret, donna 72 p. o/o des voix contre la reprise du travail et 28 p. o/o pour. Mais peu à peu les grévistes revenaient demander de l'ouvrage, bien que la distribution des secours de grève, pour la dernière semaine de janvier, se fût encore élevée à 90.000 marcks. Le dimanche 8 février, eut lieu une nouvelle réunion où des délégués du parti social démocrate prirent la parole et conseillèrent la reprise du travail pour le lundi : la caisse de grève ne permettait de donner que 4 marks par gréviste, et la semaine suivante rien. Mais l'insuccès de la grève avait tellement excité les grévistes contre les ouvriers qui les avaient remplacés que de nombreuses rixes eurent lieu ; la police dut intervenir énergiquement plusieurs fois et faire usage de ses armes ; plusieurs agents de police furent blessés, 56 arrestations furent faites. On a ensuite ordonné des patrouilles la nuit ; le calme se rétablit peu à peu.

Résultats de l'assurance obligatoire contre les accidents en 1895 ⁽¹⁾.

— Le nombre des personnes assurées contre les accidents en 1895 a été de 18.389.000.

Ce total se compose de :

5.409.000	personnes appartenant à l'industrie,
12.290.000	— à l'agriculture et aux forêts,
690.000	— aux administrations publiques.

Le nombre des *accidents* (c'est-à-dire des personnes tuées ou blessées) survenus pendant l'année et ayant motivé indemnité est de 75.527, dont :

33.728	se sont produits dans l'industrie,
37.383	— dans l'agriculture et les forêts,
3.356	— dans les administrations publiques.

Classés d'après la gravité, ces 75.527 accidents se répartissent en :

Cas de mort.....	6.448, soit	8.5 p. o/o
Cas d'incapacité permanente totale.....	1.706	2.3 —
Cas d'incapacité permanente partielle.....	41.052	54.4 —
Cas d'incapacité temporaire (de 13 semaines à 6 mois).....	26.321	34.8 —
TOTAL des accidents indemnisés....	75.527	100.0 p. o/o

L'ensemble des accidents *déclarés* aux corporations, en 1895, s'élève à 307.833, dont 205,019 pour l'industrie, 80,598 pour l'agriculture et les forêts, 22,216 pour les administrations publiques.

En ce qui concerne les corporations industrielles seules, voici quels ont été les résultats de l'année au point de vue de la fréquence des accidents :

Accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles en 1895.

	NOMBRES absolus.	NOMBRES MOYENS par 1.000 assurés.	
Cas de mort.....	3.644	0,67	[0,66 en 1894]
Cas d'incapacité permanente totale.....	780	0,14	[0,16 —]
Cas d'incapacité permanente partielle...	19.312	3,57	[3,82 —]
Cas d'incapacité temporaire.....	9:992	1,85	[1,61 —]
TOTAL des accidents indemnisés...	33.728	6,23	[6,25 —]
TOTAL des accidents déclarés.....	2050.19	37,90	[36,37 —]

(1) *Amliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts. Année 1897, n° 1.*

Le nombre moyen par 1.000 assurés des accidents motivant indemnité a été de 6,23; en 1894, il avait été de 6,25. C'est la première fois, depuis l'origine de l'assurance, que la moyenne annuelle des accidents indemnisés n'est pas supérieure à celle de l'exercice précédent; fait important à signaler, car il semble indiquer que l'accroissement, observé jusqu'à présent, de la fréquence des accidents touche à sa fin.

Voici les moyennes d'accidents, depuis la première année (1886) de fonctionnement de l'assurance :

Nombres annuels moyens, par 1.000 assurés, des accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	ACCIDENTS déclarés.	ACCIDENTS motivant indemnité.	CAS de mort.
1886.....	27,37	2,89	0,71
1887.....	27,42	4,14	0,77
1888.....	28,04	4,35	0,68
1889.....	29,42	4,71	0,71
1890.....	30,28	5,36	0,73
1891.....	31,94	5,55	0,71
1892.....	32,49	5,64	0,65
1893.....	35,23	6,03	0,69
1894.....	36,37	6,25	0,66
1895.....	37,90	6,23	0,67

Dans les diverses corporations, les nombres d'accidents varient suivant la nature des industries. Nous donnons, ci-dessous, les chiffres de 1895 pour les corporations les plus importantes :

CORPORATIONS.	NOMBRE MOYEN, EN 1895, par 1.000 assurés,		
	des accidents déclarés.	des accidents indemnisés.	des cas de mort.
Mines.....	94,28	11,36	2,12
Industries du fer et de l'acier.....	75,00	8,05	0,56
Industries chimiques.....	48,88	6,40	0,61
Industries textiles.....	13,36	2,82	0,13
Industries du bois.....	40,08	10,17	0,46
Meunerie.....	34,35	9,78	0,88
Sucrierie.....	27,88	4,76	0,54
Fabrication du tabac.....	3,22	0,35	"
Brasserie et malterie.....	88,40	11,53	0,94
Vêtement.....	8,30	2,05	0,04
Bâtiment.....	30,58	6,53	0,78
Chemins de fer privés.....	48,25	3,85	0,92
Tramways.....	77,62	4,99	0,46
Conduite des voitures.....	45,87	12,42	2,02
Navigation fluviale.....	34,32	7,29	1,90
Navigation maritime.....	49,59	9,01	3,59
Travaux de terrassement et de constructions en profondeurs.....	27,93	7,73	0,63

Les dépenses pour l'assurance se sont montées, au total, à 67.234.915 marks, en augmentation de 4.173.593 marks sur les dépenses (63.061.322 m.) de l'exercice précédent.

Les dépenses se composent de :

	marks.	P. O/O DU TOTAL.
Secours et indemnités	49.374.015	73,43
Frais d'administration	6.747.939	10,04
Frais d'enquête, de justice arbitrale et de mesures préventives	3.239.021	4,82
Versements aux fonds de réserve	7.873.940	11,71
TOTAL des dépenses	<u>67.234.915</u>	<u>100,00</u>

Dans les corporations industrielles, en particulier, les charges se sont montées à 49.282.897 marks (47.276.500 marks en 1894).

En voici le détail, ainsi que le montant moyen : 1° par assuré; 2° par 1.000 marks de salaire entrant en ligne de compte pour l'assurance :

Dépenses des corporations industrielles en 1895.

DÉPENSES.	MONTANT ABSOLU.	MONTANT MOYEN	
		par assuré.	par 1.000 marks de salaires.
	marks.	marks.	marks.
Secours et indemnités	34.493.960	6,38	9,64
Frais d'administration	5.045.047	0,93	1,41
Frais d'enquête	992.428	0,18	0,28
Frais de justice arbitrale	511.602	0,09	0,14
Frais de mesures préventives	736.138	0,14	0,21
Versements aux fonds de réserve	7.503.722	1,39	2,10
TOTAL des dépenses	<u>49.282.897</u>	<u>9,11</u>	<u>13,78</u>

L'année précédente, la dépense totale, par 1.000 marks de salaire, s'était montée à 13 m. 77; en 1893, elle avait été de 13 m. 42. Ceci semble indiquer que le mouvement ascensionnel des dépenses, conséquence nécessaire du système de la répartition annuelle des charges, est, sinon terminé, du moins considérablement ralenti.

La proportion des dépenses affectée aux secours et indemnités va, d'ailleurs, constamment en croissant, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Montant annuel moyen, par 1.000 marks de salaire, des dépenses-totales et des secours et indemnités dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉE.	DÉPENSES TOTALES. SECOURS ET INDEMNITÉS.	
	marks.	marks.
1886	4,64	0,77
1887	8,02	2,25
1888	9,53	3,27
1889	10,07	4,17
1890	10,49	5,13
1891	11,47	6,12
1892	12,62	7,28
1893	13,42	8,16
1894	13,77	9,06
1895	13,78	9,64

Le chômage en Allemagne, d'après les résultats des recensements des 14 juin et 2 décembre 1895 (1). — Le bureau de statistique impériale vient de publier le résumé des renseignements recueillis sur le chômage lors des recensements effectués le 14 juin et le 2 décembre 1895. Le questionnaire demandait : 1° si l'ouvrier se trouvait ou non occupé; 2° si non, depuis combien de jours, et 3° si c'était par suite d'une incapacité passagère de travail ou pour toute autre cause.

Par conséquent, on comprenait dans le nombre les chômeurs par suite de maladie.

Le nombre total des chômeurs était au 14 juin 1895 de 299.352 dont 80.749 femmes, et au 2 décembre de la même année de 771.005 dont 217.427 femmes.

Si l'on déduit du nombre total des chômeurs ceux qui se trouvent en chômage par suite d'une incapacité passagère de travail, c'est-à-dire 120.348 en juin, soit 40,20 p. o/o, et en décembre 217.365, soit 28,19 p. o/o, le nombre des autres s'abaisse à 179.004 au 14 juin 1895 et à 553.640 au 2 décembre 1895.

Par rapport à l'ensemble de la population des travailleurs non indépendants (y compris ceux occupés chez les petits industriels à domicile ainsi que les personnes employées par les services publics et les personnes sans profession ou de profession inconnue), la proportion des chômeurs (tous compris) était en juin de 1,89 p. o/o, et en décembre de 4,88 p. o/o, soit 2,13 p. o/o et 5,40 p. o/o pour le sexe masculin et 1,44 p. o/o et 3,90 p. o/o pour le sexe féminin. La grande différence du chômage d'été et de celui d'hiver tient à ce que la plupart des industries sont plus occupées l'été que l'hiver. Mais, d'après l'*Office de statistique*, il faut tenir compte de deux autres circonstances importantes : en juin, beaucoup de chômeurs n'ont pas été atteints par le recensement : en outre, on a tenu compte, lors du premier recensement, des emplois trouvés dans des métiers accessoires, tandis qu'il n'en a pas été de même en décembre lors du dénombrement général de la population.

RÉPARTITION DES CHÔMEURS PAR PROFESSION.

PROFESSIONS.	AU 14 JUIN 1895.			AU 2 DÉCEMBRE 1895.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
A. AGRICULTURE.....	25.097	13.441	38.538	102.316	106.481	208.797
p. o/o de chômeurs....	11,48	16,65	12,88	18,48	48,97	27,08
B. INDUSTRIE.....	140.158	26.851	167.009	346.150	45.321	391.471
p. o/o de chômeurs....	64,12	33,25	55,79	62,53	20,85	50,77
C. COMMERCE.....	31.484	5.826	37.310	50.631	7.851	58.482
p. o/o de chômeurs....	14,40	7,22	12,46	9,15	3,61	7,59
D. TRAVAIL SALARIÉ DE DIVERSE NATURE.....	17.355	32.466	49.821	48.300	55.618	103.918
p. o/o de chômeurs....	7,94	40,21	16,64	8,72	25,58	13,48
E. SERVICES PUBLICS.....	4.509	2.165	6.674	6.181	2.156	8.337
p. o/o de chômeurs....	2,06	2,67	2,23	1,12	0,99	1,08
TOTAL de A à E...	218.603	80.749	299.352	553.578	217.427	771.005
p. o/o de chômeurs....	100	100	100	100	100	100

Pour déterminer les risques de chômage, il faut comparer le chiffre des chômeurs

(1) D'après le *Reichsanzeiger* du 12 décembre 1896.

dans chaque profession avec celui des ouvriers et employés dans cette profession. Cette comparaison est possible directement dans le recensement de juin; en ce qui concerne le dénombrement de la population de décembre, elle ne peut s'effectuer que par un calcul, en supposant que les salariés représentent, par rapport à la population active totale, le même pourcentage qu'en juin 1895. En excluant du tableau (E) les employés de services publics et (F), les personnes sans profession ou sans indication de profession, on obtient les proportions suivantes de chômeurs, par rapport aux nombres d'employés et ouvriers appartenant aux divers groupes professionnels.

PROFESSIONS.	AU 14 JUIN 1895.			AU 2 DÉCEMBRE 1895.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
A. Agriculture.....	0,76	0,56	0,67	3,06	4,39	3,61
B. Industrie.....	2,61	2,37	2,57	6,38	3,97	5,98
C. Commerce.....	2,82	1,55	2,50	4,49	2,06	3,88
D. Travail salarié de diverse nature.....	7,75	2,10	2,81	21,36	3,56	5,81

Si l'on compare le nombre des chômeurs, malades compris, au nombre total des travailleurs, on obtient le tableau suivant applicable aux divers sous-groupes professionnels.

PROFESSIONS A À C.	NOMBRE de travailleurs au 14 juin 1895.	PROPORTION DES CHÔMEURS.	
		au 14 juin. p. o/o.	au 2 décembre. p. o/o.
I. Agriculture.....	5.607.313	0,66	3,62
II. Forêts. — Pêche.....	116.713	1,19	4,76
III. Mines. — Hauts fourneaux....	564.922	1,47	2,03
IV. Industries des pierres et terres...	468.489	1,47	5,76
V. Travail des métaux.....	719.775	2,89	3,75
VI. Constructions de machines et outils.....	304.463	2,57	3,44
VII. Industrie chimique.....	92.582	1,94	2,29
VIII. Industrie dérivée du travail des forêts.....	38.116	2,09	2,74
IX. Industrie textile.....	878.494	1,64	1,92
X. Papier.....	121.526	2,60	2,84
XI. Cuir.....	123.914	3,46	6,04
XII. Travail du bois et sculpture....	456.229	2,93	4,00
XIII. Métiers de l'alimentation.....	656.970	3,27	4,35
XIV. Habillement et nettoyage.....	775.671	3,13	5,42
XV. Bâtiment.....	1.151.851	2,87	15,61
XVI. Industrie polygraphique.....	106.536	4,18	4,38
XVII. Beaux-Arts et métiers connexes..	18.765	3,59	5,51
XVIII. Travail en ateliers non classé....	28.542	4,96	35,66
XIX. Commerce.....	628.637	3,52	4,20
XX. Assurances.....	18.216	1,50	1,73
XXI. Transports.....	533.150	1,20	3,04
XXII. Hôtels. — Cafés. — Auberges...	316.951	2,54	4,92
TOTAL.....	13.725.825	1,77	4,80

Durée du chômage. — Au point de vue de la durée du chômage (non compris les cas d'incapacité passagère), les chômeurs se répartissent ainsi :

DURÉE.	JUIN.		DÉCEMBRE	
	Nombre.	p o/o.	Nombre.	p. o/o.
1 jour.....	2.104	1,17	15.791	2,85
2 à 7 jours.....	17.471	9,76	70.589	12,75
8 à 14 jours.....	39.659	22,16	155.206	28,03
15 à 28 jours.....	19.782	11,05	98.180	17,74
29 à 90 jours.....	39.398	22,01	132.810	23,99
91 et plus.....	25.256	14,11	39.051	7,05
Inconnue.....	35.334	19,74	42.013	7,59
TOTAL.....	179.604	100,00	553.640	100,00

La catégorie des plus jeunes travailleurs est la plus atteinte ; d'après le recensement de juin, un peu plus de moitié des chômeurs (malades compris) étaient âgés de 14 à 30 ans et les quatre cinquièmes de 14 à 50 ans. Lors du recensement de décembre, à peu près la moitié des chômeurs sont âgés de 14 à 30 ans, quatre cinquièmes de 14 à 50 ans. Pour l'ensemble des recensements, 15,39 p. o/o des chômeurs sont âgés de 50 à 70 ans et seulement 2,10 p. o/o de plus de 70 ans. Pour les femmes, le chômage est plus fréquent de 14 à 30 ans que chez les hommes ; il l'est moins au-dessus de 30 ans. Les chômeurs âgés se trouvent plus particulièrement dans l'agriculture.

SITUATION DE FAMILLE.

	NON MARIÉS. POUR CENT		MARIÉS. POUR CENT		VEUFS ou divorcés. POUR CENT	
	Chiffres bruts.	des chômeurs.	Chiffres bruts.	des chômeurs.	Chiffres bruts.	des chômeurs.
14 JUIN 1895,						
Hommes.....	118.204	54,07	91.388	41,81	9.011	4,12
Femmes.....	59.577	73,78	8.422	10,43	12.750	15,78
ENSEMBLE.....	177.781	59,39	99.810	33,34	21.761	7,27
2 DÉCEMBRE 1895,						
Hommes.....	262.633	47,44	266.356	48,12	24.589	4,44
Femmes.....	136.544	62,80	40.238	18,51	40.645	18,69
ENSEMBLE.....	399.177	51,77	306.594	39,77	65.234	8,46

En juin, 104.520 (88.110 hommes et 16.410 femmes) étaient signalés comme chefs de famille, soit 34,32 p. o/o de l'ensemble des chômeurs (malades compris) ; en décembre, les résultats donnaient 317.282 (266.552 hommes et 50.730 femmes), soit 41.15 p. o/o. Les ménages des 104.520 chômeurs du 14 juin comptaient 67.625 femmes mariées, 126.750 enfants au-dessous de 14 ans et 18.816 autres membres de la famille sans profession, si bien que pour 100 chefs de famille il y avait en moyenne 121,3 enfants au-dessous de 14 ans et 1,8 autres membres de la famille. D'après le dénombrement de décembre, il y avait pour les 317.282 chômeurs 217.727 femmes mariées, 426.280 enfants, soit pour 100 chefs de fa-

mille 134,3 enfants et 59,2 autres membres de la famille. Il ressort de l'ensemble de ces chiffres que les chefs de famille atteints par le chômage n'ont pas à pourvoir à la nourriture de beaucoup d'enfants, c'est-à-dire que les chefs d'une nombreuse famille s'efforcent d'avoir un travail et un salaire plus réguliers.

BELGIQUE.

Marché du travail en janvier (1). — Grande activité dans les charbonnages, les ateliers de construction et la métallurgie. Ralentissement dans la verrerie, et surtout dans les industries du bâtiment. Le vêtement est en morte-saison. Crise dans le tissage du coton, à Gand. Ralentissement aussi dans les lavoirs de laine, à Verviers.

Grèves (1). — 15 grèves, dont 12 nées en janvier, avec 1.550 chômeurs environ. Les charbonnages, l'industrie textile et la passementerie ont subi respectivement 5, 4 et 3 grèves. Dans 8 conflits, question de salaires; dans 4, renvoi ou reprise d'ouvriers; dans 3, conditions accessoires du travail. Sur 14 résultats, 3 réussites et 11 échecs. Dans un cas (réussite), grève terminée par l'intervention conciliatrice du Conseil de l'Industrie et du Travail.

Statistique minérale de 1896 (1). — 21.213.050 tonnes de houille (20.457.604 en 1895), 932.780 tonnes de fonte (829.234 en 1895), 519.857 tonnes de fers et tôles (445.899 en 1895), 598.755 tonnes d'aciers fondus (454.619 en 1895) et 498.765 tonnes d'aciers forgés (367.947 en 1895).

Taux des salaires dans les entreprises de travaux publics de l'État (2). — On sait que le Gouvernement belge a pris, devant les chambres législatives, l'engagement de faire, pendant les années 1896-1897, l'essai d'une clause de minimum des salaires dans les cahiers des charges des travaux publics exécutés pour l'État. Comme suite à sa circulaire du 3 juillet dernier, le Ministre des Travaux publics vient d'arrêter les dispositions suivantes :

Tous les cahiers des charges spéciaux à approuver jusqu'au 31 décembre 1897 contiendront une clause par laquelle l'entrepreneur s'obligera à payer aux ouvriers, apprentis et manœuvres chargés des travaux de maçonneries, de terrassements et de pavages, des salaires qui ne pourront être inférieurs aux taux qui seront indiqués dans ces cahiers des charges comme étant les salaires normaux de la région dans laquelle devront s'exécuter ces travaux, étant entendu d'ailleurs que lesdits salaires sont augmentés de 25 p. o/o pour tout travail en dehors des heures habituelles, y compris les dimanches et les jours de fête légale.

Les conditions du travail dans les travaux publics communaux (2). — A Bruxelles, le principe du minimum de salaires a été admis le 26 octobre pour les adjudications publiques. Le 30 novembre, un salaire minimum de 3 francs par jour a été garanti aux ouvriers directement employés par la ville.

A Mons, le 10 novembre, le conseil communal a décidé d'inscrire le minimum de salaires dans les cahiers des charges de toute adjudication de travaux publics et de fournitures à faire pour le compte de la ville.

A Liège, le 23 novembre, le conseil communal a rejeté le même principe.

(1) Renseignements communiqués par l'Office du Travail belge.

(2) *Revue du travail*, publiée par l'Office du travail de Belgique. Voir, sur le même sujet, le *Bulletin* de 1896, p. 254, 374, 500, 571, 759.

A Anvers, le 3 décembre, le conseil communal a adopté, à titre d'essai pour cinq années, l'application du minimum de salaires aux adjudications des travaux d'entretien de la ville, suivant un barème dressé par une commission spéciale. Le travail du dimanche et le travail de nuit (de 9 heures du soir à 4 heures du matin) sont payés à raison de trois heures pour deux.

Une enquête sur le minimum de salaires dans les travaux publics à Bruxelles (1). — Cette enquête ouverte à Bruxelles en mai 1896 a été réalisée au moyen de deux questionnaires.

Le premier a été adressé aux 43 syndicats patronaux, ainsi qu'à 66 grands entrepreneurs agréés par la ville pour soumissionner ses travaux publics.

Le deuxième a été adressé aux 60 syndicats ouvriers et mixtes de l'agglomération bruxelloise.

L'administration municipale s'est adressée aussi à toutes les communes belges de plus de 8.000 habitants, ainsi qu'aux administrations provinciales, aux fins d'obtenir des renseignements sur les principales clauses arrêtées par ces administrations en ce qui concerne le minimum de salaire, la réglementation des heures de travail, les jours de repos, l'assurance des ouvriers, etc., ainsi que les données sur l'application des systèmes en cause et leurs résultats au point de vue de l'exécution des travaux et des finances communales.

En outre, les chefs des différents services de l'administration municipale ont fourni des renseignements sur les salaires actuellement payés aux ouvriers, permettant de calculer quels seraient les résultats de l'application du système proposé.

Les réponses produites à l'enquête ont permis de dégager les résultats qui sont analysés ci-après.

1° ADMINISTRATION PROVINCIALE.

Huit administrations provinciales ont inséré des clauses relatives au minimum de salaire : six stipulent quels sont les salaires minima que les entrepreneurs de travaux publics auront à payer à leurs ouvriers. Pour deux autres administrations provinciales, la Flandre occidentale et Anvers, les entrepreneurs doivent indiquer dans leurs soumissions quels sont les prix minima qu'ils s'engagent à payer à leurs ouvriers.

Pour la Flandre orientale, les entrepreneurs doivent remplir la même formalité, quoique les cahiers des charges indiquent quels sont les taux en dessous desquels ils ne peuvent descendre.

Quatre administrations provinciales obligent les entrepreneurs à leur délivrer régulièrement des comptes des salaires payés.

Les cahiers des charges des provinces de la Flandre occidentale et de Liège fixent la durée de la journée de travail.

Trois administrations provinciales enjoignent aux entrepreneurs d'afficher sur les chantiers le texte des dispositions qui nous occupent. Les autres cahiers des charges sont muets à ce sujet, mais les députations ont tout pouvoir pour assurer par tels moyens que de conseils l'exécution stricte des dispositions en question.

Les cahiers des charges des trois provinces obligent les entrepreneurs à assurer leurs ouvriers contre les accidents.

Quant aux pénalités en cas d'infractions aux dispositions édictées, elles varient entre 5 francs et 100 francs par jour et par ouvrier en contravention. Cinq admi-

(1) Minimum de salaires. — Enquête mai 1896. — Voir *Bibliographie*.

nistrations se réservent le droit de résilier le contrat en cas de récidive ou bien d'exclure les contrevenants des adjudications futures.

La province de la Flandre occidentale seule fixe un jour de repos, le dimanche.

Les huit provinces figurant au tableau ont toutes fait travailler déjà sous le régime du minimum de salaire. Aucune d'elles n'a reçu de plaintes de la part des patrons ni de celle des ouvriers.

Dans aucune des provinces, il n'y a eu des résultats anormaux au point de vue des finances. Toutefois, la province de Brabant signale une augmentation sur certaines soumissions. La Flandre dit que les « sacrifices » imposés à la province, du chef des dispositions nouvelles, n'ont pas été « bien lourds ».

Deux des députations permanentes de ces huit conseils ont le droit d'exempter de la clause du minimum de salaire, dans certaines conditions, certains ouvriers vieux, faibles ou inaptes, nominativement désignés.

2° ADMINISTRATIONS COMMUNALES.

Sur 86 communes belges comptant plus de 8.000 habitants et ayant répondu à l'enquête, il y en a 39, avec 586.919 habitants, qui n'ont introduit dans leurs cahiers de charges aucune clause de minimum de salaire ni de durée de travail.

Toutefois, 5 d'entre elles (Liège, Saint-Nicolas, Mons, Gilly et Montigny-sur-Sambre) annonçaient que des dispositions de l'espèce seraient probablement adoptées à bref délai par leurs conseils communaux.

Cette adoption était déjà réalisée dans 47 grandes communes comptant ensemble 1.427.515 habitants.

38 communes ont arrêté elles-mêmes les taux de salaires minima à payer aux ouvriers occupés à leurs travaux publics.

Les 9 autres communes obligent l'entrepreneur d'indiquer dans sa soumission quel est le salaire minimum qu'il s'engage à payer. L'Administration se réserve d'examiner si ce salaire est suffisant et d'accorder et de refuser en conséquence l'entreprise des travaux publics (1).

24 de ces communes obligent l'entrepreneur de tenir une comptabilité spéciale des salaires payés et de fournir à des dates régulières des états de salaires ou autres documents à l'Administration.

17 communes ont fixé la durée de la journée de travail maximum. Les autres villes n'ont rien arrêté à ce sujet dans leurs cahiers des charges.

Les cahiers des charges de 17 communes prescrivent que les dispositions relatives au minimum de salaires, etc., doivent être affichées sur les chantiers.

18 communes prescrivent d'assurer contre les accidents les ouvriers employés aux travaux publics.

Quant aux pénalités imposées par certaines communes en cas d'infractions aux dispositions qui nous occupent, elles varient entre 5 et 10 francs par jour et par ouvrier ou bien globalement entre 20 et 500 francs.

9 communes prescrivent d'observer le repos hebdomadaire ou bien celui du dimanche et des jours de fêtes.

17 des communes renseignées au tableau nous font savoir qu'elles n'ont fait exécuter jusqu'ici aucun travail sous le régime de leur nouveau cahier des charges. Elles ignorent donc quelles en seront les conséquences au point de vue de l'exécution des travaux ou à celui de leurs finances.

(1) Pour 2 ou 3 communes, les cahiers des charges prescrivent de payer un minimum de salaires, mais ce minimum n'y est pas fixé et ces administrations ne nous ont pas fait connaître la façon dont elles procèdent en cette matière.

Toutes ces communes consultées, sauf deux, déclarent qu'elles n'ont reçu aucune réclamation de la part des patrons ni de celle des ouvriers.

Toutes les communes, sauf une, déclarent que l'application des mesures en question n'a amené aucun résultat anormal au point de vue de leurs finances.

La commune de Saint-Josse-ten-Noode signale par contre une augmentation de prix sur certaines adjudications.

Les cahiers des charges de 13 de ces communes autorisent l'Administration à exempter les entrepreneurs de payer dans certains cas à des ouvriers inaptes, âgés ou faibles, nominativement désignés, des salaires inférieurs aux minima déterminés.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail. — Situation toujours bonne. — Par rapport à janvier 1896, les industries du charbon, du fer et de l'acier, de la construction mécanique et du bâtiment sont en progrès; les industries textiles en léger recul. 3,3 p. o/o de chômeurs dans 115 trade-unions groupant 452.742 membres, contre 3,2 p. o/o en décembre et 4,5 p. o/o en janvier 1896. Les salaires sont en hausse.

En un jour de la deuxième semaine de janvier 1897, l'assistance publique a secouru 337.167 personnes, soit 215 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 213 en décembre 1896 et 221 en janvier 1896.

5,15 journées de travail par semaine, en moyenne, dans des houillères employant 406.937 mineurs, contre 5,16 en décembre 1896 et 4,94 en janvier 1896.

349 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier 1897, avec 22.341 ouvriers, contre 346 en décembre 1896 et 335 en janvier 1896.

48 nouvelles grèves en janvier, avec 16.606 chômeurs contre 36 et 6.316 en décembre 1896, 50 et 7.500 en janvier 1896. — 14 grèves dans le groupe des métaux, 6 dans le bâtiment, 5 dans les houillères, 11 dans les textiles, 5 dans le vêtement, 2 aux docks et 5 diverses. Sur 54 grèves terminées dans le mois, 25 succès, 16 échecs, 7 transactions, 6 résultats inconnus.

Le mouvement des Trade-Unions en 1894 et en 1895. — Le nombre des Trade-Unions qui fournissent au Ministère du Commerce des renseignements sur le chiffre de leurs adhérents et de leurs branches locales, comme sur la quotité des secours qu'elles distribuent, augmente chaque année d'une façon très sensible. C'est ainsi que 832 de ces sociétés en 1894 et 1.250 en 1895 ont répondu, au lieu de 18 comme en 1887. Afin d'éviter dans la publication de ses rapports annuels des retards causés par l'importance des documents à dépouiller, le Ministre a décidé de ne donner à l'avenir des renseignements complets que pour 100 des principales Unions et de ne pas entrer, pour les autres, dans le détail de leurs opérations financières (secours divers). — Dans le dernier rapport, qui traite du mouvement des Unions en 1894 et en 1895, on a adopté ce dernier système pour l'année 1895.

Il est à noter que le nombre des unionistes sur lesquels on a des indications n'a pas augmenté dans la même proportion que celui des Trade-Unions.

	UNIONS.	NOMBRE des membres.
1891.....	431	1.109.014
1892.....	599	1.237.367
1893.....	687	1.270.789
1894.....	832	1.256.446
1895.....	1250	1.330.104

Cela s'explique par ce fait que les nouvelles sociétés ayant fourni des renseignements sont pour la plupart peu importantes et ne comprennent que peu de membres : c'est ainsi que pour 1895, plus de 65 p. o/o des membres font partie de 100 sociétés et que les autres (32 p. o/o) sont répartis dans les 1.150 Unions restantes.

Mouvement des Unions en 1894. — 832 Unions, dont 551 enregistrées et 281 non enregistrées, ont fourni des renseignements. Ces Unions comptent un nombre de branches souvent considérable : 130 d'entre elles en possèdent 7.025.

Le nombre total des membres pour 822 Unions ayant répondu, s'élevait à la fin de 1894 à 1.256.448. Les ressources totales qu'elles avaient en caisse au début de l'année étaient de 42.975.025 francs, et, à la fin, de 48.488.975 francs. Le montant des recettes pour ce même exercice a atteint le chiffre de 50.241.700 francs et celui des dépenses la somme de 44.745.850; il y a donc eu excédent de 5.495.851 francs.

Le tableau suivant permettra de comparer quels ont été en 1893 et en 1894 le nombre des adhérents ainsi que les chiffres de recettes et de dépenses pour 572 Unions ayant fourni des renseignements.

DÉSIGNATION.	1893.	1894.	DIFFÉRENCES en plus ou en moins en 1894 COMPARÉES à 1893.
Nombre total des membres en fin d'année.	1.199.816	1.173.072	— 26.744
Total des recettes annuelles.....	48.474.450 ^f	47.978.200 ^f	— 496.250 ^f
Total des dépenses annuelles.....	54.601.650	42.520.125	— 12.081.525
Total de l'actif en fin d'année.....	40.754.275	46.394.425	+ 5.640.150
Sommes dépensées en secours de chômage.....	12.668.400	12.749.675	+ 81.275
— grève.....	17.869.650	5.283.450	— 12.586.200
— maladie.....	5.904.975	5.647.200	— 257.775
— accident.....	640.900	586.900	— 54.000
— retraite.....	2.931.500	3.136.300	+ 204.800
— funérailles.....	2.319.575	2.098.425	— 221.150
Autres secours.....	2.719.275	1.782.875	— 936.400
Frais d'administration et autres.....	8.034.600	8.262.075	+ 227.475
Dons et d'autres sociétés, cotisations, etc.....	1.509.950	2.971.450	+ 1.461.500

Le chiffre des unionistes a diminué en 1894 de 26.744. Les Unions qui ont perdu le plus de membres sont celles qui groupent les ouvriers des industries exigeant peu ou point de connaissances techniques. Dix d'entre elles ont perdu 35.000 membres.

Les revenus ont baissé de plus de 1 p. o/o; les dépenses par contre ont été réduites elles aussi de 22 p. o/o.

1895. — 1.250 Unions ont fourni des renseignements pour 1895, à savoir 573 enregistrées et 677 non enregistrées.

Le nombre total des membres s'élevait à 1.330.104, dont 1.009.686 appartenant aux sociétés enregistrées (soit une moyenne de 1.726 adhérents par Union) et 320.418 aux autres sociétés (soit 473 membres en moyenne).

Il est à remarquer que quelques Unions, en nombre relativement restreint, absorbent à elles seules la majorité des unionistes. Tandis que 941 d'entre elles ne comptent ensemble que 124.355 membres (moins de 500 chacune), 25 autres en groupent 631.041, soit près de la moitié du total (plus de 10.000 chacune en moyenne). Les Unions les plus fortes, au point de vue du nombre, sont celles des mineurs (3.500 membres en moyenne) et, les plus faibles, celles des ouvriers de l'ameublement (300 membres).

Par suite de l'augmentation constante du nombre des sociétés fournissant des renseignements, il est assez difficile de se faire une idée exacte du mouvement unioniste dans chaque groupe d'industrie. Le rapporteur s'est borné à étudier la situation des 100 principales Unions en 1895 et à la rapprocher de celle de l'année 1894.

Le tableau suivant permettra de comparer quels ont été, pour ces deux dernières années, le nombre des membres, ainsi que les chiffres des recettes et des dépenses de ces 100 Unions principales :

DÉSIGNATION.	1894.	1895.	DIFFÉRENCES en plus ou en moins en 1895 COMPARÉ à 1894.
Nombre total des membres.....	923.896	911.866	— 11.970
Total des ressources annuelles.....	40.808.300 ^f	38.842.625 ^f	— 1.965.775 ^f
Total des dépenses annuelles.....	35.922.300	35.008.400	— 913.900
Total de l'actif en fin d'année.....	38.777.325	42.662.925	+ 3.885.600
Sommes dépensées en secours de chômage.....	11.549.025	10.899.900	— 649.125
— grève.....	3.826.275	4.758.825	+ 932.550
— maladie.....	5.220.425	5.945.025	+ 724.600
— accident.....	513.225	651.600	+ 138.375
— retraite.....	3.017.100	3.247.875	+ 230.775
— funérailles.....	1.736.000	1.891.925	+ 155.925
Autres secours.....	892.675	675.900	— 216.775
Frais d'administration et autres.....	6.972.825	6.404.825	— 568.000
Dons à d'autres sociétés.....	2.194.750	532.525	— 1.662.225

Le chiffre des recettes par tête d'adhérent s'est élevé en 1894 à 43 fr. 80 et en 1895 à 42 fr. 60; celui des dépenses à 38 fr. 88 et à 38 fr. 35; celui de l'actif, enfin, à 41 fr. 95 et à 46 fr. 75. Depuis 1893 le montant de l'actif de chaque adhérent est allé sans cesse en augmentant.

Le rapporteur a cherché à établir la proportion des femmes affiliées à l'unionisme. Il a reçu des renseignements de 18 sociétés de femmes comptant ensemble 5.689 membres. D'autre part, il estime à 56.000 le nombre des femmes faisant partie d'Unions mixtes, ce qui porterait à 63.000 environ le total des femmes unionistes.

Le rapport contient enfin des renseignements sur les fédérations d'Unions et les conseils de métiers, qui correspondent aux comités de nos fédérations locales de syndicats.

Le nombre des fédérations ayant fourni des indications, en 1894, s'élevait à 89, comptant 895 Unions et 1.009.343 membres : en 1895, il était de 108 groupant 1.149 Unions et 1.053.846 membres. Il convient toutefois de noter que le total des Unions comme celui des membres fédérés ne peut être considéré comme absolu, car, en plusieurs cas, une même Union et un même sociétaire fait partie de plusieurs fédérations.

Quant aux conseils de métiers, conseils consultatifs locaux, 141 d'entre eux groupant 3.323 Unions ou branches et 661.826 membres ont fourni des renseignements en 1895, au lieu de 124 (avec 3.261 unions de branches et 629.325 membres) comme en 1894.

SUISSE.

Les grèves en 1895. — *Le IX^e rapport annuel du Comité directeur de la Fédération ouvrière suisse et du secrétariat ouvrier suisse pour 1895* signale 94 grèves ou mouvements de salaires en 1895. Le rapport rend compte, en effet, non seulement des revendications qui ont donné lieu à une grève, mais aussi de ceux, suffisamment importants, au cours desquels la grève était imminente, sur une question de salaires, et n'a été évitée que par la capitulation d'une des parties. Le rapport distingue aussi les grèves en offensives et défensives, les dernières ayant généralement pour but la résistance à la diminution des salaires ou la défenses des libertés syndicales. Il fait enfin une catégorie spéciale des *interdictions*, grèves dans lesquels les ouvriers, généralement peu nombreux, désertent tous l'atelier et se placent ailleurs, mettant cet atelier en interdit pour les travailleurs de la corporation jusqu'à ce que leurs revendications aient été admises.

Les résultats des 94 conflits ainsi définis sont classés d'après leurs causes et leur nature dans le tableau ci-dessous (1) :

NATURE DES CONFLITS.	RÉSULTATS.								
	NOMBRE de conflits.	RÉUS- SITE com- plète.	P. o/o.	RÉUS- SITE partiel.	P. o/o.	ÉGEC.	P. o/o.	TO- TAUX.	P. o/o.
Mouvements de salaires.....	55	30	55	13	23	12	22	55	100
Grèves offensives (augmentation de salaires, condition de travail)....	17	8	47	4	23	5	30	17	100
Grèves défensives (salaires, condition du travail, libertés syndicales)....	16	7	44	1	6	8	50	16	100
Grèves suivies de mises en interdit...	6	"	"	"	"	6	100	6	100
Toutes catégories réunies.....	94	45	48	18	19	31	33	94	100

(1) Le rapport ne contient pas d'indication sur les chiffres de grévistes.

Ces conflits se sont produits dans les catégories d'industries qui suivent :

CATÉGORIES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de conflits.	CATÉGORIES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de conflits.
Typographes	4	Tailleurs	10
Autres métiers graphiques... ..	2	Cordonniers	2
Tailleurs de pierre	3	Mécaniciens	2
Maçons	3	Serruriers	2
Couvreurs	2	Forgerons et charrons	2
Terrassiers	5	Passementiers	4
Charpentiers	2	Brasseurs	8
Menuisiers	9	Tonneliers	4
Confectionneurs de fenêtres ..	4	Ouvriers et employés de che- mins de fer	4
Peintres	2	Divers	13
Horlogers	7		

Par localités, ces conflits se répartissent de la façon suivante :

DÉSIGNATION des localités.	NOMBRE de conflits.	DÉSIGNATION des localités.	NOMBRE de conflits.
Zurich	18	Genève	5
Berne	15	Luzerne	5
Bienne-Granges	11	Winterthour	2
Bâle	10	Fribourg	2
Saint-Gall	6	Autres localités	20

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JANVIER 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Séjour des étrangers en France. — *Chambre.* — Projet de loi complétant les dispositions de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, déposé par M. Barthou, Ministre de l'intérieur, le 21 janvier 1897. (Doc. parl. n° 2217; *J. O.*, p. .)

Grèves. — *Chambre.* — Proposition de loi ayant pour objet d'accorder l'amnistie à tous les ouvriers condamnés pour faits de grève ou faits connexes, déposée par MM. Renou, Toussaint et Faberot, le 26 janvier 1897. (Doc. parl. n° 2235; *J. O.*, p. .)

Assurances mixtes. — *Sénat.* — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser la caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes. — Adoption en première délibération le 26 janvier 1897. (*J. O.*, p. 52.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant :

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations des 150 syndicats patronaux groupant 16.500 établissements où sont occupés environ 311.000 ouvriers, sur l'état du travail à la fin de l'année dernière ou au commencement de l'année courante, par comparaison avec la situation qui existait un an auparavant :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
	—	—	—
Travail plus abondant	11 p. o/o	7 p. o/o	4 p. o/o (environ)
Travail équivalent	57 —	65 —	70 —
Travail moins abondant	32 —	28 —	26 —
Prix de vente plus rémunérateurs	5 —	5 —	6 —
Prix de vente équivalents . . .	57 —	39 —	51 —
Prix de vente moins rémunérateurs	38 —	56 —	43 —

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis 3 mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse	17 —	38 —	11 —
Prix sans variation	50 —	29 —	55 —
Prix de vente en baisse	33 —	33 —	34 —

Si l'on rapproche ces résultats de ceux publiés dans le *Bulletin* de mars 1896, on constate que la situation reste stationnaire, avec tendance cependant à devenir moins favorable.

Durant le mois de février, la situation signalée dans le bulletin du mois précédent s'est un peu améliorée dans l'industrie de la chaussure, dans la métallurgie, dans les divers métiers de l'industrie du bâtiment; la reprise du travail est estimée cependant plus faible que celle de l'an dernier à pareille époque, sauf pour la métallurgie. L'activité des filatures et tissages tend à diminuer, notamment dans la soierie.

Parmi les 380 syndicats groupant 104.800 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 février, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 7 p. o/o. 9 p. o/o des syndicats groupant 11 p. o/o des syndiqués jugent le travail plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 61 p. o/o des syndicats avec 47 p. o/o des adhérents estiment qu'il est en même quantité, et 30 p. o/o des syndicats réunissant 42 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

La durée du travail a pu être augmentée d'une heure ou deux dans quelques métiers, dans l'industrie du bâtiment notamment.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. — FORÊTS. — Reprise de travail chez les jardiniers-horticulteurs grâce à un temps plus favorable. De même chez les bûcherons.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de février, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.96	"	"	"	98	2
Loire.....	5.98	"	"	"	99	1
Gard et Hérault.....	5.93	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	5.17	"	"	46	54	"
Tarn et Aveyron.....	5.80	"	6	"	73	21
Bourgogne et Nivernais et Vosges méridionales...	5.99	"	"	"	100	"
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5.91	"	"	10	90	"
ENSEMBLE pour la France.	5.95	"	1	1	96	2

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6,08.

CARRIÈRES. — Extraction plus active que le mois précédent, comme tous les ans à même époque; l'ouvrage est estimé, en général, aussi abondant que l'an dernier, il est jugé cependant plus faible à Mellerie (Haute-Savoie) et à Saint-Resitut (Drôme).

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La sucrerie a terminé sa campagne, sauf pour les sucres de 2^e et 3^e jet. Peu d'activité dans la distillerie agricole et dans la brasserie. Travail suivi dans les fabriques de pâtes alimentaires et dans la meunerie. La boulangerie, par

suite de la hausse du cours des farines et d'une moins grande augmentation du prix du pain, estime que son travail est devenu moins abondant et moins rémunérateur que l'an dernier. On compte 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers boulangers; chez les pâtisseries, les cuisiniers, 10 p. o/o. Placement plus facile grâce aux fêtes du Carnaval à Paris et à Cannes; pour le reste, situation équivalente à celle de l'année précédente.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans l'industrie du papier, situation jugée moins favorable que l'an dernier; la production plus forte que l'an dernier a amené une augmentation des stocks qui pèsent sur les prix de vente.

Chez les typographes, l'amélioration signalée le mois dernier s'est maintenue; les maisons de commerce ayant terminé leur inventaire ont envoyé de nouvelles commandes. 3 p. o/o de chômeurs en province; à Paris, situation stationnaire, avec tendance à l'amélioration. 16 p. o/o des syndicats groupant 7 p. o/o des syndiqués estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à même époque, 68 p. o/o des syndicats réunissant 57 p. o/o des adhérents considèrent qu'il est en même quantité et 16 p. o/o des syndicats avec 36 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant. Travail estimé plus actif que l'an dernier à même époque à Vesoul, Vichy, Auxerre, Valence; moins abondant à Valenciennes, Nancy, Lyon et Marseille (typographes), Bordeaux, Rochefort et Angoulême; dans les autres villes, situation stationnaire.

CUIRS ET PEAUX. — La reprise annuelle du travail est jugée plus faible que l'an dernier, notamment dans l'industrie de la chaussure. Dans la ganterie, travail encore peu actif. 10 p. o/o de chômeurs dans la préparation des cuirs et peaux, 9 p. o/o chez les ouvriers en chaussures; les gantiers estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, notamment à Annonay; chez les ouvriers en chaussures de Liancourt, Boulogne, Nancy, Lyon, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne); chez les gantiers de Grenoble et Niort; commandes plus abondantes chez les ouvriers en chaussures de Tours; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — La tendance à la baisse signalée le mois dernier dans les filatures et les tissages se continue; la soierie, l'industrie lainière sont les plus éprouvées; dans les tissages à la main, des réductions de prix de façon coïncident avec une diminution de commandes. Dans la bonneterie, situation stationnaire. La teinturerie tend à réduire sa production à la suite de la diminution des ordres de filatures et tissages. Les tailleurs sont encore en morte-saison; la saison des modèles dans la grande couture vient de commencer; mais peu d'ouvrières sont encore occupées. Chez les chapeliers, sauf pour les ouvriers en chapeaux de paille, travail peu actif. On estime que 13 p. o/o des syndiqués sont atteints par le chômage dans les filatures et tissages, 11 p. o/o chez les teinturiers; pour le reste, pas de variation notable. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les tisseurs à Haspres (Nord); chez les passementiers à Saint-Didier-la-Seaube (Haute-Loire); chez les couturiers à Carcassonne; moins abondant chez les ouvriers des filatures et tissages d'Amiens, de Roubaix et d'Avesnes-les-Auberts (Nord), de Dagny (Ardenne), de Moussey (Vosges), dans la Loire et le Rhône (soieries), de Vienne (Isère), dans la Vendée et le Maine-et-Loire, et à Bolbec; chez les bonnetiers de Falaise (Calvados); chez les teinturiers de Jallieu (Isère) et Bordeaux; chez les passementiers de la Fouillouse (Haute-Loire); chez les tapissiers de Bordeaux; chez les tailleurs de Paris; chez les chapeliers de Bourgneuf (Creuse), Bort (Corrèze) et Rennes; pour le reste, situation stationnaire.

BOIS. — Le travail a repris dans un grand nombre de chantiers de charpente et de menuiserie, comme tous les ans à même époque; la reprise est cependant estimée moins accentuée que l'an dernier; les tonneliers sont encore peu occupés; les sabotiers sont en morte-saison; les charrons et ouvriers en voitures, les ébénistes subissent le contre-coup du ralentissement des affaires. Travail encore actif chez les tabletiers et boutonnières. Le chômage a peu varié chez les charpentiers et menuisiers, on a plutôt augmenté la durée du travail, on fait de 54 à 60 heures par semaine. Les ouvriers en voitures comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage; un peu moins chez les ébénistes. Travail jugé plus actif que l'an dernier chez les ouvriers des scieries de Hermes (Oise) et Bordeaux; chez les menuisiers de Libourne, les charrons de Paris; moins actif chez les charpentiers de Paris, Boulogne-sur-Mer, Marseille, Carcassonne; chez les menuisiers de Marseille, Carmaux, Alger; chez les ouvriers en voitures de Paris (peintres), Nice, Tarbes; chez les ébénistes de Paris (ouvriers en toilettes anglaises), Versailles, Grenoble et Fougères; chez les boutonnières de la Villeneuve-Roy (Oise); pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — Le travail se maintient actif dans la métallurgie et dans la construction mécanique dans le Nord et dans l'Est. La reprise dans la serrurerie et dans les travaux du fer pour le bâtiment se fait plus lentement que l'an dernier. Chez les ferblantiers, boîtiers, la fabrication des boîtes de conserves pour le poisson est terminée. Travail peu actif chez les bijoutiers et chez les horlogers. On compte 17 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les mouleurs, 13 p. o/o chez les métallurgistes, 6 p. o/o chez les ouvriers des constructions mécaniques et les serruriers, 10 p. o/o chez les ouvriers en cuivre, les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision. Le travail est jugé plus actif que l'an dernier chez les métallurgistes de Maubeuge, dans les Ardennes, et au Havre; chez les ouvriers en fer de Gespunsart (Ardennes) et du Mans; plus faible chez les mouleurs en fer de Rouen, les métallurgistes de Commentry (Allier), Grenoble, chez les ouvriers constructeurs-mécaniciens et serruriers de Paris. Amiens, Dunkerque, Marseille, Toulouse; chez les ouvriers en instruments de précision de Paris; chez les ferblantiers de Bordeaux, Nantes, la Turballe (Loire-Inférieure); chez les bijoutiers de Paris; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — La reprise du travail dans l'industrie du bâtiment, longtemps retardée par le temps pluvieux, se fait plus lentement que l'an dernier. La plupart des chantiers n'ont encore que la moitié de leur personnel et on ne fait pas la semaine complète. Les tailleurs de pierre syndiqués estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, à peu près autant chez les sculpteurs, les maçons, les peintres et plâtriers. La durée du travail varie de 54 à 60 heures par semaine, en augmentation d'une heure par jour sur le mois précédent. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Nancy, de Montalieu (Isère); Toulon, Jarnac, Nantes, Rennes, Tours; chez les sculpteurs de Lyon et Bordeaux; chez les mouleurs en plâtre, statuaires de Paris; chez les maçons de Versailles, Argenteuil, Dunkerque, Reims, Sens, Lyon, Grenoble, Tarbes, Lorient, Rennes; chez les peintres-plâtriers d'Armentières, Troyes, Clermont-Ferrand, Chambéry, Fougères; ouvrage plus abondant chez les plâtriers de Dunkerque et Carcassonne.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Travail plus actif que le mois dernier chez les chaudières; la plupart des fours à chaux ont été rallumés; de même amélioration dans la fabrication des ciments, quoique plus lente que l'an dernier. La fabrication de la porcelaine est assez active dans l'Est, plutôt calme

dans le Centre. La verrerie ne travaille qu'avec une partie de ses fours ; diminution des commandes, notamment dans la verrerie à bouteilles.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Travail plus faible que l'an dernier dans l'industrie des transports, par suite de l'accalmie des affaires sur le marché intérieur, de la fin des inventaires, de la diminution des relations commerciales avec l'Amérique et avec les Indes. La période des fêtes du Mardi-Gras a amené une amélioration dans les métiers de l'alimentation, de même chez les coiffeurs. Les ouvriers de l'industrie des transports comptent 16 p. o/o des leurs en chômage ; les comptables 6 p. o/o ; les employés de l'alimentation 9 p. o/o ; les coiffeurs 9 p. o/o. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les employés de tramways et cochers de Nice et les cochers de Rennes ; chez les employés de l'alimentation de Cannes et de Perpignan ; chez les coiffeurs de Paris ; plus faible chez les cochers-livreurs de Paris, les marins du commerce de Marseille, les conducteurs de tramways et cochers de Perpignan, les cochers de Bordeaux ; les employés de l'alimentation de Marseille et de Bordeaux ; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Pendant le dernier trimestre de 1896, les affaires ont été plus difficiles et moins abondantes que l'an dernier chez les *chemisiers*, les prix moins rémunérateurs et en baisse de 10 p. o/o environ sur ceux de l'an dernier. Chez les *maîtres tailleurs*, travail plus abondant que l'an dernier mais prix moins rémunérateurs ; la diminution est estimée à 20 p. o/o pour les 10 dernières années. Pendant le dernier trimestre de 1896, la durée du travail hebdomadaire a varié de 65 à 75 heures ; la saison d'hiver est devenue plus courte, le gros chiffre d'affaires s'est fait en deux mois. Le retour de la clientèle française vers les professionnels français s'accroît ; le tailleur en appartement tend de plus en plus à se mettre en boutique. Prix de vente en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier chez les *fabricants de cadres*. Les entreprises de *maçonnerie* ont été moins occupées, les travaux contrariés par les intempéries ont laissé une marge moins grande à l'entrepreneur par suite de la hausse de la matière première.

S ine-et-Oise. — Production équivalente à celle de l'an dernier chez les *maraîchers-horticulteurs* de la région de Versailles, les prix sont en baisse et moins rémunérateurs par suite de la concurrence des produits du Midi apportés à Paris en quantités de plus en plus grandes ; on estime que le marché des Halles réorganisé amènerait une amélioration dans la situation de l'industrie maraîchère. Chez les *blanchisseurs* de Rueil, travail moins actif que l'an dernier à même époque ; les prix de façon ont tendance à la baisse ; la durée du travail est de 55 à 60 heures chez les hommes et de 50 à 55 heures chez les femmes.

Somme. — A Abbeville, pas de chômage signalé ; activité normale du travail. Une *filature* occupant 200 ouvriers vient d'être mise en marche.

Nord. — Pendant le quatrième trimestre de 1896, situation satisfaisante dans les *établissements métallurgiques* de la région de Maubeuge, production et vente en progrès sur l'an dernier ; pas de chômage, travail continu de 12 en 12 heures. Les ateliers de *grosse forge*, les *fonderies*, les *manufactures d'essieux*, de *machines-outils*, d'*outils* ont également été bien occupés, mieux que l'an dernier à même époque, pas de chômage ; journée de 11 heures ; les salaires ont tendance à la hausse notamment dans les fonderies. Les établissements travaillant le fer se ressentent d'une reprise générale, en particulier les *fabriques de tubes en fer* et les ateliers de *constructions* pour les installations complètes d'usines qui sont bien pour

vus de commandes. Dans la région d'Halain, activité satisfaisante dans les 30 grandes fabriques occupant 6.000 à 7.000 ouvriers. Pas de chômage signalé. L'augmentation des salaires obtenue il y a quelques mois dans l'industrie textile s'est maintenue.

A Fourmies, l'activité du travail a été en diminuant à la fin de l'année 1896; les ordres espérés n'ont pas été reçus, l'Amérique a fait défaut; quelques industries ont licencié une partie de leur personnel ou réduit la durée du travail. Le nombre d'ouvriers qui ont quitté le pays depuis un an peut être évalué à 500. La proportion des ouvriers en chômage est estimée à 10 p. o/o, tant dans la *filature* que dans le *tissage*, la *fonderie* et la *verrerie*. Les *verreries à bouteilles pour vins de champagne* notamment ne travaillent qu'avec un four. Activité du travail et situation générale de l'industrie assez bonne dans la région de Bohain.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Pendant le deuxième trimestre de 1896, la laine mérinos a paru entrer de plus en plus dans la fabrication au détriment de la laine croisée qui avait été jusque là privilégiée comme prix. Les *blousses* ont suivi en fin d'année la baisse de la laine brute. Les bas prix de la matière première n'ont amené aucune activité dans les transactions. Les *peignages* ont chômé dans la proportion d'un quart dans la deuxième quinzaine d'octobre ainsi qu'en novembre. Depuis, l'alimentation a été normale, mais sans avance suffisante. L'alimentation des *filatures à façon de laines peignées*, satisfaisante pendant la première moitié du deuxième semestre, s'est maintenue difficilement jusqu'en fin d'année; la baisse des prix de façon, qui avait commencé lentement, s'est précipitée avec le ralentissement du travail, laissant une situation plutôt chargée, et des cours de façon de filés classiques inférieurs de 25 p. o/o à ceux du précédent trimestre. Les *filatures à façon de laine cardée* ont également ralenti leur marche, par suite de la diminution des commandes, notamment depuis novembre; les prix de façon ont dû suivre. Par suite de la baisse des façons de filature et malgré la fermeté des cours des peignés, les *filature à forfait* ont vu les prix des filés s'abaisser régulièrement pendant toute la durée du semestre et clôturaient l'année sans avoir une réserve sérieuse d'ordres à livrer. Pour les mérinos et les cachemires, la tendance à la baisse du dernier semestre s'est maintenue; des ordres en laizes spéciales pour l'Angleterre et l'Orient avaient amené une hausse sur certains genres spéciaux; mais les genres courants subissaient dès septembre une diminution, accentuée par la diminution de l'exportation en Amérique. En fin d'année, les réassortiments d'hiver, grâce à la faveur de la mode, ont apporté des demandes importantes en cachemires et mérinos dont ont profité quelques producteurs de genres tout à fait supérieurs. Par contre, la fabrication des *tissus fantaisies de laine peignée* s'est sensiblement développée et a pu, dans certaines maisons, combler le vide laissé par la diminution de la production des mérinos et cachemires. Une amélioration s'est également produite dans les genres *nouveautés pour robes* qui, malgré un ralentissement momentané dû à la température peu favorable, ont donné lieu à des commissions plus nombreuses que l'an dernier. Les genres *molletons* qui avaient un peu faibli ont été heureusement remplacés, dans un certain nombre de fabriques, par des casimirs à carreaux pour collets et vêtements de voyage. Les *flanelles* ont eu un courant moyen et les prix se sont ressentis de cette acalmie.

L'industrie du bâtiment a été peu active en raison des demandes plus faibles que l'an dernier et des grandes pluies qui ont contrarié les travaux en cours.

La verrerie n'a pu rallumer les feux des fours qui avaient été éteints, la récolte inférieure aux prévisions et les faibles tirages annoncés amenant une limitation de la production des bouteilles à champagne.

Cependant, dans la préparation des *vins de Champagne*, la situation satisfaisante du semestre précédent a pu être maintenue. Les importations des vins mousseux de France en Angleterre, dont les 9 dixièmes sont des vins de Champagne, ont continué à croître; de 656.000 gallons pendant les cinq premiers mois de 1896, l'importation est passée à 1.074.000 gallons pendant les sept derniers mois; le total pour l'année 1896 a été de 1.730.000 gallons contre 1.430.000 en 1895. Une augmentation des transactions s'est également produite sur le marché de Belgique en prévision de l'augmentation des droits de douane. Par contre, aux États-Unis, pendant les 11 premiers mois, il n'a été importé que 151.235 caisses contre 177.117 en 1895. Dans les vignobles, la récolte qui s'annonçait très bien a été en partie compromise par les grandes pluies, une partie a été transformée en vins rouges ou blancs pour la consommation locale; de plus, les commerçants en vins qui s'étaient largement approvisionnés pendant les récoltes favorables de 1893 à 1895 ont montré peu d'empresse-

ment dans leurs achats; l'étranger, au contraire, a profité de la baisse des prix pour s'approvisionner de vins en cercles de 1896.

Le commerce de détail, gêné par la situation moins prospère des campagnes, n'a pu améliorer sa situation, les rentrées sont devenues plus difficiles et la tendance à une reprise dans quelques parties de l'industrie textile n'a pas été assez accentuée pour faire compensation.

Dans l'arrondissement d'Épernay, la fabrication dans les *sucreries* entravée par une bétérave chargée de terre et amenée humide dans les silos a donné des résultats défectueux; de plus, les prix de vente sont descendus à des taux jugés désavantageux par les fabricants. La récolte du vin de Champagne, d'une abondance relative, n'a pas amené une reprise des transactions autant qu'on l'espérait; les stocks en cave ont rendu les commerçants réservés, les prix ont été en baisse sur ceux de l'an dernier. D'autre part, on a entrepris heureusement la reconstitution des vignobles attaqués par le *phylloxéra* et la défense de ceux qui étaient menacés. L'expédition de bouteilles de vin de Champagne de l'arrondissement d'Épernay a été en augmentant; le total des expéditions pour l'année s'est élevé à 9.400.000 bouteilles.

L'industrie du bâtiment a continué à être bien occupée, grâce à de nouvelles constructions bourgeoises et ouvrières. Le commerce de détail a été plutôt languissant; le développement de la concurrence, surtout de celle des sociétés de consommation, la diminution des achats des vignerons et des ouvriers des campagnes dont les travaux ont été contrariés par les temps pluvieux, ont entraîné un ralentissement dans les transactions et une diminution des prix de vente.

Meuse. — Peu de chômage, activité du travail et situation industrielle satisfaisantes dans les différentes industries de Bar-le-Duc.

Meurthe-et-Moselle. — Situation satisfaisante au point de vue du travail dans la plupart des établissements industriels de Lunéville, *faïencerie* (1.300 ouvriers), *fabriques de wagons* (800 ouvriers), de *jouets* (280 ouvriers), de *verre*, *marbre* (300 ouvriers); peu de chômeurs et un grand nombre de ceux-ci peuvent s'occuper aux chantiers de la ville.

Haut-Rhin. — A Belfort, le travail a été assez actif en décembre 1896, moins cependant que l'an dernier, dans les *filatures* (6 établissements, 2.000 ouvriers), on comptait 6 p. o/o de chômeurs et on faisait 66 heures par semaine. Situation stationnaire dans les *tissages mécaniques*, qui faisaient 66 heures par semaine; on y comptait 8 p. o/o de chômeurs; 4 p. o/o dans l'*impression* et la *teinture* (180 ouvriers), durée du travail, 65 heures par semaine. Saison moins bonne que l'an dernier dans la *chapellerie* (350 ouvriers). Dans la *métallurgie* (4 établissements avec 1.800 ouvriers), l'amélioration s'est maintenue, 9 p. o/o de chômeurs, travail 62 heures par semaine. L'industrie du bâtiment, par suite de la morte-saison habituelle, a compté deux cinquièmes des ouvriers en chômage.

Doubs. — A Besançon, travail moins abondant que dans le trimestre précédent; il y a eu fusion d'ateliers d'*horlogerie* et de *monteurs de boîtes d'or* sans modification de personnel. On estime que le chômage atteint chez les fabricants de *mouvements* et chez les *monteurs bottiers* un peu plus du quart des ouvriers; un quart chez les *cordonniers* et ouvriers des ateliers de *fournitures militaires*, 30 p. o/o dans l'industrie du bâtiment. Commandes en diminution sur l'an dernier chez les fabricants de *cadrans*; prix moins rémunérateurs et en baisse; travail réduit à 50 heures par semaine. Dans la *peinture sur cadrans*, le perfectionnement de la machine à décalquer laisse un certain nombre d'ouvriers sans travail.

Saône-et-Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MÂCON. — Pendant l'année 1896, par suite du ralentissement du travail dans la *tannerie*, l'industrie de l'*écorgage* des chênes a présenté une activité moins grande que l'an dernier; les prix de vente ont été sensiblement diminués et sont descendus à des taux jugés non rémunérateurs. Les *charbons de bois* encore bien demandés n'ont pu obtenir une amélioration des cours; par contre les bois de charpente et d'industrie ont marqué une tendance à la hausse. Situation défavorable dans les *mines de manganèse*; débouchés restreints; un certain nombre d'ouvriers ont été atteints par le chômage. La *tannerie* a fait une campagne plus mauvaise que celle de l'an dernier; les ventes ont été plus faibles et à des prix moins avantageux, par suite de la diminution des adjudications de fournitures. L'Amérique, qui autrefois envoyait travailler en France ses cuirs verts,

est venue se fournir de matière première sur notre marché pour renvoyer ensuite les produits tout préparés. La *filature* a été également éprouvée par l'encombrement du marché, on a réduit la journée du travail de certaines catégories d'ouvriers. Prix de vente en baisse pour les *produits céramiques*. La fabrication de la *porcelaine* a été normale; le prix de la main-d'œuvre a une tendance à s'élever; les prix de vente ont marqué une disposition à la baisse. Les transactions ont été rendues plus difficiles par suite des difficultés de retour, après livraison, de cadres vides. Le *commerce des vins* a été dans une situation estimée peu satisfaisante.

Nièvre. — Dans la région de Cosne, une nouvelle fabrique de *limes* vient de se monter, elle occupe 30 ouvriers; de même, une fabrique de *clous*. L'industrie du *bâtiment* est mieux pourvue de commandes que l'an dernier pour certains corps de métiers.

Loire. — L'année 1896 s'est terminée d'une façon satisfaisante pour les trois *tissages de mousseline de soie* de Saint-Chamond. L'industrie des *lacets*, celle du *moulinage* et de la *teinturerie* n'ont pu améliorer leur situation et sont peu occupées. La diminution de l'exportation rejetant sur le marché français des quantités de produits a entraîné une diminution des prix. Les salaires sont restés en général stationnaires, mais les suspensions de travail ont été plus fréquentes. Les *forges* ont manqué de travail dans certaines catégories, 15 p. o/o des ouvriers ont été mis au repos. Les *mines* de Saint-Chamond se ressentent de cette accalmie des affaires, l'extraction de la houille a diminué. A Charlieu dans les *tissages de soie*, 10 p. o/o de chômeurs; on fait la journée de 11 heures en usines; diminution de 15 p. o/o sur les salaires par rapport à l'an dernier. Dans la région de Saint-Étienne, la situation de l'industrie *rubanière* a laissé encore à désirer; les prix de façon se sont maintenus inférieurs à ceux pratiqués l'année précédente, notamment pour les articles courants; la durée du travail a été très variable, en moyenné de 12 à 13 heures à la ville; mais à la campagne, à Saint-Genest, la Fouillouse, Sainte-Sigolène, Malmont, les veillées se seraient prolongées assez tard dans la nuit; ainsi les campagnes ont pu effectuer une bonne partie des commandes. Les installations mécaniques continuent à augmenter. Production plus faible que l'an dernier dans l'industrie de la *chaussure*; les affaires ont été plus faibles par suite de la crise industrielle de la région.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROANNE. — Pendant l'année 1896, l'industrie des *eaux minérales naturelles gazeuses*, peu favorisée par un été chaud, a eu un courant d'affaires plus restreint qu'en 1895. Les industries de l'alimentation (minoterie, féculerie) ont travaillé normalement. La *papeterie* a été bien occupée. La *tannerie* n'a pu encore reprendre une activité semblable à celle de 1895; les peaux, notamment celles du pays, ont été chères et plutôt rares. Les *tissages de soie pure* concentrés à Charlieu, Belmont et Chaffailles ont fait une campagne inférieure à l'année précédente; par suite de la concurrence des produits de fabriques de Suisse, les commandes ont été moins abondantes et les prix de façon moins élevés; les chômages ont été fréquents; les tissages mécaniques ont été aussi éprouvés que les tissages à la main. Un ralentissement du travail assez sérieux s'est également produit dans l'industrie des *tonnades*. La vente, assez bonne pendant le 1^{er} semestre, a été ensuite faible pour l'article d'été par suite de la température humide et sans chaleur d'une partie de l'été; les réassortiments ont été également peu importants et l'article d'hiver s'est senti de l'encombrement du marché en fin d'année. On attribue la stagnation des affaires aux difficultés des transactions avec l'Amérique du Sud et à la surproduction de ces trois dernières années, l'augmentation de la production pendant cette période était évaluée à un dixième de la production totale. L'arrêt survenu l'an dernier dans la production par suite de la grève n'avait pas permis de ressentir autant que cette année les effets de la surproduction; les prix de vente encore stationnaires ont tendance à la baisse. On a dû en fin d'année arrêter le travail à la nuit tombante; l'an dernier on finissait à 7 heures; on n'a travaillé que sur un métier au lieu de deux; la diminution du gain hebdomadaire de l'ouvrier est estimée à un quart. La réduction du travail s'est étendue aux milieux similaires, *filateurs*, *teinturiers*, *blanchisseurs*, etc... L'industrie des *lainages tricotés* a été assez prospère quoique moins favorisée que pendant l'année 1895. Les industries du *bâtiment*, et notamment les *tuileries* et *briqueuses* ont eu un bon courant d'affaires. L'industrie des *transports* a continué à progresser; la transformation du canal de Roanne, la création d'une importante gare d'eau, jointe

aux améliorations affectées aux voies navigables du Centre, vont faire augmenter dans de grandes proportions le tonnage du port de Roanne.

Rhône. — A Lyon, pendant le 4^e trimestre de 1896, reprise du travail chez les *maîtres tullistes-chaineurs*, mais tendance à la baisse sur les prix de façon. Une maison vient d'être arrêtée et vendue judiciairement. Chez les *teinturiers*, durée du travail réduite à 30 heures par semaine dans un certain nombre d'établissements; les prix en baisse sont moins rémunérateurs que ceux du trimestre précédent. Situation moins bonne que l'an dernier chez les ouvriers des diverses industries de Tarare, notamment dans la *soierie*; on estime à 20 p. o/o le nombre des ouvriers en chômage pendant le 4^e trimestre.

Bouches-du-Rhône. — Pendant le 4^e trimestre de 1896, à Marseille, ralentissement du travail dans la *minoterie*, une des principales industries de la région. Les 100 fabriques qui existent actuellement avec 1.500 ouvriers n'ont pas travaillé avec leur force entière; une vingtaine ont été arrêtées. Le salaire a été en moyenne de 4 francs pour une journée de 10 heures. Les *huileries* (30 usines, 2.500 à 2.800 ouvriers) se sont ressenties de la concurrence sur le marché local de l'huile de coton d'Amérique coïncidant avec une diminution de la vente dans les pays étrangers, qui devenaient producteurs à leur tour. La *savonnerie* a travaillé normalement; elle a pu profiter du bon marché de la matière première que lui fournissait la concurrence des huileries; elle occupe une cinquantaine de fabriques avec 1.500 ouvriers. Situation peu satisfaisante dans la *tonnellerie pour le vin* (400 ouvriers); on estime que les trois quarts des ouvriers n'ont fait que quelques jours par semaine. De même dans la *tonnellerie pour les huiles* (800 ouvriers); une centaine ont été occupés 3 ou 4 jours par semaine et, la plupart du temps, pour les autres qui ont été moins occupés, les salaires sont descendus à 8 francs par semaine. Dans la *menuiserie*, un nombre important d'ouvriers sont restés inoccupés. Le commerce des bois s'est senti de cette situation et son activité s'est sensiblement ralentie. La *métallurgie* a été également fort éprouvée; les commandes ont été rares, les établissements étrangers, par suite des rabais consentis aux armateurs, attirant une grande partie des ordres.

Isère. — A la Tour-du-Pin, on estime à un cinquième le nombre des ouvriers des diverses industries locales atteints par le chômage; l'activité du travail tend à diminuer; une nouvelle diminution évaluée à un peu moins de 5 p. o/o s'est produite sur les salaires.

Drôme. — Situation stationnaire dans les diverses industries de Romans et du Bourg-du-Péage; le chômage a atteint un quart des ouvriers.

Var. — Augmentation de la durée du travail dans les ateliers de *chaudronnerie sur cuivre* de la Seyne.

Ardèche. — Travail plus faible que l'an dernier dans les *moulinages de soie* de Privas, prix en baisse depuis le trimestre précédent et moins rémunérateurs; journée variant de 10 à 11 heures; main-d'œuvre peu abondante mais suffisante.

Gard. — A Nîmes, marche normale dans la *brasserie*, la *distillerie d'absinthe*, les *confiseries* et *chocolateries*, les fabriques de pâtes alimentaires, la *raffinerie de pétrole*, les fabriques de *bougies*, *savons* et *glycérine*; production ralentie dans le travail des *cuirs* et *peaux*, notamment dans les fabriques de *chaussures pour femmes et hommes*; les *souliers pour enfant* ont été bien demandés et on y a travaillé activement. Dans la fabrication des *tapis*, les deux maisons encore existantes n'ont occupé qu'une partie de leur personnel. Dans les *tissages d'étoffes d'ameublement*, les quatre établissements de la région n'ont fait fonctionner qu'un petit nombre de métiers. Les deux *tissages* produisant des tissus pour l'Algérie ont maintenu avec peine leur chiffre d'affaires. La *bonneterie* a perdu beaucoup de son ancienne importance dans la région; une usine de *bas de soie* a été transportée à Meaux et les ouvriers de la région ont dû suivre ou rester inoccupés. La *bonneterie* utilise encore un certain nombre de *tricoteuses* dans le département pour la fabrication des articles grossiers. Une vingtaine de métiers à chaîne fabriquent le tissu dit des Pyrénées, le fichu de laine et la mitaine d'été, ce qui permet d'entretenir un peu d'activité; quelques métiers circulaires sont aussi occupés.

Deux fabriques de *lacets* n'ont pu utiliser tout leur outillage, de même dans les deux fabriques de *galons* et de *ceintures*. La *confection de vêtements pour hommes* a pris une grande extension, elle occupe un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières; elle ne produit encore que pour le marché français. La *tonnellerie* a été également bien occupée.

Hérault. — Dans la région de Béziers, ralentissement du travail chez les *ébénistes*, *menuisiers*, *tapisseries* et *doreurs*; les *maçons*, *tailleurs de pierre*, *ravaleurs* sont bien occupés grâce à la démolition et à la reconstruction de certains quartiers de la ville; activité satisfaisante dans les ateliers de *construction d'instruments aratoires* et dans ceux de *produits chimiques* et *céramiques* (100 à 150 ouvriers).

A Cette, progrès dans la fabrication des *engrais chimiques* (2 usines, 300 à 400 ouvriers), cependant un peu de chômage. Situation devenue très difficile chez les *tonneliers* (6.000 à 6.500 ouvriers) par suite de la grande diminution de l'exportation des vins et de la fermeture d'un certain nombre de maisons qui s'occupaient de ce commerce; on estime que le chômage atteint les trois quarts des tonneliers. La crise a également éprouvé les *ouvriers du port*; le transit a diminué dans le port, les marchandises qui y étaient transportées se dirigeant sur les ports de Port-Vendres et de Port-Saint-Louis, mieux aménagés que celui de Cette; la diminution de l'exportation des vins est venue accentuer la gêne des ouvriers du port.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, on estime à 6 p. o/o le nombre des chômeurs sur l'ensemble de la population ouvrière; peu de chômeurs chez les *boulangers*; pas de signales chez les *typographes*; morte-saison chez les *tailleurs d'habit* et dans l'industrie du *bâtiment*.

A la Rochelle, activité de travail plus faible que l'an dernier dans la plupart des industries, on estime à un cinquième le nombre des ouvriers en chômage.

Haute-Vienne. — Situation stationnaire dans la plupart des industries de Saint-Junien; la *ganterie* n'a pas encore pu améliorer sa position, la fabrication est toujours peu active.

CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES. — Pendant le deuxième semestre de 1896, la fabrication a été assez active dans l'*imprimerie* et dans les fabriques de *porcelaine*. Les fabriques de *chaussures*, les ateliers de *décor sur porcelaine* ont eu un moins bon courant d'affaires que l'an dernier; un certain nombre d'ouvriers ont été atteints par le chômage. Les fabriques de *porcelaine* ont continué à perfectionner leur outillage. Les prix de vente ont eu une tendance générale à la baisse.

Indre. — Chez les *boulangers* d'Issoudun, affaires plutôt calmes, prix de vente en hausse d'un centime par kilogramme à la suite de l'augmentation de la matière première, prix moins rémunérateurs que l'an dernier. A Châteauroux, l'industrie du *bâtiment* est mieux pourvue de commandes, mais actuellement la saison d'hiver suspend les travaux.

Cher. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES.** — Pendant le deuxième semestre de 1896, la situation a été satisfaisante dans les *carrières de pierre*, la *brasserie*, la fabrication des *toiles cirées*, le travail des *bois de charpente*, la *carrosserie*, les ateliers d'*équipements militaires*, les fabriques d'*essieux*. Dans les fabriques de *machines agricoles*, le travail s'est maintenu actif malgré la morte-saison d'hiver. Progrès continu dans la *métallurgie*, les ateliers de *céramique du bâtiment* et dans les *poteries de grès*. Les *tuileries à la main* ont une tendance à disparaître devant la concurrence des *tuileries mécaniques*. Les *verreries* ont été encore bien occupées, grâce aux sacrifices consentis pour l'écoulement de leurs produits. La *batellerie* a bénéficié d'un bon courant d'affaires; les bateaux ont été rares et difficiles à obtenir. D'autre part, la *meunerie* a subi un ralentissement de travail attribué à la hausse de la matière première. Situation moins prospère que l'an dernier dans l'industrie *lainière*. Le travail a repris une activité normale dans la *tannerie*.

Finistère. — Situation plus favorable que l'année précédente chez les *marins pêcheurs de sardines* de Douarnenez; grâce à une entente avec les patrons, la pêche a été réglée sur la production des fabriques de conserves et, le marché n'étant plus encombré de produits, les prix ont haussé et fourni aux pêcheurs une rémunération que l'on n'avait pas obtenue depuis plusieurs années.

Ile-et-Vilaine. — A Fougères, pendant le quatrième trimestre de 1896, on a fait la journée à peu près complète dans l'industrie de la *chaussure*; mais les commandes pour la saison d'été, moins nombreuses que l'an dernier, ont été bientôt exécutées; on espère une amélioration avec les réassortiments, si le printemps sec et beau facilite la reprise. L'industrie du *bâtiment* a été occupée assez régulièrement grâce à une température plus douce que les autres années.

A Rennes, dans la plupart des industries, activité de travail faible, la diminution du personnel ouvrier est estimée à un tiers, elle atteindrait les deux cinquièmes des ouvriers dans la *cordonnerie*, la *sellerie* et l'industrie du *bâtiment*. Journée généralement réduite à 9 heures.

Orne. — A Tinchebray, les fabriques de *peignes* ont travaillé activement; de même les fabriques d'articles de *quincaillerie* malgré la période des inventaires. La *servanterie* a tendance à diminuer. La *clouterie* a été très délaissée; la fabrication des *pièges forgés* (100 à 150 ouvriers), concurrencée par la fabrication mécanique, a compté deux cinquièmes des ouvriers sans commandes.

Manche. — Pendant le deuxième semestre de 1896, les diverses industries du département ont eu une activité normale; l'industrie des *beurres* a progressé; celle du *bâtiment* favorisée par l'absence de gelées a pu exécuter des travaux qu'elle aurait dû suspendre les autres années pendant les saisons d'hiver.

Calvados. — A Lisieux, activité du travail moins grande que l'an dernier à pareille époque. On estime que le chômage atteint 10 p. 0/0 des ouvriers de l'industrie des *cuir*s et de la *chaussure*, chez qui des réductions de salaires ont également eu lieu, un cinquième des ouvriers dans l'industrie *lainière*, 8 p. 0/0 dans l'industrie *linière*, 10 p. 0/0 dans l'industrie du *bâtiment*. Journée de 11 heures en général dans l'industrie du cuir et de la chaussure, de 10 heures dans l'industrie *lainière*, de 10 à 11 heures dans l'industrie *linière*, de 9 heures dans le *bâtiment*. Le taux général des salaires a tendance à la baisse.

Seine-Inférieure. — Dans la région de Darnetal, travail peu actif dans les *filatures* et *tissages* (1.500 ouvriers et ouvrières). On n'embauche pas de nouveaux ouvriers pour remplacer ceux qui s'en vont; le travail est même arrêté de temps à autre, un jour ou deux par semaine; journée maintenue à 11 heures avec des salaires variant de 1 fr. 50 à 2 fr. 75 par jour. Les ateliers de *teinture* et d'*impression* (700 à 800 ouvriers) se ressentent du ralentissement des *filatures* et des *tissages*; on fait 3 ou 4 jours par semaine et la journée varie de 9 à 10 heures. Les autres industries locales sont également peu occupées; on estime que le chômage atteint un peu plus de la moitié des ouvriers.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ELLEUF. — Pendant le dernier trimestre de 1896, l'industrie textile a été assez active dans les genres nouveautés, un peu moins satisfaisante dans les draps unis pour uniformes et bilards; les draps noirs ont montré quelques dispositions à la baisse; par contre, les tissus cheviots ont été de plus en plus en faveur; les draps de dames bien demandés jusqu'en octobre ont été un peu délaissés en fin d'année. On estime qu'il est sorti d'Elbeuf, pendant le quatrième trimestre de 1896 (déduction faite des entrées), un poids net de 802.650 kilogrammes de draperies contre 802.400 kilogrammes pendant la période correspondante de 1895. Une partie des expéditions ont été faites pour l'exportation.

D'après d'autres renseignements, on estime que le chômage a atteint de 25 à 30 p. 0/0 des ouvriers de l'industrie textile. La *chaudronnerie* a subi également un ralentissement de travail; de même l'industrie du *bâtiment*, dans laquelle le nombre des chômeurs est évaluée à 10 p. 0/0.

Algérie. — A Oran, pas de chômeurs chez les *minotiers*. Situation moins bonne que l'an dernier chez les *distillateurs*, plusieurs maisons ayant cessé leur fabrication et ne s'occupant plus que du commerce des vins, lies et tartres avec un personnel plus faible. Pour l'*alfa* et le *crin végétal*, travail plus faible que l'an dernier par suite de la concurrence de la Tunisie plus favorisée au point de vue des frais de transport; un grand nombre d'établissements de *crin*

végétal exploités par les Arabes ont disparu. Pour les *tabacs*, situation stationnaire pour le personnel employé, principalement étranger. Travail normal chez les *cordonniers*, *tailleurs*, *charrons*, *forgerons*, *carrossiers*. Chez les *foudriers*, l'abondance du matériel déjà existant chez les vigneron a réduit les commandes; de plus, un certain nombre de grands propriétaires ont fait construire des cuves en briques et ciment; on estime le nombre des chômeurs à un cinquième environ; les *tonneliers* sont bien occupés grâce à d'importantes exportations de vins. Dans les ateliers de travail du fer et de l'acier, travail plus faible que l'an dernier; on estime la réduction du personnel à un peu plus du quart. Il y a eu peu de constructions nouvelles; aussi la fabrication des *plâtres*, *chaux*, *briques*, *carreaux*, *tuyaux en ciments* et l'*extraction des pierres* à bâtir ont été fortement ralenties; les *menuisiers*, *serruriers*, *zingueurs*, *peintres*, *maçons* ont été atteints par le chômage dans une proportion de deux cinquièmes. Les *charpentiers* ont été un peu occupés à la construction de hangars pour les cultivateurs et à quelques travaux d'intérieur. Les *terrassiers* sans ouvrage se sont embauchés pour les travaux agricoles. Les *tailleurs de pierre*, dont l'ouvrage était devenu très faible à Oran, ont été occupés à la construction de quelques bâtiments communaux aux environs. Par suite de la crise de l'industrie du bâtiment, on a dû recourir aux fourneaux économiques pour fournir des aliments aux ouvriers sans travail. L'exploitation de la *carrière de marbre*, qui emploie une centaine d'ouvriers, dont les deux tiers sont étrangers, a travaillé activement; la main-d'œuvre a été plutôt en excès.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Le chômage atteint un peu moins du tiers des adhérents chez les *ouvriers boulangers* de la Caisse de retraites. Placement plus faible que l'an dernier chez les *boulangers* de l'Association mutuelle de placement qui comptent 4 p. o/o des leurs en chômage. Situation satisfaisante chez les *pâtisiers-cuisiniers*.

Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *cartouchiers* d'Issy et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *gantiers* qui ne font pas la journée complète. 2 p. o/o de chômeurs et morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *gainiers* qui font 7 heures par jour en moyenne.

Chez les *passementiers*, la saison de travail commence, elle est moins accentuée que l'an dernier; cependant, pas de chômeurs. Beaucoup de mises à pied chez les *coupeurs-tailleurs*; environ un tiers des adhérents, c'est la morte-saison; plusieurs maisons embauchent des étrangers à des taux plus faibles que ceux habituellement demandés. Environ 2 p. o/o de chômeurs signalés chez les *employés et ouvriers de l'habillement*; le travail reprend dans les maisons de *modèles*, *couture et confection*; un comité de défense qui s'était formé l'hiver dernier pour arrêter des mesures de protection pour les modèles de vêtement est en pleine activité maintenant.

Reprise du travail chez les *charpentiers* qui comptent environ 9 p. o/o des leurs en chômage; durée du travail, 48 heures par semaine; 54 heures et 11 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en voitures*; commandes plus faibles que l'an dernier; reprise du travail chez les *charrons*, chez qui la journée a été portée à 9 heures en augmentation d'une heure sur le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *mouliniers-finisieurs*; de même chez les *ouvriers en toilettes anglaises*, journée diminuée d'une heure dans un atelier de 15 ouvriers; de même, journée diminuée d'une heure et pas de chômeurs signalés chez les *brossiers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers en fer*, qui estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage, attribué principalement aux intempéries; travail ralenti chez les *tailleurs sur acier*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs* qui font la journée de 11 heures; elle est de 10 heures chez les *estampeurs-poëliers* qui comptent 4 p. o/o de chômeurs. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *ouvriers en instruments de précision*; journée diminuée de 2 heures pour 26 ouvriers. Les *bijoutiers en doré* sont encore tous occupés, mais moins que l'an dernier. Chez les *graveurs*, travail plutôt ralenti dans les genres classiques, morte-saison dans la gravure mode et chez les *graveurs pour vaisselle*.

Les *peintres* syndiqués, qui sont moins occupés que l'an dernier, estiment que 9 p. o/o des

leurs sont en chômage Pas de chômeurs signalés et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *biseauteurs-polisseurs*.

Les *garçons de magasin et cochers livreurs* font 72 heures par semaine, dimanche compris, et comptent 8 p. o/o de chômeurs; les *comptables*, 6 p. o/o; les *employés de la boucherie*, 3 p. o/o; les *étaliers* syndiqués 16 p. o/o. Reprise du travail chez les *coiffeurs*; placement plus faible que l'an dernier.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeurs chez les *blanchisseurs et blanchisseuses* de Rueil. Par suite des inondations, le travail a été suspendu quelques jours, pendant le mois dernier, chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. A Versailles, travail plus faible que l'an dernier chez les *ouvriers de l'ameublement* qui comptent un grand nombre des leurs en chômage, notamment chez les syndiqués; journée généralement de 8 heures. Les *maçons* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; la journée est augmentée d'une heure; de même chez ceux d'Argenteuil; le travail reprend moins bien que l'an dernier.

Aisne. — Les *vanniers* d'Origny sont tous occupés et font la journée de 11 heures. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs et employés dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — L'amélioration signalée chez les *cordonniers* de Liancourt ne se continue pas; l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier. Travail toujours satisfaisant chez les *scieurs à la mécanique* de Hermes. Pas de chômeurs chez les *dominotiers* et les *boutonniers* de Méru.

Somme. — A Amiens, les *teinturiers* comptent 10 p. o/o des leurs en chômage; ils font 34 heures par semaine en moyenne; les *bonnetiers* de Corbie font 60 heures par semaine et n'ont pas de chômeurs. A Amiens, les *serruriers* en comptent 13 p. o/o et font 40 heures environ par semaine. Le travail a repris plus abondant que l'an dernier chez les *maçons*.

Pas-de-Calais. — 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Arras. A Boulogne-sur-Mer, chez les *cordonniers*, l'ouvrage est en diminution, les prix de façon sont réduits dans certaines maisons de près de 10 p. o/o. Pas de chômeurs signalés chez les *charpentiers en navires*, qui font 60 heures par semaine.

Nord. — Travail actif chez les *mineurs* de Déchy. Pas de chômeurs chez les *typographes* de Valenciennes; ouvrage généralement moins abondant que l'an dernier. Travail toujours actif chez les *tisseurs* d'Haspres. Pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie textile* de Roubaix, qui sont moins occupés que l'an dernier, c'est l'époque de l'échantillonnage; même situation chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Auberts. Les *imprimeurs sur tissus*, de Valenciennes, sont tous occupés. Les *métallurgistes* de Maubeuge font 72 à 78 heures par semaine et comptent 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *ouvriers sur métaux* de Lille, les heures supplémentaires deviennent plus rares; le travail est cependant plus abondant que l'an dernier. A Dunkerque, pas de chômeurs chez les *mécaniciens navigateurs*. Journée de 9 heures chez les *maçons*. Les *plâtriers* font 57 heures par semaine; ils comptent 15 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *peintres* d'Armentières, qui font 51 heures par semaine; la journée est augmentée d'une demi-heure pour 70 ouvriers.

Ardennes. — Chômeurs, 10 p. o/o chez les *tisseurs* de Douzy, qui sont moins occupés que l'an dernier; à Villers-Cernay, on estime qu'un peu plus du tiers des *ouvriers en tissus* manquent de commandes; de même chez les *filateurs* de Dagny. Chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, travail toujours actif. Travail 60 heures par semaine chez les *carriers et tailleurs de pierre* de Foischies; pas de chômeurs chez les *ardoisiers* de Fumay.

Marne. — Les *maçons* de Reims font la journée de 10 heures, ils estiment qu'un peu plus des deux cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage.

Aube. — Le chômage, plus long que l'an dernier, atteint un peu plus des deux cinquièmes des *plâtriers* de Troyes qui font de 40 à 45 heures par semaine.

Meuse. — 11 p. o/o de chômeurs chez les *carriers* de Lérrouville, qui font 60 heures par semaine ; ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les *typographes*, l'amélioration déjà signalée s'est maintenue. 16 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*.

Haute-Saône. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Vesoul, qui ne comptent pas de chômeurs ; un journal nouveau vient de paraître.

Doubs. — A Besançon, 15 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, qui font 60 heures par semaine ; les salaires tendent à baisser. Pas de signalés chez les *ferblantiers*, qui font la journée de 10 heures.

Ain. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* carriers de Thoiry qui font 54 heures par semaine.

Saône-et-Loire. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — Les *tâcherons* de Villiers-le-Duc sont tous occupés ; de même chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château ; de même chez les *typographes* de Semur.

Yonne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent et 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Auxerre ; les *maisons de commerce* ont fait leurs commandes plus tôt que l'an dernier. Journée augmentée d'une heure, et travail plus abondant que le mois dernier chez les *menuisiers* de Sens. Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers en *métaux* d'Auxerre, qui font de 60 à 72 heures par semaine.

Nièvre. — Pas de chômeurs signalés chez les *bûcherons* de Menou. 12 p. o/o chez les ouvriers du bâtiment de Nevers qui font la journée de 10 heures.

Allier. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Cusset qui font 65 heures par semaine. Morte-saison chez les *sabotiers* qui comptent un cinquième des leurs sans ouvrage. Travail moins abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes* de Commentry, les ouvriers en fer noir et ceux de l'*étanerie* perdent environ une semaine par mois ; les *métallurgistes* de Saint-Chamond estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Puy-de-Dôme. — 14 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* syndiqués de Clermont-Ferrand qui font 60 heures par semaine ; on évalue à 20 p. o/o le nombre des chômeurs dans l'ensemble de la corporation des *menuisiers*. 14 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* qui font la journée de 9 heures, en augmentation d'une heure sur le mois dernier.

Haute-Loire. — Pas de chômeurs chez les chefs d'*ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve qui font 72 heures par semaine et sont plus occupés que l'an dernier.

Loire. — Pas de chômeurs signalés chez les *mineurs* de Saint-Jean-Bonnefond ; dans certaines exploitations de la région, on fait 5 jours par semaine. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *imprimeurs-graveurs* de Saint-Etienne. Travail suspendu plusieurs jours par semaine chez les *tisseurs* de la Gresle, dans une maison ; une autre maison vient de transformer son outillage et de monter 20 métiers mécaniques. A Jarnosse, deux maisons occupant 80 tisseurs viennent de fermer, A Guinzier, beaucoup de tisseurs en soieries et en cotonnades sont en chômage ; les salaires sont également en diminution. A Saint-Etienne, on estime que 10 p. o/o des métiers sont encore inoccupés chez les chefs d'*ateliers rubaniers* ; le travail a bien repris, mais les prix de façon seraient diminués de près de moitié ; amélioration depuis le mois dernier chez ceux de la Fouillouse. Travail faible chez les *tisseurs épingleurs* de Saint-Etienne dont les trois quarts manquent de commandes, beaucoup vont chercher de l'ouvrage dans l'industrie du ruban.

Rhône. — A Lyon, les *jardiniers* font de 90 à 95 heures par semaine; ils sont tous occupés; de même chez les *cartonniers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs-conducteurs*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; la saison d'hiver est plus mauvaise que celle de l'an dernier. Le travail reprend chez les *tisseurs* de Grandris, mais avec des prix de façon réduits; les commandes sont encore insuffisantes à occuper les métiers disponibles. A Lyon, diminution du travail chez les *tapissiers* qui comptent un tiers des leurs sans commandes. 6 p. o/o et morte-saison chez les *coupeurs-tailleurs*; on tend à réduire la journée à 9 heures.

8 p. o/o de chômeurs chez les *litiers fer et cuivre*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bronziers*. 12 p. o/o de chômeurs chez les *voituriers*; 16 p. o/o chez les employés de *cafés-restaurants*.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs signalés chez les *carriers* de Mellerie, qui ont repris leur travail et qui font la journée de 8 heures.

Isère. — Ouvrage plus abondant que le mois dernier, mais inférieur à l'année précédente, chez les *gantiers* de Grenoble, qui font de 58 à 60 heures par semaine. A Vienne, deux importantes maisons occupant ensemble 900 ouvriers *tisseurs* viennent de renvoyer une partie de leur personnel par suite du manque de commandes; dans d'autres établissements, on travaille à tour de rôle, ou avec la journée réduite. Travail plus faible que le mois dernier chez les *imprimeurs* sur étoffes de Jallieu. A Grenoble, chez les *ébénistes-sculpteurs*, travail plus faible que l'an dernier, par suite de la crise industrielle de la région et de la concurrence des fabriques des environs; on estime que moitié des syndiqués sont atteints par le chômage; 3 p. o/o chez les *ouvriers en métaux*; la journée est réduite de 2 heures, sauf dans 2 ou 3 ateliers, 150 ouvriers sont atteints par cette réduction de travail. 5 p. o/o de chômeurs chez les *peintres* de Vienne.

Drôme. — Le travail a repris depuis le 1^{er} février chez les *carriers* de Saint-Remond, qui font 2 jours par semaine en moyenne. 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Valence, ouvrage un peu plus abondant que l'an dernier, les travaux administratifs n'étant plus adjugés à des imprimeries étrangères à la région. Journée de 9 heures chez les *mouleurs* en fer de Romans.

Alpes-Maritimes. — A Nice, l'amélioration signalée chez les *vermiceliers*, qui font 72 heures par semaine, se maintient. La saison des étrangers est meilleure que celle de l'an dernier.

Les *bonlangers* comptent un quart des leurs sans places à demeure; ouvrage cependant plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent. Chez les *cuisiniers* de Cannes, l'amélioration déjà signalée continue. A Nice, les *serruriers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; environ la moitié chez les *plâtriers*; ouvrage moins abondant que l'an dernier. Reprise du travail chez les *cochers* et chez les employés de tramways par suite de l'arrivée des étrangers pour les fêtes du Carnaval. Amélioration chez les employés de commerce qui sont tous occupés et font des heures supplémentaires. Reprise du travail chez les employés *limonadiers* de Cannes qui comptent 16 p. o/o des leurs sans places.

Bouches-du-Rhône. — Travail plus faible que le mois dernier chez les *pêcheurs* de Martignes, quelques bateaux ayant été désarmés. 15 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers* de Saint-Giniez qui font 48 heures par semaine. Placement encore peu actif chez les *bonlangers* d'Aix. A Marseille, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes* qui comptent 1 p. o/o des leurs sans places. Les *selliers-bourreliers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; un peu plus de moitié chez les *charpentiers*; de même chez les *charpentiers calfs* qui tiennent le travail pour plus faible de moitié que celui de l'an dernier. De même, ouvrage moins abondant chez les *menuisiers* qui comptent un cinquième des leurs sans ouvrage. Reprise du travail chez les *carrossiers* qui sont cependant moins occupés que l'an dernier et font de 9 à 10 heures par jour. Travail peu actif chez les *ouvriers en crin*. 4 o/o de chômeurs chez les *ajusteurs mécaniciens*. Ralentissement du travail chez les *mécaniciens* et *conducteurs de machines*. Amélioration chez les *peintres*; la municipalité ayant réservé pour les *peintres* sans travail, à l'exception des étrangers, des travaux dans les bâti-

ments communaux pour une somme de 13.000 francs. Chez les *plombiers gaziers*, la journée normale de 10 heures est réduite à 8 dans la plupart des ateliers. Travail encore peu actif et journée de 8 heures chez les *tuiliers céramistes* de Saint-Henry. Chez les *coiffeurs* de Marseille, placement moins facile que l'an dernier. Le chômage des anciens *minotiers*, des *déchargeurs des vapeurs du commerce* augmente le nombre des bras disponibles.

Ardèche. — A Annonay, travail irrégulier dans la plupart des ateliers chez les *mégissiers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois dernier chez les *maçons* qui comptent 7 p. o/o de chômeurs et font la journée de 9 heures.

Aveyron. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* de Millau.

Tarn. — Pas de chômeurs chez les *chapeliers* d'Albi; chez les *menuisiers* de Carmaux, une reprise de travail se produit par rapport au mois précédent.

Hérault. — Les ouvriers *cultivateurs-terrassiers* de Marsillargues comptent un cinquième des leurs sans ouvrage. Depuis le mois dernier, il n'y a pas eu de chômage chez les *mineurs* de Graissessac, on a travaillé 54 heures par semaine. Reprise du travail chez les *boulangers* de Montpellier, qui comptent 8 p. o/o de chômeurs.

Aude. — Un peu plus de moitié des *tailleurs* de Narbonne sont en chômage de morte-saison. De même, morte-saison chez les ouvrières de l'*habillement* de Carcassonne qui sont cependant plus occupées que l'an dernier et ne comptent pas de chômeurs; de même, pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Narbonne qui font 50 heures par semaine, la journée étant réduite de 2 heures depuis le mois dernier. Amélioration chez les *agriculteurs* de Cuxac.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. Les *cochers* comptent un cinquième des leurs sans place.

Tarn-et-Garonne. — Chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds, la journée est portée à 18 heures pour certains ouvriers.

Lot-et-Garonne. — Journée augmentée d'une heure chez les *charpentiers* de Villeneuve-sur-Lot.

Gironde. — A Bordeaux, 12 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, ouvrage moins important que l'an dernier et placement rendu plus difficile par l'abondance d'ouvriers venus des villes voisines. Les *tapissiers* estiment qu'un peu plus d'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison. Chez les *teinturiers*, le travail tend à reprendre.

Les *charpentiers* comptent un peu plus du quart des leurs atteints par le chômage. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers* de Libourne qui font 66 heures par semaine. A Bordeaux, les *carrossiers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; la moitié chez les *ferblantiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Haute-Garonne. — A Toulouse, travail peu actif chez les *boulangers*. Les ouvriers en *métaux* estiment qu'un tiers des syndiqués sont atteints par le chômage; un atelier avec 80 ouvriers aurait suspendu sa fabrication.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Morte-saison chez les *tailleurs*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; une maison qui avait été fermée récemment vient de rouvrir. Ouverture de 5 nouveaux chantiers chez les *maçons* qui font la journée de 10 heures et sont tous occupés. Journée augmentée d'une heure chez les *plâtriers*, qui font 56 à 60 heures par semaine.

Basses-Pyrénées. — Pas de chômeurs chez les *peintres* de Pau qui font 45 heures par semaine, journée augmentée d'une heure. Un peu de chômage chez les *tapissiers* de Bayonne et de Biarritz. Les *tailleurs de pierre* et les *maçons* sont tous occupés. Les *garçons limonadiers*

estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; les *maîtres d'hôtel* et les *garçons navigateurs* un peu plus d'un cinquième.

Charente-Inférieure. — Les *typographes* de Rochefort sont tous occupés; de même chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* qui font 54 heures par semaine.

Charente. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Cognac; 9 p. o/o chez ceux d'Angoulême; ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Haute-Vienne. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Limoges, qui sont moins occupés que l'an dernier; un certain nombre d'ouvriers ont quitté la ville.

Corrèze. — 18 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Tulle.

Cher. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes; 19 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vierzon-ville. Chez les *bûcherons* de Feux, les *coupes d'hiver* sont terminées; 17 p. o/o de chômeurs chez ceux de Méry-ès-Bois, chez qui l'activité est plus grande que le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en toiles cirées* de Bourges; le travail est devenu plus actif depuis le mois dernier afin de constituer les approvisionnements du printemps. Travail réduit à 45 et 40 heures par semaine chez les *maçons* de Dun-sur-Auron. Le travail a repris à peu près complètement chez les *chaufourniers* de la Guerche et de Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs signalés; journée de 9 heures à la Guerche et de 10 heures à Jussy.

Indre. — Travail un peu moins abondant que le mois dernier chez les *typographes* de Châteauroux qui font encore la journée de 10 heures.

Vienne. — A Poitiers, 9 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*, aucun chez les *imprimeurs*. Le travail tend à reprendre chez les *tailleurs*.

Deux-Sèvres. — Le chômage atteint un tiers des syndiqués chez les *gantiers* de Niort.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, journée augmentée de 3 heures chez les *typographes*; chez les *tisseurs* d'Evraines, journée réduite à 8 heures en moyenne; travail 72 heures par semaine chez les *tisserands* des Epesses; chez ceux de Mortagne, un cinquième des syndiqués sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment* de la Roche-sur-Yon qui sont moins occupés que l'an dernier et font 60 heures par semaine.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Journée de 9 heures chez les *charpentiers*; de même chez les *scieurs à la mécanique* qui comptent un peu plus du quart des leurs sans place. Journée de 10 heures et 7 p. o/o de chômeurs chez les *ajusteurs-tourneurs*; des travaux projetés vont entrer en exécution. Morte-saison chez les *ferblantiers-boitiers* de la Turballe; la plupart des *ouvriers* sont en chômage. A Nantes, les *tourneurs-robinetiers* sont encore tous occupés, mais la journée est réduite à 10 heures et les commandes tendent à diminuer. Les *granitiers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Reprise du travail chez les *manœuvres du bâtiment* qui font la journée de 10 heures.

D'après d'autres renseignements : à Saint-Nazaire, 2 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*, également peu chez les *menuisiers*; dans la *fonderie*, journée de 11 heures; travail peu actif dans les ateliers de *constructions mécaniques* et *constructions navales*; dans ces derniers, l'achèvement d'un des grands navires en chantier va laisser une partie du personnel sans ouvrage, journée généralement de 9 heures. Ouvrage assez abondant chez les *maçons*, pour des travaux publics. Les arrivages rares et peu importants laissent un certain nombre d'ouvriers du port sans ouvrage.

Finistère. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Brest. Morte-saison chez les *ferblantiers-boitiers* de Saint-Guénolé. A Saint-Brieuc, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typo-*

graphes qui font 66 heures par semaine. même durée du travail, en augmentation d'une heure sur le mois dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Ille-et-Vilaine. — 7 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Briez-Pont-Péan. A Fougères, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. Chez les *coupeurs en chaussures*, la journée est réduite à 8 heures dans 5 maisons; elle varie de 9 à 10 heures chez les autres. A Rennes, 8 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui font la journée de 9 heures. Travail peu actif chez les *plâtriers* de Fougères à cause de l'approche du renouvellement des locations. 15 p. o/o de chômeurs chez les *cochers* de Rennes.

Maine-et-Loire. — A Angers, les *tailleurs de pierre* estiment qu'un cinquième environ des leurs sont atteints par le chômage. Travail généralement ralenti chez les *tisserands* de la Tessoualle. A Cholet, on estime qu'un peu plus de moitié des adhérents sont atteints par le chômage; au May-sur-Eure, dans certaines maisons, les *tisseurs* perdent un jour ou deux par semaine. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs* d'Angers.

Mayenne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Laval.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs signalés chez les *mécaniciens* qui font la journée de 10 heures, reprise du travail depuis le mois dernier. Les *tailleurs de pierre* estiment qu'un tiers environ des leurs sont atteints par le chômage; la journée est de 9 heures et le travail est estimé moins abondant que l'an dernier.

Indre-et-Loire. — 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en cuirs d'Amboise qui font 5¼ heures par semaine et sont plus occupés que le mois précédent; de même chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures* de Tours qui font de 66 à 72 heures par semaine et sont tous occupés.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs signalés chez les *tonneliers-vinaigriers*; de même chez les *maçons*; constructions en cours et projetées plus nombreuses que l'an dernier.

Eure-et-Loir. — A Nogent-le-Rotrou, reprise de travail chez les *typographes*; notamment dans une maison qui fait des labeurs pour Paris. Chez les *chaussonniers*, la journée est réduite de plusieurs heures; de même chez les *boutonniers*.

A Châteaudun, situation satisfaisante chez les *typographes*; à la *fonderie*, le travail, qui avait diminué au commencement du mois, tend à reprendre; amélioration continue à l'usine de lavage de bourre; on fait des heures supplémentaires.

Calvados. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Caen.

Eure. — Pas de chômeurs chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux, ralentissement de travail comme tous les ans à pareille époque.

Seine-Inférieure. — Au Havre, les *voiliers* estiment qu'un peu plus des deux tiers des leurs sont atteints par le chômage; les navires attendus sont en petit nombre. 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* qui font 60 heures par semaine et sont plus occupés que l'an dernier. La saison des cotons étant terminée, les *journaliers du port* estiment que les deux tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Algérie. — A Alger, la situation des *typographes* qui s'était améliorée les mois précédents tend à devenir plus mauvaise par suite d'une modification de la répartition du travail. Les *menuisiers* comptent un tiers des leurs en chômage; 16 p. o/o chez les *maçons*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Métaux. — La production des fers et des aciers, en 1896, comparée avec celle de 1895, donne les résultats suivants : augmentation de 16,4 p. o/o sur les fontes ;

de 7,6 sur les fers et de 26,5 sur les aciers. Pour ceux-ci l'augmentation est de 28,9 p. o/o sur les aciers en lingots et de 23,65 sur les aciers ouvrés. Quant à ces derniers, il y a augmentation de 11,9 p. o/o sur les rails, de 31,9 p. o/o sur les aciers marchands et enfin de 16,15 p. o/o sur les tôles.

PRODUCTION DES FONTES

DÉPARTEMENTS.	D'AFFINAGE.		DE MOULAGE OU MOULÉS de 1 ^{re} fusion.		TOTAL.	
	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Gard.....	29.387	38.440	11.988	2.389	41.375	40.829
Landes.....	65.183	56.876	6.365	7.466	71.548	64.342
Haute-Marne.....	27.432	33.255	31.335	26.743	58.767	59.998
Meurthe-et-Moselle.....	1.076.517	865.528	379.009	358.972	1.455.526	1.254.500
Nord.....	263.989	207.685	"	"	263.989	207.685
Pas-de-Calais.....	72.954	75.710	"	"	72.954	75.710
Saône-et-Loire.....	99.903	95.376	"	2.937	99.903	98.813
Autres départements.....	204.976	157.934	64.664	44.557	269.640	202.491
TOTAUX.....	1.840.341	1.530.804	493.361	473.064	2.333.7	2.003.868
AUGMENTATION en 1896.....	309.537, soit 26,2 p.o/o		473.064 soit 4,3 p.o/o		329.834, soit 16,4 p. o/o	

PRODUCTION DES FERS ET DES ACIERS.

DÉPARTEMENTS.		1896.	1895.	ACIERS.				
		tonnes.	tonnes.	OUVRÉS.		EN LINGOTS.		
		1896.	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	
FERS.		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	
Allier.....	25.193	24.033	Allier.....	42.650	20.956	43.590	28.466	
Ardennes.....	102.211	85.877	Ardennes.....	44.414	39.441	9.998	9.133	
Loire.....	29.895	27.908	Gard.....	30.228	31.606	36.823	38.348	
Haute-Marne.....	77.468	62.405	Landes.....	45.299	40.589	54.394	45.089	
Meurthe-et-Moselle...	49.073	47.748	Loire.....	69.102	60.779	53.173	73.831	
Nord.....	289.532	285.076	Loire-Inférieure....	36.045	29.093	46.063	36.892	
Saône-et-Loire.....	59.356	66.429	Meurthe-et-Moselle..	120.444	98.722	413.976	247.962	
Seine.....	22.891	28.687	Nord.....	176.036	136.481	186.820	156.548	
Autres départements ..	159.024	128.630	Pas-de-Calais.....	56.846	39.279	71.628	50.316	
TOTAUX.....	814.643	756.793	Saône-et-Loire.....	99.089	71.128	105.873	95.969	
AUGMENT ^{on} en 1896.	57.850, soit 7,6 p. o/o		Autres départements ..	172.355	146.448	106.431	143.420	
ACIERS OUVRÉS.				TOTAUX.....	883.508	714.523	1.128.769	875.974
Rails.....	170.665	152.394	AUGMENT ^{on} en 1896.	168.985 soit 23,65 p. o/o.		252.795 soit 28,9 p. o/o.		
Aciers marchands....	501.062	379.807	AUGMENTATION TOTALE	en 1896.....				
Tôles.....	211.771	182.322	421.780, soit 26,5 p. o/o.					
TOTAUX.....	883.508	714.523						
AUGMENT ^{on} en 1896.	168.985, soit 23,65 p. o/o							

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles en mars et avril :

Alençon. — Construction de chemins.....	103.150 ^f
Angoulême. — Reconstruction d'un pavillon à l'asile de Breuty.....	107.000
Bruges (Belgique). — Installations maritimes du port d'Ostende....	8.979.600
Chambéry. — Conservation des forêts. — Construction de barrages, etc.....	314.300
Châteauroux. — Ligne de Tournon à la Châtre (3 ^e lot).....	2.420.000
Cherbourg. — Guerre. — Amélioration du fort de l'île Pelée.....	1.100.000
Meaux. — Maçonnerie de barrages éclusés.....	156.000
Mende. — Ligne de Mende à la Bastide (3 ^e lot).....	310.000
Paris. — Travaux à l'hôpital Broca.....	120.700
Paris. — Exposition universelle. — Fondation du grand palais....	550.000
Paris. — Reconstruction d'une école rue Saint-Jacques.....	178.200
Paris. — Transformation du port de tirage du Gros-Cailhou.....	615.000
Pau. — Construction d'égouts.....	321.800
La Rochelle. — Pont de la Palice. — Travaux à la digue de l'avant- port.....	172.000
Rouen. — Port du Havre. — Reconstruction de musoirs.....	260.000
Rouen. — Canal du Havre à Tancarville. — Construction d'une jetée pleine.....	173.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Angoulême. — Ligne de Confolens à la ligne de Civray au Blanc, 1^{er} lot d'infrastructure (427.000^f). — Adj. : Plassat, aux Bétouilles, par Genouillat (Creuse), 35.

Belfort. — Génie. — Construction d'une route stratégique du fort de Château-Lambert au fort du Ballon de Servances (200.000^f). — Adj. : Malapert, à Sénargent (Haute-Saône), 23, 10.

Caen. — Exhaussement du plan d'eau du canal de Caen à la mer et écoulement dans l'Orne des eaux qui se jettent actuellement dans ce canal (226.300^f). — Adj. : Guiraudie, 1.

Cannes. — Édification d'un hôtel des postes, télégraphes et téléphones (140.400^f). — Adj. : Démolition, maçonnerie, charpente en bois, couverture en tuile, etc., Ghiraldi, 13; gros fers, serrurerie, quincaillerie, Gémy, à Marseille, 13; menuiserie, Villecroise, 18; plomberie, zinguerie, etc., Bazin, 15.

Mâcon. — Rivière de Saône. Amélioration du bief de Verdun (196.000^f). — Adj. : Dupriez, à Montargis (Loiret), 11.

Morlaix. — Port. Remplacement des portées de l'écluse du bassin à flot et construction d'une gare d'évitage (164.000^f). — Adj. : 1^{er} lot, Venot, à Onnaing (Nord), 12; 2^e lot, Traon, 17.

Oloron-Sainte-Marie. — Construction d'un hôtel de caisse d'épargne (121.000^f). — Adj. : Bonneau, 3.

Paris. — Fondation du pont Alexandre III (1.875.000^f). — Adj. : Letellier, 81, rue des Belles-Feuilles, 12.

Paris. — Prolongement de l'émissaire général des eaux d'égout vers Méry-sur-Oise (1.276.700^f). — Adj. : Kermina, 19, boulevard Montmartre, 30, 30.

Paris. — Raccordement de la canalisation de Gennevilliers avec l'aqueduc d'Achères à l'usine de Colombes (334.300^f). — Adj. : Bonnat, 7, rue d'Isly, 21.

Paris. — Fourniture et pose des conduites principales de refoulement de l'usine de Pierrelage au domaine municipal de Méry-sur-Oise (adduction des eaux d'égout vers Méry et Triel) (900.000^f). — Adj. : Casse, 45, quai de la Tournelle, 10, 30.

Paris. — Construction de trois siphons de 2 mètres de diamètre intérieur (1.284.000^f). — Adj. : Chassin, 51, rue de Bagnolet, 20, 70; Denize, au Perreux, 18; Société d'Aubrives et Villerupt, 76, rue d'Anjou, 15.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue de Meaux (664.400^f). — Adj. : Terrasse et maçonnerie, Perrot, 4, rue de la Moselle, 32, 30; charpente en bois, Leclair, 40, boule-

vard, Henri IV, 28,50; couverture, plomberie, ardoiserie, Ducroux, 11, rue Antoine-Régner, 43,40; menuiserie, Bouillon, 127, rue de Flandre, 37,90; parquetage, Chaulin, 79, rue Petit, 20,20; ferronnerie et serrurerie, Bouline, 79, rue Clignancourt, 34,40; fumisterie, Bessière, 11, rue Toricelli, 43,60; peinture, vitrerie et tentures, Blanc, 4, rue du Commandant-Rivière, 50.

Paris. — Construction d'une école de filles et d'une école maternelle rue d'Alésia (424.600^f). Adj. : Terrasse et maçonnerie, Bongrand, 5, rue Berthollet, 28,30; charpente en bois, Poirier, 46, boulevard de Vaugirard, 39,90; couverture et plomberie d'eau, Mouren, 8, rue des Fêtes, 45,10; menuiserie, veuve Carré, 15, impasse de la Défense, 33,80; ferronnerie et serrurerie, Fauconnier, 15, rue Niepce, 33,80; fumisterie, Bessière, 11, rue Toricelli, 44,10.

Paris. — Construction d'une école de garçons, rue Sainte-Alice (224.500^f). — Adj. : Terrasse et maçonnerie, Malherbaud, 9, rue Plumet, 33,60; charpente en bois, Poirier, 46, boulevard de Vaugirard, 37,70; couverture et plomberie, Société des couvreurs-plombiers-zingueurs de Paris, 152, rue Saint-Maur, 40; menuiserie et parquetage, veuve Carré, 15, impasse de la Défense, 31,70; serrurerie, Fauconnier, 38,70.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue Michel-Bizot (676.400^f). — Adj. : Terrasse et maçonnerie, Cante, 22, rue Letellier, 31,70; charpente en bois, Poirier, 46, boulevard de Vaugirard, 37,90; couverture, plomberie, ardoiserie, Mahey, 5 bis, rue Saint-Gilles, 42,30; menuiserie, Bouillon, 127, rue de Flandre, 39,90; parquetage, Commot, à Charenton, 20,30; ferronnerie et serrurerie, Couvreur, 29, rue d'Argenteuil, 40,20; fumisterie, Bessière, 11, rue Toricelli, 44,40.

Rennes. — Pavage de la route de Rennes à Nantes (130.000^f). — Adj. : Gaillard, à Nantes, 7.

Toulon. — Construction d'une école de filles (122.200^f). — Adj. : Terrassements et maçonnerie, Noble, 8; menuiserie, Malvenu, 8,50; serrurerie, ferronnerie, Cibely, 8.

Chemiu de fer du Nord. — Ligne de Roubaix à la frontière belge. Infrastructure et superstructure (300.000^f). — Adj. : Radas, à la Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret).

Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. — Ligne de Saint-Laurent à Morez. Bâtiments des stations (400.000^f). — Adj. : Moity, à Volvic (Puy-de-Dôme).

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Févr. 1897.	Janv. 1897.	Févr. 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes.	45 ^f 15 ^c	47 ^f 35 ^c	40 ^f 80 ^c
Sucre brut, les 100 kilogrammes.	25 50	26 65	33 00
Alcool à 90°, l'hectolitre.	32 85	32 00	30 90
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogrammes..	55 25	57 50	56 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes.	39 75	41 25	48 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	34 00	34 00	35 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	46 00	46 50	51 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kilogramme (marché de la Villette).	1 38	1 46	1 56
Veau, idem.	2 20	2 20	2 20
Mouton, idem.	1 84	1 95	2 00
Porc, idem.	0 98	1 12	1 18
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	45 25	45 37	47 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	114 50	110 00	131 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qualité (à Lyon), le kilogramme.	38 25	38 00	46 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	17 50	16 50	14 50
Cuivre en lingots, idem.	137 00	136 50	118 75
Étain Banka, idem.	170 00	173 25	167 50
Plomb, idem.	30 25	31 00	29 75
Zinc bonnes marques, idem.	48 25	48 50	40 50

Mont-de-Piété. — Situation au 28 février 1897.

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.	
				nombres.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 janvier 1897 au soir.....				1.634.349		48.046.773	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		89.392	2.656.261	145.612		4.332.382	
Par renouvellements.....		56.220	1.676.121				
TOTAL.....				1.779.961		52.379.155	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		82.748	2.456.857	150.431		4.303.509	
Par renouvellements.....		56.220	1.676.121				
Par ventes.....		11.428	170.081				
Liquidation de l'exercice 1893.....		35	450				
RESTE en magasin le 28 février 1897.....				1.629.530		48.075.646	

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.	
				nombres.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 janvier 1897 au soir.....				21.983		5.980.054	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		1.842	466.255	3.826		1.024.890	
Par renouvellements.....		1.984	558.635				
TOTAL.....				25.809		7.004.944	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		1.741	437.403	4.091		1.098.845	
Par renouvellements.....		1.984	558.635				
Par ventes.....		366	102.807				
RESTE en magasin le 28 février 1897.....				21.718		5.906.099	

GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.					
		Articles.		Sommes.		Titres.		Sommes.	
		nombres.		francs.		nombres.		francs.	
Restait en magasin, le 28 février 1893...		1.919.755		51.149.970		11.866		3.351.637	
..... 1894...		1.832.968		49.583.051		15.878		4.492.737	
..... 1895...		1.747.727		46.696.964		18.236		5.070.377	
..... 29 février 1896...		1.652.146		45.719.148		21.175		5.759.203	

Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.									
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant toute l'année 1896 a été de 28.765.845 tonnes. Il était, en 1895, de 26.476.412, soit une augmentation de 9 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin février :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général...	172.505.500	167.742.450
Compagnie des omnibus de Paris.....	7.847.800	7.372.050

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les deux premiers mois de l'année 1897.

			VARIATIONS	
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	152.778.000	187.109.000	"	34.931.000
Matières nécessaires à l'industrie	434.979.000	373.814.000	61.115.000	"
Objets fabriqués	94.493.000	98.354.000	"	3.861.000
TOTAUX ET BALANCE...	682.250.000	659.877.000	22.873.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	78.484.000	81.283.000	"	7.799.000
Matières nécessaires à l'industrie	127.616.000	131.647.000	"	4.031.000
Objets fabriqués.....	217.372.000	284.300.000	"	11.928.000
Colis postaux.....	28.784.000	23.204.000	5.580.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	502.256.000	525.434.000	"	23.178.00

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de février		Du 1 ^{er} janvier au 28 fév.	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	125	135	248	271
Liquidations judiciaires.....	10	19	26	38
Conversions de liquidations en faillites.	5	5	7	6

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 28 février, il a été déposé 129 demandes en autorisation de bâtir, dont 93 pour des constructions neuves. Pendant le mois de février 1896, le nombre des demandes avait été de 174, dont 100 pour des constructions neuves.

LES TRAVAUX DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN 1894 ⁽¹⁾.

Le rapport adressé au Président de la République française par le Garde des sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, sur la justice civile et commerciale en France et en Algérie pendant l'année 1894 (*Journal officiel* du 11 février 1897), résume comme il suit les travaux des Conseils de prud'hommes en 1894 :

La juridiction des conseils de prud'hommes n'a pas continué à se développer en 1894 : le nombre des affaires dont ils ont été saisis en bureau particulier, après être monté, en 1893, à 52.729, est retombé à 49.946 ; les contestations déferées en bureau général ont elles-mêmes subi une légère diminution, de 16.287 à 16.139.

(1). Le *Bulletin* de décembre 1896 a rendu compte des travaux des Conseils de prud'hommes en 1895.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} MARS.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JANVIER 1897.					JANVIER 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	924	112	90	10	Besançon.....	105	27	14	"
— (11 ^e —).	740	726	328	"	Cholet.....	35	17	14	2
— (14 ^e —).	589	308	337	8	Saint-Etienne..	27	27	26	"
— (12 ^e —).	120	100	45	"	Alger.....	384	179	158	118
— (16 ^e —).	429	281	239	576	Marseille.....	679	683	404	"
— (XIII ^e —).	297	216	201	"					
— (XIV ^e —).	194	168	112	"					
— (XV ^e —).	191	190	150	"					
— (XIX ^e —).	141	147	77	8					
Lille.....	11	1	"	"					
Nancy.....	122	37	24	"					
FÉVRIER 1897.					FÉVRIER 1897.				
Paris (III ^e arr ^t).	585	612	383	40	Angers.....	159	52	49	22
— (VI ^e —).	399	280	252	738	Boulogne-s.-M..	106	52	52	"
— (IX ^e —).	139	137	73	10	Perpignan....	57	24	16	8
— (XIII ^e —).	278	275	218	"	Saint-Nazaire..	174	25	15	10
— (XIX ^e —).	151	182	115	4	Toulon.....	34	14	14	"
Levallois-Perret.	220	167	62	74	Tours.....	200	39	39	"
Brest.....	39	2	6	"	Dijon.....	161	50	35	"
Lisieux.....	107	47	37	"	Marseille.....	686	681	527	"
Saint-Nazaire...	4	"	"	"					
Sens.....	17	9	2	"					

C. — SYNDICATS PATRONAUX (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aude.....	Carcassonne....	Union du bâtiment.....	11	5	3	2
Cher.....	Bourges.....	Pharmaciens.....	7	"	7	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	6	1	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Union de la bouch. et de la char.	18	"	18	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Fédération des chambres synd.	70	16	16	"
Seine.....	Paris.....	Chambre synd. de la graineterie.	16	10	10	"
Id.....	Id.....	Union du bâtiment.....	46	2	24	"
Id.....	Id.....	Assoc. nat. de la menuiserie franç.	46	24	24	"
Id.....	Id.....	Marchands et fab. papetiers...	61	30	23	7
Id.....	Id.....	Chambre synd. de l'épicerie...	541	470	372	"
Id.....	Id.....	— du papier et des industries qui le transforment.....	25	11	7	"
Id.....	Id.....	— industries de l'art médical.	8	7	6	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins.....	237	117	91	14
Id.....	Id.....	Maîtres tailleurs.....	203	203	"	203
Id.....	Id.....	Com. et fab. de la quincaillerie	37	31	19	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Commerce de l'épicerie.....	12	9	9	"
Var.....	Toulon.....	Maîtres boulangers.....	130	110	20	90

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (FÉVRIER 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	3	"	"	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Cuisiniers.....	8	"	6	"
Id.....	Id.....	Limonnadiers.....	8	5	4	12
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	18	"	8	4
Aude.....	Narbonne.....	Tailleurs.....	15	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Typographes.....	6	1	"	1
Id.....	Id.....	Employés (cafés).....	"	"	27	493
Id.....	Id.....	Liquoristes.....	"	"	15	74
Id.....	Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	"	"	16	10
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	12	7
Id.....	Id.....	Ajusteurs.....	30	27	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en bâtiment.....	20	"	15	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	31	33	33	232
Id.....	Saint Giniiez.....	Jardiniers.....	20	5	"	"
Cher.....	Méry-bs-Bois.....	Bûcherons.....	15	"	"	"
Doubs.....	Besançon.....	Charpentiers.....	20	"	"	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	2	"	2	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Boulangers.....	10	"	12	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	115	5	4	7
Gironde.....	Bordeaux.....	Typographes.....	26	"	"	"
Id.....	Id.....	Tapisseries.....	2	10	"	2
Id.....	Id.....	Scieurs de long.....	25	"	"	"
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	20	4	"	"
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	21	4	"	4
Id.....	Id.....	Garçons limonnadiers.....	23	14	5	9
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	43	61	23	5
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	18	17	8	6
Ille-et-Vilaine...	Rennes.....	Tailleurs de pierre.....	6	"	"	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Id.....	115	62	15	47
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	13	11	9	4
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Typographes.....	2	10	1	1
Nord.....	Dunkerque.....	Maçons.....	59	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand..	Menuisiers.....	8	1	"	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	8	2	2	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	"	10	10	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	20	10	10	"
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	2	1	"	"
Id.....	Id.....	Garçons limonnadiers.....	50	30	25	40
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	"	3	"	"
Seine.....	Paris.....	Caisse de retraites des travail- leurs de la boulangerie.	20	"	4	22
Id.....	Id.....	Boulangers. (Association mu- tuelle des).	70	35	20	15
Id.....	Id.....	Gainiers.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie)..	200	50	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	3	3	2	1
Id.....	Id.....	Brossiers.....	2	3	1	1
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolteurs.....	11	11	"	"
Id.....	Id.....	Estampeurs-poëliers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Ouvr. en instrum. de précision.	40	16	24	"
Id.....	Id.....	Graveurs.....	45	2	"	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	137	119	46	68
Id.....	Id.....	Comptables.....	16	7	3	2
Id.....	Id.....	Bouchers.....	"	"	120	41
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	50	30	25	40
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	85	750
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	418	171	53	19
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	23	19	16	3
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Métallurgistes.....	12	4	"	4

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Montbéliard.....	Société des employés du commerce et de l'industrie.	2	1	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Société l'Etoile.....	294	86	17	61
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux.....	35	40	35	2
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Société des employés et voyageurs de commerce.	5	5	3	"
Nord.....	Lille.....	Soc. des voyageurs de commerce	10	7	"	2
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.	Union des employés.....	7	2	2	"
Rhône.....	Lyon.....	Soc. des garçons de salle et de chambre.	"	"	92	413
Seine.....	Paris.....	Société des empl. de transports.	"	4	"	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrand..	5	11	"	4
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	40	25	25	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	260	104	104	720
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	85	50	38	2
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.	3	6	1	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	477	480	418	11
Id.....	Id.....	Association des comptables....	103	89	40	12
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	99	9	5
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	28	12	12	"
Id.....	Id.....	Le Bâtiment.....	6	11	2	"
Id.....	Id.....	«La Couturière».....	14	24	"	"
Id.....	Id.....	Société «L'Etoile».....	680	964	70	894
Constantine.....	Batna.....	Soc. des anciens militaires La Fraternelle.	1	1	1	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail....	"	"	"	16
Gironde.....	Bordeaux.....	Idem.....	"	2	8	5
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	13	4	4	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	83	"
Rhône.....	Lyon.....	Œuvre de l'assistance par le travail..	170	"	6	20
Id.....	Id.....	Assistance des femmes par le travail.	27	30	"	27
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	21	65	15	1
Seine.....	Paris.....	Œuvre de N.-D. de Bon-Secours....	"	62	45	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	96	299	67	"
Id.....	Id.....	Home français.....	"	"	5	"
Id.....	Id.....	«Home allemand».....	35	172	24	"
Id.....	Id.....	«The english catholic home».....	25	38	"	6
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	604	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisiennne..	113	352	158	"
Id.....	Id.....	Soc. de protect. des Alsaciens-Lorrains.	"	9	5	"
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.	1	58	28	9
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	1	7	2	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	89	54	44	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	273
Seine-et-Marne...	Melun.....	Assistance par le travail.....	"	148	"	"

RÉCAPITULATION PAR PROFESSION DES PLACEMENTS EFFECTUÉS, EN 1896,
PAR LES BUREAUX MUNICIPAUX ET LES BOURSES DU TRAVAIL.

1° BUREAUX MUNICIPAUX DE PARIS (sauf ceux des 8^e et 16^e arrondissements).

(1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 9^e, 13^e, 14^e, 15^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e arrondissements.)

PROFESSIONS (hommes).	PLACEMENTS		PROFESSIONS (femmes).	PLACEMENTS	
	à demeure.	en extra.		à demeure.	en extra.
Valets de chambre.....	63	„	Cuisinières.....	516	11
Cochers et valets de pied.	76	3	Bonnes.....	8.189	80
Domestiques.....	115	2	Femmes de ménage....	2.490	121
Concierges.....	212	„	Nourrices.....	6	„
Garçons de magasin....	679	11	Couturières.....	2.387	1.014
Hommes de peine.....	833	112	Lingères.....	358	189
Garçons de course.....	2.134	67	Fleuristes.....	433	88
Employés aux écritures..	850	67	Modistes.....	166	109
Garçons de café.....	379	2	Mécaniciennes.....	782	81
Courtiers et placiers....	378	72	Demoiselles de magasin..	340	37
Apprentis.....	1.459	720	Demoiselles pour les cour- ses.....	343	98
Jeunes gens pour le com- merce.....	521	„	Caissières.....	55	9
Grooms.....	72	„	Apprenties.....	896	185
Divers.....	1.166	114	Divers.....	2.724	200
TOTAUX.....	8.937	1.170	TOTAUX.....	19,685	2,222

2° AUTRES BUREAUX MUNICIPAUX.

(Levallois-Perret, Brest, Lisieux, Nancy, Saint-Nazaire.)

RÉPARTITION DES PLACEMENTS PAR PROFESSION.	HOMMES.		FEMMES.	
	Placements		Placements	
	à demeure.	en extra.	à demeure.	en extra.
1° Concierges, domestiques, valets de chambre, etc....	218	88	1.193	57
2° Employés de commerce, de bureau.....	33	21	3	3
3° Employés et ouvriers de l'alimentation.....	54	„	„	„
4° Jeunes gens et employés divers.....	53	31	16	25
5° Ouvriers de l'industrie en général.....	116	59	18	284
TOTAUX.....	474	199	1.230	369

3° BOURSES DU TRAVAIL.

Angers.	Cholet.	Perpignan.	Toulon.
Besançon.	Montpellier.	Rennes.	Tours.
Boulogne-sur-Mer.	Nice.	Saint-Étienne.	Alger.
Chalon-sur-Saône.	Nîmes.	Saint-Nazaire.	

	HOMMES.		FEMMES.	
	Placements		Placements	
	à demeure.	en extra.	à demeure.	en extra.
1° Concierges, domestiques, valets de chambre, etc....	1.106	289	2.148	22
2° Employés de commerce, de bureau.....	74	4	38	#
3° Employés et ouvriers de l'alimentation.....	618	468	49	2
4° Jeunes gens et apprentis divers.....	131	2	23	1
5° Ouvriers de l'industrie en général.....	4.512	648	862	6
TOTAUX.....	6.441	1.411	3.120	31

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE FÉVRIER.					
Refuges et asiles municipaux.....		"	"	"	"
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5,933	786	254	507	21.656
Asile de la rue Monffetard.....	266	15	"	2	1,027
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	147	15	806
— (rue Labat).....	"	"	261	36	1219
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	425	93	2117
— (avenue du Maine)....	"	"	80	74	745

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

			PERSONNES SECOURUES
			pendant
			le mois de janvier.
			—
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 4.925
			{ Femmes 8.624
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 12.231
			{ Femmes 22.058
TOTAL des indigents secourus.....			47.838
			—
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 9.259
			{ Femmes 9.269
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 3.508
			{ Femmes 4.185
	{	Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....	801
TOTAL des nécessiteux secourus.....			27.022

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE AUTRES QUE PARIS.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bien-faisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant le mois de décembre 1896.

Personnes de moins de 60 ans.....	{ Hommes.....	3.272
	{ Femmes.....	4.037
Personnes de plus de 60 ans.....	{ Hommes.....	2.185
	{ Femmes.....	4.071
TOTAUX des personnes secourues.....		13.565

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1896,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

Les résultats ci-dessous des ventes opérées au cours du 4^e trimestre de 1896 résultent du dépouillement des rapports de 389 sociétés coopératives. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 389 sociétés.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ardennes.....	0 24	"	1 22	1 91	"	0 60	"	2 58
Charente-Inférieure..	0 22	1 49	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 25	1 61	1 75	1 88	5 27	0 38	"	8 00
Loire.....	0 29	"	"	"	"	0 36	"	"
Meurthe-et-Moselle..	0 27	1 79	1 31	2 71	8 14	0 48	0 20	3 00
Nord.....	0 24	"	2 10	3 40	9 59	0 76	"	2 62
Rhône.....	0 29	1 40	1 44	2 29	8 12	0 14	"	3 32
Seine.....	0 31	"	1 98	3 18	8 89	0 56	0 30	4 28
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 24	1 48	1 30	3 03	7 51	0 44	0 26	3 22
Quantités vendues par l'ensemble des 389 sociétés.	kil. 10.996.294	kil. 201.863	kil. 115.319	kil. 57.008	quint. 2.137	lit. 1.438.711	lit. 67.347	quint. 63.572

PRIX MOYENS DES CÉRÉALES, DENRÉES ALIMENTAIRES ET COMBUSTIBLES EN FRANCE, DE 1876 À 1895.

ANNÉES.	FROMENT		ORGE.		MAÏS.		FARINE.		PAIN.			VIANDE DE BOUCHERIE.						BOIS de CHAUFFAGE.		CHARBON												
	L'hectol.		Le quint.		L'hect.		Le quint.		1 ^{re} qualité.		2 ^e qualité.		3 ^e qualité.		BOEUF.		VACH.		VEAU.		MOUTON.		Porc.		Chêne.		Le stère.		Le quintal.		de bois.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1876.....	20 64	26 71	12 52	19 72	14 79	20 50	37 35	0 37	0 32	0 27	1 54	1 41	1 64	1 71	1 05	10 03	11 17	4 50														
1877.....	23 42	30 01	13 26	20 93	16 18	22 01	42 22	0 40	0 35	0 31	1 59	1 47	1 72	1 78	1 70	11 07	11 06	4 46														
1878.....	23 08	29 06	13 51	21 22	15 18	21 08	42 67	0 41	0 35	0 31	1 68	1 54	1 80	1 85	1 69	11 24	11 13	4 49														
1879.....	21 92	28 20	12 76	20 53	14 99	20 29	40 72	0 39	0 32	0 30	1 65	1 54	1 76	1 80	1 59	12 20	10 72	4 09														
1880.....	22 00	29 06	13 06	20 73	15 73	21 52	42 66	0 41	0 36	0 32	1 59	1 46	1 69	1 77	1 66	11 67	11 02	4 17														
1881.....	22 28	28 82	12 31	19 41	14 53	19 85	41 23	0 39	0 34	0 31	1 56	1 43	1 67	1 77	1 71	11 32	10 86	4 20														
1882.....	21 51	27 69	12 50	19 53	15 80	22 30	40 34	0 39	0 34	0 30	1 59	1 45	1 70	1 81	1 69	11 50	10 99	4 21														
1883.....	19 16	24 83	11 54	18 43	14 88	20 01	37 15	0 36	0 31	0 27	1 63	1 50	1 76	1 86	1 66	10 95	10 87	4 31														
1884.....	17 76	23 10	11 69	18 30	14 75	19 61	33 98	0 34	0 29	0 26	1 65	1 53	1 77	1 88	1 60	11 19	10 96	4 28														
1885 (1).....	16 80	21 71	11 14	17 70	13 50	17 85	31 86	0 32	0 27	0 24	1 63	1 50	1 72	1 84	1 54	11 03	10 51	4 29														
1886 (1).....	16 94	22 84	10 44	16 39	12 94	17 14	32 65	0 32	0 28	0 25	1 58	1 46	1 67	1 77	1 52	11 10	10 87	4 00														
1887 (1).....	18 13	23 41	10 23	15 87	12 20	16 73	34 47	0 34	0 29	0 26	1 47	1 34	1 55	1 67	1 50	11 22	10 69	4 00														
1888 (1).....	18 87	24 79	10 73	17 12	12 33	17 10	35 33	0 34	0 30	0 26	1 40	1 27	1 50	1 65	1 43	10 20	10 39	3 89														
1889 (1).....	18 45	24 00	10 78	17 22	12 38	17 07	35 41	0 35	0 30	0 27	1 45	1 32	1 56	1 70	1 44	11 00	10 39	3 83														
1890 (1).....	19 05	24 98	11 32	17 06	12 68	17 64	36 03	0 35	0 31	0 27	1 57	1 45	1 69	1 83	1 53	10 77	10 40	4 02														
1891 (1).....	20 58	27 12	11 65	18 33	13 80	19 16	38 69	0 37	0 32	0 29	1 60	1 47	1 70	1 88	1 53	10 40	10 66	3 98														
1892 (1).....	17 87	23 59	10 14	15 97	13 34	18 33	35 71	0 35	0 31	0 27	1 56	1 43	1 64	1 82	1 49	10 68	10 35	3 95														
1893 (1).....	16 55	21 38	10 70	16 95	13 18	18 32	31 70	0 33	0 28	0 25	1 47	1 32	1 55	1 74	1 45	10 64	10 26	3 96														
1894 (1).....	15 21	19 85	10 29	16 38	12 36	17 22	29 47	0 31	0 26	0 23	1 63	1 49	1 76	1 81	1 59	10 66	10 16	3 92														
1895 (1).....	14 40	18 62	9 24	14 64	11 65	16 27	28 71	0 30	0 26	0 23	1 69	1 56	1 83	1 92	1 63	10 75	10 14	3 93														
Moyennes des 20 années.....	19 28	25 08	11 49	18 17	13 85	18 98	36 42	0 36	0 30	0 27	1 58	1 45	1 68	1 79	1 58	11 07	10 67	4 13														

(1) Les prix moyens correspondant à ces années représentent la moyenne arithmétique des prix moyens afférents à chaque département.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1897.

L'*Office du travail* a compté, en février 1897, 26 grèves ouvrières; 2 coalitions de patrons boulangers ayant pour but de résister à l'application de la taxe, et 1 coalition de cochers de place organisée pour protester contre un nouveau règlement municipal. Il n'est pas tenu compte de ces coalitions dans les calculs et les résultats indiqués ci-dessous.

Il y avait eu 36 grèves en février 1896 et la moyenne pour ce même mois au cours des 4 années 1893, 1894, 1895 et 1896 est de 31.

Ces grèves sauf deux, celle des tisseurs de Cholet et celle des maçons d'Evian, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Le nombre connu de grévistes pour 25 d'entre elles est de 2.599. Il s'était élevé à 3.517 en février 96.

L'industrie la plus éprouvée a été celle des textiles dans laquelle il a été signalé 12 grèves, soit près de la moitié du total obtenu pendant ce mois. Viennent ensuite les métaux, 4 grèves, les mines, 2 grèves et les typographes, 2 grèves.

Une seule, enfin, dans les professions suivantes : carrossiers, ébénistes, flaconneuses (conserves alimentaires), maçons, selliers, tailleurs de pierre.

10 de ces grèves se sont produites dans le département du Nord, 2 dans la Seine, les autres ont éclaté sur des points isolés.

Nombre des grèves d'après les causes qui les ont produites :

Demande d'augmentation de salaire.....	10
Réduction de salaire.....	3
Contestations diverses relatives aux salaires.....	2
Demande de maintien du travail à la journée.....	1
Contestations relatives aux règlements d'ateliers.....	1
Demande de suppression des amendes.....	2
Demande de réintégration d'ouvriers, contremaitres ou directeurs.....	5
Demande de renvoi d'ouvriers ou de contremaitres.....	3
Demande de suppression de la retenue d'assurance.....	1

(Le total de ces nombres ne correspond pas à celui des conflits, deux d'entre eux ayant eu à la fois deux causes différentes.)

Des 26 grèves qui se sont produites en février, 19 sont terminées. Elles ont duré :

3, 9 jours; 1, 7 jours; 1, 6 jours; 2, 5 jours; 1, 4 jours; 2, 2 jours; 8, 1 jour.

Si l'on tient compte en outre de 3 grèves commencées en janvier et qui ont pris fin après avoir duré respectivement 43, 21, 20 jours, on constate que les résultats obtenus se décomposent en :

3 réussites,
5 transactions,
et 14 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	.....	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Tullistes.....	8 (1)	49	1
18 janvier.	8 février.	Saint-Etienne.....	Loire.....	Galochiers.....	1	8	2
18 janvier.	2 mars..	Paris.....	Seine.....	Tourneurs décolleteurs.....	1	7	3
18 janvier.	.....	Saint-Germain-Lem- bron.	Pay-de-Dôme.....	Boulangers.....	9	.....	4
29 janvier.	18 février.	La Bastide-sur- l'Hers.	Ariège.....	Ouvriers peigniers.....	1	24	5
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} février.	3 février.	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	115	1
2 février.	3 février.	Béthune.....	Nord.....	Mineurs herscheurs.....	1	66	2
5 février.	10 février.	Fourmies.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	90	3
8 février.	13 février.	Saint-Quentin.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	500	4
9 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Plaqueurs pour sellerie, ache- veurs coquilleurs.	1	5	5
10 février.	11 février.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs de velours.....	1	250	6
10 février.	11 février.	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs de toile.....	1	195	7
11 février.	12 février.	Rupt-sur-Moselle.....	Vosges.....	Bobineurs.....	1	22	8
13 février.	.....	Cholet.....	Maine-et-Loire.....	Tisseurs de coton.....	7	430	9
14 février.	15 février.	Ajaccio.....	Corse.....	Boulangers.....	.....	.....	10
15 février.	17 février.	Philippeville.....	Constantine.....	Cochers.....	.....	25	11
15 février.	19 février.	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	27	12
15 février.	.....	Autun.....	Saône-et-Loire.....	Ébénistes.....	1	5	13
15 février.	.....	Bellegarde.....	Gard.....	Boulangers.....	.....	.....	14
16 février.	17 février.	Marly.....	Nord.....	Forgerons en voitures.....	1	105	15
17 février.	18 février.	Lille.....	Nord.....	Selliers.....	1	8	16
19 février.	.....	Auxerre.....	Yonne.....	Typographes.....	1	11	17
19 février.	.....	Bordeaux.....	Gironde.....	Fabrique de conserves (fla- conneuses).	1	40	18
21 février.	2 mars..	Saint-Victor-sur- Rhins.	Loire.....	Tisseurs d'ameublement.....	1	18	19
22 février.	3 mars..	Hautmont.....	Nord.....	Puddeurs.....	1	58	20
22 février.	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs de tapis.....	1	28	21
23 février.	.....	Besançon.....	Doubs.....	Taillleurs de pierre.....	1	.....	22
24 février.	26 février.	Albi.....	Tarn.....	Mineurs.....	1	146	23
24 février.	.....	Saint-Ouen.....	Seine.....	Carrossiers.....	1	35	24
25 février.	26 février.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	180	25
25 février.	4 mars..	Pont-de-Metz.....	Somme.....	Fileuses.....	1	75	26
26 février.	8 mars..	Paris.....	Seine.....	Mouleurs en cuivre.....	1	5	27
27 février.	4 mars..	Evian.....	Haute-Savoie.....	Maçons et manoeuvres.....	.....	160	28
28 février.	1 ^{er} mars..	Lyon.....	Rhône.....	Typographes.....	1	25	29

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPÈRE.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} FÉVRIER 1897 (A).

1	Demande d'unification des tarifs. ....	.....	(1) Établissements encore en grève au 1 ^{er} février.
2	Demande de maintien du travail, le soir, à la lumière, ou permission d'emporter le travail à domicile.	Echec.	
3	Demande d'augmentation de salaires.	Réussite.	
4	Refus d'accepter une nouvelle taxe municipale. ....	.....	
5	Refus d'accepter une nouvelle réglementation du travail..	Echec.	

EN FÉVRIER 1897.

1	Demande d'augmentation de salaires.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaires.	Echec.	
3	Demande de maintien du travail à la journée.	Echec.	
4	Demande de réintégration d'un sous-directeur congédié.	Echec.	
5	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié. ....	.....	
6	Demande de suppression d'une amende pour malfaçon.	Echec.	
7	Demande de suppression d'une amende pour malfaçon.	Echec.	
8	Demande d'augmentation de salaires.	Echec.	
9	Demande d'unification des tarifs.	(2).	(2) A la date du 1 ^{er} mars, 5 établissements s'étaient mis d'accord avec leurs ouvriers.
10	Demande d'augmentation de la taxe municipale.	Réussite.	
11	Demande de modifications à un nouveau règlement municipal.	.....	
12	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.	Echec (3).	(3) 24 grévistes ont été remplacés.
13	Demande de renvoi d'un contremaître et de réintégration d'un ouvrier congédié.	.....	
14	Refus d'accepter la taxe municipale. ....	.....	
15	Retard dans le paiement des bonis.	Réussite (4).	(4) Les ouvriers qui travaillaient aux pièces avec garantie d'un salaire journalier n'avaient pas obtenu le règlement de leurs travaux depuis plusieurs mois.
16	Demande de renvoi d'un contremaître.	Echec.	
17	Refus du patron de signer le tarif de la chambre syndicale.	(5).	(5) Le tarif en question avait été signé par tous les autres imprimeurs de la ville.
18	Réduction de salaires. ....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaires et de réintégration de 5 ouvriers congédiés.	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaires.	Transaction.	
21	Demande de renvoi d'un ouvrier nouvellement embauché.	.....	
22	Demande d'augmentation de salaires. ....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaires.	Transaction. (6).	(6) Le travail a été repris provisoirement, la direction ayant promis d'examiner dans la quinzaine les augmentations qu'elle pourrait accorder à chaque ouvrier individuellement. Cette promesse a été tenue.
24	Demande d'augmentation de salaires. ....	.....	
25	Refus d'accepter un nouveau règlement d'atelier.	Transaction.	
26	Réduction de salaires.	Echec.	
27	Demande de suppression de la retenue d'assurance.	Echec (7).	(7) Grévistes remplacés.
28	Demande d'augmentation de salaires.	Réussite (8).	(8) Arbitrage.
29	Réduction de salaires.	Echec (9).	(9) Grévistes immédiatement remplacés.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Quatre applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de février 1897.

1^o Grève d'ouvriers peigniers, usine Courtois dite d'Ivry, à la Bastide-sur-l'Hers (Ariège). — Refusant d'accepter une nouvelle réglementation qui, à leur dire, rendait le travail plus fatigant et moins rémunérateur, les ouvriers peigniers de l'usine d'Ivry, à la Bastide-sur-l'Hers, se sont mis en grève, le 29 janvier, au nombre de 23.

Le 4 février, ils ont sollicité par lettre l'intervention du juge de paix. Le patron, immédiatement prévenu, a répondu le 7; après avoir donné des explications très détaillées sur le nouveau mode de travail, il a déclaré « qu'il avait pourvu, dès le lendemain, au remplacement d'une bonne partie de ses ouvriers et qu'il n'éprouvait pas le besoin d'un arbitrage, sans raison d'être à son point de vue ».

2^o Grève de bonnetiers, rebrousseurs et commis coton, manufacture Mauchauffée, à Troyes. — Cette grève a éclaté, le 29 janvier, à la suite du refus des patrons de consentir à accorder une augmentation de salaire, et 50 ouvriers y ont pris part.

Le mardi 2 février, 38 d'entre eux reprirent le travail et les 12 autres furent remplacés.

Ceux-ci s'adressèrent, le 5, au juge de paix pour le prier d'intervenir. Les patrons répondirent que leur personnel était au complet et que, en conséquence, ils estimaient « n'avoir plus rien à faire avec les ouvriers qui avaient jugé bon de se retirer ».

3^o Grève de puddleurs, usine métallurgique Saint-Marcel, à Hautmont (Nord). — Les puddleurs de l'usine métallurgique de Hautmont avaient réclamé une augmentation de salaire.

Le tarif qui fut affiché le lundi 22 février ne leur accordant pas entièrement satisfaction, une démarche fut tentée auprès du directeur. Cette démarche ne produisit aucun résultat et la grève fut déclarée le même jour. Les puddleurs de nuit, au nombre de 58, ne se rendirent pas au travail.

Les grévistes sollicitèrent immédiatement l'intervention du juge de paix qui organisa, le 24, une réunion de conciliation.

L'accord ne put s'établir ce jour-là, mais, après une deuxième entrevue, le samedi 27, la reprise du travail fut décidée.

Les grévistes ont obtenu une légère augmentation.

4^o Grève de maçons et manœuvres à Évian (Haute-Savoie). — Les maçons et manœuvres d'Évian se sont mis en grève le 27 février, sur le refus des entrepreneurs d'accepter les conditions du travail et les prix proposés, le 7 février, par le syndicat récemment créé.

Une réunion en conciliation a été tenue, le 28 février, en présence du juge de paix et la suite des négociations a été renvoyée à une seconde réunion qui a eu lieu le mercredi 3 mars.

L'accord n'ayant pu s'établir sur tous les points, les deux parties ont accepté de recourir à un arbitrage.

La décision arbitrale, rendue le vendredi 5 mars, comporte l'acceptation du

nouveau tarif établi par le syndicat ouvrier. De plus, les entrepreneurs s'engagent à n'employer que des ouvriers syndiqués; toutefois, les étrangers ne seront tenus à adhérer au syndicat qu'après huit mois de séjour à Évian.

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de février 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Corrèze [7 janvier 1897]. — Chambre syndicale de la boulangerie (16 membres). Siège social : rue des Échevins, à Brive.

Gironde [12 janvier 1897]. — Syndicat patronal de l'Union des boulangers de Bordeaux et du département de la Gironde (21 membres). Siège social : rue des Trois-Contils, à Bordeaux.

Loire-Inférieure [2 octobre 1896]. — Syndicat des maîtres imprimeurs de Nantes (7 membres). Siège social : rue de la Fosse, 10, à Nantes.

[23 décembre 1896]. — Chambre syndicale du commerce de la quincaillerie et métaux de Nantes et de la banlieue (22 membres). Siège social : rue de la Fosse, 10, à Nantes.

[16 janvier 1897]. — Chambre syndicale du commerce des fers et métaux (7 membres). Siège social : rue de la Fosse, 10, à Nantes.

Nord [2 février 1897]. — Corporation des entrepreneurs de peinture et de vitrerie (27 membres). Siège social : rue Neuve, 6, à Lille.

Pas-de-Calais [12 décembre 1896]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances de toute nature de Boulogne-sur-Mer (15 membres). Siège social : Grande-Rue, 44, à Boulogne.

Puy-de-Dôme [17 décembre 1896]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de Thiers (44 membres). Siège social : à Thiers.

Rhône [25 janvier 1897]. — Chambre syndicale des petits restaurateurs, hôteliers, limonadiers et similaires indépendants de la ville de Lyon et de la banlieue (66 membres). Siège social : rue Servient, 28, à Lyon.

Seine [19 novembre 1896]. — Syndicat des facteurs à la vente en gros des viandes aux halles centrales (16 membres). Siège social : rue Pierre-Lescot, 28, à Paris.

[29 janvier 1897]. — Chambre syndicale patronale des tourneurs décolleteurs fabricants de vis cylindriques (27 membres). Siège social : rue Daval, 2, à Paris.

[10 février 1897]. — Syndicat de la presse militaire (70 membres). Siège social : rue du Croissant, 12, à Paris.

[15 février 1897]. — Chambre syndicale des commissionnaires en fonds de commerce et industries (40 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[17 février 1897]. — Chambre syndicale des fabricants de boutons (21 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

Vaucluse [27 janvier 1897]. — Syndicat général des graineurs de France (65 membres). Siège social : rue Joseph-Vernet, 92, à Avignon.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [1^{er} février 1897]. — Syndicat des ouvriers cultivateurs d'Ouveillan (83 membres). Siège social : Ouveillan.

Corrèze [31 décembre 1896]. — Syndicat des maçons, tailleurs de pierre et manœuvres de la ville de Brive [31 membres]. Siège social : rue Blaise-Reynal.

[1^{er} janvier 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de la ville de Brive (14 membres). Siège social : rue Blaise-Reynal, à Brive.

[1^{er} janvier 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers et couvreurs de la ville de Brive (17 membres). Siège social : rue Blaise-Reynal, à Brive.

Côte-d'Or [2 février 1897]. — Syndicat des ouvriers tonneliers et barilleurs de la ville de Dijon (20 membres). Siège social : Bourse du travail de Dijon.

Doubs [31 décembre 1896]. — Syndicat des employés de Besançon (62 membres). Siège social : Bourse du travail, à Besançon.

Finistère [24 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Brest (34 membres). Siège social : rue Kéraval, 30 bis, à Brest.

Gironde [9 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers municipaux de la voirie de la ville de Bordeaux (9 membres). Siège social : Bordeaux.

Loiret [21 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et similaires de l'arrondissement d'Orléans (130 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, à Orléans.

Lot-et-Garonne [29 décembre 1896]. — Syndicat des employés limonadiers, d'hôtels, restaurants et parties similaires de la ville d'Agen (10 membres). Siège social : cours Voltaire, 16, à Agen.

Nord [10 janvier 1897]. — Syndicat des ouvriers métallurgistes de Marpent (40 membres). Siège social : mairie de Marpent.

Haute-Savoie [1897]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et manœuvres d'Évian.

Seine [1^{er} décembre 1896]. — Syndicat des représentants et voyageurs en chaussures (35 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Martin, 126, à Paris.

[28 janvier 1897]. — Syndicat des sténographes (méthode Riom) (15 membres). Siège social : rue du Faubourg-du-Temple, 16, à Paris.

Seine-Inférieure [7 février 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de la ville de Rouen et des environs (127 membres). Siège social : Bourse du travail de Rouen.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Aube [24 janvier 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Beigères (12 membres). Siège social : à Beigères.

Charente-Inférieure [30 décembre 1896]. — Syndicat agricole d'Anais (14 membres). Siège social : les Petites-Rivières, commune d'Anais.

Doubs [25 janvier 1897]. — « Le Relèvement », syndicat agricole et viticole de Liesle (53 membres). Siège social : à Liesle.

Indre [20 décembre 1896]. — Syndicat communal agricole et viticole d'Issoudun (67 membres). Siège social : faubourg Saint-Denis, à Issoudun.

[3 février 1897]. — Syndicat des vignerons de Niherne (33 membres). Siège social : à Niherne.

Indre-et-Loire [28 janvier 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Berthenay (25 membres). Siège social : à Berthenay.

Isère [10 décembre 1896]. — Syndicat agricole d'Izeaux (27 membres). Siège social : mairie d'Izeaux.

[13 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-de-l'Osier (19 membres). Siège social : à Notre-Dame-de-l'Osier.

Jura [4 janvier 1897]. — Syndicat agricole et viticole d'Ougney (60 membres). Siège social : à Ougney.

Lot-et-Garonne [11 octobre 1896]. — Syndicat d'industrie agricole (23 membres). Siège social : Aubiac.

[20 décembre 1896]. — Union des producteurs de la commune de Boé (28 membres). Siège social : Boé.

Nord [8 février 1897]. — Syndicat régional du Nord de la France : Nord, Ardennes, Pas-de-Calais, Somme, Aisne (203 membres). Siège social : rue Gambetta, 142, à Lille.

UNIONS DE SYNDICATS.

Corrèze [1^{er} janvier 1897]. — Union fédérative des chambres syndicales de la ville de Brive. Siège social : rue Blaise-Reynal, à Brive.

Seine [10 décembre 1896]. — Fédération des syndicats des pilotes et des mécaniciens des bateaux à voyageurs [3 syndicats adhérents] (206 membres). Siège social : boulevard Exelmans, 15, à Paris.

B. SYNDICAT DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

SYNDICAT PATRONAL.

Seine [28 juin 1893]. — Chambre syndicale des agents d'affaires du département de la Seine 35 membres). Siège social : Bourse du commerce de Paris.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Janvier 1897.

Nombre des versements.....	389.903	
Représentant une somme de.....		42.108.013 ¹
Nombre des remboursements.....	108.946	
Représentant une somme de.....		25.582.723
Rentes achetées à 399 déposants, pour un capital de...		460.677
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		16.064.613
Nombre de comptes existant { au 31 janvier 1897 ...		2.732.348
{ au 31 janvier 1896 ...		2.530.860
Augmentation.....		201.498

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de Février 1897.

Dépôts de fonds.....	26.090.017 ^f
Retraits de fonds.....	18.800.162
Excédent des dépôts.....	7.289.855
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	2.073.048 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Janvier 1897.

Nombre des versements.....	24.753	
représentant une somme de.....		1.263.262 ¹
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		611.574
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers....		471.240
Nouvelles rentes inscrites.....		134.521
au nom de.....	6.056 parties.	
Montant total des rentes en cours.....		33.087.016
réparties entre.....	210.002 titres.	

LES SOCIÉTÉS DE LOGEMENTS

IMMEUBLES

Le *Bulletin de la Société française des habitations à bon marché* a publié une intéressante instructions ouvrières existant en France (1); nous en extrayons les renseignements qui

SIÈGE.	DÉNOMINATION SOCIALE.	LOCATION SIMPLE.					
		MAISONNETTES.			MAISONS COLLECTIVES.		
		Nombre.	Loyer		Nombre des mai-sons.	Loyer	
			maxi-mum.	mini-mum.		maxi-mum.	mini-mum.
Amiens	Société des maisons ouvrières d'Amiens.....	"	"	"	"	"	"
Lille	Compagnie immobilière de Lille	117	360	216	"	"	"
Reims	Union foncière de Reims	16	572	336	"	"	"
Havre	Société havraise des cités ouvrières	"	"	"	"	"	"
Nancy	Société immobilière nancéienne	13	168	120	3	81	124
Bolbec	Société des cités ouvrières de Bolbec	"	"	"	"	"	"
Orléans	Société immobilière d'Orléans	"	"	"	"	"	"
Paris	Société des habitations ouvrières Passy-Auteuil	13	360	240	"	"	"
Reims	Société rémoise pour l'amélioration des logements à bon marché	10	216	"	20	111	192
Rouen	Société immobilière des petits logements	"	"	"	1	93	"
Rouen	Société rouennaise de maisons à bon marché	"	"	"	"	"	"
Lyon	Société de logements économiques et d'alimentation	"	"	"	89	997	264
Paris	Société philanthropique de Paris (habitations économiques)	"	"	"	3	137	351
Epinal	Société des habitations ouvrières d'Epinal	"	"	"	"	"	169
Marseille	Société des habitations salubres et à bon marché	"	"	"	10	102	275
Marseille	Habitations à bon marché de la caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône	"	"	"	"	"	120
Paris	Société des habitations économiques de Paris	25	300	280	13	81	225
Belfort	Société belfortaine des maisons à bon marché	"	"	"	4	133	282
Xeuilley	Société foncière de Xeuilley	28	300	216	12	24	300
Saint-Denis	Société des habitations économiques de Saint-Denis	"	"	"	"	"	216
La Rochelle	Société rochelaise des maisons à bon marché	21	396	324	3	28	312
Oullins	Le Cottage d'Oullins	16	180	180	"	"	192
Dunkerque	La Cité Gabrielle (hospice de Dunkerque)	"	"	"	"	"	"
Marseille	La Pierre du foyer	2	208	"	"	"	"
Beauvais	Le Cottage de la rue Tétard	4	485	176	"	"	"
Bordeaux	Société bordelaise des habitations à bon marché	24	285	215	"	"	"
Athis	Le Cottage d'Athis	15	420	200	"	"	"
Longwy	Société des habitations à bon marché de Longwy	27	276	196	"	"	"
Valentigney	Soc. immobilière de Valentigney, Beaulieu et Terre-Blanche	46	384	180	"	"	"
Saint-Denis	Le Coin du feu	"	"	"	7	28	204
Roubaix	La Ruche roubaisienne	"	"	"	"	"	204
Eurville	Le Foyer d'Eurville (Haute-Marne)	"	"	"	"	"	"
Caen	Société caennaise des habitations à bon marché	"	"	"	4	10	156
Roubaix	Le Foyer de l'ouvrier (Roubaix)	"	"	"	"	"	120
Saint-Etienne	Société des logements économiques de Saint-Etienne	"	"	"	"	"	"
Clichy	Société des habitations à bon marché de Clichy	"	"	"	"	"	"
Nîmes	Société nîmoise des habitations salubres et à bon marché	"	"	"	"	"	"
Tours	Société tourange de constructions à bon marché	"	"	"	"	"	"
Roubaix	Société roubaisienne des habitations à bon marché	"	"	"	"	"	"
Beauvais	Société beauvoisine d'habitation à bon marché	"	"	"	"	"	"
Lunéville	Société des habitations ouvrières de Lunéville	"	"	"	"	"	"
Ruelle	Le Foyer (de Ruelle)	"	"	"	"	"	"
Havre	Société des habitations à bon marché de Gravelle-S ^{ts} Honorine	"	"	"	"	"	"
TOTAUX PARTIELS		390			169	1.825	
Nombre de sociétés auxquelles s'appliquent les totaux de chaque colonne		15			12	12	

NOTA. — Les totaux de chaque colonne s'appliquent seulement aux sociétés qui ont fourni les renseignements demandés.

(1) Voir, dans le *Bulletin* 2896, page 366, la liste de 40 parmi ces sociétés avec l'indication de leur année

À BON MARCHÉ EN FRANCE.

ET FINANCES.

statistique de l'état des immeubles et de la situation financière de 44 sociétés de con-
suivent :

LOCATION AVEC PROMESSE DE VENTE.				CAPITAL VERSÉ.		PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE	RÉSER- VES TOTALES (légal et faculta- tive.)	INTÉ- RÊT des		OBSERVATIONS.
Maisons vendues.		Maisons en cours de vente.		Actions.	Obligations	Valeur totale des immeubles et terrains à bâtir.		actions.	obligations.	
Nom- bre.	Valeur totale.	Nom- bre.	Valeur totale.							
	francs.		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	p.o/o	p.o/o	
261	930.508	"	"	600.000	"	430.000	65.607	5 00	"	L'intérêt de 5 p. o/o est garanti par la ville de Lille. Au dernier exercice, l'intérêt net était de 3 1/2
26	151.200	67	266.000	"	210.000	"	"	"	"	
92	430.000	25	95.000	200.000	"	500.000	25.000	4 00	"	
47	297.044	10	71.460	200.000	"	345.000	17.666	3 40	"	
19	55.000	10	37.000	75.000	"	31.713	1.200	2 00	"	
"	"	"	"	450.000	"	"	23.767	"	"	Plus emprunt de 146,120 francs en compte courant.
9	87.268	45	367.750	200.000	178.300	823	5.904	3 00	4 00	
"	"	"	"	375.000	"	375.000	5.069	2 00	"	
"	"	"	"	460.000	"	460.000	28.624	2 1/2	"	
9	34.515	60	236.980	130.000	20.000	190.658	176.877	3 00	3 00	
"	"	"	"	3.295.000	400.000	3.717.734	139.606	4 00	3 00	[Emprunt en obligations hypothécaires à 3 p. o/o.
"	"	"	"	894.901	"	755.295	11.820	3 1/3	"	
5	27.800	29	156.164	100.000	30.000	221.963	2.227	3 50	"	Emprunt hypothé- caire.
"	"	"	"	350.000	"	329.674	"	1 92	"	
1	2.364	"	"	"	"	459.337	"	"	"	Emprunt de 30.000 francs en compte courant à 3 p. o/o.
"	"	"	"	"	"	651.700	"	3 00	"	
"	"	"	"	300.000	30.000	321.933	2.677	3 00	"	
"	"	"	"	120.000	69.000	179.641	4.614	5 00	3 00	
"	"	"	"	300.000	"	260.449	5.710	3 1/2	"	
"	"	"	"	53.500	"	54.283	117	3 00	"	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	36.000	"	3 50	"	
"	"	"	"	42.863	"	30.599	548	3 1/4	"	
"	"	"	"	"	"	136.689	"	"	"	
"	"	27	164.600	185.000	100.000	265.308	500	4 00	3 00	Emprunt hypothécaire à 3 p. o/o.
7	60.854	11	71.725	26.865	193.970	248.827	"	4 00	3 00	
"	"	28	112.581	160.000	"	312.780	"	3 37	"	
"	"	7	48.236	190.000	120.000	166.417	6.203	4 00	3 75	1 ^{er} exercice en cours. Idem.
1	5.518	10	50.422	32.223	"	62.326	"	"	"	
"	"	"	"	37.500	"	"	"	3 00	"	1 ^{er} exercice non achevé. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem.
"	"	"	"	31.200	"	31.703	126	3 00	"	
"	"	"	"	35.000	"	35.000	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	70.000	"	58.000	"	4 00	"	
"	"	"	"	250.000	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	25.000	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	15.000	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	125.000	125.000	"	"	"	"	
"	"	"	"	15.000	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	12.000	"	"	"	"	"	Idem. Idem.
"	"	"	"	1.250	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	75.000	"	"	"	"	"	
4.777	233.754	329	777.418	9.421.379	2.476.470	10.667.950	523.802			
12	12	13	13	36	12	30	21			

Leur nombre pour chaque colonne est indiqué à la ligne suivante.

de fondation et celle de leur forme sociale : civile, anonyme ou coopérative.

OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1894.

(Suite) (1).

Statistique financière.

RECETTES ET DÉPENSES.

Les recettes des sociétés approuvées s'élèvent, pour 1894, à 23.624.861 francs, en augmentation de 1.300.207 francs sur les recettes de l'exercice précédent.

Elles se composent de :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Cotisations des membres honoraires.....	2.273.063 ^f	9,62
— des membres participants.....	14.276.804	60,43
— des enfants.....	114.925	0,49
Amendes.....	405.541	1,72
Droits d'entrée.....	341.454	1,45
Intérêts des fonds placés.....	2.688.226	11,38
Subventions, dons et legs.....	1.746.628	7,39
Recettes diverses.....	1.778.220	7,52
TOTAL des recettes....	23.624.861	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 20.248.214 francs, en augmentation de 459,442 francs sur les dépenses de l'exercice précédent.

Elles se composent de :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Secours pécuniaires aux malades.....	5.211.957 ^f	25,73
Honoraires des médecins.....	2.775.571	13,77
Frais pharmaceutiques.....	3.399.397	16,78
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.	1.433.072	7,07
Secours aux veuves et orphelins.....	440.023	2,16
Dépenses pour les enfants.....	71.787	0,35
Versements aux fonds de retraites.....	2.831.737	13,98
Frais funéraires.....	911.537	4,50
Frais de gestion.....	946.075	4,67
Dépenses diverses.....	2.227.057	10,99
TOTAL des dépenses....	20.248.214	100,00

Les trois premières rubriques représentent les dépenses de maladie proprement dites; elles atteignent 56,28 p. o/o des dépenses.

Les frais de gestion sont peu considérables; ils ne forment que 4,67 p. o/o des dépenses.

Le tableau suivant met en parallèle la recette générale moyenne et la dépense générale moyenne (non compris les affectations aux fonds de retraites), évaluées par membre participant, depuis l'année 1889, dans les sociétés approuvées :

(1) Voir *Bulletin de février*, page 107.

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE moyenne sur LA DÉPENSE moyenne.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	23 43	17 88	5 55
1890.....	23 02	19 87	3 15
1891.....	23 16	18 87	4 29
1892.....	23 08	18 93	4 15
1893.....	22 60	18 59	4 01
1893.....	23 50	18 41	5 09

Il est également intéressant de comparer à la dépense moyenne la cotisation moyenne versée par le sociétaire participant. Cette comparaison fait l'objet du tableau suivant :

RELATION ENTRE LA COTISATION MOYENNE PAR PARTICIPANT ET LA DÉPENSE MOYENNE
DANS LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	15 17	18 35	3 18	10 71	14 99	4 28
1890.....	14 84	20 71	5 87	10 59	17 11	6 52
1891.....	14 89	19 22	4 33	10 64	16 58	5 94
1892.....	14 93	19 36	4 43	10 74	16 03	5 29
1893.....	14 74	19 04	4 30	10 39	15 65	5 26
1894.....	14 86	18 79	3 93	10 80	15 83	5 03

Les recettes des sociétés autorisées s'élèvent, pour 1894, à 9.063.012 francs, en augmentation de 147.720 francs sur les recettes de 1893.

Elles comprennent :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Cotisations de membres honoraires.....	363.761 ^f	4,01
— des membres participants.....	5.373.854	59,29
— des enfants.....	55.459	0,62
Amendes.....	210.450	2,32
Droits d'entrée.....	94.445	1,04
Intérêts des fonds placés.....	1.366.293	15,08
Dons manuels.....	1.002.869	11,07
Recettes diverses.....	595.881	6,57
TOTAL des recettes....	9.063.012	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 7.317.602 francs, en diminution de 26.204 francs sur les dépenses du précédent exercice.

Elles se composent de :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Secours pécuniaires aux malades.....	2.265.908 ^f	30,97
Honoraires des médecins.....	688.294	9,41
Frais pharmaceutiques.....	1.011.724	13,83
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.	926.302	12,66
Secours aux veuves et aux orphelins.....	294.837	4,03
Dépenses pour les enfants.....	44.460	0,60
Versements aux fonds de retraites.....	911.063	12,45
Frais funéraires.....	231.491	3,16
Frais de gestion.....	279.604	3,82
Dépenses diverses.....	663.919	9,07
TOTAL des dépenses...	7.317.602	100,00

Les dépenses de maladie représentent 54,21 p. o/o du total des dépenses.

La proportion des frais de gestion, encore plus faible que dans les sociétés approuvées, n'est que de 3,82 p. o/o des dépenses.

Voici, comme plus haut, les comparaisons de la dépense moyenne, par participant, à la recette moyenne totale et à la cotisation moyenne :

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS AUTORISÉES.

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE moyenne sur LA DÉPENSE moyenne.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	25 98	21 42	4 56
1890.....	26 53	23 37	3 16
1891.....	27 71	22 20	5 51
1892.....	28 75	21 01	7 74
1893.....	27 79	22 94	5 05
1894.....	27 13	21 85	5 28

RELATION ENTRE LA COTISATION MOYENNE, PAR PARTICIPANT, À LA DÉPENSE MOYENNE,
DANS LES SOCIÉTÉS AUTOKISÉES :

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	16 81	21 76	4 95	8 18	17 23	9 05
1890.....	17 13	23 81	6 68	8 64	18 27	9 63
1891.....	17 16	22 65	5 49	8 83	17 36	8 53
1892.....	17 26	21 22	3 96	8 85	17 79	8 94
1893.....	17 58	23 47	5 89	8 86	18 25	9 39
1894.....	17 19	22 27	5 08	9 43	17 52	8 09

Dans les sociétés autorisées, comme, d'ailleurs, dans les sociétés approuvées, les cotisations des seuls membres participants sont manifestement insuffisantes pour pourvoir à la dépense moyenne que chacun d'eux occasionne à la mutualité (1). La cotisation des membres honoraires, ainsi que les ressources aléatoires, sont donc indispensables pour permettre aux sociétés de tenir tous leurs engagements statutaires et d'augmenter progressivement leurs fonds de réserve.

C'est dans les sociétés autorisées et pour les sociétaires femmes que l'écart entre la cotisation et la dépense atteint son plus haut chiffre. Il est égal à la cotisation correspondante. Les sociétés dépensent ainsi pour les participants du sexe féminin le double environ de ce qu'elles en reçoivent.

FRAIS DE MALADIE.

Les frais de maladie, comprenant les secours en argent aux malades, les frais pharmaceutiques et les honoraires des médecins, se sont élevés, au total, à 15.352.851 francs. Les secours en argent, pour 7.477.865 francs, forment 49 p. o/o de cette somme; les frais pharmaceutiques, pour 4.411.121 francs en représentent 29 p. o/o, et les honoraires des médecins, pour 3.463.865 francs, 22 p. o/o.

Nous donnons ci-dessous le montant moyen, par participant, des frais de maladie :

FRAIS DE MALADIE MOYENS PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	12 58	10 62	12 27	10 42	10 48	10 43
1890.....	14 83	11 97	14 38	16 07	11 24	15 51
1891.....	13 71	11 29	13 38	15 93	11 45	14 53
1892.....	13 79	11 31	13 41	14 94	12 26	14 63
1893.....	13 53	10 79	13 10	15 04	11 39	14 60
1894.....	13 26	10 93	12 89	14 38	10 71	13 93

Parmi ces frais, l'élément le plus important est le secours en argent.

Voici, de même, le montant moyen de cette indemnité, par malade, par jour de maladie et par participant.

INDENNITÉ MOYENNE DE MALADIE.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	par MALADE.	PAR JOUR de maladie.	PAR MEMBRE participant.	par MALADE.	PAR JOUR de maladie.	PAR MEMBRE participant.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	19 61	1 25	5 63	27 22	1 42	7 96
1890.....	18 69	1 24	5 81	24 15	1 43	9 26
1891.....	18 37	1 22	6 08	24 45	1 44	8 58
1892.....	18 74	1 21	6 26	25 46	1 45	8 59
1893.....	18 31	1 20	6 11	22 54	1 42	8 42
1894.....	18 00	1 14	5 90	22 81	1 35	7 96

(1) Les tableaux indiquent la dépense moyenne, défalcation faite des versements aux fonds de retraites.

Suivant les régions, la dépense moyenne de maladie, par participant, varie dans d'assez larges proportions. Dans les sociétés approuvées, cette moyenne, en 1894, a été de 12 fr. 89 pour toute la France. Par département, elle a varié de 17 fr. 72 (Bouches-du-Rhône) à 11 fr. 04 (Nord).

Les secours aux vieillards, infirmes et incurables se sont montés en moyenne à 85 francs, par bénéficiaire, dans les sociétés approuvées, et à 164 francs dans les sociétés autorisées.

Les secours aux veuves et aux orphelins ont atteint le chiffre moyen de 75 francs par bénéficiaire dans les sociétés approuvées, et de 125 francs dans les sociétés autorisées.

Les frais funéraires ont été, en moyenne par décès, de 66 francs dans les sociétés approuvées, et de 66 francs également dans les sociétés autorisées.

FONDS DE RETRAITES.

Le fonds de retraites global des sociétés approuvées s'élevait, au 31 décembre 1894, à 109.333.493 francs, pour 3.966 sociétés. Au 31 décembre 1893, il était de 103.521.514 francs, pour 3.886 sociétés. Il s'est ainsi produit une augmentation de 5.811.979 francs sur le fonds de retraites et de 80 sur le nombre des sociétés approuvées possédant un fonds de retraites. Si l'on compare le chiffre ci-dessus de 3.966 aux 7.518 sociétés approuvées, on voit qu'au 31 décembre 1894 il y avait 52,8 p. 0/0 de ces associations possédant un fonds de retraites.

Le nombre des pensionnés s'élevait à 35.425. Au 31 décembre 1893, le nombre des pensionnés était de 32.705. D'autre part, le montant des arrérages payés en 1894, sur le fonds de retraites, par la Caisse des dépôts et consignations, est de 2.520.393 francs (y compris la bonification de 37.699 francs accordée par l'Etat). Il en résulte que l'arrérage moyen, par pensionné servi sur le fonds de retraites, a été, en 1894, de

$$\frac{2.520.393^f}{\frac{1}{2}(32.705 + 35.415)} = 74 \text{ francs.}$$

Le nombre des sociétés possédant un fonds de retraites ainsi que le montant du fonds global ont été constamment en croissant. L'arrérage moyen, par contre, n'a pas sensiblement varié :

FONDS DE RETRAITES.

ANNÉES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS approuvées possédant un fonds de retraites.	MONTANT TOTAL des fonds de retraites.	ARRÉRAGES MOYENS par pensionné.
		francs.	francs.
1885.....	3.247	59.334.000	75
1886.....	3.334	64.492.000	76
1887.....	3.420	69.557.000	76
1888.....	3.504	74.959.000	75
1889.....	3.589	80.463.000	76
1890.....	3.677	85.875.000	75
1891.....	3.742	91.230.000	76
1892.....	3.829	97.791.000	74
1893.....	3.886	103.522.000	73
1894.....	3.966	109.333.000	74

En outre, indépendamment de ces pensions viagères servies par la Caisse nationale des retraites, les sociétés approuvées servent des pensions dont les arrérages sont directement prélevés sur leurs fonds de réserve disponibles.

Voici le montant annuel de ces pensions et les arrérages moyens ;

PENSIONS SERVIES SUR LES FONDS DE RÉSERVE.

ANNÉES.	MONTANT des pensions.	ARRÉRAGE moyen.
	francs.	francs.
1885.....	959.594	127
1886.....	1.052.726	133
1887.....	1.184.748	138
1888.....	1.452.875	154
1889.....	1.238.330	130
1890.....	1.259.365	86
1891.....	1.359.607	91
1892.....	1.469.201	83
1893.....	1.329.912	78
1894.....	1.433.072	85

Parmi les sociétés autorisées, il y en avait, en 1894, 55 qui allouaient des pensions de retraite. C'est d'ailleurs là leur but principal, sinon exclusif. Plusieurs d'entre elles accordent, en outre, divers secours, mais aucune n'assure les frais de maladie.

Au 31 décembre 1894, ces 55 sociétés comptaient 54.736 membres participants, et possédaient un fonds de retraites total de 518.639 francs.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1894.

L'avoir total des sociétés de secours mutuels s'élevait, au 31 décembre 1894, à 217.116.386 francs. Au 31 décembre 1893, il était de 205.769.403 francs. Il a augmenté, par suite, pendant l'exercice, de 11.346.983 francs, soit de 5,5 p. o/o.

L'avoir total des sociétés, au 31 décembre 1894, se compose de :

		r. o/o du total général.
Fonds disponibles des sociétés approuvées....	69.473.378 ^f	32,00
Fonds de retraites des sociétés approuvées....	109.333.493	50,36
Avoir total des sociétés approuvées.....	178.806.871	82,36
Avoir total des sociétés autorisées.....	38.309.515	17,64
AVOIR TOTAL de l'ensemble des sociétés...	217.116.386	100,00

Pour terminer ce résumé, nous croyons utile de reproduire un tableau du rapport officiel indiquant, par département, le nombre des sociétés approuvées et autorisées qui ont reçu, pendant l'année 1895, des subventions départementales et communales, ainsi que le montant de ces subventions :

**TABLEAU INDIQUANT, PAR DÉPARTEMENT, LE NOMBRE DE SOCIÉTÉS APPROUVÉES ET AUTORISÉES
AYANT REÇU PENDANT L'ANNÉE 1895 DES SUBVENTIONS DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES
ET LE MONTANT DE CES SUBVENTIONS.**

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES.				SOCIÉTÉS AUTORISÉES.				TOTAUX par DÉPARTEMENTS.	
	SUBVENTIONS départementales.		SUBVENTIONS communales.		SUBVENTIONS départementales.		SUBVENTIONS communales.		par DÉPARTEMENTS.	
	Nombre des sociétés.	Montant des subven- tions.	Nombre des sociétés.	Montant des subven- tions.	Nombre des sociétés.	Montant des subven- tions.	Nombre des sociétés.	Montant des subven- tions.	Nombre des sociétés.	Montant des subven- tions.
		fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.
Ain.....	4	400 00	39	5.201 00	"	"	2	1.600 00	45	7.201 00
Aisne.....	1	500 00	25	4.092 00	"	"	"	"	26	4.592 00
Alger.....	"	"	9	850 00	"	"	"	"	9	850 00
Allier.....	32	2.708 65	16	2.923 60	7	210 95	1	4 75	41	4.847 95
Alpes (Basses)...	2	100 00	2	200 00	"	"	"	"	4	300 00
Alpes (Hautes)...	35	2.000 00	1	500 00	"	"	"	"	35	2.500 00
Alpes-Maritimes...	2	800 00	29	5.236 00	"	"	"	"	30	6.036 00
Ardèche.....	"	"	2	200 00	"	"	"	"	2	200 00
Ardennes.....	10	1.900 00	36	9.020 00	"	"	"	"	43	10.920 00
Ariège.....	"	"	5	1.183 70	"	"	"	"	5	1.183 70
Aube.....	1	100 00	9	1.492 00	"	"	"	"	10	1.592 00
Aude.....	2	"	19	1.942 00	"	"	"	"	19	1.942 00
Aveyron.....	"	"	14	2.235 00	"	"	"	"	14	2.235 00
Bouches-du-Rhône	"	500 00	10	1.440 00	"	"	1	150 00	12	2.090 00
Calvados.....	18	2.600 00	34	8.850 00	2	200 00	4	1.250 00	47	12.900 00
Cantal.....	8	900 00	3	350 00	"	"	"	"	8	1.250 00
Charente.....	50	1.710 00	20	2.500 00	4	120 00	"	"	54	4.330 00
Charente-Infér....	1	100 00	22	2.102 00	"	"	"	"	23	2.202 00
Cher.....	"	"	3	350 00	"	"	"	"	3	350 00
Constantine.....	17	8.050 00	10	3.900 00	3	400 00	1	100 00	20	12.450 00
Corrèze.....	"	"	5	1.550 00	"	"	"	"	5	1.550 00
Corse.....	7	1.100 00	1	200 00	"	"	"	"	7	1.300 00
Côte-d'Or.....	41	1.730 00	9	580 00	1	90 00	1	60 00	47	2.460 00
Côtes-du-Nord....	"	"	10	1.100 00	"	"	"	"	10	1.100 00
Creuse.....	11	1.000 00	6	775 00	"	"	"	"	11	1.775 00
Dordogne.....	2	150 00	3	170 00	"	"	"	"	4	320 00
Doubs.....	"	"	2	250 00	"	"	"	"	2	350 00
Drôme.....	7	185 00	24	4.441 00	"	"	"	"	29	4.626 00
Eure.....	15	3.000 00	15	2.575 00	"	"	"	"	15	5.575 00
Eure-et-Loir.....	35	1.710 00	28	6.486 10	5	145 00	1	14 30	43	8.355 40
Finistère.....	20	1.500 00	7	3.050 00	"	"	1	650 00	22	5.200 00
Gard.....	"	"	52	5.765 00	"	"	3	300 00	55	6.065 00
Garonne (Haute)...	7	1.550 00	15	2.010 00	"	"	"	"	30	3.560 00
Gers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Gironde.....	"	"	68	4.351 05	"	"	"	"	68	4.351 05
Hérault.....	51	1.810 00	35	8.795 00	"	"	"	"	66	10.605 00
Ile-et-Vilaine....	"	"	10	3.700 00	"	"	"	"	10	3.700 00
Indre.....	22	3.980 00	14	1.749 00	"	"	"	"	24	5.729 00
Indre-et-Loire....	5	295 00	13	1.155 75	"	"	"	"	17	1.450 75
Isère.....	"	"	40	6.003 00	"	"	9	1.335 00	49	7.338 00
Jura.....	2	400 00	18	1.765 00	"	"	"	"	20	2.165 00
Landes.....	19	800 00	2	153 00	"	"	"	"	20	953 00
Loir-et-Cher.....	"	"	6	1.240 00	"	"	"	"	6	1.240 00
Loire.....	12	1.984 90	38	4.806 05	"	"	"	"	45	6.790 95
Loire (Haute)....	"	"	9	829 60	"	"	"	"	9	829 60
Loire-Inférieure..	76	3.800 00	59	17.500 00	"	"	"	"	99	21.300 00
Loiret.....	1	600 00	19	6.765 00	"	"	1	100 00	20	7.465 00
Lot.....	25	800 00	6	1.420 00	"	"	"	"	25	2.220 00
Lot-et-Garonne...	1	35 00	9	1.500 00	"	"	1	300 00	11	1.835 00
Lozère.....	4	200 00	3	350 00	"	"	"	"	6	550 00
Maine-et-Loire....	1	8.670 00	75	14.976 50	"	"	"	"	76	23.646 50
Manche.....	26	5.800 00	11	4.580 00	2	400 00	1	60 00	29	10.840 00
Marne.....	1	1.000 00	23	5.109 00	"	"	"	"	24	6.109 00
Marne (Haute)...	1	500 00	1	500 00	"	"	"	"	2	1.000 00
Mayenne.....	41	6.500 00	8	2.515 00	"	"	"	"	41	9.015 00
Meurthe-et-Moselle	2	400 00	11	2.620 00	"	"	1	50 00	13	3.070 00
Meuse.....	1	1.000 00	11	2.650 00	"	"	"	"	12	3.650 00

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES.				SOCIÉTÉS AUTORISÉES.				TOTAUX	
	SUBVENTIONS départementales.		SUBVENTIONS communales.		SUBVENTIONS départementales.		SUBVENTIONS communales.		par DÉPARTEMENTS.	
	Nombre des sociétés.	Montant des subventions.	Nombre des sociétés.	Montant des subventions.	Nombre des sociétés.	Montant des subventions.	Nombre des sociétés.	Montant des subventions.	Nombre des sociétés.	Montant des subventions.
Morbihan.....	16	1.100 00	7	2.780 00	"	"	"	"	16	3.880 00
Nièvre.....	23	1.840 00	3	1.275 00	5	190 00	1	50 00	26	3.355 00
Nord.....	73	15.610 00	80	18.796 88	"	"	11	1.278 00	142	35.684 88
Oise.....	79	5.000 00	34	4.680 00	"	"	"	"	80	9.680 00
Oran.....	8	2.500 00	2	1.035 00	"	"	"	"	9	3.535 00
Orne.....	22	6.000 00	7	2.675 00	"	"	"	"	23	8.675 00
Pas-de-Calais.....	13	1.860 00	17	7.610 00	1	40 00	9	606 12	34	10.116 12
Puy-de-Dôme.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Pyrénées (Basses-)	"	"	9	8.064 00	"	"	"	"	9	864 00
Pyrénées (Hautes-)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Pyrénées-Orient.....	"	"	18	1.129 80	"	"	"	"	18	1.129 80
Rhin (Haut-). [Territ. de Belfort].	"	"	4	840 00	"	"	"	"	4	840 00
Rhône.....	21	2.000 00	32	2.645 00	"	"	1	25 00	50	4.670 00
Saône (Haute-)	"	"	5	580 00	"	"	"	"	5	580 00
Saône-et-Loire.....	"	"	24	3.118 00	"	"	"	"	24	3.118 00
Sarthe.....	10	434 80	18	2.780 00	"	"	"	"	24	3.214 80
Savoie.....	1	50 00	3	190 00	"	"	1	80 00	5	320 00
Savoie (Haute-)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Seine.....	7	1.300 00	35	34.011 20	"	"	5	2.250 00	45	37.561 20
Seine-Inférieure.....	113	18.732 00	51	21.599 00	41	4.168 00	14	3.506 00	155	48.005 00
Seine-et-Marne.....	"	"	66	10.934 00	"	"	1	200 00	67	11.134 00
Seine-et-Oises.....	"	"	70	12.110 00	"	"	"	"	70	12.110 00
Sèvres (Deux-)	4	200 00	8	870 00	"	"	1	200 00	12	1.270 00
Somme.....	"	"	12	1.505 00	"	"	"	"	12	1.500 00
Tarn.....	3	250 00	6	545 00	"	"	"	"	8	795 00
Tarn-et-Garonne.....	1	500 00	3	80 00	"	"	"	"	4	580 00
Var.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vaucluse.....	1	50 00	4	1.015 00	1	50 00	"	"	6	1.115 00
Vendée.....	3	2.050 00	18	5.380 00	"	"	"	"	21	7.430 00
Vienne.....	45	2.091 58	9	940 00	19	911 59	2	1.800 00	61	5.743 17
Vienne (Haute-)	1	100 00	26	10.330 80	"	"	"	"	27	10.430 80
Vosges.....	"	"	3	1.050 00	"	"	1	100 00	4	1.150 00
Yonne.....	"	"	11	1.450 00	"	"	1	15 00	12	1.465 00
TOTAUX.....	1,061	134.536 93	1,559	331.371 03	91	6.925 54	76	16.081 17	2,388	488.917 67

RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

DES VALEURS EN DOUANE

POUR L'ANNÉE 1895. (Extraits.)

4. *Lin et chanvre.* — Les entrées de lin sont passées de 61.100.000 kilogrammes, valant 52.100.000 francs, en 1894, à 87.400.000 kilogrammes, valant 60 millions de francs, en 1895 ; celles du chanvre de 19.900.000 kilogrammes, valant 16.100.000 francs, à 22.750.000 kilogrammes, valant 18.300.000 francs. Quant à l'exportation, elle a été : pour le lin, de 24.700.000 kilogrammes (12.500.000 fr.) en 1895, au lieu de 20 millions de kilogrammes (12.400.000 fr.), en 1894 ; pour le chanvre, de 1.080.000 kilogrammes (940.000 fr.), au lieu de 950.000 kilogrammes (810.000 fr.).

Il est intéressant de remarquer que, depuis dix ans, l'importation n'avait pas atteint un niveau si élevé.

L'aire de culture du lin sur le territoire français augmente lentement; elle ne dépasse pas 36,000 hectares. Sans méconnaître l'importance des primes, on ne saurait leur attribuer qu'un rôle secondaire; en Irlande, où le gouvernement ne subventionne pas la culture, l'extension est plus rapide.

Notre production de lin teillé reste dans la limite de 25 millions de kilogrammes alors qu'en 1862, elle était de 74 millions de kilogrammes. Cette production représente le quart de la consommation industrielle (100 millions de kilogrammes), mais répond assez exactement à ce que peuvent employer nos filatures. Eu égard à leur faible prix, les lins russes entrent nécessairement pour une large part dans l'alimentation des manufactures françaises.

L'abondance de la récolte de 1893 a provoqué une baisse considérable du cours des lins.

Pour le chanvre, la récolte de France a été moyenne. Les prix n'ont pas varié.

5. *Peaux et pelleteries brutes.* — Par suite de spéculations engagées aux États-Unis, les peaux brutes ont subi une hausse énorme; des ressauts brusques se sont, d'ailleurs, produits dans les cours.

Aussi l'importation a-t-elle diminué, du moins en quantité: 60 millions de kilogrammes (valant 134.500.000 fr.), au lieu de 67.400.000 kilogrammes (valant 116 millions de francs).

Un fait rationnel est l'accroissement simultané de l'exportation: 36 millions de kilogrammes, valant 93.600.000 francs, au lieu de 32 millions de kilogrammes, valant 65.700.000 francs.

6. *Graines et fruits oléagineux.* — Les entrées des graines et fruits oléagineux sont descendues de 7.650.000 quintaux et 199 millions de francs. Quant à l'exportation, elle reste très faible; 3 millions de francs au lieu de 4.100.000 francs.

On a enregistré une certaine baisse dans les cours.

7. *Bois communs.* — L'importation de bois communs, qui représentait en 1894 une valeur de 147 millions et demi, est tombée à 130 millions en 1895.

L'exportation s'est abaissée de 48.700.000 francs à 44.400.000 francs. Aucune variation sensible n'est signalée dans les cours.

8. *Houille et coke.* — Les entrées de combustibles minéraux ont peu varié: 102.700.000 quintaux et 172 millions de francs en 1894; 101.600.000 quintaux et 167 millions de francs en 1895. Dans le total de 101.600.000 quintaux, la houille entre pour 87 millions de quintaux environ, et le coke pour 14 millions.

Une augmentation, assez faible d'ailleurs, s'est manifestée dans les sorties: 11.600.000 quintaux et 19.900.000 francs au lieu de 11 millions de quintaux et 17.100.000 francs.

9. *Minerais.* — Il n'y a pas de changement très appréciable dans les mouvements du commerce extérieur des minerais. L'importation, qui était de 17.550.000 quintaux et 53 millions de francs en 1894, a été de 17.650.000 quintaux et 49 millions de francs en 1895. Notre exportation est passée de 3.240.000 quintaux et 16.100.000 francs à 3.260.000 quintaux et 14.300.000 fr.

L'exportation a été de 3.260.000 quintaux et 14.300.000 francs au lieu de 3.240.000 quintaux et 16.100.000 francs.

IV. OBJETS FABRIQUÉS.

1. *Fils et tissus de laine.* — L'importation des fils de laine est passée de 2.050.000 kilogrammes et 9.800.000 francs à 2.370.000 kilogrammes et 13.600.000 francs ; celle des fils de poils de chèvre d'alpaga, etc., de 820.000 kilogrammes et 6.300.000 francs à 1.270.000 kilogrammes et 12.200.000 francs. D'autre part, les entrées de tissus se sont abaissées de 5.210.000 kilogrammes et 43.600.000 francs à 5.040.000 kilogrammes et 42 millions de francs.

Quant à l'exportation, elle est montée, pour les fils de laine, de 3.470.000 kilogrammes et 18.500.000 francs à 5.345.000 kilogrammes et 31.100.000 francs ; pour les tissus de laine, de 21.070.000 kilogrammes et 242 millions de francs à 27.800.000 kilogrammes et 323 millions de francs.

Mauvaise au début, l'année 1895 s'est terminée par une période d'extrême activité ; elle a ouvert des perspectives encourageantes d'avenir.

Nos filatures ont été largement alimentées et ont eu des prix de façon beaucoup plus élevés qu'en 1894. Leur production a atteint 97 millions de kilogrammes au lieu de 85 millions, chiffre de l'année précédente, et au lieu du chiffre moyen de 95 millions de kilogrammes. Depuis assez longtemps, l'exportation n'avait pas été aussi forte.

Il convient de signaler la vogue des étoffes de laine brillante, et spécialement de mohair.

Notre industrie a bénéficié d'un tel mouvement d'affaires que la production semblait impuissante à suivre les besoins de la consommation.

2. *Tissus de soie et de bourre de soie.* — Les entrées de tissus de soie ont été de 800.000 kilogrammes (50.200.000 fr.) en 1895, au lieu de 765.000 kilogrammes (41.900.000 fr.) en 1894, et les sorties, de 4.430.000 kilogrammes (271 millions de francs), au lieu de 3.680.000 kilogrammes (223 millions et demi de francs).

D'après des évaluations qui paraissent au-dessous de la réalité, la fabrique lyonnaise a produit une quantité de tissus représentant 400 millions de francs, alors que le chiffre de l'année précédente était seulement de 365 millions.

3. *Fils et tissus de coton.* — De 1894 à 1895, l'importation des fils de coton est descendue de 5.850.000 kilogrammes (16.700.000 fr.) à 5.510.000 kilogrammes (15.400.000 fr.). Toujours très faible, l'exportation n'a pas sensiblement varié : 880.000 kilogrammes et 2.570.000 francs, au lieu de 885.000 kilogrammes et 2.640.000 francs.

Pour les tissus, les entrées ont été de 4.340.000 kilogrammes (34.300.000 fr.) contre 4.700.000 kilogrammes (32.700.000 fr.) en 1894, et les sorties de 23 millions de kilogrammes (118 millions de francs) contre 19.800.000 kilogrammes (113 millions de francs) en 1894.

Difficile pour l'industrie anglaise, la situation a été généralement satisfaisante pour l'industrie du continent.

Notre production de fils a atteint 130 millions de kilogrammes, chiffre auquel se sont ajoutés 4.500.000 kilogrammes de fils importés et restés en France. On peut donc évaluer la consommation des tissages à 135 millions de kilogrammes.

Les métiers mécaniques se sont beaucoup multipliés depuis trois ans. On en compte approximativement 95.000.

Bien en rapport avec le développement des filatures, celui des manufactures de tissus devance un peu les besoins de la consommation. Aussi l'année a-t-elle été moins bonne pour les tisseurs que pour les filateurs.

Le rapporteur de la 4^e section insiste avec raison sur l'essor que commencent à prendre nos envois dans les colonies

Des progrès sérieux sont à mentionner pour l'industrie nationale de l'impression. Certaines fabriques ont amélioré leur outillage et choisi avec plus d'habileté les dessins ainsi que les étoffes à imprimer.

4. *Pièces de lingerie et vêtements confectionnés.* — Ces articles ne donnent lieu qu'à une faible importation : au total, 5.170.000 francs en 1895, contre 5.070.000 francs en 1894.

Beaucoup plus considérables, les sorties ont atteint 94 millions de francs, contre 100 millions en 1894.

Depuis 1890, l'exportation de lingerie subit une baisse continue imputable à l'installation d'ateliers de couture dans les pays qui constituaient nos débouchés, ainsi qu'à la concurrence de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

L'industrie des vêtements pour hommes, bien constituée en vue du marché intérieur, ne développe pas ses ventes à l'étranger. Quant à l'industrie des vêtements pour femmes, elle perd un peu de terrain depuis quelques années.

5. *Peaux préparées.*

des peaux brutes a eu sa répercussion sur le marché des cuirs et y a provoqué une hausse, cependant moins accentuée.

Notre importation de peaux préparées a été de 4.900.000 kilogrammes (28 millions de francs), au lieu de 4 millions de kilogrammes (22 millions de francs) en 1891. Mais l'exportation a réalisé également des progrès considérables en quantité et en valeur : 11.300.000 kilogrammes (105 millions de francs), au lieu de 10.300.000 kilogrammes (81 millions de francs).

Pour les ouvrages en peau et en cuir, les entrées sont descendues de 504.000 kilogrammes (8.600.000 francs) à 474.000 kilogrammes (8.500.000 francs). La statistique des sorties accuse un total de 3.590.000 kilogrammes (82.900 francs) au lieu de 3.440.000 kilogrammes (80.400.000 francs).

Le rapport de la 5^e section signale la reprise des ventes françaises de gants à l'étranger.

6. *Tabletterie, bimbeloterie, etc.* — Pour la tabletterie, la bimbeloterie et les articles similaires, il n'y a pas de modification sensible dans la situation.

Les entrées continuent à être faibles et à osciller autour de 8 millions de francs. D'autre part, les sorties restent fermes à 154 millions.

7. *Produits chimiques.* — Envisagées pour l'ensemble des produits chimiques, l'importation et l'exportation sont respectivement passées de 84 millions, en 1894, à 94 millions, en 1895, et de 57 à 62 millions.

8. *Papier, carton, livres et gravures.* — Les entrées restent stationnaires : 25.400.000 francs au lieu de 23 millions de francs en 1894.

Quant aux sorties, elles se sont élevées de 48 à 51 millions de francs.

9. *Outils et ouvrages en métaux. — Machines et mécaniques.* — Les mouvements relatifs aux outils et ouvrages en métaux sont trop divisés pour qu'il soit possible d'en examiner le détail dans un rapport général. Très peu variable, l'importation est passée de 207.000 quintaux et 23.800.000 francs, en 1894, à 209.000 quintaux et 24.500.000 francs, en 1895. Une reprise sensible se manifeste à l'exportation : 630.000 quintaux et 68 millions de francs, au lieu de 543.000 quintaux et 56 millions de francs.

Sans changements notables, les entrées de machines et mécaniques se sont élevées de 505.000 quintaux et 57 millions de francs, en 1894, à 520 000 quintaux et 50 millions de francs, en 1895, et les sorties, de 270.000 quintaux et 35 millions de francs à 279.000 quintaux et 37 millions de francs. Le rapporteur de la 3^e section insiste sur le bon renom de nos chaudières.

VI. CONCLUSION.

En résumé, l'année 1895 a été satisfaisante. Elle témoigne des grands efforts de l'industrie française pour suffire aux besoins de la consommation nationale et pour étendre son rayonnement à l'étranger. Les conquêtes réalisées sont de bon augure et doivent stimuler les initiatives.

Il importe que, sans négliger les marchés européens ou extra-européens déjà compris dans notre champ d'exportation, nous cherchions à gagner du terrain en Russie et surtout dans les régions de l'Extrême-Orient dont les vastes débouchés s'ouvrent à notre influence.

Il faut mettre en valeur les colonies où notre glorieuse armée a si vaillamment combattu, où nous avons dépensé tant d'argent et d'intelligence.

Enfin et surtout, il convient que, tout en développant la fabrication des articles à bon marché susceptibles de placement dans les pays neufs, nous restions fidèles aux traditions du goût et du génie français, que nous nous gardions de marcher à la remorque des étrangers, que nous conservions pieusement notre suprématie artistique. Développons l'enseignement professionnel, multiplions nos musées d'art décoratif, mettons largement sous les yeux des contremaîtres et des ouvriers les chefs-d'œuvre de leurs devanciers, poussons aussi loin que possible leur savoir et leur éducation, surexcitons sans cesse leur esprit de recherche; les qualités natives dont est imprégné le peuple français feront le reste, et nous léguerons aux jeunes générations un héritage digne de ce beau pays.

(Extrait du *Moniteur officiel du commerce*.)

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS EN 1895.

(Suite) [1].

EXTRAITS DU RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CHAPITRE. 2. — ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

La disposition qui porte que les enfants ne peuvent être employés dans les établissements industriels avant l'âge de treize ans révolus reçoit son application. Le nombre des enfants au-dessous de cet âge, dont la présence irrégulière est constatée dans les établissements industriels, décroît d'année en année.

C'est dans les tissages, les filatures, les briqueteries et les verreries que des enfants au-dessous de treize ans ont été le plus fréquemment rencontrés.

Les contraventions relevées, en 1895, pour emploi d'enfants ne remplissant pas

(1) Voir *Bulletin* de décembre 1896, page 746, et *Bulletin* de 1895, pages 466, 531, 643.

les conditions réglementaires, se sont élevées à 396, relevées par 113 procès-verbaux; elles avaient été de 273, en 1894, constatées dans 78 procès-verbaux. Cette augmentation de 123 contraventions ne dénote pas que la situation se soit aggravée. Elle atteste seulement que le service de l'inspection a dû faire preuve de plus de sévérité, à mesure que le temps écoulé depuis la promulgation de la loi rendait les infractions plus inexcusables. Cette observation générale s'applique à toutes les constatations qui vont suivre.

Si la loi prohibe, en principe, l'admission des enfants dans l'industrie avant l'âge de 13 ans révolus, elle permet, cependant, de les y employer à partir de l'âge de 12 ans, à la double condition qu'ils soient munis du certificat d'études primaires institué par la loi de 1882 et du certificat d'aptitude physique.

Le nombre des enfants de 12 à 13 ans, qui ont été rencontrés au cours de l'inspection de 1895, a été de 2.055. Il avait été de 3.059 en 1893 et de 2.684 en 1894, soit une diminution s'élevant respectivement à 1.044 et à 629, pour chacune des deux dernières années. Le rapport relatif à 1894 a indiqué les causes de cette réduction. L'usage tendrait, du reste, à se répandre de ne faire commencer l'apprentissage des enfants qu'à l'âge de 13 ans révolus.

CHAPITRE 3. — DURÉE DU TRAVAIL.

L'article 3 de la loi, qui règle la durée du travail des différentes catégories d'ouvriers protégés, est celui qui a soulevé, aussi bien de la part des patrons que de la part des ouvriers, les réclamations les plus vives. On s'aperçut bientôt que ce système était en désaccord avec l'organisation habituelle du travail dans la plupart des manufactures. Le Gouvernement, aux prises avec les difficultés les plus graves, sous la menace de grèves et pour éviter la fermeture d'établissements industriels considérables, dut, après l'adoption par la commission sénatoriale d'une proposition de loi fixant d'une manière uniforme à onze heures la durée du travail quotidien pour les femmes et les enfants (premier rapport de M. Maxime Lecomte, déposé le 27 février 1894), prescrire au service de l'inspection, le 3 mars suivant, de tenir rigoureusement la main à ce que cette limite ne fût pas tout au moins dépassée, jusqu'au jour où le Parlement se serait définitivement prononcé sur la revision de la loi. C'est ce *modus vivendi* que le service de l'inspection a fait observer en 1895. Il résulte du rapport des inspecteurs qu'il a été accueilli avec la plus grande faveur. Dans un certain nombre d'industries il peut être considéré comme à peu près établi pour toutes les catégories d'ouvriers.

On peut dire que l'adoption de la journée de onze heures, pour les enfants et les femmes, serait universelle, si des industriels ne trouvaient dans la loi même, grâce aux équipes tournantes ou de remplacement, des facilités pour se dérober à ses prescriptions.

Les contraventions, relevées par des procès-verbaux, qui avaient été au nombre de 2.531 en 1894, ont atteint le chiffre de 3.877 en 1895.

CHAPITRE 4. — TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

La loi qui interdit le travail de nuit aux enfants âgés de moins de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes, est appliquée dans la grande industrie, soit que le travail de nuit ait disparu, soit qu'on ait substitué des ouvriers aux femmes et aux enfants dans les équipes de nuit. Les abus ne se produisent guère que dans les petits ateliers et ceux de moyenne importance, notamment chez les modistes et les couturières. Il est, d'ailleurs, souvent impossible de les constater et de les réprimer, le

travail se faisant dans un local autre que l'atelier et où l'inspecteur n'a pas libre accès. Il faudrait un personnel beaucoup plus nombreux pour saisir toutes les contraventions, qui sont réprimées chaque fois qu'on parvient à les constater.

A côté du travail de nuit, il convient de signaler le travail à deux équipes, que certains industriels ont organisé, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, par application de la tolérance inscrite au paragraphe 2 de l'article 4 de la loi de 1892. Le nombre des usines qui ont employé ce mode de travail est descendu de 51 à 33.

Il faut, en outre, signaler la pratique qui consiste à faire alterner les équipes, après quatre heures et demie de travail, pour que l'usine puisse fonctionner pendant dix-huit heures sans interruption; elle paraît être devenue générale, de partielle qu'elle était autrefois. Les inconvénients de ce mode de travail, qui ont été précédemment démontrés, ne pourraient donc que s'aggraver si le Parlement n'y portait remède, en supprimant purement et simplement la double équipe, sauf dans les usines à feu continu.

Indépendamment du travail à double équipe, la loi de 1892 admet certaines tolérances; il importe d'examiner l'usage qui en a été fait.

Veillées. — Après avoir interdit le travail de nuit aux enfants et aux femmes, réduit la durée de la journée de travail et établi pour certaines catégories de travailleurs l'obligation du repos hebdomadaire dont il sera question ci-après, la loi du 2 novembre 1892, voulant tenir compte des nécessités industrielles, a prévu un certain nombre de tolérances qui ont fait l'objet d'un règlement d'administration publique, en date du 16 juillet 1893.

L'expérience ne tarda pas à démontrer que les dispositions de ce décret ne répondaient pas, sur tous les points, aux intentions qui les avaient fait édicter, et que plusieurs d'entre elles étaient absolument inutilisables pour les industriels en vue desquelles elles avaient été établies. C'est ainsi que la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à la condition que la journée ne dépassât pas douze heures, était tout à fait illusoire pour les industries qui ouvrent leurs ateliers à une heure matinale.

Le décret du 26 juillet 1895 est venu parer à cet inconvénient. En même temps qu'il retirait à certaines industries un droit dont elles ne pouvaient faire usage, il a prévu que, à certaines époques de l'année, d'ailleurs variables, elles pourraient avoir besoin de tolérances, et il les a classées au nombre des industries en faveur desquelles les restrictions relatives à la durée du travail et à l'obligation du repos hebdomadaire peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire. Le même décret a supprimé du règlement la clause d'après laquelle les industries autorisées à veiller ne pourraient jouir de cette faculté que d'une façon consécutive et pendant une période déterminée à l'avance.

Ces deux réformes donnent pleine satisfaction aux desiderata exprimés par la commission supérieure, dans le rapport de 1894. Il convient d'ajouter que, d'après l'article 6 du décret du 26 juillet 1895, les quelques industries auxquelles le droit de veiller a été maintenu sont seulement tenues de prévenir l'inspecteur par l'envoi d'une lettre ou d'un télégramme avant le commencement du travail exceptionnel. On est obligé de reconnaître que la difficulté du contrôle se trouvera singulièrement accrue.

Il est une autre amélioration due au décret du 26 juillet 1895, qui mérite d'être notée. Le décret de 1893 permettait à un grand nombre d'industries de profiter simultanément de plusieurs des tolérances autorisées par la loi. Le décret de 1895 a supprimé le cumul pour la plupart de ces industries.

Travail de nuit permanent de sept heures. — C'est l'article 2 du décret du 15 juillet 1893 qui détermine les industries qui, par dérogation à l'article 4 de la loi,

peuvent occuper des filles majeures et des femmes la nuit, sans que le travail puisse dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

L'application de la loi du 2 novembre 1892 aux compositrices, employées, la nuit, dans certaines imprimeries, ayant soulevé de nouvelles réclamations, l'administration a examiné la question de savoir si les travaux de composition pourraient être rangés au nombre de ceux pour lesquels de sérieuses nécessités industrielles imposent une dérogation à la règle générale.

Il est résulté de l'enquête à laquelle il a été procédé qu'aucune nécessité de ce genre ne pouvait être invoquée pour permettre aux compositrices le travail de nuit.

Travail de nuit temporaire. — L'article 3 du décret du 15 juillet 1893 octroyait l'autorisation de faire travailler temporairement le personnel protégé, la nuit, pendant une durée maximum de dix heures, à un certain nombre d'industries qui, elles aussi, ne pouvaient bénéficier de cette faculté. Il s'agit de celles qui, travaillant régulièrement pendant le jour, se trouvaient, pour mettre à profit la tolérance autorisée par la loi, dans la nécessité de constituer provisoirement une équipe volante de nuit, dont les éléments leur faisaient défaut. Le décret du 26 juillet 1896 n'a, en conséquence, maintenu l'autorisation de faire travailler temporairement la nuit le personnel protégé qu'aux industries dont le travail irrégulier commence à des heures variables et imprévues et qui, par suite, peuvent seules réellement user de cette faculté.

Comme, d'autre part, les nécessités de la fabrication se conciliaient difficilement avec l'obligation, qui leur était imposée, d'aviser douze heures à l'avance l'inspecteur chaque fois qu'elles voudraient faire usage de cette tolérance, le nouveau décret leur a seulement prescrit de prévenir l'inspecteur avant le commencement du travail. Cette modification, qui avait été indiquée comme utile par la commission supérieure, paraît avoir donné satisfaction aux réclamations des intéressés.

Usines à feu continu. — Quand les femmes majeures et les enfants du sexe masculin sont employés la nuit dans les usines à feu continu, leur travail, qui ne doit pas dépasser dix heures par vingt-quatre heures, est coupé par des intervalles de repos représentant une durée totale au moins égale à deux heures. Le travail dans ces usines est, d'une manière générale, organisé de façon à ne pas dépasser dix heures de travail effectif.

Le travail est fait, le plus souvent, par deux équipes qui se relèvent soit à six heures du matin et à six heures du soir, soit à midi et à minuit. Les alternances d'équipes de jour et de nuit s'effectuent soit tous les huit jours, soit tous les quinze jours, soit tous les mois. La nécessité de constituer des équipes spéciales pour remplacer les enfants après dix heures de travail et le jour de repos hebdomadaire soulève toujours de très sérieuses difficultés.

Des maîtres de forges, qui font marcher leur usine douze jours consécutifs, suivis de deux jours de repos pour la réparation des fours, demandaient à adopter cette organisation pour les enfants; ils pensaient que deux jours de repos consécutifs par quinzaine pourraient équivaloir à un jour de repos hebdomadaire. Cette interprétation n'a pu être admise, la loi ne permettant pas de faire travailler les enfants plus de six jours par semaine.

L'Administration a dû, en outre, tenir la main à ce que, pendant la durée des deux heures de repos qui doivent couper le travail de nuit, l'enfant ne se livrât à aucun travail, celui-ci ne consistât-il que dans la simple surveillance de la marche des machines, car une surveillance, quelle qu'elle soit, ne peut être considérée comme un repos dans le sens où ce mot a été pris par la loi.

Les procès-verbaux dressés, en 1895, par les inspecteurs ont relevé la présence de 1.137 enfants ou femmes employés la nuit dans des conditions irrégulières.

Les industries où les infractions ont été les plus nombreuses sont les suivantes :

Confection et couture, 668 contraventions ; brochage et reliure, 134 ; filatures de coton, 102 ; imprimeries, 74 ; blanchisseries, 23 ; doreurs, 23 ; teintures et apprêts, 18 ; faïences et porcelaines, 18 ; jouets, 18.

Repos hebdomadaire. — L'adoption pour le repos hebdomadaire d'un autre jour que le dimanche constitue toujours une exception. Elle se rencontre surtout chez les blanchisseurs de la banlieue de Paris qui préfèrent choisir, comme jour de repos de leur personnel, celui où ils vont reporter leur linge en ville.

Les maréchaux et les charrons, les bourreliers adoptent généralement le lundi, le dimanche étant le jour où leurs clients viennent faire réparer leurs outils et ferrer leurs chevaux.

L'amélioration déjà signalée l'année dernière est aujourd'hui partout réalisée. Toutefois, l'habitude de faire rester les apprentis le jour du repos hebdomadaire, pour ranger l'atelier, n'a pas encore complètement disparu de la petite industrie.

Quelques industriels ont établi un roulement pour accorder successivement un jour de repos par semaine au personnel protégé. Dans ce cas, le jour de repos individuellement assigné à chaque ouvrier doit être affiché sur le tableau des heures de travail qui ne saurait être modifié sous peine de contravention. Il ne faut pas se dissimuler que, malgré ces précautions, la surveillance deviendra plus difficile et qu'il sera malaisé de déjouer la fraude.

Par contre, il n'est pas possible d'admettre que des industriels puissent faire reposer leur personnel, depuis le dimanche midi jusqu'au lundi midi. Deux demi-journées consécutives, qui constituent en fait vingt-quatre heures de repos continu, ne sauraient équivaloir à un jour de repos dans le sens légal.

Si le jour de repos hebdomadaire est, en général, observé, on ne saurait en dire autant des jours fériés. Cela tient à ce que, si l'article 7 de la loi permet à l'inspecteur divisionnaire d'autoriser exceptionnellement certaines industries à travailler le jour du repos hebdomadaire, elle ne lui a pas conféré le même pouvoir en ce qui touche les jours fériés. Les industriels comprennent difficilement cette distinction.

Les procès-verbaux dressés pour non-observation du jour de repos hebdomadaire et des jours fériés ont relevé 1.793 contraventions en 1895. Il n'y en avait eu que 515 en 1894.

Les industries dans lesquelles les contraventions ont été principalement relevées sont les suivantes :

Filatures de coton, 680 contraventions ; filatures de soie, 185 ; modes et confection, 168 ; brochage et reliure, 119 ; blanchisseries et repassage, 68 ; apprêt et teinture, 77 ; imprimeries, 50 ; confiseries, fabriques de chocolat, 46 ; tissage de la soie, 36 ; broderie, tapisserie et passementerie, 43 ; constructions mécaniques, 54 ; cartons et papeteries, 29 ; mégisseries, 31 ; emballage, 27.

CHAPITRE 5. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

L'article 4, paragraphe 7, de la loi dispose que, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur, pour un délai déterminé.

44 établissements ont demandé, en 1895, le bénéfice de cette tolérance, qui s'est appliquée à 1.903 femmes ou enfants, pendant une durée moyenne de 33 jours.

Nous avons parlé d'un certain nombre d'industries, en faveur desquelles l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge. Ces industries avaient été dési-

gnées par le décret du 15 juillet 1893. La nomenclature en a été modifiée, comme il a été dit plus haut, par un décret du 26 juillet 1895, rendu sur l'avis conforme de la Commission supérieure du travail.

C'est surtout dans la 1^{re} circonscription que ces modifications ont été appréciées.

En général, elles paraissent avoir été goûtées aussi bien des patrons que des ouvrières. Les premiers sont satisfaits qu'on leur laisse le choix des jours pendant lesquels ils peuvent prolonger la durée du travail, les secondes, qu'on ne puisse les retenir impunément à l'atelier après 9 heures du soir. Quelques procès-verbaux ont inspiré une crainte salutaire. Ces tolérances qui avaient été octroyées en 1894, au nombre de 521, ont atteint, en 1895, le chiffre de 1.450. Nous avons expliqué plus haut que ces tolérances avaient remplacé, pour un grand nombre d'industries, les autorisations de veiller. Leur durée n'a, d'ailleurs, pas dépassé douze heures et n'a pas été étendue au travail de nuit.

Les industries où les autorisations données par le service de l'inspection ont été le plus fréquentes sont les suivantes :

Confection, couture et lingerie pour femmes, 616 contraventions ; imprimeries typographiques, 142 ; blanchisseries du linge fin, 126 ; confection et fourrure, 52 ; tissage des étoffes de nouveautés destinées à la fabrication, 47 ; teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes de nouveautés, 46 ; briqueteries en plein air, 39.

Il est bien entendu que ces tolérances ne doivent être accordées par les inspecteurs divisionnaires que lorsque les résultats de leur enquête leur ont démontré qu'elles ne pourraient être refusées sans inconvénient. Leur devoir strict est aussi de tenir énergiquement la main à ce que des autorisations successives ne fassent pas d'une dérogation momentanée aux prescriptions de la loi une permission continue de s'y soustraire.

CHAPITRE 6. — LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets. — On constate une grande amélioration dans l'observation de l'article 10 de la loi, qui fait une obligation aux maires de délivrer un livret aux enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, qui veulent entrer dans l'industrie. Le pourcentage des enfants dont la situation est régulière a partout augmenté. Les efforts constants de l'Administration tendent, d'ailleurs, à obtenir que toutes les municipalités soient approvisionnées de livrets dans la mesure de leurs besoins.

Registres. — Affichages. — Aux termes de l'article 11, les chefs d'industrie sont tenus d'inscrire les enfants de moins de dix-huit ans qu'ils emploient sur un registre spécial, avec toutes les indications qui figurent sur les livrets. Ils doivent, en outre, afficher le texte de la loi et des règlements d'administration publique rendus pour son exécution, les heures de repos et les jours du repos hebdomadaire. L'accomplissement de ces formalités n'a pas soulevé de difficultés.

Dans certaines circonscriptions, l'inspection a constaté l'existence du registre réglementaire dans une proportion qui s'est élevée, de 1892 à 1895, de 40 p. o/o à 80 p. o/o. S'il n'est pas partout le même, le progrès a été partout très sensible. On ne rencontre plus la négligence persistante d'autrefois dans certains petits ateliers, les intéressés sachant que le service n'admet plus que des patrons prévenus ne soient pas en règle avec la loi.

Quant à l'envoi qui doit être fait à l'inspecteur d'un duplicata du tableau des heures de travail, il s'effectue régulièrement dans certaines circonscriptions ; il laisse à désirer dans d'autres où des procès-verbaux de contravention ont dû être dressés.

(A suivre.)

TABLEAU DES CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1895.

D'après la *Statistique de l'industrie minière et des appareils à vapeur*, publiée récemment par le Ministère des travaux publics.

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOULIÈRE.

ANNÉES.	CONSOMMATION DE LA FRANCE.		NOMBRE			BÉNÉFICES DES MINES EN GAIN.	NOMBRE DE MINES EN GAIN.	DÉFICIT DES MINES EN Perte.	BÉNÉFICE RESTANT.	VALEUR MOYENNE DE LA TONNE sur le carreau de la mine.		SALAIRE TOTAL DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE.		BÉNÉFICE PAR TONNE EXTRAITE.		PRODUCTION ANNUELLE PAR OUVRIER.		SALAIRE MOYEN ANNUEL D'UN OUVRIER.		BÉNÉFICE ANNUEL PAR OUVRIER EMPLOYÉ.	
	millions de tonnes.	millions de tonnes.	MOYENS d'ouvriers employés.	DE CONCESSIONS existant au total.	DE CONCESSIONS exploitées dans la période.	millions.		millions.	millions.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1881-1890	31,8	21,5	108	636	301	41,4	179	4,9	36,5	11 50	5 45	1 70	199	1 090	338						
1891.....	36,6	26,1	132	635	296	65,0	176	5,0	60,0	13 25	6 10	2 30	197	1 203	455						
1892.....	36,5	26,2	133	636	298	46,6	158	7,3	39,3	12 40	6 20	1 50	197	1 221	295						
1893.....	36,4	25,7	133	636	298	34,0	151	8,9	25,0	11 50	5 95	1 00	193	1 146	190						
1894.....	38,0	27,4	135	634	312	36,0	133	9,8	26,1	11 20	5 80	0 95	204	1 181 ⁽¹⁾	194						
1895.....	38,6	28,0	137	636	301	36,4	146	6,9	29,5	11 01	5 69	1 05	204	1 161	215						

(1) Le revenu net imposé des mines en gain ressort à 1 fr. 54 par tonne de charbon en 1895 contre 1 fr. 61 en 1894.

(2) C'est par suite d'une erreur que le chiffre de 1.015 a été inscrit dans le tableau inséré dans le *Bulletin* de 1895 page 159, ainsi qu'il résulte de l'examen des colonnes 13 et 17.

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOUILLÈRE ET MÉTALLURGIQUE

DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilog.	kilog.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1895	France.....	28.020.000	2.004.000	757.000	715.000	"	19.619	8.200	7.600	24.200	"
1895	Algérie et colonies (Guyane) ..	114.000	"	"	"	2.808	17	364	17	"	"
1895	Grande-Bretagne et Irlande....	192.696.000	7.827.000	1.105.000	2.755.000	135	8.722	61.700	55.300	21.300	9.750
1895	Empire d'Allemagne (Prusse, Saxe, Bavière et autres).....	103.877.000	4.766.000	1.139.000	3.641.000	3.315	193.151	26.500	113.900	150.250	884
1895	Luxembourg.....	"	695.000	"	"	"	"	"	"	"	46.600
1895	Hollande et les détroits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1895	Belgique.....	20.458.000	829.000	446.000	568.000	"	275	1.340	15.600	107.700	80
1894	Autriche.....	26.906.000	742.000	317.000	53.000	104	18.113	290	9.600	6.800	"
1895	Hongrie (et Croatie-Slavonie) ..	4.586.000	344.000	14.000	"	3.187	20.431	2.300	2.300	"	"
1895	Italie.....	305.000	9.200	164.000	50.300	212	27.703	2.400	20.400	"	"
1894	Russie.....	8.629.000	1.310.000	452.000	493.000	36.408	3.531	5.100	1.000	4.900	"
1895	Suède.....	214.000	463.000	205.000	165.000	85	1.188	350	330	"	"
1895	Norvège.....	"	340	(avec Pécior)	440	2	5.300	786	"	"	"
1892	Espagne.....	1.784.000	180.000	48.000	57.000	"	109.804	37.500	160.800	5.610	"
1894	Portugal.....	18.000	"	"	"	25	"	"	"	"	"
1892	Grèce.....	14.300	"	"	"	"	35.436	"	14.000	"	"
1893	Turquie.....	"	"	"	"	8	10.208	"	"	"	"
1895	États-Unis d'Amérique.....	175.166.000	9.597.000	4.864.000	6.213.000	70.132	1.733.662	172.900	146.400	81.300	"
1894	Centre et Sud-Amérique.....	992.000	"	"	"	22.721	2.614.971	68.800	60.500	"	"
1894	Canada, Terre-Neuve.....	3.569.000	"	"	"	2.589	49.719	5.930	10.500	"	"
1894	Australie, Tannanie, Nouvelle- Zélande.....	4.946.000	"	"	"	"	"	7.200	50.000	46	2.650
1894	Possessions anglaises en Asie...	2.318.000	"	"	"	7.470	"	"	"	"	"
1894	Possessions anglaises en Afrique	225.000	"	"	"	11	"	6.800	"	"	"
1895	République Sud-Africaine.....	1.152.000	"	"	"	70.321	"	"	"	"	"
1893	Japon.....	3.329.000	18.000	"	"	786	73.255	20.400	1.100	"	38
1893	Divers.....	"	"	"	"	76.539	361.385	"	"	"	"
	TOTAUX.....	579.818.000	28.784.540	9.511.000	14.510.740	297.058	5.286.390	426.560	668.530	402.146	60.002

III. — SALAIRES DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE.

1° HOUILLÈRES.

A l'intérieur :

97.435 ouvriers, dont 87.051 hommes, 5.697 jeunes gens de 16 à 18 ans et 4.717 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

39.891 ouvriers, dont 28.522 hommes, 2.316 jeunes gens de 16 à 18 ans, 4.994 femmes et 4.060 enfants de 13 à 16 ans.

DÉSIGNATION des BASSINS HOUILLERS.	NOMBRE DES JOURNÉES de travail par ouvrier		SALAIRE ANNUEL par ouvrier		SALAIRE JOURNALIER par ouvrier		PRODUCTION ANNUELLE par ouvrier		FRAIS de main- d'œuvre par tonne pro- duite.
	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	sans distinc- tion.	
			francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	tonnes.	fr. c.
Nord et Pas-de-Calais.....	279	308	1.269	980	4 54	3 18	307	238	5 06
Saint-Étienne.....	292	284	1.398	928	4 78	3 27	314	202	6 09
Alais.....	280	318	1.309	957	4 68	3 01	235	159	7 50
Le Creusot et Blanzay.....	276	287	1.344	1.058	4 88	3 70	310	181	6 78
Aubin et Carmaux.....	288	270	1.279	813	4 44	3 01	274	173	6 40
Commentry.....	299	297	1.125	837	3 76	2 82	282	190	5 43
Lignites de Fuveau (Pro- vence).....	222	250	1.014	768	4 57	3 07	214	153	6 16
ENSEMBLE.....	279	294	1.258	923	4 52	3 14	288	204	5 69

2° AUTRES MINES, Y COMPRIS LES SALINES.

A l'intérieur :

8.117 ouvriers, dont 7.911 hommes, 141 jeunes gens de 16 à 18 ans, et 65 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

3.209 ouvriers, dont 2.688 hommes, 167 jeunes gens de 16 à 18 ans, 210 femmes et 144 enfants,

Dans les mines de fer (4.600 ouvriers du fond et 2.000 du jour), le salaire moyen annuel s'est élevé à 1.177 francs pour les ouvriers du fond et 850 francs pour les ouvriers du jour, en tenant compte des ouvriers employés à l'extraction dans les mines de fer (non concédées). Le salaire journalier du fond est de 4 fr. 40; celui du jour est de 3 fr. 60, et celui de l'ensemble de 4 fr. 17.

Pour les mines métalliques autres (2.762 ouvriers du fond, 1.705 à l'extérieur), le salaire moyen annuel s'est élevé à 1.055 francs pour le fond, à 743 francs pour le jour, et les salaires moyens journaliers, pour les mêmes catégories, à 3 fr. 77 et 2 fr. 68.

Pour les minerais bitumineux et substances diverses (785 ouvriers du fond, 288 du jour), 1.061 francs et 4 fr. 14 pour le fond, 713 francs et 2 fr. 78 pour le jour.

Pour les *concessions de sel gemme* (177 ouvriers du fond et 125 du jour), 1.060 francs et 4 fr. 16 pour le fond, 970 francs et 3 fr. 60 pour le jour.

DÉSIGNATION des DÉPARTEMENTS.	PER- SONNEL des MINES autres que les houillères	MINES DE FER (sans les minières). — Salaire journalier		MINÉRAIS MÉTALLIFÈRES. — Salaire journalier		SUBSTANCES DIVERSES. — Salaire journalier		MINES DE SEL (sans les marais salants). — Salaire journalier	
		au fond. au jour.		au fond. au jour.		au fond. au jour.		au fond. au jour.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ain	211	"	"	"	"	3 47	2 93	"	"
Allier	207	"	"	3 30	2 58	3 28	2 40	"	"
Alpes (Basses)	7	"	"	"	"	4 27	4 50	"	"
Alpes (Hautes)	16	"	"	3 94	2 19	3 10	"	"	"
Ardèche	139	3 93	2 50	4 00	2 72	"	"	"	"
Ariège	547	2 32	2 59	3 72	2 63	"	"	"	"
Aude	51	2 51	2 29	2 91	1 30	"	"	"	"
Aveyron	300	3 82	2 73	3 89	2 76	"	"	"	"
Calvados	264	4 34	3 45	"	"	"	"	"	"
Cantal	30	"	"	3 82	2 47	"	"	"	"
Cher	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Corrèze	3	"	"	5 25	2 00	"	"	"	"
Corse	197	"	"	2 34	1 74	"	"	"	"
Dordogne	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	4	"	"	"	"	"	"	"	4 64
Drôme	134	"	"	4 33	2 70	"	"	"	"
Gard	797	4 28	3 76	4 02	3 29	3 17	2 30	"	"
Garonne (Haute)	1	"	"	"	"	"	"	"	3 30
Hérault	8	"	"	12 18	"	"	"	"	"
Ille-et-Vilaine	968	"	"	3 17	2 46	"	"	"	"
Indre	11	"	"	3 24	3 23	"	"	"	"
Isère	296	3 80	2 75	"	"	"	"	"	"
Jura	7	4 00	3 09	"	"	"	"	"	3 64
Landes	24	"	"	"	"	"	"	3 36	2 88
Loire (Haute)	80	"	"	4 18	3 13	"	"	"	"
Loire-Inférieure	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lot	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lot-et-Garonne	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lozère	14	"	"	3 47	3 00	"	"	"	"
Marne (Haute)	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Meurthe-et-Moselle	4.019	4 71	3 72	"	"	"	"	4 37	3 81
Puy-de-Dôme	334	"	"	2 85	1 96	4 68	4 25	"	"
Pyrénées (Basses)	83	3 00	2 60	"	"	"	"	2 79	2 92
Pyrénées (Hautes)	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Pyrénées-Orientales	287	3 42	3 52	"	"	"	"	"	"
Rhin (Haut). [Belfort]	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rhône	572	"	"	4 98	2 17	"	"	"	"
Saône (Haute)	1	"	"	"	"	"	"	"	2 50
Saône-et-Loire	890	4 12	3 40	3 96	2 51	4 76	2 84	"	"
Savoie	5	3 97	3 65	"	"	"	"	"	"
Savoie (Haute)	12	"	"	"	"	2 81	2 75	"	"
Tarn	133	3 29	2 04	4 01	3 00	"	"	"	"
Var	611	3 60	3 48	4 03	3 29	"	"	"	"
Vaucluse	63	"	"	"	"	3 85	3 37	"	"
TOTAUX	11.326	4 43	3 55	3 77	2 68	4 14	2 78	4 16	3 60

IV. — LES ACCIDENTS DANS LES MINES.

Mines de charbon. — En 1895, on a compté 14 tués par 10.000 ouvriers du fond, 6,8 par 10.000 ouvriers de la surface et 11,9 par 10.000 ouvriers employés tant au fond qu'au jour.

La proportion des tués par 10.000 ouvriers employés tant à la surface qu'au

fond des exploitations a été la suivante pendant les périodes quinquennales qui ont précédé l'année 1895.

	PROPORTION DES TUÉS DANS LES CHARBONNAGES par 10.000 ouvriers.		
	1 ^{re} Grison.	2 ^e Autres causes.	Total.
1875-1879.....	5,5	16,3	21,8
1880-1884.....	2,0	13,8	15,8
1885-1889.....	8,2	10,9	19,1
1890-1894.....	2,8	10,9	13,7

Ces chiffres font ressortir une amélioration notable.

En 1895, il y a à peu près 6 tués par million de tonnes de charbon extrait, tandis que, vers 1835, ce million de tonnes coûtait plus de 30 vies d'hommes.

Autres mines. — En 1895, on a compté 17,2 tués par 10.000 ouvriers du fond et 13,2 par 10.000 ouvriers tant du fond que de la surface.

V. — ACCIDENTS D'APPAREILS À VAPEUR.

NOMBRES D'ACCIDENTS RAPPORTÉS À 10.000 APPAREILS EN ACTIVITÉ.

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1875-1879.....	3,9	4,3	5,1
1880-1884.....	3,5	3,7	3,5
1885-1889.....	3,1	2,7	2,1
1890-1894.....	3,0	1,8	1,7
1895.....	3,9	3,0	2,4

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en février. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois de février 23 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles du travail du bois (6 grèves), du livre (3 grèves), des métaux (3 grèves).

Dans 14 cas, la grève avait pour motif des questions de salaires et de durée du travail, dans 2 cas des questions de règlement d'atelier. Sur 9 grèves dont a appris la fin en février, 6 se sont terminées par un échec pour les ouvriers, 1 par un succès total; dans 2 cas, les ouvriers grévistes ont été remplacés après les premières démarches restées sans résultat.

Grève de Hambourg (suite) [1]. — Pour répondre aux vœux des ouvriers et des patrons, le Sénat a nommé une commission pour faire une enquête sur les salaires et sur les conditions du travail de ouvriers du port et professions s'y rattachant. Cette commission, à laquelle étaient délégués 4 patrons et 4 ouvriers, s'est réunie pour la première fois le dimanche 21 février. Déjà la direction des quais de l'État avait repris 500 anciens ouvriers, c'est-à-dire la moitié de son ancien personnel.

Le syndicats des armateurs avait aussi décidé d'élever de 5 marks par mois les salaires des matelots, chauffeurs, etc. qui resteraient plus d'un an chez le même patron. La Société *Hambourg-America* avait réorganisé son personnel de façon à lui donner plus de fixité; les ouvriers seront engagés avec un délai-congé, soit de deux semaines, soit d'un mois. Les salaires seront augmentés, après deux ans de service, de 52 marks par an, pendant trois ans. Malgré la déclaration de la cessation de grève, les ouvriers déchargeurs de grains n'ont pas repris leur travail; des pourparlers ont lieu. Les ouvriers étrangers appelés pendant la grève sont repartis.

Résultats de l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse en 1895 (2). — Pendant l'année 1895, les 31 établissements régionaux d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse ont concédé 81.479 pensions, dont 29.417 pour vieillesse (à partir de 70 ans) et 52.062 pour invalidité.

Le nombre de pensions liquidées depuis l'origine de l'institution (1^{er} janvier 1891) jusqu'au 31 décembre 1895 s'élève à 410.256. Ce total comprend 265.544 pensions de vieillesse et 144.712 pensions d'invalidité. Le montant des arrérages, incombant aux établissements d'assurance et payés sur ces pensions durant la période 1891-1895, est de 82.008.462 marks. D'un autre côté, les neuf caisses spéciales aux mines et aux chemins de fer ont dépensé, pendant le même laps de temps, une somme de 3.568.314 marks pour les pensions. L'ensemble, par conséquent, des pensions payées par les établissements régionaux et les caisses spéciales, en vertu de la loi sur l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse, avait atteint, au 31 décembre 1895, le chiffre de 85.576.776 marks, non compris la subvention de l'Empire.

Cette subvention s'élève, pour la même période, à 56.950.830 marks, ce qui porte à 142.527.606 marks le total des arrérages qui ont été effectivement touchés par les assurés bénéficiaires.

En ce qui concerne seulement les établissements régionaux, le montant global des 410.256 pensions déjà liquidées est de 29.024.072 marks et le capital représentatif correspondant est de 194.864.564 marks.

Ces sommes se composent en :

		MONTANT ANNUEL (part des établissements, non compris la subvention de l'Empire).		CAPITAL représentatif.
	NOMBRE de pensions.	marks.		marks.
Pensions de vieillesse.....	265.544	19.642.498	112.021.887	
Pensions d'invalidité.....	144.712	9.381.574	82.842.777	

Le rapport du capital à la rente est, en moyenne, de 5,7 pour la rente-vieillesse, et de 8,8 pour la rente invalidité.

(1) Voir *Bulletin* de décembre 1896 et suivants.

(2) *Ämtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts*, n° 1, 1897.

A la fin de l'exercice 1895, il ne restait plus, par suite des extinctions et des radiations, que 306.100 parts de rentes en cours, pour une somme de 21.445.005 marks. En voici le détail :

	PARTS DE RENTES.	MONTANT ANNUEL (non compris la subvention de l'Empire).
		marks.
Pensions de vieillesse	195.723	14.445.375
Pensions d'invalidité.....	110.377	7.000.630

Quant au montant moyen des pensions, il a varié avec l'époque de la liquidation ; les premières pensions sont inférieures aux pensions liquidées en dernier lieu. Du reste, à mesure que l'assurance comptera un plus grand nombre d'années d'existence, la moyenne des pensions croîtra, en raison du nombre croissant d'années de cotisation payées par les assurés, jusqu'à ce qu'elle atteigne un niveau qui demeurera sensiblement constant, si les salaires restent eux-mêmes constants, à l'époque du régime permanent.

Le tableau ci-dessous fait connaître la moyenne des pensions d'après l'année de liquidation.

ANNÉE dans laquelle les pensions ont commencé à être payables.	MONTANT MOYEN DES PENSIONS DE VIEILLESSE.		MONTANT MOYEN DES PENSIONS D'INVALIDITÉ	
	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.
	marks.	marks.	marks.	marks.
1891	73.60	123.60	63.38	113.38
1892	77.69	127.69	64.69	114.69
1893	80.00	130.00	67.99	117.99
1894	76.14	126.14	71.23	121.23
1895	82.80	132.80	73.92	123.92

Les cotisations perçues en 1895 atteignent le chiffre de 95.351.893 marks.

Les frais d'administration et de contrôle se montent à 5.019.769 marks. Ils représentent 4,73 p. o/o des recettes effectives des établissements d'assurance et peuvent être évalués à environ 0 m. 51 par tête d'assuré.

L'avoir des établissements d'assurance, au 21 décembre 1895, s'élevait à 388.785.897 marks, en augmentation de 77.214.927 marks sur l'avoir au 31 décembre 1894, qui n'était que de 303.570.970 marks.

Le fonds de réserve de prévoyance entre dans ce total pour le chiffre de 35.694.105 marks.

Le taux d'intérêt moyen de placement des fonds a été, en 1895, de 3,58 p. o/o.

L'année précédente, les placements avaient rapporté, en moyenne, 3,65 p. o/o.

Les bureaux publics de placement en Wurtemberg (1). Pendant l'année 1896, les bureaux publics de placement, ouverts par les municipalités, ont reçu 34.855 offres d'emploi et 50.150 demandes de travail. 20.306 placements ont été effectués dont 15.056 concernaient des hommes et 5.250 des personnes du sexe féminin.

(1) *Labour gazette*. Voir sur le même sujet le *Bulletin* de 1896, p. 307 et 429.

Projet de modification des lois d'assurances contre les accidents. —

Voici l'analyse sommaire du projet de loi, relatif aux modifications à apporter à l'assurance obligatoire contre les accidents, qui a été déposé au Reichstag le 17 novembre dernier.

Ces modifications concernent : l'étendue de l'assurance ; le droit aux indemnités ; l'organisation administrative et la procédure relative aux indemnités.

Sur le premier point, le projet ne comporte pas l'extension de l'assurance au commerce et à la petite industrie, qui avait été réclamée par le projet antérieur de 1894 (1) ; il se borne seulement à prescrire l'obligation de l'assurance pour les métiers qui se rattachent aux travaux du bâtiment, pour les entrepôts et les entreprises de transport annexes des maisons de commerce, et pour divers autres travaux sur lesquels les lois précédentes n'avaient pas édicté de prescriptions suffisamment nettes. L'assurance des petits patrons (gagnant moins de 2.000 marks ou n'occupant qu'un seul ouvrier) fait aussi l'objet d'une réforme : désormais les corporations pourront astreindre, par disposition spéciale de leurs statuts, les petits patrons à s'assurer. Si les statuts de la corporation sont muets à cet égard, les petits patrons auront toujours le droit de se faire inscrire comme assurés.

L'assurance des gens de mer est étendue à la petite navigation (avec bâtiments de moins de 50 tonneaux), à la pêche côtière et à la pêche lacustre.

Sur le second point, le projet, par analogie avec la loi d'assurance contre la maladie, prévoit la substitution des soins médicaux et autres secours thérapeutiques (appareils, etc.) aux indemnités représentatives des frais de traitement. Les pensions des blessés âgés de moins de 16 ans seront calculées dorénavant sur le salaire réel de ces jeunes ouvriers et non, comme auparavant, sur le salaire moyen des adultes.

Les modifications touchant les autres points ont pour but de simplifier l'organisation des corporations et de la justice arbitrale, ainsi que la procédure relative aux indemnités. Elle sont trop spéciales pour qu'il soit utile d'en exposer ici le détail.

L'industrie des pêches maritimes (2). — Depuis quelques années, l'industrie des pêches maritimes se développe très rapidement en Allemagne. Son importance a doublé depuis deux ans grâce aux efforts qui sont faits pour atteindre ce but par l'État et l'initiative privée.

L'État a créé plusieurs ports de pêche et les a dotés de magasins pour conserver le poisson. Il favorise la circulation du poisson sur les lignes de chemin de fer par des tarifs spéciaux et il provoque la création de marchés en subventionnant largement les municipalités qui en établissent.

L'État a organisé des musées des pêches maritimes non seulement à Berlin, mais encore dans les villes de province.

L'institution qui a le plus contribué à faire progresser l'industrie piscicole en Allemagne est la Société allemande des pêches maritimes :

1° Elle donne des conseils et se charge de travaux bien déterminés ;

2° Elle cherche à restreindre le nombre des naufrages en créant des ports de refuge pour les bateaux pêcheurs, en améliorant les qualités nautiques des navires, en créant des institutions qui ont pour but de diminuer les dangers auxquels sont exposés les marins pêcheurs ;

3° Elle tend à perfectionner le marin dans son métier en créant des écoles de pêche, en organisant des expositions et des conférences relatives à l'industrie des pêches maritimes ;

(1) Voir l'analyse de ce projet dans le *Bulletin* (juin 1894).

(2) Bulletin trimestriel de l'*Enseignement professionnel et technique des pêches maritimes*.

4° Elle crée des institutions de bienfaisance et de prévoyance, notamment des caisses de retraite;

5° Elle développe le commerce du poisson par la prise des mesures propres à faciliter le transport du poisson;

6° Elle s'efforce de généraliser l'usage du poisson de mer;

7° Elle étudie les questions scientifiques qui ont trait à la pêche maritime; à cet effet, elle a créé des stations d'observation, elle a fait des recherches locales et elle a organisé un service de statistique spécial à la pêche;

8° Elle s'est abouchée, pour faire un travail d'ensemble, avec les autorités maritimes du littoral, la direction de l'établissement biologique d'Helgoland et la commission ministérielle chargée d'assurer l'exploitation des mers allemandes;

9° Elle fait avec l'étranger l'échange de ses publications pour arriver à connaître les faits qui intéressent la pêche maritime.

Les agents de la société sont dispensés d'observer les règlements qui concernent la pêche.

La Société allemande des pêches maritimes a créé des écoles de pêche, l'une à Finkenwarder et l'autre à Blankenese. La première de ces écoles date de 1891. L'enseignement est analogue à celui de nos écoles de pêche (1). Il est donné gratuitement pendant les quelques mois que les marins passent à terre.

Jusqu'à présent, l'industrie de la pêche est encore très rémunératrice. La Société des pêcheries d'Emden a distribué, en 1894, un dividende de 12 p. o/o à ses actionnaires. En 1894, une société arma 4 bateaux qui prirent pour 91.200 marks de poissons; en 1895, elle doubla le nombre de ses bateaux.

En même temps que le nombre des bateaux augmente, les engins de pêche deviennent de plus en plus puissants.

Actuellement, près de 5.000 bateaux à voiles et 700 navires à vapeur pêchent avec d'énormes filets dans la mer du Nord et la plupart d'entre eux le font sans interruption pendant 9 mois de l'année.

AUTRICHE.

Les grèves en 1895 (2). — Il s'est produit, en Autriche, 205 grèves pendant l'année 1895. Le nombre des établissements atteints a été de 869, le nombre des grévistes de 28.026 et le nombre des journées de travail perdues de 297.845.

Voici d'ailleurs, à cet égard, les résultats des cinq dernières années.

ANNÉES.	GRÈVES.	ÉTABLISSEMENTS atteints.	GRÉVISTES.	JOURNÉES de travail perdues.
1891.....	104	1.917	14.025	247.086
1892.....	101	1.519	14.123	150.992
1893.....	172	1.207	28.120	518.511
1894.....	159	2.468	44.075	566.463
1895.....	205	869	28.026	297.845

Comme les années précédentes, les grèves de 1895 ont été plus fréquentes au

(1) Voir l'*Enseignement technique et professionnel des pêches maritimes en France* dans la Bibliographie du *Bulletin* de février.

(2) D'après le rapport publié par le Bureau de statistique du Ministère du Commerce. Vienne 1897.

printemps et en été, plus rares en automne et en hiver. On compte 160 grèves avec 25.357 grévistes pendant 7 mois, de mars à septembre, et 45 grèves avec 2.669 grévistes pendant les 5 autres mois de l'année.

La durée moyenne d'une grève a été de 13 jours environ (12 jours en 1894). La grève la plus longue a duré 122 jours. 68 p. o/o des grèves ont duré moins de 10 jours, 21 p. o/o ont duré de 10 jours à 35 jours, 11 o/o ont duré plus de 35 jours.

Classées par industrie, les grèves de 1897 fournissent les proportions suivantes :

	P. O/O DU TOTAL. des grévistes.	P. O/O DU TOTAL des journées de trava perdues.
Industries des pierres et des terres	35,5	31,2
Travail des métaux.	13,2	18,3
Industries du bois et annexes.	8,3	18,2
Industries textiles.	14,6	11,4
Industries du bâtiment	19,1	9,6
Industries diverses.	9,3	11,3
TOTAUX	100,0	100,0

En ce qui concerne les causes et les résultats des grèves de 1895, le tableau ci-dessous résume les principales données du rapport officiel :

LES GRÈVES AUTRICHIENNES EN 1895. — CAUSES ET RÉSULTATS.

CAUSE OU OBJET des GRÈVES.	NOMBRE				RÉSULTATS.							
	de GRÈVES.	P. O/O du nombre total des grèves.	de GRÈVISTES.	P. O/O du nombre total des grèves.	REUSSITE complète.	P. O/O DU TOTAL par cause.	REUSSITE partielle.	P. O/O DU TOTAL par cause.	ÉCHEC complet.	P. O/O DU TOTAL par cause.	TOTAUX par cause.	P. O/O.
Contre une réduction de salaire	21	10,2	1.786	6,4	10	47,6	2	9,5	9	42,9	21	100,0
Pour une augmentation de salaire.	103	50,2	19.773	70,5	26	25,2	28	27,2	49	47,6	103	100,0
Pour une diminution de la journée de travail.	50	24,4	15.091	53,9	23	46,0	3	6,0	24	48,0	50	100,0
Contre le renvoi de gré- vistes.	32	15,6	10.577	37,7	11	34,4	0	0,0	21	65,6	32	100,0
Pour la reprise d'ouvriers renvoyés	33	16,1	2.752	9,8	10	30,3	1	3,0	22	66,7	33	100,0
Pour obtenir congé le 1 ^{er} mai.	13	6,3	999	3,6	3	23,1	1	7,7	9	69,2	13	100,0
Autres réclamations.	56	27,3	9.117	32,5	20	39,2	17	33,3	14	27,5	51	100,0
UNE OU PLUSIEURS CAUSES RÉUNIES (1)	205	100,0	28.026	100,0	55	26,8	51	24,9	99	48,3	205	100,0

(1) Les chiffres de la dernière ligne ne forment pas les totaux des colonnes correspondantes, parce qu'une même grève, avec ses grévistes, peut figurer dans les chiffres de plusieurs lignes du tableau, quand elle a eu plusieurs causes.

Les 55 grèves ayant eu un succès complet englobaient 3.489 grévistes; les 51

ayant partiellement réussi, 7.227 grévistes, et les 99 ayant complètement échoué, 17.310 grévistes. Les proportions par rapport au total des grévistes sont les suivantes :

Succès complet pour	12,45 p. o/o des grévistes.
Succès partiel	25,79 —
Échec complet	61,76 —
TOTAL	100,00 —

Loi du 14 août 1896 sur la création d'associations minières. (1) —

Cette loi a pour objet de créer, par ordonnance de l'administration des mines compétentes, des associations comprenant les propriétaires de mines et leurs ouvriers. Les locataires de mines en font partie à la place des propriétaires.

Le but des associations est de veiller à l'entente commune et de développer l'esprit de corps et la dignité professionnelle parmi leurs membres. Elles peuvent créer, à cet effet, des institutions d'intérêt commun, telles que crèches, jardins d'enfants, écoles, établissements de consommation. Elles doivent prendre soin de l'enseignement professionnel des jeunes ouvriers, veiller à ce que ceux-ci aient le temps de vaquer à leurs devoirs religieux, chercher à placer les travailleurs, et prévenir les conflits qui pourraient naître à l'occasion du contrat de travail ou des salaires et, le cas échéant, les terminer par voie d'arbitrage.

Chaque association se compose de deux groupes : le premier comprend tous les propriétaires de mines de la circonscription régie par l'association; le deuxième comprend tous les ouvriers qui travaillent dans ces mêmes mines ou leurs dépendances.

Chaque groupe délibère séparément sur les objets qui le concernent particulièrement et a droit d'admettre à ses réunions les membres du comité de l'autre groupe. Ceux-ci ont alors voix consultative et peuvent proposer des vœux et exposer des griefs à l'assemblée.

Tous les membres du groupe des propriétaires des mines prennent part à l'assemblée de leur groupe en personne ou par fondés de pouvoir. Les incapables sont représentés par leurs mandataires légaux.

Aux réunions du deuxième groupe ne prennent part que des délégués élus par les ouvriers de chaque mine dans la proportion de 1 pour 100 ouvriers. S'il reste une fraction, on la considère comme une centaine complète.

Chaque groupe choisit son comité en assemblée générale. Il se compose de cinq à neuf membres. Le comité nomme un président dans son sein. Ce dernier est également le président du groupe.

Les deux comités réunis constituent le grand comité qui représente aux yeux du public l'association tout entière. Il a pour président le président de l'association.

La direction de l'association se compose du président de l'association et de quatre membres. Ces derniers sont les présidents de deux groupes et deux membres choisis respectivement par chaque comité dans son sein.

Le président de l'association, qui ne doit pas être nécessairement un membre de celle-ci, est choisi par la direction. Le choix doit être fait à l'unanimité. En cas de désaccord, le président est désigné par l'Administration des mines.

Chaque comité s'occupe des questions qui le concernent particulièrement. Le grand comité s'occupe des objets d'intérêt commun tels que la création d'établissements communs aux frais des deux groupes.

(1) Extrait de la *Revue du travail* publiée par l'Office du travail de Belgique.

La direction représente l'association et siège comme tribunal arbitral. Elle tient un tableau des ouvriers qui cherchent du travail et des mines qui ont besoin de main-d'œuvre. Elle peut frapper d'une amende d'un montant maximum de 10 florins ceux qui ne se conformeraient pas à la loi ou aux statuts.

Tous les ouvriers âgés de 21 ans ont le droit de prendre part au vote des délégués. Pour être élu il faut, entre autres conditions, être âgé de 24 ans et avoir servi pendant trois ans dans une mine appartenant à l'association. Pour faire partie du comité il faut être âgé de 30 ans.

Chaque membre du groupe est tenu d'accepter les fonctions de délégué.

Les élections ont lieu tous les trois ans. Les statuts détermineront le nombre des suppléants qu'il y a lieu de choisir.

Chaque groupe se réunit une fois l'an. Les comités se réunissent au moins une fois par trimestre; le grand comité, au moins deux fois par an. Les convocations y compris l'ordre du jour doivent être communiquées à l'administration des mines.

Les délégués choisis par les ouvriers d'une mine constituent le comité ouvrier local qui doit se composer de trois membres au moins. La mission de ce comité est d'exposer aux chefs d'exploitation les vœux et les griefs de tous ou partie des ouvriers sur les questions relatives au travail et de préparer l'aplanissement des différends qui naîtraient en cette matière. Ce comité peut aussi être chargé, par les chefs d'exploitation, d'administrer les installations faites en vue d'éviter les accidents et de surveiller l'observation des règles concernant la sécurité et la santé des ouvriers.

Le grand comité intervient, à la demande des intéressés, comme bureau de conciliation entre les employeurs et les ouvriers appartenant à l'association dans le but d'amener une continuation ou une reprise du travail ou d'aplanir les différends qui se produisent parmi eux ou qui menacent de se produire au sujet du contrat de travail ou du changement à apporter à ce dernier. Les cas particuliers ne sont pas de sa compétence.

Les ouvriers et les patrons sont représentés au bureau de conciliation par des hommes de confiance dont le nombre est arrêté par le bureau. Ce nombre doit être le même pour chaque groupe. La discussion doit se faire oralement. Le bureau a le droit d'entendre des témoins et des experts et de s'informer auprès des autorités et des corporations.

Si une entente se produit, la constatation en est signée par les membres du bureau de conciliation et par les hommes de confiance et elle est publiée.

L'entente n'est-elle que partielle ou ne se fait-elle pas, le bureau doit prononcer sur le différend. Les parties sont priées de déclarer si elles se soumettent à la décision intervenue, dans un certain délai. Celui-ci écoulé, le bureau publie la sentence prononcée et les explications données par les parties sur la sentence. Si une entente partielle s'est produite, le bureau fait connaître la portée de cette entente.

La direction de l'association, à l'exclusion du président, constitue un tribunal arbitral qui connaît des différends résultant des questions de salaires entre les chefs d'exploitation et chacun de leurs ouvriers. Elle ne peut siéger qu'en présence d'un nombre de membres de chaque groupe égal à celui des membres du tribunal. Le président ne peut pas appartenir à l'association. Les différends doivent être soumis au tribunal arbitral pendant la durée du contrat ou, au plus tard, dans les trente jours qui en suivent l'expiration. Après ce laps de temps, ils sont de la compétence des tribunaux ordinaires.

Les membres du groupe des ouvriers qui prennent part aux séances de la direction, du comité, du bureau de conciliation et du tribunal arbitral ont droit à une indemnité de voyage, de séjour et de salaire, déterminée par les statuts.

La direction est responsable de la comptabilité de l'association et de celle des groupes. Les statuts de chaque association doivent être approuvés par l'administration des mines.

BELGIQUE.

Revue du travail en février (1). — Aggravation de la crise signalée en janvier dans le *tissage du coton*. Cette crise menace d'atteindre la *filature du coton*, récemment encore très florissante. La *filature de lin* voit augmenter ses stocks. Le travail de la *laine* est moins actif que d'ordinaire en cette saison. Par contre, activité intense dans la *métallurgie* et les *charbonnages*. Une hausse générale du salaire des houilleurs est attendue fin mars. Bonne situation dans la *papeterie*, la *glacerie*, la *verrerie*, la *fabrication des cycles*. Reprise saisonnière pour les industries du *vêtement* et du *bâtiment*.

Grèves. — Dix grèves, toutes nées en février, avec 650 grévistes. Causes des conflits : augmentation de salaires, 3 grèves ; réduction de salaires, 3 grèves ; renvoi d'un contremaître, 2 grèves ; autres conditions du travail, 2 grèves.

Sur 8 résultats, 1 réussite, 3 transactions, 4 échecs. Une grève (transaction) a été terminée par l'arbitrage du Conseil de l'industrie et du travail.

Le 1^{er} mars, grève à l'usine à gaz de Bruxelles, terminée le 11 courant par un échec : sur 186 grévistes, 33 seulement ont été repris. Les grévistes demandaient la journée de 8 heures (trois équipes au lieu de deux par vingt-quatre heures).

L'éclairage public, un moment menacé, n'a pas subi d'interruption.

Inspecteurs ouvriers dans les mines. — La Chambre des représentants a adopté le projet de loi du Gouvernement instituant des *inspecteurs ouvriers* pour les travaux souterrains des mines. Ces inspecteurs seront nommés par le Gouvernement parmi les ouvriers âgés de trente ans et travaillant depuis cinq ans au moins comme ouvriers ou contremaîtres. Un amendement proposant l'élection des inspecteurs par les ouvriers a été rejeté après vive discussion.

ÉTATS-UNIS.

L'Office du travail américain. — Le Bureau fédéral d'étude des questions ouvrières et sociales (*Department of labor*) vient de publier l'état de ses dépenses pendant l'exercice 1895-1896 ; nous le reproduisons ci-dessous :

Traitements et salaires du personnel.....	501.936 ^f (2)
Papeterie.....	4.980
Achats de livres.....	5.000
Frais d'affranchissement.....	1.750
Loyer.....	25.000
Reliures et imprimés (3).....	34.872
Dépenses diverses.....	269.496
Dépenses imprévues.....	14.997
TOTAL.....	858.031

Les bureaux publics de placement dans l'État d'Ohio (4). — L'État d'Ohio possède, depuis 1890, 5 bureaux publics de placement établis dans les villes de

(1) Renseignements dus à l'obligeance de l'*Office du travail* (Belge).

(2) Les dollars ont été comptés à raison de 5 francs par dollar.

(3) Cette rubrique ne comprend pas l'impression des volumes publiés chaque année par le *Department of labor*. Des crédits spéciaux sont votés pour chacun par le Parlement fédéral.

(4) *State of Ohio, Nineteenth annual report of the bureau of labor statistics*. Voir à la bibliographie.

Cincinnati, Cleveland, Columbus, Toledo et Dayton. Le tableau ci-dessous résume les opérations effectuées par ces établissements dans les 6 dernières années.

ANNÉES.	NOMBRE DE					
	DEMANDES D'EMPLOI.			PLACEMENTS EFFECTUÉS.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
1890.....	14.529	5.607	20.136	5.575	3.413	8.988
1891.....	21.457	12.914	34.371	6.967	8.628	15.595
1892.....	15.522	11.424	26.946	5.905	7.840	13.745
1893.....	14.169	12.685	26.854	4.566	8.635	13.201
1894.....	14.521	14.616	29.137	2.140	7.626	9.766
1895.....	14.165	13.793	27.958	2.677	9.048	11.725
TOTAUX POUR LES 6 ANNÉES.....	94.363	71.039	165.402	27.830	45.190	73.020
Moyennes.....	15.727	11.839	27.567	46.38	75.31	12.170

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février (1). — 3,0 p. o/o de chômeurs dans 115 trade-unions groupant 451.544 membres, contre 3,3 p. o/o en janvier 1897 et 3,8 p. o/o en février 1896. Les salaires sont en hausse.

En un jour de la deuxième semaine de février, l'assistance publique a secouru 343.130 personnes, soit 219 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 215 en janvier 1897 et 222 en février 1896.

5,34 journées de travail par semaine, en moyenne, dans des houillères employant 414.241 mineurs, contre 5,15 en janvier 1897 et 4,91 en février 1896.

351 hauts fourneaux en marche à la fin de février 1897, avec 22.247 ouvriers, contre 349 en janvier 1897 et 343 en février 1896.

66 nouvelles grèves en février, avec 23.688 chômeurs contre 48 et 16.615 en janvier 1897, et 78 et 17.000 en février 1896. — 23 grèves dans les métaux, 19 dans les textiles, 6 dans le bâtiment, 5 dans les mines, 4 dans le vêtement, 9 diverses. Sur 51 grèves terminées (anciennes et nouvelles) 18 succès, 17 échecs, 13 transactions. Dans 3 grèves avec 6.120 grévistes, les ouvriers ont repris le travail en attendant une solution à leurs réclamations.

Loi du 14 août 1896, modifiant le «Coal mines regulation act» de 1887. — ART. 2. — Lorsqu'un différend est soumis à un arbitrage en vertu de la loi principale, la majorité des ouvriers employés dans la mine à laquelle l'arbitrage se rapporte peuvent nommer une personne chargée de représenter les ouvriers ou une catégorie d'ouvriers à l'arbitrage. S'ils usent de ce droit, ils sont tenus de fournir telles garanties que les arbitres ou l'arbitre unique jugeront suffisantes pour le paiement des frais que peut entraîner semblable représentation. La personne qui a été désignée ainsi a le droit d'assister et de prendre part aux opérations d'arbitrage, dans la mesure et de la manière déterminée par les arbitres ou par l'arbitre unique. D'un autre côté, elle est tenue, en ce qui concerne les frais ainsi occasionnés, comme si elle était partie à l'arbitrage.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*

Loi du 14 août 1896 amendant et complétant la législation sur le «Truck-system». — Les chefs d'industrie ne peuvent faire de convention avec leurs ouvriers en vue d'une retenue à opérer sur le salaire pour amende, pour malfaçon ou détérioration de matières premières ou d'autres objets ou pour usage et fourniture de matières premières, outils, machines, place, lumière, chauffage, que si :

a) Les termes de la convention sont contenus dans un avis constamment affiché dans un ou plusieurs endroits accessibles à l'ouvrier et dans une position telle qu'il puisse être facilement aperçu, lu et copié par les intéressés, ou si la convention a été faite par écrit et signée par l'ouvrier.

b) La convention spécifie les actes ou omissions pour lesquels ces retenues peuvent être imposées ainsi que leur montant et les bases d'après lesquelles elles doivent être déterminées.

c) Ces retenues se rapportent à un acte ou une omission qui cause ou est de nature à causer, au chef d'industrie, un dommage ou une perte, ou une interruption, ou un préjudice à ses affaires.

d) Le montant de la retenue est juste et raisonnable eu égard à toutes les circonstances du cas.

e) Un écrit indiquant la cause de la retenue ou du paiement ainsi que son montant est remis à l'ouvrier à chaque retenue ou paiement....

Les chefs d'industrie, ayant fait une convention prévue par la présente loi, sont tenus de produire, aux lieu et temps fixés par l'inspecteur, le contrat ou une copie conforme à ce contrat. L'inspecteur a le droit de prendre copie de tout ou partie du contrat.

Les chefs d'industrie doivent tenir un registre où seront inscrits les retenues et paiements faits en vertu de semblables contrats, en ayant soin de spécifier le montant de la retenue ainsi que la nature de l'acte ou de l'omission pour lequel elle a été imposée.

La présente loi sera appelée le *Truck act. 1896*; les *Truck acts., 1831 et 1887* et la présente loi constitueront une loi unique qui sera appelée les *Truck acts 1831 to 1896*.

La coopération en Angleterre en 1895. — *Sociétés de consommation*, 1.442 (au lieu de 1.452 en 1894); — total des membres, 302.927; — capital souscrit ou prêté, 17.736.302 livres sterling; — fonds de réserve, 1.070.938 livres sterling; — total des ventes effectuées, 47.809.341 livres sterling (en augmentation de 2.525.766 livres sterling sur l'année précédente); — bénéfices réa- 5.204.496 livres sterling (accroissement de 463.316 livres sterling; — *sociétés de production*, 181 (au lieu de 165 en 1894); — total des membres, 32.015; — capital souscrit ou prêté, 2.131.703 livres sterling; — fonds de réserve, 68.867 livres sterling; — total des ventes, 4.146.652 livres sterling (en augmentation de 678.071 livres sterling sur 1894); — bénéfices réalisés, 180.052 livres sterling (accroissement de 17.840 livres sterling sur l'année précédente). . . .

Les assurances ouvrières et les Trade-Unions (1). — En 1894, les Trade-Unions ont dépensé pour l'assurance-maladie, l'assurance-accidents, les retraites et

(1) Voir, sur le même sujet, un article antérieur «Les assurances ouvrières en Angleterre» dans le numéro de décembre 1895 de *Bulletin*. Le présent article est extrait du *Eighth report by the Chief Labour correspondent on Trade-Unions*.

les indemnités funéraires allouées en cas de décès de leurs membres, une somme totale de 11.469.000 francs.

En 1893, la dépense affectée aux mêmes services s'élevait à 11.797.000 francs.

Voici le détail de ces sommes, avec les nombres respectifs de sociétés et d'adhérents auxquels elles se rapportent.

OBJET DES DÉPENSES.	ANNÉE 1893.			ANNÉE 1894.		
	UNIONS.	MEMBRES.	DÉPENSES.	UNIONS.	MEMBRES.	DÉPENSES.
			francs.			francs.
Assurance-maladie.....	204	600.206	5.965.000	225	645.402	5.647.000
Assurance-accidents.....	89	401.792	641.000	97	390.868	587.000
Retraites.....	85	442.724	2.931.000	83	436.101	3.136.000
Indemnités funéraires.....	352	949.754	2.320.000	349	962.950	2.099.000

En 1894, le nombre total des unions ayant fourni des renseignements était de 572; elles comptaient 1.173.072 membres, et le montant total de leurs dépenses s'élevait à 42.518.000 francs. En 1893, les chiffres correspondants étaient : unions 572; membres 1.199.816; dépenses 54.599.000 francs.

Si l'on rapproche les dépenses pour assurances du montant total des dépenses, on obtient les proportions ci-après :

	MONTANT DES DÉPENSES POUR ASSURANCES, exprimé en p. o/o du total des dépenses des Trade-Unions.	
	Année 1893.	Année 1894.
Assurance-maladie.....	10,82 p. o/o.	13,28 p. o/o.
Assurance-accidents.....	1,17 —	1,38 —
Retraites.....	5,37 —	7,37 —
Indemnités funéraires.....	4,25 —	4,94 —
TOTAL DES DÉPENSES POUR ASSURANCES..	21,61 —	26,97 —

Quant aux dépenses moyennes par tête, en ne considérant, bien entendu, pour chacune des catégories de frais énumérées plus haut, que les unions qui y ont contribué, on trouve qu'elles atteignent, annuellement, les valeurs suivantes :

	DÉPENSES MOYENNES PAR TÊTE.	
	Année 1893.	Année 1895.
	francs.	francs.
Assurance-maladie.....	9,84	8,75
Assurance-accidents.....	1,60	1,50
Retraites.....	6,62	7,19
Indemnités funéraires.....	2,44	3,18

En ce qui concerne l'année 1895, le rapport du *Chief Labour correspondent* ne fournit de renseignements que pour 100 unions prises parmi les plus importantes du Royaume-Uni, qui, à elles seules, renferment 911.866 membres, c'est-à-dire plus de 75 p. o/o de l'effectif total des Trade-Unions.

Voici le montant des dépenses effectuées pour les assurances, en 1895, par ces 100 unions, classées par industries :

Montant des dépenses pour assurances, en 1895.

INDUSTRIES.	ASSU- RANCE- MALADIE.	ASSU- RANCE- ACCIDENTS.	RETRAITES	INDEMN- TÉS FUNÉRAIRES.	TOTAL.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Bâtiment.....	1.534.000	131.000	483.000	390.000	2.538.000
Métallurgie, construction de machines et construction navale.....	2.594.000	326.000	2.163.000	680.000	5.763.000
Ebénisterie et carrosserie.....	79.000	1.000	121.000	50.000	251.000
Mines et carrières.....	596.000	"	"	200.000	796.000
Alimentation et tabac.....	17.000	"	"	22.000	39.000
Verre et cuir.....	20.000	"	88.000	23.000	131.000
Papeterie, peinture et reliure.....	72.000	"	113.000	103.000	318.000
Industrie textile.....	55.000	78.000	"	119.000	252.000
Vêtement.....	644.000	"	180.000	124.000	948.000
Transports.....	150.000	36.000	50.000	105.000	341.000
Divers.....	183.000	80.000	21.000	79.000	363.000
TOTAUX.....	5.944.000	652.000	3.219.000	1.895.000	11.740.000

RUSSIE.

Les sociétés coopératives de crédit en Russie (1). — C'est en 1861 que la coopération de crédit agricole a été importée d'Allemagne en Russie dans la forme adoptée par les sociétés Schultze-Delitzsch (responsabilité illimitée).

En 1890, il y avait 836 caisses en activité; 717 ont fourni leurs rapports, celles-ci comptaient un capital social de 6 millions et demi de roubles avec 1.535.580 roubles de réserve; durant cette même année, les emprunts contractés par 430 caisses ont atteint 5.015.797 roubles, et les dépôts reçus par 601 caisses, 6.098.516 roubles. Les prêts consentis par 717 caisses se sont élevés à 17.460.309 roubles. Les caisses qui opèrent avec leur capital propre ont tendance à diminuer, tandis que les caisses opérant avec un capital d'emprunt tendent à augmenter. Ces fonds étrangers reçoivent un intérêt moyen de 6.5 p. o/o.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 9 février 1897 instituant une commission chargée d'étudier les moyens de venir en aide à la marine marchande.

(Inséré au *Journal officiel* du 17 février 1897.)

**Circulaire ministérielle du 1^{er} février 1896
relative à l'emploi des enfants dans les verreries.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 1.)

[L'Administration avait admis une période transitoire pendant laquelle les industriels

(1) Bulletin du Crédit populaire.

pourraient, exceptionnellement, conserver les enfants âgés de 10 à 13 ans qui se trouvaient occupés dans les verreries au moment de la mise en vigueur de la loi du 2 novembre 1892.

Ces enfants ont à l'heure actuelle 13 ans révolus et la tolérance précédemment admise doit cesser, après mise en demeure s'il y a lieu.]

Circulaire ministérielle du 15 février 1896 relative aux cartonneries.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 1.)

[Conformément à l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail, l'article 4 du décret du 15 juillet 1893, relatif au travail de nuit dans les papeteries employant les machines continues, s'appliquera également aux cartonneries qui mettent en pratique des procédés identiques.]

**Lettre ministérielle du 31 juillet 1895
relative à la production de certificats médicaux en cas d'accidents.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 1.)

[Le certificat médical qui doit être annexé aux déclarations d'accidents faites conformément à l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 n'est pas obligatoirement délivré à titre gratuit. Il incombe aux industriels de se le procurer à leurs frais, le cas échéant, et de la manière qu'ils jugent convenable, à peine de contravention]

**Lettre ministérielle du 7 décembre 1895
relative à la production des certificats médicaux en cas d'accidents.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 1.)

[Pour tous les accidents, le certificat médical doit être produit.

La loi ne distingue pas entre les accidents, suivant qu'ils occasionnent une incapacité de travail plus ou moins prolongée, du moment qu'elle excède deux jours.]

**Lettre ministérielle du 9 décembre 1896
relative à la remise d'imprimés aux industriels.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 1.)

[En vue de faciliter l'application des lois réglementant le travail, l'Administration a fait distribuer toute une série d'imprimés qui ont été délivrés gratuitement aux industriels. Il en est résulté une dépense extraordinaire qui ne pourrait pas se renouveler. Seuls, les registres d'usine et le texte de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894 seront fournis de nouveau aux intéressés. Ils devront renouveler eux-mêmes les registres et placards relatifs à l'application de la loi de 1892 et des règlements d'administration publique rendus en vue de son exécution.]

Lettre ministérielle du 16 décembre 1895 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 (remaniements dans la construction d'un immeuble.)

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 1.)

[C'est à l'industriel lui-même, fût-il locataire, que la mise en demeure doit être signifiée alors même qu'elle nécessiterait des transformations importantes portant sur le gros œuvre.]

Circulaire ministérielle du 14 mars 1896 relative à l'application de la loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

Circulaire ministérielle du 2 juin 1896, adressée aux préfets, au sujet de la déclaration des accidents.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[Malgré la publicité donnée aux décrets des 21 avril et 20 novembre 1893, les dispositions relatives à la déclaration des accidents ne sont pas appliquées d'une façon générale. Les petits industriels surtout semblent ignorer les dispositions relatives aux déclarations d'accidents. D'un autre côté, certaines mairies non seulement ne provoquent pas les déclarations, mais négligent de donner immédiatement avis au service de l'Inspection des déclarations qu'elles reçoivent, et ne veillent pas, d'ailleurs, à ce que celles-ci soient établies régulièrement. Dans certaines régions, les industriels croient être en règle avec la loi quand ils ont fait une déclaration à la police ou à la gendarmerie. Enfin, des industriels se dispensent de faire les déclarations d'accidents, sous prétexte que leur personnel est assuré.]

Il y a lieu de porter à nouveau à la connaissance des municipalités les dispositions des décrets des 21 avril et 20 novembre 1893, en leur demandant d'y donner la plus grande publicité possible.]

Lettre ministérielle du 14 janvier 1896 relative aux autorisations temporaires.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[Les autorisations accordées à certaines industries, en vertu de l'article 5 du décret du 26 juillet 1895, de déroger aux prescriptions relatives à la durée du travail et à l'obligation du repos hebdomadaire, ne doivent jamais être assez souvent renouvelées pour que ces industries paraissent jouir d'une tolérance permanente.]

Lettre ministérielle du 5 mars 1896 relative aux réparations urgentes des machines motrices.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[Les articles 3 et 5 du décret du 26 juillet 1895 autorisent certaines dérogations aux dispositions de la loi du 2 novembre 1892, relatives soit au travail de nuit, soit à la durée du travail et à l'obligation du repos hebdomadaire. Ce sont les chefs des établissements industriels, propriétaires des moteurs mécaniques, et non les constructeurs mécaniciens chargés des réparations qui doivent adresser au service de l'Inspection, suivant le cas, les avis ou les demandes d'autorisation réglementaires.]

Lettre ministérielle du 11 mars 1896 relative aux tolérances à accorder à la fabrication des boutons.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[Le bouton en os, en corozo, en métal, etc. ou encore le bouton en étoffe pour tailleurs, tous objets fabriqués à l'avance et toujours en quantité suffisante pour satisfaire aux besoins immédiats de la clientèle, ne peuvent bénéficier des tolérances inscrites en faveur de la passementerie dans le décret du 26 juillet 1895.]

Il en est autrement du bouton en étoffe ou en passementerie, assorti au vêtement ou à la robe qu'il doit compléter et qui est spécialement employé dans la confection et dans la couture.

Ce genre de boutons est fabriqué exclusivement par les passementiers. Il se trouve compris dans le mot générique « passementerie » employé dans le décret.]

Lettre ministérielle du 13 mars 1896
relative aux accidents occasionnés par les machines à battre et les faucheuses.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[Conformément à un avis du Comité consultatif des arts et manufactures, le travail de ces machines ne doit pas être considéré comme régi par les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893, même lorsqu'elles fonctionnent pour le compte d'entrepreneurs qui se transportent d'exploitation en exploitation. Le battage du blé, qui est un travail agricole, ne peut pas perdre ce caractère parce que la machine à battre est louée par un ou plusieurs cultivateurs associés. Ce travail n'est compris ni dans le titre des lois sur le travail, ni dans l'énumération qu'elles donnent des établissements industriels assujettis. La même conclusion a été étendue à l'usage de la faucheuse.]

Lettre ministérielle du 20 mars 1896 relative aux asiles d'aliénés.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[Les asiles d'aliénés ne peuvent être compris dans la catégorie des établissements visés par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892. Le travail manuel qui y est exécuté par les malades est un remède prescrit et dosé par les médecins et il ne peut être question de le soumettre à une réglementation et à une surveillance autre que celle des hommes de l'art.

Dans ces conditions, les asiles d'aliénés ne doivent pas être visités par le service de l'Inspection.]

Lettre ministérielle du 18 avril 1896 relative au jour de repos hebdomadaire.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[La loi du 2 novembre 1892, dans son article 5, a prescrit que le personnel qu'elle protège ne pourrait être employé plus de six jours par semaine. Le même article dispose qu'une affiche apposée dans les ateliers indiquera *le jour* adopté pour le repos hebdomadaire, et il ne serait pas conforme à la loi de faire reposer le personnel depuis le dimanche midi jusqu'au lundi midi.

Conformément à un avis du Comité consultatif des arts et manufactures, il y a lieu de maintenir dans son intégrité le repos prescrit par l'article 5 de la loi précitée, lequel doit comprendre au moins *un jour* plein de minuit à minuit.]

Lettre ministérielle du 16 mai 1896
relative au chômage légal des jours fériés.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[La demande formée par des industriels en vue d'être autorisés à faire travailler, le jour de l'Ascension et le lundi de la Pentecôte, les femmes qu'ils emploient, ne peut être accueillie.]

**Lettre ministérielle du 23 mai 1896
relative aux fabriques de chaux et ciments.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 3.)

[Aux termes du décret du 13 mai 1893, tableau C, les enfants au-dessous de 18 ans ne peuvent pas être employés dans des ateliers dépendant des fours à chaux et à ciments, dans lesquels se dégagent des poussières. Cette interdiction s'étend même aux dépendances des ateliers de broyage et de blutage où se pratique l'ensachage.]

**Décret du 6 juillet 1896 complétant la nomenclature
des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.**

(Inséré au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 4 et 5.)

Circulaire ministérielle du 1^{er} juin 1896 relative à la délivrance des livrets.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 4 et 5.)

[Les prescriptions de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 relatives à la délivrance des livrets aux enfants des deux sexes employés dans les établissements industriels doivent être strictement observées. Or quelques mairies sont encore dépourvues de livrets et se décident difficilement à s'en munir. D'autres ne les délivrent pas gratuitement. Ce qui se produit encore fréquemment, c'est la distribution de livrets d'ancien modèle. Un des cas les plus regrettables est celui où les mairies munissent de livrets des enfants au-dessous de 13 ans qui ne possèdent pas le certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 ou qui justifient simplement d'une attestation d'instruction élémentaire que des instituteurs persistent à délivrer. Enfin certains livrets ne renferment aucune indication concernant les enfants d'étrangers, malgré la loi du 8 août 1893.

Il y a lieu de tenir la main à ce que l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 soit strictement appliqué.]

**Circulaire ministérielle du 5 juin 1896 relative à la délivrance des certificats
d'aptitude physique.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 4 et 5.)

[L'article 2 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels dispose que les enfants ne peuvent être employés par les patrons avant l'âge de 13 ans révolus ou de 12 ans s'ils sont munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882. Mais la loi exige avant l'admission de ces enfants la production d'un certificat d'aptitude physique; en outre, pour les enfants au-dessous de 16 ans, l'inspecteur a le droit de requérir un examen médical lorsque le travail auquel l'enfant est employé paraît dépasser ses forces.

La loi a indiqué les médecins qui ont qualité pour délivrer les certificats (qui doivent être gratuits); ce sont : 1° les médecins inspecteurs des écoles; 2° les médecins chargés de la surveillance des enfants du premier âge, et 3° les médecins chargés d'un service public qui auront été, à cet effet, désignés par le préfet.

Le certificat d'aptitude doit contenir les indications suivantes :

1° Nom et prénoms du médecin avec la mention de la qualité qui lui donne droit de délivrer le certificat;

2° Nom, prénoms, âge et domicile de l'enfant;

3° Indication du travail ou des travaux industriels auxquels l'enfant peut être employé.

Afin que les familles connaissent les noms et adresses des médecins ayant qualité pour délivrer le certificat d'aptitude physique, les maires doivent faire afficher ces noms et adresses dans les écoles communales et dans une salle de la mairie ouverte au public.

Ils doivent également fixer, vers la fin de l'année scolaire, d'accord avec le médecin de service, un jour où ce dernier se tiendrait à l'école ou à la mairie à la disposition des enfants requérant la délivrance du certificat.]

Modèle du certificat d'aptitude physique pour les enfants de 12 à 13 ans.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 [ART. 2] (1).

Je soussigné
médecin (2)
chargé de l'examen médical des enfants de douze à treize ans qui se destinent à l'industrie,
déclare avoir procédé à la visite du jeune
né le _____, domicilié à _____, et atteste que cet
enfant peut être occupé sans inconvénient pour sa santé (3) dans l'industrie où il désire être
employé.

En foi de quoi, j'ai délivré le présent certificat.

Fait à _____, le _____

(Signature.)

(Adresse.)

**Circulaire ministérielle du 25 juin 1896 concernant les chantiers
de constructions navales.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 4 et 5.)

[Conformément à un avis du Comité consultatif des arts et manufactures, il y a lieu d'appliquer, dans les chantiers de constructions navales, les prescriptions du paragraphe 5 de l'article 10 du décret du 10 mars 1894, rendu en exécution de l'article 3 de la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et ainsi conçu : § 5. *Les échafaudages seront munis, sur toutes leurs faces, de garde-corps de 90 centimètres de haut.*]

**Lettre ministérielle du 13 juin 1896 relative à l'application du décret
du 10 mars 1894 aux entrepreneurs de travaux publics.**

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 4 et 5.)

[Le jugement du tribunal de simple police d'Épinal, qui avait acquitté un entrepreneur de travaux publics poursuivi pour contravention au décret du 10 mars 1894, par le motif que ce règlement d'administration publique n'était pas applicable à la construction des bâtiments, constitue une décision isolée, une jurisprudence constante paraissant s'être formée en sens contraire.]

Lettre ministérielle du 7 août 1896 relative aux blanchisseries et buanderies.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n° 4 et 5.)

[Conformément à un avis du Comité consultatif des arts et manufactures, les blanchisseurs et buandiers ne peuvent être autorisés à faire faire des heures supplémentaires à leur personnel féminin, le décret du 26 juillet 1895 ayant seulement visé les blanchisseurs de linge fin dans sa nomenclature.]

(1) Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles ou tout autre médecin chargé d'un service public désigné par le préfet.

(2) Indiquer la qualité qui donne au médecin le droit de délivrer le certificat.

(3) Indiquer le travail ou ceux des travaux auxquels l'enfant peut être occupé.

Lettre ministérielle du 7 août 1896 relative aux tolérances accordées aux tissages d'étoffes de nouveauté pour l'habillement.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n^{os} 4 et 5.)

[Tout tissage de nouveauté pour l'habillement peut être autorisé, en vertu de l'article 5 du décret du 26 juillet 1895, par l'inspecteur divisionnaire, à profiter des dérogations temporaires prévues par ledit article.

Conformément à un avis du Comité consultatif des arts et manufactures, cette faveur doit être étendue à tout le personnel dont le travail constitue le tissage proprement dit : tisserands, dévideuses, ourdisseuses et pareurs.]

Lettre ministérielle du 4 août 1896 relative aux tolérances demandées par les fabricants de gants.

(Insérée au Bulletin de l'Inspection du travail, 1896, n^o 6.)

[Conformément à un avis du Comité consultatif des arts et manufactures, il n'est pas possible de faire bénéficier l'industrie de la ganterie des dispositions de l'article 1^{er} du décret du 26 juillet 1896, en raison de la nécessité où se trouveraient les fabricants de presser leur travail en vue de livraisons à faire pour l'exportation, à des dates fixes, souvent rapprochées.]

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

**PENDANT LE MOIS DE FÉVRIER 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.**

Assurances mixtes. — *Sénat.* — Séance du 2 février 1897. — Projet de loi adopté par la Chambre des députés ayant pour objet d'autoriser la Caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes. — Deuxième délibération. — Adoption.

Transmission à la Chambre des députés, le 9 février 1897, du projet de loi modifié par le Sénat. (Doc. parl. n^o 2272; *J. O.*, p. .)

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 2 février 1897. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à appliquer la loi du 29 juin 1894 aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Urgence déclarée. — Adoption avec modification du titre : Proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. — Transmission à la Chambre le 6 février 1897. (Doc. parl. n^o 2252; *J. O.*, p. .)

Santé publique. — *Sénat.* — Séances des 2, 4, 5, 9 et 12 février 1897. — Projet de loi adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique — Première délibération. — Renvoi à la commission.

Séjour des étrangers en France. — *Chambre.* — Séance du 8 février 1897. — Proposition de loi relative à l'établissement : 1^o d'une taxe militaire sur les étrangers résidant en France; 2^o d'une taxe supplémentaire sur les étrangers y exerçant une profession salariée ou patentée, déposée par M. de Montfort et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n^o 2262; *J. O.*, p. .)

Grèves. — *Chambre.* — Séance du 9 février 1897. — Rapport sommaire sur la proposition de loi ayant pour objet d'accorder l'amnistie à tous les ouvriers condamnés pour faits de grève ou faits connexes, déposée par M. Dubief. (Doc. parl. n^o 2271; *J. O.*, p. .)

Protection de l'enfance. — *Chambre.* — Séance du 22 février 1897. — Proposition de loi ayant pour objet de pourvoir à la garde provisoire des enfants maltraités, déposée par M. Odilon Barrot (Doc. parl. n^o 2298; *J. O.*, p. .)

Proposition de loi tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance par les mendiants, déposée par M. Berry (Doc. parl. n^o 2299; *J. O.*, p. .)

Proposition de loi tendant à la répression de la corruption de l'enfance, déposée par M. Berry (Doc. parl. n° 2300; *J. O.*, p. .)

Ces trois propositions ont été renvoyées à la commission.

Chômage. — *Chambre.* — Séances des 23 et 25 février 1897. — Interpellation de M. Vaillant sur les mesures à prendre contre le chômage : MM. Vaillant, Chauvière, Charpentier, Lagnel, Carnaud, Dejeante, d'Estournelles, le Ministre du commerce, Faberot. — Adoption d'un ordre du jour de M. Lémire, invitant le gouvernement à faire soumettre à la Chambre, par le Conseil supérieur du travail, un rapport d'ensemble sur la question du chômage.

Placement des employés et ouvriers. — *Chambre.* — Séance du 26 février 1897. — Première délibération sur : 1° la proposition de loi de M. Coutant et plusieurs de ses collègues, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions; 2° la proposition de loi de M. Mesureur, sur le placement gratuit des ouvriers ou employés des deux sexes; 3° la proposition de loi de M. Georges Berry, tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction. — Déclaration de l'urgence. — Discussion renvoyée au vendredi 5 mars.

Caisses de retraites et de secours. — *Sénat.* — Séance du 27 février 1897. — Proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, déposée par M. Félix Martin. (Doc. parl. n° ; *J. O.*, p. .)

ERRATA.

Au *Bulletin* de février 1897 : page 69, 22^e ligne, *lire* : peaux de chevreaux, au lieu de peaux de chevaux. — Page 73, 14^e et 16^e lignes, *lire* : kilos, au lieu de tonnes. — Page 91, au milieu de la page, titre : Commerce extérieur de la France, *lire* : tableau des importations et exportations pendant le mois de janvier, au lieu de tableau des importations et exportations pendant l'année 1896. Page 92, 4^e ligne, *lire* : recettes des principales compagnies de transport, du 1^{er} au 31 janvier 1897; 4 lignes plus bas, *lire* : adjudications importantes nouvelles pour février et mars 1897, au lieu de janvier et février.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant :

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Durant le mois de mars, la situation signalée dans le Bulletin du mois précédent s'est un peu améliorée dans l'industrie de la chaussure, la ganterie, les filatures et les tissages, sauf ceux de soierie; la rubanerie, l'industrie du vêtement sont également en progrès, mais moins que l'an dernier à pareille époque. L'industrie du bâtiment a repris une plus grande activité; elle reste néanmoins généralement moins occupée que l'an dernier. Situation stationnaire, plutôt plus calme, dans les mines et dans la préparation des cuirs et peaux.

Parmi les 480 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 120.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 mars, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 7 p. o/o. 12 p. o/o des syndicats comprenant 9 p. o/o des syndiqués estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à même époque, 57 p. o/o des syndicats avec 68 p. o/o des adhérents considèrent qu'il est en même quantité, et 31 p. o/o des syndicats groupant 23 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

La journée de travail a été de nouveau augmentée dans un certain nombre de métiers (industrie du vêtement, industrie du bâtiment) pour lesquels la température plus favorable a permis la reprise habituelle des travaux.

Les prix de certaines denrées de première nécessité, sauf le pain, sont plutôt en diminution, les légumes, les œufs, le beurre, notamment.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. — FORÊTS. — Les horticulteurs-jardiniers, terrassiers sont en pleine saison de travail, comme tous les ans à même époque.

Les bûcherons comptent 4 p. o/o des leurs en chômage; dans un certain nombre d'exploitations où les coupes se terminent maintenant, les ouvriers disponibles ont pu s'embaucher pour les travaux des champs. Ouvrage plus abondant que l'an der-

nier chez les bûcherons de Tours, grâce à des coupes en retard depuis l'an dernier; moins abondant chez les bûcherons d'Autricourt (Côte-d'Or), Saint-Bonnet (Allier), Gardefort, Henrichemont, Feux (Cher), le Poingonnet (Indre); pour le reste pas de changement.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de mars, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMADAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.86	"	"	"	48	52
Loire.....	5.73	"	"	1	96	3
Gard et Hérault.....	5.87	"	"	2	26	72
Provence (lignites).....	4.46	"	"	82	18	"
Tarn et Aveyron.....	5.94	"	"	"	27	73
Bourgogne et Nivernais et Vosges méridionales...	5.90	"	"	"	3	97
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5.86	"	"	10	21	69
ENSEMBLE pour la France.	5.81	"	"	2	59	39

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.95.

CARRIÈRES. — Le travail a entièrement repris dans les carrières; il paraît toujours satisfaisant chez les ardoisiers de Fumay (Ardennes), plutôt plus faible que l'an dernier chez les carriers de Lérouvill (Meuse).

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Reprise du travail dans la brasserie. Situation stationnaire dans les fabriques de pâtes alimentaires et dans la meunerie. Morte-saison dans la sucrerie. Les boulangers estiment que 17 p. o/o des leurs sont atteints par le chômage, les pâtisseries-cuisiniers, 7 p. o/o. Placement jugé plus facile que l'an dernier chez les boulangers de Nice et d'Angers, chez les cuisiniers de Cannes; moins facile chez les boulangers de Paris et de Lyon; pour le reste, situation stationnaire.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les typographes, l'activité du travail se maintient. On compte un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les typographes et similaires de Paris, un peu plus de 2 p. o/o chez ceux de province et un peu plus de 3 p. o/o dans l'ensemble. 16 p. o/o des syndicats groupant 6 p. o/o des syndiqués estiment que l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier à même époque; 66 p. o/o des chambres syndicales avec 80 p. o/o des adhérents considèrent qu'il est en même quantité et 18 p. o/o des syndicats réunissant 14 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant. Travail jugé plus actif que l'an der-

nier chez les typographes de Saint-Germain, Beauvais, Besançon, Cannes; moins actif chez les margeurs-pointeurs de Paris; chez les lithographes de Reims, les typographes d'Auxerre, les imprimeurs-lithographes de Marseille, les typographes de Montpellier, Angoulême, Limoges, Laval et Pont-Audemer; pour le reste, pas de modification notable. La durée du travail se maintient presque partout à 60 heures par semaine.

CUIRS ET PEaux. — Situation stationnaire dans la préparation des cuirs et peaux, production plutôt calme. La reprise du travail se maintient pour l'industrie de la chaussure dans un certain nombre de centres industriels. La ganterie bénéficie de la remise d'un certain nombre de commandes, qui n'ont cependant pas encore permis de reprendre tout le personnel; l'activité reste inférieure à celle de l'an dernier. Les tanneurs-mégissiers syndiqués estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, les ouvriers de la chaussure 12 p. 0/0. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les tanneurs de Paris et de Rennes; chez les ouvriers en chaussures de Saint-Michel (Aisne); moins abondant chez les tanneurs-mégissiers de Dijon et Vendôme (Loir-et-Cher); chez les ouvriers en chaussures de Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyénées-Orientales), Fougères et Cholet et chez les gantiers; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — Transactions et production plutôt calmes dans les filatures et tissages, par suite de l'incertitude sur les tarifs américains et de l'inquiétude apportée par les affaires d'Orient. Les tissages de soie sont les plus éprouvés, tandis qu'une reprise se manifeste dans l'industrie cotonnière et lainière. Grâce à la faveur de la mode, le tissage du ruban semble se développer, les prix de façon sont en hausse, sans pourtant atteindre les taux de l'année précédente. Ralentissement du travail chez les bonnetiers. Situation stationnaire plutôt calme chez les teinturiers-blanchisseurs; les stocks en magasin pèsent sur les cours. Morte-saison chez les tapisseries. La saison du travail reprend plus lentement que l'an dernier dans l'industrie du vêtement; la température, l'époque tardive de Pâques, font ajourner les premières commandes. Dans la chapellerie, situation stationnaire, 11 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques, à peu près autant dans les tissages à la main et chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement; 13 p. 0/0 chez les chapeliers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des filatures et tissages de Houplines et Haspres (Nord); chez les passementiers-rubanniers de Saint-Dizier-la-Séauve; chez les ouvrières de l'habillement de Carcassonne; chez les blanchisseuses de Paris; moins abondant chez les ouvriers des filatures et tissages de Serain (Aisne), Illy (Ardennes), de Saint-Étienne, Panissières, la Gresle (Loire); dans le Rhône, notamment Lyon (soierie et tissages à la main), de Vienne (Isère), d'Évruines (Vendée); dans le Maine-et-Loire (tissages de lingerie à la main), de Tours (soierie), de Condé-sur-Noireau (Calvados), de Bolbec (Seine-Inférieure), chez les teinturiers de Condé-sur-Noireau, chez les voiliers du Havre, chez les tapisseries d'Amiens, chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement de Paris et Poitiers; chez les chapeliers de Quillan et Chalabre (Aude); pour le reste, pas de modification notable.

BOIS. — L'amélioration signalée le mois dernier chez les charpentiers et chez les menuisiers se maintient; la reprise semble plus accentuée que celle de l'an dernier chez les charpentiers, plutôt un peu moins chez les menuisiers. Les sabotiers sont maintenant bien occupés, le mauvais temps ayant amené une augmentation de commandes. Peu d'activité chez les tonneliers, chez les ouvriers en voiture et chez les ébénistes. Le travail se maintient chez les tabletiers-boutonniers. Chez les brossiers,

on ne fait plus la semaine complète dans certains centres. Les charpentiers syndiqués estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, les menuisiers 9 p. o/o, même chômage chez les tonneliers, 8 p. o/o chez les tabletiers-boutonniers. La durée du travail atteint généralement 60 heures par semaine. L'ouvrage est jugé plus abondant que l'an dernier chez les scieurs de long de Bordeaux, les menuisiers de Nancy et Alger, chez les sabotiers de Limoges, les charrons de Paris, les boutonniers en nacre de Villeneuve-sur-Lot; plus faible chez les charpentiers de Paris, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) et Bordeaux; les menuisiers de Reims, Chambéry, Carmaux, Nantes; les peintres-carrossiers de Paris, Marseille; les ébénistes de Versailles, Saint-Loup (Haute-Saône) et Valence; les tonneliers de Marseille, Perpignan; les tabletiers en peigne de Paris, la Villeneuve-Roi (Oise); pour le reste, situation sans variation.

MÉTAUX. — L'amélioration déjà signalée dans la métallurgie et dans la construction mécanique se continue; dans certains centres des Ardennes et de la Loire, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier. La serrurerie participe à la reprise de l'industrie du bâtiment. Les chauffeurs-mécaniciens ont un placement encore difficile par suite du grand nombre de bras disponibles. Le travail est peu actif chez les ferblantiers du bâtiment; morte-saison chez les ferblantiers-boîtiers. Situation stationnaire chez les bijoutiers et horlogers. On estime que le chômage atteint 15 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les mouleurs-fondeurs, 8 p. o/o chez les métallurgistes, ouvriers des constructions mécaniques et serruriers; 10 p. o/o chez les ouvriers en cuivre, en instruments de précision, ferblantiers et ouvriers sur métaux précieux. L'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes de Maubeuge, Dunkerque, Joigny-sur-Meuse (Ardennes), Saint-Chamond (Loire), le Havre; chez les chaudronniers en cuivre de Bordeaux, les ouvriers en limes de Nancy, les serruriers du Mans; il paraît plus faible chez les mouleurs de Rouen, les ouvriers sur métaux de Toulouse, les ornemanistes en fer, les tailleurs sur acier de Paris, les serruriers d'Amiens, les constructeurs mécaniciens de Lille et Rouen, les chauffeurs-mécaniciens de Lyon et Marseille; chez les ferblantiers, dans la Loire-Inférieure et le Finistère; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — La reprise du travail dans l'industrie du bâtiment s'accroît; on ouvre de nouveaux chantiers, le personnel s'augmente, mais généralement moins rapidement que l'an dernier. La durée du travail atteint le plus souvent 60 heures par semaine, quelquefois 66 heures. Les tailleurs de pierre syndiqués estiment que le chômage atteint 12 p. o/o des leurs; les maçons 18 p. o/o, les peintres-plâtriers 14 p. o/o. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Nancy et Annecy, chez les sculpteurs d'Angers; chez les maçons de Moulins, Bourgoin (Isère), de Tarbes, la Roche-sur-Yon et Lorient; chez les peintres-plâtriers d'Armentières, Roubaix, Clermont-Ferrand, Pau et Angers; chez les couvreurs d'Orléans; moins abondant chez les tailleurs de pierre de Saintes, Nantes, Rennes; chez les marbriers de Jeumont (Nord); chez les maçons de Roubaix, Marseille, Perpignan, Toulouse, Poitiers, Saint-Brieuc, Vendôme (Loir-et-Cher); chez les peintres-plâtriers de Paris, Dunkerque, Bordeaux; chez les couvreurs de Dijon et Marseille; pour le reste, pas de changement.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chauxfournerie, la céramique du bâtiment participent à la reprise générale de l'industrie du bâtiment. Situation stationnaire dans la faïencerie, la porcelainerie et dans la verrerie.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Reprise habituelle du printemps plus faible que celle de l'an dernier dans l'industrie des transports et de la manutention. Affaires, notamment celles d'exportation, plus faibles que l'an dernier; placements des employés de commerce et comptables plus rares et moins rémunérés. L'industrie de l'alimentation se ressent également de l'accalmie générale; la température incertaine, plutôt froide, retarde encore la reprise des affaires. On estime que le chômage atteint 13 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers et employés de l'industrie des transports et de la manutention; de même chez ceux de l'alimentation; 16 p. o/o chez les coiffeurs. Le travail est jugé moins abondant que l'an dernier à pareille époque chez les garçons de magasin, les employés de commerce, les placiers en fleurs et plumes, les employés aux écritures, les garçons restaurateurs de Paris; chez les cochers de Nice, Montpellier, Rennes; chez les employés des cafés-restaurants de Lyon et Nice; chez les coiffeurs de Marseille; plus abondant chez les maîtres d'hôtel, garçons navigateurs de Bordeaux et les coiffeurs de Paris; pour le reste; pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Pas-de-Calais. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CALAIS. — Pendant le deuxième semestre de 1896, le travail a été moins abondant que l'an dernier dans les *carrières de pierre*, les prix en baisse et moins rémunérateurs. On attribue la diminution des commandes à l'absence de grands travaux publics dans les ports du Nord et de la Manche et à l'emploi plus fréquent de pierre belge dans les travaux de route. La main-d'œuvre a été abondante. Production stationnaire et prix de vente en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier dans la fabrication du *biscuit*. Campagne plus longue et plus active que celle de l'année précédente dans la *sucrierie*, mais cours en baisse par suite de la surproduction. Les *moulinages de soie* ont été plus occupés que l'an dernier, les articles à faire étant d'un travail plus long; les prix de façon, plutôt inférieurs, ont été moins rémunérateurs; les ordres sont arrivés au jour le jour et par petites quantités; la main-d'œuvre a été suffisante. Situation stationnaire en *filature*, plutôt avec tendance à la baisse. Les commandes ont été plus nombreuses que l'an dernier dans les fabriques de *chaises*; prix de vente et rémunération du travail sans changement. Dans les *fonderies*, travail plus abondant que pendant le semestre précédent. Les prix de vente, souvent plus élevés, n'ont cependant pas laissé un bénéfice plus grand à l'entrepreneur; la hausse était venue à la suite de l'augmentation des prix de la matière première; une amélioration de la situation est due à la succession des commandes qui a permis d'occuper les ateliers d'une façon continue. Situation stationnaire dans le *commerce des bois du Nord*.

Haute-Loire. — Dans l'arrondissement du Puy, production plutôt faible dans la *malterie*; activité normale dans la *broserie*; salaires avec tendance à la hausse. La fabrication des *dentelles* a travaillé avec une bonne activité, malgré la diminution des prix de vente. Les prix se sont maintenus, ainsi que dans les *fabriques de bas* et de *coiffes à chapeaux*; il y a eu afflux de main-d'œuvre. Peu d'activité dans les *poteries* et *tuileries* et dans les *chaufourneries*. Dans l'arrondissement de Brioude, la production et la vente ont été assez actives pendant les quatre derniers mois de l'année 1896 dans les *mines* de Sainte-Florine; mais en février 1897 on ne faisait plus que cinq jours par semaine; il y a eu excès de main-d'œuvre. Une *fonderie d'antimoine* vient de rouvrir avec 15 ouvriers.

Dans l'arrondissement d'Yssingeaux, production peu active dans le *moulinage de la soie*. La *rubanerie*, notamment à Sainte-Sigolène, a continué à progresser, le nombre des métiers a augmenté; mais les prix sont restés peu rémunérateurs. Production active et prix en hausse dans la *passenterie*. Travail actif dans la fabrication des *faux* et *faucilles* et prix de vente en hausse et assez avantageux. Production stationnaire et prix de vente en baisse dans la *serrurerie*.

Tarn. — Pendant les derniers mois de 1896, la production s'est maintenue active dans les mines de houille et dans l'industrie de la *préparation des cuirs et peaux*. Dans l'industrie textile, le nombre des établissements en activité a été en augmentant : à Mazamet, on construit une usine pour le lavage des laines ; à Labastide-Rouairoux, deux tissages mécaniques viennent d'être mis en marche ; dans cette localité, les métiers à bras ont à peu près cessé d'être employés. L'activité continue à être satisfaisante dans l'ensemble. Dans la *brasserie*, l'*arçonnerie*, la *chapellerie*, situation stationnaire. Les *aciéries* du Saut-du-Tarn ont été bien occupées. L'industrie de la *verrerie* a été également active.

Ille-et-Vilaine. — CHAMBRE DE COMMERCE DE FOUGÈRES. — La fabrication de la *chaussure*, principale industrie de la région, tendrait à ralentir sa production à la suite de deux saisons jugées non rémunératrices et de la baisse des prix de vente. Cependant le chiffre d'affaires de la place de Fougères serait plutôt en progrès sur les années précédentes. Le travail mécanique remplace de plus en plus le travail à la main. Deux nouvelles fabriques viennent de se monter, elles emploient ensemble une centaine d'ouvriers. Par suite du développement de l'industrie mécanique, le chômage des mortes-saisons devient plus accentué. Peu d'activité dans l'industrie du *vêtement* par suite de la température peu favorable.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le quatrième trimestre de 1896, la *distillerie d'alcool* a été un peu plus occupée que pendant les trimestres précédents et les cours obtenus un peu plus favorables. Les fabriques de *produits chimiques* ont dû ralentir leur fabrication, les stocks s'étant accumulés par suite d'une diminution des commandes et de la persistance du mauvais temps qui avait fait manquer la campagne d'automne ; prix de vente en baisse. Dans la *tannerie*, transactions faibles, situation générale stationnaire. Les *filatures de coton* ont obtenu avec peine une hausse proportionnelle à l'augmentation des cours du coton en laine ; la production a été contrariée par la difficulté des transactions. Les *tissages mécaniques*, la fabrication de la *rouennerie* et des *mouchoirs* n'ont pas été plus favorisés ; les prix de vente n'ont pas suivi la hausse des filés ; les stocks sont restés assez importants. Les transactions ont repris avec l'Algérie ; elles sont restées peu actives avec l'Indo-Chine. Une diminution sensible s'est produite dans la production des *fabriques d'indiennes* à la suite de la diminution des demandes du Midi, un des principaux débouchés de l'industrie de l'indienne. Dans les ateliers de *blanchiment*, de *teinture* et d'*apprêts*, le travail a été également ralenti. Les ateliers de *construction de machines* et de *métiers* sont restés avec un faible courant de commandes. Le *commerce des liquides* a repris pendant les quatre derniers mois de 1896, grâce à une récolte de vins plus abondante. Les spiritueux ont participé à cette amélioration, grâce, en partie, à la diminution de la production des *eaux-de-vie* de cidre, la récolte des pommes, en 1896, ayant été plutôt faible.

Quant au mouvement du port, les entrées ont été supérieures de 39.686 tonnes à celles du troisième trimestre de 1896 et inférieures de 9.000 tonnes à celles du quatrième trimestre de 1895. Les sorties ont été supérieures de 1.140 tonnes à celles du troisième trimestre de 1896 et inférieures de 11.287 tonnes à celles du quatrième trimestre de 1896. Pour l'année entière, la comparaison entre les résultats de 1896 et ceux de 1895 donne une augmentation, en 1896, de 168.092 tonnes pour les entrées et une diminution de 10.724 tonnes pour les sorties.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Reprise générale du travail chez les *jardiniers* qui font la journée de 10 heures ; prix stationnaires avec tendance à la hausse. Placement plus difficile chez les *boulangers* adhérents à la Caisse des retraites.

Un peu plus de 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*, 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs* syndiqués qui font de 40 à 54 heures par semaine, la journée a été augmentée d'une heure pour 200 ouvriers, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *conducteurs-typographes* ; un peu plus du quart chez les *typographes* ; 3 p. 0/0 chez les *travailleurs du livre* de Clichy qui font 60 heures par semaine.

Chez les *tanneurs*, situation normale, plutôt moins de chômeurs que l'an dernier. Pas de chômeurs signalés chez les syndiqués de la *cordonnerie parisienne*, travail de 60 à 66 heures par semaine, reprise du travail depuis le mois dernier; de même, reprise du travail chez les *gainiers* qui font de 54 à 57 heures par semaine.

Le travail se ralentit chez les *façonniers passementiers* qui comptent un quart des leurs sans commandes, de même chez les *passementiers à la barre*. Les mesures prises par le comité patronal de défense des vêtements-modèles parisiens ont retardé l'arrivée des acheteurs étrangers, les grandes maisons de *couture* ont ainsi commencé plus tard leurs saisons; la température, l'époque tardive de Pâques ont encore accentué cette accalmie des affaires par le manque de commandes de la clientèle particulière. Les *coupeurs tailleurs* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, la journée est diminuée de 2 heures dans un grand nombre de maisons. Placement plus facile que l'an dernier chez les ouvrières *blanchisseuses*.

Les *charpentiers* estiment que le chômage atteint un quart des leurs, le travail a repris depuis le mois dernier, la journée augmentée de 2 heures dans la plupart des ateliers est portée à 10 heures. L'ouvrage moins abondant que l'an dernier reprend depuis le mois dernier chez les *peintres en voitures* qui comptent 8 p. o/o de chômeurs et font 60 heures par semaine. Les *mouleuriers-finitions* sont tous occupés. Journée de 10 heures et 11 p. o/o de chômeurs chez les *tabletiers en peignes écaillé*. 4 p. o/o chez les *tourneurs décolleteurs*, et journée de 10 heures; une maison avec 10 ouvriers vient de fermer.

Reprise du travail depuis le mois précédent, journée de 9 heures en augmentation d'une heure et 12 p. o/o de chômeurs chez les *ornemanistes en fer*; reprise du travail chez les *tailleurs sur acier*, journée de 10 heures et 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *bijoutiers en doré*; embauchages moins nombreux que l'an dernier chez les *peintres* et à des prix souvent au-dessous du tarif habituel. Reprise du travail chez les *briquettiers* de Gentilly. Le travail reprend lentement, affaires très calmes chez les petits *loueurs cochers*; de même, placement plus difficile que l'an dernier chez les *garçons de magasin* et *cochers livreurs* qui font de 75 à 80 heures par semaine, cependant une amélioration s'est produite depuis le mois dernier.

Affaires plutôt plus calmes que l'an dernier chez les *placiers en fleurs et plumes*, principalement pour l'exportation. 2 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*, 8 p. o/o parmi les syndiqués chez les ouvriers de la *boucherie*, 6 p. o/o chez les *garçons restaurateurs* et *limonadiers*, 17 p. o/o chez les *coiffeurs*, l'amélioration déjà signalée se maintient. 1 p. o/o de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*, autant chez les *infirmiers gardes-malades*.

Seine-et-Oise. — Les ouvriers de la *raffinerie de pétrole* de Bonnières sont maintenant tous occupés. Travail plus abondant que l'an dernier chez les *travailleurs du livre* de Saint-Germain-en-Laye. Pas de chômeurs chez les ouvriers *blanchisseurs* de Rueil. A Versailles, les *maçons* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, la reprise du travail se fait plus lentement que l'an dernier; de même chez les ouvriers du *bâtiment* d'Argenteuil.

Aisne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les patrons et ouvriers de l'*industrie de la chaussure* de Saint-Michel. A Saint-Quentin, travail 70 heures par semaine chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés dessinateurs*.

Oise. — Chez les *typographes* de Beauvais, travail ralenti dans une maison, notamment pour les ouvriers aux pièces; ouvrage plus abondant que l'an dernier dans les autres établissements. Une fabrique de *chaussures* de Liancourt a réduit d'une heure la journée habituelle de 10 heures. Les *ouvriers en brosses à dents* de Hermes ne reçoivent que moitié des commandes qu'ils avaient l'an dernier; ceux à la journée sont aussi peu occupés; ceux de Noailles ne font que 36 heures par semaine. A Méru, pas de chômeurs chez les *tabletiers*, de même chez les *dominotiers* qui font la journée de 12 heures; 8 p. o/o de chômeurs chez les *boutonniers en os*; une usine est arrêtée pour cause de réparations aux machines. Pas de chômeurs chez les *brossiers* de Saint-Sauveur qui font la journée de 12 heures et sont plus occupés que le mois précédent.

Somme. — Travail 72 heures par semaine chez les *bonnetiers* de Corbie. A Amiens, 10 p. o/o

de chômeurs chez les *tapissiers* qui font environ 50 heures par semaine; ouvrage moins abondant que l'an dernier; journée diminuée de 2 heures pour 15 ouvriers; la morte-saison commence. Chez les *serruriers*, légère amélioration qui ne permet pas de reprendre tout le personnel inoccupé, 13 p. o/o de chômeurs.

Pas-de-Calais. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer, de même chez les *typographes* d'Arras; l'apparition d'une nouvelle publication donne une plus grande activité au travail. A Boulogne-sur-Mer, amélioration depuis le mois dernier chez les *cordonniers*; la journée est augmentée de deux heures environ en atelier. 5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment* qui font 63 heures, en moyenne, par semaine; dans un atelier de 30 ouvriers, la journée a été augmentée d'une heure. 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *produits céramiques* qui font 76 heures environ par semaine. A Arras, diminution de près de moitié sur le prix des œufs.

Nord. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Déchy qui font 54 heures par semaine. Travail toujours actif chez les *typographes* de Valenciennes; pas de chômeurs chez ceux de Douai chez qui le travail tend à se ralentir. Reprise du travail chez les ouvriers de l'*industrie textile* de Houplines qui font 72 heures par semaine, sauf dans une maison (250 ouvriers) où la journée serait diminuée de 3 heures. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de Saulzoir; de même à Haspres et à Lille, chez les ouvriers de l'*industrie du fil*, qui font la journée de 11 heures et même un peu moins dans quelques maisons. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Maubeuge; de même chez ceux de Dunkerque qui sont plus occupés que l'an dernier et font de 60 à 70 heures par semaine. Le ralentissement du travail déjà signalé s'accroît chez les *ouvriers sur métaux* de Lille qui sont encore tous occupés et font la journée de 11 heures. 3 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers* de Jeumont; la journée de 10 heures est augmentée de 2 heures pour 27 ouvriers. A Roubaix, commandes moins nombreuses que l'an dernier chez les *maçons* qui comptent un peu plus du tiers des leurs non embauchés, la journée en augmentation d'une heure est portée à 11 heures. A Dunkerque, 15 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* qui font la journée de 10 heures; même journée et 19 p. o/o de chômeurs chez les *peintres vitriers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier; de même chez ceux d'Armentières. Journée augmentée d'une heure et demie chez ceux de Roubaix qui ont plus de travail que l'an dernier. Pas de chômeurs, journée augmentée d'une demi-heure et portée à 10 heures chez les *plâtriers* de Dunkerque. Reprise du travail chez les *verriers* de Lourches.

Ardennes. — Pas de chômeurs chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay; travail toujours actif, sauf chez les ouvriers *fendeurs* qui manquent de pierre brute. Une reprise se produit dans les *filatures* de Daigny. Chez les *tisseurs* de Douzy, le travail, actif en janvier, a été en diminuant, et actuellement on estime qu'un cinquième des ouvriers sont atteints par le chômage par suite de l'arrêt de deux maisons occupant environ 150 ouvriers. Les *tisseurs* d'Ily comptent 15 p. o/o des leurs sans commandes; ceux de Villers-Cernay, un tiers; à Ily, une maison qui avait fait faillite est remise en marche avec 40 ouvriers; les prix de façon subissent quelques réductions dans certaines maisons. Le travail se maintient chez les *métallurgistes* d'Aiglemont; pas de chômeurs chez ceux de Joigny-sur Meuse qui font de 68 à 70 heures par semaine.

Marne. — A Reims, les *lithographes* sont tous occupés, ils font 66 heures par semaine en moyenne; une maison occupant 10 ouvriers vient de fermer. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*, qui font 54 heures par semaine; trois nouveaux chantiers viennent d'être ouverts. Pas de chômeurs signalés chez les *maçons* syndiqués. Journée de 9 heures chez les *peintres*.

Aube. — Journée augmentée d'une heure et demie chez les *plâtriers* de Troyes qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage.

Meuse. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Léroutville, chez qui la journée est augmentée d'une heure et demie et portée à 11 heures en moyenne. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en optique* de Ligny, qui font de 66 à 72 heures suivant les ateliers.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail toujours actif chez les *typographes*. 9 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *coupeurs en chaussures*. Amélioration chez les *menuisiers* qui sont tous occupés. Journée de 12 heures et commandes plus importantes que l'an dernier chez les *ouvriers en limes*, une fabrique de limes vient de se monter aux environs. Les entreprises de *taille de pierre et ravalement* ont repris leur travail, les ouvriers sont mieux occupés que l'an dernier, journée de 11 heures.

Haute-Saône. — Commandes plus faibles que l'an dernier chez les *ouvriers en ameublement* de Saint-Loup-sur-Semouse, qui font de 60 à 72 heures par semaine.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *typographes*, ouvrage plus abondant que l'an dernier; même situation et 16 p. o/o de chômeurs chez les *repasseurs, remonteurs*. Amélioration chez les *maçons*, dont les deux tiers ont pu être embauchés.

Jura. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Salins. A Salins, diminution de 0 fr. 10 par kilogramme de viande de boucherie.

Ain. — Les *tailleurs de pierre* de Thoiry sont tous occupés.

Côte-d'Or. — Travail toujours actif chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château qui font 72 heures par semaine. A Dijon 11 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers-tanneurs*. Les *couvreurs* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; travail 50 à 60 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *comptables*.

Yonne. — A Auxerre, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *ouvriers en cuir*. Travail 71 heures par semaine chez les *charpentiers*. A Sens, journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Journée de 11 heures et 10 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, ouvrage plus abondant que le mois précédent. A Sens, le pain subit une nouvelle hausse de 0 fr. 05 par 2 kilogr.

Nièvre. — Diminution du travail chez les *bûcherons* de Menou qui comptent un peu plus du cinquième des leurs sans ouvrage; à la Fermeté, l'exploitation des forêts sera bientôt terminée pour la saison d'hiver.

Allier. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bûcherons* de Saint-Bonnet. Ralentissement du travail chez les *mineurs* de Montvicq, qui font 60 heures par semaine. 10 o/o de chômeurs chez les *garçons boulangers* de Moulins. Pas de signalés chez les *typographes* de Vichy, qui font 66 heures en moyenne par semaine, l'ouvrage a repris depuis le mois dernier; dans un atelier, la journée a été diminuée d'une demi-heure sans réduction de salaire.

A Cusset, travail toujours actif chez les *typographes*. Pas de chômeurs et reprise du travail depuis le mois précédent chez les *sabotiers*, qui font 66 heures par semaine. Chez les *métallurgistes* de Commentry, le travail est encore arrêté de temps à autre dans les ateliers de l'étamerie et dans ceux du fer noir. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *maçons* de Moulins, qui sont plus occupés que l'an dernier.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, ouvrage plus abondant que le mois précédent chez les *menuisiers en bâtiments*, qui font 66 heures par semaine et comptent 5 p. o/o de chômeurs. Constructions plus nombreuses que l'an dernier, journée portée à 10 heures et 6 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers et peintres*.

Haute-Loire. — Les *passemmentiers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve sont tous occupés.

Loire. — A Panissière, amélioration chez les *tisseurs de l'article damas*; cependant un tiers des ouvriers manquent de commandes, ceux en *linge de table* sont tous occupés. A la Gresle, un peu plus de 1 p. o/o des *tisseurs* syndiqués sont en chômage. A Saint-Étienne, chez les *tisseurs épingleurs*, les commandes font encore défaut. Travail 45 heures par semaine et tra-

vail plus faible que l'an dernier chez les *lisseurs* et *piqueurs*. Travail peu actif chez les ouvriers *teinturiers* de Régnv. Les commandes sont arrivées plus importantes que l'an dernier chez les *passemmentiers* de la Fouillouse, qui sont tous occupés; les prix de façon sont en hausse. L'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier chez les chefs d'*ateliers rubaniers* de Saint-Étienne; les façons ont obtenu une augmentation de 25 p. o/o sur les prix de l'an dernier; les tissages de *velours* sont peu actifs; beaucoup de métiers se transforment pour produire l'article ruban. Commandes plus abondantes que l'an dernier et que le mois précédent chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond. Peu de chômeurs chez les *maçons* de Saint-Étienne, qui font la journée de 10 heures, en augmentation de 1 heure sur le mois précédent. Travail 58 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *verriers à bouteilles* de Saint-Romain-le-Puy.

Rhône. — A Lyon, l'amélioration continue chez les *jardiniers*, le travail est augmenté de 20 p. o/o environ; on fait 90 heures par semaine. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *boulangers*; 5 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures chez les *cartonniers*. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *lithographes*, qui sont tous occupés et font 60 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* d'Amplepuis. Chez ceux de Grandris, une usine a réduit la journée de 11 heures à 9 heures; les ouvriers à domicile n'ont que les deux tiers des commandes habituelles; en particulier, dans la *soierie*, les prix de façon ont subi une nouvelle diminution dans une maison; les commandes sont en diminution. A Saint-Jean-la-Bussière, le travail a repris depuis le mois dernier, quoique moins actif que l'an dernier; pas de chômeurs. A Lyon, le *tissage de la soie* traverse une crise intense : sur 8.000 métiers, occupant 10 à 12.000 personnes, on estime que seulement 7 à 800 battent, occupant 1.500 à 1.800 personnes; les *tisseurs lyonnais* syndiqués comptent un tiers des leurs sans commandes; ceux des *tissages mécaniques* un peu plus d'un quart. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers en fantaisie*, qui sont tous occupés et font environ 66 heures par semaine, 6 p. o/o de chômeurs, journée de 10 heures augmentée de 1 heure et demie pour 40 ouvriers chez les *ouvriers litiers en fer et en cuivre*; placement plus difficile que l'an dernier chez les *chauffeurs-mécaniciens*, qui font 70 heures par semaine. Travail moins abondant que l'an dernier chez les *bronziers*, qui font de 45 à 50 heures par semaine. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *voituriers*. 16 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers*.

Haute-Savoie. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *carriers* de Mellerie qui font la journée de 10 heures. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre-maçons* d'Annecy, qui font la journée de 10 heures; prix de l'heure augmenté de 0 fr. 05 par 50 ouvriers; 3 nouveaux chantiers ouverts.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*; la concurrence des ateliers mécaniques travaillant le bois rend le travail moins rémunérateur et plus rare. 13 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures en augmentation d'une heure sur le mois dernier chez les *plâtriers*.

Isère. — Ouvrage plus faible que l'an dernier et que le mois précédent chez les *mineurs* de la Motte-d'Aveillans. Reprise du travail chez les *gantiers* de Gières, presque tous les ouvriers sont occupés; journée de 12 heures chez ceux de Grenoble, en agmentation d'une heure et demie à 2 heures sur le mois précédent. A Vienne, le travail continue à baisser dans la plupart des *fabriques de drap*; les *cardeurs* ont été moins atteints que les *tisseurs*; les prix de façon sont en diminution. Une entreprise de *construction de machines* pour l'industrie textile subit un chômage qui a nécessité le renvoi de quelques ouvriers; les autres maisons ont encore des commandes sauf un des principaux ateliers de *serrurerie*. Le chômage atteint un quart des syndiqués chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu qui font 60 heures par semaine. Constructions plus nombreuses que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *maçons* de Bourgoin.

Drôme. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Resitut, qui font 40 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*ameublement* de Valence.

Alpes-Maritimes. — Pas de chômeurs chez les *vermiceliers* de Nice, qui font 78 heures par semaine ; une maison vient de fermer. A Cannes, les *cuisiniers* sont en pleine saison de travail et plus occupés que l'an dernier ; pas de chômeurs ; de même chez les *typographes*. A Nice, embauchage plus difficile que l'an dernier chez les *ouvriers carrossiers*, par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère. Journée de 10 heures et 14 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers* ; 10 p. o/o chez les *maçons*. Par suite de l'avancement des constructions nouvelles, les *plâtriers* syndiqués estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les ouvriers *potiers* de Vallauris. A Nice, chez les *garçons cochers de remise*, la saison des étrangers se termine ; 12 p. o/o de chômeurs. Les employés *limonadiers-restaurateurs* syndiqués en comptent moitié chez les leurs.

Var. — Les *cordonniers* de Toulon comptent un cinquième des leurs sans commandes, le travail reprend depuis le mois dernier.

Bouches-du-Rhône. — Pêche moins fructueuse que l'an dernier par suite du mauvais temps chez les *pêcheurs* de Berre. A Marseille, journée augmentée de 2 heures chez les *jardiniers* qui font 75 heures par semaine ; toutes les maisons ont embauché de nouveaux ouvriers ; le gain journalier est augmenté de près d'un tiers. Extraction ralentie par suite de la diminution des commandes chez les *mineurs* de Gréasque ; travail environ 32 heures par semaine chez ceux de Tets ; situation plus mauvaise que le mois dernier chez ceux de Faveau.

A Marseille, par suite du chômage des eaux du canal, le chômage atteint un tiers environ des ouvriers *meuniers* ; 16 p. o/o chez les *boulangers* d'Aix. A Marseille, 10 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* adhérents à la Société le *Vatel*. Pas de signales chez les employés du gaz qui font la journée de 10 heures. Ralentissement du travail chez les *imprimeurs-lithographes* qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage ; 7 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*, 2 p. o/o chez les *typographes*. Ouvrage plus faible que l'an dernier chez les *selliers-bourreliers*.

Depuis le mois dernier, reprise du travail chez les *charpentiers* qui comptent un cinquième des leurs en chômage. 14 p. o/o chez les *tonneliers* qui ne font pas la semaine complète ; la fabrication des futailles aux pièces occupe les ouvriers environ trois jours par semaine. Les *carreleurs* syndiqués estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, les *maçons* un cinquième ; chez les non-syndiqués, le chômage serait plus important. Les *peintres* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage ; les constructions sont moins avancées que l'an dernier, et les travaux pour la marine marchande sont plus rares et moins importants. Chez les *plombiers-gaziers*, la diminution de 2 heures par jour déjà signalée atteint 20 ouvriers. Reprise du travail plus faible que l'an dernier et journée portée à 9 heures chez les *tuiliers-céramistes* de Saint-Henry-Marseille, qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. 16 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Vaucluse. — Pas de chômeurs chez les *typographes* d'Avignon, qui sont plus occupés que l'an dernier.

Gard. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Nîmes, qui font 60 heures par semaine.

Aveyron. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers* de Millau.

Tarn. — 17 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers* d'Albi qui sont moins occupés que l'an dernier. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *menuisiers* de Carmaux, qui comptent un cinquième des leurs en chômage. A Albi, le mauvais temps a entravé les travaux du bâtiment plus que l'an dernier ; les *maçons* estiment que quatre cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage, les *charpentiers* deux tiers, de même chez les *plâtriers*. Très peu de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* qui ont travaillé régulièrement 50 heures par semaine.

Hérault. — 18 p. o/o de chômeurs chez les *cultivateurs terrassiers* de Marsillargues qui sont mieux occupés que l'an dernier ; on termine les premières façons dans les vignobles.

A Montpellier, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *boulangers* qui comptent 11 p. o/o des leurs sans places et font en moyenne 90 heures par semaine. Les *litho-typographes* font de 54 à 57 heures par semaine et comptent 6 p. o/o des leurs en chômage. Les *cochers-charretiers en vins* en comptent un cinquième; le travail est moins abondant que l'an dernier.

Aude. — Pas de chômeurs chez les ouvriers *terrassiers* de Carcassonne, dont la journée est augmentée de 2 heures, et qui sont mieux occupés que l'an dernier. Les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac sont également tous occupés. Les *tailleurs* de Narbonne estiment que les deux tiers des leurs sont atteints par le chômage. Reprise du travail chez les *ouvrières de l'habillement* de Carcassonne qui font la journée de 12 heures, en augmentation de plusieurs heures sur le mois dernier; 16 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers* de Quillan, qui font 40 heures par semaine; la plupart des ouvriers non remplacés à la suite de la fermeture d'une importante usine de chapeaux ont quitté leur métier ou sont allés dans d'autres centres industriels. A Carcassonne, les *charpentiers* syndiqués estiment qu'un peu plus de la moitié des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs signalés chez les *menuisiers*; 10 p. o/o chez les *tonneliers* de Narbonne qui font la journée de 11 heures.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *travailleurs de la terre*, qui sont tous occupés. Les *espadrilleurs-trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans comptent un peu plus du cinquième des leurs sans ouvrage. A Perpignan, 7 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers-foudriers*, 11 p. o/o chez les *maçons*; les *ouvriers du bâtiment* sont peu occupés par suite de la stagnation des affaires dans la région.

Haute-Garonne. — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *terrassiers*; 4 p. o/o et journée de 10 heures chez les *ouvriers en meubles*. Les ouvriers de l'*Union métallurgique* estiment qu'un grand nombre des leurs sont atteints par le chômage; on fait environ 50 heures par semaine. 16 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures chez les *maçons*; 11 p. o/o chez les *employés limonadiers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *typographes*; reprise du travail plus faible que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*. Reprise du travail depuis le mois précédent chez les *menuisiers* qui font la journée de 10 heures; pas de chômeurs; de même chez les *maçons* syndiqués; ouverture de 8 nouveaux chantiers.

Basses-Pyrénées. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *peintres* de Pau. 4 p. o/o de chômeurs chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, le travail commence à reprendre chez les *cordonniers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers*; les travaux d'intérieur sont terminés et le mauvais temps empêche de commencer ceux de l'extérieur. Pas de chômeurs chez les *boutonniers en nacre*, qui ont reçu plus de commandes que l'an dernier.

Gironde. — A Bordeaux, reprise du travail chez les *jardiniers*. Les *compagnons aspirants boulangers* comptent un cinquième des leurs sans place. 6 p. o/o chez les *typographes* de Libourne. A Bordeaux, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *scieurs de long*, qui comptent 17 p. o/o de chômeurs; les *bourrasques* ayant fait tomber un grand nombre de gros arbres, on doit les débiter sur place. Peu d'embauchage chez les *charpentiers*. Pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Vayres. A Bordeaux, 16 p. o/o chez les *chaudranniers en cuivre*. Chez les *ferblantiers* syndiqués, journée de 9 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier; ils estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; de même chez les *carreleurs*. Ralentissement du travail chez les *plâtriers* qui comptent un peu plus du tiers des leurs atteints par le chômage; les *garçons limonadiers*, un tiers des leurs; les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*, un cinquième. 6 p. o/o chez les *coiffeurs*; autant chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, la situation se maintient satisfaisante chez les *typographes*. 5 p. o/o de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les

tailleurs de pierre qui font la journée de 10 heures en augmentation d'une heure sur le mois précédent. Ouvrage moins abondant que l'an dernier; 12 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures chez les *tailleurs de pierre* de Saintes.

Charente. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* d'Angoulême, qui ne font pas encore la semaine complète.

Haute-Vienne. — A Limoges, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; dans plusieurs maisons, les ouvriers ne font que quelques heures par jour; dans quelques autres (une vingtaine d'ouvriers), on travaille trois à quatre jours par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *sabotiers*, la mauvaise saison ayant amené une augmentation des commandes.

Corrèze. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Tulle.

Cher. — Les *journaliers* de Vierzon-ville estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; la reprise des travaux continue chez les *ouvriers agricoles* de Néron-des; la journée est portée à 2 francs. Ralentissement du travail chez les *bûcherons* de Gardefort qui font 62 heures par semaine; chez ceux de Méry-ès-Bois, 15 p. o/o de chômeurs et travail de 50 à 55 heures par semaine; une partie des ouvriers inoccupés ont été embauchés pour des travaux de terrassement dans les communes voisines. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bûcherons* d'Henrichemont, qui font 60 heures par semaine. Pas de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier dont la journée est augmentée de 2 heures; le taux des salaires a pu être augmenté d'un peu plus de moitié depuis 1892, grâce à l'accord des ouvriers. Travail peu abondant chez les *bûcherons* de Vallenay, de même à Feux. Ceux de Sancergues estiment que les deux cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage; le placement est devenu plus difficile pour les ouvriers syndiqués; la saison des coupes de bois a été plus courte que l'an dernier. A Bourges, l'amélioration signalée chez les ouvriers en *toiles cirées* se continue. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *travailleurs sur métaux*. Travail 72 heures par semaine chez les *chaufourniers* de la Guerche et chez ceux de Jussy.

Indre. — Le travail reprend chez les ouvriers sur *métaux* de Châteauroux qui comptent 3 p. o/o de chômeurs; journée de 10 heures; journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment* d'Issoudun, ceux de Châteauroux estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. 1 maison fermée chez les *carriers-bûcherons* de Poinçonnet.

Vienne. — A Poitiers, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tailleurs* qui font de 60 à 66 heures par semaine; pas de chômeurs, de même chez les ouvriers de *bâtiment* qui font la journée de 11 heures.

Deux-Sèvres. — Travail 66 heures par semaine chez les *chapeliers* de Niort.

Vendée. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon, de même chez les *tisserands* d'Évrunes, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier; l'activité se maintient chez ceux des Epesses. Pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon qui font la journée de 11 heures et sont plus occupés que l'an dernier.

Loire-Inférieure. — A Nantes, reprise du travail chez les ouvriers des *usines de produits chimiques* et pas de chômeurs; 1 p. o/o chez les *typographes*; reprise du travail chez ceux de Saint-Nazaire. A Nantes, travail moins actif que l'an dernier chez les *menuisiers en bâtiment* par suite de l'emploi d'une plus grande quantité de pièces de fer dans les constructions. Les *ferblantiers-boîtiers* syndiqués estiment qu'un peu plus du quart des adhérents sont atteints par le chômage; dans trois maisons, une grande partie des commandes actuelles seraient données à des jeunes gens sortant d'apprentissage. A la Turballe, une seule maison occupe les *ferblantiers-boîtiers* qui comptent un peu plus du tiers des leurs sans commandes. A Nantes, reprise du travail chez les *granitiers* qui sont occupés, leur journée est augmentée de 2 heures et portée à 11 heures. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *couvreurs plombiers*,

A Saint-Nazaire, on a débauché environ 200 ouvriers *métallurgistes* et similaires dans deux grands établissements de constructions mécaniques. L'industrie du *bâtiment* est bien occupée; on estime à 15 p. o/o le nombre des chômeurs parmi les ouvriers du port.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs chez les *typographes*, 4 p. o/o chez les ouvriers du *bâtiment* qui ont plus de travail que l'an dernier.

Finistère. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Brest. Travail faible chez les *ferblantiers-boîtiers* de Saint-Guénolé, la pêche à la sardine étant terminée.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui font 66 heures par semaine; même durée de travail chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ille-et-Vilaine. — 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie du *cuivre* de Rennes; journée augmentée de 2 heures; ouvrage plus abondant que l'an dernier. A Fougères, 4 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; journée généralement réduite à 6 heures. 7 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*. A Rennes, 13 p. o/o chez les *tailleurs de pierre* qui font la journée de 10 heures. Les *maçons* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, ils font la journée de 9 heures en moyenne. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *cochers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, placement plus facile que l'an dernier chez les *boulangers* qui comptent un quart des leurs sans place à demeure et font 98 heures environ par semaine. 60 heures par semaine et 8 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers* de Cholet, qui sont plus occupés que l'an dernier. Les *tisserands* de Bégrolles estiment que 10 p. o/o des leurs sont sans ouvrage; une maison a renvoyé une partie de son personnel par suite de désaccord au sujet de l'application des tarifs. Pas de chômeurs chez ceux de la Tessoualle, qui font 60 heures par semaine, ceux de Cholet font 66 heures en atelier; les commandes continuent à diminuer; 6 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de la Séguinière. A Angers, les *serruriers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, les *forgerons* 6 p. o/o. Pas de signalés chez les *sculpteurs* qui font la journée de 10 heures, en augmentation d'une heure sur le mois dernier et sont plus occupés que l'an dernier. De même, journée augmentée de 2 heures chez les *peintres* qui sont tous occupés.

Mayenne. — 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Laval qui sont moins occupés que l'an dernier.

Sarthe. — Au Mans, 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; un atelier qui occupait 12 ouvriers vient de fermer. Journée augmentée d'une heure et portée à 11 heures chez les *serruriers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs chez les *bûcherons* qui sont mieux occupés que l'an dernier, beaucoup de bois qui n'avaient pas été abattus l'an dernier par suite de désaccord sur les prix de façon devant être exploités cette année. Les *boulangers* comptent un quart des leurs sans places. Les *tisseurs*, un peu plus du tiers des leurs, les *commissions* sont moins nombreuses que l'an dernier.

Loir-et-Cher. — A Vendôme, les *tanneurs-corroyeurs* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, journée diminuée de 2 heures et demie environ pour une soixantaine d'ouvriers. Reprise du travail depuis le mois dernier, journée de 12 heures et pas de chômeurs chez les *ouvriers en métaux*. Journée de 9 heures chez les *ouvriers en bâtiment*, qui comptent un tiers des leurs en chômage.

Loiret. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges qui font 60 heures par semaine. Activité satisfaisante chez les *couvreurs* d'Orléans.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, l'amélioration signalée chez les *typographes* se maintient. A la *fabrique de bijoux* occupant une centaine d'ouvriers, on ne fait plus la journée complète.

Calvados. — Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *marins-pêcheurs* de Villerville par suite des gros temps et de plus grandes difficultés apportées à l'exercice de la pêche. Travail 60 et 70 heures par semaine chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau; une filature vient d'être mise en marche; les salaires ont tendance à la baisse. Travail en diminution chez les *bonnetiers* de Falaise. Les *teinturiers* et *blanchisseurs* de Condé-sur-Noireau estiment que 13 p. o/o des leurs sont atteints par le chômage; ouvrage moins abondant que l'an dernier; dans une maison, on suspend le travail un jour par semaine, dans une autre, 3 jours.

Eure. — Chez les *typographes* de Pont-Audemer, la reprise habituelle du travail n'est pas aussi accentuée que l'an dernier. Les *typographes* d'Évreux sont tous occupés.

Seine-Inférieure. — Au Havre, 3 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Peu de commandes chez les *voiliers* qui estiment que les quatre cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage. 3 p. o/o de chômeurs chez les *constructeurs-mécaniciens* de Rouen.

Algérie. — A Alger, commandes plus importantes que l'an dernier chez les *menuisiers* qui seraient bien occupés s'ils n'avaient à lutter contre la concurrence des machines. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour avril et mai :

Alger. — Construction d'un chemin.....	185.000 ^f
Auxerre. — Travaux de chemins.....	133.100
Bougie. — Construction du chemin de grande communication n° 29.....	222.000
Brioude. — Travaux de chemins.....	111.200
Clermont-Ferrand. — Pont sur l'Allier.....	102.500
Lyon. — Travaux à un groupe scolaire.....	127.000
Marseille. — Ouverture de voies publiques.....	1.600.000
Melun. — Réfection des maçonneries de barrages éclusés.....	100.000
Paris. — Travaux divers (viabilité).....	621.000
Quimper. — Reconstruction de la tour du phare de l'Île-Vierge.....	288.700
Rennes. — Travaux sur chemins de grande communication.....	131.000
Sommières (Gard). — Construction d'une école de garçons.....	111.200
Tours. — Construction d'un hôtel de ville.....	1.846.100
Vienne. — Construction d'un groupe scolaire.....	119.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Abbeville. — Reconstruction de l'Hôtel-Dieu (114.250^f). — Adj. : Terrasse, maçonnerie, Léon, 3; charpente, serrurerie, ferronnerie, Quéhen, 5; serrurerie de la grille de clôture, Société de Saint-Sauveur-les-Arras, 20; menuiserie, quincaillerie, Giébert, à Paris, 17.

Angoulême. — Construction à l'asile d'aliénés de Breuty, travaux divers (100.900^f). — Adj. : Pomet, 6.

Chartres. — Chemin de fer de la Loupe à Brou. Construction de 13 kilomètres après Thiron-Gardais (471.000^f). — Adj. : Mazeaud, à Saint-Victor-de-Buthon, 17, 10.

Châteauroux. — Chemin de fer de Tournon à la Châtre. Terrassements et ouvrages d'art d'Argenton à la Châtre (2.420.000^f). — Adj. : Graveron, à Sauveterre (Gironde), 6.

Cherbourg. — Génie. Travaux d'amélioration et de renforcement au fort de l'Île-Pelée (1.100.000^f). — Adj. : Goudernant, 9, rue de l'Aqueduc, à Paris, 14.

Géryville (Algérie). — Construction d'un hôpital à El-Abiad-Sidi-Cheik (103.000^f). — Adj. : Brignoni, à Tiaret, 1.

La Rochelle. — Travaux à la digue d'épanouissement de l'avant-port de la Palice (172.000^f). — Adj. : Richard, à Saint-Viaud (Loire-Inférieure), 21.

Lyon. — Travaux à l'asile d'aliénés du Rhône à Bron (109.000^f). — Adj. : maçonnerie, Chornettes, à Collonge, 28; *appareils spéciaux*, Marchand, 26; Déglogé, 27.

Mâcon. — Rivière de Saône. Travaux d'amélioration du bief de Verdun (196.000^f). — Adj. : Bourgeois.

Melun. — Réfection des barrages éclusés de Champagne, Samois-Héricy et Melun (156.000^f). — Adj. : Blin, 220, boulevard Voltaire, à Paris, 9, 9 et 12.

Mende. — Chemins de fer de Mende à la Bastide (3^e lot). Terrassements, chaussées, pavages, travaux d'art (310.000^f). — Adj. : Rodières, à Tarbes (Hautes-Pyrénées), 14.

Paris. — Construction d'écoles rue d'Alésia (424.600^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Bougrand, 3, rue Berthollet, 28,30; *charpente en bois*, Poirier, 46, boulevard de Vaugirard, 39,90; *couverture et plomberie d'eau*, Mouren, 8, rue des Fêtes, 45,10; *menuiserie*, veuve Carré, 15, impasse de la Défense, 33,80; *ferronnerie et serrurerie*, Fauconnier, 15, rue Niépce, 33,80; *funisterie*, Bessières, 11, rue Toricelli, 44,10.

Paris. — Construction d'école, rue Sainte-Alice (224.500^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Malherbaud, 9, rue Plumet, 33,60; *charpente en bois*, Poirier, 46, boulevard de Vaugirard, 37,70; *couverture et plomberie*, Association des ouvriers plombiers, couvreurs et zingueurs, 152, rue Saint-Maur, 40; *menuiserie et parquetage*, veuve Carré, 15, impasse de la Défense, 31,70; *serrurerie*, Fauconnier, 15, rue Niépce, 44,40.

Paris. — Fondations du grand palais des Champs-Élysées (550.000^f). — Adj. : *Terrassements et maçonnerie*, Chapelle, 1, rue Louis-David, 31.

Paris. — Transformation du port de tirage du Gros-Caillou (615.000^f). — Adj. : Baret, à Reims, 11.

Paris. — Reconstruction d'école rue Saint-Jacques (178.200^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Malherbaud, 9, rue Plumet, 33,10; *menuiserie et parquetage*, Dufour, 11, rue Victor-Cousin, 25,60; *serrurerie*, Gaubey, 6, rue de Sévigné, 36,70.

Paris. — Travaux à l'hôpital Broca (120.700^f). — Adj. : *Démolition, terrasse, maçonnerie*, Toinet, 10, rue Castex, 33,50; *couverture et plomberie*, Association des ouvriers plombiers, couvreurs et zingueurs, 152, rue Saint-Maur, 38,20; *serrurerie*, Jaccaz, 12, rue Saint-Gilles, 42,20.

Paris. — Construction des bâtiments d'administration de l'Exposition (226.000^f). — Adj. : *Terrasse, maçonnerie et carrelage*, Les Maçons de Paris, 119, rue Michel-Bizot, 12; *charpente en bois*, Haour, 74, quai de la Rapée, 20; *couverture, plomberie, zincage*, Beau, 226, rue Saint-Denis, 31.

Paris. — Construction d'un égout (115.000^f). — Adj. : Fayaud, à Saint-Denis, 15.

Paris. — Transformation de la maison de correction de la Santé (421.900^f). — Adj. : *Canalisation en grès cérame et vernissé, sièges spéciaux et siphons de chasse*, Robin, 218, faubourg Saint-Honoré, 36,50; *peinture et vitrerie*, Tanneur, 8, rue Sevestre, 50,80; *éclairage électrique*, Société anonyme d'application de l'électricité, 25, rue Pierre-Charron, 45,50; *téléphones, sonnettes, signaux*, Charpentier, 6, rue Vignon, 46,50.

Paris. — Construction d'un groupe de prisons à Fresnes (955.800^f). — Adj. : *funisterie*, Defanti, 261, avenue Daumesnil, 33; *marbrerie*, Chabrol, 63, rue du Commerce, 21,10; *peinture, vitrerie, tenture et miroiterie*, Maire, 6, rue du Mail, 16,90; *gorges en grès céramique*, Sandet, 83 bis, rue Lafayette, 6; *pavage, asphalte, empierrement*, Trimoulet, 6, rue Miro-mesnil, 32,60.

Paris. — Voie nouvelle entre la rue du Chevaleret et la rue de Tolbiac (118.200^f). —

Adj. : *terrassements et murs de soutènement*, Quéhan, 46, rue de la Brèche-aux-Loups, 34,30; *construction d'un égout public*, Grandchamp, 21, rue Dareau, 35,10.

Paris. — Mise en viabilité de la rue de la Convention (209.600^f). — Adj. : *démolition de pavage, terrassements et fondation en béton*, Dauphin, 35, passage des Favorites, 37; *bordures et passages pavés*, Mesnard, 171, rue de la Croix-Nivert, 33; *bitumage*, Société civile des Asphaltes du centre, 5, rue du Cardinal-Lemoine, 36,30.

Paris. — Construction d'une usine élévatoire au réservoir de Charonne (104.600^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, charpente provisoire*, Dioudonnat, 79, avenue d'Ivry, 25,50; *construction métallique et combles, portes et croisées*, Liet, 182, rue de Belleville, 39; *construction de la cheminée, des carneaux et des fourneaux*, Carret, 21, rue des Vertus, 15,10.

Paris. — Construction de 3 épis transversaux sur la rive droite de la Seine (190.000^f). — Adj. : Girard, à Contreville (Eure), 2.

Paris. — Transformation de l'hôpital Hérold (1.071.200^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Boyer, 152, rue Lamarck, 36,30; *charpente*, Poirier, 49, boulevard de Vaugirard, 38,90; *couverture et plomberie*, Ducroux, 11, rue François-Reynier, 42,60; *menuiserie*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 38,90; *serrurerie et ferronnerie*, Audois, 17, rue du Chalet, 39,48; *peinture, vitrerie et tenture*, Delacour, 17, boulevard Saint-Germain, 53,20; *pavage, asphalte et bitume*, Chabrat, 19, rue de l'Oureq, 43,40; *fumisterie*, Laumonier, 36,40; *appareils et canalisation pour le gaz*, Mouren, 10, rue des Fêtes, 41,70.

Pau. — Construction d'égouts (321.800^f). — Adj. : Boissonnier, à Bidache (Basses-Pyrénées), et Teyssière, à Rimont (Ariège), 6.

Perpignan. — Chemin de fer de Quillan à Rivesaltes. Construction du 2^e lot (2^e section), de Saint-Paul à Maury (906.700^f). — Adj. : Albouy, à Pau, 8.

Rennes. — Construction d'une caserne de gendarmerie à Fougères (106.000^f). — Adj. : *maçonnerie, charpente, gros fer*, Gavachaud, à Savenay, 9; *plâtrerie*, Huvé, 6; *menuiserie et menu serrurerie*, Sourdin, 16.

Toulouse. — Construction des bâtiments neufs de l'École des Beaux-Arts (234.400^f). — Adj. : *Maçonnerie, charpente*, Laporte, 4,30; *menuiserie*, Ducôté, 15,05.

Vesoul. — Construction d'un nouveau magasin des tabacs (267.500^f). — Adj. : Duperrier, à Lux (Côte-d'Or), 15.

Chemin de fer du Nord. — Agrandissement de la gare de Lens (300.000^f). — Adj. : Co-ville, à Pontoise, 10.

Chemin de fer de l'Ouest. — Ligne de Gisors à Pont-de-l'Arche. Renouvellement des voies (200.000^f). — Adj. : Baert, au Mans.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de mars		Du 1 ^{er} janvier au 31 mars	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	111	109	359	380
Liquidations judiciaires.....	12	19	38	57
Conversions de liquidations en faillites.	1	7	8	13

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mars il a été déposé 203 demandes en autorisation de bâtir, dont 115 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mars 1896, le nombre des demandes avait été de 219, dont 124 pour des constructions neuves.

Mont-de-Piété. — Situation au 31 mars 1897 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 28 février 1897 au soir.....				1.620.530	48.075.646
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	91.953	2.667.671	}	151.726	4.704.064
Par renouvellements.....	59.773	2.036.423			
TOTAL.....				1.781.256	52.779.740
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	85.506	2.844.792	}	156.269	5.068.939
Par renouvellements.....	59.773	2.036.423			
Par ventes.....	11.190	187.724			
RESTE en magasin le 31 mars 1897.....				1.624.987	47.710.801

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 28 février 1897 au soir.....				21.718	5.906.099
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	1.913	486.735	}	4.054	1.086.238
Par renouvellements.....	2.141	599.503			
TOTAL.....				25.772	6.992.337
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	1.857	453.126	}	4.426	1.172.604
Par renouvellements.....	2.141	599.503			
Par ventes.....	428	119.975			
RESTE en magasin le 31 mars 1897.....				21.346	5.819.733

GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.		
Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.	
nombres.	francs.	nombres.	francs.	
Restait en magasin, le 31 mars 1893...	1.887.971	50.520.490	12.074	3.432.350
1894...	1.820.559	49.265.486	15.971	4.520.544
1895...	1.729.104	46.338.423	18.189	5.050.749
1896...	1.633.729	45.690.159	21.014	5.714.816

Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o ; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant le mois de janvier 1897 a été de 1.867.334 tonnes. Il était, en 1896, de 1.891.126, soit une diminution de 1 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin mars :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général...	262.610.250	257.922.300
Compagnie des omnibus de Paris.....	10.495.066	10.050.264

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les trois premiers mois de l'année 1897.

	VARIATIONS			
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	226.217.000	269.272.000	"	43.055.000
Matières nécessaires à l'industrie	649.392.000	609.243.000	40.149.000	"
Objets fabriqués.....	156.044.000	159.798.000	"	3.754.000
TOTAUX ET BALANCE...	1.031.653.000	1.038.313.000	"	6.660.000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	135.784.000	142.826.000	"	7.042.000
Matières nécessaires à l'industrie	212.761.000	212.390.000	371.000	"
Objets fabriqués.....	431.334.000	443.838.000	"	12.504.000
Colis postaux.....	43.505.000	36.797.000	6.708.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	823.384.000	835.851.000	"	12.467.000

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Févr. 1897.	Mars 1897.	Mars 1898.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	45 ^f 00 ^c	45 ^f 15 ^c	40 ^f 75 ^c
Sucre brut, les 100 kilogrammes	25 50	25 50	33 00
Alcool à 90°, l'hectolitre	35 00	32 85	30 75
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	52 75	55 25	55 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes ..	37 50	39 75	48 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	34 00	34 00	35 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	45 50	46 00	51 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 40	1 38	1 56
Veau, idem. ..	2 10	2 20	2 20
Mouton, idem. ..	1 95	1 84	2 00
Porc, idem. ..	1 30	0 98	1 18
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	46 00	45 25	47 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	110 50	114 50	131 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	39 00	38 25	47 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	17 00	17 50	14 50
Cuivre en lingots, idem.	134 00	137 00	118 75
Étain Banka, idem.	164 50	170 00	167 50
Plomb, idem.	29 75	30 25	29 75
Zinc bonnes marques, idem.	46 25	48 25	40 50

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} AVRIL.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
FÉVRIER 1897.									
Paris (1 ^{er} arr ^t).	887	124	90	28					
— (II ^e —).	1032	950	357	"					
— (IV ^e —).	619	436	441	7					
— (V ^e —).	73	101	46	"					
— (XIV ^e —).	170	164	108	"					
— (XV ^e —).	325	232	192	2					
— (XX ^e —).	160	134	68	18					
Refuges munic..	"	"	"	"					
Lille.....	8	"	"	"					
Nancy.....	155	34	26	"					
FÉVRIER 1897.									
					Besançon.....	157	58	20	"
					Chalon-sur-S....	20	28	12	13
					Montpellier....	229	37	36	"
					Nîmes.....	72	24	24	"
					Saint-Etienne..	49	50	48	"
					Toulouse.....	526	410	405	"
					Alger.....	494	204	190	105
MARS 1897.									
Paris (III ^e arr ^t).	533	616	399	29					
— (VI ^e —).	527	296	270	1461					
— (IX ^e —).	203	181	97	"					
— (XIX ^e —).	144	206	126	2					
Refuges munic..	"	"	91	104					
Levallois-Perret.	188	148	49	76	Angers.....	224	85	80	23
Lisieux.....	106	65	55	"	Nice.....	220	73	73	10
Sens.....	20	10	1	"	Perpignan....	64	31	21	8
					Saint-Nazaire..	356	7	1	6
					Toulon.....	29	17	17	"
					Tours.....	189	112	96	"

C. — SYNDICATS PATRONAUX (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Cher.....	Bourges.....	Coiffeurs.....	4	1	1	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charcutiers.....	13	4	4	"
Marne.....	Reims.....	Boulangers.....	250	140	"	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Fédération des chambres synd.	57	43	40	"
Seine.....	Paris.....	Épiciers en détail.....	204	160	147	10
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	140	112	103	6
Id.....	Id.....	Beurre, œufs, fromage.....	240	250	110	10
Id.....	Id.....	Union du bâtiment.....	70	60	38	"
Id.....	Id.....	Marchands et fab. papetiers...	65	28	23	4
Id.....	Id.....	Synd. du papier et des industries qui le transforment.....	26	12	7	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publics.	28	"	1	"
Id.....	Id.....	Assoc. de la meunerie française..	34	20	20	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	16	20	16	"
Id.....	Id.....	Com. et fab. de la quincaillerie	6	26	11	"
Id.....	Id.....	Entr. de convert., plomb., etc.	10	2	2	"
Seine-Inférieure	Le Havre.....	Épicerie.....	18	11	11	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Boucherie et charcuterie.....	12	10	10	"
Var.....	Toulon.....	Maîtres boulangers.....	150	30	"	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	6	10	4	"

(1) Placement de nourrices au sein.

**D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (MARS 1897).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	7	"	2	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Pâtisseries-cuisiniers.....	6	10	10	3
Id.....	Nice.....	Garçons cochers.....	18	4	1	3
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	100	400	30	370
Id.....	Vallauris.....	Ouvriers potiers.....	"	4	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	10	"	6	2
Aude.....	Carcassonne.....	Jardiniers.....	"	100	"	"
Id.....	Id.....	Ouvrières de l'habillement.....	"	5	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	18	"	2	"
Id.....	Narbonne.....	Taillieurs.....	1	2	"	"
Id.....	Id.....	Tonnelliers.....	"	2	"	2
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	5	2	1	1
Id.....	Marseille.....	Fédération des jardiniers.....	30	"	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers jardiniers.....	7	4	4	"
Id.....	Id.....	Artistes culinaires.....	20	12	12	30
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	4	1	1	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	2	2	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	25	8	8	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	30	15	15	220
Cher.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	10	"	"	"
Id.....	Valnay.....	Id.....	50	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables.....	8	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Repasseurs-remonteurs.....	20	"	"	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Ouvriers en meubles.....	"	2	2	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	77	1	1	"
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	8	2	2	5
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers.....	21	30	"	21
Id.....	Id.....	Boulangers.....	"	40	6	34
Id.....	Id.....	Scieurs de long.....	25	10	"	10
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	32	7	1	6
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	27	19	8	11
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	150	100	45	55
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	57	80	38	3
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	12	8	4	6
Id.....	Id.....	Cochers.....	21	2	2	"
Ile-et-Vilaine.....	Rennes.....	Taillieurs de pierre.....	10	"	"	"
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	3	"	"	"
Id.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	20	"	"	"
Isère.....	Vienne.....	Fédération des syndicats.....	61	24	8	"
Loire.....	Saint-Romain.....	Verriers.....	10	10	3	"
Loire-Inférieure.....	La Turballe.....	Ferblantiers-boitiers.....	10	"	"	"
Loiret.....	Orléans.....	Couvreurs.....	6	"	6	"
Marne.....	Reims.....	Lithographes-papetiers.....	"	2	1	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	10	6	6	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	27	9	9	18
Id.....	Id.....	Forgerons.....	3	1	"	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	"	10	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	8	5	4	1
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Typographes.....	1	5	1	"
Nord.....	Dunkerque.....	Métallurgistes.....	4	4	4	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	30	"	"	"
Id.....	Lille.....	Industrie des métaux.....	"	"	2	"
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	"	4	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Menuisiers.....	10	12	"	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	16	13	14	1
Pyénées (Basses-)	Bayonne.....	Garçons bouchers.....	8	"	"	"
Pyénées-Orientales	Perpignan.....	Maçons.....	15	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Boulangers.....	154	62	32	30
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	1	"	"	1
Id.....	Id.....	Lithographes.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Chapeliers-fantaisie.....	1	3	1	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs.....	12	"	"	"
Id.....	Id.....	Empl. des cafés et restaurants.....	50	35	30	40

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESS.ONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Sarthe.....	Le Mans.....	Serruriers.....	1	"	1	"
Haute-Savoie....	Annecy.....	Taillleurs de pierre.....	38	"	"	"
Seine.....	Clichy.....	Travailleurs du livre.....	7	"	"	"
Id.....	Paris.....	Caisse de retraites des travail- leurs de la boulangerie.....	"	"	3	29
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	2	"	"	1
Id.....	Id.....	Margeurs-pointeurs.....	"	"	15	10
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	150	100	"	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	33	25	18	"
Id.....	Id.....	Ouvriers passementiers.....	6	2	2	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-taillleurs.....	"	1	"	2
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	25	11	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	4	3	2	1
Id.....	Id.....	Charrons.....	20	55	20	"
Id.....	Id.....	Tabletters en écaille.....	6	1	2	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolteurs.....	20	"	20	"
Id.....	Id.....	Ouvr. en instrum. de précision.....	52	28	34	"
Id.....	Id.....	Bijoutiers en doré.....	6	"	"	6
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	92	89	29	7
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	10	4	2	1
Id.....	Id.....	Union de la boucherie.....	177	177	110	27
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	50	45	9	36
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	120	"	"	775
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	28	25	20	5
Id.....	Id.....	Infirmiers gardes-malades.....	8	"	10	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	211	165	136	29
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Cuisiniers.....	1	4	1	3
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	6	"	3	"
Id.....	Rouen.....	Constructeurs-mécaniciens.....	11	8	"	"
Somme.....	Amiens.....	Tapissiers.....	3	"	"	1
Var.....	Toulon.....	Cordonniers.....	16	1	"	8

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «l'Étoile».....	362	122	24	98
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	21	25	21	2
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Société des employés et voya- geurs de commerce.....	2	"	"	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Union des employés.....	1	1	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Soc. des garç. de sal. et de cham.....	"	"	121	558
Sarthe.....	Le Mans.....	Société des comptables.....	2	"	1	"
Seine.....	Paris.....	«La Couturière».....	18	30	"	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrand.....	19	29	"	14
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	"	"	107	945
Id.....	Id.....	«Le Bâtiments».....	5	12	3	"
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	90	74	31	15
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	14	6	"	6
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	160	76	76	600
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	369	369	328	4
Id.....	Id.....	Société des maréchaux ferrants.....	53	48	42	6
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	60	35	1	6
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	150	131	78	6
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	1	7	2	"
Constantine.....	Batna.....	Soc. des anciens militaires La Fraternelle.....	3	2	2	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail....	"	"	26	"
Gironde.....	Bordeaux.....	<i>Idem</i>	1	"	4	1
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Société de patr. des prisonniers libér.	10	"	3	7
Marne.....	La Chalmelle.....	Colonie agricole.....	"	12	12	"
Meurthe-et-Moselle.....	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	97	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	34	73	18	2
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre de l'assistance par le travail..	138	"	"	23
Seine.....	Paris.....	« Home allemand ».....	35	206	32	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	« The Mission home ».....	108	85	21	2
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	« The english catholic home ».....	25	59	7	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.	3	57	33	7
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison de travail pour jeunes gens..	185	34	20	14
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage des jeunes filles du vi ^e ar.	18	5	3	7
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre de N.-D. de Bon-Secours.....	72	82	61	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Soc. de protect. des Alsaciens-Lorrains.	"	13	9	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile Saint-Charles.....	146	325	97	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	574	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société protestante du travail.....	79	58	40	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique.....	"	"	"	294
<i>Id.</i>	Courbevoie.....	Assistance par le travail.....	4	4	1	3
Seine-et-Marne.....	Melun.....	Société d'assistance par le travail....	"	206	"	206
Somme.....	Amiens.....	<i>Id.</i>	3	4	4	3
Haute-Vienne.....	Limoges.....	<i>Id.</i>	473	"	3	81

Pendant l'année 1896, la Société du travail du XI^e arrondissement a effectué 1.067 placements qui se répartissent ainsi :

	HOMMES.	FEMMES.
	p. o/o	p. o/o
1 ^o Concierges, domestiques, etc.....	5	18
2 ^o Employés de commerce, de bureau.....	34	2
3 ^o Apprentis.....	7	"
4 ^o Ouvriers proprement dits.....	23	11

Pendant le premier trimestre de l'année 1897, le bureau municipal d'Orléans a reçu 17 demandes et 7 offres d'emploi.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE FÉVRIER.					
Refuges et asiles municipaux (1)	3,339	622	"	"	24.009
MOIS DE MARS.					
Refuges et asiles municipaux.	3,240	669	"	"	24.460
Hospitalité de nuit (rue de Toqueville)	6,514	853	267	546	23.519
Asile de la rue Mouffetard.	251	23	"	4	1.154
Société philanthropique (rue de Crimée)	"	"	147	12	812
— (rue Labat)	"	"	247	5	1.144
— (rue Saint-Jacques)	"	"	388	71	1.941
— (avenue du Maine)	"	"	85	85	790

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

PERSONNES SECOURUES
pendant
le mois de février.

Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes	4.923
			{ Femmes	8.596
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes	11.928
			{ Femmes	22.200
TOTAL des indigents secourus.....				47.656

Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes	7.953
			{ Femmes	7.035
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes	2.573
			{ Femmes	3.245
	{		Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.).....	415
TOTAL des nécessiteux secourus.....				21.221

LES GRÈVES EN MARS 1897.

35 grèves ouvrières et 1 coalition de patrons boulangers ont été signalées en mars 1897 à l'Office du travail.

Il y avait eu 42 grèves en mars 1896, et la moyenne pour ce même mois, au cours des quatre années antérieures à 1897, a été de 41.

Ces grèves, sauf 4, celles des maçons et des coltineurs de charbon des Sables-d'Olonne et celle des plâtriers de Fougères et de Vichy, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles se sont étendues sur 16 départements et on en a compté 8 dans le Nord, 4 dans la Seine, 4 dans la Seine-Inférieure, 3 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans l'Allier, le Rhône et la Vendée.

Le nombre connu de grévistes pour 34 de ces grèves est de 3.142. Il s'était élevé à 2.080 en mars 1897.

Les industries les plus éprouvées ont été celles des textiles où se sont déclarées 9 grèves, des métaux 8 grèves, du bâtiment 8 grèves.

2 grèves dans les mines et les transports, 1 grève seulement dans chacune des industries ou professions suivantes : boulangers, fabrique de wagons, marbriers-penduliers, margeurs (imprimeurs), trieuses de café, verriers.

Nombre de grèves d'après les causes qui les ont produites :

Demandes d'augmentation de salaire	18
Réduction de salaire	5
Demande de diminution du temps de travail	1
Contestations diverses relatives aux salaires	2
Contestation relative à la réglementation du travail	1
Contestation au sujet des règlements d'ateliers	1
Demande de diminution des amendes	1
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de directeurs	4
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de directeurs	6
Demande de renvoi des femmes	1

(Le total de ces nombres ne correspond pas à celui des conflits, un certain nombre d'entre eux ayant eu à la fois plusieurs causes différentes.)

Des 35 grèves qui se sont produites en février, 23 sont terminées; elles ont duré :

1, 13 jours; 1, 12 jours; 1, 11 jours; 1, 10 jours; 1, 8 jours; 2, 7 jours; 1, 6 jours; 2, 4 jours; 4, 3 jours; 2, 2 jours, et 7, 1 jour ou moins d'une journée,

Si l'on y ajoute deux grèves commencées en février et qui ont pris fin en mars, après avoir duré 8 et 10 jours, on constate que les résultats obtenus se répartissent en :

4 réussites;
11 transactions;
10 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes.	9 (1)	19	1
9 février.	.....	Paris.	Seine.	Plaqueurs pour sellerie, ache- veurs coquilleurs.	1	5	2
13 février.	.....	Cholet.	Maine-et-Loire.	Tisseurs de coton.	2 (2)	240	3
22 février.	.....	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs de tapis.	1	28	4
24 février.	4 mars.	Saint-Ouen.	Seine.	Carrossiers.	1	35	5
26 février.	8 mars.	Marseille.	Bouches-du-Rhône	Ecéteuses (manufacture de tabac).	1	460 (3)	6
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} mars.	9 mars.	Les Sables-d'Ole.	Vendée.	Coltineurs de charbons	2	200	1
3 mars.	15 mars.	Les Sables-d'Ole.	Vendée.	Maçons	10	100	2
5 mars.	9 mars.	Saint-Etienne.	Loire.	Mineurs.	1	215	3
5 mars.	11 mars.	Aubagne	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers boulangers.	1	20	4
8 mars.	15 mars.	Tourcoing.	Nord.	Doubleuses.	1	43	5
8 mars.	18 mars.	Tulle.	Corrèze.	Polisseurs sur métaux.	1	7	6
8 mars.	29 mars.	Fongères.	Ille-et-Vilaine.	Plâtriers.	6	25	7
8 mars.	.....	Lyon.	Rhône.	Taillleurs de pierre.	1	6	8
9 mars.	10 mars.	Rouen.	Seine-Inférieure.	Tisseurs de coton.	1	300	9
10 mars.	23 mars.	Amiens.	Somme.	Fondeurs en cuivre.	1	16	10
12 mars.	.....	Tours.	Indre-et-Loire.	Tisseurs de soie.	1	45	11
15 mars.	17 mars.	Romanèche	Ain.	Taillleurs de pierre.	1	164	12
15 mars.	18 mars.	Avrèmesail.	Seine-Inférieure.	Fileurs.	1	300	13
16 mars.	20 mars.	Clichy.	Seine.	Margeurs (Imprimeurs.).	1	48	14
16 mars.	.....	Cousolre	Nord.	Marbriers penduliers.	1	20	15
18 mars.	.....	Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	10	16
19 mars.	20 mars.	Le Havre	Seine-Inférieure.	Tricuses de café.	1	60	17
19 mars.	20 mars.	Denain.	Nord.	Manœuvres (métallurgie).	1	10	18
19 mars.	.....	Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	11	19
22 mars.	24 mars.	Le Havre.	Seine-Inférieure.	Tricuses de chiffons.	1	19	20
22 mars.	.....	Lyon	Rhône.	Ferblantiers.	1	7	21
22 mars.	.....	Aigues-Mortes	Gard.	Patrons boulangers.	.....	.....	22
23 mars.	.....	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers.	1	10	23
25 mars.	26 mars.	Houplines.	Nord.	Tisseurs.	1	300	24
25 mars.	26 mars.	Syam.	Jura.	Terrassiers.	.....	.....	25
25 mars.	26 mars.	Dunkerque.	Nord.	Déchargeurs de navires.	1	40	26
25 mars.	.....	Lille.	Nord.	Ebarbeurs (fondeurs).	1	15	27
26 mars.	29 mars.	Fuveau.	Bouches-du-Rhône.	Mineurs.	1	400	28
26 mars.	29 mars.	Montluçon.	Allier.	Verriers.	1	160	29
26 mars.	2 avril.	Mâcon.	Saône-et-Loire.	Fondeurs en cuivre.	1	24	30
28 mars.	.....	Vichy.	Allier.	Plâtriers.	.....	102	31
29 mars.	.....	Tourcoing.	Nord.	Tireurs de cordes (fabrique de tapis).	1	18	32
29 mars.	.....	Paris.	Seine.	Ornemanistes sur métaux.	1	12	33
31 mars.	3 avril.	Tourcoing.	Nord.	Tireurs de cordes (fabrique de tapis).	1	14	34
31 mars.	31 mars. (2 heures)	Nevers.	Nièvre.	Terrassiers.	1	43	35
31 mars.	.....	Aubervilliers.	Seine.	Fabrique de wagons.	1	390	36

(a) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPERE.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} MARS 1897 (A).			
1	Demande d'unification des tarifs.....		(1) 188 ouvriers ont pris part successivement à la grève dans 48 établissements. Au 1 ^{er} avril, il n'y avait plus que 19 grévistes dans 9 établissements; les ouvriers avaient reçu satisfaction dans les 39 autres.
2	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	.....	
3	Demande d'unification des tarifs.....	.....	
4	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	(2) Au début, la grève s'est étendue à 7 établissements et on a compté 430 grévistes. Le 1 ^{er} mars, 5 établissements se sont mis d'accord avec leurs ouvriers. Il ne reste donc plus depuis cette époque que 2 établissements en grève et 240 grévistes.
EN MARS 1897.			
1	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	(3) Les délégués au nombre de 40 ont été soutenus par leurs camarades qui ont chômé pendant un jour afin d'appuyer leur demande d'augmentation.
2	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
3	Demande de réintégration du gouverneur, de renvoi de l'ingénieur principal et de modification à la réglementation du travail.....	Transaction.	
4	Réduction de salaires.....	Échec.	
5	Réduction de salaires.....	Transaction.	
6	Demande de renvoi des femmes.....	Échec (4).	(4) 3 grévistes ont été remplacés.
7	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
9	Demande de diminution des amendes pour malfaçon.....	Transaction.	
10	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
11	Demande de réintégration d'un ouvrier et de renvoi d'un contremaître.....		(5) Le travail de ce dimanche était destiné à remplacer un jour de congé pris dans la semaine.
12	Retard dans le payement des salaires.....	Réussite.	
13	Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
14	Suppression de l'indemnité habituelle pour le travail d'un dimanche.....	Échec (5).	
15	Réduction de salaires.....	.....	
16	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	(6) Les grévistes ont été immédiatement remplacés.
17	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (6).	
18	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
21	Demande de renvoi d'un ouvrier.....		(7) Le personnel a été réduit et 90 grévistes ont été réglés.
22	Refus d'accepter la taxe municipale.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
24	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
25	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
27	Réduction de salaires.....	.....	
28	Demande d'augmentation de salaires et de réintégration de 5 ouvriers congédiés.....	Échec.	
29	Refus d'accepter un nouveau règlement d'atelier.....	Échec (7).	
30	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....		
32	Demande d'augmentation de salaires.....		
33	Réduction de salaires.....		
34	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
35	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
36	Demande d'augmentation de salaires et de suppression du marchandage.....		

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Trois applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de mars 1897.

1° Grève des tisseurs à Cholet (Maine-et-Loire). — Cette grève a commencé le 13 février. Elle s'est étendue à 7 établissements et 430 ouvriers y ont pris part. Elle avait été faite en vue d'arriver à l'unification des tarifs en usage parmi les fabricants de tissus de coton de Cholet.

Dès le 1^{er} mars, 5 établissements s'étaient mis d'accord avec leur ouvriers, qui reprirent le travail. 2 patrons ayant refusé d'adhérer au tarif accepté par leurs collègues, la grève a continué chez eux et, de ce fait, 240 ouvriers sont en chômage.

Le 11 mars, à la demande de ces 2 patrons dissidents, une réunion en conciliation a eu lieu, devant le juge de paix, entre eux et les délégués de leurs ouvriers, mais l'entente n'a pu s'établir.

La grève continue, les ouvriers en chômage sont soutenus par les syndicats de la région et, en outre, ceux de leurs camarades qui ont repris le travail abandonnent, chaque semaine, une partie de leurs salaires afin de leur venir en aide.

2° Grève des plâtriers de Fougères (Ille-et-Vilaine). — Les plâtriers de Fougères, au nombre de 25, occupés chez 6 patrons, se sont mis en grève le 8 mars. Ils réclamaient une augmentation de salaire de 50 centimes par jour, soit 4 francs l'hiver et 4 fr. 50 l'été.

À la demande des ouvriers, une réunion de conciliation eut lieu, le 14 mars, en présence du juge de paix.

Les patrons proposèrent, ainsi qu'ils l'avaient fait tout d'abord, d'accorder une augmentation, mais en payant à l'heure, à raison de 35 centimes au minimum, et non plus à la journée.

Les délégués ouvriers repoussèrent cette offre et l'accord ne put se faire.

La grève a duré jusqu'au 30 mars.

Dans l'intervalle, 6 ouvriers ont quitté Fougères, les autres ont repris le travail, c'est-à-dire avec le paiement à l'heure, mais à raison de 40 centimes.

3° Grève des tisseurs à Avremesnil (Seine-Inférieure). — Le 15 mars, 300 ouvriers sur 350, du tissage mécanique de coton Leroux Eude, à Avremesnil, se sont mis en grève. Ils réclamaient le renvoi du directeur, sous prétexte que celui-ci les traitait avec dureté et leur infligeait trop facilement des amendes.

Le 16, le juge de paix du canton de Bacqueville, intervenant d'office, réunit en conciliation, dans l'usine même, le patron, d'une part, et 5 délégués des ouvriers, d'autre part.

Ceux-ci, abandonnant immédiatement la demande de renvoi du directeur, se plaignirent de ce que le règlement fût muet sur la question de la discipline, de sorte que le directeur pouvait, à son gré, frapper les ouvriers d'amende. Ils citèrent certains cas dans lesquels ils n'avaient pu connaître les motifs d'amendes qui leur avaient été infligées et d'autres dans lesquels elles l'avaient été pour des faits insignifiants.

Ils demandèrent, en outre, une heure pour nettoyer leurs métiers, les trois quarts d'heure qui leur étaient accordés étant insuffisants; une réduction d'une demi-heure

sur la journée de travail des femmes qui font 11 heures et demie et une augmentation sur les *tissus oreillers*.

M. Leroux déclara ne pouvoir accorder cette augmentation, ni accepter la journée de 11 heures. Il consentait à ce que la durée du temps du travail fût de 11 heures et demie, sauf en cas d'accident dans l'établissement, parce qu'alors le temps perdu devait être rattrapé.

Enfin, il fut entendu qu'une heure serait donnée pour le nettoyage des métiers.

De plus, les ouvriers ont promis de soigner leur travail et, sur cet engagement, le patron a décidé de réduire les amendes.

Ces conditions ayant été acceptées par les délégués ouvriers, le travail a été repris le lendemain 17 mars.

La conciliation et l'arbitrage en 1896.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers a été, au cours de l'année 1896, constatée dans 104 différends, dont 6 avant que la grève n'ait été déclarée.

Le nombre des grèves de l'année ayant été de 476, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 21.86 p. 100. Cette proportion avait été de 20.74 p. 100 en 1895.

L'application de cette loi donne toujours lieu aux observations déjà faites pour les années précédentes. Au lieu de faire appel à la conciliation dès la naissance du différend, avant toute cessation du travail, on attend, dans la très grande majorité des cas, que la grève soit commencée avant de provoquer une réunion d'*explications* entre les parties.

Souvent, il est vrai, des négociations directes entre patrons et ouvriers ont eu lieu et sont restées sans résultat; ce ne peut pourtant pas être un motif suffisant pour ne pas recourir à une deuxième tentative de conciliation, devant le juge de paix cette fois; et si le désaccord persiste, si un arbitrage paraît impossible, il serait toujours temps de se résigner à la mesure extrême : la cessation du travail.

Il faut relever encore une fois la confusion qui règne dans les esprits entre les deux procédures instituées par la loi : la procédure de conciliation et la procédure relative à l'arbitrage. On semble croire généralement que la première est nécessairement suivie de la seconde en cas de désaccord; cela résulte tout au moins des termes employés souvent pour repousser la tentative de conciliation. A une demande de *conciliation*, on répond que le différend n'est pas susceptible d'*arbitrage*.

En admettant même qu'il y ait des différends dont la solution ne puisse être obtenue par voie d'arbitrage, il est incontestable que tous les différends quelconques peuvent être examinés dans un comité de conciliation et qu'un accord peut être obtenu à la suite d'une discussion contradictoire.

Si cet accord n'est pas réalisé, la loi du 27 décembre 1892 offre alors une procédure facile pour recourir à l'arbitrage, mais *elle ne l'impose pas*. C'est pour avoir méconnu ce simple détail que les rejets de la tentative de conciliation ont été plus nombreux en 1896 que pour les autres années.

L'initiative des recours à la loi a été prise 57 fois par les ouvriers, 4 fois par les patrons, 4 fois par les patrons et les ouvriers réunis, et le juge de paix est intervenu d'office dans 39 grèves.

Dans 7 cas, le travail a été repris sans qu'il ait été donné suite à la demande de conciliation. Les ouvriers ont abandonné leurs réclamations dans 4 cas, obtenu une transaction dans 2 cas et subi un échec dans le septième.

Pour les 97 autres différends, les demandes de conciliation ont été repoussées

44 fois, dont 41 fois par les patrons et 3 par les ouvriers. Dans l'un de ces derniers cas, concernant des femmes, celles-ci demandaient l'arbitrage directement, sans passer par le préliminaire de conciliation, craignant que les déléguées, choisies parmi elles (comme l'exige la loi) pour faire partie du comité de conciliation, ne fussent victimes de leur mission et renvoyées de l'atelier.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, les ouvriers ont renoncé 8 fois à leurs demandes; dans 1 cas ils n'avaient pas encore abandonné le travail.

La grève a été déclarée ou continuée dans 36 autres cas; elle s'est terminée par 5 réussites, 9 transactions et 22 échecs.

Il reste 53 différends pour le règlement desquels 53 comités de conciliation ont été constitués. Dans 2 grèves, le juge de paix a présidé aux pourparlers entre patrons et ouvriers sans qu'il y ait eu de comité formé d'après les dispositions de la loi; 2 grèves ont donné lieu à la formation de deux comités chacune : à Tarare, une grève de tisseurs ayant atteint 2 établissements, un comité a été constitué pour chaque établissement; à Annecy, dans une grève d'ouvriers en bâtiments, les aides maçons et plâtriers, contraints au chômage par la grève, ont obtenu la constitution d'un comité, à côté de celui des grévistes, pour modifier les conditions spéciales de leur travail.

21 grèves ont été terminées directement par les comités de conciliation.

Après l'échec de la tentative de conciliation, des propositions d'arbitrage ont été faites dans 22 comités. Elles ont été repoussées 19 fois : 12 fois par les patrons, 2 fois par les ouvriers et 5 fois par les patrons et les ouvriers. Le recours à l'arbitrage n'a donc été accepté que 3 fois; mais, dans 1 cas, il y a eu désaccord sur le choix des arbitres; dans le deuxième, les arbitres nommés n'ont pu s'entendre sur la désignation du tiers-arbitre et le procès-verbal a été transmis au président du tribunal civil qui n'a pas eu à faire la nomination dont le charge la loi, parce que les patrons ont, sur ces entrefaites, cédé aux réclamations des ouvriers tendant au renvoi d'un directeur. Une seule grève, celle des ouvriers en sièges, de Magnoncourt (Haute-Saône), a pris fin par un arbitrage.

Nous avons donc 22 grèves terminées par la conciliation ou l'arbitrage; leurs résultats se décomposent en 6 réussites, 15 transactions et 1 échec.

Les 31 grèves qui restent, et dans lesquelles les tentatives de conciliation et l'arbitrage ont échoué, se sont terminées par 5 réussites, 11 transactions et 15 échecs.

En résumé, si l'on ajoute aux 22 grèves terminées par les comités de conciliation et d'arbitrage les 7 grèves qui ont pris fin avant que la procédure de conciliation n'ait reçu sa complète exécution et celles, au nombre de 8, terminées par les ouvriers aussitôt que le rejet de la conciliation par les patrons a été connu, on trouve un total de 37 différends collectifs dont l'application de la loi a précipité la solution, consistant en 6 réussites, 17 transactions et 14 échecs.

Les 67 autres différends, dont 31 prolongés après le désaccord dans le comité de conciliation et 36 grèves déclarées ou continuées après que la proposition de conciliation a été repoussée, se sont terminés par 10 réussites, 20 transactions et 37 échecs.

Quant aux 6 recours à l'application de la loi, faits avant toute cessation du travail (5 par les ouvriers, 1 par les patrons), voici quelles en ont été les suites : Les patrons ont repoussé 3 fois la tentative de conciliation; dans un cas, les ouvriers ont renoncé à leurs demandes et il n'y a pas eu de grève; dans les deux autres, la grève a été déclarée et s'est terminée par une transaction et un échec. Un comité de conciliation a été constitué dans 2 autres cas et l'accord n'a pu s'y établir; la grève a été déclarée une fois; elle a été suivie d'échec; dans l'autre cas, celui des vanniers de la Thiérache, une intervention ministérielle a fait aboutir les réclamations des

ouvriers sans qu'il y ait eu grève. Enfin, dans le sixième cas, les ouvriers ont repoussé la discussion devant le juge de paix, offerte par leur patron; ils ont quitté le travail et la grève a pris fin par une transaction.

Les 104 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage se sont réparties :
1° Dans les professions suivantes :

Industries textiles, 37; travail des métaux, 16; industries du bâtiment, 15; mineurs, 9; cuirs et peaux, 5; porcelainiers, 3; chapeliers, 2; jardiniers, 2; et 1 pour les bouchers, les broisseurs, les bûcherons, les carriers, les fabricants de grès céramiques, les céramistes, les ébénistes, les ouvriers du gaz, les marbriers, les sablonniers, les sabotiers, les tourneurs sur bois, les typographes, les ouvriers en voitures et les vanniers;

2° Entre les départements suivants, au nombre de 43 :

Nord, 25; Finistère, 7; Aube et Ile-et-Vilaine, 5; Gard et Rhône, 4; Cher et Haute-Vienne, 3; Aisne, Doubs; Drôme, Indre-et-Loire, Isère, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Deux Sèvres, Tarn et Vosges, 2; Allier, Ardennes, Aude, Aveyron, Charente, Côte-d'Or, Creuse, Gironde, Indre, Loire, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Morbihan, Nièvre, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Sarthe, Haute-Savoie, Var et Vaucluse, 1.

Ajoutons qu'à côté des applications de la loi sur la conciliation, la fin de 18 grèves a été obtenue par l'intervention des préfets (6) et des maires (12); et 27 autres grèves ont été terminées à la suite de négociations conduites par les syndicats ouvriers, sans compter les différends réglés par eux sans interruption du travail. Pour ne citer qu'une profession, la Fédération des travailleurs du livre a réglé ainsi 19 différends collectifs dans les 16 villes suivantes : Beauvais, Bourg, Cannes, Charleville, Clermont-Ferrand, Lyon, Moulins, Nancy, Nantes, Oran, Paris, Rennes, Saint-Brieuc, Saint-Quentin, Sens et Toulouse.

ANGLETERRE.

Les principaux cas de conciliation et d'arbitrage signalés par la *Labour Gazette* dans le premier trimestre de 1897 sont les suivants :

1° Applications de la loi du 7 août 1896 sur la conciliation.

LES APPRENTIS DÉCHARGEURS DE NAVIRES DE LONDRES. — Une réunion, présidée le 11 janvier 1897 par sir Courtenay Boyle, au Ministère du commerce, entre les délégués des syndicats de patrons et d'ouvriers déchargeurs de navires de Londres, a mis fin à un différend dont le Ministère avait été saisi dès le mois de novembre 1895 par le comité parlementaire des trade-unions et relatif à la durée du travail des apprentis.

Une minutieuse enquête avait été faite au cours de l'année 1896 par le Ministère du commerce; une première réunion avait eu lieu entre les intéressés le 6 novembre; et enfin, le 11 janvier, une convention fut signée, aux termes de laquelle :

1° Aucun jeune homme de moins de 18 ans ne devra être employé au service des barques de déchargement le dimanche, ni plus de deux nuits par semaine, la nuit étant comptée de 8 heures du soir à 6 heures du matin; ces deux nuits ne devront pas être consécutives et un repos complet de dix heures devra suivre immédiatement chacune d'elles;

2° Ces dispositions ne seront pas applicables aux jeunes gens ayant deux années

d'exercice du métier, ni à ceux qui, déjà employés avant la date de la convention, demanderont au Ministère du commerce, dans un délai de trois mois, d'être exemptés de ces restrictions;

3° Tout différend relatif à l'interprétation ou à une violation de la convention pourra être soumis par l'un ou l'autre des syndicats à un arbitre désigné par le Ministère du commerce. Cet arbitre déterminera la part des frais de l'arbitrage incombant à chaque syndicat.

MINEURS DE PINXTON. — Le 14 janvier, 1.200 mineurs de Pinxton (Derbyshire) s'étaient mis en grève parce qu'ils n'avaient pu se mettre d'accord avec la Compagnie sur les conditions du travail à observer pour la réouverture d'un puits d'exploitation, sur la réinstallation des ouvriers anciennement occupés dans ce puits, sur les salaires des apprentis, sur la quantité de charbon à accorder aux mineurs, etc.

Le 19 janvier, la Compagnie demanda au Ministère du commerce d'intervenir, en vertu de la loi de 1896 sur la conciliation. Les négociations aboutirent à faire accepter aux délégués des deux parties de se réunir sous la présidence d'un délégué du Ministère.

Mais, avant le jour fixé pour la réunion, une entente eut lieu entre la Compagnie et les mineurs, et le travail fut repris le 27 janvier.

MÉCANICIENS DE MANCHESTER. — Des ouvriers mécaniciens, employés à la fabrication des machines à composer *linotype*, ayant vu rejeter leurs réclamations sur l'emploi d'un nombre exagéré d'apprentis, sur la catégorie d'ouvriers occupés au travail d'éboueurs, et sur d'autres points qui leur semblaient violer une convention acceptée en janvier 1895, ils donnèrent congé à la Compagnie qui les occupait.

Ils devaient cesser le travail le samedi 6 février, lorsque le 4 la Compagnie demanda l'intervention du Ministère du commerce en vue de prévenir la grève. Un délégué du Ministère se rendit à Manchester le 5 février et obtint des ouvriers que le délai-congé fût prorogé de huit jours. Une entrevue des directeurs de la Compagnie et des représentants des ouvriers fut décidée pour le mardi 9. Le délégué du Ministère devant se tenir à la disposition des parties dans le cas où elles désireraient sa présence.

Le différend fut réglé directement entre les ouvriers et les directeurs, et le travail ne fut pas interrompu.

TISSEURS DE LAINE DE GALASHIELS. — 27 tisseurs, ne voulant pas accepter de conduire deux métiers, s'étaient mis en grève le 29 janvier. Une tentative d'arbitrage ayant échoué, les patrons demandèrent l'application de la loi de 1896 sur la conciliation.

Un représentant du Ministère du commerce se rendit à Galashiels le 24 février, eut plusieurs entrevues avec les patrons et les délégués des grévistes et, au bout de deux jours, fit conclure un accord aux termes duquel les patrons renonçaient, jusqu'à la fin de 1897, à introduire le système du travail des deux métiers, tant pour ceux qui étaient déjà installés à l'usine que pour ceux qu'ils se proposaient de faire monter. En outre, tous les grévistes devaient être réintégrés.

La reprise générale du travail eut lieu le 1^{er} mars.

CORDONNIERS D'ÉDIMBOURG. — Le 4 mars, un délégué du Ministère du commerce présidait, à Édimbourg, une réunion de délégués de l'Association des maîtres cordonniers de cette ville, de la Société des ouvriers cordonniers et de la section locale de l'Union nationale des ouvriers en chaussures, réunion qui avait pour objet de régler un conflit qui durait depuis le 9 novembre 1896 entre ces trois sociétés.

A cette dernière date, 73 membres de la Société des ouvriers cordonniers d'Édi-

bourg avaient quitté leur patron, prétendant que certains travaux de réparations de cousu et de vissé, faits jusqu'alors à la main dans les magasins, ne devaient pas être envoyés à une fabrique où ils seraient exécutés à la machine par des ouvriers qui n'appartenaient pas à leur société, mais qui étaient adhérents à l'Union nationale des ouvriers en chaussures.

Le 27 novembre, deux autres patrons, se solidarisant avec leur collègue, avaient licencié ceux de leurs ouvriers, au nombre de 52, qui étaient membres de la Société des ouvriers cordonniers. L'Association patronale soutenait que les travaux en question devaient être faits à la machine dans la fabrique, et qu'il appartenait aux propriétaires de cette fabrique d'établir les conditions du travail d'un commun accord avec le syndicat dont leurs ouvriers faisaient partie.

Ce n'était donc pas tant un conflit entre patrons et ouvriers qu'une question de répartition de travail entre les membres de deux syndicats de professions similaires.

Le 5 février, l'Association des maîtres cordonniers s'adressa au Ministère du commerce qui envoya un délégué à Edimbourg le 15. A la suite de deux réunions présidées par lui le 16 et le 20 février, le lockout prononcé par deux patrons prit fin le 26, et le 4 mars les délégués des trois associations intéressées signèrent une convention qui mit fin au conflit et qui porte que :

1° Toutes les réparations seront faites, comme auparavant, aux magasins, sauf celles qui auront fait l'objet d'un accord entre la Société des ouvriers cordonniers et l'Union nationale des ouvriers en chaussures;

2° Un conseil de conciliation, composé de trois membres de l'Association patronale et de trois membres de la Société des ouvriers cordonniers, sera appelé à se prononcer sur les différends futurs, avant toute cessation de travail, grève ou lockout;

3° Tout différend, portant sur l'interprétation de la convention, sera soumis à la décision de M. Wilson Fox, du Ministère du commerce.

2° Conseils de conciliation de district.

TAILLEURS DE LONDRES. — Le 20 janvier, le Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres, informé qu'un conflit s'était élevé entre une maison de confection de manteaux et le syndicat des ouvriers tailleurs pour dames, invita les représentants des deux parties à se réunir, en sa présence, dans les locaux de la Chambre de commerce.

Une convention, réglant les conditions du travail jusqu'au 31 décembre 1897, y fut adoptée et contresignée par les trois membres du Conseil qui avaient servi de médiateurs.

COUPEURS-BISEauteurs DE GLACES DE BRISTOL. — Sur la demande de 5 ouvriers, membres du syndicat des coupeurs et biseauteurs de glaces, le Conseil de conciliation et d'arbitrage de Bristol s'est réuni le 1^{er} mars pour examiner un différend qui s'était élevé entre eux et leur patron qui voulait réduire le tarif des travaux aux pièces.

Une transaction, proposée par le Conseil, a été acceptée et le travail n'a pas été interrompu.

3° Conseils corporatifs de conciliation.

CONSEIL DE CONCILIATION DES MODELEURS DE LA CÔTE NORD-EST. — Ce Conseil a porté le salaire hebdomadaire des modeleurs de 44 fr. 35 à 45 fr. 60.

Cette augmentation a pris effet depuis le 28 décembre; elle s'applique à 600 ouvriers.

FILATEURS DE COTON DU DISTRICT DE BOLTON. — Les représentants de l'association des patrons filateurs de coton du district de Bolton et du syndicat ouvrier de la même industrie ont signé, le 28 janvier, la convention suivante :

Tout différend entre patrons et ouvriers, relatif aux salaires et aux conditions générales du travail, sera soumis aux secrétaires des deux associations, qui devront rendre leur décision dans les huit jours. En cas de désaccord sur la solution à donner, la Commission mixte sera appelée à se prononcer dans un délai de 15 jours après que les secrétaires auront donné leur avis.

CONSEIL DE CONCILIATION DE LA FONDERIE DE FER DE LA CÔTE NORD-EST. — Ce Conseil a accordé aux fondeurs, à partir du 1^{er} février, une augmentation de 5 p. o/o sur les travaux aux pièces, et de 1 fr. 25 par semaine pour les travaux à la journée, une nouvelle augmentation de 60 centimes par semaine a été accordée à ces derniers, à partir du 1^{er} avril.

Cette décision intéresse 2.000 ouvriers.

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de mars 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX

Bouches-du-Rhône [10 février 1897]. — Syndicat des dames poissonnières marseillaises (104 membres). Siège social : rue de la Loge, 15, à Marseille.

[12 février 1897]. — Syndicat des débitants de vin d'Aix (60 membres). Siège social : rue Aumône-Vieille, 56, à Marseille.

[19 février 1897]. — Syndicat des hôteliers, logeurs, restaurateurs d'Aix (26 membres). Siège social : rue Espariat, 63, à Aix.

[1^{er} mars 1897]. — Chambre syndicale des représentants d'hôtels (25 membres). Siège social : Bourse du travail de Marseille.

Gironde [25 février 1897]. — Association des hauts fourneaux et fonderies du Sud-Ouest (29 membres). Siège social : Bordeaux (domaine de Monadey).

Indre-et-Loire [25 février 1897]. — Association syndicale de l'alimentation (29 membres). Siège social : rue Bretonneau, 26, à Tours.

[25 février 1897]. — Association syndicale des commerçants en nouveautés (16 membres). Siège social : rue Bretonneau, 25, à Tours.

[25 février 1897]. — Association syndicale des commerçants en cuirs et chaussures (20 membres). Siège social : rue Bretonneau, 25, à Tours.

[25 février 1897]. Association syndicale des patrons en construction (26 membres). Siège social : rue Bretonneau, 35, à Tours.

Loire-Inférieure [1^{er} mars 1897]. — Syndicat des anciens courtiers de marchandises de Nantes (6 membres). Siège social : quai de la Fosse, 39, à Nantes.

Haute-Marne [23 janvier 1897]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Chaumont (13 membres). Siège social : rue de Boxeneuilles, 32, à Chaumont.

Haute-Savoie [10 février 1897]. — Syndicat de la tannerie des zones franches (15 membres). Siège social : Annemasse.

Seine [25 janvier 1897]. — «La Charcuterie française» (syndicat des charcutiers français) (22 membres). Siège social : rue Vauvilliers, 9, Paris.

[23 février 1897]. — Syndicat des armateurs du Nord (8 membres). Siège social : rue de l'Arcade, 16, Paris.

[3 mars 1897]. — Syndicat pour le développement de l'exportation des sucres français (10 membres). Siège social : Bourse du commerce de Paris.

[1^{er} mars 1897]. — Syndicat des assurés maritimes de France (7 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 12, à Paris.

[11 mars 1897]. — Syndicat des horticulteurs et marchands titulaires des halles et marchés de la région parisienne (150 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 2, à Paris.

Seine-Inférieure [6 mars 1897]. — Syndicat des négociants-commissionnaires en cuirs et peaux du Havre (13 membres). Siège social : Palais de la Bourse du Havre.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [20 janvier 1897]. — Syndicat de l'habillement (25 membres). Siège social : rue Méjanès, 11, à Aix.

Corrèze [15 février 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers de la ville de Brive (104 membres). Siège social : rue Blaise-Reynal, au Vieux Collège de Brive.

Eure-et-Loir [1^{er} février 1897]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en chaussonnerie et cordonnerie de Nogent-le-Rotrou (107 membres). Siège social : rue Saint-Anne, 1, à Nogent-le-Rotrou.

Haute-Garonne [4 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs de la ville de Toulouse (36 membres). Siège social : Bourse du travail de Toulouse.

[24 mars 1897]. — Syndicat des employés de commerce de Toulouse (13 membres). Siège social : Bourse de travail de Toulouse.

Gironde [12 novembre 1896]. — Association syndicale des employés des douanes en retraite de Bordeaux (10 membres). Siège social : rue des Argentiers, 17, à Bordeaux.

Isère [15 février 1897]. — Syndicat des musiciens réunis de la ville de Vienne. Siège social : rue des Clercs, 3, à Vienne.

Loir-et-Cher [25 octobre 1896]. — Syndicat typographique de Blois (25 membres). Siège social : Mairie de Blois.

Mayenne [8 Mars 1897]. — Syndicat des ouvriers en chaussures d'Ernée (85 membres).

Pas-de-Calais [9 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de navire réunis de Boulogne-sur-Mer (10 membres). Siège social : Bourse du travail de Boulogne-sur-Mer.

Seine [28 février 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en feuilles d'étain (45 membres). Siège social : rue Pastourelle, 35, à Paris.

[3 mars 1897]. — «L'Impartial», syndicat d'ouvriers peintres en bâtiments (9 membres). Siège social : rue Balagny, 42, à Paris.

[10 mars 1897]. — ~~Chambre~~ Chambre syndicale ouvrière de la bijouterie et des parties s'y rattachant (62 membres). Siège social : rue de Turenne, 53, à Paris.

Seine-Inférieure [22 janvier 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de la voiture et parties similaires de Rouen et ses environs (59 membres). Siège social : Bourse du travail de Rouen.

Yonne [14 février 1897]. — Syndicat des ouvriers du bois et autres industries similaires (29 membres). Siège social : États.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Aube [19 mai 1895]. — Syndicat agricole de la Lhuitrelle (241 membres). Siège social : à Trouan-le-Grand.

[31 décembre 1896]. — Syndicat agricole et viticole de Montigny (35 membres). Siège social : Montigny.

[20 février 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Bouilly-Souigny (82 membres). Siège social : Bouilly.

[28 février 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Phal (34 membres). Siège social : Saint-Phal.

Bouches-du-Rhône [4 février 1897]. — Syndicat des agriculteurs istréens. (25 membres). Siège social : Istres.

Côtes-du-Nord [4 mars 1897]. — Syndicat agricole de Ploubecyre (28 membres). Siège social : Bourg.

Creuse [15 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Saint-Vaury (43 membres). Siège social : Saint-Vaury.

Doubs [1^{er} décembre 1896]. — Syndicat agricole de Bethoncourt (36 membres). Siège social : Bethoncourt.

[6 décembre 1896]. — Syndicat agricole professionnel de la paroisse du Pissoux (commune de Lac-en-Villers) (25 membres). Siège social : le Pissoux.

[3 janvier 1897]. — Syndicat agricole de Grand-Charmont (35 membres). Siège social : Grand-Charmont.

[7 mars 1897]. — Syndicat du groupe cantonal d'Amancey (200 membres). Siège social : Amancey.

Indre [12 janvier 1897]. — Syndicat agricole économique d'Arpheuilles (12 membres). Siège social : Arpheuilles.

[21 février 1897]. — Syndicat des vignerons de Vendœuvres (144 membres). Siège social : Mairie de Vendœuvres.

[22 février 1897]. — Syndicat viticole de Bois-Saint-Denis [commune de Reuilly] (62 membres). Siège social : Bois-Saint-Denis.

Isère [15 février 1897]. — Syndicat des viticulteurs de Claix (31 membres). Siège social : Mairie de Claix.

Meurthe-et-Moselle [15 février 1897]. — Syndicat de l'industrie agricole (4 membres). Siège social : Avillers.

Nièvre [17 février 1897]. — Syndicat agricole et viticole économique de Pousseaux-Surgy (3 membres). Siège social : Pousseaux.

Haute-Savoie [20 février 1897]. — Syndicat des fromagers de la Haute-Savoie (42 membres). Siège social : rue Royale, 13, à Annecy.

Vaucluse [15 février 1897]. — Syndicat agricole de Blauvac-Villes (35 membres). Siège social : Hameau de Sainte-Estève (Commune de Blauvac).

a). UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Indre-et-Loire [26 février 1897]. — Office des travailleurs (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Bretonneau, 25, à Tours.

b). UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [10 décembre 1896]. — Fédération des syndicats ouvriers de Vichy (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : avenue des Célestins, 99, à Vichy.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Février 1897.

Nombre des versements.....	265.598	
Représentant une somme de.....		31.947.729 ¹
Nombre des remboursements.....	99.630	
Représentant une somme de.....		24.043.357
Rentes achetées à 347 déposants, pour un capital de...		395.275
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		7.509.097
Nombre de comptes existant {		
au 28 février 1897....		2.754.070
au 28 février 1896....		2.550.163
Augmentation.....		203.807

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de Mars 1897.

Dépôts de fonds.....	15.199.238 ^f
Retraits de fonds.....	17.908.290
Excédent des retraits.....	2.709.052
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	1.969.048 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Février 1897.

Nombre des versements.....	35.048
représentant une somme de.....	1.249.558 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	966.731
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	753.792
Nouvelles rentes inscrites.....	464.016
au nom de.....	8.395 parties.
Montant total des rentes en cours.....	33.551.032
réparties entre.....	218.255 titres.

Opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1895.

CHIFFRES DÉFINITIFS (1).

En 1895, il y avait en activité 544 caisses d'épargne, avec 1.144 succursales et bureaux auxiliaires; en outre, 370 perceptions ont servi de bureaux intermédiaires.

L'ensemble de ces établissements a reçu 3.443.597 versements représentant une somme globale de 836.595.252 francs. La moyenne par versement a été de 244 fr. L'année précédente, elle était de 251 francs.

Le nombre des remboursements a été de 2.603.054, représentant une somme de 830.749.430 francs. La moyenne, par remboursement, a été de 319 francs. L'année précédente, elle était de 316 francs.

Voici, d'ailleurs, le montant annuel des versements et des remboursements ainsi que les moyennes par tête, pendant les quatre dernières années :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	MOYENNE par tête.	REMBOURSEMENTS.	MOYENNE par tête.
	francs.	francs.	francs.	francs.
1892.....	879.862.096	251	806.777.245	315
1893.....	784.810.899	247	963.948.520	356
1894.....	860.853.666	251	809.559.366	316
1895.....	839.595.252	244	830.749.430	319

(1) D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (J. O., 18 mars 1897).

D'autre part, 24.103.843 francs ont été employés à l'acquisition de 734.926 fr. de rente pour le compte des déposants. Le prix d'acquisition représente un taux d'intérêt égal à 3.05 p. o/o.

Au 31 décembre 1895, le solde dû aux déposants s'élevait à. 3.395.460.185^f
 Au 31 décembre 1894, le solde s'élevait à..... 3.286.521.928

Il a donc augmenté, pendant l'année, de.... 108.938.257

STATISTIQUE DES LIVRETS.

Au 31 décembre 1895, il existait 6.498.556 livrets en circulation. Au 31 décembre 1894, il y en avait 6.328.947. Le nombre des livrets en circulation a, par suite, augmenté de 169.509.

La moyenne du solde par livret se montait à 522 fr. 50, supérieure de 3 fr. 22 à la moyenne correspondante de 1894, qui était de 519 fr. 28.

Le tableau ci-dessous fait connaître la répartition des livrets d'après leur importance :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE des livrets.	NOMBRE de livrets.	PROPORTION p. o/o dans le total des livrets.	MONTANT. francs.	PROPORTION p. o/o dans le montant total des livrets.
De 20 francs et au-dessous ...	1.979.261	30,46	17.901.161	0,53
De 21 à 100 francs....	1.089.954	16,72	56.588.353	1,67
De 101 à 200 —	527.857	8,12	76.556.593	2,25
De 201 à 500 —	732.614	11,27	242.827.082	7,15
De 501 à 1.000 —	673.772	10,37	479.066.914	14,11
De 1.001 à 1.500 —	498.331	7,67	607.700.179	17,90
De 1.501 à 2.000 —	407.241	6,27	693.795.170	20,43
De 2.000 francs et au-dessus, passible de réduction dans le délai de 3 mois.....	585.211	9,00	1.202.398.116	35,41
De 2.000 francs et au-dessus, exempts de réduction par la loi.....	4.315	0,07	18.621.617	0,55
TOTAUX.....	6.498.556	100,00	3.395.460.185	100,00

Ces proportions sont sensiblement les mêmes que celles de l'année précédente. Les livrets nouveaux, délivrés en 1895, sont au nombre de 499.336. En 1894, il avait été délivré 482.873 livrets.

Le chiffre de 1895 surpasse de 16.463 celui de l'année précédente.

D'après la profession et le sexe des déposants, les 499.336 livrets nouveaux se répartissent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR PROFESSION.		RAPPORT du nombre de livrets à la population profession- nelle correspon- dante, indiquée par le recensement de 1891.
	NOMBRE	P. o/o	NOMBRE	P. o/o	NOMBRE	P. o/o	
	de	du	de	du	de	du	
	livrets.	total.	livrets.	total.	livrets.	total.	
							p. o/o.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux ..	30.202	12,27	21.263	8,43	51.465	10,31	0,93
Journaliers et ouvriers agricoles.	32.034	13,02	20.699	8,21	52.733	10,56	1,82
Ouvriers d'industrie.....	40.158	16,32	33.886	13,44	74.044	14,83	2,08
Domestiques.....	16.010	6,51	34.414	13,65	50.424	10,10	3,23
Militaires et marins.....	5.210	2,12	1.421	0,56	6.631	1,33	1,19
Employés.....	17.125	6,96	5.567	2,21	22.692	4,54	2,53
Professions libérales.....	5.769	2,34	3.266	1,30	9.035	1,81	2,16
Propriétaires, rentiers, sans profession.....	21.081	8,57	56.891	22,57	77.972	15,61	8,14
Mineurs sans profession.....	78.482	31,89	74.686	29,63	153.168	30,67	—
TOTAL par sexe.....	246.071	100,00	252.093	100,00	498.164	99,76	(1) 1,30
Sociétés et associations.....	.....	.....	.....	.....	1.172	0,24	—
TOTAL GÉNÉRAL.....	.....	.....	.....	.....	499.336	100,00	—

(1) Rapport du nombre total de livrets nouveaux à la population totale : 38.343.000 habitants.

Le nombre des livrets concédés à des femmes dépasse légèrement celui des livrets concédés à des hommes. La proportion des premiers est de 50,6 p. o/o du total. La part du sexe féminin est le plus forte dans le groupe des domestiques (68,2 p. o/o du total), dans celui des personnes sans profession (73 p. o/o du total) et dans celui des mineurs sans profession (48,7 p. o/o du total).

Opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1896.

CHIFFRES PROVISOIRES (1).

Au 31 décembre 1895, il existait 540 caisses en activité avec 1.144 succursales ou bureaux auxiliaires et 370 percepteurs dont elles avaient utilisé le concours. En 1896, une caisse nouvelle a été autorisée et environ 8 succursales fondées, ce qui porte à 545 le nombre des caisses et à 1.152 celui des succursales. Par contre, le nombre des percepteurs participant aux opérations des caisses d'épargne n'aurait pas dépassé 365.

Les versements se sont élevés à 697.469.751 francs, soit 142.125.500 francs de moins qu'en 1895, et les remboursements à 796.203.064 francs, soit 17.813.376 fr. de moins qu'en 1895.

L'excédent des remboursements sur les versements est de 98.733.313 francs.

(1) J. O., 7 février 1897.

Au 31 décembre 1896, le solde dû aux déposants se montait à 3.370.789.959^f
 Au 31 décembre 1895, le solde se montait à 3.395.460.185

Il a, par suite, diminué dans l'année, de 24.670.226

On comptait, au 31 décembre 1896, 6.626.650 livrets en circulation.

Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1895, était de 6.498.556.

Le nombre des livrets s'est ainsi accru de 128.094, soit de 1,97 p. 0/0, au cours de l'exercice 1896.

LES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES ET LES FAILLITES EN 1894.

Les renseignements suivants sont extraits du rapport qui vient d'être présenté au Président de la République sur l'administration de la justice civile et commerciale en 1894.

FRANCE.

L'accroissement, déjà signalé dans notre précédent rapport, du nombre des litiges commerciaux s'est accentué en 1894; c'est l'indice d'une reprise de notre activité commerciale. De 204.419 en 1893, le nombre des procès soumis aux juges consulaires s'est élevé dans la dernière année à 213.885. En 1891, il était de 193.400.

Les liquidations judiciaires et les faillites à régler sont en légère progression : 17.722 au lieu de 16.881 en 1893. L'importance numérique des liquidations judiciaires va en augmentant pendant que diminue celle des faillites :

ANNÉES.	LIQUIDATIONS judiciaires.	FAILLITES.
1890.....	3.942	14.004
1891.....	4.509	12.894
1892.....	4.693	12.541
1883.....	4.508	12.373
1894.....	4.978	12.794

Sur les 2.287 liquidations judiciaires et les 6.049 faillites non terminées le 31 décembre, 1.399 et 3.060 étaient ouvertes depuis moins d'une année.

Le nombre total des liquidations ou des faillites dont le passif était supérieur à 100.000 francs, après avoir diminué régulièrement, de 1890 à 1893, de 668 à 536, s'est relevé en 1894 à 641. L'actif total des liquidations et des faillites prises dans leur ensemble était, en 1893, de 158 millions; il s'élève, en 1894, à 298. Pour le passif, nous passons de 445 à 547 millions. Le rapport de l'actif au passif, 54 p. 0/0, est le plus fort qui ait été atteint depuis longtemps. Sur les 1.796 liquidations judiciaires terminées, 1.503 ont donné un dividende de moins de 50 p. 0/0; sur les 2.656 faillites terminées, 2.205, 104 liquidations et 95 faillites ont donné un dividende de 100 p. 0/0.

ALGÉRIE.

En Algérie, 144 liquidations judiciaires sur 240 et 373 faillites sur 797 ont été conduites à leur terme. L'actif des premières était de 1.938.826 francs, et celui des

secondes de 1.528.971 francs. Le passif des premières était de 3.823.486 francs, celui des secondes de 5.848.112 francs.

LES SOCIÉTÉS DE LOGEMENT À BON MARCHÉ EN FRANCE.

Dans le tableau statistique qui a été publié sous ce titre par le *Bulletin* de mars 1897, une erreur de correction a dénaturé les totaux placés au bas des pages 166 et 167; ces totaux doivent être rétablis comme il suit.

Locations avec promesse de vente	{ maisons vendues	nombre.....	477.
		valeur totale.....	2.082.071 fr.
	{ maisons en cours de vente.....	nombre.....	329.
		valeur totale.....	1.677.918 fr.
Capital versé.	{ actions		9.432.302 fr.
	{ obligations.....		1.476.270 fr.
(1)			
Propriété immobilière : valeur totale des immeubles et terrains à bâtir.			11.159.039 fr.
Réserves totales (légal et facultative).....			523.802 fr.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

[D'après les renseignements extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels* publié par la Direction du travail et de l'industrie au Ministère du commerce et de l'industrie.]

Au 1^{er} juillet 1896, le nombre total des syndicats légalement constitués était de 5.419, soit 273 de plus qu'au 1^{er} juillet 1895. Ces syndicats comprenaient 1.018.479 membres, soit 33.280 de plus qu'au 1^{er} juillet précédent.

On comptait au 1^{er} juillet 1896 :

1.731 syndicats patronaux avec.....	141.877 membres.
2.243 syndicats ouvriers avec.....	422.777
170 syndicats mixtes avec.....	30.333
1.275 syndicats agricoles avec.....	423.492

et au 1^{er} juillet 1895 :

1.622 syndicats patronaux avec.....	131.031 membres.
2.163 syndicats ouvriers avec.....	419.781
173 syndicats mixtes avec.....	31.126
1.188 syndicats agricoles.....	403.261

(1) Trois erreurs avaient été en outre commises dans cette colonne du tableau. Il y a lieu de lire : Compagnie immobilière de Lille, 438.000 au lieu de 430.000; Société des habitations ouvrières de Passy-Auteuil, 482.950 au lieu de 823; et Société belfortaine des habitations à bon marché, 321.993 au lieu de 321.933. Le nouveau total de 11.159.039 francs tient compte de ces changements.

Les départements dans lesquels existent le plus grand nombre de syndicats patronaux d'industrie sont : Seine, 406 ; Bouches-du-Rhône, 82 ; Gironde, 75 ; Nord, 74 ; Rhône, 70 ; Seine-Inférieure, 56 ; Seine-et-Oise, 39 ; Loire, 37 ; Isère, 36 ; Loire-Inférieure, 36 ; Haute-Garonne, 35 ; Loiret, 33.

Pour les syndicats ouvriers d'industrie, ce sont :

Seine, 401 ; Rhône, 124 ; Bouches-du-Rhône, 116 ; Nord, 94 ; Gironde, 93 ; Loire, 82 ; Loire-Inférieure, 70 ; Haute-Garonne, 65 ; Hérault, 62 ; Maine-et-Loire, 61 ; Isère, 54 ; Haute-Vienne, 38 ; Ardennes, 37 ; Cher, 35 ; Allier, 33 ; Côte-d'Or, 30.

Les départements dans lesquels se trouve le plus grand nombre de syndiqués appartenant aux diverses catégories de syndicats sont :

SYNDICATS PATRONAUX.		SYNDICATS OUVRIERS.		SYNDICATS MIXTES.		SYNDICATS AGRICOLIS.	
Seine.....	70.412	Seine.....	200.443	Seine.....	11.559	Sarthe.....	18.912
Nord.....	8.600	Pas-de-Calais..	34.000	Nord.....	4.498	Charente-Infér..	16.033
Gironde.....	7.416	Nord.....	21.214	Rhône.....	3.161	Vienne.....	15.022
Bouches-du-		Bouches-du-Rh..	17.250	Ile-et-Vilaine...	1.350	Seine.....	14.671
Rhône.....	5.838	Rhône.....	14.499	Mayenne.....	1.160	Rhône.....	11.394
Rhône.....	5.327	Loire.....	12.023	Loire-Inférieure..	835	Maine-et-Loire..	11.182
Seine-et-Oise..	2.957	Gironde.....	10.029	Pas-de-Calais....	792	Aude.....	11.009
Loire.....	2.156	Loire-Inférieure.	6.182	Charente.....	702	Indre-et-Loire...	10.770
Haute-Garonne..	2.059	Isère.....	5.776	Finistère.....	650	Ain.....	10.538
Loire-Inférieure.	1.810	Ardennes.....	5.209	Maine-et-Loire...	648	Charente.....	9.671
Isère.....	1.646	Tarn.....	5.113	Haute-Vienne....	559	Marne.....	9.658
Loiret.....	1.113	Haute-Vienne..	4.759			Côte-d'Or.....	9.482
Hérault.....	1.100	Haute-Garonne.	4.530			Loiret.....	9.288
Marne.....	1.080	Maine-et-Loire.	4.413			Loir-et-Cher....	9.159
Côte-d'Or.....	1.051	Seine-Infér....	4.243				

Unions de syndicats. — En 1884, on ne comptait que 20 unions de syndicats professionnels. Au 1^{er} juillet 1896, on en comptait 156.

Voici la classification de ces unions au 1^{er} juillet 1896 et au 1^{er} juillet 1895 :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES D'UNION.	NOMBRES.					
	en 1896,			en 1895,		
	d'unions.	de syndicats groupés par les unions.	de membres appartenant aux syndicats unis.	d'unions.	de syndicats groupés par les unions.	de membres appartenant aux syndicats unis.
Unions de syndicats patronaux...	43	730	84.677	38	672	80.261
Unions de syndicats ouvriers....	86	1.243	336.491	79	1.191	334.824
Unions de syndicats mixtes.....	8	34	2.807	9	35	2.518
Unions de syndicats agricoles....	19	873	590.121	17	821	565.318
Unions mixtes de syndicats (1) ..	„	„	„	„	„	„
TOTAUX.....	156	2.880	1.014.096	143	2.719	982.921

Institutions et créations diverses de syndicats. — Le nombre des institutions créées par les syndicats a continué à se développer et est passé de 2.817 en 1895 à 2.823 en 1896.

(1) Réunissant des syndicats patronaux et ouvriers.

TABLEAU DES INSTITUTIONS ET CRÉATIONS DIVERSES DES SYNDICATS PROFESSIONNELS
EXISTANT EN FRANCE AU 1^{er} JUILLET 1896.

NATURE DES INSTITUTIONS OU CRÉATIONS.	NATURE DES SYNDICATS FONDATEURS				UNIONS DE SYNDICATS				TOTAL
	syndicats industriels et commerciaux.			Syndicats agricoles.	industriels et commerciaux.			Agricultes.	des CRÉATIONS.
	Petro- naux.	Ouvriers	Mixtes.		Petro- naux.	Ouvriers	Mixtes.		
Secours de route (viaticum).....	"	102	1	"	"	"	"	"	103
Sociétés ou caisses de secours mutuels.....	64	289	46	27	"	4	1	"	411
Caisses de prévoyance ou d'épargne.....	8	43	1	1	"	2	"	"	56
Caisses de chômage. — Caisses dites de résis- tance ou de grève.....	1	103	2	"	"	2	"	"	108
Sociétés ou caisses de crédit ou de prêt mutuel.	1	8	8	23	"	"	"	"	40
Caisses de retraites de la vieillesse.....	8	30	3	"	"	1	"	"	42
Caisses de bienfaisance.....	14	"	2	"	"	1	"	"	17
Assurances mutuelles contre les accid. du travail.	13	6	"	1	1	"	"	"	21
Sociétés ou caisses d'assurances mutuelles contre la mortalité des étalons et des bestiaux....	3	"	"	17	"	"	"	"	20
Soc. ou caisses d'assur. mut. contre l'incendie...	4	"	"	1	"	"	"	"	5
Idem contre la grêle.....	"	"	"	2	"	"	"	"	2
Sociétés coopératives de consommation ou d'ap- provisionnement. — Economats.....	6	42	8	9	"	1	1	2	69
Sociétés coopératives de production.....	"	21	1	5	"	1	"	"	28
Écoles professionnelles.....	16	6	1	"	"	"	"	"	23
Cours professionnels et conférences. — Cours de greffage, de taille.....	36	120	10	77	1	5	"	3	252
Concours professionnels et d'apprentissage. — Examens professionnels.....	15	1	4	18	"	"	"	1	39
Patronages d'apprentis et cours d'apprentissage.	5	1	1	"	"	"	"	"	7
Orphelinats.....	1	1	"	1	"	"	"	"	3
Musées commerciaux ou industriels et collec- tions d'échantillons.....	3	"	1	"	"	"	"	"	4
Expositions syndicales.....	2	1	2	2	"	"	"	"	7
Ateliers syndicaux.....	1	4	1	"	"	"	"	"	6
Bibliothèques.....	74	399	11	47	3	11	2	2	549
Bureaux ou offices de placement.....	98	299	23	11	1	9	"	"	441
Offices de renseignements commerciaux et agric.	8	4	"	7	"	"	"	"	19
Laboratoires d'analyses et d'expertises.....	18	"	2	10	"	"	"	1	31
Services de contentieux.....	20	3	2	4	"	"	"	1	30
Conseils d'arbitrage, etc.....	11	4	5	3	"	"	"	"	23
Services médicaux, cliniques, etc.....	7	4	2	3	"	1	"	"	17
Champs, jardins, vignes d'expériences.....	2	"	1	79	"	"	"	1	83
Pépinières diverses (vignes améric. et autres).	"	"	"	41	"	"	"	"	41
Garderie des propriétés.....	"	"	"	1	"	"	"	"	1
Public. div. (bulletins, journaux, annuaires).	125	41	11	101	3	6	1	11	299
Marchés aux vins, aux amandes, etc.....	1	"	"	2	"	"	"	"	3
Sociétés d'assistance manuelle.....	"	"	"	2	"	"	"	"	2
Sociétés coopératives d'achats de matières pre- mières et autres.....	2	"	"	"	"	"	1	"	2
Office pour la vente des vins.....	"	"	"	3	"	"	"	"	3
Bureau technique pour la vérification et la surveillance des installations électriques....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Entrepôts pour la saison des poissons.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Secours en nature, dons d'effets aux enfants..	1	1	"	1	"	"	"	"	3
Dépôts divers : Parfumerie, éch. de canettes..	2	"	"	"	"	"	"	"	2
Herborisations.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Contrôle et surv. de marchandises entreposées.	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Étuve à désinfection.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Société de protection des enfants.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Société d'encouragement. Caisse de récompenses.	2	"	"	"	"	"	"	"	2
Comité consultatif.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Service de prêts d'outils et d'instr. agricoles..	"	"	"	1	"	"	"	"	1
Maison pour les jeunes filles sans famille....	"	1	"	"	"	"	"	"	1
Secrétariat du peuple.....	"	"	"	"	"	"	1	"	1
TOTAUX.....	579	1,534	149	500	9	44	6	22	2.823

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

AU 1^{er} JANVIER 1897.

On compte, au 1^{er} avril 1897, 188 associations ouvrières de production en dehors des industries agricoles. Le tableau ci-dessous en donne la répartition par professions.

On n'a pas compris dans ce tableau six sociétés qui étaient portées sur la liste publiée par le *Bulletin* de juin 1896. Les unes sont, en réalité, des sociétés de consommation; quant aux autres, ce sont des sociétés anonymes à capital variable, auxquelles on ne peut reconnaître le caractère de sociétés coopératives de production et qui ont été confondues à tort avec celles-ci. Pour éviter toute ambiguïté, nous remplaçons ce dernier titre par celui de « Associations ouvrières de production ».

En pratiquant les mêmes déductions dans le tableau publié l'année dernière, le nombre des sociétés aurait été de 185. L'augmentation d'une année à l'autre a donc été de 3 sociétés.

RÉPARTITION, PAR INDUSTRIE, DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION À LA FIN D'AVRIL 1897.

PROFESSIONS.	SOCIÉTÉS		PROFESSIONS.	SOCIÉTÉS	
	exis- tantes.	en for- mation.		exis- tantes.	en for- mation.
Bûcherons.....	1	„	Tisseurs.....	5	„
<i>Industries extractives.</i>			Imprimeurs sur étoffes.....	2	„
Mineurs.....	3	„	<i>Vêtement.</i>		
Carriers.....	3	„	Tailleurs.....	3	1
<i>Alimentation.</i>			Couturières.....	1	„
Boulangers.....	2	„	Chapeliers.....	1	„
Restaurants et cafés.....	„	1	Gantiers.....	„	1
<i>Papeterie et industries du livre.</i>			<i>Gros ouvrages en bois.</i>		
Papetiers.....	1	„	Charpentiers.....	3	1
Sacs en papiers.....	2	„	Menuisiers.....	8	„
Cartonnages.....	1	„	Menuisiers-ébénistes.....	1	„
Typographes.....	6	1	Mouleuriers-découpeurs.....	1	„
Lithographes.....	1	„	Parqueteurs.....	1	„
Photographes.....	1	„	Replanisseurs de parquets...	1	„
<i>Cuir et peaux.</i>			Carrossiers.....	2	„
Cordonniers.....	7	„	Tonneliers.....	4	„
Ouvriers et ouvrières en chaussures.....	2	„	Sabotiers.....	1	„
Fourniture d'équipement et chaussures militaires.....	2	„	<i>Ébénisterie et divers.</i>		
Selliers.....	4	„	Ébénistes.....	7	„
Tanneurs-corroyeurs.....	1	„	Tapissiers.....	1	„
<i>Textiles.</i>			Ouvriers en pianos.....	1	„
Ouvriers de l'industrie coton- nière.....	1	„	Tourneurs sur bois.....	1	„
Ouvriers de l'industrie dra- pière.....	1	„	Malletiers.....	2	„
			Ouvriers en cadres.....	1	„
			Doreurs sur bois.....	1	„
			Formiers.....	1	„
			Brossiers.....	1	„
			Balaitiers.....	1	„

PROFESSIONS.	SOCIÉTÉS	
	exis- tantes.	en for- mation.
Vanniers.....	1	„
Tabletters en nacre.....	2	„
Tourneurs sur bois.....	1	„
<i>Travail des métaux</i>		
Fondeurs.....	2	„
Serruriers.....	4	„
Fondeurs de cuivre.....	1	„
Ferblantiers.....	1	„
Fabricants de boîtes à con- serves.....	1	„
Lanterniers en voitures.....	1	„
Appareils d'éclairage.....	1	„
Couteliers.....	1	„
Armuriers.....	1	„
Tôliers-fumistes.....	1	„
Bijoutiers en doré.....	1	„
Horlogers.....	2	„
Lunetiers.....	1	„
Instruments de musique.....	1	„
Instruments de précision.....	1	„
<i>Diamantaires.....</i>	5	„
<i>Construction</i>		
Taillieurs de pierre.....	1	„
Taillieurs de pierre, carriers, voituriers.....	1	„
Taillieurs de pierre, carriers, maçons.....	1	„
Taillieurs de pierre et ma- çons.....	2	„

PROFESSIONS.	SOCIÉTÉS	
	exis- tantes.	en for- mation.
Maçons.....	4	1
Casseurs de pierres.....	2	„
Piqueurs de grès.....	2	„
Granitiers.....	2	„
Paveurs.....	3	„
Paveurs et cimentiers.....	1	„
Terrassiers.....	2	„
Carreleurs-marbriers.....	1	„
Plâtriers-plafonneurs.....	1	„
Plâtriers.....	„	1
Peintres.....	10	„
Peintres et plâtriers.....	2	„
Peintres-vitriers.....	1	„
Couvreurs.....	1	„
Couvreurs et plafonneurs.....	1	„
Couvreurs, plombiers, zin- goureux.....	3	„
Sculpteurs-mouleurs.....	2	1
<i>Verrerie.</i>		
Verriers.....	2	„
Taillieurs de glaces.....	1	„
Ouvriers en vitraux.....	1	„
<i>Divers</i>		
Cochers.....	17	„
Déchargeurs de navires.....	3	„
Coiffeurs.....	1	„
Frotteurs-encaustiqueurs.....	1	„
TOTAL.....	188	8

TABLEAU, PAR DÉPARTEMENT, DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

Ain.....	1	„
Aisne.....	1	„
Ardennes.....	„	1
Ariège.....	1	„
Aube.....	1	„
Bouches-du-Rhône.....	2	„
Charente-Inférieure.....	2	„
Cher.....	1	„
Côte-d'Or.....	1	„
Doubs.....	1	„
Finistère.....	3	„
Haute-Garonne.....	2	„
Gironde.....	9	2
Ille-et-Vilaine.....	3	„
Indre-et-Loire.....	1	„
Isère.....	4	1
Jura.....	3	„
Loir-et-Cher.....	1	„
Loire.....	6	„

Lot-et-Garonne.....	3	„
Maine-et-Loire.....	1	„
Nord.....	1	„
Oise.....	1	„
Rhône.....	18	„
Saône-et-Loire.....	1	„
Seine.....	98	4
Seine-Inférieure.....	3	„
Seine-et-Oise.....	1	„
Deux-Sèvres.....	1	„
Somme.....	1	„
Tarn.....	4	„
Vienne.....	2	„
Haute-Vienne.....	9	„
Yonne.....	1	„
TOTAL.....	188	8

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS EN 1895.

[Suite et fin.] (1)

EXTRAITS DU RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CHAPITRE VII. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Les règles spéciales relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs protégés sont inscrites dans les articles 12 à 14 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi que dans le décret du 13 mai 1893. Ces règlements ont été généralisés depuis par la loi du 12 juin 1893 et le règlement d'administration publique du 10 mars 1894. Mais l'application de la loi de 1893 ne rentre pas dans le cadre de ce rapport.

.....

En ce qui touche l'article 14 de la loi de 1892, qui indique les mesures à prendre en vue d'assurer l'hygiène et la sécurité des personnes protégées (ventilation, éclairage, protection des roues, courroies et engrenages, clôtures des puits et ouvertures), la question s'est posée de savoir si cette partie de la loi du 2 novembre 1892 n'avait pas été abrogée par celle du 12 juin 1893.

.....

Or, si les lois de 1892 et de 1893 ont des points de contact, elles sont, néanmoins, absolument indépendantes l'une de l'autre. C'est dans ce sens qu'il a été statué par la Cour de cassation, dans un arrêt du 28 mars 1896.

Ajoutons que c'est bien, en effet, dans ce sens que paraît devoir se fixer la jurisprudence de la Cour de cassation, car, par un second arrêt, en date du 12 juin 1896, fortement motivé, elle a décidé que ni la loi de 1892, ni le décret-règlement du 13 mai 1893, rendu en vue de son exécution, n'ont été abrogés par la loi de 1893 et par le décret du 10 mars 1894.

Le nombre des procès-verbaux que l'inspection a dû dresser, en 1895, tant pour contraventions aux règles d'hygiène et de sécurité prescrites par la loi de 1892 que pour infraction à la loi de 1893 et au décret du 10 mars 1894, s'est élevé à 804.

Il avait été de 398, en 1894. Il y a une augmentation de procès-verbaux qui dénote l'activité avec laquelle l'action de l'inspection s'est exercée.

(1) Voir *Bulletin* de décembre 1896, p. 746 et *Bulletin* de mars 1897, p. 179.

Les infractions relatives à la loi de 1892 se répartissent comme suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contraventions.
Travaux dangereux.....	1
Visite de machines pendant la marche.....	47
Machines non protégées (art. 14 de la loi de 1892).....	336
Machines à pédales.....	2
Emploi d'enfants aux scies.....	4
Lames tranchantes.....	3
Emploi d'enfants sur des échafaudages volants.....	1
Surcharges.....	49
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	1
Travaux contraires aux bonnes mœurs.....	1
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans.....	4
Conditions imposées pour certains travaux.....	5
Emploi des femmes, filles et enfants dans les établissements insalubres.....	1

Bonnes mœurs. — L'inspection n'a eu à intervenir qu'à de très rares intervalles, pour assurer l'exécution de l'article 16 de la loi de 1892, qui porte que les chefs d'industries doivent veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers. Il a été relevé en tout dix-sept contraventions. Dans un moulinage de soie, l'inspecteur a dû exiger le renvoi d'un contremaître. Deux procès-verbaux donnant lieu à des poursuites ont été dressés dans une manufacture de lacets.

Un seul procès-verbal a été dressé pour contravention à l'article 13 du décret du 13 mai 1893, qui interdit d'employer des enfants, des filles mineures ou des femmes à des ouvrages de nature à blesser leur moralité.

CHAPITRE VIII. — ACCIDENTS.

Aux termes de l'article 15, tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers doit être l'objet d'une déclaration faite au maire de la commune par le chef de l'entreprise. Avis de l'accident doit être immédiatement donné par le maire à l'inspecteur du travail.

De sérieux progrès ont été réalisés, en 1895, dans l'application de cette disposition. Le nombre des déclarations d'accidents, qui avait été de 3.655, en 1893, et de 14.954, en 1894, a atteint, en 1895, le chiffre de 20.390, soit une augmentation de plus de 36 p. 0/0 sur le dernier exercice. D'après ces déclarations, le nombre des personnes atteintes par lesdits accidents, qui avait été de 15.083 en 1894, s'est élevé à 20.504 en 1895. Cette augmentation ne s'est pas produite uniformément dans toutes les régions. Quelques inspecteurs font remarquer qu'il ne faudrait pas conclure de l'augmentation des déclarations que le nombre des accidents s'est accru depuis un an. Tout tend à démontrer, au contraire, que les accidents industriels diminuent, dans une certaine mesure, grâce aux dispositions préventives adoptées à l'instigation de l'inspection. C'est seulement la déclaration qui est faite plus régulièrement par les industriels qui se conforment à la loi.

CHAPITRE IX. — ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — Le contrôle des établissements de bienfaisance ne rencontre pas, en général, de difficultés. Celles qui se sont produites ne constituent que de rares exceptions. Les inspecteurs constatent chez les intéressés un grand empressement à se mettre en règle avec la loi. Une simple observation du service suffit, le cas échéant, à provoquer la régularisation de la situation. Les infractions les plus fréquentes sont celles qui résultent du défaut d'affichage du tableau indiquant les conditions du travail et l'emploi de la journée; et de l'envoi irrégulier de l'état du personnel.

C'est seulement dans quelques colonies pénitenciaires que le service de l'inspection a été tenu en échec.

D'après les renseignements donnés par les inspecteurs, il y aurait, en France, 1.496 établissements de bienfaisance; le tableau ci-après indique les départements où ils sont les plus nombreux.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE d'établissements de bienfaisance.
Seine.....	122
Seine-et-Oise.....	49
Meurthe-et-Moselle.....	42
Nord.....	84
Côtes-du-Nord.....	33
Finistère.....	31
Ile-et-Vilaine.....	27
Loire-Inférieure.....	33
Gironde.....	50
Tarn.....	27
Bouches-du-Rhône.....	34
Rhône.....	45

Sur ces 1.487 établissements, 1.105 ont été visités par les inspecteurs, en 1895. Ils y ont rencontré 1.053 garçons et 13.174 filles au-dessous de 13 ans, sur lesquels 78 garçons et 524 filles étaient munis du certificat d'études primaires; 1.201 garçons et 13.271 filles de 13 à 16 ans; 656 garçons et 8.033 filles de 16 à 18 ans; 6.863 filles mineures et 5.593 filles majeures et femmes, soit ensemble 49.844 personnes.

Mines et carrières. — Les mines et carrières dont la surveillance est confiée aux corps des mines font l'objet d'un compte rendu spécial annexé au présent rapport.

CHAPITRE X. — INSPECTION.

En 1894, le nombre des visites avait été de 128.800, dont 1.631 visites de nuit. En 1895, le nombre des visites a été de 133.734 dont 2.369 visites de nuit, soit une augmentation totale de près de 5.000 visites. Cette augmentation pourrait être beaucoup plus sensible, si les inspecteurs n'avaient pour devoir de se consacrer tout particulièrement à la visite des usines et manufactures qui comptent un grand nombre de travailleurs. Le temps qu'ils passeraient à contrôler de petits ateliers, qui souvent ne comptent qu'un ouvrier, serait employé au détriment des intérêts des grandes agglomérations ouvrières qui ont particulièrement droit à leur sollicitude.

CHAPITRE XII. — PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés par les inspecteurs, qui avaient été, en 1894, pour l'ensemble des lois réglementant le travail, de 704, s'est élevé, pour 1895, à 1.332. Soit une augmentation de 87 p. o/o. Ces chiffres démontrent avec quelle fermeté le service de l'inspection a rempli son devoir, quand ses avertissements et ses conseils n'avaient pas été entendus. Ces mesures répressives étaient nécessaires pour vaincre des résistances qui, si elles n'avaient pas été réprimées, auraient enlevé aux inspecteurs l'autorité dont ils ont besoin.

Voici les industries dans lesquelles les procès-verbaux ont été les plus nombreux :

INDUSTRIES.	NOMBRE des procès-verbaux.
Entrepreneurs de bâtiments.....	70
Entrepreneurs de maçonnerie.....	62
Filatures de coton.....	62
Imprimeries lithographiques.....	56
Modes, confection, couture.....	142
Serruriers, constructions mécaniques.....	103
Tissage et moulinage de la soie.....	45

Sur ces 1,332 procès-verbaux, 1,102 ont été suivis de condamnations; 18 ont abouti à un acquittement; 138 ont été classés par les parquets, et enfin 74 étaient encore en instance au 31 décembre 1895.

Le total des amendes prononcées, qui avaient été de 23.366 francs en 1894, a atteint, en 1895, le chiffre de 41.456 fr. 25, soit une augmentation de 77 p. o/o.

En résumé, il résulte de l'exposé qui précède que, malgré les difficultés d'application, des progrès incontestables ont été réalisés dans l'exécution de la loi du 2 novembre 1892.

Enfin, tout le monde est d'accord pour reconnaître que de très grandes améliorations ont été réalisées au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs dans les usines et les ateliers. Ces résultats permettent de bien augurer de l'avenir.

Lorsque le Parlement aura introduit dans la loi les modifications dont la pratique a révélé la nécessité, la nouvelle réglementation, acceptée de tous dans le monde du travail, entrera définitivement dans les habitudes du pays. Il est vivement à désirer que ces réformes reçoivent à brève échéance la sanction législative.

ANNEXE

*relative à l'application, pendant l'année 1895, de la loi du 2 novembre 1892,
dans les mines, minières et carrières.*

Statistique des établissements et de leur personnel. — La statistique de l'industrie extractive, au point de vue du nombre des établissements et du personnel qui y est occupé, peut se

résumer comme suit pour 1895, en arrondissant certains chiffres pour plus de simplicité :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	PERSONNEL			PROPORTION
		protégé.	adulte.	Total.	p. o/o.
Mines exploitées	426	22.315	127.950	150.264	14.8
Minières .. {	souterraines.....	4	8	12	"
	à ciel ouvert.....	34	683	701	"
Carrières .. {	continues	1.566	12.250	13.250	7.5
	temporaires.....	2.891	1.850	1.960	5.6
	continues	8.055	39.750	42.400	6.2
	à ciel ouvert. {	temporaires.....	21.297	41.900	43.550	3.7
TOTAL	34.226	27.832	224.391	252.138	11.5

On considère comme établissement toute exploitation qui se distingue des exploitations voisines, soit parce que les exploitants sont différents, soit parce que les travaux n'ont pas de lien entre eux.

Au point de vue de l'effectif du personnel protégé (enfants, filles mineures et femmes), le tableau précédent montre que, en laissant de côté les minières trop peu nombreuses pour qu'on puisse en déduire un résultat appréciable, la proportion du personnel protégé va en décroissant des mines aux carrières à ciel ouvert, et parmi les carrières, des exploitations souterraines aux exploitations à ciel ouvert.

En somme, au point de vue du personnel protégé, les mines présentent à peu près seules un sérieux intérêt.

Les différentes catégories de ce personnel s'y répartissent comme suit :

DÉSIGNATION.	AU FOND.	AU JOUR.	TOTAL.
Enfants de 12 à 13 ans. {			
Garçons	9	38	47
Filles.....	"	1	1
Enfants de 13 à 15 ans. {			
Garçons	4.914	3.873	8.787
Filles.....	"	1.116	1.116
Enfants de 16 à 18 ans. {			
Garçons	5.863	2.284	8.147
Filles.....	"	951	951
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	"	753	753
Femmes majeures.....	"	92.513	2.513
TOTAUX.....	10.786	11.529	22.315

Ainsi la proportion du personnel protégé, de 14,8 p. o/o de l'effectif, se partage en 7 p. o/o à l'intérieur et 7,8 p. o/o au jour.

Entre les diverses catégories, la proportion de 14,8 pour o/o se répartit comme suit :

DÉSIGNATION.	POUR CENT.
Enfants de 12 à 13 ans.....	0.03
Enfants de 13 à 15 ans.....	6.60
Enfants de 16 à 18 ans.....	6.07
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0.50
Femmes majeures.....	1.65
TOTAL.....	14,80

Durant l'année 1895, toutes les mines sans exception ont été visitées par les ingénieurs et contrôleurs; les mines importantes l'ont été plusieurs fois. Toutes les exploitations souterraines continues de minières ou carrières ont été également inspectées. Les grandes carrières continues à ciel ouvert l'ont été généralement toutes également. Quand aux carrières temporaires et surtout à celles d'entre elles exploitées à ciel ouvert, leur dissémination et l'éloignement de beaucoup d'entre elles ne permettent guère au service des mines de les visiter toutes que dans une période de trois ans. L'inconvénient n'est pas grand, étant donnée la nature de ces exploitations.

Ces visites sont faites le plus souvent tant pour la surveillance ordinaire des mines que pour l'exécution de la loi du 2 novembre 1892. Un certain nombre d'entre elles sont toutefois effectuées chaque année pour ce dernier objet.

Nous allons indiquer les résultats les plus saillants relevés dans ces visites et consignés dans les rapports des ingénieurs en suivant l'ordre de leurs observations.

Âge des enfants. — Embauchage. — On ne cite guère qu'une seule exploitation, celle des mines d'Aniche (Nord), qui embauche des enfants de douze à treize ans, dans les conditions de la loi du reste; elle le fait pour pouvoir lutter contre la concurrence des importantes verreries établies dans la localité. Ailleurs, l'emploi d'enfants au-dessous de treize ans est exceptionnel; leur nombre va s'atténuant chaque année.

Les enfants au-dessous de treize ans ont été trouvés généralement avec leurs deux certificats. 3 procès-verbaux ont toutefois été dressés pour absence de ces documents.

On a signalé dans les rapports précédents la tendance des mines du Centre et du Midi, depuis la promulgation de la loi du 2 novembre 1892, d'écarter du fond non seulement les enfants de moins de seize ans, mais même les jeunes ouvriers de seize à dix-huit ans. Il semble qu'en 1895 ces idées, loin de s'étendre, ont subi un recul.

Durée et conditions du travail. — On a peu d'observations nouvelles à ajouter à celles des rapports précédents.

Cependant, dans les mines de houille du Pas-de-Calais, sur les observations faites par l'administration supérieure, on a renoncé à appliquer simultanément dans la même fosse le régime exceptionnel de l'article 9, paragraphe 3, de la loi, et le régime normal du décret du 3 mai 1893.

Dans le Nord on a, d'autre part, insisté, comme répondant à une nécessité des exploitations, sur la possibilité de maintenir la continuité des services du jour, et ce, au moyen d'équipes alternantes, comme on doit le faire dans les usines à feu continu, auxquelles du reste les mines paraissent pouvoir être justement comparées.

Ailleurs, on a fait remarquer qu'avec les nouvelles méthodes de déhouillement rapide par remblaiement immédiat, auquel le souci de la sécurité a conduit, avec l'abréviation de la durée des postes vers laquelle on marche, il serait rationnel et équitable d'étendre à toutes les mines la possibilité d'appliquer le régime spécial que l'article 9, paragraphe 3, de la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 3 mai 1893 n'ont stipulé que pour des mines de houille à couches minces comme celles du Nord.

Il n'a été, en 1895, demandé aux ingénieurs aucune tolérance pour dérogation aux conditions du travail de nuit.

Livrets et registres. — Affichage. — On a encore relevé dans les petites exploitations des absences de livrets qui, presque invariablement, incombent aux maires. On doit espérer que la circulaire ministérielle du 1^{er} juin 1896 mettra fin à ces irrégularités.

Les affichages prescrits par la loi ont lieu régulièrement dans toutes les grandes exploitations, avec les tolérances que la nature du travail souterrain oblige d'admettre pour la précision des indications relatives aux heures des repos.

Dans toutes ces innombrables exploitations de carrières que nous signalions au début de cette note, on continue à ne pouvoir obtenir un affichage dont les conditions matérielles de ces exploitations ne laissent pas de rendre la réalisation singulièrement difficile en pratique. L'inconvénient ne paraît pas assez sérieux pour que l'on astreigne le service à procéder à des rigueurs qui ne conduirait à rien de véritablement utile.

Accidents. — On sait que le service des mines procède à une instruction immédiate et cir-

constanciée de tous les accidents survenus dans les mines, minières et carrières, qui ont entraîné la mort ou des blessures graves, ce qui, en matière de police des mines, correspond à une incapacité de travail de 20 à 30 jours. Pour les accidents de moindre importance, — qui sont près de sept à huit fois plus nombreux, — les déclarations ne parviennent au service des mines que d'une façon très incomplète et, partant, très erronée et sans utilité pratique. Cela tient à la situation tout à fait spéciale où se trouve l'industrie extractive par suite du conflit des textes réglant la question par application simultanée des lois du 2 novembre 1892 et 12 juin 1893, d'une part, et des lois et règlements sur la police des mines, d'autre part. Nous ne reviendrons pas sur cette question qui est suffisamment connue.

Contraventions. — En présence de la véritable bonne volonté qu'ils trouvent généralement chez les exploitants pour assurer l'application de la loi, les ingénieurs des mines ont rarement cru devoir constater par procès-verbaux les infractions qui ont pu être rencontrées.

Il n'a été dressé, en 1895, que quatre procès-verbaux, tous quatre relatifs à des carrières.

Observations générales. — En somme, la loi du 2 novembre 1892 peut être considérée comme régulièrement appliquée dans toute exploitation véritable de l'industrie extractive. Dans les mines du Nord de la France on s'est soumis aisément et sans gêne. Il n'en est peut-être pas de même dans le Centre et le Midi, dont les mines ont des conditions de gisement et, par suite, des organisations de travail très différentes.

Les modifications proposées par le Sénat et encore plus par la Commission du travail de la Chambre des députés, dans son dernier projet, seraient de nature à tenir compte de ces différences mieux que ne l'avait fait la loi du 2 novembre 1892.

LES ACCIDENTS INDUSTRIELS EN FRANCE EN 1895 ⁽¹⁾.

Comme suite aux renseignements qui précèdent, nous donnons ci-après trois tableaux statistiques relatifs aux accidents survenus dans l'industrie en France, non compris l'agriculture ni les mines.

(1) Extrait des *Rapports sur l'application pendant l'année 1895 des lois réglementant le travail* (Voir la bibliographie du *Bulletin* de janvier 1897).

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1895 D'APRÈS LEURS CAUSES MATÉRIELLES.

NOTA. — Les accidents déclarés en 1895 ne représentent qu'une partie des accidents survenus. Les chiffres qui figurent dans les tableaux suivants ne peuvent donc servir de base à une évaluation des risques. La Commission supérieure du travail a pensé néanmoins qu'il y avait intérêt à publier ces chiffres, afin de montrer combien il importe de veiller à ce que les déclarations soient effectuées partout régulièrement.

GROUPES D'INDUSTRIES.		MOTEURS.													TO-CAUSES DIVERSES. TAUX.	
NUMEROS.	DÉSIGNATION.	TRANSMISSIONS.	MA-CHINES, OUTILS, MÉTIERS, etc.	ASCEN-SEURS, grues, appareils de levage.	CHAU-DIÈRES, à vapeur, auto-claves, etc.	EXPLO-SIFS. (Poudre, dynamite, etc.)	MA-TIÈRES INCAN-DESCENTES, brûlantes, corro-sives.	ÉBOU-LEMENTS, CHUTES d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU-TENTION des FARDEAUX.	CON-DUITE des voitures, accidents causés par les animaux.	OUTILS À MAIN. (Mar-teaux, haches, scies, rabots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TAUX.		
I	Alimentation.....	13	37	111	26	10	14	106	133	237	207	46	38	98	1.076	
II	Bois (Industrie du).....	4	14	56	2	"	"	1	33	56	34	7	33	25	365	
III	Chemin de fer (Construction et réparation du matériel des).....	35	20	258	45	24	1	194	767	922	565	61	538	731	4.201	
IV	Chimiques (Industries).....	4	22	103	4	3	15	73	56	91	102	23	23	55	574	
V	Construction.....	3	7	62	19	1	18	21	515	995	257	69	125	174	2.266	
VI	Cuir et peaux.....	"	9	43	1	2	"	7	7	31	13	3	13	7	136	
VII	Eau, chauffage, éclairage.....	3	5	26	"	2	5	35	42	112	51	22	19	21	343	
VIII	Imprimerie.....	4	7	61	"	"	"	1	4	12	4	"	3	4	100	
IX	Industrie textile.....	19	112	1.025	28	20	2	75	123	287	111	30	55	161	2.048	
X	Machines-outils, instruments de précision, appareils.....	14	39	411	37	17	6	134	468	545	528	32	457	281	2.969	
XI	Métallurgiques (Usines).....	13	29	287	84	3	2	660	824	572	662	46	241	654	4.077	
XII	Métaux (Travail des).....	6	21	170	7	3	2	30	48	63	70	13	34	52	528	
XIII	Moulins.....	4	21	15	1	"	"	"	1	18	5	13	"	"	82	
XIV	Papiers, cartons.....	3	30	109	11	4	"	15	31	53	30	5	24	35	350	
XV	Pierres et terres (Industrie des)	6	24	58	8	1	1	19	96	128	151	70	37	51	650	
XVI	Vêtements et accessoires.....	4	1	15	1	1	"	2	2	5	2	"	3	1	37	
XVII	Industries diverses.....	2	6	39	47	1	"	9	106	148	122	34	22	52	588	
TOTALS.....		137	404	2.989	321	92	66	1.382	3.256	4.275	2.923	474	1.665	2.406	20.390 (a)	

(A) Nombre des déclarations d'accidents.

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES
DES CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1895.

(Voir la note du tableau précédent.)

GROUPES D'INDUSTRIES.															
NUMÉROS.	DÉSIGNATION.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE (sans les yeux).	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAUX.			
I	Alimentation.....	24	35	27	219	212	364	163	33	"	1	1.078			
II	Bois (Industrie du).....	16	15	8	75	153	60	37	1	"	"	365			
II*	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des).....	24	183	291	744	950	1.293	621	100	"	"	4.206			
IV	Chimiques (Industries)....	21	20	30	88	130	150	120	16	2	"	577			
V	Construction.....	169	177	40	300	225	576	702	112	1	5	2.307			
VI	Cuir et peaux.....	4	5	2	32	38	27	24	4	"	"	136			
VII	Eau, chauffage, éclairage..	9	17	8	63	55	98	85	10	"	1	346			
VIII	Imprimerie.....	2	1	2	27	38	23	7	"	"	"	100			
IX	Industrie textile.....	37	62	42	480	801	390	222	16	"	"	2.050			
X	Machines-outils, instruments de précision, appareils...	24	146	243	538	752	830	387	64	"	"	2.984			
XI	Métallurgiques (Usines)...	51	202	257	660	909	1.507	476	38	1	"	4.101			
XII	Métaux (Travail des).....	9	28	25	108	197	96	65	4	"	"	532			
XIII	Moulins.....	15	5	1	16	16	18	9	3	"	"	83			
XIV	Papiers, cartons.....	15	15	6	80	105	72	61	4	"	"	358			
XV	Pierres et terres (Industries des).....	24	23	22	135	129	166	150	3	"	"	652			
XVI	Vêtements et accessoires...	1	1	3	7	13	5	6	1	"	"	37			
XVII	Industries diverses.....	21	27	11	95	118	178	125	17	"	"	592			
TOTAUX.....		466	962	1.018	3.667	4.841	5.853	3.260	426	4	7	20.504 (A)			

- (A) Nombre des victimes.

(A) Nombre des victimes.

RÉPARTITION DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1895
SELON LEURS CONSÉQUENCES ET LEURS CAUSES MATÉRIELLES.

(Voir la note du tableau précédent.)

CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.											TOTAUX.
Nombres.	Désignation.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE sans les yeux.	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	
I	Moteurs.....	16	6	1	32	59	14	8	1	"	137
II	Transmissions.....	48	18	5	133	115	34	47	2	"	402
III	Machines-outils, métiers, etc.	27	75	70	715	1,786	201	107	19	"	3,000
IV	Ascenseurs, grues, appareils de levage.....	18	38	1	55	75	69	60	6	"	322
V	Chaudières à vapeur, auto- claves, etc.....	10	7	10	25	9	15	29	"	"	105
VI	Explosifs (poudre, dyna- mite, etc.).....	4	16	7	11	6	5	24	"	"	73
VII	Matières incandescentes, brû- lantes, corrosives.....	16	85	216	271	60	524	220	"	1	1,393
VIII	Éboulements, chutes d'ob- jets.....	59	204	58	337	452	1,778	368	36	"	3,292
IX	Chute (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un esca- lier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	192	259	18	618	133	1,386	1,526	149	"	4,288
X	Manutention des fardeaux..	14	69	20	502	875	826	452	100	"	2,927
XI	Conduite des voitures, acci- dents causés par les ani- maux.....	22	21	"	56	57	172	129	17	"	474
XII	Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.).....	1	83	240	450	605	222	74	2	"	1,677
XIII	Causes diverses.....	30	81	372	462	609	607	216	25	3	2,411
	TOTAUX.....	466	962	1,018	3,667	4,841	5,853	3,260	426	4	720,504 (A)

(A) Nombre des victimes.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en mars. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois de mars 55 déclarations de grèves. Les industries les plus éprouvées ont été celles du bois (principalement charpentiers, menuisiers, tonneliers) avec 16 grèves, de la cordonnerie avec 10 grèves, du bâtiment, 9 grèves, des métaux, 7 grèves. Dans 34 cas, la grève avait pour motif initial des questions de salaires ou de durée du travail, dans 3 cas des questions de personne. Dans trois cas, les patrons à la suite d'un commencement de grève avaient fermé tous les ateliers ; dans 2 cas, les ouvriers grévistes avaient été aussitôt remplacés.

L'agitation qui avait été signalée le mois dernier dans la cordonnerie s'est étendue à d'autres centres industriels ; dans 10 villes, l'agitation pour l'augmentation des salaires a amené des grèves ; à Berlin, notamment, la prolongation de la grève qui avait éclaté le 2 mars dans 2 fabriques a amené le *lock-out* des ouvriers qui travaillaient dans les autres usines (3,000 ouvriers) ; la grève a pris fin le 19 mars à la suite de comparutions devant le tribunal de conciliation.

Sur 19 grèves dont on a appris la fin en mars, 9 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 4 par une transaction, 5 par un échec ; dans 3 cas la demande en conciliation devant le juge, proposée par les ouvriers, avait été refusée par les patrons.

Grève de Hambourg (Suite) (1). — Le syndicat patronal des importateurs de charbon anglais ayant demandé aux ouvriers de ses docks qui avaient repris le travail de signer un contrat par lequel ils s'engageaient à vivre en paix avec les autres ouvriers qui n'avaient pas fait grève et à accepter le tarif du syndicat patronal ainsi qu'un délai-congé d'une quinzaine, une nouvelle agitation s'est produite parmi les ouvriers du port et les dockers, refusant de signer l'engagement demandé, ont fait grève sans attendre le résultat de l'enquête ouverte par le Sénat de Hambourg ; l'intervention postérieure de la Commission sénatoriale ne fut pas plus heureuse. En même temps, les charpentiers de navires se mettaient en grève (le 15 mars), à la suite du refus de leurs patrons d'augmenter leurs salaires et de réduire la journée de travail ; mais quelques jours plus tard, cette grève se terminait par l'acceptation des réclamations des ouvriers. Les autres syndicats ouvriers, conducteurs de bateaux-allèges, déchargeurs, etc. . . , avaient d'abord décidé, dans plusieurs réunions, de soutenir les demandes des dockers charbonniers, puis ils avaient reculé devant la grève générale ; enfin de nombreuses « jambes noires » (ouvriers qui se séparent des ouvriers syndiqués) ayant accepté les conditions des patrons, la grève des charbonniers (400 environ) s'est terminée par un échec pour ces derniers.

(1) Voir *Bulletin* de décembre 1896 et suivants.

BELGIQUE.

Revue du travail en mars (1). — Augmentations de salaire partielles dans beaucoup de *charbonnages*, les prix de vente ayant augmenté de 1 franc à 1 fr. 30 par tonne. Production généralement poussée au maximum; insuffisance de bras à cause du départ de beaucoup de houilleurs pour les *briqueteries*. Grande activité dans les *aciéries* et les *ateliers de construction*; ralentissement léger pour les *laminoirs* et *hauts fourneaux*. *Tissage du coton* en reprise à Gand, après quelques mois d'une forte crise. La *filature de coton* marche bien, mais remplace de plus en plus ses ouvriers par des femmes. 30 p. o/o de chômeurs dans le *tissage de la laine* et la *filature de laine cardée* (Verviers). Grande activité dans la *filature de laine peignée*. La *verrerie* est assez ferme, mais redoute une crise prochaine par la fermeture du marché d'Amérique. Les *industries du bâtiment* ont, en général, une très bonne reprise saisonnière.

Grèves (2). — 13 grèves nouvelles en mars, avec un millier de chômeurs, En outre 4 grèves déclarées en février avec 300 chômeurs se sont terminées en mars. Sur 13 grèves terminées au 12 mars: deux réussites, un succès partiel et 10 échecs. L'industrie charbonnière a été particulièrement éprouvée (5 grèves, toutes dans le bassin de Liège).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars (3). — Amélioration marquée sur le marché de travail pendant le mois de mars et chômage plus réduit parmi les unionistes qu'à aucune époque depuis 1890. Relèvement de salaires pour de nombreux ouvriers, la plupart sans grèves, surtout dans les mines et les métaux.

2,5 p. o/o de chômeurs dans 114 trade-unions groupant 453.963 membres, contre 3 p. o/o en février 1897 et 3,5 p. o/o en mars 1896.

En un jour de la deuxième semaine de mars, l'assistance publique a secouru 333.708 personnes, soit 214 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 219 en février 1897 et 221 en mars 1896.

5,14 journées de travail par semaine, en moyenne, dans des houillères employant 412.462 mineurs, contre 5,34 en février 1897 et 4,81 en mars 1896.

351 hauts fourneaux en marche à la fin de mars 1897, avec 22.283 ouvriers, contre 351 en février 1897 et 347 en mars 1896.

97 nouvelles grèves en mars, avec 29.782 chômeurs contre 77 et 24,231 en février 1897 (4), et 95 et 22.000 en mars 1896. — 38 grèves dans les métaux, 13 dans le bâtiment, 14 dans les mines, 11 dans les textiles, 9 dans le vêtement, 12 diverses. Sur 98 grèves terminées (anciennes et nouvelles) 32 succès, 28 transactions, 38 échecs.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de l'Office du travail (Belge).

(2) Premiers résultats, le tableau officiel n'étant pas achevé.

(3) Renseignements dus à l'obligeance du Labour Department.

(4) Chiffres rectifiés.

Les «Building societies» en 1895 (1). — Le *Bulletin* de 1895 (p. 53) a fourni des renseignements sur le mécanisme de ces sociétés coopératives d'épargne et de construction qu'on pourrait appeler aussi des associations de crédit foncier mutuel. Le tableau ci-dessous résume leurs opérations en 1895 et montre quelle importance ont dans l'épargne du Royaume-Uni ces 3.730 associations, qui comptent 637.635 déposants (emprunteurs ou non) avec 746.336.225 francs de recette annuelle et un avoir des déposants de 1.322.106.175 francs (2) gagé sur les hypothèques

DÉSIGNATION.		NOMBRE TOTAL de sociétés.	NOMBRE de sociétés ayant fourni des renseigne- ments.	NOMBRE de SOCIÉTAIRES		RECETTES TOTALES pendant le dernier exercice.	
				total.	moyen par société.	Total général.	Moyenne par société.
		1	2	3	4	5 fr.	6
Angleterre et pays de Galles. (Population : 30.394.000 habitants.)	Sociétés incorporées....	2.478	2.198	518.847	246	361.989.600	167.750
	Sociétés non incorporées..	990	230	73.191	336	361.436.250	1.688.950
Écosse. (Population : 4.155.500 habitants.)	Sociétés incorporées.....	169	136	34.764	258	10.446.025	77.950
	Sociétés non incorporées..	5	5	2.253	451	1.501.925	5.300.375
Irlande. (Population : 4.584.500 habitants.)	Sociétés incorporées....	88	56	8.580	286	10.962.425	195.750
	TOTAL.....	3.730	2.625	637.635	255	746.336.225	990.750

OBSERVATIONS SUR LES COLONNES A, B ET C :

Colonne A. Les sommes portées dans cette colonne représentent le total des sommes dues sur prêts hypothécaires dont le montant individuel dépasse 125,000 francs, non compris ceux de cette importance qui rentrent par ailleurs dans les catégories qui font l'objet des colonnes B et C.

Colonne B. Les sommes portées dans cette colonne représentent le total des sommes dues sur prêts hypothécaires de toute importance dont le gage est en la possession de la société depuis plus de 12 mois.

PAYS-BAS.

Le travail de nuit des boulangers (3). — Trois importantes sociétés coopératives de la Haye, les associations de Hoop, de Volharding et de Eigen Hulp ont entrepris d'étudier en commun la suppression du travail de nuit pour les ouvriers boulangers qu'elles occupent. Ces études ont abouti aux décisions suivantes :

(1) *First annual report by the chief registrar of friendly societies of the proceedings of the registrars under the building societies act.* Voir à la *Bibliographie* de mars. Voir aussi sur ces sociétés et sur l'Act de 1894, le *Bulletin* de janvier 1895 (p. 53).

(2) Col. 7 + col. 8.

(3) *Social Weekblad.*

fournies par une partie d'entre eux jusqu'à concurrence de 1.096.650.775 francs. En déduisant de ce total (col. 10) la somme des totaux des colonnes A, B et C, suivant les indications de la note portée au bas du tableau, on obtient un total d'hypothèques de 906.901.695 francs afférent à des prêts d'une valeur moindre que 125,000 francs, et n'ayant pas de retard supérieur à 12 mois dans leurs remboursements.

PASSIF.		BÉNÉ- FICES	ACTIF.		BILANS SOLDÉS	DÉTAIL D'UNE PARTIE de l'actif.		
PORTEURS de contrats d'épargne.	DÉPOSANTS et autres créditeurs.	non encore RÉPARTIS.	SOLDE débitéur du compte des prêts hypothécaires.	Autres PLACEMENTS et espèces en caisse.	en perte (où il y a lieu).	Grosses hypo- thèques.	Gages devenus la propriété des sociétés.	Prêts dont les rembourse- ments sont en retard.
7	8	9	10	11	12	A	B	C
715.537.825 125.902.200	255.316.550 180.582.000	53.850.575 20.430.325	919.247.350 135.997.475	95.678.900 191.822.925	9.787.700 94.125	32.293.925 133.450	61.972.125 6.494.400	7.550.600 1.218.025
20.307.800 2.461.100	3.219.175 899.675	" "	22.063.825 3.180.625	2.753.875 216.050	104.250 "	142.400 "	326.600 20.425	67.950 "
14.932.100	2.947.750	1.151.250	17.161.500	1.857.125	12.475	"	"	"
879.141.025	442.965.150	76.872.025	1.096.650.775	292.328.850	9.998.550	32.269.775	68.813.550	8.836.575

Colonne C. Les sommes portées dans cette colonne représentent le total des sommes dues sur prêts hypothécaires dont les remboursements sont en retard de plus de 12 mois (non compris ceux qui font l'objet de la colonne B).

Si l'on fait par lignes les totaux des trois colonnes A, B et C et qu'on les déduise des sommes portées dans la colonne 10 (Solde débiteur du compte des prêts hypothécaires), on obtiendra le solde dû sur prêts hypothécaires en cours, inférieurs à 125.000 francs, et sans retard supérieur à 12 mois dans leurs remboursements.

Supprimer le travail de nuit dans leurs boulangeries à partir du 1^{er} juin 1897;
Inviter les boulangers de Hollande à adopter la même mesure à la même époque, sinon plus tôt;

Leur offrir tous renseignements sur la manière de réaliser cette amélioration sans aucun dommage.

Opérations de la Caisse d'épargne postale en 1895. — La caisse d'épargne néerlandaise a reçu, en 1895, 790.842 versements, représentant une somme de 23.219.972 florins⁽¹⁾ et a effectué 309.512 remboursements représentant une somme de 17.727.430 florins.

Le nombre des livrets en circulation au 1^{er} janvier 1895 s'élevait à 448.581.

(1) La valeur nominale du florin hollandais est de 0 gr. 6048 d'or, soit 2 fr. 0832.

Pendant l'année, il a été délivré 76.497 livrets nouveaux et il en a été soldé 25.115. Il restait, par conséquent, au 31 décembre 1895, 499.963 livrets en circulation.

Le solde dû aux déposants se montait à 44.184.883 florins.

Voici, depuis la fondation de la caisse, le nombre de livrets et le montant du solde à la fin de chaque année :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS en circulation au 31 décembre.	SOLDE DÙ aux déposants au 31 décembre. florins.
1881.....	22.831	858.623
1885.....	112.308	6.368.017
1890.....	281.870	21.250.500
1891.....	319.106	24.013.724
1892.....	358.483	27.562.108
1893.....	401.046	32.247.119
1894.....	448.581	37.656.648
1895.....	499.963	44.184.883

Ces chiffres témoignent du rapide et considérable développement de l'institution. Le nombre des déposants par 1.000 habitants, qui était de 5,7 à la fin de l'année 1881 et de 69,1 à la fin de l'année 1891, s'élevait à 104,3 à la fin de 1895.

ITALIE.

Les grèves en 1895 (1). — On a compté, en 1895, 126 grèves dans l'industrie (2) avec 19,307 grévistes et 125,968 journées de travail perdues.

La durée moyenne du chômage d'un gréviste ressort ainsi à 6 j. 5. 61 grèves (48 p. o/o) ont duré moins de 3 jours, 44 (35 p. o/o), de 4 à 10 jours, 21 (17 p. o/o) ont duré plus de 10 jours. On compte 82 grèves dans les 7 mois de mars à septembre et 44 grèves dans les 5 autres.

Comme l'année précédente, la Lombardie, la Sicile, le Latium et le Piémont ont fourni les trois quarts des grèves de l'Italie, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous :

	NOMBRE	
	DE GRÈVES.	DE GRÉVISTES.
Lombardie.....	54	8.148
Sicile.....	16	3.577
Piémont.....	16	1.841
Latium.....	8	790
ENSEMBLE.....	94	14.356
Autres provinces.....	32	4.951
Toute l'Italie.....	126	19.307

(1) *Statistica degli scioperi* (1895), voir à la bibliographie; pour les années précédentes, de 1878 à 1894, voir *Bulletin* de 1895, page 250, et *Bulletin* de 1896, page 574.

(2) Non compris les grèves dans l'agriculture et les *lock-outs* patronaux.

Les industries les plus éprouvées ont été les suivantes :

	NOMBRE	
	DE GRÈVES.	DE GRÉVISTES.
Textiles.....	38	7.738
Bâtiment et terrassiers.....	21	4.173
Mines et solfatares.....	16	3.486
Typographie.....	9	354
Autres industries.....	42	3.556
ENSEMBLE.....	126	19.307

Les causes et les résultats de ces grèves peuvent se classer de la façon suivante :

LES GRÈVES ITALIENNES EN 1895. — CAUSES ET RÉSULTATS.

CAUSE OU OBJET des GRÈVES.	NOMBRE				RÉSULTATS.							
	de GRÈVES.	P. O/O du nombre total des grèves.	de GRÉVISTES.	P. O/O du nombre total des grévistes.	REUSITE complète.	P. O/O DU TOTAL par cause.	REUSITE partielle.	P. O/O DU TOTAL par cause.	ÉCHEC complet.	P. O/O DU TOTAL par cause.	TOTAUX par cause.	P. O/O.
Pour une augmentation de salaire.....	45	36	8.513	44	13	29	18	40	14	31	45	100,0
Pour une diminution de la journée de travail..	9	7	1.239	6	5	56	2	22	2	22	9	100,0
Contre une réduction de salaire.....	22	17	3.093	16	4	18	6	27	12	55	22	100,0
Contre une augmentation des heures de travail..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,0
Autres causes.....	50	40	6.462	34	19	38	13	26	18	36	50	100,0
ENSEMBLE.....	126	100,0	19,307	100,0	41	32	39	31	46	37	126	100,0

On voit que 67 grèves (45 + 22) soit 53 p. o/o, se rapportent à des questions de salaires; qu'il y en a 54 (45 + 9), soit 43 p. o/o, tendant à obtenir une amélioration des conditions principales du travail, et 22, soit 17 p. o/o, faites pour résister à une aggravation de ces conditions. Parmi les 50 causes diverses, on trouve 26 questions de discipline et 4 questions de solidarité avec des ouvriers renvoyés.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 10 mars 1897, sur les prêts aux sociétés de construction d'habitations à bon marché.

(Adressée aux directeurs des Caisses d'épargne ordinaires. *Journal officiel* du 14 mars 1897.)

[Aux termes de l'article 6 de la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché, « la Caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer, jusqu'à concurrence du cinquième, la réserve provenant de l'emploi des fonds des caisses d'épargne qu'elle a constituée, en obligations négociables » des « sociétés de construction de maisons à bon marché » et des « sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons ».

D'autre part, l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne autorise ces caisses en principe, et sous réserve des modifications statutaires qui pourraient être au préalable nécessaires, à « employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en acquisition ou construction d'habitations à bon marché » en prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations existant dans le département ou aux « sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction » et enfin « en obligations de ces sociétés ».

C'est surtout auprès des caisses d'épargne elles-mêmes que les sociétés de construction d'habitations à bon marché pourraient et devraient trouver l'appui financier qui leur est indispensable, surtout à leurs débuts.

Déjà de grandes caisses, celles de Paris, Lyon, Marseille, sont entrées dans cette voie. Les autres grandes caisses, les caisses moyennes elles-mêmes, dans la mesure variable de leurs ressources et des nécessités, tiendront à honneur de ne point se désintéresser d'une question qui, pour être résolue, appelle leur initiative et leur collaboration effective.

L'Administration est d'ailleurs disposée à étudier sans délai les modifications statutaires qui, en ce point particulier, pourraient être nécessaires à l'application de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 et à fournir toutes les indications utiles sur le régime des habitations à bon marché déterminé par la loi du 30 novembre 1894.]

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE FÉVRIER 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Enquête sur la situation du travail. — *Chambre.* — Séance du 5 mars. — Proposition de loi tendant à instituer dans chaque département une commission dite d'enquête, sur la situation du travail au point de vue du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, déposée par M. Charpentier et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 2321; *J. O.*, p. .) — Urgence demandée.

Rejet. — Séance du 19 mars. — Rapport sommaire déposé par M. Odilon-Barrot. (Doc. parl. n° 2355; *J. O.*, p. .)

Placement des employés et ouvriers. — *Chambre.* — Séance des 5, 12 et 19 mars. — Suite de la discussion sur : 1° la proposition de loi de M. Coutant et plusieurs de ses collègues, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions; 2° la proposition de loi de M. Mesureur, sur le placement gratuit des ouvriers ou employés des deux sexes; 3° la proposition de loi de M. Georges Berry, tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction.

Séance du 16 mars. — Projet de loi sur le placement des ouvriers et employés, déposé par M. le Ministre du commerce. (Doc. parl. n° 2345; *J. O.*, p. .)

Proposition de loi sur le placement des ouvriers et employés des deux sexes, déposée par M. Guillemin. (Doc. parl. n° 2347; *J. O.*, p. .) — Renvoyés à la Commission du travail.

Séance du 18 mars. — Rapport supplémentaire par M. Georges Berry. (Doc. parl. n° 2351; *J. O.*, p. .)

Séance du 24 mars. — Deuxième rapport supplémentaire par M. Georges Berry. (Doc. parl. n° 2364; J. O., p. .)

La suite de la discussion a été renvoyée à une date ultérieure.

Petite propriété rurale. — *Chambre.* — Séance du 11 mars 1897. — Proposition de loi tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale, présentée par M. Siegfried et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 2336; J. O., p. .)

Délégues mineurs. — *Chambre.* — Séance du 13 mars 1897. — Interpellation de MM. Basly et Lamendin sur la réduction du nombre des visites faites par les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs dans les mines du Pas-de-Calais : MM. Basly, Lamendin, Charpentier, le Ministre des travaux publics. — Adoption de l'ordre du jour suivant : La Chambre, confiante dans le Gouvernement pour faire respecter la loi sur les délégués mineurs et l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 sur les déclarations d'accidents, passe à l'ordre du jour.

Retraites ouvrières. — *Chambre.* — Séance du 15 mars 1897. — Proposition de loi portant obligation pour la Banque de France de gérer gratuitement, au compte de la nation, une banque nationale des retraites ouvrières alimentée par une taxe de un centime par heure sur quiconque paye le travail personnel d'autrui, présentée par M. Paschal Grousset. (Doc. parl. n° 2342; J. O., p. .) — Renvoyée à la commission de la Banque de France.

Protection de l'enfance. — *Chambre.* — Séance du 29 mars. — Rapport sur les diverses propositions de loi de MM. Henry Cochon, Julien Goujon, Odilon-Barrot et Georges Berry, tendant à la répression plus sévère des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants et, par suite, à la modification des articles 309, 310, 311, 331 à 335 et 349 à 353 du Code pénal, ainsi que des lois du 7 décembre 1874, relative aux enfants employés dans les professions ambulantes, et du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés, déposé par M. de Folleville. (Doc. parl. n° 2371; J. O., p. .)

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels. — Action en justice.

Les syndicats professionnels ont, aux termes de la loi du 21 mars 1884, art. 6, le droit d'ester en justice, à la double condition :

1° Que le syndicat ait été tout d'abord constitué en vue d'un intérêt général de la profession;

2° Que les actions exercées par ce syndicat aient elles-mêmes pour objet un intérêt général et collectif et non les intérêts particuliers des membres syndiqués. En dehors de cette limitation établie par le législateur, les pouvoirs des chambres syndicales peuvent encore être restreints par les statuts de chaque association.

En fait, le syndicat du commerce des vins du département de la Meuse a expressément limité son but à la représentation et à la défense des intérêts des marchands de vins en gros dans leurs rapports avec les chambres de commerce et les administrations publiques et particulières. Les paragraphes 6 et 7 du chapitre 2 desdits statuts investissent la chambre syndicale chargée de son administration des pouvoirs nécessaires pour agir en son nom dans tous les cas où ces intérêts sont engagés et pour les défendre, soit envers les tiers, soit auprès de toute autorité compétente, et même pour pouvoir, sur la demande d'un adhérent, représenter celui-ci devant toutes les juridictions, quand, après examen des droits qu'il invoque, elle juge qu'il y a lieu d'intervenir dans l'intérêt général;

Attendu que ces deux derniers paragraphes n'ont pu conférer à la chambre syndicale des droits plus étendus que ceux pour la représentation et la défense desquels le syndicat dont s'agit avait lui-même été créé;

En conséquence, il ne peut ester en justice, lorsque comme dans l'espèce le différend n'existe qu'avec de simples particuliers non syndiqués. Dans ce cas, le soin de se défendre est laissé à chacun des adhérents.

(Cour de Nancy, 4 janvier 1896. X..., contre syndicat du commerce des vins de la Meuse.)

— Sirey, 9^e cahier, 1896.

**Syndicats professionnels. — Coalition illicite de commerçants.
Dommages-intérêts.**

Les membres d'un syndicat de commerçants qui s'engagent entre eux, sous certaines pénalités, à vendre leurs marchandises à un tarif déterminé, et à ne pas vendre aux marchands qui ne feraient pas partie de leur syndicat, en même temps qu'ils font prendre aux principaux détenteurs de gros l'engagement de ne pas vendre non plus à ces dissidents, commettent le délit de coalition frauduleuse prévu et puni par les articles 419 et 420 du Code pénal.

Le commerçant qui est obligé, par l'effet direct de ces agissements délictueux, de prendre des voies détournées pour alimenter son commerce, à des prix plus élevés que ceux faits à ses concurrents, et plus élevés que ceux qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, a droit à la réparation du préjudice qui lui est causé.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats n'a pas abrogé les articles 419 et 420 du Code pénal, qui sont encore en vigueur, et l'exercice des droits qu'elle confère aux travailleurs ne peut avoir pour effet de légitimer la violation des prohibitions édictées par lesdits articles.

La loi du 21 mars 1884 a nettement et limitativement déterminé l'objet des syndicats qui ne peut être autre que l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; elle n'a nullement accordé à ces syndicats le droit de faire le commerce ni des actes de commerce.

La culpabilité des dix-huit prévenus étant établie, la Cour les condamne solidairement à 10.000 francs de dommages-intérêts envers la partie civile et aux dépens.

(*Cour d'appel de Lyon, 21 avril 1896. — X..., Y..., etc., et Z... marchands d'eaux minérales et fabricants de limonades à Lyon, C. Pernet, sur appel par les premiers d'un jugement du tribunal correctionnel qui les avait condamnés à 100 francs d'amende, aux dépens et à des dommages-intérêts à fixer par état.*)

Salaires et petits traitements. — Saisie-arrêt. — Procédure.

Si l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements, dispense des restrictions prévues par les articles 1 et 2 les saisies-arrêt faites pour dettes alimentaires, ces saisies-arrêt restent néanmoins obligatoirement soumises à la procédure spéciale édictée par le titre II de ladite loi.

(*Tribunal civil de la Seine, 22 mai 1896, Eutringer contre Eutringer.*)

Louages de services. — Règlement d'atelier.

Le contrat de louage de services entre patron et ouvrier est parfait, aux termes de l'article 1108 du Code civil, à partir du moment où l'ouvrier entre dans les ateliers et, à défaut de conditions spéciales dûment établies au moment de l'embauchage, il est réglé par les lois communes et les usages locaux.

On ne saurait opposer à l'ouvrier un règlement d'atelier, même affiché dans les locaux de travail, dont il n'a pu avoir connaissance que postérieurement à l'embauchage.

[Il s'agissait, dans l'espèce, d'un règlement d'atelier portant suppression du délai de congé de huitaine, contrairement aux usages de la ville de Reims.]

(*Conseil de prud'hommes de Reims, 20 janvier 1896, Blavier contre Margotte.*)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant :

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Dans son ensemble, la situation s'est un peu améliorée; cependant la reprise habituelle du printemps se fait plus lentement que l'an dernier. On attribue cette gêne à l'incertitude des nouveaux tarifs douaniers américains, à la difficulté des transactions sur les marchés de l'Orient et à la température encore peu favorable. Le travail a continué à augmenter dans les carrières, dans l'industrie de la chaussure, la ganterie, l'industrie du vêtement, la chapellerie de paille, la métallurgie, la construction mécanique, l'industrie du bâtiment; il a eu tendance à baisser dans la typographie, la préparation des cuirs et peaux, les tissages de laine, de soie pure, de linge de table, notamment les tissages à la main.

Parmi les 460 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 110.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 avril, la proportion des ouvriers en chômage a été de 6 p. o/o. 15 p. o/o des syndicats, groupant 8 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à même époque; 56 p. o/o des syndicats avec 73 p. o/o des adhérents considèrent qu'il est en même quantité et 29 p. o/o des chambres syndicales, comprenant 19 p. o/o des syndiqués, le tiennent pour moins abondant.

La journée de travail a été de nouveau augmentée dans les industries à travail périodique qui sont actuellement dans la pleine période de leur travail; on fait maintenant la journée normale.

Le prix de certaines denrées de première nécessité, notamment les légumes, les œufs, le beurre, a continué à baisser.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. FORÊTS. — Le travail se maintient actif chez les horticulteurs-jardiniers, qui comptent 2 p. o/o des leurs en chômage. Situation estimée généralement équivalente à celle de l'an dernier à même époque.

Les façons pour l'écorçage ont amené la reprise du travail chez les bûcherons

dans un certain nombre de forêts, comme tous les ans à même époque. L'ouvrage est estimé cependant moins abondant que l'an dernier à la Fermeté (Nièvre), Pauzoult (Indre-et-Loire); plus abondant à Balleray (Nièvre). On compte 17 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois d'avril, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	5,38	"	"	"	3	97
Loire.....	5,05	"	"	"	10	90
Gard et Hérault.....	5,90	"	"	"	23	77
Provence (lignites)....	4,50	"	11	72	17	"
Tarn et Aveyron.....	5,69	6	"	"	21	73
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,90	"	"	"	21	79
Bourgogne et Nivernais et Vosges méridionales...	5,86	"	"	"	57	43
ENSEMBLE pour la France.	5,93	"	"	1	10	89

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.81.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, la reprise du travail est complète, sauf à Saint-Chéron (Seine-et-Oise), Fontvielle (Bouches-du-Rhône), où les commandes sont estimées plus faibles que celles de l'an dernier. On fait la journée de 11 heures.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Situation stationnaire dans la fabrication des pâtes alimentaires, la minoterie, l'huilerie. La brasserie a tendance à l'amélioration. Chômage sans changement chez les boulangers et chez les cuisiniers-pâtisseries; chez ces derniers, la saison des stations hivernales est terminée; un certain nombre vont se placer dans les villes d'eaux. Ouvrage jugé généralement aussi abondant que l'an dernier, sauf chez les boulangers de Saint-Étienne et de Bordeaux et chez les pâtisseries-cuisiniers de Paris, où il est estimé plus abondant, et chez les meuniers de Rennes, où il est considéré comme plus faible.

PAPIERS. — L'industrie du papier a continué à travailler activement, mais les prix sont restés à des cours estimés peu rémunérateurs.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Un ralentissement du travail s'est produit chez les typographes, dans un certain nombre de villes; il a été attribué soit à des considérations locales, soit à la diminution des commandes de l'Enseignement pendant les vacances de Pâques. On compte dans l'ensemble 3 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués.

chez les typographes, dont 2 p. o/o à Paris et 5 p. o/o en province. 15 p. o/o des syndicats, comprenant 5 p. o/o des adhérents, estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à même époque; 71 p. o/o des chambres syndicales, avec 88 p. o/o des syndiqués, jugent qu'il est en même quantité, et 14 p. o/o des syndicats, avec 7 p. o/o des adhérents, le tiennent pour moins abondant. Il résulte de ces chiffres que, dans la majorité des cas, le travail paraît aussi actif que l'an dernier; il est estimé cependant plus abondant que l'an dernier chez les imprimeurs en taille-douce de Paris, les typographes de Valence, de Bordeaux, Châteauroux, Angers et Châteaudun; moins abondant chez les imprimeurs et les lithographes de Lyon, les typographes de Perpignan et Tarbes et les compositeurs d'Evreux.

CUIRS ET PEaux. — La préparation des cuirs et peaux a été généralement moins active que l'an dernier; la hausse de la matière première qui n'a pas été accompagnée d'une augmentation correspondante des produits fabriqués, l'absence de grands marchés de cuir ont amené un ralentissement dans les transactions et, par suite, une diminution du travail: dans l'ensemble, on constate cependant une amélioration par rapport au mois précédent. Dans la cordonnerie et dans la ganterie, la reprise du travail, déjà signalée, se maintient. On compte 8 p. o/o de chômeurs dans la tannerie, la mégisserie et la corroierie, autant dans l'industrie de la chaussure, 12 p. o/o dans la ganterie. L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les palissonneurs et mégissiers d'Annonay, les cordonniers de Saint-Michel (Aisne), de Tours; moins abondant chez les tanneurs de Millau, les ouvriers en chaussures de Liancourt (Oise), de Nice, Avignon, Montpellier, Toulouse, Ville-neuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) et Brest; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — L'industrie cotonnière travaille régulièrement malgré des prix de vente avec tendance à la baisse, dans les filatures et plus particulièrement dans les tissages. Situation stationnaire dans l'industrie lainière. Ralentissement du travail dans les tissages de toile à la main. Dans la soierie, le changement de mode a amené quelques chômages dans certaines parties du métier, principalement dans les tissages à la main de soie pure. Situation stationnaire dans la rubanerie. Les teinturiers-blanchisseurs sont généralement moins occupés que l'an dernier, ils ne font pas la semaine complète. L'industrie du vêtement est en pleine saison de travail; mais la température peu favorable retarde la remise d'un certain nombre de commandes.

La fabrication des chapeaux de paille est en pleine activité, celle des chapeaux de feutre est en morte-saison. Chômage sans changement dans l'ensemble, par rapport au mois dernier, chez les ouvriers des tissages à la main et des filatures et tissages mécaniques: 7 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie du vêtement. Ouvrage plus abondant que l'an dernier dans les tissages d'Avesnes et d'Houplines (Nord), chez les teinturiers de Suresnes, dans l'industrie du vêtement de Paris, Lyon, Carcassonne, chez les chapeliers de Sept-Fonds (Tarn-et-Garonne), chez les buandiers-blanchisseurs de Paris; moins abondant dans les tissages à la main de la Loire, du Rhône, de la Vendée et de Maine-et-Loire; dans les filatures et tissages mécaniques de Roubaix, Amiens, Thisy (Rhône), Vienne, Bolbec (Seine-Inférieure); chez les teinturiers de Régnv (Loire), Jallieu (Isère) (imprimeurs sur tissus), Bordeaux, chez les bonnetiers de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), chez les façonniers-passementiers de Paris, chez les tailleurs de Narbonne; pour le reste, pas de changement.

Bois. — L'amélioration continue chez les charpentiers, les menuisiers; mais le mauvais temps retarde l'arrivée des nouvelles commandes, plus que l'an dernier. On fait maintenant 66 heures en moyenne par semaine. Ralentissement du travail chez les sabotiers. Les carrossiers-charrons ont reçu quelques nouvelles commandes,

mais moins que l'an dernier. Chez les tonneliers, travail peu actif; on attribue ce manque de demandes aux difficultés de la vente des vins et alcools, tant à l'étranger que sur le marché intérieur. Chez les tabletiers-boutonniers, l'activité se maintient, elle est plutôt en diminution chez les brossiers.

Les menuisiers estiment que 10 p. o/o des leurs sont atteints par le chômage; à peu près autant chez les charpentiers et chez les ébénistes. La journée de travail atteint 10 heures et parfois 11 heures. L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier à même époque chez les charpentiers de Rennes, chez les menuisiers de Carcassonne, les tonneliers de Limoges; moins abondant chez les charpentiers de Boulogne-sur-Mer, de Grenoble, Marseille et Limoges; chez les menuisiers de Vincennes, Sens, Saint-Étienne, Nice, Mazamet (Tarn), Tarbes et le Mans; chez les tonneliers de Montpellier, Perpignan et Cognac; chez les peintres-carrossiers et les ouvriers en toilettes anglaises de Paris; chez les ébénistes de Tarbes, Bordeaux, Limoges et Fougères; chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax et chez les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse); pour le reste, pas de variation notable.

MÉTAUX. — L'activité se maintient chez les mouleurs-fondeurs dans la métallurgie et la construction mécanique, notamment dans le Nord et dans l'Est. L'installation d'usines d'électricité est en progrès; la fabrication des vélocipèdes est un peu ralentie, le mauvais temps paralysant les affaires. Activité moins grande que l'an dernier dans l'horlogerie. L'amélioration déjà signalée dans la serrurerie du bâtiment se continue. On compte 3 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes, 2 p. o/o chez les constructeurs-mécaniciens-serruriers, 6 p. o/o chez les ouvriers en instruments de précision, ouvriers en cuivre, ferblantiers. La journée de travail varie de 10 heures à 11 heures. L'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs de Saint-Michel et Saint-Quentin (Aisne); chez les métallurgistes, dans le Nord et les Ardennes, à Grenoble et au Havre; chez les ouvriers du fer de Gespunsart (Ardennes), Rennes; pour moins abondant, chez les mouleurs de Tourcoing (Nord); chez les métallurgistes de Commeny; chez les ouvriers en fer d'Angers; chez les ferblantiers de Bordeaux, les boîtiers-ferblantiers de Chantenay (Loire-Inférieure); chez les bronziers de Lyon, les repasseurs-remonteurs de Besançon; chez les graveurs de Saint-Denis; pour le reste, situation sans variation.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment a repris son activité normale, sauf chez les peintres-plâtriers, cependant, dans un certain nombre de villes, les constructions nouvelles sont moins nombreuses que celles de l'an dernier; on attribue cette diminution soit à une accalmie des affaires dans la région, soit au grand nombre de locaux vacants; la température incertaine retarde aussi les travaux projetés. La journée varie entre 10, 11 et 12 heures de travail. Les tailleurs de pierre syndiqués comptent 1 p. o/o des leurs en chômage, les maçons 9 p. o/o, les peintres-plâtriers 17 p. o/o. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les sculpteurs de Lyon, chez les tailleurs de pierre de Vichy, Rochefort, Libourne et Nantes; chez les marbriers de Cousoure; chez les maçons d'Amiens, Saint-Junien (Haute-Vienne), Lorient et Alger; chez les peintres-plâtriers de Carcassonne; plus faible chez les tailleurs de pierre de Saint-Maixent et Niort (Deux-Sèvres); chez les maçons de Versailles, Dunkerque, Reims, Grenoble, la Roche-sur-Yon, Nantes; chez les peintres-plâtriers de Paris, Troyes, Clermont-Ferrand, Nice et Fougères; pour le reste, pas de changement.

CHAUFOURNERIE. CÉRAMIQUE. VERRERIE. — Travail actif chez les chaudières, de même chez les ouvriers des fabriques de ciment, bien que les prix de vente aient subi de nouvelles diminutions. La céramique du bâtiment et la verrerie à vitres sont

également bien occupées; commandes moins importantes que l'an dernier dans la porcelainerie et dans la verrerie à bouteilles.

TRANSPORTS. MANUTENTION. COMMERCE. — Le placement se fait plus difficilement que l'an dernier dans les entreprises de transport et de manutention (chemins de fer exceptés); la reprise des affaires se fait lentement. On attribue cette gêne à l'incertitude sur les nouveaux tarifs douaniers américains et à la difficulté des transactions avec les marchés d'Orient. Les ouvriers et employés de l'industrie des transports et de la manutention comptent 18 p. o/o des leurs en chômage; les ouvriers et employés de l'alimentation, 15 p. o/o; les coiffeurs, 16 p. o/o. Ouvrage estimé plus abondant que l'an dernier chez les cochers et employés de tramways de Nice, chez les cochers de Rennes, chez les comptables de Dijon; plus faible chez les cochers-livreurs, les charretiers en vins, les garçons restaurateurs, les étaliers et les comptables de Paris; chez les cochers de Lyon, Grenoble, Marseille, Montpellier, les ouvriers du port de Dunkerque et les coiffeurs de Marseille; pour le reste, situation sans variation.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Dans la *mégisserie* (3.000 ouvriers), affaires plus difficiles et travail moins actif que l'an dernier, prix en baisse et moins rémunérateurs; la durée du travail a été un peu réduite; on fait généralement 60 heures par semaine. L'*industrie de la chaussure*, qui avait travaillé normalement, a obtenu une légère reprise des affaires grâce aux fêtes de Pâques; mais les prix ont eu tendance à la baisse par suite de l'augmentation de la concurrence. Commandes plus abondantes que l'an dernier chez les *tailleurs-drapiers*, la saison qui commence paraît devoir être normale; prix de vente en baisse. La concurrence du vêtements-confection, genre petite mesure, continue à augmenter; une nouvelle maison très-importante vient de s'installer. La main-d'œuvre soignée est moins demandée; les prix de façon du vêtement sur mesure payés par les tailleurs se maintiennent; il y aurait plutôt baisse sur les prix de façon de celui de confection. Travail moins abondant que l'an dernier chez les *fabricants de cadres*, prix en baisse et moins rémunérateurs; il y a beaucoup moins d'ouvriers occupés; on attribue cette diminution à l'emploi de plus en plus fréquent de baguettes de cadre à dorure chimique de provenance étrangère. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *fondeurs en cuivre et bronze* (4.000 ouvriers); prix moins rémunérateurs par suite de la hausse de la matière première. Affaires très calmes dans les *fabriques de literie*, travail réduit à 50 et 45 heures par semaine; marchés difficiles pour les motifs signalés ci-dessus. Travail moins actif que l'an dernier chez les *ferblantiers*; journée de 10 heures. Affaires un peu plus abondantes que l'an dernier chez les *fabricants d'horlogerie*, prix en baisse sur ceux de l'an dernier. Les *fabriques de bronze imitation* (2.000 ouvriers) sont un peu moins occupées que l'an dernier; journée réduite à 9 heures en moyenne; transformation progressive de l'outillage pour donner plus de fini aux produits. Affaires à peu près aussi actives que l'an dernier dans l'*industrie des matériaux de construction*; matières premières en hausse pour les fers; prix de vente peu rémunérateurs; jusqu'ici le temps a été peu favorable à l'*industrie du bâtiment*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, reprise générale des travaux dans l'*industrie du bâtiment*; cependant l'activité est estimée inférieure à celle des années précédentes. Même situation dans l'*industrie du bâtiment* à Corbeil. Commandes moins abondantes que l'an dernier, prix en baisse et moins rémunérateurs chez les *blanchisseurs* de Rueil.

Aisne. — A Bohain, l'industrie en général a été moins occupée que l'année précédente; les *tisseurs*, notamment, ont reçu moins de commissions; deux maisons ont fait de mauvaises affaires. Quelques ouvriers tisseurs sont restés sans commandes.

Somme. — Travail plus abondant que l'an dernier dans l'industrie du bâtiment à Amiens; peu d'ouvriers restent inoccupés.

Dans la région de Bapaume, les tissages de soie ont présenté peu d'activité; les ouvriers travaillant chez eux ont gagné, par jour, environ 1 fr. 50; le gain des tisserands de coton a été plutôt inférieur. Les ouvriers de brasserie, d'huilerie, de minoterie, ont été tous occupés. Les charpentiers, les maçons reprennent leurs travaux. Situation stationnaire dans la plupart des industries de la région de Saint-Omer; les ouvriers des fabriques de sucre, inoccupés depuis la fin de la campagne, sont maintenant employés aux travaux des champs. Une cristallerie à Arques, qui était en liquidation et qui occupait 300 ouvriers, est remise en marche avec un seul four et moitié du personnel.

Nord. — *Industries textiles.* — A Roubaix-Tourcoing, la situation générale est mauvaise. Il y a 7.000 ouvriers sans travail dont 3.000 de population flottante environ. La durée normale du travail est de 60 heures par semaine, mais en ce moment les deux tiers des ouvriers ne font que 30 heures. L'arrêt du samedi, convenu entre les filateurs de laine de la région, existe toujours. Les salaires sont sans changement. Les peignages marchent assez bien.

Les tissages de lainage travaillent peu et, seuls, les tissages faisant les tissus de fantaisie ont des ordres assez importants. En teinture et apprêts, on ne peut suffire aux commandes et le travail est excessif, mais cette situation n'est que momentanée car on cherche à envoyer en Amérique le plus de marchandises possible avant la mise en vigueur de nouveaux tarifs douaniers américains.

Quant à l'industrie linière, la campagne des lins de pays est à peu près terminée. Ces lins se sont passablement vendus, mais pourtant les lins rouis à la Lys ont été parfois un peu délaissés. Les lins de Russie rouis à l'eau n'ont trouvé d'acheteurs qu'après une baisse importante, car ils étaient de mauvaise qualité; les lins rouis à terre au contraire se sont toujours bien vendus. Le marché des fils a été actif et les prix ont été très fermes, principalement pour les fils secs; les fils d'étope ont surtout été favorisés. Les fils mouillés et les fils fins, peu demandés d'abord, se sont bien vendus ensuite. La vente des toiles a toujours laissé un peu à désirer, mais tout fait espérer que les fabricants écouleront facilement leurs marchandises. Les métiis sont toujours très demandés.

Dans l'industrie linière, en filature surtout, la main-d'œuvre est rare; les salaires restent sensiblement les mêmes. La journée de travail est de onze heures pour toutes les catégories d'ouvriers et d'ouvrières. — *L. Letombe.*

L'industrie du cuir de Lille a été moins bien occupée que l'an dernier, avec des prix moins rémunérateurs, notamment pour la tannerie, et en baisse de 5 à 10 p. o/o par rapport au précédent trimestre. Affaires à peu près aussi actives que l'an dernier dans la marbrerie à Coussolre, prix en baisse et moins rémunérateurs.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DOUAI. — Pendant le deuxième semestre de 1896, la production des fabriques de sucre a été plus grande que celle de l'an dernier, par suite de la quantité de betteraves récoltées; mais les prix, en baisse, ont été moins rémunérateurs. D'autre part, les ouvriers du pays ayant été en trop petit nombre pour assurer le service, on a dû recourir à la main-d'œuvre étrangère. Les distilleries d'alcool ont fait une campagne moyenne, la production a été plutôt faible. Marche normale dans les fabriques de produits chimiques. Les usines à gaz ont été un peu moins favorisées que l'an dernier; les sous-produits ont eu un écoulement plus difficile et à des prix en baisse; la concurrence des autres modes d'éclairage a également tendu à rendre la situation plus difficile; les ouvriers pour les postes spéciaux ont été recherchés. Production normale et situation stationnaire dans les fabriques de ficelles; main-d'œuvre plutôt abondante. Dans les filatures, l'activité, satisfaisante au début du semestre, a été ensuite en diminuant; les prix sont restés stationnaires, à des taux encore avantageux. Les salaires se sont accrus principalement par l'augmentation de la production; il y aurait eu plutôt insuffisance d'ouvriers. Situation stationnaire dans les fabriques de ouate.

Le travail du plomb a bénéficié d'un bon courant d'affaires, de même pour le zinc; main-d'œuvre jugée insuffisante pour le service des usines. Dans les entreprises de travaux publics, la situation est jugée plus mauvaise que celle de l'an dernier par suite de l'augmentation des rabais consentis dans les adjudications. Les fabriques de faïences artistiques ont travaillé activement à la suite de la diminution des importations de produits concurrents étrangers; main-

d'œuvre abondante. Il y a eu tendance à la diminution dans les *émailleries de métaux*; les prix de vente sont restés les mêmes; mais ceux de la matière première (le fer notamment) ont été en hausse. Travail actif dans les fabriques de *glaces* et de *verres à vitres*, prix de vente très fermes. Vente faible et prix en baisse dans les *verreries à bouteilles* et dans la *gobletterie*.

Ardennes. — Ouvrage à peu près aussi abondant que l'an dernier dans la *boulonnerie* à Charleville, travail soixante heures par semaine.

Marne. — A Reims, situation générale stationnaire, plutôt difficile au point de vue des affaires. Les établissements industriels ont tendance à se concentrer et à prendre de l'extension au détriment des plus petits qui disparaissent. Il y a eu quelques chômages dans les *apprêts*, les *teintureries* et les *peignages de laine*. Travaux moins abondants que l'an dernier et prix en baisse et moins rémunérateurs dans l'industrie du *bâtiment* à Châlons-sur-Marne.

Ain. — Activité satisfaisante dans les *carrières de pierre* de Villebois; pas de chômage.

Côte-d'Or. — Affaires plus rares et plus difficiles dans l'*horlogerie* à Dijon, journée généralement de onze heures.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, travail satisfaisant dans la fabrication des *pâtes alimentaires*. Morte-saison dans la fabrication des *fruits confits*. Situation satisfaisante dans la *distillerie*. Les trois usines de *caoutchouc* (900 à 1.000 ouvriers) sont bien occupées. Affaires actives dans la *confection des vêtements*; une importante maison, occupant 600 ouvriers et ouvrières, s'est établie récemment. Travail actif dans la fabrication des *carreaux d'asphalte*. L'industrie du *bâtiment* est plutôt moins occupée que l'an dernier.

Loire. — Dans la région de Roanne, l'industrie *cotonnière* (8.000 ouvriers) est moins occupée que l'an dernier; certains tissages ont réduit la durée du travail, d'autres leur personnel; les prix de vente, en baisse, sont moins rémunérateurs; l'écoulement des stocks se fait difficilement. Cependant, dans les *tissages mécaniques de cotonnade*, l'activité qui avait été plutôt faible depuis le commencement de l'année tend à reprendre avec l'arrivée de nouvelles commissions. A Charleroi, dans les *tissages de soieries*, on estime à 10 p. 0/0 le nombre des ouvriers sans commandes; le taux des salaires serait de 10 p. 0/0 inférieur à celui de l'an dernier.

Dans la région de Saint-Chamond, les *moulinages* (1.500 ouvriers) sont moins occupés que l'an dernier; les prix, en baisse, sont jugés moins rémunérateurs. L'industrie du *tissage* continue à prospérer. La fabrication des *lacets* présente peu d'activité, par suite de la diminution de l'exportation; on occupe difficilement tout le personnel; on réduit la journée de travail. Les *forges* ne travaillent pas non plus au complet, ce qui a une répercussion sur l'activité dans les *mines*.

A Rive-de-Gier, la situation de l'industrie *métallurgique*, mauvaise pendant l'année 1896, s'est améliorée pendant les premiers mois de 1897. Un nouvel établissement a été fondé et mis en marche; mais les autres maisons avaient dû précédemment réduire leur personnel de 20 p. 0/0 environ, actuellement presque toutes les usines ont leur chiffre normal d'ouvriers. On estime actuellement à 7 p. 0/0 le nombre des chômeurs dans la *métallurgie*. Un certain nombre d'ouvriers n'ont fait pendant l'année 1896 que 200 jours environ au lieu de 300, chiffre habituel.

Dans la *verrerie*, situation stationnaire, plutôt calme. Une fabrique de bouteilles a disparu; mais un nouveau four à vitres a été allumé. Le personnel ouvrier a diminué d'un dixième; on estime que le chômage atteint 30 p. 0/0 des ouvriers. La durée annuelle du travail varie de 250 à 270 jours pour les verriers à bouteilles et descend à 200 jours pour les verriers à vitres.

A Saint-Étienne, pendant le 1^{er} trimestre de 1897, commandes moins abondantes que l'an dernier dans l'industrie *textile*, qui obtient des prix moins rémunérateurs et moins élevés de 5 p. 0/0 que ceux de l'an dernier. Reprise du travail, à l'occasion des fêtes de Pâques, chez les *cordonniers*.

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE. — Pendant l'année 1896, l'industrie *houillère*

(17.000 ouvriers) a conservé la marche régulière des années précédentes. Les charbons d'usine ont maintenu leurs prix, mais les cokes se sont écoulés plus difficilement par suite du petit nombre de hauts fourneaux encore en activité dans la région. En fin d'année un mouvement de reprise s'est produit qui a paru devoir se continuer en 1897. En 1896, la production houillère de la Loire s'est élevée à 3.561.158 tonnes, dont environ 115.000 tonnes (agglomérés, charbon à gaz, à forges) ont été exportées pour une valeur de 1.600.000 francs. Les *eaux minérales* ont été de plus en plus demandées; à Saint-Galmier notamment, on a signalé un mouvement de 500.000 tonnes; la production des trois sources s'est élevée à 13 millions de bouteilles; l'exportation a été en augmentant. La *meunerie* a fait en 1896 une campagne peu favorable; les prix de vente ont été peu rémunérateurs, un grand nombre de meuniers ayant été surpris par la hausse survenue au 4^e trimestre et n'ayant pu obtenir pour leurs produits une hausse proportionnelle à celle de la matière première. Un nouveau moulin a été installé à Montbrison. Dans les arrondissements de Saint-Étienne et Montbrison (500 ouvriers), on a travaillé, en 1896, 1.108.500 quintaux de froment et 369.500 de seigle.

Les prix des *soies* ouvrées ont subi, pendant l'année 1896, une baisse continue qui a atteint 20 p. o/o des prix pratiqués en fin 1895. On a clôturé l'année 1896 avec des stocks en Europe plus faibles que ceux de l'année précédente et avec une importation de soies asiatiques en diminution. La condition des soies a enregistré 1.127.885 kilogrammes de soie, dont 834.000 kilogrammes en soies ouvrées, en 1896, au lieu de 1.428.518, en 1895, soit une différence de 300.633 kilogrammes. Dans la contexture des tissus, les soies de France sont entrées pour environ 12 p. o/o, le reste a été demandé aux soies étrangères, chinoises et japonaises surtout. La production totale des industries textiles de la région a été évaluée par la chambre syndicale des tissus, pour les maisons de Saint-Étienne, à 86.672.000 francs, auxquels il faudrait ajouter 2 millions de francs pour les *tissus élastiques* fabriqués à Saint-Chamond et 2 millions pour les *rubans* de Saint-Just, Malmont et Saint-Didier-la-Séauve, soit un total de 90.672.000 francs environ, ce qui ferait une diminution de près de 3 millions sur les chiffres de 1895, diminution qui proviendrait autant de la baisse du prix de la matière première et de la main-d'œuvre que de la diminution de la production.

On estime du tiers à la moitié de la production totale la valeur des tissus exportés.

Les *rubans* de velours ayant été complètement délaissés, il ne s'est consommé que 5.000 kilogrammes de schappe. L'importation a été nulle, nos fabriques étant maintenant bien outillées et travaillant elles-mêmes beaucoup pour l'exportation. L'importance des usines a été en augmentant; les chefs d'ateliers ont de plus en plus employé l'électricité pour actionner leurs métiers; on compte déjà 1.200 métiers à moteurs électriques tant à Saint-Étienne que dans les communes environnantes. Une nouvelle usine de force électrique est projetée. Le nombre total des métiers est estimé à 30.000 appartenant soit à des fabricants, soit à des ouvriers. L'augmentation s'est produite principalement pendant les quatre dernières années dans les communes rurales de la Loire et la Haute-Loire. L'outillage à Saint-Étienne a été perfectionné et sa force productrice a augmenté.

L'année 1896 a été particulièrement mauvaise pour l'industrie des *lacets*, qui emploie 5.000 ouvriers en usine et 2.000 ouvriers à domicile; la production de 25 millions de francs, en 1895, est tombée à un peu moins de 18 millions, dont 8 millions pour les tresses de laine. L'exportation a été de 5 millions; elle est devenue de plus en plus difficile, les pays autrefois consommateurs étant devenus producteurs. Le prix de la main-d'œuvre est resté sans variation, bien qu'il se soit produit une baisse de 5 à 10 p. o/o sur la matière première et sur le produit fabriqué.

Il a été employé, en 1896, un million de kilogrammes de *filés de coton* contre 1.200.000, en 1895. La valeur en a été aussi bien inférieure; les gros numéros ont été seuls utilisés et les filés fins pour rubans velours sont restés sans demandes. Les filés cotons étrangers ont été consommés dans une proportion de 6 à 10 p. o/o environ. La baisse sur les prix des filés a été de 5 à 10 p. o/o pendant les derniers trimestres de 1896.

La fabrication des *nappes* et *serviettes* à Panissières continue à décroître, la production atteint à peine un million de francs et occupe environ 600 ouvriers. Des maisons fort anciennes ont disparu. Le manque de communications faciles et le prix élevé des transports ont rendu la lutte très difficile pour ce centre industriel qui se maintient encore grâce à sa réputation.

La *teinturerie*, qui emploie de 1.500 à 1.800 ouvriers, a subi les modifications d'activité des tissages; cependant la marche a pu se maintenir à peu près normale; les chômages

n'ont pas été fréquents; le prix de la main-d'œuvre est resté stationnaire plutôt avec tendance à la hausse.

L'industrie des *chapeaux de feutre* (1.400 ouvriers) a été assez bonne en 1896, bien que l'exportation ait continué à diminuer. La production des fabriques de Chazelles-sous-Lyon, estimée à un peu plus de 7 millions de francs, a fourni une exportation de 2 millions de francs.

La situation de l'*industrie métallurgique* (environ 12.000 ouvriers) s'est améliorée en 1896; la production s'est élevée à 90 millions de francs. Les prix de vente du fer n'ont pas participé à la hausse qui s'est produite dans le Nord; les matières premières (cokes, houilles, fontes et riblons) ont cependant subi une hausse pendant les derniers mois de 1896. Les exportations ont atteint à peine 600.000 francs. La *quincaillerie*, grâce à la hausse des fers et fontes, a pu travailler activement. La production a atteint 15 millions de francs, dont un quart environ ont été exportés. L'*armurerie* a été également bien occupée; il s'est fabriqué un plus grand nombre d'armes de luxe que les années précédentes. Un lot important d'armes de guerre réformées ayant été mis en vente, les fabriques stéphanoises ont fait un important commerce d'exportation et en ont transformé un grand nombre; on a ainsi pu fournir du travail à environ 5.000 ouvriers. Les salaires ont eu cependant tendance à la baisse par suite de l'abondance du personnel ouvrier précédemment occupé à la manufacture nationale d'armes. On estime que la production des armes de commerce a été de 10 millions de francs. L'exportation s'est élevée à 2 millions de francs.

L'industrie *verrière* a fait une campagne très difficile par suite de la fermeture des débouchés étrangers et de l'excès de la production sur la consommation intérieure. A Rive-de-Gier, 2 verreries ont fermé, 2 autres ont réduit leur production. Il s'est produit environ 50 millions de bouteilles dans le département, en outre des verres à vitres, de la gobletterie, etc. L'exportation a été très faible; elle a porté surtout sur les bouteilles remplies d'eaux minérales. Le nombre des ouvriers verriers et similaires occupés a varié de 1.500 à 2.000. Les produits fabriqués ont baissé d'environ 10 p. o/o. La main-d'œuvre inférieure a pu obtenir une augmentation de près de 10 p. o/o.

Rhône. — A Lyon, la fabrication de la *chaussure à la main* a été bien suivie, on a plutôt manqué d'ouvriers de métier; les prix de vente ont pu se maintenir et même être augmentés, grâce à la hausse de la matière première. D'après la statistique annuelle de la chambre syndicale des *manufacturiers en tissus* de Lyon, le chiffre d'affaires de la région, en 1896, comparé à celui de 1895, donne une augmentation de 150.000 francs, augmentation peu sensible sur l'ensemble, qui se chiffre par près de 400 millions pour 1896; mais les modifications de travail apportées par la mode ont causé quelques perturbations dans le travail; la production des tissus de soie pure, unis et façonnés, qui avait été de 214,8 millions de francs en 1895, est descendue à 186,2 millions de francs en 1896, soit une diminution de 18,6 millions de francs; par contre une augmentation s'est produite sur les tissus de soie mélangés unis, 111 millions de francs en 1895 contre 113,6 en 1896, soit une différence en plus de 2,6 millions, et sur les crêpes et mousselines et les tulles et dentelles, 31,8 millions en 1895, et contre 48,8 en 1896, soit une augmentation de 17 millions de francs en 1896. Les métiers mis en œuvre sont évalués à 26.000 métiers mécaniques, 75.000 métiers à bras et 1.200 métiers à tulle, tant à Lyon que dans les régions environnantes. Les *tissages mécaniques* (64 usines avec 20.000 ouvriers) ont particulièrement profité de la hausse; les prix de façon ont pu être augmentés, grâce à la recherche des métiers. Une usine nouvelle vient d'être fondée dans la région avoisinante, d'autres sont projetées. L'outillage poursuit sa transformation au profit des métiers de grande largeur à plusieurs navettes. La main-d'œuvre fait défaut dans plusieurs localités. Travail à peu près aussi actif que l'an dernier chez les *maîtres teinturiers dégraisseurs*; les prix de façon sont en baisse et peu rémunérateurs; la durée du travail est portée de 70 à 80 heures par semaine. Journée de 10 à 11 heures chez les *maîtres tullistes chaîneurs*, qui ont des commandes à peu près aussi abondamment que l'an dernier, mais à des prix en baisse de 10 p. o/o sur ceux de l'an dernier.

Isère. — Pendant le premier trimestre de 1897, travail peu actif dans les diverses industries de la Tour-du-Pin; on réduit le personnel employé. On estime que, dans l'ensemble, un cinquième des ouvriers ont été atteints par le chômage et que le taux des salaires a subi une baisse de 3 p. o/o depuis le dernier trimestre, ce qui ferait un peu plus de 10 p. o/o

depuis l'an dernier. Travail moins abondant et prix de vente en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* et *maîtres carriers* de Montalieu-Vercieu.

Var. — Ralentissement momentané du travail chez les *chaudronniers en cuivre* de la Seyne; travaux assez importants en préparation.

Bouches-du-Rhône. — Travail assez soutenu chez les *carriers* d'Arles; les prix ont cependant tendance à la baisse. Plusieurs petites carrières ont été récemment ouvertes.

Tarn. — Pendant le premier trimestre de 1897, situation assez bonne dans les *mégisseries* et *tanneries*; ventes faciles; la cherté des peaux brutes a cependant amené quelque ralentissement dans le travail, sans toutefois contraindre les ouvriers à des chômages. Travail assez actif dans les *couperies de poils de lapins* et *effilochages de chiffons*. Dans l'industrie *textile*, la matière première a été recherchée, les ventes ont été assez faciles; prix sans changement. Sur 78.000 broches que l'on compte dans le département, 43.000 ont fonctionné; les fabriques castraises ont pu poursuivre leur campagne avec des stocks peu conséquents. Dans la *chapellerie*, les ventes ont été plutôt en diminuant; à peine 400 ouvriers ont pu être employés et souvent quatre jours seulement par semaine. Travail irrégulier, suivant les ateliers, dans la fabrication des *brosses* et de l'*arçonnerie*; à Lavaur, la broserie a été bien occupée pendant que dans une autre région les ouvriers subissaient quelques chômages. A Mazamet, l'industrie *textile* a pu travailler régulièrement avec une journée de 10 heures en moyenne.

Landes. — Travaux moins abondants que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment* de Mont-de-Marsan; prix en baisse par suite des rabais consentis dans les adjudications.

Charente-Inférieure. — Le travail reprend dans les diverses industries de Rochefort. L'industrie du *vêtement* occupe maintenant tout son personnel; mais la saison est en retard sur celle de l'an dernier; la journée des ouvriers en atelier atteint 11 heures. Dans l'industrie du *bâtiment*, le travail est moins abondant que l'an dernier (850 ouvriers); on estime qu'un peu plus du quart des ouvriers sont atteints par le chômage. La journée est de 10 heures en moyenne. Ouvrage assez abondant dans les diverses industries travaillant pour la *marine*, les tempêtes de ces dernières semaines nécessitant de nombreuses réparations.

Haute-Vienne. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les fabricants de *porcelaine* de Limoges; prix avec tendance à la baisse; l'écoulement des produits se fait difficilement, par suite des droits d'entrée dans l'Amérique du Nord, qui fournissait un important débouché.

Loire-Inférieure. — Par suite de la difficulté de l'écoulement des produits fabriqués, les *fabriques d'engrais* de Nantes (1.200 ouvriers) ont été moins occupées que l'an dernier; on a supprimé les équipes de nuit. Une usine occupant 30 ouvriers vient de fermer. Les prix de vente sont en baisse.

Morbihan. — Ralentissement du travail dans les *tanneries* de Lorient, par suite de la cherté de la matière première qui n'est pas suivie d'une hausse correspondante du produit fabriqué; certaines fabriques ont réduit leur personnel des deux tiers.

Mayenne. — A Laval, la *fabrication du coutil*, principale industrie de la région, présente peu d'activité, moins que l'an dernier; la température peu favorable retarde les commandes; les tissages mécaniques et à la main sont encore engagés pour quelques semaines. Un nouveau et important tissage mécanique a été récemment mis en marche. On estime à 15 p. 0/0 le nombre des chômeurs. Peu d'activité et situation généralement mauvaise dans les *filatures*, *tissages* et *teintureries* de Mayenne. Un établissement de *retordage* vient de fermer. La journée habituelle de 11 heures est réduite de plusieurs heures dans un certain nombre d'établissements. Le taux des salaires tend à baisser.

Indre-et-Loire. — Travail à peu près aussi actif que l'an dernier dans la *tannerie*, à Tours (2.500 ouvriers); les prix ont été peu rémunérateurs, les cours des produits fabriqués n'ayant pas correspondu à ceux de la matière première.

Loir-et-Cher. — Pendant le premier trimestre de 1897, situation industrielle peu satisfaisante à Blois. On estime qu'un cinquième des ouvriers sont atteints par le chômage.

Orne. — Travail assez actif à Tinchebray; le salaire des ouvriers *serruriers* est en hausse de 5 p. o/o. A Alençon, situation générale de l'industrie assez favorable, grâce à la température de l'hiver plus douce que les années précédentes. La manufacture des *toiles* a pu occuper presque sans chômage son personnel (250 ouvriers et ouvrières). Reprise du travail dans l'industrie du *bâtiment*. A la Ferté-Macé, un incendie a détruit, il y a quelques mois, une *fabrique de semelles de galoches* qui occupait une centaine d'ouvriers; la reconstruction de l'usine, qui sera réouverte dans quelques semaines, occupe une partie de l'ancien personnel: quelques ouvriers seulement sont en chômage, d'autres ayant pu s'occuper ailleurs. L'état stationnaire dans l'industrie des *tissus* (2.500 ouvriers); un établissement avec 100 ouvriers a ralenti sa fabrication, les autres sont plutôt en progrès.

Manche. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHERBOURG ET DE VALOGNES. — Pendant l'année 1896, il a été armé, dans le quartier maritime de Cherbourg, 315 bateaux de *pêche*, montés par 683 hommes d'équipage; l'évaluation des produits s'est élevée à 596.794 francs, en légère augmentation sur l'année précédente. Le mouvement total des bateaux et barques faisant la *pêche côtière*, d'après les bulletins du service de la douane, a été de 11.340 bateaux. Les mois de janvier, août, septembre, novembre, décembre, sont ceux qui ont présenté une plus grande activité. L'exploitation des *carrières* a été sensiblement égale à celle de l'année précédente; cependant une légère diminution a été constatée dans les expéditions pour l'Angleterre et certains ports français. Les 3 *minoteries* principales de la région ont travaillé normalement. elles ont traité environ 140.000 quintaux métriques de blé, pour la plus grande partie d'origine française. Les ateliers de *menuiserie* et d'*ébénisterie* ont été assez occupés; un grand établissement avec 75 ouvriers, qui a aussi une école professionnelle avec 25 apprentis, a entrepris les travaux d'ameublement et de menuiserie de plusieurs croiseurs. Travail actif dans la *construction des chaudières* pour la marine de guerre, tant française qu'étrangère; les bons résultats obtenus par les derniers essais des nouveaux types ont amené de nouvelles commandes qui ont nécessité l'agrandissement des ateliers. Les travaux de *charpentes métalliques* et de *ponts en acier* ont été également abondants. Environ 310 ouvriers ont été occupés dans 3 importantes maisons.

Le mouvement du port de Cherbourg a enregistré, pour 1896, l'entrée de 1.374 navires, jaugeant 172.870 tonnes, dont 639 à vapeur, jaugeant 125.519 tonnes; parmi ces derniers, 412 navires étaient des vapeurs étrangers; le pavillon anglais couvrait la presque totalité des steamers étrangers. Indépendamment de celle du port, la navigation d'escale sur rade a été représentée par 143 vapeurs transatlantiques, notamment, 6 sous pavillon français et 81 sous pavillon allemand. Le trafic maritime en marchandises, comme arrivage ou expédition, a surtout progressé par cabotage. Les importations ont porté notamment sur la houille, 423.342 quintaux, et les bois de construction, 240.510 quintaux; les exportations, sur les matériaux de construction (pierres, fer de charpente, etc.), 411.282 quintaux; beurres frais ou peu salés, 186.486 quintaux; œufs de volaille, 10.623. Les expéditions de la gare de Cherbourg, en grande et petite vitesse, ont continué à progresser et se sont élevées à 62.738 tonnes. Le transit des voyageurs a été de 336.850 voyageurs contre 326.137, en 1895.

Dans l'arrondissement de Valognes, suivant les renseignements de l'inscription maritime du quartier de la Hougue, les syndicats de Carentan, Isigny et Grandcamp ont armé 366 bateaux, montés par 1.046 pêcheurs. Les produits ont été de 1.108.600 francs, contre 1.129.000 en 1895. La pêche à pied, à laquelle se livrent environ 1.600 femmes, a produit environ 221.400 francs. L'année 1896 a été peu favorable; aux calmes exceptionnels de l'été ont succédé de grandes tempêtes qui, notamment en janvier et en mars, ont occasionné des pertes très sensibles. Une partie de ces malheurs ont pu être réparés, grâce à une assurance organisée par les pêcheurs; on a pu faire construire 20 bateaux de pêche. Le mouvement des ports de Saint-Vaast, Barfleur et Portbail a été en diminuant, celui de Carteret en augmentant.

Seine-Inférieure. — Situation stationnaire, plutôt plus mauvaise que l'an dernier dans la tannerie, à Saint-Saëns, par suite de la diminution des grandes commandes de cuir et de la cherté de la matière première.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ELBEUF. — Pendant le premier trimestre 1897, les cours des laines brutes qui s'étaient maintenus difficilement pour les bonnes qualités, ont baissé quelque peu par suite de la diminution de l'activité dans les filatures et dans les tissages. Les laines et les fils peignés ont suivi le mouvement de recul général, de même les blouses. Quant au travail des fabriques de la région, il a été calme pendant les deux premiers mois, puis a repris en mars dans les genres nouveautés. Marche régulière dans les tissages de draps d'administration et de couleur; les draps pour dames ont été assez demandés dès février; les cheviottes ont eu un bon courant d'affaires. Les expéditions de tissus, pendant le premier trimestre 1897, se sont élevées à 1.309.500 kilogrammes (entrées déduites) contre 1.288.800 kilogrammes, pendant la même période de 1896.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.**

Seine. — Situation estimée satisfaisante chez les pâtisseries-cuisiniers. Pas de chômeurs chez les cartouchiers d'Issy qui font la journée de 10 heures. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les margeurs-pointeurs; un peu plus de 1 p. o/o et augmentation du placement chez les typographes; 3 p. o/o chez les conducteurs-typographes et journée diminuée de 2 heures pour une cinquantaine d'ouvriers; les imprimeurs en taille-douce estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; une nouvelle saison commence, l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier.

Les syndiqués de la cordonnerie parisienne sont en pleine saison de travail. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les gainiers.

Travail, 72 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les teinturiers de Suresnes; on estime cependant que le chômage atteint un peu plus des deux cinquièmes des syndiqués. Par suite de la concurrence des fabriques mécaniques, diminution d'un cinquième environ sur les prix de façon chez les façonniers-passementiers; le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers; de même chez les passementiers à la barre. 15 p. o/o de chômeurs chez les coupeurs-tailleurs; on a fait une mise à pied, pendant une quinzaine, de 15 coupeurs dans une maison qui en occupe 60. Chez les blanchisseurs et buandiers, on manque de personnel féminin; l'amélioration signalée chez les blanchisseuses continue, la clientèle parisienne augmentant pendant la saison d'été.

3 p. o/o de chômeurs et travail 65 heures par semaine chez les menuisiers de Vincennes. 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en voiture, qui font la journée de 9 heures. Journée de 10 heures et 10 p. o/o de chômeurs chez les peintres en voiture chez qui l'amélioration continue; mais la température défavorable retarde encore les commandes. Pas de chômeurs chez les mouluriers-finisieurs; ralentissement du travail chez les ouvriers en toilettes anglaises.

Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les estampeurs-poëliers qui font la journée de 11 heures; pas de chômeurs chez les tourneurs-décolleteurs. Ralentissement du travail et 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en instruments de précision; le mauvais temps arrête la vente d'appareils photographiques. 5 p. o/o de chômeurs chez les graveurs pour papiers peints de Saint-Denis, qui font 65 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier. Même situation chez les estampeurs découpeurs qui font 53 heures par semaine et comptent 10 p. o/o des leurs en chômage; la journée est diminuée de 2 heures pour un tiers des ouvriers.

Travail plus faible que l'an dernier chez les peintres en bâtiment. Pas de chômeurs, journée de 10 heures, travail plus abondant que l'an dernier chez les peintres et graveurs sur verre; on commence à préparer des travaux pour l'Exposition.

Diminution des arrivages et 3 p. o/o de chômeurs chez les charretiers en vins; la morte-saison commence plus tôt que l'année précédente. Affaires encore très calmes bien qu'ayant tendance à l'amélioration chez les petits cochers et loueurs de voitures. Les cochers-livreurs comptent un cinquième des leurs en chômage; 2 p. o/o chez les comptables. Placement plus

facile, depuis le mois dernier chez les *garçons restaurateurs*, et *limonadiers*, qui comptent 16 p. o/o des leurs sans place; 12 p. o/o chez les *étaliers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs parmi les syndiqués *employés* et *ouvriers de l'alimentation*, mais les heures supplémentaires sont encore rares; la saison de travail est en retard sur celle de l'an dernier; de même, pas de chômeurs parmi les *sténographes* syndiqués.

Seine-et-Oise. -- L'amélioration signalée chez les *travailleurs du livre* de Saint-Germain-en-Laye continue. Journée de 11 heures et 15 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* de Versailles.

Aisne. — A Serain, le chômage atteint un grand nombre de *tisseurs à la main*; pas de chômeurs signalés chez les ouvriers des *tissages mécaniques*. 12 p. o/o de chômeurs et travail irrégulier chez les *brodeurs* de Saint-Quentin; on ne fait pas la semaine complète. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des *fonderies* de Saint-Michel, qui font la journée de 10 heures; les *fabriques d'appareils de chauffage* de la région agrandissent leurs ateliers. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — Travail faible chez les *boulangers* de Liancourt. Travail actif chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Hermes, qui font la journée de 12 heures; même situation chez les *ouvriers en peignes, corne et celluloïd*; les *ouvriers brossiers* de la région sont éprouvés par le ralentissement de l'exportation pour l'Amérique du Nord; la plupart des ouvriers n'auraient du travail que pour 2 jours par semaine.

Somme. — A Amiens, chez les *ouvriers de l'industrie textile*, l'abondance des stocks amène un ralentissement du travail, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier; on attribue cette accalmie des affaires aux difficultés et à l'incertitude de l'exportation dans l'Amérique du Nord. Dans les articles velours coton, on a pu maintenir la durée du travail; dans ceux de velours dits d'Utrecht, les *tissages à la main* ont dû disparaître devant les *tissages mécaniques*, et ceux-ci sont peu occupés. Les *fabriques d'articles chaîne soie trame laine* luttent difficilement contre les *fabriques allemandes*; de plus, l'emploi plus fréquent de petits draps de coton a rendu plus difficile la vente, sur le marché intérieur, des articles de velours; l'hiver trop doux a ralenti les transactions en *lainages* dont les stocks sont encore élevés. La *teinturerie* ne travaille qu'une partie de la semaine, 3 à 4 jours. Le taux des salaires se maintient. Chez les *serruriers*, travail 58 heures par semaine. Dans un *grand atelier métallurgique*, on tend à remplacer les anciens ouvriers à salaires élevés par de jeunes ouvriers. Reprise du travail chez les *maçons*.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, 1 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre*; 8 p. o/o chez les *typographes* d'Arras. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *menuisiers* de Boulogne-sur-Mer; les constructions nouvelles sont moins nombreuses que celles de l'an dernier.

Nord. — Dans un *tissage* d'Houplines (400 ouvriers), les façons ont été légèrement augmentées pour les articles toile et coton. Pas de chômeurs chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Aubert, l'amélioration signalée continue, de même à Haspres; un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués de l'*industrie textile* de Roubaix; les affaires sont devenues difficiles; l'ouvrage moins abondant laisse un assez grand nombre d'ouvriers sans ouvrage; la durée du travail est réduite à 40 heures par semaine dans un certain nombre d'ateliers.

Peu de chômeurs chez les *mouleurs en fer et cuivre* de Tourcoing; les commandes sont, en général, moins abondantes que l'an dernier. Peu de chômeurs chez les *métallurgistes* de Marpent qui sont plus occupés que l'an dernier et que le mois précédent et qui font la journée de 12 heures. Dans la région de Lille, le travail est assez actif chez les *ouvriers du fer*; il est particulièrement abondant à Fives où l'on embauche un nombreux personnel. Journée variant de 10 à 11 heures et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers* de Jeumont. Chez ceux de Cousolres, le travail tend à reprendre et est généralement plus abondant que l'an dernier, tant pour les *marbriers à la pendule* que pour ceux de

cheminée. Journée de 11 heures chez les *maçons* de Dunkerque. Un peu plus de 11 p. o/o de chômeurs chez les *verriers* de Masnières; un four à bouteilles qui occupait 50 ouvriers et ouvrières est éteint; on fait généralement 50 heures par semaine. Les *ouvriers du port* de Dunkerque estiment que la moitié des leurs sont atteints par le chômage, l'embauchage devient plus rare et le salaire est plutôt moins élevé par suite de la concurrence des ouvriers de métier sans emploi, qui cherchent à travailler sur le port.

Ardennes. — Journée augmentée d'une heure chez les *carriers tailleurs de pierre* de Foischés. A Fumay, *extraction des ardoises* toujours active; à Haybes, une ardoisière quit était arrivée à la limite de sa concession a dû être fermée; les ouvriers du fond ont été embauchés ailleurs, les 35 ouvriers *fendeurs* et les 20 manœuvres ont été occupés aux travaux d'empierrément de routes que la commune avait commencées pour occuper les chômeurs en attendant la mise en exploitation de nouvelles ardoisières concédées sur le territoire. Les ouvriers de l'*industrie textile* d'Illy estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; ceux de Villers-Cernay un peu plus du tiers; 15 p. o/o chez ceux de Douzy. Chez les *métallurgistes* de Mazures, 40 ouvriers d'une usine, renvoyés faute de travail, ont pu être embauchés dans des forges voisines; l'activité se maintient chez ceux de Joigny-sur-Meuse, de même à Aiglemont; travail 56 heures par semaine chez ceux de Braux.

A Foischés, baisse de 15 centimes par kilogramme sur la viande.

Marne. — A Reims, pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *maçons*. Journée de 11 heures chez les *peintres*.

Aube. — Travail de 60 à 70 heures par semaine chez les *plâtriers* de Troyes.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *typographes*. Chez les *métallurgistes*, travail, 55 heures par semaine et pas de chômeurs; de même chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *chapeliers*, dont la journée varie de 10 à 12 heures.

Haute-Saône. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul.

Doubs. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *repasseurs* et *remonteurs horlogers* de Besançon, dont le travail est réduit à 30 heures par semaine.

Jura. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Salins.

Ain. — Chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, l'activité déjà signalée se maintient.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Mâcon; 1 p. o/o chez les *chapeliers* de Louhans, qui font 60 heures par semaine.

Côte-d'Or. — L'amélioration signalée chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château se maintient. A Dijon, chez les *tonneliers*, journée de 11 heures et pas de chômeurs. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *comptables*; le marché des vins étant moins actif que l'an dernier, le placement est devenu plus difficile.

Yonne. — A Auxerre, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; chez les *ouvriers en cuir*, le travail a diminué avec la livraison des commandes de Pâques; notamment chez les ouvriers en *chaussures* travaillant aux pièces; situation stationnaire chez les *galochiers*. Pas de chômeurs chez les *charpentiers*. Journée de 11 heures chez les *menuisiers* de Sens. Les ouvriers *métallurgistes* d'Auxerre sont tous occupés. 12 p. o/o de chômeurs et journée de 12 heures chez les *maçons* de Sens, des travaux importants sont projetés. A Auxerre, le sucre est augmenté de 0 fr. 05 par kilogramme, même hausse pour le pain par 2 kilogrammes.

Niévre. — Après un arrêt de courte durée causé par un règlement de tarif, le travail a repris chez les *bûcherons* des Amognes; pas de chômeurs chez ceux de Menou, grâce aux commandes pour l'écorçage.

Allier. — Les *sabotiers* de Cusset estiment que les deux cinquièmes des syndiqués sont atteints par le chômage. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 70 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* de Vichy. A Moulins, chez les *maçons*, l'amélioration signalée continue. 4 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs de commerce*, qui font la journée de 12 heures.

Haute-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* du Puy-de-Dôme; de même chez les chefs d'*ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Scève, mais prix de façon en baisse et commandes moins abondantes; le gain hebdomadaire se trouve ainsi réduit de plus d'un tiers.

Loire. — A Saint-Etienne, placement plus facile que le mois dernier, grâce au commencement de la saison d'été chez les *boulangers*. Un peu plus de 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, de même chez les *imprimeurs-lithographes*. Reprise du travail depuis le mois de mars chez les *tisseurs-épingleurs* de Saint-Etienne; à Panissières, ouvrage moins abondant que l'an dernier dans la *soierie*, de même à la Gresles où les *tisseurs* comptent 6 p. o/o des leurs en chômage. A Jarnosse, des *tisseurs* qui étaient restés sans ouvrage à la suite de la fermeture de deux maisons sont aujourd'hui tous occupés; les prix de façon, qui se maintiennent pour le *coton*, sont en baisse pour la *soie*. La mode n'étant pas encore fixée, le travail n'a pas encore entièrement repris chez les *chefs d'ateliers rubaniers*. A Saint-Chamond, les *métallurgistes* syndiqués estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Journée augmentée d'une heure chez les *maçons*; deux entreprises ont cessé de faire travailler. Les *menuisiers-ébénistes* de Rive-de-Gier estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; ils font en général 55 heures par semaine.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs et journée augmentée d'une heure et demie pour les deux tiers des ouvriers. Ouvrage moins abondant que le mois dernier et 12 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*. Pas de signalés chez les *lithographes*, mais ralentissement du travail; de même chez les *typographes-imprimeurs*. A Thizy, deux maisons qui viennent de cesser leurs commandes laissent environ 500 *tisseurs* sans travail; pour les autres, la durée du travail est d'environ 40 heures par semaine. Chez les *tisseurs-veloutiers* de Lyon, le travail a repris lentement, la difficulté du travail, attribuée pour partie aux matières premières mises en œuvre, amène une diminution du gain journalier. A Amplepuis, ralentissement du travail dans les *tissages de coton*, mais tous les *tisseurs* sont encore occupés. Un quart des syndiqués en chômage chez ceux de Thel, une maison en faillite laisse 300 *tisseurs* sans ouvrage. Chez ceux de Grandris, travail peu actif. A Lyon, les *coupeurs-tailleurs de vêtements* comptent un tiers des leurs sans place; on a réduit le personnel dans un certain nombre de maisons de gros, depuis que le travail aux pièces a été introduit; durée du travail 60 heures en atelier. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-lampistes*; 4 p. o/o chez les *bronziers*. La situation tend à s'améliorer chez les *sculpteurs de pierre-statues*. Pas de chômeurs chez les *cochers* et *conducteurs de tramways*; 10 p. o/o chez les *voituriers*.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Mellerie, journée de 11 heures et pas de chômeurs; de même, à Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Journée augmentée d'une heure pour une centaine d'ouvriers chez les *tailleurs de pierre*.

Savoie. — A Chambéry, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. Travail en diminution depuis le mois dernier chez les *menuisiers*.

Isère. — A Grenoble, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. o/o chez les *gantiers*. Reprise du travail, par rapport au mois dernier, chez les *tisseurs* et les *cardeurs* de Vienne. Travail 60 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs sur tissus* de Jallieu. A Grenoble, ouvrage moins abondant que l'an dernier et un peu plus du cinquième des syndiqués en chômage chez les *charpentiers*, qui font la journée de 10 heures. Dans une *fonderie* de Vienne, le travail a repris, mais avec des salaires plutôt en diminution sur ceux de l'an dernier; de même, amélioration à Grenoble,

chez les *constructeurs-mécaniciens* qui font la journée de 9 heures et chez les *chaudronniers* qui sont bien occupés et font la journée de 11 heures; pas de chômeurs. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons* et *terrassiers*, qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; la journée est augmentée d'une heure pour 50 ouvriers. Ouvrage peu abondant chez les *cochers de fiacre* et chez ceux des *voitures de remise*.

Drôme. — Augmentation du travail chez les *carriers* de Saint-Restitut qui font 50 heures par semaine, Pas de chômeurs chez les *maçons* et *aides* de Valence, qui font la journée de 10 heures.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, 7 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que le mois dernier chez les *jardiniers*, qui font la journée de 10 heures. La saison d'hiver se termine chez les *cuisiniers* qui sont encore tous placés; un certain nombre sont partis pour la saison d'été dans les villes d'eaux. A Nice, 11 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*. Reprise du travail moins forte que l'an dernier chez les *plâtriers*. Ouvrage abondant et placement plus difficile que l'année précédente notamment pour les syndiqués parmi les *employés de tramways*, par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Les *garçons limonadiers* de Cannes comptent un quart des leurs sans place à demeure.

Var. — A Toulon, les *machinistes de théâtre* sont tous occupés, de même chez les *forgerons* de la Seyne, qui font 63 heures par semaine, en moyenne.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 7 p. o/o des chômeurs chez les *jardiniers*, plusieurs maisons diminuent leur personnel, les principales façons étant données, et ne gardent que les ouvriers nécessaires à l'entretien. La durée du travail est parfois réduite à 24 heures ou 3 journées de travail chez les *mineurs* de Trets; l'écoulement des stocks se fait lentement. Chômage 2 jours par semaine chez les *mineurs* de Fuveau. 16 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* d'Aix. A Marseille, travail actif chez les *employés du gaz*. Ouvrage moins abondant que le mois dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*, qui font 59 heures par semaine; un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Les *coupeurs-cordonniers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; ils entrent dans la bonne saison du travail. Le chômage atteint un peu plus du tiers des syndiqués chez les *charpentiers-calfats*; de même, nombreux chômeurs chez les *menuisiers* syndiqués; 19 p. o/o et reprise des travaux pour les réparations de printemps chez les *carreleurs*. A Marseille, les ravalements de façade que la municipalité avait prescrits pour occuper les chômeurs sont terminés, les *maçons* en ayant entrepris une partie, les *peintres* ont travaillé aux entreprises en régie de la ville; les fonds votés sont presque épuisés. Peu de commandes de *peinture pour la marine*. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *garçons-cochers*. 14 p. o/o de chômeurs chez les *maîtres d'hôtels* et *garçons-navigateurs*. 13 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs chez les *typographes*; plus d'activité chez les ouvriers en *chaussures*.

Ardeche. — Reprise du travail chez les *mégissiers* d'Annonay, qui font de 40 à 50 heures par semaine. Les deux tiers des ateliers font la journée complète, un tiers fait la demi-journée. Un atelier est fermé; une vingtaine des 80 ouvriers qui y étaient occupés ont pu se placer ailleurs.

Gard. — A Nîmes, 4 p. o/o des chômeurs chez les *typo-lithographes*.

Aveyron. — Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *mineurs* de Decazeville par suite de modification dans le mode de travail. 15 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Rodez. A Millau, les *palissonneurs-mégissiers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent; deux petits ateliers sont fermés. Un peu plus de 2 p. o/o des chômeurs chez les *gantiers*. Pas de signalés chez les *ouvriers* et *employés du bâtiment*, qui font la journée de 10 heures.

Tarn. — Saison plus mauvaise que l'an dernier chez les *chapeliers* d'Albi. Les *menuisiers* de Carmaux estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; les commandes sont plus rares que l'an dernier. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers* de Mazamet.

Hérault. — 17 p. o/o des chômeurs chez les *cultivateurs terrassiers* de Marsillargues qui font 48 heures par semaine; ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *mineurs* de Graissessac, durée du travail diminuée de 9 heures par semaine et réduite à 45 heures. A Montpellier, 18 p. o/o des chômeurs chez les *litho-typographes*, travail généralement réduit à 57 et 54 heures par semaine; les vacances de Pâques ont amené une interruption dans les commandes. Les *cordonniers* estiment qu'un peu plus du tiers des syndiqués sont atteints par le chômage; une reprise s'est produite par rapport au mois dernier, on fait 50 heures par semaine. A la suite du ralentissement de la vente des vins, on renvoie des ouvriers *tonneliers*; dans un grand nombre de chantiers, le travail est réduit à 40 heures en moyenne par semaine. 18 p. o/o des chômeurs chez les *cochers*; une entreprise vient de fermer.

Aude. — L'arrêt du travail, nécessité par le mauvais temps, a surtout atteint, chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac, les ouvriers dits « à tout travail » qui forment les 5/6 de la population ouvrière; les *maîtres-valets* et les *valets* ont été peu éprouvés; de même à Aureillan, où le travail est moins abondant que l'an dernier. Travail plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement* de Carcassonne; pas de chômeurs chez les *tailleurs* de Narbonne qui font 75 heures par semaine. Morte-saison chez les *chapeliers* de Chalabre, la mode étant au chapeau de paille. L'amélioration signalée chez les *menuisiers* de Carcassonne se maintient.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail 45 heures par semaine chez les *travailleurs de la terre*. 9 p. o/o des chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *travailleurs du livre*, qui font en moyenne 54 heures par semaine; de plus, quelques ouvriers perdent 2 et 3 jours par semaine. Les *espadrilleurs-trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans comptent un cinquième des leurs sans commandes. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et un peu moins de 8 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers* de Perpignan qui font 68 heures par semaine.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *boulangers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *trépointeurs* qui sont tous occupés. Placement plus abondant que l'an dernier chez les *employés limonadiers* qui font 114 heures environ par semaine. 6 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en meubles*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, ralentissement du travail chez les *typographes* qui comptent un cinquième environ des leurs sans place. L'amélioration signalée chez les *tailleurs* se continue; même situation chez les *menuisiers*. A Tarbes, baisse sur la viande et sur les œufs.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, reprise du travail chez les *tapissiers*. Pas de chômeurs chez les *garçons bouchers*.

Tarn-et-Garonne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot-et-Garonne. — L'amélioration signalée chez les *cordonniers bottiers* de Villeneuve-sur-Lot continue. 6 p. o/o des chômeurs chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Gironde. — A Bordeaux, 6 p. o/o des chômeurs et placement plus facile que l'an dernier chez les *compagnons* et *aspirants boulangers*. Reprise du travail plus faible que l'an dernier chez les *teinturiers-dégraisseurs* qui font 5 jours par semaine. 11 p. o/o des chômeurs chez les *ferblantiers* et ouvrage plus abondant que le mois dernier; un certain nombre d'ouvriers ont été embauchés pour des travaux dans la campagne. Journée de 11 heures et travail actif chez les *tailleurs de pierre* de Blaye; on a pu embaucher des ouvriers de passage;

de nouveaux travaux sont en perspective. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* de Libourne. A Bordeaux, pas de chômeurs chez les *verriers*. 8 p. o/o chez les *bouchers-charcutiers*; 11 p. o/o chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*. Les *coiffeurs* de Bordeaux estiment qu'un quart des leurs sont sans place à demeure. 8 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, situation jugée assez bonne et un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de signalés chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Cognac, 6 p. o/o des chômeurs chez les *typographes*. Travail plus faible que l'an dernier et réduit à 48 heures par semaine chez les *tonneliers dôleurs*; une diminution de 0 fr. 50 sur le prix de la façon des futailles est aussi intervenu; cette réduction atteindrait 400 ouvriers.

Haute-Vienne. — A Limoges, pas de chômeurs chez les *terrasiers* et *manœuvres* qui font la journée de 10 heures; salaire variant de 0 fr. 25 à 0 fr. 28 par heure. Le travail tend à reprendre chez les *typographes*, qui comptent 6 p. o/o de chômeurs, 5 p. o/o et journée de 10 heures chez les *charpentiers*, qui sont plus occupés que le mois dernier; la journée est généralement augmentée d'une heure. 11 p. o/o de chômeurs, journée de 10 heures et ouvrage en augmentation sur le mois et l'an dernier chez les *tonneliers*; en prévision des élévations de droits en Amérique, on presse les expéditions. Pas de chômeurs chez les *choisisseurs-emballeurs de porcelaine*, 15 p. o/o chez les *journaliers des fabriques de porcelaine*.

Cher. — Les *bûcherons* de Jussy-le-Chaudrier qui font 72 heures par semaine sont tous occupés, ceux d'Henrichemont font la journée de 11 heures; la courte durée de l'écorçage laisse une moitié des ouvriers sans travail; 5 p. o/o chez ceux de Sancergues. Reprise du travail grâce aux commandes pour l'écorçage chez les *bûcherons* de Vallenay qui font 75 heures par semaine et comptent un tiers des leurs atteints par le chômage; de même, reprise du travail chez ceux de Méry-ès-Bois, qui estiment à un quart le nombre des leurs en chômage. A Bourges, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *toiles cirées*. Journée augmentée d'une heure et portée à 12 heures et 2 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*. Travail toujours actif chez les *chaufourniers* de Jussy-le-Chaudrier et de la Guercie.

Indre. — Ralentissement du travail chez les *bûcherons* et *carriers* de Poinçonnet. Pas de chômeurs chez les *typographes* de Châteauroux: ouvrage abondant.

Vienne. — A Poitiers, journée de 11 heures et 10 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*, pas de signalés chez les *imprimeurs*.

Deux-Sèvres. — A Niort, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*; le journée est diminuée d'une heure dans un atelier. Les *gantiers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, la plupart des autres font de 50 à 56 heures par semaine. A Saint-Maixent, même chômage chez les *bonnetiers*. Chez les *tailleurs de pierre* qui font la journée de 12 heures, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier et pas de chômeurs; 2 p. o/o chez ceux de Niort.

Vendée. — Chez les *mineurs* de Faymoreau qui font 66 heures par semaine, pas de chômeurs; 15 p. o/o chez les *tisserands* de Mortagne-sur-Sèvres; travail 72 heures par semaine chez ceux des Épesses; 75 heures chez ceux d'Evruines. Travail 70 heures par semaine chez les *ouvriers en bâtiment* de la Roche-sur-Yon. A Evruines et aux Épesses, diminution sur le beurre et sur les œufs; hausse sur la viande de porc.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*, ce sont les aides de cuisine qui sont atteints par le chômage. Journée de 11 heures chez les ouvriers des *usines de produits chimiques*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Les apprentis ouvriers *ferblantiers-botliers* sont bien occupés, mais les ouvriers de métier seraient plus difficilement embauchés et ne feraient pas la journée complète. Reprise du

travail moins forte que l'an dernier chez les *ouvriers en bâtiment* de Nantes. De même, chez les *frappeurs* qui estiment que moitié des syndiqués sont atteints par le chômage.

A Saint-Nazaire, dans la *construction navale*, ralentissement du travail dans les ateliers d'une grande compagnie ; on a de nouveau mis à pied une partie du personnel ; dans les autres ateliers, le travail est un peu plus actif par suite des commandes pour réparation des dégâts des dernières tempêtes. L'industrie du *bâtiment* est toujours bien occupée ; les *maçons* et les *tailleurs de pierre* font 66 heures par semaine. Peu de travail chez les *déchargeurs de charbon* et les *débardeurs du port*.

Finistère. — A Brest, pas de chômeurs chez les *typographes*, amélioration depuis le mois dernier.

Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *cordonniers* syndiqués qui font 78 heures par semaine ; cependant l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier par suite de l'arrivée de machines pour fabriquer le *cousu-machine*, les prix de façon ont été diminués et une partie du personnel renvoyé. Les *ferblantiers-boitiers* de Saint-Guénolé estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage.

Morbihan. — Travail 70 heures par semaine et 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment* de Lorient, nombreux travaux projetés.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 19 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie du cuir* qui font la journée de 9 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier. 2 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures* de Fougères qui sont moins occupés que l'an dernier et font de 48 à 54 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Rennes qui font la journée de 11 heures et ont plus de travaux que l'an dernier. La journée tend à être réduite à 11 heures chez les *menuisiers* de Fougères. A Rennes, 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux* qui font la journée de 11 heures ; la construction de nouveaux tramways fournit un ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *tailleurs de pierre*, 13 p. o/o de chômeurs ; 10 p. o/o chez les *cochers*.

Maine-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *tisserands* de la Séguinière ; de même chez ceux de la Tessoualle. A Angers, il en est de même chez les *mouleurs fondeurs* qui font la journée de 11 heures ; même journée et 15 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers* ; même durée du travail chez les *forgerons*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens* et *ajusteurs-tourneurs*. Journée diminuée de 2 heures pour une trentaine d'ouvriers chez les *sculpteurs*.

Mayenne. — Reprise du travail chez les *typographes* de Laval.

Sarthe. — Au Mans, 13 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*. Pas de signalés chez les *mécaniciens*. Reprise du travail et journée de 12 heures chez les *serruriers*.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Pauzoult-Chinon, une forêt dans laquelle l'exploitation avait été ajournée à cette année occupe un grand nombre d'ouvriers. A Tours, ouvrage généralement plus abondant que l'an dernier chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*, cependant la journée est diminuée d'une heure dans un atelier de 30 ouvriers. 15 p. o/o de chômeurs et reprise du travail chez les *tisseurs*.

Eure-et-Loir. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Chartres ; une imprimerie nouvelle vient de se monter. A Châteaudun, situation satisfaisante dans la *typographie* ; marche normale dans les autres industries ; à la fabrique de *bijoux*, le travail a repris sa marche habituelle.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *tailleurs*. Affaires plutôt plus importantes que l'an dernier dans la *quincaillerie* ; la hausse des produits permet d'obtenir des prix de vente plus rémunérateurs.

Calvados. — A Caen, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; journée habituelle de 10 heures, diminuée d'une heure dans un atelier. Le travail tend à diminuer chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau.

Eure. — Situation satisfaisante chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux. A Pont-Audemer, l'augmentation habituelle du travail est plus tardive que celle de l'an dernier.

Seine-Inférieure. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* du Havre; ouvrage moins abondant que l'an dernier chez ceux de Rouen qui estiment que moitié des leurs sont sans place à demeure. A Rouen, quelques petits journaux ayant disparu, le placement devient plus difficile que l'an dernier chez les *typographes*. Travail peu actif chez les *voiliers* du Havre. Pas de chômeurs et travail de 60 à 65 heures par semaine chez les *mouleurs en fonte* de Rouen; ouvrage plus abondant que le mois précédent. Journée de 10 heures, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *métallurgistes* du Havre. 2 p. p. o/o chez les *constructeurs-mécaniciens* de Rouen. Au Havre, les *journaliers du port* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage.

Algérie. — A Alger, les *menuisiers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; ils font généralement la journée de 10 heures. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *maçons*. Les employés *limonadiers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour avril et mai :

Besançon. — Reconstruction et allongement d'écluse.....	117.808 ^f
Bourg. — Reconstruction du théâtre.....	110.800
Carcassonne. — Construction du deuxième lot du chemin de fer de Quillan à Rivesaltes.....	2.355.000
Le Mans. — Construction d'un pont à Roëzé.....	112.000
Lisieux. — Agrandissement du collège.....	105.400
Marseille. — Ouverture de voies publiques.....	1.600.000
Paris. — Écoles rues de Tlemcen et des Cendriers.....	438.700
Paris. — Bassins filtrants à Saint-Maur.....	125.200
Paris. — Travaux d'architecture du service des promenades.....	212.500
Perpignan. — Travaux de pont.....	113.000
Tullins (Isère). — Construction d'un groupe scolaire.....	128.600
Verdun. — Guerre. Construction d'un pavillon à l'hôpital Saint-Nicolas.....	167.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Alger. — Construction du chemin entre le village de Cavaignac et le centre de Fromentin (185.000^f). — Adj : Tesquet, à Courbet, 25.

Auxonne. — Guerre. — Démantèlement de la place et construction d'égouts (191.000^f). — Adj. : Bové, à Orchamps (Jura), 33.

Chalon-sur-Saône. — Construction d'un hôtel des postes et télégraphes (107.500^f). — Adj. : Terrassements, maçonnerie et serrurerie, Proteau, 4; menuiserie, quincaillerie, Prost, 2.

Lyon. — Exhaussement d'un groupe scolaire (127.000^f). — Adj. : maçonnerie, Santour, 19,25; pierres de taille, Pomparat, 10,50; charpente et menuiserie, Association des ouvriers charpentiers, 28,20 et 28,25; plâtrerie, peinture, vitrerie, Polliot, 33; serrurerie, Bajard, 35; zinguerie, plomberie, eau et gaz, René, 42,96.

Nancy. — Canal de la Marne au Rhin. — Usine élévatoire à vapeur de Valcourt (175.000^f). — Adj. : Erb, à Toul, 23.

Paris. — Construction et aménagement d'un bureau central téléphonique, rue Desre-naudes (320.000). — Adj. : Terrassements, maçonnerie, pierre moulée et carrelage, Pradeau, 8, rue Paul-Louis-Courier, 29,65; serrurier, Baudet, 139, rue Saussure, 31; charpente, Poirier, 42, boulevard de Vaugirard, 35,10; menuiserie, parquets en tapis de liège, Vieilly,

38, boulevard Saint-Jacques, 20.40; *couverture, plomberie, zinguerie*, Casse, 45, quai de la Tournelle, 35.20; *peinture et vitrerie*, Herremann, 6, rue d'Abbeville, 47.

Paris. — Travaux neufs à exécuter, en 1897, sur routes départementales (621.000^f). — Adj. : Asnières : *piles du pont*, Petit, à Charenton, 2; Gennevilliers : *construction d'égout*, Quéhan, à Versailles, 32, *réfection d'un chemin*, Joyeux, 12, rue Riquet, 31; Pantin : *réfection d'une chaussée pavée*, Dioudonnat, à Saint-Denis, 14; Noisy-le-Sec et Bondy : *établissement d'une canalisation*, Marsaud, 5, rue des Ardennes, 29; Montreuil : *relevé à bout de chaussée*, Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 14; Vanves : *construction d'un égout*, Joyeux, 5, rue Linois, 28; Suresnes : *construction d'un égout et réfection d'une chaussée*, Pénot, à Suresnes, 33 et Briard, à Argenteuil, 29; Courbevoie : *transformation d'une avenue*, Fayaud, à Saint-Denis, 34; Vincennes : *ouverture et assainissement d'une annexe desservant la gare*, Vollereau, à Bry-sur-Marne, 24; *construction d'un chemin entre Nogent et Champigny*, Quéhan à Nogent-sur-Marne, 34; Montrouge : *prolongement d'égout*, Grandchamp, 21, rue Dareau, 32.90.

Paris. — Prison de la santé, *peinture et vitrerie* (151.000^f). — Adj. : Société Le Travail, 50, rue de Maistre, 25.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue Trousseau (182.600^f). — Adj. : Menuiserie, Bouillon, 127, rue de Flandre, 40.60; *parquetage*, Norbert, 6, passage Guénet, 20.20; *fumisterie*, Digard, 56, rue Saint-Sébastien, 45.20; *peinture et vitrerie*, Delacour, 17, boulevard Saint-Germain, 53.60; *égouts et canalisation*, Marsaud, 5, rue des Ardennes, 35.70.

Paris. — Couverture et plomberie dans vingt établissements de l'Assistance publique. 4 lots (152.700^f). — Adj. : Catrel, 20, rue Geoffroy-Lasnier, 37.80; Supervielle, 22, rue d'Athènes, 43.70; A. Dutour, 22, rue des Fourneaux, 40; E. Dutour, 5, rue Sainte-Eugénie, 40.

Quimper. — Phare l'Île Vierge. — Transformation de l'éclairage. Reconstruction de la tour (288.700^f). — Adj. : Corre, à Brest, 5.

Rouen. — Canal de Rouen à Tancarville. — Construction d'une jetée pleine à Tancarville (173.050^f). — Adj. : Vigner, à Lyon-Villeurbanne, 2.

Rouen. — Port du Havre. — Reconstruction des musoirs des formes de radoub du bassin de la citadelle et des musoirs amont du sas dudit bassin (260.000^f). — Adj. : Vigner, à Lyon-Villeurbanne, 2.

Sommières (Gard). — Construction d'une école de garçons et réparations à l'école de filles et à l'école maternelle (111.250^f). — 4 lots. Adj. : Gand, à Montélimar, 14; Laussel, à Alais, 28; Gasquiel, à Nîmes, 22; Camp, 26.

Toul. — Construction de divers locaux à l'arsenal extra muros (252.800^f). — Adj. : Terrassements, maçonnerie, Partout, à Gondreville, 19.35; *cuivrerie, plomberie, ferblanterie, zingage, couvertures*, Bouge, 22; *feronnerie, quincaillerie, serrurerie*, Marlange, à Verdun, 38.10.

Tours. — Construction de l'Hôtel de ville (1.846.100^f). — Adj. : Terrassements, maçonnerie, pavage et granit, Perdriel, à Nantes, 11.10; *charpente en bois*, Bordes, 29.02; *couverture, zinguerie, plomberie, fontainerie et appareils d'éclairage*, Maisonnay, 5, rue du Cherche-Midi, à Paris, 40.20; *serrurerie*, Dubois, 7, rue Saint-Amand, à Paris, 29; *plâtrerie*, Bachelier, 30.40; *menuiserie*, Labadie, 32; *fumisterie et marbrerie*, Hatry, à Paris, 45; *peinture et vitrerie*, Branchu, 52.

Chemin de fer du Nord. — Construction d'un passage inférieur à la gare de Chantilly (100.000^f). — Adj. : Rougier, à Champagne, par Thomerey (Seine-et-Marne).

Chemin de fer de l'Ouest. — Agrandissement de la gare de Bellevue (200.000^f). — Adj. : Picard, à Suresnes (Seine).

Chemin de fer P.-L.-M. — Ligne de Cluses au Fayet. — Travaux de ballastage et pose de voies (250.000^f). — Adj. : Bastin, à Sallanches (Haute-Savoie).

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 avril il a été déposé 199 demandes en autorisation de bâtir, dont 100 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'avril 1896, le nombre des demandes avait été de 195, dont 109 pour des constructions neuves.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de l'année 1897.

	VARIATIONS			
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	291.359.000	350.564.000	"	59.205.000
Matières nécessaires à l'industrie	862.358.000	807.184.000	35.174.000	"
Objets fabriqués.....	209.848.000	212.691.000	"	2.846.000
TOTAUX ET BALANCE...	1.363.565.000	1.370.442.000	"	6.877.000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	199.076.000	207.113.000	"	8.037.000
Matières nécessaires à l'industrie	303.553.000	279.071.000	24.482.000	"
Objets fabriqués.....	614.029.000	619.453.000	"	5.424.000
Colis postaux.....	56.534.000	52.002.000	4.532.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	1.173.192.000	1.157.639.000	15.553.000	"

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mars 1897.	Avril 1897.	Avril 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	45 ^f 15 ^c	44 ^f 50 ^c	38 ^f 85 ^c
Sucre brut, les 100 kilogrammes.....	25 50	25 25	33 25
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	32 85	36 40	30 85
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	55 25	54 85	54 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	39 75	37 00	48 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	34 00	33 50	35 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	46 00	45 00	47 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 38	1 46	1 52
Veau, idem. ..	2 20	2 00	2 00
Mouton, idem. ..	1 84	1 80	1 96
Porc, idem. ..	0 98	1 20	1 04
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	45 25	47 60	48 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	114 50	113 00	127 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	38 25	39 25	46 25
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	17 50	17 00	15 50
Cuivre en lingots, idem.	137 00	131 25	124 50
Étain Banka, idem.	170 00	163 25	166 25
Plomb, idem.	30 25	31 50	28 50
Zinc bonnes marques, idem.	48 25	46 50	41 75

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'avril		Du 1 ^{er} janvier au 30 avril	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	111	94	470	474
Liquidations judiciaires.....	12	12	50	69
Conversions de liquidations en faillites.	4	6	12	19

Transports. — Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin avril :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général...	384.431.300 ^f	377.877.000 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (22 avril).....	10.495.100	10.050.300
Voitures de Paris.....	1.024.700	947.800

Mont-de-Piété. — Situation au 30 avril 1897 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 mars 1897 au soir.....			1.624.987	47.710.801
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	100.012	3.798.445	153.360	5.455.437
Par renouvellements.....	53.348	1.656.992		
TOTAL.....			1.778.347	53.166.238
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	85.404	2.500.072	150.173	4.352.926
Par renouvellements.....	53.348	1.656.992		
Par ventes.....	11.421	195.862		
RESTE en magasin le 30 avril 1897.....			1.628.174	48.813.312

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 mars 1897 au soir.....			21.346	5.819.733
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.507	633.592	4.758	1.246.658
Par renouvellements.....	2.251	613.066		
TOTAL.....			26.104	7.066.391
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.753	428.970	4.435	1.167.098
Par renouvellements.....	2.251	613.066		
Par ventes.....	431	125.053		
RESTE en magasin le 30 avril 1897.....			21.669	5.899.293

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Somm.	Titres.	Somm.
	nombres.	francs.	nombres.	francs.
Restait en magasin, le 30 avril 1893...	1.885.554	50.818.524	12.712	3.620.240
1894...	1.819.584	49.470.105	16.702	4.729.946
1895...	1.722.196	46.343.662	18.944	5.235.417
1896...	1.630.435	45.878.163	21.313	5.769.927

Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o ; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} MAI.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
MARS 1897.									
Paris (1 ^{er} arr ^t).	1064	76	63	10					
— (II ^e —).	1280	1380	392	"					
— (IV ^e —).	754	521	534	5					
— (V ^e —).	87	117	55	"					
— (XIII ^e —).	299	312	247	"					
— (XIV ^e —).	396	282	153	44					
— (XV ^e —).	329	279	226	1					
— (XX ^e —).	103	167	73	20					
Lille.....	4	"	"	"					
Nancy.....	172	47	38	"					
AVRIL 1897.									
Paris (III ^e arr ^t).	632	537	384	20					
— (VI ^e —).	402	299	223	1227					
— (IX ^e —).	210	218	97	35					
— (XIII ^e —).	270	304	246	"					
— (XIX ^e —).	126	162	135	2					
Refuges munic.	"	"	82	835					
Levallois-Perret.	182	154	58	70					
Brest.....	23	3	3	"					
Lisieux.....	84	68	53	"					
Sens.....	19	22	2	"					
MARS 1897.									
Besançon.....	131	103	26	"					
Boulogne-sur-M.	83	58	57	"					
Saint-Étienne..	65	67	62	"					
Toulouse.....	313	169	166	"					
Alger.....	363	182	113	124					
AVRIL 1897.									
Angers.....	198	97	91	21					
Bourges.....	103	42	27	"					
Carcassonne....	14	8	8	"					
Nîmes.....	64	48	42	"					
Perpignan....	44	23	17	3					
Saint-Nazaire...	321	8	1	7					
Toulon.....	38	18	15	3					
Tours.....	207	146	106	"					

Pendant le premier trimestre de 1897, le bureau municipal du XVIII^e arrondissement a reçu 998 demandes et 535 offres d'emploi; il a effectué 377 placements à demeure et 29 en extra.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Ile-et-Vilaine...	Rennes.....	Charcutiers.....	3	2	1	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Id.....	28	9	9	"
Seine.....	Paris.....	Assoc. de la meunerie française.	34	10	10	"
Id.....	Id.....	Épicerie gros et détail.....	578	487	358	"
Id.....	Id.....	Marchands et fab. papetiers....	66	26	26	"
Id.....	Id.....	Synd. du papier et des industries qui le transforment.....	33	16	10	"
Id.....	Id.....	Ind. des appar. de l'art médical.	10	9	9	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publics.	16	"	2	"
Id.....	Id.....	Beurre, œufs, fromage.....	52	134	75	"
Id.....	Id.....	Com. et fab. de la quincaillerie	10	22	12	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	135	122	114	5
Id.....	Id.....	Couteliers.....	17	14	13	1
Id.....	Id.....	Architectes de France.....	4	2	2	1
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	2	1	"	"

(1) Placement de nourrices au sein.

**D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (AVRIL 1897).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	2	1	"	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Cuisiniers.....	4	4	1	3
Id.....	Id.....	Jardiniers.....	10	6	3	7
Id.....	Id.....	Limonnadiers.....	14	5	2	3
Id.....	Nice.....	Cordonniers.....	7	1	2	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	12	"	4	8
Aude.....	Carcassonne.....	Patrons et ouvrières du bâtim.	18	13	12	"
Id.....	Id.....	Tailleurs.....	5	6	5	"
Id.....	Id.....	Ménusiers.....	5	2	2	"
Id.....	Narbonne.....	Tailleurs.....	15	15	15	"
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	4	"	2	1
Id.....	Marseille.....	Jardiniers.....	4	1	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	18	8	8	2
Id.....	Id.....	Typographes.....	5	2	2	1
Id.....	Id.....	Coupeurs en chaussures.....	15	6	4	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	3	3	"	"
Id.....	Id.....	Maîtres d'hôtel et garçons navi- gateurs.....	32	"	30	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	37	36	290
Charente.....	Angoulême.....	Estampeurs-découpeurs.....	8	5	"	"
Cher.....	Valnay.....	Bûcherons.....	50	"	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Id.....	20	20	20	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables.....	10	3	3	"
Eure-et-Loir.....	Chartres.....	Typographes.....	"	"	1	"
Finistère.....	Brest.....	Cordonniers.....	"	2	"	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Boulangers.....	25	"	"	20
Id.....	Id.....	Employés limonnadiers.....	20	6	2	10
Id.....	Id.....	Ouvriers en meubles.....	"	"	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	50	35	7	28
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	31	29	10	19
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	130	110	80	35
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	58	67	30	4
Hérault.....	Montpellier.....	Tonneliers.....	500	"	"	"
Ile-et-Vilaine...	Rennes.....	Tailleurs de pierre.....	10	"	"	"
Indre.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	40	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	6	1	1	1
Id.....	Id.....	Cochers.....	40	"	"	"
Id.....	Vienna.....	Fédération des syndicats.....	146	58	53	"
Id.....	Id.....	Ménusiers.....	6	3	3	"
Id.....	Id.....	Maçons.....	7	2	"	2
Id.....	Id.....	Chauffeurs mécaniciens.....	4	1	1	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	2	1	"	1
Jura.....	Salins.....	Typographes.....	3	"	"	1
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Frappeurs.....	45	35	"	35
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Employés limonnadiers.....	15	4	4	10
Maine-et-Loire...	Angers.....	Forgerons.....	5	2	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	5	4	2
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	4	"	2	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Id.....	8	2	2	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	12	5	"	"
Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs à la mécanique.....	6	"	4	2
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs.....	43	28	26	2
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-tailleurs.....	10	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Caisse de retraites des travail- leurs de la boulangerie.....	"	"	2	25
Id.....	Id.....	Margeurs-pointeurs.....	5	4	"	"
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).. — (rue Guisarde).....	150	112	112	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs en taille-douce.....	32	"	28	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	60	63	60	"
Id.....	Id.....	Garniers.....	6	2	"	4

SYNDICATS OUVRIERS (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Passementiers à la barre.....	22	1	1	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-taillieurs.....	2	7	2	5
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	45	80	45	"
Id.....	Id.....	Blanchisseurs.....	110	80	28	"
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	14	4	4	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	8	"	5	4
Id.....	Id.....	Estampeurs-poêliers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolleteurs.....	16	18	"	"
Id.....	Id.....	Onvr. en instrum. de précision.	53	14	27	"
Id.....	Id.....	Peintres sur porcelaine.....	2	1	2	"
Id.....	Id.....	Cochers-livreurs.....	195	70	103	47
Id.....	Id.....	Comptables.....	9	5	1	1
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	200	58	13	45
Id.....	Vincennes.....	Menuisiers.....	20	3	11	"
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Cuisiniers.....	"	"	1	3
Id.....	Rouen.....	Constructeurs-mécaniciens.....	6	2	4	1
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	15	3	"	3
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Ouvriers terrassiers.....	15	10	8	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	8	3	3	"
Id.....	Id.....	Tonneliers.....	4	2	2	"
Algérie.....	Alger.....	Employés limonadiers.....	23	17	13	13

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société « l'Etoile ».....	352	143	45	98
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	26	31	26	4
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Société des employés et voya- geurs de commerce.....	3	2	2	"
Nord.....	Dunkerque.....	« L'Abeille ».....	1	"	1	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.	Union des employés.....	10	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	155	602
Sarthe.....	Le Mans.....	Société des comptables.....	2	"	1	1
Seine.....	Paris.....	Société « L'Etoile ».....	605	1282	128	1154
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	90	90	41	13
Id.....	Id.....	« La Couturière ».....	10	33	"	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	67	12	3
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	385	360	324	1
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	260	160	160	800
Id.....	Id.....	« Le Bâtiment ».....	9	17	2	"
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	16	12	3	"
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	4	6	1	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrond..	62	8	"	7
Id.....	Id.....	Société des maréchaux ferrants..	29	34	29	"
Id.....	Id.....	Union Helyetia.....	130	120	83	11
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisie	126	327	177	7
Somme.....	Amiens.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	1	5	1	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail....	18	"	"	18
Gironde.....	Bordeaux.....	<i>Idem.</i>	"	"	2	"
Indre-et-Loire....	Tours.....	Société de patronage des prisonniers libérés.....	1	3	1	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	21	11	11	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	129	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	54	17	9	1
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre de l'assistance par le travail..	111	"	7	16
Seine.....	Paris.....	«The Mission home».....	114	97	32	3
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	«The english catholic home».....	23	66	18	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	«Home français».....	"	"	14	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	«Home allemand».....	52	221	42	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison de travail pour jeunes gens..	"	"	43	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.....	26	78	46	11
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile Saint-Charles.....	222	318	83	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société protestante du travail.....	75	62	47	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Soc. de protect. des Alsaciens-Lorrains.	"	13	6	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre de N.-D. de Bon-Secours....	82	133	82	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique.....	"	"	310	"
<i>Id.</i>	Courbevoie....	Assistance par le travail.....	2	"	1	1
Seine-et-Marne...	Melun.....	Société d'assistance par le travail....	"	412	"	412
Somme.....	Amiens.....	<i>Id.</i>	21	11	30	2

Pendant les mois de février et mars, la société des *Visiteurs des pauvres* de Paris a reçu 18 demandes et 6 offres d'emploi; elle a effectué 5 placements à demeure et 3 en extra.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS D'AVRIL.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.603	102	629	"	24.247
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6.265	829	266	534	23.073
Asile de la rue Mouffetard.	233	21	"	7	1.045
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	130	14	782
— (rue Labat).....	"	"	280	20	1.497
— (rue Saint-Jacques).....	"	"	375	83	1.805
— (avenue du Maine) ...	"	"	74	75	771

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES SECOURUES pendant les mois de	
		mars.	avril.
Indigents (secours réguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	4.898
		Femmes	5.128
	de 60 ans et plus...	Hommes	8.163
		Femmes	8.340
		Hommes	11.226
		Femmes	11.327
			22.093
TOTAL des indigents secourus.....		46.116	46.888
Nécessiteux (secours irréguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	7.838
		Femmes	7.956
	de 60 ans et plus...	Hommes	7.018
		Femmes	7.529
	Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....	2.590	2.852
		3.547	3.912
		359	566
TOTAL des nécessiteux secourus.....		21.360	22.815

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Quatorze applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois d'avril 1897 :

1° **Grève évitée à la tréfilerie d'or et d'argent de Loyes (Ain).** — Le 26 mars, M. Biétrix, propriétaire de la tréfilerie de Loyes qui occupe 62 ouvriers, informait le juge de paix de Meximieux que son personnel lui avait demandé par lettre, la veille, le renvoi immédiat du contremaître et de sa femme, en menaçant de se mettre en grève s'il n'obtenait pas satisfaction.

La lettre était signée par 49 ouvriers et ouvrières.

Ils se plaignaient de ce que le contremaître ne fût pas suffisamment impartial et fit commander les ouvrières par sa femme qui répartissait mal le travail.

Le 27, le juge de paix se rendit à l'usine et forma un comité de conciliation. Il fut convenu que M. Comte, conseiller général, serait pris pour arbitre.

Ce dernier, après plusieurs pourparlers avec le patron et les ouvriers, finit par ramener l'accord.

En effet, dans une nouvelle réunion tenue le 29, il a été décidé que le contre-maitre serait employé comme ouvrier tréfileur et ferait ses efforts pour que, dans un mois, l'entente fût rétablie entre lui et les autres ouvriers.

A ces conditions, le conflit a pris fin sans que le travail ait été interrompu.

2° Grève de fondeurs et mouleurs en cuivre à Mâcon (Saône-et-Loire). — Les 24 fondeurs, mouleurs et noyauteurs qui se sont mis en grève, le 25 mars, dans l'une des deux fonderies de cuivre de MM. Thévenin et C^{ie} demandaient : 1° Que la fabrication de 100 robinets système Vermorel fût payée 3 francs au lieu de 2 fr. 75; 2° l'affichage des tarifs; 3° la vérification du travail aux pièces avant que les pièces ne soient livrées aux finisseurs. Cela s'était toujours fait ainsi jusqu'en février 1897.

Un délégué de la Fédération des syndicats du cuivre, dont le siège est à Lyon, se rendit à Mâcon, et, sur ses conseils, les grévistes demandèrent au juge de paix la convocation d'un comité de conciliation.

Avant que ce comité ne se fût réuni, une entrevue entre les patrons et les délégués ouvriers avait mis fin au conflit. Les robinets, objets du litige, seront fabriqués dans un autre établissement et la vérification du travail aux pièces est rétablie conformément à l'ancien mode, suivant les désirs des ouvriers.

Tous les grévistes ont repris le travail le 2 avril.

3° Grève des plâtriers-peintres de Vichy (Allier). — Les plâtriers-peintres de Vichy se sont mis en grève à la suite de négociations qui n'avaient pas abouti entre les deux syndicats, ouvrier et patronal.

Ils réclamaient une augmentation de salaire et la journée de 10 heures au lieu de 11 heures.

Le 2 avril, sur l'initiative des entrepreneurs, un comité de conciliation se réunit en présence du juge de paix.

Les patrons firent les propositions suivantes : le prix de l'heure serait fixé à 0 fr. 55 (maximum), au lieu de 0 fr. 60 demandés par les ouvriers, et la journée limitée à 10 heures, mais à partir du 1^{er} juillet seulement, en raison des engagements pris pour les travaux en cours d'exécution.

En attendant, il serait accordé immédiatement une demi-heure en plus pour le repas de midi.

Ces propositions furent repoussées.

Le juge de paix ayant insisté pour que l'augmentation fût accordée dès la reprise du travail, les patrons finirent par y consentir.

Les délégués ouvriers, après avoir demandé une suspension d'audience pour consulter leurs camarades, revinrent en maintenant leurs prétentions, et l'entente ne put s'établir.

Le recours à l'arbitrage, proposé par le juge de paix et accepté par les patrons, fut repoussé par les ouvriers.

La grève s'est terminée le 8 avril, le travail a été repris à raison de 0 fr. 55 de l'heure, prix offert par les patrons à la fin de la réunion de conciliation.

4° Grève de tisseurs de soie à Tours. — Les 45 ouvriers du tissage de soie de M. Roze, à Tours, se sont mis en grève le 12 mars. Ils demandaient la réintégration d'un ouvrier renvoyé par le contre-maitre à propos de l'application d'un nouveau tarif et le renvoi du contre-maitre qu'ils accusaient d'être trop sévère et de témoigner au syndicat une hostilité marquée.

Dès le début de la grève, dans une entrevue avec les délégués de ses ouvriers, M. Roze consentit à reprendre l'ouvrier congédié, promit que les ouvriers n'auraient

plus affaire au contremaître, mais refusa son renvoi. Ces conditions ne furent pas acceptées.

Le 3 avril, le juge de paix intervenant d'office réunit un comité de conciliation. M. Roze fils, en l'absence de son père, ne put que maintenir les propositions qui avaient été faites et demander de proroger les pouvoirs du comité de conciliation jusqu'au retour de son père, ce qui fut accepté.

En conséquence, une troisième réunion eut lieu le 13 avril. M. Roze père déclara qu'il faisait du maintien de son contremaître, qui était chez lui depuis 35 ans, une question de justice et de dignité et qu'il aimerait mieux transférer son industrie à Lyon ou ailleurs que de céder sur ce point. Toutefois il s'engageait à donner à une commission ouvrière les motifs du renvoi d'ouvriers lorsqu'il croirait devoir prendre cette mesure.

En présence de cette résolution et d'une lettre d'excuses adressée par le contremaître aux tisseurs en soie, les délégués ouvriers, après avis de leurs camarades, abandonnèrent la demande de renvoi du contremaître et l'accord put s'établir.

Le travail a été repris le lendemain 14 avril.

5° Grève des boulangers de Cavaillon (Vaucluse). — Le 4 avril, 23 boulangers occupés chez 15 patrons se sont mis en grève en réclamant une augmentation de 0 fr. 50 par jour pour la préparation du levain, travail auquel ils prétendaient n'être pas tenus.

Une tentative de conciliation ayant été faite par le maire sans résultat, le juge de paix, agissant d'une manière officieuse, a réuni les délégués des chambres syndicales des patrons et des ouvriers, et la reprise du travail a été décidée pour le 7 aux conditions antérieures.

6° Grève des maçons et manœuvres de Tarare (Rhône). — Les maçons et manœuvres de Tarare avaient proposé à leurs patrons les revendications suivantes :

1° Journée de 10 heures au lieu de 11 ;

2° Augmentation de 0 fr. 05 à l'heure, soit 0 fr. 50 pour les maçons et 0 fr. 35 pour les manœuvres ;

3° L'heure de nuit payée un tiers en plus ;

4° Indemnité de 1 franc en cas de déplacement de plus de 2 kilomètres.

L'accord se fit promptement sur les trois premiers points, mais les patrons refusant de consentir au quatrième, 120 ouvriers quittèrent le travail le 5 avril.

Le 7, le juge de paix organisait d'office une réunion de conciliation. Il fut convenu que l'indemnité en cas de déplacement ne serait pas fixe, mais qu'on tiendrait compte, au prix de l'heure, du temps nécessaire, aller et retour, pour gagner les chantiers éloignés.

Les deux parties ayant adhéré à ces conditions, le travail a été repris dès le lendemain 8 avril.

7° Grève des maçons de Bourges. — Un refus d'augmentation de 10 centimes par heure a amené la grève des 250 maçons de Bourges, le 13 avril.

Le juge de paix invita aussitôt, par voie d'affiches, les deux parties à constituer un comité de conciliation ; il n'en reçut aucune réponse. Les grévistes attendaient la décision du conseil municipal auquel les entrepreneurs avaient demandé d'augmenter les prix de la série des travaux de la ville.

Le conseil, réuni d'urgence le 17 avril, a porté le prix de l'heure de 40 à 45 centimes. Les patrons ont accordé alors la même augmentation sur tous leurs chantiers, et cette transaction a mis fin à la grève.

8° Grève des marchands détaillants de primeurs, de Lyon. — Le 25 mars dernier, la chambre syndicale des commissionnaires en primeurs de la ville de Lyon décida qu'à partir du 1^{er} avril il serait perçu un droit de 0 fr. 10 sur tous les colis achetés, en compensation de l'usure des paniers pendant leur séjour chez les détaillants, séjour qui se prolonge parfois pendant une quinzaine.

Ceux-ci, au nombre de 2.000, protestèrent contre cette taxe et, sur les conseils de la chambre syndicale de l'approvisionnement, la grève générale fut décidée le 2 avril.

Le juge de paix a invité les deux parties à former un comité de conciliation qui s'est réuni le 16 avril.

Les commissionnaires ont consenti à abaisser à 0 fr. 05 la taxe sur quelques colis, mais les détaillants ont maintenu leur prétention de repousser une taxe quelconque et l'entente n'a pu s'établir.

Le conflit a duré jusqu'à la fin du mois, les commissionnaires en gros ont imposé leurs conditions.

9° Grève de plâtriers-peintres à Clermont-Ferrand. — Les plâtriers-peintres de Clermont-Ferrand se sont mis en grève, le 15 avril, pour obtenir une augmentation de salaire et diverses indemnités en cas de déplacement.

Le préfet a convoqué, le 16, les présidents des syndicats des patrons et des ouvriers et les a engagés à recourir à l'intervention du juge de paix.

La chambre syndicale des entrepreneurs a refusé toute entrevue avec les ouvriers et s'est bornée à envoyer une lettre au président du syndicat pour lui soumettre ses conditions. Ces propositions n'ont pas été acceptées et la grève a continué.

Au bout de quinze jours, les négociations ont été reprises sur la demande des patrons, qui ont fait de nouvelles concessions au cours de deux entrevues avec les délégués ouvriers, dans la journée du samedi 1^{er} mai.

Dans une réunion tenue le lendemain, les grévistes, sur les conseils de M. Fagnot, délégué de l'Office du travail, de passage à Clermont, ont accepté la transaction offerte et décidé la reprise immédiate du travail.

Le prix minimum de l'heure a été porté à 50 centimes au lieu de 45; l'heure de nuit est payée 20 centimes en plus; l'assurance contre les accidents est entièrement à la charge des patrons; l'indemnité de déplacement est fixée à la moitié des frais de nourriture et de logement; la paye aura lieu dorénavant par quinzaine.

10° Grève de bonnetiers à Moreuil (Somme). — A la suite d'une réduction de tarifs, les bonnetiers de l'usine Bouly, à Moreuil, se sont mis en grève, le 21 avril, au nombre de 35.

Les deux parties sont convenues de solliciter l'intervention du juge de paix, et un comité de conciliation a été formé le 23.

Après une suspension d'audience pour que les délégués ouvriers pussent communiquer à leurs camarades les propositions du patron, l'entente a pu s'établir et les tarifs remaniés, insérés au procès-verbal, ont été signés de tous les délégués.

Le travail a été repris le 26 avril.

11° Grève de galochiers, à Brive (Corrèze). — Les ouvriers coupeurs et monteurs de la fabrique de sabots et galoches Saulières avaient demandé une augmentation du prix de la journée ou à défaut la faculté de travailler aux pièces. Cette permission leur ayant été d'abord accordée, puis retirée le surlendemain, lors de la présentation du tarif, ils se mirent en grève, le 12 avril, au nombre de 22.

Le 24, le juge de paix, intervenant d'office, réunissait un comité de conciliation.

M. Saulières, en réponse aux demandes de ses ouvriers, expliqua qu'il les avait toujours traités en camarades, allant jusqu'à leur montrer ses livres pour leur prouver les sacrifices qu'il faisait afin de ne pas les laisser sans travail. Il ajouta qu'il avait repoussé le travail aux pièces parce que ses locaux et son outillage ne se prêtaient pas à ce mode de travail. Toutefois il proposait à ses ouvriers de lui accorder un délai pour faire un essai partiel du travail aux pièces, mais sans prendre aucun engagement formel.

Enfin il prévenait son personnel que si le travail n'était pas repris avant le 3 mai, il était décidé à cesser son commerce.

Sur les instances du maire, présent à la réunion, les délégués ouvriers promirent d'engager leurs camarades à cesser la grève.

Ils rendirent compte de leur mandat, le soir même, à la réunion du syndicat, qui se prononça à une forte majorité pour le maintien du *statu quo*.

La grève a donc continué.

12° Grève de charpentiers à Nevers. — Les charpentiers de Nevers demandant une augmentation de 0 fr. 05 par heure se sont mis en grève, le 21 avril, au nombre de 34.

Les patrons ont accordé l'augmentation demandée en déclarant que, en raison de leurs engagements, ils ne pourraient l'appliquer qu'à partir du 1^{er} août.

Les grévistes ont demandé que cette application eut lieu à partir du 15 mai.

Un comité de conciliation s'est réuni, le 26 et le 30 avril, devant le juge de paix, sans résultat.

13° Grève de sabotiers-galochiers à Romans et à Bourg-de-Péage (Drôme). — Le 22 avril, 100 ouvriers sabotiers-galochiers, sur 250 occupés à Romans et Bourg-de-Péage, se sont mis en grève. Ils réclamaient une augmentation de 1 franc à 3 francs par cent paires de bois de galoches suivant les genres.

Immédiatement un syndicat a été constitué et les statuts ont été déposés à la mairie de Romans, le 23 avril.

Le 24, il ne restait plus que 47 grévistes qui se sont adressés au juge de paix pour le prier de former un comité de conciliation.

Une réunion eut lieu le 29, mais les patrons n'ayant accepté qu'en partie les augmentations demandées par leurs ouvriers, l'entente n'a pu s'établir.

Toutefois, l'accord avait été préparé et la grève a pris fin le lendemain après de mutuelles concessions.

14° Grève de mineurs à la Grand'Combe (Gard). — La Compagnie des mines de la Grand'Combe trouvant que le nombre de ses ouvriers était supérieur aux besoins de l'extraction en raison du ralentissement de ses affaires, a prononcé, à quelques jours d'intervalle, le renvoi de 575 mineurs.

Leurs camarades proposèrent qu'un roulement fût établi pour que chacun pût être occupé en attendant la fin de la crise. La Compagnie refusa.

En conséquence, la grève fut déclarée le 12 avril et 2.000 ouvriers y ont pris part, y compris les congédiés.

Le juge de paix a proposé la constitution d'un comité de conciliation, mais le directeur de la Compagnie lui a fait connaître que la mesure lui paraissait inutile, déclarant que les ouvriers qui n'avaient pas repris le travail à la date du 27 avril n'étaient plus en grève, mais étaient considérés comme démissionnaires. La grève continue.

LES GRÈVES EN AVRIL 1897.

L'Office du travail a relevé, en avril 1897, 35 grèves ouvrières, une grève de marchands des quatre-saisons qui ont mis à l'index les commissionnaires en gros où ils s'approvisionnaient et une coalition de patrons boulangers qui refusaient d'accepter la taxe municipale.

L'une des grèves ouvrières enfin doit être considérée comme un véritable lock-out, un patron ayant renvoyé en bloc dix de ses ouvriers qui refusaient de signer l'engagement de ne s'affilier à aucun syndicat.

On avait compté 44 grèves en avril 1896 et la moyenne pour ce même mois pendant les quatre années 1896, 1895, 1894 et 1893 avait été de 70.

12 de ces grèves se sont étendues à plusieurs établissements.

Les 23 autres n'en ont atteint chacune qu'un seul.

Les conflits signalés dans le cours du mois dernier ont éclaté dans 23 départements. Les plus éprouvés ont été : le Nord, 5 grèves ; le Rhône, 4 grèves ; les Bouches-du-Rhône, le Cher, le Gard, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, la Seine et la Somme, 2 grèves.

Le nombre connu de grévistes pour 32 des grèves ouvrières est de 4.123, dont 2.000 pour la seule grève des mineurs de la Grand'Combe. Il s'était élevé à 3.723 en avril 1896.

Ce sont presque toujours les industries textiles dans lesquelles se produisent le plus grand nombre de grèves.

Le mois dernier encore, on en a compté 9 dans ces industries. Viennent ensuite celles du bâtiment, 8 grèves ; des métaux, 7 grèves ; 2 dans les transports ; 1 enfin dans les industries ou professions suivantes : ouvriers agricoles, bûcherons, briquetiers, boulangers, brossiers, chauxfourniers, galochiers, mineurs et sabotiers.

Nombre de grèves d'après les causes qui les ont produites :

Demandes d'augmentation de salaire	19
Réduction de salaire	5
Demandes de diminution du temps du travail avec maintien des salaires	2
Contestations relatives au salaire	2
Demande de suppression du travail aux pièces	1
Contestation au sujet d'un règlement d'atelier	1
Demandes de réintégration ou de maintien d'ouvriers congédiés	3
Demande de renvoi d'un sous-directeur	1
Demande de suppression de la retenue d'assurance	1
Refus de s'engager à ne pas faire partie d'un syndicat	1

Des 35 grèves qui se sont produites en avril, 26 sont terminées ; elles ont duré :

3, 18 jours ; 2, 8 jours ; 3, 7 jours ; 1, 6 jours ; 3, 5 jours ; 5, 4 jours ; 3, 3 jours ; 2, 2 jours ; 3, 1 jour ; 1, enfin, 1 heure seulement.

Si l'on y ajoute 7 grèves commencées antérieurement et qui se sont terminées en avril après avoir duré 66, 42, 32, 30, 16, 13 et 10 jours, on constate que les résultats obtenus se répartissent en :

4 réussites ;
17 transactions ;
12 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes.	9 (1)	19	1
13 février.	.....	Cholet.	Maine-et-Loire.	Tisseurs de coton.	2 (2)	240	2
22 février.	29 avril.	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs de tapis.	1	28	3
8 mars.	20 avril.	Lyon.	Rhône.	Taillleurs de pierre.	1	4	4
12 mars.	14 avril.	Tours.	Indre-et-Loire.	Tisseurs de soie.	1	45	5
16 mars.	.....	Cousolre.	Nord.	Marbriers penduliers.	1	20	6
23 mars.	8 avril.	Lyon.	Rhône.	Ferblantiers.	1	8	7
25 mars.	.....	Lille.	Nord.	Ebarbeurs (fondeurs).	1	15	8
28 mars.	8 avril.	Vichy.	Allier.	Plâtriers.	25	110	9
29 mars.	29 avril.	Paris.	Seine.	Ornemanistes sur métaux.	1	12	10
31 mars.	13 avril.	Aubervilliers.	Seine.	Fabrique de wagons.	1	390	11
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} avril.	5 avril.	Privas.	Ardèche.	Fileuses.	1	136	1
1 ^{er} avril.	5 avril.	Graville-S ^{te} -Hon ^{or} e	Seine-Inférieure.	Tréfileurs.	1	110	2
1 ^{er} avril.	6 avril.	Hénin-Liétard.	Pas-de-Calais.	Chaudronniers (fer et cuivre).	1	8	3
1 ^{er} avril.	28 avril.	Lyon.	Rhône.	Marchands des quatre-saisons.	.....	2.000	4
2 avril.	8 avril.	Saint-Henri.	Bouches-du-Rhône.	Bateliers.	5	81	5
2 avril.	20 avril.	Lyon.	Rhône.	Tuilliers-briquettiers.	17	110	6
2 avril.	20 avril.	Hamel.	Somme.	Tisseurs de velours.	1	14	7
3 avril.	5 avril.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	65	8
4 avril.	7 avril.	Cavaillon.	Vaucluse.	Boulangers.	15	23	9
5 avril.	6 avril.	Saint-Gilles.	Gard.	Menuisiers.	2	4	10
5 avril.	6 avril.	Jouet-sur-l'Aubois.	Cher.	Chaufourniers.	1	7	11
5 avril.	9 avril.	Tarare.	Rhône.	Maçons et manœuvres.	15	120	12
7 avril.	10 avril.	Laveline.	Vosges.	Tisseurs.	1	90	13
8 avril.	15 avril.	Les Sables-d'O ^l é.	Vendée.	Charpentiers de navires.	.....	50	14
9 avril.	12 avril.	Lyon.	Rhône.	Mennisiers.	1	29	15
9 avril.	.....	Le Poinçonnet.	Indre.	Bûcherons.	.....	.....	16
10 avril.	.....	Bousbecque.	Nord.	Filature de lin.	1	40	17
12 avril.	13 avril.	Vico.	Corse.	Ouvriers agricoles.	.....	200	18
12 avril.	20 avril.	Tracy-le-Mont.	Oise.	Brossiers.	1	.....	19
12 avril.	.....	La Grand-Combe.	Gard.	Mineurs.	1	2.000 (8)	20
12 avril.	.....	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Chaudronniers en fer.	1	35	21
12 avril.	.....	Brive.	Corrèze.	Galoehiers.	1	22	22
13 avril.	20 avril.	Bourges.	Cher.	Maçons.	15	250	23
15 avril.	16 avril.	Marciq.	Lozère.	Patrons boulangers.	7	.....	24
15 avril.	3 mai.	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme.	Peintres-plâtriers.	19	123	25
17 avril.	21 avril.	S ^t -Maur-les-Fossés.	Seine.	Employés de tramways.	1	60	26
18 avril.	22 avril.	Mont-Dore.	Puy-de-Dôme.	Terrassiers.	1	.....	27
21 avril.	26 avril.	Moreuil.	Somme.	Bonneters.	1	35	28
21 avril.	.....	Sainte-Jamme.	Sarthe.	Mouleurs.	1	40	29
21 avril.	.....	Nevers.	Nièvre.	Charpentiers.	.....	34	30
21 avril.	.....	Halluin.	Nord.	Tisseurs de toile.	1	130	31
22 avril.	30 avril.	Romans et Bourg-de-Péage.	Drôme.	Sabotiers galoehiers.	.....	100	32
22 avril.	27 avril.	Louvroil.	Nord.	Paddleurs.	1	100	33
23 avril.	23 avril.	Paris.	Seine.	Tourneurs-décolleteurs.	1	18	34
24 avril.	26 avril.	Calais.	Pas-de-Calais.	Teinturiers.	1	10	35
26 avril.	.....	Villeneuve-s-Bellot.	Seine-et-Marne.	Polisseurs sur métaux.	1	7	36
30 avril.	7 mai.	Lannoy.	Nord.	Fileuses de lin et d'étoüpes.	1	62	37

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} AVRIL 1897 (A).			
1	Demande d'unification des tarifs.....	.....	(1) 188 ouvriers ont pris part successive-
2	Demande d'unification des tarifs.....	.....	ment à la grève dans 48 établissements. Au
3	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Echec (3).	1 ^{er} avril, il n'y avait plus que 19 grévistes
4	Demande de réintégration de 6 ouvriers congédiés.....	Echec.	dans 9 établissements; les ouvriers avaient
5	Demande de réintégration d'un ouvrier et de renvoi d'un contremaître.....	Transaction. (4)	reçu satisfaction dans les 39 autres.
6	Réduction de salaires.....	.....	(2) Au début, la grève s'est étendue à 7
7	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Echec.	établissements et on a compté 430 grévistes.
8	Réduction de salaires.....	.....	Le 1 ^{er} mars, 5 établissements se sont mis
9	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	d'accord avec leurs ouvriers. Il ne reste donc
10	Réduction de salaires.....	Echec.	plus depuis cette époque que 2 établisse-
11	Demande d'augmentation de salaires et de suppression du marchandage.....	Transaction.	ments en grève et 240 grévistes.
EN AVRIL 1897.			
1	Refus d'accepter une augmentation de travail sans com- pensation de salaire.....	Transaction.	(3) 14 grévistes ont été remplacés.
2	Demande d'augmentation du tarif.....	Réussite.	(4) Conciliation devant le juge de paix.
3	Règlement d'atelier (5).....	Echec.	
4	Refus de payer aux commissionnaires une redevance de 10 cen- times par caisse ou panier.....	Echec.	(5) Les ouvriers allaient déjeuner le ma- tin de 8 heures et demie à 9 heures. Le pa- tron a voulu qu'ils prissent ce repas de 8 heures à 8 heures et demie. — 6 grévistes ont été congédiés.
5	Réduction de salaires.....	Transaction.	
6	Demande de diminution du temps du travail avec maintien des salaires.....	Transaction.	(6) Les grévistes ont été congédiés.
7	Réduction de salaires.....	Echec (6).	
8	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaires.....	Echec.	
10	Demande de dim. du temps du trav. et maint. des salaires.....	Transaction.	
11	Demande d'augmentation de salaires.....	Echec.	
12	Demande d'une indemn. de dépl ^t pour travaux éloignés.....	Transaction (7).	(7) Conciliation devant le juge de paix.
13	Demande de renvoi du sous-directeur.....	Echec.	
14	Demande de suppression de la retenue d'assurance et de maintien du paiement à la journée.....	Transaction.	
15	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	(8) Dans le nombre des grévistes sont
17	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	compris les 575 congédiés.
18	Demande d'augmentation de salaires.....	Echec.	
19	Réduction de salaires.....	Transaction.	
20	Demande de maintien d'ouvriers congédiés.....	.....	
21	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
24	Refus d'accepter la taxe municipale.....	Echec.	
25	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
26	Demande de maintien d'ouvriers congédiés.....	Réussite.	
27	Demande d'augmentation de salaires.....	Echec.	
28	Réduction de salaires.....	Transaction (9).	(9) Conciliation devant le juge de paix.
29	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés et de suppression du travail aux pièces.....	.....	
30	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
31	Réduction de salaires.....	.....	
32	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
34	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
35	Refus de s'engager à ne pas faire partie d'un syndicat.....	Echec (10).	(10) Lock-out. — Les ouvriers qui ont
36	Retard dans le paiement des salaires.....	.....	refusé de signer l'engagement ont été ren-
37	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	voyés.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

La Chambre des députés a consacré six séances, les 26 février, 5, 12 et 19 mars, 2 et 9 avril, à discuter le projet de loi sur les bureaux de placement, destiné à remplacer le décret du 25 mars 1852.

Le projet de loi, adopté dans la séance du 9 avril par 356 voix contre 167, vise les bureaux de placement gratuits et les bureaux payants.

Les communes ayant plus de 30.000 habitants devront établir un bureau gratuit; les autres communes ne seront tenues qu'à ouvrir à la mairie un registre pour les offres et demandes de travail.

Les bureaux gratuits créés par les syndicats professionnels, les bourses de travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels, les associations charitables et les sociétés de bienfaisance, ne seront soumis à aucune autorisation et ne seront astreints qu'à une simple déclaration à la mairie.

Les affiches, manuscrites ou imprimées, concernant les offres et demandes d'emploi, apposées par les intéressés ou par les bureaux de placement gratuits, seront exemptées du timbre.

Le projet de loi laisse aux autorités municipales le soin de délivrer les autorisations dont devront être pourvus les titulaires des bureaux de placement payants.

Il déclare incompatibles avec la profession de placeur celles d'hôtelier, logeur, restaurateur, débitant de boissons et marchand de fonds de commerce.

Les droits de placement seront acquittés moitié par le patron et moitié par la personne placée, mais ils ne seront dus que lorsque l'emploi aura été occupé pendant un temps déterminé par l'autorité municipale, suivant la profession et l'usage de la localité.

Enfin, les communes de plus de 30.000 habitants devront adresser tous les ans, à l'*Office du travail*, un rapport sur le fonctionnement de leurs bureaux de placement.

LES GRÈVES EN FRANCE EN 1896.

L'*Office du travail* vient de publier la statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1896 (1).

Il y a eu, en 1896, 476 grèves (dont 4 lock-outs ou renvois collectifs d'ouvriers) comprenant 49.851 grévistes (41.442 hommes, 6.406 femmes et 2.003 jeunes gens) occupés dans 2.178 établissements, dont 55 sociétés par actions; le nombre des jours chômés s'est élevé à 644.168, y compris 170.262 journées perdues par 12.952 ouvriers non-grévistes, contraints au chômage par la grève.

Le nombre des grévistes des 55 sociétés par actions s'est élevé à 12.134, soit le quart de l'ensemble des grévistes de l'année.

Il y a eu, en outre, 5 grèves de commerçants ou marchands, bouchers, boulangers, maraîchers, etc., motivées par des arrêtés municipaux réglementant l'exercice de leur commerce.

En 1895, nous avions relevé 405 grèves, 45.801 grévistes et 1.298 établissements atteints; le nombre des journées chômées avait été de 618.895, soit 13 journées et

(1) Voir la bibliographie du présent *Bulletin*.

demie par gréviste. En 1896, nous n'avons pas tout à fait 13 journées de chômage par gréviste.

Le tableau suivant donne la répartition des grèves, des grévistes et des jours chômés par principaux groupes d'industries :

RÉPARTITION DES GRÈVES, DES GRÉVISTES ET DES JOURS CHÔMÉS PAR GROUPES D'INDUSTRIE.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de GRÈVES.	PROPOR- TION P. o/o du nombre total des grèves.	NOMBRE de GRÉVISTES.	PROPOR- TION P. o/o du nombre total des grévistes.	NOMBRE des JOURNÉES de travail chômées.	DURÉE MOYENNE du chômage d'un gréviste.
1	2	3	4	5	6	7
Agriculture, forêts et pêche.	12	2,5	5.571	11,0	32.735	5,9
Mines	19	4,0	8.378	16,7	109.963	13,2
Carrières	4	0,8	352	0,7	5.234	14,9
Produits alimentaires	5	1,0	499	1,0	2.460	5,0
Industries chimiques	5	1,0	941	2,0	2.544	24,7
Industries polygraphiques...	13	2,7	188	0,5	3.937	21,0
Cuir et peaux	28	5,9	1.519	3,1	12.013	8,0
Industries textiles propre- ment dites	197	41,5	16.760	33,5	127.625	7,6
Travail des étoffes, nettoyage	13	2,7	573	1,1	7.529	13,2
Industries du bois, tablet- terie	27	5,7	961	2,0	10.118	10,6
Industries du bois, bâti- ment	10	2,1	989	2,0	12.373	13,0
Usines métallurgiques	7	1,5	661	1,3	3.944	6,0
Travail des métaux ordinaires	62	13,1	5.048	10,1	149.597	30,0
Travail des métaux fins	1	0,2				
Tailler et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu	20	4,2	19	0,1	380	20,0
Construction	37	7,8	2.975	6,0	109.882	37,4
Transport et manutention, chargement et décharge- ment	13	2,7	3.597	7,2	49.497	13,8
Divers	3	0,6	664	1,4	1.681	2,5
			156	0,3	2.656	17,0
TOTAUX et MOYENNES..	476	100,0	49.851	100,0	644.168	13,0

Les résultats connus pour 476 grèves ont été les suivants :

117 grèves, avec 11.579 grévistes, ont été suivies de réussite; 122 grèves, avec 17.057 grévistes, se sont terminées par une transaction, et 237 grèves, avec 21.215 grévistes, ont échoué. Le nombre des échecs a été un peu plus grand en 1896 qu'en 1895; le tableau suivant donne le pourcentage des résultats des grèves de ces deux années :

RÉSULTATS.	GRÉVISTES		GRÈVES	
	EN 1895.	EN 1896.	EN 1895.	EN 1896.
	2	3	4	5
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Réussite	24,69	24,58	18,72	23,23
Transaction	29,14	25,63	45,18	34,21
Échec	46,17	49,79	36,10	42,56

384 grèves ont atteint 1 seul établissement; 28 ont atteint 2 à 5 établissements; 27 ont atteint 6 à 10 établissements; 21 ont atteint 11 à 25 établissements; 10 ont atteint 16 à 50 établissements.

306 grèves ont duré une semaine ou moins d'une semaine; et, parmi elles, 90 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée, et 57 ont duré de 1 à 2 jours.

Le tableau suivant donne la répartition des grèves d'après leurs causes, avec leurs résultats ⁽¹⁾.

RÉPARTITION DES GRÈVES D'APRÈS LEURS CAUSES, AVEC LEURS RÉSULTATS.

CAUSES DES GRÈVES.	1	NOMBRE DE GRÈVES OÙ LA CAUSE A ÉTÉ INVOQUÉE.	2	PROPORTION P. 0/0 DU NOMBRE TOTAL DES GRÈVES (476).	3	NOMBRE DES GRÉVISTES.	4	PROPORTION DU NOMBRE TOTAL DES GRÉVISTES (49,831).	5	RÉSULTATS.					
										RÉUSSITE.		TRANSACTION.		ÉCHEC.	
										Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.	Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.	Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.
										6	7	8	9	10	11
Demandes d'augmenta- tion de salaires.....	247	52,0	28.341	55,7	4.081	8,2	11.835	22,7	12.425	24,8					
Réductions de salaires...	57	12,0	5.902	11,8	3.029	6,1	1.749	3,5	1.124	2,2					
Demandes de diminution des heures de travail, avec maintien ou aug- mentation des salaires.	44	9,2	4.481	9,0	1.290	2,6	379	0,8	2.812	5,6					
Contestations diverses sur les salaires (mode d'éta- blissement, de paye- ment, etc.).....	34	7,2	7.043	14,0	2.907	5,8	755	1,5	3.381	6,7					
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	26	5,5	5.970	12,0	1.316	2,6	2.164	4,3	2.490	4,9					
Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces....	21	4,4	2.035	4,05	124	0,2	40	0,1	1.862	3,7					
Contestations relatives aux règlements d'ate- lier.....	24	5,2	1.946	3,9	573	1,2	160	0,3	1.213	2,4					
Demandes de suppression ou de diminution des amendes.....	26	5,5	3.770	7,6	740	1,5	901	1,8	2.120	4,3					
Renvois d'ouvriers, dem- andes de réintégra- tion d'ouvriers, con- tremaîtres ou directeurs congrédiés.....	37	7,3	4.838	9,65	111	0,2	125	0,25	4.602	9,2					
Demandes de renvoi d'ou- vriers, de contremaîtres ou de directeurs....	54	11,4	7.529	15,0	2.149	4,3	252	0,5	5.128	10,2					
Demandes de renvoi des femmes.....	10	2,1	1.627	3,3	1.541	2,1	"	"	86	0,2					
Limitation du nombre des apprentis.....	10	2,1	1.017	2,0	842	1,7	"	"	175	0,4					
Retenues pour l'assurance et caisses de secours..	13	2,7	3.647	7,3	439	0,9	864	1,7	2.344	4,7					
Causes diverses ne ren- trant pas dans les ru- briques ci-dessus.....	24	5,1	3.016	6,1	1.044	2,1	1.004	2,1	908	1,8					

⁽¹⁾ Les pourcentages des col. 3, 5, 7, 9 et 11 sont établis par rapport au nombre total absolu des grèves et des grévistes, nombres qui sont différents des totaux des col. 2, 4, 6, 8 et 10, parce que les mêmes grèves et les mêmes grévistes peuvent se rapporter à plusieurs causes. Aussi les totaux des colonnes impaires sont-ils différents de 100.

Les différends portant sur le taux des salaires sont toujours les plus nombreux. Ils ont motivé 64 p. 100 des grèves, avec 68,3 p. 100 des grévistes; soit 303 grèves, avec 34.204 grévistes dans 1.825 établissements et 498.515 jours chômés.

Les questions de personnel, demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres, viennent immédiatement après les questions de salaires; il y en a eu 91 en 1896, contre 85 en 1895 et 78 en 1894.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier se sont élevées à 44. Elles se produisent surtout dans les industries du bâtiment où la journée de 12 heures tend peu à peu à disparaître.

22 départements n'ont pas eu de grèves en 1896; 16 ont eu moins de 100 grévistes; 10 en ont eu de 100 à 200; 18 de 200 à 500; 10 de 500 à 1,000; et 11 départements ont eu plus de 1,000 grévistes.

Les atteintes portées à la liberté du travail et d'autres délits connexes relevés au cours de 20 grèves ont amené 108 condamnations correctionnelles. 23 grévistes ont été condamnés pendant la grève des coiffeurs à Toulon et la grève des mineurs de Bert (Allier) a été suivie de la condamnation de 24 femmes et d'un ouvrier.

Les tableaux statistiques sont suivies de l'historique des grèves les plus importantes ou présentant un caractère spécial. Toutes celles au cours desquelles a eu lieu un recours à la conciliation et à l'arbitrage par application de la loi du 27 décembre 1892 ont fait l'objet d'un historique particulier.

COMPARAISON AVEC LES ANNÉES ANTÉRIEURES.

Nombre, durée et importance des grèves. — Pour donner leur juste valeur comparative aux chiffres contenus dans les tableaux suivants, nous n'avons commencé le rappel des années antérieures qu'à l'année 1893. En effet depuis l'application de la circulaire du 20 novembre 1892, les renseignements sur les grèves ont été plus complets qu'auparavant et toutes les cessations collectives de travail, quelque infime qu'ait été leur durée, ont été comptées au nombre des grèves :

ANNÉES.	NOMBRE de GRÈVES.	NOMBRE des GRÉVISTES.	NOMBRE MOYEN de grévistes par grève.	NOMBRE DES JOURS chômés.	NOMBRE MOYEN DES JOURS DE TRAVAIL chômés	
					par grève.	par chômeur.
1893	634	170.123	268	3.174.850	5,007	18
1894	391	54.576	139	1.062.480	2,717	19
1895	405	45.801	113	617.469	1,522	13
1896	476	49.851	105	644.168	1,360	13
TOTAUX et MOYENNES pour la période.....	1.906	320.351	172	5.498.967	2,900	17

CAUSES ET RÉSULTATS DES GRÈVES (1893-1896.) [1]

CAUSES DES GRÈVES.	ANNÉES.	NOMBRE DE GRÈVES			NOMBRE DE GRÉVISTES			RÉSULTATS.					
		où la cause a été invoquée.	total de l'année.	Proportion p. o/o.	par qui la cause a été invoquée.	total de l'année.	Proportion p. o/o.	RÉUSSITE.		TRANSACTION.		ÉCHEC.	
								Nombre de gré- vistas.	p. o/o	Nombre de gré- vistas.	p. o/o	Nombre de gré- vistas.	p. o/o
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Demandes d'augmentation de salaire.	1893.	374	634	58,5	129.506	170.123	76,0	22.129	13,0	29.067	17,0	78.310	46,0
	1894.	179	391	46,0	30.700	54.576	56,9	7.664	14,0	16.602	31,0	6.434	11,9
	1895.	196	405	48,5	28.866	45.801	63,6	4.224	9,2	15.781	35,0	8.861	19,4
	1896.	247	476	52,0	28.341	49.851	55,7	4.081	3,2	11.835	22,7	12.425	24,8
TOTAUX.....		996	1.906	52,5	217.413	320.351	68,0	38.098	12,0	73.285	23,0	106.030	33,0
Réductions de salaire.	1893.	71	634	11,2	10.276	170.123	6,0	1.568	9,2	4.465	2,6	4.243	2,5
	1894.	80	391	20,5	9.261	54.576	17,1	3.620	6,7	2.979	5,5	2.662	4,9
	1895.	57	405	14,0	3.201	45.801	6,9	682	1,5	842	1,8	1.649	3,6
	1896.	57	476	12,0	5.902	49.851	11,8	3.029	6,1	1.749	3,5	1.124	2,2
TOTAUX.....		265	1.906	13,9	28.643	320.351	9,9	8.899	2,8	10.035	3,1	9.678	3,0
Demandes de diminution des heures de travail.	1893.	112	634	17,8	26.018	170.123	15,4	17.614	10,4	3.157	1,9	5.247	3,
	1894.	30	391	7,7	2.380	54.576	4,4	1.044	1,9	385	0,1	951	1,8
	1895.	49	405	12,2	6.106	45.801	13,4	3.602	7,9	777	1,7	1.727	3,8
	1896.	44	476	9,2	4.481	49.851	9,0	1.290	2,6	379	0,8	2.812	5,6
TOTAUX.....		235	1.906	12,3	38.985	320.351	25,5	23.550	7,4	4.698	14,7	10.737	3,4
Contestations diverses relatives aux salaires (mode d'établissement, de paiement, etc.)	1893.	49	634	7,8	53.601	170.123	31,8	5.715	3,3	2.517	1,5	45.369	27,0
	1894.	9	391	2,3	651	54.576	1,2	198	0,4	116	0,2	337	0,6
	1895.	21	405	5,2	2.678	45.801	5,8	1.734	3,8	610	1,3	334	0,7
	1896.	34	476	7,2	7.043	49.851	14,0	2.907	5,8	755	1,5	3.381	6,7
TOTAUX.....		113	1.906	5,9	63.973	320.351	6,2	10.554	3,3	3.998	1,3	49.421	1,6
Demandes de réintégration d'ouvriers congrédiés.	1893.	47	634	7,4	7.459	170.123	4,4	1.224	0,7	953	0,6	5.282	3,1
	1894.	28	391	7,2	5.221	54.576	9,6	662	1,2	2.551	4,7	2.008	3,7
	1895.	29	405	7,2	5.217	45.801	11,3	938	2,0	747	1,6	3.520	7,7
	1896.	37	476	7,3	4.838	49.851	9,65	111	0,2	125	0,25	4.602	9,2
TOTAUX.....		141	1.906	7,4	22.735	320.351	7,2	2.935	0,9	4.376	1,4	15.412	4,95
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.	1893.	47	634	7,4	8.789	170.123	5,1	5.996	3,5	895	0,5	1.898	1,1
	1894.	50	391	12,8	6.187	54.576	11,3	1.601	2,9	210	0,4	4.376	8,0
	1895.	56	405	14,0	4.953	45.801	10,8	1.318	2,9	837	1,8	2.798	6,1
	1896.	54	476	11,4	7.529	49.851	15,0	2.149	4,3	252	0,5	5.128	10,2
TOTAUX.....		207	1.906	10,8	27.458	320.351	8,7	11.064	3,5	2.194	0,7	14.200	4,5
Demandes de suppression des amendes et de modifications aux règlements d'ateliers.	1893.	27	634	4,3	45.603	170.123	6,9	358	0,2	358	0,2	44.887	26,5
	1894.	19	391	4,9	1.323	54.576	4,5	156	0,3	635	1,2	532	1,0
	1895.	31	405	7,7	3.319	45.801	7,2	710	1,5	90	0,2	2.519	5,5
	1896.	26	476	5,5	3.770	49.851	7,6	710	1,5	901	1,8	2.129	4,3
TOTAUX.....		103	1.906	5,4	54.015	320.351	17,1	1.964	0,7	1.984	0,7	50.067	15,7
Autres causes diverses.	1893.	93	634	14,6	60.839	170.123	36,0	5.964	3,5	5.122	3,0	49.753	29,5
	1894.	53	391	13,8	8.190	54.576	15,0	2.300	4,3	604	1,1	5.286	9,7
	1895.	57	405	14,2	6.999	45.801	15,3	1.768	3,9	3.349	7,3	1.882	4,1
	1896.	128	476	27,0	19.258	49.851	39,0	5.879	12,0	4.301	8,7	9.078	18,3
TOTAUX.....		331	1.906	17,4	95.286	320.351	29,9	15.911	5,0	13.376	4,2	65.999	20,7

(1) Même observation qu'à la page 310.

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois d'avril 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [22 mars 1897]. — Syndicat médical du canton de Menton (23 membres). Siège social : place du Cercle, à Menton.

Bouches-du-Rhône [30 mars 1897]. — Syndicat des dames bouquetières de la ville de Marseille. Siège social : rue des Trois-Mages, 54, à Marseille.

[1^{er} avril 1897]. — Syndicat des agents généraux des compagnies et sociétés mutuelles françaises d'assurances de l'arrondissement d'Aix [22 membres]. Siège social : rue Villeverte, 10, à Aix.

Corrèze [8 mars 1897]. — Chambre syndicale des patrons boulangers de la ville de Tulle [20 membres]. Siège social : Tulle.

Drôme [16 mars 1897]. — Syndicat des limonadiers, restaurateurs et hôteliers de Romans (20 membres). Siège social : café de Mars, à Romans.

[27 mars 1897]. — Syndicat des limonadiers, hôteliers et cafetiers de Montélimar [36 membres]. Siège social : Montélimar.

Indre-et-Loire [30 mars 1897]. — Syndicat des tapissiers patentés de Tours et du département d'Indre-et-Loire (21 membres). Siège social : rue des Halles, 89, à Tours.

Loire-Inférieure [4 mars 1897]. — Syndicat des fabricants d'eaux gazeuses de Nantes et de la Loire-Inférieure (17 membres). Siège social : rue Ducouëdic, café de Paris, à Nantes.

Maine-et-Loire [12 mars 1897]. — Syndicat professionnel des négociants en combustibles (18 membres). Siège social : café Gasnault, place du Ralliement, à Angers.

Haute-Marne [26 janvier 1897]. — Comité des fondeurs en fer du groupe de Champagne (24 membres). Siège social : hôtel de ville, à Saint-Dizier.

Rhône [18 janvier 1897]. — Chambre syndicale des maîtres de lavoir de la ville de Lyon et de la banlieue (42 membres). Siège social : avenue de Saxe, 142, à Lyon.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [9 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers cultivateurs de Bages (46 membres). Siège social : Bages.

Bouches-du-Rhône [1^{er} janvier 1897]. — Syndicat de l'Union des matelots-pêcheurs de la Ciotat (28 membres). Siège social : la Ciotat.

[3 avril 1897]. — Syndicat des marins, tuiliers, moellonniers de Marseille (90 membres). Siège social : rue de la Loge, 15, à Marseille.

Cher [22 mars 1897]. — Syndicat professionnel des ouvriers maçons (250 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bourges.

Côte-d'Or [6 mars 1897]. — Syndicat des paveurs et tailleurs de pavés de Dijon (20 membres). Siège social : Bourse du travail, à Dijon.

Drôme [23 avril 1897]. — Syndicat des ouvriers galochiers de Romans et Bourg-de-Péage. Siège social : mairie de Romans.

Gard [11 février 1897]. — Association syndicale des ouvriers terrassiers et agricoles (100 membres). Siège social : Aigues-Mortes.

Maine-et-Loire [19 mars 1897]. — Syndicat angevin des garçons limonadiers, d'hôtels, restaurateurs, officiers et assimilés (64 membres). Siège social : rue Chaperonnière, 5, à Angers.

Marne [7 avril 1897]. — Chambre syndicale de secours mutuels des ouvriers en métaux et professions similaires (30 membres). Siège social : salle Vauny, à Reims.

Puy-de-Dôme [7 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en cuirs et peaux de Clermont-Ferrand (22 membres). Siège social : rue Tour-la-Monnaie, 16, à Clermont-Ferrand.

Basses-Pyrénées [3 février 1897]. — Société syndicale de l'Union métallurgiste (140 membres). Siège social : Boucau.

Sarthe [14 mars 1896]. — Syndicat des ouvriers galochiers et semelliers de la ville de la Flèche et du département de la Sarthe (47 membres). Siège social : Bourse du travail du Mans.

Seine [2 avril 1897]. — Chambre syndicale des conducteurs et receveurs des tramways électriques de Paris à Romainville (61 membres). Siège social : rue de Belleville, 341.

Somme [30 janvier 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et parties similaires d'Albert (200 membres). Siège social : salle Henriquet, place du Marché-aux-Chevaux, à Albert.

[3 février 1897]. — Chambre syndicale des travailleurs sur cuivre d'Amiens et similaires (40 membres). Siège social : rue Saint-Leu, 53, à Amiens.

3° SYNDICATS MIXTES.

Finistère [18 mars 1897]. — Syndicat professionnel des patrons et marins pêcheurs d'Audierne. Siège social : Audierne.

Seine [1^{er} avril 1897]. — Union des limonadiers, restaurateurs (52 membres). Siège social : rue Tiquetonne, 46, à Paris.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Aube [20 février 1897]. — Syndicat viticole de Voigny (39 membres). Siège social : mairie de Voigny.

Eure-et-Loir [25 janvier 1897]. — Syndicat agricole mixte de Souancé et des environs (34 membres). Siège social : Souancé.

Gard [16 mars 1897]. — Syndicat horticole du Gard (50 membres). Siège social : Nîmes.

Gers [15 janvier 1897]. — Syndicat indépendant des agriculteurs de la région de Viella (123 membres). Siège social : Viella.

Isère [2 mars 1897]. — Syndicat agricole « la Saint-Blaise » de Jardin (44 membres). Siège social : Jardin.

Jura [8 mars 1897]. — Syndicat d'industrie agricole de Lavigny (28 membres). Siège social : Lavigny.

Haute-Marne [26 février 1897]. — Syndicat agricole de Ceffonds (25 membres). Siège social : Ceffonds.

[7 mars 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Cohons (8 membres). — Siège social : Cohons.

Meuse [10 février 1897]. — Syndicat professionnel agricole de Douaumont (18 membres). Siège social : Douaumont.

[21 mars 1897]. — Syndicat professionnel agricole et viticole de Longeville [14 membres]. Siège social : rue Voiselle, à Longeville.

[28 mars 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Béthelainville (39 membres). Siège social : rue de Montzéville, à Béthelainville.

[3 avril 1897]. — Syndicat agricole de la paroisse d'Abainville [11 membres]. Siège social : place de l'Eglise, à Abainville.

Sarthe [1^{er} avril 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Thoiré-sur-Dinan et des communes environnantes [92 membres]. Siège social : mairie de Thoiré.

Yonne [15 février 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Châtel-Censoir (77 membres). Siège social : maison Léger, à Châtel-Censoir.

UNION DE SYNDICATS.

Corrèze [14 avril 1897]. — Union fédérative des syndicats ouvriers de Tulle (7 chambres syndicales adhérentes). Siège sociale : rue de la Barrière, 89, à Tulle.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [30 octobre 1880]. — Syndicat des médecins des vallées de l'Aisne et de la Vesle (17 membres). Siège social : Beaurieux.

Alpes-Maritimes [24 mai 1883]. — Chambre syndicale des négociants en tissus des Alpes-Maritimes (16 membres). Siège social : rue du Paillon, 10, à Nice.

[20 novembre 1895]. — Syndicat professionnel des agents correspondants près les Monts-de-Piété et Magasins généraux (6 membres). Siège social : avenue de la Gare, 7, à Nice.

Côte-d'Or (16 mars 1877). — Chambre syndicale des marchands de bois et des marchands de charbons en gros et en détail du département (27 membres). Siège social : rue de la Liberté, 43, à Dijon.

[27 mars 1887]. — Chambre syndicale des entrepreneurs et maîtres ouvriers du bâtiment de Beaune et de l'arrondissement (31 membres). Siège social : Faubourg Saint-Nicolas, 1, à Beaune.

[20 novembre 1894]. — Syndicat des maîtres menuisiers de la ville de Dijon (15 membres). Siège social : rue Vannerie, 42 bis, à Dijon.

Ille-et-Vilaine [21 décembre 1893]. — Syndicat des médecins de l'arrondissement de Redon et des cantons voisins (23 membres). Siège social : Mairie de Redon.

Loiret [21 février 1890]. — Syndicat des tanneurs, corroyeurs, cuirs, courroies, colliers et fabricants de fouets d'Orléans (2 membres). Siège social : quai du Châtelet, 50, à Orléans.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} juin 1893]. — Syndicat du commerce d'épicerie en détail de la ville de Nancy (63 membres). Siège social : rue des Dominicains, 26, à Nancy.

Haute-Savoie [10 décembre 1894]. — Syndicat des patrons de barques et des carrières de Meillerie (16 membres). Siège social : Meillerie.

Deux-Sèvres [5 octobre 1894]. — Syndicat de l'entreprise du bâtiment (17 membres). Siège social : ancien collège de Parthenay.

Vaucluse [31 mai 1895]. — Chambre syndicale des patrons bouchers (15 membres). Siège social : Pertuis.

Vosges [19 février 1887]. — Syndicat de la boulangerie de Neufchâteau et de son arrondissement (18 membres). Siège social : rue Neuve, 10, à Neufchâteau.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [25 juin 1893]. — Union syndicale des marins du commerce (49 membres). Siège social : quai Saint-Pierre, 18, à Cannes.

Calvados [21 septembre 1890]. — Syndicat typographique et des industries similaires de Lisieux (9 membres). Siège social : Hôtel de ville de Lisieux.

Cantal [10 octobre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Champagnac-les-Mines (18 membres). Siège social : l'Hôpital, commune d'Ydes.

Côte-d'Or [13 mai 1891]. — Syndicat des ouvriers peintres en bâtiments de Dijon (37 membres). Siège social : Bourse du travail de Dijon.

[12 septembre 1892]. — Syndicat des ouvriers travaillant aux carrières du canton de Nuits (107 membres). Siège social : Comblanchien.

[28 juin 1893]. — Syndicat des ouvriers bûcherons d'Autricourt (62 membres). Siège social : Mairie d'Autricourt.

[14 août 1896]. — Syndicat ouvrier des Grès français de Pouilly-sur-Saône et des sections de Navilly et Verdun sur le Doubs (183 membres). Siège social : Pouilly.

Doubs [10 mai 1892]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs (33 membres). Siège social : Bourse du travail de Besançon.

[14 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers en bâtiments de Besançon (10 membres). Siège social : rue Poitune, 9, à Besançon.

[5 octobre 1895]. — Syndicat des ouvriers de l'équipement militaire et assimilés de Besançon (40 membres). Siège social : rue Poitune, à Besançon.

Ille-et-Vilaine [12 décembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers, ébénistes et parties similaires de la ville de Saint-Malo (2 membres).

Isère [19 décembre 1888]. — Association syndicale des ouvrières gantières de Grenoble (367 membres). Siège social : Bourse du travail de Grenoble.

[1^{er} novembre 1891]. Chambre syndicale des ouvriers en chaussures d'Izeaux (28 membres). Siège social : Mairie d'Izeaux.

[12 mai 1892]. — Association syndicale des ouvriers palissonneurs de Grenoble (22 membres). Siège social : place Saint-Bruno, à Grenoble.

Marne [4 mars 1877]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments de la ville de Reims (7 membres). Siège social : rue des Capucins, 184, à Reims.

[10 avril 1892]. — Syndicat de l'industrie lainière «l'Agglomération rémoise» (80 membres). Siège social : Rue du Mont-d'Avène, 94, à Reims.

[30 octobre 1893]. — Chambre syndicale de la corporation des ouvriers charpentiers, scieurs de long et à la mécanique de la ville de Reims. Siège social : place Drouot d'Erlon, 4, à Reims.

Haute-Marne [21 juillet 1895]. — Syndicat des bûcherons du canton d'Auberive (60 membres). Siège social : Auberive.

Haute-Saône [5 septembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Saint-Loup-sur-Sémouse (89 membres). Siège social : Saint-Loup.

Seine [18 février 1884]. — Union des mécaniciens et chauffeurs-conducteurs de Boulogne-sur-Seine (27 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 1, à Boulogne.

[24 mars 1895]. — Chambre syndicale des employés des tramways de Paris et du département de la Seine (400 membres). Siège social : Rue Trézel, à Levallois.

Somme [25 mars 1893]. — Chambre syndicale textile d'Amiens et des environs (50 membres). Siège social : rue du Château-Milan, 43, à Amiens.

Vienne [11 avril 1891]. — Chambre syndicale de l'alimentation (25 membres). Siège social : Mairie de Châtellerault.

[11 avril 1891]. — Chambre syndicale du tissu et vêtement (15 membres). Siège social : Mairie de Châtellerault.

3° SYNDICATS MIXTES.

Ille-et-Vilaine [25 mars 1892]. — Syndicat mixte catholique du bâtiment (70 membres). Siège social : rue du Gaz, 36, à Fougères.

Marne [20 janvier 1889]. — Syndicat professionnel mixte des arts et métiers du bâtiment (60 membres). Siège social : rue du Barbatre, 137, à Reims.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Alpes-Maritimes [11 juillet 1892]. — Syndicat des arrosants de Nice (25 membres). Siège social : boulevard Carabacel, 33, à Nice.

Aube [17 mai 1888]. — Syndicat agricole et viticole de Pargues (270 membres). Siège social : Pargues.

Côte-d'Or [28 mai 1887]. — Syndicat des houblons de Bourgogne (259 membres). Siège social : boulevard Carnot, 3, à Dijon.

[août 1890]. — Syndicat viticole échaillonnais dijonnais (58 membres). Siège social : salle Moine, à Dijon.

Gers [10 janvier 1887]. — Syndicat des agriculteurs du canton de Plaisance (150 membres). Siège social : Mairie de Plaisance.

Isère [8 août 1886]. — Union syndicale des agriculteurs de Saint-Prim (38 membres). Siège social : Saint-Prim.

[1^{er} janvier 1891]. — Syndicat agricole de Beaurepaire (51 membres). Siège social : Beaurepaire.

[12 mai 1893]. — Syndicat agricole de Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs (10 membres). Siège social : Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs.

Meurthe-et-Moselle [5 novembre 1893]. — Association syndicale des propriétaires-vignerons de Pagny-sur-Moselle (167 membres). Siège social : Pagny.

[28 mars 1887]. — Syndicat viticole d'Hénaménil (71 membres). Siège social : Hénaménil.

Meuse [1^{er} janvier 1892]. — Syndicat viticole d'Hurecourt (42 membres). Siège social : Hurecourt.

Haute-Saône [23 janvier 1887]. — Syndicat des agriculteurs de la Haute-Saône (760 membres.) Siège social : rue du Châtelet, 3, à Vesoul.

Haute-Savoie [12 octobre 1894]. — Syndicat viticole de la commune de Gaillard pour la reconstitution des vignes phylloxérées (31 membres). Siège social : Gaillard.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Mars 1897.

Nombre des versements.....	272.273	
représentant une somme de.....		33.344.792 ^f
Nombre des remboursements.....	123,648	
représentant une somme de.....		29.250.577
Rentes achetées à 434 déposants pour un capital de.....		515.498
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		3.578.717
Nombre de comptes existant au 31 mars 1897.....	2.771.346	
Nombre de comptes existant au 31 mars 1896.....	2.567.578	
Augmentation.....		203.768

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'Avril 1897.

Dépôts de fonds.....	12.005.740 ^f
Retraits de fonds.....	22.223.301
Excédent des retraits.....	10.217.561
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.680.656

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Mars 1897.

Nombre de versements reçus.....	333.922	
représentant une somme de.....		8.112.475 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	5.670.829	
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	833.974	
Nouvelles rentes inscrites.....	256.213	
au nom de.....	5.652 parties.	
Montant total des rentes en cours.....	33.807.245	
réparties entre.....	222.976 titres.	

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

AU 1^{ER} JANVIER 1897.

Comme suite aux renseignements publiés dans le *Bulletin* d'avril nous donnons ci-après la liste des sociétés adhérentes à la chambre consultative des associations ouvrières de production, et à la fédération régionale du Sud-Est.

DATE de la fondation.	PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.	RÉSIDENCE.
1 ^o SOCIÉTÉS ADHÉRENTES À LA CHAMBRE CONSULTATIVE DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION AU 1 ^{ER} MAI 1897.		
1895.	<i>Boulangers</i> (Société coopérative des ouvriers) 12, rue de la Loi.....	Limoges.
1895.	<i>Brossiers de la Seine</i> (Société coopérative des ouvriers), 4, rue du Chalet.....	Paris.
1894.	<i>Cartonnage en tous genres</i> (Association générale du), 10, cité d'Angou- lême, 66, rue d'Angoulême.....	Paris.
1888.	<i>Casseurs de pierres du département de la Seine</i> (Société des ouvriers), 34, avenue de Clichy.....	Paris.
1891.	<i>Casseurs de pierres de Paris</i> (Société des ouvriers), 75, rue Labrouste.	Paris.
1894.	<i>Charbonniers du port</i> (Société coopérative des ouvriers), 25, cours de la République.....	Le Havre.
1881.	<i>Charpentiers de la Villette</i> (Société des ouvriers), 49, rue Saint-Blaise.	Paris.
1893.	<i>Charpentiers de Paris</i> (Société des ouvriers), 24 et 26, rue Labrouste.	Paris.
1894.	<i>Charpentiers</i> (Association coopérative des ouvriers), 20, rue Ternois.	Lyon-Villette.
1885.	<i>Colliers anglais</i> (Société des ouvriers en), 95, faubourg Saint-Martin.	Paris.
1876.	<i>Cordonniers, LA SOLIDARITÉ</i> (Société coopérative des ouvriers), 14, rue Neuve-de-Paris.....	Limoges.
1896.	<i>Cordonniers, LA FRATERNELLE</i> (Association coopérative des ouvriers), 129, rue Cuvier.....	Lyon.
1896.	<i>Couteliers réunis de Chezelles</i> (Société coopérative des ouvriers), 11, boulevard Blossac.....	Châtellerault.
1895.	<i>Couvreurs et plafonneurs</i> (Union d'ouvriers), 2, rue Saint-Honoré.....	Amiens.
1894.	<i>Couvreurs-Plombiers LA LUTÈCE</i> (Association coopérative d'ouvriers), 16, rue Bichat.....	Paris.
1895.	<i>Couvreurs</i> (Union des ouvriers), 7, Grande-Venelle.....	Morlaix.
1892.	<i>Diamantaires</i> (Société coopérative des ouvriers), usine de la Serre.....	S ^t -Claude (Jura).
1892.	<i>Diamantaires</i> (Association des ouvriers), 117, boulevard de la Villette, usine Falck.....	Paris.
1890.	<i>Doreurs sur bois</i> (Association des ouvriers), 93, rue Caulaincourt....	Paris.
1881.	<i>Ébénisterie parisienne</i> (Association générale de l'), 32, cité Bertrand..	Paris.
1894.	<i>Ébénistes et menuisiers, L'AMEUBLEMENT</i> (Société coopérative d'ouvriers), 32, rue de Brest.....	Morlaix.
1894.	<i>Ébénistes et menuisiers, LE LABEUR</i> (Association générale des), 52, pas- sage du Bureau (XI ^e arrondissement).....	Paris.
1882.	<i>Éclairage moderne</i> (Association ouvrière l'), 14, passage Saint-Pierre- Amelot.....	Paris.
1868.	<i>Ferblantiers réunis</i> (Association générale des ouvriers), 15, rue des Trois-Bornes.....	Paris.
1895.	<i>Fonderie de cuivre</i> (Société coopérative des ouvriers de la), 125, rue Oberkampf, 5, cité Grisct.....	Paris.
1894.	<i>Fondeurs réunis</i> (Société coopérative, les), rue de la Verrerie.....	Chalon-sur-Saône.
1894.	<i>Forestiers de la forêt de Montmorency</i> (Association des ouvriers), 36, rue de la Mairie.....	Domont (S.-et-O.)
1896.	<i>Frotteurs-Encastiqueurs, LA PRÉVOYANTE</i> (Association ouvrière des), 187, rue Saint-Denis.....	Paris.
1896.	<i>Fumistes de Paris</i> (Association coopérative des ouvriers), 11, rue Jean- Beausire.....	Paris.
1888.	<i>Granitiers du département de la Seine</i> (Association des ouvriers), 67, rue Mouton-Duvernet.....	Paris.
1894.	<i>Granitiers et poseurs de granit</i> (Société coopérative des ouvriers), 4, passage d'Ivry.....	Paris.
1882.	<i>Horlogers</i> (Société coopérative des), 10, rue de Saintonge.....	Paris.
1896.	<i>Horlogers, LA PHALANGE HORLOGÈRE BISONTINE</i> (Association ouvrière), 9, rue de la Bouticille.....	Besançon.

DATE de la fondation.	PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.	RÉSIDENCE.
1896.	IMPRIMERIE ÉCONOMIQUE (Association ouvrière), 21, passage Maurice..	Paris.
1893.	IMPRIMERIE MODERNE (Association ouvrière), 64, cours Victor-Hugo..	Agen.
1869.	IMPRIMERIE NOUVELLE (Association ouvrière), 11, rue Cadet.....	Paris.
1893.	Imprimeurs sur étoffes (Société lyonnaise d'ouvriers), 9, impasse Las- salle.....	Lyon-Brotteaux.
1887.	Imprimeurs réunis (sur étoffes) (Association des), 242, rue Paul-Bert.	Lyon.
1879.	Industrie drapière (Société coopérative de l'), 8, rue de la Table- Ronde.....	Vienne (Isère).
1865.	Instruments de musique, bois et cuivre (Association générale des ou- vriers en), 81, rue Saint-Maur.....	Paris.
1896.	Instruments de précision (Association des ouvriers en), 117, avenue du Maine.....	Paris.
1895.	Lanterniers en voitures (Association des ouvriers), 67, boulevard de Courcelles.....	Paris.
1848.	Limes (Association des ouvriers en), 48, rue des Gravilliers.....	Paris.
1866.	Lithographie parisienne (Association d'ouvriers, la) 27 bis, rue Corbeau.	Paris.
1896.	Londrains et similaires (Soc. coop. des ouvriers) 22, rue de la Platière.	Morez (Jura).
1894.	Maçons de Paris (Association ouvrière des), 119, rue Michel-Bizot....	Paris.
1895.	Maçons de la Seine (Association ouvrière des), 4, rue Michel de Bourges.....	Paris.
1896.	Maçons, tailleurs de pierre et carriers (Association ouvrière des) 5, rue de Faisan.....	Niort.
1894.	Malletiers, articles de voyage et d'équipement (Assoc. corporative des ouvriers), 26, rue des Bons-Enfants.....	Paris.
1896.	Malletiers, layetiers, coffretiers et emballleurs (Association coopérative des), 21, rue Esprit-des-Lois.....	Bordeaux.
1884.	Menuisiers de Paris (Association des ouvriers), 35, rue du Poteau....	Paris.
1887.	Menuisiers, L'ESPÉRANCE DU BÂTIMENT (Association des ouvriers), 10, rue du Clos.....	Paris.
1892.	MENUISERIE MODERNE (Association corporative la), 161, rue Marcadet.	Paris.
1890.	Menuisiers (Association coopérative des ouvriers), 24, rue Rabelais...	Poitiers.
1892.	Menuisiers (Assoc. l'Union des ouvriers), 18, rue Paillet-de-Montabert.	Troyes.
1895.	Menuisiers (Association des ouvriers), 12, rue Gruveilhier.....	Limoges.
1895.	Menuisiers et ébénistes (Association coopérative des ouvriers), 12, place de la Halle-au-Blé.....	Rennes.
1894.	Menuisiers (Association coopérative des ouvriers), 32, rue du Hautloir.	Bordeaux.
1895.	Menuisiers en cadres (Association des ouvriers), 17 bis, cité Bertrand.	Paris.
1894.	Moulure et du découpage (Association ouvrière l'Avenir de la), 21, rue Saint-Bernard.....	Paris.
1895.	Papeterie moderne (Association coopér. ouvrière la), 7, rue Mayran....	Paris.
1881.	Parqueteurs (Société coopérative des ouvriers), 10, rue de la Rosière- Grenelle.....	Paris.
1884.	Paveurs de Paris (Association des ouvriers), 131, boulevard Bessières.	Paris.
1891.	Paveurs, LE PAVAGE (Association d'ouvriers), 63, boulevard Brune...	Paris.
1890.	Paveurs et cimentiers, L'ÉPARGNE (Assoc. des ouvriers), 15, rue Deyries.	Bordeaux.
1882.	Peintres, LE TRAVAIL (Association d'ouvriers), 50, rue de Maistre....	Paris.
1895.	Peintres, LA MUTUELLE (Association d'ouvriers), 60, rue Caulaincourt.	Paris.
1895.	Peintres, L'ESPÉRANCE (Association coopérative d'ouvriers), 8, rue Haute-Vienne.....	Limoges.
1896.	Peintres, LA PRÉVOYANTE (Association d'ouvriers), 106, rue St-Charles.	Paris.
1896.	Peintres, L'UNION (Association d'ouvriers), 91, quai Valmy.....	Paris.
1895.	Peintres-plâtriers, LE TRAVAIL (Association cooperative d'ouvriers), 1, passage Saint-Pothain.....	Lyon.
1896.	Peintres et vitriers, LE TRAVAIL (Association coopérative des ouvriers), 18, cours de Tourny.....	Bordeaux.
1893.	Photographes (Union française des), 60, rue du Château-d'Eau.....	Paris.
1849.	Pianos (Société des facteurs de), 54, rue des Poissonniers.....	Paris.
1886.	Piqueurs de grès du département de la Seine (Association des ouvriers), 38, rue du Moulinet.....	Paris.
1888.	Plâtriers-peintres (Société coopérative des ouvriers), 38, rue de la Ré- publique.....	Saint-Étienne.
1895.	Plâtriers et plafonneurs (Association coopérative des ouvriers), 16, place des Bancs.....	Limoges.
1892.	Plombiers-couvreurs-zingueurs (Association des ouvriers), 152, rue Saint-Maur.....	Paris.
1896.	Plombiers, couvreurs, zingueurs, L'AVENIR (Société coopérative d'ou- vriers), 18, rue d'Odessa.....	Paris.
1895.	Replisseurs de la Seine (Société coopérative d'ouvriers replisseurs de parquets), 24, rue du Cloître-Saint-Merri.....	Paris.

DATE de la fondation.	PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.	RÉSIDENCE.
1887.	<i>Sabotiers</i> , LA CONCILIATION (Association des ouvriers), 1, faubourg Montmailler.....	Limoges.
1892.	<i>Sacs en papier</i> (Société coopérative des ouvriers en), 43, rue de Ger-govie.....	Paris.
1888.	<i>Sculpteurs mouleurs</i> (Union des), 60, rue Caulaincourt.....	Paris.
1892.	<i>Selliers</i> , L'AVENIR (Association des ouvriers), 49, rue de Rivoli.....	Paris.
1895.	<i>Sellerie lyonnaise</i> (Association ouvrière de la), 1, impasse de Savoie..	Lyon.
1896.	<i>Selliers de l'équipement militaire</i> (Union coopérative des ouvriers), 49, boulevard Pasteur.....	Paris.
1887.	<i>Serruriers</i> (Union des ouvriers), 7, rue Froissard.....	Paris.
1895.	<i>Serruriers</i> , L'AVENIR DU BÂTIMENT (Société coopérative des ouvriers), 81, rue Saint-Maur.....	Paris.
1895.	<i>Serruriers</i> (Association coopérative d'ouvriers), 69, rue Lecoq.....	Bordeaux.
1895.	<i>Tabletters en nacre</i> (Association des ouvriers), place de l'Hôtel de Ville.	Méru (Oise).
1894.	<i>Taillieurs</i> (Association d'ouvriers), rue Docteur-Mazet.....	Grenoble.
1893.	<i>Taillieurs de glaces</i> (Association coopérative d'ouvriers), 119, rue Saint-Maur.....	Paris.
1894.	<i>Tailleur de pierre et maçons réunis</i> (Société coopérative des), 15, place d'Aquitaine.....	Bordeaux.
1895.	<i>Taillieurs de pierre et maçons</i> (Association des ouvriers), 6, rue du Clos-Sainte-Marie.....	Limoges.
1894.	<i>Tanneurs-corroyeurs</i> (Association ouvrière des), 7, passage Coste....	Lyon.
1884.	<i>Tapissiers</i> (Association corporative des ouvriers), 60, rue de Maistre.	Paris.
1895.	<i>Toilette anglaise</i> (Union coopérative des ouvriers de la), 5, passage Charles-Dallery.....	Paris.
1894.	<i>Tonnelliers réunis</i> (Association des ouvriers), 57, rue Borie.....	Bordeaux.
1894.	<i>Tonnelliers</i> (Union des ouvriers), rue de la Gare-S ^t -Martin-aux-Champs.	Morlaix.
1896.	<i>Tonnelliers</i> (Union des ouvriers), 57, rue Barreyre.....	Bordeaux.
1894.	<i>Vitreaux</i> (Association d'ouvriers en), LE VITRAIL, 37, rue Doudeauville.	Paris.
1886.	<i>Voitures</i> (Association corporative des ouvriers en), 69, rue Pouchet..	Paris.
2° SOCIÉTÉS ADHÉRENTES À LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION (SECTION DU SUD-EST) AU 1 ^{er} MAI 1897.		
"	<i>Charpentiers</i> (Association des ouvriers), 20, rue Ternois.....	Lyon.
"	<i>Chaussures</i> (Association des ouvriers en), 129, rue Cuvier.....	Lyon.
"	IMPRIMERIE NOUVELLE, 3, rue Sainte-Catherine.....	Lyon.
"	<i>Industrie drapière</i> , rue de la Table-Ronde.....	Vienne (Isère).
"	<i>Industrie cotonnière</i> (Société de l').....	Lagresle (Loire).
"	<i>Maçons</i> (Association des ouvriers), 14, rue Clos-Suiphon.....	Lyon.
"	<i>Houillères de Monthieux</i> (MINE AUX MINEURS DE SAINT-ETIENNE).....	Saint-Etienne.
"	<i>Ouvriers du bâtiment</i> (Association des).....	Rive-de-Gier (Loire)
"	<i>Peintres-plâtriers LE TRAVAIL</i> (Association des ouvriers), passage Saint-Pothain.....	Lyon.
"	<i>Plâtriers-peintres</i> (Association des ouvriers), rue de la République....	Saint-Etienne.
"	<i>Sellerie lyonnaise</i> (Association ouvrière la), 1, impasse de Savoie....	Lyon.
"	<i>Taillieurs d'habits</i> (Association syndicale professionnelle des ouvriers), rue Ferrandière.....	Lyon.
"	<i>Tanneurs-corroyeurs</i> (Association ouvrière des), 7, passage Coste....	Lyon.
"	VERRENERIE STÉPHANOISE, 9, rue de la Tréfilerie.....	Saint-Etienne.

Au total 102 sociétés adhérentes à la Chambre consultative au 1^{er} mai, dont 60 à Paris et 42 en province: il y en avait 105 au 1^{er} janvier 1897. — A cette liste il faudrait ajouter la Banque coopérative des Associations ouvrières de production de Paris.

14 sociétés sont adhérentes à la Fédération régionale du Sud-Ouest dont 6 sont adhérentes en même temps à la Chambre consultative.

LE IX^e CONGRÈS DU CRÉDIT POPULAIRE AGRICOLE.

Ce Congrès s'est tenu à Lille du 4 au 7 avril dernier sous la présidence de M. Eugène Rostand. M. le Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture, et M. le Ministre du Commerce avaient envoyé des délégués. En Belgique, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances, en Italie, M. le Ministre du Trésor s'étaient fait représenter.

Parmi les vœux adoptés par le Congrès, nous signalerons les suivants :

Sur l'influence des chaires ambulantes d'agriculture et des syndicats agricoles par rapport au développement du crédit agricole en Italie.

Le Congrès :

Constata l'influence qu'a eue en Italie, sur le progrès rural, l'alliance d'un enseignement agraire pratique, de la distribution du crédit et de la coopération ;

Signale la part que prennent à la fondation de chaires ambulantes autonomes l'initiative et le concours d'institutions locales diverses, et la vitalité que ces chaires y puisent ; la coordination de l'œuvre des associations locales de crédit et des syndicats agricoles, les procédés variés et ingénieux qu'elle revêt ;

Réitère le vœu que les syndicats agricoles français combinent leur action avec celle des institutions de crédit populaire de formes diverses, et aident à la création d'institutions nouvelles là où il n'en existe pas ; engage les sociétés de crédit populaire à seconder le mouvement de diffusion des syndicats agricoles.

Sur le rôle des Offices du travail par rapport au crédit populaire.

Le Congrès :

Émet l'avis que dans le domaine du crédit populaire comme dans ceux des autres œuvres de la prévoyance, les Offices du travail peuvent, en recherchant et en vulgarisant la marche des faits et le mouvement législatif à l'étranger, comme en se mettant en contact avec les initiatives individuelles, contribuer utilement à la diffusion des vrais principes, à l'élaboration de lois exactes, à la naissance même d'institutions ;

Que particulièrement en France, l'Office du Travail peut aider au développement des associations de crédit populaire en organisant des missions d'étude, en déterminant par voie d'enquête, suivant les régions, les besoins plus ou moins étendus de crédit personnel, en répandant des documents que le Centre fédératif pourrait mettre à sa disposition et en mettant cet organisme en rapports directs avec ceux de ses correspondants en province qui seraient amenés à prendre l'initiative de la fondation des coopérations de crédit.

Sur les sociétés coopératives de crédit en Allemagne, considérées comme instruments d'épargne.

Le Congrès :

Constata le rôle puissant joué par les associations coopératives de crédit en Allemagne comme instruments d'épargne, en sorte que l'épargne locale satisfait aux besoins locaux du crédit, et que le crédit local fait fructifier l'épargne locale ;

Reconnait que le large apport de l'épargne, par cette voie, à la diffusion du crédit populaire, eût été impossible sans le régime de libre emploi décentralisé des caisses d'épargne allemandes qui, tout en engendrant le développement immense des caisses d'épargne proprement dites, a donné à l'épargne populaire, loin de la détourner de ses destinations naturelles par un drainage étatique, les mœurs de la décentralisation, de la liberté, de la responsabilité, de la solidarité ;

Renouvelle avec énergie ses vœux antérieurs pour que la réforme légale du régime français de l'épargne soit poursuivie dans les mêmes directions.

Sur les lois récentes de la Belgique en matière de crédit agricole.

Le Congrès :

Signale avec préférence, parmi les lois de la Belgique en faveur du crédit agricole, la loi du 21 juin 1894, à raison de ce qu'elle place dans l'association coopérative locale de crédit l'organe le plus exact de distribution du crédit agricole, comme l'avaient indiqué dès 1884 les promoteurs de la coopération de crédit belge, et de ce qu'elle tend à susciter en ce sens l'initiative privée, par l'intervention de la Caisse générale d'épargne.

Sur l'utilité du crédit populaire, surtout pour les petits commerçants.

Le Congrès :

Affirmant de nouveau les services que les banques populaires, complétant l'organisation distributrice actuelle du crédit, peuvent rendre à toutes les catégories de travailleurs;

Les signale tout particulièrement aux petits commerçants, aux petits industriels, aux artisans (qui en constituent, partout où elles prospèrent, la clientèle la plus nombreuse) comme les instruments les plus aptes à leur procurer, par l'administration désintéressée des sociétés, l'éducation économique; par le service de caisse à bon marché ou gratuit, par l'es-compte et l'avance, le crédit personnel pour améliorer la production, s'établir, s'approvisionner de marchandises ou de matières premières, étendre le cercle des affaires, perfectionner l'outillage; tout en les faisant bénéficier d'une part des profits que leurs opérations concourent à former;

Réitère ses vœux antérieurs concernant la réduction des droits d'enregistrement et des frais de signification pour les avances sur cession de créances, opérations pouvant rendre de signalés services à la clientèle des banques populaires.

Sur les modes de concours des caisses d'épargne austro-hongroises au crédit agricole.

D'après l'expérience, déjà longue, du concours prêté au crédit populaire par les caisses d'épargne austro-hongroises, sous l'impulsion même de l'État, par des modes nombreux et variés : soit exercice du libre emploi décentralisé et réglé, soit création sur les bonis de branches annexes pour avances de crédit personnel à bon marché ;

Le Congrès constate, une fois de plus, la nécessité de la liberté et de la décentralisation de l'épargne pour le développement du crédit populaire et agricole; la légitimité et l'utilité du concours des caisses d'épargne à ce développement.

Sur la méthode à suivre pour la fondation d'une Caisse rurale.

Le Congrès :

Affirme à nouveau l'utilité des caisses agricoles ou rurales pour la distribution du crédit aux agriculteurs, surtout du petit crédit de production.

Il réitère ses avis antérieurs quant aux principaux points de la méthode à suivre pour fonder ces institutions : propagande préparatoire, réunions promotrices et constitutives limitées aux personnes aptes à être admises comme sociétaires, choix du type de société le mieux adapté aux conditions locales, abstention de toute préoccupation étrangère aux fins propres de la coopération, rayon limité, appel aux hommes honnêtes et de bonne volonté de toute opinion dans la localité, gratuité de l'administration.

Il confirme ses vœux antérieurs en ce qui concerne la dispense de la patente et de l'impôt sur le revenu pour les associations coopératives de crédit qui ne font des opérations d'es-compte et d'avance qu'avec leurs sociétaires.

Sur la Caisse générale d'épargne de Belgique dans ses rapports avec les institutions de crédit agricole.

Le Congrès :

Constata que grâce au régime de libre emploi introduit avec une extension croissante par la législation belge dans le jeu d'une institution centrale d'épargne à garantie d'État, d'une

part l'association locale de crédit populaire a pu, quoique plus lentement que dans les pays à libre emploi décentralisé, se fonder; d'autre part l'idée du concours des caisses d'épargne au crédit populaire s'est réalisée et a été favorisée par l'État lui-même sous la forme d'un concours de la Caisse générale d'épargne.

Parmi les modes qu'a revêtus ce concours (prêts agricoles aux agriculteurs avec intervention de comptoirs agricoles, prêts aux sociétés coopératives locales de crédit agricole avec sociétés interposées) signale l'exacte conception et la remarquable organisation de ce dernier mode de prêt comme exemple de ce qu'il est possible de faire pour favoriser le crédit agricole par le concours des caisses d'épargne et d'une caisse d'épargne centrale à garantie d'État, sous un régime de libre emploi largement réglé par la loi.

Sur la Caisse centrale des associations fondée à Berlin par la loi du 31 juillet 1895.

Le Congrès :

Tout en constatant avec intérêt la faveur que l'État et le législateur témoignent en Allemagne au développement toujours plus étendu du crédit personnel à bon marché, faveur dont les lois du 31 juillet 1895 et du 8 juin 1896, créant et dotant une Caisse centrale des associations, sont des indices;

Réitère son avis qu'en France la fondation d'une banque centrale agricole à dotation d'État ou à garantie d'intérêt d'État serait : 1° une erreur économique comme excédant les limites des interventions légitimes de l'État, et de nature à affaiblir encore l'esprit d'initiative et d'association libre déjà si insuffisant dans le pays; 2° une concession inopportune (en l'état actuel des faits) au socialisme d'État; 3° une cause nouvelle de dépenses publiques qui s'élargirait infailliblement au détriment des finances de l'État; 4° une organisation artificielle susceptible de faciliter l'éclosion d'associations non viables ou de soutenir le fonctionnement d'associations protégées par faveur politique, et de retarder la formation naturelle des caisses centrales destinées à naître d'une croissance normales des associations coopératives locales;

Conseille aux associations coopératives de crédit existantes de résister aux séductions de ce don s'il leur était offert;

Recommande de préférence, pour aider au développement des associations coopératives de crédit, de faire appel au concours des éléments sociaux éclairés et aisés.

Sur les rapports de l'instruction publique et de la mutualité.

Le Congrès émet le vœu :

1° Que le gouvernement modifie les programmes scolaires et y fasse une place à l'enseignement pratique des questions se rattachant à l'association et aux formes diverses de la coopération et de la mutualité;

2° Que cet enseignement élémentaire soit développé et complété par des conférences des professeurs d'agriculture préconisant et secondant la création d'associations diverses de progrès agricole.

En se séparant le congrès a décidé que sa prochaine session se tiendrait à Angoulême du 10 au 20 juin 1898.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en Avril. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois d'avril 66 déclarations de grèves. Les industries les plus éprouvées ont été celles du bois avec 19 grèves, du bâtiment avec 21 grèves, des chauxfourniers, briquetiers et potiers avec 8 grèves et des métaux, 8 grèves également. Dans presque tous les cas, la grève avait pour motif initial des questions de salaires ou de durée du travail; dans un cas, le renvoi d'un ouvrier syndiqué a amené une grève. Dans un cas, le syndicat des patrons, à la suite d'un commencement de grève chez quelques-uns d'entre eux, a décidé la fermeture des autres usines; 300 ouvriers ont ainsi été congédiés. L'agitation déjà signalée chez les cordonniers a gagné trois autres centres; dans une ville, les patrons ont fait venir aussitôt de nouveaux ouvriers et une partie des anciens ouvriers a dû quitter le pays.

A Leipzig, le syndicat des patrons métallurgistes a décidé de prononcer le lock-out au cas où les deux tiers des ouvriers chômeraient le 1^{er} mai, et aussi de ne pas embaucher pendant six semaines les ouvriers qui auraient quitté le travail à l'occasion du 1^{er} mai. Les syndicats ouvriers de Berlin, à l'exception des cordonniers, ont décidé de ne chômer le 1^{er} mai que dans les ateliers où on ne leur fera aucune difficulté.

Sur 18 grèves dont on a signalé la fin en avril, 11 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 7 par une entente; dans deux cas, à la suite de démarches de la commission ouvrière des salaires auprès de patrons, une entente a pu intervenir avant la déclaration de grève.

L'assurance obligatoire contre la maladie en 1894. — Le nombre moyen des caisses en activité pendant l'année 1894 a été de 20.992 (20.681 en 1893) et le nombre moyen des assurés de 7.283.000 (7.107.000 en 1893).

Les recettes s'élèvent à 135.464.000 marks (131.562.000 marks en 1893) et les dépenses à 127.442.000 marks (125.369.000 marks en 1893).

Les recettes comprennent 110.098.000 marks de cotisations et 1.214.000 marks de droits d'entrée; ces deux éléments représentent, à eux seuls, 82 p. o/o du total des recettes.

Les dépenses se décomposent en :

	marks.	P. o/o du total.
Honoraires des médecins.....	22.210.000	17,4
Médicaments, appareils, etc.....	17.427.000	13,7
Secours pécuniaires aux malades.....	44.377.000	34,8
Indemnités funéraires.....	3.634.000	2,9
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	11.869.000	9,3
Frais d'administration.....	6.550.000	5,1
Achats de valeurs, remboursements d'emprunts, etc.	16.655.000	13,1
Dépenses diverses.....	4.720.000	3,7
TOTAL des dépenses.....	127.442.000	100,0

Le nombre de journées de maladie indemnisées a été de 43.686.440 (46.199.436 en 1893). La somme des indemnités ayant atteint le chiffre de 44.377.000 marks, l'indemnité moyenne par jour de maladie a été de 1 m. 02, sensiblement la même qu'en 1893.

Statistique de la morbidité.

Voici les moyennes relevées dans l'ensemble des caisses depuis l'année 1888 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an,		DURÉE moyenne des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	jours.		jours.
1888.....	5,5	0,33	16,8
1889.....	5,4	0,33	16,4
1890.....	6,0	0,37	16,2
1891.....	5,9	0,35	17,0
1892.....	6,1	0,36	17,3
1893.....	6,6	0,39	16,5
1894.....	6,0	0,34	17,5
MOYENNE (1888-1894).....	5,9	0,35	16,8

Par catégories de caisses, les nombres de jours et de cas de maladie ont été les suivants, en 1894 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an, en 1894,		DURÉE moyenne, en 1894, des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	jours.		jours.
Caisses communales.....	4,3	0,26	16,8
Caisses locales.....	6,2	0,34	18,2
Caisses de fabriques.....	6,6	0,39	16,7
Caisses d'entreprises de construction.....	8,7	0,55	15,9
Caisses de corporations.....	5,2	0,32	16,2
Caisses libres enregistrées.....	6,6	0,36	18,3
Caisses libres d'États particuliers.....	6,4	0,31	20,3
ENSEMBLE des caisses.....	6,0	0,34	17,5

BELGIQUE.

Revue du travail en avril.(1) — Activité intense dans les *charbonnages*, les *ateliers de construction* et les *usines métallurgiques*, stagnation dans la *verrière*. Le *bâtiment* est ferme ainsi que l'industrie du *bois*. Les *textiles* sont assez faibles, tant pour le *coton* et le *lin* que pour la *laine*. A *Verviers*, le tissage de la *laine* est en reprise, mais la *filature* est faible, surtout la *filature cardée*.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de l'*Office du travail* (Belge).

Grèves. — Quinze grèves nouvelles en avril et trois grèves anciennes avec un total de 3,430 grévistes et 4,000 autres chômeurs.

Huit grèves dans l'industrie charbonnière; une dans la briqueterie; deux dans la fabrication des cigares; trois dans l'industrie textile; deux dans la chaudronnerie.

Onze grèves pour l'augmentation des salaires; une contre une réduction; trois pour la reprise d'ouvriers congédiés; une pour le renvoi d'un contremaître; deux pour des questions de solidarité.

Sur seize grèves terminées, 5 succès, 1 transaction, 9 échecs, 1 résultat indéterminé.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril (1). — Situation du marché de travail sans changement, toujours la meilleure qu'on ait enregistrée depuis 1890 à la même époque de l'année.

2,5 p. 0/0 de chômeurs dans 114 trade-unions groupant 455.157 membres, sans changement sur le mois précédent et contre 3,7 p. 0/0 en avril 1896. Les salaires sont en hausse notable, principalement dans le bâtiment et la construction mécanique.

En un jour de la deuxième semaine d'avril, l'assistance publique a secouru 325.024 personnes, soit 207 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 214 en mars 1897 et 212 en avril 1896.

4,84 journées de travail par semaine, en moyenne, dans des houillères employant 417.372 mineurs, contre 5,14 en mars 1897 et 4,69 en avril 1896.

351 hauts fourneaux en marche à la fin d'avril, avec 22.275 ouvriers, contre *idem* en mars 1897 et *idem* en avril 1896.

Grèves. — 85 nouvelles grèves en avril, avec 7.454 chômeurs contre 113 et 31.636 en mars 1897 (2), 84 et 8.572 en avril 1896. — 25 grèves dans le bâtiment, 17 dans les métaux, 10 dans les textiles et le vêtement, 5 parmi les travailleurs des ports. Sur 102 grèves terminées (anciennes et nouvelles), 44 succès, 34 transactions, 24 échecs.

Les conditions du travail dans les entreprises exécutées pour l'État (3). — Une résolution de la Chambre des Communes en date du 13 février 1891 a déclaré « qu'il est du devoir du Gouvernement de prendre des dispositions, à l'occasion de toutes les entreprises de travaux exécutés pour l'État, en vue d'éviter les maux révélés récemment par l'enquête sur le « *Sweating System* » (4); d'insérer dans les cahiers des charges les prescriptions nécessaires pour empêcher les abus qui naissent des sous-traités; et de faire tous les efforts possibles pour assurer aux ouvriers des salaires égaux à ceux qui sont généralement payés comme courants, dans chaque industrie, aux ouvriers normaux de la profession ».

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Chiffres rectifiés.

(3) *Report of the select Committee on stationery contracts*, voir à la Bibliographie.

(4) Littéralement « système de la sueur » : pressurage des ouvriers isolés par les sous-traitants.

Une Commission d'enquête [*Select Committee* (1)] a été nommée le 25 février 1896 pour rechercher « si les termes et l'esprit de la résolution du 13 février 1891 étaient suffisamment respectés par le système actuellement suivi pour recueillir des soumissions et pour concéder des marchés en vue des travaux d'impressions et de reliure de l'État ».

D'après un document fourni à l'enquête par le Contrôleur du Département de la Papeterie (2), les travaux dont il s'agit sont actuellement répartis en 49 entreprises avec une fourniture annuelle totale de 8.061.000 francs ; la durée des marchés est de dix, cinq, trois ou un an. 39 de ces entreprises, pour 7.121.500 francs, sont dévolus à 12 maisons de Londres et quant aux 939.500 francs de travaux qui restent à la province, 2 maisons d'Écosse en exécutent pour 397.500 francs, et 2 maisons de Dublin pour 518.750 francs. Un seul établissement de Londres, la maison Eyre et Spottiswoode, détient 8 entreprises, pour une valeur de 2.650.000 francs, soit 34 p. o/o de toutes les fournitures annuelles demandées par le Département de la Papeterie.

Après avoir entendu de nombreuses dépositions, notamment celles des principaux maîtres imprimeurs et celles des représentants des associations ouvrières de l'industrie du livre, la commission s'est déclarée satisfaite en général du contrôle exercé par l'État sur les marchés passés pour son compte en impressions et reliures, et en vue d'assurer le mieux possible le respect des termes et de l'esprit de la Résolution du 13 février 1891, elle a conclu aux recommandations suivantes :

1. Les soumissions seront basées sur des devis et bordereaux de prix établis de façon à serrer d'aussi près que possible les conditions réelles de chaque ouvrage à exécuter.
2. Les noms des entrepreneurs et l'objet des entreprises seront indiqués rapidement et libéralement aux intéressés qui demanderont à les connaître.
3. La Résolution du 13 février 1891 figurera in-extenso sur les formules imprimées pour soumissions, et tous les marchés contiendront des stipulations expresses, obligeant l'entrepreneur à en observer les termes en ce qui concerne le pressurage (*sweating*), les sous-traités et le payement des salaires, le Contrôleur se réservant le droit de mettre fin à tout marché en cas d'inobservation de ces conditions, avec dommages-intérêts pour l'État.
4. Les mesures nécessaires seront prises pour éviter toute incertitude comme celles qui sont produites à Dublin et ailleurs (3) dans la définition des travaux qui sont exécutés pour le compte de l'État.
5. Les travaux d'impressions seront lotis de façon à assurer une concurrence effective.

FINLANDE.

Les caisses d'épargne en 1894 et en 1895. Les *caisses d'épargne ordinaires* étaient en 1894 au nombre de 153.

Elles ont reçu pendant l'année 9.096.627 marks (4) de versements et ont remboursé une somme de 7.252.755 marks. Le nombre des livrets existant, au 31 dé-

(1) « *With power to send for persons, papers and records.* »

(2) Controller of the Stationery Department.

(3) Il s'agissait de travaux payés en tout ou en partie sur d'autres fonds que ceux de l'État, bien qu'exécutés sur l'ordre et sous la direction d'agents du pouvoir central.

(4) Le mark finlandais vaut, comme le franc : 0 gr. 29032 d'or.

cembre 1894, était de 85.915 et l'avoir total des déposants s'élevait à 44.573.695 marks.

Ces chiffres présentent une augmentation de 5.005 sur le nombre des livrets et de 3.864.136 marks sur l'avoir des déposants au 31 décembre 1893.

La moyenne des livrets était, à la fin de 1894, de 519 marks. Les frais d'administration ont atteint le chiffre de 227.885 marks,

Par 1.000 habitants, on comptait 35 livrets et un avoir moyen de 186 marks.

En 1895, la *caisse postale* a reçu 17.462 versements représentant une somme de 519.453 marks et a effectué 5.272 remboursements pour une somme de 401.341 marks. L'avoir des déposants au 31 décembre se montait à 1.129.461 marks. Voici la comparaison de ces chiffres avec ceux de 1894 :

ANNÉES.	VERSEMENTS.		REMBOURSEMENTS.		AVOIR DES DÉPOSANTS au 31 décembre.
	NOMBRE.	MONTANT. marks.	NOMBRE.	MONTANT. marks.	
1894.....	16.482	412.801	5.939	406.589	981.480
1895.....	17.462	519.453	5.272	401.341	1.129.461
DIFFÉRENCE.....	+ 980	+ 96.652	— 667	— 5.248	+ 147.981

SUÈDE.

La caisse d'épargne postale en 1894. La caisse d'épargne suédoise a reçu, en 1894, 444.937 versements se montant ensemble à 15.434.104 couronnes (1) (21.453.000 francs) et a effectué 109.879 remboursements représentant une somme de 7.800.177 couronnes (10.842.000 francs).

A la fin de l'année, le nombre des livrets était de 408.288 et l'avoir dû aux déposants de 38.477.499 couronnes (53.484.000 francs). L'avoir moyen par livret était, par conséquent, de 130 francs.

Les frais d'administration se sont élevés à 136.308 couronnes.

Le nombre des livrets, par 1.000 habitants, était de 83 et l'avoir moyen, par 1.000 habitants, de 7.822 couronnes (10.872 francs).

Voici la comparaison de ces chiffres avec ceux de l'année 1893 :

ANNÉES.	VERSEMENTS.		REMBOURSEMENTS.		LIVRETS AU 31 DÉCEMBRE.	
	NOMBRE.	MONTANT. couronnes.	NOMBRE.	MONTANT. couronnes.	Nombre.	Montant. couronnes.
1893.....	405.685	11.659.013	94.165	6.294.830	367.337	29.681.630
1894.....	444.937	15.434.104	109.879	7.800.177	408.288	38.477.499
AUGMENTATION.....	39.252	3.775.091	15.714	1.505.347	40.951	8.795.869

(1) La valeur nominale de la couronne suédoise est de 0 gr. 4032 d'or, soit 1 fr. 3892.

SUISSE.

La durée du travail dans l'industrie (1). — D'après la loi fédérale du 23 mars 1877, sur le travail dans les fabriques, la durée du travail régulier d'une journée ne doit pas excéder onze heures. Elle est réduite à dix heures la veille des dimanches et des jours fériés. Cette durée doit être comprise entre 5 heures du matin et 8 heures du soir pendant les mois de juin, juillet et août, et entre 6 heures du matin et 8 heures du soir pendant le reste de l'année.

D'après le rapport de l'inspecteur fédéral des fabriques, il n'y a plus que 57 p. o/o des ouvriers qui travaillent soixante-cinq heures par semaine; 9 p. o/o travaillent de soixante-cinq à soixante-deux heures et demie; 28,3 p. o/o de soixante-deux et demi à soixante, et 5,3 p. o/o moins de soixante heures.

Les différents groupes d'industrie participent à ces chiffres très inégalement. Dans l'industrie textile, 83 p. o/o et dans le filage du coton 100 p. o/o des ouvriers observent encore la semaine de soixante-cinq heures de travail. La journée de dix heures n'a été adoptée que par une partie des teinturiers, apprêteurs, etc. La broderie manifeste plutôt une tendance à prolonger le travail. Les maisons de confection, par contre, subissent l'influence des villes; dans leurs ateliers la journée de onze heures n'existe plus guère que pour 50 p. o/o du personnel. Dans l'industrie du cuir, des poils et des crins, on retrouve la même proportion. Parmi les ouvriers de toutes les grandes branches d'industrie, ce sont les typographes qui ont obtenu la plus forte réduction de la durée du travail, car 9,5 p. o/o seulement d'entre eux travaillent plus de soixante heures. Une bonne partie des ouvriers ont obtenu la journée de neuf heures et demie et même de neuf heures.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décrets, circulaires et lettres ministérielles relatives à la réglementation du travail.

[Insérés au BULLETIN DE L'INSPECTION DU TRAVAIL (1897, n° 1).]

Décret du 23 novembre 1896.

[Nommant des membres de la Commission supérieure du travail dans l'industrie.]

Circulaire ministérielle du 24 novembre 1896.

(Adressée aux Inspecteurs divisionnaires.)

[La loi donne aux intéressés la faculté d'adresser au Ministre du commerce une réclamation dans un délai de quinze jours contre les mises en demeure faites en vertu de la loi du 12 juin 1893. Les intéressés doivent joindre, le cas échéant, à leur réclamation, la copie de la mise en demeure, ainsi que les documents, notes, plans des ateliers ou des machines, etc., qui seraient de nature à éclairer l'Administration.]

(1) D'après les résultats du recensement professionnel du 5 juin 1895. (Extrait de l'*Annuaire statistique suisse*.)

Circulaire ministérielle du 25 janvier 1897.

(Adressée aux Préfets.)

[Les *enfants de moins de treize ans* ne doivent être autorisés à jouer dans les *théâtres* que lorsque leur concours paraît absolument indispensable. Ils ne doivent pas paraître dans les *cafés-concerts* à moins que rien, dans leur répertoire, ne puisse offenser les bonnes mœurs.]

Lettre du 16 janvier 1895.

(Adressée au Ministre de l'Intérieur.)

[La loi du 2 novembre 1892 a toujours paru devoir être appliquée aux *jeunes ramoneurs*. L'Administration est disposée à faire déférer à la Cour de Cassation les jugements des tribunaux de simple police qui refuseraient d'admettre cette application, et si aucun pourvoi n'a encore été formé jusqu'à ce jour, c'est que, dans les différentes affaires qui ont pu se présenter, les circonstances de fait dans lesquelles le juge avait prononcé n'ont pas paru faciliter un pourvoi.]

Lettre ministérielle du 2 avril 1895.

[Les prescriptions de la loi du 2 novembre 1892, relatives à l'*affichage des lois et règlements*, sont applicables même aux ateliers qui n'occupent pas d'enfants au-dessous de 18 ans.]

Lettre ministérielle du 23 mai 1896.

[Dans les *ateliers de lithographie céramique*, l'opération du poudrage présente des dangers d'intoxication saturnine, aussi bien pour les adultes que pour les enfants et les femmes. On ne doit pas se borner à l'application de la loi du 2 novembre 1892, mais il y a lieu de protéger les ouvriers de tout âge et de tout sexe en veillant à la stricte application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894.]

Lettres ministérielles des 4 août et 23 novembre 1896.

[L'industrie du *filage d'or* ne peut être admise à bénéficier, dans le cas de commandes pressées, des tolérances inscrites à l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Cette industrie n'est pas une industrie de saison. Si la mode y a parfois sa part, elle n'y joue pas un rôle prépondérant, et l'industriel peut toujours avoir une avance dans les quelques numéros de fils qui se vendent couramment, pour répondre aux premières demandes.]

Lettre ministérielle du 18 septembre 1896.

[L'obligation de ventiler les meules à émeri, conformément à l'article 6 du décret du 10 mars 1894, s'applique à tous les ateliers, quel que soit le nombre des meules.]

Lettre ministérielle du 18 novembre 1896.

[Les établissements où s'utilisent les *peaux de lapin* sont de ceux que les poussières et poils rendent particulièrement insalubres et ils rentrent, par conséquent, dans la catégorie de ceux auxquels l'article 6 du décret du 10 mars 1894 est éminemment applicable.]

Lettre ministérielle du 23 novembre 1896.

[L'industrie consistant dans le *triage des amandes* ne peut être assimilée à la confiserie pour les tolérances accordées à cette dernière en ce qui concerne le travail de nuit.

La remise au lendemain, sans veillée, n'occasionne ni perte ni détérioration du produit.]

Lettre ministérielle du 11 décembre 1896.

[L'action de la loi du 9 septembre 1848 ne s'étend pas à la *monture des grains*, et le service de l'inspection ne peut intervenir pour limiter la durée du travail journalier (Décret du 17 mars 1851).]

Lettre ministérielle du 28 décembre 1896.

[On ne peut accorder à l'industrie des *fabricants d'espadrilles* le bénéfice de l'article 1^{er} du décret du 26 juillet 1895.

Il n'est pas possible de considérer cette fabrication comme une industrie de goût et de mode.]

Lettre ministérielle du 8 janvier 1897.

[Il est impossible d'accorder à la *fabrication des pâtes alimentaires* le bénéfice de l'article 1^{er} du décret du 26 juillet 1895, qui confère à quelques industries la faculté de faire veiller les filles et les femmes jusqu'à 11 heures du soir pendant 60 jours par an, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas 12 heures par jour.

Il peut y avoir pour cette fabrication, comme pour toutes celles qui sont en relations avec le dehors, des moments de presse; mais avec l'exception faite déjà en faveur des pâtes alimentaires par l'article 3 du décret du 26 juillet 1895, il est possible aux fabricants d'organiser leur travail et de préparer leurs approvisionnements de manière à l'exécuter en temps voulu, puisqu'ils savent que les demandes urgentes leur parviennent à des époques de l'année à peu près régulières.]

Lettre ministérielle du 18 janvier 1897.

[*Les livrets* prescrits par l'article 18 de la loi du 2 novembre 1892 ne peuvent pas être délivrés par le commissaire central de police agissant au lieu et place du maire.

C'est avec intention que la loi a désigné les maires pour délivrer les livrets, et il n'est pas possible de leur substituer des commissaires de police.]

Lettre ministérielle du 22 janvier 1897.

[La *fabrication des bérêts* ne peut pas être classée au nombre des industries auxquelles l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 permet d'accorder des tolérances en ce qui touche la durée du travail et l'obligation du repos hebdomadaire.

Le bérêt ne varie dans sa forme que par des points de détail presque insensibles et ces variations sont séparées par de trop larges intervalles pour que le fabricant ait peine à les suivre.]

Lettre ministérielle du 22 janvier 1897.

[L'industrie du *glacage des fils* ne peut être admise à bénéficier de la tolérance inscrite dans l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 relatif à la durée du travail et au repos hebdomadaire.

La passementerie, la fabrication des rubans ne se sont pas, jusqu'à ce jour, présentées

comme des industries de mode et de saison, et ne réclament pas le bénéfice des heures supplémentaires. Dans ces conditions, il ne paraît pas logique d'accorder au glaçage des fils, industrie accessoire et préparatoire, ce qui n'est pas sollicité par l'industrie principale.]

Lettre ministérielle du 22 janvier 1897.

[Deux jours de repos consécutifs par quinzaine ne peuvent équivaloir à un jour de repos hebdomadaire.]

La loi, qui ne permet de faire travailler les enfants que six jours par semaine, ne se prête pas à une pareille interprétation.]

Lettre ministérielle du 22 janvier 1897.

[La *filature de bourre de soie* qui file pour les besoins des fabricants de tulles et dentelles ne peut, comme ces dernières industries, être admise à faire, à certains moments, des heures supplémentaires de travail.]

Les règlements ont refusé aux filatures de textiles quelconques les tolérances ouvertes par la loi. Ils ont posé, en principe, que l'usage de ces tolérances devait être restreint à la fabrication du produit final qui fait l'objet des commandes de mode et qu'on ne devait pas les étendre à la matière première, qu'il est toujours possible de tenir en réserve suffisante.]

Lettre ministérielle du 22 janvier 1897.

[Les *fabricants de broderies religieuses et militaires* ne peuvent obtenir la faveur de faire, à certains moments, des heures supplémentaires de travail.]

Si ces industriels ont un surcroît de commandes aux approches des fêtes religieuses ou aux époques des promotions militaires, il leur est possible de se mettre en mesure de satisfaire leurs clients sans recourir à un travail supplémentaire, puisque les fêtes religieuses, de même que les promotions, ont une date prévue et connue de tous.]

Lettre ministérielle du 26 janvier 1897.

[Aucune des dispositions du décret du 13 mai 1893 n'est applicable à l'appareil des *polisseuses de boîtes de montres*. Il s'agit, d'ailleurs, d'un instrument léger, d'une grande simplicité de construction, entraînant peu de force, et il suffit d'un petit effort pour le mettre en mouvement.]

Lettre ministérielle du 1^{er} février 1897.

[L'inspection, pour être utile, doit être immédiate et les fonctionnaires qui entrent dans une usine ne sauraient être tenus de laisser le temps de faire disparaître les causes de contraventions qui pourraient être relevées par eux.]

Leur droit d'entrer directement dans les ateliers, sans être accompagnés d'un agent local, est incontestable, à la condition qu'ils soient toujours nantis de leur carte de service, afin de pouvoir, à tout moment, justifier de leur identité.]

Lettre ministérielle du 10 février 1897.

[Un *atelier d'échantillonnage* ne peut bénéficier des tolérances prévues en faveur des industries dites « de saison ». Les saisons pour le renouvellement des collections sont prévues et on peut s'y préparer.]

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1897, EN CE QUI CONCERNE

LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Caisses de retraites et de secours. — *Séant.* — Séance du 1^{er} avril 1897. — Rapport sommaire, par M. Gustave Denis (Doc. parl., n° 103; *J. O.*, p.), sur la proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, déposée par M. Félix Martin, le 27 février 1897 (Doc. parl. n° 61; *J. O.*, p.).

Petites créances. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} avril 1897. — Proposition de loi relative aux saisies-exécutions pratiquées pour arriver au paiement de créances ne dépassant pas 15 francs, déposée par M. Coudreuse (Doc. parl. n° 2382; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission de la réforme judiciaire.

Petite propriété rurale. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} avril 1897. — Rapport sommaire sur la proposition de loi tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale, déposée par M. Siegfried et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2336; *J. O.*, p.). — Séance du 6 avril. — Prise en considération.

Chômage. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} avril 1897. — Rapport, au nom de la Commission du travail, sur le projet de résolution conférant à cette Commission le pouvoir de procéder à une enquête sur le chômage, déposé par M. Louis Lacombe (Doc. parl., n° 2381; *J. O.*, p.).

Caisses de retraites et de secours des Compagnies de chemins de fer. — *Chambre.* — Séance du 5 avril 1897. — Proposition de loi relative aux caisses de retraites et de secours des compagnies et administrations de chemins de fer, déposée par M. Sibille (Doc. parl. n° 2395; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Expulsion des locataires insolvables. — *Chambre.* — Séance du 8 avril 1897. — Proposition de loi ayant pour objet d'empêcher — dans ce qu'elle a de contraire au sentiment de l'humanité — l'expulsion brutale des ménages pauvres et de sauvegarder le mobilier insaisi des locataires insolvables, présentée par M. Ernest Roche (Doc. parl., n° ; *J. O.*, p.).

Caisse de retraites. — *Chambre.* — Séance du 8 avril 1897. — Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse de retraites pour les ouvriers, présentée par M. Gellé (Doc. parl., n° ; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission de prévoyance et d'assurance sociales.

Placement des employés et ouvriers. — *Chambre.* — Séances des 2 et 9 avril. — Suite de la discussion : 1° de la proposition de loi de M. Coutant et plusieurs de ses collègues, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions; 2° de la proposition de loi de M. Mesureur, sur le placement gratuit des ouvriers ou employés des deux sexes; 3° de la proposition de loi de M. Georges Berry, tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction; 4° du projet de loi sur le placement des ouvriers et employés; 5° de la proposition de loi de M. Léon Guillemin sur le placement des ouvriers et employés des deux sexes. — *Adoption.*

JURISPRUDENCE.

Ouvrier d'un service public. — Risque professionnel. — Responsabilité de l'État.

L'ouvrier employé d'un service public, victime d'un accident qui n'est imputable ni à sa négligence ni à son imprudence, a droit à la réparation du préjudice qu'il a souffert, même quand on ne relève dans les circonstances de l'accident aucune faute à la charge de l'Administration.

Il s'agissait dans l'espèce d'un ouvrier d'un arsenal de l'État et la décision importante prise en ce qui le concerne consacre la théorie du *risque professionnel* dans les rapports de l'État avec les ouvriers et agents qu'il emploie. Les remarquables conclusions du commissaire du Gouverne-

ment font ressortir nettement que cette jurisprudence libérale n'est pas conforme à celle des cours et tribunaux civils qui exigent une *faute* (1) du patron pour y trouver le principe de sa responsabilité et qui laissent sans réparation les accidents imputables aux risques pour ainsi dire anonymes et inéluctables de l'industrie (2), mais elles rappellent, en même temps, que le droit civil n'est pas applicable aux rapports juridiques qui existent entre l'État et ses agents ou des tiers à l'occasion des dommages causés par le fonctionnement des services publics.

L'État n'étant pas lié par les textes du droit civil et par l'interprétation qu'en ont donnée les tribunaux ordinaires, rien n'empêche le tribunal administratif de rechercher les bases de la responsabilité de l'État non dans ces textes, mais dans le principe supérieur de justice duquel ils procèdent eux-mêmes.

Ce principe veut que l'État soit responsable vis-à-vis de l'ouvrier des dangers que lui fait courir sa coopération à un service public. *Conseil d'État. 21 juin 1895. Cames c. Ministre de la guerre représentant l'État.*

Grèves. — Intervention illicite des tiers. — Prescription. — Responsabilité.

Le nouvel article 414 du Code pénal, tel qu'il résulte de la loi de 1864, ne punit pas la cessation concertée de travail en elle-même, mais il punit les violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses qui peuvent l'accompagner.

D'autre part, cet article ne déroge pas à l'article 1166 du Code civil et ne justifie aucunement l'intervention des tiers dans les grèves quand ils n'y ont pas un intérêt réel et appréciable.

Leur intervention, dans ces conditions, n'est ni un droit, ni même l'exercice d'une simple faculté, mais un fait volontaire susceptible d'entraîner la responsabilité prévue par l'article 1382 du Code civil s'ils causent un dommage à autrui.

Lorsque des actes, qui tombent sous le coup des articles 414 et 1382, ont été commis par la voie de la presse, ils sont les générateurs directs et immédiats d'un dommage qui leur est exclusivement propre et bénéficient à ce point de vue de la prescription particulière édictée par l'article 65 de la loi de 1881.

Mais s'ils peuvent en outre être considérés comme les éléments d'un délit civil ayant causé indirectement un autre préjudice, la réparation de celui-ci n'est pas soumise à la même prescription.

Il s'agissait, dans l'espèce, de l'intervention d'un membre du Parlement et de deux journaux dans une grève. La Cour a jugé que les faits établis à l'encontre des défendeurs

(1) Toutefois, il faut reconnaître que la jurisprudence de certaines cours a parfois étendu la notion de faute du patron jusqu'à l'extrême frontière du risque professionnel. Elles ont décidé que le patron doit prévoir les causes, non seulement habituelles mais possibles, d'accident et prendre toutes les mesures de nature à les éviter. Dans de nombreux cas, on a considéré très largement les causes possibles; si largement qu'en fait c'étaient des causes fortuites. La notion de causes «probables», plus souvent introduite encore, est en réalité presque aussi élastique.

(2) Les conclusions rappellent aussi que l'interprétation de notre Code civil par la jurisprudence de deux pays voisins (la Belgique et le Luxembourg) a conduit à des résultats différents qui se résument comme il suit :

En France on applique les articles 1382 et suivants du Code civil. Il faut une faute du patron; c'est à l'ouvrier d'en faire la preuve.

En Belgique, on se fonde sur l'article 1710 et le contrat de louage (le patron prend implicitement l'engagement de veiller à la sécurité de l'ouvrier); mais l'on exige également la faute du patron et la preuve faite par l'ouvrier.

Au Luxembourg, on admet que, d'après la nature du contrat de louage, le risque de l'industrie est à la charge du patron, qui ne peut se libérer qu'en prouvant la faute de l'ouvrier ou le cas absolument fortuit. On ne doit pas comprendre dans cette catégorie les accidents inexplicables qui ne sont imputables à aucun vice de construction ni au défaut de fonctionnement des appareils; que l'état de la science ou les précautions recommandées par la pratique sont incapables de conjurer et dont l'éventualité forme un des risques normaux de l'industrie telle qu'elle est exercée.

constituaient les manœuvres prévues par l'article 414 du Code pénal; que ces manœuvres avaient engendré des fautes civiles ou quasi-délits rendant applicables les dispositions des articles 1382 et 1383 du Code civil; qu'ils avaient eu pour but et pour résultat la prolongation de la grève, portant, par cela même, un préjudice au demandeur.

Les défendeurs ont été condamnés à 15.000 francs d'amende et aux dépens.

Cour d'appel de Toulouse (1^{re} ch.), 29 juillet 1896. — Ressayrier, administrateur de la Soc. anon. des verreries de Carmaux, c. Jaurès, la Petite République et la Dépêche de Toulouse.

Grèves. — Responsabilité.

Si, depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, les menaces de grève adressées, sans violence ni manœuvres frauduleuses, par des ouvriers à leur patron en suite d'un plan concerté sont licites quand elles ont pour objet la défense d'intérêts professionnels,

Néanmoins elles peuvent encore constituer une faute obligeant ceux qui l'ont commise à la réparer, quand, inspirées par un pur esprit de malveillance, elles ont eu pour but et pour effet d'imposer au patron un renvoi qu'aucun grief sérieux ne pouvait motiver.

Il s'agissait d'un ouvrier chef d'équipe congédié à la suite d'un commencement de grève et d'une lettre écrite par les ouvriers pour exiger son renvoi. Le chef d'équipe congédié assignait un des signataires de la lettre et offrait de faire la preuve du dommage subi par lui ainsi que celle de l'innuité des griefs invoqués.

L'arrêt de la Cour lui reconnaît le droit de faire cette preuve.

Cour de cassat., ch. civ., 9 juin 1896. — Monnier c. Renaud.

Syndicats professionnels. — Qualité et compétence.

Les syndicats professionnels ne sont point les ayant droit des membres qui les composent et n'ont point qualité pour engager personnellement ceux-ci vis-à-vis des tiers.

Ils ne constituent pas des sociétés dont les membres puissent être liés par l'assemblée générale, et, en dehors de l'étude et de la défense des intérêts généraux de la profession, ils sont sans qualité et sans compétence.

Ils sont sans qualité pour intervenir dans une action judiciaire intéressant le patrimoine privé de chacun de leurs membres; sans qualité, par conséquent, pour obliger ceux-ci dans ces conditions et engager ledit patrimoine.

Il s'agissait, en l'espèce, d'un paiement réclamé par la ville de Paris à deux bouchers des abattoirs et subsidiairement au syndicat du commerce en gros de la boucherie de Paris, en vertu d'une convention acceptée par le conseil de ce syndicat et ratifiée par l'assemblée générale.

Trib. civ. de la Seine (1^{re} ch.), 23 juin 1896. — La ville de Paris c. Dumay, Velly et le Syndicat du commerce en gros de la boucherie de Paris.

Loi du 2 novembre 1892. — Cumul des peines. — Circonstances atténuantes.

Plusieurs contraventions à la loi de 1892, même commises à l'égard d'une seule personne, doivent être punies d'autant d'amendes distinctes, la prohibition du cumul

des peines étant inapplicable aux contraventions de simple police⁽¹⁾. L'article 26 de la loi fixe le minimum de l'amende à 5 francs et ne prévoit pas l'application de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes : le juge ne peut donc condamner à 1 franc d'amende.

Cassat. crim., 9 déc. 1895. — Racine c. Delporte.

**Travail des femmes et des enfants. — Mesures d'hygiène et de sécurité. —
La mise en demeure n'est pas nécessaire⁽²⁾.**

Si la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, impose à des établissements, déjà régis par la loi du 2 novembre 1892 lorsqu'ils emploient des enfants ou des femmes, des règles en partie prescrites par cette dernière loi, elle ne subordonne la constatation et la poursuite des infractions à une mise en demeure préalable que pour celles de ces infractions dont elle confie la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire.

Cette mise en demeure n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'infractions formellement déterminées par la législation antérieure encore en vigueur.

Ni la loi de 1892 ni le décret de mai 1893 n'ont été abrogés par la loi de 1893 et par le décret de mars 1894 ; les deux législations conservent, dès lors, leur autorité, et puisent en elles-mêmes leur force exécutoire.

Cour de cassat., 12 juin 1896. — Annulation, sur le pourvoi du ministère public, d'un jugement rendu, le 9 janvier 1896, par le tribunal de simple police de Tourcoing.

Louage de services. — Indemnité de congédiement.

Le nouvel article 1780, § 5, du Code civil (loi du 27 décembre 1890), frappe de nullité toute convention suivant laquelle les parties renonceraient à l'avenir au droit éventuel de demander des dommages-intérêts dans le cas où le louage de services qui les lie sans détermination de durée viendrait à être résilié par la faute de l'une d'elles.

Cette nullité ne comporte pas de restrictions et on ne saurait lui opposer le principe de la liberté des conventions inscrit dans l'article 1134 du Code civil.

Cour de cassat., ch. civ., 9 juin 1896. — Gounay c. Leporc.

(1) Les contraventions à la loi de 1892 sont rangées dans cette catégorie par l'article 26. En cas de récidive, elles deviennent des délits correctionnels et l'article 463 est applicable (art. 27).

(2) Voir, dans le *Bulletin* de mai 1896, p. 316 et suivantes, l'arrêt de la Cour du 28 mars 1896 et celui du Tribunal correctionnel de Lille du 20 mars 1896 dans le même sens.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant :

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'amélioration signalée le mois dernier ne s'est pas continuée; la situation aurait plutôt tendance à devenir plus mauvaise. L'activité s'est maintenue dans les mines, les carrières, l'industrie de la chaussure, la ganterie, l'industrie du vêtement et la métallurgie; mais elle a été en diminution dans la préparation des cuirs et peaux, dans les filatures et tissages de laine, coton et soie, dans la chapellerie et dans l'industrie du bâtiment.

Parmi les 475 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 120.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 mai, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 7 p. o/o. 13 p. o/o des syndicats, groupant 7 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier, à même époque; 56 p. o/o des syndicats avec 63 p. o/o des adhérents jugent qu'il est en même quantité et 31 p. o/o des syndicats réunissant 30 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

Le prix du pain et, dans certaines villes, celui de la viande sont en hausse; ceux des légumes, des œufs, du beurre, en baisse.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. FORÊTS. — Le mauvais temps et la fin de l'époque des façons de printemps ont rendu le travail moins abondant que le mois dernier chez les jardiniers-horticulteurs et ouvriers de la terre qui comptent 8 p. o/o de chômeurs.

En forêts, les travaux de l'écorçage sont déjà bien avancés, beaucoup de bûcherons, restés sans ouvrage, commencent à s'embaucher pour les travaux des champs; on compte 6 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Situation estimée, dans l'ensemble, aussi bonne que l'an dernier, à même époque, sauf chez les bûcherons de Balleray (Nièvre) où les prix de façon ont été augmentés et chez ceux de Saint-Bonnet (Allier), Vallenay, Méry-ès-Bois (Cher), le Poinçonnet (Indre) où le travail est moins abondant.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité

des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de mai, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6	"	"	"	5	95
Loire.....	5,95	"	"	"	13	87
Gard et Hérault.....	5,93	"	"	"	22	78
Provence (lignites)....	4,35	"	17	56	27	"
Tarn et Aveyron.....	5,93	"	"	"	27	73
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,94	"	"	"	12	88
ENSEMBLE pour la France.	5,96	"	"	"	11	89

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,93.

CARRIÈRES. — Dans les chantiers, le personnel est maintenant au complet, cependant, dans certains, l'ouvrage est jugé moins abondant que l'an dernier, notamment à Saint-Chéron (Seine-et-Oise) et Lérrouville (Meuse); pour le reste pas de changement.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans la minoterie, situation estimée plutôt moins favorable que l'an dernier; il en est de même dans la fabrication des pâtes alimentaires. Placement difficile chez les boulangers; chez les pâtisseries-cuisiniers, 5 p. o/o de chômeurs. Ouvrage jugé, en général, aussi abondant que l'an dernier, sauf chez les boulangers de Paris, les cuisiniers d'Alger où il est considéré comme plus faible, et chez les boulangers de Bayonne, où il est tenu pour plus abondant.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Une amélioration s'est produite, depuis le mois dernier, dans un certain nombre de villes grâce aux commandes nécessitées par les concours régionaux; malgré l'accalmie des affaires dans plusieurs grands centres industriels, la situation se maintient sensiblement équivalente à celle de l'an dernier à même époque. On estime que le chômage atteint un peu plus de 1 p. o/o des syndiqués à Paris, 3 p. o/o en province et 2 p. o/o dans l'ensemble. 19 p. o/o des chambres syndicales, groupant 10 p. o/o des syndiqués, jugent que le travail est plus abondant que l'an dernier, pendant la même période; 63 p. o/o des syndicats avec 85 p. o/o des adhérents considèrent qu'il est en même quantité et 18 p. o/o des syndicats avec 5 p. o/o des syndiqués abondant

Laye (Seine-et-Oise), Beauvais, Boulogne-sur-Mer, Annecy, Cannes, Avignon, Limoges, Châteaudun et Rouen (typographes); plus faible à Versailles, Arras, Valenciennes, Albi, Libourne, Angoulême, Rennes et Rouen (lithographes).

GUIRS ET PEaux. — Dans la préparation des cuirs et peaux, situation stationnaire, plutôt inférieure à l'an dernier. Dans l'industrie de la chaussure, la reprise habituelle du travail est également moins accentuée que l'an dernier, quelques centres commencent à ralentir leur production. Dans la ganterie, les commandes de province continuent à maintenir un certain courant d'affaires, celles d'Amérique font encore défaut. On compte 8 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 5 p. o/o dans l'industrie de la chaussure, 8 p. o/o chez les gantiers.

L'ouvrage est jugé plus abondant que l'an dernier, dans la préparation des cuirs et peaux de Graulhet (Tarn), chez les cordonniers de Paris, chez les gantiers de Grenoble, chez les gainiers de Paris; moins abondant chez les ouvriers en cuirs et peaux d'Auxerre et Tarbes, chez les ouvriers en chaussures de Montpellier, Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales), chez les gantiers de Gieres (Isère), Millau et Niort; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — La tendance au ralentissement du travail, signalée le mois dernier dans les filatures et tissages, s'est maintenue. L'industrie cotonnière est moins occupée que l'an dernier; l'industrie lainière, l'industrie linière, l'industrie de la soie, la rubanerie sont également en baisse. Les teintureries et blanchisseries subissent les fluctuations des tissages et filatures qui leur fournissent leur travail. Reprise du travail chez les tapissiers. En bonneterie, affaires très calmes, tant par suite de la température douce de l'hiver précédent que de la grande production qui a créé un stock qui pèse sur le marché. Saison moyenne dans l'industrie du vêtement; les prix de vente des produits fabriqués aussi bien que les prix de façon sont en baisse. Dans la chapellerie de feutre, situation stationnaire; la chapellerie de paille termine sa saison.

Chômage sans changement, dans l'ensemble, dans les filatures et tissages, chez les teinturiers et chez les passementiers-rubaniers, 4 p. o/o chez les tapissiers, 7 p. o/o chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les tisserands de Haspres (Nord), chez les ouvriers des filatures de Daigny (Ardennes) et de Villefranche (Rhône), chez les ouvrières du vêtement de Carcassonne, chez les chapeliers de Sept-Fonds (Tarn-et-Garonne); moins abondant dans les filatures et tissages du Nord, de Pouru-Saint-Rémy (Ardennes), de la Loire et du Rhône (soieries, velours et rubans), de Vienne, dans la Vendée, le Maine-et-Loire, à Flers (Orne), et dans la Seine-Inférieure; chez les bonnetiers de Corbie (Somme) et de Falaise (Calvados); en général, chez les teinturiers et chez les passementiers-rubaniers; chez les tailleurs de Versailles, Lyon, Montpellier, Poitiers; chez les chapeliers de Nancy, Lyon, Bourg-de-Péage (Drôme), d'Albi et de Niort; chez les blanchisseuses de Paris; pour le reste, pas de variation notable.

Bors. — Les ouvriers scieurs, charpentiers, menuisiers, sont en pleine saison de travail; ils font de 66 à 72 heures par semaine. Chez les carrossiers, le travail est encore abondant, mais une partie des commandes d'été étant terminées, l'activité tend à diminuer. Chez les galochiers-sabotiers, reprise du travail. Commandes plus faibles que l'an dernier chez les tonneliers, la fabrication de tonneaux et futailles à l'avance est moins forte que l'an dernier et l'emploi des tonneaux ayant déjà servi devient bien plus fréquent. Dans l'industrie de l'ameublement, de la broserie et de la vannerie, situation stationnaire. Activité satisfaisante chez les tabletiers-boutonniers. 3 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les charpentiers et scieurs de long, 8 p. o/o chez les menuisiers, 18 p. o/o chez les tonneliers, 2 p. o/o chez les sabotiers-galochiers, 11 p. o/o chez les ouvriers de l'ameublement; chômage sans changement pour le reste. L'ouvrage est généralement estimé aussi abondant

que l'an dernier, il est tenu cependant pour plus important chez les ouvriers de scieries de Hermes, chez les charpentiers de Paris, de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), de Bourges; chez les menuisiers de Tarbes, les peintres en voitures de Paris, les sabotiers-galochiers de Cusset (Allier) et Romans (Drôme); moins abondant chez les menuisiers de Vincennes, Chambéry, les charrons-carrossiers de Paris, les tonneliers de Perpignan, Limoges et Alger, les ouvriers en toilettes anglaises et les broisseurs de Paris, les ébénistes de Brive, les ouvriers en crins de Marseille; pour le reste, la situation depuis le mois dernier est restée sans variation notable.

MÉTAUX. — L'amélioration déjà signalée chez les mouleurs-fondeurs, métallurgistes et constructeurs-mécaniciens, notamment dans le Nord et dans l'Est, se maintient; la serrurerie du bâtiment est en pleine saison de travail. Situation stationnaire chez les ferblantiers et chez les ouvriers en instruments de précision. 4 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes, 7 p. o/o chez les constructeurs-mécaniciens et serruriers, autant chez les chaudronniers. L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes dans le Nord et dans l'Est; à Commeny (Allier), Saint-Étienne, Saint-Chamond (Loire), chez les chaudronniers de Bordeaux et Nantes, chez les serruriers de Rennes, chez les ferblantiers de Saint-Guénolé (Finistère); moins abondant chez les métallurgistes et ouvriers du fer d'Amiens, Auxerre, Grenoble, Marseille (chauffeurs-mécaniciens), Perpignan, Nantes, le Mans, chez les ouvriers en instruments de précision et les électriciens de Paris, chez les bijoutiers et horlogers de Grenoble et Bordeaux; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment est en pleine saison, mais, contrariée par le mauvais temps, elle a travaillé moins que l'an dernier à pareille époque. On estime que le chômage atteint 6 p. o/o des syndiqués chez les marbriers, 11 p. o/o chez les tailleurs de pierre et maçons, 13 p. o/o chez les peintres et plâtriers. On fait la journée normale dans la plupart des chantiers. Ouvrage estimé plus abondant que l'an dernier chez les marbriers de Cousolre (Nord), chez les tailleurs de pierre de Nancy, Annecy, Blaye (Gironde), chez les maçons d'Argenteuil, Sens, Moulins, la Roche-sur-Yon, chez les peintres de Roubaix et Paris, chez les couvreurs d'Amiens; plus faible chez les sculpteurs de Lyon, chez les tailleurs de pierre de Montaliu (Isère), Saintes, Rochefort, Cognac, Nantes, Rennes, Constantine; chez les maçons de Lyon, Brive, Lorient et Vendôme, chez les peintres de Marseille, le Mans et Tours, chez les plâtriers de Pau; pas de variation, depuis le mois dernier, dans les autres villes.

CHAUFOURNERIE. CÉRAMIQUE. VERRERIE. — La chaudière, la fabrication du ciment, les briqueteries et tuileries, suivent les fluctuations de l'industrie du bâtiment; cependant les ouvriers sont généralement bien occupés. Chez les potiers et porcelainiers et chez les verriers, situation stationnaire.

TRANSPORT. MANUTENTION. COMMERCE. — La reprise habituelle du travail s'est produite chez les ouvriers et employés de l'industrie des transports; elle est cependant estimée moins importante que l'an dernier. Pas de variation sensible, plutôt diminution chez les comptables et employés de commerce.

Placement plus difficile et moins rémunéré chez les ouvriers et employés de l'alimentation, qui comptent 17 p. o/o des leurs en chômage, 10 p. o/o chez les coiffeurs. Situation estimée meilleure que l'an dernier chez les petits loueurs et cochers de Paris et chez ceux de Rennes, chez les employés de cafés de Toulouse et de Bordeaux; plus mauvaise chez les voituriers de Lyon, les marins du commerce de

Marseille et Bordeaux, chez les ouvriers de marine de Bône, chez les ouvriers limonadiers et garçons de cafés de Paris, Lyon, Toulon, Agen et chez les bouchers et charcutiers de Bordeaux; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS. — Pendant l'année précédente, dans la *meunerie*, situation générale stationnaire, la fabrication a été assez active; les prix de vente des produits fabriqués ont été plutôt plus favorables que l'an dernier. La *féculerie* a fait une campagne plus mauvaise que celle de l'année précédente; la *glucoserie*, qui remplace de plus en plus les fécules par des amideries de riz, maïs, satep, etc., a offert des prix jugés insuffisants par les fécultiers qui n'ont pu, à leur tour, payer les pommes de terre un prix rémunérateur; l'industrie de la *féculerie* tendrait à disparaître. On estime que, de 100.000 quintaux en 1894, la production est tombée à 60.000 quintaux en 1895 avec des prix inférieurs de 2 francs par 100 kilogrammes à ceux de 1894. L'industrie de la *distillerie* a perdu également de son importance; une usine a fermé; la main-d'œuvre a fait défaut principalement pour les emplois spéciaux. Deux *sucreries* n'ont pas fonctionné pendant la dernière campagne, elles produisaient à elles deux 12.000 sacs de sucre de 100 kilogrammes. La diminution des emblavements, en partie compensée par l'augmentation du rendement de la betterave, a été de 16 p. o/o par rapport à l'an dernier; les cours ont laissé encore une certaine marge aux fabricants bien outillés et pourvus d'une matière première d'une bonne teneur saccharine. La récolte des *vins de pays* a diminué de plus de moitié, et tend à devenir très faible. La production du *cidre*, la plus importante de la région, a diminué de 78.000 hectolitres par rapport à l'an dernier.

Affaires difficiles dans l'industrie des *produits chimiques*; les prix de vente ont baissé par suite de la concurrence des produits étrangers et n'ont plus laissé une marge jugée suffisante par les producteurs; l'augmentation de la production, grâce à laquelle les fabricants avaient essayé de réduire leurs frais généraux, a plutôt encombré le marché sans amener une amélioration dans la consommation. Situation satisfaisante dans la fabrication des *papiers peints*, qui a pu compenser par une augmentation de sa vente sur le marché intérieur la diminution de son exportation.

Les fabriques de *lainages, couvertures, passementeries* ont eu un écoulement plus difficile que l'an dernier, tant par suite de la douceur de la température que par suite de la hausse de la matière première qui n'a pas été suivie d'une hausse correspondante des produits fabriqués. Il y a eu plutôt afflux de main-d'œuvre et même quelques chômages. Les *filatures et tissages de coton*, qui étaient en bonne situation jusqu'au milieu de l'année, ont perdu cet avantage avec la hausse de la matière première et aussi par suite d'une production dépassant la consommation. Les prix sont devenus désavantageux notamment sur les velours unis et ceux à côtes dont la consommation a paru se restreindre. Les fabriques de *tapis* ont été assez occupées, mais avec des prix en baisse et peu rémunérateurs. L'industrie de la *bonneterie* a continué à diminuer, le manque d'ordres, la température humide et sans froid ont amené l'arrêt de quelques maisons; les prix sont restés bas et désavantageux. Dans la fabrication de la *soie* et des *boutons de soie*, les affaires ont un peu progressé; mais les prix de vente en baisse ont amené une diminution sur les salaires.

Dans l'industrie du *bois*, affaires assez suivies, beaucoup de coupes en exploitation. Les salaires des ouvriers ont été augmentés de 10 p. o/o dans la *scierie*, le *bûcheronnage*, la *tournerie*, la main-d'œuvre ayant été plutôt insuffisante. Dans la *broserie*, la *boutonnerie de nacre*, l'alimentation en commandes a été satisfaisante. Les prix de vente ont subi un peu de hausse, surtout pour les articles de nacre, à la suite de l'augmentation de la matière première. Les fabriques d' *éventails* ont ralenti leur production par suite de la difficulté de l'écoulement des produits, attribuée à l'installation de nouvelles fabriques à l'étranger et à l'augmentation de la concurrence des articles similaires étrangers.

Dans l'industrie *métallurgique*, une importante transformation de matériel pour la produc

tion de l'acier a eu lieu aux *forges* de Montataire. Une nouvelle entreprise de construction mécanique s'est fondée à Creil. Par suite du ralentissement des commandes dans plusieurs maisons, le personnel a été réduit dans les ateliers; d'autres ont réduit la journée à 9 heures. Dans la construction des *machines agricoles*, travail actif; les marchés étrangers ont été un peu moins accessibles que l'année précédente par suite du taux élevé du change dans certains pays consommateurs. Les ouvriers ajusteurs, tourneurs et surtout forgerons habiles, ont été très recherchés; cette main-d'œuvre serait plutôt insuffisante. Affaires suivies et travail actif dans la fabrication des *paillassons métalliques*, tant pour la mode que pour l'exportation, malgré l'augmentation de concurrence étrangère. De même, augmentation de la production et de la vente dans les articles d'*électricité*. La fabrication des objets d'*orfèvrerie* a été en diminution.

L'industrie du *bâtiment* a été plus occupée que l'année précédente. Les fabriques d'objets de *lunetterie* et d'*optique* ont eu un bon courant d'affaires. Dans l'*industrie céramique*, une fabrique a été fermée, les affaires et la clientèle ont été adjointes à celles d'un établissement d'un département voisin. Dans la céramique du bâtiment, les grands établissements perfectionnent leur outillage et enlèvent les commandes aux petits qui disparaissent.

Somme. — Dans l'*industrie textile*, le mouvement du mois d'avril 1897, comparé avec celui du même mois de 1896, présenté par la Condition publique des matières textiles, donne 125.743 kilogrammes, en avril 1897, contre 122.627 kilogrammes, en avril 1896. Malgré la mévente des velours teints, les *tissages* font encore la journée, les coupeurs sont aussi bien occupés; mais les *teintureries* ne font en général que 3 jours par semaine. La *filature de laine* ralentit sa production; situation stationnaire plutôt inférieure à l'an dernier dans les *tissages laine et soie*. Jusqu'ici, le nombre des protêts sur la place d'Amiens n'a pas augmenté, les tireurs des effets de commerce envoyant à temps une partie des fonds nécessaires. Dans l'industrie de la *confection* du vêtement, travail assez actif depuis le commencement de la saison d'été, c'est-à-dire depuis Pâques. Le nombre des entreprises a augmenté; mais grâce aux facilités d'achats de machines à coudre et au peu de durée de l'apprentissage, le nombre des ouvrières a continué à progresser surtout pour l'ouvrage courant; la main-d'œuvre a été plutôt rare pour l'ouvrage soigné. Les coupeurs ont fait la semaine complète, les apieceurs ont travaillé jusqu'à 100 heures par semaine; on fait venir quelques apieceurs de vêtement-mesure du nord de la France, par suite du manque d'ouvriers habiles; d'autres sont demandés.

Nord. — A Fourmies, affaires très calmes dans l'*industrie lainière*; commandes faibles et prix estimés peu rémunérateurs. En *verrerie*, situation analogue. On signale 12 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble de la population ouvrière. Beaucoup d'ateliers sont arrêtés le samedi; on réduit la journée de travail et les salaires subissent l'influence de l'accalmie des affaires.

A Armentières, la production et la vente de la *toile* qui étaient satisfaisantes l'an dernier à cette époque ont présenté une moins grande activité pendant le dernier semestre; quelques arrêts de métiers se sont produits dans plusieurs établissements. Une importante *filature de coton* a été agrandie, une autre également importante est en construction.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE. — Pendant le deuxième semestre 1896, les *carrières* ont été en pleine activité sans interruption, malgré l'augmentation de la concurrence des produits étrangers. La production a continué à croître pour les pavés, elle a été en diminuant pour les pierres à macadam. Les prix de vente ont suivi ceux des produits étrangers; les salaires ont eu tendance à la hausse, il y a eu insuffisance de main-d'œuvre.

Le nombre des *ardoisiers* a été en augmentant, dans le bassin de Fumay notamment; la production annuelle a atteint 200 millions de tonnes. Les ouvriers mineurs ont été recherchés, les fendeurs ont été plus communs. Les ventes ont été très actives dans tout le bassin, une hausse s'est produite principalement sur les ardoises rectangulaires. Les salaires ont participé à l'amélioration générale de la situation. La *meunerie* a écoulé difficilement ses produits, par suite de l'élévation de la matière première, la production s'en est fortement ressentie. La *brasserie*, par suite de la grande concurrence et de la température peu favorable, a diminué sa production; les prix ont également faibli et sont devenus désavanta-

geux. Les *imprimeurs* et *lithographes* ont bénéficié de la hausse qui s'est produite dans la métallurgie et qui a nécessité l'impression de nouvelles circulaires, prix courants, etc.; il y aurait même eu insuffisance de main-d'œuvre.

Les fabriques de *colle forte* ont travaillé activement et les ventes ont été bien suivies avec des prix en hausse à la suite de ceux de la matière première; la réduction de la mise en fabrication de la tannerie ayant amené la rareté sur le marché. Cette diminution du travail dans la tannerie a amené une crise dans l'industrie des *moulins à écorces*; les prix de l'écorce ont baissé de près d'un quart par rapport aux cours pratiqués l'an dernier; il est resté un certain nombre de lots non vendus; beaucoup de moulins à écorces ont chômé; la journée a été réduite à 6 heures. En *tannerie*, les affaires ont été difficiles. Les stocks de cuirs en poils ont pesé sur les cours qui avaient déjà baissé; et la tannerie, dont les débouchés avaient diminué par suite du manque de grands marchés de fournitures, s'est montrée réservée et a limité sa fabrication.

En *filature*, la production a été satisfaisante dans les établissements bien outillés, médiocre dans ceux qui n'ont pu faire le sacrifice de monter un matériel neuf d'un prix élevé. Une filature a dû arrêter faute de commandes. Les prix de façon, qui étaient en baisse depuis plusieurs années, sont restés généralement stationnaires, en conservant leur tendance à la baisse; dans un groupe de filatures, une nouvelle diminution s'est produite pendant le dernier trimestre. Il n'y a pas eu de chômage, la main-d'œuvre a été satisfaisante. Dans les fabriques de *carrosserie*, de *sellerie* et de *ferronnerie*; production et vente normales; les ouvriers ont été bien occupés régulièrement; les prix ont marqué une légère hausse. Il y a eu plutôt afflux de main-d'œuvre dans les fabriques de *brosses* et *pincesaux*; les prix de vente ont été en baisse et désavantageux, la production s'en est ressentie et a été réduite. Marche régulière et activité normale dans les fabriques de *crayons*.

La *fonderie de fer* a reçu d'importantes commandes. Les articles de chauffage surtout ont donné lieu à de nouvelles demandes, que l'annonce d'une hausse sur la matière première a rendues encore plus nombreuses. Plusieurs fonderies d'importance secondaire ont été installées; la main-d'œuvre des mouleurs a été assez rare. En *fonte malléable*, les affaires ont été très actives; les fonderies ont été en retard pour leurs livraisons par suite de la brusque augmentation des demandes; les fabriques de vélocipèdes notamment ont fait beaucoup de commandes de petites pièces en acier moulé. Par suite d'une entente entre les producteurs et de la hausse des coques et de la fonte brute, les prix de vente des produits fabriqués ont bénéficié de la hausse à leur tour. Dans les *toleries* et *chaudronneries*, travail actif et ouvrage assuré pour quelque temps. A Mohon, plusieurs établissements métallurgiques (forges, tréfilerie, pointerie) se sont agrandis. La production générale de la région a été augmentée avec la hausse de la matière première et celle des produits fabriqués (environ 10 p. o/o). Les cours sont devenus rémunérateurs; cette amélioration a été surtout heureuse pour les petits ateliers de *clouterie* et de *ferronnerie* travaillant encore à la main, dont la situation était devenue très difficile. Les fabriques de *pelles* et les *taillandiers* ont eu aussi une bonne reprise des affaires avec prix rémunérateurs; les dernières commandes sont arrivées avec des prix en hausse; la main-d'œuvre bien occupée a été suffisante; journée de 12 heures. Les commandes de matériel roulant de trois grandes compagnies de chemins de fer ont fourni aux ateliers métallurgiques spéciaux de la région un travail assuré jusqu'en juin et juillet. La *galvanisation du fer* a eu une production active, estimée satisfaisante, dans les ateliers les plus importants. Les prix des tôles galvanisées restant sur le marché français ont été en hausse, ceux des tôles pour l'exportation ont suivi les fluctuations des tôles anglaises qui sont importées en franchise temporaire et sont réexportées galvanisées. Les ateliers de *nickelage* pour les appareils de chauffage ont pris de l'extension; un nouvel atelier s'est monté pour la fabrication du noir de fonderie; les prix de cet article ont obtenu un peu d'amélioration, ils sont estimés encore peu rémunérateurs. La hausse des tôles a produit une augmentation de 10 à 15 p. o/o, sur le fer battu qui est devenu d'un travail rémunérateur. De même, hausse sur les produits ouverts des *fonderies de cuivre*. Les ouvriers qui, dans quelques ateliers, perdaient des heures, ont fait la journée complète; tous ont été occupés. Dans les usines travaillant le *cuivre*, le personnel occupé a été au moins aussi important que pendant le semestre précédent; les ateliers ont travaillé en plein.

Dans les fabriques de *produits réfractaires*, la production et la vente ont été moyennes; il y a eu plutôt manque qu'excès d'ouvriers spécialistes, ce qui a amené une tendance à la hausse des salaires. La fabrication des *pipes de terre* a été de plus en plus délaissée par suite

de la diminution de la clientèle; une usine de la région s'est transformée en partie pour produire des carreaux céramiques émaillés.

Meuse. — A Bar-le-Duc, on estime que les affaires sont d'un tiers moins importantes que l'an dernier dans l'industrie des *tissus* et de moitié dans l'industrie du *bois*. Le personnel ouvrier occupé s'est trouvé réduit de 5 p. o/o environ.

Jura. — A Saint-Claude, la situation générale est encore peu favorable malgré une tendance à la reprise des affaires; on estime à 5 p. o/o, dans l'ensemble, le nombre des chômeurs. Le personnel des ateliers a été un peu diminué; le taux des salaires tend à baisser. Dans la *taille des diamants*, les salaires sont faibles, sans variation; les prix de façon des *ouvriers lapidaires* sont également peu rémunérateurs.

Haute-Loire. — Les diverses industries de la région du Puy présentent une bonne activité grâce aux travaux importants entrepris par la municipalité du Puy. La fabrication de la *dentelle à la main* continue à décroître par suite de la concurrence de la dentelle faite au métier et aussi par suite de la concurrence étrangère. Une fabrique de *tissus* et une *filature* qui ont été nouvellement fondées sont venues, dans une certaine mesure, donner de l'ouvrage aux chômeurs des autres industries.

A Saint-Didier-la-Séauve, peu d'activité dans la *rubanerie*; une reprise qui s'était manifestée sur le *ruban-mode*, il y a un peu plus d'un mois, ne s'est pas maintenue; cependant pas de chômage, le courant d'affaires, inférieur à celui de 1895-1896, étant suffisant à occuper tous les ouvriers. Les prix de façon sont estimés plus avantageux que pendant le trimestre précédent.

Loire. — A Tarare, l'activité du travail est restée faible dans la *soierie* pendant le trimestre précédent, de même dans les *apprêts*. Il a été monté une usine de *tissage mécanique* en remplacement d'un atelier de dévidage. On estime que le chômage n'atteint plus que 10 p. o/o des ouvriers dans la soierie, 5 p. o/o dans les *apprêts*; dans les autres industries, tous les ouvriers ont du travail.

Rhône. — A Amplepuis, le travail a été moins actif pendant le trimestre précédent que pendant la période correspondante de l'an dernier par suite de la diminution des commandes dans les *tissus cotonnades*; le journée a été de 12 heures pour les ouvriers travaillant à domicile et de 11 heures, en moyenne, en usine.

Drôme. — État d'activité du travail sans variation à Saint-Romans et à Bourg-de-Péage; pendant les trois premiers mois de l'année, on estime que le chômage a atteint un quart des ouvriers.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Pendant le 2^e semestre de 1896, l'extraction dans les *charbonnages* a été faible; les ouvriers ont généralement perdu 3 jours par semaine. La surproduction a gêné les transactions des *sels marins*; les prix ont été en baisse et moins avantageux que l'an dernier. Dans la fabrication des *vermouts* et *liqueurs*, la concurrence, déjà signalée, des marchands en gros qui sont devenus producteurs à leur tour s'est accentuée; cependant les prix de vente se sont maintenus assez avantageux. Dans les *minoteries*, *semouleries* et *fabriques de pâtes alimentaires*, la situation est devenue plutôt plus défavorable; la production s'est ralentie; on a diminué la journée de travail. La *raffinerie de sucre* a transformé son outillage, afin de produire plus rapidement et plus économiquement le sucre coupé en morceaux réguliers. La vente à l'intérieur a été assez active; elle a présenté de plus grandes difficultés sur le marché extérieur. Les prix ont été jugés peu rémunérateurs. La journée a été de 10 heures en général; il y a eu quelques jours de chômage par suite de la diminution des commandes. L'*amidonnerie* a obtenu un courant d'affaires assez suivies avec des prix en hausse par suite des prix plus élevés des blés durs.

Dans les *raffineries de soufre*, le travail a été assez actif grâce aux commandes pour le soufrage des vignes; les prix ont obtenu une hausse évaluée à 40 p. o/o par rapport aux cours pratiqués il y a un an. Cette augmentation est attribuée à la réglementation de la vente des soufres bruts des minières de Sicile. De nouvelles fabriques de *savons* ont adopté le sys-

tème d'extraction des glycérines par l'autoclave; les prix des savons ont bénéficié d'une reprise; il y a eu plutôt afflux de main-d'œuvre. La fabrication des *bougies stéariques* qui avait dû pourvoir à une importante augmentation de matériel, nécessitée par les nouvelles conditions de travail, lutte difficilement contre la concurrence étrangère, la différence des taux des frets par vapeur a rendu les transports plus onéreux. Sur le marché français, par suite de la surproduction, les ventes ont été plus difficiles et à des taux moins avantageux que l'an dernier.

Dans la *tannerie*, la situation est restée stationnaire avec une main-d'œuvre abondante, mais sans chômage. La *chapellerie* a continué à transformer son outillage pour produire plus rapidement et avec moins de main-d'œuvre; cependant, par suite de la diminution des commandes, la production a été restreinte et on a chômé 2 et 3 jours par semaine.

Dans les *hauts fourneaux*, la production a été active, mais les ventes n'ont pas été aussi bonnes qu'on l'espérait d'après l'allure générale du marché. Les *constructions mécaniques* ont reçu moins de commandes que l'an dernier; les prix ont été faibles et peu rémunérateurs; cependant pas de chômage. La *tuilerie* qui avait eu un bon courant de ventes pendant le 3^e trimestre a été moins favorisée pendant le 4^e; les prix ont été rémunérateurs; on a réduit la durée de travail en fin d'année. Il y a eu généralement afflux d'ouvriers.

Hérault. — CETTE. — La situation de la population ouvrière est mauvaise en général, et le chômage plus intense que l'année dernière à pareille époque. Le dernier semestre l'a vu s'accroître pour ainsi dire jour par jour. Avec cela, augmentation du prix du pain (0 fr. 375 au lieu de 0 fr. 35 le kilogramme).

Tous les corps d'état sont atteints, mais principalement les *tonneliers*, les *portefaix* et les *plâtriers* : partout les salaires tendent à baisser. Le chômage atteint moitié des ouvriers chez les *plâtriers*; les deux tiers chez les *portefaix* et un peu moins d'un tiers chez les *tonneliers*; il n'y a pas de chantier de neuf, sauf les ponts que l'on refait, mais où l'on emploie surtout des terrassiers étrangers à la localité. Le nombre d'heures de travail reste toujours le même : 9 heures et demie en moyenne; le prix des salaires reste fixe aussi. Chez les *portefaix*, travail intermittent et irrégulier, mais avec fixité du prix de la journée. Chez les *tonneliers*, chômage plus fort que l'an dernier à pareille époque, fixité du prix de la journée et du nombre d'heures.

Les *pêcheurs de la Courantille* (thons, sardines et maquereaux) ont commencé leur campagne et provoquent la reprise chez les *saleuses*; mais la pêche de la sardine n'ayant pas encore donné, ce n'est que dans quelques jours que toutes seront occupées (mêmes salaires, même nombre d'heures).

Reprise (peut-être passagère) chez les *typographes*; chez les *tailleurs*, la saison, ouverte depuis quelque temps, paraît assez bonne, mais l'ensemble de l'année laissera à désirer.

Chez les *pêcheurs de l'étang de Thau* (pêche au filet et pêche des coquillages au grappin) le chômage est en ce moment presque général. Il en est de même chaque année des environs du 1^{er} mars au 1^{er} novembre. Durant cette période, 90 p. 0/0 des pêcheurs ne gagnent pas plus en moyenne de 1 fr. 25 à 1 fr. 75 par jour. Les 10 p. 0/0 restants, qui sont propriétaires d'un matériel de filets, gagnent une journée raisonnable, car ils profitent du produit de leurs filets calés et, pendant l'intervalle de deux visites aux filets, ils manient le grappin et récoltent des clovises et des palourdes. Le chômage vient de ce que ces derniers coquillages ne sont pas recherchés à cette époque de l'année par les consommateurs. — R. MAURY.

D'après d'autres renseignements, à Montpellier, travail jugé inférieur à celui de l'an dernier à la même époque dans la plupart des industries; on estime que deux cinquièmes des ouvriers ont été atteints par le chômage. A Cette, deux *fabriques de produits chimiques* qui se sont montées aux environs et qui emploient chacune 200 ouvriers ont permis d'occuper un certain nombre de chômeurs.

Haute-Vienne. — A Limoges, la *ganterie*, qui avait subi quelque chômage, a repris son activité accoutumée depuis le mois dernier.

Cher. — A Vierzon, la situation a continué à s'améliorer, elle est cependant estimée inférieure à celle de l'an dernier à même époque. Dans les fabriques de *porcelaines*, le ralentissement du travail à l'époque des inventaires a été plus prononcé que les autres années, par suite du défaut de commandes; mais, depuis le mois dernier, une reprise sensible s'est pro-

duite, et il y a peu de chômeurs. De même, l'activité est moins grande que l'an dernier dans les ateliers de *constructions mécaniques* pour l'agriculture; on fait de 9 à 11 heures par jour, suivant les ateliers; une usine a installé 7 nouveaux tours. L'industrie du *bâtiment* est bien occupée; de même dans la *verrière*.

Loire-Inférieure. — A Saint-Nazaire, les travaux, notamment ceux du *bâtiment*, ont présenté une certaine activité.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, amélioration générale de la situation depuis le dernier trimestre; peu d'ouvriers en chômage. Une nouvelle entreprise de *tramways* vient d'être fondée. A Fougères, l'industrie de la *chaussure* qui avait maintenu son activité pendant les deux premiers mois de l'année s'est ralentie en mars; les commandes des fêtes de Pâques ont permis de travailler encore un peu; mais les commissions en vue de la saison d'été ont été faibles par suite de la température défavorable. L'industrie du *bâtiment* a travaillé activement.

Calvados. — L'industrie de la *bonneterie* de la région de Vire (600 à 700 ouvrières) a décliné depuis l'an dernier; les commandes sont devenues plus rares par suite de la mévente de l'hiver dernier; 200 ouvriers ont éprouvé un *ralentissement* dans leur travail. L'extraction et le travail du *granit* pour monuments funéraires ont présenté une bonne activité. Les autres industries ont eu une marche normale. Un certain nombre d'usines *hydrauliques* sont sans emploi, ce qui nuit à la prospérité industrielle de la région.

Dans la région de Caen, travail moins actif que l'an dernier; la fabrication de la *dentelle* qui occupait un nombreux personnel est complètement tombée; l'industrie du *bâtiment* est également moins active que l'an dernier; cependant peu de chômage.

A Lisieux, travail à peu près aussi actif que pendant le précédent trimestre dans la plupart des industries. Une nouvelle maison de *confections pour hommes* occupant 60 ouvriers et ouvrières s'est montée récemment. On estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers dans l'industrie *lainière*, 10 p. o/o dans la préparation des cuirs et *peaux*, la *cordonnerie*, dans l'industrie *linière* et dans celle du *bâtiment*. Le taux des salaires a été diminué dans l'industrie du *cuir*.

Seine-Inférieure. — Dans la région de Darnétal, l'activité a été, pendant le précédent trimestre, très ralentie dans les *tissages* et *filatures* (800 ouvriers et ouvrières); le travail a été suspendu de temps à autre; les *teintureries* et ateliers d'*impressions* ont suivi les mêmes fluctuations d'activité; ils ont été moins occupés que les années précédentes. Dans les autres industries, la situation est jugée également peu favorable et on estime qu'un peu plus du tiers des ouvriers sont atteints par le chômage.

A Lillebonne, les ouvriers *tisseurs*, *apprêteurs*, *bobineurs*, etc., d'une importante maison (470 ouvriers) ont été prévenus qu'à partir de la fin du mois de mai, on ne ferait plus que 5 jours par semaine; dans un autre *tissage*, une mesure analogue vient d'être prise, le 22 mai, par suite de l'abondance des stocks.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Placement plus difficile que l'an dernier chez les *travailleurs* syndiqués de la *boulangerie*; même situation et 5 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'Association *mutuelle de placement des ouvriers boulangers*. 2 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *conducteurs-typographes*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Clichy-Levallois.

Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers syndiqués de la *cordonnerie parisienne*, ouvrage plus abondant que l'an dernier. Même situation chez les *gainiers* qui font de 60 à 65 heures semaine.

Chez les ouvrières du *syndicat de l'aiguille*, travail normal, saison moyenne. Les *coupeurs-tailleurs* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Pas de chômeuses si-

gnalées chez les *blanchisseuses* syndiquées; la situation tend à devenir plus mauvaise; plusieurs maisons qui avaient entrepris des travaux de neuf viennent de fermer.

Chez les *charpentiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs signalés. 6 p. o/o parmi les syndiqués chez les *menuisiers* de Vincennes, la journée est diminuée de 1 et 2 heures dans certains ateliers; dans quelques maisons, on a débauché les ouvriers et conservé seulement le noyau. Chez les *charrons*, ralentissement du travail depuis le mois dernier dans les ateliers qui fabriquent la voiture de place; dans les ateliers produisant la voiture de commerce et de camionnage, les commandes ont été moins fortes que l'an dernier; la température humide a été défavorable au charroinage; chez les *ouvriers en voitures*, pas de chômeurs, mais placement plus difficile que l'an dernier à même époque; chez les *peintres en voitures*, qui comptent un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués, la situation paraît meilleure que l'an dernier, les placements se font aisément. L'activité signalée chez les *mouliniers-finisieurs* se maintient; 13 p. o/o de chômeurs chez les *graveurs sur bois pour impressions sur papiers peints*, la journée est diminuée d'une heure, les commandes sont devenues moins abondantes que l'an dernier.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *lamineurs* syndiqués. 10 p. o/o chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*. Travail assez actif chez les *estampeurs-poêliers*. Chez les ouvriers en *instruments de précision*, les commandes sont moins importantes que l'an dernier, journée diminuée d'une heure dans un atelier de 27 ouvriers; pas de chômeurs chez les ouvriers *électriciens* syndiqués; la saison d'été amène le ralentissement habituel du travail, on fait la journée de 10 heures. Pas de chômeurs signalés chez les *biscuteurs* et *polisseurs*. Affaires assez prospères chez les *petits loueurs* et *cochers*. 5 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*. Les garçons *restaurateurs* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, le mauvais temps contrarie le placement en baulique, cependant le travail tend à reprendre; de même chez les ouvriers *limonadiers*. Les *élèves en pharmacie* comptent 15 p. o/o des leurs sans places à demeure; le placement devient plus difficile par suite de l'encombrement de la profession, les salaires tendent à diminuer. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Chéron, qui font la journée de 10 heures. Travail toujours actif chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. A Versailles, pas de chômeurs chez les *travailleurs du liège* qui sont moins occupés que l'an dernier. Reprise du travail chez les *tailleurs d'habits* qui sont tous occupés; de même chez les ouvriers du bâtiment d'Argenteuil qui font 65 à 70 heures par semaine. A Versailles, 10 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*, pas de signalés chez les *employés de commerce*, journée augmentée d'une heure pour 15 employés, la durée du travail varie de 65 à 88 heures, par semaine, suivant les maisons; le placement paraît plus difficile que l'an dernier.

Aisne. — Journée de 11 heures chez les *vanniers* d'Origny. 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés dessinateurs* de Saint Quentin.

Oise. — A Melun, 2 p. o/o de chômeurs chez les *boutonniers en os*; les *dominotiers* sont tous occupés; de même chez les *tabletiers* qui font la journée de 11 heures. A Noailles, le travail a repris dans les fabriques de *brosses à dents*, on fait la journée de 12 heures; les ouvrières à domicile ont également beaucoup de commandes. Chez les *brossiers* de Saint-Sauveur, 14 p. o/o de chômeurs; un atelier avec 15 ouvriers vient de fermer.

A Saint-Sauveur, le pain est augmenté de 0 fr. 05 par 5 kilogrammes.

Somme. — Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Corbie qui font 60 heures par semaine; dans une maison, salaire réduit de 20 p. o/o environ pour les travaux des femmes. A Amiens, 5 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers* syndiqués, qui font 50 heures par semaine en moyenne. Un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers* qui entrent en saison de travail. De même, le travail reprend chez les *serruriers*, de nouvelles constructions sont en cours d'exécution. Même situation chez les *couvreurs-plafonneurs*.

Pas-de-Calais. — Journée de 10 heures chez les *travailleurs du liège* de Boulogne-sur-Mer; pas de chômeurs chez ceux d'Arras et même durée du travail.

Nord. — Les *mineurs* syndiqués de Déchy sont tous occupés. 4 p. o/o de chômeurs chez

les *typo-lithographes* de Valenciennes qui entrent de nouveau en morte-saison. A Lille, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie du fil*. Chez les *tisserands* de Saulzoir, situation plus difficile que l'an dernier, le travail étant rendu plus long et plus pénible par la nature des fils employés. Chez les *tisserands* d'Avène-les-Auberts, travail toujours actif, de même chez ceux d'Haspres. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, journée réduite de 2 heures environ dans un grand nombre d'ateliers et 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués de l'*industrie textile* d'Armentières. Chez ceux de Roubaix, situation plus mauvaise que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *pareurs* d'Armentières qui font la journée de 11 heures et sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *charpentiers* de Roubaix, travail 68 heures par semaine; à la suite de démarches auprès du syndicat patronal, le taux du travail a été augmenté de 0 fr. 03 par heure.

L'amélioration déjà signalée chez les *métallurgistes* de Marpent se maintient; chez ceux de Maubeuge, 9 p. o/o des chômeurs, 60 puddleurs ayant quitté le travail à la suite du refus des patrons d'augmenter de 10 p. o/o les salaires. A Lille, l'amélioration signalée chez les ouvriers de l'*industrie des métaux* se maintient; commandes importantes pour les chemins de fer en Europe et à l'étranger, pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs chez les *chaudronniers* de Roubaix qui font 70 heures par semaine.

L'amélioration continue chez les *marbriers* de Cousolre; pas de chômeurs chez les marbriers à la pendule, 8 p. o/o chez ceux à la cheminée; chez ceux-ci, un tarif a été établi et adopté par les patrons à la suite de démarches des ouvriers; 2 p. o/o de chômeurs chez les marbriers de Jeumont. A Dunkerque, journée de 12 heures et chantiers moins nombreux que l'an dernier chez les *maçons*. Journée variant de 10 à 11 heures chez les *plâtriers*. Pas de chômeurs chez les *peintres* d'Armentières. Travail plus abondant que l'an dernier en vue des fêtes chez ceux de Roubaix qui font la journée de 12 heures; 3 nouvelles entreprises se sont montées, elles occupent 18 ouvriers.

Ardennes. — Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Francheval; ceux de Daigny comptent un cinquième des syndiqués en chômage. Pas de signalés chez les *métallurgistes* d'Aiglemon; chez ceux de Sedan, la journée est augmentée d'une heure dans une maison; on fait généralement 70 heures par semaine.

Marne. — A Reims, pas de chômeurs chez les *lithographes-papetiers* qui font la journée de 11 heures; le *cartonnage* a pris une nouvelle extension, on fait la journée de 12 heures, une nouvelle maison s'est installée. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons*, qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; deux maisons fermées ont laissé 20 ouvriers sans ouvrage. Journée augmentée d'une heure et portée à 12 heures et pas de chômeurs chez les *peintres*.

Aube. — Les *plâtriers* de Troyes estiment qu'un peu plus d'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

Meuse. — Pas de chômeurs et journée en augmentation d'une heure chez les *carriers* de Lérouvillie; cependant l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et travail de 60 à 72 heures par semaine chez les *chapeliers-appropriateurs*. Chez les *menuisiers*, à la suite d'une entente avec les patrons, dans trois des principales maisons, la retenue pour l'assurance a été réduite de 2 à 1 p. o/o. 1 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* qui font la journée de 10 heures, en augmentation d'une demi-heure depuis le mois dernier, commandes abondantes; tendance à la diminution chez les *chaudronniers*. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *limes*. Journée de 12 heures environ et ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *tailleurs de pierre*; les prix obtenus par les ouvriers ont été de 0 fr. 55 à 0 fr. 65 par heure pour les *ravailleurs*, 0 fr. 50 à 0 fr. 60 pour les *tailleurs de pierre*, 0 fr. 40 à 0 fr. 55 pour les *maçons* et 0 fr. 28 à 0 fr. 30 pour les *manœuvres*.

Haute-Saône. — 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup-sur-Semouse, qui font de 60 à 72 heures.

Doubs. — Commandes en diminution depuis le mois dernier chez les *repasseurs-remonteurs-horlogers* de Besançon qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Jura. — Travail peu actif chez les *typographes* de Lons-le-Saulnier, ceux de Salins sont tous occupés.

Ain. — Ralentissement du travail chez les ouvriers en *peignes* d'Oyonnax par suite de la hausse de la matière première. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry qui font la journée de 11 heures.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — Travail actif chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc qui sont tous occupés. Même situation chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château.

Yonne. — A Auxerre, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les ouvriers de l'*industrie du cuir*. Travail 71 heures par semaine chez les *charpentiers*. Chez les *menuisiers* de Sens, le prix de l'heure est augmenté de 0 fr. 05 dans certaines maisons. Ralentissement du travail chez les *métallurgistes* d'Auxerre qui ont encore tous de l'ouvrage. De même, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens, ouvrage abondant.

Nièvre. — L'amélioration signalée chez les *bûcherons* de Menou se maintient, de même à Ciez; à Balleray, les ouvriers ont obtenu pour l'écorçage les prix de façon payés il y a quatre ans; les travaux se terminent.

Allier. — Pas de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs* de Moulins. De même, chez les *bûcherons* de Saint-Bonnet; certains commencent à s'embaucher pour les travaux des champs. Reprise du travail chez les *sabotiers* de Cusset, qui comptent un cinquième des leurs en chômage; une maison vient de fermer, mais les autres maisons ont bénéficié d'une sensible augmentation de commandes. Chez les *métallurgistes* de Commentry, le travail a repris dans la plupart des ateliers, presque tous les ouvriers sont occupés. Travail toujours actif chez les *maçons* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 3 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *menuisiers*. Reprise du travail pour la saison des eaux et 4 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; gain hebdomadaire augmenté de près de 10 p. o/o.

Haute-Loire. — Les *passementiers* de Saint-Didier-la-Séauve estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Loire. — Chez les *mineurs* de Saint-Chamond le salaire tend à diminuer. A Saint-Étienne, 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 2 p. o/o chez les *typographes*, qui font la journée de 10 heures; 3 p. o/o et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*. Chez les *tisseurs*, à Panissières, travail généralement plus abondant que l'an dernier; dans la *lingerie* notamment, tous les ouvriers sont occupés; dans les articles *soie*, travail toujours peu actif. A Ecole, une maison de *cotonnade* cesse de faire travailler, 5 p. o/o de chômeurs à la Gresles. 16 p. o/o chez les *passementiers* de la Fouillouse qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les chefs d'*ateliers rubaniers*, le travail qui semblait reprendre marque un arrêt; les genres commissionnés sont commandés avec des prix de façon en baisse. Les articles *soie* façonnés sont assez demandés; ceux de velours sont un peu délaissés.

A Saint-Étienne, reprise du travail chez les *métallurgistes* qui comptent 6 p. o/o des syndiqués en chômage; plusieurs ateliers (*armurerie*, *vélocipédie*) se sont agrandis et ont embauché du personnel, notamment des *tourneurs*; on fait des heures supplémentaires. 5 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond.

Les *mouleurs* de Saint-Étienne comptent un tiers des leurs en chômage; dans un atelier on a remplacé le travail à l'heure par le travail aux pièces, le tarif n'a pas été accepté par 14 ouvriers qui ont quitté le travail.

Rhône. — A Lyon, travail en moyenne 94 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *jardiniers* syndiqués. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *cartonniers*. Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; un atelier vient de fermer.

Les *tisseurs* de Grandris comptent un quart des leurs en chômage; pas de chômeurs chez ceux d'Amplepuis, chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière, un tiers environ; aucun chez ceux de Villefranche; une modification de travail a causé un arrêt prolongé pour 1.400 broches sur 2.000 dans le genre dit *renvideur Écosse*, mais amené une augmentation dans les métiers dits « doubles mèches ». A Lyon, chez les *tisseurs*, travail peu actif. Chez les ouvriers et ouvrières de *confections* pour hommes, journée réduite d'une heure dans un atelier. Chez les *chapeliers fantaisie*, pas de chômeurs, travail 55 heures par semaine et saison moins longue et moins bonne que l'an dernier. Les *scieurs* et *raboteurs* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont en chômage; les travaux du *bâtiment* sont ralentis par suite d'une suspension de travail chez les *maçons*. Journée augmentée de 1 heure dans 3 maisons (35 ouvriers) chez les ouvriers de la *carrosserie*. Ralentissement du travail chez les *sculpteurs-mouluriers*; de même chez les *sculpteurs-statuaire*s. Pas de chômeurs chez les *cimentiers* qui font la journée de 10 heures. Par suite de la suspension du travail chez les *maçons*, un peu plus de moitié des *voituriers-charretiers* sont aussi arrêtés. 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés de cafés-restaurants*, placement plus difficile que l'an dernier.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Mellerie, travail toujours abondant. A Annecy, commandes plus abondantes que l'an dernier chez les *typographes*. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *chapeliers* qui font 40 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Savoie. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* de Chambéry.

Isère. — A Grenoble, ouvrage plus abondant que l'an dernier à même époque chez les *gantiers*, qui font de 56 à 60 heures par semaine. Dans une importante maison qui arrivait à fin de commission, quelques coupeurs ayant dû chômer plusieurs jours par semaine, plusieurs se sont replacés ailleurs et sont bien occupés. Chez les *gantiers* de Gières, peu de chômeurs; pourtant, dans certaines spécialités, les commandes semblent moins importantes que l'an dernier. A Grenoble, le travail tend à diminuer chez les *ébénistes* et *sculpteurs*. 2 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *métallurgistes*, qui sont moins occupés que l'an dernier, mais plus que le mois précédent; les *serruriers* principalement ont reçu moins de commandes. Affaires plus difficiles et prix moins avantageux que l'an dernier dans l'*horlogerie*, par suite de la concurrence des articles de bazar et de l'augmentation des déballages vendant à bas prix des objets similaires. Ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Montalieu-Vercieu. Travail satisfaisant et pas de chômeurs chez les *maçons* de Vienne; chez ceux de Grenoble, l'ouvrage tendrait à diminuer, la journée est de 10 heures en moyenne.

Drôme. — Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *carriers* de Saint-Remond. Journée réduite de 4 heures et un grand nombre de syndiqués en chômage chez les *chapeliers* de Bourg-de-Péage. Pas de chômeurs signalés chez les *galochiers-sabotiers* de Romans, ils font de 85 à 90 heures par semaine; le gain hebdomadaire est augmenté de 15 p. o/o pour 44 ouvriers; la saison des pluies persistantes a amené une augmentation de la consommation des sabots et galoches. Reprise du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *peintres* et *plâtriers* de Valence.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, la saison hivernale est terminée chez les *cuisiniers*, qui se sont tous replacés pour la saison des villes d'eaux. 16 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Nice dont la journée est réduite d'une heure et qui font 50 heures par semaine; de même, travail ralenti chez les *typographes* de Cannes, on a licencié les ouvriers d'extra, la situation se maintient pour les ouvriers de la ville, plus favorable que l'an dernier. A Nice, ralentissement habituel du travail chez les *cordonniers* avec la fin de la saison des étrangers. 16 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*, qui font la journée de 10 heures. Même durée du travail chez les *plâtriers*, qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par

le chômage, 9 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris, deux maisons viennent de fermer. A Nice, morte-saison annuelle chez les *cochers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage. Fin de saison chez les employés *limonadiers restaurateurs*.

Var. — A Toulon, chez les *machinistes*, travail actif pour réparations au théâtre, 18 p. o/o de chômeurs chez les employés d'*hotels et cafés*, placement plus difficile que l'an dernier.

Bouches-du-Rhône. — Travail suspendu 2 ou 3 jours par semaine chez les *mineurs* de Faveau. A Marseille, travail plus faible que l'an dernier chez les *meuniers-rhabilleurs*. Les *boulangers* syndiqués d'Aix estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. A Marseille, 3 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée diminuée d'une heure depuis le mois précédent chez les *savonniers*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 11 p. o/o chez les *imprimeurs, conducteurs, cli-cheurs*; quelques maisons perdent une heure par jour; chez les *imprimeurs lithographes*, qui comptent 19 p. o/o des leurs en chômage, la réduction de la journée est de 2 heures; on fait une moyenne de 48 heures par semaine. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers* de Salon.

A Marseille, chez les *ouvriers en crin*, chômage plus important que l'an dernier. Les *chauffeurs et conducteurs* de machines comptent un cinquième des leurs inoccupés; le placement est moins facile que l'an dernier, par suite du ralentissement du travail dans les savonneries et huileries. 14 p. o/o de chômeurs chez les *carreleurs*.

Vaucluse. — A Avignon les *typographes* syndiqués sont tous occupés; ouvrage actif et plus abondant que l'an dernier.

Gard. — 4 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes* de Nîmes.

Aveyron. — A Decazville, par suite de l'extension de l'exploitation à ciel ouvert, le nombre des ouvriers dont le salaire journalier se trouve réduit entre 2 francs et 3 fr 25, au lieu de 4 francs, serait porté à 200. 4 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers* de Millau; la province envoie encore quelques commandes; mais la diminution des commissions pour l'Amérique rendra la saison du travail plus courte.

Tarn. — 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Albi; plusieurs journaux ont cessé de paraître. 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *cuirs et peaux* de Graulbet qui font la journée de 10 heures. A Albi, un grand nombre de *chapeliers appropriateurs* sont atteints par le chômage. Morte-saison chez les *chaudronniers* de Durfort.

Hérault. — Pêche moins fructueuse que l'an dernier à même époque chez les *marins-pêcheurs* de Cette par suite du temps défavorable. Ouvrage en diminution chez les *cultivateurs, terrassiers* de Marsillargues qui comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage. A Montpellier, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. La reprise du travail signalée chez les *cordonniers* ne s'est pas maintenue. Journée augmentée de 3 heures dans certains ateliers et 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*.

Aude. — Chez les ouvriers *cultivateurs* d'Aurillac, le travail se ralentit; il est de même chez ceux de Cuxac qui comptent un cinquième des leurs en chômage. A Carcassonne, l'amélioration déjà signalée chez les ouvriers de l'*habillement* continue. Journée de 10 heures et un tiers des syndiqués en chômage chez les *charpentiers*. Journée de 10 heures chez les *menuisiers* qui sont tous occupés, les commandes deviennent plus rares par suite de la situation plus mauvaise des cultivateurs de la région.

Pyrénées-Orientales. — Travail faible chez les *travailleurs du livre* de Perpignan. Morte-saison et un cinquième des syndiqués en chômage chez les *espadrilleurs-trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans. A Perpignan, 13 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*. Reprise habituelle du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *serruriers*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, travail 48 heures par semaine chez les *trépointeurs*. La

durée du travail est parfois réduite à 40 heures par semaine chez les ouvriers sur métaux dont beaucoup sont atteints par le chômage. Journée de 10 heures chez les *murbriers* et pas de chômeurs. 6 p. o/o chez les ouvriers *limonadiers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *tumeurs-corroyeurs* qui font la journée de 10 heures et sont plus occupés que le mois précédent, mais moins que l'an dernier. Chez les *sabotiers*, les ventes ont été plus fortes que l'an dernier par suite du temps pluvieux, les commandes nouvelles seraient un peu retardées dans l'attente d'une baisse sur la matière première. La journée est augmentée d'une heure dans une entreprise chez les *menuisiers* qui sont tous occupés. De même, pas de chômeurs chez les *plâtriers*; quelques ouvriers, pour être embauchés, ont dû accepter de travailler aux environs, les chantiers en ville n'étaient pas encore prêts. A Tarbes, le pain de 6 kilogrammes est augmenté de 10 centimes.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, 14 p. o/o de chômeurs et situation en amélioration chez les *boulangers*, par suite du commencement de la bonne saison. Travail actif et journée de 15 heures en moyenne chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, chez les *cordonniers*, le personnel est au complet dans les ateliers, mais les commandes sont moins fortes que l'an dernier. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 11 heures chez les *charpentiers*. 6 p. o/o de chômeurs chez les employés *limonadiers* d'Agen, le placement tend à devenir plus facile, il reste encore inférieur à l'an dernier par suite du mauvais temps.

Dordogne. — A Périgueux, 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* qui font 96 heures par semaine. Reprise du travail chez les *typographes*.

Gironde. — A Bordeaux, placement plus difficile que l'an dernier chez les syndiqués indépendants *boulangers*. Ralentissement habituel du travail et renvoi d'une partie du personnel aux *usines à gaz*, par suite de la diminution de la consommation pendant la saison d'été. 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Libourne. A Bordeaux, journée de 10 heures, ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent et 7 p. o/o de chômeurs chez les *chaudronniers*; le concours agricole a amené de nouveaux placements. 10 p. o/o de chômeurs chez les *bijoutiers*; les commandes ont un peu repris avec les fêtes, mais sont moins abondantes que l'an dernier. L'amélioration signalée chez les *tailleurs de pierre* de Blaye se maintient. A Bordeaux, les *marins du commerce* estiment qu'un quart des syndiqués sont sans engagements. Même chômage chez les garçons *limonadiers restaurateurs*, la situation est jugée plus favorable que l'an dernier; 10 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; 7 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort 8 p. o/o de chômeurs et travail 96 heures par semaine chez les *boulangers*. Commandes moins abondantes que l'an dernier, dans certaines maisons, chez les *tailleurs de pierre* qui font la journée de 10 heures et sont tous occupés.

Charente. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Angoulême, qui sont moins occupés que l'an dernier et font la journée de 10 heures. 15 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Cognac.

Haute-Vienne. — A Limoges, pas de chômeurs chez les *relieurs* et *doreurs*; la journée est augmentée d'une heure dans un petit atelier, et diminuée d'une heure pour 250 ouvriers. L'amélioration déjà signalée chez les *typographes* continue, on compte un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Un tiers environ chez les *tonneliers*; la durée du travail descend parfois à 30 heures par semaine. Les *ébénistes* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, la durée du travail est de 75 heures environ par semaine; les commandes sont moins abondantes que l'an dernier et l'augmentation du nombre des apprentis rend le placement plus difficile. Chez les ouvriers *porcelainiers*, 15 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les hommes et 4 p. o/o chez les femmes, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier, on fait généralement de 45 à 48 heures par semaine, en diminution de 3 heures environ par jour; une nouvelle maison, occupant 60 ouvriers, vient

de se fonder. Les *peintres sur porcelaine* estiment que deux cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage.

Corrèze. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Tulle. A Brive, 5 p. o/o et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les ouvriers *menuisiers-ébénistes*. Pas de chômeurs, et journée de 12 heures chez les *maçons*.

Cher. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes qui comptent un quart des leurs en chômage. La durée du travail a été portée à 78 heures par semaine chez les *bûcherons* d'Henrichemont; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saucergues. Ceux de Vallenay que la fin des coupes en forêt laissait sans ouvrage (moitié environ des syndiqués) trouvent plus difficilement à s'occuper que l'an dernier aux travaux des champs par suite de l'arrêt causé par les dernières gelées; de même chez ceux de Méryès-Bois qui comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *bûcherons* de Mornay-Berry. A Bourges, l'amélioration signalée chez les ouvriers en *toiles cirées* se maintient; l'exposition régionale amène une augmentation des commandes. Augmentation des taux des salaires à la suite d'une entente avec les patrons chez les *charpentiers*. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, qui sont moins occupés que l'an dernier. L'amélioration signalée chez les *chaufourniers* de Jussy-le-Chaudrier se maintient.

Indre. — Deux chantiers viennent de fermer chez les *bûcherons* du Poinçonnet. A Châteauroux, 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*; journée diminuée d'une heure dans une *fonderie* (22 ouvriers). Journée de 10 à 11 heures et pas de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*.

Vienne. — A Poitiers, une *imprimerie* disparaît, une nouvelle est en formation. 5 p. o/o de chômeurs et commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *tailleurs*.

Deux-Sèvres. — A Niort, 12 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers*; le travail est un peu plus actif que le mois précédent. Travail réduit à 36 heures par semaine chez les *chapeliers propriétaires*. 10 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués et journée de 11 heures chez les *tailleurs de pierre*; on compte sur l'adjudication des travaux de l'hôtel de ville, le mois prochain, pour amener une reprise du travail et employer tous les ouvriers; chez ceux de Saint-Maixent, pas d'ouvriers inoccupés.

Vendée. — Les *tisserands* de Mortagne-sur-Sèvre comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage; aucun chez ceux d'Éraines, qui sont cependant moins occupés et à des articles moins rémunérateurs que le mois dernier. Journée de 12 heures et pas de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment* de la Roche-sur-Yon.

Loire-Inférieure. — A Nantes, les *boulangers* syndiqués estiment qu'un peu plus d'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; 13 p. o/o chez les *cuisiniers*. Pas de signalés chez les ouvriers syndiqués des usines de *produits chimiques*, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier; un moulin et une huilerie qui occupaient 150 ouvriers sont arrêtés. Début de la morte-saison chez les *typographes* et 3 p. o/o de chômeurs. Le travail tend à reprendre chez les *chaudronniers*, qui comptent 18 p. o/o de chômeurs et font la journée de 10 heures, en augmentation d'une heure sur le mois précédent. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ajusteurs*. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *granitiers* qui comptent un peu plus d'un cinquième des leurs en chômage. Un peu plus du quart chez les *manœuvres du bâtiment*. A Saint-Nazaire, dans la *construction maritime*, on a repris 20 ouvriers riveurs, mais congédié, dans plusieurs ateliers, une centaine d'ouvriers *charpentiers en fer, mécaniciens*, etc. Les petits ateliers de réparations sont pourvus de commandes pour quelque temps. La *fonderie* est moins occupée que le mois dernier. Dans le *bâtiment*, pas de chômeurs.

Morbihan. — Travail actif chez les *ouvriers du bâtiment* de Lorient qui sont tous occupés.

Finistère. — Reprise du travail chez les *ferblantiers-bouilliers* de Saint-Guénolé¹ qui

comptent 1 p. o/o de chômeurs et font la journée de 10 heures, journée augmentée de deux heures pour 66 ouvriers,

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, reprise du travail par rapport au mois précédent grâce au concours régional et pas de chômeurs chez les *typographes*. 12 p. o/o dans l'industrie du cuir, ouvrage plus abondant que le mois dernier et journée de 11 heures. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures* de Fougères. A Rennes, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *ouvriers sur métaux*. Reprise du travail, journée de 11 heures et 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de signalés parmi les syndiqués et journée de 12 heures chez les *plâtriers* de Fougères. A Rennes, les *cochers* sont tous placés, la situation paraît meilleure que celle de l'an dernier.

Maine-et-Loire. — A Angers, les *boulangers* syndiqués estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Reprise du travail chez les *tisserands* de Bégrolles. A Angers, travail ralenti dans le *tissage* et augmentation dans la *corderie*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisserands* de Cholet qui comptent 7 p. o/o de chômeurs. Chez ceux de la Tessoualle, travail toujours actif, mais baisse des prix de façon dans plusieurs maisons. A Angers, pas de chômeurs chez les *menuisiers* qui font la journée complète; la chambre syndicale a pu organiser une caisse de secours contre la maladie et les accidents qui pourra fonctionner sans augmentation de cotisations, grâce aux fonds en caisse. 11 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *forgerons*.

Mayenne. — Le travail tend à baisser dans plusieurs maisons chez les *typographes* de Laval qui comptent 3 p. o/o de chômeurs.

Sarthe. — Au Mans, un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Un cinquième des syndiqués chez les *menuisiers*; la journée est de 11 heures en moyenne; une reprise du travail est attendue lorsque, dans quelques semaines, les constructions nouvelles très importantes édifiées dans l'ancien hôpital seront assez avancées pour que les *menuisiers* puissent y travailler. Journée de 12 heures chez les *serruriers*; nombreuses demandes de travail des ouvriers des environs.

Indre-et-Loire. — Ouvrage en diminution chez les *bûcherons* de Pauzoult-Chinon. A Tours, les *tisseurs de soie* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Pas de chômeurs signalés chez les *peintres*, journée de 11 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Loir-et-Cher. — 17 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment* de Vendôme qui font 70 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, l'amélioration signalée chez les *typographes* se maintient; dans les autres industries, et notamment dans le *bâtiment*, tous les ouvriers ont du travail. A Nogent-le-Rotrou, pas de chômeurs chez les *typographes*, mais commandes moins abondantes que l'an dernier. Une fabrique de *boutons* (50 ouvriers et 100 femmes) a fermé. Dans une fabrique de *chapeaux*, le personnel est diminué d'une cinquantaine d'ouvriers depuis quelque temps. Dans une fabrique de *chaussons*, le chômage aurait également amené le renvoi de 200 ouvriers et ouvrières.

Orne. — Dans l'industrie *cotonnière* de Flers, travail réduit à 5 heures par semaine dans une maison (400 tisserands); gain réduit dans une autre maison par suite de la modification du travail.

Manche. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Saint-Lô qui font la journée de 10 heures.

Calvados. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Caen. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Travail toujours actif chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Evreux. Chez ceux de Pont-Audemer, la journée est maintenue à 10 heures.

Seine-Inférieure. — Pas de chômeurs chez les *typographes* d'Elbeuf. A Rouen, travail actif chez les *typographes*, sauf dans une maison. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *lithographes-papetiers* qui sont moins occupés que l'an dernier et que le mois précédent. Chez les *tisseurs* de Bolbec, deux fabriques chôment un jour par semaine (1.000 ouvriers); chez ceux de Lillebonne, salaire en diminution pour 300 ouvriers répartis dans plusieurs maisons. Les *voiliers* syndiqués du Havre sont en grand nombre atteints par le chômage.

Algérie. — Les *carriers-tailleurs de pierre* de Constantine estiment qu'un tiers des syndiqués sont atteints par le chômage; les constructions sont moins importantes que l'an dernier. A Alger, la saison des étrangers est terminée, 8 maisons employant 25 *cuisiniers* et *aides* sont fermées. La morte-saison habituelle des *tonneliers* a été plus accentuée que les années précédentes, les patrons n'ayant pas voulu continuer à fabriquer d'avance par suite de l'incertitude de la récolte; une maison a congédié une trentaine d'ouvriers, dans une autre la journée est réduite de 2 heures pour 20 ouvriers; on fait 56 heures, en moyenne, par semaine. Les *tonneliers* syndiqués comptent 7 p. o/o des leurs en chômage. A Constantine, les travaux du bâtiment étant peu avancés, les *peintres* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Même chômage chez les *ouvriers de la marine* de Bône. 4 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs* d'Alger.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour juin et juillet :

Amiens. — Transformation d'écluses du canal de la Somme.....	225.700 ^l
Asnières (Seine). — Construction d'un hôtel de ville.....	668.800
Doordan (Seine-et-Oise). — Distribution d'eau.....	237.100
Épernay. — Agrandissement des abattoirs.....	114.900
Grenoble. — Construction de la route nationale n° 90.....	137.500
Hendaye. — Construction d'un sanatorium pour enfants.....	654.100
La Ferté-Macé. — Construction d'un hôtel de ville et d'une caisse d'épargne.....	156.900
Le Mans. — Chemin de fer de Thorigné à Courtalain. — Maisons de gardes et stations.....	247.000
Lille. — Travaux à l'Ecole des beaux-arts.....	165.000
Lyon. — Éclairage électrique à l'asile de Bron.....	115.000
Lyon. — Construction d'égouts.....	140.200
Marseille. — Établissement d'une double canalisation.....	3.412.000
Meaux. — Achèvement de l'hôtel de ville.....	176.600
Montauban. — Construction du 1 ^{er} lot de la ligne de chemin de fer de Castelsarrazin à Beaumont-de Lomagne.....	1.380.000
Nancy. — Construction d'un hospice de vieillards.....	1.535.200
Nantes. — Reconstructions diverses au presbytère de Sainte-Madeleine.....	126.100
Niort. — Construction d'un hôtel de ville.....	454.100
Paris. — Transformation du port de tirage de l'île des Cygnes....	740.000
Paris. — Réfection de la route nationale n° 2.....	350.000
Paris. — Exposition universelle. — Terrasse et maçonnerie du grand palais sur l'avenue d'Antin.....	1.542.000
Paris. — Travaux sur le chemin de grande communication n° 20...	250.000
Rouen. — Machines et outillage pour installation de l'électricité....	154.700
Saint-Nazaire. — Construction d'égouts.....	108.000
Villeurbanne (Rhône). — Construction d'un groupe scolaire.....	125.400

Résultats des Adjudications précédentes.

Besançon. — Canal du Rhône au Rhin. — Reconstruction avec allongement de l'écluse de Déhus et remplacement des portes (117.800^f). Adj. : *Maçonnerie, terrassements*, Gauché, à Paris, *prix du devis*; *ouvrages métalliques*, Forges de Franche-Comté, *prix du devis*.

Cahors. — Ligne de Saint-Denis au Buisson. — Embranchement de Carsac à Gourdon (930.000^f). — Adj. : Alfary, à Quillan (Aude), 15,10.

Lisieux. — Restauration, reconstruction et agrandissement du collège (105.100^f). — Adj. : *Terrassements, maçonnerie, plâtrerie, charpente, gros fers*, V^{re} Bellanger, 6, et Huvé, 1; *menuiserie, serrurerie*, Guéraux, 7, et Farey, 5.

Le Mans. — Construction d'un pont en maçonnerie sur la Sarthe, à Roëzé (112.000^f). — Adj. : Faga, à Nantes, 13.

Lons-le-Saunier. — Tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et Orgelet. — Construction du lot 1 bis d'infrastructure (165.000^f). — Adj. : Ducourthial, 12,10.

Marseille. — Ouverture de voies publiques sur les terrains de l'ancien cimetière Saint-Charles (1.600.000^f). — Adj. : Émery, 5.

Mende. — Chemin de Mende à la Bastide. — Construction du 4^e lot. — Terrassements et ouvrage d'art (940.000^f). — Adj. : Ollagnier, à Brives (Corrèze), 3.

Pamiers. — Construction de deux ponts en maçonnerie (138.000^f). — Adj. : Séguy, 9, et Fauré, à Auterive, 14.

Paris. — Travaux d'architecture du service des promenades, de l'éclairage, etc. (212.500^f). — Adj. : *Terrasse, maçonnerie, carrelage et canalisation*, Chapelle, 1, rue Louis-David, 38,10; *serrurerie, porte-voix et sonneries diverses*, l'Avenir du bâtiment, 81, rue Saint-Maur, 47,10; *charpente et menuiserie*, la Batignollaise, 8, impasse Saint-Ouen, 38,60; *couverture, plomberie, zingage et gaz*, Guiraud, 33, rue de Poissy, 43,70; *peinture, vitrerie, tenture, dorure et miroiterie*, Noël, 4, rue Doudeauville, 35,10; *fumisterie, marbrerie*, les Fumistes de Paris, 11, rue Jean-Beausire, 45,30.

Paris. — Établissement de deux nouveaux bassins filtrants sur les terrains de l'usine élévatoire de Saint-Maur (123.200^f). — Adj. : Coulange, 166, rue de Bagnolet, 31,10.

Paris. — Agrandissement des écoles de la rue de Tlemcen et construction d'une école maternelle rue des Cendriers (438.700^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Ramigeon, 71, rue de Belfort, 30,10; *couverture et plomberie*, Catrel, 23, rue Geoffroy-Lasnier, 44,60; *menuiserie*, Littaut, 14, rue Thorel, 39,60; *ferronnerie et serrurerie*, Gouat, 163, rue de Crimée, 32,20.

Rouen. — Rivière de Seine. — Construction de la digue Nord en aval de Tancarville (854.500^f). — Adj. : Thorel, à Louviers (Eure), 4.

Verdun. — Service du génie. — Construction d'un pavillon à l'hôpital Saint-Nicolas (167.800^f). Adj. : *Terrassements, maçonnerie, plâtrerie, pavages, empierréments, couvertures*, Bonnette, 22,10; *charpente, menuiserie*, Bonnette, 20; *ferronnerie, quincaillerie*, Commenge, 18; *peinture et vitrerie*, Didier, à Nancy, 31.

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne de Culoz au Mont-Cenis. — Construction d'une galerie voutée au souterrain de la Brèche, près Modane (300.000^f). — Adj. : Bajard, à Lyon.

Chemins de fer P.-L.-M. — Agrandissement de la gare de Salon (200.000^f). — Jallut, à Marseille.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mai il a été déposé 143 demandes en autorisation de bâtir, dont 70 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mai 1896, le nombre des demandes avait été de 147, dont 119 pour des constructions neuves.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les deux premiers mois de 1897 a été de 3.631.049 tonnes. Il était, en 1896, de 4.047.688, soit une diminution de 10 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin mai :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général...	481.334.500 ^f	471.909.200 ^f
Compagnie des omnibus de Paris	18.809.800	18.260.100
Voitures de Paris (15 mai).....	7.969.631	7.374.481

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de l'année 1897.

	VARIATIONS			
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	363.704.000	430.264.000	"	66.560.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.052.261.000	1.020.116.000	32.145.000	"
Objets fabriqués	263.187.000	262.957.000	230.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	1.679.152.000	1.713.337.000	"	34.185.000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	274.056.000	264.854.000	9.202.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	395.811.000	342.815.000	52.996.000	"
Objets fabriqués.....	789.622.000	759.530.000	30.092.000	"
Colis postaux.....	71.198.000	61.386.000	9.812.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	1.530.687.000	1.428.585.000	102.102.000	"

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Avril 1897.	Mai 1897.	Mai 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . .	44 ^f 50 ^c	46 ^f 10 ^c	39 ^f 60 ^c
Sucre brut, les 100 kilogrammes	25 25	25 75	30 50
Alcool à 90°, l'hectolitre	36 40	38 50	30 25
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	54 85	55 40	52 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes ..	37 00	35 10	47 75
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	33 50	33 50	34 00
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	45 00	43 00	45 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 46	1 48	1 46
Veau, idem. ..	2 00	2 00	1 86
Mouton, idem. ..	1 80	1 72	1 96
Porc, idem. ..	1 20	"	1 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	47 60	46 50	48 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	113 00	117 00	129 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	39 25	38 50	40 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	17 00	17 00	15 50
Cuivre en lingots, idem.	131 25	132 50	131 00
Étain Banka, idem.	163 25	166 25	167 50
Plomb, idem.	31 50	30 75	28 75
Zinc bonnes marques, idem.	46 50	45 75	47 50

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de mai		Du 1 ^{er} janvier au 30 mai	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	121	118	591	592
Liquidations judiciaires.....	9	11	59	80
Conversions de liquidations en faillites.	3	1	15	20

Mont-de-Piété. — Situation au 31 mai 1897 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 avril 1897 au soir.....				1.628.174	48.813.312
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	98.203	2.674.969	154.202		4.476.206
Par renouvellements.....	55.999	1.801.237			
TOTAL.....			1.782.376		53.289.518
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	92.145	2.893.751	160.102		4.874.745
Par renouvellements.....	55.999	1.801.237			
Par ventes.....	11.958	179.757			
RESTE en magasin le 31 mai 1897.....			1.622.274		48.414.773
VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 avril 1897 au soir.....				21.669	5.899.293
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	2.024	505.582	4.081		1.092.029
Par renouvellements.....	2.057	586.447			
TOTAL.....			25.750		6.991.322
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	1.757	418.161	4.216		1.127.968
Par renouvellements.....	2.057	586.447			
Par ventes.....	402	123.360			
RESTE en magasin le 31 mai 1897.....			21.534		5.863.354
GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.	
		Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
		nombres.	francs.	nombres.	francs.
Restait en magasin, le 31 mai 1893...	1.871.993	50.292.126	12.845	3.639.259	
1894...	1.819.998	49.078.482	16.808	4.747.021	
1895...	1.704.277	46.040.208	19.260	5.297.429	
1896...	1.623.135	45.884.322	21.412	5.782.048	
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2 3/4 p.o/o; à 9 mois, 2 1/2 p.o/o; à 6 mois, 2 p.o/o; à 3 mois, 1 1/2 p.o/o.					

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1897.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ardennes.....	0 27	"	1 14	2 77	"	0 51	"	2 75
Bouches-du-Rhône....	0 35	"	"	3 50	10 00	0 39	"	2 29
Charente-Inférieure...	0 23	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 27	1 40	1 20	2 16	6 06	0 35	"	"
Gironde.....	0 25	1 57	1 17	3 30	7 14	0 29	"	2 21
Loire.....	0 28	1 41	"	"	"	0 32	"	"
Meurthe-et-Moselle..	0 28	1 45	1 25	2 14	6 85	0 47	0 20	2 59
Nord.....	0 31	"	"	3 64	"	0 78	"	1 89
Rhône.....	0 31	1 60	1 28	2 26	6 78	0 41	"	3 29
Seine.....	0 31	"	1 72	2 93	7 59	0 54	0 30	4 33
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 27	1 49	1 30	2 73	7 11	0 41	0 28	2 87
Quantités vendues par l'ensemble des 432 sociétés.	kil. 12.188.571	kil. 197.435	kil. 106.102	kil. 41.709	quint. 2.305	lit. 2.602.538	lit. 38.730	quint. 228.792

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre de 1897 résultent du dépouillement des rapports de 432 sociétés coopératives groupant 72.927 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 432 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUIN.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
AVRIL 1897.					AVRIL 1897.				
Paris (1 ^{er} arr.)	1295	77	57	15	Besançon.....	100	77	38	"
— (II ^e —)	836	1005	343	"	Boulogne-sur-M.	105	63	60	3
— (IV ^e —)	674	494	503	2	Cognac.....	75	67	65	2
— (V ^e —)	70	110	41	1	Montpellier....	197	49	48	1
— (XIV ^e —)	270	267	186	1	Nice.....	160	55	55	38
— (XV ^e —)	181	200	177	"	Nîmes.....	59	34	30	"
— (XX ^e —)	132	191	83	20	Saint-Étienne..	52	80	51	"
Lille.....	6	4	"	"	Toulouse.....	401	177	162	"
Nancy.....	161	65	51	"	Alger.....	483	231	208	155
MAI 1897.					MAI 1897.				
Paris (III ^e arr.)	601	696	386	17	Bourges.....	103	58	26	15
— (VI ^e —)	409	268	251	837	Carcassonne....	23	15	10	"
— (IX ^e —)	251	303	89	74	Dijon.....	274	76	46	"
— (XIV ^e —)	285	204	158	"	Perpignan.....	19	15	12	2
— (XIX ^e —)	167	177	143	"	Saint-Nazaire..	139	10	4	5
Refuges munic..	"	"	104	457	Toulon.....	22	10	10	"
Levallois-Perret.	157	141	56	60	Tours.....	366	212	185	"
Brest.....	21	4	5	"					
Listeux.....	104	83	65	"					
Sens.....	20	14	"	"					

Pendant le premier trimestre de 1897, la Bourse du travail de Lyon a reçu 1.240 demandes et 635 offres d'emploi; elle a effectué 379 placements à demeure.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meure.	en extra.
Aude.....	Carcassonne.....	Bâtiment.....	14	13	7	3
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charcutiers.....	28	17	15	"
Rhône.....	Lyon.....	Teinturier.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Bâtiment.....	23	7	6	5
Seine.....	Paris.....	Débitants de vins et liquoristes.	145	132	114	16
Id.....	Id.....	Produits chimiques et pharmac.	14	32	14	"
Id.....	Id.....	Assoc. de la meunerie française.	21	7	7	"
Id.....	Id.....	Marchands et fab. papetiers...	37	25	24	"
Id.....	Id.....	Com. et fab. de la quincaillerie	15	30	18	"
Id.....	Id.....	Synd. du papier et des industries qui le transforment.....	34	18	11	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux publics	8	"	"	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	18	12	12	"
Id.....	Id.....	Pharmaciens.....	"	"	11	8
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	4	4	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

**D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (MAI 1897).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	4	1	"	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Employés limonadiers.....	8	4	3	14
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	12	3	4	3
Aude.....	Carcassonne.....	Charpentiers.....	5	"	10	"
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	5	2	1	"
Id.....	Marseille.....	Cuisiniers. (Le Vatel).....	5	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	9	2	"	"
Id.....	Id.....	Conducteurs-imprimeurs.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	15	"	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	"	"	1	1
Id.....	Id.....	Peintres.....	9	9	"	"
Cher.....	Vallénay.....	Bûcherons.....	45	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	2	2	2	6
Doubs.....	Besançon.....	Repasseurs-remonteurs.....	22	"	1	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Métallurgistes.....	83	6	"	5
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	6	4	3	18
Gironde.....	Bordeaux.....	Chaudronniers.....	7	3	"	4
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	37	19	11	8
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	310	135	135	175
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	79	57	26	4
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	6	10	2	4
Ile-et-Vilaine....	Rennes.....	Tailleurs de pierre.....	8	"	"	"
Indre.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	40	20	"	"
Id.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	2	"	"	"
Isère.....	Vienne.....	Cardeurs.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	4	3	3	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	5	3	3	"
Id.....	Id.....	Plâtriers-peintres.....	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	2	2	1	1
Jura.....	Salins.....	Typographes.....	3	"	1	1
Loire.....	Saint-Etienne.....	Cuisiniers.....	2	1	2	2
Id.....	Id.....	Typographes.....	1	1	"	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Boulangers.....	35	60	30	30
Id.....	Saint-Guenolé.....	Ferblantiers-boitiers.....	30	30	30	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Garçons limonadiers.....	2	"	2	10
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	31	10	10	21
Id.....	Id.....	Forgerons.....	3	2	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	15	13	13	5
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	3	"	"	"
Menthe-et-Moselle	Nancy.....	Id.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	6	2	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Plâtriers.....	6	8	6	"
Pyrénées (Hautes-)	Tarbes.....	Mégissiers.....	3	4	2	1
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Tonnelliers.....	3	"	2	"
Id.....	Id.....	Serruriers.....	10	1	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Chapeliers en fantaisie.....	"	"	2	1
Id.....	Id.....	Scieurs-raboteurs.....	15	"	"	2
Id.....	Id.....	Employés de café.....	40	25	20	45
Sarthe.....	Le Mans.....	Serruriers.....	5	14	3	"
Seine.....	Paris.....	Travailleurs de la boulangerie.....	"	"	1	13
Id.....	Id.....	Boulangers.....	89	57	21	36
Id.....	Id.....	Conducteurs-typographes.....	"	"	"	2
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	24	86	22	"
Id.....	Id.....	Gainiers.....	7	5	5	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	8	2	"	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-tailleurs.....	5	2	3	"
Id.....	Id.....	Blanchisseuses.....	"	246	60	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	30	25	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	12	2	2	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	3	7	3	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	110	800

SYNDICATS OUVRIERS (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Chauffeurs mécaniciens.....	40	5	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	46	6	24	"
Id.....	Id.....	Electriciens.....	7	11	"	7
Id.....	Id.....	Comptables (Faubourg - du - Temple.....	17	4	1	2
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	200	147	37	110
Id.....	Id.....	Infirmiers et infirmières.....	"	18	"	12
Id.....	Clichy.....	Travailleurs du livre.....	5	"	"	"
Id.....	Vincennes.....	Menuisiers.....	11	"	"	"
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Chapeliers.....	4	"	"	"
Somme.....	Amiens.....	Tapissiers.....	5	3	2	1
Id.....	Id.....	Serruriers.....	8	"	2	6
Tarn.....	Albi.....	Typographes.....	3	1	"	1
Var.....	Toulon.....	Employés limonadiers.....	43	25	10	15
Yonne.....	Auxerre.....	Typographes.....	"	"	3	"
Algérie.....	Alger.....	Tonneliers.....	12	"	"	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	24	13	13	19
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	80	65	14	81

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	402	274	76	198
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Société des employés et voya- geurs de commerce.....	1	1	1	"
Nord.....	Dunkerque.....	«L'Abeille».....	2	"	1	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Union des employés.....	10	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons desalle et de chambre.....	"	"	155	930
Sarthe.....	Le Mans.....	Société des comptables.....	1	"	"	1
Seine.....	Paris.....	«Le Bâtiment».....	4	9	1	"
Id.....	Id.....	Soc. des employés de transport.....	"	"	4	"
Id.....	Id.....	«La Couturière».....	10	53	"	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	83	9	5
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	96	71	38	7
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs - ferrand..	58	21	"	17
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	456	1629	172	1457
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	300	160	160	1195
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	396	388	346	3
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	157	150	94	12
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	2	5	1	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisi ^{ne}	61	127	77	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	35	70	35	"
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	15	13	5	8
Constantine.....	Batna.....	Soc. des anciens militaires La Fraternelle.....	2	1	1	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (MAY).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail....	16	"	"	16
Gironde.....	Bordeaux.....	Idem.....	"	"	2	6
Indre-et-Loire....	Tours.....	Office des travailleurs.....	315	159	142	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	6	2	2	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	123	"
Rhône.....	Lyon.....	Assistance des femmes par le travail..	9	14	9	"
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	"	53	20	1
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	102	1	4	13
Seine.....	Paris.....	« Home allemand ».....	40	189	31	"
Id.....	Id.....	« The english catholic home ».....	48	67	17	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	978	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	21	2	3	3
Id.....	Id.....	« Home français ».....	"	"	6	"
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail....	26	56	30	12
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lor- rains.....	"	10	7	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	124	315	79	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	79	60	47	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	278	"
Id.....	Courbevoie....	Œuvre de l'assistance par le travail..	2	1	3	"
Seine-et-Marne....	Melun.....	Assistance par le travail.....	51	51	5	46
Haute-Vienne....	Limoges.....	Id.....	480	"	"	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE MAI.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.489	138	569	"	25.031
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6.260	834	260	540	22.276
Asile de la rue Mouffetard.....	193	15	"	5	894
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	128	11	1.490
— (rue Labat).....	"	"	282	19	1.444
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	312	81	1.737
— (avenue du Maine)....	"	"	79	76	798
(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).					

LES CAISSES RURALES ET OUVRIÈRES.

D'après le *Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières*, le nombre de ces caisses serait actuellement de 571. Les premières fondations datent de mars 1893. A la fin de l'année, il en existait 17. Au 31 décembre 1896, leur nombre était de 516.

D'après deux cent neuf caisses qui ont fourni la statistique de leurs opérations en 1895, leur situation serait la suivante :

Elles avaient 5,479 membres, soit une moyenne de 26 membres par caisse.

Le taux servi par elles à leurs déposants était généralement de 3 p. o/o et celui demandé aux emprunteurs de 4 p. o/o.

Le mouvements des fonds s'était élevé à 1,466,711 fr. 94. Les prêts en cours, à la date de l'inventaire, montaient à 500,166 fr. 35, soit environ 2,400 francs par caisse.

Le total de l'actif s'élevait à 554,343 fr. 02 et les bénéfices à 3,553 fr. 24.

Il n'y avait aucune perte provenant de l'insolvabilité d'emprunteurs et les inventaires ne signalaient aucune créance douteuse.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

15 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage, et un arbitrage organisé en dehors de la procédure établie par ladite loi, ont été signalés à l'*Office du travail*, pendant le mois de mai 1897 :

1° Grève de fileuses à Lannoy (Nord). — 62 fileuses de lin et d'étoupes de la filature Parent Montfort se sont mises en grève le 30 avril après midi, pour obtenir une augmentation de 25 centimes, soit 2 fr. 50 par jour.

Le patron, après avoir consulté les autres industriels de la région, a consenti à accorder l'augmentation demandée aux fileuses d'étoupes seules. Les fileuses n'acceptèrent pas, et, persistant à réclamer une augmentation générale, elles adressèrent, le 4 mai, au juge de paix, une demande en conciliation. Une réunion a été tenue le lendemain. Le patron ne s'est pas présenté, mais il a fait savoir par lettre que les

salaires des fileuses, dans son établissement, étant identiques à ceux pratiques dans les autres localités pour la même industrie, il ne voulait pas prendre la responsabilité de mettre en question les salaires d'une industrie déjà si menacée. Il ajoutait qu'en principe d'ailleurs, les questions de salaire devaient être traitées *uniquement* par les intéressés, c'est-à-dire les patrons et les ouvriers.

Devant ces conditions, toute entente fut impossible et la grève a continué. Elle a pris fin le 7 mai; les fileuses d'étoques seules ont obtenu satisfaction.

2° Grève de tisseurs à Roubaix. — La suppression des avances sur les pièces en cours de fabrication a été la cause déterminante de la grève des 60 tisseurs de la maison Harinkouck, à Roubaix, le lundi 3 mai.

Le 4, les grévistes s'adressaient au juge de paix du canton Est de Roubaix, en vue d'une conciliation.

Ils demandaient : 1° une augmentation sur divers articles; 2° que les acomptes fussent maintenus, moyennant quittance timbrée, comme auparavant, certaines pièces exigeant trois et quatre semaines de travail; 3° que les amendes fussent supprimées ou, du moins, que le produit des amendes fût affiché tous les 15 jours afin que les ouvriers eussent connaissance de l'état de la caisse, que l'on partage deux fois par an; 4° « Nous voudrions aussi, ajoutaient les ouvriers, que, pour le mesurage des pièces qui se fait actuellement sur une table d'un mètre, notre patron fasse les frais d'acheter une table de trois mètres ou un rouleau comme dans les autres usines, de façon que nous ne perdions plus un centimètre par mètre en mesurant sur cette table. Si toutefois on nous refuse cette demande, nous voudrions être autorisés à faire mesurer nos pièces nous-mêmes au mesurage public; les frais seraient à la charge de l'ouvrier, mais nous aurions la longueur exacte de nos pièces ».

Le patron répondit au juge de paix, le 5 mai, qu'il n'avait pas à discuter avec des ouvriers qui ne faisaient plus partie de son établissement; que leurs livrets avaient été déposés au secrétariat du conseil des prudhommes, et que les grévistes étaient remplacés.

La grève continua encore deux jours, mais le samedi 8 mai, le travail fut repris sans conditions. Huit grévistes furent congédiés.

3° Grève de rubaniers à Comines (Nord). — A la suite d'une réduction de salaires, les ouvriers rubaniers de M. Ch. Catteau, à Comines, ont quitté le travail, le 6 mai, au nombre de 132.

Avant de cesser le travail, les grévistes s'étaient adressés au juge de paix pour obtenir la réunion d'un comité de conciliation; le patron n'avait pas répondu à ce magistrat.

Les ouvriers rubaniers des autres fabriques s'étant aperçus que M. Catteau faisait exécuter ses commandes chez ses confrères, se solidariserent avec leurs camarades, et le 15 mai le chômage était devenu général.

Le nombre des grévistes s'éleva à 500.

Le 1^{er} juin, après des concessions réciproques, on pouvait croire la grève terminée, mais M. Catteau ayant refusé de reprendre tous ses ouvriers sans distinction, tout a été remis en question.

Le conflit n'a pas encore pris fin.

4° Grèves des charpentiers de Bourges. — Dès le premier jour de la grève, le 6 mai, le juge de paix invita les deux parties à nommer des délégués pour constituer un comité de conciliation qui se réunirait le 8.

A la date fixée pour la réunion, le travail avait été repris, les grévistes ayant

accepté une augmentation de 5 centimes par heure, au lieu de 10 qu'ils avaient d'abord demandés.

5° Grève de tisseuses de coton à Rouen. — M^{me} Berthet, propriétaire d'un tissage de coton, ayant averti son personnel, le lundi 3 mai, qu'à partir du 18 et du 25 mai, le prix de façon de certains articles serait réduit de 17 1/2 p. o/o, les ouvrières ont quitté le travail au nombre de 300.

Le 8 mai, eut lieu, à leur demande, une réunion de conciliation devant le juge de paix.

Après quelques pourparlers, une transaction a été conclue entre M^{me} Berthet et les ouvrières qui ont accepté une réduction d'à peu près la moitié de celle qui était proposée.

Le travail a été repris le lundi suivant 10 mai, avec une réduction définitive d'environ 13 p. o/o.

6° Grève de mineurs à Méria (Corse). — Les 48 mineurs et manœuvres des mines d'antimoine de Méria gagnaient 2 francs et 2 fr. 25 par jour.

Le 7 mai, ils se sont mis en grève, réclamant 3 francs par jour et la paye tous les mois.

Le juge de paix de Luri, immédiatement informé, se rendit sur les lieux, le lendemain 8 mai, dès le matin, en compagnie de M. Thiers, l'un des administrateurs de l'exploitation.

Sur sa demande, les grévistes chargèrent deux de leurs camarades d'exposer leurs réclamations.

L'administrateur, après quelques pourparlers, ayant consenti à faire la paye dans les premiers jours de chaque mois et à accorder 25 centimes d'augmentation par jour, à partir du 1^{er} juin, les ouvriers ont accepté et repris le travail le même jour à midi.

7° Grève des charpentiers de Nevers. — Nous avons rapporté dans le précédent *Bulletin* que deux tentatives de conciliation, sans résultat, avaient eu lieu les 26 et 30 avril.

Le 10 mai, 3 patrons sur 7 cédèrent aux réclamations des ouvriers et le travail fut repris sur leurs chantiers. Le juge de paix intervint alors d'office le 11 et une troisième réunion du comité de conciliation eut lieu le 14.

Cette fois l'entente put s'établir aux conditions suivantes, à appliquer à partir du 1^{er} juin :

- 1° Augmentation de 5 centimes l'heure, soit 45 centimes, pour les bons ouvriers;
- 2° Indemnité de 2 francs par journée de déplacement à la campagne, à moins que les patrons ne préfèrent prendre à leur charge les frais de nourriture et de logement;
- 3° Indemnité de 50 centimes pour les travaux hors barrières;
- 4° La paye tous les deux samedis au soir.

8° Grève de chauffeurs et lamineurs, à Louvroil (Nord). — Les puddleurs de l'usine *l'Espérance* avaient obtenu, le 27 avril, après une grève de cinq jours, une augmentation de salaire; les chauffeurs et lamineurs firent à leur tour une demande d'augmentation de 10 p. o/o, à laquelle le directeur répondit le samedi 8 mai par une affiche avertissant les ouvriers que ceux qui n'étaient pas satisfaits du tarif en cours pouvaient prendre leur compte. 50 chauffeurs et 130 lamineurs quittèrent immédiatement l'usine.

Le 11, les grévistes demandèrent au juge de paix de Maubeuge l'application de la loi sur la conciliation : le directeur répondit, le 13, qu'il refusait de discuter avec des ouvriers qui avaient quitté le travail sans respecter les délais de prévenance et il annonçait qu'il allait les poursuivre devant le conseil des prud'hommes en réparation du préjudice causé.

La grève a continué sans autre incident jusqu'au 28 mai, date à laquelle tous les grévistes sont rentrés à l'usine aux anciennes conditions.

9^e Grève des maçons de Lyon. — Le samedi 10 mai, les maçons de Lyon se sont mis en grève au nombre de 5.000, demandant une augmentation de 10 centimes à l'heure et diverses autres modifications aux conditions du travail.

Les entrepreneurs ayant décidé dans une de leurs réunions de maintenir le *statu quo*, le juge de paix est intervenu d'office, pour essayer de concilier les parties.

La commission nommée par les patrons a repoussé, le 14 mai, cette proposition, déclarant vouloir conserver tout entière sa liberté d'action.

La grève continue.

10^e Grève de maçons à Graçay (Cher). — 16 maçons de Graçay, occupés chez deux patrons, se sont mis en grève le 10 mai. Ils réclamaient une augmentation de 0 fr. 50 par jour.

Une tentative de conciliation a eu lieu le 16 mai sur l'initiative du juge de paix : les patrons ont déclaré qu'ils faisaient beaucoup de travaux à la journée pour les propriétaires et qu'ils ne pouvaient promettre une augmentation de salaire avant de savoir si leurs clients consentiraient à payer 3 francs la journée de maçon qu'ils avaient payée jusqu'alors 2 fr. 50. Ils voulaient aussi consulter les autres entrepreneurs de Graçay.

Le lendemain lundi, les ouvriers furent avertis que l'augmentation qu'ils demandaient leur était accordée et la reprise du travail eut lieu le 18 mai.

11^e Grève des maçons et manœuvres de Nice. — 550 maçons et manœuvres de Nice se sont mis en grève le 10 mai à la suite du refus des patrons d'acquiescer à leurs revendications qui portaient principalement sur les salaires. Le conflit se généralisa presque immédiatement, et le 14 on comptait 1.200 grévistes.

Ils demandaient 0 fr. 45 et 0 fr. 50 l'heure au lieu de 0 fr. 38 et 0 fr. 42 suivant la catégorie, la limitation à 10 heures de la journée de travail et la paye tous les 15 jours.

L'entente se fit rapidement sur ces deux derniers points, mais les patrons ne voulaient payer que 0 fr. 42 et 0 fr. 46 de l'heure, et encore à condition qu'ils créeraient une troisième catégorie à 0 fr. 38, ce qui ne fut pas accepté par les ouvriers.

Le préfet, intervenant alors, décida, le 17 mai, les patrons à élever leurs offres à 0 fr. 43 et à 0 fr. 48 en supprimant la troisième catégorie. Ces conditions furent acceptées par le bureau du syndicat ouvrier, mais, dans la réunion qui suivit, les grévistes les repoussèrent.

Les entrepreneurs sollicitèrent aussitôt l'intervention du juge de paix.

Toutefois, au cours des formalités prescrites par la loi, les ouvriers, sur les conseils du président du syndicat, se ravisèrent et déclarèrent accepter l'arbitrage du préfet.

Celui-ci rendit alors, le 19, la sentence suivante que les deux parties ont acceptée :

Il n'y aura que deux catégories d'ouvriers maçons;

La première catégorie sera payée à raison de 0 fr. 48 l'heure;

La deuxième catégorie sera payée à raison de 0 fr. 43 l'heure;

Ne seront pas compris dans les deux catégories ci-dessus spécifiées les ouvriers qui, à raison de leur âge, de leurs infirmités ou de leur inexpérience, ne peuvent assurer le travail complet des ouvriers des deux premières catégories;

Pour ces ouvriers, le prix de la journée sera réglé de gré à gré avec les patrons;

L'entrepreneur ne devra pas laisser passer plus de cinq jours sans déterminer la catégorie dans laquelle sera classé l'ouvrier.

Le Préfet des Alpes-Maritimes,

A. HENRY.

Le travail a été repris à ces conditions le jeudi 20 sur tous les chantiers.

12° Grève de charpentiers, menuisiers et ébénistes de Belfort. — Le syndicat des charpentiers et menuisiers de Belfort, récemment reconstitué, avait présenté aux patrons les revendications suivantes :

1° Augmentation de salaire de 0 fr. 10 l'heure pour les charpentiers et les menuisiers, et de 15 p. 0/0 pour les ébénistes qui sont aux pièces;

2° Limitation à 10 heures de la journée de travail, au lieu de 12 ;

3° Indemnité de déplacement de 0 fr. 60 jusqu'à 3 kilomètres, et, au delà de 3 kilomètres, 2 francs par jour pour les ouvriers mariés et 0 fr. 50 pour les célibataires;

4° Le travail du dimanche compté à raison de 3 heures pour deux; heures de nuit comptées, suivant les cas, le double ou à raison de 3 pour 2 ;

5° La paye tous les 15 jours.

Le syndicat avait en même temps adressé au juge de paix une demande d'application de la loi sur la conciliation.

Les patrons, après avoir promis une réponse pour le samedi 22 mai, demandèrent un nouveau délai jusqu'au 26. Sans attendre cette nouvelle date, la grève fut déclarée le 24.

Le 26, un comité de conciliation se réunit devant le juge de paix et, si l'entente ne put s'établir complètement, elle fut du moins préparée. En effet, dans une seconde réunion qui eut lieu le 29, les deux parties se mirent d'accord et la grève put prendre fin aux conditions suivantes :

1° Augmentation de 20 p. 0/0 pour les charpentiers et de 15 p. 0/0 pour les menuisiers;

2° Journée de 10 heures, avec faculté pour les patrons de faire faire au taux ordinaire 1 ou 2 heures en plus si cela est nécessaire;

3° Indemnité de 1 fr. 35 pour les ouvriers mariés, de 0 fr. 50 pour les célibataires, en cas de déplacement de plus de 4 kilomètres.

4° Suppression du travail du dimanche, sauf en cas de nécessité démontrée;

5° Le travail de nuit sera compté à raison de 3 heures pour 2 ;

6° La paye aura lieu le premier dimanche de chaque mois, avec acomptes de deux tiers au moins du salaire acquis à la fin de la quinzaine.

13° Grève des ouvriers maçons et manœuvres de la Seyne (Var). — Les maçons de la Seyne, désirant obtenir le relèvement à 5 francs des salaires qui sont de 4 francs et 4 fr. 75, sollicitèrent l'intervention du maire et, sur sa convocation, une réunion eut lieu entre patrons et ouvriers. Ceux-ci refusèrent les propositions des patrons tendant à établir trois catégories d'ouvriers payés 5 francs, 4 fr. 50 et 4 francs, et la grève fut alors déclarée, le 20 mai.

Le juge de paix, intervenant à la requête des grévistes, tint, ce même jour, une réunion de conciliation.

Les ouvriers acceptèrent les prix de 4 fr. 50 et 5 francs, déclarant même qu'ils ne voyaient aucun empêchement à ce que le travail fût repris par les ouvriers embauchés à ce taux, mais refusèrent absolument la création d'une catégorie d'ouvriers à 4 francs par jour.

Les deux parties ont repoussé l'arbitrage que le juge de paix proposait pour arriver à une entente complète.

La grève continue partiellement.

14° Grève des menuisiers à Bourges. — 75 ouvriers menuisiers de Bourges ont cessé le travail le 18 mai à la suite d'une demande d'augmentation de 0 fr. 10 par heure, restée sans résultat.

Un comité de conciliation réuni le 22 mai, sur l'initiative du juge de paix, a mis fin à la grève. Les prix qui étaient de 0 fr. 35 et 0 fr. 40 l'heure ont été portés de 0 fr. 38 à 0 fr. 45.

15° Grève des tailleurs de pierre de Bourges. — Les tailleurs de pierre, prétendant que les patrons leur avaient promis une augmentation proportionnelle à celle accordée aux maçons dans le courant d'avril et n'ayant rien obtenu, se sont mis en grève le 18 mai au nombre de 70.

Le 22, un comité de conciliation réuni sur l'initiative du juge de paix n'a pu établir l'accord et le recours à l'arbitrage a été repoussé par les patrons. La grève a continué jusqu'au 8 juin, date à laquelle les ouvriers ont obtenu l'augmentation de 5 centimes par heure qu'ils demandaient, mais le travail aux pièces, dont ils réclamaient la suppression, a été maintenu.

16° Grève de charpentiers et menuisiers à Nancy. — Les charpentiers et menuisiers de Nancy ont décidé de se mettre en grève, le 7 mai, sur le refus des patrons de payer les assurances contre les accidents sans opérer de retenues sur les salaires, retenues qui variaient de 1 fr. 40 à 1 fr. 50 p. 0/0.

Il y a eu 124 grévistes.

Après plusieurs entrevues infructueuses, les patrons et les ouvriers décidèrent, sans recourir à la procédure établie par la loi, de choisir pour arbitres MM. Volland, sénateur, et Maringer, maire de Nancy.

Ceux-ci rendirent leur décision le 15 mai et fixèrent la retenue à 1 p. 0/0 des salaires, en spécifiant que si les primes d'assurance étaient diminuées, les ouvriers profiteraient proportionnellement de la diminution.

A ces conditions, les ouvriers sont rentrés, le lundi 17, sur tous les chantiers.

ÉTATS-UNIS.

Le Conseil officiel de conciliation et d'arbitrage du Massachusetts en 1896. — Ce Conseil, créé en 1886, vient de faire paraître son 11^e rapport annuel. Il y rend compte de l'accueil de plus en plus favorable qu'il rencontre auprès des syndicats ouvriers, tout en exprimant le regret que l'esprit de conciliation ne se montre pas au même degré du côté des employeurs.

Son influence se constate, non pas seulement par le nombre des conflits qu'il est appelé à régler, mais surtout par la disposition fréquemment insérée dans les con-

ventions faites entre patrons et ouvriers, qui porte que les différends futurs seront soumis, avant toute cessation du travail, au Conseil officiel de conciliation et d'arbitrage. Les rapports des années précédentes avaient déjà relevé plusieurs faits de ce genre; cette année, nous avons le cas du syndicat des ouvriers brasseurs de Boston, comptant plus de 3.000 membres, qui a fait avec les patrons une convention valable jusqu'au 1^{er} avril 1898 et appelée à se continuer d'année en année, tant qu'une dénonciation de l'une ou l'autre partie n'aura pas été faite avant le 1^{er} janvier, ou trois mois avant la date régulière de l'expiration du traité.

Après avoir réglé les salaires, la durée du travail journalier, le prix des heures supplémentaires, les chômages, les cas de renvoi, le nombre des apprentis, et décidé l'emploi exclusif d'ouvriers syndiqués, cette convention prévoit que les différends seront soumis soit à un comité mixte composé de deux représentants des patrons, deux représentants des ouvriers et d'un cinquième membre nommé par les quatre premiers, soit, si les deux parties en sont d'accord, au Conseil officiel d'arbitrage. La décision du comité mixte ou du Conseil officiel sera sans appel.

Le Conseil est intervenu, en 1896, dans 29 différends : 11 fois de sa propre initiative lorsqu'il a eu connaissance que la grève était déclarée; 6 fois à la demande des ouvriers (dont trois fois avant l'interruption du travail), et 12 fois à la demande des patrons et des ouvriers réunis. Dans un seul de ces derniers cas, le travail avait cessé depuis quelques jours, et il a été repris aussitôt après le recours au Conseil, en attendant sa décision.

Sur ces 12 recours signés conjointement par les deux parties, 11 provenaient de l'industrie de la chaussure et surtout des deux villes de Randolph et de Marlborough où les décisions arbitrales rendues par le Conseil ont servi de base pour établir les tarifs de toutes les fabriques de chaussures. A Marlborough, un abaissement général des tarifs avait été décidé par les fabricants le 9 décembre 1895; après quelques pourparlers sans résultat entre patrons et ouvriers, deux des principales maisons avaient accepté de recourir à l'arbitrage le 22 janvier; le Conseil ne put pourtant rendre sa décision que le 13 avril, car il s'agissait de tarifs concernant toutes les spécialités de la fabrication et comprenant l'un 174 et l'autre 120 articles; il est vrai que la décision fut déclarée applicable depuis le 9 décembre 1895. Des décisions complémentaires pour quelques articles spéciaux, fabriqués dans trois autres maisons, furent rendues le 22 juin et le 11 août, et bénéficièrent du même effet de rétroactivité.

Si le Conseil, agissant comme arbitre, a vu toujours ses sentences exécutées par les deux parties, il a été moins heureux dans les 17 autres différends où il n'a rempli qu'un rôle de médiateur. Son intervention a d'abord été repoussée une fois par les grévistes, des jeunes filles employées à la manufacture de montres de Waltham, et quatre fois par les patrons; ces cinq grèves ont été suivies d'échec pour les ouvriers; aucun accord n'a pu être obtenu dans six autres grèves terminées également par des échecs. Quatre d'entre elles étaient motivées par des questions de personnes : l'une a duré pendant toute l'année 1896, deux autres ont duré quatre mois. Enfin, le Conseil a pu terminer quatre grèves et en prévenir deux, en ménageant des entrevues entre patrons et ouvriers; ce qui, en ajoutant les 12 arbitrages cités plus haut, fait néanmoins 18 différends terminés par ses soins sur 29, dont 13 grèves évitées.

Les motifs invoqués avaient été : demandes d'augmentation de salaire, 11 fois (8 transactions, 3 échecs); réductions de salaire, 8 fois (7 transactions, 1 échec); demandes de diminution de la durée du travail avec maintien des salaires, 3 fois (3 échecs); renvois d'ouvriers syndiqués, 2 fois (2 échecs); demandes de renvoi

d'ouvriers non syndiqués ou n'étant pas en règle avec leur syndicat, 5 fois (2 transactions, 3 échecs).

Les 29 différends dans lesquels le Conseil est intervenu se sont produits dans les industries suivantes : fabriques de chaussures, 15 ; bâtiment, 4 ; mécaniciens-construteurs, 2 ; employés de tramways et de chemins de fer, 2 ; voiliers, 2 ; cartonniers, 1 ; fabrique de montres, 1 ; relieurs, 1 ; employés de restaurant, 1.

Une seule grève a paru assez importante pour exiger l'enquête publique prescrite par la loi en vue d'établir les responsabilités des conflits, c'est celle des machinistes employés à l'ascension des matériaux dans les bâtiments en construction à Boston ; elle avait pour objectif la journée de 8 heures au lieu de celle de 9 heures et l'emploi exclusif d'ouvriers syndiqués.

Elle avait débuté le 4 mai ; l'intervention du Conseil s'était heurtée, le 29 juin, au refus formel des entrepreneurs qui, le 17 juillet, refusaient encore d'entrer en rapports avec le Comité central des syndicats ouvriers du bâtiment. L'enquête publique fut faite le 5 août. Le rapport spécial, publié aussitôt après par le Conseil officiel, dit d'abord que les ouvriers ont eu tort de déclarer la grève avant d'avoir tenté la conciliation et l'arbitrage ; et, ensuite, il exprime des regrets de ce que les patrons aient repoussé toute entrevue avec les ouvriers, rendant ainsi impossible l'élaboration de tout règlement susceptible de prévenir les futurs conflits. Les entrepreneurs ne tinrent aucun compte de l'opinion du Conseil, et le conflit se termina naturellement avec la fin de la campagne d'été.

Le Conseil donne, à la fin de son rapport annuel, l'état actuel de la législation sur la conciliation et l'arbitrage aux États-Unis.

24 États ont légiféré sur la question. Des Conseils officiels permanents de conciliation et d'arbitrage ont été créés dans 12 États : *Massachusetts*, *New-York*, Californie, *New-Jersey*, *Ohio*, Louisiane, Wisconsin, Minnesota, Montana, Connecticut, *Illinois*, Utah.

La loi créant un Conseil permanent dans le *Michigan*, n'a pas encore été mise à exécution.

11 autres États ont, soit dans leur Constitution, soit dans leurs lois, des dispositions tendant à faciliter l'établissement de Conseils de conciliation ou chargeant les Bureaux de statistique du travail d'intervenir dans les conflits. Ce sont les États d'Idaho, Wyoming, Iowa, Kansas, *Pensylvanie*, Texas, Maryland, Missouri, Colorado, North Dakota et Nebraska (1).

(1) Les six États dont les noms sont en italique, réunis à l'État d'*Indiana*, renfermaient en 1880 plus de la moitié, en nombre et en valeur de capital, de la totalité des établissements industriels de l'Union.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'Avril 1897.

Nombre des versements.....	222.538	
représentant une somme de.....		29.551.316 ^f
Nombre des remboursements.....	132.615	
représentant une somme de.....		29.396.949
Rentes achetées à 400 déposants pour un capital de.....		487.659

EXCÉDENT des remboursements et achats de rentes sur les versements.....	333.292
---	---------

Nombre de comptes existant au 30 avril 1897.....	2.782.000
Nombre de comptes existant au 30 avril 1896.....	2.577.598

AUGMENTATION.....	204.402
-------------------	---------

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Mai 1897.

Dépôts de fonds.....	13.092.698 ^f
Retraits de fonds.....	18.181.591

EXCÉDENT des retraits.....	5.088.893
----------------------------	-----------

Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.557.928
--	-----------

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'Avril 1897.

Nombre de versements reçus.....	174.037	
représentant une somme de.....		1.567.273 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	1.313.357	
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers....	782.555	
Nouvelles rentes inscrites.....	65.922	
au nom de.....	1.165 parties.	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....	33.425.593	
réparties entre.....	220.023 titres.	

LES GRÈVES EN MAI 1897.

43 grèves ont été signalées à l'Office du travail, en mai 1897.

On avait compté 70 grèves en mai 1896 et la moyenne pour ce même mois, au cours des quatre années antérieures à 1897, a été de 69.

13 de ces grèves ont affecté plusieurs établissements.

Les 30 autres n'en ont atteint chacune qu'un seul.

Les départements les plus éprouvés ont été ceux du Nord où l'on a compté 10 grèves; de la Seine, 9 grèves; du Cher, 5 grèves; du Rhône, 3 grèves et de la Sarthe, 2 grèves.

Le nombre connu de grévistes pour 40 de ces grèves est de 9.047. Il y avait eu 6.260 grévistes en mai 1896.

Par suite de l'activité habituelle à cette époque de l'année dans les travaux du bâtiment, c'est dans les diverses branches de cette industrie que l'on a relevé, ce mois-ci, le plus grand nombre de grèves (16) et de grévistes. Les maçons du Rhône seuls comptent 5.000 de ces derniers et il y en a 1.200 parmi ceux des Alpes-Maritimes.

Viennent ensuite les industries textiles et les métaux avec 9 grèves, puis les professions suivantes : biscuitiers, cordonniers, galochiers, cartonniers, imprimeurs en taille-douce, mineurs, ouvriers en balais, ouvriers d'une fabrique de noir animal, vigneron, professions dans chacune desquelles on n'a constaté qu'une seule grève.

Nombre de grèves d'après les causes qui les ont produites :

Demandes d'augmentation de salaire	25
Réductions de salaire	4
Demandes de diminution du temps du travail avec maintien ou augmentation des salaires	4
Contestation relative au mode d'établissement du salaire	1
Contestation relative à la réglementation du travail	1
Demande de suppression du travail aux pièces	1
Demande de maintien du travail aux pièces	1
Contestation au sujet d'un règlement d'atelier	1
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeur	5
Demande de suppression de la retenue d'assurance	1

Des 43 grèves commencées en mai, 14 ne sont pas encore terminées; les 29 autres ont duré :

1, 22 jours; 1, 19 jours; 1, 18 jours; 1, 11 jours; 2, 10 jours; 1, 8 jours; 3, 6 jours; 4, 5 jours; 2, 4 jours; 2, 3 jours; 3, 2 jours; 8, 1 jour ou moins d'une journée.

Si l'on tient compte en outre de 5 grèves antérieures qui ont pris fin en mai après 101, 38, 28, 24 et 19 jours, on trouve que les résultats obtenus au cours de mois se décomposent en :

10 réussites;
16 transactions;
8 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DEPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	9
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.		Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes.	9 (1)	19	1
13 février.	25 mai.	Cholet.	Maine-et-Loire.	Tisseurs de coton.	7	430	2
12 avril.		La Grand'Combe.	Gard.	Mineurs.	1 (2)	2.000	3
12 avril.	10 mai.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Chaudronniers en fer.	7	650	4
12 avril.	10 mai.	Brive.	Corrèze.	Galochiers.	1	22	5
21 avril.	10 mai.	Halluin.	Nord.	Tisseurs de toile.	1	130	6
21 avril.	15 mai.	Nevers.	Nièvre.	Charpentiers.	7	40	7
21 avril.	29 mai.	Saint-Jamme.	Sarthe.	Mouleurs.	1	40	8
GRÈVES COMMENCÉES							
3 mai.	6 mai.	Menat.	Puy-de-Dôme.	Fabrique de noir animal.	1	14	1
3 mai.	6 mai.	Paris.	Seine.	Biscuitiers.	1	65	2
3 mai.	8 mai.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	60	3
3 mai.	5 mai.	Mayet.	Sarthe.	Ouvriers en balais.	1	10	4
3 mai.		Paris.	Seine.	Cardonniers.	1	30	5
4 mai.	10 mai.	Rouen.	Seine-Inférieure.	Tisseurs de coton.	1	300	6
5 mai.	14 mai.	Gabestany.	Pyrénées-Orientales.	Vignerons.	1	20	7
6 mai.	8 mai.	Bourges.	Cher.	Charpentiers.	10	40	8
6 mai.	10 mai.	Roubaix.	Nord.	Fileuses.	1	70	9
6 mai.	12 mai.	Bourg-de-Péage.	Drôme.	Monteurs en galoches.	1	13	10
6 mai.		Comines.	Nord.	Rubaniens.	5	550	11
7 mai.	7 mai.	Paris.	Seine.	Tourneurs-décolleteurs.	1	35	12
7 mai.	8 mai.	Méria.	Corse.	Mineurs (antimoine).	1	48	13
7 mai.	17 mai.	Nancy.	Meurthe-et-Moselle.	Charpentiers et menuisiers.	3	124	14
8 mai.		Paris.	Seine.	Tourneurs-décolleteurs.	1	6	15
10 mai.	11 mai.	Houplines.	Nord.	Tisseurs.	1	160	16
10 mai.	14 mai.	Bourg-d'Oisons.	Isère.	Tisseurs de soie.	1	300	17
10 mai.	18 mai.	Gracay.	Cher.	Maçons.	2	16	18
10 mai.	20 mai.	Nice.	Alpes-Maritimes.	Maçons et manœuvres.		1.200	19
10 mai.	28 mai.	Louvroil.	Nord.	Lamineurs et chauffeurs.	1	200	20
10 mai.		Lyon.	Rhône.	Maçons et manœuvres.		5.000	21
10 mai.		Le Mans.	Sarthe.	Peintres.		35	22
10 mai.		Paris.	Seine.	Nickleurs et doreurs.	1	14	23
11 mai.	12 mai.	Lurbe.	Basses-Pyrénées.	Terrassiers.	1	50	24
11 mai.	12 mai.	Imphy.	Nièvre.	Charpentiers et maçons.		50	25
13 mai.	24 mai.	Paris.	Seine.	Maçons et manœuvres.	1	32	26
13 mai.		Paris.	Seine.	Tourneurs-décolleteurs.	1	11	27
14 mai.	15 mai.	Roubaix.	Nord.	Épailleuses (teinture et app.)	1	30	28
14 mai.		Lyon.	Rhône.	Menuisiers.	1	25	29
14 mai.		Saint-Etienne.	Loire.	Mouleurs.	1	31	30
15 mai.	20 mai.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs de coton.	1	20	31
15 mai.	21 mai.	Charleville.	Ardennes.	Mouleurs.	1		32
17 mai.	22 mai.	Bourges.	Cher.	Menuisiers.	35	130	33
17 mai.		La Seyne.	Var.	Maçons.		100	34
18 mai.	19 mai.	Loos.	Nord.	Étireurs et cardeurs.	1	17	35
18 mai.	9 juin.	Bourges.	Cher.	Taillleurs de pierre.		70	36
21 mai.		Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	11	37
24 mai.	31 mai.	Bellort.	Haut-Rhin.	Charpentiers, menuisiers, ébénistes.			38
24 mai.		Paris.	Seine.	Imprimeurs en taille-douce.	1	25	39
25 mai.	26 mai.	Maubeuge.	Nord.	Chauffeurs et lamineurs.	1	80	40
26 mai.	31 mai.	Mehun-sur-Yèvre.	Cher.	Maçons.		40	41
29 mai.		Condé.	Nord.	Charpentiers de navires.		15	42
		Lyon.	Rhône.	Cartonniers.			43

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPRÉSENTANTS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} MAI 1897 (A).			
1	Demande d'unification des tarifs.....	Transaction.	(1) 188 ouvriers ont pris part successive-
2	Demande d'unification des tarifs.....	(2)	ment à la grève dans 48 établissements. Au
3	Demande de maintien d'ouvriers congédiés.....	Transaction.	1 ^{er} avril, il n'y avait plus que 19 grévistes
4	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	dans 9 établissements; les ouvriers avaient
5	Demande de travailler aux pièces.....	Transaction.	reçu satisfaction dans les 39 autres.
6	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (3).	(2) 500 ouvriers ont déjà quitté le pays
7	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	et 300 autres ont repris le travail.
8	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés et de suppression du travail aux pièces.....		(3) Conciliation devant le juge de paix.
EN MAI 1897.			
1	Demande de diminution du temps du travail et de renvoi du contremaître.....	Transaction.	
2	Demande de maintien du travail aux pièces.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
4	Refus d'accepter une modification du tarif.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (4).	(4) Conciliation devant le juge de paix.
6	Réduction de salaires.....	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
9	Demande de renvoi du directeur et refus d'accepter un nouveau règlement d'atelier.....	Réussite.	
10	Réduction de salaires.....	Réussite.	
11	Réduction de salaires.....	Réussite.	
12	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
13	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (6).	(6) Arbitrage.
14	Demande de suppression de la retenue d'assurance.....	Réussite.	
15	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
16	Refus d'accepter une nouvelle réglementation du travail.....	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
19	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (7).	(7) Arbitrage du préfet.
20	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaires.....		
22	Demande d'augmentation de salaires.....		
23	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
25	Demande de diminution du temps du travail.....	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
27	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaires.....		
29	Demande de suppression du travail aux pièces.....		
30	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
32	Réduction de salaires.....	Transaction (8).	(8) Conciliation devant le juge de paix.
33	Demande d'augmentation de salaires.....		
34	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Échec.	
35	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
36	Demande d'augmentation de salaires.....		
37	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (9).	(9) Conciliation devant le juge de paix.
38	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....		
39	Demande de renvoi du contremaître.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
41	Demande d'augmentation de salaires.....		
42	Demande d'augmentation de salaires.....		
43	.....		

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de mai 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [3 avril 1897]. — Chambre syndicale du commerce en gros des liquides du département (46 membres). Siège social : café du Commerce, à Moulins.

Bouches-du-Rhône [1^{er} février 1897]. — Chambre syndicale des patrons boulangers du canton de la Ciotat (21 membres). Siège social : La Ciotat.

Côte-d'Or [30 avril 1897]. — Syndicat des médecins de l'arrondissement de Dijon (45 membres). Siège social : Dijon.

Gironde [21 avril 1897]. — Syndicat du commerce des produits résineux de Bordeaux (7 membres). Siège social : rue Bertrand-de-Goth, 156, à Bordeaux.

Indre-et-Loire [20 avril 1897]. — Syndicat des coiffeurs de Tours et du département (15 membres). Siège social : rue Ragueneau, 7, à Tours.

Loir-et-Cher [19 février 1897]. — Syndicat de la boulangerie de l'arrondissement de Blois (28 membres). Siège social : place de la République, 1, à Blois.

[15 mars 1897]. — Chambre syndicale de la charcuterie de Blois (16 membres). Siège social : mairie de Blois.

Loire [8 septembre 1896]. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'assurances contre l'incendie de l'arrondissement de Saint-Étienne (15 membres). Siège social : rue des Jardins, 11, à Saint-Étienne.

[9 février 1897]. — Syndicat des grains et farines de Saint-Étienne. Siège social : rue de la République, 1, à Saint-Étienne.

[2 avril 1897]. — Chambre syndicale des fabricants d'armes de Saint-Étienne. Siège social : place Villeboeuf, 8, à Saint-Étienne.

Haute-Loire [22 mars 1897]. — Syndicat médical de l'arrondissement d'Yssingeaux (12 membres). Siège social : à Yssingeaux.

Loiret [15 avril 1897]. — Chambre syndicale orléanaise de la charcuterie (47 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, à Orléans.

Nord [22 avril 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs zingueurs, plombiers et gaziers en bâtiments de Lille (11 membres). Siège social : Grande-Place, 10, à Lille.

Pas-de-Calais [23 mars 1897]. — Syndicat des brasseurs de Saint-Omer (16 membres). Siège social : Grande-Place, à Saint-Omer.

Puy-de-Dôme [18 février 1897]. — Syndicat des patrons tuiliers, briquetiers et potiers du canton de Combronde (10 membres). Siège social : à Combronde.

Pyrénées-Orientales [17 mars 1897]. — Chambre syndicale des expéditeurs de Perpignan (18 membres). Siège social : mairie de Perpignan.

Rhône [25 avril 1897]. — Syndicat des entrepreneurs de transports de la région lyonnaise (77 membres). Siège social : rue Ferrandière, 30, à Lyon.

Seine [24 février 1897]. — Syndicat général des fondeurs en fer de France (220 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[9 avril 1897]. — Syndicat du commerce en gros des marchands et loueurs de fûts de France et d'Algérie (40 membres). Siège social : quai d'Austerlitz, 1.

[15 avril 1897]. — Chambre syndicale des négociants en meubles de Paris (47 membres). Siège social : rue de Lancry, à Paris.

[5 mai 1897]. — Syndicat de l'alliance des débitants de vin (220 membres). Siège social : quai Valmy, 141 bis, à Paris.

[10 mai 1897]. — Syndicat des fabricants de salaisons (18 membres). Siège social : rue de Flandre, 45, à Paris.

Seine-Inférieure [30 janvier 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de la ville et du canton d'Elbœuf (3 membres).

Somme [3 avril 1897]. — Syndicat des épiciers de détail de la ville d'Amiens (91 membres). Siège social : passage Saint-Denis, 3, à Amiens.

Tarn [8 février 1897]. — Syndicat des pharmaciens de l'arrondissement de Castres (23 membres). Siège social : Hôtel de ville de Castres.

[9 février 1897]. — Chambre syndicale des patrons boulangers de l'arrondissement de Gaillac (19 membres). Siège social : à Gaillac.

Haute-Vienne [22 mars 1897]. — Association des représentants de commerce de Limoges (16 membres). Siège social : faubourg de Paris, 46, à Limoges.

Oran [17 avril 1897]. — Syndicat des limonadiers de la ville d'Oran. Siège social : café de la Mosquée, boulevard Seguin, à Oran.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [12 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de la ville de Nice (149 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

Bouches-du-Rhône [19 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers boulangers de la ville d'Arles (29 membres). Siège social : rue du 4 Septembre, à Arles.

[1^{er} mai 1897]. — Association syndicale des artistes musiciens du Grand Théâtre de Marseille (50 membres). Siège social : rue Tapis-Vert, 15, à Marseille.

Cher [29 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers de la ville de Bourges (88 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bourges.

Côte-d'Or [12 avril 1897]. — Syndicat des ouvriers boulangers de Dijon et de la région (19 membres). Siège social : Bourse du travail, à Dijon.

Finistère [29 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers coupeurs-tailleurs de Brest (26 membres). Siège social : Grand'Rue, 72, à Brest.

Gard [30 avril 1897]. — Syndicat des employés de commerce des deux sexes de la ville de Nîmes (150 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nîmes.

Haute-Garonne [3 mai 1897]. — Chambre syndicale des employés de commerce de Toulouse (30 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Toulouse.

Loire [23 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Firminy (25 membres). Siège social : Hôtel de ville, de Firminy.

Pas-de-Calais [1^{er} mars 1897]. — Syndicat des marins pêcheurs du quartier de Boulogne-sur-Mer (150 membres). Siège social : rue de l'Ancienne-Comédie, 3, à Boulogne.

[18 avril 1897]. — Syndicat des ouvriers et manœuvres de teinture, apprêteurs et similaires de Calais (150 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 39, à Calais.

Puy-de-Dôme [11 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers carrossiers de Clermont-Ferrand et du département du Puy-de-Dôme (40 membres). Siège social : rue Sainte-Claire, 9, à Clermont-Ferrand.

Territoire de Belfort [5 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers, charpentiers et ébénistes du canton de Belfort (108 membres). Siège social : rue de Châteaudun, 4, Belfort.

[5 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers, charpentiers et ébénistes du canton de Belfort (108 membres). Siège social : rue de Châteaudun, 4, à Belfort.

Seine [1^{er} avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers wagonniers (250 membres). Siège social : route de Flandre, 58, à Aubervilliers.

[10 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de la poterie d'étain et des parties similaires sans distinction de spécialité ni de nationalité (140 membres). Siège social : rue Corbeau, 30, à Paris.

Tarn [16 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en corps d'habillement (cordonniers et tailleurs) (10 membres). Siège social : Hôtel de ville d'Albi.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Charente [1^{er} janvier 1897]. — Syndicat agricole de Champniers (82 membres). Siège social : mairie de Champniers.

Corrèze [15 février 1897]. — Syndicat des agriculteurs de Douzenac (25 membres). Siège social : à Douzenac

Crense [17 janvier 1897]. — Syndicat des agriculteurs de la commune de Ceyroux (82 membres). Siège social : mairie de Ceyroux.

[26 janvier 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Ceyroux (51 membres). Siège social : à Ceyroux.

[14 février 1897]. — Syndicat agricole de Lourdoueix-Saint-Pierre (30 membres). Siège social : à Lourdoueix-Saint-Pierre.

[7 mars 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Jouillat (51 membres). Siège social : mairie de Jouillat.

Doubs [22 février 1897]. — Syndicat agricole de Présentevillers (29 membres). Siège social : à Présentevillers.

Indre [28 mars 1897]. — Syndicat viticole et agricole des communes de Giroux, Luçay-le-Libre et Mennet-sur-Vatan (46 membres). — Siège social : à Petit-Bois-Girard, commune de Giroux.

Jura [7 mai 1897]. — Syndicat viticole de l'Étoile (20 membres). Siège social : mairie de l'Étoile.

Loire [10 janvier 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Paul-en-Jarrez (17 membres). Siège social : à Saint-Paul-en-Jarrez.

[8 février 1897]. — Syndicat des agriculteurs et vignerons de Saint-Martin-la-Plaine (55 membres). Siège social : à Saint-Martin-la-Plaine.

Maine-et-Loire [20 mars 1897]. — Syndicat libre des propriétaires viticulteurs de l'Anjou (40 membres). Siège social : place du Ralliement, café Gasnault, à Angers.

Morbihan [21 février 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Plœmeur (45 membres). Siège social : à Plœmeur.

[21 mars 1897]. — Syndicat agricole et communal des cultivateurs d'Erdeven (70 membres). Siège social : à Erdeven.

[21 mars 1897]. — Syndicat agricole de la commune d'Erdeven (48 membres). Siège social : à Erdeven.

[14 avril 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Quistinic (96 membres). Siège social : à Quistinic.

Nièvre [21 mars 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Ruages (21 membres). Siège social : mairie de Ruages.

Savoie [11 avril 1897]. — Syndicat des agriculteurs de Mercury-Gouilly (23 membres). Siège social : à Mercury-Gouilly.

Seine-et-Marne [2 mai 1897]. — Syndicat des cultivateurs de la commune de Fromont et des communes limitrophes pour l'achat des engrais industriels (25 membres). Siège social : mairie de Fromont.

a) UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Sarthe [11 mai 1897]. — Fédération nationale des corporations ouvrières du bâtiment (conseil local du Mans) (9 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, au Mans.

Seine [17 mars 1897]. — Union des chambres syndicales des services municipaux de la direction des affaires municipales de la ville de Paris (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

b) UNIONS DE SYNDICATS AGRICOLES.

Morbihan [25 janvier 1897]. — Union de syndicats agricoles du département du Morbihan (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : à Vannes.

[15 février 1897]. — Union des syndicats agricoles de l'arrondissement de Lorient (9 chambres syndicales adhérentes). Siège social : mairie d'Hennebont.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [3 décembre 1891]. — Syndicat de la boucherie de Soissons (12 membres). Siège social : rue du Collège, à Soissons.

Ardèche [21 février 1885]. — Union des filateurs et moulinsiers de la région d'Aubenas (25 membres). Siège social : Hôtel de ville d'Aubenas.

[1^{er} octobre 1893]. — Union syndicale de la boulangerie ardéchoise (25 membres). Siège social : rue Saint-Laurent, à Aubenas.

Aveyron [25 février 1893]. — Chambre syndicale des patrons mégissiers (14 membres). Siège social : boulevard Saint-Antoine, à Millau.

Dordogne [18 mars 1886]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux des arrondissements de Bergerac et de Sarlat (31 membres). Siège social : rue Neuve-d'Argenson, 2, à Bergerac.

Eure-et-Loir [10 février 1885]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de l'arrondissement de Chartres (42 membres). Siège social : rue Saint-Michel, à Chartres.

Finistère [15 janvier 1893]. — Syndicat professionnel des charcutiers de Brest (17 membres). Siège social : rue d'Aiguillon, 29, à Brest.

[25 septembre 1894]. — Union syndicale du commerce en gros des liquides du département du Finistère (115 membres). Siège social : Hôtel de ville de Brest.

Haute-Garonne [1^{er} juillet 1892]. — Syndicat des fabricants d'eaux gazeuses de Toulouse (9 membres). Siège social : rue des Tourneurs, 52, à Toulouse.

[1^{er} septembre 1894]. — Association syndicale des plâtriers (2 membres). Siège social : rue des Treize-Verts, à Toulouse.

[13 janvier 1895]. — Syndicat de la boucherie de Saint-Gaudens et de l'arrondissement (12 membres). Siège social : rue Mathe, à Saint-Gaudens.

[2 mars 1895]. — Syndicat des marchands de chaux, plâtres et ciments de la ville de Toulouse (14 membres). Siège social : allée des Soupirs, 39, à Toulouse.

Gironde [20 novembre 1889]. — Syndicat des fabricants de tonnellerie de Libourne (12 membres). Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 16, à Libourne.

[17 avril 1891]. — Syndicat des crieurs des halles (14 membres). Siège social : rue Jeantet, 11, à Bordeaux.

Loire [28 décembre 1885]. — Chambre syndicale des boulangers de Rive-de-Gier (33 membres). Siège social : à Rive-de-Gier.

[5 mai 1890]. — Syndicat des horlogers, bijoutiers et orfèvres du département (12 membres). Siège social : place du Peuple, 6, à Saint-Étienne.

Haute-Loire [1^{er} janvier 1880]. — Chambre syndicale du commerce des liquides du département (35 membres). Siège social : rue Crozatier, 2, au Puy.

[20 janvier 1892]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie et de charpente du Puy (21 membres). Siège social : avenue de la Gare, au Puy.

Mayenne [20 novembre 1879]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Laval (23 membres). Siège social : place du Palais, à Laval.

Nièvre [1^{er} mai 1893]. — Chambre syndicale de la boulangerie du canton de Decize et des cantons voisins (33 membres). Siège social : à Decize.

Territoire de Belfort [7 mars 1887]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux du territoire de Belfort (20 membres). Siège social : faubourg de Paris, 7.

Somme [27 décembre 1890]. — Syndicat des brasseurs de la ville d'Amiens (16 membres). Siège social : rue des Trois-Cailloux, à Amiens.

Tarn [18 avril 1886]. — Chambre syndicale des patrons boulangers (10 membres). Siège social : café Azéma, rue Saint-Projet, à Graulhet.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [21 mars 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et tailleurs de pierre du Soissonnais (7 membres). Siège social : rue Saint-Léger, 12, à Soissons.

[1^{er} décembre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du Soissonnais (25 membres). Siège social : rue de la Bannière, 2, à Soissons.

Ardèche [9 octobre 1894]. — Syndicat général des ouvriers mineurs et manœuvres d'Annonay (39 membres). Siège social : Hôtel de ville d'Annonay.

Aveyron [15 août 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers de Millau (25 membres). Siège social : Hôtel de ville de Millau.

Aude [5 août 1889]. — Syndicat ouvrier de la boulangerie narbonnaise (16 membres). Siège social : rue de la République, 29, à Narbonne.

[14 décembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers chapeliers réunis de Quillan (88 membres). Siège social : à Quillan.

[1^{er} juillet 1895]. — Syndicat typographique et parties similaires (20 membres). Siège social : café du Midi, boulevard Barbès, à Carcassonne.

Charente [16 avril 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers maréchaux ferrants de Cognac (8 membres). Siège social : Bourse du travail.

[26 juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de Cognac (25 membres). Siège social : Bourse du travail.

Dordogne [3 février 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers et des industries similaires de la ville de Périgueux (10 membres). Siège social : rue Limogeanne, 44, à Périgueux.

[23 février 1894]. — Société professionnelle des ouvriers chapeliers de la ville de Terrasson (4 membres). Siège social : mairie de Terrasson.

Drôme [30 septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers tanneurs, corroyeurs et mégisiers de Romans et Bourg-du-Péage (25 membres). Siège social : café de Mars, à Romans.

Finistère [4 mars 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et plâtriers (117 membres). Siège social : place Saint-Martin, 14, à Brest.

[8 juin 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers de Concarneau (50 membres). Siège social : Beuzec-Couy.

Haute-Garonne [11 août 1889]. — Syndicat des ouvriers briquetiers (20 membres). Siège social : café franco-russe, place du Capitole, à Toulouse.

[17 août 1889]. — Syndicat des agents et ouvriers retraités de chemins de fer du canal latéral à la Garonne et des ponts et chaussées (125 membres). Siège social : salle des mariages, au Capitole.

[1^{er} janvier 1891]. — Chambre syndicale des employés-marchands sur les marchés et places publiques (35 membres). Siège social : rue Héliot, 4, à Toulouse.

[8 juin 1893]. — Association des comptables du département (80 membres). Siège social : rue Mirepoix, 3, à Toulouse.

[6 mai 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers camionneurs et charretiers de Toulouse (16 membres). Siège social : rue des Treize-Vents, à Toulouse.

[12 août 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers polisseurs et nickeleurs de la ville de Toulouse (15 membres). Siège social : Bourse du travail de Toulouse.

[20 août 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers chambristes de Toulouse (28 membres). Siège social : Bourse de travail de Toulouse.

Gironde [mai 1889]. — Chambre syndicale des ouvrières couturières pour hommes de la ville de Bordeaux (40 membres). Siège social : rue du Mirail, 32, à Bordeaux.

[2 septembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers chaisiers et menuisiers en fauteuil de Libourne (20 membres). Siège social : salle de l'Athénée, à Libourne.

[2 août 1891]. — Syndicat des ouvriers tonneliers de la Gironde (section de Cérons) [40 membres]. Siège social : à Cérons.

[6 mars 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'équipement militaire de la ville de Bordeaux (105 membres). Siège social : route de Toulouse, 421 bis.

[15 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers, manœuvres et hommes de peine de la ville de Bordeaux (44 membres). Siège social : rue du Mirail, 32, à Bordeaux.

[26 janvier 1896]. — Syndicat des ouvriers boulangers (les amis de l'ordre) [35 membres]. Siège social : rue de Cursol, 25, à Bordeaux.

Loire [1879]. — Chambre syndicale de tissages (chef d'ateliers et ouvriers réunis) [150 membres]. Siège social : Bourse du travail, à Saint-Étienne.

[15 août 1885]. — Syndicat des tisseurs et similaires de Panissières (200 membres). Siège social : salle des concerts, à Panissières.

[5 mars 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers tisseurs et similaires d'Écoche. Siège social : à Écoche.

[24 mars 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers tisseurs et similaires de Sevelinges (400 membres). Siège social : à Sevelinges.

[4 août 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers en soierie de Saint-Denis-de-Cabanne (8 membres). Siège social : à Saint-Denis.

[30 juin 1890]. — Syndicat des ouvriers verriers de Rive-de-Gier (1.000 membres). Siège social : rue Vieille-des-Verchères, à Rive-de-Gier.

[Novembre 1891]. — Syndicat des employés de cafés, restaurants, hôtels et parties similaires (30 membres). Siège social : cours Victor-Hugo, 1, à Saint-Étienne.

[19 janvier 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers fondeurs, gaziers, décrasseurs et compositeurs des verreries de Rive-de-Gier (40 membres). Siège social : rue Vieille-des-Verchères, à Rive-de-Gier.

[21 janvier 1893]. — Syndicat des ouvriers menuisiers et ébénistes de Roanne et de la région (42 membres). Siège social : Bourse du travail, à Roanne.

[1^{er} mars 1893]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs réunis de la ville de Saint-Étienne (15 membres). Siège social : Bourse du travail.

[9 novembre 1893]. — Syndicat des chiffonniers ambulants de Saint-Étienne (16 membres). Siège social : Bourse du travail.

Haute-Loire [29 juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers de Mège-Coste (180 membres). Siège social : à Arrest.

Loire-Inférieure [18 janvier 1886]. — Syndicat des ouvriers forgerons et aides-forgerons (42 membres). Siège social : place du Commerce, 10, à Nantes.

[11 novembre 1889]. — Chambre syndicale ouvrière de la cordonnerie de Nantes (130 membres). Siège social : rue de la Poissonnerie, 5, à Nantes.

[28 avril 1893]. — Syndicat des ouvriers savonniers et huiliers de la ville de Nantes (151 membres). Siège social : Bourse du travail.

[1^{er} mai 1893]. — Syndicat des ouvriers raffineurs de la ville de Nantes (45 membres). Siège social : Bourse du travail.

[1^{er} janvier 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers en parapluies de la ville de Nantes (10 membres). Siège social : rue Saint-Clément, 51, à Nantes.

Morbihan [15 avril 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers-boitiers. Siège social : Belle-Ile-en-Mer.

Oise [18 mars 1894]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers du tissage mécanique d'Esquennoy (186 membres). Siège social : Grande-Rue, à Esquennoy.

Pyrénées-Orientales [12 mai 1892]. — Syndicat des travailleurs du bâtiment et terrassiers de Rivesaltes (85 membres). Siège social : mairie de Rivesaltes.

[18 mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers charretiers de Perpignan (31 membres). Siège social : Bourse du travail de Perpignan.

[19 juillet 1893]. — Syndicat des travailleurs du bâtiment et cultivateurs (15 membres). Siège social : à Clairac.

Territoire de Belfort [22 février 1894]. — Syndicat des ouvriers du bâtiment (110 membres). Siège social : Hôtel de ville de Belfort.

Tarn [12 août 1891]. — Chambre syndicale des forgerons, gaziers, dégrilleurs, compositeurs de la verreries de Carmaux (130 membres). Siège social : café Olmière, à Carmaux.

Yonne [20 août 1892]. — Chambre syndicale auxerroise des ouvriers sur bois (40 membres). Siège social : rue Saint-Pélerin, à Auxerre.

[26 mai 1895]. — Syndicat des ouvriers bûcherons de la forêt d'Othe (25 membres). Siège social : à Bussy-en-Othe.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Aisne [20 mars 1887]. — Syndicat agricole de l'arrondissement de Vervins (160 membres). Siège social : à Vervins.

Ardèche [septembre 1888]. — Syndicat des agriculteurs de la région d'Aubenas et du Bas-Vivaraïs (320 membres). Siège social : faubourg Gambetta, à Aubenas.

[26 mai 1893]. — Syndicat agricole et viticole des Vans (100 membres). Siège social : Les Vans.

Charente [juin 1885]. — Société de viticulture du canton de Saint-Amant-de-Boixe (125 membres). Siège social : Saint-Amant.

[28 janvier 1894]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Maurice (18 membres). Siège social : à Saint-Maurice.

Corse [6 mars 1887]. — Syndicat régional agricole de Sartène (40 membres). Siège social : cours Sainte-Anne, à Sartène.

Doubs [16 janvier 1888]. — Syndicat agricole de Mouthier (agriculture et viticulture) (12 membres). Siège social : à Mouthier.

Haute-Garonne [14 février 1891]. — Syndicat des agriculteurs de la Haute-Garonne et des départements circonvoisins (694 membres). Siège social : rue Roquelaïne, 33, à Toulouse.

Loire [22 avril 1889]. — Syndicat des agriculteurs de Saint-Didier-sur-Rochefort (37 membres). Siège social : à Saint-Didier.

[3 juin 1894]. — Syndicat agricole cantonal de Bourg-Argental (125 membres). Siège social : rue des Ecoles, à Bourg-Argental.

Mayenne [19 juin 1895]. — Syndicat agricole de Lassaye et le Horps. Siège social : à Lassaye.

Pyrénées-Orientales [15 mars 1891]. — Syndicat cantonal agricole de Saint-Paul-de-Fenouillet (62 membres). Siège social : mairie de Saint-Paul.

Yonne [14 février 1890]. — Société syndicale de viticulteurs de la commune d'Irancy (42 membres). Siège social : à Irancy.

[14 avril 1890]. — Syndicat agricole et viticole du canton de Ligny-le-Châtel (60 membres). Siège social : à Ligny.

[1^{er} octobre 1893]. — Syndicat de vente de la société vigneronne de l'Auxerrois (300 membres). Siège social : salle du Musée, à Auxerre.

LE CARACTÈRE JURIDIQUE

DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

(Avis de la Direction générale de l'Enregistrement.)

On estime que les clauses restrictives et prohibitives des statuts des associations coopératives ouvrières de production adhérentes à la Chambre consultative (1) doivent, en général, d'après les circonstances de fait et malgré la qualification d'*actions* employée pour la désignation des titres, être considérées comme caractérisant des associations, *plutôt de personnes, que de capitaux*.

Il résulte en effet des recherches auxquelles il a été procédé que la plupart de ces associations, sans recourir aux transferts autorisés par les statuts, remboursent la valeur des actions ou parts des membres sortants ou décédés, et délivrent de nouveaux titres aux sociétaires entrants.

Les titres qualifiés *actions* ne sont donc pas appelés à circuler avec leur individualité et leur crédit propres (Comp. Seine, 16 mars 1860. J. E. n° 17114).

D'un autre côté, il a été constaté que les admissions de nouveaux membres ne sont prononcées en principe qu'à la suite d'une appréciation des *qualités et aptitudes personnelles* de chaque candidat.

Il s'ensuit que ces associations, suivant leur esprit et dans le fond des choses, paraissent être formées entre ouvriers qui se connaissent et stipulent en considération de leurs personnalités respectives.

Dès lors, elles doivent être considérées, suivant la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation (voir les arrêts cités au dictionnaire de l'Enregistrement, 1^{er} supplément, n°s 14 et suivants), comme divisées, non pas en *actions*, mais en *part d'intérêts*, leurs statuts se bornant à reproduire, sans tirer à conséquence, l'expression d'*actions* habituellement employée par le législateur de 1867....

(1) En tant qu'elles ont adopté l'article 11 du projet type de statuts rédigé par cette Chambre.
N. D. L. R.

LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST ET SON PERSONNEL.

D'un rapport présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires du 30 avril 1897, il résulte que les dépenses faites en 1896 par la compagnie de l'Est en faveur de son personnel en sus des traitements, salaires et indemnités diverses s'élèvent au total à 8.832.124 fr. 54 qui se décomposent de la façon suivante :

NATURE DES DÉPENSES.	IMPORTANCE des DÉPENSES.
Allocations à la caisse des retraites (1).....	4.711.926 ^f 82 ^c
Montant des secours annuels payés, à titre de retraites spéciales, aux anciens agents en régie ainsi qu'à leurs veuves et orphelins.....	665.928 65
Allocations à la caisse de prévoyance (2).....	371.054 33
Service médical. (Traitement des médecins de la compagnie et paiement des médicaments fournis aux agents non souscripteurs à la caisse de prévoyance).....	239.635 76
Salaires de maladie. (Part non supportée par la caisse de prévoyance).....	1.025.150 75
Allocations spéciales aux agents chargés de familles nombreuses.....	97.092 00
Secours extraordinaires aux agents non souscripteurs à la caisse de prévoyance.....	43.133 34
Allocations spéciales pour cherté de vivres et pour résidence dans certaines localités. (Chauffeurs et agents de train).....	116.757 66
Gratifications réparties entre 8.733 agents n'ayant pas eu d'avancement au cours de l'année.....	1.122.939 05
Boissons distribuées aux agents pendant les chaleurs et les grands froids (3).....	46.445 07
Allocations aux 19 sociétés coopératives de consommation fondées et dirigées par des agents, au profit exclusif du personnel de la compagnie.....	60.625 00
Contribution aux dépenses d'habillement du personnel astreint à l'uniforme.....	290.057 72
Bourses fondées par la compagnie et autres dépenses scolaires (cours professionnels d'apprentis, prix, etc.).....	41.348 39
ENSEMBLE.....	8.832.124 54

Les 8.832.124 fr. 54 de dépenses ci-dessus détaillées représentent 16,53 p. o/o du montant total des traitements et salaires et 45 p. o/o du dividende des actionnaires (4).

(1) La caisse des retraites, alimentée par une retenue de 3 p. o/o sur les traitements du personnel commissionné et une subvention de la compagnie égale à 12 p. o/o de ces mêmes traitements, a payé en 1896 à titre d'arrérages de pensions (non compris les pensions pour accidents) une somme de..... 5.910.096^f 05^c et versé aux agents rayés des cadres sans pension ou à leurs ayants droit, en capital et intérêts des retenues subies par eux en vue de la retraite..... 132.114 71

(2) La caisse de prévoyance, alimentée par une retenue de 1 p. o/o sur le traitement des agents souscripteurs et par une égale subvention de la compagnie, a dépensé en 1896 :

Pour salaires de maladie.....	226.715 ^f 29 ^c
Pour médicaments.....	159.053 71
Pour frais d'inhumation et secours aux familles des souscripteurs décédés.....	86.510 83
Pour secours extraordinaires.....	109.046 52
Pour frais divers (hospices, cures thermales, etc.).....	26.696 33

608.022 68

(3) Un logement gratuit, dont la valeur locative, évaluée uniformément à 10 p. o/o du traitement, entre dans le calcul de la retraite, est assuré à 3.700 agents environ, qui jouissent aussi, pour la plupart, de l'éclairage et du chauffage gratuits.

Enfin on peut encore citer comme avantages non susceptibles d'évaluation :

La cession de combustible au prix de revient du gros ;

Les avances de traitement sans intérêts ;

Le maintien des salaires des réservistes et territoriaux appelés sous les drapeaux ;

Les réductions de prix réglementaires dans les bulletins ;

La gratuité des bains dans les dépôts ;

Les facilités de circulation accordées aux agents et à leurs familles.

(4) Le montant total des traitements et salaires, (y compris les primes payées aux agents de la traction, et non compris la valeur locative des logements gratuits assurés à diverses catégories d'agents) s'est élevé, pour 1896, à 53.410.224 fr. 14.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

(Suite et fin.) [1]

D'après les renseignements extraits de l'Annuaire des syndicats professionnels
publié par la Direction du travail et de l'industrie au Ministère du commerce et de l'industrie

Profession des syndiqués. — Voici l'état comparatif du nombre des syndicats industriels et commerciaux par catégories de professions au 1^{er} juillet 1896.

ÉTAT COMPARATIF DU NOMBRE DES SYNDICATS PAR INDUSTRIES
AU 1^{er} JUILLET 1896.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS SYNDIQUÉES.	SYNDICATS			TOTAL des SYNDICATS au 1 ^{er} juillet 1896.
	PATRONAUX.	OUVRIERS.	MIXTES.	
Industrie du bâtiment (architectes, maçons, charpentiers, couvreurs, menuisiers, peintres, serruriers, plâtriers, etc.).....	168	595	32	795
Alimentation (boulangers, bouchers, épiciers, industries et commerce des boissons en gros).....	376	117	15	708
Habillement et toilette (chapellerie, chaussure, tailleurs, équipement militaire, etc.).....	131	279	42	452
Industries métallurgiques (fondeurs, mouleurs, mécaniciens, etc.)....	106	271	8	385
Industrie du livre (papiers, imprimerie, reliure, cartonnage, librairie, autographie, marchands de journaux, etc.)	93	203	12	308
Industries textiles (fils et tissus, peignage, tissage, filature, cotons, laines, soie, chanvre, etc.).....	30	152	9	191
Industries de luxe (horlogerie, bijouterie, objets d'art, optique, tabletterie, dorure, parfumerie, nacrerie, articles de Paris, jouets)....	103	77	9	189
Industrie des transports (transports maritimes, navigation intérieure, chemin de fer, camionnage, loueurs de voitures de place, cochers)...	67	56	12	135
Industrie des cuirs et peaux (ganterie, etc.).....	38	95	1	134
Industries et commerce du bois (constructeurs de navires, carrossiers, charçons, tonneliers, emballeurs, marchands de bois, etc.).....	39	83	1	133
Médecins, dentistes, sages-femmes, vétérinaires.....	124	3	"	127
Pharmaciens, droguistes, herboristes.....	108	2	"	110
Hôteliers, cafetiers, restaurateurs, logeurs, cuisiniers, débitants de boissons.....	53	49	"	102
Industrie céramique (verres, porcelaines, faïences, briques, tuiles, poteries, etc.).....	24	67	1	92
Industries extractives (carriers, mineurs, puisatiers, etc.).....	22	69	1	92
Horticulteurs, fleuristes, jardiniers.....	54	11	12	77
Concessions et régies de l'Etat et des communes.....	6	63	"	69
Beaux-arts (artistes peintres, sculpteurs, graveurs, ornementistes, dessinateurs, etc.).....	16	47	5	68
Ameublement.....	29	35	1	65
Courtiers, commissionnaires, voyageurs, représentants de commerce....	11	44	3	58
Employés de commerce, d'administration, comptables, etc.....	"	57	"	57
Meunerie, grains, graines, farines, pâtes alimentaires.....	46	3	1	50
Offices ministériels, assurances, crédit.....	44	4	"	48
Bûcherons, sylviculteurs, etc.....	1	42	"	43

Nous n'avons pas totalisé les quatre colonnes du tableau précédent; leurs totaux seraient sans intérêt, car divers syndicats sont comptés plusieurs fois et font nombre pour des industries différentes.

(1) Voir *Bulletin* d'avril 1897, p. 249.

Bourses du travail. — Pour terminer cette revue générale des institutions dérivées de la loi du 21 mars 1884, il reste à parler des Bourses du travail.

Au 1^{er} juillet 1896, il existait en France et en Algérie 46 Bourses en activité, renfermant 946 syndicats et 144.787 membres. Leurs dates de fondation sont indiquées ci-dessous.

En 1887	2	Paris, Nîmes ;
En 1888	1	Marseille ;
En 1889	2	Saint-Étienne, Toulon ;
En 1890	4	Toulouse, Bordeaux (2), Béziers ;
En 1891	6	Montpellier, Tours, Nantes, Cholet, Lyon, Alger ;
En 1892	6	Saint-Girons, Cognac, Saint-Nazaire, Villeneuve-sur-Lot, Angers, Boulogne-sur-Mer ;
En 1893	9	Nice, Narbonne, Angoulême, Besançon, Rennes, Saumur, Chaumont, Boulogne-sur-Seine, Dijon ;
En 1894 (1 ^{er} juillet) .	2	Grenoble, Perpignan ;
En 1895 (1 ^{er} juillet) .	4	Le Mans, Oran, Issy-les-Moulineaux, Nevers ;
En 1896 (1 ^{er} juillet) .	10	Commeny, Romans, Valence, Chalon-sur-Saône, Clichy, Rouen, Versailles, Niort, Amiens, Limoges.
TOTAL	46	

Des tentatives de créations semblables ont été faites, sans aboutir, dans plusieurs autres villes. D'autre part, diverses Bourses qui avaient été créées n'ont pas subsisté, savoir : les Bourses de Cahors et Agen (créées en 1891), Roanne (1892), Carcassonne et le Puy (1893). La Bourse de Roanne a été fermée par une délibération du Conseil municipal de cette ville en date du 29 mai 1895. Elle comprenait à cette époque 10 syndicats groupant 6.690 syndiqués (1).

D'autre part un certain nombre de syndicats (2) qui faisaient partie de la Bourse du travail de Paris, en 1895, alors qu'elle était indépendante, n'ont pas établi leur siège social à la nouvelle Bourse municipale installée depuis cette époque. C'est une des causes de la grosse diminution du nombre des adhérents à la Bourse de Paris dans le tableau (3) ci-après (73.037 membres en moins) différence qui retentit sur les totaux du bas de la page (effectif des syndicats adhérents). Si de ces totaux on retranche respectivement les chiffres qui concernent la Bourse de Paris, ils tombent à 71.791 membres pour 1895 et 78.544 pour 1896, en légère augmentation de 6.753 membres pour la dernière année.

Les Bourses du travail ne sont pas de simples offices de placement ; elles servent aussi de siège social à des unions de syndicats ouvriers qui se proposent : d'un côté, de défendre et de faire triompher tous les intérêts qui leur sont communs ; de l'autre, d'organiser des réunions, des conférences, des publications et des bibliothèques. Quelques Bourses ont fondé des cours professionnels et des caisses de secours pour les ouvriers de passage.

Les Bourses du travail sont encouragées par les municipalités, qui ont dépensé pour les établir 3.107.638 francs et qui leur accordent annuellement 317.220 francs

(1) Cette Bourse a été réouverte depuis lors, mais postérieurement au 1^{er} juillet 1896.

(2) Dont celui des chemins de fer qui comprend un grand nombre de membres.

(3) Dans ce tableau les chiffres de 1895 concernent la Bourse indépendante et ceux de 1896 la Bourse municipale qui l'a remplacée.

de subventions ; les départements leur allouent, d'autre part, 14.900 francs chaque année.

TABLEAU GÉNÉRAL DES BOURSES DU TRAVAIL

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.	SUBVENTION ANNUELLE		NOMBRE de syndicats ADHÉRENTS		DIFFÉ- RENCES	
				municipale.	départementale.	en 1895.	en 1896.	en plus.	en moins.
Allier.....	Commentry.....	1896....	"	300	"	"	2	2	"
Alpes Maritimes..	Nice.....	1893....	9.500	7.000	500	18	13	1	"
Aude.....	Narbonne.....	1893....	"	2.500	200	7	6	"	1
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	1888....	33.000	20.000	6.500	73	73	"	"
Charente.....	Angoulême.....	1893....	1.000	1.040	1.000	7	9	2	"
Côte-d'Or.....	Cognac.....	1892....	"	700	"	15	15	"	"
Doubs.....	Dijon.....	1893....	"	1.200	"	15	15	"	"
Drôme.....	Besançon.....	1893....	"	2.250	"	20	23	3	"
	Romans.....	1896....	"	"	"	"	8	8	"
	Valence.....	1896....	"	750	"	"	9	9	"
Gard.....	Nîmes.....	1887....	27.138	3.260	500	8	6	"	2
Haute-Garonne...	Toulouse.....	1890....	15.600	10.000	"	59	56	"	3
Gironde.....	Bor- { Municip.	1890....	15.600	3.800	"	23	28	5	"
	deaux. { Indép..	1890....	"	"	"	23	24	1	"
Hérault.....	Béziers.....	1890....	4.000	3.500	1.000	25	25	"	"
	Montpellier.....	1890....	4.700	5.520	1.000	24	25	1	"
Ile-et-Vilaine...	Rennes.....	1893....	1.270	5.500	"	16	19	3	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	1891....	500	4.000	500	15	14	0	1
Isère.....	Grenoble.....	1894....	4.000	2.600	"	23	21	1	"
Loire.....	Saint-Etienne...	1889....	13.000	22.600	"	31	83	2	"
Haute-Loire.....	Le Puy.....	1893....	1.500	"	"	4	5	1	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	1893....	5.000	6.100	"	57	29	"	28
	Saint-Nazaire...	1892....	"	700	"	18	13	"	5
Lot-et-Garonne...	Villeneuve-sur-Lot.	1892....	100	"	"	5	7	2	"
	Angers.....	1892....	1.300	3.200	"	29	29	"	"
Maine-et-Loire...	Cholet.....	1891....	400	"	"	4	6	2	"
	Saumur.....	1893....	500	1.000	"	11	10	"	1
Haute-Marne.....	Chaumont.....	1891....	"	"	"	6	6	"	"
Nièvre.....	Nevers.....	1895....	600	2.000	200	"	7	7	"
Pas-de-Calais....	Boulogne-sur-Mer.	1892....	1.000	750	"	10	12	2	"
Pyrénées-Orient ^{les}	Perpignan.....	1893....	900	3.000	"	14	10	"	"
Rhône.....	Lyon.....	1891....	55.524	24.700	"	92	62	"	4
Saône-et-Loire...	Chalon-sur-Saône.	1896....	"	300	"	"	6	6	30
Sarthe.....	Le Mans.....	1895....	15.900	3.500	"	12	19	7	"
	Boulogne-sur-Seine	1893....	"	"	"	5	5	"	"
Seine.....	Clichy.....	1896....	"	"	"	"	2	2	"
	Issy-l ^{es} -Moulineaux	1895....	"	"	"	"	1	1	"
	Paris.....	1887....	2.872.872	154.100	"	72	165	93	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	1896....	"	"	"	"	21	21	"
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	1896....	"	"	"	"	11	11	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	1896....	"	1.000	"	"	10	10	"
Somme.....	Amiens.....	1896....	"	"	"	"	6	6	"
Var.....	Toulon.....	1889....	534	4.000	"	20	21	1	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	1896....	16.000	8.500	"	"	30	30	"
Alger.....	Alger.....	1892....	4.500	7.250	1.000	16	13	"	3
Oran.....	Oran.....	1895....	1.200	600	2.500	7	7	"	"
TOTAUX.....		46 bourses	3.107.638	317.220	14.900	712	946	312	78

On trouvera ci-après un tableau des Bourses du travail en activité au 1^{er} juillet 1896.

EN ACTIVITÉ EN 1896.

EFFECTIF DES SYNDICATS adhérents.		DIFFÉRENCES.		PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES BOURSES en 1895-1896.				OBSERVATIONS.
en 1895.	en 1896.	en plus.	en moins.	Demandes.	Offres.	à demeure.	en extra.	
"	770	770	"	"	"	"	"	
2.168	2.539	371	"	3.489	1.062	824	129	
176	307	131	"	1.288	837	321	500	
13.743	13.129	"	614	6.420	1.242	4.203	"	
521	600	79	"	241	118	102	"	
470	594	124	"	131	91	53	"	
1.156	1.520	64	"	"	"	"	"	
1.589	1.427	"	162	1.218	580	217	"	
"	480	480	"	"	"	"	"	
"	440	440	"	"	"	"	"	
254	195	"	59	1.038	409	423	"	
4.252	4.900	648	"	2.291	1.170	1.385	951	
1.513	2.002	489	"	5.138	2.312	2.252	"	
2.790	2.167	"	623	663	581	580	?	
1.447	1.451	4	"	871	694	690	"	
1.533	1.658	"	475	1.497	688	654	"	
1.825	3.127	1.302	"	2.500	1.295	1.060	"	
2.691	1.838	"	853	1.985	706	657	"	
3.272	3.211	"	61	1.406	693	678	"	
2.436	3.204	828	"	1.127	670	531	"	
149	153	4	"	"	"	"	"	
5.039	2.325	"	2.714	2.537	1.322	1.260	2.866	
2.146	1.673	"	473	1.127	373	349	"	
125	137	12	"	"	"	"	"	
2.568	3.000	432	"	2.162	825	458	340	
1.347	945	"	402	973	518	444	48	
316	291	"	25	549	354	243	"	
960	855	"	105	"	"	"	"	
"	510	510	"	"	"	"	"	
860	1.746	886	"	2.371	816	731	"	
515	672	157	"	304	197	174	9	
11.689	8.492	"	3.197	6.736	3.744	3.282	"	
"	255	255	"	"	"	"	"	
822	1.691	869	"	1.393	306	102	6	
286	286	"	"	670	273	90	482	
"	110	110	"	"	"	"	"	
"	160	160	"	"	"	"	"	
139.280	66.243	"	73.037	"	"	"	"	
"	1.703	1.703	"	"	"	"	"	
"	340	"	"	"	"	"	"	
"	762	762	"	"	"	"	"	
"	1.160	1.160	"	"	"	"	"	
896	940	44	"	524	244	244	"	
"	3.625	3.625	"	"	"	"	"	
1.645	1.456	"	189	2.752	1.185	1.160	688	
292	208	6	"	2.675	940	821	25	
211.071	144.781	16.705	82.989	56.108	27.247	24.518	6.044	

LE NOUVEAU RÉGIME DU TRAVAIL ET DES RETRAITES

DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA GUERRE (1)

Historique(2). — Dans un rapport adressé au Président de la République et joint au décret du 26 février 1897(3), le Ministre de la guerre rappelle que jusqu'ici les divers services de son département s'étaient plus particulièrement préoccupés de la situation des ouvriers immatriculés ou à poste fixe, c'est-à-dire des contremaitres ou des ouvriers permanents qui encadraient les contingents mobiles des ouvriers auxiliaires.

Ces auxiliaires, dont le nombre grandissait avec les exigences des armements actuels, étaient arrivés à former, en réalité, la masse du personnel ouvrier et dépassaient de beaucoup l'effectif, devenu comparativement très faible, du personnel fixe, seul admis au bénéfice de la législation sur les pensions militaires ou sur les pensions civiles, suivant les services.

Pouvait-on appliquer purement et simplement cette dernière législation à tous les auxiliaires et créer du même coup, au point de vue financier, vingt mille fonctionnaires de plus?

Était-il, d'autre part, expédient ou juste de se désintéresser de la situation faite à ces ouvriers de l'État dans leurs infirmités ou leur vieillesse? Pendant que le législateur étudiait la généralisation de retraites plus ou moins obligatoires pour l'ensemble des ouvriers, pouvait-on différer plus longtemps l'intervention spontanée de ce grand patron industriel qui s'appelle le Ministre de la guerre?

Une solution moyenne et pratique apparaissait, préparée du reste par l'expérience antérieure qu'avaient poursuivie, en des conditions comparables, sinon tout à fait semblables, les « manufactures de l'État », c'est-à-dire les manufactures de tabac et d'allumettes dépendant du Ministère des finances.

Aussi, dans une discussion parlementaire qui s'éleva au cours de l'examen du budget dans la séance du 11 décembre 1895 (*J. O.*, p. 2856), la Chambre des députés, saisie une fois de plus de la question, invita le « Gouvernement à étudier et à préparer, à l'occasion du prochain Budget, des mesures propres à établir l'égalité, au point de vue des conditions de retraite, entre les ouvriers des établissements dépendant du Ministère de la guerre et les ouvriers de l'administration des manufactures de l'État ».

M. Cavaignac, ainsi que le rappelle son successeur, M. le général Billot, dans son rapport au Président de la République, « prit à cette occasion l'engagement de préparer un système de retraites analogue à celui de ces manufactures, dans la limite des disponibilités budgétaires et dans la mesure où cette égalité pourrait être réalisée ».

Une commission, ajoute le même rapport, « instituée quelques mois auparavant pour l'examen de diverses questions ouvrières et comprenant un représentant de chacun des services compétents, vit alors élargir son mandat et fut chargée d'étudier

(1) A considérer l'importance des établissements en cause et le chiffre des ouvriers qu'ils emploient, il y a là une réforme qui ne saurait passer inaperçue. Les établissements de l'artillerie, du génie, des poudres et salpêtres, de l'intendance ne comptent, en effet, guère moins de vingt mille ouvriers auxquels s'applique le régime nouveau.

(2) Extrait de la *Revue de législation sociale et ouvrière*.

(3) On trouvera ce décret *in extenso* aux actes et documents officiels, page 408.

l'organisation des retraites en même temps que les conditions générales du travail dans les établissements de la Guerre ».

Un an après, dans la séance du 18 décembre 1896, le Ministre de la guerre annonçait l'achèvement prochain du règlement à intervenir et en indiquait les grandes lignes; le 26 février suivant, il le soumettait à la signature du Président de la République.

Ainsi que le rappelle le rapport officiel, ce décret ne règle pas seulement les retraites, mais aussi les « conditions générales du travail », savoir : le classement et le recrutement des ouvriers, les salaires, la durée du travail, les licenciements, les maladies, les accidents, les retraites des ouvriers, des veuves et des orphelins, la discipline, enfin le régime transitoire de retraite applicable aux ouvriers embauchés avant la promulgation du règlement.

LES RETRAITES OUVRIÈRES PAR L'INITIATIVE PATRONALE EN FRANCE (1).

Industrie (non compris les mines et les transports). — A. 93 établissements, occupant ensemble environ 40.000 ouvriers, ont institué des retraites fonctionnant d'après le système du livret individuel à la Caisse nationale des retraites. Les versements effectués en 1895 sont au nombre de 38.871 et représentent une somme totale de 795.132 francs.

Ces versements sont tantôt à la charge exclusive du patron, tantôt partagés entre le patron et l'ouvrier. Dans cinq établissements, les versements sont aux frais de l'ouvrier seul, mais la retraite est, à la liquidation, majorée par le patron.

B. D'après les renseignements fournis à l'Office du travail par les inspecteurs du travail, il existait en 1895 des institutions patronales de retraites dans 84 établissements occupant un total de 64.000 ouvriers. La plupart de ces caisses sont directement gérées par le patron, qui en supporte presque tous les frais; l'une d'elles groupe une dizaine d'établissements. Le petit nombre est adjoint à une société de secours mutuels, approuvée ou autorisée, spéciale à l'établissement et alimentée par des cotisations de l'ouvrier et des subventions patronales. Les retraites sont, dans ce cas, servies par la Caisse des dépôts et consignations, mais *sans que le système du livret individuel entre en jeu*.

En 1895, le nombre total des pensionnés de ces 84 caisses était de 1.780 et le montant total des pensions de 648.000 francs; ce qui fait une pension moyenne de 364 francs par tête.

C. L'Office du travail possède, en outre, les statuts de 20 caisses industrielles (caisses patronales ou sociétés de secours mutuels de fabriques) non comprises dans les deux catégories précédentes. Les 20 établissements possédant ces caisses occupaient, en 1892, un total de 8.700 ouvriers.

D. Nous ne citons les caisses des syndicats ouvriers que pour mémoire, car, pas

(1) D'après une récente enquête de l'Office du travail, dont les résultats détaillés feront l'objet d'une prochaine publication. Nous ne donnons ici qu'un résumé très sommaire, destiné seulement à fournir un aperçu d'ensemble sur l'étendue et l'importance des retraites industrielles dues à l'initiative privée.

plus que les sociétés de secours mutuels indépendantes des patrons, elles ne doivent entrer ici en ligne de compte.

Si l'on totalise les chiffres indiqués en A, B et C, on trouve que le nombre des institutions de retraites dues à l'initiative patronale s'élève à 197 et embrasse environ 112.000 ouvriers. D'autre part, le nombre des établissements soumis à l'inspection du travail est, au minimum, de 270.000, et celui des ouvriers correspondants, de 3.000.000 environ (mines et transports non compris). Il s'ensuit que la proportion des établissements possédant des institutions de retraites serait, au plus, de 0,7 p. 1000 du chiffre des établissements, et celle des ouvriers participant à ces institutions, de 4 p. 0/0 environ de la population ouvrière totale que nous considérons.

Les retraites industrielles n'ont d'ailleurs été instituées que dans des établissements de réelle importance. C'est ce que montre avec évidence la répartition des 104 établissements signalés ci-dessus (en B et en C) d'après le nombre des ouvriers :

NOMBRE D'OUVRIERS.	ÉTABLISSEMENTS possédant un service de retraites autonome.	NOMBRE TOTAL des établissements inspectés.	PROPORTION p. 0/0.
	(Rubriques B et C.)	—	—
De 1 à 20 ouvriers.....	0	250.000	0,0
De 21 à 50 ouvriers.....	3	11.071	0,0
De 51 à 100 ouvriers.....	8	4.392	0,2
De 100 à 200 ouvriers.....	20	2.067	1,0
De 201 à 500 ouvriers.....	27	1.114	2,4
De plus de 500 ouvriers.....	46	332	13,9

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ (1).

Approbation des statuts. Demandes nouvelles. — Le Bulletin de septembre 1896 a fait connaître que 22 sociétés d'habitations à bon marché, dont il a publié la liste, avaient demandé l'approbation ministérielle pour leurs statuts, conformément à l'article 9 du règlement du 21 septembre 1895.

Ces sociétés se classent ainsi :

Sociétés antérieures au 30 novembre 1894.....	10
Sociétés postérieures au 30 novembre 1894.....	12

Depuis le mois de juillet 1896, ce nombre s'est accru de 11, ce qui le porte à 33, savoir :

Sociétés antérieures au 30 novembre 1894.....	14
Sociétés postérieures au 30 novembre 1894.....	19

Sur les 19 sociétés qui sont nées après la loi de 1894, on en compte 4 fondées en 1895, 7 en 1896, et 8 fondées ou en voie de fondation pendant les trois pre-

(1) Extrait d'un rapport, présenté au Conseil supérieur des habitations à bon marché, par M. Cheyson, inspecteur général des ponts et chaussées, membre du Comité. Ce rapport est reproduit in extenso dans le Bulletin de la Société française des habitations à bon marché, n° 1, 1897.

miers mois de 1897. Ces chiffres accusent nettement la progression du mouvement et contrastent avec sa lenteur au début, puisque 5 sociétés seulement remontent au delà de 1889 (1).

Les 11 sociétés qui ont demandé l'approbation depuis l'année dernière sont les suivantes :

DESIGNATION des SOCIÉTÉS.	DATE de la FONDATION.	FORME des SOCIÉTÉS.	SIÈGE SOCIAL.	CAPITAL SOCIAL.	DATE de L'APPROBATION.
				francs.	
Société rouennaise de maisons à bon marché.	28 juin 1887....	Anonyme...	Rouen.....	130.000	"
Société des habitations salubres et à bon mar- ché de Marseille....	23 mai 1889....	Idem.....	Marseille....	250.000	17 février 1897.
Société des habitations salubres et à bon mar- ché d'Armentières....	16 novembre 1893.	Idem.....	Armentières..	3.400	"
La Troyenne.....	6 décembre 1896.	Coopérative..	Troyes.....	25.000	4 février 1897.
La Ruche de Toulon....	1897.....	Idem.....	Périgueux....	5.000	22 février 1897.
Société Caladoise des ha- bitations à bon marché.	En voie de formation.	Anonyme...	Villefranche (Rhône).	50.000	"
Société immobilière du Vallon de Glay.....	Idem.....	Coopérative..	Glay.....	40.000	"
Société de construction de maisons de Barentin..	Idem.....	Idem.....	Barentin.....	30.000	"
Société anonyme d'habi- tations à bon marché de l'arrondissement de Fontainebleau.....	Idem.....	Anonyme...	Fontainebleau.	14.000	"
La Renaissance, société Seine-et-Oisienne de maisons économiques.	Idem.....	Idem.....	Rueil.....	200.000	"
Société amiénoise des habitations à bon mar- ché.....	Idem.....	Coopérative..	Amiens.....	100.000	"

Forme des sociétés. — Sur les 33 sociétés approuvées ou en instance d'approbation à ce jour, il en est 25 d'anonymes et 8 de coopératives.

La forme anonyme était autrefois la seule connue par les sociétés d'habitations à bon marché. En vain signalait-on aux ouvriers français le grand exemple que leur donnaient leurs camarades d'Angleterre et d'Amérique qui avaient su fonder des *building societies* prospères (2) et conquérir, par leurs propres efforts, la propriété de leurs maisons.

Jusqu'à la loi de 1894, ces exhortations étaient restées presque absolument infructueuses. Depuis lors, au contraire, cette forme prend faveur. C'est ainsi que sur les 8 sociétés en formation pour les trois premiers mois de 1897, il en est 5 de coopératives.

Observations sur les statuts. — Les statuts dont l'approbation était demandée ont été, conformément aux termes de l'article 9 du règlement de 1895, soumis à l'examen du Comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

(1) Il ne s'agit ici que de sociétés ayant demandé l'approbation de leurs statuts. Il existe, en dehors d'elles, quelques sociétés, et des plus importantes, comme la Société philanthropique de Paris, la Société des logements économiques de Lyon, etc.

(2) Associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel. Sur ces sociétés, voir *Bulletin* d'avril 1897, janvier 1895, août et décembre 1894 et le présent *Bulletin*, page 407.

Les observations de ce comité, au sujet des clauses impératives ont le plus souvent porté sur les points suivants :

Les statuts omettaient de dire que les opérations relatives aux habitations à bon marché constituaient l'objet exclusif de la société; que les modifications de statuts et les comptes rendus annuels seraient soumis au Ministre du commerce et de l'industrie.

Plusieurs sociétés avaient stipulé que la limitation de l'intérêt de 4 p. o/o s'appliquait au capital *souscrit*, tandis qu'elle doit s'entendre du capital *versé*; d'autres, que cet intérêt serait prélevé avant la réserve légale qui est prescrite par loi du 24 juin 1867 (art. 36) et qui serait exposée à devenir hypothétique, sinon illusoire, si elle ne primait pas le prélèvement du dividende.

Un certain nombre de sociétés ont maintenu dans leurs statuts, même postérieurement à la loi du 31 mars 1896, la clause que le règlement du 21 septembre 1895 imposait, avant cette loi, pour l'attribution de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution. Elles n'ont plus désormais à subir cette clause et peuvent, à leur gré, régler leur liquidation dans les termes du droit commun.

Les Comités d'habitations à bon marché (1). — Le *Bulletin* de septembre 1896 a également fait connaître que les Comités d'habitations à bon marché dont la création avait été décidée étaient au nombre de 38, répartis entre 24 départements.

Ce nombre s'est accru par l'institution de 13 comités nouveaux dans 7 départements dont suit l'énumération :

Ardèche.....	1 comité de 12 membres.
Isère.....	1 comité de 12 membres.
Loire.....	1 comité de 9 membres.
Lot.....	1 comité de 9 membres.
Nord.....	7 comités de 12 membres.
Pyrénées-Orientales.....	1 comité de 9 membres.
Vosges.....	1 comité de 12 membres.

Il existe donc présentement dans 31 départements un total de 51 comités.

En exécution de l'article 14 de la loi du 30 novembre 1894, les comités locaux doivent adresser chaque année au Conseil supérieur un rapport détaillé de leurs travaux.

Cette obligation n'a été remplie, pour l'exercice écoulé (1896) que par 20 d'entre eux. Ce chiffre est sans doute insuffisant; mais il convient de remarquer que beaucoup de comités sont de formation récente et que c'est à peine s'ils ont eu le temps de s'organiser.

La plupart des comités ne se rendent pas encore bien compte du rôle qu'ils ont à remplir. L'un d'eux, par exemple, constate qu'il n'existe dans l'arrondissement aucune habitation à bon marché établie conformément à la loi du 30 novembre 1894; que, d'ailleurs, il n'a reçu aucune subvention et ne possède absolument aucune ressource. Il en conclut que sa tâche est terminée pour le moment.

Or, ce n'est pas la statistique des résultats obtenus qu'il s'agit de dresser, mais tout au contraire le tableau des efforts à accomplir. On demande à l'enquête de faire connaître l'étendue du mal. Les remèdes viendront de l'initiative des citoyens qui se dévoueront à le combattre.

(1) D'après un rapport présenté au Conseil supérieur des habitations à bon marché, par M. Challamel, avocat à la Cour d'appel, membre du Comité.

Les rapports fournis montrent que plusieurs comités cherchent, au moyen d'enquêtes préalables, à se rendre compte de l'état exact de l'habitation dans leurs circonscriptions. Un grand nombre d'entre eux signale malheureusement l'inutilité de nouvelles constructions dans les campagnes, à raison de leur dépopulation, qui laisse un grand nombre d'habitations vacantes. Un comité pense que l'amélioration par les particuliers de ces immeubles vacants devrait être encouragée de façon efficace.

Un autre comité (Gironde) se propose de faire une enquête sur les logements insalubres qu'il serait possible de prendre à bail pour les transformer et les sous-louer dans des conditions convenables.

EXÉCUTION, PENDANT L'ANNÉE 1895,
DE LA LOI DU 15 JUILLET 1893
SUR L'ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE.

La loi du 15 juillet 1893 a rendu obligatoire en France l'assistance aux malades pauvres.

Cette loi a commencé à être appliquée en 1895.

Le premier des rapports annuels prévus par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1895 vient de paraître (1), et on peut résumer comme il suit les renseignements très détaillés qu'il fournit sur l'application de la loi.

1. — ÉTENDUE D'APPLICATION DE LA LOI.

Il paraît important de séparer d'abord la population qui a profité de l'assistance obligatoire, soit dans un service départemental, soit sous le régime de l'article 35, d'avec celle dont des malades pauvres ou n'ont encore reçu aucun secours d'un service public de médecine gratuite, ou n'ont pas eu plus de garantie d'être secourus en 1895 qu'en 1893. dernière année de fonctionnement des anciens services.

En 1895, les nouveaux services de l'assistance médicale ont fonctionné complètement dans 47 départements, partiellement dans 16 (2). Il reste 24 départements où ils n'ont pas fonctionné (3).

Les totaux du tableau ci-après montrent que sur 35.201.597 habitants (population de la France, moins le département de la Seine), 20.473.117 habitants forment la population des communes dans lesquelles la réalité du fonctionnement d'un service départemental ressort de la confection régulière des listes d'assistance.

(1) *Rapport au Ministre de l'intérieur concernant l'exécution, pendant l'année 1895, de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.* (1 vol. in-4° de 351 pages; Paris, 1897.)

(2) Sur les 63 départements dans lesquels le service a fonctionné plus ou moins complètement en 1895, il en est 5, la Meuse, la Mayenne, la Loire-Inférieure, les Hautes-Alpes et l'Allier, où le fonctionnement a commencé postérieurement au 1^{er} janvier.

(3) Ain, Alpes-Maritimes, Aube, Aveyron, Calvados, Cantal, Corse, Dordogne, Drôme, Eure-et-Loir, Gard, Hérault, Isère, Landes, Loire, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Morbihan, Orne, Hautes-Pyrénées, Rhône, Saône-et-Loire, Haute-Savoie, Seine. Parmi ces départements il en est 20 où le service a fonctionné plus ou moins complètement en 1896.

Les 4 autres sont : l'Aveyron et le Rhône où le fonctionnement est assuré plus ou moins pour 1897 ; le Morbihan et la Seine

Le reste de la population des 86 départements, soit 14,728.480 habitants, se subdivise comme suit :

5.081.929 habitants forment la population des 666 communes qui, étant en instance pour avoir une organisation spéciale, conformément à l'article 35 de la loi, n'ont pas, en attendant la décision ministérielle, appliqué le règlement départemental (1);

9.646.551 habitants forment la population des 9.757 communes où aucun service public d'assistance médicale ne paraît avoir fonctionné en 1895; mais ce nombre ne représente pas celui des habitants privés de tout secours médical; il faut en déduire la population des communes adhérentes au service départemental de médecine gratuite dans 10 départements où cet ancien service a continué de fonctionner en 1895 (2).

Cette population est de 2.626.543 habitants (chiffres de 1893).

La population au profit de laquelle n'a existé, en 1895, ni un service départemental de médecine des pauvres, ni un service communal attesté par une demande d'application de l'article 35, a donc été de 7.020.008 habitants (3).

Les renseignements qui précèdent sont réunis et détaillés dans le tableau ci-après :

Étendue d'application en 1895, de la loi sur l'assistance médicale.

Nombre de départements couverts par cette application.....		63
Population totale des 86 départements français, moins le département de la Seine, au recensement de 1891.....		35.201.597
Nombre de communes	non rattachées au service départemental.....	n'ayant pas demandé l'application de l'article 35..... 9.757
	rattachés au service départemental.....	ayant demandé l'application de l'article 35..... 666
	25.646	
Population des communes.....	non rattachées au service départemental.....	14.728.480
	rattachées au service départemental.....	20.473.117
Nombre des personnes privées de ressources.....	inscrites sur les listes d'assistance.....	1.289.864
	admises d'urgence en vertu de l'article 19....	7.091
	admises par le préfet en vertu de l'article 23.	1.239
ENSEMBLE.....		1.298.194
A déduire pour doubles emplois constatés.....		2.804
NOMBRE NET des bénéficiaires de la loi du 15 juillet 1893.		1.295.390

2. — DÉLIVRANCE DES SECOURS. — TRAITEMENT À DOMICILE.

Le nouveau service comprend des secours médicaux à domicile et des traitements à l'hôpital, avec prédominance marquée du premier mode d'assistance, conformé-

(1) Ces 666 communes ont fourni 649 demandes, les 18 communes de l'association syndicale de Verviers ne donnent ensemble qu'une demande.

(2) Alpes-Maritimes, Aveyron, Corse, Drôme, Hérault, Isère, Landes, Loire, Maine-et-Loire, Saône-et-Loire.

(3) Dont 1.020.453 habitants appartenant à des départements dans l'ensemble desquels le nouveau service a fonctionné en 1895 et 5.999.555 appartenant à des départements où le service n'a pas fonctionné. Cette dernière fraction de la population non desservie semble devoir fournir quelques nouvelles demandes d'organisation spéciale. L'une et l'autre fraction comprennent un certain nombre de communes qui possèdent des hôpitaux et même, dit-on, des services locaux de secours à domicile; mais il est impossible d'apprécier la valeur de ces organisations isolées dont le fonctionnement a échappé au contrôle administratif.

ment au vu de la loi de 1893 et aux principes d'assistance les plus communément admis.

Le nombre des malades soignés à domicile par les services départementaux d'assistance médicale a été en 1895 de 346.879, sans compter ceux qui ont été secourus dans quatre nouveaux services où il n'en a pas été pris note (1), ni ceux qui l'ont été dans les dix anciens services départementaux facultatifs qui ont continué de fonctionner en 1895. Ce nombre seul représente 107.569 assistés de plus qu'il n'y en avait eu en 1893 dans l'ensemble des services de médecine gratuite. De 1887 à 1893 l'augmentation avait été de 4.687 seulement.

Les soins médicaux et pharmaceutiques à domicile ont coûté 9 fr. 86 en moyenne, par malade, soit 2 fr. 96 de plus qu'ils n'avaient coûté avec la médecine gratuite (2). Par contre ce chiffre est très au-dessous de celui qui résulte du fonctionnement des sociétés de secours mutuels, soit 21 fr. 33 par malade sur l'ensemble des sociétés approuvées et 17 fr. 11 pour les sociétés autorisées (3).

Le fonctionnement des services départementaux de traitement à domicile est résumé dans le tableau ci-après :

Fonctionnement de l'assistance à domicile dans les organisations départementales.

Nombre de départements où le service du traitement à domicile a fonctionné.....	63						
Nombre des assistés soignés à domicile (malades et femmes en couches).....	346,879						
Dépenses obligatoires de l'assistance à domicile.	<table> <tr> <td>Honoraires des médecins et chirurgiens.....</td><td>1,730,680^f 54^c</td></tr> <tr> <td>Honoraires des sages-femmes.....</td><td>163,620 21</td></tr> <tr> <td>Frais de médicaments et appareils.....</td><td>1,528,520 85</td></tr> </table>	Honoraires des médecins et chirurgiens.....	1,730,680 ^f 54 ^c	Honoraires des sages-femmes.....	163,620 21	Frais de médicaments et appareils.....	1,528,520 85
Honoraires des médecins et chirurgiens.....	1,730,680 ^f 54 ^c						
Honoraires des sages-femmes.....	163,620 21						
Frais de médicaments et appareils.....	1,528,520 85						
TOTAL des dépenses se rapportant exclusivement à l'assistance à domicile.....	3,422,821 60						
Coût moyen du traitement à domicile par malade.....	9 86						
Autres frais d'assistance médicale se rapportant principalement à l'assistance à domicile.....	207,170 14						

3. — TRAITEMENT À L'HÔPITAL. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE. —
APPLICATION DE LA LOI DU 7 AOÛT 1851.

Le tableau ci-après fournit des renseignements relatifs à l'assistance hospitalière et permet de comparer son fonctionnement à celui du traitement à domicile, ainsi qu'à celui de l'ancien service d'assistance médicale institué par la loi du 7 août 1851.

Il ne faut pas oublier que l'article 1^{er} de cette loi a été expressément maintenu par l'article 24 de la loi de 1893, et qu'en conséquence l'hospitalisation des malades pauvres payée sur les fonds de l'assistance médicale ne vient qu'en complément de celle payée sur les ressources propres des hôpitaux.

On voit que la première année de fonctionnement de la loi de 1893 a permis de

(1) Meuse, Basses-Pyrénées, Deux-Sèvres et Seine-et-Oise.

(2) 6 fr. 90 en 1887. (Publication du Conseil supérieur, fascicule 9, p. 91.)

(3) Rapport au Ministre de l'intérieur sur les opérations des sociétés de secours mutuels en 1894 (in-4°, impr. administr., 1896, p. 200).

secourir au total 359.874 malades, soit 1 p. 56 habitants de la population couverte par le nouveau service, avec 12.995 malades soignés à l'hôpital aux frais des communes, soit 3.7 p. 0/0 du nombre total des malades assistés.

On a vu plus haut que pour l'assistance à domicile le nombre des secourus à domicile est supérieur de 107.569 à celui fourni, pour la même population, par les derniers comptes de la médecine gratuite. Pour l'assistance hospitalière les malades qui pouvaient être soignés en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1851 ont évidemment continué de l'être sous le même régime, car il n'est pas admissible que les communes aient payé pour des malades qu'elles pouvaient faire hospitaliser gratuitement. Leurs 12.995 malades payants doivent donc être ajoutés aux 107.569 nouveaux secourus à domicile pour former le total de 120.564 personnes qui ont obtenu des secours médicaux comme conséquence de l'obligation légale et qui ne les auraient pas reçus précédemment.

Le tableau qui suit montre que, le département de la Seine mis à part, le chiffre des secourus dans les seuls services hospitaliers, en vertu de ladite loi de 1851, a été en 1887 de 297.659 et de 352.343 en 1893. Les secours donnés en vertu de ladite loi se mesurant non d'après les besoins (puisque des lits étaient vacants alors qu'il restait des malades à secourir) mais d'après les ressources des établissements hospitaliers, les chiffres ci-dessus ne doivent pas, dans leur ensemble, avoir subi d'importantes modifications de 1893 à 1895. On voit à quel point il importe que, ainsi que l'a expressément ordonné la loi de 1893, les obligations imposées aux hôpitaux par la loi de 1851 subsistent et soient maintenues dans leur rigueur. Si elles étaient abandonnées ou si un relâchement se produisait dans leur exécution, tout ou partie de ces 352.000 malades risqueraient de tomber à la charge du nouveau service, ce qui apporterait dans l'économie financière de la loi de 1893 des perturbations désastreuses sans procurer aucun bienfait nouveau.

*Fonctionnement de l'assistance hospitalière dans les organisations départementales.
Récapitulation. Fonctionnement de la loi de 1851.*

Nombre de départements où l'assistance hospitalière a fonctionné :	
conformément à la loi de 1893 et à celle de 1851.....	61
conformément à la loi de 1851 seule.....	25
Nombre des assistés (malades et femmes en couches) soignés dans les hôpitaux de rattachement.....	12.995
Sur 100 malades secourus en vertu de la loi de 1893 combien ont été soignés à l'hôpital.....	3,7
Frais de transport à l'hôpital pour l'application de la loi de 1893.....	3.900 ^f 50 ^c
Dépenses d'hospitalisation (montant des journées de malades payées aux hôpitaux de rattachement).....	993.773 67
TOTAL des dépenses du traitement hospitalier.....	997.674 17
Coût moyen du traitement hospitalier (transport compris).....	76 ^f 77 ^c
NOMBRE TOTAL de malades soignés en vertu de la loi de 1893, soit à domicile, soit dans les hôpitaux.....	359.874
Proportion des secourus à la population (1 malade soigné pour combien d'habitants).....	56
Nombre de malades soignés en vertu de la loi du 7 août 1851, d'après les dernières statistiques du ministère du commerce:	
Admis..... { en 1887.....	297.659
en 1893.....	352.343

4. — MONTANT ET IMPUTATION DES DÉPENSES.

Le nouveau service a occasionné en 1895 une dépense totale de 4.627.665 francs pour une population participante de 20.473.117 habitants, soit 0 fr. 225 par tête. Ces dépenses se décomposent comme il suit :

Assistance à domicile.....	3.422.821 ^f
Assistance hospitalière.....	997.674
Autres dépenses.....	207.170
TOTAL PAREIL.....	4.627.665

Elles ont été couvertes par les ressources suivantes :

Fondations au profit du service de l'assistance médicale et ressources propres des bureaux d'assistance (leur part du droit des pauvres, des concessions funéraires, etc.).....	218,901 ^f 00 ^c
Contributions des bureaux de bienfaisance ...	901,764 20
Contribution des hospices et hôpitaux aux dépenses du traitement des malades à domicile ou dans d'autres hôpitaux.....	13,215 80

TOTAL des fondations et ressources particulières.....	1.133.881 00	1.133.881^f 00^c
--	---------------------	---

Ressources ordinaires des budgets municipaux et départementaux.....	2.062.814 00
Impositions spéciales nouvelles, y compris la contribution attendue de l'État.....	1.430.970 00

TOTAL des ressources d'origine budgétaire.	3.493.784 00	3.493.784 00
---	---------------------	---------------------

TOTAL pareil aux dépenses.....	4.627.665 00
---------------------------------------	---------------------

Les 3.493.784 francs de ressources d'origine budgétaire se répartissent de la façon suivante entre les communes, les départements et l'État :

		r. o/o.
Contribution des communes.....	2.030.558 ^f 50	58
Contributions obligatoires des départements		
(art. 28).....	888.445 ^f 60 ^c	
Subvention facultative des départements		
(art. 28).....	251.608 90	
TOTAL de la contribution des départements.....	1.140.054 50	33
Complément de dépense du département de l'Oise (1).....	12.258 00	#
Subvention attendue de l'État.....	310.913 00	9
TOTAL des ressources d'origine budgétaire.....	3.493.784 00	100

5. — LES SERVICES COMMUNAUX AUTONOMES.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, 666 communes, ayant une population de 5.081.929 habitants, ont manifesté l'intention d'avoir un service autonome d'assis-

(1) Il s'agit d'un complément de dépense dont la ventilation n'a pas été correctement faite dans la statistique fournie par ce département.

tance médicale gratuite conformément à l'article 35 de la loi. Sur ce nombre, 520 communes, avec 4.300.851 habitants, ont fourni une statistique sommaire du fonctionnement de leurs services en 1895. Elles accusent 254.997 malades soignés, soit 1 pour 168 habitants, avec 193.797 assistés à domicile et 61.200 hospitalisés, soit respectivement 76 p. o/o et 24 p. o/o du nombre total des malades soignés. Mais ces chiffres comprennent, selon les communes, tantôt les seuls bénéficiaires de la loi de 1893, tantôt, indivisément avec ces derniers, les bénéficiaires de la loi de 1851.

On ne peut donc comparer ces chiffres à ceux que nous avons donnés précédemment pour l'assistance départementale.

Le seul rapprochement qui donne lieu à une remarque précise est celui de la dépense ordinaire d'assistance (5.206.525 fr.) comparé au total de la population couverte (4.300.851 habitants) et qui ressort à 1 fr. 21 par tête, contre 0 fr. 225 que nous avons trouvé précédemment pour l'assistance départementale.

La dépense totale des services communaux autonomes, dans les 520 communes dont il a été parlé, a été de 5,626.873 fr. 51 qui se décomposent comme il suit :

Assistance à domicile (honoraires de médecins et sages-femmes, médicaments et appareils).....	1.495.364 ^f 67 ^c
Dépenses d'hospitalisation.....	3.711.160 33
TOTAL de la dépense ordinaire.....	5.206.525 00
Autres dépenses d'assistance	{ détaillées..... 365.254 ^f 25 ^c
	{ non détaillées... 55.094 26
TOTAL des dépenses diverses.....	420.348 51
TOTAL GÉNÉRAL de la dépense.....	5.626.873 51

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en mai. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois de mai 58 déclarations de grèves. Les industries les plus éprouvées ont été celles du bâtiment (22 grèves), du travail du bois (14 grèves), du cuir (6 grèves), des métaux (5 grèves). 55 grèves ont eu pour motif initial des questions de salaires ou de durée du travail; 3 ont eu lieu par solidarité avec des ouvriers renvoyés pour avoir chômé le 1^{er} mai. Des renvois ont été prononcés, pour le même motif, par les syndicats patronaux : à Berlin, 100 ouvriers de l'industrie des métaux et 68 du travail du bois; à Magdebourg, 140 maçons et à Stettin, 200; à Leipzig, 191 ouvriers de l'industrie des métaux et à Harbourg, 65. A Breslau, le 19 mai, à la suite d'une grève des ouvriers menuisiers-ébénistes dans quelques ateliers, l'union des fabricants de meubles et menuisiers de la région décida la fermeture de 27 fabriques et de 69 ateliers; 1.000 ouvriers sont sans travail. A Brême, la grève des ouvriers et ouvrières des filatures et tissages de jute, qui paraissait terminée, ayant pris une

nouvelle extension, les patrons, le 24 mai, prononcent le lock-out; 1.400 ouvriers sont sans travail. A Erfurt, les charpentiers, déjà en grève, ayant fait appel aux maçons, les entrepreneurs du bâtiment ferment leurs chantiers. Par suite de la prolongation de la grève des menuisiers-ébénistes de Stettin, commencée le 17 avril, 400 ouvriers avaient quitté la région dans le courant de mai.

Sur 21 grèves, dont on a appris la fin en mai, 5 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 10 par une entente, 4 par un échec, 2 par un arbitrage.

AUTRICHE.

Modification au Code industriel. — Le code industriel autrichien, tel qu'il résulte du code de 1859, modifié par les lois de 1883 et de 1885 (1), vient de recevoir une nouvelle modification, par une loi du 23 février 1897 (2), en ce qui concerne l'apprentissage et les corporations (3).

Les nouvelles mesures de la première catégorie ont pour but de développer et de perfectionner l'éducation technique de l'apprenti, sous la surveillance de l'autorité industrielle.

Parmi les dispositions qui ont trait aux corporations, citons celle qui leur donnent le droit de se créer des ressources en levant des taxes sur l'inscription de leurs membres et sur celle des apprentis. Lorsque les corporations d'un district sont fédérées, le bureau de cette fédération forme auprès de l'autorité politique du district un *Conseil du travail* (*Gewerbliche Beirath*) dont la compétence est réglée par voie d'ordonnance.

BELGIQUE.

Revue du travail en mai (4). — L'état général du marché du travail a été très favorable : la *métallurgie*, les *charbonnages*, la grande et la petite *construction mécanique*, toutes les industries du *bâtiment* et du *vêtement* signalent une activité notablement supérieure à la normale. Dans l'industrie textile, la *filature de la laine* et du *coton* marchent bien, mais le *tissage de la laine* est faible dans la région de Verviers, et le *tissage du coton*, dans l'agglomération gantoise, n'est pas sorti de la crise où il végète depuis plusieurs mois. L'industrie du *lin* travaille normalement. La fermeture prochaine des frontières des États-Unis menace la *verrière* d'une crise terrible, dont les approches sont ressenties d'ores et déjà. Un établissement occupant 600 ouvriers vient de fermer ses portes en cessant ses paiements.

Grèves. — 12 grèves nouvelles pendant le mois de mai avec 2.600 chômeurs environ; 2 conflits seulement ont affecté plus d'un établissement. Les professions les plus éprouvées ont été la construction mécanique (2 grèves, 1.600 grévistes)

(1) Sur cette législation voir le volume de l'Office du travail : *Hygiène et sécurité des travailleurs*.

(2) *Reichsgesetzblatt* du 11 mars 1897.

(3) Ces modifications sont reproduites in-extenso dans la *Revue du travail*, d'avril 1897, publiée par l'Office du travail belge.

(4) Renseignements dus à l'obligeance de l'Office du travail (Belge).

et l'industrie charbonnière (2 grèves, 440 grévistes). Sur 8 conflits terminés, 6 échecs, 1 succès, 1 transaction.

Fin de la grève des ouvriers réparateurs de navires à Anvers (1). —

La grève des ouvriers réparateurs de navires semble terminée. Les ouvriers ont fini par accepter les concessions consenties par les patrons, concessions qu'ils avaient rejetées d'abord et qui étaient les suivantes :

10 heures de travail, la semaine de 6 jours, double salaire pour les heures supplémentaires à partir de 8 heures du soir, augmentation de 50 p. 100 de 6 à 8 heures du soir, salaire double les jours de fêtes légales.

Les travaux des Conseils de prud'hommes en 1896. — L'Office du travail vient d'achever le relevé annuel des travaux des Conseils de prud'hommes de Belgique pour 1896.

Le nombre total des contestations déferées en 1896 à la juridiction des 27 conseils actuellement organisés s'est élevé à 7.624. Pour l'année 1895, ce chiffre avait été de 7.153; l'augmentation est donc de 471 affaires, soit 6 p. 0/0.

Au point de vue des suites données à 7.573 affaires terminées en 1896 : 5.757 ont été conciliées, soit 76 p. 0/0; 1.118 ont été laissées sans suite par les parties, soit 15 p. 0/0; 698 ont été jugées; soit 9 p. 0/0.

Les conseils dont le mouvement d'affaires a été le plus considérable sont ceux de La Louvière (984 affaires); Bruxelles (965); Charleroi (825); Ixelles (706); Molenbeck-Saint-Jean (571).

Loi instituant des délégués à l'inspection des mines. — La loi dont le texte suit a été promulguée le 11 avril 1897 :

ART. 1^{er}. Tous les trois ans, les sections des conseils de l'industrie et du travail qui représentent l'industrie des charbonnages proposent au Ministre de l'industrie et du travail, conformément aux règles tracées ci-après, des candidats aux emplois de délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille.

ART. 2. Le nombre, l'étendue et les limites des circonscriptions dans lesquelles les délégués à l'inspection des mines exercent leurs fonctions sont arrêtés tous les trois ans par le Roi.

Il y aura au moins trente-cinq et au plus quarante-cinq circonscriptions.

ART. 3. Deux candidats au moins sont proposés pour chaque emploi de délégué à l'inspection des mines.

Le cas échéant, la section compétente du conseil de l'industrie et du travail présente autant de listes de candidats qu'il y a de circonscriptions dans son ressort.

Si la circonscription s'étend sur les ressorts de plus d'un conseil, les sections compétentes sont réunies en assemblée plénière à l'effet de désigner les candidats.

ART. 4. Les sections compétentes sont convoquées en séance spéciale par le Ministre de l'industrie et du travail, aux fins de procéder à la présentation des candidats.

L'ordre du jour de la séance ne peut porter aucun autre objet.

ART. 5. La présentation de chaque candidat se fait séparément au scrutin secret. Elle n'est valable que pour autant que la moitié au moins des membres de la section ou des sections réunies prennent part au vote et que le candidat réunisse la majorité absolue des suffrages.

Les membres empêchés de se rendre au scrutin peuvent se faire remplacer par un des membres suppléants de leur section et catégorie respectives.

(1) D'après un rapport du Consul général de France à Anvers.

Par dérogation à l'article 12 de la loi du 16 août 1887, tous les membres effectifs présents et les suppléants remplaçant les membres effectifs empêchés ont le droit de participer au vote.

ART. 6. Pour être valablement proposé à un emploi de délégué à l'inspection des mines, il faut :

- 1° Être Belge;
- 2° Être âgé de 30 ans accomplis;
- 3° Exercer effectivement, depuis dix ans au moins, à titre d'ouvrier ou de surveillant, soit dans la circonscription, soit dans les circonscriptions limitrophes, une ou plusieurs des branches du travail souterrain de la mine qui exigent un apprentissage, à l'exclusion de tout travail de manœuvre ou d'auxiliaire;
- 4° Savoir lire et écrire et connaître les quatre règles de l'arithmétique;
- 5° Posséder des notions élémentaires relativement à la lecture de plans d'une exploitation dans une même allure de couche en plateau ou en dressant;
- 6° Ne se trouver dans aucun des cas d'indignité prévus par les articles 8 et 41 de la loi organique des conseils de prud'hommes;
- 7° N'avoir, depuis cinq ans, encouru aucune condamnation pour infractions aux règlements de police sur les mines.

L'âge d'éligibilité peut être réduit à 25 ans et la durée de l'exercice du métier réduite à cinq ans, pour les ouvriers ou surveillants porteurs d'un diplôme de capacité délivré par une école industrielle, agréée à cette fin, dans des conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 7. Le Ministre nomme à l'emploi de délégué à l'inspection l'un des candidats présentés.

A défaut de deux présentations valables, le Ministre peut nommer le délégué de la circonscription parmi les ouvriers réunissant les conditions énumérées à l'article précédent.

ART. 8. Les délégués à l'inspection des mines sont nommés pour trois ans.

Le délégué dont les fonctions n'ont pas été renouvelées ne peut être valablement présenté à nouveau comme candidat que s'il a repris le métier de mineur et l'exerce effectivement depuis un an au moins au moment de la nouvelle présentation.

ART. 9. En cas de décès, démission ou révocation d'un délégué à l'inspection des mines, de nouvelles propositions peuvent être demandées au collège compétent, en vue de remplacer le délégué décédé, démissionnaire ou révoqué, pour la durée restant à courir du terme de sa charge.

Le Ministre peut aussi confier *ad interim* la fonction vacante à un ou plusieurs délégués de circonscriptions limitrophes. La même faculté appartient au Ministre lorsqu'un délégué est momentanément empêché de remplir ses fonctions pour cause de maladie ou tout autre motif.

ART. 10. Les délégués à l'inspection des mines ont pour mission :

- 1° D'examiner, au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains des mines;
- 2° De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés;
- 3° De signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller.

Dans cette mission, ils se conformeront aux instructions que, le cas échéant, leur donneraient les ingénieurs des mines.

ART. 11. Chaque délégué fait au moins dix-huit visites par mois dans les travaux souterrains de sa circonscription.

A sa sortie des travaux, il consigne dans un registre spécial fourni par l'administration des mines et tenu au siège de l'exploitation, à la disposition de la direction et des ouvriers :

- 1° La date de la visite;
- 2° Les heures auxquelles la visite a commencé et fini;
- 3° L'itinéraire suivi;
- 4° Les faits essentiels observés.

Le directeur de l'exploitation a le droit de consigner ses observations dans le même registre, en regard de celles du délégué.

Le délégué adresse, sans retard, copie des observations insérées au registre à l'ingénieur qui lui a été désigné à cette fin.

ART. 12. Les délégués à l'inspection des mines peuvent exiger un guide pour leurs parcours souterrains. Ils ne peuvent refuser d'être accompagnés.

Au cours de leurs visites, les délégués ont toujours le droit d'enjoindre à leur guide de s'écarter momentanément à l'effet de permettre aux ouvriers de s'entretenir librement avec eux.

Ils peuvent, sans toutefois les déplacer et sans en lever copie, prendre connaissance des plans des couches en exploitation et des listes des ouvriers.

Ils sont tenus de se conformer aux mesures prescrites par les règlements pour assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

ART. 13. Le délégué qui est atteint d'une infirmité le rendant impropre à son service peut être relevé de ses fonctions par le Ministre.

Pourra être révoqué par le Ministre le délégué qui se rendra coupable d'un manquement grave à ses devoirs ou qui cessera de réunir les conditions prescrites à l'article 6, 6° et 7°, de la présente loi.

ART. 14. Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent être membres ni des conseils de prud'hommes, ni des conseils de l'industrie et du travail, ni des Chambres législatives, ni des conseils provinciaux ou communaux.

ART. 15. Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent faire le commerce. Cette interdiction s'étend à leur femme et à leurs parents et alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

ART. 16. Il est alloué aux délégués à l'inspection des mines, à charge de l'État, une indemnité annuelle et des frais de route à fixer par arrêté royal.

ART. 17. Les délégués à l'inspection des mines continueront, pendant la durée de leur mandat, à jouir éventuellement des avantages accordés par les caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs auxquelles se trouvaient affiliées les exploitations où ils étaient occupés en dernier lieu.

Les retenues réglementaires seront, le cas échéant, opérées sur leurs indemnités et versées, par les soins de l'État, aux caisses dont il s'agit.

ART. 18. Le Ministre pourra toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux chargés de l'étude de questions concernant la sécurité ou la salubrité.

ART. 19. Des délégués ouvriers à l'inspection des exploitations souterraines autres que les mines de houilles pourront être institués par arrêté royal.

ART. 20. Seront punis d'une amende de vingt-six à cinq cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement :

1° Quiconque, pour déterminer un membre du Conseil de l'industrie et du travail à s'abstenir de voter ou pour influencer son vote, lors de la présentation des candidats à l'inspection des mines, lui aura directement ou indirectement offert ou promis soit de l'argent, soit des secours, soit des valeurs ou avantages quelconques;

2° Quiconque aura, dans le même but, usé de voies de fait, de violences ou de menaces à l'égard d'un membre du Conseil de l'industrie et du travail, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune;

3° Les membres du Conseil de l'industrie et du travail qui auront accepté les offres ou promesses préqualifiées.

ART. 21. Sera puni des peines portées en l'article précédent quiconque aura mis obstacle à l'exercice de la mission des délégués ou des délégués spéciaux à l'inspection des mines ou autres exploitations souterraines.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants en vertu du présent article.

ART. 22. Le chapitre VII et l'article 85 du livre premier du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 23. La présente loi sera exécutoire six mois après sa promulgation.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai (1). — Tendances toujours excellentes et situation la meilleure qu'on ait enregistrée depuis 1890 à la même époque de l'année.

2,3 p. o/o de chômeurs dans 113 trades-unions groupant 460.685 membres, contre 2,5 p. o/o en avril 1897 et 3,3 p. o/o en mai 1896.

Les salaires sont en hausse.

5,20 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 412.205 mineurs, contre 4,88 en mai 1896.

354 hauts fourneaux en marche à la fin de mai 1897, avec 22.363 ouvriers, contre 351 en avril 1897 et 350 en mai 1896.

Grèves. — Cent-six nouvelles grèves en mai, avec 16.574 chômeurs, contre 97 et 8.617 (2) en avril et 135 et 41.000 en mai 1896. — 28 grèves dans les métaux, 40 dans le bâtiment, 11 dans les textiles. Sur 94 grèves terminées en mai (anciennes et nouvelles), 42 succès, 25 transactions, 27 échecs.

Rejet d'un bill sur la journée de huit heures dans les mines (3). — La Chambre des communes vient de repousser un *Bill* (3) proposant de limiter à 8 heures la journée de travail dans les mines. La majorité contre le projet a été de 40 voix, à peu près égale à celle qui avait rejeté une réglementation analogue présentée en 1892. Le nouveau projet a été défendu par les députés de la région de New-Castle et combattu par les représentants des mineurs du Durham, du Northumberland, et aussi du pays de Galles, unanimes, au nom de leurs mandants, à réclamer le droit pour les mineurs de chaque région de régler librement avec les patrons la durée du travail souterrain.

RUSSIE.

Premier recensement général de la population de l'Empire russe, exécuté le 28 janvier/9 février 1897 (4). — D'après les calculs préliminaires

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) D'après un rapport du Consul général de France à Londres.

(3) La deuxième lecture du *Bill* a été renvoyée à 6 mois.

(4) D'après une communication du Comité central de statistique du Ministère de l'intérieur (russe).

des commissions locales pour le recensement dans les districts et les villes, la population totale de l'Empire (les deux sexes réunis) s'élève aux chiffres suivants :

Dans les 50 gouvernements de la Russie d'Europe.....	94.188.750	habitants.
Dans les 10 gouvernements de la Pologne.....	9.442.590	—
Dans les 11 gouvernements et provinces du Caucase...	9.723.553	—
Dans les 8 gouvernements et provinces de la Sibérie avec l'île de Sakhaline.....	5.731.732	—
Dans les 5 provinces des Steppes.....	3.416.174	—
Dans les 3 provinces du Turkestan avec la Transcaspienne, l'arrondissement de l'Amou-Daria et le Pamir.....	4.175.101	—
Sujets russes dans le Khiva et le Boukhara.....	6.142	—
TOTAL pour l'Empire.....	126.683.312	—
Population du Grand-Duché de Finlande.....	2.527.801	—
TOTAL GÉNÉRAL.....	129.211.113	—

En ce qui concerne la population urbaine, on compte 7 villes russes ayant plus de 200.000 habitants, savoir :

Saint-Petersbourg.....	1.267.023	habitants.
Moscou.....	988.610	—
Varsovie.....	614.752	—
Odessa.....	404.651	—
Lodz.....	314.780	—
Riga.....	282.943	—
Kiew.....	248.750	—

On trouve ensuite :

12 villes avec plus de 100.000 et moins de 200.000 habitants, 35 villes avec plus de 50.000 et moins de 100.000 habitants, et 79 villes avec plus de 20.000 et moins de 50.000 habitants.

SUISSE.

Loi du 20 mai 1897 concernant l'établissement d'un bureau de conciliation. — Le grand Conseil du canton de Bâle-Ville, en vue de prévenir autant que possible les interruptions de travail, a voté la loi suivante :

ART. 1^{er}. Quand, entre des patrons et des ouvriers d'un établissement ou de professions entières, des différends ont éclaté qui pourraient amener une cessation de travail, ou lorsqu'une cessation de travail a déjà eu lieu, on doit offrir aux parties l'opportunité d'aplanir ces différends par la voie de conciliation.

ART. 2. A cet effet, lorsque se produiront des différends ou des cessations de travail, le Gouvernement, à la demande d'une des deux parties ou, dans des cas importants, de sa propre initiative, nommera un bureau de conciliation sous la présidence d'un membre du Conseil du Gouvernement, ou d'un tiers non intéressé.

ART. 3. Le bureau de conciliation doit être composé, en dehors du président, d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers de l'industrie intéressée, ou d'autres experts de cette branche d'industrie.

S'il s'agit de différends ou d'interruption de travail dans un seul établissement, le Conseil du Gouvernement peut charger de la conciliation un de ses membres ou un tiers non intéressé, sans assesseur.

ART. 4. Les demandes de conciliation doivent être adressées au président du Conseil du Gouvernement. Ce président doit prendre l'initiative, quand l'ouverture d'office de la procédure semble nécessaire.

ART. 5. Le Conseil du Gouvernement, sur le rapport du président du bureau de conciliation, publiera une note dans la feuille cantonale, dans les cas suivants :

a) Lorsque l'action du bureau de conciliation aura été refusée par une partie ou par les deux, en mentionnant les principaux motifs du refus;

b) Lorsqu'une conciliation aura pu être effectuée, en indiquant les points essentiels de l'arrangement intervenu;

c) Quand la proposition d'arrangement qui a été faite aura été refusée par une partie ou par les deux, avec mention de son contenu et des motifs essentiels du refus.

ART. 6. Le Conseil du Gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

L'assurance privée contre les accidents en 1895 (1). — Les assurances collectives contractées par des chefs d'entreprises auprès des sociétés anonymes et des sociétés mutuelles d'assurance contre les accidents embrassent, en 1895, un chiffre total de 164.820 ouvriers, et les primes encaissées pour ces assurances pendant l'exercice s'élèvent à 4.520.000 francs. La prime moyenne par ouvrier assuré ressort, par conséquent, à 27 fr. 50 environ. D'autre part, le recensement de 1895 indique, pour le personnel soumis à la loi sur les fabriques, un total de 200.000 personnes, et, pour celui bénéficiant de la loi sur la responsabilité civile, un total de 34.000 personnes. L'ensemble des ouvriers de la grande et de la moyenne industrie s'élève ainsi au plus à 230.000, et l'on voit que 70 p. 100 au moins des ouvriers suisses sont assurés librement par leurs patrons contre les accidents.

Les polices d'assurance collective diffèrent d'ailleurs les unes des autres d'après les clauses stipulées. Les unes visent tous les accidents, d'autres les accidents professionnels seulement, d'autres exclusivement la responsabilité civile du patron, etc. En voici la classification à ce point de vue :

1° Sociétés d'assurance anonymes par actions.

ASSURANCES COLLECTIVES D'OUVRIERS.	PERSONNES assurées.	PRIMES francs.
a) Contre les accidents de toute nature.....	427	18.205
b) Contre les accidents professionnels seulement, et à savoir :		
1) Contre le décès et l'invalidité.....	10.674	80.984
2) Contre le décès, l'invalidité et l'incapacité temporaire de travail.....	126.389	3.518,142
c) Contre la responsabilité civile seulement, et à savoir :		
1) Contre le décès et l'invalidité.....	269	2.223
2) Contre le décès, l'invalidité et l'incapacité temporaire de travail.....	6.165	444.846
d) Assurances du personnel des hospices d'aliénés et hopitaux...	610	6.410
e) Assurances d'apprentis dans les écoles pour le tissage de la soie.....	41	152
f) Autres assurances collectives.....	1.347	11.771
TOTAUX.....	145.922	4.082.733

(1) Rapport du bureau fédéral sur les entreprises privées en matière d'assurances en Suisse en 1895.

2^e Sociétés d'assurance mutuelle.

ASSURANCES COLLECTIVES D'OUVRIERS.	PERSONNES	PRIMES.
	ASSURÉES.	francs.
a) Assurances contre tous les accidents s'étendant aussi aux patrons.....	7.240	327.928
b) Assurances contre tous les accidents professionnels, en partie avec entrée facultative pour les patrons	8.656	97.688
c) Assurances contre la responsabilité civile seulement (les entrepreneurs et employés entretiennent en outre une caisse pour les cas d'invalidité et de décès non responsables et une caisse en cas de maladie).....	3.002	11.427
TOTAUX	18.898	437.043

Résultats définitifs de l'assurance obligatoire contre le chômage à Saint-Gall (1895-1896). — La première année de fonctionnement embrasse la période du 1^{er} juillet 1895 au 30 juin 1896 (1).

Le nombre total des assurés au 30 juin 1896 s'élevait à 4.220, et comprenait 2.615 sujets suisses et 1.605 étrangers. Les trois classes de salaires renfermaient respectivement :

Classe I. (Salaire journalier inférieur ou égal à 3 francs.).....	2.895 assurés.
Classe II. (Salaire journalier inférieur ou égal à 4 francs.).....	1.179
Classe III. (Salaire journalier inférieur ou égal à 5 francs.)....	146
TOTAL	4.220

Les cotisations, qui sont fixées à 15, 20 et 30 centimes par semaine suivant la classe, se sont montées à 21.674 francs. En voici le détail par mois :

Juillet 1895.....	1.536 ^f	Report.....	10.887 ^f
Août	2.395	Janvier 1896.....	2.546
Septembre	1.236	Février	1.344
Octobre	2.083	Mars	1.627
Novembre	1.767	Avril	2.215
Décembre	1.720	Mai	1.235
		Juin	1.821
TOTAL.....	10.887	TOTAL.....	21.674 ^f

Les variations mensuelles qu'indiquent ces chiffres ne proviennent pas seulement des fluctuations concomitantes du nombre des assurés, elles sont aussi l'indice des variations de l'activité ouvrière dues au chômage lui-même et des retards apportés au paiement des cotisations par les intéressés.

Les subventions des communes, qui sont de 2 francs par tête assurée, ont produit 4.000 francs de recettes seulement. La subvention cantonale, fixée par la loi, a été de 5.000 francs.

(1) *Jahresbericht der Arbeitslosenversicherungskasse der Stadt Saint-Gall, Juli 1895 bis 30 juni 1896.* Le mécanisme de cette institution a été exposé précédemment (*Bulletin* de juillet 1896) avec les résultats obtenus jusqu'au 31 mars 1896. Nous nous bornons ici à résumer et compléter les chiffres pour l'exercice entier.

Les indemnités de chômage se sont élevées à 25.787 francs, ainsi répartis :

Janvier 1896.....	4.500 ^f	à	353 parties prenantes.
Février	10.111		954
Mars	5.003		536
Avril	2.192		269
Mai	1.252		175
Juin	446		58

TOTAL..... 23.504^f à 2.345 parties prenantes.

L'indemnité de chômage, qui n'est due qu'après 6 mois de cotisation au moins, est payée par semaine. Le nombre de 2.345 parties prenantes qui figure ci-dessus ne représente que le nombre total de ces indemnités hebdomadaires. En réalité, le nombre des chômeurs s'est monté à 430, dont :

287 en janvier;
78 en février;
23 en mars;
28 en avril;
7 en mai;
7 en juin.

L'indemnité moyenne allouée par tête a, par suite, été de 54 fr. 65.

ÉTATS-UNIS.

Les associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel (1). — Le *Bulletin* a signalé à diverses reprises (2) le mécanisme et les opérations de ces puissantes sociétés qui réunissent dans une association féconde, en Angleterre et en Amérique, la collection de la petite épargne et son emploi en prêts hypothécaires pour la construction de maisonnettes ouvrières.

Le 9^e rapport annuel du Commissaire du travail aux États-Unis a donné une statistique détaillée de toutes les sociétés de ce genre existant dans les 48 États de l'Union au 1^{er} janvier 1893. Une enquête complémentaire a été ouverte pour mettre à jour les points principaux de cette statistique à la fin des exercices des sociétés se terminant dans le courant de l'année 1895-1896, mais on n'a pu obtenir de renseignements complets que dans 14 États de l'Union (3). Ces 14 États comprenaient, en 1893, 76 p. 0/0 du nombre total des associations existant à cette époque dans l'Union et l'on doit considérer que les variations dans les chiffres qui les concernent (de 1893 à 1895-1896) peuvent être généralisés et appliqués à l'ensemble du pays.

Aussi nous avons réuni dans le tableau ci-après les données principales qui concernent :

(1) D'après le *Bulletin* of the Département of Labor.

(2) *Bulletin* d'avril 1897, de janvier 1895, d'août et décembre 1894.

(3) Californie, Connecticut, Illinois, Indiana, Maine, Massachusetts, Missouri, Nebraska, New-Hampshire, New-Jersey, New-York, Ohio, Pensylvanie, Tennessee.

1° Les 14 États couverts par l'enquête en 1895-1896 (chiffres extraits de la récente enquête du *Département of labor*).

2° Les 14 mêmes États d'une part et les 48 États de l'Union en 1893 (chiffres extraits du 9^e rapport annuel).

3° Ces 48 États en 1895-1896 (chiffres calculés en appliquant aux 48 États des variations proportionnelles à celles que l'enquête directe a fournies pour les 48 États qu'elle a couverts en 1895-1896).

Conditions comparées des Building Societies (associations coopératives d'épargne et de crédit mutuel), aux États-Unis, en 1893 et 1895-1896.

DÉSIGNATION.	1893 (enquête directe).		1895-1896 (enquête directe).	1895-1896 (chiffres calculés en nombres ronds). 48 États.
	14 États.	48 États.	14 États.	
Nombre total des associations.....	4.499	5.929	4.617	6.100
Nombre d'associations ayant répondu à l'enquête.....	4.443	5.838	4.531	"
Nombre de contrats d'épargne en cours....	9.500.755	13.255.872	9.985.999	13.900.000
Montant du capital versé, des versements effectués sur les contrats d'épargne en cours, versements anticipés et bénéfices appartenant aux contrats.....	francs. 1.852.350.445	francs. 2.422.214.800	francs. 2.248.215.240	francs. 2.940.000.000
ACTIF :	francs.	francs.	francs.	francs.
Prêts hypothécaires.....	1.894.686.680	2.467.481.940	2.011.636.495	"
Espèces en caisse.....	54.416.975	70.282.030	80.517.840	"
Débiteurs divers.....	68.273.320	106.500.455	161.758.785	"
Actif d'un État non détaillé.....			194.385.550	
TOTAL de l'actif.....	2.017.376.975	2.644.264.425	2.448.298.670	3.220.000.000
PASSIF :				
Montant du capital versé, des versements effectués sur contrats d'épargne en cours et versements anticipés.....	1.543.527.435	2.018.894.220	1.917.952.940	2.520.000.000
Bénéfices appartenant aux contrats.....	308.829.010	403.320.580	330.262.300	431.000.000
Créditeurs divers.....	165.020.530	222.049.575	200.083.430	269.000.000
TOTAL du passif.....	2.017.376.975	2.644.264.375	2.448.298.670	3.220.000.000

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 26 février 1897 sur la situation du personnel civil d'exploitation dans les établissements militaires.

Dispositions générales.

ART. 1^{er}. Le personnel civil d'exploitation des établissements militaires comprend, indépendamment du personnel placé sous le régime des lois sur les pensions civiles ou militaires et auquel les dispositions qui suivent ne sont point applicables, tous les ouvriers, ouvrières,

employés, écrivains, comptables, dessinateurs, garçons de bureau, surveillants et agents de tout ordre occupés dans les établissements de la guerre et rétribués directement par le service militaire.

Ce personnel, exclusivement de nationalité française, se divise en trois catégories :

Les commissionnés ;

Les auxiliaires ;

Les journaliers.

En Algérie et en Tunisie, les dispositions du présent décret pourront être étendues au personnel indigène ou étranger dans des conditions fixées par décisions ministérielles.

ART. 2. Le nombre des commissionnés est fixé par le Ministre pour chaque service.

Les commissionnés sont nommés au choix par le directeur de l'établissement parmi les auxiliaires ayant une ancienneté déterminée par décision ministérielle, pour chaque service.

La Commission ne crée aucun droit au maintien permanent au service de l'administration. Cependant, en dehors du cas visé par l'article 21 du présent décret, nul commissionné ne peut être licencié tant que le licenciement peut porter sur des auxiliaires appartenant à la même profession que lui dans le même établissement.

A partir d'un an de service dans les établissements militaires, tout journalier est astreint à faire les versements spécifiés à l'article 3 ci-après. Il peut, sur sa demande, être admis à les commencer dès qu'il a accompli dans ces établissements six mois consécutifs de service ayant permis de constater son aptitude professionnelle et sa bonne conduite.

Le journalier devient auxiliaire à dater du moment où l'administration concourt à ses versements.

Tout journalier est prévenu de ces dispositions lors de son entrée au service de l'administration.

La limite d'âge à laquelle a lieu la radiation obligatoire des contrôles est fixée à soixante-cinq ans.

Versements à la Caisse nationale des retraites.

ART. 3. Des versements à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont effectués dans tous les établissements militaires au profit des commissionnés et des auxiliaires, même s'ils sont déjà titulaires d'une pension civile ou militaire lors de leur entrée dans l'établissement.

Ces versements proviennent :

1° Du prélèvement à opérer sur le salaire ; ce prélèvement est fixé à 4 p. o/o du montant du salaire ;

2° De la part contributive de l'État ; cette part contributive est également fixée à 4 p. o/o du montant du salaire.

Ces versements sont obligatoires, et l'acceptation de ce mode de constitution de retraite forme une clause tacite du contrat qui lie temporairement l'intéressé à l'administration.

ART. 4. En cas de départ, le montant des prélèvements et des parts contributives correspondant aux salaires acquis à la date du départ est versé à la caisse nationale des retraites, sauf remise à l'intéressé de l'appoint qui ne peut entrer dans la somme à verser.

En cas de décès, le montant des prélèvements et des parts contributives correspondant aux salaires acquis à la date du décès est payé aux ayants droit au lieu d'être versé à la caisse nationale des retraites.

ART. 5. Lors du premier versement, l'entrée en jouissance de la pension de retraite viagère doit être fixée à l'âge de soixante ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes.

Toutefois, reste acquis aux intéressés le bénéfice de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886, qui permet, en cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées, régulièrement constatées, entraînant une incapacité absolue de travail, de liquider la pension même avant cinquante ans et en proportion des versements effectués.

L'entrée en jouissance est retardée tant que l'intéressé reste au service de l'administration. Dans ce cas, les versements continuent à s'effectuer dans les conditions ci-dessus visées et la rente viagère se trouve accrue conformément aux tarifs de la caisse nationale des retraites.

Lorsque les versements ont assuré à l'intéressé le maximum de la rente viagère que peut inscrire la caisse nationale des retraites, les versements prévus à l'article 3 cessent.

ART. 6. L'intéressé est laissé libre d'opter entre l'aliénation et la réserve du capital. Toutefois, s'il opte pour la réserve du capital, il ne bénéficie en aucun cas des dispositions de l'article 10 subséquent.

La part contributive de l'État est toujours versée à capital aliéné.

ART. 7. En cas de mariage, la quote-part des versements auxquels l'intéressé est astreint profite par moitié à chaque conjoint, conformément aux dispositions de l'article 13, 5°, de la loi du 20 juillet 1886, sauf s'il y a séparation de corps ou de biens, ou divorce.

La quote-part des versements que l'État prend à sa charge profite uniquement à celui des conjoints qui est en cause vis-à-vis de l'administration.

Pour la portion des versements qui profite d'office à la femme d'un commissionné ou auxiliaire, l'entrée en jouissance de la pension afférente à cette femme est fixée à cinquante ans et doit être différée jusqu'à la cessation des services du mari. Le bénéfice des dispositions de l'article 12 subséquent est subordonné à l'accomplissement de cette condition.

ART. 8. Les titulaires des livrets de retraite peuvent accroître volontairement leurs versements en ajoutant au prélèvement opéré sur leurs salaires telle somme qu'ils indiquent en temps utile, sous la réserve que le versement total annuel ne dépasse pas le maximum admis par la caisse nationale des retraites.

Ces versements supplémentaires se font par l'entremise de l'administration en même temps que les versements ordinaires, mais ils n'entraînent en aucun cas une contribution correspondante de l'État.

ART. 9. Des décisions ministérielles déterminent les conditions dans lesquelles sont effectués les versements à la caisse nationale des retraites.

Garantie d'un minimum de retraite.

ART. 10. L'administration complète la pension viagère acquise conformément à l'article 3 du présent décret, à un minimum de 500 francs pour les hommes et de 360 francs pour les femmes, au profit de tout commissionné ou auxiliaire qui justifie :

1° Avoir été admis comme auxiliaire avant l'âge de trente ans pour les hommes et de vingt-cinq ans pour les femmes;

2° Avoir atteint l'âge de soixante ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes;

3° Avoir accompli trente ans de services effectifs comme auxiliaire ou comme commissionné sans que les versements faits par l'administration aient été interrompus pour autre cause que maladie constatée, congé régulier ou licenciement par manque de travail;

4° Avoir opté pour l'aliénation du capital versé à la caisse nationale des retraites.

Le complément de pension est décompté en prenant uniquement pour base la pension viagère acquise à l'intéressé par les versements qu'il a effectués avec participation de l'administration.

En cas de mariage, la part de pension viagère dont bénéficie le conjoint qui n'est pas en cause vis-à-vis de l'administration n'intervient pas dans le complément du minimum garanti.

Pension d'invalidité.

ART. 11. Lorsqu'un commissionné ou auxiliaire comptant au moins vingt-cinq ans de services est, quel que soit son âge, dans l'incapacité absolue de travailler par suite d'infirmité dûment constatée, la pension viagère provenant des versements à la caisse nationale des retraites est complétée, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de 500 francs pour les hommes et de 360 francs pour les femmes.

Pension des veuves.

ART. 12. La veuve d'un commissionné ou auxiliaire décédé ayant droit à l'une des pensions prévues par les articles 10 et 11 du présent décret reçoit de l'État une pension

égale au tiers de celle attribuée à son mari, sans que toutefois cette pension puisse dépasser 360 francs.

Lorsque la caisse nationale des retraites aura liquidé la pension revenant à cette veuve comme conjointe du commissionné ou auxiliaire décédé, le montant de cette pension viendra en déduction de la somme à payer annuellement par l'État.

La pension définie par le présent article est indépendante de celle que la veuve aura pu se constituer en qualité d'agent de l'administration.

Les dispositions qui précèdent ne concernent pas les veuves dont le mariage a été contracté moins de six ans avant la cessation des fonctions du mari, non plus que les femmes divorcées ou contre lesquelles la séparation de corps a été prononcée.

Pension des orphelins.

ART. 13. Les orphelins de père et de mère âgés de moins de dix-huit ans ont droit ensemble, dans les conditions déterminées à l'article 12 pour l'allocation des pensions des veuves, à un secours annuel dont la quotité est calculée conformément aux dispositions du même article.

Si la mère a été au service de l'administration, ses enfants âgés de moins de dix-huit ans reçoivent, en outre, ensemble un secours annuel égal au tiers de la pension d'ouvrière à laquelle elle avait droit au moment de son décès.

Ces secours sont payés jusqu'à ce que le plus jeune des orphelins ait atteint l'âge de dix-huit ans.

Dispositions transitoires concernant les retraites et pensions.

ART. 14. A partir du 1^{er} mars 1897, tous les commissionnés et auxiliaires sont astreints à faire les versements prescrits, quels que soient leur âge et leur situation.

A titre transitoire, l'administration complètera la pension viagère acquise par suite de ces versements à un minimum fixé d'après l'article 15 subséquent, pour tout commissionné ou auxiliaire justifiant :

1^o Avoir atteint l'âge de soixante ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes;

2^o Avoir accompli trente ans de services effectifs, civils ou militaires, ou vingt-cinq ans dans le cas d'invalidité prévu par l'article 11 ci-dessus, sans que les versements faits par l'administration aient été interrompus pour autre cause que maladie constatée, congé régulier ou licenciement par manque de travail, à compter du 1^{er} mars 1897;

3^o Opter pour l'aliénation du capital versé à la caisse nationale des retraites, à partir de la même date.

Seront défalquées, le cas échéant, de ce minimum, la pension qui pourra résulter des versements antérieurement effectués comme ouvrier de l'État et la pension civile ou militaire que l'intéressé aurait acquise avant son entrée dans l'un des établissements de la guerre.

Si des versements avec participation de l'État ont été faits antérieurement à capital réservé, la liquidation pour l'application du minimum en sera calculée comme si ces versements avaient été faits à capital aliéné.

ART. 15. Les minima sont fixés, pour les pensions liquidées en 1897, à 275 francs pour les hommes et à 198 francs pour les femmes.

Des décisions ministérielles peuvent appliquer la même disposition, à compter de 1897, aux pensions liquidées dans le second semestre de l'année 1896.

Pour les pensions liquidées après 1897, les chiffres prévus au premier alinéa du présent article seront respectivement augmentés, d'année en année, de 7 fr. 50 pour les hommes et de 5 fr. 40 pour les femmes, de façon à atteindre dans trente ans les minima de 500 francs et de 360 francs prévus par l'article ci-dessus.

ART. 16. Les dispositions des articles 12 et 13 relatifs aux pensions des veuves et des orphelins sont applicables pendant la période transitoire, en substituant successivement, d'année en année, au maximum de 360 francs le chiffre résultant au décès de l'ouvrier (ou de l'ouvrière) des dispositions de l'article 15 ci-dessus.

Indemnité en cas de licenciement par manque de travail.

ART. 17. Tout commissionné, auxiliaire ou journalier licencié par manque de travail a droit à une indemnité proportionnelle à la durée de ses services effectifs.

Chaque période comprenant quatre mois de services lui donne droit à l'allocation d'une somme égale au salaire qu'il gagne pour une journée de travail au moment où il est averti de son licenciement.

S'il a été plusieurs fois embauché, ses services sont comptés à partir du dernier embauchage.

Les intéressés sont avertis aussitôt que possible, et au moins un mois à l'avance, de leur licenciement par manque de travail.

Conditions de travail.

ART. 18. Le travail est payé au mois, à la journée ou à la tâche.

Le taux du salaire est indiqué à l'avance à l'ouvrier. Ce taux est déterminé par l'administration d'après les conditions locales et par comparaison avec celui des industries similaires.

Des primes de surveillance et de fabrication peuvent être accordées par décision ministérielle aux contremaîtres, chefs d'équipe et ouvriers en vue de les intéresser à une fabrication prompte et économique.

Dans les ateliers, la durée normale de la journée de travail est de dix heures. Dans les bureaux, cette durée est fixée par décision ministérielle d'après les nécessités spéciales à chaque service.

Maladies.

ART. 19. Les soins médicaux et les médicaments sont donnés gratuitement, dans les conditions déterminées par décision ministérielle, à tous les commissionnés, auxiliaires et journaliers, quelle que soit l'origine de la maladie. Cette mesure ne s'étend pas à la famille de l'intéressé.

Dans le cas où il est reconnu que la maladie entraînant incapacité de travail résulte du service, l'intéressé a droit à une fraction de son salaire au moment de la cessation du travail. La durée de l'allocation ne peut excéder six mois; son taux est déterminé par le Ministre après enquête faite dans l'établissement, sans pouvoir s'abaisser au-dessous de la moitié de ce salaire.

Dans le cas où il est reconnu que la maladie entraînant incapacité de travail ne résulte pas du service, les commissionnés seuls ont droit à une fraction de leur salaire moyen au moment de la cessation du travail. La durée de l'allocation ne peut excéder six mois; son taux est égal à la moitié de ce salaire pendant les trois premiers mois, au quart pendant les trois mois suivants.

Accidents.

ART. 20. En cas d'accident résultant du service n'ayant pas entraîné une incapacité de travail de plus de six mois, les dispositions de l'article 19 ci-dessus sont applicables.

En cas d'accident résultant du service et entraînant une incapacité de travail de plus de six mois, l'indemnité qui pourrait être due est réglée à l'amiable.

S'il y a désaccord, l'intéressé est invité à formuler une demande motivée sur laquelle le Ministre statue, sauf recours au Conseil d'État.

Discipline.

ART. 21. Les moyens disciplinaires sont les suivants :

1° La retenue entraînant la privation partielle du salaire jusqu'à concurrence de moitié au maximum et pendant huit jours au plus; les sommes provenant des retenues sont versées par l'administration aux comptes des intéressés à la caisse nationale des retraites, à capital aliéné;

2° L'exclusion temporaire de l'établissement, sans solde, pour une durée qui ne peut excéder quinze jours;

3° La rétrogradation (dans les services qui comportent des classes);

4° Le renvoi définitif.

Pour les ouvriers non commissionnés, le renvoi ne peut être prononcé que par le directeur de l'établissement. Pour les ouvriers commissionnés, le retrait de la commission ou le renvoi est prononcé par le Ministre, sur la proposition du directeur.

Des instructions ministérielles détermineront pour chaque service les autorités par lesquelles les autres punitions seront infligées.

ART. 22. Cesseront d'avoir effet, à compter du 1^{er} mars 1897, toutes les dispositions des décisions ou instructions ministérielles qui sont contraires à celles du présent décret.

Circulaire du Ministre des travaux publics, en date du 10 mai 1897, sur les services de trains ouvriers.

(Adressée aux administrateurs des compagnies de chemins de fer.)

[La Chambre des députés ayant exprimé récemment le vœu qu'une publicité suffisante fût donnée aux dispositions adoptées pour le transport des ouvriers dans la banlieue de Paris et des centres industriels de province, les Compagnies sont invitées à publier, à chaque changement de service d'été et d'hiver, des affiches spéciales des trains ouvriers, avec toutes les indications utiles.]

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE MAI 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Participation aux bénéfices. — *Chambre.* — Séance du 18 mai 1897. — Proposition de loi ayant pour objet de compléter les dispositions du code civil sur le contrat de louage, d'ouvrage et d'industrie, dans le but d'assurer aux ouvriers et employés le produit intégral de leur travail par la participation aux bénéfices, déposée par M. Michelin (Doc. parl. n° 2434; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Application des lois ouvrières. — *Chambre.* — Séance du 22 mai 1897. — Interpellation de M. Renou sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour assurer le respect des décrets et des lois dites *lois ouvrières*: M. Renou, M. le Ministre de la justice et des cultes, M. Édouard Vaillant, M. Lavy. — Vote de l'ordre du jour pur et simple par 378 voix contre 156.

Indemnités aux ouvriers privés de leur travail. — *Chambre.* — Séance du 24 mai 1897. — Proposition de loi ayant pour objet d'accorder une indemnité aux ouvriers privés de leur travail à la suite d'expropriations pour cause d'utilité publique, déposée par M. Deville et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2456; *J. O.*, p.).

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre.* — Séances des vendredis 21 et 28 mai. — Deuxième délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred et plusieurs de ses collègues, relative aux sociétés de secours mutuels (Voir, bulletin de janvier 1897, page 9). Adoption des articles 1 à 21, suite de la discussion renvoyée au vendredi 4 juin.

Code du travail. — *Chambre.* — Séance du 28 mai 1897. — Proposition de loi sur le code du travail. (Livre 1^{er}, titre 1^{er}, contrat de travail), déposée par M. Arthur Groussier et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° ; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Protection du travail. — *Chambre.* — Séance du 29 mai 1897. — Proposition de loi relative à la protection douanière du travail des ouvriers mineurs, portant modification à l'article 190 du tarif du 11 janvier 1892, déposée par M. de Ramel (Doc. parl. n° ; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission des douanes.

JURISPRUDENCE.

Louage de services sans détermination de durée. — Injures adressées par un employé à son chef hiérarchique. — Renvoi. — Demande d'indemnité. — Rejet.

L'injure adressée par un employé à son chef hiérarchique dans l'exercice de ses fonctions, constitue un manquement grave à la discipline; et l'employé congédié pour ce fait n'a droit à aucune indemnité, alors même que le chef aurait répondu aux injures par d'autres injures.

Il s'agissait dans l'espèce d'un ouvrier de la voie d'un chemin de fer qui avait été congédié pour injures au chef d'équipe. *Trib. civ. de la Seine (7^e ch.), 29 février 1896. — Appel de la C^{ie} d'Orléans c. G...*

Employés de chemin de fer. — Non domestiques. — Témoignage en justice.

Les employés d'une administration de chemin de fer ne sauraient être considérés comme des serviteurs ou des domestiques aux termes de l'article 283 du code de procédure civile; ils ne sont attachés ni à la personne ni à la maison du directeur; ce directeur n'est pas leur maître et il n'y a aucune raison pour regarder leur témoignage comme nécessairement suspect dans les affaires qui intéressent l'Administration.

Annulation, sur le pourvoi de l'Administration des chemins de fer de l'État, d'un jugement rendu le 13 décembre 1895 par le tribunal de commerce de Cognac au profit du S^r Armand Forget.

Délégués mineurs. — Recours du Ministre des travaux publics. — Éligibilité.

Le Ministre des travaux publics est recevable à former un pourvoi dans l'intérêt de la loi en matière d'élection de délégués mineurs (L. 8 juillet 1890). Un mineur qui a travaillé au fond pendant cinq ans dans des concessions appartenant au même exploitant, mais moins de cinq ans dans une circonscription fixée par un arrêté préfectoral de délimitation distinct n'est pas éligible dans cette circonscription alors qu'il n'est pas établi que le Préfet aurait dû comprendre dans une même circonscription d'ensemble les concessions appartenant au même exploitant (L. 8 juillet 1890, art. 1 et 6).

Conseil d'État, 22 février 1895, Sirey, 3^e cahier 1897, III^e partie.

BIBLIOGRAPHIE.

(Suite.)

FRANCE. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS. — *Compte rendu des travaux pendant l'année 1896.* (1 vol. in-8° de 631 pages. Paris, 1896; Imp. réunies). Signalons les intéressants rapports adoptés par la Chambre au sujet de divers décrets et lois en préparation, sur les caisses de retraites de secours et de prévoyance (p. 204), les bureaux de placement (p. 253) et la responsabilité des accidents (p. 272).

BAVIÈRE. — *Journal du Bureau Royal de statistique. Année 1896. Nos 2 et 3.* (in-4° de 304 pages. Lindhauer, éditeur. Munich, 1896.) Résultats du recensement de 1895; mouvement de la population; statistique du chômage, etc. — En appendice, un travail du docteur Fr. Böhm sur la statistique de la morbidité en Bavière.

EMPIRE D'ALLEMAGNE. — *Office impérial des assurances. — Guide pour l'assurance ouvrière de l'Empire allemand.* (1 broch. in-8° de 26 pages et 5 tableaux statistiques. Berlin, 1897; Office impérial des assurances.) Précis de la réglementation concernant les trois assurances obligatoires (maladie, accidents, invalidité); statistique résumée des résultats pour 1895 et moyennes pour la période 1885-1895.

ÉTAT DE NEW-HAMPSHIRE. — BUREAU DU TRAVAIL. — *1^{er} rapport triennal.* (1 vol. in-8° de 414 pages. Concord, 1896; Pearson, edit.). Statistique de l'industrie de la chaussure. Prix des denrées. Statistique des grèves. Statistiques industrielles diverses. Lois ouvrières de 1895.

ÉTAT DE NEW-YORK. — BUREAU DE STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *12^e rapport annuel, 1895.* (1 vol. in-8° de 588 pages. New-York, 1896; Wynkoop et C^e edit.). *1^{re} partie :* Enquête sur les conditions du travail parmi les ouvriers syndiqués dans les diverses industries (198 professions réparties en 24 groupes), salaires, durée du travail, succès des mouvements ayant pour but de réduire celle-ci; chômage, proportion des ouvriers syndiqués dans chaque profession, syndicats de femmes, renseignements divers.

Études diverses : 1^o sur la fabrication des cigares par la petite industrie en chambre (conditions d'hygiène déplorable, heures de travail excessives, salaires de famine, 10 à 14 heures de travail par jour et 15 à 30 francs de façon pour 1.000 cigares, contre 8 heures de travail et un prix moyen de 75 francs par 1.000 cigares pour les ouvriers syndiqués travaillant en ateliers collectifs);

2^o Résultats de trois lois ouvrières : celle du privilège des ouvriers sur les bâtiments auxquels ils ont travaillé; celle qui concerne la sécurité des échafaudages et échelles dans les industries qui emploient ces appareils; celle qui établit la journée de 8 heures dans les travaux municipaux avec paiement des salaires courants dans la localité et exclusion des ouvriers étrangers à celle-ci. D'après l'enquête, ces trois lois n'auraient donné que des résultats absolument insuffisants et les modifications qu'elles nécessitent sont indiquées.

3^e *partie* (1 vol. in-8° de 668 pages. New-York, 1896; Wynkoop, edit.). Enquête détaillée sur les conditions du travail dans la boulangerie (396 p.). Les lois ouvrières de l'État de New-York (Texte *in extenso*, 109 p.). Procès-verbaux du 11^e congrès annuel (1895) des directeurs d'Offices du Travail américains (155 p.).

FINLANDE. — BUREAU DE STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Statistique des Postes pour 1895. — Statistique des chemins de fer pour 1895. — Statistique des prisons pour 1895. — Aperçu des caisses d'épargne de Finlande, leur développement et leur situation (1886-1896.) — Statistique judiciaire pour 1893.* (5 vol. in-8°, Helsingfors, 1897; Impr. d'État.)

————— *Annuaire statistique pour 1897* (1 vol. in-16 de 202 pages; Helsingfors, 1897, Finska litteratur-Sällskapet tryckeri). A signaler la statistique industrielle et les caisses d'épargne ordinaires et postale.

GRANDE-BRETAGNE. — DOCUMENTS PARLEMENTAIRES. — *Report of the select committee on stationery contracts.* (1 vol. in-4° de 199 pages. Londres, 1896; Eyre et Spottiswoode edit.) Rapport d'une commission d'enquête sur les marchés passés par l'État pour ses travaux d'impressions et de reliure (1). Rapport et procès-verbaux de séances. Procès-verbaux *in extenso* des dépositions fournies notamment par les principaux imprimeurs, le secrétaire de la Société des compositeurs de Londres, le secrétaire de la Société des conducteurs de machines imprimeuses de Londres, le représentant à Londres de la compagnie Linotype, le secrétaire de l'Association des maîtres imprimeurs, le président et le secrétaire de la Société des relieurs, le président de la Société typographique de Dublin, etc.

HESSE. — BUREAU GRAND-DUCAL DE STATISTIQUE. — *Documents statistiques sur le Grand Duché de Hesse.* (In-4° de 100 pages. Joughans, éditeur; Darmstadt, 1896).

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique des sociétés coopératives de consommation au 31 décembre 1895.* (1 vol. in-8° de 196 pages. Rome, 1897; Stab. Bontempelli, edit.).

————— *Statistique des élections générales politiques du 21 et 28 mars 1897.* (1 vol. in-8° de 161 pages. Rome, 1897; tipogr. nazionale.)

NORVÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Statistique sociale et du travail. Volume II. Les revenus et les fortunes dans la Norvège en 1891.* (1 vol. in-8° de 147 pages; Christiania, 1897; Aschehoug, edit.). Intéressante application de la méthode de statistique dite « représentative » dont il a été fait mention dans un mémoire présenté par l'auteur à l'Institut international de statistique, dans sa session de 1895 (à Berne). Un résumé en langue française se trouve aux pages 69 à 74.

————— *Statistique sociale et du travail. III. Fabriques de pâtes de bois mécanique et chimique; organisation et procédés du travail. Salaires* (1 vol. in-8° de 50 pages. Kristiania, 1897; Aschehoug, edit.). On trouve aux pages 74 à 78 un résumé en langue française.

————— *Annuaire statistique de la Norvège (1896)* [1 vol. in-8° de 194 pages. Christiania; 1897; Aschehoug, edit.] A citer notamment dans ce volume les caisses d'épargne; la statistique, industrielle et celle des salaires moyens dans les diverses industries de 1875 à 1890. On peut rapprocher les variations de ceux-ci des prix de diverses denrées de première nécessité (p. 52 à 58.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

(1) Voir le compte-rendu dans le *Bulletin* de mai, p. 326.

BULLETIN

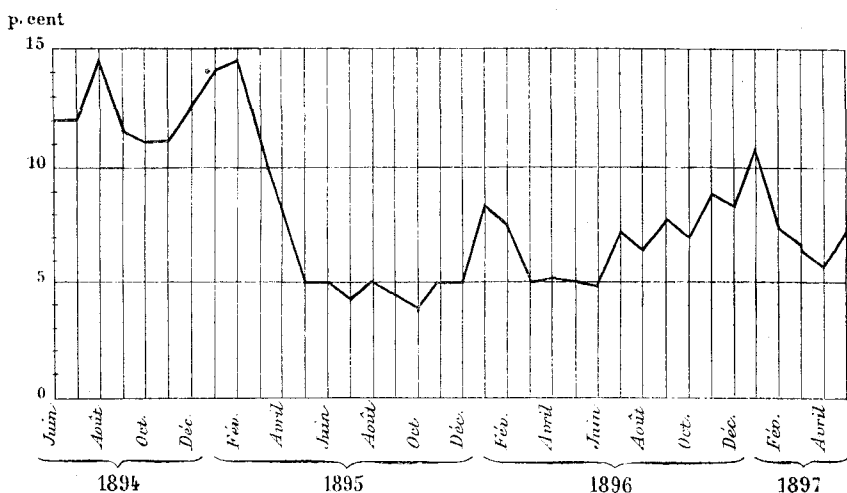
DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le diagramme ci-après fournit une représentation de la variation mensuelle du chômage de juin 1894 à mai 1897, d'après les évaluations des syndicats ouvriers (1) :



Ainsi qu'on peut le remarquer d'après le diagramme ci-dessus, le chômage, qui, en 1894, s'était maintenu toujours au-dessus de 10 p. o/o du nombre des travailleurs considérés, descendait au-dessous de 5 p. o/o en 1895, à partir du deuxième trimestre; mais, en janvier 1896, le chômage dépassait de nouveau 5 p. o/o et restait entre 5 et 10 p. o/o, notamment à partir du deuxième semestre 1896; en effet, l'industrie des cuirs et peaux, celle des textiles et de la soierie, en particulier, qui avaient été très prospères jusqu'à cette date, commençaient alors à décliner.

(1) Sur ces diagrammes, l'écartement des lignes horizontales correspond à une variation du chômage égale à 5 p. o/o du nombre des travailleurs considérés.

Depuis le mois dernier, la situation dans l'ensemble s'est plutôt améliorée; il en est ainsi notamment dans la préparation des cuirs et peaux, la ganterie, dans le travail du bois (charpente, menuiserie), dans la métallurgie et le travail des métaux et dans l'industrie du bâtiment. Un ralentissement s'est produit, au contraire, dans l'industrie de la chaussure, dans l'industrie textile (soierie et industrie cotonnière), dans l'industrie du vêtement confection et dans la tonnellerie.

Parmi les 410 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 129.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 juin, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 5 p. o/o. 14 p. o/o des syndicats, comprenant 9 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à même époque; 57 p. o/o des syndicats groupant 62 p. o/o des adhérents jugent qu'il est en même quantité et 29 p. o/o des syndicats avec 29 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. — FORÊTS. — 8 p. o/o de chômeurs chez les jardiniers-horticulteurs; un certain ralentissement du travail, attribué en partie aux intempéries, s'est produit depuis le mois dernier. En forêt, les travaux d'exploitation des bois et d'écorçage sont terminés; les ouvriers de ces industries restés sans ouvrage ont pu, comme tous les ans, être employés aux travaux des champs.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations de France.

Dans le courant du mois de juin, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
1	2	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,90	"	"	"	36	64
Loire.....	5,60	"	"	7	56	37
Gard et Hérault.....	5,97	"	"	"	9	91
Provence (lignites).....	4,62	"	11	72	17	"
Tarn et Aveyron.....	6,06	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales..	5,96	"	"	"	13	87
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,93	"	"	"	27	73
ENSEMBLE pour la France.	5,87	"	"	2	30	68

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,96. Il était de 5,75 en juin 1896.

CARRIÈRES. — 2 p. o/o de chômeurs chez les carriers; le travail se maintient aussi actif que l'an dernier sauf à Saint-Restitut (Drôme) et à Fontvieille (Bouches-du-Rhône).

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Chez les boulangers, comme tous les ans à la même époque, le commencement des villégiatures d'été a entraîné une modification des placements; un certain nombre de chômeurs ont pu ainsi trouver de l'ouvrage, mais le départ d'une partie de la clientèle a causé un ralentissement du travail dans les villes. Dans l'ensemble, la situation est jugée équivalente à celle de l'an dernier à même époque, sauf à Angers où elle est tenue pour meilleure. Chez les cuisiniers-pâtisseries-confiseurs, qui comptent 8 p. o/o de chômeurs, l'ouvrage est également estimé aussi abondant que l'an dernier, sauf chez les confiseurs de Marseille, où il est jugé plus faible.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Depuis le mois dernier, le travail s'est un peu ralenti chez les typographes, par suite de l'accalmie des affaires dans plusieurs centres industriels; cependant, la situation reste sensiblement équivalente à celle de l'an dernier à même époque. On estime que le chômage atteint 5 p. o/o des syndiqués à Paris, de même en province. 10 p. o/o des syndicats comprenant 5 p. o/o des syndiqués tiennent le travail pour plus actif que l'an dernier à même époque, 81 p. o/o des chambres syndicales avec 90 p. o/o des adhérents estiment qu'il est en même quantité et 9 p. o/o des syndicats avec 5 p. o/o des adhérents le considèrent comme plus faible. En particulier, l'ouvrage est jugé plus abondant que l'an dernier à même époque chez les imprimeurs en taille-douce de Paris, chez les typographes de Limoges; moins abondant chez les margeurs et les imprimeurs de journaux de Paris, chez les imprimeurs de Lyon, chez les typographes et les imprimeurs lithographes de Marseille, chez les typo-lithographes de Béziers et chez les typographes de Tulle; pour le reste, pas de changement.

CUIRS ET PEaux. — Une amélioration s'est produite dans la préparation des cuirs et peaux; on estime que le chômage atteint 5 p. o/o des ouvriers syndiqués. Dans l'industrie de la chaussure, le travail tend à diminuer, notamment en usine; dans la cordonnerie à la main, situation stationnaire. Chez les gantiers, l'amélioration signalée se maintient. L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les tanneurs de Paris, chez les ouvriers en chaussures de Saint-Michel (Aisne), de Limoges, chez les gantiers dans l'Isère et à Millau; moins abondant chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux de Dijon et Annonay, chez les coupeurs brocheurs en chaussures de Paris, chez les cordonniers de Toulon et de Brest, chez les espadrilleurs-trépointeurs de Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales), chez les gantiers de Saint-Junien (Haute-Vienne) et de Niort; pour le reste, pas de variations notables.

TEXTILES. — Le ralentissement du travail signalée le mois dernier dans les filatures et tissages s'accroît, l'industrie de la soierie semble la plus atteinte; dans l'industrie cotonnière, on signale des suspensions de travail par suite de l'engorgement des stocks. Les teinturiers-blanchisseurs participent à l'accalmie des affaires dans les métiers qui les alimentent de commandes. En bonneterie, passementerie, situation stationnaire tendant plutôt à la baisse. Les tapissiers sont en saison de travail et sont généralement bien occupés. La grande couture termine sa saison avec le chiffre d'affaires d'une année moyenne; dans la confection pour hommes et pour dames, la saison est également terminée; la petite couture et les tailleurs sur me-

sure commencent déjà à ralentir leur travail. Dans la chapellerie, situation stationnaire.

Chômage sans changement, dans l'ensemble, chez les ouvriers des filatures et tissages, chez les teinturiers, les bonnetiers et les passementiers; 1 p. o/o chez les tapissiers. L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les tisserands dans le Nord et à Cuinzier (Loire); moins abondant dans un grand nombre de centres industriels de filatures et tissages, notamment à Roubaix et Armentières, à Illy (Ardennes); dans les tissages à la main, dans la Loire, le Rhône, la Vendée, le Maine-et-Loire, le Calvados, à Bolbec et Lillebonne (Seine-Inférieure); chez les bonnetiers de Saint-Maixent (Deux-Sèvres) et de Falaise; chez les teinturiers de Paris, Amiens, Bordeaux et Condé-sur-Noireau (Calvados); chez les passementiers-rubaniens; chez les confectionneurs de vêtements de Lyon; chez les tailleurs de Poitiers; chez les chapeliers de Chazelles-sur-Lyon, Lyon (chapeliers en fantaisie) et de Bourganeuf; pour le reste, il n'a pas été signalé de modifications importantes.

Bois. — L'amélioration signalée chez les charpentiers et menuisiers s'est maintenue; on compte 2 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Chez les charrons et ouvriers en voitures, le temps plutôt pluvieux a amené une diminution des commandes, en travaux neufs principalement. Les gelées et les orages ayant fait de grands dégâts dans les vignobles, le travail chez les tonneliers a été en diminuant; la saison a été plus courte et, dans certains ateliers, on a eu tendance à diminuer les prix de façon. Plein travail chez les sabotiers. Les ébénistes ont été moins occupés que le mois précédent, la concurrence des meubles à bon marché fabriqués mécaniquement a continué à augmenter. La broserie a marqué une reprise des affaires. Travail toujours actif dans la boutonnerie et la tabletterie. On estime que le chômage atteint 7 p. o/o des ouvriers chez les menuisiers-ébénistes; pas de changement pour le reste.

Le travail est considéré comme plus actif que l'an dernier chez les charpentiers de Villeneuve-sur-Lot, chez les menuisiers de Carcassonne, chez les peintres en voitures de Paris, les carrossiers de Bourges, les sabotiers de Bourg; plus faible chez les menuisiers de Vincennes et Chambéry, chez les ouvriers en voitures de Paris et Limoges, chez les tonneliers de Dijon et Cognac, chez les ébénistes de Montpellier, chez les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse); pour le reste, situation sans variation.

MÉTAUX. — La situation se maintient satisfaisante dans l'industrie des métaux. Le travail est toujours abondant dans la métallurgie, plutôt plus que le mois dernier; la construction mécanique continue à progresser, notamment pour la fabrication des machines agricoles; la serrurerie est bien occupée, grâce à la reprise de l'industrie du bâtiment: les ferblantiers-boîtiers sont pourvus d'un certain nombre de commandes; travail actif, en particulier, pour la fabrication des boîtes de sardines, la pêche de celles-ci ayant été abondante. On estime à 2 p. o/o le nombre de chômeurs chez les métallurgistes, 5 p. o/o celui des ouvriers du fer, serruriers-constructeurs-mécaniciens.

L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier dans le Nord, dans l'Est, à Saint-Étienne et Saint-Chamond, chez les métallurgistes; chez les ouvriers en limes de Nancy, chez les machinistes de Toulon, les ouvriers en métaux de Bourges, chez les ferblantiers-boîtiers de la Turballe et Saint-Guénolé; moins abondant chez les métallurgistes de Nancy et Commentry, chez les estampeurs, les ouvriers en instruments de précision de Paris, les ferblantiers de Besançon, les chaudronniers de Durfort (Tarn), les doreurs sur bijoux de Paris et les bronziers de Lyon; il n'a pas été signalé de modifications notables pour le reste.

BÂTIMENT. — Travail en pleine activité chez les tailleurs de pierre et maçons. La reprise du travail chez les peintres et plâtriers se fait plus lentement. Les couvreurs et plombiers ont eu sur plusieurs points une augmentation d'ouvrage due aux récents orages. Le chômage atteint 4 p. o/o des syndiqués chez les tailleurs de pierre, 8 p. o/o chez les maçons, 15 p. o/o chez les peintres-plâtriers. Le travail est tenu pour plus actif que celui de l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Libourne, les ouvriers du bâtiment d'Argenteuil, les maçons d'Évian, Vienne, chez les peintres d'Armentières et Pau, chez les couvreurs de Bourges; plus faible chez les sculpteurs de Lyon, chez les tailleurs de pierre et carriers de Montalieu-Vercieu et de Porcieu-Amblagnieu (Isère), chez les maçons de Dunkerque, Reims, Lyon, Millau, la Roche-sur-Yon et Nantes; chez les peintres de Paris et Marseille, chez les plâtriers de Clermont-Ferrand, Tarbes et Fougères; pour le reste, pas de changement.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière, la fabrication du ciment maintiennent leur activité. Dans la porcelainerie et la verrerie, principalement dans la verrerie à bouteilles, commandes moins abondantes que l'an dernier.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chômage: 5 p. o/o chez les ouvriers et employés des transports, 5 p. o/o chez les comptables, 12 p. o/o chez les employés de l'alimentation, 15 p. o/o chez les coiffeurs. La situation est généralement estimée équivalente à celle de l'an dernier à même époque chez les ouvriers et employés de l'industrie des transports, de la manutention et du commerce. On la tient cependant pour meilleure chez les ouvriers et employés de tramways de Nice, chez les journaliers du Havre, chez les employés de commerce de Nice, chez les garçons restaurateurs, les ouvriers de la boucherie, les employés de pharmacie de Paris; pour plus mauvaise chez les marins du commerce de Marseille et Bordeaux, les employés de café de Lyon et Cannes et les coiffeurs de Marseille.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Ille-et-Vilaine. — Pendant le deuxième semestre de 1896, situation stationnaire dans l'industrie de la *laiterie*. Les *mines* de Pontpéan ont augmenté leur production, grâce à une amélioration de leur matériel. Dans les *carrières*, le travail a été, dans l'ensemble, aussi peu actif que l'an dernier, à même époque, sauf dans une exploitation qui a reçu de nombreuses commandes. La *minoterie* a pu obtenir des prix de vente plus élevés à la suite de la hausse des blés; les ventes ont été dans certains centres plus laborieuses que l'an dernier, la production s'en est un peu ressentie. Les fabriques de *tannin* et extraits *tanniques* ont été moins occupées que l'an dernier. La *tannerie* a bénéficié d'une plus grande activité. L'industrie de la *chaussure* a été moyennement occupée; deux nouveaux établissements se sont fondés depuis le précédent semestre. La baisse de la matière première a amené une diminution des prix des objets fabriqués, les salaires ont eu également tendance à baisser par suite de l'afflux de la main-d'œuvre. Peu d'activité dans les *filatures* et *tissages*, le matériel trop ancien rendant l'écoulement difficile à des taux rémunérateurs. Dans les *forges*, travail faible. Les ateliers de *constructions mécaniques* et de *constructions agricoles* ont été bien occupés. Les ateliers de *constructions de navires*, notamment dans la région de Saint-Malo, ont été plutôt en progrès sur l'an dernier, les prix se sont maintenus assez avantageux, la main-d'œuvre a été abondante par suite de l'arrivée d'ouvriers étrangers. Les *briqueteries* et les *chaufourneries* ont suivi la marche de l'industrie du bâtiment et ont été, en général, aussi occupées que l'an dernier, à même époque.

Seine-Inférieure. — Dans la région d'Elbeuf, on estime que le chômage, dans l'ensemble, est en augmentation d'un peu plus de 5 p. o/o par rapport à celui de l'an dernier à même époque. D'après le conseil des prud'hommes, le chômage atteindrait environ un quart des ouvriers dans les *filatures* et les *tissages mécaniques*, trois quarts dans les *tissages à la main*, un peu plus du tiers dans les *teintureries*, les ateliers d'*épingetage* et travaux analogues, dans ceux de *menuiserie*, de *chaudronnerie*, de *maçonnerie* et de *peinture*.

D'après d'autres renseignements, les ouvriers d'une importante maison de *filature* et de *tissage* de Bolbec (750 ouvriers) ont été prévenus qu'à partir du 5 juillet ils chômeraient trois jours par quinzaine. A Lillebonne, dans l'*industrie textile*, un nouveau tissage vient de ralentir son travail; journée réduite de 11 à 7 heures et demie, et le samedi, chômage.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le premier trimestre de 1897, les transactions ont été difficiles dans l'industrie des *produits chimiques*. Dans la *tannerie*, le travail a eu tendance à diminuer; on attribue ce malaise à la difficulté de la vente des cuirs tannés et aux cours élevés des cuirs en poil.

Dans les *filatures de coton*, des marchés passés au moment où les cours étaient en baisse et dans l'attente d'une nouvelle diminution de la matière première sont devenus aujourd'hui peu rémunérateurs; le travail s'en est forcément ressenti. Les *tissages*, les *rouenneries* et les *tissages de mouchoirs* n'ont pas été mieux partagés, les stocks se sont accrus sensiblement bien que les prix des tissus aient baissé. Les affaires avec l'Algérie et l'Indo-Chine ont été moins actives que l'an dernier. *L'indienne* a été aussi atteinte par le malaise général, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Les ateliers de *teinture* de coton filé ont présenté peu d'activité; les teinturiers et blanchisseurs des tissus ont bénéficié d'une reprise au milieu du premier trimestre de 1897.

Dans les ateliers de *constructions mécaniques*, travail peu abondant; les commandes de l'industrie locale ont été obtenues par les établissements étrangers; les prix de vente ont eu tendance à la baisse. Les transactions sur les *vins* et *spiritueux* ont été plutôt faibles; quant aux alcools, la situation s'est améliorée grâce à d'importantes livraisons qui ont diminué les stocks et permis un relèvement des cours.

Le *mouvement du port* a présenté, à l'entrée, une diminution de 85.543 tonnes par rapport au trimestre correspondant de 1896 et de 94.296 tonnes par rapport au dernier trimestre de 1896; ce ralentissement du transit est attribué notamment à la diminution des importations des vins. Le chiffre du transit à la sortie a présenté un excédent de 2.310 tonnes sur le trimestre correspondant de 1896 et de 8.449 tonnes sur le dernier trimestre de 1896.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs*, mais travail diminué de 2 ou 3 jours par semaine dans quelques ateliers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs en taille-douce* qui comptent 18 p. o/o des leurs en chômage; 2 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*.

Chez les ouvriers syndiqués de la *cordonnerie*, le travail tend à diminuer notamment en usine; cependant tous sont encore occupés; de même, ralentissement du travail chez les *coupeurs* et *brocheurs en chaussure* et chez les *gainiers*, la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier par suite du développement de la concurrence étrangère; cependant, pas de chômeurs parmi les syndiqués.

Peu de commandes chez les *passementiers à la barre*, plusieurs petits patrons ont fermé leurs ateliers et travaillent chez leurs collègues plus fournis de travail. Le travail tend à diminuer chez les *teinturiers-dégraisseurs*. Dans la *grande couture*, la saison vient de finir; malgré un arrêt momentané, après la catastrophe du Bazar de la Charité; la saison a été moyenne; la température froide avait, au début, retardé les commandes, mais de nombreuses et importantes commandes pour les fêtes d'Angleterre ont amené, le mois dernier, une sérieuse reprise du travail.

11 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* de Vincennes. Chez les *charrons*, situation stationnaire; le placement est rendu plus difficile par suite de l'augmentation du nombre de

jeunes ouvriers de province qui viennent se perfectionner à Paris. Chez les *peintres en voitures*, pas de chômeurs et commandes plus nombreuses que l'an dernier. Chez les *ouvriers en voitures*, pas de chômeurs non plus, mais commandes en diminution; on fait 52 heures par semaine en moyenne et, dans certains ateliers, la journée est diminuée d'une heure. Mortel-saison chez les *brossiers*, cependant pas de chômeurs parmi les syndiqués; journée diminuée dans certains ateliers; on fait généralement 54 heures par semaine.

7 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs*; Le ralentissement du travail signalé chez les *ouvriers en instruments de précision* se maintient; on compte un peu plus d'un cinquième des syndiqués en chômage. Pas de chômeurs signalés chez les *doreurs sur bijoux* qui font de 50 à 60 heures par semaine; l'ouvrage est estimé plus faible que l'an dernier. Même situation et pas de chômeurs chez les *ouvriers de la gravure*, les *prix tendent à diminuer*. Les *peintres français* syndiqués estiment que 16 p. o/o des leurs sont atteints par le chômage; les *estampeurs-poëliers* 4 p. o/o.

4 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasins et cochers-livriers*; le travail a été un peu augmenté dans certaines spécialités (eaux minérales, épicerie, etc.). Reprise du travail et placement plus facile que l'an dernier chez les adhérents de l'Union française des *garçons de restaurants* qui comptent un cinquième des leurs en chômage. 14 p. o/o chez les adhérents de l'Association syndicale des *garçons-restaurateurs-limonadiers*. 3 p. o/o chez les *ouvriers de la boucherie*; chez ces derniers, placement plus facile que l'an dernier, on demande de jeunes ouvriers. Également, placement plus facile que l'an dernier chez les *élèves en pharmacie*, les offres dépassent momentanément les demandes, comme tous les ans à l'époque des vacances.

Seine-et-Oise. — L'activité signalée chez les *carriers* de Saint-Chéron se maintient. De même chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. Pas de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières blanchisseuses* de Rueil. Reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *maçons* de Versailles, qui font la journée de 11 heures.

Aisne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *ouvriers en chaussures* de Saint-Michel. Peu de commandes chez les *tisseurs à la main* de Serain. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs et employé-s-dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — Pas de chômeurs chez les *boutonniers en os* de Méru; de même chez les *dominotiers*; chez ces derniers, la reprise du travail s'accroît. Dans l'industrie de la *brosserie*, une nouvelle fabrique s'est ouverte à Voisinlieu près Beauvais; de nombreux ouvriers ont été embauchés, notamment pour la façon à domicile. Une ancienne usine vient d'être remise en marche près de Noailles; une autre commence, le 1^{er} juillet, à Bailleul-sur-Thérain. A Compiègne, une fabrique qui avait été arrêtée reprend sa marche; partout, on fait la semaine complète.

Somme. — A Amiens, l'amélioration déjà signalée chez les *serruriers* continue. Travail, environ 64 heures par semaine chez les *couvreurs-plafonneurs*.

Pas-de-Calais. — Travail toujours actif chez les *typographes* d'Arras; 1 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer, qui sont plus occupés que le mois dernier, grâce aux commandes de la saison balnéaire.

A Boulogne sur-Mer, hausse sur le beurre de 0 fr. 20 par kilogramme, et sur le pain de 0 fr. 05 par 2 kilogr. 500.

Nord. — Ouvrage en diminution et 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie textile d'Armentières qui font de 50 à 55 heures par semaine. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie textile de Lille; ceux de Roubaix estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des syndiqués. Travail, 72 heures par semaine et activité satisfaisante chez les *métallurgistes* de Marpent. Même situation chez les patrons et ouvriers de l'industrie des métaux de Lille. Travail très actif chez les *marbriers* de Cousolre, journée de 11 heures; même journée de travail chez ceux de Jeumont. 11 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* de Dunkerque. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail de 68 à

70 heures par semaine chez les *peintres* d'Armentières. 12 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *plombiers-zingueurs* de Dunkerque. Les *verriers* de Masnières estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage.

Ardennes. — Activité toujours satisfaisante chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay, 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *tissus* de Douzy ; 16 p. o/o chez ceux d'Illy, un tiers chez ceux de Villers-Cernay. L'activité du travail déjà signalée chez les *métallurgistes* d'Aiglemont se maintient. A Braux, une nouvelle *fonderie* vient de se monter.

Marne. — A Reims, travail actif chez les *lithographes*. Reprise du travail depuis le mois dernier et 11 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* et journée de 12 heures,

Aube. — 18 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* de Troyes.

Meuse. — Travail 72 heures par semaine chez les *carriers* de Lérouville.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs d'habits*, le travail commence à diminuer. Morte-saison chez les *chapeliers*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* qui font de 65 à 72 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* sont tous occupés.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs signalés chez les *ferblantiers-plombiers*, qui font la journée de 10 heures. Les *guillocheurs* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. 9 p. o/o de chômeurs chez les *employés*, placement plus difficile que l'an dernier, par suite de la diminution des transactions dans l'horlogerie.

Jura. — Travail actif chez les *typographes* de Salins. A Salins, le pain a augmenté de 3 centimes par kilogramme.

Ain. — Pas de chômeurs chez les *menuisiers* de Bourg et journée de 12 heures en moyenne. Chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, le travail se maintient actif.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Mâcon. Travail de 55 à 60 heures chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — A Dijon, 11 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers*. Journée de 12 heures et 9 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*, les ravages produits dans les vignobles par les gélées et les derniers orages ont fait ajourner de nouvelles commandes.

Yonne. — A Auxerre, les ouvriers de l'industrie du *cuir* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage dans l'industrie de la chaussure, et aucun dans la préparation des cuirs et peaux et dans la fabrication des galoches. Travail toujours actif chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens qui font 78 heures par semaine, demi-journée du dimanche comprise.

Nièvre. — Pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois* de Menou, de même chez ceux de Couloutre, de Ménestreaux, de la Fermeté, de Ciez ; les travaux des champs permettent d'occuper tous les ouvriers restés sans ouvrage depuis la fin de l'exploitation en forêt.

Allier. — Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *typographes* de Cusset. Chez les *métallurgistes* de Commentry, travail suspendu dans les ateliers de fer noir et d'étamierie environ 6 jours par mois (500 ouvriers), de même dans ceux de fer marchand (50 ouvriers). Ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 12 heures chez les *maçons* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — Ralentissement du travail chez les *plâtriers* de Clermont-Ferrand qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Haute-Loire. — Ouvrage en diminution chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve, les ouvriers en chômage se sont embauchés pour la moisson,

Loire. — A Saint-Étienne, placement plus facile que le mois dernier chez les *boulangers*, 4 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs graveurs-lithographes*; l'ouvrage tend à diminuer. Les *ouvriers en soieries* de Charlieu estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Cuinzier, une reprise se produit dans les tissages de soieries à la main; pour les tissages de cotonnade, l'importance des stocks retarde les commandes. Ralentissement du travail chez les *tisseurs* de la Gresles, qui comptent 3 p. o/o des leurs en chômage; deux maisons, occupant ensemble 110 ouvriers, ont cessé de faire travailler, la plupart des ouvriers ont pu trouver de l'ouvrage ailleurs. A Saint-Étienne, la reprise du travail que l'on espérait chez les *chefs d'ateliers rubaniers* ne s'est pas produite, on estime qu'un tiers des métiers ne sont plus alimentés de commandes, les prix de façon continuent à baisser. Travail peu actif, estimé équivalent à trois jours par semaine chez les *chapeliers* de Chazelles. A Saint-Étienne, chez les *métallurgistes*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 7 p. o/o de chômeurs; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Chamond; de nouvelles commandes des forges et aciéries de la marine ont permis d'occuper les ouvriers sans travail. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui font environ 72 heures par semaine, le travail est actif, l'industrie du bâtiment donnant en plein; mais les salaires ont tendance à décroître.

Rhône. — A Lyon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers*, journée augmentée d'une heure, 7 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs, pâtisseries, chocolatiers*; pas de signalés chez *cartonniers*; 10 p. o/o chez les *typographes*; un peu moins de 4 p. o/o chez les *imprimeurs-conducteurs*. A Thizy, 3 maisons qui occupaient 800 *tisseurs* ont cessé de faire travailler. Dans les tissages de Saint-Jean-la-Bussière, l'ouvrage est en diminution, la journée est réduite d'une heure pour 200 ouvriers; de même à Grandis, ralentissement du travail tant pour la soierie que pour la cotonnade. A Lyon, 2 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers* qui font la journée de 10 heures et sont plus occupés que le mois dernier, mais moins que l'an dernier. Journée réduite de 2 heures, dans la plupart des ateliers, chez les ouvriers *confectionneurs* pour hommes. Les *chapeliers en fantaisie* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; la morte-saison par suite du mauvais temps est plus accentuée que l'année précédente, la journée est réduite d'une heure pour 16 ouvriers; chez les *chapeliers-appropriateurs*, 15 p. o/o de chômeurs, morte-saison et travail d'environ 40 heures par semaine. Un peu moins de 15 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens* qui font 76 heures par semaine. 1 p. o/o de chômeurs et journée diminuée de 2 heures dans un certain nombre d'ateliers chez les *bronziers*. La diminution du travail signalée chez les *sculpteurs* s'accroît par suite de crise locale du bâtiment. Ralentissement du travail dans l'industrie du bâtiment. 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés de cafés-restaurants*; le travail commence à reprendre.

Haute-Savoie. — Les *carriers* de Mellerie sont tous occupés. A Annecy, ouvrage abondant chez les *typographes*; les *tailleurs de pierre* font la journée de 10 heures; le travail se maintient actif. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *maçons* d'Évian; la saison balnéaire qui commence va amener un ralentissement du travail, plusieurs chantiers sont à fin de commandes.

Savoie. — A Chambéry, 4 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du liège*; 6 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les *menuisiers*; plusieurs ateliers ont renvoyé du personnel, les ouvriers congédiés ont trouvé du travail soit à Aix-les-Bains, soit à la campagne. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *plâtriers*.

Isère. — Les *gantiers* de Gières estiment que 10 p. o/o des leurs sont atteints par le chômage, dans un certain nombre d'ateliers, on ne fait pas la semaine complète; chez les *gantiers* de Grenoble, la reprise du travail se maintient, on fait, en moyenne, la journée de 10 heures. Pas de chômage chez les *menuisiers* de Vienne. L'amélioration signalée chez les *métallurgistes* de Grenoble s'est maintenue, pas de chômeurs signalés et journée de 10 à 11 heures. La journée a été diminuée d'une heure pour 20 ouvriers chez les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Montalieu-Vercieu qui sont encore tous occupés. Chez ceux de Porcieu, travail également en diminution sur l'an dernier et sur le mois précédent; on compte 13 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Le blanchissage obligatoire des maisons permet

d'occuper tous les *maçons* à Vienne. Chez ceux de Grenoble, travail peu actif; on estime qu'un grand nombre de syndiqués sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs signalés chez les *peintres* de Vienne.

Drôme. — Le ralentissement des travaux de bâtiment à Lyon a amené une diminution de commande chez les *carriers* de Saint-Restitut, dont la durée de travail serait réduite à 40 heures par semaine.

Alpes-Maritimes. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris. Situation satisfaisante chez les *cuisiniers* de Cannes. Morte-saison chez les *employés de commerce* de Nice; le chômage a augmenté de 4 p. o/o environ, mais une partie des magasins ayant des succursales dans les villes d'eaux, le chômage est estimé moins grand qu'il ne pourrait être par suite du ralentissement des affaires. Morte-saison et 13 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers* de Cannes.

Var. — A Toulon, ouvrage en diminution chez les *cordonniers*. L'activité déjà signalée chez les *machinistes de théâtre* se maintient. Pas de chômeurs signalés chez les *bouchers-tripiers*.

Bouches-du-Rhône. — Pêche plus difficile et vente moins avantageuse que le mois dernier chez les *pêcheurs* de Martigues, à cause des gros temps et des grandes chaleurs. Ralentissement du travail chez les *jardiniers* de Saint-Giniez qui font la journée de 10 heures. A Marseille, 11 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*, un peu moins de 2 p. o/o chez les *typographes*; 11 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes* et ouvrage moins abondant que le mois précédent. 3 p. o/o chez les *conducteurs-imprimeurs*. Le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers chez les *peintres*. 17 p. o/o de chômeurs chez les *verriers* de Pont-de-Vivieux-Marseille. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *marins du commerce*, les embarquements sont plus rares. 3 p. o/o de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*. Travail abondant chez les *employés de cafés et d'hôtels*. 16 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vaucluse. — Les ouvriers de l'union *balaitière* de Caderousse estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; deux maisons occupant 40 ouvriers ont cessé de faire travailler.

Ardèche. — Amélioration chez les *mégissiers-palissonneurs* d'Annonay, qui comptent 10 p. o/o des leurs non embauchés.

Gard. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes* de Nîmes.

Aveyron. — A Millau, ralentissement habituel du travail chez les *gantiers*; cependant les commandes sont estimées plus abondantes que celles de l'an dernier à même époque. Ouvrage en diminution et 5 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, qui font la journée de 10 heures. Ouvrage plus abondant que le mois et l'an derniers chez les *ouvriers en cuirs et peaux* de Graulhet qui font de 60 à 65 heures par semaine.

Tarn. — Peu de commandes chez les *chapeliers* d'Albi. Travail faible chez les *chandronniers* de Durfort.

Hérault. — Le temps défavorable contrarie les travaux chez les *cultivateurs-terrasiers* de Marcillargues qui ne font plus la semaine complète. A Montpellier, 15 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes* qui sont moins occupés que l'an dernier. Les *ébénistes* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, ils font de 50 à 60 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier à même époque.

Aude. — Les façons à donner aux vignes ont permis d'occuper tous les *ouvriers agriculteurs* de Cuxac. A Ouveillan, la commune aurait offert aux *ouvriers agricoles* non embauchés du travail sur les chemins vicinaux afin de diminuer le chômage. A Carcassonne, com-

mandes toujours abondantes chez les *ouvriers de l'habillement*. Commandes plus abondantes que l'an dernier et que le mois dernier chez les *menuisiers*, grâce aux travaux de l'exposition régionale.

Pyrénées-Orientales. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *trépointeurs-espadrilleurs* de Saint-Laurent qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. A Perpignan, travail de 78 heures par semaine chez les *tonneliers-foudriers*. 4 p. o/o de chômeurs; ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée augmentée de 2 heures chez les *serruriers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; commandes plus abondantes que le mois dernier. Travail toujours actif chez les *menuisiers*. Reprise du travail chez les *plâtriers*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, l'amélioration déjà signalée chez les *boulangers* continue; on compte 3 p. o/o de chômeurs; un grand nombre d'ouvriers sans place ont été embauchés pour la campagne. Le travail se maintient actif chez les *tapissiers*; pas de chômeurs signalés. A Pau, pas de chômeurs non plus et travail de 77 heures par semaine chez les *charpentiers*. Journée de 11 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*. 12 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*, ouvrage plus abondant que l'an dernier. 8 p. o/o de chômeurs chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons et aspirants ouvriers boulangers* estiment qu'un quart environ des leurs sont atteints par le chômage; les *cuisiniers*, un cinquième. Pas de chômeurs signalés chez les *teinturiers*. Chez les *tonneliers* de Preignac, diminution des prix de façon, cependant tous les ouvriers sont occupés. A Bordeaux, la plus grande partie des dégâts causée par les derniers orages étant réparés, un nombreux personnel a été congédié chez les *ferblantiers* et ne trouve plus à s'occuper qu'en extra; on estime qu'un quart des syndiqués sont sans place à demeure. L'industrie du *bâtiment* reprend une nouvelle activité à Blaye à la suite d'une adjudication privée de 117.000 francs pour la construction d'un château et de l'entreprise d'une nouvelle école; le mois prochain, on pense avoir besoin de nouveaux ouvriers. A Bordeaux, placement toujours difficile chez les *marins du commerce*. 14 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; 16 p. o/o chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*, 16 p. o/o chez les *coiffeurs*; 9 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, 3 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — Commandes plus faibles et placement plus difficile que l'an dernier chez les *tonneliers* de Cognac; saison de travail plus courte, estimée à une semaine ou deux au lieu de deux mois.

Haute-Vienne. — A Limoges, pas de chômeurs chez les *terrassiers* et *manœuvres*, qui font la journée de 11 heures; un certain nombre d'ouvriers porcelainiers non réembauchés s'offrant pour les travaux de terrassement, les salaires tendent à baisser; actuellement, le taux varie de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 par heure. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Morte-saison habituelle moins accentuée que l'an dernier chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures* qui sont tous occupés et font 50 heures par semaine. Chez les *gantiers* de Saint-Junien, la morte-saison est commencée et le ralentissement du travail est jugé plus grand que celui de l'an dernier. A Limoges, reprise du travail chez les *carrossiers-bourelriers* qui sont tous occupés; les commandes de neuf sont moins nombreuses que l'an dernier; on fait généralement la journée de 11 heures. Les *peintres sur porcelaine* estiment qu'un peu plus de la moitié des syndiqués sont atteints par le chômage.

Corrèze. — Ouvrage en diminution et 15 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Tulle. Travail de 72 à 78 heures par semaine chez les *chapeliers* de Bort. 13 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes* de Brive qui font 55 heures par semaine.

Creuse. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *chapeliers* de Bourgueuil; par suite du ralentissement du travail, plusieurs ouvriers ont dû momentanément s'occuper dans d'autres corps de métiers.

Cher. — Reprise du travail chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes, qui sont tous occupés. Chez les *bûcherons* de Méry-ès-Bois, de Jussy-le-Chaudrier, d'Henrichemont, de Sancerres, le travail a repris; les travaux des champs plus abondants que le mois dernier ont permis d'occuper les ouvriers restés sans ouvrage depuis la fin de l'exploitation des forêts. A Bourges, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *toiles cirées*. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*, journée augmentée d'une heure pour une quarantaine d'ouvriers, grâce aux commandes pour l'exposition régionale. Journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier dans l'*industrie des métaux*; notamment, travail plus actif que l'an dernier dans les ateliers de fonderie de canons et dans la fabrique d'armes. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, qui font 72 heures par semaine; de même chez les *couvreurs*. Situation toujours satisfaisante chez les *chaufourniers* de la Guerche et de Jussy-le-Chaudrier.

Indre. — Amélioration chez les *bûcherons* et *carriers* du Poinçonnet; les travaux des champs ont fourni du travail aux chômeurs. A Châteauroux, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*, qui font la journée de 10 heures; journée de 11 heures chez les ouvriers en *bâtiment*.

Vienne. — A Poitiers, 12 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*; 3 p. o/o et travail en atelier de 50 à 60 heures par semaine chez les *tailleurs*.

Deux-Sèvres. — A Niort, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*, qui font la journée de 10 heures. Les *gantiers* estiment que le chômage atteint un tiers des syndiqués; le travail a repris dans 2 fabriques (50 ouvriers) qui ont obtenu l'adjudication de fourniture des gants, mais a diminué dans les autres (100 ouvriers). Pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs de pierre* de Saint-Maixent, qui font la journée de 12 heures. 11 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de Mortagne-sur-Sèvre, 16 p. o/o chez ceux d'Erzuines; les commandes sont moins importantes que l'an dernier. Travail toujours actif chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Journée de 11 heures chez les ouvriers des usines réunies de *produits chimiques*. 12 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs et reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *ferblantiers-boîtiers* de la Turballe; la pêche de la sardine a été abondante et on ne peut employer tout le poisson, dont une partie se trouve perdue; journée augmentée de 2 heures; on fait 98 heures en moyenne par semaine. Même amélioration et pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* de Chantenay. A Nantes, journée de 11 heures chez les *granitiers*. 18 p. o/o de chômeurs chez les manœuvres du *bâtiment*.

A Saint-Nazaire, la *fonderie* est encore peu active, on fait la journée de 11 heures en moyenne. Dans deux grands chantiers de *constructions navales*, on a réembauché 220 ouvriers de toutes corporations; on fait, dans l'un, la journée de 10 heures, dans l'autre, quelques ateliers ont fait 48 heures par semaine. Les petites entreprises de réparation des navires sont encore bien occupées; on fait la journée de 11 heures. On estime cependant qu'un certain nombre d'ouvriers sont encore atteints par le chômage. L'industrie du *bâtiment* est toujours active.

Finistère. — A Brest, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Commandes moins nombreuses chez les *cordonniers*, par suite de l'augmentation des magasins de vente de chaussures fabriquées à la machine, cependant pas de chômeurs signalés.

Ille-et-Vilaine. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Briez; ouvrage plus abondant que l'an dernier. Ouvrage en diminution et journée de 12 heures chez les *ébénistes* de Fougères. Pas de chômeurs chez les *maçons* de Rennes; activité satisfaisante. De même,

activité satisfaisante chez les *plâtriers* de Fougères. L'amélioration déjà signalée chez les *cochers* de Rennes se maintient.

Maine-et-Loire. — A Angers, les ouvriers *boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands à la main* syndiqués de Cholet; pas de signalés chez ceux de la Tessonalle. A Cholet, deux fabriques de tissus coton n'occupent que les trois quarts du personnel employé il y a quelques mois; dans une fabrique de tissus de lin on ne fait pas la semaine complète. A Angers, les ouvriers de l'industrie *textile* comptent un peu plus de 1 p. o/o des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *tapissiers*, une reprise du travail s'est produite par suite des installations à la campagne pour la saison d'été. Pas de chômeurs chez les *serruriers* et journée de 11 heures; même durée du travail et 12 p. o/o de chômeurs chez les *forgerons*.

Mayenne. — 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Laval.

Sarthe. — Au Mans, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 13 p. o/o chez les *menuisiers*; ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *peintres*.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs et reprise du travail grâce aux travaux des champs plus abondants chez les *bûcherons* de Pauzoult-Chinon.

Loir-et-Cher. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers du *bâtiment* de Vendôme qui comptent un cinquième des leurs en chômage et font en général la journée de 12 heures.

Loiret. — Amélioration chez les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges dont la plupart ont pu être embauchés pour les travaux de la moisson.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, situation toujours satisfaisante chez les *typographes* et dans la plupart des industries de la région, sauf dans la *tannerie* où un temps d'arrêt s'est produit dans le travail, par suite de la rentrée des écorces nécessaires pour le tannage. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Chartres.

Calvados. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Caen. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et salaires en diminution de 15 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Condé-sur-Noireau, qui comptent un grand nombre des syndiqués en chômage. Dans deux filatures, on perd deux jours par semaine; dans les autres, on fait la journée de 11 à 12 heures. 50 *teinturiers* sont atteints par la cessation du travail dans certains ateliers de tissage.

Seine-Inférieure. — Chez les *tisserands* de Bolbec, on perd une journée par semaine dans quatre fabriques. A Lillebonne, la journée serait diminuée d'une heure et demie dans tous les *tissages*. Au Havre, le manque d'arrivages laisse un grand nombre de *voiliers* sans commandes. Amélioration chez les *journaliers du port*, un peu plus de moitié seraient encore atteints par le chômage.

Algérie. — A Constantine, les *jardiniers* et ouvriers *cultivateurs* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; les façons de jardinage sont très avancées, les salaires tendent à diminuer. Les *boulangers* comptent un cinquième des leurs en chômage, l'ouvrage est jugé plus abondant que le mois précédent.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour juillet et août :

Bourg. — Construction d'une halle aux grains et salle de fêtes.....	156.600 ^f
Dijon. — Canal de Bourgogne. Étanchement de biefs.....	173.000
Foix. — Achèvement de la ligne de Saint-Girons à Foix.....	246.200

Lesparre. — Consolidation d'une digue.	111.000 ^f
Meaux. — Construction d'égouts.	130.450
Montreuil-sous-Bois (Seine). — Construction d'un groupe scolaire.	169.800
Nancy. — Guerre. — Amélioration du fort de Pont-Saint-Vincent.	400.000
Nantes. — Construction d'une estacade au port de Nantes.	780.000
Paris. — Construction d'un asile d'aliénés à Neuilly-sur-Marne.	179.900
Paris. — Établissement d'un nouveau compartiment au réservoir de Passy.	791.600
Paris. — Quincaillerie et peinture à l'Opéra-Comique.	102.500
Pont-à-Mousson. — Construction d'une caisse d'épargne.	119.200
Rouen. — Machinerie, outillage, etc., pour l'électricité.	154.650
Sétif. — Travaux au centre de Davout.	146.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Asnières (Seine). — Construction d'une nouvelle mairie (668.900^f). — Adj. : *Terrasse, maçonnerie*, Lambert, 88, rue Boileau, à Paris, 28,30; *canalisation, asphalte et ciment*, Joyeux, 12, rue Riquet, à Paris, 35,20; *charpente fer et bois*, les Charpentiers de la Villette, 49, rue Saint-Blaise, à Paris, 25,60; *serrurerie*, Massé, 26,30; *couverture, plomberie*, Benoit, 16,10.

Dourdan (Seine-et-Oise). — Travaux de distribution d'eau (237.200^f). — Adj. : *Captage des sources, canalisation, réservoir principal*, Dalloyau, à Dreux, 8; *canalisation et distribution en ville*, Supervielle, 26, rue d'Athènes, à Paris, 20.

Épernay. — Agrandissement des abattoirs (114.900^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Dondeau, 26,56; *charpente et menuiserie*, Ploix-Joly, 15,50; *couverture et zingage*, Philippe, 25; *charpente en fer, serrurerie et quincaillerie*, Prudhon-Revardeaux, à Reims, 21,75.

Le Mans. — Chemin de fer de Thorigné à Courtalain. — Maisons de garde et bâtiments des stations (247.000^f). — Adj. : Barré, 3.

Lille. — Travaux à l'École des beaux-arts (3 lots : 145.600^f). — Adj. : Brueder, à Hellemmes, 6; Bourée, 20; Dupont, 8,30.

Lyon. — Installation de l'éclairage électrique à l'asile d'aliénés de Bron (104.800^f). — Adj. : Chomette, à Collonges, 2.

Marseille. — Établissement d'une double canalisation pour distribution d'eau potable (9 lots : 4.142.000^f). — Adj. : Montange, 28; Malterre, 9; Ja'ades, à Cannes (Alpes-Maritimes), 8; Gassier, 1; Mauduit, 31, rue Poncelet, à Paris, 2; Imbert, à Saint-Julien, près Marseille, 3; Jacquemin, à Paris, 16; Feuillière, 17. (Un lot non adjugé.)

Montauban. — Construction du chemin de fer de Castelsarrasin à Beaumont-de-Lomagne (1.380.000^f). Adj. : Fabre, à Marseille, 26,10.

Nantes. — Démolitions et reconstructions à l'église paroissiale de Sainte-Marie (126.100^f). — Adj. : Richet à Redon, 8,76.

Niort. — Construction d'un Hôtel de ville (454.100^f). — Adj. : *Maçonnerie*, Metz, 5 et Faucher, 5; *ciments et dallages*, Gennevière à Saintes, 35 et 37; *charpente en bois*, David, 6 et 6; *ferronnerie et serrurerie*, Cayer, 15 et 15.

Paris. — Transformation du port de tirage de l'île-des-Cygnés (740.000^f). — Adj. : Goiffon, 22, rue d'Athènes, 6.

Paris. — Exposition universelle de 1900. Construction de la partie du grand Palais des Champs-Élysées située sur l'avenue d'Antin (1.542.000^f). — Adj. : Pradeau, 8, rue Paul-Louis-Courier, 8.

Paris. — Construction d'un asile d'aliénés à la Maison-Blanche, commune de Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise) [179.900^f]. — Adj. : De'acour, 17, boulevard Saint-Germain, 35,10.

Paris. — Réfection de la route nationale n° 2 de Paris à Maubeuge, sur 1.621 mètres (350.000^f). — Adj. : Bancel, à Saint-Denis, 11.

Paris. — Construction de portes métalliques aux écluses de Suresnes (158.000^f). — Adj. : Société anonyme des ponts et travaux en fer, 93, rue Tailbout, 3.

Paris. — Établissement d'un nouveau compartiment aux grands réservoirs de Passy (791.620^f). — Adj. : Debarle, 41, rue de l'Ourcq, 31,30.

Pont-à-Mousson. — Construction de la caisse d'épargne (^f). — Adj. : *Terrassement, maçonnerie*, Beyssac, à Saint-Mihiel (Meuse), 12; *charpente*, Maxé, à Jezainville, 15,25;

couverture, ferblanterie, plomberie, Thomas, 28,70; *menuiserie*, Barbe, 18,75; *serrurerie*, Thomas, 30,10.

Rouen. — Éclairage électrique des asiles de Saint-Yon et Quatre-Mares (216.300^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Landry, 13, rue de Berlin, à Paris, 9; *serrurerie, charpente en fer*, Liezard, 8,15.

Saint-Nazaire. — Construction d'égout (108.000^f). — Adj. : Hardy, à Nantes, 16.

Chemins de fer de l'Ouest. — Tranchée couverte métallique pour la ligne des Montl-neux (436.000^f). — Adj. : Société des anciens établissements Cail, 13, quai de Grenelle, 17.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne de Courcelles à Passy et au Champs de Mars (5 lots de chacun 1 million environ). — Adj. : Landry, 13, rue de Berlin; Créteaux, 76, rue Le-mercier; Alric; Chagnaud, 33, boulevard Berthier; Dedeyn, 46, rue de la Pompe.

Chemins de fer de l'Ouest. — Agrandissement de la gare de la Brohinière (120.000^f). — Adj. : Delarbre, à Avranches (Manche).

Chemins de fer du Midi. — Ligne d'Elue à Céret (245.000^f). — Adj. : *Ballastage et pose de voies*, Briandait, à Lacoste (Hérault); bâtiments de la station d'Amélie-les-Bains, Soulet, à Manosque (Basses-Alpes).

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de l'année 1897.

IMPORTATIONS.	VARIATIONS			
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	444.756.000	507.691.000	"	62.935.0000
Matières nécessaires à l'industrie	1.220.337.000	1.195.162.000	25.175.000	"
Objets fabriqués	309.897.000	312.659.000	"	2.762.000
TOTAUX ET BALANCE...	1.974.990.000	2.015.512.000	"	40.522.000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	334.014.000	314.968.600	19.046.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	470.862.000	411.466.000	59.396.000	"
Objets fabriqués.....	945.691.000	903.649.000	42.042.000	"
Colis postaux.....	82.427.000	77.334.000	5.093.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	1.832.994.000	1.707.417.000	125.577.000	"

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les trois premiers mois de 1897 a été de 6.123.751 tonnes. Il était, en 1896, de 6.338.998, soit une diminution de 3 p. o/o. Pendant les quatre premiers mois, le tonnage a été de 6.699.422 pour 1897 et de 9.039.873 pour 1896, soit une diminution de 4 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin juin :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général...	603.548.200 ^f	588.731.600 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (24 juin).....	22.629.600	21.861.300
Voitures de Paris (15 juin).....	10.240.400	9.535.600

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 juin, il a été déposé 145 demandes en autorisation de bâtir, dont 93 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juin 1896, le nombre des demandes avait été de 169, dont 102 pour des constructions neuves.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mai 1897.	Juin 1897.	Juin 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	46 ^f 10 ^c	53 ^f 00 ^c	39 ^f 40 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. . .	25 75	25 60	30 00
Alcool à 90°, l'hectolitre	38 50	38 35	31 25
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	55 40	59 25	53 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. .	35 10	36 25	47 50
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	33 50	33 50	34 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	43 00	42 00	42 25
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 48	1 48	1 52
Veau, <i>idem.</i>	2 00	1 70	1 64
Mouton, <i>idem.</i>	1 72	1 80	2 00
Porc, <i>idem.</i>	"	1 20	1 08
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	46 50	47 60	48 35
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	117 00	117 00	125 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	38 50	39 40	40 75
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	17 00	16 50	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	132 50	128 00	135 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	166 25	170 00	168 75
Plomb, <i>idem.</i>	30 75	31 50	29 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	45 75	46 25	48 75

Alcools. — Voici, d'après les déclarations reçues par la Régie, l'état de production de l'alcool en 1895 et 1896 (quantités exprimées en hectolitres d'alcool pur).

	1896.	1895.	MOYENNE des dix dernières années.
Bouilleurs et distillateurs de profession. . .	1.888.441	2.036.531	2.121.687
Bouilleurs de cru.	133.693	128.917	90.614
TOTAL.	2.022.134	2.165.448	2.212.301

Les quantités fabriquées par les bouilleurs de cru augmentent dans la plupart des départements par rapport aux chiffres de 1895 et à la moyenne des dix dernières années.

Les quantités fabriquées par les bouilleurs et distillateurs de profession sont en diminution par rapport aux chiffres de 1895 et à la moyenne des dix dernières années, principalement dans les départements de la Côte-d'Or, de la Gironde, de l'Hérault, du Nord, de l'Oise, de la Seine, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise.

Il y a cependant augmentation dans quelques départements, particulièrement l'Aisne et la Somme par rapport aux chiffres de 1895 et à la moyenne des dix dernières années.

Dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Doubs et de la Seine-Inférieure, il y a augmentation en 1896, par rapport en 1895, mais diminution par rapport à la moyenne des dix dernières années. Dans la Charente-Inférieure, il y a diminution en 1896 par rapport en 1895, mais l'augmentation subsiste par rapport à la moyenne des dix dernières années.

La production moyenne en litres par tête d'habitant, qui était en 1894 de 4,04, est montée à 4,07 en 1895 et à 4,44 en 1896.

La fabrication des alcools de vins a augmenté chez les bouilleurs de cru et

distillateurs de profession; celle des alcools d'industrie déjà en diminution de 230.000 hectolitres en 1894 et de 9.940 hectolitres en 1895 s'est encore abaissée de 153.925 hectolitres en 1896.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juin		Du 1 ^{er} janvier au 30 juin	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	118	129	709	721
Liquidations judiciaires.....	19	13	78	93
Conversions de liquidations en faillites.	3	2	18	22

LES NATURALISATIONS EN FRANCE EN 1896 ⁽¹⁾.

Pendant l'année 1896, 8.139 personnes (5.137 hommes et 3.002 femmes) sont devenues françaises par voie de naturalisation, de déclaration ou de réintégration.

Les 5.137 hommes se décomposent en :

Alsaciens-Lorrains.....	1.635	Autrichiens et Hongrois....	83
Italiens.....	1.188	Malgais.....	50
Belges.....	938	Marocains.....	13
Allemands.....	318	Anglais.....	5
Espagnols.....	236	Chinois.....	3
Suisses.....	167	Indigènes (Algérie et colo-	
Luxembourgeois.....	141	nies).....	144
Russes et Polonais.....	96	Nationalités diverses.....	120

Les départements qui présentent le plus grand nombre de naturalisations ou de déclarations acquisitives, et qui sont les seuls ayant dépassé le chiffre de 100 déclarations ou naturalisations dans l'année, sont :

La Seine.....	1.559	Les Vosges.....	185
Le Nord.....	660	Le Rhône.....	141
Meurthe-et-Moselle.....	489	Le Var.....	121
Bouches-du-Rhône.....	423	Seine-et-Oise.....	116
Alpes-Maritimes.....	215	La Meuse.....	112

Parmi les 3.134 hommes devenus français (en France) par naturalisation et réintégration, on compte 54 p. o/o d'ouvriers d'industrie, 8,8 p. o/o d'employés de commerce et d'administration et 10,2 p. o/o d'industriels et commerçants.

(1) Extrait d'un rapport au Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, sur les résultats de l'application, pendant l'année 1896, des dispositions du Code civil relatives à la nationalité. (J. O. du 4 juin 1897.)

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUILLET.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
MAI 1897.					MAI 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	1362	140	130	7	Angers.....	209	88	83	19
— (II ^e —).	901	861	300	"	Besançon.....	152	117	41	"
— (IV ^e —).	763	483	533	9	Boulogne-sur-M.	52	36	36	"
— (V ^e —).	87	109	46	"	Le Mans.....	139	45	37	"
— (XIII ^e —)..	287	269	226	"	Montpellier....	117	49	31	3
— (XV ^e —).	302	209	192	"	Nice.....	140	35	35	6
— (XX ^e —).	130	135	77	24	Nîmes.....	55	29	23	"
Lille.....	6	10	"	"	Saint-Étienne..	71	74	67	"
Nancy.....	230	56	42	"	Alger.....	422	229	172	146
JUIN 1897.					JUIN 1897.				
Paris (III ^e arr ^t)..	503	513	354	15	Issy (Seine)...	3	3	"	"
— (IX ^e —).	371	343	95	227	Angers.....	198	136	123	14
— (XIII ^e —)..	274	248	211	"	Bourges.....	84	77	49	5
— (XIX ^e —).	131	163	137	"	Carcassonne....	11	8	5	1
Refuges munic..	"	"	87	639	Commentry....	1	2	1	"
Levallois-Perret.	151	137	51	61	Le Mans.....	182	125	99	"
Joigny.....	1	2	"	6	Nice.....	180	47	45	44
Lisieux.....	73	93	37	"	Perpignan....	40	31	16	6
Orléans.....	6	2	"	6	Saint-Nazaire..	140	12	1	5
Sens.....	10	7	"	"	Toulon.....	27	14	13	1
					Tours.....	254	185	150	"
					Constantine....	76	18	18	"

Pendant le premier trimestre de 1897, la Bureau municipal du XVII^e arrondissement a reçu 304 demandes et 482 offres d'emploi; il a effectué 299 placements à demeure et 5 en extra.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ille-et-Vilaine...	Rennes.....	Charcutiers.....	6	2	1	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Id.....	32	29	29	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Pharmaciens.....	2	3	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers dégraisseurs.....	4	8	4	"
Seine.....	Paris.....	Couteliers.....	21	23	19	"
Id.....	Id.....	Epicerie gros et détail.....	548	494	381	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	27	6	6	"
Id.....	Id.....	Marchands et fab. papetiers.....	56	26	26	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	13	4	4	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux publics	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	128	123	116	4
Id.....	Id.....	Com. et fab. de la quincaillerie	12	35	19	"
Id.....	Id.....	Synd. du papier et des industries qui le transforment.....	26	9	9	"
Id.....	Id.....	Beurre, œufs, fromage.....	171	199	60	1
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Epicerie.....	12	7	7	"
Id.....	Id.....	Pharmaciens.....	25	20	10	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Boucherie.....	6	6	6	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	1	7	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JUN 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	2	1	"	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Garçons limonadiers.....	20	"	1	20
Id.....	Vallauris.....	Potiers.....	"	6	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	5	"	2	7
Aude.....	Carcassonne.....	Patronnes et ouvrières de l'ha- billement.....	"	8	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Confiseurs.....	"	"	18	10
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	4	4	"
Id.....	Id.....	Conducteurs-imprimeurs.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	34	34	275
Cher.....	Vallénay.....	Bûcherons.....	40	"	"	"
Corrèze.....	Brive.....	Ébénistes.....	25	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables.....	10	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Ferblantiers.....	3	1	2	"
Eure-et-Loir.....	Chartres.....	Typographes.....	1	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers (Compagnons).....	40	28	15	30
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	9	181
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	20	8	"	8
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	40	3	22	16
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	25	"	15	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	61	52	27	3
Hérault.....	Béziers.....	Typographes, lithographes.....	10	"	"	"
Id.....	Montpellier.....	Ébénistes.....	35	5	"	"
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	2	"	"	"
Id.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	50	40	"	"
Isère.....	Vienne.....	Peintres.....	1	2	1	"
Jura.....	Salins.....	Typographes.....	1	"	"	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Ménisiers.....	6	15	6	"
Id.....	La Turballe.....	Ferblantiers-boitiers.....	10	10	10	"
Marne.....	Reims.....	Papetiers lithographes.....	2	"	"	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	32	16	16	206
Id.....	Id.....	Forgerons.....	5	2	"	"
Id.....	Cholet.....	Tisserands à la main.....	15	13	13	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Métallurgistes.....	12	3	"	"
Nord.....	Lille.....	Relieurs papetiers.....	2	1	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers de l'industrie textile.....	5	"	3	"
Basses-Pyrénées..	Pau.....	Peintres.....	29	"	"	29
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Tonnelliers.....	1	"	1	"
Id.....	Id.....	Serruriers.....	2	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Plâtriers.....	12	7	4	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	15	"	"	"
Id.....	Id.....	Confiseurs.....	42	37	40	1
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	12	14	"	14
Id.....	Id.....	Chapeliers en fantaisie.....	5	1	1	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	10	1	1	"
Id.....	Id.....	Bronziers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Employés de café.....	45	36	30	60
Sarthe.....	Le Mans.....	Typographes.....	"	"	2	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Typo-lithographes.....	1	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Typographes.....	400	97	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs en taille-douce.....	16	6	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	8	2	"	2
Id.....	Id.....	Ouvriers de la cordonnerie pa- risienne.....	69	26	1	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	10	1	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	8	8	8	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	11	3	3	"
Id.....	Id.....	Brossiers.....	5	5	2	3
Id.....	Id.....	Travailleurs de la boulangerie.....	"	"	2	22
Id.....	Id.....	Gainiers.....	"	10	"	"

SYNDICATS OUVRIERS (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Tourneurs-décolleteurs.....	75	11	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	44	6	28	"
Id.....	Id.....	Ouvriers de la gravure.....	18	18	18	"
Id.....	Id.....	Peintres français.....	30	20	20	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	35	8	15	5
Id.....	Id.....	Comptables.....	19	6	1	"
Id.....	Id.....	Union française des garçons restaureurs.....	500	"	50	450
Id.....	Id.....	Garçons restaureurs.....	"	"	23	94
Id.....	Id.....	Ouvriers de la boucherie.....	180	180	112	68
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	120	775
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	237	160	92	17
Id.....	Id.....	Élèves en pharmacie.....	"	20	20	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Coupeurs en chaussures.....	8	4	2	"
Id.....	Id.....	Garrossiers.....	5	3	"	"
Algérie.....	Constantine.....	Boulangers.....	30	10	4	1

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	372	248	70	178
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	21	42	21	3
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.	Union des employés.....	10	2	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	202	1217
Sarthe.....	Le Mans.....	Société des comptables.....	1	"	1	"
Seine.....	Paris.....	Société «L'Étoile».....	442	2163	195	1968
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoie- sienne.....	41	133	76	1
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	28	90	28	"
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	3	5	1	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	118	127	73	11
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	427	399	359	3
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	320	290	290	1280
Id.....	Id.....	«Le Bâtiment».....	11	13	2	"
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	107	84	34	19
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	18	5	2	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	82	14	2
Id.....	Id.....	«La Couturière».....	4	42	"	"
Somme.....	Amiens.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	1	1	1	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires «La Fraternelle».....	"	1	"	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JUN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail....	13	"	1	12
Gironde.....	Bordeaux.....	Idem.....	"	"	5	4
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Office des travailleurs.....	347	148	134	"
Id.....	Id.....	Société de patronage des prisonniers libérés.....	3	3	3	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	15	19	10	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	105	"
Rhône.....	Lyon.....	Assistance par le travail.....	73	4	6	14
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	21	30	13	2
Id.....	Id.....	Assistance des femmes par le travail..	12	24	"	"
Seine.....	Paris.....	Œuvre de N. D. de Bon-Secours.....	90	120	82	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	551	"
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.....	26	53	29	6
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	110	215	58	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.....	"	9	8	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	22	9	11	4
Id.....	Id.....	« The english catholic home ».....	47	77	12	"
Id.....	Id.....	« The Mission homes ».....	79	87	22	6
Id.....	Id.....	« Home allemand ».....	50	198	34	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	69	59	42	"
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail des 11 ^e et 17 ^e arrondissements.....	"	"	5	8
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	326	"
Id.....	Courbevoie....	Assistance par le travail.....	2	4	"	6
Seine-et-Marne...	Melun.....	Id.....	71	71	"	71
Somme.....	Amiens.....	Id.....	6	5	7	4
Vienne.....	Poitiers.....	Id.....	6	"	11	17

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUIN.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.280	140	591	"	23.894
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	4.457	604	185	383	16.130
Asile de la rue Mouffetard.....	170	16	"	4	774
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	149	16	670
— (rue Labat).....	"	"	260	5	1.088
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	372	77	1.515
— (avenue du Maine) ...	"	"	72	72	610
(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).					

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

PERSONNES
secourues
pendant le mois
de mai.

				—	
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	Hommes	5.713	
			Femmes	9.514	
	{	de 60 ans et plus...	Hommes	10.587	
			Femmes	20.692	
TOTAL des indigents secourus.....				46.506	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	Hommes	6.961	
			Femmes	6.597	
	{	de 60 ans et plus...	Hommes	2.174	
			Femmes	2.776	
	{	Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)...		339	
TOTAL des nécessiteux secourus.....				18.847	

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE AUTRES QUE PARIS.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant les mois de janvier, février et mars 1897.

		JANVIER.	FÉVRIER.	MARS.
Personnes de moins de 60 ans.	Hommes...	3.431	3.427	3.180
	Femmes...	4.250	4.344	3.999
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes...	2.315	2.339	2.035
	Femmes...	4.219	4.067	3.863
TOTAUX des personnes secourues...		14.215	14.177	13.077

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Douze applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à l'*Office du travail* pendant le mois de juin 1897 :

1° **Grève de bonnetiers à Moreuil** (Somme). — 8 ouvriers bonnetiers de la fabrique Pillon-Leroy s'étaient mis en grève le 2 juin, sur l'annonce d'une réduction du tarif de 14 p. o/o environ. Après quelques pourparlers, patrons et ouvriers se mirent d'accord pour une tentative de conciliation en présence du juge de paix, et un comité, composé de 2 employés et de 5 ouvriers, se réunit le 4 juin.

Les ouvriers demandaient le maintien pur et simple de l'ancien tarif; les patrons offraient un tarif calqué sur celui des autres fabriques de la localité.

Après avoir examiné chaque article, l'accord se fit entre les deux parties et le travail fut repris le 5 juin.

La réduction n'est plus que de 4 p. o/o sur l'ancien tarif.

2° Grève d'ouvriers en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine.) — M. Tinguay, fabricant de chaussures à Fougères, voulait imposer des retenues aux ouvriers qui rapportaient des chaussures vernies gercées. Les ouvriers prétendaient que ces gercures provenaient de la qualité inférieure du vernis, et, le patron persistant dans son intention, les monteurs, les finisseurs et les cloueurs, au nombre de 205, (35 monteurs, 40 finisseurs et 130 cloueurs), déclarèrent le 8 juin au soir qu'ils ne reprendraient pas le travail le lendemain.

Les ouvriers, en quittant l'atelier, allèrent immédiatement trouver le juge de paix du canton nord de Fougères pour lui demander l'application de la loi sur la conciliation. Avant que les trois jours fixés par la loi pour donner une réponse fussent écoulés, la grève était terminée. Dans une entrevue avec les délégués des grévistes, le 11 juin, le patron avait pris l'engagement par écrit de n'imposer aucune retenue pour les chaussures gercées.

3° Grève des pêcheurs de Port-Louis (Morbihan.) — Par suite de l'abondance exceptionnelle de la pêche, la sardine ne se vendait plus que 1 fr. 50 à 2 francs le mille aux fabricants de conserves; les pêcheurs de Port-Louis, Gâvres, Riautec, Plouhinec et Ploëmeur, au nombre de 1.500, y compris les 320 patrons de barque, résolurent, le 7 juin, de ne plus prendre la mer.

Sur leur demande, le juge de paix de Port-Louis réunit le lendemain un comité de conciliation composé de 5 délégués des fabricants de conserves et de 5 pêcheurs. Ceux-ci réclamèrent: 1° la suppression de l'abonnement, c'est-à-dire la liberté à chaque patron de bateau de vendre à n'importe quelle usine, sans distinction; 2° l'abolition des signaux, au moyen de drapeaux ou fanions, entre Gâvres, Kervéhel, Larmor et Port-Louis, établissant le prix de vente du poisson à la cale de Port-Louis; 3° la fixation d'un prix minimum de 7 francs le mille de sardines. A ces conditions, ils s'engageaient à ne pas dépasser le chiffre de 10.000 sardines par bateau, pour éviter l'encombrement dans les usines.

L'accord se fit sur les deux premiers points; mais les délégués des fabricants refusèrent de prendre d'engagement pour le prix du poisson, se bornant à offrir 6 francs du mille pour le moment.

Il fut décidé qu'ils en référeraient à leurs mandants et une deuxième réunion du comité fut fixée au lundi 14 juin.

Dans cette réunion, les fabricants n'offrirent plus que 5 francs du mille. Ce prix fut accepté par les pêcheurs, à condition que ce prix minimum ne fût jamais abaissé. Les fabricants ne voulurent pas s'engager pour l'avenir et ils refusèrent également de s'en rapporter à un arbitrage.

Malgré l'échec de la principale de leurs demandes, les pêcheurs, sur les conseils du juge de paix, décidèrent de mettre fin à la grève qui, à ce moment, forçait au chômage 1.878 femmes et 122 hommes, employés dans les fabriques de conserves.

Dans les premiers jours, le prix de la sardine se releva à 8 francs le mille; mais les pêcheurs ayant cessé de limiter l'apport du poisson et des bateaux étant revenus chargés de 20.000 sardines, le prix redescendit à 2 et 3 francs le mille.

4° Grève de pêcheurs à Etel (Morbihan.) — 50 pêcheurs d'Etel, sur 500,

se sont mis en grève le 7 juin, demandant un prix minimum de 5 francs pour le mille de sardines; le juge de paix de Belz a tenté une conciliation dès le lendemain sans succès. La grève n'ayant pas pris d'extension à Etel, les pêcheurs ont repris le travail le 9 juin, aux anciennes conditions.

5° Grève des pêcheurs de Belz (Morbihan). — Les 300 pêcheurs de Belz, dont 60 patrons de barque, ont cessé de prendre la mer le 6 juin pour le même motif que les pêcheurs de Port-Louis et d'Etel. Le juge de paix est intervenu le 10 à la demande des pêcheurs; mais au jour fixé pour la réunion, le 16 juin, les fabricants de conserves ne se sont pas présentés et les pêcheurs ont alors décidé de mettre fin à la grève. Les usines étaient approvisionnées de poisson par les pêcheurs des localités voisines.

6° Grève de tisseurs de soie à Tarare (Rhône). — A la suite d'un refus d'augmentation de salaire, les 17 tisseurs du tissage mécanique Laforêt et Rivière à Tarare ont quitté le travail le 11 juin.

Ils en ont immédiatement informé le juge de paix en sollicitant son intervention et une réunion en conciliation a été tenue le lundi 15 juin.

Les patrons refusèrent toute concession, alléguant que leur tarif était légèrement supérieur à celui des maisons similaires. Ils reprochaient, en outre, à leurs ouvriers d'être partis sans se conformer au délai habituel de prévenance; ils ajoutaient qu'ils en avaient déjà remplacé un certain nombre et qu'ils ne pourraient reprendre dans leurs ateliers tous ceux qui les avaient quittés. Dans ces conditions la grève leur paraissait terminée et ils repoussaient tout recours à un arbitrage.

Les grévistes se décidèrent à rentrer le lendemain 16 juin.

Cinq d'entre eux n'ont pas été repris.

7° Grève de déchargeurs de charbon à Brest. — Les déchargeurs de charbon au nombre de 360 se sont mis en grève le 15 juin réclamant une augmentation de salaire.

Les pourparlers engagés entre patrons et ouvriers furent près d'aboutir le 17; les patrons acceptaient les prix des ouvriers, mais en fixant un minimum de travail à effectuer. Les ouvriers repoussèrent cette dernière condition et le travail ne fut pas repris.

Le 19, le juge de paix du premier canton de Brest invita d'office les deux parties à se réunir en comité de conciliation. Les patrons n'ont pas répondu.

La grève a continué jusqu'au 25 juin; elle a pris fin après de légères concessions faites par les ouvriers.

Ils ont obtenu 60 centimes de l'heure pour les porteurs et les déchargeurs et 40 centimes pour les caliers et les arrimeurs (prix demandé), quand les travaux auront lieu au fond du port de guerre; 5 fr. 50 et 3 fr. 50 par journée de 10 heures quand ils travailleront dans l'avant-port.

8° Grève de fileuses à Lomme (Nord). — Le 21 juin, 100 ouvrières de la filature de lin Nicole Verstræte, à Lomme, se sont mises en grève, demandant le renvoi d'un contremaître et d'un surveillant qu'elles accusaient d'infliger des amendes imméritées.

Le juge de paix d'Haubourdin s'est rendu sur les lieux le 23 pour former un comité de conciliation.

M. Nicole a offert de placer, pendant quatre semaines au moins, un agent spécial dans l'atelier du contremaître dont on se plaignait pour être tenu exactement au courant de ce qui s'y passait, s'engageant à réprimer tout acte de grossièreté, de

brutalité ou d'injustice, au besoin par le renvoi des personnes qui en seraient les auteurs.

Les grévistes ont maintenu leur demande de renvoi immédiat et la grève a continué.

Le 30 juin, M. Nicole ayant consenti à libeller par écrit sa proposition de surveillance, afin que toutes les ouvrières puissent mieux l'examiner, la reprise du travail a été décidée pour le lendemain matin, 1^{er} juillet.

Le juge de paix a établi le procès-verbal de conciliation.

9° Grève des maçons de Lyon. — Le juge de paix, dont l'intervention avait été repoussée par les patrons le 14 mai, a renouvelé, le 23 juin, sa proposition de former un comité de conciliation. Cette proposition a été, cette fois, bien accueillie par les deux parties et une réunion a eu lieu le 30 juin entre les délégués patrons et les délégués ouvriers. Les premiers ont offert le prix de 60 centimes de l'heure, les seconds ont maintenu leur première demande de 65 centimes; les uns et les autres ayant reçu un mandat impératif de leurs commettants, l'accord n'a pu s'établir.

Une deuxième réunion du comité a eu lieu le 3 juillet, sans plus de succès que la précédente. Les délégués ont déclaré au juge de paix qu'il serait avisé s'il y avait lieu de provoquer une nouvelle réunion.

Un certain nombre d'ouvriers des autres métiers du bâtiment se sont mis en grève le 28 juin, à titre de solidarité avec les ouvriers maçons. Ce mouvement ne s'étant pas généralisé, il a été déclaré terminé dans une réunion du 4 juillet.

10° Grève des peintres de Quimper (Finistère). — Les peintres de Quimper se sont mis en grève le 21 juin pour obtenir la journée de 10 heures au lieu de celle de 11 heures, en maintenant le même salaire journalier.

Une tentative de conciliation, due à l'initiative du juge de paix, le 26 juin, n'a pas abouti et la grève a continué.

20 grévistes ont quitté la ville pour aller se faire embaucher à Brest.

11° Grève de sabotiers-monteurs à Brive (Corrèze). — Les sabotiers-monteurs de Brive ont demandé l'unification du tarif dans tous les établissements. Le syndicat patronal a accepté cette unification et il a fixé à 13 francs le 100 le prix du montage; les ouvriers ont réclamé 14 francs, prix déjà payé dans quelques fabriques.

La grève a commencé le 25 juin; le 27, le syndicat ouvrier a demandé au juge de paix l'application de la loi sur la conciliation; deux réunions du comité de conciliation ont eu lieu les 1^{er} et 2 juillet; elles n'ont pu aboutir parce que les délégués ouvriers avaient reçu le mandat impératif de ne rien céder de la demande faite, et les patrons ont refusé de recourir à un arbitrage.

Une transaction a mis fin à la grève le 7 juillet.

12° Grève d'ardoisiers à Gouézec (Finistère). — 60 ouvriers fendeurs d'ardoises ont cessé le travail le 25 juin, parce que leur patron, M. Bozec, refusait de payer 5 fr. 50 le mille d'ardoises taillées au lieu de 5 francs, cette augmentation ayant été accordée depuis 1892 dans les autres carrières, à la suite d'une grève.

Sur l'annonce de l'intervention du juge de paix, les ouvriers ont repris le travail le lundi 28 juin; mais le patron ayant refusé toute concession, la conciliation n'a pu avoir lieu et la grève a recommencé le 29.

A la demande des ouvriers, le juge de paix avait ensuite convoqué un comité de conciliation pour le samedi 3 juillet, lorsque, le vendredi 2, la plupart des grévistes ont repris le travail aux anciennes conditions.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Mai 1897.

Nombre des versements.....	230.322	
représentant une somme de.....		30.504.297 ^f
Nombre des remboursements.....	123.747	
représentant une somme de.....		27.869.854
Rentes achetées à 422 déposants pour un capital de.....		504.052
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		2.130.391
Nombre de comptes existant au 31 avril 1897.....		2.785.710
Nombre de comptes existant au 31 avril 1896.....		2.589.051
AUGMENTATION.....		206.659

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Juin 1897.

Dépôts de fonds.....	10.618.827 ^f
Retraits de fonds.....	14.941.612
Excédent des retraits.....	4.322.785
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.324.963

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Mai 1897.

Nombre de versements reçus.....	45.637	
représentant une somme de.....		3.355.559 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		807.261
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers....		1.437.238
Nouvelles rentes inscrites.....		402.867
au nom de.....	4.478 parties.	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		33.828.460
réparties entre.....	224.336 titres.	

LES GRÈVES EN JUIN 1897.

38 grèves ont été signalées à l'Office du travail, en juin 1897.

On en avait compté 76 en juin 1896, et la moyenne des grèves du même mois, pour les quatre années 1893-1896, a été de 56.

25 de ces grèves n'ont affecté qu'un seul établissement.

Dans 12 départements, il n'y a eu que 1 grève; dans le Finistère, on en a relevé 6; dans la Nord, 5; dans le Morbihan et la Seine, 4; dans l'Ille-et-Vilaine, 3; dans le Rhône et la Somme, 2.

Le nombre connu des grévistes, pour 34 grèves, a été de 7.084. Il y en avait eu 8.523 en juin 1896. Les 7 grèves relevées dans les industries du bâtiment ont compris 2.250 grévistes, dont 2.000 ouvriers de Lyon qui ont voulu faire acte de solidarité avec les maçons de cette ville, en grève depuis le 10 mai. Les pêcheurs du Finistère et du Morbihan ont fourni 6 grèves, avec 2.793 grévistes; puis les industries textiles, 8 grèves; le travail des métaux, 6 grèves; les ouvriers en chaussures, 3 grèves; enfin, 1 grève dans chacune des professions suivantes : ardoisiers, balayeuses, chaisiers, charretiers, déchargeurs, sabotiers, ouvriers des salins, tonneliers.

Les causes des grèves se sont réparties comme suit :

Demandes d'augmentation de salaire.....	21
Réductions de salaire.....	5
Demandes de diminution de la durée du travail avec maintien ou augmentation du salaire.....	3
Contestation relative à la réglementation du travail.....	1
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Demande de suppression de retenues pour malfaçons.....	1
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	6
Demande de renvoi d'apprentis.....	1

Des 38 grèves commencées en juin, 29 sont terminées, après avoir duré : six, 1 jour; cinq, 2 jours; six, 3 jours; une, 5 jours; trois, 7 jours; une, 8 jours; deux, 10 jours; deux, 11 jours; une, 13 jours, et deux, 25 jours.

6 grèves commencées en avril et mai ont également pris fin en juin, après une durée de 63, 58, 47, 33, 28 et 19 jours, et les résultats obtenus par les grévistes, pour l'ensemble de ces conflits, se décomposent en :

7 réussites;
14 transactions;
14 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	15 juin.	Calais.	Pas-de-Calais.	Tallistes.	10 (1)	50	1
12 avril.	15 juin.	La Grand'Combe.	Gard.	Mineurs.	7	2.000	2
12 avril.	30 juin.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Chaudronniers en fer.	8	1.050	3
3 mai.	8 juin.	Paris.	Seine.	Cordonniers.	1	30	4
6 mai.	8 juin.	Comines.	Nord.	Rubaniers.	5	550	5
10 mai.	28 juin.	Lyon.	Rhône.	Maçons et manœuvres.		5.000	6
10 mai.	28 juin.	Le Mans.	Sarthe.	Peintres.		35	7
17 mai.	5 juin.	Lyon.	Rhône.	Cartonniers.	2	42	8
17 mai.	14 juin.	La Seyne.	Var.	Maçons.	18	130	9
24 mai.		Paris.	Seine.	Imprimeurs en taille-douce.	1	25	10
GRÈVES COMMENCÉES							
2 juin.	5 juin.	Moreuil.	Somme.	Bonnetiers.	1	8	1
2 juin.	5 juin.	Bray-sur-Seine.	Seine-et-Marne.	Terrassiers.	1	20	2
3 juin.	4 juin.	Sallies-Pont.	Var.	Maçons.	4	22	3
5 juin.	8 juin.	Picquigny.	Somme.	Tisseurs.	1	165	4
5 juin.	30 juin.	Paris.	Seine.	Tourneurs-décolleteurs.	1	17	5
6 juin.	17 juin.	Belz.	Morbihan.	Pêcheurs.		300	6
7 juin.	9 juin.	Étel.	Morbihan.	Pêcheurs.		50	7
7 juin.	15 juin.	Port-Louis, Gâvres, etc.	Morbihan.	Pêcheurs.		1.500	8
7 juin.	9 juin.	Chantenay.	Loire-Inférieure.	Ferblantiers-boitiers.	1	35	9
8 juin.	10 juin.	Charleville.	Ardennes.	Nickelours.	1	6	10
8 juin.		Pau.	Basses-Pyrénées.	Peintres.	1	70	11
9 juin.	12 juin.	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Cordonniers.	1	205	12
11 juin.	16 juin.	Tarare.	Rhône.	Tisseurs de soie.	1	17	13
11 juin.	6 juillet.	Lille.	Nord.	Emoucheurs et repasseurs (filat. de lin et d'étoques).	1	90	14
11 juin.		Châteauroux.	Indre.	Menuisiers.	8	40	15
12 juin.		Fresnes.	Seine.	Maçons.	1	60	16
12 juin.		Condé-sur-Noireau.	Calvados.	Tisseurs.	1	400	17
14 juin.	16 juin.	Le Guilvinec.	Finistère.	Pêcheurs.			18
14 juin.	21 juin.	Lille.	Nord.	Tisseurs.	1	150	19
15 juin.	17 juin.	Le Palais, Sauzon.	Morbihan.	Pêcheurs.		708	20
15 juin.	25 juin.	Brest.	Finistère.	Déchargeurs de charbons.		400	21
16 juin.	17 juin.	Riverenert.	Ariège.	Charretiers.	1		22
16 juin.	26 juin.	Berre.	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers des salins.	1	17	23
18 juin.	19 juin.	Halluin.	Nord.	Chaisiers.	1	30	24
18 juin.	21 juin.	Camaret.	Finistère.	Pêcheurs.		235	25
20 juin.		Quimper.	Finistère.	Peintres.	8	38	26
21 juin.	21 juin.	Tourcoing.	Nord.	Cannetiers (ouv. de filat ^{re}).	1	20	27
21 juin.	24 juin.	Brest.	Finistère.	Balayeurs de rues.	1		28
21 juin.	1 ^{er} juillet.	Lomme.	Nord.	Filuses de lin.	1	100	29
24 juin.	25 juin.	Rennes.	Ille-et-Vilaine.	Monteurs en chaussures.	1	100	30
24 juin.		Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	10	31
24 juin.		Carcassonne.	Aude.	Tonneliers.		45	32
25 juin.	8 juillet.	Brive.	Corrèze.	Sabotiers.	7	80	33
25 juin.		Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	6	34
25 juin.	2 juillet.	Gouézec.	Finistère.	Ardoisiers (fendeurs).	1	60	35
28 juin.	5 juillet.	Lyon.	Rhône.	Ouvriers du bâtiment (menuisiers, voituriers, etc.).		2.000	36
29 juin.	30 juin.	Les Sables-d'Ole.	Vendée.	Ferblantiers-boitiers.	1		37
30 juin.		Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Ouvriers en chaussures.	1	80	38

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUIN 1897 (A).

1	Demande d'unification des tarifs.....	.....	(1) Depuis le commencement de la grève, 70 établissements ont été atteints successivement et il y a eu 1.210 grévistes.
2	Demande de maintien d'ouvriers congédiés.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
5	Réduction de salaires.....	Réussite.	
6	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaires et de maintien du travail au temps.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.	Transaction.	
10	Demande de renvoi du contremaître.....	Transaction.	

EN JUIN 1897.

1	Réduction de salaires.....	Transaction (2).	(2) Conciliation devant le juge de paix.
2	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
4	Réduction de salaires.....	Transaction.	
5	Demande de renvoi des femmes (3).....	Échec.	(3) A la suite d'une altercation entre un ouvrier et une femme.
6	Demande que les fabricants de conserves payent le poisson un prix plus élevé.	Échec.	
7	Idem.....	Échec.	
8	Idem.....	Transaction (4).	(4) Conciliation devant le juge de paix.
9	Demande de diminution du nombre des apprentis.....	Transaction.	
10	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec (5).	(5) Les grévistes ont été congédiés.
11	Demande d'aug. de salaires et dimin. du temps du travail.	.....	
12	Demande de suppression des amendes pour malfaçon.....	Réussite (6).	(6) Les malfaçons provenaient de matières premières défectueuses.
13	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
14	Demande de renvoi d'un surveillant et de réintégration de deux ouvriers.	Échec.	
15	Demande d'aug. de salaires et dimin. du temps du travail.	.....	
16	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
17	Réduction de salaires.....	Transaction.	
18	Demande que les fabricants de conserves payent le poisson un prix plus élevé.	Transaction.	
19	Demande de renvoi d'un surveillant.....	Échec.	
20	Demande que les fabricants de conserves payent le poisson un prix plus élevé.	Réussite.	
21	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
22	Réduction de salaires.....	Réussite (7).	(7) Intervention du sous-préfet.
23	Demande d'augmentation de salaires et de cinq minutes de repos par heure.	Échec.	
24	Demande de modification à la réglementation du travail.	Échec.	
25	Demande que les fabricants de conserves payent le poisson un prix plus élevé.	Transaction.	
26	Demande de dim. du temps du trav. et maint. des salaires.	.....	
27	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
28	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
29	Demande de renvoi d'un contremaître et d'un surveillant.	Transaction (8).	(8) Conciliation devant le juge de paix.
30	Réduction de salaires.....	Transaction.	
31	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	.....	
32	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
33	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
34	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	
35	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
36	Solidarité avec les maçons en grève.....	Échec (9).	(9) Le mouvement ne s'étant pas généralisé, cette grève a été terminée le 4 juillet au soir.
37	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
38	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [1^{er} mai 1897]. — Syndicat médical de Chauny et des environs (14 membres). Siège social : Hôtel de ville de Chauny.

Bouches-du-Rhône [30 janvier 1897]. — Syndicat des industriels du bâtiment de la ville d'Aix (105 membres). Siège social : chemin de Vauvenargues, 31, à Aix.

[22 mai 1897]. — Syndicat des marchands et marchandes d'oranges, de melons français, stationnaires de la ville de Marseille (25 membres). Siège social : Brasserie phocéenne, à Marseille.

Corrèze [3 juin 1897]. — Chambre syndicale des fabricants de galoches de Brives (8 membres). Siège social : place du 14 Juillet, à Brives.

Gironde [21 mai 1897]. — Syndicat de la boulangerie du canton de Pessac et des communes circonvoisines (22 membres). Siège social : Pessac.

Loiret [19 mai 1897]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances à primes fixes du département du Loiret (47 membres). Siège social : 4, quai Cypierre, Orléans.

Nord [10 février 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture et de vitrerie de Tourcoing (47 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, à Tourcoing.

[20 février 1897]. Chambre syndicale des entrepreneurs de charpente et de menuiserie de la ville de Tourcoing (49 membres). Siège social : café de l'Hôtel-de-Ville, à Tourcoing.

[16 mai 1897]. — Syndicat des marchands de beurre pur (33 membres). Siège social : rue Pauvrée, à Lille.

Pas-de-Calais [17 mai 1897]. — Syndicat des agents d'assurances de la circonscription de Calais (16 membres). Siège social : rue Royale, 26, à Calais.

Saône-et-Loire [15 janvier 1897]. — Syndicat des négociants et commissionnaires de l'arrondissement de Mâcon (29 membres). Siège social : Mâcon.

[5 mars 1897]. Syndicat des bouchers et charcutiers du Creusot, (57 membres). Siège social : boulevard du Guide, 3, au Creusot.

Seine [6 mai 1897]. — Chambre syndicale de la fantaisie pour modes (54 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

[6 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouates et cotons cardés (11 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

Deux-Sèvres [25 mai 1897]. — Syndicat des patrons boulangers de Saint-Maixent, (20 membres). Siège social : rue des Petite-Boucheries, 27, à Saint-Maixent.

Tarn-et-Garonne [1^{er} mai 1897]. — Syndicat départemental des patrons imprimeurs (7 membres). Siège social : Hôtel de ville de Montauban.

Oran [24 février 1897]. — Syndicat du commerce des vins en gros du département d'Oran (12 membres). Siège social : Eckmühl.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [1^{er} mars 1897]. — Chambre syndicale des tailleurs de l'arrondissement de Gannat (19 membres). Siège social : Grande-Rue, Gannat.

Alpes-Maritimes [28 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons de la ville de Menton (93 membres). Siège social : descente du Petit-Port, 5, à Menton.

Bouches-du-Rhône [3 mai 1897]. — Syndicat des employés limonadiers, restaurateurs et parties similaires des Bouches-du-Rhône (135 membres). Siège social : Bourse du travail de Marseille.

Cher [1^{er} mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiment de la ville de Bourges (30 membres). Siège social : Bourse du travail de Bourges.

[23 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de la ville de Bourges (40 membres). Siège social : rue Coursarlon, 42, à Bourges.

Finistère [11 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiment et similaires de Landerneau (60 membres). Siège social : rue de la Tour-d'Auvergne, 7.

[26 janvier 1897]. — Syndicat professionnel des marins-pêcheurs du quartier de Concarneau (480 membres). Siège social : Concarneau.

Hérault [20 janvier 1897]. — Syndicat des marins-pêcheurs d'Agde (70 membres). Siège social : Grand'Rue, à Agde.

Loire-Inférieure [19 mars 1897]. — Syndicat des préposés de la manufacture des tabacs de Nantes (40 membres). Siège social : boulevard Sébastopol, 11, à Nantes.

[14 avril 1897]. — Chambre syndicale des employés de commerce des deux sexes de la ville de Nantes (110 membres). Siège social : Bourse du travail de Nantes.

Seine [1^{er} avril 1897]. — Union des ouvriers boulangers du 13^e arrondissement et de la banlieue avoisinante (29 membres). Siège social : place d'Italie, 9, à Paris.

[25 avril 1897]. — Chambre syndicale des couleurs et garçons de jour des lavoirs (33 membres). Siège social : 69, rue Mouffetard.

[3 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers chocolatiers du département de la Seine (50 membres). Siège social : rue J.-J. Rousseau, 35.

[29 mai 1897]. — Section syndicale Nord-Paris de la fédération des travailleurs des chemins de fer français (48 membres). Siège social : 7 passage Kracher, à Paris.

[31 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers afficheurs du département de la Seine (94 membres). Siège social : Bourse du travail.

[5 juin 1897]. — Syndicat national des ouvriers de ports, entrepôts et magasins généraux (10 membres). Siège social : 245, faubourg Saint-Martin.

Seine-Inférieure [3 mai 1897]. — Syndicat des voyageurs et représentants de commerce du canton d'Elbeuf (250 membres). Siège social : Hôtel de ville d'Elbeuf.

Var [5 décembre 1896]. — Syndicat des menuisiers, ébénistes, modelleurs, tourneurs sur bois et similaires de la commune de la Seyne (80 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulon.

[15 décembre 1896]. — Syndicat des chaudronniers sur fer et parties similaires de la commune de la Seyne (30 membres). Siège social : bar du Siècle, à la Seyne.

[16 février 1897]. — Syndicat des employés professionnels du Grand Théâtre de Toulon (10 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulon.

[15 février 1897]. — Syndicat des conducteurs et aides-conducteurs de machines-outils de la commune de la Seyne (53 membres). Siège social : Bourse du travail, à la Seyne.

[28 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers maçons (80 membres). Siège social : École laïque, à la Seyne.

[20 mai 1897]. — Syndicat des journaliers et manœuvres des forges et chantiers de la Seyne (200 membres). Siège social : Bourse du travail, à la Seyne.

[28 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers gréeurs de la Seyne-sur-Mer (55 membres). Siège social : Bourse du travail, à la Seyne-sur-Mer.

Haute-Vienne [10 mai 1897]. — Union des préposés de la manufacture des tabacs de Limoges (3 membres). Siège social : place Boudier, 9, à Limoges.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Vendée [18 janvier 1897]. — Syndicat de la presse sablaise (11 membres). Siège social : Les Sables-d'Olonne.

4^e SYNDICATS AGRICOLES.

Cher [1^{er} avril 1897]. — Syndicat viticole des vignerons de la commune de Chéry (78 membres). Siège social : Chéry.

Dordogne [25 janvier 1897]. — Syndicat régional agricole du canton de Beaumont et cantons voisins. Siège social : à Beaumont.

Drôme [23 mai 1897]. — Syndicat agricole de Champ de Grange (24 membres). Siège social : maison Mielle, à Savasse.

Gers [15 mars 1897]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Salles (29 membres). Siège social : Salles.

Hérault [20 mai 1897]. — Syndicat des propriétaires, expéditeurs de chasselas du Pouget (80 membres). Siège social : Le Pouget.

Loir-et-Cher [25 mars 1897]. — Syndicat agricole des Noëls, commune de Vineuil (55 membres). Siège social : Léry, commune de Vineuil.

Lot-et-Garonne [28 mai 1897]. — Syndicat d'industrie agricole de Montagnac-sur-Avignon (19 membres). Siège social : Montagnac.

Maine-et-Loire [16 mars 1897]. — Syndicat agricole des cantons de Beaufort et de Longué (150 membres). Siège social : mairie de Beaufort.

Mayenne [15 mai 1896]. — Syndicat pomologique d'Ernée (100 membres). Siège social : Rue-Grande, à Ernée.

Meuse [27 mars 1897]. — Syndicat principal agricole de Fleury-Douaumont (23 membres). Siège social : Fleury.

[5 avril 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Rarécourt (44 membres). Siège social : Rarécourt.

Morbihan [10 janvier 1897]. — Syndicat agricole des deux cantons de Vannes (170 membres). Siège social : Vannes.

Nièvre [15 janvier 1897]. — Syndicat viticole du canton de Varzy (250 membres). Siège social : mairie de Varzy.

Haute-Savoie [16 mai 1897]. — Syndicat des vignerons de Douvaine, Massougy, Ballaison et Loisin (22 membres). Siège social : mairie de Douvaine.

Seine-et-Marne [24 avril 1897]. — Union syndicale des cultivateurs de l'arrondissement de Fontainebleau (1.233 membres). Siège social : Saint-Pierre-les-Nemours.

Somme [7 mai 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Wailly (12 membres). Siège social : mairie de Wailly.

[10 mai 1897]. — Syndicat agricole de Chuignes, Chuignolles et Foucaucourt (22 membres). Siège social : Chuignes.

Var [8 mai 1897]. — Syndicat des producteurs agricoles et horticoles de l'arrondissement de Toulon (400 membres). Siège social : place de l'Église, 2, Toulon.

UNIONS DE SYNDICATS.

Bouches-du-Rhône [5 avril 1897]. — Fédération des syndicats aixois (2 syndicats adhérents). Siège social : place de l'Archevêché, 26, à Aix.

Vaucluse [14 mars 1891]. — Union betteravière des syndicats agricoles de la vallée du Rhône (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Avignon.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [3 décembre 1883]. — Chambre syndicale des patrons agriculteurs-horticulteurs et maraîchers de Marseille (90 membres). Siège social : rue Curial, 12.

[24 mai 1883]. — Syndicat des bateliers de Marseille (20 membres). Siège social : quai des Ports, 180, à Marseille.

Hérault [30 octobre 1891]. — Syndicat des fabricants de meubles de la ville de Montpellier, (11 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo.

Nord [28 novembre 1880]. — Syndicat des entrepreneurs de bâtiments (52 membres). Siège social : Hôtel de ville de Cambrai.

[12 décembre 1890]. — Syndicat des brasseurs de l'arrondissement de Cambrai (60 membres). Siège social : rue de la Herse, 13, à Cambrai.

[1^{er} avril 1892]. Syndicat des boulangers de Gravelines (17 membres). Siège social : à Gravelines.

[9 janvier 1893]. — Syndicat du commerce en gros des vins, spiritueux des cantons de Roubaix, Tourcoing et Launoy (20 membres). Siège social : rue de Tourcoing, 10, à Roubaix.

[4 août 1889]. — Chambre syndicale des horlogers-bijoutiers de Roubaix (30 membres). Siège social : Grande place, 21, à Roubaix.

Rhône [1^{er} novembre 1889]. — Syndicat des patrons moireurs d'étoffes (5 membres). Siège social : quai Saint-Clair, 10, à Lyon.

[1^{er} mars 1891]. — Chambre syndicale des eaux minérales gazeuses naturelles et artificielles (24 membres). Siège social : place des Jacobins, 4, à Lyon.

Saône-et-Loire [29 novembre 1888]. — Syndicat des entrepreneurs de travaux de bâtiments de la ville de Chalon-sur-Saône (25 membres). Siège social : rue des Cornillons, 3, à Chalon.

[20 octobre 1894]. — Syndicat des fabricants de soieries de Chauffailles et de la région (16 membres). Siège social : à Chauffailles.

Seine-Inférieure [24 novembre 1892]. — Syndicat des loueurs de voitures du département de la Seine-Inférieure (60 membres). Siège social : hôtel des Victoires, à Yvetot.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [7 février 1882]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers des Baux (15 membres). Siège social : Les Baux.

[15 février 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers de la Ciotat (11 membres). Siège social : quai du Port, 1, à la Ciotat.

[15 mars 1887]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre d'Aix (28 membres). Siège social : boulevard de la Plateforme, 34, à Aix.

[4 décembre 1889]. — Chambre syndicale des garçons bouchers et charcutiers de la ville de Marseille (80 membres). Siège social : Bourse du travail de Marseille.

[13 décembre 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers bijoutiers et parties similaires de Marseille (57 membres). Siège social : Bourse du travail de Marseille.

[9 mai 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers d'Aix (10 membres). Siège social : cours Sextius, 34, à Aix.

[30 mai 1892]. — Syndicat des courtiers et représentants de commerce de la ville d'Aix (9 membres). Siège social : cours Mirabeau, à Aix.

[1^{er} juillet 1896]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs d'Aix (25 membres). Siège social : cours Sextius, 34, à Aix.

Cher [25 mai 1892]. — Syndicat des ouvriers agricoles et travaux similaires (section de Charly) [79 membres]. Siège social : à Charly.

[1^{er} juillet 1894]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de Mehun-sur-Yèvre (80 membres). Siège social : à Mehun.

[1^{er} septembre 1895]. — Syndicat des ouvriers selliers, cordonniers et professions similaires de Bourges (50 membres). Siège social : mairie de Bourges.

Hérault [1878]. — Syndicat des employés de commerce de la ville de Béziers (80 membres). Siège social : café des Arts, à Béziers.

[26 juillet 1881]. — Syndicat des serruriers de la ville de Béziers (42 membres). Siège social : Bourse du travail de Béziers.

[juin 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville de Béziers (50 membres). Siège social : Bourse du travail de Béziers.

[24 septembre 1891]. — Syndicat des ouvriers confiseurs, pâtisseries et chocolatiers (11 membres). Siège social : rue Balard, à Montpellier.

[30 mai 1893]. — Syndicat des bourreliers de Béziers (11 membres). Siège social : Bourse du travail de Béziers.

Indre [29 septembre 1894]. — Syndicat des ouvriers en chaussures et parties similaires (53 membres). Siège social : à Châteauroux.

Indre-et-Loire [4 octobre 1892]. — Syndicat des ouvriers couvreurs (50 membres). Siège social : Bourse du travail de Tours.

[5 janvier 1896]. — Union syndicale des ouvriers tourneurs sur bois de Tours (8 membres). Siège social : Bourse du travail de Tours.

Maine-et-Loire [14 décembre 1891]. — Chambre syndicale des déformeurs réunis (150 membres). Siège social : Bourse du travail d'Angers.

[23 septembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers en cuirs et peaux (25 membres). Siège social : Bourse du travail d'Angers.

[24 février 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'Angers (11 membres). Siège social : Bourse du travail d'Angers.

Nièvre [18 janvier 1894]. — Syndicat des ouvriers des bois (23 membres). Siège social : à la Chapelle-Saint-André.

Nord [2 août 1880]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments (10 membres). Siège social : rue de la Latte, à Tourcoing.

[4 mars 1888]. — Chambre syndicale des ouvriers monteurs de Jacquards de Roubaix et des environs (40 membres). Siège social : café Dujardin, à Roubaix.

[15 juillet 1891]. — Chambre syndicale des verriers de Denain (140 membres). Siège social : rue Saint-Amand, à Denain.

[26 juillet 1891]. — Chambre syndicale des verriers de Masnières (210 membres). Siège social : à Masnières.

[5 novembre 1891]. — Syndicat des garçons limonadiers, restaurateurs et hôteliers (80 membres). Siège social : rue de Paris, 34, à Lille.

[1^{er} janvier 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Roubaix et environs (24 membres). Siège social : rue Saint-Georges, 6, à Roubaix.

[9 février 1892]. — Chambre syndicale des vendeurs de journaux et objets de librairie de Lille et des environs (52 membres). Siège social : rue de Béthune, 47, à Lille.

[15 mai 1894]. — Chambre syndicale ouvrière textile de Dunkerque et environs (10 membres). Siège social : rue de l'Abattoir, 46, à Dunkerque.

[7 mai 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers, zingueurs et plombiers de la ville de Tourcoing (45 membres). Siège social : à Tourcoing.

Oise [2 juillet 1893]. — Syndicat des ouvriers cordonniers de Mouy et ses environs (70 membres). Siège social : à Mouy.

[15 août 1895]. — Syndicat de la métallurgie et parties similaires (20 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, à Beauvais.

Rhône [15 juin 1889]. — Syndicat libre des ouvriers tisseurs de l'Arbresle (37 membres). Siège social : rue du Puits, à l'Arbresle.

[28 août 1889]. — Chambre syndicale des tisseurs et similaires de Marnaud (135 membres). Siège social : à Marnaud.

[14 septembre 1890]. — Syndicat des ouvriers des bâtiments de Tarare (10 membres). Siège social : ancienne mairie de Tarare.

[14 février 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers sur cuivre de la ville de Villefranche (25 membres). Siège social : rue de la Gare, 5, à Villefranche.

[25 janvier 1896]. — Syndicat des ouvriers employés et similaires de la Compagnie lyonnaise de tramways (83 membres). Siège social : avenue des Ponts, 317, à Lyon.

Var [15 décembre 1893]. — Syndicat des charretiers et chargeurs (41 membres). Siège social : Bourse du travail de Toulon.

[14 avril 1894]. — Syndicat des journaliers hommes de peine et parties similaires (35 membres). Siège social : Bourse du travail de Toulon.

3° SYNDICATS MIXTES.

Nord [29 juillet 1889]. — Syndicat professionnel des patrons et ouvriers charpentiers et menuisiers de la corporation chrétienne de Sainte-Anne (25 membres). Siège social : rue de Tournai 49 *ter*, à Lille.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Ain [1^{er} janvier 1888]. — Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Nantua (40 membres). Siège social : à Nantua.

[2 septembre 1888]. — Syndicat viticole de Cerdon (50 membres). Siège social : à Cerdon.

Hérault [1^{er} janvier 1888]. — Syndicat professionnel agricole du Pouget (88 membres). Siège social : au Pouget, maison Neyrac.

[8 décembre 1895]. — Syndicat professionnel agricole de Saint-Privat (16 membres). Siège social : Les Salces, commune de Saint-Privat.

Indre [27 janvier 1887]. — Syndicat viticole du canton de Levroux (102 membres). Siège social : à Levroux.

Indre-et-Loire [8 novembre 1887]. — Syndicat antiphyloxérique et viticole cantonal (208 membres). Siège social : à Montbazou.

Mayenne [7 janvier 1889]. — Syndicat des éleveurs propriétaires et amateurs de chevaux de Laval (16 membres). Siège social : rue du Mans, 26, à Laval.

Nord [23 janvier 1888]. — Syndicat des sécheurs et cultivateurs de la chicorée de la région du nord de la France (20 membres). Siège social : rue de la Herse, 13, à Cambrai.

[17 avril 1891]. — Syndicat agricole du canton de Solesmes (150 membres). Siège social : à Solesmes.

[6 avril 1895]. — Cercle agricole du Cambrésis (1.350 membres). Siège social : rue des Halles, 2, à Cambrai.

Rhône [1^{er} septembre 1886]. — Syndicat des agriculteurs de Condrieu et ses environs (41 membres). Siège social : à Condrieu.

Yonne [2 février 1890]. — Syndicat agricole et viticole d'Auxerre, groupe local de Villemer (22 membres). Siège social, à Villemer.

LA BANQUE COOPÉRATIVE DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

DE PRODUCTION DE FRANCE EN 1896.

56 associations ont fait des opérations à la Banque coopérative en 1896.

Elles comprennent 9 associations de province et 47 de Paris.

Par rapport à l'industrie, elles se divisent en 29 associations du bâtiment et 27 des industries diverses.

Le capital de la banque coopérative s'élevait, au 31 décembre 1896, à 37.100 francs dont 14.786 francs restaient dus par les actionnaires, soit actuellement 22.313 fr. 15 de capital versé (1).

L'année 1895 se terminait avec 31.400 francs de capital souscrit et 13.435 fr.35 de capital versé.

L'augmentation du capital se traduit donc par 5.700 francs dans la souscription et 8.877 fr. 80 dans les versements.

La moyenne des fonds employés en permanence pendant l'année 1896 a été de 552.014 francs, contre 525.685 en 1895, dont 527.637 francs ont été utilisés par les associations proprement dites, contre 499.143 francs en 1895.

Les effets à recevoir ont eu, en 1896, un mouvement légèrement plus faible qu'en 1895. L'on accusait l'année précédente un total de 487.244 fr. 90 d'es-compte, tandis que cette année, nous n'arrivons qu'au chiffre de 462.778 fr. 90.

Les comptes courants d'associations, qui s'appliquent exclusivement aux avances sur travaux, ont une tendance à s'augmenter plutôt comme solde débiteur que comme affaires faites. Il y a eu, en 1896, un solde débiteur de 476.824 francs, contre 528.092 francs en 1895. La moyenne de fonds employés s'élève à 458.817 francs, contre 411.136 francs en 1895. Tandis que le total des affaires ne s'est élevé qu'à 605.649 fr. 30 contre 776.083 fr. 60 en 1895.

Les fonds employés ont rapporté une somme de 25.452 fr. 85, dont il faut déduire :

1° Agios et commissions au Crédit lyonnais et au Comptoir national d'escompte.....	1.621 ^f 00°
2° Pertes	17.058 06
	18.680 ^f 06°
RESTE comme bénéfice brut	6.772 80
3° A déduire les frais généraux.....	10.113 70
SOLDE ÉGAL à celui du bilan : Pertes.....	3.340 ^f 90°

(1) La Banque dispose en outre, pour ses opérations, d'une réserve spéciale de 550.000 francs (Voir au *passif*, p. 452.)

La réserve ordinaire n'a pas changé depuis l'année dernière si ce n'est de la part de répartition des bénéfices de 1895 qui lui a été attribuée.

La réserve extraordinaire a également porté cette part à son crédit mais, par contre, et après décision de l'Assemblée générale, elle subira la perte sus-énoncée de 3.340 fr. 90, et en réalité son avoir ne sera plus que de 3.785 fr. 80 au lieu de 7.127 fr. 70.

Le bilan de la banque coopérative, au 31 décembre 1896, était le suivant :

ACTIF.

Actionnaires.....	14.786 ^f 85 ^c
Caisse.....	18.389 90
Effets à recevoir.....	41.857 40
Comptes courants.....	476.824 35
Créances litigieuses.....	20.607 30
Crédit lyonnais.....	15.554 85
Comptoir d'escompte.....	1.205 00
1 ^{er} établissement.....	2.589 90
Dépôt : État de lieux, compagnie du gaz.....	470 00
Matériel, mobilier, agencement.....	789 35
Titres mobiliers.....	11.500 80
Pertes.....	3.340 90
	607.916 60

PASSIF.

Capital.....	37.100 ^f 00 ^c
Actionnaires divers.....	305 10
Créditeurs divers.....	10.698 80
Réserve ordinaire.....	1.425 55
— extraordinaire.....	7.127 70
— spéciale.....	550.000 00
Caisse de secours.....	2.259 25
	607.916 40

CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES FORGES DE FRANCE.

OPÉRATIONS EN 1896 (1).

Le nombre des établissements assurés par la caisse syndicale des Forges de France, en 1896, a été de 48. Ces établissements ont employé 58.353 ouvriers et ont distribué 69.312.000 francs de salaires.

Le nombre des accidents survenus en 1896, dont la caisse a eu connaissance, est de 953, parmi lesquels 504 ont motivé indemnité conformément aux statuts.

(1) Voir le compte rendu de 1895 dans le n° 9 (1896) du *Bulletin*.

Ces 504 accidents se décomposent en :

Cas de mort.....	49	soit: 9,7 p. o/o du total.
Cas d'incapacité permanente totale.....	9	— 1,8 p. o/o —
Cas d'incapacité permanente partielle.....	348	— 69,0 p. o/o —
Cas d'incapacité temporaire de plus de 90 jours.....	98	— 19,5 p. o/o —

Rapportés au nombre des ouvriers assurés, les diverses catégories d'accidents ont fourni, depuis 1892, première année de fonctionnement de la caisse, les proportions suivantes :

Nombre, par 1.000 ouvriers assurés, des cas de :	ANNÉES.				
	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
Mort.....	0,88	0,55	0,73	0,88	0,84
Incapacité permanente totale.....	0,74	0,76	0,32	0,27	0,15
Incapacité permanente partielle.....	3,97	4,96	4,82	4,95	5,97
Incapacité temporaire.....	1,29	0,93	0,94	1,05	1,67
Accidents motivant indemnité.....	6,88	7,20	6,81	7,15	8,63

On voit que l'exercice 1896 a été tout particulièrement chargé, au point de vue de la fréquence des accidents.

Quant aux résultats financiers, les chiffres ci-dessous en donnent le résumé :

	EXERCICE 1896.	(EXERCICE 1895.)
	francs.	francs.
Salaires assurés.....	69.312.000	(66.123.000)
Recettes totales.....	1.487.707	(1.411.778)
Cotisations des sociétaires.....	930.406	(876.599)
Cotisation moyenne par 100 francs de sa- laire assuré.....	1,34	(1,33)
Dépenses totales.....	818.881	(910.751)
Sommes affectées au règlement des indem- nités et à la constitution du capital des pensions.....	709.912	(784.954)
Frais de gestion.....	50.771	(48.647)
Rapport des frais de gestion aux cotisations.	(0,05)	(0,06)
Montant du fonds de réserve de prévoyance à la fin de l'exercice.....	360.000	(336.110)

La moyenne des indemnités payées pour tous les accidents réglés depuis la création de la caisse syndicale jusqu'au 31 décembre 1896 est de 1.780 francs, par accident, c'est-à-dire par ouvrier tué ou blessé.

LES ASILES DE NUIT À PARIS.

L'Office du travail vient de terminer une enquête sommaire sur les asiles de nuit à Paris. Ses résultats peuvent se résumer de la façon suivante :

NOMBRE D'ASILES ET DE LITS.

Il existait à Paris, en 1894 (voir *Bulletin de l'Office du travail* du mois de juin 1894), 9 asiles offrant un abri gratuit pour la nuit, avec distribution de soupe ou de pain à l'arrivée et au départ. A la fin de 1896, le nombre des refuges était porté à 14.

Il y a, en effet, 6 refuges municipaux : celui du quai Valmy, n° 107, contenant 207 lits; celui de la rue du Château-des-Rentiers, n° 69, contenant 207 lits, tous les deux pour les hommes; de plus, pour les femmes avec enfants, le refuge rue Stendahl, n° 1, contenant 102 lits et 20 berceaux; celui de la rue Fessard, n° 35, avec 164 lits et 50 berceaux, celui de la rue de Tolbiac, n° 235, avec 200 lits, et celui de la rue de Bagneux, à Fontenay-aux-Roses, avec 48 lits et 48 berceaux.

Nombre d'hommes, de femmes et d'enfants

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE EN 1894				NOMBRE MOYEN des nuits consé- cutives par hospita- lisé.	NOMBRE EN 1895			
	DES HOSPITALISÉS.			DES NUITS.		DES HOSPITALISÉS.			DES NUITS.
	Hommes.	Femmes.	Enfants.			Hommes.	Femmes.	Enfants.	
Refuges de nuit munici- paux.....	45.052	2.840	833	199.810	4,10	52.261	2.842	745	129.691
Hospitalité de nuit	98.688	3.218	652	243.325	2,37	82.969	3.166	515	218.543
Société philanthropique.....	"	12.268	1.931	61.152	4,31	"	10.441	1.398	57.560
Asile de la rueMouffetard.	3.163	"	32	11.182	3,50	3.658	"	27	12.898
TOTAUX.....	146.903	18.326	3.448	515.469	3,06	138.888	16.449	2.685	418.992
TOTAL GÉNÉRAL....	166.677					158.022			

Le nombre total des personnes reçues dans les asiles de nuit est en diminution, bien que le nombre des asiles ait augmenté : de 166.783 personnes en 1892, il passe à 164.948 en 1893, 168.677 il est vrai en 1894, mais à 158.022 en 1895 et 144.037 en 1896. Pour apprécier cette modification dans le nombre des personnes reçues, il faut remarquer que le nombre total des nuits passées dans les refuges, qui était de 499.630 en 1892, de 495.402 en 1893, est passé à 515.469 en 1894, à 418.992, il est vrai, en 1895, mais était revenu à 515.900 en 1896. La diminution du nombre de nuits, constatée sur l'ensemble des refuges, en 1895, peut être expliquée d'après la remarque faite par le rapporteur de l'Hospitalité de nuit : « Notre œuvre a reçu 15.908 personnes en moins que l'année précédente. Faut-il l'attribuer

D'autre part, la Société philanthropique a trois refuges pour femmes et enfants : celui de la rue Saint-Jacques, n° 235, avec 100 lits et 25 berceaux ; celui de la rue Labat, n° 44, avec 53 lits et 16 berceaux ; celui de la rue de Crimée, n° 166, avec 41 lits et 12 berceaux.

Les quatre maisons de l'Hospitalité de nuit reçoivent des hommes, des femmes et des enfants : le refuge de la rue de Tocqueville, n° 59, contient 168 lits et 6 berceaux ; celui de la rue de Laghouat, n° 13, contient 157 lits ; celui du boulevard de Vaugirard, n° 14, contient 299 lits et 4 berceaux, et celui du boulevard de Charonne contient 247 lits et 4 berceaux.

Enfin, un refuge fondé en 1894, rue Mouffetard, n° 76, contient 37 lits ; on n'y reçoit que des hommes et quelquefois des enfants.

NOMBRE ANNUEL D'HOSPITALISÉS.

Pour les années 1894, 1895 et 1896, le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants recueillis dans les quatre sortes d'établissements dont on vient de parler est donné par le tableau ci-après :

recueillis dans les quatre sortes d'établissements.

NOMBRE MOYEN des nuits consécutives par hospitalisé.	NOMBRE EN 1896						NOMBRE MOYEN DES NUITS (1)		
	de	de	de	DES HOSPITALISÉS			par lit ou berceau.	consécutives par hospitalisé.	
	MAISON.	LITS.	BERCEAUX.	DES NUITS.					
				Hommes.	Femmes.	Enfants.			
2,32	6	928	18	42.193	2.979	705	219.989	233	4,80
2,52	4	871	14	80.496	3.410	577	234.643	265	2,78
4,90	3	194	53	"	9.138	1.278	49.956	200	4,80
3,50	1	37	"	3.185	"	46	11.312	306	3,50
2,65	14	2.030	85	125.874	15.557	2.606	515.900	243	3,53
				144.037					

Les chiffres de ces deux colonnes ne s'appliquent qu'à l'année 1896.

« à la douceur exceptionnelle de l'automne ou bien à une décroissance de la misère ?
 « Non. La maison de Lamaze, boulevard de Vaugirard, qui contient 300 lits, était
 « en reconstruction pendant cet hiver et n'a été réouverte que le 6 avril 1895. De plus,
 « les mairies ont distribué pendant les grands froids des bons de logement valables
 « pendant plusieurs jours. La Ville de Paris avait installé des chauffoirs publics abrités
 « par des tentes. » Remarquons aussi que la Ville de Paris a inscrit au budget de 1896
 un crédit de 5.000 francs à répartir en bons de logement de 0 fr. 20 chacun chez
 les hôteliers-logeurs entre les personnes qui se présentent aux refuges trop tard pour
 être admises.

Il est possible, par le tableau précédent, de se rendre compte que l'Hospitalité de

nuit et l'asile de la rue Mouffetard font observer plus strictement le règlement commun à ces œuvres, règlement qui n'admet les hospitalisés que pendant trois nuits consécutives, et quatre nuits quand il y a un dimanche parmi les nuits d'hospitalisation.

NOMBRE MENSUEL D'HOSPITALISÉS.

Le nombre des personnes reçues dans les asiles de nuit (refuges municipaux, Hospitalité de nuit, Société philanthropique, asile de la rue Mouffetard) est donné mois par mois et par catégories (hommes, femmes, enfants) pour 1894, 1895 et 1896 par le tableau ci-dessous :

MOIS.	HOMMES.			FEMMES.			ENFANTS.		
	1894.	1895.	1896.	1894.	1895.	1896.	1894.	1895.	1896.
Janvier.....	15.751	17.065	13.408	1.382	1.435	1.382	280	257	197
Février.....	12.752	16.659	14.300	1.469	1.297	1.266	233	183	222
Mars.....	13.336	14.797	12.105	1.646	1.570	1.255	289	188	208
Avril.....	11.822	11.208	10.033	1.531	1.479	1.290	206	232	217
Mai.....	11.821	10.340	9.447	1.692	1.534	1.316	328	235	224
Juin.....	10.559	8.802	8.358	1.424	1.092	1.602	350	255	196
Juillet.....	10.635	9.920	8.512	1.493	1.252	1.255	309	229	225
Août.....	11.067	9.423	9.126	1.566	1.281	1.278	343	259	235
Septembre.....	10.640	8.435	8.886	1.369	1.305	1.267	277	248	231
Octobre.....	11.589	9.862	10.122	1.502	1.450	1.525	241	232	245
Novembre.....	12.366	10.379	10.268	1.651	1.397	1.343	262	177	187
Décembre.....	14.565	11.998	11.219	1.601	1.357	1.378	270	190	219
	146.903	138.888	125.874	18.326	16.449	15.557	3.448	2.685	2.606

L'examen des chiffres du tableau ci-dessus fait ressortir que le nombre des hospitalisés pendant les mois froids d'octobre à mars est, comme il fallait s'y attendre, plus élevé dans l'ensemble que celui des hospitalisés pendant les mois plus chauds,

NATIONALITÉ.	REFUGES MUNICIPAUX (1).			HOSPITALITÉ DE NUIT.		
	1894.	1895.	1896.	1894.	1895.	1896.
Parisiens.....	"	11.854	9.860	"	"	"
Provinciaux.....	"	40.627	33.249	"	"	"
Français.....	45.603	52.481	43.109	92.436	77.403	76.107
Déclarés : Alsaciens-Lorrains.....	"	"	"	3.988	3.636	3.309
Allemands proprement dits.....	"	"	"	670	622	566
Allemands.....	449	504	229	4.658	4.258	3.875
Belges.....	818	1.000	810	2.906	2.642	2.404
Italiens.....	115	212	165	540	443	403
Suisses.....	390	438	273	1.119	1.065	969
Divers.....	1.350	1.213	1.291	899	839	755
TOTAUX.....	48.725	55.848	45.877	102.558	86.650	84.513

d'avril à septembre. Dans les refuges municipaux pour hommes, qui peuvent être choisis comme types, leur nombre et leur fonctionnement n'ayant pas varié, le nombre des hommes reçus dans les refuges pendant les mois d'octobre à mars, et pour les années 1894, 1895 et 1896, a été en moyenne de 30.000 environ contre 17.000 pendant les mois plus chauds : avril, mai, juin, juillet, août, septembre ; d'où il ressort qu'un peu plus de 60 p. 100 des hommes ont été hospitalisés pendant les mois froids.

DÉPENSES.

Les dépenses des divers établissements se résument dans le tableau suivant :

ÉTABLISSEMENTS.	DÉPENSE TOTALE.			PRIX MOYEN DE LA NUIT PAR HOSPITALISÉ.		
	1894.	1895.	1896.	1894.	1895.	1896.
	francs.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Refuges de nuit municipaux.....	84.250	84.100	84.100	0 42	0 60	0 38
Hospitalité de nuit.....	103.491	75.680	131.248	0 42	0 35	0 56
Société philanthropique.....	37.520	37.908	39.751	0 61	0 65	0 80
Asile de la rue Mouffetard.....	2.071	2.455	2.433	0 22	0 19	0 21

Les dépenses comprennent les frais de couchage, d'alimentation et de désinfection des vêtements. Le système de désinfection par l'étuve à air chaud à plus de 100 degrés s'est généralisé. Des vêtements, des chaussures, des bons de fourneaux ont été, en outre, distribués aux hospitalisés pour des sommes qui ne sont pas comprises dans les chiffres portés au tableau ci-dessus.

ORIGINE DES HOSPITALISÉS.

Le tableau ci-dessus indique la répartition des personnes hospitalisées d'après leur lieu d'origine (hommes, femmes et enfants).

SOCIÉTÉ PHILANTHROPIQUE (1).			ASILE DE LA RUE MOUFFETARD (1).			OBSERVATIONS.
1894.	1895.	1896.	1894.	1895.	1896.	
2.781 10.330	2.240 8.482	1.652 7.731	763 2.164	897 2.599	882 2.345	(1) Les refuges municipaux, la Société philanthropique et l'asile de la rue Mouffetard ont fait, parmi les personnes de nationalité française, une classification entre celles qui sont nées à Paris et celles qui sont nées en province.
13.111 509 59	10.722 681 41	9.383 553 49	2.927 112 5	3.496 97 4	3.227 119 6	
568 213 34 114 159	725 117 44 78 153	602 180 41 82 128	117 26 5 19 25	101 31 7 23 27	125 24 5 21 28	
14.199	11.839	10.416	3.195	3.685	3.251	

Ainsi que l'on peut s'en rendre compte et, comme l'on pouvait s'y attendre, le nombre des individus nés en province et qui ont dû recourir aux asiles de nuit est de beaucoup supérieur à celui des hospitalisés nés à Paris, puisque sur l'ensemble des individus de nationalité française, pour lesquels la statistique a permis de faire cette distinction, le nombre des provinciaux hospitalisés est environ des trois quarts.

PROFESSIONS EXERCÉES PAR LES HOSPITALISÉS.

Le tableau ci-dessous indique la profession des hospitalisés, hommes et femmes, recueillis en 1894, 1895 et 1896 dans les refuges municipaux et dans les asiles de l'Hospitalité de nuit.

PROFESSIONS DES HOMMES RECUEILLIS EN 1894, 1895 ET 1896
DANS LES REFUGES MUNICIPAUX ET DANS LES ASILES DE L'HOSPITALITÉ DE NUIT.

PROFESSIONS.	REFUGES MUNICIPAUX et hospitalité de nuit.			PROFESSIONS.	REFUGES MUNICIPAUX et hospitalité de nuit.		
	1894.	1895.	1896.		1894.	1895.	1896.
<i>Agriculture et forêts.</i>				<i>Textiles.</i>			
Cultivateurs.....	1.464	1.429	1.316	Appréteurs.....	367	229	236
Jardiniers.....	2.558	2.117	1.837	Chapeliers.....	507	524	454
<i>Industries extractives.</i>				Fileurs et cordiers.....	498	363	412
Carriers.....	433	333	303	Matelassiers.....	106	93	73
Mineurs.....	152	135	119	Passementiers.....	594	491	526
<i>Produits alimentaires.</i>				Rattacheurs.....	262	313	289
Cuisiniers et garçons....	2.862	3.193	1.585	Tailleurs d'habits.....	1.613	1.389	1.213
Boulangers.....	1.971	2.282	2.002	Tapissiers.....	634	571	451
Brasseurs.....	264	291	281	Tisseurs.....	751	750	661
Bouchers.....	1.574	1.583	1.262	Tullistes-guimpiers.....	30	22	10
Charcutiers.....	839	875	707	Teinturiers.....	203	274	204
Pâtisseries-confiseurs.....	1.087	1.088	926	Voiliers.....	34	41	17
Tripiers.....	41	15	11	Fleuristes.....	364	362	339
<i>Industrie du papier.</i>				Ouvriers textiles divers..	595	541	492
Papetiers et relieurs....	937	901	786	<i>Industrie du bois et tabletterie.</i>			
Cartonniers.....	141	148	136	Brossiers.....	281	292	254
Compositeurs typographes et lithographes.....	2.652	2.402	2.017	Charpentiers.....	919	911	787
Correcteurs.....	99	69	61	Ebénistes.....	752	782	556
Photographes.....	250	269	231	Emballeurs.....	751	622	529
<i>Travail des pierres et terres.</i>				Menuisiers et charrois..	3.862	3.970	3.439
Briquetiers.....	457	656	522	Scieurs de long.....	379	382	322
Couvreurs.....	1.249	1.063	950	Tourneurs.....	187	164	109
Maçons.....	3.440	2.855	2.606	Ouvriers en bois divers..	926	855	778
Maçonniers.....	309	329	280	<i>Métaux.</i>			
Tailleurs de pierre.....	240	269	146	Ajusteurs et mécaniciens.	3.582	3.314	2.831
Terrassiers.....	3.020	3.207	2.849	Chauffeurs.....	1.334	1.195	1.067
Ouvriers en bâtiments divers.				Chaudronniers.....	403	524	456
Verriers et faïenciers....	749	786	715	Couteliers.....	32	34	14
Vitriers.....	294	259	196	Ferblantiers, lampistes et zingueurs.....	1.173	1.051	768
<i>Cuir et peaux.</i>				Fondeurs.....	378	317	210
Cordonniers.....	3.076	2.580	2.297	Forgerons.....	1.552	1.312	1.333
Tanneurs, corroyeurs, mégissiers.....	845	832	693	Fumistes.....	312	378	280
Selliers et bourreliers....	1.260	1.055	1.014	Maréchaux ferrants.....	279	357	285
Ouvriers en cuirs et peaux divers.....	563	419	381	Mouleurs.....	358	400	320
				Plombiers et gaziers....	991	991	881
				Serruriers.....	2.955	2.741	2.392

PROFESSIONS.	REFUGES MUNICIPAUX et hospitalité de nuit.			PROFESSIONS.	REFUGES MUNICIPAUX et hospitalité de nuit.		
	1894.	1895.	1896.		1894.	1895.	1896.
<i>Métier. (Suite.)</i>				<i>Professions libérales.</i>			
Tourneurs.....	135	200	92	Professeurs, instituteurs.....	249	282	246
Armuriers.....	278	285	147	Étudiants.....	84	20	18
Ouvriers en fer divers....	2.867	1.930	1.756	Hommes de lettres.....	11	6	5
Horlogers.....	424	421	562	Journalistes.....	21	7	5
Bijouliers et batteurs d'or.	929	730	802	Clercs de notaires et d'avoués.....	362	224	168
<i>Finiisseurs et ouvriers d'art.</i>				Interprètes.....	35	28	25
Doreurs.....	144	118	102	Architectes.....	4	3	3
Graveurs.....	510	468	531	<i>Artistes.</i>			
Peintres.....	3.325	2.929	2.795	Artistes dramatiques et lyriques.....	164	165	120
Sculpteurs.....	357	274	242	Musiciens.....	40	37	35
Ouvriers d'art divers....	506	222	202	Pianistes.....	8	5	5
<i>Transport.</i>				Gymnastes.....	39	13	12
Charretiers.....	2.791	2.535	2.148	<i>Services personnels.</i>			
Cochers.....	4.581	944	859	Infirmiers.....	1.189	913	807
Palefreniers.....	4.457	834	759	Domestiques.....	1.276	1.204	828
Marins et marinsiers....	624	695	506	<i>Divers.</i>			
<i>Manutention et commerce.</i>				Chanteurs ambulants....	290	279	254
Garçons épiciers.....	626	661	746	Colporteurs.....	1.575	1.512	1.286
Garçons de café et de salle.	4.292	3.967	3.561	Commissionnaires.....	429	398	386
Garçons marchand de vin.	1.373	1.279	1.076	Journaliers.....	37.146	36.704	36.854
Garçons de magasin....	328	304	239	Sans professions dési- gnées.....	684	628	567
Sommeliers.....	835	510	470	Divers.....	7.273	5.261	7.791
Coiffeurs et perruquiers.	731	730	655				
Comptables.....	1.789	1.615	1.156				
Employés de commerce..	4.704	4.108	3.467				
Ex-négociants.....	44	12	9				
Voyageurs et courtiers..	570	555	510				
Pharmaciens-droguistes..	117	83	83				
Machinistes de théâtre..	31	39	35				
				TOTAUX.....	143.740	135.230	122.689

Par les renseignements ci-dessus, il est possible de se rendre compte qu'une partie très importante des individus recourant aux asiles de nuit se trouve parmi des journaliers, c'est-à-dire parmi des individus qui exercent en réalité la profession de manœuvre, puisqu'à eux seuls ils comprennent 26 p. o/o des hospitalisés en 1894, 27 p. o/o en 1895 et 30 p. o/o en 1896. Toutefois il convient de remarquer que la déclaration de «journalier» ou de «journalière» n'est pas toujours sincère et qu'elle est faite souvent par des malheureux qui désirent dissimuler leur identité.

Quant aux professions exercées par les femmes qui ont eu recours aux refuges municipaux ou aux asiles de la Société philanthropique et de l'Hospitalité de nuit, le tableau ci-contre fournit les renseignements suivants : la plus grande partie provient des domestiques, 32 p. o/o en 1894 et 1895 et 27 p. o/o en 1896; viennent ensuite les journalières, 22 p. o/o en 1894, 23 p. o/o en 1895 et 24 p. o/o en

1896, et ensuite les ouvrières de la couture ou de la mode ; 17 p. o/o en 1894 et en 1895, 20 p. o/o en 1896.

PROFESSIONS EXERCÉES PAR LES FEMMES HOSPITALISÉES.

PROFESSIONS.	REFUGES MUNICIPAUX et hospitalité de nuit.			PROFESSIONS.	REFUGES MUNICIPAUX et hospitalité de nuit.		
	1894.	1895.	1896.		1894.	1895.	1896.
Marchandes ambulantes.	444	453	428	Employées de commerce.	85	75	102
Artistes.	14	11	10	Femmes de chambre.	228	219	231
Bijoutières.	2	4	3	Femmes de ménage.	1.002	857	766
Bimbelotières.	4	11	5	Fleuristes.	63	61	79
Blanchisseuses.	808	628	583	Infirmières et gardes-ma-			
Boutonnières.	10	7	3	lades.	202	150	147
Brodeuses.	13	9	17	Institutrices.	62	65	61
Brossières.	7	3	4	Journalières.	4.021	3.800	3.749
Brunisseuses et vernis-				Lingères.	197	163	204
seuses.	30	23	25	Mécaniciennes.	104	88	79
Cartonnières.	4	21	18	Papetières.	12	15	15
Chantuses ambulantes.	16	14	11	Nourrices.	38	31	28
Chapelières.	17	9	14	Passementières.	82	60	72
Ouvrières en chaussures.	11	11	5	Perleuses.	10	8	7
Chiffonnières.	21	34	29	Plumassières.	12	7	5
Ouvrières de la couture				Professeurs de piano.	6	17	16
et de la mode en géné-				Sages-femmes.	3	"	3
ral.	3.132	2.857	3.077	Sucrières.	2	4	2
Cuisinières.	1.447	1.332	1.351	Tisseuses.	10	7	4
Cardières et matelassières.	7	5	12	Typographes.	2	2	2
Dames de compagnie.	4	10	3	Sans profession désignée.	365	263	254
Domestiques.	5.820	5.325	4.131				
				TOTAUX.	18.326	16.449	15.553

PLACEMENT.

Tous les asiles de nuit cherchent à procurer du travail à leurs hospitalisés. Pour les hommes, les placements faits par les refuges municipaux se sont élevés à 423 en 1894, 286 en 1895 et 222 en 1896. En plus, un atelier d'assistance par le travail a été organisé au refuge municipal de la rue du Château-des-Rentiers. L'Hospitalité de nuit a aussi effectué des placements : 9.971 en 1894, 2.917 en 1895, 874 en 1896.

Pour les femmes, les placements ont été : à l'Hospitalité de nuit, de 3 en 1894, 2 en 1895, 4 en 1896 ; à la Société philanthropique, de 3.691 en 1894, 3.893 en 1895, 3.373 en 1896 ; ceux des refuges municipaux 774 en 1894, 710 en 1895, 709 en 1896.

VIII^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES MINEURS.

Le huitième Congrès international des mineurs s'est tenu à Londres du 7 au 12 juin.

Les délégués étaient au nombre de 73, représentant 1.184.000 mineurs, dont 620.000 anglais ayant envoyé 63 délégués. L'Allemagne avait 3 délégués (330.000 mineurs), la Belgique, 5 délégués (105.000 mineurs), et la France, 2 délégués (130.000 mineurs).

L'ordre du jour était, à peu de chose près, le même que celui du congrès précédent ; il comprenait : la journée de huit heures, la responsabilité des patrons en cas d'accidents, le minimum de salaire, la surproduction, les caisses de retraites, l'inspection des mines, la nationalisation des mines et les tribunaux professionnels ou conseils des prud'hommes.

La proposition tendant à faire établir législativement la journée de 8 heures dans les mines, en comptant ce temps de l'entrée à la sortie et en admettant les ouvriers du jour au bénéfice de cette loi, a été acceptée par 1.064.000 voix, les mineurs du Durham et du Northumberland (Union nationale des mineurs, comptant 120.000 membres) ayant seuls voté contre.

Un vœu pour que les employeurs soient rendus responsables de tous les accidents qui se produisent dans les mines a été voté à l'unanimité.

La Fédération des mineurs d'Angleterre a déposé ensuite la résolution suivante : « Le Congrès est d'avis que le temps est venu de fixer un salaire minimum, et de lutter pour cette revendication s'il est nécessaire. »

Cette résolution a été votée par l'Allemagne, la Belgique et la France. L'Angleterre s'est divisée sur cette question : les mineurs du pays de Galles et l'Union nationale ont voté contre (220.000 voix).

L'étude des voies et moyens d'application a été renvoyée au prochain congrès.

Il en a été de même pour la réglementation de la production, admise en principe, sauf par les délégués de l'Union nationale des mineurs d'Angleterre.

La proposition tendant à inviter les gouvernements à établir des caisses de retraites pour les mineurs n'a soulevé aucune discussion.

Le Congrès a aussi voté, à l'unanimité, une résolution, déposée par les délégués français, ainsi conçue : « Le Congrès international des mineurs, réuni à Londres, estime que, puisque les ouvriers mineurs de la Grand'Combe ont soumis à l'arbitrage du Gouvernement français le conflit qui s'est produit entre eux et la Compagnie, il est du devoir de ce Gouvernement d'exiger de la Compagnie de reprendre à son service les ouvriers qu'elle avait renvoyés. »

Un délégué allemand a présenté au Congrès un projet de résolution demandant , pour les mineurs de son pays, l'institution de délégués à la sécurité, nommés , comme en France, par les mineurs eux-mêmes.

Le projet a été adopté à l'unanimité.

Le retour des mines à l'État a été voté par les délégués français et belges ; les Allemands qui font l'expérience de ce système et qui n'en sont pas complètement satisfaits se sont abstenus ; les Anglais se sont divisés. Il y a eu 734.000 voix pour, 120.000 contre, 133.000 abstentions.

La dernière question examinée par le Congrès a été celle des conseils de prud'-hommes mineurs ; cette institution fonctionne déjà en Allemagne et le vœu a été émis qu'elle soit généralisée dans les autres pays.

Le prochain Congrès aura lieu à Vienne (Autriche), en 1898.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en juin. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois de juin 65 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles du bâtiment avec 20 grèves, du travail du bois (17 grèves), des métaux (9 grèves), de l'industrie textile (7 grèves). 35 grèves ont eu pour motif initial des questions de salaire ou de durée de travail, notamment 6 pour résister à une diminution de salaire ; 7 grèves ont été déclarées pour des raisons de personnes. Dans un cas, la prolongation de la grève a amené le renvoi des ouvriers encore occupés.

Une des grèves les plus importantes a été celle des maçons de Berlin : au commencement de juin, la grève de toute la corporation était acceptée par les ouvriers afin d'obtenir la journée de 9 heures et un salaire à l'heure de 60 pfennigs (0 fr. 75). Les patrons, qui avaient d'abord cessé tout pour parler avec la Commission ouvrière des salaires commençaient à céder sur certains points, lorsque, au milieu de juin, les charpentiers et les manœuvres se déclarèrent disposés à soutenir les grévistes ; l'arrêt des travaux du bâtiment mettait au repos environ 3.000 ouvriers occupés aux ravalements. Vers le 20 juin, la grève commençait à diminuer et sur 604 chantiers on travaillait dans 418 (4.836 ouvriers) avec le tarif de 60 pfennigs. La plus grande partie des petits tâcherons avaient dès le début accepté le tarif proposé. Le 29 juin les ouvriers déclaraient la grève terminée ; 5.127 maçons travaillaient avec le salaire de 60 pfennigs, mais 1.022 ouvriers dans 162 chantiers étaient au taux de 55 pfennigs et une centaine travaillaient encore aux pièces, il restait, de plus 1.100 grévistes non remplacés. Un mouvement analogue se produisait, à Leipzig, chez les maçons, pour obtenir la journée de 10 heures et 55 pfennigs au lieu de 48, par heure. Au milieu de juin on comptait 3.000 grévistes, les manœuvres du bâtiment

se joignaient à eux et les charpentiers leur fournissaient des secours; cependant, à la fin du mois, une grande partie des maçons reprenaient le travail aux anciennes conditions.

Sur 26 grèves, dont on a appris la fin en juin; 14 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 8 par un échec, 4 par une entente. Dans un cas, la demande en conciliation devant le tribunal industriel avait été rejetée par les patrons : dans un cas, l'intervention de ce tribunal, et dans un autre, celle de l'inspecteur de fabrique avaient été favorables aux demandes des ouvriers.

Influence des lois d'assurance sur les secours accordés aux indigents. — Le deuxième bulletin trimestriel du Bureau de statistique impérial contient l'exposé des résultats de l'enquête faite par le bureau de statistique, conformément à la circulaire du Chancelier de l'Empire du 29 avril 1894, prescrivant de rechercher l'influence des lois d'assurances sur les secours accordés aux indigents. Le premier point de l'enquête a été de connaître la progression des secours accordés par des services publics ou des associations charitables de 1884 à 1893 (non seulement le nombre total des personnes secourues, mais aussi la dépense totale des secours accordés). Des questionnaires furent envoyés aux villes de plus de 50.000 habitants et aux associations charitables importantes. On reprit la statistique des indigents de 1885 et on l'établit pour 1895. Jusqu'en janvier 1896, le Ministère de l'intérieur avait recueilli les réponses aux questions suivantes :

A. — L'assistance a-t-elle été soulagée par l'assurance ouvrière ? Et notamment,

a) Par l'assurance maladie ?

b) Par l'assurance accident ?

c) Par l'assurance vieillesse ou invalidité ?

B. — Le nombre des personnes secourues et le montant des sommes employées ont-ils diminué depuis l'application de chacune de ces lois d'assurances et auxquelles de ces lois faut-il attribuer cette diminution ?

C. — L'assistance ne s'est-elle pas quelquefois développée en même temps que l'application de l'assurance ouvrière et souvent ne l'a-t-elle pas remplacée ? Notamment, des malades n'ont-ils pas obtenu des secours d'assistance après l'épuisement de leurs secours de maladie. D'autres fois, des bénéficiaires de secours pour maladie, de rentes pour accident, invalidité, vieillesse, n'ont-ils pas obtenu en même temps des secours d'assistance ?

A. — A la question : « l'assistance a-t-elle été soulagée par l'assurance » ? des erreurs d'interprétation du questionnaire n'ont pas permis de recueillir et de comparer le nombre exact des personnes secourues aux deux époques considérées. Quant au montant de la dépense, il s'élevait, pour quelques États, aux chiffres suivants :

	EN 1884.	EN 1893.
Prusse occidentale.....	1.525.885 marks.	2.087.459 marks.
Berlin.....	6.965.477 --	11.304.703 --
Bavière.....	6.253.682 --	7.697.845 --
Wurtemberg.....	3.075.740 --	3.544.563 --
Saxe-Altenbourg-Cobourg-Gotha...	302.176 --	402.772 --
Hambourg et îles de l'Elbe.....	2.815.082 --	5.022.895 --

Il résultait ainsi, autant du nombre des personnes secourues que du montant des

secours, que l'augmentation depuis 1884 avait été très sensible. Le rapport déclare cependant que la plupart des administrations interrogées ont estimé que la législation sur les assurances avait amené une diminution des secours d'assistance; car, bien qu'en réalité il y ait eu augmentation, cette augmentation aurait été, disent-elles, bien plus grande si ces assurances sociales n'avaient pas fonctionné et qu'il n'était pas d'ailleurs possible d'apprécier par des chiffres l'amélioration apportée.

En particulier l'assurance maladie a apporté un réel soulagement dans le service des secours aux indigents, plus grand en ce qui concerne l'assistance dans les villes que dans les campagnes. Le rapport d'Elberfeld, notamment, expose que « beaucoup de chefs d'une famille ont les autres membres sont incapables de gagner un salaire, beaucoup d'ouvriers soutiens uniques ou cosoutiens de leurs parents ou sœurs ou frères, beaucoup de personnes vivant seules seraient tombées plus ou moins à la charge de l'assistance, si l'assurance-maladie n'avait pas existé ».

Des trois formes d'assurance, l'assurance accident, d'après les renseignements recueillis, aurait le moins allégé les charges de l'assistance. Autant qu'on aurait pu le penser, les assurés n'auraient plus dû être une charge aussi lourde; malheureusement les administrations d'assistance auraient rarement eu connaissance des pensions fournies par l'assurance et ne se seraient pas trouvées en état de réduire leurs secours.

L'assurance invalidité et vieillesse a produit d'excellents résultats au point de vue de la diminution des charges de l'assistance. En effet, les ouvriers invalides et âgés seraient tombés à la charge de l'assistance, si l'assurance n'avait pas fonctionné.

A Berlin, sur 109 bénéficiaires de pensions pour vieillesse signalés à la direction de l'assistance, 47 recevaient en même temps des secours qui ont été réduits dans une notable mesure. A Bromberg, sur 118 pensionnaires pour invalidité ou vieillesse, 18 ont été rayés des listes de l'assistance. A Liegnitz, grâce aux pensions accordées à certains des assistés, inscrits d'une façon permanente, le nombre de ceux-ci est descendu de 438 à 405. Certaines villes ont en outre constaté que les pensionnaires des assurances vieillesse et invalidité trouvaient plus facilement accueil dans la famille de leurs enfants depuis le fonctionnement de l'assurance.

Au sujet de la question B, il est certain que le nombre des indigents secourus et que les sommes employées ont considérablement augmenté depuis l'application des diverses assurances. On estime que l'augmentation signalée provient de toute une catégorie d'individus nécessiteux qui n'ont pas été atteints ou l'ont été incomplètement par les lois d'assurances: ainsi les gens de service, les ouvriers agricoles, les petits artisans indépendants. En outre, les personnes secourues ont aujourd'hui moins de répulsion contre le caractère d'aumône attaché à l'assistance des indigents; les non-assurés et ceux qui ne reçoivent pas de pensions recourent d'autant plus souvent à l'assistance publique que la bienfaisance privée tend à disparaître. Les non-assurés cherchent aussi à obtenir grâce à l'assistance une aide analogue à celle que les assurés trouvent dans leurs caisses, et ils y réussissent souvent.

Il faudrait tenir aussi compte du fait que la loi prussienne du 11 juillet 1891 a augmenté les frais des sociétés d'assistance régionales en prescrivant, dans certains cas, l'installation de maisons de santé pour les faibles d'esprit; idiots, épileptiques, sourds-muets, aveugles, etc. De plus les ouvriers sans travail, les familles dans le besoin ont afflué dans les grandes villes, le coût de la vie est devenu plus élevé, les classes inférieures ont augmenté leur confort. Le rapport déclare, d'autre part, que les associations charitables se sont montrées plutôt plus généreuses qu'avant l'applica-

tion des lois d'assurance, parce que les besoins ont augmenté et que d'ailleurs les secours qui étaient autrefois fournis étaient plutôt insuffisants.

Quant à la question C, la plupart des réponses indiquent que, dans beaucoup de cas, le secours d'assistance est venu se joindre à l'aide apportée par l'assurance, et souvent s'est mis à sa place. C'est ainsi qu'à Berlin, en 1888, dans 65 cas, des malades après avoir épuisé les secours réglementaires accordés par la caisse de maladies ont ensuite obtenu l'assistance du bureau municipal; en 1893, le même fait a été signalé pour 198 personnes.

Résumé des débats de la Commission de statistique du travail sur la situation des travailleurs de l'industrie du vêtement ⁽¹⁾. — La Commission de statistique du travail a pu tout d'abord utiliser une partie des éléments d'information qui avaient déjà été recueillis lors des dépositions orales de personnes compétentes, en avril et juillet 1896, à la suite de la grève des ouvriers de l'industrie du vêtement. (Voir le *Bulletin* de mars 1896.) De plus, la Commission entendit 122 personnes de la confection pour hommes, dames, enfants, et de la lingerie (patrons, marchands, entrepreneurs, ouvriers et ouvrières) de 13 centres industriels (Berlin, Stettin, Lübeck, Nuremberg, Breslau, Stuttgart, Erfurt, Cologne, Munich, etc.).

Des rapports furent adressés par les autorités compétentes, notamment sur l'hygiène et la situation morale des travailleurs de l'industrie de la confection et de la lingerie, à la suite de l'examen de près de 900 ateliers et de 400 logements ouvriers. En même temps, le bureau de conciliation et le tribunal industriel de Berlin, ainsi que le tribunal industriel de Stettin, qui eurent à examiner un grand nombre de cas pendant la grève de janvier à avril 1896, fournissaient de nouveaux éléments d'information.

L'enquête de la Commission porte sur les points suivants :

1° Genres et divisions locales de l'industrie de la confection; 2° formes d'exploitation de cette industrie; 3° travail et travailleurs; 4° saisons du travail; 5° contrat de travail et forme de la rémunération; 6° durée du travail; 7° salaires; 8° situation hygiénique; 9° situation morale; 10° exposé de la réglementation du travail dans la confection en Suisse, en Autriche, en Angleterre, en France et aux États-Unis d'Amérique.

1° En ce qui concernait les genres et divisions locales de la confection, une distinction fut faite entre la confection pour hommes (y compris les vêtements de travail), la confection pour dames, la fabrication de la lingerie (comprenant la lingerie empesée et la lingerie proprement dite, non empesée, pour enfants et dames). Quant à la répartition régionale, Berlin fut jugé le centre principal de toute l'Allemagne, sauf pour une partie de la lingerie. Pour le nord de l'Allemagne, Stettin fabriquait la confection pour hommes et pour enfants; à l'est, Breslau, la confection pour dames et la lingerie; dans l'Allemagne du sud, Francfort-sur-le-Mein, Asschaffenburg, Nuremberg, Stuttgart, la confection pour hommes; Munich, la lingerie; dans l'ouest, Bielefeld, la lingerie et aussi les vêtements de travail et ceux de voyage, de chasse, gymnastique, à Minden, Herford, Lübeck; à Cologne, la lingerie empesée. Quant au marché commercial de la confection, il est fixé à Berlin pour toute l'Allemagne; les autres centres industriels exportent une partie seulement de leur fabrication.

⁽¹⁾ D'après la *Reichsanzeiger*.

2° Parmi les formes d'exploitations industrielles, la Commission distingue : 1° les fabriques; 2° les ateliers d'entrepreneurs qui travaillent pour des maisons de confection; 3° les ateliers d'ouvriers à domicile qui travaillent chez eux avec l'aide de personnes de leur famille. La Commission ne trouva presque pas de fabriques proprement dites dans la confection hommes, quelques-unes dans la confection dames, et un grand nombre dans la fabrication des grandes pièces de la lingerie non empaquée. Quant aux ateliers d'entrepreneurs qui exécutent chez eux, avec l'aide d'un personnel salarié, une partie des commandes, on rencontre cette forme d'ateliers surtout à Berlin, puis à Stettin et à Breslau; moins à Erfurt; elle est à peu près inconnue dans l'Allemagne du sud. Mais tandis qu'à Berlin le patron confectionneur est surtout en relations directes avec le travailleur à domicile (l'entrepreneur n'étant ainsi pas seul à répartir l'ouvrage); à Stettin, sur 88 entrepreneurs, 31 donnent du travail à domicile; à Breslau, le travail chez l'entrepreneur est dominant dans la confection pour dames; dans la lingerie, les fabricants en gros seuls s'adressent aux travailleurs à domicile. A Erfurt, 212 entrepreneurs ne font guère travailler les ouvriers à domicile qu'en pleine saison. Quant à l'importance de ces ateliers on y rencontre rarement plus de 3 ouvriers occupés, avec 5 ouvrières en moyenne.

3° Il est à considérer que la plupart des entrepreneurs travaillent pour plusieurs confectionneurs; de plus, souvent, les ouvrières emportent de l'atelier du travail à finir chez elles; c'est ce qui se passe à Berlin, à Stettin, à Breslau. A Erfurt, notamment, pendant la saison, un tiers des ouvrières d'atelier travaille ainsi chez elles deux et trois heures en plus. En ce qui concerne le genre de travail et les catégories de travailleurs, le rapport distingue l'invention de modèles nouveaux, c'est-à-dire l'exécution d'un vêtement d'une forme nouvelle, travail fait le plus souvent à la main chez le confectionneur par des ouvriers ou ouvrières aux pièces; puis la répétition de ces vêtements par des entrepreneurs. La répartition du travail devient plus compliquée; ce sont les ouvriers tailleurs s'employant aussi bien à la confection hommes qu'à celle de dames, les ouvrières cousant à la machine, cousant à la main, les finisseuses, etc.; la distinction des maîtres tailleurs, des ouvriers, des apprentis, des ouvrières couturières pour dames n'existent presque pas dans la confection. Au contraire, la fabrication de la lingerie présente des catégories d'ouvriers bien différenciées.

4° Quant aux saisons, le travail paraît assez régulier dans la lingerie; il l'est moins dans la chemiserie. Dans la confection pour hommes et enfants, il n'y a pas d'ouvrage pendant trois mois de l'année, et dans la confection pour dames, le travail ne marche bien que pendant six à sept mois. A remarquer cependant que la morte-saison des diverses branches de la confection ne se produisant pas en même temps, il est possible aux ouvrières de passer d'un atelier à un autre.

5° Au point de vue du contrat de travail et du mode de rémunération, il faut distinguer les ouvriers de fabriques, ceux d'ateliers d'entrepreneurs et les ouvriers travaillant à domicile. L'influence de l'article 134 de l'ordonnance industrielle dans les établissements qui y sont soumis semble n'avoir pas été heureuse pour les ouvriers. On constate que, de plus en plus, on tend à ne pas établir de relations permanentes entre patrons et ouvriers. Le contrat de travail ne porte que sur quelques commandes, afin de laisser la liberté au confectionneur de répartir également sur les entrepreneurs et les ouvriers les diminutions de prix qu'il a dû consentir à ses clients, ou de modifier les façons suivant les changements de la mode; l'établissement d'un tarif paraît peu pratique: ce serait un tarif minimum. Rarement l'ouvrier reçoit une commande écrite. Entrepreneurs et ouvriers à domicile travaillent toujours aux pièces, avec salaires payés en espèces; ils ont à leur charge la fourniture

de leurs machines et des accessoires de couture. Dans les fabriques et dans les ateliers d'entrepreneurs, on travaille aussi à l'heure, à la journée, au mois; quelquefois le salaire en nature (nourriture, logement) est fourni en même temps que le salaire en argent. Le rapporteur a constaté également l'emploi du « truck-system », par lequel l'employeur contraint l'ouvrier à acheter dans ses magasins le fil dont il a besoin pour coudre, notamment dans la lingerie; cette pratique semble cependant avoir bien diminué. Par contre, on n'a pas remarqué que les retenues sur les salaires, les amendes, ajournement ou refus de paiement soient plus fréquents que dans les autres métiers.

6° Quant à la durée du travail, il faut bien distinguer entre le travail en fabrique et en atelier, d'une part, et le travail à domicile. Dans les fabriques, on n'emploie qu'un personnel féminin; les prescriptions de la loi qui les régit sont observées. Dans les ateliers des entrepreneurs, la durée du travail est plus longue que dans les fabriques; il n'est en effet laissé aucun temps déterminé pour les repas, et les ouvrières mangent souvent en travaillant, notamment dans l'Allemagne du Sud.

Dans les ateliers de confection (pour hommes et enfants) de l'Allemagne du Sud, on travaille de 13 à 15 heures par jour; dans l'Allemagne du Nord, 13 heures en moyenne. Dans les autres parties du métier, on travaille moins longtemps; souvent aussi les ouvrières emportent, à la fin de leur journée, de l'ouvrage à faire chez elles. Le travail à domicile varie de 3 heures à 20 heures par jour; il est, de plus, difficile de distinguer le temps employé à la couture de celui nécessité par les travaux domestiques. Le rapport enregistre, d'autre part, de nombreuses plaintes au sujet des pertes de temps, parfois 5 et 6 heures, qui se produisent au moment de la réception ou de la livraison des commandes.

7° Quant au taux des salaires, il ne se maintient que pour les travailleurs au temps; il varie pour les travailleurs aux pièces suivant la nature du travail et l'abondance de la main-d'œuvre. Parmi les ouvriers rétribués pour un temps déterminé, les mieux payés sont les contremaîtres, les surveillantes, directrices, coupeurs et coupeuses; viennent ensuite les piqueurs et piqueuses, les presseurs et presseuses, etc. . . Ainsi à Berlin, un coupeur de confection pour enfants reçoit 150 marks par mois, soit 187 fr. 50, un presseur 18 à 22 m. 50, par semaine, et quelquefois 25 m. 50; les ouvriers tailleurs, 15 à 20 marks et même 25 marks par semaine. Une surveillante gagnait 18 marks par semaine dans la lingerie à Aüe, un coupeur de lingerie de Berlin, de 18 à 25 marks; à Breslau, les piqueuses gagnaient 12 marks en moyenne par semaine, etc. . . Dans les cas où la nourriture et le logement sont déduits du paiement en espèces, un patron de Stuttgart comptait 1 mark par jour pour le salaire en nature et payait en argent 3 à 4 marks par semaine; à Ascheffenburg, 5 à 6,50 et 8 marks par semaine; à Nuremberg, jusqu'à 9 m. 50. Les manutentionnaires et les livreuses ont de 10 à 18 marks par semaine. Quelques ouvrières de Berlin qui travaillent de temps à autre à l'heure reçoivent de 7 à 15 marks par semaine dans la confection des vestons; les ouvrières de costumes d'enfants avec 13 heures de travail par jour, de 8 à 14 marks bruts et 7 m. 68 jusqu'à 13 m. 50, fournitures déduites.

Parmi les travailleurs aux pièces, les entrepreneurs qui gagnent le moins sont ceux de la lingerie, dont peu occupent plus de 10 ouvrières. Ceux de la confection et notamment ceux de la confection pour dames, dont quelques-uns, à Berlin, occupent plus de 200 ouvrières, arrivent à un gain élevé. D'après le Bureau de conciliation, les entrepreneurs de vêtements d'hommes (jaquettes) gagneraient en moyenne 1,400 marks par an, (vestons) 2,100 marks, (pantalons) 3,500 marks, (confections pour enfants) 3,000 marks; la confection pour dames serait encore

plus avantageuse. L'ouvrier aux pièces gagne en général moins que l'ouvrier à la journée; l'ouvrier à domicile encore moins : il a en plus des frais de travail plus élevés.

D'après le Bureau de conciliation, le gain net des ouvriers à domicile (confection homme, paletot, jaquette, etc.) était de 20 marks en moyenne par semaine; celui des ouvrières en veston, de 12 m. 5; celui des culottières, de 6 m. 30 pour les ouvrières travaillant à la main, et de 9 m. 70 pour les mécaniciennes, 7 marks pour les ouvrières en confection pour enfants; la journée de travail variait de 12 à 14 heures; les frais du travail variaient de 0 m. 70 et 1 m. 33 à 3 m. 60, par semaine, suivant les catégories d'ouvrières.

8° En ce qui concerne l'hygiène, on prétend que les personnes qui prennent le métier du vêtement sont généralement d'une faible constitution, aussi la disposition du local qui sert au travail est d'une très grande importance. Le rapporteur constate que la visite des ateliers entreprise par l'autorité au commencement de 1896 a eu une heureuse influence en ce qui concerne la disposition des locaux dans les grandes villes. Il y a cependant lieu de regretter que ces ateliers soient occupés par un trop grand nombre d'ouvriers au moment de la saison; il faudrait établir une règle unique pour le minimum de cube d'air par personne. Souvent encore, dans de petites exploitations, le local des ateliers sert encore à l'habitation (chambre à coucher, cuisine), notamment à Breslau et à Bielefeld. A Berlin, on a constaté que les vêtements fabriqués à domicile avaient servi à la propagation des maladies infectieuses. Le travail à la machine à coudre à pédale est également signalé comme préjudiciable pour l'organisme de la femme; l'emploi des moteurs mécaniques ne s'est pas encore assez répandu. Les couleurs employées dans la lingerie pour le poinçonnage sont parfois vénéneuses; les fers à repasser contenant du charbon en combustion sont également malsains, à cause des émanations. La nourriture laisse à désirer; les patrons qui logent fournissent des locaux en mauvais état, notamment dans l'Allemagne du Sud; les heures de repas ne sont pas observées; par suite des sous-locations on encombre les chambres à coucher.

9° Quant à la situation morale des ouvriers et ouvrières de la confection, les abus dont on parlait n'ont pas été constatés; les ouvrières d'ailleurs sont moins souvent en rapport avec les patrons ou leurs préposés que les demoiselles de magasin, les domestiques, etc.; beaucoup d'ouvrières sont mariées; les ateliers d'entrepreneurs sont souvent surveillés par la femme de ces entrepreneurs; les ouvrières travaillaient rarement dans le même local que les ouvriers.

La Commission a fait trois catégories des résolutions qu'elle a prises selon qu'elles concernent : 1° les situations qui lui étaient à tort signalées comme les plus mauvaises; 2° les abus auxquels la loi ou l'autorité ne peut pas facilement porter remède; 3° les abus que l'on peut corriger ou tout au moins diminuer. De l'ensemble de l'enquête, il est résulté que le système de l'entreprise n'est pas une pratique condamnable, et que les mœurs ne sont pas particulièrement mauvaises parmi les ouvrières de la confection. On a rejeté la proposition de défendre l'emploi, par les entrepreneurs, d'ouvrières à domicile. Les abus du « truck-system » ont disparu; d'autre part, la modicité des salaires et l'irrégularité du travail, par suite des saisons, ne peuvent être modifiées par la loi. Il fut aussi décidé de ne considérer comme ateliers que les locaux dans lesquels travailleraient des personnes salariées en argent et qui n'appartiendraient pas à la famille du patron; pour la durée du travail, il y a lieu d'étendre à ces ateliers les prescriptions des paragraphes 135 à 139 de la loi industrielle, d'interdire le surmenage des ouvrières en leur défendant d'emporter à domicile l'ouvrage de l'atelier et de décider que le travail sera interrompu

par un repos d'au moins 1 heure et demie. Les conditions du travail doivent être arrangées de telle façon que, dans le travail aux pièces, les prix soient déterminés sûrement par des tarifs, des carnets de salaires; les ouvriers d'ateliers et ceux travaillant à domicile doivent avoir un livret où seront inscrits leurs salaires. La Commission adopte aussi l'extension de l'assurance maladie, invalidité et vieillesse aux ouvriers travaillant à domicile, par une contribution pécuniaire à demander aux patrons confectionneurs. Quant à la propagation des maladies dans le public par les vêtements confectionnés dans des locaux contaminés, elle a été jugée insignifiante. L'installation des locaux de travail d'une manière plus hygiénique est laissée aux soins des autorités locales : on leur rappelle les prescriptions des articles 120 et suivants de l'Ordonnance industrielle. Dans la lingerie, on proscriit le mode de marquage usité, comme insalubre; de même que le pressage avec des fers à repasser contenant du charbon allumé; on ne fait aucune nouvelle recommandation quant à l'emploi des machines à coudre.

Ordonnance concernant l'extension des articles 135 à 139 et de l'article 139 b de l'Ordonnance industrielle aux ateliers de confection de vêtements et de lingerie (31 mai 1897). — A la suite du rapport présenté par la Commission du travail sur la situation de l'industrie de la confection des vêtements et de la lingerie, les modifications suivantes ont été apportées à l'Ordonnance industrielle en ce qui concerne les ateliers où l'on confectionne ou prépare des vêtements pour hommes, femmes et enfants, ou de la lingerie en gros :

Les enfants ne doivent pas être occupés avant l'âge de 13 ans; et, au-dessus de 13 ans, ceux seulement qui ne sont plus astreints à fréquenter l'école. La durée du travail ne peut dépasser 6 heures pour ceux âgés de moins de 14 ans et 10 heures pour ceux de 14 à 16 ans. Le travail des jeunes ouvriers ne peut commencer avant 5 heures 1/2 du matin ni finir après 8 heures 1/2 du soir. Pour les jeunes ouvriers faisant 6 heures par jour, on établira un repos d'au moins une demi-heure. Pour les autres jeunes ouvriers, le repos sera d'une heure et demie soit en une fois à midi, soit en deux fois, une heure le matin et une demi-heure l'après-midi.

Pendant les heures de repos, les jeunes ouvriers ne pourront demeurer dans les locaux de travail qui si le travail auquel ils sont employés est complètement arrêté et si d'autres dispositions ne peuvent être prises. Il est interdit d'occuper les jeunes ouvriers les dimanches et jours de fête et aux heures habituellement consacrées aux exercices du culte.

Les ouvrières ne doivent pas être occupées, la nuit, de 8 heures 1/2 du soir à 5 heures 1/2 du matin, ni le samedi ou la veille des jours de fête plus tard que 5 heures 1/2. La durée du travail des ouvrières au-dessus de 16 ans ne doit pas dépasser 11 heures par jour et 10 heures les veilles des fêtes et dimanches.

Un repos d'une heure doit être accordé pendant la journée de travail. Les ouvrières au-dessus de 16 ans, qui ont leur ménage à soigner, doivent être libres, sur leur demande, une demi-heure avant le repos de midi, à moins que ce repos ne dure au moins une heure et demie. Les femmes qui viennent d'accoucher ne peuvent être admises dans les ateliers que 4 semaines après leur accouchement (2 semaines avec un certificat approuvé du médecin).

Le patron qui veut occuper des jeunes ouvriers ou des ouvrières doit en aviser la Police par écrit; un extrait du règlement doit être affiché dans l'atelier avec l'indication des heures auxquelles commence et finit la journée de travail. Les ouvrières de plus de 16 ans ne peuvent travailler 13 heures par jour pendant plus de 60 jours par an.

Lorsque, par suite d'accidents ou de cas fortuits, le travail dans les ateliers a été

arrêté, des exceptions aux prescriptions ci-dessus pourront être consenties par les autorités ordinaires pour une durée de 4 semaines et pour une durée plus grande par les autorités supérieures. Ces mêmes autorités pourront aussi, dans des exploitations pour lesquelles des circonstances particulières ne permettraient pas de répartir la durée du travail ainsi qu'il est ordonné ci-dessus, consentir une autre organisation, cependant les jeunes ouvriers ne pourraient être occupés plus de 6 heures par jour, si des repos d'une durée totale minima d'une heure ne pouvaient être ménagés pendant la durée du travail.

Les prescriptions ci-dessus ne seront pas appliquées :

1° Aux ateliers où le patron n'occupe que des personnes appartenant à sa famille ou accidentellement des personnes étrangères à la famille;

2° Aux ateliers dans lesquels on ne produira ou préparera qu'accidentellement des vêtements ou de la lingerie.

Les conseils de prud'hommes en 1896 (1). — *Das Gewerbegericht*, organe de la fédération allemande des *Cours industrielles* (qui jouent le rôle de nos conseils de prud'hommes), résume comme il suit les travaux de ces tribunaux en 1896. Leur nombre est actuellement de 284, contre 272 en août 1895 et 208 en septembre 1893. 68.798 affaires ont été portées devant eux, dont 63.462 par des ouvriers contre des patrons, 5.176 par des patrons contre des ouvriers et 160 par des ouvriers contre des ouvriers. Dans la moitié des affaires, le litige portait sur une somme de 25 francs et au-dessous et dans 4,5 p. o/o des cas seulement il portait sur plus de 125 francs. Sur 97.556 affaires terminées, 30.798 ont été conciliées, 16.485 ont été retirées ou abandonnées et 19.448 seulement ont donné lieu à jugement (2).

AUTRICHE-HONGRIE.

Les caisses d'épargne autrichiennes en 1894. — Le nombre des caisses d'épargne privées, qui était de 460 au 1^{er} janvier 1894, s'est élevé à 472 au 31 décembre, par suite de la création de 12 caisses nouvelles. Ces 472 caisses comprennent :

Caisses d'épargne communales.....	380
Caisses d'épargne de district.....	26
Caisses d'épargne d'associations.....	66

Le nombre des versements reçus pendant l'année s'élève à 2.287.144 et représente une somme de 388.304.963 florins; ce qui fait une moyenne, par versement, de 169 fl. 77. Le nombre des remboursements correspondants est de 1.919.925, et représente une somme de 375.292.910 florins, d'où une moyenne, par remboursement, de 195 fl. 47.

L'excédent des versements sur les remboursements n'est que de 13.012.053 florins.

(1) D'après la *Labour gazette*.

(2) Dans les 825 affaires restantes les défendeurs ont acquiescé à la demande.

Le nombre total des livrets en cours s'élevait, à la fin de l'année, à 2.786.448. Classés d'après leur importance, ces 2.786.448 livrets se divisent en :

	Proportion p. o/o	Nombre.
Livrets de moins de 100 florins.....	1.089.584	39,10
— 100 à 500 florins.....	949.905	34,09
— 500 à 1.000 florins.....	351.035	12,60
— 1.000 à 2.000 florins.....	228.584	8,20
— 2.000 à 3.000 florins.....	81.795	2,94
— 3.000 à 4.000 florins.....	34.693	1,25
— 4.000 à 5.000 florins.....	18.645	0,67
— 5.000 à 10.000 florins.....	25.063	0,90
— 10.000 florins et plus.....	7.144	0,25
TOTAL des livrets.....	2.786.448	100,00

L'intérêt moyen servi par les caisses a été de 3,91 p. o/o; en 1893, il avait été de 3,94 p. o/o.

L'inspection du travail en Autriche (1896) (1). — *Activité du service.* — Les inspecteurs ont effectué en 1896 12.218 visites d'établissements (11.166 en 1895). Le nombre des inspections de nuit a été de 92 et celui des inspections dominicales de 157. En outre, les inspecteurs ont participé à 10.884 travaux accessoires (Commissions de bâtiment, enquêtes sur les accidents, etc.). Ils ont, notamment, fait 6.706 enquêtes d'accidents. Enfin, ils ont eu connaissance de 228 grèves et de 17 lock-outs, qui ont motivé leur intervention dans plus de la moitié des cas.

Composition du personnel ouvrier. — Les établissements visités, au nombre de 10.911, occupaient ensemble 508.886 ouvriers, se divisant ainsi, d'après l'âge et le sexe :

ÂGE.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
De 10 à 12 ans.....	3	„	3
De 12 à 14 ans.....	172	50	222
De 14 à 16 ans.....	20.654	12.869	33.523
De plus de 16 ans.....	340.281	134.857	475.138
TOTAUX.....	361.110	147.776	508.886

Rapports des inspecteurs avec les patrons et les ouvriers. — Les patrons se sont adressés aux inspecteurs au sujet de 2.540 affaires (2.739 en 1895), dont voici l'énumération : autorisations d'entreprises et installations d'ateliers (274), mesures préventives en matière d'accidents (280), règlements de travail (445), durée du travail (83), travail du dimanche (169), travail de nuit (22), apprentissage (102), salaires (92), grèves (121); assurance-maladie (77), assurance-accidents (150), renseignements touchant diverses autres obligations légales (231), institutions de bienfaisance (51), affaires diverses (443).

Les rapports avec les ouvriers n'ont pas été moins nombreux qu'en 1895.

Les ouvriers ont consulté les inspecteurs 6.742 fois (6.522 en 1895).

(1) L'analyse suivante est extraite du *Rapport annuel des Inspecteurs du Travail en Autriche, pour 1896*. (Voir à la bibliographie.)

Voici à quels sujets : renvois ou congés (1.554), plaintes relatives à la conduite du patron ou de ses subordonnés vis-à-vis des ouvriers (139), travail du dimanche (176), durée du travail dépassée (167), salaires (1.203), reprise d'ouvriers congédiés (157), contrat de travail (205), règlement de travail (53), registre d'atelier (493), certificat (220), logement (90), cantines (38), mauvaise installation des ateliers (70), insuffisance ou imperfection des mesures préventives en matière d'accidents (54), assurance-maladie (629), assurance-accidents (408), subventions aux vieillards ou aux invalides (115), grèves (151), apprentissage (71), affaires diverses, n'ayant la plupart aucun rapport avec le service de l'inspection (749).

Dans 2.057 cas de contestation entre patrons et ouvriers, soit dans 30 p. o/o environ des cas énumérés ci-dessus où les ouvriers ont eu recours aux inspecteurs, l'influence personnelle de ces derniers leur a permis d'intervenir avec succès dans les différends.

Hygiène et sécurité. — En ce qui concerne l'installation des ateliers, les rapports de 1896 ne diffèrent pas sensiblement de ceux de 1895. Les préoccupations dans cet ordre d'idées paraissent s'imposer de plus en plus aux industriels, et la meilleure preuve en est que ce sont eux principalement qui réclament la participation des inspecteurs aux Commissions locales de bâtiment. Toutefois plusieurs inspecteurs se plaignent de ce qu'un certain nombre de constructions, élevées à grands frais durant ces dernières années, soient si défectueuses que les perfectionnements qu'on a prétendu y apporter atteignent à peine leur but. C'est surtout le manque d'air et l'entassement des ouvriers dans les locaux qui sont signalés dans la plupart des rapports. Souvent aussi les issues sont insuffisantes ou impraticables, ce qui constitue un danger évident, témoin les incendies qui ont détruit pendant l'année cinq tissages de laine et qui ont fait 8 victimes. Le logement des ouvriers s'améliore lentement, les dortoirs tendent à devenir plus spacieux et plus commodes. Sur ce point, les inspecteurs s'attachent de plus en plus à surveiller la petite industrie, où les apprentis sont, en général, couchés dans des conditions déplorables, à l'écurie, sous un escalier, dans un cabinet de débarras, etc.

Les maladies professionnelles continuent, malheureusement, leurs ravages ; notamment les affections dues au saturnisme et au phosphorisme. Cependant les fabriques d'allumettes paraissent se conformer assez rigoureusement aux prescriptions hygiéniques édictées à leur égard.

L'installation des chaudières n'est pas partout conforme aux règlements. En dépit des observations des inspecteurs, certains industriels persistent à se servir des chaudières de moteurs pour leurs étuves ; quelquefois même, le dôme de la chaudière fait corps avec le plancher de l'étuve. Deux explosions se sont produites parmi les établissements visités et ont, indépendamment de nombreux blessés, causé la mort de 9 ouvriers.

Les dispositifs contre les accidents ne sont pas d'un usage assez répandu.

Toutefois, il est à remarquer que le *Musée industriel* de Vienne, destiné à propager les appareils de protection, a vu le nombre de ses membres augmenter de 703 pendant l'année.

Assurances-maladie et accidents. — L'assurance-maladie fonctionne assez régulièrement, sauf en ce qui concerne les déclarations. Trop souvent, les chefs d'entreprise cherchent à se soustraire aux obligations de l'assurance en ne déclarant pas leurs ouvriers aux caisses de maladie. En ce qui concerne le paiement des cotisations, à côté de patrons qui, par divers moyens, ne s'acquittent pas intégralement de leur dette, il y a lieu d'en signaler d'autres qui prennent à leur charge la totalité des cotisations.

L'assurance-accidents continue à être l'objet de réclamations, tant de la part des ouvriers que de celle des patrons. On se plaint de ce que les primes sont trop élevées et de ce que les pensions sont trop faibles, on se plaint aussi de la longueur des formalités qui précèdent la liquidation des pensions. De plus, les subtilités de la loi à l'égard de la distinction des travaux assujettis à l'obligation de l'assurance et de ceux qui ne le sont pas demeurent incomprises du public. On se demande, par exemple, pour quelle raison les cochers de fiacre, qui ne conduisent qu'à un cheval, sont astreints à l'assurance, tandis que les boulangers et les bouchers, qui possèdent plusieurs chevaux et occupent plusieurs conducteurs et charretiers, ne sont pas soumis à la même obligation, etc. On sait que la tarification des risques repose principalement sur la présence ou l'absence de moteurs. Or on ne tient aucun compte, dans cette distinction, de la durée de l'emploi du moteur, et il en résulte que des établissements qui n'emploient qu'un petit moteur, et seulement pendant quelques heures par mois, se trouvent placés dans des classes de risques en réalité bien supérieures à celles qu'ils devraient normalement occuper.

Travail des femmes et des enfants. — Les emplois illégaux d'enfants, d'apprentis et de femmes ont porté, en 1896, sur 764 personnes, soumises à la protection, dont 303 dans des entreprises conduites industriellement et 461 dans des établissements non conduits industriellement. Les inspecteurs ont eu à constater l'occupation illégale au travail de nuit pour 539 personnes, comprenant 11 garçons de moins de 14 ans, 369 apprentis de plus de 14 ans et 159 femmes.

Salaires. — Les irrégularités dans le paiement des salaires sont l'exception.

Les intervalles des payes sont, comme on l'a remarqué pour les années précédentes, très variés. Cependant le système de la paye hebdomadaire est le plus employé. La paye par quinzaine est assez répandue dans l'industrie textile; la paye mensuelle, dans l'horticulture, dans certaines exploitations minérales, dans les hôtels et les restaurants. Dans la petite industrie, les intervalles sont souvent irréguliers. Le jour de paye est habituellement le samedi.

Les rapports mentionnent une série de cas de retenues illégales de salaires. Les retenues pour cantine et boissons sont les plus fréquentes; ensuite viennent les retenues pour malfaçons. Un inspecteur signale à ce sujet une fabrique de machines occupant 150 ouvriers, dans laquelle le patron avait retenu à des ouvriers une somme de 75 florins par tête pour l'année entière, sous la rubrique « carreaux de vitres brisés » !

Les retenues pour l'assurance obligatoire sont quelquefois supérieures au taux légal.

Durée du travail. — La durée du travail quotidien dans les fabriques est, en général, de 11 heures. Un district fait exception à la règle, avec une durée moyenne de 10 heures. Dans les autres districts, la durée oscille entre 9 et 11 heures. La diminution de la durée du travail provient souvent uniquement du ralentissement de la production. Ainsi, dans les industries textiles, l'abaissement du nombre d'heures est presque toujours causé par le chômage.

Le maximum de la durée du travail, fixé par la loi, a été assez fréquemment dépassé, notamment dans les industries des métaux et des machines, dans les briqueteries et les tuileries, dans les industries mécaniques du bois, dans les papeteries, brasseries et sucreries. Une fabrique d'amidon a été jusqu'à faire travailler deux ouvriers, dont une femme, pendant 36 heures de suite.

La petite industrie fait l'objet de constatations très diverses. Par exemple, à Prague, la durée normale du travail dans la plus petite industrie est de 11 heures,

à l'exception des boulangeries, des auberges et des maisons de commerce, où le nombre des heures quotidiennes s'élève à 12 et atteint même 15 heures.

Il a été accordé à des fabriques 612 prolongations de la durée de travail (694 en 1895). Ces autorisations concernent 439 établissements, occupant ensemble 33.743 ouvriers, ainsi répartis :

	AUTORISATIONS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Industrie textile.....	236	174	15.989
Industries métallurgiques.....	85	56	3.315
Construction de machines.....	77	57	6.042
Vêtement et nettoyage.....	44	31	1.745
Industries polygraphiques.....	41	25	556
Alimentation.....	33	23	1.905
Industries du bois.....	32	24	806
Papeterie.....	26	20	835
Poterie et verrerie.....	12	11	758
Industrie chimique.....	19	13	1.554
Industrie du cuir.....	6	4	210
Bâtiment.....	1	1	28
TOTAUX	612	439	33.743

Les repos pendant le travail sont assez largement accordés. Le repos de midi a été porté de 1 h. 1/4 à 2 heures dans plusieurs usines.

Le repos du dimanche est en général rigoureusement observé dans la grande industrie. Il n'en est pas de même dans la petite industrie et, particulièrement, dans la branche de l'alimentation, où il semble presque impossible de faire observer les règlements.

BELGIQUE.

Revue du travail en juin (1). — Activité toujours bonne dans la *métallurgie*, les *charbonnages*, les industries du *bâtiment* et du *vêtement*, la *fabrication des glaces*. Crise encore accentuée dans la *verrerie* et dans l'industrie du *coton*, particulièrement dans le *tissage*; situation difficile dans la *filature* tant du *lin* que du *coton*. Le *tissage de la laine* est en bonne reprise, mais la *filature (laine cardée et laine peignée)* subit un nouveau ralentissement. Les *carderies* sont très actives.

Grèves en juin. — Onze grèves nouvelles, en juin, ajoutées à 5 grèves anciennes, avec 20.500 chômeurs en tout dans 47 établissements. La presque totalité des houilleurs du Borinage se sont mis en grève, dans les derniers jours de mai, à la suite de l'affichage, prescrit par la loi du 15 juin 1896, des règlements d'atelier. Les grévistes ont refusé d'accepter certaines dispositions de ces règlements que les patrons déclarent cependant identiques aux règlements depuis longtemps en vigueur. Au 10 juillet, la grève durait toujours, le travail continuant dans les trois autres bassins houilliers, où l'affichage des règlements n'avait pas encore eu lieu. La fédération des houilleurs borains a présenté un contre-projet de règlement que les patrons déclarent ne pouvoir accepter.

Sur cinq grèves terminées en juin, 2 succès, 3 échecs.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de l'Office du travail (Belge).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin (1). — Légère dépression par rapport au mois précédent dans presque toutes les branches d'industrie, mais situation cependant encore meilleure que l'année précédente à la même époque.

2,7 p. o/o de chômeurs dans 113 trades-unions groupant 464.126 membres, contre 2,3 p. o/o en mai 1897 et 3,2 p. o/o en juin 1896.

Les salaires sont en hausse.

En un jour de la deuxième semaine de juin, l'assistance publique a secouru 315.470 personnes, soit 201 p. 10000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 205 en juin 1896.

4,82 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 404.222 mineurs, contre 5,20 en mai 1897 et 4,58 en juin 1896.

350 hauts fourneaux en marche à la fin de juin 1897, avec 22.353 ouvriers, contre 354 en mai 1897 et 347 en juin 1896.

Grèves. — Cinquante-trois nouvelles grèves en juin, avec 13.380 chômeurs, contre 126 (2) et 17.848 en mai 1897, et 95 et 11.700 en juin 1896. — 16 grèves dans le bâtiment, 9 dans les mines et carrières, 5 dans les constructions mécaniques et navales, 3 dans d'autres branches des métaux, 5 dans les textiles, 5 dans le bois. Sur 80 grèves terminées en juin (anciennes et nouvelles), 32 succès, 25 transactions, 25 échecs.

Les accidents dans les mines. — Le tableau ci-dessous résume la statistique des accidents mortels survenus dans les mines du Royaume-Uni pendant les années 1894 en 1895 :

ANNÉES	NOMBRE des ouvriers			NOMBRE des cas de mort.			NOMBRE par 1,000 ouvriers des cas de mort		
	du fond.	du jour.	Total.	au fond.	au jour.	Total.	au fond.	au jour.	en général.
1894....	589.689	149.408	739.097	1.055	118	1.173	1,79	0,79	1,59
1895..	584.298	149.359	733.657	970	126	1.096	1,66	0,84	1,49

Depuis l'année 1891, la moyenne annuelle des cas de mort par 1.000 ouvriers (du fond et du jour réunis) a été successivement de 1,49 p. o/o en 1891, 1,48 p. o/o en 1892, 1,57 p. o/o en 1893, 1,59 p. o/o en 1894 et 1,49 p. o/o en 1895; la moyenne pour la période est de 1,52 p. o/o.

La fréquence des accidents mortels est, d'ailleurs, manifestement en décroissance; c'est ce que montrent les moyennes quinquennales constatées dans l'ensemble des mines (houillères et mines métalliques) au cours des trente-cinq dernières années :

PÉRIODES quinquennales.	NOMBRE moyen d'ouvriers (fond et jour réunis).	MOYENNE ANNUELLE des cas de mort par 1.000 ouvriers.
1871-1875.....	511.000	2,34
1876-1880.....	542.000	2,31
1881-1885.....	560.000	2,01
1886-1890.....	604.000	1,81
1891-1895.....	724.000	1,52

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Chiffres rectifiés.

PAYS-BAS.

La loi du 2 mai 1897 sur les Chambres du travail⁽¹⁾. — Partout où la nécessité s'en fera sentir, il sera créé, par décret royal, sur la proposition du Ministre des travaux publics, une Chambre du travail pour un ou plusieurs métiers, s'étendant à une ou plusieurs communes (art. 1).

Le but de la Chambre du travail est de s'occuper des intérêts communs des patrons et des ouvriers :

1° En recueillant des informations sur les questions ouvrières ;

2° En donnant son avis aux chefs des départements ministériels et aux autorités provinciales et communales, soit à la demande de ces autorités, soit spontanément, sur tous les sujets qui regardent les intérêts du travail ;

3° En donnant son avis aux intéressés, sur leur demande, en élaborant des conventions et des arrangements ;

4° En prévenant et en arrangeant les différends sur les questions ouvrières et en s'efforçant également, en cas de besoin, d'arriver à une décision arbitrale entre les parties (art. 2).

Le décret royal ordonnant la création d'une Chambre du travail indique l'étendue de sa juridiction, son siège, le métier ou les métiers qui y seront représentés et le nombre de ses membres (art. 4).

La Chambre est composée pour moitié de patrons élus par les patrons exerçant le métier ou les métiers représentés à la Chambre et pour moitié d'ouvriers élus par les ouvriers employés à ce métier ou à ces métiers (art. 5).

Chaque Chambre se réunira au moins quatre fois par an et, en outre, aussi souvent que le président le jugera nécessaire ou qu'une demande en aura été faite par lettre motivée, soit par les deux autres membres du bureau, soit par au moins un tiers des membres de la Chambre. Dans ce dernier cas, le président devra réunir la Chambre dans le délai maximum de 14 jours, après y avoir été invité (art. 7).

Ne peuvent être membres de la Chambre que les habitants, masculins ou féminins, du royaume néerlandais, ayant atteint l'âge de 30 ans et ayant été occupés comme patrons ou comme ouvriers à un métier représenté à la Chambre et dans la circonscription de cette Chambre pendant la dernière année écoulée, du 1^{er} janvier au 31 décembre ; s'ils sont majeurs mais n'ont pas atteint l'âge de 30 ans, ils devront avoir été employés pendant trois années, calculées du 1^{er} janvier au 31 décembre, dans la période de dix années qui précède leur élection.

Quant aux métiers dans lesquels le travail ne dure pas consécutivement pendant toute l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre, on considérera comme année entière telle partie de l'année qui sera fixée par mesure administrative générale (art. 8).

Les membres d'une Chambre sont nommés pour cinq ans. Ils sortent tous ensemble et sont immédiatement rééligibles (art. 13).

Sont électeurs pour une Chambre du travail, les habitants des deux sexes des Pays-Bas, âgés de 25 ans et ayant, dans la circonscription de la Chambre, participé à un métier, comme patrons ou comme ouvriers, pendant la dernière année ou pendant une fraction de cette année qui sera établie par mesure générale administrative pour les métiers où le travail ne dure pas pendant l'année tout entière (art. 14).

(1) D'après un rapport du Ministre de France à la Haye.

Le chef ou le directeur d'un métier ou d'une entreprise dans la fabrique ou l'atelier desquels sont occupées des personnes inscrites sur une liste électorale pour une Chambre du travail sont obligés de veiller à ce que leurs ouvriers puissent, pendant au moins deux heures consécutives, prendre part à l'élection (art. 17).

Le chef ou le directeur nommés dans l'article précédent sont obligés de veiller à l'affichage, dans leur fabrique ou atelier, dans un endroit où l'on travaille, et cela pendant deux jours avant et pendant les heures fixées pour l'élection, enfin, d'une façon visible, d'une liste par lui signée, indiquant pour chacun, séparément ou par groupe, ou pour tous ensemble, les heures visées par l'article précédent (art. 18).

Le bureau de la Chambre est composé d'un président et de deux membres. Les membres des Chambres élus par les patrons et ceux qui sont élus par les ouvriers désigneront chacun séparément un président nommé dans leur sein. Ces deux membres occuperont la présidence, à tour de rôle, chacun pour six mois ; le premier tour sera désigné par le sort. Les deux autres membres du bureau sont nommés l'un par et parmi les membres de la Chambre nommés par les patrons, et l'autre par et parmi les membres de la Chambre nommés par les ouvriers (art. 19).

La Chambre choisit un secrétaire parmi deux candidats présentés par le bureau. Si le secrétaire est nommé en dehors des membres, il aura voix consultative.

Il recevra une indemnité pour frais de bureau ; le montant en sera fixé par décret royal sur la proposition du Ministre des travaux publics (art. 20).

Si dans un métier exercé dans une commune où ce métier est représenté par une Chambre un différend menace d'éclater ou qu'il ait déjà éclaté, les parties ou une des parties peuvent invoquer, par demande écrite adressée à cette Chambre et donnant communication de l'origine du différend, l'intervention d'un conseil de conciliation (art. 22).

Si un différend menace d'éclater ou s'il a éclaté dans un métier exercé dans une commune où ce métier n'est pas représenté dans une Chambre du travail, les parties ou une des parties pourront invoquer de la manière prescrite par l'article précédent, en s'adressant à une Chambre dont le territoire s'étend sur la même commune, l'intervention d'un conseil de conciliation ou, à défaut de cette Chambre, ils pourront s'adresser à une Chambre dont le territoire s'étend sur une commune voisine de la leur (art. 23).

Le bureau d'une Chambre, ayant reçu la demande d'intervention d'un conseil de conciliation, jugeant le différend de nature simple, tâchera de le terminer à l'amiable. Si le cas ne lui paraît pas comporter cette solution ou que ses efforts ne réussissent pas, le différend sera soumis, aussitôt que possible, aux discussions de la Chambre. Celle-ci, étant d'avis que l'intervention peut conduire à prévenir ou à arranger le différend, nommera un conseil de conciliation composé d'un président, nommé dans son sein ou hors de son sein, et un nombre égal de membres dont une moitié appartiendra aux membres de la Chambre élus par les patrons et l'autre moitié aux membres de la Chambre élus par les ouvriers. Le président tâchera de décider les parties à ne pas cesser le travail, ni à donner congé à quelqu'un intéressé au différend pendant la durée de l'examen de la question, sans avoir pris préalablement son avis (art. 24).

Le conseil de conciliation se réunira aussi souvent que le président le jugera nécessaire. En cas d'égalité des voix dans une assemblée incomplète, la décision sera différée jusqu'à l'assemblée suivante. Si, dans cette assemblée qui suivra, ou bien si dans la première assemblée complète, il y a égalité de voix, le président aura voix décisive sauf quant au rapport visé par l'article 26. S'il y a égalité des voix au sujet de ce rapport, les différentes opinions y seront mentionnées. On ne pourra toute-

fois publier dans le rapport visé par l'article 26 que les débats qui ont eu lieu dans le conseil de conciliation (art. 25).

Après examen et discussion, le conseil de conciliation communiquera par écrit aux parties son opinion sur le différend et sur les moyens d'arriver à la conciliation. Sur sa demande, l'opinion de la minorité sera mentionnée au rapport. Le conseil peut publier ce rapport *in extenso* ou partiellement (art. 26).

Si les parties soumettent le différend à un jugement arbitral, les femmes seront également éligibles comme arbitres (art. 27).

Sauf des cas urgents, toutes les convocations aux assemblées des Chambres ou de leurs bureaux doivent être expédiées aux membres au moins quarante-huit heures avant l'heure de l'assemblée.

Les sujets à traiter seront mentionnés dans cette convocation. D'autres sujets ne peuvent être discutés que du consentement des deux tiers des membres présents (art. 28).

Toutes les fois qu'une Chambre sera appelée à voter, prendront part au vote : un nombre égal de membres nommés les uns par les patrons et les autres par les ouvriers. Si, au moment du vote, le nombre des membres élus par les patrons n'est pas égal au nombre des membres élus par les ouvriers, alors, du côté le plus nombreux, un nombre de membres égal à la différence, pris parmi les plus jeunes, n'aura qu'une voix consultative. L'assemblée ne peut discuter ni voter si la moitié des membres élus par les patrons et la moitié des membres élus par les ouvriers n'est pas présente (art. 31).

Quand la Chambre donne son avis, la minorité a la faculté de faire connaître son opinion par un avis spécial (art. 32).

Chaque année, la Chambre fera un rapport dans le délai et dans la forme à désigner par le Ministre des travaux publics. Le bureau envoie ce rapport audit Ministre. Ce rapport sera communiqué aux États généraux soit entièrement, soit par extrait (art. 33).

Sur la demande du bureau de la Chambre, la commune où se trouve le siège de la Chambre mettra gratuitement à la disposition de la chambre, de son bureau et des conseils de conciliation des locaux chauffés et éclairés si le besoin s'en fait sentir. Les membres et le secrétaire de la Chambre et le président du conseil de conciliation ont droit à une indemnité pour frais de voyage pour les déplacements qu'ils auront à effectuer dans le rayon de la Chambre pour assister aux réunions convoquées suivant les dispositions de la présente loi. En outre, ils ont droit à une indemnité pour assister aux assemblées. L'arrêté royal réglera l'indemnité pour les frais de voyage et celle prévue par les alinéas 2 et 3 du présent article. Le dédommagement pour frais de voyage et l'autre dédommagement ainsi que les indemnités pour les frais de bureau du secrétaire et pour les frais de publication des rapports des conseils de conciliation, en tant que la publication se fera de la manière approuvée par le Ministre du travaux publics, seront à la charge de l'État. Aucun dédommagement pour frais de voyage ni pour assister aux assemblées ne sera accordé si l'assemblée a lieu le dimanche ou un jour férié reconnu (art. 35).

Lors de la création d'une Chambre du travail, on décidera dans quelle mesure la présente loi, dans le rayon de cette Chambre, sera applicable aux patrons et aux ouvriers pour des métiers exercés par l'État, se trouvant sous la direction de l'État, d'une province, d'une commune, ainsi que de l'administration des digues ou des polders (art. 37).

SUÈDE.

Les accidents dans les mines et les usines métallurgiques en 1895. —
Le tableau ci-dessous résume la statistique des accidents survenus parmi le personnel des mines et des usines métallurgiques en 1895 :

	NOMBRE des ouvriers.	NOMBRE des cas de mort.	NOMBRE des cas d'in- validité permanente	NOMBRE par 1.000 ouvriers des cas de mort.	NOMBRE par 1.000 ouvriers des cas d'in- validité.
Mines.....	11.026	28	14	2,54	1,27
Usines.....	15.258	21	17	1,38	1,12
TOTAUX.....	26.284	49	31	1,86	1,18

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret portant modification à la nomenclature des établissements dans lesquels l'emploi des enfants au-dessous de dix-huit ans est autorisé sous certaines conditions.

(*Journal officiel* du 24 juin 1897.)

ART. 1^{er}. La nomenclature des établissements dans lesquels l'emploi des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes est autorisé sous certaines conditions, fixée par le tableau C annexé au décret du 13 mai 1893, est complétée conformément aux indications contenues dans le tableau joint au présent décret.

Tableau additionnel au tableau C annexé au décret du 13 mai 1893 et concernant les établissements dans lesquels l'emploi des enfants au dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes est autorisé sous certaines conditions.

ÉTABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Déchets de soie (Cardage des).	Les enfants au-dessous de 18 ans ne seront pas employés dans les ateliers où les poussières se dégagent librement.	Poussières nuisibles.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUIN 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre.* — Séance du 4 juin 1897. — Suite de la deuxième délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred et plusieurs de ses collègues, relative aux sociétés de secours mutuels. — Adoption.

Transmission au Sénat, le 11 juin 1897.

Renvoi d'ouvriers. — *Chambre.* — Séances des 5 et 12 juin 1897. — Interpellation de MM. Basly et Lamendin au sujet de la décision prise par la compagnie des mines de la Grand'Combe vis-à-vis de son personnel ouvrier : MM. Basly, Lamendin, Faberot, le Ministre des travaux publics, Doumergue, Dejeante. — Adoption de l'ordre du jour pur et simple.

Ministère du travail. — *Chambre.* — Séance du 10 juin 1897. — Rapport sur la proposition de M. Vaillant ayant pour objet la création d'un ministère du travail, de l'hygiène et de l'assistance publique, déposé par M. Dutreix (Doc. parl. n° ; J. O., p.).

Protection de l'enfance. — *Chambre.* — Séance du 11 juin 1897. — Prise en considération de la proposition de loi de MM. Constant Dulau, Henri de Lacretelle et de Folleville sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né et le rétablissement des tours. — Adoption, après déclaration de l'urgence, des propositions de loi de MM. Henry Cochin, Julien Goujon, Odilon Barrot et Georges Berry, tendant à la répression plus sévère des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants et, par suite, à la modification des articles 309, 310, 311, 331 à 335 et 349 à 353 du Code pénal, ainsi que des lois du 7 décembre 1874, relative aux enfants employés dans les professions ambulantes, et du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés. Transmission au Sénat, le 14 juin.

Retraites ouvrières. — *Chambre.* — Séance du 14 juin 1897. — Reprise, à titre d'amendement au cours de la discussion du projet de loi portant prorogation du privilège de la Banque de France, d'une proposition de loi portant obligation, pour la Banque de France, de gérer gratuitement, au compte de la nation, une banque nationale des retraites ouvrières, alimentée par une taxe de 1 centime par heure sur quiconque paye le travail personnel d'autrui, présentée par M. Paschal Grousset, le 13 mars 1897. Rejet.

Caisses de retraites et de secours. — *Sénat.* — Séance du 17 juin 1897. — Prise en considération d'une proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers dans l'industrie, déposée par M. Félix Martin, le 27 février 1897.

Caisse d'épargne. — *Chambre.* — Séance du 21 juin 1897. — Rapport, par M. Camille Fouquet, au nom de la Commission du budget, sur le projet de loi portant approbation de la convention conclue à Paris, entre la France et la Belgique, pour l'exécution du service de la caisse d'épargne entre les deux pays. (Doc. parl. n° ; J. O., p.). Adoption, le 25 juin 1897.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre.* — Séance du 21 juin 1897. — Proposition de loi ayant pour objet de laisser siéger tout conseiller prud'homme dont l'élection est contestée jusqu'au jour où le Conseil d'État aura statué en dernier ressort, par M. Mirman (Doc. parl. n° 2546; J. O., p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Assurances mixtes. — *Chambre.* — Séance du 25 juin 1897. — Rapport, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet d'autoriser la caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes, par M. Drake (Doc. parl. n° 2557; J. O., p.).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le commerce extérieur de la France accuse, pendant les six premiers mois de 1897, par rapport à la même période de 1896, une augmentation d'un peu plus de 2 p. o/o dans l'importation des matières nécessaires à l'industrie et d'un peu moins de 5 p. o/o dans l'exportation des objets fabriqués tandis que l'importation des objets fabriqués marque une légère diminution. Le progrès constaté l'année précédente s'est continué, mais il a été retardé par la gêne due aux difficultés des affaires d'Orient et à la modification du tarif douanier américain.

Parmi les 400 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 112.000 adhérents qui ont fourni des rapports de la situation au 15 juillet, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 6 p. o/o. 15 p. o/o des syndicats groupant 10 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 59 p. o/o des syndicats avec 65 p. o/o des adhérents jugent qu'il est en même quantité et 26 p. o/o des syndicats avec 25 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

Par rapport au mois de juillet 1896, le travail a été estimé plus fort dans les mines, la préparation des cuirs et peaux, la mégisserie principalement, la métallurgie et l'industrie du bâtiment et les métiers qui en dépendent. Le ralentissement déjà signalé dans l'industrie de la chaussure, dans les industries textiles s'est maintenu; l'industrie du vêtement est en pleine mort-saison.

SITUATION GÉNÉRALE (1).

PÊCHE. — La grande pêche, celle de la morue principalement, a été plus fructueuse que celle de l'an dernier; l'exportation nette qui était de 1.137.000 kilo-

(1) Les chiffres fournis pour le 1^{er} semestre de 1897 sont des chiffres provisoires, ceux des 1^{ers} semestres de 1896 et 1895 sont rectifiés; c'est ce qui explique les différences que l'on pourrait remarquer en comparant ce bulletin avec les précédents.

grammes pendant les six premiers mois de 1896 est montée à 4 millions de kilogrammes pendant la même période de 1897. La pêche côtière, sauf celle de la sardine qui a été en progrès, a été plutôt un peu plus faible que celle l'an dernier.

HORTICULTURE. — FORÊTS. — La sécheresse, les réparations des dégâts causés par les orages ont donné un travail abondant aux horticulteurs-jardiniers. Les moissons, les travaux des champs et des vignobles ont permis également de continuer à occuper les bûcherons qui étaient sans travail.

MINES. — La production houillère des bassins du Nord et du Pas-de-Calais pendant les six premiers mois de 1897 a augmenté d'un peu plus de 6 p. o/o par rapport aux chiffres de l'année précédente. L'importation nette des houilles, c'est-à-dire déduction faite des exportations, a été un peu supérieure à celle de l'an dernier : 36 millions de quintaux métriques en 1897 contre 35,4 en 1896; l'année 1895 avait donné 36,7 millions de quintaux métriques.

Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de juillet, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPE DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,88	"	"	"	24	76
Loire.....	5,78	"	"	4	33	63
Gard et Hérault.....	5,92	"	"	"	23	77
Provence (lignites).....	4,35	"	11	89	"	"
Tarn et Aveyron.....	6	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,88	"	"	2	31	67
ENSEMBLE pour la France.	5,85	"	"	2	23	75

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,87; il était de 5,70 en juillet 1896.

CARRIÈRES. — L'extraction des ardoises a eu tendance à diminuer; l'exportation nette qui, de 191.000 quintaux, pendant le 1^{er} semestre de 1895, était montée à 247.000 en 1896, est redescendue à 233.000 en 1897. Pendant le mois de juillet, le travail dans les carrières s'est maintenu plus actif que l'an dernier à Mellerie (Haute-Savoie); il a été moins abondant à Beaucaire (Gard); pour le reste, pas de changement. Pas de chômeurs signalés chez les carriers.

ALIMENTATION. — L'exportation nette des beurres salés qui avait progressé de 122.000 quintaux en 1895 à 130.000 en 1896, est redescendue à 128.000 en

1897; tandis que l'importation nette des beurres frais a suivi une marche ascendante constante : 20.000 quintaux en 1895, 23.000 en 1896 et 26.000 en 1897 pour les six premiers mois.

La meunerie a continué à travailler activement, les prix de vente par suite des dégâts causés par les orages et les gelées, se sont maintenus assez élevés. La boulangerie a dû suivre les cours de la matière première et le pain est resté en hausse sur les prix du semestre précédent. Les admissions temporaires du blé, quantités mises en œuvre (apurements par les exportations et par les mises en entrepôt), qui étaient de 2.979.000 quintaux en juin 1896 se sont élevées à 3.440.000 en juin 1897. Pendant les six premiers mois de 1897, l'importation nette des grains (froment, épeautre et méteil), qui avait été de 2.477.000 quintaux métriques en 1895, et était descendue à 897.000 en 1896, est arrivée à 302.000 quintaux en 1897; tandis que l'importation nette des farines de froment, épeautre et méteil, qui était de 72.400 quintaux en 1895, descendait à 27.400 en 1896 et 1.200 quintaux métriques en 1897.

La rizerie a continué à souffrir de la concurrence des usines à préparer le riz établies dans les colonies. L'importation nette des riz en paille qui était de 382.000 quintaux métriques en 1895 est descendue à 221.000 en 1896 et 158.000 en 1897; tandis que l'importation nette des riz entiers, farines, semoules et brisures, qui était de 155.000 quintaux métriques en 1895 et était redescendue à 16,6 mille quintaux en 1896, à la suite des mauvaises récoltes, remontait à 82,3 mille quintaux en 1897.

En brasserie, l'importation nette des houblons, qui avait atteint 10.000 quintaux en 1895 et 11.600 quintaux métriques en 1896 est redescendue à 9.700 en 1897; mais l'importation nette en valeur des bières étrangères a continué à décroître : 2,8 millions de francs en 1895, 2,7 millions de francs en 1896, et 2,5 millions de francs en 1897; ce qui fait supposer que la brasserie, travaillant activement, a demandé davantage aux produits nationaux.

L'exportation brute des vins ordinaires français a continué à augmenter, tandis que l'importation brute des vins ordinaires étrangers diminuait; l'importation brute en valeur de ces derniers (exportation non déduite) est descendue de 156 millions de francs en 1896, à 106 millions en 1897. De plus, l'importation nette des raisins secs a diminué : 928.000 kilogrammes en 1895, 642.600 en 1896 et 509.000 kilogrammes en 1897; ce qui indique une amélioration dans la production de nos vignobles. L'exportation brute, en valeur, des vins de Champagne et autres vins mousseux a continué à augmenter : 33,9 millions de francs en 1895, 40,4 millions en 1896 et 41,7 millions en 1897. Le travail a été moins actif que l'an dernier pendant le 1^{er} semestre; en distillerie, l'importation nette des mélasses qui, de 28 millions de kilogrammes en 1895 était montée à 34,8 millions en 1896 est redescendue à 16,7 millions en 1897. L'importation brute des rhums de la Guadeloupe et de la Martinique qui était passée de 48.000 hectolitres en 1895 à 49.300 en 1896 a atteint 51.700 en 1897. L'exportation brute, en valeur, des eaux-de-vie de vins en fûts et en bouteilles a atteint successivement 18,6 millions de francs en 1895, 19,3 millions en 1896 et 20,4 en 1897.

En sucrerie, l'exportation des sucres indigènes a continué à progresser, ce qui est venu confirmer les prévisions de la dernière campagne sucrière; de 607.000 quintaux en 1895, l'exportation est montée à 950.000 quintaux en 1896 et a atteint 146.000 en 1897. L'importation nette des sucres coloniaux français qui, de 365.000 quintaux en 1895, était montée 469.000 en 1896 est redescendue à 430.000 en 1897. La diminution sur l'importation nette des sucres coloniaux étrangers a été encore plus marquée pendant le semestre écoulé : 16.000 quintaux

en 1897 contre 166.000 en 1896 et 112,6 mille en 1895. L'exportation nette des raffinés, candis, vergeoises et autres qui avait baissé de 650.000 quintaux en 1895 à 561.000 en 1896 est remontée à 598.000 en 1897.

Dans la chocolaterie et la confiserie, l'importation nette des cacaos en fève, qui s'était maintenue à 75.000 quintaux en 1895 et en 1896, est montée à 77.000 en 1897; mais les prix de vente ont été estimés moins rémunérateurs, par suite de l'augmentation de la concurrence et de l'élévation des cours de la matière première.

Pour les sirops, confitures et bonbons, l'exportation brute qui, de 1.820.000 francs en 1895 était montée à 3.110.000 en 1896 est redescendue à 2.830.000 en 1897.

La féculerie a marqué un progrès sur l'an dernier : l'exportation nette des fécules qui était descendue de 219.000 kilogrammes en 1895 à 160.000 en 1896, est remontée à 213.000 en 1897. L'importation nette des maïs a, d'autre part, continué à progresser : 610.700 quintaux métriques en 1895, 1.724.000 en 1896 et 2 millions en 1897. L'importation nette des amidons qui, de 210.000 kilogrammes en 1895, avait atteint 340.000 en 1896, est redescendue à 207.000 en 1897. De l'examen des chiffres des importations des matières et des exportations des produits fabriqués, il ressort une amélioration par rapport au 1^{er} semestre de 1896 dans l'amidonnerie et dans les industries similaires.

En juillet, le placement est devenu plus difficile dans la boulangerie et chez les cuisiniers-pâtisseries; les places en banlieue ou dans les stations balnéaires sont déjà occupées et la production dans les grandes villes a diminué par suite du départ d'une partie de la clientèle.

PRODUITS CHIMIQUES. — L'importation nette du nitrate de soude qui, de 1.168.000 quintaux métriques en 1895, avait atteint 1.505.000 en 1896, est redescendue à 970.000 en 1897.

L'importation nette du pétrole brut qui avait baissé un peu, pendant le premier semestre de 1896 : 109 millions de kilogrammes au lieu de 118 millions en 1895, a repris en 1897 et a atteint 130 millions de kilogrammes, tandis que l'importation des huiles raffinées et essences de pétrole et de schiste continuait à diminuer : 160.000 hectolitres en 1895, 117.000 en 1896 et 97.000 en 1897, ce qui correspond avec la grande activité de nos raffineries de pétrole. L'exportation nette des bougies, qui avait été en diminuant, a obtenu quelque amélioration; elle était tombée de 24,5 mille quintaux en 1895, à 21 mille en 1896; mais, en 1897, elle est remontée à 23 mille.

En ce qui concerne les huileries, l'importation brute en valeur des grains et fruits oléagineux qui, de 103 millions de francs en 1894, était descendue à 73,5 millions en 1895, puis était remontée à 79 millions en 1896, est retombée à 64,7 millions en 1897; tandis que l'importation brute en valeur des huiles fixes de graines grasses, et celles de palme, d'arachides et de coco atteignait successivement 7,2 millions de francs en 1895, 10 millions en 1896 et 17 millions en 1897. Les huiles d'olives, d'autre part, ont donné une importation nette plus faible que l'an dernier, mais plus forte que celle de l'année précédente : 133.000 quintaux en 1897, contre 188.000 en 1896 et 103.000 en 1895. L'exportation nette en valeur des savons de parfumerie, qui était passée de 965.000 francs à 1.289.000, a atteint 1.312.000 en 1897. L'ensemble des produits de parfumerie a suivi une marche analogue, l'exportation brute en valeur a été de 5,6 millions de francs en 1894 à 6,1 millions en 1895, 6,2 millions en 1896 et 6,9 millions en 1897. Nos huileries ont été en général moins occupées que l'an dernier, ce qui comprend à la diminution des imputations de matière première; nos savonneries ont pu, par contre, profiter de l'augmentation des importations des produits fabriqués et, malgré la diminution des importations d'huiles d'olives, elles ont été bien alimentées.

L'importation brute en valeur des bois de teinture qui, de 9,5 millions de francs en 1894 était montée à 10,5 millions en 1895, est ensuite redescendue successivement à 9,9 millions en 1896, et à 7,1 en 1897; tandis que l'exportation brute en valeur des extraits de bois de teinture et autres espèces tinctoriales qui, de 9,1 millions de francs en 1895, était descendue à 8 millions de francs en 1896, restait stationnaire à ce chiffre en 1897. L'importation nette en valeur des teintures dérivées du goudron de houille qui, de 2,6 millions de francs en 1894, était descendue à 2,1 millions en 1895 et 2 millions en 1896, est remontée à 2,2 millions en 1897.

Les fabriques travaillant le caoutchouc et la gutta-percha ont maintenu leur activité, ainsi qu'en témoignent les importations nettes de caoutchouc et de gutta-percha bruts : 758,000 kilogrammes en 1895, 1.461.000 en 1896, et 1.587.000 en 1897; tandis que les exportations brutes en valeur d'ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha, de 3,5 millions de francs en 1895, ont atteint 4,4 millions en 1896 et sont restées à peu près stationnaires à ce chiffre en 1897.

PAPIER. — L'importation nette des pâtes de cellulose a continué à décroître : 56,4 millions de kilogrammes en 1895, 54,1 millions en 1896, 53,3 millions en 1897; mais, d'autre part, le progrès qui avait été signalé dans les exportations de papier ou carte ne s'est pas maintenu : l'exportation nette qui, de 6,1 millions de kilogrammes en 1895, avait atteint 8,3 millions en 1896, a un peu faibli en 1897, avec 7,9 millions de kilogrammes. L'exportation nette en valeur des papiers de teinture a également diminué : 1,6 million de francs en 1895 et en 1896, et 1,2 million en 1897.

INDUSTRIE DU LIVRE. — L'exportation brute en valeur des livres en langues étrangères qui avait obtenu une amélioration en 1896, 1,6 million de francs en 1896 au lieu de 1 million en 1895, est descendue à 1,1 million de francs en 1897; le même mouvement s'est produit dans l'importation brute (exportation non déduite) des livres en langues étrangères : 835.000 francs en 1895, 1.079.000 en 1896 et 951.000 en 1897. Par contre, l'exportation nette en valeur des livres en langue française a continué à progresser : 3,7 millions de francs en 1895, 4,5 millions en 1896 et 5,1 millions en 1897.

Pendant le mois de juillet, le travail a eu plutôt tendance à ralentir, la mort-saison des vacances a commencé plutôt que les années précédentes; les prix obtenus pour les imprimeurs ont été estimés plus faibles que ceux des années précédentes et moins rémunérateurs, par suite de l'augmentation de la concurrence.

Le chômage a atteint pendant le mois dernier 4 p. o/o des ouvriers typographes dont 2 p. o/o en province et 6 p. o/o à Paris. 16 p. o/o des syndicats groupant 7 p. o/o des syndiqués estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 69 p. o/o des syndicats comprenant 86 p. o/o des adhérents considèrent qu'il est en même quantité, et 15 p. o/o des syndicats avec 7 p. o/o des syndiqués le tiennent pour plus mauvais. Ouvrage estimé plus abondant que l'an dernier à Paris (conducteurs typographes), Douai, Reims (lithographes), Annecy, Avignon, Mont-de-Marsan; moins abondants chez les typographes de Versailles, Perpignan. Poitiers; pour le reste pas de changement.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation du cuir, la situation est restée stationnaire plutôt avec tendance à la hausse ainsi qu'en témoigne l'augmentation des exportations brutes en valeur (importation non déduite) pour les peaux préparées qui ont donné 49,6 millions de francs en 1895, sont descendues à 39,1 millions en 1896 et sont remontées à 49,5 millions en 1897. Cependant une diminution

s'est produite dans l'importation nette des grandes peaux brutes qui, de 8 millions de kilogrammes en 1894, était passée à 1,2 millions en 1895, puis à 11 millions en 1896 et est redescendue à 3,6 millions en 1897. Pour les petites peaux (brebis, moutons, agneaux, chevreaux), l'importation nette (exportation déduite), qui était de 4,1 millions de kilogrammes en 1895 et était descendue à 742,000 kilogrammes, s'est transformée en une exportation nette (importation déduite), de 749,000 kilogrammes. D'autre part, l'importation nette en valeur des autres petites peaux, qui était montée de 3,5 millions de francs en 1895, à 11,2 millions en 1896, est redescendue à 9,4 millions en 1897. Un mouvement analogue de recul s'est produit dans l'exportation en valeur des chaussures, qui, de 9,8 millions de francs en 1895, avait atteint 12,1 millions de francs en 1896, puis est revenue à 9,1 millions en 1897. La ganterie de peau, qui avait à peu près maintenu sa situation en 1896, a vu son exportation diminuer avec le ralentissement de ses transactions en Amérique : l'exportation nette en valeur qui était, en 1895, de 23 millions de francs et, en 1896, de 23,5 millions de francs, est descendue à 19,4 millions en 1897. Les chiffres de l'exportation brute en valeur des ouvrages en peau ou cuir donnent aussi l'impression d'un ralentissement de la production en général : 39,5 millions de francs en 1895, 44 millions en 1896, mais 35,8 millions en 1897.

Dans la pelleterie, l'exportation nette en valeur des peaux de lapin ou lièvre s'est maintenue à 1,1 million de francs. Mais l'importation nette en valeur des autres pelleteries brutes s'est notablement améliorée : de 1,6 million de francs où elle était descendue en 1896, après avoir atteint 2,8 millions en 1895, elle est montée à 4 millions en 1897. D'autre part, l'exportation nette en valeur des pelleteries ouvrées ou confectionnées a marqué un progrès constant : 1,3 million de francs en 1895, 1,5 million en 1896 et 1,9 million en 1897 ; ce qui indique une activité soutenue dans la spécialité de la pelleterie et de la fourrure.

En juillet, les ouvriers mégissiers-tanneurs estiment que le chômage a atteint 6 p. o/o des syndiqués ; commencement de morte-saison chez les cordonniers et chez les gantiers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier à même époque chez les mégissiers-tanneurs de Graulhet (Tarn), pas de changement depuis le mois dernier, pour le reste.

TEXTILES. — Pendant le 1^{er} semestre de 1897, l'industrie lainière a subi sur les places étrangères une hausse sur la matière première, attribuée à une diminution des stocks et des disponibilités. Cette rareté de la matière première a amené un ralentissement dans la production qui s'est traduit par des diminutions de prix de façon dans les filatures à façon et par quelques chômages dans les filatures à forfait. Les tissages ont suivi en partie le mouvement ; certains, bien outillés, ont pu supporter assez facilement la crise, grâce aussi aux genres spéciaux et de belle qualité qu'ils produisaient, et ont pu maintenir leurs positions malgré la difficulté des transactions avec les États-Unis d'Amérique. L'importation nette des laines en masse qui, de 120,9 millions de kilogrammes en 1895, était montée à 157,9 en 1896, est redescendue à 134,7 millions en 1897. D'autre part, l'exportation nette des déchets de laine bourre entière, qui était restée à peu près stationnaire en 1895 et 1896 : 6,9 millions de kilogrammes en 1895 et 6,4 millions en 1896, s'est élevée à 8,2 millions en 1897. L'exportation nette des laines peignées et cardées qui, de 8,4 millions de kilogrammes en 1895, était descendue à 6,2 millions en 1896, est remontée à 7,2 millions en 1897. Mais l'exportation nette en valeur des fils de laine qui s'était à peu près maintenue en 1895 et 1896 est redescendue en 1897 à peu près aux chiffres de 1894 ; en effet, elle a été successivement de 5,5 millions de francs en 1894, puis de 7,2 millions en 1895 et 1896 et de 6,1 millions en

1897. D'autre part, l'exportation nette en valeur des tissus de laine a continué à progresser, mais dans une faible mesure : elle était passée de 97,4 millions de francs en 1894 à 136,2 millions en 1895 et 139,6 en 1896 ; elle a atteint 142,6 millions en 1897.

L'industrie cotonnière a subi, dans certains centres, un ralentissement de sa production qui a atteint des filatures et notamment des tissages. Ces derniers mois, des chômages se sont produits dans un certain nombre d'usines ; on a renvoyé des ouvriers ou réduit la journée de travail dans certains autres. L'importation nette des cotons en laine qui, de 112,1 millions de kilogrammes en 1895, était tombée à 91 millions en 1896, est remontée à 116,1 millions en 1897 ; d'autre part, l'importation nette en valeur des fils de coton a continué à baisser : 6,6 millions de francs en 1894, 6,4 millions en 1895, 5,5 millions en 1896 et 4,8 en 1897 ; mais l'exportation nette en valeur des tissus de coton qui, de 35,8 millions de francs en 1894, avait atteint 40,7 millions en 1895 et 48 millions en 1896, est redescendue à 40,4 ; ce qui fait penser que si, dans l'ensemble, les filatures ont travaillé activement puisque les importations de matières premières ont augmenté tandis que celles des fils ont diminué, les tissages au contraire ont été moins bien occupés que l'an dernier.

Dans l'industrie de la soie, l'exportation nette des œufs de vers à soie, qui atteignait en 1895 une valeur de 1.096.000 francs, est descendue à 735.000 francs en 1896 et à 504.000 francs en 1897. L'exportation nette des cocons, qui était de 248.000 kilogrammes en 1895, s'est transformée en une importation de 363.000 kilogrammes en 1896, puis est redevenue une exportation de 34.000 kilogrammes. Mais l'importation nette des soies grèges a progressé : 1.533.000 kilogrammes en 1895, puis 1.360.000 kilogrammes en 1896, mais 2.501.000 kilogrammes en 1897. Un progrès plus constant s'était produit dans les importations nettes des bourres de soie en masse : 2 millions de kilogrammes en 1895, 2,4 millions en 1896, et 3,1 millions en 1897. De même, l'amélioration s'est maintenue dans les fils de soie et de bourre de soie : l'importation nette de 516.000 francs en 1894 et de 111.000 francs en 1895 s'était transformée en 1896 en une exportation nette de 1,2 million de francs, qui est restée à 1,1 million en 1897. Dans les tissus de soie et de bourre de soie, le progrès a été plus suivi : 105,2 millions de francs en 1894, 107,7 millions en 1895, 109,8 millions en 1896 et 135,6 en 1897. A la suite d'une campagne médiocre, quoique moins mauvaise qu'on ne l'avait d'abord supposé, les prix ont eu une tendance ferme et obtenu un peu de hausse. L'animation a été particulièrement grande dans les tissages mécaniques. A la campagne, le travail a été plus inégalement réparti, mais les affaires ont été encore bien suivies ainsi qu'en témoignent l'augmentation de l'importation de matière première, soie et bourre de soie, et de l'exportation des produits fabriqués, fils et tissus de soie.

L'importation de fils de poils de chèvre, très employés pour certains tissus, a de nouveau augmenté : elle était passée de 2,6 millions de francs en 1894 à 6,5 millions en 1895, puis redescendue à 2,8 millions en 1896 ; elle est remontée à 3,1 millions en 1897.

Dans l'industrie linière, la hausse qui s'était produite l'an dernier sur les lins et les fils a eu une répercussion sur la marche des ateliers de filatures et tissages. Le lin brut et le lin teillé ont été importés en moins grande quantité ; c'est ainsi que l'importation nette de ces matières qui, de 40,2 millions de kilogrammes en 1895, s'était élevé à 47,7 millions en 1896, est redescendue à 40,2 millions en 1897. Par contre, les importations nettes de chanvre broyé ou teillé, qui s'étaient maintenues à 7,2 millions de kilogrammes en 1895 et en 1896, se sont montées à 8,9 millions en 1897 et celle de ramie en tige ou teillée qui, de 127.000 kilogrammes en

1895, avait faibli jusqu'à 70.000 kilogrammes sont repassées à 143.000 kilogrammes en 1897. D'autre part, l'importation nette, en valeur, des fils de lin ou chanvre ou ramie, qui était de 831.000 francs en 1894, se changeait en une exportation nette de 2,1 millions en 1895, puis revenait une importation nette de 1,3 million de francs en 1896 et atteignait 2 millions en 1897. Un mouvement analogue s'est produit sur les tissus de lin et chanvre, pour lesquels une importation en 1894 balançant à peu près exactement l'exportation était remplacée en 1895 par une exportation nette de près de 1 million, à qui succédait en 1896 une importation nette de 800.000 francs et de 900.000 en 1897.

L'industrie du jute et du phormium a perdu un peu du terrain qu'elle avait conquis; les importations de matières premières et les exportations de produits fabriqués ont baissé. Les importations nettes de jute et phormium ont décliné : 49 millions de kilogrammes en 1895, 46,7 millions en 1896 et 39,8 millions en 1897. Pour les fils de jute, l'exportation nette, en valeur, qui de 690.000 francs en 1894 s'était élevée à 1,3 million en 1895, est descendue ensuite à 986.000 francs en 1896 et 407.000 en 1897. L'exportation nette des tissus de jute, qui était passée de 1,5 millions de francs en 1894 à 1,7 million en 1895 et s'était maintenue au même taux en 1896, est revenue à 1,5 million en 1897.

Dans l'industrie du vêtement, le travail a été généralement estimé moins abondant que l'an dernier pendant le même semestre; c'est ce qui ressort également de la comparaison des exportations : l'exportation nette en valeur des pièces de lingerie cousues qui, de 16,9 millions de francs en 1895, était montée à 17,7 en 1896, est descendue à 13,3 millions de francs en 1897; celle des confections pour hommes qui, de 4,9 millions de francs en 1895, avait atteint 8,6 en 1896, s'est abaissée à 6,9 millions en 1897; de même l'exportation nette des confections pour femmes a donné 21,5 millions de francs en 1895, puis 25 millions en 1896, mais 23,1 millions en 1897.

Dans l'industrie du chapeau, l'exportation brute (importation non déduite) des chapeaux feutre, laine et soie qui, de 1,06 million de francs en 1894, était descendue à 690.000 francs en 1895, s'est ensuite élevée constamment : 730.000 en 1896 et 831.000 francs en 1897. L'importation nette des nattes ou bandes ou tresses de paille décorées ou de bois blanc pour chapellerie est passée de 3,7 millions de francs en 1895 à 4,5 millions en 1896 et s'est maintenue à ce taux en 1897. D'autre part, l'exportation nette des chapeaux de paille, d'écorce, qui s'était élevée de 2,1 millions de francs en 1895 à 3,49 millions en 1896, est redescendue à 2,24 millions en 1897.

L'importation nette des plumes de parure a donné 1 million en 1895, 2,2 millions en 1896, puis 1,5 en 1897. Mais l'exportation des modes et fleurs artificielles a été en progrès ininterrompu : 28,8 millions de francs en 1894, 37,3 millions en 1895, 40,7 millions en 1896 et 43,2 millions en 1897.

Pendant le mois de juillet, la tendance à la baisse déjà signalée dans un certain nombre de filatures et tissages s'est maintenue dans l'industrie lainière, linrière, cotonnière; dans l'industrie de la soierie, le travail a été assez abondant, mais les prix de façon, notamment ceux de la rubannerie, ont été jugés peu rémunérateurs. Morte-saison dans l'industrie du vêtement et pas de changement depuis le mois dernier dans les autres industries textiles.

Bois. — Les industries de la charpente, de la menuiserie sont en pleine saison de travail; l'activité est cependant jugée, en général, moins grande que celle de l'an dernier pendant le même semestre; d'ailleurs, l'importation nette des bois à construire qui avait repris l'an dernier a baissé de nouveau cette année; l'importation

nette a été de 215.000 tonnes en 1894, puis de 127.000 en 1895, est montée à 256.500 en 1896 et redescendue à 169.000 en 1897. L'importation brute des merrains a également faibli : 897.000 quintaux métriques en 1894, puis 558 en 1895 et 694 en 1896; mais 575,9 en 1897.

L'ébénisterie a donné lieu à des transactions assez soutenues. L'importation des bois pour l'ébénisterie est passée de 199,3 mille quintaux métriques en 1894, à 101,9 mille quintaux métriques en 1895, puis 173,2 en 1896, enfin 185,1 mille en 1897; mais l'exportation nette en valeur des meubles et ouvrages en bois a légèrement diminué par rapport à l'an dernier : 8,5 millions de francs en 1897 au lieu de 10,1 millions en 1896, 7,1 en 1895 et 6,9 en 1897. Par contre, la situation a continué à s'améliorer dans la tabletterie, la boutonnerie et la bimbeloterie. L'exportation nette en valeur qui, de 54 millions de francs en 1894, était descendue à 52,9 millions en 1895, est remontée ensuite à 60,2 millions en 1896 et s'est maintenue à ce chiffre en 1897.

Pendant le mois de juillet, plein travail dans la charpente et la menuiserie du bâtiment comme tous les ans à pareille époque. Production plutôt en progrès dans la tabletterie, la boutonnerie et surtout la broserie; le travail est plutôt plus faible que l'an dernier dans la tonnellerie et l'ébénisterie. Les charpentiers estiment que 3 p. o/o des leurs sont atteint par le chômage, les ouvriers en voitures, 8 p. o/o, les menuisiers-ébénistes 1 p. o/o.

MÉTAUX. — Les importations de fontes brutes de moulage et d'affinage ont repris pendant que l'exportation diminuait. L'exportation nette (importation déduite) a donné 20,4 mille tonnes en 1895 contre 103,8 mille tonnes en 1896 et 55,4 en 1897; mais l'activité dans nos établissements métallurgiques s'est maintenue en progrès, ainsi qu'en témoignent les autres chiffres d'importation et d'exportation des principaux produits. Les admissions temporaires, réexportations après main-d'œuvre, ont en effet présenté le tableau suivant :

	FONTES D'AFFINAGE.	FONTES DE MOULAGE.	FERS AU COKE.	ACIERS.
	Quintaux métriques.	Quintaux métriques.	Quintaux métriques.	Quintaux métriques.
1 ^{er} semestre 1897	204.742	216.980	37.558	14.498
1 ^{er} semestre 1896	158.725	158.246	41.022	31.730

L'importation des minerais de fer a été en progrès continu : 724.000 tonnes en 1895, 804.000 en 1896 et 925.000 en 1897.

D'autre part, l'importation nette des houilles cuites (cokes) présentait une augmentation ininterrompue à la suite des demandes de la métallurgie : 7,3 millions de quintaux métriques en 1897 contre 6,7 millions en 1896 et 6,5 en 1895.

L'exportation nette des rails en acier a été en diminuant, de même pour l'exportation nette des rails en fer : celle des rails en acier a été 8,5 mille tonnes en 1895, puis 6,4 mille en 1896 et 5,97 mille tonnes en 1897; celle des rails de fer qui avait donné 1.000 tonnes en 1895 et 1.395 tonnes en 1896 est revenue à 1.000 tonnes en 1897.

L'exportation nette d'acier en lingots et billettes, qui avait obtenue un notable progrès l'an dernier, s'est un peu ralentie cette année : 9,7 milles tonnes en 1897 contre 11,6 mille tonnes en 1896, tandis qu'en 1895 la différence entre l'importation et l'exportation se soldait par une importation nette de 93 tonnes. Pour les autres produits de la métallurgie, l'amélioration s'est accentuée. Ainsi, l'exportation nette (importation déduite) des fers étirés en barres au coke est montée de 6,5 mille tonnes en 1895 à 8,4 mille en 1896, et enfin 21,7 mille tonnes en 1897. Les

exportations nettes des tôles de fer ont donné 1,3 mille tonnes en 1895, 970 tonnes en 1896 et 1,8 mille tonnes en 1897; celles des tôles d'acier laminées à chaud, 480 tonnes en 1897 contre une importation nette de 60 tonnes en 1896 et de 436 tonnes en 1895.

Pour l'industrie du cuivre, l'importation nette des minerais de cuivre a été en progrès : 2,6 mille tonnes en 1895, puis 3,3 mille en 1896 et 4,3 mille en 1897. Le même mouvement s'est produit dans l'importation du cuivre pur ou allié en masses, barres ou plaques : 19,5 mille tonnes en 1897 contre 18,6 mille en 1896 et 16,3 mille en 1895; ce qui tendrait à indiquer une activité plus grande dans les ateliers où ce métal est travaillé. Si, d'autre part, l'exportation nette du cuivre battu ou laminé a diminué : 850 tonnes en 1897 contre 1,7 mille tonnes en 1896 et 940 tonnes en 1895, l'exportation nette du cuivre en fil a sensiblement augmenté : 1,2 mille tonnes en 1895, puis 1,5 mille en 1896, et enfin 2,81 mille tonnes en 1897.

L'exportation nette du minerai de plomb de toutes sortes a repris : 1,6 mille tonnes en 1897 contre 1,1 mille en 1896 et 1,7 mille en 1895. L'importation nette du plomb argentifère (métal brut) a marqué un progrès après avoir été stationnaire l'an dernier : 15,6 mille tonnes en 1897 contre 13,9 mille en 1896 et 13,5 mille en 1895; au contraire, l'importation du plomb non argentifère a faibli : 21,4 mille tonnes en 1897 contre 23.000 tonnes en 1896 et 11,5 mille tonnes en 1895.

L'activité des grands établissements métallurgiques a amené également une amélioration dans les ateliers de constructions mécaniques. L'exportation nette en poids des machines et mécaniques se présente avec un grand progrès sur l'an dernier et sur l'année précédente : 149,7 mille quintaux métriques en 1897 contre 86,7 mille en 1896 et 109,5 en 1895. Cette même exportation nette, représentée en valeur, donne 14,2 millions de francs en 1897 contre 7,4 millions en 1896 et 9,5 millions en 1895.

D'autre part, l'importation brute des outils et ouvrages en métaux a continué à augmenter : 11,3 millions de francs en 1895, 12,5 millions en 1896 et 13,04 en 1897. L'importation brute des bâtiments de mer en fer a notablement diminué et est redescendue au-dessous des chiffres de l'année 1895; en effet, l'importation brute a été en 1897 de 18,7 mille tonneaux de jauge; elle était de 31,4 mille en 1896 et de 20,7 mille en 1895.

Pour l'horlogerie, l'exportation nette en valeur, qui avait repris l'an dernier, a fléchi devant l'augmentation de la concurrence étrangère; elle était passée de 3,5 millions de francs en 1895 à 4,5 millions en 1896; elle est descendue à 2,9 millions en 1897. Les métallurgistes comptent 2 p. 0/0 des leurs en chômage. L'amélioration signalée dans le Nord et dans l'Est s'est maintenue, elle s'est étendue aux ateliers de métallurgie et de constructions mécaniques du Centre, où un personnel plus nombreux a été embauché.

D'autre part, l'orfèvrerie, la bijouterie et les articles en plaqué qui étaient restés stationnaires l'année précédente ont obtenu une amélioration; l'exportation nette a été de 32,1 millions de francs en 1897 contre 28,6 millions en 1896 et 28 millions en 1895.

Pendant le mois de juillet, l'amélioration signalée dans la métallurgie, les ateliers de construction mécanique, la serrurerie des bâtiments s'est maintenue. Grâce à la reprise de la pêche côtière et du travail des conserves, les ferblantiers-laitiers ont été bien occupés.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment, en pleine saison de travail, a employé des matériaux en quantités de plus en plus importantes, ce qui indique que son

activité n'a pas diminué; de plus, les prix de ces matériaux ont eu plutôt tendance à hausser qu'à diminuer. C'est ainsi que l'importation brute en valeur de matériaux, qui était de 5,9 millions de francs en 1895, est passée à 6,07 millions en 1896 et à 6,8 millions en 1897. L'exportation nette des briques non vernissées, qui était de 8,3 mille tonnes en 1895, a atteint 25,6 mille en 1896 et 27,2 mille en 1897; celle des tuiles non vernissées ni émaillées et accessoires pour toitures : 39,3 mille tonnes en 1895, 47,8 mille en 1896 et 58,000 en 1897.

Une diminution s'est produite dans l'importation nette des marbres bruts ou équarris : 17,8 mille tonnes en 1897 contre 18,9 mille en 1896; il est vrai que 1895 n'avait fourni qu'une importation nette de 13,9 mille tonnes.

Pendant le mois de juillet, l'activité précédemment signalée chez les tailleurs de pierre et maçons s'est maintenue. Grâce à l'avancement des constructions, les plâtriers et peintres ont pu être également bien occupés. Les syndicats ouvriers estiment que p. o/o des leurs sont atteints par le chômage chez les tailleurs de pierre, 5 p. o/o chez les maçons. Le travail est jugé plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre et maçons, notamment à Besançon, Moulins, Rennes et Fougères; moins abondant dans l'Isère, dans le Rhône, à Niort et Saint-Maixent, à Évian, Sabon et Brive. 12 p. o/o de chômeurs chez les plâtriers, 9 p. o/o chez les peintres; pour le reste pas de changement depuis le mois dernier.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Nos fours à chaux n'ont pu suffire aux demandes des entrepreneurs de travaux et, notamment, l'importation nette de la chaux ordinaire, pendant le premier semestre 1897, s'est accrue avec l'augmentation d'activité de l'industrie du bâtiment : 1,3 mille tonnes en 1897 contre 1,1 mille en 1896 et 0,9 en 1895.

Dans la céramique, l'importation brute en valeur des poteries de terre communes et faïences, qui avait un peu faibli l'an dernier, a de nouveau augmenté : 8,2 millions de francs en 1895, puis 7,4 millions en 1896 et 10 millions de francs en 1897. Par contre, l'exportation nette en valeur de porcelaines blanches et décorées s'est maintenue en progrès : 3,3 millions de francs en 1895, puis 4,1 millions en 1896 et 4,7 millions en 1897.

La verrerie et la cristallerie ont aussi maintenu leur tendance à l'amélioration. L'exportation nette en valeur des verres et cristaux est passée de 2,5 millions de francs en 1895 à 5,5 millions en 1896 et 6,4 millions en 1897. L'exportation brute (importation non déduite) des glaces a marqué un progrès : 1,8 millions de francs en 1895, 1,7 millions en 1896 et 2,1 millions en 1897.

Pendant le mois de juillet, le travail s'est maintenu actif dans la chauxfournerie et la céramique du bâtiment; il a eu une tendance plus ferme dans la verrerie; la porcelainerie a été un peu moins occupée que l'an dernier dans certains centres.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Le mouvement de la navigation pour le premier semestre de 1897 est représenté par le résumé ci-dessous.

	1897.		1896.		AUGMENTATION en 1897.		DIMINUTION en 1897.	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
ENTRÉE.								
Navires français..	3.553	2.108.961	3.535	1.998.275	18	110.686	„	„
Navires étrangers.	8.087	4.425.964	8.578	4.735.262	„	„	491	309.298
SORTIE.								
Navires français..	3.697	2.135.649	3.965	1.956.942	„	178.707	268	„
Navires étrangers.	6.515	2.734.626	6.591	2.968.057	„	„	76	233.431

Ainsi qu'il résulte de la comparaison des chiffres du tableau, le tonnage des navires français entrés ou sortis est en progrès sur l'an dernier et la diminution de 817 navires avec 253,336 tonneaux constatée dans l'ensemble du mouvement de nos ports est tout entière supportée par les navires étrangers. D'autre part, le trafic sur nos voies ferrées a marqué un progrès continu; de même pour les grandes entreprises de transports du commerce à Paris. Par contre, le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières a eu tendance à diminuer.

Pendant le mois de juillet, l'activité s'est un peu ralentie; c'est le mois des inventaires dans un certain nombre de maisons et le commencement des villégiatures d'été. Le placement est devenu plus difficile chez les employés de commerce, chez les comptables et chez les coiffeurs; ces derniers sont en morte-saison. Une amélioration s'est produite dans le placement des employés de l'alimentation, principalement pour le placement des extra.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Seine. — Travail à peu près aussi actif que l'an dernier chez les *chocolatiers confiseurs*; les cours des cacao ordinaires et moyens ont augmenté de 10 francs par 100 kilogrammes; les sucres ont également des prix plus élevés que ceux de l'an dernier. Commandes moins abondantes que l'an dernier, pendant le 2^e trimestre, chez les *imprimeurs-typographes*; le chômage des vacances a commencé plus tôt; la concurrence plus grande des petits imprimeurs en boutiques travaillant à bon marché a fait baisser les prix, qui sont devenus peu rémunérateurs. La journée de travail a varié de 8 à 10 heures. Travail équivalent à celui de l'an dernier, mais prix en baisse et moins rémunérateurs dans la *mégisserie lainière* (30 établissements, 3.000 ouvriers).

Ouvrage plutôt en progrès chez les *patrons modeleurs mécaniciens*; mais les prix ont baissé et sont devenus peu rémunérateurs tant par suite de l'augmentation de la concurrence que de l'irrégularité des commandes. Les *mécaniciens chaudronniers fondeurs* (305 établissements, 23.000 ouvriers) ont été moins occupés, pendant le précédent trimestre, que l'an dernier à même époque; les prix de vente ont été en baisse et moins rémunérateurs; on attribue le ralentissement des affaires à la concurrence des établissements similaires de province et principalement de l'étranger. Morte-saison chez les *fabricants d'horlogerie*, on estime que le chiffre d'affaires est en diminution sur celui de l'an dernier. Il a été à peu près équivalent à celui de l'an dernier dans la *bijouterie-joaillerie*. Les commandes ont été plutôt moins fortes que l'an dernier, mais sont encore restées dans une bonne moyenne dans les fabriques d'*orfèvrerie et bronze d'église*. Les prix en baisse à la suite de la baisse de la matière première (argent) sont restés rémunérateurs. Affaires moins actives et prix de vente en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier chez les *fabricants de bronze imitation*, par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère; durée du travail réduite à 50 et 40 heures par semaine. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *graveurs estampeurs* et prix moins avantageux que l'an dernier; l'exportation a notablement diminué par suite de l'élévation des droits d'entrée dans les pays étrangers; on a dû renvoyer une partie du personnel ouvrier.

Travail actif dans l'industrie des *matériaux de construction*; on construit davantage dans Paris et surtout dans la banlieue parisienne; les prix de vente ont tendance à la hausse par rapport au trimestre précédent. Les *mariniers* ont été atteints, dès le 15 juin, par le chômage d'une grande partie des voies navigables; le prix des transports a baissé, il a diminué de 0 fr. 25 par tonne transportée du Nord à Paris. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *entrepreneurs de transports de vins et spiritueux*, prix plutôt en baisse.

Seine-et-Oise. — Dans la région de Versailles, situation estimée satisfaisante dans la *boulangerie*; la situation du personnel ouvrier serait plutôt moins avantageuse que celle de l'an dernier par suite de l'augmentation de l'offre de bras disponibles. Pendant le 2^e tri-

tembre de 1877, l'activité du travail a été estimée très bonne dans la *brasserie*, les entreprises d'*électricité*, bonne dans l'industrie du *bâtiment*, moyenne dans les industries de l'*alimentation*, très calme par suite de morte-saison dans l'industrie du *vêtement*.

A Etampes, le travail a été ralenti dans la *menuiserie*, par suite de la difficulté du placement des farines; les stocks pèsent sur les cours et les prix sont estimés moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier. L'industrie du *bâtiment* (400 ouvriers) a été moins occupée que l'an dernier à même époque, la main-d'œuvre a été trouvée rare, le salaire de la journée de 12 heures a été de 5 francs en moyenne.

Somme. — A Amiens, le travail, pendant le 3^e trimestre de 1897, a été plus abondant que l'an dernier chez les *entrepreneurs de bâtiment* (13.000 ouvriers); les prix ont été moins rémunérateurs par suite de la hausse des matériaux de construction.

Activité satisfaisante dans la plupart des industries de la région d'Abbeville, pendant le 2^e trimestre de 1897; une *filature* ouverte depuis plusieurs mois occupe quelques centaines d'ouvriers.

Dans la région de Bapaume, pas de chômeurs signalés chez les ouvriers des *menuiseries*, des *huileries* et chez les *maçons*. Peu d'activité chez les *tisseurs de soie*, dont les salaires sont descendus jusqu'à 1 fr. 50 par jour et 1 fr. 25 chez les *tisseurs de coton*. Chez les *couturières*, les *corsetières* et les *tisseuses en plumes*, le travail a été également faible; le salaire moyen serait descendu à 1 fr. 25 et 0 fr. 75, par jour, pour 10 heures de travail.

Pas-de-Calais. — Pendant le dernier trimestre, une reprise s'est produite dans l'industrie du *tulle* et de la *dentelle* de Calais (160 fabriques, 18.000 ouvriers); les fabriques, sans être pressées, ont été cependant mieux pourvues de commandes que l'an dernier. Certains articles ont eu tendance à la hausse et sont devenus plus rémunérateurs. L'an dernier, on était en morte-saison; actuellement les commandes d'articles spéciaux valenciennes et genres soie font espérer une bonne saison. Aux métiers déjà usités on a adjoint des métiers broyeurs, le reste du matériel n'a pas varié. Si la reprise du travail se produit, on craint que la main-d'œuvre, en partie dispersée par suite de la crise des tulles, ne vienne à manquer.

Nord. — Ralentissement général dans la vente des *toiles* et *tissus* similaires de la région d'Armentières; la fabrication a dépassé la consommation, les stocks en magasins ont amené une *diminution de la production*; on estime que la *proportion des ouvriers en chômage* a été de 3 à 5 p. 0/0 pendant le 2^e trimestre de 1897.

Chez les *marbriers* de Couslre, l'activité s'est maintenue pendant le 2^e trimestre sauf dans l'article de luxe pour bronze qui a un peu diminué, les prix de vente ont été plutôt moins rémunérateurs.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Pendant le premier semestre de 1897, l'industrie lainière a subi une hausse sur la matière première, évaluée à 10 p. 0/0 sur les cours de décembre 1896, pour les laines sur les places étrangères, tandis que les laines françaises avaient été enlevées avec des prix de 10 à 15 p. 0/0 inférieurs à ceux de l'an dernier, suivant les sortes. Il en est résulté, dans toute l'industrie lainière, un ralentissement attribué à la faiblesse des stocks de laine. Les *filatures à façon de laines peignées* ont réduit leur production et les prix de façon ont subi une baisse évaluée à 10 p. 0/0 pendant le semestre écoulé; l'alimentation complète a été à peine obtenue. Même diminution dans les *filatures à façon de laines cardées* et baisse de 10 à 15 p. 0/0 sur les prix de façon. Dans les *filatures à forfait*, la baisse des prix de façon a influé sur les cours qui, après avoir fléchi de 5 p. 0/0 sur les fils courants, sont cependant remontés de 2 à 3 p. 0/0. L'alimentation a été difficile par suite de l'arrêt d'un certain nombre de métiers à tisser, dans le Nord. Dans les *tissages*, le travail a été très différent suivant les usines. Certaines maisons organisées pour la fabrication des *tissus fins* et *forts en mérinos* et *cachemires* ont été engagées pour toute l'année avec des prix très fermes, tandis que d'autres, subissant le contre-coup de la mévente des qualités basses et moyennes, qui sont la grande production, s'alimentaient avec peine et, malgré la hausse de la laine, subissaient, en fin de semestre, quelques centimes de baisse sur les prix du début. L'incertitude qui règne sur la loi douanière américaine a paralysé les transactions à longue échéance, cependant les ordres pris antérieurement ont pu être exécutés dans de bonnes conditions. Les genres sergés, qui formaient un

bon article d'exportation, ont beaucoup diminué par suite de l'augmentation de cette fabrication aux États-Unis. Travail régulier dans les fabriques de tissus fantaisie en laine peignée. Dans les genres pour robes, la saison a été dans une bonne moyenne, malgré la nullité des réassortiments. Pour la saison d'hiver, peu de commissions, le négoce un peu chargé des marchandises limite ses ordres. Dans les fabriques de molletons et confections, saison médiocre; de même dans les flanelles lisses et croisées, affaires au jour le jour avec prix en baisse. Les articles à bon marché, qui avaient été remplacés par les genres laine et coton qui venaient d'Angleterre et de Normandie, ont commencé à être fabriqués activement dans la région.

L'industrie du *bâtiment* a été plus tôt plus occupée que l'an dernier, les industries qui en dépendent ont participé à la bonne marche des affaires dans ce métier.

Dans l'industrie des *vins de Champagne*, pendant les cinq premiers mois de 1897, les tirages des vins ont été importants; on peut les évaluer à ceux d'une année moyenne d'exportation. Pour les vins en cercles, l'étranger a acheté assez activement et à des prix peu élevés, les stocks des grands crus en caves étant encore fort importants. Sur place, les affaires assez actives au début de l'année ont diminué pendant le deuxième trimestre, limitées par suite de l'abondance des stocks; les vins de récolte 1896 ont ainsi subi une légère diminution. Les vignobles de la vallée de la Marne ont été assez éprouvés par les gelées et les orages; mais ceux de la montagne de Reims ont été à peu près épargnés. Les expéditions en Angleterre, pendant les cinq premiers mois, se sont élevées à 376.000 douzaines. La consommation a suivi sa marche progressive, 345.000 douzaines en 1897 contre 306.700 en 1896. Les prix se sont maintenus. Aux États-Unis, malgré une augmentation des commandes des derniers mois, en prévision des changements douaniers, l'amélioration a été peu sensible. Toutes les industries qui se rattachent à celles des vins de Champagne ont été bien occupées. Cependant la *verrière* a eu une fabrication assez ralentie, ce qui lui a permis d'écouler une grande partie de ses stocks de bouteilles.

Par suite de la gêne de l'agriculture, dont une partie des récoltes ont été compromises par les gelées et les orages, et d'un ralentissement notable dans les filatures et tissages, la situation du *commerce de détail* a été plus mauvaise que celle de l'an dernier.

Dans l'arrondissement d'Épernay, l'industrie du *vin de Champagne*, pendant les six premiers mois de 1877, a marqué un nouveau progrès, il a été expédié 2.322.550 bouteilles en France et 3.002.000 à l'étranger. Le chiffre des ventes, en 1896, s'était élevé à 9.400.000 bouteilles pour toute l'année; on compte le dépasser cette année, si l'amélioration signalée se maintient, d'autant plus que la récolte de 1893, qui est en cours d'expédition, jouit d'une grande faveur à l'étranger. Les recettes de l'octroi d'Épernay, comparées à celles de la période correspondante de 1896, offrent une plus-value attribuée, d'une part, à l'installation d'un nouveau régiment de cavalerie et, d'autre part, à l'augmentation de la consommation sur place des vins de pays, grâce aux bas prix pratiqués (entrées des vins, 1.977 francs de plus que l'an dernier), au détriment de la bière dont la consommation et la production ont diminué.

L'industrie du *bâtiment*, malgré une diminution constatée par les recettes d'octroi sur les entrées des matériaux de construction, a été encore bien occupée, grâce à de nombreuses commandes de maisons bourgeoises et de maisons ouvrières. Le *commerce de détail* s'est senti de la crise de l'agriculture et de la viticulture dont les gelées et les orages du dernier trimestre ont augmenté la gêne.

Haute-Marne. — Travail moins important que l'an dernier dans les entreprises de *ciments* de Vassy, prix en baisse de 2 francs par tonne, depuis le précédent trimestre; on attribue le ralentissement des affaires à la concurrence des produits similaires et à la diminution des grands travaux publics.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail toujours actif chez les *brasseurs* (2.000 ouvriers); prix de vente en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier à même époque.

Vosges. — Quelques métiers dans l'*industrie cotonnière* ont été arrêtés dans divers établissements pendant le dernier trimestre; les prix qui s'étaient un peu relevés pendant le quatrième mois de 1897 sont redescendus au-dessous des cours précédents. Quelques métiers

occupant une cinquantaine d'ouvriers ont cependant été montés dans des établissements déjà existants.

Doubs. — A Besançon, travail aussi abondant que l'an dernier chez les *boulangers*; mais prix estimés moins rémunérateurs par suite du taux élevé de la matière première et de l'augmentation de la concurrence. Dans plusieurs boulangeries, on a introduit le système des pétrins mécaniques avec moteurs à gaz. Les fabriques d'*horlogerie* ont été moins occupées que l'an dernier à même époque; les prix de vente ont été en baisse; on a dû réduire la durée du travail.

D'après d'autres renseignements, à Besançon, pendant le deuxième trimestre de 1897, le travail a été moins abondant que l'an dernier à même époque dans la généralité des professions, sauf chez les *cordonniers* et ouvriers des ateliers de *confections militaires* qui ont été bien occupés; la morte-saison des *tailleurs d'habits* a été plus accentuée que les années précédentes; on estime que 10 p. 0/0 des ouvriers *horlogers* ont été atteints par le chômage. Chez les *terrassiers*, la journée a été réduite à 10 heures au lieu de 12, sans diminution de salaires.

Côte-d'Or. — Affaires calmes et devenues plus difficiles que l'an dernier chez les *horlogers-bijoutiers* de la région de Dijon; des gelées et des orages ayant compromis sur certains points les récoltes ont amené un ralentissement général des affaires.

Puy-de-Dôme. — Pendant le deuxième trimestre de 1897, dans la région de Clermont-Ferrand, l'industrie des *fruits confits* a été bien occupée, de même chez les *distillateurs* et *liquoristes*. L'usine d'*asphalte* de Pont-du-Château a bien travaillé. Les trois manufactures de produits en caoutchouc (7 à 800 ouvriers) ont continué à progresser. Dans les *papeteries* de Saint-Amand, il y a eu, il y a quelques mois, un peu de chômage dû à des accidents (explosion et orages). Dans l'*industrie du bâtiment* (7 à 800 ouvriers), travail plutôt moins abondant que l'an dernier; salaires sans changement, sauf chez les *plâtriers* qui ont obtenu une augmentation.

Activité satisfaisante pendant le deuxième trimestre de 1897, dans les industries de la *chaussure*, de l'*ameublement* et du *bâtiment*; passable pour le reste; une reprise s'est produite dans l'ensemble par rapport au trimestre précédent. On estime qu'un peu moins de 5 p. 0/0 des ouvriers ont été atteints par le chômage.

Haute-Loire. — Dans la région du Puy, travail actif dans les fabriques de *sabots*; les prix ont obtenu un peu d'augmentation et sont devenus plus rémunérateurs.

Loire. — Dans l'*industrie cotonnière* de la région de Roanne (10.000 ouvriers), ouvrage moins abondant que l'an dernier, pendant le deuxième trimestre, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs; travail réduit à 45 et 50 heures par semaine pour certains ouvriers, certains n'ont qu'un métier à conduire au lieu de deux, d'autres sont arrêtés. La saison de l'été dernier avait été moins bonne que les précédentes, les ventes avaient été difficiles; des *stocks* assez importants ont continué à peser sur le marché. Les salaires ont été en diminuant, et l'on estime que le gain de certains ouvriers a été inférieur de deux cinquièmes à celui de l'an dernier.

A Saint-Chamond, ouvrage moins abondant que l'an dernier dans les *moulinages de soie*, (1.200 ouvriers), prix de façon en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier; la production ayant dépassé la consommation, on a dû restreindre le travail, on fait la journée de 11 heures. Pendant le deuxième trimestre de 1897, les *tissages* ont continué à travailler activement à des prix rémunérateurs; une maison de Saint-Chamond a monté 50 nouveaux métiers. L'industrie des *lacs* a été peu occupée. Il a été demandé beaucoup d'articles de *passenterie* et *nouveautés* et tous les métiers capables de les produire ont eu du travail. La moitié des métiers faisant l'article de fond ont été au repos; les autres ont travaillé avec des prix en baisse et peu rémunérateurs. Le *moulinage* et la *teinturerie* ont subi le contre-coup du ralentissement du travail dans la fabrication des lacs. L'activité est revenue dans les *forges* dont la plus grande partie des ouvriers travaillent régulièrement. Les *mines*, qui avaient réduit leur production ont également repris.

Travail en diminution dans les fabriques de *rubans* de la région de Saint-Étienne (1.000 ou-

vriers); les prix de façon ont été réduits et sont descendus au-dessous de ceux de l'an dernier; beaucoup des métiers en chômage parce que les tisserands estiment que les prix offerts sont insuffisants. On estime que l'activité de l'industrie *cotonnière* de la région de Charlieu a baissé d'un peu plus d'un tiers depuis le précédent trimestre; dans la *soierie*, le chômage atteindrait un cinquième des ouvriers. Un *tissage* qui occupera 100 métiers est en construction à Pélusset.

A Rive-de-Gier, la situation de la *métallurgie*, qui était mauvaise pendant le deuxième trimestre de 1896, a été ensuite en s'améliorant, elle est devenue bonne pendant le deuxième trimestre de 1897, on compte 4 p. o/o de chômeurs parmi les ouvriers métallurgistes; de même dans la *verrière*, le premier trimestre de 1897 a marqué une amélioration notable, l'activité est devenue satisfaisante, on a pu, dans un établissement, allumer un nouveau four; on compte 15 p. o/o de chômeurs parmi les ouvriers verriers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *entrepreneurs de bâtiments* de Firminy; mais prix en baisse et moins rémunérateurs.

Rhône. — A Lyon, morte-saison chez les *chaussureurs sur mesure*; pendant le précédent trimestre, le travail a été assez abondant, le cuir ayant un peu baissé et les prix de vente des objets fabriqués ayant été maintenus. Travail abondant dans les fabriques de *soieries*, *tissus légers* et à bon marché; il a été moins satisfaisant dans les genres riches. Les métiers lyonnais ont été assez occupés; ceux de la campagne malgré la concurrence des travaux des champs ont travaillé en plein. Dans la région lyonnaise (64 usines mécaniques et 2,000 ouvriers et employés) le travail s'est maintenu actif pendant le deuxième trimestre, notamment dans les *tissages* qui produisent le tissu écri, teint ensuite en pièces. La recherche des métiers a fait monter le prix de façon dans le genre écri. L'outillage a continué à se transformer, les métiers à grande largeur et ceux à changements de navettes ont remplacé le vieil outillage. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *maîtres de bateaux-lavoirs*, par suite de l'augmentation de la concurrence, la création de lavoirs de quartiers et de blanchisseries mécaniques; un établissement vient de fermer. Les *maîtres teinturiers-dégraisseurs* ont été à peu près aussi occupés que l'an dernier pendant le deuxième trimestre; les prix ont eu tendance à baisser et ont été moins avantageux; on a fait de 50 à 40 heures par semaine.

Isère. — On estime que, dans les diverses industries de la région de la Tour-du-Pin, un cinquième des ouvriers ont été atteints par le chômage pendant le deuxième semestre de 1897.

Bouches-du-Rhône. — Dans la *rizerie*, travail à peu près aussi abondant que l'an dernier, mais prix estimés moins rémunérateurs par suite des cours élevés de la matière première qui ont haussé de 3 à 5 francs par 100 kilogrammes depuis l'an dernier sur certaines sortes. Les demandes importantes nécessitées par l'Inde à la suite de la disette ont amené une raréfaction sur le marché pour les riz bruts; les riz travaillés n'ont pas bénéficié de la même amélioration des cours par suite de la concurrence des riz expédiés tout préparés de la Cochinchine. Chez les fabricants d'*huiles* et de *savons* de Salon, ouvrage plus abondant que l'an dernier; prix avec tendance à la baisse, à la suite de la diminution de la matière première; deux nouvelles *savonneries* viennent de se monter.

Ardèche. — Dans les *moulinages de la soie* de Privas (30.000 ouvriers), pendant le deuxième trimestre, ouvrage moins abondant que l'an dernier, prix de façon en baisse de près d'un quart.

Hérault. — Dans la région de Lodève, pendant le deuxième trimestre de 1897, l'activité a été satisfaisante dans les fabriques de *cardes*; elle a diminué dans les fabriques de *limousines*, de *couvertures* et dans les *effilochages de laine*; on a dû renvoyer une partie du personnel ouvrier. Dans les manufactures de *draps de troupe*, la journée a été réduite à 7 heures par suite de la diminution des commandes.

A Cette, pendant le deuxième trimestre 1896, la *tonnellerie* a été moins occupée que l'an dernier; on estime que le chômage a atteint un peu plus de moitié des ouvriers. L'industrie du *bâtiment* s'est ressentie de l'accalmie des affaires, il y a eu peu de constructions nouvelles. Le chômage a été particulièrement intense chez les *ouvriers du port*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *boulangers*, le prix du pain n'ayant pas suivi la hausse des farines, la fabrication est jugée moins avantageuse que celle de l'an dernier. Affaires à peu près aussi actives que l'an dernier et prix aussi rémunérateurs dans le commerce des *vins*.

Lot-et-Garonne. — Affaires moins abondantes et moins avantageuses que l'an dernier chez les patrons *navigateurs* des fleuves et des canaux de la région ; les prix de transport n'ont pas varié, mais les quantités de marchandises ayant diminué, on a dû réduire les équipages.

Charente-Inférieure. — Dans la région de Rochefort, le travail a été pendant le deuxième trimestre de 1897 moins abondant en général que l'an dernier à même époque : on estime à 10 p. 0/0 le nombre des ouvriers atteints par le chômage, dans l'ensemble de la population ouvrière ; notamment 5 p. 0/0 chez les *boulangers*. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier et plus longue chez les *cordonniers*, les ouvriers et ouvrières de l'industrie du *vêtement* pour hommes et pour femmes. Chez les *typographes*, pas de chômage ; pour le reste, pas de changement.

Chez les *boulangers* de la Rochelle, travail à peu près aussi abondant que l'an dernier à même époque, les prix en hausse ont suivi ceux de la matière première, mais l'augmentation des prix de vente de produits fabriqués ayant été moins grande que celle de la farine, les affaires sont estimées moins rémunératrices que celles de l'an dernier. Dans l'ensemble des industries, l'activité du travail qui s'était à peu près maintenue pendant le deuxième trimestre a eu ensuite plutôt tendance à diminuer ; il y a eu cependant plus de chômeurs.

Haute-Vienne. — A Limoges, pendant le deuxième trimestre de 1897, la *corroirie* et la *cordannerie* ont été bien occupées ; la *tannerie* a été moins favorisée. Nombreuses pertes de temps chez les *sabotiers* ; on estime que chez ces derniers le chômage atteindrait un quart d'ouvriers de plus que l'an dernier ; que chez les *tailleurs d'habits*, dont la morte-saison a déjà commencé, un tiers seraient atteints par le chômage, les autres ne faisant pas la journée. Chez les *ébénistes* et dans l'industrie du *bâtiment* (maçons, terrassiers, charpentiers), travail peu actif. Chez les *porcelainiers*, la moitié des ouvriers seraient en chômage, les autres ne faisant que trois quarts de journée.

A Saint-Junien, activité ralentie chez les *gantiers*, la morte-saison commence, beaucoup ne font que la demi-journée.

CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES. — Pendant le premier semestre de 1897, le travail a été estimé assez actif dans la *distillerie*, l'*imprimerie* et l'*industrie du livre*, les *tissages*, la fabrication des *sabots*, l'*industrie du bâtiment* ; il a été plus actif dans la fabrication du *papier de paille*, dans la *tannerie* et la *fabrication de la chaussure*. Il y a eu quelques chômages, principalement dans la fabrication de la chaussure et dans celle du papier de paille. Dans cette dernière industrie, les prix de vente ont subi une baisse notable.

Cher. — Le situation industrielle générale, à Vierzon, a continué à se montrer satisfaisante, mais plutôt en diminution sur l'an dernier, à même époque. Les fabriques de *matériel agricole* ont reçu moins de commandes, les pluies continuelles ayant compromis les récoltes ; une usine a fait faire la journée de 11 heures, les deux autres, 10 heures. Dans l'industrie du *bâtiment*, tous les ouvriers ont été occupés. Dans les fabriques de *porcelaine*, la morte-saison d'inventaire a été plus longue que d'habitude ; mais le travail a repris depuis le dernier trimestre, tous les ouvriers sont occupés. De même, pas de chômeurs dans les *verreries*.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES. — Pendant le premier semestre de 1897, le travail dans les *carrières* a été normal ; il a été un peu ralenti dans la *menuiserie* par suite des prix élevés de la matière première. Dans la *brasserie*, la situation a continué à s'améliorer ; elle a été satisfaisante dans les fabriques de *toiles cirées* et dans les ateliers de *reliure* et de *cartonnage*. La *tannerie*, dont la production a dépassé la consommation, souffre de l'importance des stocks. Une amélioration s'est produite dans la fabrication des *équipements militaires*. Situation satisfaisante dans la *confection* et la *lingerie*. De même dans le travail des *bois de charpente* et dans la *carrosserie*. Dans l'industrie *métallurgique*, le travail est resté abondant et la hausse s'est maintenue ; mais, les commandes devenant plus rares, un ralentissement tend à se produire dans les ateliers de construction de *machines agricoles* notamment, par

suite des récoltes moins bonnes qu'on ne l'avait supposé. La production des *essieux* et des *ustensiles de ménage en fer battu* s'est maintenue très prospère; la fabrication des *bijoux* a pris une nouvelle extension. Travail actif dans les *chaufourneries*, les fabriques de *ciment de laitier*, les *tuileries mécaniques*; les *tuileries à la main* ont continué à perdre de leur importance. Les *poteries de grès* ont maintenu leur situation, de même les autres ateliers de l'*industrie céramique*. La *verrerie*, malgré les stocks qui rendent l'écoulement difficile, a pu entretenir ses fours. La *batellerie* a été bien occupée.

Deux-Sèvres. — Pendant le 2^e trimestre 1897, l'activité dans l'ensemble des industries de la région de Niort s'est maintenue à peu près équivalente à celle des mois précédents; cependant un ralentissement s'est produit dans la *ganterie*, dont la production est restée au-dessous de la moyenne.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail plus abondant que l'an dernier, pendant le 2^e trimestre, dans les fabriques de *produits chimiques*, mais *prix de vente en baisse*; une partie du personnel ouvrier qui avait été congédié a pu être repris, grâce à l'amélioration de la situation. Travail moins soutenu que l'an dernier dans l'industrie des *cuirs et peaux* (1.200 ouvriers), *prix de vente moins rémunérateurs*, par suite des *prix élevés* de la matière première et du stock des produits fabriqués qui pèsent sur les cours. Ouvrage plus abondant chez les *constructeurs-mécaniciens*, *chaudronniers*, *forgerons* (3.000 ouvriers); *prix en hausse*. Pendant le 2^e trimestre de 1897, à Saint-Nazaire; les *constructions navales* ont présenté une moins grande activité que l'an dernier; de ce fait, un millier d'ouvriers auraient été atteints par le chômage. L'industrie du *bâtiment* a travaillé d'une façon à peu près normale.

Morbihan. — Dans la *tannerie* et dans l'industrie du cuir de Lorient, travail plus faible que l'an dernier; la matière première s'est maintenue à un *prix élevé*, et le produit fabriqué s'est écoulé difficilement par suite de la diminution des exportations. L'industrie de la *chaussure* a également ralenti sa production.

Finistère. — A Douarnenez, la *pêche de la sardine* (2.200 ouvriers et matelots) a été assez abondante; les *prix de vente* ont baissé sensiblement et sont estimés peu rémunérateurs.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, pendant le 2^e trimestre de 1897, l'activité de l'industrie de la *chaussure* a été moins grande que celle de l'an dernier, à même époque; le chômage a été assez important dans certaines maisons; dans d'autres, les réassortiments ont permis d'occuper les ouvriers moitié de la journée; dans quelques fabriques, on a eu tendance à diminuer le taux des salaires. Dans l'industrie du *bâtiment*, les ouvriers ont fait à peu près régulièrement la journée entière.

Maine-et-Loire. — Travail moins actif que l'an dernier, pendant le 2^e trimestre, chez les fabricants de *toiles et mouchoirs* de Cholet. Dans les *tissages mécaniques de coton* (400 métiers) et dans les *tissages mécaniques des tissus, toiles*, etc. (550 métiers), la journée de l'ouvrier a varié de 2 fr. 50 à 4 francs; celle des *femmes et enfants* de 1 fr. 75 à 2 francs; les ouvriers des tissages à la main ont pu maintenir leurs salaires. Ouvrage moins abondant que l'an dernier; chez les *vanniers* d'Angers, la durée du travail a été réduite à 50 heures par semaine.

Mayenne. — A Mayenne, travail peu actif dans l'industrie des *tissages*; une partie des ouvriers sans ouvrage ont pu s'occuper aux travaux des champs, ce qui a atténué les effets du chômage. Les salaires ont eu tendance à la baisse. Dans la région de Laval, ralentissement du travail pendant le 2^e trimestre de 1897 dans les *tissages mécaniques*; reprise au contraire dans les *tissages à la main*. Bonne activité dans la *marbrerie* et dans l'industrie du *bâtiment*.

Seine-Inférieure. — Chez les *boulangers* du Havre, affaires plus difficiles et à des taux moins rémunérateurs que l'an dernier, malgré l'augmentation des *prix de vente* à la suite de la hausse de la matière première. Affaires moins avantageuses que l'an dernier chez les *armateurs* pour la grande pêche de Fécamp (39 navires, 1.200 marins). L'excédent de production de la Norvège a influé sur les cours à l'étranger, en Espagne notamment, et amené une baisse qui a annulé le bénéfice que les armateurs espéraient du résultat de leur campagne.

Le personnel « matelots pour le banc » a été plutôt insuffisant; les salaires ont eu tendance à la hausse.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le 2^e trimestre de 1897, dans l'industrie des *produits chimiques*, les prix ont subi une baisse sensible, attribuée à la grande production et à un ralentissement de la consommation. Dans la tannerie, les cours des produits fabriqués ont fléchi, malgré la fermeté de ceux de la matière première; la consommation a été trop faible pour entasser les stocks. Bien que le cours des *cotons* en laine aient plutôt progressé, la *filature* a pu difficilement maintenir ses prix, et la diminution des demandes des tissages a entraîné le ralentissement de sa production. Les *tissages* ont été particulièrement atteints par la crise; les affaires ont été difficiles et à des prix désavantageux, notamment en rouenneries et indiennes pour l'Algérie et l'Indo-Chine. Les ateliers de *blanchiment et teinture* pour tissus et pour fils, qui avaient été également éprouvés, ont un peu repris en fin de trimestre. Quant au *mouvement du port*, le premier semestre de 1897 accuse comparativement à la période correspondante de 1896 une diminution de 100.000 tonnes portant principalement sur les arrivages de vins étrangers et sur les grains. Le 2^e trimestre de 1897 accuse une diminution de 3.619 tonnes par rapport au même trimestre de 1896 et une augmentation de 53.326 tonnes sur le premier trimestre de 1897. Les sorties ont augmenté de 6.520 tonnes sur le premier trimestre de 1897; elles ont aussi augmenté de 8.830 tonnes par rapport au 2^e trimestre de 1896, grâce à l'augmentation de l'exportation des sucres et au développement du trafic des lignes régulières. Les affaires sur les *vins* ont été peu actives, les prix de vente ont augmenté à la suite des dégâts causés par les gelées. Les transactions sur les spiritueux ont été calmes. Quant aux *distilleries d'alcool*, leur situation s'est améliorée, elles ont travaillé régulièrement.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Travail actif chez les *marais*, on manquerait plutôt d'ouvriers. Situation plus favorable que l'an dernier et placements en extra plus faciles chez les *cuisiniers* syndiqués qui estiment que 8 p. o/o de leurs sont atteints par le chômage.

3 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs typographes*; le travail tend à diminuer, tout en restant plus fort que l'an dernier; 4 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*, 6 p. o/o chez les *typographes*, et ouvrage moins abondant que le mois précédent. Chez les ouvriers de la *cordannerie*, morte-saison dans les fabriques et ralentissement de travail dans les ateliers travaillant sur mesure, cependant pas de chômeurs signalés; on fait de 50 à 60 heures par semaine, suivant les ateliers. Travail peu actif chez les *gantiers*. Morte-saison chez les *coupeurs-tailleurs*, une maison s'est fondée dernièrement, elle occupe 20 coupeurs. Situation toujours difficile chez les *passemmentiers à la barre*, cependant quelques embauchages ont eu lieu pour la passementerie militaire; chez les *façonniers passementiers*, travail peu actif, les modèles sont copiés par d'autres ouvriers qui acceptent de forts rabais. Le travail plus abondant que l'an dernier a un peu diminué, depuis un mois, chez les *buandiers blanchisseurs*.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *charpentiers*. Depuis le mois dernier, amélioration chez les *charrons*; le chômage reste cependant encore plus grand que l'année précédente; les salaires tendent à baisser. Chez les *peintres en voitures*, le travail s'améliore également, il est plus abondant que l'an dernier, à même époque, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures. Pas de chômeurs chez les *mouliniers finisseurs*.

13 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs décolleteurs*, la journée est réduite à 7 heures dans 9 maisons. 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*, la journée de 10 heures est réduite de 2 heures pour 16 ouvriers. 4 p. o/o de chômeurs chez les *estampeurs poëliers*. Les ouvriers du *bronze* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, durée du travail 45 à 50 heures par semaine, c'est la morte-saison habituelle; elle est estimée plus forte que celle de l'an dernier.

Situation satisfaisante chez les *loueurs et cochers de grande remise*. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*, les arrivages sont devenus plus importants. Un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*. Situation satisfaisante et placement

plus facile que le mois dernier chez les *limonadiers restaurateurs syndiqués*. Les garçons *limonadiers*, ceux des grands restaurants principalement, sont moins occupés que l'an dernier, ils comptent un cinquième des leurs sans place à demeure; le placement des extra a augmenté depuis le mois dernier chez les adhérents de l'association syndicale de garçons *restaurateurs*, situation estimée plus mauvaise que l'an dernier et un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez ces derniers.

Les *caissières, demoiselles de salles et lingères* comptent un quart des leurs sans place; 6 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs syndiqués*. L'amélioration déjà signalée chez les *élèves en pharmacie* se maintient.

Seine-et-Oise. Travail toujours actif chez les *blanchisseurs* de Rueil. L'amélioration signalée chez les *maçons* de Versailles se continue.

Aisne. — Travail 65 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment* de Château Thierry. Travail toujours actif chez les *ouvriers en chaussures* de Saint-Michel.

Oise. Travail toujours actif chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes. A Méru, travail également actif chez les *dominotiers*, les *tabletiers* et les *boutonniers en os*. Chez les *brosiers* de Saint-Sauveur, une maison vient de fermer laissant 15 ouvriers sans ouvrage, déjà plusieurs maisons avaient été arrêtées, le placement dans la localité est devenu très difficile.

Somme. — Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Corbie, mais journée en diminution de 2 à 3 heures chez 200 ouvriers.

Pas-de-Calais. — A Arras, les *typographes* comptent 17 p. o/o des leurs en chômage, le travail est estimé moins abondant que l'an dernier à même époque; la journée est réduite d'une demi-heure pour 20 ouvriers. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, journée réduite de deux heures et demie, et travail en moyenne 42 heures par semaine et 12 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers tanneurs corroyeurs* de Boulogne-sur-Mer.

Nord. — Morte-saison d'été moins forte que l'an dernier chez les *typographes* de Valenciennes et 4 p. o/o de chômeurs. A Lille, chez les ouvriers de l'*industrie du fil*, le travail commence à ralentir comme tous les ans à pareille époque, cependant pas de chômeurs. 16 p. o/o chez les *tisseurs* de Saint-Waast et ouvrage en diminution sur l'an dernier et le mois précédent. Pas de chômeurs chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Aubert. Chez les *tisserands* de Saultz, commandes moins abondantes que l'an dernier, les toiles se vendant plus difficilement par suite de l'importance des stocks; un certain nombre d'ouvriers inoccupés se sont employés aux travaux des champs. Même ralentissement du travail chez les *tisserands* d'Haspres. Chez ceux d'Houplines, une fabrique fait la journée de 8 heures; on n'embauche plus dans les *tissages*; 2 p. o/o de chômeurs. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 11 heures chez les *charpentiers* de Lille.

Pas de chômeurs et ouvrage en augmentation chez les *métallurgistes* de Marpent. A Valenciennes, travail actif dans la *métallurgie*. Chez les patrons et ouvriers de l'*industrie des métaux* de Lille, le travail serait plutôt plus faible que l'an dernier; cependant tous les ouvriers sont occupés. A Cousolre, l'amélioration signalée chez les *marbriers à la pendule* se maintient; une maison qui avait réduit son travail reprend; 3 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers à la cheminée*.

Ouvrage en diminution sur l'an dernier, prix de façon en baisse et journée de 10 heures chez les *plâtriers* de Dunkerque qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *peintres* d'Armentières.

Ardennes. — Chez les *tisseurs* d'Illy, 14 p. o/o de chômeurs; situation difficile principalement chez les *tisseurs à la main*. Reprise du travail dans les *apprêts*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Douzy. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes* de Joigny qui comptent 1 p. o/o des leurs en chômage, beaucoup d'articles en fer qui étaient la spécialité du pays étant maintenant fabriqués en fonte. Travail 70 heures

par semaine et commandes plus abondantes que l'an dernier chez les *métallurgistes* de Sedan; ceux d'Aiglemont sont toujours bien occupés.

Marne. — A Reims, pas de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers* qui sont tous occupés et font la journée de 11 heures; une maison a fermé, ses ouvriers se sont replacés ailleurs.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, les *typographes* sont tous occupés. De même chez les *tailleurs d'habits*, ceux qui travaillent à domicile ont pris en morte-saison de l'ouvrage de confection avec des prix de façon de moitié meilleur marché que celui de mesure. 15 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers*. 3 p. o/o chez les *métallurgistes* qui font la journée de 11 à 12 heures. Chez les *ferblantiers*, la main-d'œuvre serait plutôt insuffisante.

Haute-Saône. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *ameublement* de Saint-Loup-sur-Semouse; le travail est plus ralenti que l'an dernier par suite de la surproduction des années précédentes.

Doubs. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Montbéliard. A Besançon, morte-saison plus forte que l'an dernier chez les *monteurs en boîtes d'or*, qui font 34 heures en moyenne par semaine; afin de maintenir les prix, les *façonniers* s'étaient entendus pour imposer leur tarif aux fabricants, un temps d'arrêt s'est produit dans les commandes, cependant tous les ouvriers sont occupés. Journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *maçons*. 11 p. o/o chez les *employés*.

Ain. — L'amélioration déjà signalée chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry se maintient; la durée du travail est de 66 heures par semaine.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. Ouvrage en diminution chez les *bûcherons cultivateurs* de Menou; situation satisfaisante chez ceux de Cièz. A Dijon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-typographes*. Affaires calmes et placement plus difficile que l'an dernier chez les *comptables*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Allier. — A Cusset, travail toujours actif chez les *typographes*. Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *sabotiers*; c'est le moment des expéditions. Travail irrégulier chez les *métallurgistes* de Commentry; on estime que certains ateliers perdent environ une semaine par mois. Pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *menuisiers* de Clermont-Ferrand.

Haute-Loire. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers*, *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve, qui font la journée de 12 heures; le travail a repris depuis le mois dernier.

Loire. — A Saint-Étienne, 9 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de la Gresles. Chez les *tisseurs-épingleurs* de Saint-Étienne, le travail qui tendait à s'améliorer a diminué de nouveau. Près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers* de la Fouillouse; les commandes sont fortes surtout dans les métiers mécaniques. Le travail a repris dans toutes les fabriques chez les *chapeliers* de Chazelles; pas de chômeurs. L'activité signalée chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond s'est maintenue. Chez ceux de Saint-Étienne, 8 p. o/o de chômeurs et travail plus abondant dans l'ensemble; l'armurerie marche bien; une maison de Lyon est venue embaucher de bons ouvriers; l'article pour vélocipède (pièces montées) est en morte-saison; les ateliers faisant la pièce détachée sont encore un peu occupés; une fabrique de vélocipèdes a fermé; les 30 ouvriers qu'elle occupait ont pu se placer ailleurs.

Rhône. — A Lyon, reprise du travail depuis le mois dernier et ouvrage plus abondant que l'année précédente chez les *jardiniers*, qui sont tous occupés. Placement plus facile que l'an dernier chez les *boulangers* et 15 p. o/o de chômeurs; un cinquième des syndiqués chez ceux d'Aix. A Lyon, 2 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*; morte-saison plus forte que l'an dernier. Journée de 10 heures et 12 p. o/o de chômeurs chez les *reliure-doreurs*. Chez les *tisseurs de coton* d'Amplepuis, peu d'activité, cependant pas de chômeurs. Ceux de Grandris estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Travail également ralenti chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière. A Lyon, chez les *tisseurs* à domicile, le travail a un peu repris le mois dernier, mais la situation est encore difficile. Ouvrage en diminution et 16 p. o/o de chômeurs chez les *sciure raboteurs*, qui font 54 heures par semaine en moyenne. La journée a été diminuée de 1 heure par 70 ouvriers. Ouvrage plus faible que l'an dernier chez les *voituriers*, à cause du ralentissement du travail chez les *maçons*.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* d'Annecy. Le chômage habituel, amené par l'arrivée des étrangers pour la saison, a atteint la moitié des *maçons* d'Évian.

Isère. — Amélioration chez les ouvriers et employés du *gaz* de Grenoble. Chez les *gantiers* de Gières, on arrive à fin de commandes; on compte 15 p. o/o des ouvriers en chômage. Le travail s'est ralenti chez les *métallurgistes* de Grenoble, qui sont cependant encore tous occupés. Journée de 10 heures et travail plus faible que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Porcieu-Amblanieu et de Montaliéu-Vercieu.

Drôme. — Malgré le ralentissement du travail déjà signalé on ne compte pas de chômage chez les *carriers* de Saint-Remond.

Alpes-Maritimes. — 12 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *serruriers* de Nice. 3 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris. Un peu moins de 2 p. o/o chez les *employés de commerce* de Nice.

Var. — A Toulon, travail toujours actif chez les *bouchers-tripiers*. Placement plus difficile que l'an dernier et 16 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *matelots pêcheurs* de Martigues, pêche arrêtée pendant une grande partie du mois par les temps calmes. A Marseille, peu de chômeurs chez les *jardiniers*, qui font 70 heures, en moyenne, par semaine; la journée est augmentée de 2 heures dans certaines maisons. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *carriers* de Fontvieille qui comptent un cinquième de chômeurs parmi les syndiqués.

A Marseille, 2 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* adhérents du syndicat « Vatel »; le placement s'est amélioré depuis le mois dernier; il a été plus faible chez les *cuisiniers de terre et mer*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*; dans plusieurs maisons, la journée est réduite à 9 heures. Même réduction de la journée dans une grande maison et 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; le travail tend à baisser à l'approche des vacances. Les *carrossiers* comptent 17 p. o/o des ouvriers syndiqués sans place à demeure.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier, journée de 8 heures, en diminution de 2 heures sur la journée habituelle, chez les *plombiers-gaziers*; cependant pas de chômeurs. 13 p. o/o, journée de 12 heures et placement plus difficile que l'an dernier chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*. Les *marins du commerce* estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage, 45 navires avec 500 hommes d'équipage auraient été désarmés; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère qui accepte de travailler à meilleur marché rend les embarquements plus rares.

Vaucluse. — Travail satisfaisant chez les *typographes* d'Avignon grâce à l'augmentation des commandes de travaux administratifs. Chez les *balaitiers* de Caderousse, ouvrage en augmentation dans certains ateliers, en diminution dans d'autres; dans l'ensemble, le travail est jugé moins actif que l'an dernier.

Ardèche. — A Annonay, la situation continue à s'améliorer chez les *mégissiers de rivière*

qui comptent 10 p. o/o des leurs en chômage, un atelier qui était fermé va reprendre, beaucoup d'autres font maintenant la journée à peu près complète; même amélioration chez les *méjissiers-palissonneurs*. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *maçons*.

Gard. — Ouvrage en diminution chez les *carriers* de Beaucaire qui font 60 heures par semaine. Travail toujours actif chez les *typo-lithographes* de Nîmes.

Aveyron. — Morte-saison habituelle et 8 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers* de Millau.

Tarn. — Le travail tend à reprendre chez les *chapeliers-appropriateurs* d'Albi. Travail calme chez les *menuisiers* de Carmaux, cependant pas de chômeurs; ceux qui n'ont pu être embauchés en ville se sont dirigés vers les campagnes. Le travail reprend chez les *chaudronniers* de Durfort. Pour venir en aide, pendant le chômage, aux ouvriers nécessiteux, la caisse syndicale a organisé un système d'achats de certaines denrées qu'elle cède à ses membres et dont le paiement est différé à l'époque de la reprise du travail.

Hérault. — Amélioration chez les *terrassiers-cultivateurs* de Marsillargues, une dizaine d'ouvriers ont trouvé du travail en dehors de la localité. A Montpellier, pas de chômeurs chez les *boulangers*. Travail en diminution chez les *cordonniers*. Les *cochers* estiment qu'un peu plus d'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; le ralentissement des transactions dans le commerce des vins rend le placement plus difficile et le travail moins rémunéré.

Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs chez les *terrassiers*; la journée a été augmentée de 2 heures dans la plupart des maisons; le travail est plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent : les ouvriers *cultivateurs* de Cuxac comptent 4 p. o/o des leurs en chômage. Ouvrage abondant, mais salaires plutôt moins élevés que ceux de l'an dernier chez les *chapeliers* de Quillan. Les *charpentiers* de Carcassonne estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, journée augmentée de 2 heures chez les *travailleurs de terre*; mais ouvrage plutôt moins abondant que l'an dernier. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *travailleurs du livre*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, amélioration chez les *boulangers*; le travail dans les campagnes pendant les moissons a pris une partie des ouvriers disponibles; on compte un plus d'un quart des syndiqués peu sans place à demeure. Pas de chômeurs chez les *ébénistes*. 10 p. o/o chez les *métallurgistes*; durée du travail, 50 heures par semaine, les commandes deviennent plus abondantes. 7 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine*; embauchages plus fréquents que le mois précédent grâce à la saison plus favorable. Un peu moins de 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers*. 15 p. o/o et journée augmentée de 1 heure chez les *employés de commerce*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*. Pas de signaés chez les *menuisiers*.

Basses-Pyrénées. — L'amélioration signalée chez les *tapissiers* de Bayonne se maintient. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et taux des salaires en augmentation de 10 p. o/o chez les *peintres* de Pau. Pas de chômeurs chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Landes. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Mont-de-Marsan, qui font la journée de 10 heures.

Lot-et-Garonne. — Ralentissement du travail chez les *cordonniers* de Villeneuve-sur-Lot, le travail est diminué de près d'un tiers, on a dû renvoyer quelques ouvriers, c'est la morte-saison habituelle. Pas de chômeurs chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — Amélioration de la situation et pas de chômeurs signalés chez les ouvriers *boulangers* de Périgueux.

Gironde. — A Bordeaux, 13 p. o/o de chômeurs chez les *compagnons* et *aspirants boulangers*. Travail ralenti chez les *tonneliers* de Preignac; une douzaine d'ouvriers sont à pied et d'autres font moitié de leur ouvrage habituel. Baisse des prix de façon chez ceux de Vayres. A Bordeaux, chez les ouvriers de la *bijouterie*, la journée est réduite de 2 heures, on fait 45 heures par semaine. 19 p. o/o de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*.

Charente-Inférieure. — Journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierre* de Rochefort.

Charente. — Reprise de travail depuis le mois dernier, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 12 o. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Cognac; la journée est diminuée de 2 heures pour 25 ouvriers.

Haute-Vienne. — A Limoges, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ralentissement du travail chez les *choisseurs emballeurs* qui estiment que 16 p. o/o des leurs sont atteints par le chômage; la journée est réduite de 2 heures et demie pour 200 ouvriers.

Corrèze. — A Tulle, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et journée de 12 heures chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* de Brive.

Cher. — L'activité signalée chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes se maintient. Pas de chômeurs et travail actif, grâce à une moisson abondante, chez les *agriculteurs* et *bûcherons* de Sancergues. De même, activité plus grande que l'an dernier chez ceux de Jussy-le-Chaudrier. 7 p. o/o de chômeurs chez ceux de Vierzon-Village, ralentissement de travail chez ceux de Vallenay. A Bourges, le travail commence à ralentir dans les fabriques de *toiles cirées*, les magasins ayant complété leurs approvisionnements. Travail toujours actif chez les ouvriers en *voitures* qui font la journée de 11 heures. Les *tailleurs de pierre* sont tous occupés. De même, chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, qui font la journée de 10 heures. Chez les *couvreurs* de Bourges, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier, à cause des dégâts causés par de récents orages. Ralentissement du travail chez les *chaufourniers* de la Guerche.

Indre. — Ralentissement du travail chez les *bûcherons agriculteurs* du Poinçonnet, qui font 72 heures par semaine. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les ouvriers en bâtiment d'Issoudun; 12 p. o/o de chômeurs chez ceux de Châteauroux.

Vienne. — A Poitiers, 13 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Le chômage annuel de morte-saison atteint les trois quarts des *tailleurs*; ce chômage est estimé plus grand que celui de l'an dernier. Les *menuisiers* sont tous occupés.

Deux-Sèvres. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Niort, qui font la journée de 10 heures; ceux de Saint-Maixent sont tous occupés.

A Niort, pain augmenté de 0 fr. 10 par 5 kilogr.; de même à Saint-Maixent.

Vendée. — Amélioration depuis le mois dernier chez les *mineurs* de Feymoreau. L'amélioration signalée chez les ouvriers du bâtiment de la Roche-sur-Yon se maintient. Ouvrage en diminution sur l'an dernier et le mois précédent et journée de 12 heures chez les *tisseurs* des Epesses.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. De même chez les ouvriers des usines de *produits chimiques*; cependant, ouvrage moins abondant que l'an dernier, une usine incendiée n'a pas encore repris, deux autres sont arrêtées pour réparations. Travail faible dans la *savonnerie*; très actif dans les fabriques d'*engrais chimiques* et dans celles de pâtes à papier; 9 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *scieurs à la mécanique* et *monteurs en caisses* qui sont mieux occupés que le mois dernier. Une

maison a fait faillite; ses 30 ouvriers ont pu être embauchés ailleurs, grâce aux commandes qui affluent.

Ouvrage plus faible que l'an dernier et durée du travail environ 50 heures par semaine chez les *frappeurs*, qui estiment que moitié des syndiqués sont atteints par le chômage, un peu plus du quart chez les *serruriers*, travail en baisse et journée de 10 heures. Pas de chômeurs chez les *granitiers* qui sont plus occupés que le mois dernier, mais moins que l'année précédente. De même pas de chômeurs chez les *couvreurs plombiers*.

Morbihan. — Travail 72 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers du *bâtiment de Lorient*.

Finistère. — Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *cordonniers sur mesure* de Brest.

Ille-et-Vilaine. — Travail ralenti chez les *coupeurs pour chaussures* de Fougères. A Rennes, travail moins abondant que l'an dernier, estimé équivalent à 3 jours par semaine chez les *chapeliers*. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *métallurgistes*, commandes plus abondantes que l'an dernier, grâce aux travaux de l'Exposition régionale. Même durée du travail et ouvrage en augmentation sur l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*. L'amélioration signalée chez les *maçons* se continue. Activité satisfaisante chez les *plâtriers* de Fougères.

A Rennes, le cidre est en hausse.

Maine-et-Loire. — A Angers, placement plus facile que l'an dernier chez les *boulangers*, qui estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont sans place à demeure. Le chômage atteindrait la moitié des *tisserands* syndiqués à Bégrolles.

Mayenne. — A Laval, ralentissement habituel du travail de la saison d'été et 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de la diminution de la récolte chez les *agriculteurs-bûcherons* de Pauzoult-Chinon. A Tours, les *tisseurs de soie* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Loir-et-Cher. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers *tanneurs-corroyeurs* de Vendôme qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; la durée du travail serait de 78 heures en moyenne par semaine.

Calvados. — A Caen, journée augmentée de 2 heures pour 20 ouvriers et pas de chômeurs chez les *typographes*. Situation plus difficile que l'an dernier chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau, qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. La crise atteint également les *teinturiers-blanchisseurs*; journée de 10 heures.

Eure. — Morte-saison chez les *typographes* de Pont-Audemer, la journée de 10 heures est maintenue.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*. De même chez les *menuisiers*. Au Havre, un peu moins de 1 p. o/o chez les *mécaniciens-navigateurs brevetés*; les embarquements sont plus rares que l'an dernier. Ralentissement du travail chez les *journaliers du port*, qui estiment que quatre cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage.

Algérie. — Pas de chômeurs et travail plus abondant que l'an dernier chez les *peintres* de Constantine.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour août et septembre :

Avion (Pas-de-Calais). — Agrandissement d'écoles.....	100.000 ^f
Bohain (Ain). — Construction d'un hôpital et d'un hospice.....	110.200
Bordeaux. — Pavage et trottoirs.....	250.000
Chauny (Aisne). — Construction d'une école de filles avec logement.	155.600
Évreux. — Rectification du chenal aux Andelys, etc.....	155.000
Laon. — Guerre. — Installation au camp de Sissonne (terrassements, maçonnerie).....	119.000
La-Roche-sur-Yon. — Bâtiments des stations de Thouarsais et la Jandonnière.....	162.000
La-Roche-sur-Yon. — Reconstruction de la prison de Fontenay-li-Compte.....	115.000
Paris. — Égouts dans diverses rues.....	294.900
Paris. — Branchements particuliers.....	240.800
Paris. — Collecteurs rue de Vaugirard et du Cherche-Midi.....	379.700
Paris. — Conduites en béton pour le drainage de la presqu'île des Carrières.....	206.200
Paris. — Canalisation et distribution d'eau d'égout à Méry, Pierrelaye, etc.....	3.497.800
Paris. — Éclairage électrique à l'abattoir de la rive gauche.....	102.000
Paris. — Ossature métallique du pont Alexandre III.....	2.773.000
Paris. — Exposition universelle de 1900. — Terrassement et maçonnerie du grand palais (2 ^e et 3 ^e parties).....	3.480.000
Paris. — Construction du petit palais des Champs-Élysées.....	2.281.000
Paris. — Construction d'un groupe de prisons à Fresnes.....	133.200
Paris. — Construction d'une école normale primaire d'institutrices..	235.500
Paris. — Transformation et installation de water-closets à l'asile de Vaucluse.....	155.100
Périgueux. — Infrastructure du tramway de Périgueux à Vergt....	255.000
Poitiers. — Chemin de fer de Confolens. Infrastructure, 2 lots.....	428.000
Sétif. — Construction d'un chemin.....	160.000
Thonon. — Construction d'un hôpital.....	104.700
Vesoul. — Canal de Montbéliard. Travaux au bief de partage.....	2.100.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Ajaccio. — Prolongement de la route forestière 11 (119.000^f). — Adj. : Pieraggi, à Corte, 3.

Amiens. — Canal de la Somme. Transformation d'écluses (225.700^f). — Adj. : Périmony, 3.

Dijon. — Travaux aux biefs du canal de Bourgogne (173.000^f). — Adj. : Marchandon, 1

Foix. — Chemin de fer de Saint-Girons à Foix (2 lots : 721.200^f). — Adj. : Chauvenc, à Sauzet (Drôme), 15; Chossat, à Rimont (Ariège), 37.

Lesparre. — Consolidation de la digue du Cheysen (111.000^f). — Adj. : Michel, 23.

Lorient. — Approfondissement dans la rade des postes d'amarrage 1 et 3 et rescindement de la partie ouest du Banc du Turc (622.500^f). — Adj. : Le Borgne, à Fécamp, 20 d'augmentation.

Meaux. — Construction d'égouts (4 lots : 130.450^f). — Adj. : Lhoste, 10, 8, 9 et 5.

Montreuil-sous-Bois (Seine). — Construction d'un groupe scolaire (169.700^f). — Adj. : terrasse, maçonnerie, carrelage, Vitry, 21,80; charpente en bois, Martin, 28; couverture, zincage, plomberie, veuve Richard, 23; parquetage, Hoffelt, 10; menuiserie, Siroux, 25,10; serrurerie, Rey, 27.

Nancy. — Construction d'un hospice de vieillards (2 groupes : 1.535.200^f). — Adj. : terrassement, maçonnerie, Labussière, 13,20; charpente, Girardot, 20,65; menuiserie, Weber, 19,60 et 20,10; couverture, Saint-Amand, 19; zincerie, plomberie, Dequoix, à Lille, 27,67, et Voluchender, 28,10; serrurerie, Limet, 22,50; plâtrerie, Cayotte, 22,22, et Kalis, 22,11; peinture, Lenoir, 42,30 et 43,26; vitrerie, Dubois, 37,48; fumisterie, marbrerie, Carret, à Paris, 35,75.

Nancy. — Amélioration du fort de Pont-Saint-Vincent (400.000^f). — Adj. : Carny, à Pont-Saint-Vincent, *prix du devis*.

Nantes. — Construction d'une nouvelle estacade sur la rive gauche du port (780.000^f). — Adj. : Ducos, 7.

Paris. — Construction d'un sanatorium pour enfants à Hendaye (614.100^f). — Adj. : terrasse, maçonnerie, carrelage, Cazanave, à Paris, 17,10; charpente en fer et en bois, menuiserie, Labonne, à Angoulême, 19; couverture, plomberie, peinture, Buzzini, à Lyon, 22,60.

Paris. — Démolition du palais des Arts libéraux (Champ de Mars) [150.000^f]. — Adj. : Courtial, rue de la Convention, 308,000.

Pau. — Reconstruction du Pont d'Auterive sur la gare d'Oloron (111.000^f). — Adj. : deux piles en maçonnerie et une culée, Bouquet, à Lays-sur-le-Doubs, 11; superstructure métallique et tablier, Chaulou, à Bordeaux, 6.

Remiremont. — Avenue des eaux de Lorette (153.600^f). — Adj. : Conduites en fonte et regards, Gibault, 68, avenue Philippe-Auguste, à Paris, 17; construction d'un réservoir, Assimon, à Épinal, 19.

Rouen. — Production et installation de la lumière électrique aux asiles de Saint-Yon et de Quatremares (154.700). — Adj. : machinerie, outillages et appareils, Bizet, 5,10.

Sétif. — Travaux neufs et grosses réparations au centre de Davout (146.000^f). — Adj. : Gaïi, à Bordj, 30.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de l'année 1897.

	1897.	1896.	VARIATIONS	
			en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	519.639.000	588.664.000	"	69.025.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.414.732.000	1.362.572.000	52.160.000	"
Objets fabriqués.....	360.927.000	362.079.000	"	1.152.000
TOTAUX ET BALANCE...	2.295.298.000	2.313.315.000	"	18.017.000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	389.688.000	359.673.000	30.015.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	552.199.000	471.619.000	80.580.000	"
Objets fabriqués.....	1.092.682.000	1.529.169.000	63.513.000	"
Colis postaux.....	90.828.000	87.299.000	3.529.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	2.125.397.000	1.947.760.000	177.637.000	"

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Juin 1897.	Juillet 1897.	Juillet 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	53 ^f 00 ^e	52 ^f 60 ^e	38 ^f 00 ^e
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. . .	25 60	25 40	29 75
Alcool à 90°, l'hectolitre.	38 35	37 65	28 75
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	59 25	60 25	53 25
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. .	36 25	39 75	46 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes. . . .	33 50	33 50	34 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	42 00	42 00	45 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 48	1 52	1 48
Veau, <i>idem.</i> ..	1 70	1 70	1 60
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	2 00
Porc, <i>idem.</i> ..	1 20	1 65	1 16
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	47 60	48 35	44 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr. . . .	117 00	114 50	122 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	39 40	41 00	39 40
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	16 50	16 50	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	128 00	127 75	130 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	170 00	168 50	167 50
Plomb, <i>idem.</i>	31 50	32 00	28 50
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	46 25	46 00	47 00

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les cinq premiers mois de 1897 a été de 11.843.455 tonnes. Il était, en 1896, de 12.009.175, soit une diminution de 1 p. 0/0.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin juillet :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général. . .	703.328.000 ^f	684.590.000 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (22 juillet).	26.163.200	25.306.700
Voitures de Paris (15 juillet).	12.081.900	11.295.000

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juillet		Du 1 ^{er} janv. au 31 juillet	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.	121	145	830	866
Liquidations judiciaires.	16	9	94	102
Conversions de liquidations en faillites.	1	3	19	25

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 juillet, il a été déposé 175 demandes en autorisation de bâtir, dont 88 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juillet 1896, le nombre des demandes avait été de 151, dont 76 pour des constructions neuves.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} AOÛT.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JUIN 1897.					JUIN 1897.				
Paris (11 ^e arr ^t)..	693	676	320	"	Levallois-Perret.	171	110	80	39
— (14 ^e —)..	628	457	455	3	Brest.....	22	5	5	"
— (15 ^e —)..	79	80	47	"	Lisieux.....	76	68	38	"
— (16 ^e —)..	435	224	206	645	Sens.....	18	19	11	"
— (17 ^e —)..	284	261	196	"	Besangon.....	133	90	41	"
— (18 ^e —)..	246	198	205	1	Boulogne-s-mer.	72	44	41	3
— (19 ^e —)..	259	160	107	5	Lyon.....	365	282	197	"
Lille.....	8	12	"	"	Saint-Étienne..	71	74	67	"
Nancy.....	161	35	27	"	Toulouse.....	154	99	78	"
					Alger.....	396	278	170	147
JUILLET 1897.					JUILLET 1897.				
Paris (11 ^e arr ^t)..	562	528	384	22	Bourges.....	81	49	35	5
— (14 ^e —)..	402	185	172	528	Carcassonne....	32	139	9	1
— (15 ^e —)..	275	265	82	148	Perpignan.....	37	29	18	4
— (16 ^e —)..	283	251	204	"	Toulon.....	31	17	15	2
— (17 ^e —)..	119	198	144	3	Tours.....	299	228	193	"
Refuges munic..	"	"	"	"					

Pendant le premier semestre de 1897, la Bourse du travail d'Angoulême a reçu 154 demandes et 85 offres d'emploi; elle a effectué 42 placements.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Cher.....	Bourges.....	Coiffeurs.....	4	1	"	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charcutiers.....	27	34	21	"
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers dégraisseurs.....	4	10	10	"
Seine.....	Paris.....	Débitants de vins et liquoristes.	148	162	112	20
Id.....	Id.....	Marchands et fabricants papo- tiers.....	51	25	25	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.	9	"	"	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	14	6	6	"
Id.....	Id.....	Commerçants et fabricants de la quincaillerie.....	12	43	16	"
Id.....	Id.....	Épicerie gros et détail.....	520	508	418	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	4	3	2	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	17	22	15	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	21	20	11	"
Seine-et-Oise....	Isle-Adam.....	Boucherie.....	12	4	7	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	5	2	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JUILLET 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin...	Voyageurs et dessinateurs.....	5	"	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	9	"	3	4
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	"	30	30	"
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	8	3	4	2
Id.....	Marseille.....	Cuisiniers. (Le Vatel).....	60	"	20	30
Id.....	Id.....	Conducteurs-imprimeurs.....	"	1	"	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	7	4	4	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	28	28	240
Charente.....	Cognac.....	Typographes.....	2	"	"	"
Cher.....	Vallenay.....	Bûcherons.....	25	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Imprimeurs-typographes.....	9	"	8	"
Id.....	Id.....	Mégissiers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	6	1	1	"
Creuse.....	Dun-sur-Auron.....	Maçons.....	"	3	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	10	15	10	12
Drôme.....	Saint-Remond.....	Carriers.....	6	"	"	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Boulangers.....	96	40	10	30
Id.....	Id.....	Ouvriers en meubles.....	"	"	3	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	70	15	"	"
Id.....	Id.....	Employés limonadiers.....	15	12	8	4
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	85	32	18	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons et aspirants bou- langers.....	"	"	10	25
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	51	45	24	2
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	7	5	2	12
Indre.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	40	40	"	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Cuisiniers.....	"	3	3	4
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Ouvriers frappeurs.....	90	"	"	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Employés limonadiers.....	5	3	5	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	32	15	17	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	18	14	14	7
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	"	6	6	"
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	2	"	"	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Métallurgistes.....	16	11	5	8
Nord.....	Lille.....	Ouvriers de l'industrie textile.....	8	2	1	"
Oise.....	Saint-Sauveur.....	Brossiers.....	15	"	"	"
Basses-Pyrénées.....	Pau.....	Peintres.....	14	"	"	14
Hautes-Pyrénées.....	Tarbes.....	Tailleurs d'habits.....	4	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Menuisiers.....	"	3	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Boulangers.....	160	145	95	50
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Scieurs-raboteurs.....	15	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers.....	"	"	5	22
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	68	54	22	97
Id.....	Id.....	Conducteurs-typographes.....	2	"	2	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	250	89	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers de la cordonnerie pa- risienne.....	37	33	17	7
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	12	8	8	"
Id.....	Id.....	Blanchisseuses.....	120	180	95	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	6	"	4	2
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	59	8	30	"
Id.....	Id.....	Ouvriers du bronze imitation.....	190	43	40	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	11	5	2	1
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	"	"	64	350
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	384	104	21	68
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	115	725
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	201	113	79	31
Var.....	Id.....	Employés d'hôtels et cafés.....	40	"	8	50

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «l'Etoile».....	364	232	67	165
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Société des employés et voya- geurs de commerce.....	2	4	1	"
Nord.....	Valenciennes.....	Société des employés.....	1	1	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	162	1.085
Seine.....	Paris.....	Société des comptables.....	107	84	37	12
Id.....	Id.....	«Le Bâtiment».....	8	13	3	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	71	11	1
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandiers.....	35	8	"	7
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	2	2	"	"
Id.....	Id.....	Société «L'Etoile».....	540	2.084	183	1.901
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	70	94	59	9
Id.....	Id.....	«La Couturière».....	11	35	"	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	200	160	160	700
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	459	468	409	1
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	4	12	5	"
Id.....	Id.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	3	3	2	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires «La Fraternelle».....	1	"	"	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail.....	10	"	1	9
Gironde.....	Bordeaux.....	Idem.....	"	"	5	1
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Office des travailleurs.....	312	153	130	"
Marne.....	La Châtelaine.....	Colonie agricole.....	22	30	11	2
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	72	"
Rhône.....	Lyon.....	Assistance par le travail.....	72	3	6	15
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	"	30	10	"
Seine.....	Paris.....	Société protestante du travail.....	89	51	38	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	87	145	35	"
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.....	29	34	21	3
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lor- rains.....	"	30	18	"
Id.....	Id.....	«Home allemand».....	35	176	16	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	269	"
Seine-et-Marne.....	Melun.....	Assistance par le travail.....	58	58	"	58
Somme.....	Amiens.....	Id.....	5	15	10	10

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUILLET.					
Refuges et asiles municipaux (1).....		"	"	"	"
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	4.808	646	199	408	16.416
Asile de la rue Monffetard.....	155	15	"	3	774
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	127	19	691
— (rue Labat).....	"	"	254	32	1.218
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	388	83	1.879
— (avenue du Maine)....	"	"	61	61	608

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE AUTRES QUE PARIS.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bien-faisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant le mois d'avril 1897.

Personnes de moins de 60 ans.	Hommes.....	2.832
	Femmes.....	3.667
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes.....	2.232
	Femmes.....	3.885
TOTAUX des personnes secourues...		<u>12.616</u>

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Huit applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de juillet 1897.

1° Grève de monteurs en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine). — Les 80 monteurs (60 hommes et 20 femmes) de la fabrique de chaussures Collet s'étaient mis en grève le 28 juin. Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 3 juillet.

Les ouvriers demandaient une augmentation de 10 à 12 centimes sur trois nouveaux articles et, en outre, que les articles confiés aux femmes avec une réduction de 10 centimes fussent donnés indifféremment aux hommes et aux femmes en rétablissant les 10 centimes supprimés.

Les patrons offrirent une augmentation de 5 centimes sur tous les articles visés, mais cette concession fut jugée insuffisante par les ouvriers, et, le recours à un arbitrage ayant été repoussé par les patrons, la grève a continué.

Le 6 juillet, l'absence des monteurs a entraîné le chômage des 190 autres ouvriers de la fabrique; le maire de Fougères est alors intervenu et a réuni les patrons et les délégués ouvriers. Il a été assez heureux pour leur faire conclure un accord aux termes duquel tous les articles visés sont augmentés de 10 centimes.

Le travail a été repris le 8 juillet.

2° Grève d'ouvriers en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine). — Les monteurs, cloueurs et finisseurs en chaussures de la maison Pichard, qui s'étaient mis en grève le 30 juin, demandant le retour à un ancien tarif et une augmentation sur certains articles non portés à ce tarif, se sont adressés au juge de paix le 3 juillet et un comité de conciliation s'est réuni le 5.

Le patron avait déjà rétabli l'ancien tarif pour les monteurs et la différence ne portait plus que sur le prix du clouage de deux articles nouveaux; les ouvriers réclamaient une augmentation de 10 centimes, le patron n'en offrit que 5, et il repoussa le recours à un arbitrage.

Dès le lendemain, le maire de Fougères a provoqué une nouvelle réunion entre M. Pichard et ses ouvriers, l'augmentation demandée a été accordée et le tarif a été déposé à la mairie et au conseil de prud'hommes. Les ouvriers désiraient qu'il le fût aussi au siège de leur syndicat, le patron s'y est refusé.

Le 7 juillet, la reprise du travail était complète.

3° Grève de constructeurs de navires à Bordeaux. — La Société des chantiers de la Gironde emploie 900 ouvriers, dont 250 charpentiers payés 5 francs par jour (le salaire de ces ouvriers était de 6 francs il y a quelques années) et 650 forgerons, riveurs, ajusteurs et manœuvres payés de 3 fr. 25 à 4 fr. 50. Ces ouvriers réclamaient une augmentation : les premiers, de 1 franc par jour; les seconds, de 0 fr. 50. Ils se sont mis en grève le 1^{er} juillet.

Sur la demande des grévistes, un comité de conciliation s'est réuni le 8 juillet. Le

directeur des chantiers a dit que cette augmentation coûterait par an, à la Société, 175.000 francs, plus qu'elle ne réalise de bénéfices; il a offert 20,000 francs à répartir entre les ouvriers les plus méritants, 15,000 francs aux charpentiers et 5,000 aux ferrailleurs. Après discussion, l'augmentation de ces derniers a été portée à 7,500 francs. Satisfaits de cette décision, les ferrailleurs ont repris le travail le 9 juillet.

Une dernière réunion de conciliation a eu lieu le 9 avec les charpentiers seuls qui avaient réduit leur demande à une augmentation de 50 centimes pour tous. Le directeur a consenti à porter à 16,500 francs la part à leur attribuer, ce qui a été repoussé.

La grève des charpentiers a continué jusqu'au 19 juillet, date à laquelle ils ont accepté les propositions de la direction.

4° Grève à la papeterie de Prouzel (Somme). — L'embauchage d'ouvriers du dehors, dont deux reçurent un salaire plus élevé que les anciens ouvriers, avait mécontenté le personnel, et 3 ouvriers cessèrent le travail le 6 juillet; le lendemain, il y avait 15 grévistes; le 8, il y en avait 59.

Les grévistes s'adressèrent alors au juge de paix de Conty, l'informant qu'ils réclamaient une augmentation de 15 p. o/o pour les hommes et de 2 centimes par rame pour les femmes, plus le renvoi d'un contremaître et des ouvriers étrangers à la localité; mais, avant que le patron n'eût reçu la convocation du juge de paix, l'accord s'était fait entre lui et ses ouvriers.

Les hommes étaient augmentés de 5 p. o/o, les femmes recevaient un demi-centime de plus par rame, la demande de renvoi des ouvriers du dehors était abandonnée et le renvoi du contremaître était accordé à condition que la preuve fut faite des grossièretés et des injures dont il était accusé.

5° Grève de maçons et terrassiers au Havre. — Les ouvriers employés aux travaux du port du Havre n'avaient, jusqu'au 15 juillet, travaillé qu'à marée basse et il leur était compté 12 heures par jour. L'entrepreneur les avertit, le 16 juillet, que les assises de certains travaux étant terminées, ils devraient dorénavant fournir 12 heures de travail effectif, soit sur l'eau, soit à terre; les terrassiers et manœuvres demandèrent alors 40 centimes de l'heure, ce qui leur fut refusé, et ils quittèrent immédiatement les chantiers.

Ils firent appel, dès le lendemain, à l'intervention du juge de paix, mais le patron ne se présenta pas à la réunion de conciliation qui avait été fixée au 21 juillet.

La grève s'est terminée le 27 par l'échec des ouvriers.

6° Grève des maçons à Bagnères-de-Bigorre. — Le 13 juillet, les maçons de Bagnères-de-Bigorre quittaient le travail et demandaient une augmentation de salaire.

Le 16 juillet, ils sollicitèrent l'intervention du juge de paix. Celui-ci réunit le 23 un comité de conciliation qui termina le conflit aux conditions suivantes :

1° 4 francs par jour au lieu de 3 francs pour les ouvriers charpentiers et maintien du prélèvement de 0 fr. 50 opéré habituellement par les patrons ;

2° Les ouvriers de capacité inférieure discuteront leurs salaires de gré à gré avec les patrons, ainsi que le chiffre du prélèvement ;

3° Journée de 10 heures, avec paiement à l'heure (0 fr. 40) pour les ouvriers de premier ordre;

4° Les heures supplémentaires seront payées double quand les travaux qui les exigeront seront d'assez longue durée;

5° Indemnité de déplacement de 1 fr. 50, mais uniquement à partir de plus de 6 kilomètres. Ces conditions seront applicables à partir du 16 août pour permettre aux patrons de faire exécuter les travaux commencés sous l'empire des anciens prix.

7° Grève des charpentiers à Bagnères-de-Bigorre. — Suivant l'exemple des maçons, les charpentiers de Bagnères-de-Bigorre se sont mis en grève le 15 juillet afin d'obtenir les avantages déjà réclamés par leurs camarades.

Dès le début du conflit, ils demandèrent au juge de paix de former un comité de conciliation dont la réunion eut lieu le 24 juillet.

L'entente put s'établir et le conflit prit fin aux mêmes conditions que celles qui ont terminé la grève des maçons.

Elles seront applicables à partir du 10 août.

8° Grève des maçons de Lyon. — Cette grève, commencée le 10 mai, avait donné lieu à deux tentatives de conciliation dont il a été parlé dans le *Bulletin* précédent.

Le 30 juillet, sur convocation du juge de paix, un nouveau comité de conciliation fut encore réuni.

L'entente, du reste, venait de s'établir entre les délégués des patrons et des ouvriers, et le juge de paix n'eut qu'à enregistrer les clauses de la convention qu'ils avaient conclue et qui a mis fin à la grève :

1° Journée de 10 heures;

2° Les contremaîtres non payés au mois et dirigeant plus de 15 ouvriers recevront 0 fr. 80 de l'heure. Le double pour les heures de nuit à partir de 8 heures du soir;

3° 0 fr. 60 de l'heure au minimum pour les ouvriers maçons, le double pour les heures de nuit;

4° Les manœuvres au-dessous de 16 ans seront payés de 0 fr. 35 à 0 fr. 40 l'heure; au-dessus de 16 ans, de 0 fr. 40 à 0 fr. 45. Tarif double pour les heures de nuit;

5° Les heures supplémentaires de 6 à 8 heures du soir seront payées 50 p. 0/0 en plus quand les travaux nécessitant ces heures supplémentaires dureront plus de 5 jours;

6° 0 fr. 50 d'indemnité pour les déplacements n'excédant pas 3 kilomètres; 1 franc jusqu'à 6 kilomètres; 1 fr. 50 au delà (à partir de la limite de l'octroi).

7° La paye tous les 15 jours, le samedi soir dans les bureaux des patrons dès la fin de la journée.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Juin 1897.

Nombre des versements.....	208.624	
représentant une somme de.....		27.548.680 ^t
Nombre des remboursements.....	112,313	
représentant une somme de.....		25.225.822
Rentes achetées à 396 déposants pour un capital de.....		438.431
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		1.844.427
Nombre de comptes existant au 30 juin 1897.....		2.807.529
Nombre de comptes existant au 30 juin 1896.....		2.600.470
Augmentation.....		207.059

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Juillet 1897.

Dépôts de fonds.....	13.355.471 ¹
Retraits de fonds.....	17.259.592
Excédent des retraits.....	3.904.121
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	1.110.181

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Juin 1897.

Nombre de versements reçus.....	275.914	
représentant une somme de.....		4.166.405 ^t
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		5.811.338
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.771.477
Nouvelles rentes inscrites.....		142.109
au nom de.....	1.944 parties.	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		33.970.569
réparties entre.....	225.325 titres.	

LES GRÈVES EN JUILLET 1897.

32 grèves ont été signalées à l'Office du travail, pendant le mois de juillet 1897.

Deux d'entre elles sont des coalitions de patrons, formées : à Aubusson, par les boulangers, pour résister à l'application de la taxe municipale, et à Collioure, par les sauteurs de poisson qui demandaient le renvoi de deux employés des douanes chargés de veiller à ce que le sel accordé en franchise pour la salaison des poissons français ne servit pas à la préparation des poissons de provenance étrangère.

On avait compté 53 grèves en juillet 1896, et le nombre moyen de grèves au cours de ce même mois, pendant les quatre années antérieures à 1897, avait été de 39.

25 grèves n'ont atteint qu'un seul établissement.

Il y en a eu 6 dans le Nord, 3 dans la Seine, 2 dans le Finistère et les Hautes-Pyrénées, 1 seule dans 19 autres départements.

Le nombre connu des grévistes pour 23 de ces grèves s'est élevé à 4.179 dont 1.600 pour la seule grève des mineurs de Drocourt.

Il y avait eu 9.718 grévistes en juillet 1896.

L'industrie du bâtiment a été la plus éprouvée, et l'on y a compté 11 grèves.

Viennent ensuite les industries textiles : 7 grèves ; les mines et carrières, 3 grèves ; les transports, 3 grèves ; le travail des métaux, 3 grèves.

Une seule grève enfin parmi les ouvriers brossiers, ouvriers papetiers, marins-pêcheurs, plus les deux coalitions de patrons ci-dessus mentionnées.

Les causes qui ont provoqué ces grèves se répartissent de la manière suivante :

Demandes d'augmentation de salaire.....	17
Réduction de salaire.....	1
Demande de diminution du temps du travail avec augmentation du salaire.....	1
Contestation relative au salaire.....	1
Contestation au sujet de la réglementation du travail.....	2
Contestations au sujet de règlements d'atelier.....	3
Demandes de maintien d'ouvriers congédiés.....	3
Demandes de renvoi de contremaîtres ou ouvriers.....	5

Des 30 grèves commencées en juillet, 28 sont terminées, elles ont duré : une, 18 jours ; une, 14 jours ; une, 13 jours ; une, 11 jours ; une, 10 jours ; trois, 9 jours ; une, 8 jours ; une, 7 jours ; deux, 5 jours ; deux, 4 jours ; quatre, 3 jours ; quatre, 2 jours, et six, 1 jour ou moins d'une journée.

Si l'on tient compte en outre de 8 grèves commencées en avril, mai et juin, et qui se sont terminées en juillet après avoir duré 94, 82, 15, 12, 11, 10, 7 et 2 jours, on constate que les résultats obtenus par les grévistes pour la totalité de ces conflits se décomposent en

- 6 réussites ;
- 11 transactions ;
- 19 échecs,

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes.	10 (1)	50	1
12 avril.	25 juillet.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Chaudronniers en fer.	8	950	2
10 mai.	31 juillet.	Lyon.	Rhône.	Maçons.	.....	5.000	3
24 mai.	.....	Paris.	Seine.	Imprimeurs en taille-douce.	1	25	4
7 juin.	.....	Pau.	Basses-Pyrénées.	Peintres.	.....	70	5
11 juin.	.....	Châteauroux.	Indre.	Menusiers.	8	40	6
12 juin.	.....	Condé-sur-Noireau.	Calvados.	Tisseurs.	1	440	7
21 juin.	6 juillet.	Quimper.	Finistère.	Peintres.	8	38	8
24 juin.	5 juillet.	Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	10	9
25 juin.	6 juillet.	Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	6	10
28 juin.	8 juillet.	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Ouvriers en chaussures.	1	83	11
29 juin.	1 ^{er} juillet.	Noirmoutiers.	Vendée.	Pêcheurs.	.....	60	12
30 juin.	7 juillet.	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Ouvriers en chaussures.	1	75	13
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} juillet.	6 juillet.	Camaret.	Finistère.	Pêcheurs.	.....	235	1
1 ^{er} juillet.	19 juillet.	Bordeaux.	Gironde.	Constructeurs de navires.	1	800	2
2 juillet.	3 juillet.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs de laine.	1	140	3
3 juillet.	6 juillet.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Palefreniers.	1	30	4
5 juillet.	8 juillet.	Lille.	Nord.	Rattacheurs.	1	36	5
5 juillet.	8 juillet.	Lille.	Nord.	Rattacheurs.	1	10	6
6 juillet.	10 juillet.	Prouzel.	Somme.	Ouvriers de papeterie.	1	59	7
7 juillet.	16 juillet.	Lorient.	Morbihan.	Peintres.	.....	30	8
7 juillet.	20 juillet.	Marennes.	Charente-Inférieure	Maçons et tailleurs de pierre.	7	26	9
10 juillet.	15 juillet.	Camaret.	Finistère.	Ferblantiers-soudoirs.	1	12	10
10 juillet.	17 juillet.	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs.	1	18	11
12 juillet.	12 juillet.	Saint-Servan.	Ille-et-Vilaine.	Déchargeurs de navires.	1	.....	12
13 juillet.	24 juillet.	Bagnères-de-Big ^{re} .	Pyrénées (Hautes-)	Maçons.	.....	.....	13
15 juillet.	26 juillet.	Bagnères-de-Big ^{re} .	Pyrénées (Hautes-)	Charpentiers.	.....	.....	14
16 juillet.	16 juillet.	Vitry-le-François.	Marne.	Maçons et terrassiers.	1	64	15
16 juillet.	16 juillet.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Déchargeurs.	1	19	16
16 juillet.	21 juillet.	Le Havre.	Seine-Inférieure.	Maçons et terrassiers.	1	415	17
17 juillet.	27 juillet.	Marpent.	Nord.	Marbriers.	1	36	18
19 juillet.	21 juillet.	Charleville.	Ardennes.	Brossiers.	1	5	19
19 juillet.	21 juillet.	Vermand.	Aisne.	Brodeurs.	1	75	20
22 juillet.	22 juillet.	Voiron.	Isère.	Terrassiers.	1	40	21
20 juillet.	24 juillet.	Noyant-la-Gravoy ^{re} .	Maine-et-Loire.	Ardoisiers.	1	400	22
21 juillet.	22 juillet.	Aubusson.	Creuse.	Patrons boulangers.	.....	.....	23
24 juillet.	.....	Graissessac.	Hérault.	Mineurs.	.....	.....	24
26 juillet.	28 juillet.	Collioure.	Pyrénées-Orient ^{ales} .	Patrons salueurs de poissons.	13	.....	25
26 juillet.	28 juillet.	Châtillon.	Haute-Marne.	Maçons.	1	.....	26
26 juillet.	.....	Paris.	Seine.	Bronziers.	1	4	27
27 juillet.	27 juillet.	Comines.	Nord.	Rubaniers.	1	.....	28
27 juillet.	30 juillet.	Drocourt.	Pas-de-Calais.	Mineurs.	1	1.600	29
27 juillet.	28 juillet.	Paris.	Seine.	Démolisieurs.	1	40	30
27 juillet.	.....	Paris.	Seine.	Fabrique de compteurs à gaz.	1	.....	31
30 juillet.	.....	Lepuix-Gy.	Haut-Rhin.	Tisseurs de coton.	1	85	32

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPRÉSEN.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUILLET 1897 (A).

1	Demande d'unification des tarifs.....	.....	(1) Depuis le commencement de la grève,
2	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	70 établissements ont été atteints successi-
3	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (2).	vement et il y a eu 1.210 grévistes.
4	Demande de renvoi du contremaître.....	.....	(2) Conciliation devant le juge de paix.
5	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	.....	
7	Reduction de salaires.....	.....	
8	Demande de diminution du temps du travail.....	Réussite.	
9	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Échec (3).	(3) Grévistes remplacés.
10	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec (4).	(4) Grévistes remplacés.
11	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de prix du poisson.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	

EN JUILLET 1897.

1	Demande d'augmentation du prix du poisson.....	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
3	Refus d'accepter un nouveau règlement d'atelier.....	Transaction.	
4	Demande qu'il soit fixé une heure pour le repas.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
6	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaires et de renvoi d'un contremaître et d'ouvriers.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
11	Question de salaires.....	Échec (5).	(5) Grévistes remplacés.
12	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (6).	(6) Conciliation devant le juge de paix.
14	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (7).	(7) Conciliation devant le juge de paix.
15	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
18	Demande de maintien d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaires et de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction (8).	(8) Les grévistes ont été remplacés, mais une augmentation de 25 centimes a été accordé à leurs successeurs.
20	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
22	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
23	Refus de se soumettre à la taxe municipale.....	Échec.	
24	.....	.....	
25	Demande de déplacement d'employés des douanes trop sévères.....	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
27	Demande de modifications au règlement d'atelier et de ré-intégration d'ouvriers congédiés.....	.....	
28	Demande de maintien d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
29	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers et de modification à la réglementation du travail.....	Réussite.	
30	Réglementation du travail.....	Échec (9).	(9) 20 grévistes ont été remplacés.
31	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
32	Reduction de salaires.....	.....	

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de juillet 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Côtes-du-Nord [21 mars 1897]. — Syndicat du commerce de la boulangerie pour les deux cantons de Saint-Brieuc (24 membres).

Finistère [19 juin 1897]. — Syndicat des patrons marins-pêcheurs de Camaret (47 membres). Siège social : Camaret-sur-Mer.

Gironde [14 avril 1897]. — Syndicat de la boulangerie de Libourne et de l'arrondissement (26 membres). Siège social : place Decazes, 34, Libourne.

Orne [16 avril 1897]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances de toute nature de l'arrondissement d'Alençon (26 membres). Siège social : Alençon.

Puy-de-Dôme. [10 juillet 1897]. — Syndicat des métallurgistes de Clermont-Ferrand (11 membres). Siège social : salle de l'Union des syndicats.

Seine [2 juin 1897]. — Chambre syndicale de la vannerie française (20 membres). Siège social : 10, rue de Lancry, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Loire [30 avril 1897]. — Chambre syndicale des chaudronniers sur cuivre de la ville de Saint-Étienne (19 membres). Siège social : Bourse du travail de Saint-Étienne.

Morbihan [9 avril 1897]. — Chambre syndicale des menuisiers de Lorient (45 membres). Siège social : rue de Merville, 35, à Lorient.

Nièvre [1^{er} juin 1897]. — Chambre syndicale du bâtiment (section des ouvriers couvreurs) [35 membres] Siège social : Bourse du travail de Nevers.

Orne [15 février 1897]. — Syndicat métallurgique des cantons de Tinchebray et Sourdeval (25 membres). Siège social à Tinchebray.

Rhône [26 mai 1897]. — Chambre syndicale des scieurs raboteurs et similaires de la ville de Lyon (95 membres). Siège social : avenue de Saxe, 105, à Lyon.

Seine [20 mai 1897]. — Syndicat de la presse spiritualiste de France (15 membres). Siège social : 23, rue Saint-Merri, à Paris.

UNION DE SYNDICATS.

Indre [21 mai 1897]. — Union des syndicats de la ville d'Issoudun (3 syndicats adhérents). Siège social à Chinault, commune d'Issoudun.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICAT PATRONAL.

Allier [13 avril 1891]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments et de travaux publics de la ville de Moulleuçon (10 membres). Siège social : rue des Rémoisseurs à Moulleuçon.

2° SYNDICATS OUVRIERS (1).

(1) Le secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers verriers de Masnières (Nord) nous informe que ce syndicat, dont la dissolution avait été annoncée dans le dernier *Bulletin*, fonctionne toujours.

Charente-Inférieure [25 avril 1895]. — Syndicat des ouvriers français des ports et docks de commerce et des professions similaires de Rochefort-sur-Mer (100 membres). Siège social : rue Chanzy, 10, à Rochefort.

Lot-et-Garonne [1886]. — Chambre syndicale des ouvriers chapeliers appropriateurs de Villeneuve-sur-Lot (13 membres). Siège social à Villeneuve-sur-Lot.

[14 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et colleurs (30 membres). Siège social : cours du 14 Juillet, à Agen.

[1^{er} avril 1893]. — Syndicat des apprêteurs de soies de porc (25 membres). Siège social : Villeneuve, route d'Agen.

Orne [27 février 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers teinturiers et blanchisseurs (80 membres). Siège social : Flers.

[28 mars 1890]. — Syndicat des ouvriers de l'industrie cotonnière (340 membres). Siège social : Flers.

Pas-de-Calais [30 juin 1895]. — Chambre syndicale des cuisiniers pâtisseries confiseurs de Boulogne (25 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 59, Boulogne.

Hautes-Pyrénées [6 mars 1892]. — Syndicat de l'Union métallurgiste des Hautes-Pyrénées (150 membres). Siège social : mairie de Tarbes.

Rhône [17 mars 1877]. Chambre syndicale des apprêteurs réunis de la fabrique lyonnaise (100 membres). Siège social : Bourse du travail de Lyon.

[10 décembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers apprêteurs de tulle de la ville de Lyon et de la banlieue. Siège social : Bourse du travail de Lyon.

Seine-Inférieure [1^{er} octobre 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers tapissiers de la ville du Havre (40 membres). Siège social : quai d'Orléans, 19, au Havre.

Seine-et-Marne [12 août 1894]. — Syndicat des bûcherons de Seine-et-Marne (150 membres). Siège social : rue de France, 47, à Fontainebleau.

3^e SYNDICAT MIXTE.

Orne [31 décembre 1890]. — Syndicat mixte des tissus de Flers (200 membres). Siège social à Flers.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Proposition de loi sur les sociétés de secours mutuels. (Vote en deuxième lecture par la Chambre des députés, le 4 juin 1897.)

Projet de loi sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (Rapport de M. Maruéjouls, député. — Doc. parl. n° 2624.)

Dans les séances des 21, 28 mai et 4 juin derniers, a eu lieu, à la Chambre, la deuxième délibération sur la proposition de loi relative aux sociétés de secours mutuels. Voici les points principaux du texte définitivement adopté, peu différent, d'ailleurs, du texte voté en 1896. L'article 1^{er}, qui définit le but des sociétés (assurances-maladie, retraites, assurances en cas de décès), prévoit accessoirement qu'elles pourront créer « des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage », à la condition de pourvoir à ces dépenses par des cotisations spéciales. Il importait de distinguer nettement des sociétés de secours mutuels proprement dites toutes les sociétés, dites de prévoyance, créées dans un but plus ou moins avoué de spéculation. A cet effet, l'article 2 refuse le titre de société de secours mutuels à toute société garantissant des avantages particuliers à certaines catégories de membres. Aux termes du même article, les sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages, *sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés*. Les sociétés en participation d'épargne, du genre de celles qui avaient attiré l'attention publique durant ces dernières années, ne pourront

donc, à l'avenir, être confondues avec les sociétés de secours mutuels ni s'établir à la faveur de cette confusion. Toutes les dispositions transitoires de la loi, en acceptant le passé, reconnaissent aux associations de cette catégorie, actuellement existantes, le droit de continuer à fonctionner. L'article 5, qui traite des statuts, a provoqué une longue discussion. Le principe de la spécialisation des recettes était en jeu et a finalement triomphé. C'est ce qui ressort du paragraphe 5 dudit article, stipulant que « le montant et l'emploi des cotisations des membres, soit honoraires, soit participants, les modes de placement et de retrait des fonds » seront déterminés par les statuts. La loi proclame ainsi la nécessité, pour les sociétés, d'obtenir rigoureusement la péréquation des recettes et des dépenses et de se conformer aux principes rationnels des assurances. En ce qui concerne les sociétés approuvées, l'article 21 détermine les conditions de placement de leurs fonds à la Caisse des dépôts et consignations. D'après le décret de 1852, l'intérêt servi était de 4 1/2 p. o/o. Malgré la baisse du taux de l'intérêt, le législateur a cru devoir maintenir en fait cette bonification. L'article 21 stipule en effet que les fonds porteront intérêt à un taux égal à celui de la Caisse nationale des retraites, mais que, d'autre part, la différence entre ce taux et l'ancien taux de 4 1/2 sera versée à titre de bonification, au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'intérieur.

La question des retraites a été l'objet de dispositions détaillées. Aux termes de l'article 22, les pensions de retraite peuvent être constituées soit sur fonds commun, soit sur livret individuel. Pour bénéficier des pensions servies sur le fonds commun, l'article 23 exige 50 ans d'âge et 15 années au moins de cotisations.

L'article 37, qui renferme les dispositions transitoires, accorde aux sociétés actuellement existantes un délai de 2 ans pour se conformer aux prescriptions de la présente loi. Les sociétés qui pratiquent l'assurance-retraite auront à demander à nouveau l'approbation, sinon deviendront des sociétés libres.

Le rapport de M. Maruéjols sur le projet de loi concernant les accidents du travail conclut au rétablissement du principe de l'assurance, à l'encontre du principe de la garantie adopté par le Sénat. Le nouveau projet annexé au rapport établit une sorte d'intermédiaire entre le système de la garantie pure et simple et l'assurance obligatoire, sous le titre « d'assurance de garantie ». Aux termes de l'article 24, le chef d'entreprise peut rester son propre assureur, à la condition de déposer un cautionnement à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents. Ce cautionnement sera déterminé par règlement d'administration publique, « en tenant compte des dangers de l'industrie, du nombre des ouvriers, du coefficient de risque et de la durée du travail ». On voit qu'il équivaut ainsi à une véritable prime d'assurance. L'article 25 dispense de l'assurance de garantie les patrons appartenant à un groupement en mutualité assurant les indemnités prévues par la loi. Enfin, l'article 26 institue d'office l'assurance mutuelle pour les patrons qui, sans être leurs propres assureurs, n'appartiennent à aucune caisse syndicale.

Pour cette assurance mutuelle obligatoire, les patrons sont groupés par circonscriptions territoriales. L'article 27 du projet stipule que les sommes à répartir chaque année entre les assurés de la circonscription comprendront les *capitaux* nécessaires à la constitution des pensions allouées dans l'année précédente. Il maintient ainsi le système de la *capitalisation* qui avait figuré dans les précédents projets d'assurance obligatoire.

Le principe d'une juridiction arbitrale avait rencontré au Sénat une opposition très vive. Le titre III du nouveau projet, sans prévoir aucune juridiction spéciale, détermine les conditions dans lesquelles les contestations seront portées devant les

tribunaux ordinaires, en prenant soin d'organiser une procédure aussi rapide et aussi économique que possible. Les contestations relatives aux petites indemnités seront jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton.

LA SOCIÉTÉ PHILANTHROPIQUE DU PRÊT GRATUIT (1).

Autorisée par un arrêté préfectoral du 18 mars 1882 et limitée au département de la Seine, la société fondée sous ce nom a, en 14 années, accordé son concours à 9,036 familles pour une somme de 716,432 francs. L'année 1896 figure dans ce chiffre pour 904 familles, soit 65,226 francs.

Au 31 décembre dernier, 7,999 avances étaient complètement remboursées.

La Société philanthropique du Prêt gratuit a réussi à organiser trois services distincts, qui ont produit les meilleurs résultats :

1° Service des loyers, fournisseurs, etc. ;

2° Mont-de-Piété ;

a) Dégagement de tous objets ;

b) Dégagement des reconnaissances du Mont-de-Piété qui se trouvent entre les mains des brocanteurs ;

3° Achat de vêtements, linge, petits mobiliers, outils, matières premières, dans les plus modestes limites. — En fait de matières premières, c'est spécialement l'ouvrier en chambre que la société s'efforce d'aider.

L'état des prêts effectués de 1883 à 1896 est résumé dans le tableau ci-dessous :

ANNÉES.	NOM- BRES.	SOMMES.	TERMES non échus.	SOMMES RÉMOUSÉES.	RETARDS.
		fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
1883	7				
1884	151	10,692 25	"	6,469 30	602 65
1885	373	23,417 20	"	18,812 60	908 50
1886	505	40,788 65	"	32,172 20	883 08
1887	629	51,327 90	"	47,460 80	1,771 18
1888	708	55,036 20	"	52,900 80	1,361 00
1889	731	56,735 50	"	54,797 35	1,334 55
1890	751	59,700 00	"	56,336 85	1,126 25
1891	765	61,810 00	"	60,179 55	574 20
1892	825	67,268 00	"	66,034 05	944 60
1893	859	71,670 00	"	69,988 45	658 60
1894	928	74,185 00	"	74,146 00	1,182 60
1895	900	68,536 00	"	69,687 60	1,333 00
1896	904	65,226 00	25,954	66,699 95	1,823 00
TOTAL	9,036	716,432 70	25,954	675,975 50	14,503 21
				716,432 70	

Les rentrées représentent 94.72 p. 0/0 du montant des prêts faits jusqu'au 31 décembre 1896.

NOTA. — La somme de 66,699 fr. 95 représente, outre les remboursements sur les prêts de 1896, les entrées relatives aux années antérieures.

(1) Siège social, rue Cadet, n° 26, à Paris.

Du tableau qui précède il résulte :

Qu'en quatorze années, les deux premières étant réunies, la Société philanthropique du Prêt gratuit a fait pour.....	716.432 ^f 70 ^c
d'avances à 9.036 familles, sur lesquels il a été remboursé.....	675.975 50
La différence, soit.....	<u>40.457 20</u>

Se compose :

a) Des prêts non échus s'élevant à.....	25.954 ^f 00 ^c
b) Des prêts en retard s'élevant à.....	14.503 20

TOTAL ÉGAL.....	<u>40.457 20</u>
-----------------	------------------

Les remboursements représentent, pour la totalité des avances depuis le commencement de la Société au 31 décembre 1896, 94.72 p. o/o du montant des prêts et spécialement, pour 1896, 93.98 p. o/o.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en juillet. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois de juillet 51 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles du bâtiment (10 grèves), des métaux (9 grèves), du travail du bois (8 grèves), de l'industrie textile (8 grèves) et des mines (7 grèves.) 37 grèves ont eu pour motif initial des questions de salaire ou de durée de travail, 5 notamment pour résister à une diminution de salaire; 2 grèves qui étaient terminées ont repris parce que les ouvriers estimaient que les patrons n'accordaient pas les modifications qu'ils avaient consenties. 8 grèves ont été déclarées pour des raisons de personnes, notamment 5 grèves pour protester contre le renvoi d'autres ouvriers; 2 grèves par sympathie avec d'autres grévistes et 1 grève pour demander le renvoi d'un chef des travaux. Sur 18 grèves dont on a appris la fin en juillet, 7 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 6 par un échec, 5 par une entente. Dans un cas, l'arbitrage du tribunal industriel a mis fin à la grève.

L'accroissement de la population urbaine ⁽¹⁾. — D'après le recensement de la population de l'Allemagne, opéré en 1895, l'Empire compte actuellement 28 villes ayant plus de 100.000 habitants.

Il est intéressant de constater la rapidité avec laquelle la plupart de ces localités sont passées, depuis le commencement de ce siècle, de la catégorie de villes secon-

(1) D'après un rapport du Consul général de France à Hambourg.

daïres, de villages même à celles de grandes villes, comme le font voir les données du tableau suivant :

VILLES.	RECENSEMENT du 2 DÉCEMBRE 1895.	RECENSEMENT du 1 ^{er} DÉ- CEMBRE 1875.	RECENSEMENT de 1816.	VILLES.	RECENSEMENT du 2 DÉCEMBRE 1895.	RECENSEMENT du 1 ^{er} DÉ- CEMBRE 1875.	RECENSEMENT de 1816.
Berlin.	1.677.351	966.858	166.584	Brême.	111.937	102.532	47.797
Hambourg.	625.552	264.675	106.920	Stettin.	140.731	86.972	21.143
Munich.	407.174	193.024	46.396	Elberfeld.	139.168	80.589	18.071
Leipzig.	398.448	127.387	32.492	Strasbourg.	135.313	94.306	49.902
Breslau.	373.206	239.050	63.620	Charlottenbourg.	132.393	25.847	3.223
Dresde.	334.066	197.295	49.074	Barmen.	127.002	86.504	23.104
Cologne.	321.431	135.371	38.844	Danzig.	125.639	97.931	44.511
Francfort-s/M..	229.299	103.136	40.485	Halle.	116.302	66.503	19.747
Magdebourg.	214.397	87.925	30.250	Brunswick.	114.686	69.938	29.050
Hanovre.	209.560	106.677	24.000	Dortmund.	111.235	57.742	4.000
Düsseldorf.	176.024	89.695	11.844	Aix-la-Chapelle..	110.489	79.606	27.164
Königsberg.	172.391	122.636	55.197	Grefeld.	107.278	62.905	8.319
Nuremberg.	162.380	91.018	44.459				
Chemnitz.	160.991	78.209	10.835	TOTAL des 28 grandes villes.	7.271.708	3.880.801	1.065.640
Stuttgart.	158.321	107.273	21.124	Empire allemand	52.279.001	42.727.360	24.831.396
Altona.	148.944	84.097	23.085				

Il ressort de ce tableau qu'en 1816, le territoire actuel de l'Empire ne comprenait que 2 grandes villes dont la population dépassât 100,000 âmes : Berlin et Hambourg. En 1875, on ne constate encore l'existence que de 11 grandes villes. On en trouve 28 en 1895.

En 80 ans, la population des grandes villes, par rapport à la population totale de l'Allemagne actuelle, s'est accrue dans la proportion de 1 à 14 p. o/o. L'attrait exercé par les grandes villes sur la population rurale est un phénomène trop souvent constaté pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Il suffira de faire remarquer que son action est peut-être plus forte encore en Allemagne qu'ailleurs.

Sur 100 personnes présentes à la date du 1^{er} décembre 1890 dans les villes ci-après, étaient nées ailleurs que dans la ville recensée :

A Munich.	64,0 personnes.	A Königsberg.	56,8 personnes.
A Hanovre.	62,5 —	A Magdebourg.	55,8 —
A Stettin.	62,4 —	A Brunswick.	55,4 —
A Dresde.	61,8 —	A Nuremberg.	54,9 —
A Francfort-s/M..	61,7 —	A Düsseldorf.	53,2 —
A Stuttgart.	59,9 —	A Hambourg.	52,5 —
A Leipzig.	59,8 —	A Danzig.	49,4 —
A Strasbourg.	59,8 —	A Cologne.	47,0 —
A Berlin.	59,3 —	A Brême.	45,2 —
A Altona.	59,1 —	A Elberfeld.	42,7 —
A Halle.	58,5 —	A Grefeld.	41,0 —
A Chemnitz.	58,4 —	A Barmen.	38,7 —
A Breslau.	57,4 —	A Aix-la-Chapelle..	37,6 —

Il ressort de ces données que 7 seulement des 26 grandes villes allemandes possédaient, à la date du 1^{er} décembre 1890, une population dont plus de la moitié était née dans la commune. Pour aucune de ces localités, la proportion en faveur de la population indigène ne s'est élevée aux deux tiers du chiffre total.

L'assurance obligatoire, maladie, accidents et invalidité. — L'*Office impérial des assurances* a réimprimé, à l'occasion de l'Exposition de Bruxelles, une courte brochure (1) qui constitue un résumé substantiel et complet de ce qui a été fait pour l'organisation des trois assurances obligatoires dans l'Empire. Ce travail se termine par quatre tableaux statistiques que nous reproduisons ci-après :

L'ASSURANCE OUVRIÈRE DE L'EMPIRE ALLEMAND.

Population totale : 52,000,000. — Ouvriers salariés : 13,000,000.

APERCU GÉNÉRAL (2).

ASSURANCE CONTRE	MALADIE.	ACCIDENT.	INVALIDITÉ.
Personnes assurées	8.005.000 (2)	18.389.000 (3)	11.585.000 (4)
Personnes indemnisées (5)	2.939.000	888.200	347.700
	marks (1)	marks.	marks.
Recettes (6)	156.746.000	88.936.700	132.140.000 (7)
Dont { Payé par les patrons	39.329.000	68.424.000	51.400.000
Payé par les ouvriers	89.231.000	"	51.400.000
Dépenses (8)	148.437.000	68.424.000	132.140.000 (7)
Dont { Indemnités (5)	115.629.000	50.125.800	42.920.000 (7)
Frais de gestion (9)	6.987.000	10.372.000	5.990.600
Capital (10)	132.662.000	143.400.000	414.000.000
Indemnité payée par cas (11)	39,3	129	121 (7)
Charges par tête d'assuré (12)	16,0	3,7	10,3 (7)

(1) La valeur nominale du mark allemand est de 0 gr. 33,842 d'or soit 1 fr. 2,346.
(2) Ce total comprend toutes les personnes occupées contre salaire ou appointement (jusqu'à 2.000 marks par an) dans l'industrie et le commerce; les ouvriers agricoles et forestiers ainsi que les domestiques ne sont compris qu'en partie.
(3) Ce total comprend tous les ouvriers et employés d'exploitation occupés dans l'industrie et l'agriculture ayant un revenu annuel de moins de 2.000 marks; (la commerce et la petite industrie ne rentrent pas dans l'assurance); ainsi que environ 4 millions de petits propriétaires ayant moins de 10 hectares de terres et autant de personnes assurées à des titres divers.
(4) Ce total comprend tous les ouvriers salariés ou appointés de toutes les branches de profession (y compris les apprentis et domestiques) et les employés d'exploitation et de commerce ayant un revenu annuel inférieur à 2.000 marks.
(5) Ces différents chiffres comprennent toutes les personnes qui ont reçu un secours quelconque soit en argent, soit tout autre, en vertu des différentes lois d'assurances sociales, en raison de diminution de capacité de travail résultant de maladies, accidents, invalidité, vieillesse.
(6) Y compris le solde au commencement de l'exercice et les intérêts acquis pendant celui-ci.
(7) Y compris la subvention fournie par l'Empire.
(8) Y compris les versements pour constitution du capital de réserve pour chaque assurance.
(9) Y compris les frais courants de toute l'organisation d'assurances.
(10) Réserves légales pour assurer le fonctionnement de chaque assurance.
(11) Indemnité moyenne allouée pour chaque cas de recours au bénéfice de l'assurance.
(12) Frais moyens de chaque assurance par tête d'assuré.

L'assurance impériale obligatoire reposant sur la mutualité et l'autonomie des intéressés embrasse sans distinction de nationalité toutes les personnes qui, en Allemagne, travaillent contre salaire; elle donne à chaque assuré en cas de maladie, d'accident, d'invalidité ou de vieillesse — contrairement à l'assistance publique — un droit légal, à une série de secours nettement déterminés, sans frais de procédure.

(1) Voir la bibliographie du *Bulletin* du mois de juin 1897.
(2) Ces chiffres reposent sur les calculs pour l'année 1895.

L'ASSURANCE CONTRE LA MALADIE.

I. — RÉSULTAT GÉNÉRAL 1895.

ORGANISATIONS D'ASSURANCE.	NOMBRE.	PERSONNES ASSURÉES.	CAS DE MALADIE.	JOURS DE MALADIE.	RECETTES.	DÉPENSES.	CAPITAL.
Caisse de maladie.	20,281	7,272,878	2,664,260	45,375,300	140,507,300	133,177,456	118,836,219
{ obligatoires.	1,051	732,201	275,221	4,925,977	16,238,936	15,259,364	13,826,219
{ volontaires.							
TOTAUX.	22,132	8,005,079	2,939,481	50,301,277	156,746,236	148,436,820	132,662,438

II. — RÉSULTATS MOYENS 1885-1895.

POUR 1 ASSURÉ, IL A ANNUELLEMENT :						PAR CAS DE MALADIE.		SUR 100 ASSURÉS.				SUR 100 MARKS DE FRAIS PAYÉS POUR LES CAS DE MALADIE.			
COTISATIONS		FRAIS		Jours de maladie.		Frais.		CAS DE MALADIE		Sont dépensés en :					
du patron.	de l'ouvrier.	de maladie.	de gestion.			chez les hommes.	chez les femmes.	en général.		Secours.	Médecin.	Médecaments.	Hôpitaux.	Frais funéraires.	Femmes en couches.
marks, 3,96	marks, 10,19	marks, 12,61	marks, 0,85	16,4	marks, 34,98	37,1	31,9	36,0		marks, 46,36	marks, 20,45	marks, 16,61	marks, 10,97	marks, 4,00	marks, 1,41

III. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Les cotisations sont versées pour 1/3 par les patrons et pour les 2/3 par les ouvriers, proportionnellement au salaire journalier (avec maximum de 3 p. 0/0) ; dans les caisses libres, les ouvriers supportent seuls les cotisations.

Les secours comprennent :

- 1° Soins médicaux et médicaments gratuits ;
- 2° En cas d'incapacité de travail, une allocation de 50 p. 0/0 du salaire journalier } ou { soins gratuits dans une maison de santé et la moitié de l'allocation pour la famille pendant une durée de 13 semaines ;
- 3° Un secours semblable aux femmes en couches pendant 4 semaines ;
- 4° En cas de mort, des frais funéraires montant à 20 fois le salaire journalier.

L'assurance contre la maladie, établie par la loi impériale du 15 juin 1883, embrasse les personnes occupées dans l'industrie et le commerce recevant un salaire ou des appointements (jusqu'à 2,000 mares) ; elle fonctionne au moyen des Caisse de maladie organisées localement par branche de profession. L'extension de cette assurance aux ouvriers agricoles et forestiers et aux domestiques n'est pas encore un fait accompli

L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS.

I. — RÉSULTAT GÉNÉRAL EN 1895.

ORGANISATIONS D'ASSURANCE.		NOMBRE.	EXPLOITA- TIONS.	PERSONNES ASSURÉES.	ACCIDENTS INDEMNISÉS.	RECETTES.	DÉPENSES.	CAPITAL.
Associations de professions.	{ industrielles.....	64	435.137	5.409.218	178-772	69.318.166	50.363.480	marks. 136.650.204
	{ agricoles.....	48	4.8135.72	12.289.415	121.240	15.076.800	15.319.058	6.746.255
	Offices d'Etat.....	393	"	690.835	18.356	4.541.741	4.541.741	"
TOTAL.....		505	5.248.709	18.389.468	318.368	88.936.707	68.424.279	14.3396.459

II. — RÉSULTATS MOYENS.

ANNÉE FINANCIÈRE.	PAR ASSURÉ :			DÉ- PENSES			SUR 1.000 ASSURÉS, NOMBRE DE PERSONNES INDEMNISÉES :			SUR 1.000 MARKS D'INDEMNITÉ, IL Y A :		
	COTISATION		FRAIS	Capital.	par Accident.	Personnes blessées.	Personnes blessées.	Veuves.	Orphe- lins.	Parents.	Rentes	
	du patron	de l'ouvrier.									pour les blessés survivants	pour les infirmes.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
Dans l'année 1890.....	2,98	"	1,40	5,52	200,00	6,3	1,0	1,9	5,0	0,1	68,66	21,35
Dans la 50 ^e année.....	6,86	"	6,40	13,72	200,00	21,7	8,3	5,0	0,3	0,3	67,44	30,20

III. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Les cotisations sont versées annuellement par les patrons, proportionnellement aux services du personnel (c'est-à-dire à la totalité des salaires ou au nombre des ouvriers et au degré de danger de chaque établissement).

Les indemnités comprennent :

a) En cas de blessure, à partir de la 14^e semaine après l'accident, c'est-à-dire en continuation de l'assurance-maladie :
1^o Les frais de médecins et de médicaments, ... { les soins gratuits dans une maison de santé jusqu'à complète guérison, avec une rente pour l'incapacité de travail jusqu'à 62 2/3 p. o/o du salaire annuel, ... } ou { une rente pour la famille comme en cas de mort ;

b) En cas de mort :
1^o Une rente pour le salaire journalier, sans être, en aucun cas, inférieure à 30 marks.
2^o Une rente pour les survivants à partir du jour de la mort, ... { Veuves et enfants : jusqu'à 60 p. o/o du salaire annuel.
3^o Frais funéraires montant à 20 fois le salaire journalier, sans être, en aucun cas, inférieure à 30 marks.
4^o Une rente pour les survivants à partir du jour de la mort, ... } Parents dans le besoin : 20 p. o/o du salaire annuel.

L'assurance contre les accidents, établie par les lois impériales de 1884-1887, embrasse les ouvriers, employés d'exploitation ayant un revenu inférieur à 2.000 marks, et chefs de petits établissements de l'industrie et de l'agriculture; elle fonctionne au moyen de la mutualité entre les patrons réunis en associations professionnelles. L'extension de cette assurance au commerce et à la petite industrie n'est pas encore faite.

L'ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ ET LA VIEillesse.

I. — RÉSULTAT GÉNÉRAL EN 1895.

ORGANISATIONS D'ASSURANCE.	NOMBRE.	PERSONNES ASSURÉES.	PERSONNES PENSIONNÉES.	RECETTES.	DÉPENSES.	SUBSIDE DE L'EMPIRE.	CAPITAL.
Établissements d'assurance.....	31	11.075.000	334.400	106.800.000	30.350.000	163.000.00	382.000.000
Caisse spéciales.....	9	510.000	13.300	8.400.000	1.620.000	640.000	32.000.000
TOTAUX.....	40	11.585.000	347.700	115.200.000	31.970.000	16.940.000	414.000.000

II. — RÉSULTATS MOYENS.

ANNÉE FINANCIÈRE.	PAR ASSURÉ.			PENSION ANNUELLE		SUR 100 ASSURÉS. REÇOIVENT		SUR 100 MARKS	
	COTISA- TIONS.	SUBSIDE de l'Empire	CAPITAL.	D'INVALI- DITÉ.	de VIEILLESSE.	des		DE PENSIONS.	
						PENSIONS d'invalidité	PENSIONS en g ^{énéral}	sont affectés à l'invalidité.	sont affectés à la vieillesse.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
Dans la 1 ^{re} année.....	8,21	0,54	7,09	113,51	125,08	0,00	1,20	0,00	100,00
Dans la 50 ^e année.....	18,00	6,00	125,33	225,60	135,00	11,40	1,20	12,60	91,07
									5,93

III — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

DANS LES 4 CLASSES DE SALAIRES RESPECTIVEMENT

(PAR AN).

	I.	II.	III.	IV.
	Jusqu'à 350 MARKS.	Jusqu'à 550 MARKS.	Jusqu'à 850 MARKS.	Au-dessus de 850 MARKS.
	marks.	marks.	marks.	marks.
Cotisation hebdomadaire supportée moitié par les patrons, moitié par les ouvriers.	0,14	0,20	0,24	0,30
Cotisation totale de l'assuré.....	16,45	23,50	33,25	560,80
pendant les 5 années d'attente.....	227,50	347,10	438,10	
Pension annuelle, y compris le subsidé de l'Empire de 50 marks :				
a) Pension d'invalidité (pour incapacité pendant les 5 années d'attente.....)	115,20	124,20	131,40	141,00
de travail) après.....	162,00	266,40	344,40	448,20
b) Pension de vieillesse (pour septuagénaires pouvant encore travailler).....	106,80	135,00	163,20	191,40

L'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, établie depuis le 1^{er} janvier 1891 par la loi impériale du 22 juin 1889, embrasse les travailleurs de toutes les branches de professions et diffère, par son organisation essentiellement régionale, des autres branches d'assurances, dont l'organisation est professionnelle. Quand elle aura atteint son plein perfectionnement, sur 100 assurés, il y aura un pensionné pour vieillesse et onze pensionnés pour invalidité, c'est-à-dire que, pour une population totale de 50 millions d'habitants, il y aura 1.500.000 pensionnés, qui jouiront ensemble de 330 millions de marks de pension.

Le Rapport sur l'inspection du travail en Bavière en 1896 (1) signale que sur 530.000 travailleurs occupés dans la grande et dans la petite industrie comme compagnons, aides ou apprentis, 17 p. o/o étaient des femmes et que 364.366 ouvriers, dont 73.014 femmes, étaient employés dans des établissements soumis à l'inspection, c'est-à-dire dans 7.505 fabriques contre 7.272 en 1895, et dans 29.959 ateliers de petite industrie contre 27.085. 6.593 exploitations ont été visitées dans 6.779 inspections. La fréquence des inspections a été en décroissant dans les fabriques et les grandes exploitations, elle a été en augmentant dans les petits ateliers occupant plus de 5 ouvriers. Le personnel de l'inspection a été augmenté, si bien que, sauf 3 exceptions, chaque district possède un inspecteur et un sous-inspecteur. D'autre part, la surveillance que pourrait exercer de son côté la police locale, principalement dans les grandes villes, laisserait encore à désirer.

Les rapports des employés de l'inspection avec les patrons ont été très satisfaisants; ceux avec les ouvriers se sont améliorés. La situation industrielle a été favorable, même la petite industrie semble avoir bénéficié de l'amélioration de la situation générale; le nombre des établissements occupant plus de 5 ouvriers est passé de 3.554 en 1894 à 4.021 en 1895 et 4.355 en 1896. De même, le travail à domicile a pris de l'extension en Basse-Bavière, en Pfalz et Basse-Franconie; les petits ateliers ne se sont pas agrandis, mais leur nombre a augmenté. L'accroissement du nombre d'ouvriers dans les diverses industries par rapport à l'année précédente a été, entre autres, de 4,9 p. o/o pour les mines, 10,5 p. o/o pour la construction des machines, 9,9 p. o/o pour les industries polygraphiques, 12,2 p. o/o pour le travail des métaux, 17,3 p. o/o pour les industries chimiques, etc.; une diminution n'a été constatée que dans l'industrie textile (1,9 p. o/o), et dans le travail du bois (2,4 p. o/o). L'ensemble de la population ouvrière s'est accru de 5,1 p. o/o par rapport à l'an dernier. L'augmentation a été de 12,2 p. o/o pour les jeunes ouvriers, 4,7 p. o/o seulement chez les ouvriers et 4 p. o/o chez les ouvriers adultes. Le rapporteur fait remarquer que cet accroissement disproportionné du nombre des personnes protégées a dû forcément entraîner une exécution incomplète des mesures de protection.

Le nombre des délits a considérablement augmenté. Il n'est pas signalé que le travail des femmes et des enfants se soit emparé de nouveaux domaines.

La durée du travail de la femme a plutôt diminué qu'augmenté et reste le plus souvent au-dessous du maximum légal. Les longues journées se rencontrent dans la petite industrie et dans le travail à domicile, tant pour les femmes que pour les jeunes ouvriers (11 à 12 heures); dans les fabriques elles sont de 10 à 11 heures. Les déclarations d'accidents se sont élevées notablement (de 6.201 à 7.080) par suite de mesures de précaution incomplètes, non seulement dans les petites industries, mais aussi dans les fabriques souvent inspectées. Des contraventions à l'hygiène professionnelle ont été relevées dans 542 cas contre 1.071 l'an dernier.

Le taux des salaires n'a pas subi de grandes modifications. Le gain des ouvriers ne se serait pas beaucoup accru, si le nombre des heures supplémentaires et celui du personnel occupé ne s'était pas notablement élevé, grâce à un important développement industriel. Le coût des denrées de première nécessité ne s'est pas beaucoup accru. L'habitation ouvrière laisse encore beaucoup à désirer, mais la construction de logements ouvriers par les patrons fait de grands progrès.

Le rapporteur pense que le progrès de l'industrie exige chez l'ouvrier une amélioration morale et intellectuelle autant que professionnelle, et certains grands

(1) D'après le *Reichsanzeiger* du 8 avril 1897.

industriels ont résolument engagé leurs jeunes ouvriers dans cette voie. D'autre part, les ouvrières mariées ont, à leur louange, notamment dans les fabriques de cigares de Basse-Franconie, préféré au travail en atelier celui à domicile qui ne leur fournit qu'un gain plus faible, mais qui leur permet de remplir leurs devoirs de mère de famille.

Une étude de l'apprentissage avait été entreprise par l'inspection du travail, dans la serrurerie et dans la typographie. Il en résulte que l'apprentissage ne fait de progrès dans aucun de ces deux métiers. La durée de l'apprentissage varie de 2 à 4 ans, suivant que l'apprenti paye ou non pour apprendre. Il est en général mieux traité quand il est logé et nourri chez le patron; il intervient peu de contrats écrits d'apprentissage, notamment dans les fabriques. Le nombre des apprentis typographes dans les maisons syndiquées est réglé par la convention des imprimeurs allemands; dans les autres établissements le nombre des apprentis est assez élevé. L'apprenti ne reçoit pas de salaire, si ce n'est un peu d'argent de poche chaque semaine, 1 mark à 6 marks.

BELGIQUE.

Revue du travail en juillet (1). — Situation générale sans modification sensible depuis le mois dernier. Activité toujours grande dans la *métallurgie*, la *construction mécanique*, les *briqueteries*, les industries du *bâtiment*, les *charbonnages*. Un des quatre bassins houilliers a été éprouvé par une grève générale qui s'est prolongée pendant tout le mois; l'extraction de juillet y a été réduite au 1/40^e du chiffre normal. Mais les trois autres bassins ont continué à travailler avec le maximum d'intensité. Les *industries textiles*, et particulièrement le *tissage de coton*, sont toujours languissantes, de même que la *verrerie*. Les industries du *vêtement* ont subi leur ralentissement saisonnier.

Grèves. — Dix grèves *nouvelles* en juillet avec dix autres en cours depuis les mois précédents. Nombre *total* des grévistes: 20.800, appartenant à 56 établissements dont 700 grévistes seulement pour les grèves nouvelles.

La grève des houilleurs du Borinage (2) a atteint son point culminant au 7 juillet (19.000 grévistes); elle a diminué progressivement, sans aucun incident, jusqu'au 6 août, où elle était entièrement terminée, le travail ayant été partout repris aux anciennes conditions.

Sur 12 grèves terminées, 3 réussites et 9 échecs.

Encouragement à la prévoyance dans le Hainaut (3). — En 1896, le Conseil provincial du Hainaut avait voté l'inscription au budget de la province pour 1896 d'un crédit de 50.000 francs destiné à allouer des primes d'encouragement aux ouvriers des deux sexes domiciliés dans le Hainaut qui auraient, du 1^{er} août 1895 au 31 décembre 1897, opéré des versements à la Caisse de retraite sous la garantie

(1) Renseignements dus à l'obligeance de l'*Office du travail* (belge).

(2) Voir *Bulletin* de juillet.

(3) D'après la *Revue du travail* (belge).

de l'État, dans le but de constituer une pension à leur profit ou à celui d'un des membres de leurs familles (conjoint ou enfants).

Il vient actuellement d'être procédé à la répartition de ce crédit. Les primes d'encouragement décernées équivalent à 50 p. o/o des versements faits à capital abandonné, sans dépasser 25 francs, et à 25 p. o/o des versements faits à capital réservé, sans dépasser 12 fr. 50.

Il résulte des relevés dressés par l'administration provinciale que 1.946 personnes parmi lesquelles 277 appartenant au sexe féminin ont fait valoir leurs droits à la prime provinciale.

Elles ont versé 7.015 francs à capital abandonné et 47.958 francs à capital réservé. Le montant des primes allouées s'élève à 10.665 francs.

Parmi les 1.946 personnes qui ont réclamé la prime, 85 exercent la profession de houilleurs, 943 celle d'ouvriers industriels, 93 celle d'ouvriers agricoles, 295 sont des ouvriers d'état, 530 exercent des professions diverses (journaliers, servantes, ménagères).

178 sont âgées de 10 à 15 ans, 262 de 15 à 20 ans, 271 de 20 à 25 ans, 1235 de 25 ans et au delà.

Dégrèvement des habitations ouvrières. — Le Conseil communal de Courtrai vient de voter l'exemption de certaines taxes pour les logements ouvriers.

Voici le libellé des nouvelles dispositions :

Par dérogation à l'article 10 des chapitres III et IV du règlement sur les bâties, sont exemptés des taxes de construction de pavage et d'égout :

1° L'ouvrier qui, n'étant pas propriétaire d'immeubles, construit ou transforme un bâtiment destiné à lui servir d'habitation et qui a obtenu pour l'acquisition du bien la réduction des droits prévue à l'article 14 de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières;

2° Les sociétés affiliées à la caisse d'épargne qui construisent ou transforment des immeubles et qui, par un des modes consentis par ladite caisse, en facilitent l'acquisition aux ouvriers pour leur servir de maison d'habitation;

3° Les sociétés constituées sous la forme anonyme pour un terme de 10 ans au moins, qui construisent des maisons destinées à être louées à des ouvriers et qui stipulent dans leurs statuts que l'intérêt des actions ne dépassera pas 3 p. o/o.

Les taxes sont exigibles :

a) Si l'ouvrier visé au n° 1 n'occupe pas effectivement sa maison dans les trois mois après qu'elle aura été déclarée habitable par le comité d'hygiène;

b) Si, avant l'expiration des cinq années, il cesse de l'habiter ou en transfère la propriété à une personne ne réunissant pas les conditions requises pour jouir de l'exemption;

c) S'il y installe un débit de boissons.

A Bruges, en 1896 déjà, le Conseil communal avait voté l'abolition de ces mêmes taxes en faveur de toutes les propriétés dont le revenu cadastral est inférieur à 144 francs, ainsi que pour les personnes et sociétés tombant sous l'application des articles 14 et 16 de la loi sur les habitations ouvrières.

Le minimum de salaire à Wavre. — Le Conseil communal de Wavre (Brabant) a voté, le 4 mai dernier, l'inscription d'une clause de salaire minimum dans les cahiers des charges des adjudications de travaux à exécuter pour le compte de la ville. La formule simpliste suivante a été admise : salaire minimum de 35 centimes l'heure pour les ouvriers et de 20 centimes pour les manœuvres.

Il a été entendu en outre que les adjudications seraient morcelées de manière à n'intéresser chacune qu'un seul corps de métier, afin de prévenir les sous-entreprises.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail (1). — Situation sans changement et meilleure qu'il y a un an. 2,7 p. o/o de chômeurs dans 113 trades-unions groupant 465.561 membres, contre 2,7 p. o/o en juin 1897 et 3,1 p. o/o en juillet 1896.

Les salaires sont en hausse.

En un jour de la deuxième semaine de juillet, l'assistance publique a secouru 315.241 personnes, soit 201 p. 10000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 201 p. 10000 en juin 1897 et 204 p. 10000 en juillet 1897.

4,95 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 410.977 mineurs, contre 4,82 en juin 1897 et 4,83 en juillet 1896.

347 hauts fourneaux en marche à la fin de juillet, avec 22.369 ouvriers, contre 350 en juin 1896 et 346 en juillet 1896.

Grèves. — 65 grèves nouvelles en juillet, avec 46.539 chômeurs, contre 66 et 15.871 en juin 1897, et 85 et 19.000 en juillet 1896. — 16 grèves dans le bâtiment, 12 dans les mines et carrières, 9 dans la construction mécanique. Sur 79 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 35 succès, 18 transactions, 26 échecs.

Grève des constructeurs mécaniciens (2. Une grève importante a éclaté au commencement de juin dans les ateliers de construction mécanique de la région de Londres par suite du refus des patrons d'accepter la journée de huit heures réclamée par un groupe de syndicats ouvriers.

Dès le début du conflit, de nombreuses maisons ont cédé à cette revendication et le travail a été repris immédiatement dans leurs ateliers. Cet établissement sont, pour la plupart, de ceux dans lesquels les mécaniciens ne jouent qu'un rôle auxiliaire : tels les entrepreneurs de bâtiment, brasseurs, imprimeurs, etc. Leur nombre, qui était de 95 dès le 12 juin, s'élevait à 160 à la fin de juillet, avec 10.000 à 11.000 ouvriers.

Les grands chantiers de construction, au contraire, n'ont pas cédé, et leurs directeurs ont établi une entente pour résister aux forces ouvrières. A l'abandon du travail chez quelques-uns des associés, ceux-ci ont répondu par le renvoi de 25 p. o/o des ouvriers affiliés aux syndicats promoteurs de la grève, et cela dans tous les ateliers exploités par les patrons syndiqués.

En retour, les 75 p. o/o d'ouvriers restants ont cessé le travail sur l'injonction des syndicats qui dirigent la grève et qui comptent 109.829 membres. Ces syndicats sont au nombre de 10, dont 6 ne rayonnent que sur le district de Londres, tandis que les 4 autres étendent leur action sur tout le Royaume-Uni. Ces derniers réunissent 107.738 membres dont 91.919 affiliés à la seule *Union* dite *Amalgamated Society of Engineers*. A la fin de juillet, on estime que le nombre des grévistes est de 32.000 (3). Les districts plus ou moins atteints par la grève sont ceux de la

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Rapports des Consuls de France en Angleterre et *Labour gazette*.

(3) Il convient de noter qu'une importante association ouvrière, la *Boiler-Makers' and Iron Shipbuilders Society*, a refusé de prendre part à la grève, la Fédération des ouvriers constructeurs de navires, dont elle fait partie, ayant organisé un *referendum* sur la question de la semaine de 51, 48 ou 45 heures. Les résultats de cette consultation ne seront connus que le 1^{er} septembre, et les *Boiler-Makers* ont ajourné toute grève jusqu'à cette époque.

Clyde, de Belfast, de la Côte Nord-Est, de Barrow, Manchester et environs, Liverpool, Leeds, Bradford, Halifax, Hull, London et Leicester.

ÉTATS-UNIS.

Travail et salaires des hommes, femmes et enfants (1). — — *Le 11^e rapport annuel* du Commissaire fédéral du travail est consacré aux résultats d'une enquête sur les conditions comparées du travail des ouvriers de tout âge et de l'un et l'autre sexe aux États-Unis, à deux époques définies « période antérieure » et « période actuelle ». Les renseignements ont été recueillis par envois de questionnaires dans 1.067 établissements appartenant aux diverses industries et situés dans 30 États de l'Union (2). Par « période actuelle » on entend une semaine de l'une des années 1895 ou 1896 (pendant lesquelles a duré l'enquête). Par « période antérieure » on désigne une semaine correspondante choisie à dix années au moins en arrière.

Quant aux nombres d'ouvriers employés, l'enquête dont nous venons de parler

Nombre d'ouvriers de l'un et l'autre sexe, ayant plus de dix ans d'âge, dans l'ensemble

GROUPES PROFESSIONNELS.	1870.			
	SEXE MASCULIN.	P. o/o.	SEXE FÉMININ.	P. o/o.
Agriculture, pêche et mines.....	5.744.314	93,5	397.049	6,
Artistes et professeurs.....	278.841	73,1	92.257	24,
Service domestique et personnel.....	1.338.663	57,9	975.157	42,
Commerce et transports.....	1.209.571	98,4	19.828	1,
Industries mécaniques et manufacturières.....	2.098.246	85,6	353.997	14,
Toutes professions réunies.....	10.669.635	85,3	1.836.288	14,

Les nombres d'enfants employés dans l'industrie, aux trois mêmes époques, sont donnés dans le tableau ci-après, page 536.

Il faut remarquer que le dernier recensement a groupé les enfants de 10 à 14 ans

(1) *Work and wages of men, women, and children. Eleventh annual report of the Commissioner of labor. Analyse extraite du Bulletin of the Department of labor.*

(2) Ces États sont les suivants : Alabama, Connecticut, Delaware, Floride, Géorgie, Illinois, Indiana, Iowa, Kentucky, Louisiane, Maine, Maryland, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Mississippi, Missouri, New-Hampshire, New-Jersey, New-York, Caroline Nord, Ohio, Pensylvanie, Rhode Island, Caroline sud, Tennessee, Vermont, Virginie, Virginie ouest et Wisconsin. L'Union réunit encore 15 autres États, 5 territoires, le district de Colombie, la province d'Alaska et les réserves indiennes, en tout 53 unités territoriales, mais les 30 États couverts par l'enquête sont les seuls où la vie industrielle soit réellement active; à eux seuls, les sept États dont les noms sont en italique renfermaient, en 1880, plus de la moitié en nombre et en valeur du capital des établissements industriels de toute l'Union.

a permis de dégager les résultats principaux qu'on trouvera résumés dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES RENSEIGNEMENTS.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS COUVERTS par l'enquête.	PÉRIODE ANTÉRIEURE.				PÉRIODE ACTUELLE.			
		SEXE MASCULIN.		SEXE FÉMININ.		SEXE MASCULIN.		SEXE FÉMININ.	
		18 ans et au-dessus.	Au-dessous de 18 ans.	18 ans et au-dessus.	Au-dessous de 18 ans.	18 ans et au-dessus.	Au-dessous de 18 ans.	18 ans et au-dessus.	Au-dessous de 18 ans.
Nombre d'ouvriers employés dans les établissements considérés.	931	26.479	4.175	27.163	6.743	43.195	7.540	45.162	12.751
Accroissement des nombres d'une période à l'autre : 1 ^{re} absolus..	"	"	"	"	"	16.716	3.365	17.999	6.008
2 ^e p. o/o.	"	"	"	"	"	63,1	80,6	66,3	89,1

Les renseignements ci-dessus, bien que ne s'appliquant qu'au personnel et aux établissements couverts par l'enquête, fournissent des indications qui peuvent être généralisées en ce qui touche l'ensemble de l'Union. Il a donc paru intéressant de placer en regard quelques chiffres relatifs à la population professionnelle totale aux trois recensements de 1870, 1880 et 1890.

États-Unis, aux recensements de 1870, 1880, 1890, groupés par professions.

1880.				1890.			
SEXE MASCULIN.	P. o/o.	SEXE FÉMININ.	P. o/o.	SEXE MASCULIN.	P. o/o.	SEXE FÉMININ.	P. o/o.
7.409.970	92,6	594.654	7,4	8.333.813	92,5	679.523	7,5
425.947	70,6	177.255	29,4	632.646	67,0	311.687	33,0
2.321.937	66,3	1.181.506	33,7	2.692.879	61,8	1.667.698	38,2
1.803.629	96,6	62.852	3,4	3.097.701	93,1	228.421	6,9
2.783.459	81,5	630.890	18,5	4.064.051	79,8	1.027.242	20,2
14.744.942	84,8	2.647.157	15,2	18.821.090	82,8	3.914.571	17,2

au lieu de ceux de 10 à 15. Or, de 1870 à 1880, l'accroissement du nombre total des enfants de 10 à 15 ans a été de 18 p. o/o $\left(\frac{6.649.483 - 5.604.369}{5.604.369} \right)$. Avec un accroissement pareil de 1880 à 1890, le nombre des enfants de 10 à 15 ans serait de 7.889.612 en 1890 avec 856.103 enfants de 15 ans (7.889.612 - 7.033.509). Si le pourcentage des enfants de 10 à 15 ans employés dans l'industrie s'était maintenu de 1880 à 1890, on compterait 1.327.033 dans cette catégorie ($16,8 \times 7.889.612$) avec 724.020 enfants de 15 ans parmi eux ($1.327.033 - 603.013$). Il en résulterait que 84,6 p.o/o des enfants de 15 ans existants seraient employés dans l'industrie $\left(\frac{724.020}{856.103} \right)$, ce qui est manifestement impossible. Et il faut conclure de là que le pourcentage des enfants de 10 à 15 ans employés dans l'industrie a certainement déchu de 1880 à 1890.

Quant aux salaires comparatifs des hommes et des femmes employés concurremment aux mêmes travaux, *avec le même effet utile*, on trouve que, sur 782 cas de ce genre, les hommes ont reçu un salaire supérieur de 50,1 p. o/o à celui des femmes dans 595 cas (76,1 p. o/o du total des cas); égal dans 58 cas (7,4 p. o/o du total), et inférieur dans 129 cas (16,5 p. o/o du total). Si l'on compare les salaires des hommes et ceux des enfants dans les mêmes conditions d'égalité de l'effet utile, on trouve, sur 228 cas, des salaires supérieurs de 57,7 p. o/o pour les hommes dans 182 cas (79,8 p. o/o du nombre total); égaux dans 22 cas (9,7 p. o/o du nombre total), et inférieurs dans 24 cas (10,5 p. o/o du nombre total).

Tableau comparatif du nombre d'enfants employés dans l'industrie.

ANNÉES DES RECENSEMENTS ET CATÉGORIES D'ÂGE.	NOMBRE D'ENFANTS		
	DU SEXE		ENSEMBLE.
	masculin.	féminin.	
1870.			
Nombre total d'enfants de 10 à 15 ans existant dans l'Union.....	2.840.200	2.764.169	5.604.369
Nombre de ceux employés dans l'industrie.....	548.064	191.100	739.164
P. o/o.....	19.3	6.91	13.19
1880.			
Nombre total d'enfants de 10 à 15 ans existant dans l'Union.....	3.376.114	3.273.369	6.649.483
Nombre de ceux employés dans l'industrie.....	825.187	293.169	1.118.356
P. o/o.....	24.4	9.0	16.8
1890.			
Nombre total d'enfants de 10 à 14 ans existant dans l'Union.....	3.574.787	3.458.722	7.033.509
Nombre de ceux employés dans l'industrie.....	400.586	202.427	603.013
P. o/o.....	11.2	5.8	8.6

Une des raisons le plus fréquemment alléguées pour préférer la main-d'œuvre des femmes est leur plus grande souplesse à s'adapter aux besognes qu'on leur confie. Elles seraient aussi plus sûres, plus faciles à surveiller, plus économiques, plus tempérantes; plus faciles à trouver, plus propres, plus actives, plus laborieuses, plus soigneuses, plus polies, moins enclines aux grèves, plus faciles à dresser, etc.

Malgré toutes ces raisons et même dans les établissements où elles sont alléguées, l'emploi de la main-d'œuvre féminine a souvent une tendance à décroître. Les causes en sont le développement du travail mécanique qui les remplace dans beaucoup d'industries; l'insuffisance de leur force physique; l'hostilité de certaines unions ouvrières d'hommes, etc.

Les renseignements sur la durée du travail n'ont pu être recueillis que d'une façon incomplète et inégale. Il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

ITALIE.

Projet de loi sur l'assurance contre les accidents du travail. — Le projet déposé par le Gouvernement, le 13 avril dernier, institue l'assurance obligatoire pour un certain nombre d'industries, telles que les industries extractives, les chantiers de constructions terrestres et navales, les entreprises de transport, les usines et fabriques où il est fait usage de moteurs et où plus de cinq ouvriers sont employés. Le projet garantit : 1° en cas de mort, une indemnité égale à 5 fois le salaire annuel de la victime et attribuable aux ayants droit dans les conditions prévues par le Code civil en cas de succession; 2° en cas d'invalidité permanente absolue, une indemnité égale à la précédente et d'au moins 3.000 livres; 3° en cas d'invalidité permanente partielle, une indemnité égale à 5 fois la réduction de salaire subie; 4° en cas d'invalidité temporaire absolue, une allocation journalière égale à la moitié du salaire; 5° en cas d'invalidité temporaire partielle, une allocation journalière égale à la moitié de la réduction de salaire. Le maximum de salaire entrant en ligne de compte est de 2.000 livres par an. L'assurance est aux frais des chefs d'entreprise; elle devra être effectuée auprès de la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, créée par la loi du 8 juillet 1883. L'État, ainsi que les patrons groupés en syndicats d'assurances mutuelles comprenant au moins 4.000 ouvriers assurés et ayant déposé un cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations sont dispensés de s'assurer à la Caisse nationale. Il en est de même pour les sociétés de chemins de fer, à la condition pour elles de modifier en conséquence les statuts de leurs caisses de secours actuellement existantes.

PAYS-BAS.

Projet de loi sur l'assurance contre les accidents du travail. — Le Gouvernement a déposé, au mois de février dernier, un projet concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents. D'après ce projet, l'assurance ne s'étend pas à la totalité des industries. Elle n'embrasse que les industries particulièrement dangereuses, telles que les mines, la fabrication des explosifs, la navigation, les transports, les travaux de bâtiment, les constructions navales, etc. Les indemnités garanties sont les suivantes : 1° en cas de mort, une indemnité funéraire de 10 p. o/o du salaire annuel de la victime, une pension de 30 p. o/o du salaire au conjoint survivant, une pension de 15 p. o/o du salaire à chaque enfant légitime, une pension de 30 p. o/o du salaire aux ascendants; 2° en cas d'incapacité totale de travail, une pension de 70 p. o/o du salaire; 3° en cas d'incapacité partielle, une pension déterminée en raison du degré d'incapacité (dans les deux derniers cas les pensions sont servies à partir du quarante-troisième jour qui suit l'accident). L'organe d'assurance est une caisse d'État, qui porte le nom de *Banque royale d'assurance*. Les chefs d'entreprise assujettis à l'assurance payent, exclusivement à leurs frais, une prime établie d'après un tarif indiquant la prime exigible par unité de salaire et pour chaque coefficient de risque. Ces primes sont calculées de manière à assurer le service des pensions, et à couvrir toutes les dépenses probables de la Caisse (système dit de capitalisation, analogue au système autrichien). L'assurance fonctionne sous la garantie de l'État, seul responsable. La Banque de Hollande est chargée de garder et de faire

fructifier les fonds de la Banque d'assurance. C'est l'État qui avancera à cette dernière, lors de l'entrée en vigueur de la loi, les capitaux nécessaires aux dépenses de premier établissement ainsi qu'aux dépenses pour l'assurance à survenir pendant les six premiers mois.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décrets, circulaires et lettres ministérielles relatives à la réglementation du travail.

[Insérés au BULLETIN DE L'INSPECTION DU TRAVAIL (1897, n° 2).]

Circulaire ministérielle du 3 mars 1897.

(Adressée aux inspecteurs d'académie.)

[Les dispositions de la loi du 28 mars 1882, art. 15 (dispense de la fréquentation scolaire, sous certaines conditions, pour les enfants n'ayant pas encore 13 ans révolus), conciliaient avec la loi du 19 mai 1874.

Mais elles ne sauraient recevoir aujourd'hui aucune application, depuis la mise en vigueur de la loi du 2 novembre 1892.]

Circulaire ministérielle du 30 mars 1897.

(Adressée aux inspecteurs divisionnaires.)

[Les *certificats médicaux*, délivrés en exécution des articles 2 et 15 de la loi du 2 novembre 1892 et 11 de la loi du 12 juin 1893 sont *exemptés du timbre*, comme rédigés dans un intérêt d'ordre public et en vertu de l'immunité d'impôt prévue par l'article 26 (n° 1, dernier alinéa) de la loi du 13 brumaire an VII.]

Circulaire ministérielle du 17 avril 1897.

(Adressée aux ingénieurs en chef des mines.)

[Communication de l'ordre du jour de la Chambre des députés en date du 13 mars 1897, pour l'application de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 sur les *déclarations d'accidents*.]

Lettre ministérielle du 11 février 1897.

[Les *tissages de toiles* ne sont pas soumis à des travaux exceptionnels, exigeant une tolérance en ce qui touche la durée du travail; les toiles sont des étoffes d'usage courant, de fabrication relativement peu variée et dont il est facile de faire des approvisionnements.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder aux tissages dont il s'agit les facilités prévues par la loi.]

Lettre ministérielle du 18 février 1897.

[Le travail que font les manœuvres dans les chantiers est extrêmement fatigant. Soixante à cent fois par jour, ces auxiliaires du maître maçon doivent monter à l'échelle, en portant

sur les épaules, à l'aide d'un outil reposant sur la nuque et sur les épaules, une charge de mortier qui est ordinairement de 50 à 60 kilogrammes. C'est un travail pénible même pour les adultes. Il en est de même pour la charge sur les bras qui est ordinairement de 30 kilogrammes.

D'autre part, l'article 11 du décret du 13 mai 1893, qui limite à 15 kilogrammes le poids des fardeaux que peuvent porter les enfants de 16 à 18 ans, ne peut être l'objet d'aucune tolérance même si l'emploi des enfants sur les chantiers est impossible dans ces conditions.]

Lettre ministérielle du 18 février 1897.

[L'article 2, § 4, de la loi du 2 novembre 1892 ne comporte qu'une interprétation, à savoir que le chef d'usine ou d'atelier est tenu de laisser dans le cours de la journée de travail un ou plusieurs repos dont le total représente une heure. Cette prescription s'impose, quel que soit le nombre des heures de travail, et il ne paraît pas possible d'admettre qu'une réduction dans la durée de la journée légale entraîne pour le patron la possibilité de réduire les repos.]

Lettre ministérielle du 5 mars 1897.

[Un repos pendant lequel le personnel est libre de travailler ou de se reposer ne peut être considéré comme un repos véritable au point de vue de la loi, et il doit être considéré comme *temps de travail*, au point de vue de la *durée légale* de celui-ci.]

Lettre ministérielle du 5 mars 1897.

[On ne peut étendre à la fabrication des agglomérés les tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, art. 9, et le décret du 3 mai 1893, en faveur de certains travaux souterrains, ni autoriser, par suite, à faire travailler les jeunes ouvriers en deux postes, entre 4 heures du matin et minuit.

La fabrication des agglomérés ne peut être considérée comme une dépendance immédiate d'une mine. Elle ne présente pas les caractères des usines à feu, rien n'oblige à faire le travail de nuit et celui-ci ne demande pas une agilité telle que des hommes faits ne puissent y être employés.]

Lettre ministérielle du 17 mars 1897.

[En limitant la durée du travail à six jours par semaine, la loi interdit implicitement de prendre des heures sur les demi-journées; par suite l'intervention des demi-journées dans le *temps de repos hebdomadaire* est aussi interdit.

Ce repos doit comprendre au moins une journée pleine, de minuit à minuit, sauf dans les usines à feu continu, qui font l'objet de tolérances prévues par l'article 6 de la loi de 1892.]

Lettre ministérielle du 22 mars 1897.

[Les commissions départementales sortiraient de leur rôle en s'érigant en juges de la conduite des inspecteurs du travail, qui relèvent exclusivement du Ministre. Elles ont été instituées à titre purement consultatif. Si elles peuvent prêter un concours utile à l'Administration en lui présentant des vœux sur les modifications qu'il leur semblerait nécessaire d'apporter à la législation, elles ne sauraient, en aucun cas, s'arroger le droit de discuter les instructions ministérielles et d'en surveiller l'application.]

Lettre ministérielle du 24 mars 1897.

[Les dortoirs collectifs, qu'un certain nombre de chefs d'usine mettent à la disposition de leurs ouvriers ou de leurs ouvrières, doivent être considérés comme des *dépendances des usines* et soumis comme telle aux lois réglementant le travail.

Aucun doute ne saurait s'élever à cet égard, si l'on se réfère aux travaux préliminaires de la loi de 1892.]

Lettre ministérielle du 24 mars 1897.

[Aux termes de l'article 14, § 2, du décret du 10 mars 1894, les contremaîtres ou chefs d'ateliers, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc., doivent avoir à leur portée les *moyens de demander l'arrêt des moteurs*.

Un appel, fait avec la voix, peut être considéré comme constituant un des moyens prévus par le règlement s'il est bien établi que, dans ce cas, le conducteur de la machine peut d'une façon absolument certaine entendre la voix des contremaîtres, chefs d'ateliers, etc.]

Lettre ministérielle du 24 mars 1897.

[On ne peut admettre qu'un industriel fasse travailler tous les jours de la semaine, sauf le samedi, à raison de douze heures par jour, un personnel protégé par la loi de 1892.

Cette organisation du travail n'est pas admise par la loi et l'Administration se trouve, dès lors, dans l'impossibilité de la tolérer.]

Lettre ministérielle du 24 mars 1897.

[La loi du 9 septembre 1848, qui limite à douze heures la journée de l'ouvrier dans les usines et manufactures, s'applique au *travail à la tâche aussi bien qu'au travail à la journée*, la loi n'ayant fait aucune distinction entre ces deux genres de travaux.]

**Circulaire du Ministre de l'intérieur, en date du 23 février 1897,
sur les secours municipaux contre le chômage.**

(Adressée aux préfets.)

[Envoi aux préfets des conclusions adoptées par le Conseil supérieur du travail dans sa session de décembre 1896. Rappel des circulaires précédentes relatives aux encouragements à donner aux œuvres d'assistance par le travail.]

**Loi autorisant la caisse d'assurances en cas de décès
à faire des assurances mixtes.**

(Journal officiel du 18 juillet 1897.)

ART. 1. La caisse d'assurances en cas de décès, instituée en vertu de la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à passer, soit avec les sociétés de secours mutuels au profit de leurs membres participants, soit avec des contractants individuels faisant ou non partie des sociétés de secours mutuels, soit avec les chefs d'industrie au profit de leurs ouvriers, des contrats d'assurances mixtes, ayant pour but le paiement d'un capital déterminé, soit aux assurés

eux-mêmes, s'ils sont vivants à une époque fixée d'avance, soit à leurs ayants droit, et aussitôt après le décès, si les assurés meurent avant cette époque.

Ces assurances ne pourront se cumuler avec d'autres assurances individuelles, en cas de décès, que jusqu'à concurrence de 3.000 francs.

La durée du contrat devra être fixée de manière à ne pas reporter le terme de l'assurance après l'âge de 65 ans.

L'assuré pourra stipuler que moitié seulement de la somme assurée sera payable à ses ayants droit s'il décède au cours du contrat.

ART. 2. Pour pouvoir être l'objet d'une proposition d'assurance mixte, les intéressés devront répondre aux questions et se soumettre aux constatations médicales qui seront prescrites par les polices. En cas de rejet de la proposition, la décision ne devra pas être motivée.

L'assurance produira son effet dès la signature de la police.

ART. 3. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la caisse d'assurances en cas de décès pourra organiser les assurances mixtes aux termes de l'article 1^{er} de la présente loi, ainsi que les modalités de paiement de la première prime et des primes ultérieures.

ART. 4. La caisse nationale des retraites pour la vieillesse est autorisée à recevoir en un seul versement le capital, à quelque somme qu'il s'élève, qui proviendrait d'une assurance mixte contractée dans les conditions qui précèdent. Ce capital servira à la constitution d'une rente viagère immédiate ou différée sur la tête de l'assuré et de son conjoint, ou, en cas de décès au cours de l'assurance, sur la tête du conjoint survivant, dans les conditions prévues par la loi du 20 juillet 1886.

Circulaire du Ministre de l'intérieur, en date du 20 avril 1897, sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

(Adressée aux préfets.)

La loi de finances promulguée le 29 mars dernier contient la disposition suivante :

« Art. 43. A partir du 1^{er} janvier 1897, l'État contribuera dans les conditions de la loi sur l'assistance médicale, et conformément aux barèmes A et B de cette loi, au paiement de toute pension annuelle d'au moins quatre-vingt-dix francs (90 fr.) et de deux cents francs au plus (200 fr.), constituée par les départements ou les communes, d'accord avec les conseils généraux, en faveur de toute personne de nationalité française privée de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et soit âgée de plus de 70 ans, soit atteinte d'une maladie ou d'une infirmité reconnue incurable, sans que le nombre des pensions auxquelles devra contribuer l'État puisse dépasser, par département, deux pour mille (2 p. 0/00) de la population, et que cette contribution, pour cette pension, puisse être supérieure à 50 francs. Cette pension annuelle sera toujours révocable. »

Cette disposition, sanctionnée par l'ouverture d'un crédit spécial au chapitre 44 du budget de l'intérieur, est un premier pas vers la réalisation du vœu voté le 27 décembre 1895, par la Chambre des députés, à l'unanimité de 572 votants, en ces termes : « La Chambre, résolue à organiser dans le plus bref délai possible l'assistance des infirmes et des vieillards indigents par la contribution des communes, des départements et de l'État, prend acte de la promesse faite par le Gouvernement de proposer, dans le budget de 1897, les crédits nécessaires pour jeter les premières bases de cette organisation ».

L'article précité de la loi de finances montre que cet ordre du jour était l'expression de la pensée commune des pouvoirs publics. »

Le Gouvernement, s'autorisant de ce sentiment unanime, a chargé le Conseil d'État de préparer un projet de loi destiné à organiser l'assistance aux indigents âgés ou infirmes ; en même temps il convie les conseils généraux à entrer, sans attendre le vote de ce projet, dans la voie que leur ouvre le Parlement.

La question n'est d'ailleurs pas neuve pour la plupart des assemblées départementales. Une circulaire ministérielle en date du 1^{er} août 1888 a recommandé à tous les départements les essais d'organisation d'un service de secours à domicile que plusieurs avaient spontanément

ment tentés : quelques-uns seulement ont répondu à l'appel du Ministre, mais il en est bien peu qui n'aient reconnu en principe la légitimité de cette assistance.

L'article 43 de la loi du 29 mars 1897 donne le moyen de faire partout une expérience plus étendue, qui sera l'application partielle du principe de l'obligation légale, en ce sens que l'État se trouve astreint à parfaire par ses subventions les allocations annuelles volontairement constituées par les départements et les communes.

Les départements ont ainsi un droit ouvert aux subventions de l'État dans la mesure précisée par les règles ci-après :

1° L'allocation doit revêtir la forme d'une pension, c'est-à-dire qu'elle doit consister en secours à domicile et non en paiement de journées d'hospitalisation ;

2° L'allocation ne doit pas consister en secours précaires et passagers, mais à une pension annuelle telle qu'il convient de l'attribuer à des personnes qui ne sont pas temporairement, mais définitivement, dans l'impossibilité physique de subvenir aux nécessités de l'existence ;

3° L'allocation doit être constituée par le département et la commune, c'est-à-dire que les fonds appelant la participation de l'État doivent figurer dans des budgets locaux ;

4° La contribution de l'État est acquise, d'après les termes mêmes employés par le législateur, « dans les conditions de la loi sur l'assistance médicale et conformément aux barèmes A et B de cette loi » ; elle ne peut donc porter que sur la part de la dépense convertie au moyen de ressources extraordinaires. Cette dépense pourra, en effet, être atténuée, au bénéfice de la commune et du département, par des contributions du bureau de bienfaisance ou de l'hospice ; et il est bien naturel que le bureau de bienfaisance surtout consacre à cet objet une portion de ses recettes, ce qui diminuera d'autant les sacrifices à demander aux contribuables ;

5° Les allocations servies par les communes ne leur ouvriront un droit à la subvention du barème A qu'autant que le département aura préalablement consenti à fournir son contingent. Il ne peut dépendre d'un conseil municipal de créer une dépense obligatoire pour le département. Lorsque le département aura consenti, à l'égard de la commune, à l'application du barème A, il aura droit, de la part de l'État, au bénéfice du barème B ;

6° La contribution de l'État n'ira en effet directement qu'au département, par cette raison que le calcul n'en pourra être fait que par application du barème B, le barème A s'appliquant exclusivement aux rapports du département avec les communes. La loi dit bien que le département pourra constituer la pension à lui seul. Mais cette disposition est subordonnée à l'indication générale que le calcul de la subvention de l'État doit être fait conformément aux barèmes A et B, et doit donc s'entendre des cas où le département consentirait à prendre à sa charge la part de la commune suivant le barème A, sans qu'il soit tenu compte dans l'application du barème B de cette charge supplémentaire acceptée par lui ;

7° Les pensions départementales ou communales, pour appeler la participation de l'État, devront n'être ni inférieures à 90 francs, ni supérieures à 200 francs. Le législateur a estimé qu'un secours annuel inférieur à 90 francs ne devait pas être encouragé parce qu'il ne représente pas une assistance efficace, et que, d'autre part, l'élévation de la pension au-dessus de 200 francs supprimait la nécessité de l'intervention de l'État, l'assisté étant supposé recevoir alors du département et de la commune le minimum indispensable aux besoins de l'existence ;

8° Tout bénéficiaire d'une pension que l'État complètera par sa subvention doit réunir les conditions suivantes :

- a) Être Français ;
- b) Être indigent. Pour apprécier si, en fait, cette condition est réalisée, vous vous entourerez de tous les renseignements que vous croirez utiles de recueillir ; vous exigerez notamment l'avis du bureau d'assistance ;
- c) Être dans l'impossibilité de subvenir par le travail aux nécessités de la vie. Le bureau d'assistance s'assurera que cette condition est réalisée en exigeant un certificat le constatant et signé du médecin ou d'un des médecins du service de l'assistance médicale gratuite ;
- d) Être soit âgé de plus de 70 ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable. Pour cette dernière catégorie, le médecin de l'assistance médicale certifiera en même temps l'infirmité ou la maladie et l'incapacité de travail ;

9° Le nombre des pensions auxquelles l'État contribuera ne devra pas dépasser, sur l'ensemble du département, deux pour mille habitants et dans aucun cas l'État ne fournira

plus de 50 francs par pension. Vous aurez à tenir compte de cette double restriction dans les propositions que vous adresserez au conseil général;

10° La loi dit que « la pension est toujours révocable ». Il est probable que la révocation sera rarement prononcée; les raisons qui pourront amener le bureau d'assistance à la proposer seront, sans doute, soit le changement de situation de l'assisté (guérison imprévue, survenance de ressources, hospitalisation), soit la constatation que le concours serait détourné de son but (abusage de la pension ou emploi de tout ou partie de celle-ci au profit d'autres personnes que le titulaire).

Dans ces limites, la liberté la plus entière est laissée au conseil général pour régler la participation du département aux dépenses. Il pourra, par exemple, déléguer à sa Commission départementale ou confier au préfet la désignation des bénéficiaires en faveur desquels il acceptera de participer au paiement de la pension, subdiviser le crédit voté par lui entre les arrondissements proportionnellement à leur population ou en affecter une part déterminée à certaines catégories de communes (par exemple à celles qui n'ont pas d'hospice).

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUILLET 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Amendes et paiement des salaires. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} juillet 1897. — Rapport, par M. Dubief, au nom de la Commission du travail, sur : 1° la proposition de loi adoptée par le Sénat, sur le paiement des salaires des ouvriers; 2° la proposition de loi de M. Toussaint et plusieurs de ses collègues, ayant pour but d'interdire aux chefs d'industrie ou de commerce, aux administrations privées ou publiques, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis des amendes, des retenues ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire (Doc. parl. n° 2576; *J. O.*, p.).

Expulsion des locataires insolvables. — *Chambre.* — Séance du 5 juillet 1897. — Rapport sommaire sur la proposition de loi ayant pour objet d'empêcher, dans ce qu'elle a de contraire au sentiment de l'humanité, l'expulsion brutale des ménages pauvres et de sauvegarder le mobilier insaisi des locataires insolvables, présenté par M. Odilon Barrot (Doc. parl. n° 2606, *J. O.*, p.).

Assurance-accidents. — *Chambre.* — Séance du 7 juillet 1897. — Rapport par M. Maruéjouls, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Doc. parl. n° 2624; *J. O.*, p.).

Assurances mixtes. — *Chambre.* — Séance du 9 juillet 1897. — Adoption du projet de loi, modifié par le Sénat, ayant pour objet d'autoriser la caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes.

Chômage. — *Chambre.* — Séance du 9 juillet 1897. — Proposition de loi ayant pour but de remédier au chômage forcé qui atteint les ouvriers lorsque l'établissement industriel qui les emploie est frappé de fermeture temporaire, par M. Montaut (Doc. parl. n° 2637; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Caisse d'épargne. — *Sénat.* — Séance du 12 juillet 1897. — Rapport, par M. Monestier, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de la convention conclue à Paris, entre la France et la Belgique, pour l'exécution du service de la caisse d'épargne entre les deux pays. (Doc. parl. n° 239; *J. O.*, p.). Urgence déclarée. Adoption.

Code du travail. — *Chambre.* — Séance du 12 juillet 1897. — Proposition de loi sur le Code du travail, livre I^{er}, titres II et III : admission au travail et durée du travail, déposée par M. Groussier et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2652; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Marchandage. — *Chambre.* — Séance du 16 juillet 1897. — Proposition de loi ayant pour but de réprimer les abus du marchandage en assurant aux ouvriers le paiement intégral de leur salaire, présentée par M. Ernest Roche et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2667; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Syndicats professionnels. — *Sénat.* — Séance du 19 juillet 1897. — Projet de résolution ayant pour objet de nommer une Commission chargée de rechercher quels sont les syndicats professionnels qui, par leur organisation ou par leur fonctionnement, nécessitent l'application de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884, déposé par M. Marcel Barthe (Doc. parl. n° ; *J. O.*, p.).

JURISPRUDENCE.

Louage de services. — Renonciation détournée aux bénéfices de l'article 1780 du Code civil.

La clause d'une convention de louage, fixant à une somme dérisoire l'indemnité due en cas de brusque congé ou d'abandon d'emploi, est nulle comme constituant une renonciation indirecte au droit éventuel, ouverts aux contractants par le nouvel article 1780 du Code civil, de se demander réciproquement la réparation du dommage causé, au cas où le contrat serait résilié par la volonté d'un seul d'entre eux.

Il s'agissait dans l'espèce d'un employé de commerce engagé aux appointements de 110 francs par mois, plus un intérêt sur les affaires, avec spécification d'une indemnité de 10 francs par mois en cas de brusque congé ou d'abandon d'emploi.

Cour d'appel d'Alx; 3 mars 1897. Ducrès c. Lévy frères.

Loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des ouvriers adultes. Établissements soumis à la loi.

En visant exclusivement les usines et manufactures, la loi du 9 septembre 1848 a entendu y comprendre tous les établissements clos et couverts dans lesquels s'exerce une industrie et que leur importance ne permet pas de considérer comme des ateliers domestiques.

L'exercice d'une industrie peut être caractérisé par le fait que des matières premières subissent un assemblage, des combinaisons et transformations qui en modifient l'aspect, les qualités et la destination ou l'usage d'une façon très sensible.

L'importance d'un établissement résulte de l'emploi d'un moteur mécanique commandant ses divers engins, auxquels sont employés simultanément un grand nombre d'ouvriers.

Dans de telles conditions de travail, l'ouvrier se trouve placé dans une sorte de dépendance en regard du moteur mécanique; sa personnalité est en quelque sorte supprimée en tant que volonté ou initiative par les exigences d'une œuvre d'ensemble sans cesse commandée par l'outil lui-même; et c'est bien contre l'abus pouvant résulter de la durée de travaux ainsi ininterrompus que le législateur de 1848 a voulu protéger l'ouvrier, impuissant isolément à débattre avec le patron la réglementation des heures de travail (1).

L'exemption prévue par le décret du 17 mai 1851 en faveur des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, etc..., ne vise que les ouvriers employés *exclusivement* à ces travaux.

Il s'agissait dans l'espèce d'une fabrique de salaisons à moteur mécanique occupant 65 ouvriers, dont quelques-uns étaient occupés à la conduite des fourneaux et étuves mais concurremment avec d'autres travaux.

Cour d'appel de Paris, 12 décembre 1896.

(1) Une Circulaire ministérielle du 25 novembre 1885 a prescrit aux Inspecteurs du travail de considérer comme soumis à la loi de 1848 tous les établissements auxquels s'appliquait la loi antérieure du 22 mars 1841 sur le travail des enfants employés dans l'industrie, savoir : 1° tous les établissements à moteur mécanique et à feu continu ainsi que leurs dépendances; 2° toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations des 125 syndicats patronaux groupant 11.120 établissements, où sont occupés 356.200 ouvriers, sur l'état du travail à la fin du 1^{er} semestre de cette année par comparaison avec ce qui existait un an auparavant :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
	—	—	—
Travail plus abondant	11 p. o/o	8 p. o/o	12 p. o/o (environ)
Travail équivalent	47 —	45 —	19 —
Travail moins abondant	42 —	47 —	69 —
Prix de vente plus rémunérateurs	5 —	1 —	6 —
Prix de vente équivalents	44 —	40 —	17 —
Prix de vente moins rémunérateurs	51 —	59 —	77 —

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis 3 mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse	18 —	11 —	10 —
Prix sans variation	51 —	44 —	29 —
Prix de vente en baisse	31 —	45 —	61 —

Si l'on rapproche ces résultats de ceux publiés dans le bulletin d'août 1896, on constate que la situation est, dans l'ensemble, restée à peu près équivalente à celle de l'an dernier, mais avec quelque tendance à devenir plus mauvaise, notamment pour les prix de vente qui sont estimés moins rémunérateurs.

Durant le mois d'août, la situation signalée dans le dernier bulletin s'est peu modifiée, le travail est toujours actif dans les mines, les carrières, le travail du bois (charpente, menuiserie), dans l'industrie métallurgique et dans l'industrie du bâtiment. Morte-saison dans l'industrie du livre, l'industrie du cuir (chaussures et ganterie principalement); travail ralenti dans

les filatures et tissages; la rubanerie, l'industrie du vêtement, la bonneterie, la chapellerie sont aussi en morte-saison.

Dans l'ensemble, on estime que l'accalmie habituelle des affaires, constatée pendant la période des vacances, a été plus accentuée que celle de l'an dernier.

Parmi les 465 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 124.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 août, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 6 p. o/o. 12 p. o/o des syndicats groupant 7 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 57 p. o/o des chambres syndicales avec 69 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été en même quantité et 31 p. o/o des syndicats comprenant 24 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

Une hausse variant de 5 à 10 centimes par 2 kilogrammes de pain s'est produite dans la plupart des villes; de même les prix de la viande de bœuf et de porc, des légumes, des œufs, du cidre ou du vin ont augmenté dans quelques centres.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — HORTICULTURE. — FORÊTS. — Pêche plus fructueuse que le mois dernier sur les côtes, grâce à un temps plus favorable. Les travaux dans les jardins sont fort avancés; le départ de la clientèle urbaine en villégiature accentue le ralentissement du travail. L'exploitation des forêts n'a pas encore repris; un certain nombre d'ouvriers qui avaient pu s'occuper aux travaux des champs se trouvent à fin d'ouvrage, les moissons étant terminées.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois d'août, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
1	2	3	4	5	6	7
Nord et Pas-de-Calais....	5,93	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Loire.....	5,83	"	"	"	22	78
Gard et Hérault.....	5,98	"	"	"	51	49
Provence (lignites)....	4,69	"	17	57	5	95
Tarn et Aveyron.....	5,88	"	"	"	26	"
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,73	"	"	"	43	57
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,93	"	"	"	100	"
ENSEMBLE pour la France.	5,91	"	"	1	37	63
					29	70

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,85; il était de 5,65 en août 1896.

CARRIÈRES. — 3 p. o/o de chômeurs chez les carriers. Le travail suit les variations de l'activité de l'industrie du bâtiment dans la région environnante. Amélioration chez les carriers de Saint-Restitut (Drôme), Montaliou - Vercieu et Porcieu-Amblagnieu (Isère); ralentissement du travail chez ceux de Fonvieille (Bouches-du-Rhône); pour le reste, pas de changement.

ALIMENTATION. — Dans la minoterie, travail plutôt moins abondant que l'an dernier, les acheteurs se montrent réservés par suite du prix élevé de la matière première. Chez les boulangers, le ralentissement habituel du travail pendant les vacances a été accentué par la hausse du prix du pain à la suite de celle des farines, certains patrons ayant dû, pour diminuer leurs frais, renvoyer une partie de leur personnel; cette diminution des places disponibles n'a été compensée qu'en partie par une augmentation des places offertes à la campagne; on compte 17 p. o/o de chômeurs chez les boulangers, 7 p. o/o chez les pâtisseries-cuisiniers. Placement plus facile que l'an dernier chez les boulangers dans la région de Périgueux et Angers; chez les cuisiniers de Paris; moins facile chez les boulangers de Paris, Rochefort et Constantine, chez les cuisiniers de Saint-Étienne; pas de variations depuis le mois dernier dans les autres villes.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Morte-saison annuelle pendant la période des vacances. On estime que 10 p. o/o des ouvriers syndiqués sont atteints par le chômage dont 14 p. o/o à Paris et 5 p. o/o en province. 19 p. o/o des syndicats groupant 14 p. o/o des adhérents considèrent que le travail est moins abondant que l'an dernier à pareille époque, 59 p. o/o des syndicats avec 23 p. o/o des syndiqués jugent qu'il est en même quantité et 22 p. o/o des chambres syndicales avec 63 p. o/o des membres le tiennent pour plus faible.

En particulier, l'ouvrage est jugé plus abondant que l'an dernier à même époque chez les ouvriers typographes de Boulogne-sur-Mer, Nancy, Toulon, Nîmes, Angoulême, Châteauroux, Châteaubriant, Brest; moins abondant chez les typographes de Paris, Arras, Montbéliard, Besançon, Saint-Étienne, Marseille, Tarbes, Cognac, Chartres, Saint-Brieuc, Pont-Audemer et Rouen (lithographes); dans les autres villes, il n'est pas signalé de modifications par rapport au mois précédent.

CUIRS ET PEAUX. — L'amélioration qui s'était manifestée dans la préparation du cuir ne s'est pas maintenue; la cordonnerie et la ganterie sont en morte-saison, qui est estimée plus forte que celle de l'an dernier. On compte 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 11 p. o/o chez les ouvriers en chaussures et un cinquième chez les gantiers.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier notamment chez les mégissiers de rivière d'Annonay, et de Graulhet, chez les ouvriers en chaussures de Saint-Michel (Aisne), de Limoges; plus faible chez les ouvriers en cuir de Dijon; chez les ouvriers en chaussures de Paris, Boulogne-sur-Mer, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) Brest et Fougères, chez la majorité des gantiers dans l'Isère, à Millau et à Niort; chez les gantiers reprise du travail; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — L'accalmie signalée le mois dernier dans les filatures et tissages s'est maintenue tant dans l'industrie lainière et cotonnière que dans celle de la soie; cependant les prix de façon, qui avaient fortement baissé, tendent à devenir

plus fermes. C'est de plus la période habituelle de ralentissement du travail pendant les vacances et pendant l'échantillonnage. Morte-saison également chez les bonnetiers, chez les passementiers-rubaniers, tapissiers, ouvriers de l'industrie du vêtement et de la chapellerie; la journée est réduite pour les ouvriers employés au temps et pour ceux qui travaillent aux pièces, les façons tendent à baisser.

L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier, à pareille époque, chez les tisseurs d'Angers et chez les chapeliers de Sept-Fonds (Tarn-et-Garonne); moins abondant dans une partie des tissages à la main; dans les filatures et tissages mécaniques de Reims, Moussey, dans le Rhône, l'Isère, à Condé-sur-Noireau (Calvados), Flers, Lillebonne; chez les bonnetiers de Corbie (Somme) et Falaise; chez les voiliers du Havre; chez les passementiers de Paris, les rubaniers de Saint-Didier (Haute-Loire); chez les tapissiers de Bordeaux, les tailleurs de Nancy, Tarbes et Poitiers; chez les chapeliers de Nancy, Lyon, Bourgneuf (Creuse), Rennes et le Mans; pas de changement depuis le mois précédent pour le reste.

Bois. — L'activité signalée chez les charpentiers-menuisiers se maintient : 2 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers, 1 p. o/o chez les menuisiers. Chez les ouvriers en voitures, le travail est également satisfaisant, 1 p. o/o de chômeurs. 4 p. o/o chez les tonneliers; pour ces derniers, l'approche des vendanges amène une reprise du travail, mais la saison est estimée moins bonne que celle de l'an dernier. 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en meubles. Chez les boutonnières-tabletliers et chez les brossiers, l'activité déjà signalée s'est un peu ralentie à la suite de l'application du nouveau tarif américain.

L'ouvrage est jugé plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers de Paris, Auxerre, Marseille; chez les ouvriers des scieries de Hermes (Oise); chez les menuisiers de Valence et du Mans; chez les peintres en voitures de Paris et les carrossiers de Marseille; chez les galochiers-sabotiers de Romans (Drôme); chez les tourneurs de Hasnon (Nord); chez les ouvriers en meubles de Perpignan; moins abondant chez les menuisiers de Reims et Chambéry; chez les tonneliers de Boulogne-sur-Mer, Lyon, Vayres et Preignac (Gironde), Morlaix et Alger; chez les ouvriers en meubles de Versailles et Saint-Loup (Haute-Saône); chez les boutonnières en os et dominotiers de Méru (Oise); chez les brossiers de Saint-Sauveur (Oise), les ouvriers en peignes d'Oyonnax, les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse); la situation est demeurée sans changement pour le reste.

MÉTALX. — Situation générale sans changement, tendance à l'accalmie dans les transactions, par suite de la période des vacances, dans la métallurgie. La serrurerie suit les fluctuations locales de l'industrie du bâtiment. Les ateliers de constructions mécaniques sont encore assez occupés, sauf ceux des machines agricoles pour lesquels il y a un certain ralentissement; de même chez les ferblantiers-boîtiers. Reprise du travail chez les électriciens et chez les ouvriers en bronze. 4 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes; 1 p. o/o chez les chauffeurs-mécaniciens et ouvriers du fer.

Ouvrage estimé plus abondant que l'an dernier chez les forgerons de Gespunsart (Ardennes) et de Toulon; chez les chaudronniers de Durfort; moins abondant chez les métallurgistes de Joigny (Ardennes), Nancy, Grenoble, Toulouse et Châteauroux, chez les chaudronniers de Bordeaux, chez les ouvriers en bronze de Paris, Lyon, les bijoutiers de Bordeaux et les graveurs de Saint-Denis; dans les autres centres, la situation est jugée sans modifications notables.

BÂTIMENT. — Les tailleurs de pierre et maçons sont toujours bien occupés, cependant un ralentissement du travail, par suite de l'achèvement de constructions

en cours, s'est manifesté sur certains points. On compte 9 p. 0/0 de chômeurs chez les tailleurs de pierre et maçons, 10 p. 0/0 chez les peintres-plâtriers.

L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre et maçons de Nancy, Millau, Échillais, Dun-sur-Auron (Cher), Châteauroux, Nantes (granitiers), Rennes et Lorient; chez les marbriers en cheminées de Cousolre (Nord); moins abondant chez les sculpteurs de Lyon et Bordeaux; chez les marbriers en pendules de Cousolre (Nord); chez les ouvriers du bâtiment d'Évian, Grenoble, Toulouse, Brive, la Roche-sur-Yon et Nantes, chez les couvreurs de Limoges, chez les peintres de Roubaix et Clermont-Ferrand; il n'a pas été signalé de variations pour le reste depuis le mois dernier.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière et la fabrication des ciments ont maintenu leur activité, sauf dans certains centres où un ralentissement passager s'est produit par suite de circonstances locales. Dans la céramique et la verrerie, situation stationnaire.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La période des vacances a amené le ralentissement habituel des affaires, qui atteint, plus particulièrement, dans les grands centres, les cochers, les camionneurs, les garçons de magasin, les employés de commerce, les comptables, les employés et ouvriers de l'alimentation qui ont plus de 15 p. 0/0 de chômeurs et autant chez les coiffeurs.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les marins du commerce de Marseille et de Bordeaux, les cochers de Montpellier, Nantes et Rennes; chez les journaliers du port du Havre; chez les employés de commerce de Versailles, et chez les garçons restaurateurs-limonadiers de Paris, Cannes, Toulon et Bordeaux; pour les autres, la situation est estimée sensiblement analogue à celle du mois dernier.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Somme. — Chez les *charcutiers* d'Amiens, affaires moins actives que l'an dernier, cette diminution est attribuée au prix élevé du porc.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — La *sucrerie* avait vu sa situation s'améliorer, au commencement du premier semestre de 1897, grâce à une augmentation de l'exportation des sucres indigènes, ce qui avait allégé le marché; néanmoins, en mai, on restait avec un stock de 323.079 tonnes contre 296.323 l'an dernier. Les cours des sucres, pour la campagne prochaine, sont restés au-dessous de ceux de l'an dernier, et les ensemencements ont été estimés inférieurs à ceux de la campagne précédente. Peu de variations sur les *huiles* de colza et de lin. Celles d'œillette ont obtenu une hausse de 10 francs par hectolitre, hausse attribuée à l'augmentation momentanée de la consommation. Les suifs ont subi une baisse de quelques francs, par rapport aux cours pratiqués à la fin de l'an dernier; cette baisse serait due à la diminution de la consommation et aussi à l'emploi plus fréquent de suifs étrangers et d'huiles de palme pour la fabrication des bougies. Dans l'ensemble, les affaires ont été calmes, les approvisionnements faibles.

L'industrie de la *chaussure* a continué à progresser, bien que les prix de vente n'aient pas toujours été en rapport avec ceux des cuirs. Les ateliers se sont transformés et agrandis. Les commandes ont été assez abondantes depuis Pâques jusqu'à la Pentecôte, et les ouvriers ont pu difficilement suffire aux demandes. En fin de semestre, le travail s'est ralenti; mais la saison d'hiver qui va reprendre semble devoir fournir encore un ouvrage abondant.

La *filature de coton* a vu sa situation devenir plus mauvaise, par suite de la diminution du prix des filés, pour lesquels la marge laissée aux fabricants entre les cours des cotons en

laine et ceux du produit fabriqués est estimée insuffisante. On attribue cette baisse à la diminution des demandes des tissages. Les *retorderies* pour passementeries ont été assez bien occupées, et avec de bons prix; la situation a été moins favorable pour les retors coton pour filets de pêche; l'écoulement s'est fait difficilement. Les *tissages de velours de coton* tant en velours écrus qu'en velours teints ont été peu occupés, les prix de vente peu avantageux; des stocks importants ont pesé sur les cours. Les *teintureries* et ateliers de *coupe de velours*, principalement les ateliers de coupe à la main, ont subi l'influence du ralentissement du travail dans les métiers qui les alimentent. Dans l'ensemble, la situation s'est présentée comme inférieure à celle de l'an dernier; cependant, une reprise s'est manifestée en juin. Dans la *bonneterie de coton*, les ordres, qui étaient venus à la fin de 1896 en moins grand nombre que les années précédentes, ont continué à être rares; l'alimentation journalière des métiers s'est faite difficilement; malgré des réductions consenties sur les prix de vente, on a à grand-peine évité les chômages. On attribue cet arrêt des affaires aux difficultés des transactions en Orient et surtout aux États-Unis.

Dans l'*industrie lainière*, les prix des laines brutes, qui semblaient devoir baisser par suite du ralentissement de la production, avaient, au contraire, éprouvé une hausse passagère de 10 p. o/o, par suite des achats faits par les Américains, en prévision des nouveaux droits d'entrée. Cette fluctuation des cours, à laquelle venait se joindre la diminution des commandes, a rendu plus difficile la situation générale de l'industrie. Les *peignages* ont été difficilement alimentés, et des réductions de prix ont dû être consenties. Les *filatures*, principalement celles en numéros fins, ont diminué leurs heures de travail et leurs prix de façon. Les filatures en gros numéros ont été mieux pourvues de commandes et ont obtenu une certaine marge dans leurs prix. Par suite de l'hiver sans froid de 1896-1897, la *bonneterie de laine* n'a reçu que des ordres de réassortiment; les magasins sont restés encombrés dans les maisons de détail et encore plus dans les maisons de gros, malgré la baisse des prix de vente. Les chômages, chez les ouvriers, ont été fréquents.

Dans l'*industrie linière*, les cours des lins russes se sont bien maintenus; ceux de Belgique et de Picardie ont éprouvé une légère baisse due à leur emploi moins fréquent. En *filature*, les fils de lin et d'étoupe à sec ont pu se maintenir aux pleins prix pratiqués l'an dernier; la filature est engagée jusqu'en fin 1897. Les fils mouillés, sauf les numéros moyens, qui ont été moins recherchés, ont donné lieu à un bon courant d'affaires. Dans les *tissages de toile*, l'activité et les prix du semestre précédent ont été maintenus pendant le premier trimestre de 1897; mais le second trimestre a marqué un certain ralentissement, et, malgré une baisse de prix, des stocks se sont formés.

Dans l'*industrie des jutes*, les cours des matières premières ont baissé depuis le commencement de l'année; mais, après des fluctuations assez sensibles causées en partie par des appréciations inexactes de la récolte, fluctuations qui ont réagi malheureusement sur la marche de l'industrie. Pendant le premier trimestre de 1897, les *filatures* et les *tissages* avaient pu écouler leurs produits avec une certaine marge; mais, pendant le deuxième trimestre, les prix ont baissé et, à certains moments, plus rapidement que ceux de la matière première, ce qui a amené une gêne dans les filatures, et plus encore dans les tissages. Les *ficelleries*, *corderies*, *cordageries* ont été bien occupées, mais à des prix estimés peu rémunérateurs, par suite de l'augmentation de la concurrence intérieure.

Peu d'activité dans la fabrication des *satins pour chaussures*, de même dans l'*anacoste* pour vêtements religieux; les prix en baisse ont été estimés désavantageux. L'*anacoste*, pour bains de mer, a donné lieu à un certain courant d'affaires. Les articles *laine* et *soie*, malgré la grande concurrence des fabriques étrangères, ont pu procurer un travail abondant. L'activité s'est maintenue dans les *velours d'Utrecht*, *peluches de soie*, *tapis*, *velours* et *peluches de lin* et *articles d'ameublement*.

L'*industrie de la confection*, qui occupe actuellement 5.000 ouvriers et ouvrières dans 18 maisons, a continué à travailler activement; mais les prix de vente, par suite de l'augmentation de la concurrence, sont devenus moins rémunérateurs.

Les *scieries* et industries travaillant le bois ont été moins facilement alimentées, et à des prix plus élevés que ceux de l'an dernier, principalement en bois du Nord; les prix des *bastings*, notamment, ont continué à hausser; les stocks en bois du Nord sont restés inférieurs à la moyenne.

A Amiens, les *fondeurs*, *chaudronniers*, *mécaniciens* ont été bien alimentés de commandes, mais moins que l'an dernier. A Albert, les *constructeurs-mécaniciens* et *fondeurs* ont été plus

favorisés et sont assurés de travail pour plusieurs mois. A Ham, travail actif dans la *chaudronnerie*, notamment pour l'exportation; la *mécanique* a été moins occupée que l'an dernier.

A Amiens, le *commerce de détail* des tissus, quoique assez actif, a vu diminuer son chiffre d'affaires et surtout ses bénéfices, par suite de l'augmentation de la concurrence des déballages et des colporteurs.

Nord. — *Industries textiles.* — Pendant le mois de juillet, la situation des *tissages de toiles* s'est, depuis peu, légèrement améliorée sans pourtant répondre complètement aux désirs des producteurs. Les expéditions en gare d'Armentières sont en diminution de 25 p. o/o environ sur la période correspondante de l'année 1896. Par messageries et voitures, les affaires ont été, d'autre part, à peu près nulles.

La *filature de lin*, quoiqu'encore bien alimentée par des ordres antérieurs, a un courant d'affaires assez calme pour le moment. Quelques essais de grèves partielles, dont le but principal n'était d'ailleurs pas une question de salaires, ont eu lieu, il y a quelque temps, sans amener aucun changement dans les conditions du travail.

A Roubaix-Tourcoing, la situation est toujours plutôt mauvaise. La fabrique reçoit peu d'ordres et les métiers ne battent pas régulièrement, il y a de nombreux chômages partiels. On espère néanmoins que le mois de septembre amènera des affaires plus actives. — *L. Letombe.*

A Lille, dans l'industrie du *cuir*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix de vente moins rémunérateurs par suite du prix élevé de la matière première.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI. — Pendant le premier semestre de 1897, la *sucrierie* a terminé sa campagne dans des conditions plus favorables que celles qu'elle avait eues à la fin de l'an dernier; mais les prix de vente sont restés faibles et estimés généralement non rémunérateurs. Une fabrique a fermé, mais une autre est en construction. La *minoterie* a travaillé à demi-force et de jour seulement dans un grand nombre d'usines; on attribue ce ralentissement du travail à l'élévation du cours du blé et à la diminution des commandes de farines pour l'exportation. Le temps pluvieux et plus froid que l'an dernier a contrarié la campagne de la *brasserie* qui a été moins occupée que l'an dernier. Dans les fabriques de *chicorée*, le travail a été actif et les prix de vente obtenus avantageux dans les établissements ayant des marques connues, la situation a été plutôt difficile pour les autres. La durée du travail a été d'environ cinq jours par semaine, avec des heures supplémentaires pendant une partie du travail d'hiver. On a employé environ vingt millions de cossettes de chicorée dont un quart a été récolté dans la région, le reste provenant de Belgique.

Dans les *huileries*, production normale, mais ventes faibles; l'huile de colza a maintenu ses prix de vente, mais celle de lin, qui forme la production principale de la région, a baissé de 6 francs par 100 kilogrammes pendant ce semestre. Il en est résulté que la morte-saison habituelle a été plus accentuée que les années précédentes; quelques usines ont supprimé leur poste de nuit et ne travaillent que de jour. Les *savonneries* ont eu un travail et une vente actifs; mais les prix ont baissé d'un peu plus de 10 p. o/o, et ont été estimés moins rémunérateurs; l'abondance des stocks a pesé sur les cours.

Dans les *tissages de laine*, les métiers à bras sont à peu près arrêtés, par suite du manque de commandes et par les travaux des *champs* qui occupent tous les ouvriers. Dans les métiers mécaniques, l'activité s'est ralentie, un établissement est arrêté et va fermer; dans la plupart des usines, on fait 50 à 60 heures par semaine au lieu de 72 heures et tous les métiers ne battent pas. Au début de l'année, la perspective des nouveaux droits en Amérique avait amené une augmentation des commandes, bien qu'avec des prix peu avantageux, mais, depuis juin, le travail a sensiblement diminué. Les salaires des ouvriers se sont ressentis de cette accalmie des affaires et ont été réduits; ils ont cependant augmenté dans certains genres mous-selines à la suite de commandes pour l'exportation. Il y aurait afflux de main-d'œuvre si les travaux des champs ne permettaient d'employer la plupart des ouvriers d'industrie sans ouvrage. Dans l'industrie des *tulles*, une reprise s'est produite dans les genres unis, quelques fabricants ont aussi monté des métiers à broder; morte-saison dans les genres nouveautés, où les ouvriers ont été taxés à un tiers de journée. La production des *tissus de lin*, *batistes* et *linons* a augmenté, beaucoup d'ouvriers, de l'industrie lainière, sans ouvrage s'étant portés sur l'industrie lainière, ce qui a amené un afflux de main-d'œuvre et une surproduction. Les

prix de façon sont restés stationnaires au tarif adopté, il y a quelques années, d'accord avec les ouvriers.

Les ateliers de *teinture et apprêts* se sont ressentis de l'accalmie des métiers qui les alimentaient ; des chômages se sont produits. Dans les *blanchisseries*, activité satisfaisante et prix maintenus, il y aurait même eu parfois insuffisance de main-d'œuvre.

Meuse. — A Bar-le-Duc, on estime que dans l'ensemble des industries, pendant le deuxième trimestre 1897, les affaires ont été d'un cinquième moins élevées que l'an dernier pendant le deuxième trimestre de 1897 ; il y a eu peu de chômage, la réduction ayant porté principalement sur la durée du travail.

Loire. — Travail moins abondant que l'an dernier à même époque dans la *rubanerie* de la région de Saint-Étienne ; prix avec tendance à la baisse ; c'est d'ailleurs l'époque de la morte-saison.

Rhône. — A Tarare, pendant le deuxième trimestre de 1897, le travail a un peu repris dans la *soierie*, il a baissé dans les *apprêts* où le chômage est devenu plus sensible.

Var. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *chaudronniers* de la Seyne, on a augmenté le nombre des heures supplémentaires.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, affaires moins abondantes que l'an dernier chez les *fabricants bijoutiers* par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère. Les ouvriers ont fait en moyenne 40 heures par semaine.

Gard. — Affaires moins abondantes et moins avantageuses que l'an dernier chez les boulangers d'Alais, c'est l'époque des vacances, la chaleur et la hausse des farines ont amené une diminution de la consommation.

Dans la région de Nîmes, la situation des diverses industries nîmoises ne s'est pas modifiée. Les *tissages* voient décroître leur activité, les affaires en *bonneterie* sont calmes ; de même, situation difficile pour la *passenterie*, dont les prix de vente sont en baisse. La *confection des vêtements d'hommes* fournit toujours du travail à un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières ; celle de la *chaussure* également ; cette dernière partie manque de vrais ouvriers cordonniers connaissant à fond leur métier de façon à bien finir la solide et belle chaussure sur commande. Il y a très peu d'activité dans tout ce qui touche au bâtiment ; le nombre des immeubles en construction est très petit, par suite du malaise industriel et commercial. Néanmoins on ne peut s'apercevoir en ce moment du chômage de certains métiers. Tout individu inoccupé, homme, femme, enfant, travaille actuellement aux vendanges qui sont commencées depuis le 23 août environ et qui fort heureusement produiront, cette année, beaucoup de vin et, par conséquent, beaucoup de travail, par suite du mouvement commercial engendré par la grosse récolte.

Tarn. — Pendant le deuxième trimestre 1897, dans la *tannerie* et dans la *mégisserie*, cette dernière notamment, travail assez actif et peu de chômage. L'écoulement des produits s'est fait assez facilement, mais à des prix jugés peu rémunérateurs. Dans l'industrie *textile*, sur 78.000 broches, 52.000 ont travaillé ; l'activité a été bonne dans le travail en usine ; pas de chômage signalé ; les magasins ont pu écouler normalement leurs produits. La situation de la *chapellerie* est devenue plus mauvaise que pendant le précédent trimestre ; le nombre des ouvriers occupés a continué à diminuer, on n'a travaillé qu'une partie de la semaine. Dans les fabriques d'*arçons*, on a dû réduire la production et la durée du travail ; de même dans la *brosserie*, par suite de la difficulté d'écoulement des marchandises. Travail régulier dans la fabrication des *broderies*, les *couperies de poils de lapins* et dans les *effilochages de chiffons*. Dans la *métallurgie*, à Saint-Guéry (900 ouvriers et ouvrières), fabrication active et ventes suivies. Dans la *verrerie*, ventes faibles malgré la baisse des prix ; à Albi (213 ouvriers), deux fours sont en activité.

A Mazamet, les ateliers de *mégisserie*, qui s'étaient formés à côté de ceux de *délainage de peau* et avaient pu trouver une main-d'œuvre abondante, par suite de la fermeture de plusieurs fabriques de drap, ont continué à se développer, le matériel s'est perfectionné et les chômages, momentanément constatés, ont été causés par le manque d'eau.

Loire-Inférieure. — Travail moins actif et commandes moins abondantes que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*, à Nantes; les prix, par suite des rabais consentis dans les adjudications, sont moins rémunérateurs.

Manche. — Pendant le premier semestre 1897, situation industrielle à peu près équivalente à celle de l'an dernier; une *corderie*, à Granville, a fermé; d'autre part, les ateliers de *fonderie* et de *chaudronnerie* de Cherbourg ont été plus occupés que l'an dernier, grâce à de nouvelles commandes tant pour la France que pour l'étranger. Le prix du beurre a, pendant le premier semestre, éprouvé une baisse sensible estimée à un quart du taux habituel; le cidre a augmenté par suite de la mauvaise apparence de la récolte des pommes.

Calvados. — Dans la région de Lisieux, l'activité du travail a eu tendance à diminuer depuis le précédent trimestre; deux établissements qui occupaient 50 ouvriers ont fermé. On estime que le chômage a atteint un peu plus du quart des ouvriers dans l'industrie *lainière*, du cinquième dans l'industrie *linière* et dans l'industrie du *cuir*, 5 p. o/o dans l'industrie du *bâtiment*.

Seine-Inférieure. — Dans la région de Darnétal, pendant le deuxième trimestre de 1897, travail suspendu, parfois 2 et 3 jours par semaine, dans les *tissages* et *filatures*, par suite de l'insuffisance des commandes; ces deux industries occupent 1.500 à 1.600 ouvriers. Les ateliers d'*impression*, et principalement ceux de *teinture*, se ressentent de l'accalmie du travail dans les filatures et tissages; dans les ateliers de teinture, on ne travaille souvent que 2 ou 3 jours par semaine. La situation s'est un peu améliorée dans l'industrie du *bâtiment*, sauf chez les *tailleurs de pierre*, dont un grand nombre sont atteints par le chômage.

A Rouen, dans une réunion des principaux *filateurs de coton* de la région normande, représentant 700.000 broches, on a décidé de suspendre le travail le lundi de chaque semaine, afin de limiter la production. On a nommé une commission chargée de mettre en rapport avec les industriels des autres régions (Basse-Normandie, Nord, Aisne et Vosges), et d'arriver à une entente commune.

Au Havre, morte-saison dans l'industrie du *camionnage* (2.500 ouvriers); les arrivages sont très faibles; les prix obtenus par les entrepreneurs sont en baisse et estimés non rémunérateurs; les salaires des ouvriers ont également été réduits.

CHAMBRE DE COMMERCE DE FÉCAMP. — Pendant l'année 1896, le port de Fécamp a armé, pour la pêche de Terre-Neuve, 41 navires jaugeant 8.185 tonneaux avec 1.216 hommes d'équipage. Le produit brut de la pêche (morues, huiles, rogues) a été évalué à 3.623.000 tonnes; le produit moyen par navire s'est trouvé inférieur à celui de l'année précédente; cette diminution a été attribuée au bas prix de la morue. Le gain du marin au lot a été de 455 francs, auxquels il y a lieu d'ajouter 550 francs d'avances diverses. Pour la *pêche du hareng*, on a armé 28 bateaux avec 591 hommes d'équipage; la vente des harengs frais et des harengs salés a produit 1.393.144 francs, en diminution de 4.500 francs par bateau. Les petits bateaux de Fécamp, Yport et Étretat ont pêché pour 219.000 francs de harengs frais. Dans l'ensemble, la campagne a été moins bonne que l'an dernier; les marins n'ont touché sur leurs lots que 218 francs en moyenne, auxquels il faudrait joindre 500 francs, touchés d'autre part, ce qui donne 718 francs pour les 7 mois de campagne, en diminution de 23 fr. 50 sur la moyenne de l'année 1895. Cette campagne défavorable a atteint les ateliers des constructions navales, auxquels les armateurs ont peu commandé cette année. La *pêche du maquereau* n'a pas été plus favorisée; on a armé 18 bateaux de 1.532 tonneaux, avec 392 hommes d'équipage, qui ont rapporté, en maquereaux salés, frais, conservés dans la glace et rogues, pour 185.550 francs. Le gain du marin sans filets a été de 160 francs pour les 3 mois de campagne. L'importation de la *glace de Norvège* est restée stationnaire avec 1.027 tonnes de glace; elle tend cependant à devenir plus importante, grâce aux commandes plus nombreuses pour la pêche du hareng sur la côte d'Écosse pendant la campagne d'été.

La *minoterie*, en 1896, qui avait pu profiter de l'abondante récolte de blés de la région et avait sensiblement augmenté sa production, a été ensuite arrêtée par l'abondance des stocks de farine. L'*huilerie* a été éprouvée par des récoltes de matières premières inférieures aux années précédentes, les produits fabriqués ont obtenu un peu de hausse; mais la consommation a été plus faible que les années précédentes et la concurrence faite par les huiles minérales aux huiles de colza a été en augmentant.

La *tannerie*, contrariée par les prix élevés des cuirs en poils, alors que les cuirs préparés n'obtenaient aucune amélioration, a fait une campagne estimée non rémunératrice.

En *filature*, la récolte des États-Unis n'ayant pas répondu aux espérances, une hausse s'est produite sur la matière première qui n'a pas été suivie d'une égale augmentation sur les produits fabriqués. Un certain nombre de filatures ont réduit leur durée de travail. Dans les *tissages*, l'importance des stocks et la rareté des demandes ont amené une diminution de la production estimée à un tiers de celle de l'année précédente. La *corderie* a été bien occupée.

Grâce à l'activité de l'industrie du *bâtiment* dans toute la région desservie par le port de Fécamp, l'importation des *bois* a continué à progresser; malgré une hausse sur les bois du Nord et, dans une moindre proportion, sur ceux de l'Amérique et du Canada, les scieries ont été bien occupées.

Dans les chantiers de *constructions navales*, 4 bateaux-pêcheurs, dont 1 à vapeur, ont été exécutés; les commandes de 3 navires pour la pêche de Terre-Neuve n'ont pas été obtenues par l'industrie locale, elles ont été accordées aux chantiers de Saint-Malo. Dans l'industrie des *liqueurs et vins*, la liqueur de *Bénédictine* est passée de 960.243 bouteilles, en 1895, à 1.002.944, en 1896. D'autre part, la récolte des pommes à cidre, satisfaisante dans la région, a amené une diminution dans la vente des vins et des alcools.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Placement plus difficile que l'an dernier et que le mois précédent chez les travailleurs de la *boulangerie*, l'augmentation des prix de revient attribuée en partie à la hausse des farines ayant amené un certain nombre de patrons à travailler eux-mêmes et à renvoyer une partie de leur personnel. 11 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *biscuits et pains d'épices*, qui font de 40 à 45 heures par semaine, c'est de plus la morte-saison. 6 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*, placement plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent.

Travail plus abondant que l'an dernier, mais en diminution sur le mois précédent chez les *conducteurs typographes*, qui comptent un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs et font de 8 à 10 heures par jour. Les *typographes*, comptent 15 p. o/o des leurs en chômage, ils estiment que l'ouvrage a diminué de près d'un tiers depuis le mois dernier.

Chez les *cordonniers*, la journée est de nouveau réduite de deux heures environ par suite de la morte-saison annuelle. Travail 60 heures par semaine chez les *gainiers* et pas de chômeurs signalés, une reprise de travail s'est produite depuis le mois dernier chez les *passementiers à la barre*, 3 maisons ont arrêté leur travail, ouvrage moins abondant que l'an dernier et nombreux chômeurs.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *charpentiers*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*, de même chez les *peintres en voitures*, l'amélioration signalée se continue, 4 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers et garçons marchands de vins*. Pas de signalés chez les *fabricants de toilettes anglaises*.

Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. Ralentissement du travail chez les *tailleurs sur acier*. Pas de chômeurs chez les *électriciens*, chez qui la saison est commencée. Les ouvriers en *bronze pour gaz et imitation* comptent un tiers des leurs en chômage, la durée du travail est réduite à 48 et même 34 heures par semaine, cependant l'ouvrage a repris depuis le mois dernier, de même la saison a recommencé chez les ouvriers du *petit bronze*, mais moins que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *graveurs sur papiers peints* de Saint-Denis qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage.

Reprise habituelle du travail chez les *peintres* qui font la journée de 11 heures et souvent 70 heures par semaine.

10 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin et cochers livreurs*. Un peu plus de 4 p. o/o chez les *comptables*. L'amélioration signalée chez les *limonadiers restaurateurs* se maintient. Les *garçons restaurateurs limonadiers* comptent 8 p. o/o des leurs en chômage. 16 p. o/o chez les *coiffeurs*, c'est la morte-saison. Pas de chômeurs chez les *représentants de bijouterie*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, les *travailleurs du liere* syndiqués estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Ralentissement du travail chez les *blanchisseurs et blanchisseuses* de Rueil par suite du départ de la clientèle en villégiature. A Versailles, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*aneublement*. Travail toujours actif chez les *maçons*, de même chez les ouvriers de *bâtiments* d'Argenteuil. Pas de chômeurs chez les *employés de commerce* de Versailles.

Aisne. — Travail peu actif chez les *tisseurs à la main* de Serain, dont un grand nombre sont atteints par le chômage. Journée de 11 heures chez les *vanniers* d'Étréaupont. 2 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs, employés, dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Beauvais. Travail actif dans les *scieries mécaniques* de Hermes. A Méru, 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage en diminution sur le mois dernier et l'année précédente chez les *boutonniers en os*; de même ralentissement du travail chez les *domotiers*, de même chez les *brossiers* de Saint-Sauveur.

A Beauvais, hausse sur le pain, 5 centimes par kilogramme.

Somme. — Le ralentissement du travail continue chez les *bonnetiers* de Corbie qui font 48 heures par semaine. A Amiens, 8 p. o/o de chômeurs et travail en diminution sur le mois dernier chez les *tapissiers*. Les *serruriers* sont encore tous occupés, bien que l'ouvrage ait un peu diminué.

Pas-de-Calais. — Morte-saison annuelle plus accentuée que l'an dernier chez les *typographes* d'Arras. Pas de chômeurs chez ceux de Boulogne-sur-Mer, qui sont plus occupés que l'an dernier, la journée de 10 heures est augmentée de 2 à 4 heures par une trentaine d'ouvriers. 8 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers tanneurs* de Boulogne-sur-Mer, reprise du travail depuis le mois dernier dans les grands ateliers notamment, la journée est augmentée de près de 3 heures pour 400 ouvriers. Pleine morte-saison chez les *tailleurs ouvriers et ouvrières de l'habillement* de Calais qui estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tonneliers* de Boulogne-sur-Mer, la pêche du hareng n'ayant pas encore donné, les commandes de tonneaux pour l'arrimage sont faibles.

A Boulogne-sur-Mer, le pain est augmenté de 0 fr. 15 par 2 kilogr. 500, le lard de 0 fr. 20 par kilogramme. A Calais, hausse sur le pain de 0 fr. 10 par 2 kilogrammes, sur le porc 0 fr. 40 par kilogramme, et sur le bœuf 0 fr. 20 à 0 fr. 25 par kilogramme.

Nord. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Déchy. 4 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes* de Valenciennes. Chez ceux de Douai, une nouvelle maison vient de se fonder. Ouvrage en diminution dans le travail aux pièces chez les ouvriers de l'*industrie du fil* de Lille, de même, ralentissement du travail chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Auberts qui font 72 heures par semaine. Chez ceux d'Haspres, la plupart des métiers sont arrêtés 2 jours par quinzaine. De même, ralentissement du travail chez ceux de Saulzoir.

Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Maubeuge, qui font 72 heures environ par semaine. A Lille, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*, qui font la journée de 11 à 12 heures, journée de 11 heures chez les *marbriers* de Jeumont. Même durée du travail et pas de chômeurs chez les *marbriers à la cheminée* de Cousoire, les commandes sont devenues plus abondantes que l'an dernier et que le mois précédent, dans certaines spécialités on a fait des heures supplémentaires; chez les *marbriers à la pendule*, l'ouvrage a diminué de nouveau, on fait 50 heures par semaine. 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier et le mois précédent chez les *peintres* de Roubaix. 18 p. o/o de chômeurs chez les *verriers* de Masnières.

A Maubeuge, hausse de 0 fr. 10 par 3 kilogrammes sur le pain et 0 fr. 10 par 1/2 kilogramme sur la viande.

Ardennes. — Pas de chômeurs et ouvrage abondant chez les *ardoisiers mineurs* de Fumay. A Charleville, morte-saison annuelle chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* de Pourru-Saint-Rémy, qui comptent un cinquième des leurs en chômage; une maison a réduit son personnel de moitié. Un cinquième de chômeurs chez les

tisseurs d'Ily. Chez les *métallurgistes* de Sedan, la journée est diminuée d'une heure pour 130 ouvriers; l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier. A Aiglemont, pas de chômeurs. Aux Mazures, un atelier qui occupait 70 mouleurs a renvoyé un peu plus du tiers de son personnel; à Joigny, commandes moins abondantes que l'an dernier; beaucoup d'articles de ferronnerie se font maintenant en fonte, ce qui a supprimé une grande partie des emplois de forgerons et frappeurs; un certain nombre d'ouvriers ont été s'embaucher aux ateliers de Nouzon. Travail actif chez les *métallurgistes* à Fumay et à Revin; dans ce dernier centre, une centaine d'ouvriers métallurgistes de Fumay ont été embauchés.

A Charleville, hausse sur le pain, 10 centimes par kilogramme.

Marne. — A Reims, la saison des vacances a amené un ralentissement chez les *lithographes-papetiers* qui sont encore tous occupés. Une imprimerie fabricant un article nouveau vient de se monter; elle occupe pour le travail d'atelier une douzaine d'ouvriers. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent et 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; la journée de 11 heures est réduite d'une heure pour 500 ouvriers. Ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *menuisiers ébénistes*. Reprise du travail, journée de 12 heures et pas de chômeurs chez les *maçons*. Deux nouvelles usines vont être mises en route: une fabrique de vitres-métal (40 ouvriers) et une *filature de soie* qui doit occuper 400 ouvriers.

A Reims, hausse sur le pain, 10 centimes par kilogramme.

Meuse. — Pas de chômeurs signalés chez les *carriers* et *mineurs* de Lérrouville.

A Lérrouville, hausse de 5 centimes par kilogramme sur le pain.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* qui sont plus occupés que l'an dernier, mais moins que le mois précédent. Travail de 30 à 35 heures par semaine chez les *tailleurs d'habits*. Journée de 10 heures et mortel-saison chez les *chapeliers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*ameublement*, qui font la journée de 11 heures. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 11 à 12 heures, et un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Nancy, le pain a augmenté de 5 centimes par kilogramme.

Haute-Saône. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup.

Doubs. — 7 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Montbéliard, qui sont moins occupés que l'an dernier. A Besançon, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 60 heures par semaine chez les *manœuvres-terrassiers*; l'activité se maintient grâce à des travaux entrepris aux environs.

A Montbéliard, hausse sur le pain, 3 centimes par kilogramme, et de 20 centimes par 3 kilogrammes à Besançon.

Jura. — A Salins, pas de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*.

Ain. — Chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, la journée est réduite à 10 heures; cependant pas de chômeurs.

Saône-et-Loire. — Travail 55 heures par semaine chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons-agriculteurs* de Pagny-le-Château.

Yonne. — A Auxerre, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Les ouvriers de l'industrie du *cuir* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Travail 71 heures par semaine et ouvrage abondant chez les *charpentiers*.

Nièvre. — Augmentation du travail depuis le mois dernier chez les ouvriers des *bois* et *cultivateurs* de Menou. Ralentissement chez ceux de Balleray et de la Fermeté.

Allier. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bûcherons* de Saint-Bonnet. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Buxières. Ralentissement annuel du travail chez les *typographes* de Cusset avec la fin de la saison de Vichy. A Moulins, chez les *ouvriers* de l'industrie du *bâtiment*, travail 66 heures par semaine; 70 heures et pas de chômeurs chez les *tourneurs en poteries*.

A Cusset, hausse sur le pain, 2 centimes par kilogramme.

Puy-de-Dôme. — 8 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 10 à 11 heures chez les *peintres-plâtriers* de Clermont-Ferrand.

Haute-Loire. — Chez les *passemmentiers-rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve, le travail qui tendait à reprendre, diminue de nouveau.

Loire. — Ouvrage en augmentation sur le mois dernier chez les *mineurs* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, placement facile et pas de chômeurs chez les *boulangers*. Les *cuisiniers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; le départ de la clientèle en villégiature a amené une diminution du travail. 5 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs graveurs-lithographes*. Les salaires sont en baisse chez les *épingleurs*, 7 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de la Gresle; 6 p. o/o chez ceux de Jarnosse et diminution des prix de façon. A Saint-Étienne, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*, travail peu actif et à des prix de façon inférieurs à la moyenne parfois de moitié. Il s'est fait des compléments de commissions en taffetas et gazes; pour les articles velours envers satin, il s'est monté quelques métiers; on est d'ailleurs en morte-saison. 6 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. Pas de signalés chez ceux de Saint-Chamond.

A Saint-Étienne, hausse sur le pain, 5 centimes par kilogramme.

Rhône. — A Lyon, le travail diminue chez les *jardiniers* par suite de l'avancement de la saison; cependant pas de chômeurs signalés parmi les syndiqués, travail environ 85 heures par semaine. 7 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*; la plupart des maisons ont diminué d'une heure ou deux la journée de travail; les prix de façon ont tendance à la baisse. Ralentissement du travail depuis le mois dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*, journée diminuée d'une heure dans un atelier. 9 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que le mois dernier et que l'année précédente chez les *boulangers*.

Les *tisseurs* de Saint-Jean-la-Bussière comptent un cinquième des leurs en chômage; pas de signalés chez ceux d'Amplepuis; 16 p. o/o chez les *ouvriers de filatures* de Villefranche; travail estimé inférieur de plus de moitié à celui de l'an dernier chez les *ouvriers en velours unis* de Lyon, de même chez les *tisseurs* de Mardore. A Lyon, 7 p. o/o de chômeurs et travail de 60 à 66 heures par semaine chez les ouvriers et ouvrières en *confections pour hommes*. Les *coupeurs-tailleurs* estiment qu'un cinquième des syndiqués sont atteints par le chômage. 17 p. o/o et morte-saison amenant une réduction de plusieurs heures par jour chez les *chapeliers en fantaisie*. Les ouvriers et ouvrières des *tissages mécaniques* estiment que 15 p. o/o des métiers ne sont plus alimentés de commandes, et que les nouveaux articles que l'on a montés ont été diminués de près d'un cinquième, en moyenne. Le travail a repris plus lentement que l'an dernier et 19 p. o/o de chômeurs chez les *sciieurs-raboteurs*, par suite de l'arrêt apporté dans les constructions par la grève des maçons qui vient de se terminer.

Travail peu actif chez les *sculpteurs-mouluriers*. 8 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens* qui font, en général, 76 heures par semaine. 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bronziers* qui font de 50 à 60 heures par semaine. Les *ouvriers en ornements d'église* estiment que la moitié des leurs sont atteints par le chômage; les commandes sont estimées moins abondantes que l'an dernier. Ouvrage plus faible que l'an dernier chez les *sculpteurs-décorateurs en bâtiment*. Reprise du travail chez les *voituriers* grâce à la fin de la grève des maçons.

A Villefranche, hausse sur le pain, 5 centimes par kilogramme, et sur le vin, 5 francs par pièce.

Haute-Savoie. — L'activité déjà signalée chez les *carriers* de Mellerie se maintient. A Annecy, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*.

Travail, 40 heures par semaine chez les *chapetiers*. Journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierre*. Travail ralenti chez les *maçons* d'Évian qui font 48 heures par semaine.

A Annecy, hausse sur le pain, 5 centimes par kilogramme.

Savoie. — 13 p. o/o de chômeurs et travail peu actif par suite du peu de constructions nouvelles chez les *menuisiers* de Chambéry, plusieurs ouvriers ont été chercher du travail dans les campagnes aux environs.

Isère. — A Grenoble, 10 p. o/o de chômeurs et morte-saison annuelle chez les *typographes*. A Gières, le ralentissement du travail a augmenté, le chômage atteint un quart des *gantiers*, ceux qui sont embauchés à demeure font 40 heures environ par semaine. Peu d'activité chez les *tisseurs* de Vienne, c'est l'époque de l'échantillonnage, une maison est en liquidation judiciaire. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 10 heures chez les *métallurgistes* de Grenoble. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Montaliu-Verzieu. Reprise du travail depuis le mois dernier chez ceux de Porcieu-Amblagnieu grâce à la fin de la grève des *maçons* de Lyon. A Grenoble, les *maçons* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des syndiqués. Pas de signalés chez ceux de Vienne.

A Grenoble, hausse sur le pain, 2 centimes par kilogramme.

Drôme. — Reprise du travail depuis la fin de la grève des *maçons* de Lyon et travail 50 heures par semaine chez les *carriers* de Saint-Resitut. A Valence, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Travail actif chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs, travail 90 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *sabotiers-galochiers* de Romans.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, pas de chômeurs chez les *cuisiniers* syndiqués. 1 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris. A Nice, les *cordonniers*, en morte-saison actuellement, comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Cannes, placement plus difficile et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *comptables teneurs de livres*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs signalés chez les *typographes* grâce au supplément de travail causé par les élections récentes. Pas de chômeurs chez les *machinistes de théâtre*; de même chez les *forgerons* de la Seyne; ouvrage plus abondant que l'an dernier; travail en moyenne 63 heures par semaine, souvent heures supplémentaires par suite des commandes pour réparations de navires et constructions neuves.

A Toulon, le pain a augmenté de 5 centimes par kilogramme.

Bouches-du-Rhône. — Le temps plus favorable a permis aux *pêcheurs* de Martigues une pêche plus fructueuse que le mois dernier. Chez les *mineurs* de Trets, travail peu actif par suite du ralentissement de la vente des charbons. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, par suite de la diminution des commandes, chez les *carriers* de Fonvicille qui comptent un peu plus du quart des leurs atteints par le chômage. A Marseille, les *imprimeurs-lithographes* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; les *typographes*, 1 p. o/o; dans une maison, la journée de 10 heures est diminuée d'une heure. Peu d'activité chez les *bourreliers* et chez les *selliers* qui estiment que moitié environ des leurs sont atteints par le chômage. L'équipement militaire a fourni moins de travail que l'an dernier et le développement de la traction mécanique substituée à la traction animale a accentué la diminution des commandes.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de signalés, même situation et travail de 60 à 65 heures par semaine chez les *carrossiers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres* qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Peu d'embauchages chez les *tailleurs de pierre tendre*.

A Fonvicille, hausse de 5 centimes par kilogramme de pain.

Vaucluse. — Travail en diminution chez les *ouvriers de l'union balaitière* de Caderousse.

Ardèche. — Le travail qui avait repris a des tendances à diminuer chez les *mégissiers de*

rivière d'Annonay qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; la plupart des ateliers ne font pas la journée complète, on fait 7 heures par jour en moyenne.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; de même chez les *typographes* qui sont plus occupés que l'an dernier.

Aveyron. — A Millau, les *gantiers* comptent 10 p. 0/0 de chômeurs parmi les syndiqués; on estime que le travail a diminué d'un tiers dans la plupart des maisons; la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier par suite des nouveaux tarifs américains. 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment* qui font la journée de 10 heures.

Tarn. — A Albi, 12 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*; ralentissement du travail depuis le mois dernier par suite de la disparition d'un journal et de la remise d'un certain nombre de commandes aux imprimeries de Paris. Chez les *ouvriers en cuirs et peaux* de Graulhet, pas de chômeurs signalés; une maison nouvelle s'est fondée. A Albi, reprise du travail dans deux fabriques pour les *chapeliers-appropriateurs*. L'amélioration signalée chez les *chaudronniers* de Durfort s'est continuée.

A Albi, hausse sur le pain, les légumes, le vin.

Hérault. — L'amélioration signalée chez les *cultivateurs-terrassiers* de Marsillargues ne s'est pas maintenue; on estime que moitié des syndiqués sont atteints par le chômage. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, les *boulangers syndiqués* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *cochers* qui comptent un quart des leurs en chômage. Même ralentissement du travail chez les *cordonniers*.

Aude. — Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *ouvriers agriculteurs* de Cuxac, grâce aux opérations des vendanges qui sont commencées; on a embauché du personnel supplémentaire. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers* de Carcassonne; on manquerait de bras pour les travaux dans les campagnes aux environs. Le chômage atteint un grand nombre des *ouvriers du bâtiment* de Narbonne par suite du manque de constructions neuves.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs chez les *ébénistes*, qui sont plus occupés que l'an dernier et font la journée de 10 heures. Un peu plus de 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *serruriers*.

D'assez nombreux *ouvriers français* quittent les départements limitrophes de l'Espagne pour travailler dans les manufactures catalanes; ils sont recherchés particulièrement par les industriels qui installent de nouvelles fabrications. On signale que beaucoup de ces *ouvriers*, pour n'avoir pas eu soin de conclure au préalable avec les patrons un contrat en règle visé par l'autorité consulaire espagnole, se trouvent sans place au bout de quelques mois; n'ayant droit à aucune indemnité, ils sont obligés de se faire rapatrier avec leurs familles par les consuls de France.

Haute-Garonne. — A Toulouse, 12 p. 0/0 de chômeurs et ralentissement annuel du travail chez les *trépointeurs*. Chez les *ouvriers en meubles*, l'amélioration signalée se maintient. Ralentissement du travail chez les *métallurgistes* qui font 48 heures par semaine, plusieurs maisons ont renvoyé une partie de leur personnel. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *marbriers*. 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *maçons*, 3 maisons ont renvoyé une partie de leur personnel. Le placement, un peu ralenti par la morte-saison, se maintient supérieur à celui de l'an dernier chez les *employés de commerce* qui comptent 15 p. 0/0 de chômeurs.

A Toulouse, hausse sur le pain de 0 fr. 10 par 5 kilogrammes.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, journée de 10 heures chez les *menuisiers en bâtiment*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*, les étrangers étant venus en moins grand nombre aux stations balnéaires de la région. Journée de 10 heures chez les *charrons-forgerons*.

Basses-Pyrénées. — A Pau, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *charpentiers*.

A Pau, hausse sur le pain, 0 fr. 10 par kilogramme.

Tarn-et-Garonne. — Morte-saison chez les *ouvriers en chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *ouvriers cordonniers*; les *ouvriers* fabriquant le *cousu-machine* n'ont pas encore repris alors que, l'an dernier, ils travaillaient en plein; ceux du *cousu-main*, en morte-saison jusqu'en septembre, avaient pu être occupés par le syndicat de la *cordannerie*; mais, les ressources étant épuisées, ils ont été débauchés à leur tour. Journée de 11 heures chez les *charpentiers*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — L'amélioration signalée chez les *boulangers* de Périgueux se maintient grâce aux placements plus nombreux à la campagne.

Gironde. — A Bordeaux, ralentissement du travail chez les *jardiniers* par suite du départ en villégiature d'une partie de la clientèle. Chez les *compagnons* et *aspirants boulangers*, placement plus difficile que l'an dernier, et 9 p. o/o de chômeurs. Les *tapissiers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, l'ouvrage est plus faible que l'an dernier et que le mois précédent. Pas de chômeurs signalés chez les *tonneliers* de Vayres; les commandes sont moins fortes que l'an dernier, 3 ateliers sont fermés. Chez ceux de Preignac, travail également faible, une fabrique occupe son personnel habituel, les autres n'en auraient qu'un quart.

A Bordeaux, les *chaudronniers* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage; dans 2 ateliers, la journée est réduite à 8 heures au lieu de 10 heures, journée habituelle. De même, chez les *ouvriers* de la *bijouterie*. La journée a de nouveau été réduite de 2 heures, on fait de 38 à 40 heures par semaine. Les *marins du commerce* estiment que les embarquements sont plus rares que l'an dernier. Les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs* comptent un cinquième des leurs sans place; 5 p. o/o chez les *coiffeurs*; 10 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs signalés chez les *boulangers*, travail abondant; de même, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *tailleurs de pierre*. Ouvrage abondant chez les *ouvriers du bâtiment* d'Echillais, il y aurait insuffisance de bras disponibles chez les *carriers de pierres dures*, qui font la journée de 10 heures.

A Rochefort, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogr. 500.

Charente. — A Angoulême, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes* qui sont plus occupés que l'an dernier; ralentissement du travail chez ceux de Cognac.

A Cognac, hausse sur le pain, 0 fr. 10 par kilogramme.

Haute-Vienne. — A Limoges, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; 4 p. o/o chez les *typographes*; un quart des syndiqués chez les *cordonniers* qui font 45 heures environ par semaine. Pas de signalés chez les *couvreurs*.

Les *ouvriers* et *ouvrières* en *porcelaines* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; la journée est descendue à 6 heures dans certains ateliers; pour les *ouvriers* aux pièces, le gain se trouverait réduit de près de moitié. 15 p. o/o de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; la journée est réduite d'un quart pour près de 1.300 *ouvriers*.

A Limoges, hausse sur le pain, 0 fr. 15 par 2 kilogrammes.

Corrèze. — 10 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* de Tulle; de même, ralentissement du travail chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* de Brive.

Cher. — Ralentissement habituel du travail chez les *ouvriers agricoles* de Néronde avec la fin des moissons. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs

chez les *bûcherons* et *ouvriers agricoles* de Mornay-Berry et Sancerques; chez ceux de Méry-ès-Bois, le travail, qui avait été très actif pour le battage des céréales, tend à diminuer, la récolte ayant été moins abondante que l'an dernier. Chez ceux de Vallenay, le chômage atteint moitié environ des ouvriers syndiqués. Chez ceux d'Henrichemont, l'écorçage et le sciage sont exécutés plus tôt que l'an dernier, par suite du manque de travail dans les travaux des champs. A Bourges, 3 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *ouvriers en voitures*. Journée de 11 heures chez les *travailleurs sur métaux*; on a embauché de nouveaux ouvriers et ouvrières dans les principaux ateliers. Pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*, de même chez les *couvreurs*. Travail suspendu chez les *chaufourniers* (480 ouvriers) de la Guerche et de Jussy-le-Chaudrier, par suite du chômage des canaux.

Indre. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *bûcherons* du Poinçonnet, qui sont tous occupés. A Châteauroux, morte-saison moins forte que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *typographes*. Travail moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers sur métaux*, sauf dans une maison où la journée est augmentée de 1 heure pour 30 ouvriers. Journée de 10 à 11 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne. — A Poitiers, 14 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*, journée de 10 heures diminuée de 2 heures dans une imprimerie et un atelier de reliure. Morte-saison chez les *tailleurs*, la plupart sont en chômage. A Poitiers, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes, et sur le porc, 0 fr. 20 par kilogramme.

Deux-Sèvres. — Les *gantiers* de Niort estiment qu'un tiers des syndiqués sont en chômage, et moitié des ouvriers dans l'ensemble de la corporation. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *bonnetiers* de Saint-Maixent. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Niort; de même chez ceux de Saint-Maixent. A Saint-Maixent, hausse sur le pain, 0 fr. 15 par 5 kilogrammes.

Vendée. — Chez les *mineurs* de Feymoreau, travail 66 heures par semaine à l'intérieur et environ 84 heures à l'extérieur. Pas de chômeurs chez les *typographes* syndiqués de la Roche-sur-Yon; un atelier a mis à pied une partie de son personnel. Chez les *tisserands* des Épesses, 2 p. o/o de chômeurs; deux maisons occupant 80 ouvriers ont réduit la journée de 2 heures; ceux d'Evraines estiment qu'un peu plus d'un quart des leurs sont atteints par le chômage, on perd 3 à 4 jours toutes les deux semaines. Ralentissement du travail chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon, cependant pas de chômeurs. Aux Épesses et à Evraines, hausse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les *cuisiniers*, l'amélioration déjà signalée se maintient. Amélioration chez les ouvriers des *fabriques de produits chimiques*, pas de chômeurs et journée de 11 heures; une huilerie (50 ouvriers) vient d'être remise en marche; 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de signalés chez ceux de Châteaubriant, qui sont plus occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *menuisiers* de Nantes. Par suite de l'arrêt de la pêche à la sardine, commandes très faibles chez les *ferblantiers-boîtiers* de la Turballes. A Nantes, chez les *granitiers*, l'amélioration signalée continue. Journée de 11 heures chez les manœuvres du *bâtiment*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *camionneurs*, qui font la journée de 14 heures; le placement devient plus difficile, les cochers de place, fortement concurrencés par les nouvelles lignes de tramways, s'offrant pour faire le camionnage. A Saint-Nazaire, peu d'embauchage dans les grands chantiers de *constructions navales*; les petits ateliers ont du travail assuré pour l'entretien des navires. Presque pas de chômeurs dans l'industrie du *bâtiment*. A Saint-Nazaire, l'affluence des étrangers a amené une hausse sur la plupart des denrées. A Nantes, hausse sur le pain, 0 fr. 10 par 3 kilogrammes.

Morbihan. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment* de Lorient; l'amélioration déjà signalée s'est maintenue.

Finistère. — A Brest, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*, grâce à la fondation d'un nouveau journal. Les *cordonniers* estiment que le

chômage atteint les deux tiers des syndiqués. Pas de chômeurs et travail de 30 à 40 heures par semaine chez les *tonneliers* de Morlaix.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs et morte-saison plus forte que l'an dernier chez les *typographes*. Le cidre est en hausse de 0 fr. 10 sur le mois précédent, tandis que les années précédentes, à pareille époque, il avait tendance à baisser.

Ille-et-Vilaine. — Ralentissement du travail chez les *coupeurs en chaussures* de Fougères qui comptent 4 p. o/o de chômeurs et font 48 heures en moyenne par semaine. Pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Rennes. Pas de chômeurs chez les *ébénistes* de Fougères. A Rennes, ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre* par suite de l'achèvement d'un certain nombre de constructions qui étaient en cours. Journée de 11 à 12 heures chez les *maçons* qui sont tous occupés. L'amélioration signalée dans l'industrie du bâtiment à Fougères se maintient. A Rennes, les *cochers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Maine-et-Loire. — A Angers, ralentissement du travail par suite de la morte-saison d'été chez les *boulangers*. Les tisserands de Bégrolles estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Les *tisseurs de toiles à voile* d'Angers qui chômaient un jour par semaine font maintenant la semaine complète. Ralentissement du travail chez les *tisseurs de mouchoirs* de Cholet qui comptent 2 p. o/o des leurs en chômage.

A Angers, hausse sur le pain, 15 centimes par 6 kilogramme.

Mayenne. — A Laval, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

A Laval, hausse sur le pain, 20 centimes par kilogramme.

Sarthe. — Au Mans, journée de 11 heures, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. 5 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Indre-et-Loire. — A Tours, chez les *bûcherons*, morte-saison annuelle; peu d'activité chez ceux de Pauzoult-Chinon, qui sont moins occupés que l'an dernier aux travaux des champs. Dans une *tannerie* de Châteaurenault, la journée de 12 heures est réduite à 8 heures. Reprise du travail chez les *tisseurs de soieries* de Tours, qui font de 60 à 70 heures par semaine; un tarif, adopté par patrons et ouvriers, a apporté une légère augmentation dans les salaires.

Loiret. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges.

Eure-et-Loir. — Pas de chômeurs signalés chez les *typographes* syndiqués de Chartres, mais ralentissement du travail par suite de la disparition de plusieurs journaux, ce qui a amené le départ d'un certain nombre d'ouvriers. A Châteaudun, travail suivi chez les *typographes*, journée variant de 9 à 11 heures, suivant les ateliers. Dans les métiers autres que l'imprimerie, activité satisfaisante.

Orne. — Travail moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Flers.

Calvados. — L'activité se maintient chez les *typographes* de Caen. 15 p. o/o de chômeurs chez les travailleurs de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau. Ralentissement du travail chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Pas de chômeurs chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Pont-Audemer.

Seine-Inférieure. — A Rouen, morte-saison et 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier dans un certain nombre d'ateliers chez les *lithographes-papetiers*. Au Havre, le manque d'arrivages laisse sans ouvrage un grand nombre d'ouvriers *journaliers du port*.

Algérie. — A Constantine, chez les *boulangers*, diminution du travail, environ une fournée par jour et par maison; c'est la morte-saison d'été; on compte 18 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Journée de 9 heures chez les *imprimeurs-relieurs* de Bône. A Alger, 5 p. o/o de chômeurs chez les *touneleurs*, journée augmentée de 2 heures pour 61 ouvriers; travail actif. Les *mineurs-carriers* et *tailleurs de pierre* de Constantine estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage.

A Constantine, hausse sur le pain, 5 centimes par kilogramme, et diminution de la viande, 10 centimes par kilogramme. A Alger, hausse sur le pain, 10 centimes par kilogramme.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour septembre et octobre :

Arras. — Amélioration du canal de Calais.....	311.500 ^f 00 ^c
Asnières. — Construction d'un hôtel de ville (2 ^e partie).....	107.652 49
Belley. — Adduction et distribution des eaux.....	251.155 00
Guérigny. — Entreprise des bâtiments des forges de la Chaussade.....	125.000 00
Laon. — Installation au camp de Sissonne (terrassment et maçonnerie).....	119.000 00
Lille. — Canal de Roubaix. (Doublement de la conduite ascensionnelle).....	451.989 86
Marseille. — 5 ^e lot de la double canalisation.....	725.000 00
Marseille. — Tuyaux et pièces de fonte.....	2.080.000 00
Nice. — Pont en acier (2 ^e lot).....	148.000 00
Paris. — Construction d'un hôpital d'enfants.....	1.989.734 29
Paris. — Démolition du palais des Beaux-Arts.....	200.000 00
Paris. — Réfection des pavages, routes nationales 20 et 192...	175.000 00
Perpignan. — Tablier métallique de trois ponts.....	145.700 00
La Roche-sur-Yon. — Agrandissement de l'hospice départemental.....	141.225 00
Saïda (Algérie). — Construction d'un réseau d'égouts.....	169.600 00

Résultats des Adjudications précédentes (1).

Bordeaux. — Travaux de pavage à exécuter en 1897, 1898, 1899 et 1900 (dépense annuelle, 250.000 francs). Adj. : F. Pelain et Eyraud, à Bordeaux, 21.

Évreux. — Rectification du chenal de navigation de la Seine dans la traversée des Andelys (155.000 fr.). Adj. : Bene et Gilbert, à Magenta, près Épernay, 33.

Paris. — Exposition universelle de 1900. — Terrassements et maçonnerie à exécuter pour la construction du grand palais de Champs-Élysées (1^{er} lot : 840.000 fr.). Adj. : Chapelle, 1, rue Louis-David, 11.

Paris. — Exposition universelle de 1900. — Terrassement et maçonnerie du palais des Champs-Élysées (2^e lot : 2.640.000 fr.). Adj. : Manoury, Grouvelle et C^{ie}, 50, avenue de Ségur, 6.

Périgueux. — Infrastructure du tramway de Périgueux à Vergt (225.000 fr.). Adj. : Blanchard (Sylv.), à Bordères, 19.

Marseille. — Agrandissement du lycée de Marseille (1^{er} lot : maçonnerie, 351.335 fr. 77). Adj. : Aubert (J.-B.), 81, rue de Turenne, 22, 60.

La Roche-sur-Yon. — Partie de la ligne de Fontenay-le-Comte à Cholet comprise entre Vouvant-Cezais et Chantonay. Adj. : Bobinet, à Chantonay, 2.

Reims. — Construction d'une annexe militaire à l'hôpital civil (1^{er} lot : 230.310 fr.) Adj. : Barthélemy, à Verdun, 1.

(1) Les chiffres en italique indiquent les rabais (p. o/o) consentis par les entrepreneurs.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de l'année 1897.

IMPORTATIONS.	VARIATIONS			
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	605.718.000	667.288.000	"	61.570.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.592.309.000	1.521.865.000	70.444.000	"
Objets fabriqués	411.739.000	408.587.000	3.152.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	2.609.766.000	2.597.740.000	12.026.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	446.189.000	402.762.000	43.427.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	635.390.000	543.115.000	92.275.000	"
Objets fabriqués	1.229.602.000	1.163.340.000	66.262.000	"
Colis postaux.....	97.718.000	95.754.000	1.964.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	2.408.899.000	2.204.971.000	203.928.000	"

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juillet 1897.	Août 1897.	Août 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. ...	52 ^f 60 ^c	58 ^f 25 ^c	40 ^f 75 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. ...	25 40	26 50	30 00
Alcool à 90°, l'hectolitre	37 65	40 75	30 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	60 25	60 50	54 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. ...	39 75	39 25	45 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	33 50	33 00	34 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	42 00	44 00	43 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 52	1 52	1 46
Veau, <i>idem.</i> ..	1 70	1 60	1 50
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	1 95
Porc, <i>idem.</i> ..	1 65	1 28	1 10
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	48 35	46 75	47 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	114 50	113 50	120 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	41 00	39 50	39 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 50	16 50	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	127 75	130 50	127 00
Étain Banka (au Havre), <i>idem.</i>	168 50	167 50	166 25
Plomb, <i>idem.</i>	32 00	33 00	28 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	46 00	46 25	46 00

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'août		Du 1 ^{er} janv. au 31 août	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	118	134	948	1000
Liquidations judiciaires.....	9	12	103	114
Conversions de liquidations en faillites.	4	9	28	27

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant le mois de juin 1897 a été de 2.409.358 tonnes. Il était en 1896 de 2.159.204 tonnes, soit une augmentation de 12 p. o/o. Il a été, pendant les six premiers mois de 1897 de 14.252.813 tonnes, contre 14.168.379 tonnes pendant la même période de 1896, soit une augmentation de 0.6 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin août :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général (26 août).....	812.525.200 ^f	790.195.500 ^f
Compagnie des omnibus de Paris	30.889.059	29.897.842
Voitures de Paris	14.225.150	13.371.226

Mont-de-Piété. — Situation au 31 août 1897 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 juillet 1897 au soir.....			1.645.227	48.818.027
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	107.517	2.517.983	165.646	4.301.537
Par renouvellements.....	58.129	1.783.554		
TOTAL.....			1.810.873	53.119.564
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	90.757	2.327.335	156.113	4.218.138
Par renouvellements.....	58.129	1.783.554		
Par ventes.....	7.227	107.249		
RESTE en magasin le 31 août 1897.....			1.654.760	48.901.426

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 juillet 1897 au soir.....			21.899	5.924.018
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.231	544.555	4.220	1.104.469
Par renouvellements.....	1.989	559.914		
TOTAL.....			26.119	7.028.487
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.622	397.020	4.014	1.072.309
Par renouvellements.....	1.989	559.914		
Par ventes.....	403	115.375		
RESTE en magasin le 31 août 1897.....			22.105	5.956.178

GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.		
Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.	
nombres.	francs.	nombres.	francs.	
Restait en magasin, le 31 août 1893...	1.882.110	50.497.724	14.182	4.004.836
1894...	1.828.591	48.952.647	17.815	5.003.355
1895...	1.701.203	46.133.510	20.542	5.590.154
1896...	1.660.723	47.752.149	21.960	5.930.466

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2 3/4 p. o/o ; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 août, il a été déposé 155 demandes en autorisation de bâtir, dont 93 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'août 1896, le nombre des demandes avait été de 129, dont 6 pour des constructions neuves.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 2^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1897,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Allier.....	0 27	1 15	1 68	"	"	0 36	"	3 00
Ardennes.....	0 23	1 11	1 13	1 42	"	0 56	"	2 52
Bouches-du-Rhône.....	0 32	"	2 00	2 00	10 00	0 33	"	"
Charente-Inférieure.....	0 23	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 27	1 34	1 83	2 12	"	0 34	"	"
Gironde.....	0 28	"	1 11	"	"	0 28	"	2 78
Isère.....	0 32	1 60	1 52	2 20	7 06	0 45	"	3 26
Loire.....	0 28	1 51	1 43	"	"	0 37	0 20	"
Meurthe-et-Moselle.....	0 28	1 31	1 25	2 49	5 39	0 48	0 20	3 00
Nord.....	0 29	1 77	2 20	3 05	11 00	0 66	"	2 22
Rhône.....	0 31	1 80	1 40	2 27	4 50	0 37	"	3 01
Seine.....	0 30	"	1 72	2 90	"	0 55	0 23	4 30
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 27	1 58	1 40	2 65	11 30	0 42	0 23	2 88
Quantités vendues par l'ensemble des 428 sociétés.	kil. 11.970.074	kil. 197.231	kil. 92.568	kil. 67.705	quint. 1.881	lit. 3.023.263	lit. 130.100	quint. 49.253

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 2^e trimestre de 1897 résultent du dépouillement des rapports de 428 sociétés coopératives groupant 66.582 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 428 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} SEPTEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JUILLET 1897.					JUILLET 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	1009	101	87	6	Angers.....	205	124	122	16
Paris (11 ^e arr ^t)..	607	612	277	"	Besançon.....	155	63	38	1
— (1 ^{re} —)..	616	404	400	"	Boulogne-s-Mer..	85	54	54	"
— (v ^e —)..	98	86	45	"	Nice.....	200	56	56	9
— (x1 ^{re} —)..	288	245	155	"	Nîmes.....	50	49	40	11
— (xv ^e —)..	293	238	201	1	Saint-Etienne...	76	90	74	"
— (xx ^e —)..	221	195	106	0	Saint-Nazaire...	224	18	5	12
Refuges munic..	"	"	147	580	Alger.....	480	302	213	136
Lille.....	4	5	"	"					
Nancy.....	185	52	34	"					
AOÛT 1897.					AOÛT 1897.				
Paris (v ^e —)..	82	68	48	"	Bourges.....	56	45	27	8
— (ix ^e —)..	122	101	71	10	Carcassonne....	59	59	22	1
— (x11 ^e —)..	201	212	198	"	Perpignan.....	30	24	13	3
— (x1 ^{re} —)..	298	216	146	"	Saint-Nazaire...	252	33	13	17
— (xix ^e —)..	106	168	139	1	Toulon.....	36	18	18	"
Refuges munic..	"	"	82	287	Tours.....	263	190	166	"
Levallois-Perret.	140	168	10	51					
Brest.....	32	5	5	"					
Listeux.....	89	67	41	"					
Orléans.....	4	2	2	"					
Sens.....	34	13	1	"					

C. — SYNDICATS PATRONAUX (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ille-et-Vilaine...	Reunes.....	Charcutiers.....	12	6	4	2
Rhône.....	Lyon.....	Teinturier-dégrais-seurs.....	8	12	8	"
Seine.....	Paris.....	Épicerie en détail.....	203	211	159	10
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	118	137	101	9
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	16	10	10	"
Id.....	Id.....	Commerçants et fabricants de la quincaillerie.....	15	30	11	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.	9	"	"	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	19	16	16	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	5	8	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (AOÛT 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voysgeurs et dessinateurs....	9	3	"	"
Allier.....	Moulins.....	Maçons.....	"	"	6	"
Alpes-Maritimes....	Cannes.....	Limonadiers.....	"	"	4	25
Id.....	Vallauris.....	Potiers.....	3	3	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	8	"	3	"
Bouches-du-Rhône....	Marseille.....	Typographes.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	"	30	"	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	20	5	5	"
Cher.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	15	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	45	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Typographes.....	2	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	16	10	6	"
Drôme.....	Romans.....	Sabotiers-galochiers.....	7	"	7	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	"	"	4	2
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Trépointeurs.....	30	"	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en meubles.....	"	"	1	"
Id.....	Id.....	Union métallurgique.....	40	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	23	8	15	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	3	"	2	"
Id.....	Id.....	Chaudronniers.....	15	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	150	149	88	79
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	62	48	28	1
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	12	11	1	4
Ile-et-Vilaine.....	Rennes.....	Taillieurs de pierre.....	3	2	2	"
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	12	"	1	"
Id.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	40	40	"	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Charcutiers.....	37	37	37	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	7	2	2	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Cuisiniers.....	12	4	4	3
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	34	18	18	16
Marne.....	Reims.....	Lithographes.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Ébénistes.....	8	6	6	"
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	2	"	"	"
Meurthe-et-Moselle....	Nancy.....	Id.....	8	"	"	3
Id.....	Id.....	Taillieurs d'habits.....	2	1	2	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en meubles.....	"	4	"	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	5	2	1	"
Pyrénées-Orientales....	Perpignan.....	Ébénistes.....	2	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Cartonniers.....	6	2	"	"
Id.....	Id.....	Conducteurs-imprimeurs.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	Chapeliers en fantaisie.....	5	3	2	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	4	4	"	"
Id.....	Id.....	Bronziers.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs.....	"	1	"	1
Id.....	Id.....	Boulangers.....	150	150	80	70
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Chapeliers-fouleurs.....	1	"	"	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	4	4	"	"
Seine.....	Paris.....	Travailleurs de la boulangerie.....	"	"	1	10
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	87	112	68	262
Id.....	Id.....	Ouvriers biscuitiers.....	20	5	5	"
Id.....	Id.....	Conducteurs-typographes.....	"	"	2	4
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	"	30	"	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	30	21	26	"
Id.....	Id.....	Gainiers.....	6	8	"	6
Id.....	Id.....	Passementiers.....	6	4	4	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	4	3	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	11	7	7	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	3	5	"	"
Id.....	Id.....	Tonneliers.....	"	"	225	315
Id.....	Id.....	Ouvriers en instrum. de préc.....	54	6	21	"
Id.....	Id.....	Électriciens.....	7	8	"	7

SYNDICATS OUVRIERS (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Ouvriers du bronze imitation..	55	38	34	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	12	18	"	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	47	2	8	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	17	7	2	3
Id.....	Id.....	Limonadiers-restaurateurs.....	328	260	38	120
Id.....	Id.....	Restaurateurs-limonadiers.....	410	"	20	96
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	90	775
Id.....	Id.....	Infirmiers et gardes-malades...	180	38	"	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	88	60	15	22
Seine-et-Oise	Versailles.....	Ouvriers en meubles.....	"	"	25	"
Somme.....	Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	1
Tarn.....	Albi.....	Typographes.....	4	1	1	"
Yonne.....	Auxerre.....	Id.....	"	"	1	1
Constantine.....	Bône.....	Imprimeurs-relieurs.....	2	"	"	"

Pendant les six premiers mois de l'année 1897, la *Fédération des syndicats ouvriers* de Vienne (Isère) a reçu 561 demandes et 279 offres de placement; elle a effectué 243 placements à demeure.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Monthéliard.....	Employés du com. et de l'ind.	3	1	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Société « L'Étoile ».....	352	245	58	187
Maine-et-Loire...	Angers.....	Société des maréchaux.....	17	28	17	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.	Société des employés.....	10	3	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	140	742
Seine.....	Paris.....	Compagnons charrons.....	25	70	25	"
Id.....	Id.....	Société « L'Étoile ».....	642	2.315	213	2.102
Id.....	Id.....	Société des comptables.....	105	81	27	17
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	72	9	2
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrand ^{ers}	82	7	"	7
Id.....	Id.....	« Le Bâtiment ».....	9	10	2	"
Id.....	Id.....	Société philanthrop. savoissienne	32	104	53	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	270	270	270	833
Id.....	Id.....	« La Couturière ».....	14	25	"	"
Id.....	Id.....	« Union Helvetia ».....	90	120	65	15
Id.....	Id.....	Employés de transport.....	"	"	4	"
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	3	9	1	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	345	471	323	"
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	9	9	2	"
Somme.....	Amiens.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	3	2	"	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Société d'assistance par le travail....	15	"	"	15
Gironde.....	Bordeaux.....	Idem.....	"	"	8	2
Indre-et-Loire....	Tours.....	Office des travailleurs.....	448	198	161	"
Marne.....	La Chalmelle....	Colonie agricole.....	19	11	7	4
Rhône.....	Lyon.....	Assistance par le travail.....	116	"	5	17
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	"	28	7	1
Seine.....	Paris.....	Maison de travail pour jeunes gens...	91	51	51	"
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.....	18	65	30	5
Id.....	Id.....	« Home français ».....	8	15	2	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	43	136	26	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	422	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lor- rains.....	"	7	7	"
Id.....	Id.....	« The English catholic home ».....	18	47	12	"
Id.....	Id.....	« The Mission home ».....	91	55	21	4
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	12	11	5	3
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	81	75	32	25
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	244	"
Id.....	Courbevoie....	Assistance par le travail.....	2	2	"	2
Seine-et-Marne...	Melun.....	Id.....	50	50	"	50
Somme.....	Amiens.....	Id.....	11	18	21	8
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Id.....	271	88	145	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS D'AOÛT.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.233	130	614	"	23.454
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.245	659	213	427	17.345
Asile de la rue Mouffetard.....	129	23	"	5	880
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	166	12	827
— (rue Labat).....	"	"	289	39	1.095
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	377	73	1.769
— (avenue du Maine)...	"	"	43	41	483

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourus pendant le mois de juillet.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.271
		Femmes	8.950
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.033
		Femmes	21.769
TOTAL des indigents secourus.....			47.023
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	7.591
		Femmes	8.258
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	2.743
		Femmes	3.631
{ Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)		"	
TOTAL des nécessiteux secourus.			22.223

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE AUTRES QUE PARIS.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bien-faisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant le mois de juin 1897.

Personnes de moins de 60 ans.	Hommes	2.688
	Femmes	3.502
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes	2.089
	Femmes	3.785
TOTAUX des personnes secourues...		<u>12.064</u>

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

4 applications de la loi du 27 décembre 1893 ont été signalées en août à l'*Office du travail*.

1° **Grève de tréfileurs à Gravelle-Sainte-Honorine** (Seine-Inférieure). — Les tréfileurs de l'usine métallurgique Lazare Weiler ont cessé le travail le 2 août en demandant une augmentation de salaire.

Ils se sont adressés au juge de paix pour former un comité de conciliation qui s'est réuni le 5 août et a permis de terminer la grève après de mutuelles concessions.

2° **Grève de maçons à Pierre-Bénite** (Rhône). — Les maçons de Pierre-Bénite se sont mis en grève le 9 août en réclamant les avantages récemment concédés à leurs camarades de Lyon.

Le juge de paix s'est entremis pour amener la conciliation et a fixé au 21 août la date de la réunion du comité.

3° Grève de menuisiers à Tours. — Les menuisiers de Tours se sont mis en grève, le 19 août, au nombre d'environ 200, en réclamant une augmentation de salaire et la limitation à 10 heures de la journée de travail.

Plusieurs entrevues entre patrons et ouvriers ayant eu lieu sans résultat, ceux-ci sollicitèrent l'intervention du juge de paix le 27 août.

Les patrons se sont réunis le 2 septembre pour délibérer sur la convocation qui leur avait été adressée et ils ont décidé de ne pas accepter les propositions du juge de paix.

La grève continue.

Arbitrage aux mines de Saint-Laurs.

EXÉCUTION DE LA CONVENTION CONCLUE LE 14 MARS 1896.

Les mineurs de Saint-Laurs s'étaient mis en grève du 4 février au 14 mars 1896 en demandant une augmentation de salaire. Le conflit avait pris fin aux conditions suivantes :

1° Les salaires ne seraient pas abaissés ;

2° Les mineurs recevraient, à titre d'augmentation de salaire, au fur et à mesure que les prix du charbon augmenteraient, la moitié de cette augmentation, suivant une échelle mobile dont le minimum était le cours actuel.

En vertu de cette résolution, et sur la demande des deux parties, M. Fontaine, ingénieur des mines, sous-directeur de l'*Office du travail*, s'est rendu à Saint-Laurs.

Après examen des livres de la compagnie, il a reconnu que, pour le 1^{er} semestre de l'année 1897,

1° Le salaire moyen des ouvriers n'avait pas été au-dessous du niveau atteint par la moyenne des salaires pendant le 2^e semestre 1895 (dernier semestre avant la grève) ;

2° Que le cours moyen du charbon a été inférieur au cours moyen de 2^e semestre 1895.

ANGLETERRE.

Différend entre la Compagnie du North-Eastern Railway et ses ouvriers et employés; arbitrage de Lord James de Hereford. — Le différend qui s'était élevé entre la Compagnie du North-Eastern Railway et ses ouvriers et employés et qui avait amené, le 28 février, une grève de 24 heures, s'est terminé, le 9 août, par l'arbitrage de Lord James de Hereford. Les parties avaient essayé de régler la difficulté par un arbitrage confié à deux délégués, M. Gibb, directeur des services de la compagnie, et M. Bell, secrétaire du syndicat des ouvriers du chemin de fer, pour les ouvriers. Ces deux délégués n'ont pu s'entendre et ont dû en appeler à un tiers arbitre. Lord James Hereford, dont la compétence en pareille matière est bien connue, ayant été désigné à cet effet d'un commun accord, s'est livré à une enquête des plus minutieuses et après avoir, dans une série de réunions, interrogé longuement M. Gibb contradictoirement avec de nombreux témoins appartenant au personnel ouvrier de la compagnie, a rendu sa décision définitive.

Comme les intéressés le réclamaient, la journée des mécaniciens-conducteurs de

machine, des chauffeurs et des gardes de trains de marchandises est fixée à 10 heures, avec stipulation que tout service effectué en dehors de cette période donnera lieu à une gratification proportionnelle d'un quart en sus du prix de la journée ordinaire, gratification qui sera portée à la moitié pour le travail du dimanche, et sous la condition expresse que chaque journée sera réglée séparément sur une base de 10 heures, alors même qu'elle aurait été moindre. Cette dernière concession est d'autant plus importante que la Compagnie du North-Eastern Railway s'était refusée jusqu'ici à l'accorder sous prétexte que la durée des services des diverses catégories du personnel spécial dont il s'agit étant souvent incertaine, il était équitable qu'une longue journée vînt compenser une courte.

Quant aux gardes des trains de passagers dont le service est considéré, avec raison, comme tout à fait exceptionnel, en raison du long parcours que doit faire le matériel confié à leurs soins, leur travail est réglé à raison de 66 heures par semaine avec les mêmes avantages que les mécaniciens pour les heures supplémentaires et pour le service du dimanche.

Les aiguilleurs qui se plaignaient surtout de la longueur excessive du service de certains postes de signaux et qui réclamaient en même temps une augmentation de salaires de moitié pour le travail du dimanche obtiennent également des avantages considérables. Ainsi, dans tous les postes d'aiguillage compris entre Hexham et Carlisle, aussi bien que dans les 49 autres stations semblables, le service n'est plus que de 10 heures au lieu de 12, comme il l'était auparavant, tandis que dans 9 autres postes, il est ramené de 9 à 8 heures. Pour le travail du dimanche, les aiguilleurs reçoivent un excédent de paye variant selon la durée du temps employé. Le salaire des aiguilleurs de 1^{re} classe est fixé à 22 fr. 50 par semaine pour la première année et à 25 fr. 25 pour la seconde; celui des autres à 20 francs et 22 fr. 50 respectivement.

Les poseurs de rails obtiennent une augmentation de 1 fr. 25 par semaine (22 fr. 50 au lieu de 21 fr. 25) et voient leurs salaires doublés pour le travail spécial du dimanche, avec une allocation de logement de 1 fr. 55 par nuit d'absence.

Les chauffeurs comptant plus de trois années de service reçoivent, à titre d'extra, une haute paye journalière de 6 fr. 30 (6 fr. 25 au lieu de 5 fr. 95).

Les nettoyeurs voient leurs salaires surélevés de 2 fr. 50 par semaine (la paye, fixée à 12 fr. 50 pour les ouvriers âgés de 16 ans, est portée à 22 fr. 50 pour ceux âgés de 21 ans).

Enfin, les camionneurs et le personnel des écuries dont les réclamations ont provoqué la grève du 28 février n'obtiennent pas la réduction de la journée demandée. Les porteurs, chargeurs, commissionnaires, vérificateurs continuent à travailler 54 heures par semaine et les conducteurs de camions 60. Par contre, ces ouvriers obtiennent une augmentation de 25 p. 0/0 calculée sur le prix de la journée ordinaire pour toutes les heures où ils sont occupés en dehors des limites fixées ci-dessus. Pour le travail du dimanche, les porteurs, camionneurs et conducteurs de chevaux de garage obtiennent 50 p. 0/0 de plus, les palefreniers, garçons et gardiens d'écurie une gratification d'un sixième du salaire de la semaine courante.

L'arbitre départiteur décide enfin que toutes les difficultés qui pourraient se produire à l'avenir relativement à l'interprétation et à l'application de sa sentence devront lui être soumises par les deux délégués, MM. Gibb et Bell, ou par toute autre personne qu'ils auront, l'un ou l'autre désignée, afin qu'il juge et se prononce en dernier ressort.

La sentence arbitrale est entrée en vigueur le 27 août dernier.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Juillet 1897.

Nombre des versements.....	235.647	
représentant une somme de.....		30.341.538 ^f
Nombre des remboursements.....	119.432	
représentant une somme de.....		25.543.387
Rentes achetées à 317 déposants pour un capital de.....		401.574
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		4.396.577
Nombre de comptes existant au 31 juillet 1897 ..		2.825.226
Nombre de comptes existant au 31 juillet 1896 ..		2.615.189
AUGMENTATION.....		210.037

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'Août 1897.

Dépôts de fonds.....	12.817.535 ^f	
Retraits de fonds.....	12.080.430	
Excédent des dépôts.....		737.105
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.		599.614

Caisse nationale des retraites.

	RÉSUMÉ des opérations effectuées pendant les mois de	
	Juillet 1897.	Août 1897.
Nombre de versements reçus	179.564	52.345
représentant une somme de.....	1.802.446 ^f	801.704 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.	1.628.077	534.906
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	1.330.713	686.871
Nouvelles rentes inscrites.....	68.476	364.676
Nombre de parties prenantes	1.114	"
MONTANT TOTAL des rentes en cours....	33.522.393	33.887.080
Nombre de titres.....	221.949	225.475

LES GRÈVES EN AOÛT 1897.

29 grèves ont été signalées en août à l'Office du travail.

On en avait compté 25 en août 1896, et la moyenne pour ce même mois au cours des quatre années 1893, 1894, 1895 et 1896 a été également de 29.

22 grèves n'ont atteint qu'un seul établissement.

Il y en a eu 10 dans le Rhône, dont 5 parmi les maçons de localités voisines de Lyon et qui sont la conséquence, en quelque sorte la suite, de la grande grève des maçons qui a pris fin le 31 juillet.

On en trouve ensuite 8 dans le Nord, 3 dans la Seine-Inférieure, 2 dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var, 1 dans l'Allier, l'Indre-et-Loire, la Nièvre et la Seine.

Le nombre connu de grévistes pour 22 de ces grèves est de 1975 ; il s'était élevé à 1.857 en août 1896.

L'industrie la plus éprouvée a été celle du bâtiment, dans laquelle 11 grèves ont été relevées.

Viennent ensuite les industries textiles : 7 grèves ; métallurgiques : 4 grèves ; et les professions suivantes dans lesquelles on n'en a qu'une seule à noter : briquetiers, cordonniers, garçons laitiers, ouvriers d'une usine de produits chimiques, saliniers, tourneurs sur bois et typographes.

Les causes qui ont occasionné ces conflits se répartissent de la manière suivante :

Demandes d'augmentation de salaire.....	18
Réductions de salaire.....	3
Demandes de diminution du temps du travail avec augmentation de salaire.....	2
Contestation au sujet d'un règlement d'atelier.....	1
Demandes de maintien de contremaîtres.....	2
Demandes de renvoi de contremaîtres ou ouvriers.....	3

Des 29 grèves commencées en août, 20 sont terminées, elles ont duré :

Une, 17 jours ; une, 16 jours ; une, 9 jours ; deux, 8 jours ; une, 7 jours ; deux, 5 jours ; une, 4 jours ; trois, 3 jours ; une, 2 jours, et sept, 1 jour ou moins d'une journée.

Si l'on y ajoute 6 grèves commencées en mai, juin et juillet, et qui ont pris fin seulement au cours du mois d'août, on constate que les résultats obtenus par les grévistes pour l'ensemble de ces conflits se décomposent en :

- 4 réussites ;
- 5 transactions ;
- 17 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Tollistes.	10 (1)	50	1
24 mai...	6 août...	Paris.	Seine.	Imprimeurs en taille-douce.	1	25	2
7 juin...	9 août...	Pau.	Basses-Pyrénées.	Peintres.	16	60	3
12 juin...	13 août...	Condé-sur-Noireau.	Calvados.	Tisseurs.	1	440	4
19 juillet.	16 août...	Lepuix-Gy.	Haut-Rhin.	Tisseurs de coton.	1	65	5
26 juillet.	2 août...	Paris.	Seine.	Biseauteurs de glaces.	1	4	6
27 juillet.	28 août..	Paris.	Seine.	Fabrique de compteurs à gaz.	1	170	7
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} août..	.....	Lille-Roubaix. Ar- mentières.	Nord.	Parqueteurs.	.....	.....	1
2 août...	10 août..	Lyon.	Rhône.	Tourneurs (bois).	1	9	2
3 août...	7 août...	Graville-Sainte-Ho- norine.	Seine-Inférieure.	Tréfileurs.	1	89	3
3 août...	6 août...	Prémery.	Nièvre.	Fab ^{que} de produits chimiques.	1	24	4
4 août...	5 août...	Lyon.	Rhône.	Corsetières.	1	5	5
4 août...	.....	Aubers.	Nord.	Terrassiers et briquetiers.	1	.....	6
5 août...	6 août...	Malaunay.	Seine-Inférieure.	Imprimeurs sur étoffe.	1	62	7
6 août...	9 août...	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Plombiers-zingueurs.	1	90	8
6 août...	11 août...	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs.	1	80	9
6 août...	23 août...	Collonges.	Rhône.	Maçons.	.....	.....	10
7 août...	14 août...	Mardore.	Rhône.	Tisseurs.	1	37	11
7 août...	10 août...	Toulon.	Var.	Terrassiers-tubistes.	1	40	12
9 août...	10 août...	Diou.	Allier.	Terrassiers.	1	350	13
9 août...	14 août...	Chasselay.	Rhône.	Maçons.	.....	7	14
9 août...	.....	Pierre-Bénite.	Rhône.	Maçons.	.....	.....	15
9 août...	10 août...	Le Havre.	Seine-Inférieure.	Typographes.	1	.....	16
10 août...	.....	Seclin.	Nord.	Fileurs.	1	150	17
11 août...	.....	Neuville.	Rhône.	Maçons.	.....	.....	18
12 août...	13 août...	La Seyne.	Var.	Forgers et chaudronniers.	1	380	19
13 août...	14 août...	Paris.	Seine.	Garçons laitiers.	1	18	20
14 août...	.....	Tourcoing.	Nord.	Épouleteurs (filature de lin).	1	32	21
16 août...	.....	Millery.	Rhône.	Maçons.	.....	.....	22
16 août...	.....	Istres.	Bouches-du-Rhône.	Saliniers.	1	180	23
19 août...	.....	Tours.	Indre-et-Loire.	Menusiers.	.....	200	24
24 août...	1 ^{er} sept...	Vieux-Condé.	Nord.	Cordonniers.	1	45	25
24 août...	2 sept...	Saint-Amand.	Nord.	Chainiers et frappeurs.	1	35	26
25 août...	26 août...	Lille.	Nord.	Émoucheurs (filature de lin).	1	17	27
28 août...	13 sept...	Lyon.	Rhône.	Sciurs de long.	7	45	28
31 août...	2 sept...	Lyon.	Rhône.	Maçons.	1	80	29

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPRÉSENTANTS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUILLET 1897 (A).

1	Demande d'unification des tarifs.....	.....	(1) Depuis le commencement de la grève, 70 établissements ont été atteints successivement et il y a eu 1.210 grévistes.
2	Demande de renvoi du contremaître.....	Échec (2).	
3	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
4	Réduction de salaires.....	Échec.	(2) 21 grévistes ont été remplacés.
5	Réduction de salaires.....	Échec.	
6	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	Échec (3).	(3) Grévistes remplacés.
7	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec (4).	(4) 85 grévistes ont été remplacés.

EN AOÛT 1897.

1	Demande d'augmentation de salaires et d'unification des tarifs.....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
4	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (6).	(6) 8 grévistes ont été remplacés.
5	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (7).	(7) Grévistes remplacés.
6	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
7	Réduction de salaires.....	Réussite.	
8	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
9	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
11	Réduction de salaire.....	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
15	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
16	Refus de payer les heures du dimanche.....	Échec (8).	(8) Grévistes immédiatement remplacés.
17	Demande de maintien d'un contremaître.....	.....	
18	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
19	Demande de renvoi du concierge.....	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (9).	(9) Grévistes immédiatement remplacés.
21	Demande de maintien d'un contremaître.....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
24	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	.....	
25	Réduction de salaires.....	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
27	Règlement d'atelier.....	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
29	Demande de renvoi de 3 ouvriers.....	Réussite.	

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction du travail et de l'industrie. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois d'août 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ariège [30 avril 1897]. — Syndicat médical de l'Ariège (38 membres). Siège social : Foix.

Cher [15 juillet 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie de la ville de Bourges (30 membres). Siège social : place de la Nation : 9, à Bourges.

Finistère [20 juin 1897]. — Syndicat des patrons pêcheurs de l'île Tudy, Loctudy et Sainte-Marine (44 membres). Siège social : île Tudy.

[20 juillet 1897]. — Syndicat professionnel des patrons marins-pêcheurs du quartier de Camaret, port de Morgat (35 membres). Siège social : Morgat.

Gironde [30 juin 1897]. — Syndicat des docteurs-médecins-dentistes, chirurgiens-dentistes diplômés de Bordeaux (6 membres). Siège social : rue Castillon, 22, à Bordeaux.

[24 juillet 1897]. — Syndicat des anciens tripiers de Bordeaux (43 membres). Siège social : rue de Bègles, 142, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [1^{er} mai 1897]. — Chambre syndicale des cafetiers-limonadiers-débitants de la ville de Rennes (23 membres). Siège social : rue de Rohan, 1, à Rennes.

Indre-et-Loire [12 août 1897]. — Chambre syndicale de la boulangerie du département d'Indre-et-Loire (82 membres). Siège social : rue des Halles, 45, à Tours.

[12 août 1897]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances à primes fixes du département d'Indre-et-Loire (17 membres). Siège social : rue du Général-Jameton, 10, à Tours.

Rhône [2 juillet 1897]. — Union syndicale des propriétaires des kiosques à liqueurs dits : « Bancs de tisane » (60 membres). Siège social : rue de la Monnaie, 11, à Lyon.

Seine [10 juillet 1897]. — Chambre syndicale des articles de ménage (27 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, Paris.

[17 juillet 1897]. — Chambre syndicale des fabricants de plâtre (43 membres). Siège social : rue Stanislas, 16, à Paris.

[3 août 1897]. — Chambre syndicale des vins en bouteilles (27 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

[3 août 1897]. — Chambre syndicale des marchands de chaussures en détail du département de la Seine (76 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

[6 août 1897]. — Chambre syndicale des approvisionneurs aux Halles centrales de Paris (41 membres). Siège social : rue Saint-Martin : 8, à Paris.

Seine-Inférieure [24 mai 1897]. — Syndicat des courtiers en marchandises assermentés du Havre. Siège social : hôtel de ville du Havre.

Var [13 juin 1897]. — Chambre syndicale des arts et industries du bâtiment de la Seyne (19 membres). Siège social : avenue Fort-Caire, 5, à la Seyne.

Vienne [4 juillet 1897]. — Chambre syndicale de la charcuterie de la ville de Poitiers (20 membres). Siège social : café de l'Abattoir, à Poitiers.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [16 juin 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et similaires de Vichy (84 membres). Siège social : avenue des Célestins, 99, à Vichy.

Alpes-Maritimes [17 juin 1897]. — Syndicat des ouvriers marbriers de la ville de Nice (65 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

Cher [26 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers journaliers et travaux similaires (40 membres). Siège social : Bourse du travail de Bourges.

Finistère [18 juin 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers déchargeurs réunis de la ville de Brest (66 membres). Siège social : marché aux Toiles, 2, à Brest.

[4 juillet 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment de la ville de Quimper (67 membres). Siège social : rue du Guéodet, 6, à Quimper.

Gard [17 juin 1897]. — Syndicat mutuel des travailleurs du livre d'Alais (24 membres). Siège social : rue Peyrolierie, 11, à Alais.

Gironde [22 mai 1897]. — Syndicat des artistes musiciens du Grand Théâtre municipal de Bordeaux (53 membres). Siège social : à l'Athénée, à Bordeaux.

[30 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers constructeurs maritimes (450 membres). Siège social : rue Perr, 3, à Bordeaux.

[20 juin 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers jardiniers municipaux de la ville de Bordeaux (35 membres). Siège social : Bourse du travail de Bordeaux.

Hérault [5 juin 1897]. — Syndicat des ouvriers barilleurs de la ville de Cette (27 membres). Siège social : école Victor-Hugo, à Cette.

Indre-et-Loire [23 juillet 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de la Compagnie générale française des tramways de la ville de Tours. Siège social : Bourse du travail de Tours.

Isère [13 juillet 1897]. — Syndicat des employés gaziers municipaux de Grenoble [43 membres]. Siège social : Bourse du travail, à Grenoble.

Loire-Inférieure [16 juin 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers relieurs, papetiers, cartonniers, encadreur et régleurs de la ville de Nantes (30 membres). Siège social : rue Contrescarpe, 5, à Nantes.

Nord [4 juillet 1897]. — Union syndicale et fraternelle des ouvriers charpentiers et menuisiers d'Armentières et des environs (112 membres). Siège social : Grande-Place, 11, à Armentières.

Rhône [6 juin 1897]. — Société amicale des protes et correcteurs d'imprimerie de province [95 membres] Siège social : café Buisson, place de l'Hôpital.

Seine [28 juin 1897]. — Union syndicale des garçons laitiers en gros de Paris (113 membres). Siège social : Bourse du travail de Paris.

[10 juillet 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et tailleurs de pierre du canton de Vanves (19 membres). Siège social : mairie d'Issy-les-Moulineaux.

[11 août 1897]. — Chambre syndicale des employés, ouvriers et mécaniciens de la traction mécanique de la Compagnie générale des omnibus (137 membres). Siège social : rue de Bondy, 30, Paris.

Tarn [22 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de professions diverses d'Albi (hommes de peine, manœuvres, journaliers, commissionnaires, etc.) (25 membres). Siège social : hôtel de ville d'Albi.

[16 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers-ébénistes de la ville d'Albi (15 membres). Siège social : hôtel de ville d'Albi.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Ariège [29 juin 1897]. — Syndicat mixte de l'Aiguille. Siège social : rue du Vivier, à Foix.

Gironde [25 juin 1897]. — Syndicat Cheverus, patrons et ouvriers du bâtiment (27 membres). Siège social : rue Rodrigues-Péreira, 9, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [19 juin 1897]. Syndicat fraternel de l'habillement de Rennes (23 membres). Siège social : rue Vasselot, 6, à Rennes.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Hautes-Alpes [25 avril 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Rosans (80 membres). Siège social : mairie de Rosans.

Doubs [4 février 1897]. — Syndicat agricole de Colombier-Chatelet (50 membres). Siège social : Colombier-Chatelet.

[19 mars 1897]. — Syndicat agricole de Chamesol (48 membres). Siège social : Chamesol.

[1^{er} avril 1897]. — Syndicat agricole de Colombier-Fontaine (38 membres). Siège social : mairie de Colombier-Fontaine.

[1^{er} mai 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Montécheroux (55 membres). Siège social : Montécheroux.

[16 mai 1897]. — Syndicat agricole des Poutets (25 membres). Siège social : mairie des Poutets.

Gironde [12 mai 1897]. — Syndicat des propriétaires du canton de Pessac et des cantons limitrophes (25 membres). Siège social : Pessac.

Isère [22 mai 1897]. — Syndicat des agriculteurs de Varcès et Allières-et-Risset (120 membres). Siège social : Varcès.

[21 juin 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Champagnier (26 membres). Siège social : Champagnier.

Meuse [24 juillet 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Dannevoux (62 membres). Siège social : Dannevoux.

Morbihan [31 mars 1897]. — Syndicat agricole du canton du Faouët (60 membres). Siège social : mairie du Faouët.

[10 avril 1897]. — Syndicat agricole et horticole des agriculteurs, cultivateurs et horticulteurs du canton de Rohan et de quelques communes des cantons voisins.

Pas-de-Calais [13 juin 1897]. — Syndicat agricole de Loos-en-Gohelle (24 membres). Siège social : école des garçons, à Loos.

Saône-et-Loire [20 juin 1897]. — Société agricole de Salornay-sur-Guye (27 membres). Siège social : Salornay.

Var [25 février 1897]. — Syndicat agricole de Cabasse (63 membres). Siège social : place Saint-Pons, à Cabasse.

Vaucluse [19 juillet 1897]. — Syndicat général des sériculteurs de France. Siège social : rue Joseph-Vernet, 92, à Avignon.

Vienne [20 mai 1897]. — Syndicat poitevin de l'industrie agricole (68 membres). Siège social : Poitiers.

UNION DE SYNDICATS.

Vaucluse [5 juillet 1897]. — Union des syndicats agricoles riverains du Rhône (6 syndicats adhérents). Siège social : rue Joseph-Vernet, 92, à Avignon.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [10 mai 1887]. — Syndicat de l'ameublement (44 membres). Siège social : rue de l'Arbre-Sec, 46.

[1888]. — Chambre syndicale des fabricants bijoutiers, joailliers, orfèvres et industries qui s'y rattachent (130 membres). Siège social : rue Chapon, 14, à Paris.

[25 avril 1890]. — Chambre syndicale des marchands titulaires et postulants des marchés banals de Paris (207 membres). Siège social : rue Croix-Nivert, 94, Paris.

[1^{er} décembre 1895]. — Chambre syndicale du phosphate (25 membres). Siège social : place des Vosges, 9, Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [1889]. — Chambre syndicale de la teinturerie en peaux pour la ville de Paris (100 membres). Siège social : Bourse du travail, Paris.

[10 mai 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers en papiers de couleurs et fantaisie (15 membres). Siège social : passage Ménilmontant, 3, Paris.

[9 octobre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers en fermetures de bourses et porte-monnaie (40 membres). Siège social : passage du Buisson-Saint-Louis, 11, Paris.

[1894]. — Association mutuelle des voyageurs et représentants en chapellerie de France (72 membres). Siège social : rue des Archives, 25, Paris.

3° SYNDICAT MIXTE.

Seine [12 décembre 1891]. — Syndicat mixte des patrons, fabricants, commerçants, ouvriers et employés de l'alimentation (20 membres). Siège social : rue Bonaparte, 74, Paris.

NOTE SUR LE MINIMUM DE SALAIRE

DANS LES TRAVAUX PUBLICS

EN ANGLETERRE, EN BELGIQUE, EN HOLLANDE, EN SUISSE, AUX ÉTATS-UNIS ET EN FRANCE (1).

Sous ce titre, l'Office du travail a réuni et publié, à la demande du Conseil supérieur du travail, divers documents officiels dont plusieurs avaient déjà été analysés ou reproduits dans le *Bulletin*.

I.

En ce qui concerne l'Angleterre, cette note comprend :

1° L'analyse d'un rapport parlementaire du 3 novembre 1893 sur les conditions du travail dans les contrats passés par les *Districts sanitaires urbains*;

2° Le résumé des renseignements fournis par le secrétaire de l'Administration scolaire (School Board) de Londres sur les conditions du travail insérées depuis 1889, par cette Administration, dans ses cahiers des charges;

3° Les articles du règlement du Conseil de comté de Londres relatifs aux salaires et à la durée du travail à observer dans les travaux de construction ou de réparation des bâtiments et dans l'exécution des marchés de fournitures diverses;

4° Pour les travaux de l'État, l'analyse de deux enquêtes parlementaire faites en 1896; la 1^{re}, sur l'application des conditions du travail dans les ateliers d'imprimerie et de reliure travaillant pour le compte du Gouvernement; la 2^e, portant sur

(1) 1 brochure grand in-8° de 129 pages. Paris, 1897, Imp. nat.

tous les genres de travaux et sur l'ensemble des administrations de l'État en Angleterre, en Ecosse et en Irlande.

Le résumé des dépositions faites au cours de ces deux enquêtes et des pièces officielles qui y ont été produites donne exactement l'état de la question du minimum de salaires dans la Grande-Bretagne en 1896.

II.

En Belgique, il y a dix ans que la clause d'un minimum de salaire a commencé à être introduite dans les cahiers des charges des travaux donnés en adjudication par diverses communes. Cette clause a été adoptée peu à peu par le plus grand nombre des administrations provinciales et communales et finalement par l'État lui-même depuis le mois de juillet 1896.

En ce qui touche la Belgique, la note de l'Office du travail se compose de trois parties :

1° Un compte rendu de la discussion sur le minimum de salaire au Conseil supérieur du travail en 1893-1894. — Pour joindre à l'exactitude la plus grande condensation possible, les arguments produits ont été cités textuellement. Mais ils ont été, sans tenir compte de l'ordre des séances, réunis en trois groupes :

A. *Exposé de la question.*

B. *Objections.*

C. *Réponses aux objections et propositions transactionnelles.*

2° Un résumé de l'enquête entreprise en mai 1896 par la municipalité bruxelloise, complétée par les renseignements publiés jusqu'au 31 décembre 1896 par la *Revue du travail*, organe de l'Office du travail de Belgique et suivi d'un résumé de la discussion au Conseil communal de Bruxelles.

Cette enquête fournit la liste des villes et des provinces qui ont appliqué le minimum de salaire dans leurs travaux, le mode de détermination des salaires, les mesures prises pour les demi-ouvriers, la sanction apportée à ces règles et les résultats obtenus.

3° Les déclarations de M. Nyssens, ministre de l'industrie et du travail, et de M. de Bruyn, ministre de l'agriculture et des travaux publics, à la chambre des représentants le 19 juin 1896; les circulaires de juillet et de décembre 1896 sur l'application du minimum de salaire dans les travaux de l'État.

Les trois comptes rendus ci-dessus donnent l'état exact de la question en Belgique, au 1^{er} janvier 1897.

III.

Eu 1893 et 1894, plusieurs villes de Hollande, parmi lesquelles celles d'Alkmaar, Schiedam, Sneek, Winschoten, Zaandam, Zutphen et Zwolle, ont décidé d'insérer dans les cahiers des charges des travaux communaux des clauses relatives aux conditions du travail (durée du travail et salaire minimum).

Un grand nombre de communes de moindre importance ont également résolu d'adopter, le cas échéant, la même mesure.

Le comité exécutif des États provinciaux de la Frise a aussi pris un règlement dans le même sens.

La note de l'Office du travail analyse les dispositions adoptées. Elle se termine par un tableau comparatif des soumissions présentées par les entrepreneurs de la

ville d'Amsterdam, de janvier à juillet 1894, au cours de 14 adjudications portant sur un montant total de travaux de 400.000 francs. Pour chaque adjudication, on trouve le montant des soumissions les plus basses et la moyenne des montants de toutes les soumissions présentées, d'une part avec application des nouvelles clauses, d'autre part sans cette application.

La différence est très faible entre les deux catégories de soumissions, celle qui comporte et celle qui ne comporte pas l'application des nouvelles clauses. Sur l'ensemble des soumissions présentées, cette différence est de 2,17 p. o/o ; sur les soumissions les plus basses elle est seulement de 1,26 p. o/o. On peut remarquer combien plus grande est, dans chaque cas, la différence entre le montant moyen des soumissions présentées et le montant des plus basses d'entre elles. Sur l'ensemble, cette différence atteint 10,5 p. o/o pour les soumissions de la première catégorie et 9,5 pour celles de la seconde.

IV.

En ce qui concerne la Suisse, la note reproduit l'article 152 de la constitution municipale de la ville de Zurich qui fixe un salaire minimum pour les ouvriers employés au compte de la commune.

Des prescriptions analogues ont été demandées dans d'autres villes de la Suisse, mais n'ont pas encore été adoptées.

V.

Aux États-Unis, la législation fédérale et la plupart des législations des États soumettent à des conditions protectrices, comprenant généralement la journée de huit heures, l'emploi des ouvriers occupés aux travaux entrepris par ou pour l'État.

La note de l'Office du travail reproduit les textes de ces lois.

VI.

En ce qui concerne la France, la note commence par l'historique de la série des prix de la ville de Paris et rappelle les tentatives faites par le Conseil municipal de la capitale en vue d'introduire les salaires de cette série comme condition obligatoire des cahiers des charges communaux. On sait que les tentatives ont échoué devant l'interprétation donnée à l'ordonnance du 14 novembre 1837 d'abord par le Gouvernement (1882-1887), puis, depuis 1888, par le Conseil d'État (1).

La note se termine par le texte de deux propositions de loi qui ont été soumises au Parlement en vue de modifier cet état de choses, et par l'énoncé des conditions du travail en vigueur sur les chantiers de l'Exposition (Loi du 13 juin 1896 et Cahier des clauses et conditions générales, art. 9, 11 et 14).

(1) Arrêts des 21 avril 1870 et 25 janvier 1890.

LA SITUATION DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCES

EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENTS DE 1868 À 1896.

Les documents suivants sont extraits du rapport présenté à M. le Président de la République par la Commission supérieure des deux caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents :

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS.

OPÉRATIONS DEPUIS L'ORIGINE.

Assurances individuelles. — Les capitaux assurés du 11 juillet 1868 au 31 décembre 1896 se sont élevés à..... 4,532,060^f 08^c
pour 2,571 assurances.

Les assurances liquidées par suite du décès des titulaires, ou annulées pour cause d'irrégularité ou par application de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1868 (décès dans les deux ans du contrat et suicide) et les péremptions ont réduit cette somme de..... 1,515,446 85

Les capitaux restant assurés au 31 décembre 1896 atteignent, en conséquence, la somme de..... 3,016,613 23

Les recettes se composent :

Du montant des primes versées.....	1,031,920 33
Des arrérages de rentes.....	178,200 50
De recettes diverses (intérêts de retard, etc.).....	3,538 45
TOTAL.....	1,213,659 28

Les dépenses comprennent :

Les paiements de capitaux assurés..	599,177 ^f 94 ^c	} 613,109 53
Les remboursements de primes....	13,931 59	
L'excédent des recettes sur les dépenses est ainsi de.....	600,549 75	

Assurances collectives. — Les primes versées par les sociétés de secours mutuels et afférentes à 1,647 assurances collectives se rapportent, dans leur ensemble, à 392,644 têtes; elles s'élèvent à la somme de..... 1,731,249^f 75^c

à laquelle il convient d'ajouter :

1° Les intérêts de retard.....	527 89	} 1,731,977 ^f 64 ^c
2° Le reversement d'une somme de.....	200 00	

indûment perçue.

Les paiements de capitaux après décès de 8,631 assurés et les remboursements de primes atteignent le chiffre de..... 2,066,101 00

Excédent des dépenses sur les recettes..... 334,123 36

<i>Opérations totales.</i> — Le déficit résultant des assurances collectives, ci 334,123 fr. 36, augmenté de la perte de.....	2,162 ^f 05 ^c
subie en 1891 sur l'aliénation des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) que possédait la Caisse, forme un total de.....	336,285 41
Cette somme a dû être prélevée sur l'excédent de recettes provenant des assurances individuelles.....	600,549 75
qui se trouve réduit à.....	264,264 34
En y ajoutant les.....	999,985 05
correspondant au transfert opéré, en vertu de l'article 58 de la loi du 26 juillet 1893, du compte de la Caisse d'assurance en cas d'accidents au compte de la Caisse d'assurance en cas de décès, le total des ressources de la Caisse atteint.....	1,264,249 39
Sur cette somme.....	1,197,322 42
sont représentés par 4,840 francs de rente 3 1/2 p. o/o et 33,030 francs de rente 3 p. o/o existant dans le portefeuille de la Caisse au 31 décembre 1896.	
La différence.....	66,926 97

est égale au solde créditeur, à cette même date, du compte de la Caisse d'assurance en cas de décès à la Caisse des dépôts et consignations.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES EN CAS D'ACCIDENTS.

OPÉRATIONS DEPUIS L'ORIGINE.

Du 11 juillet 1868 au 31 décembre 1896, les versements effectués à la Caisse d'assurance en cas d'accidents aux noms de 39,654 assurés se sont élevés, y compris les intérêts de retard et le montant des dixièmes de garantie, à.....	251,515 ^f 96 ^c
Le règlement des sinistres, les frais accessoires et les remboursements de versements irréguliers et de dixièmes de garantie n'ont entraîné qu'une dépense de.....	190,216 48
qui n'a atteint que 75.63 p. o/o des versements et laisse un excédent de.....	61,299 48
La subvention de l'État.....	2,100,000 ^f 00 ^c
Le don de M. le baron de Beauverger.....	1,000 00
et les arrérages de rente encaissés....	4,251,250 00
ajoutés à la somme ci-dessus, portent l'excédent total des recettes sur les dépenses à.....	6,413,549 48
Sur cette somme, il a été employé en rentes sur l'État.....	6,391,229 23
et il restait au 31 décembre 1896 un solde non employé de..	22,320 25

Les rentes provenant de ces achats s'élevaient à 253,980^f 00^c

Mais ce revenu s'est trouvé réduit :

1° Par suite de la conversion de la rente 5 p. o/o en 4 1/2 p. o/o, en vertu de la loi du 27 avril 1883, de	330 ^f 00 ^c	}	47,077 00
2° Par le transfert à la Caisse d'assurances en cas de décès, en exécution de l'article 58 de la loi de finances du 26 juillet 1893, de	30,753 00		
3° Par suite de la conversion du 4 1/2 p. o/o 1883 en 3 1/2 p. o/o en vertu de la loi du 17 janvier 1894, de..	15,994 00		

Au 31 décembre 1896, le revenu du portefeuille était de 206,021 00

soit de 3.22 p. o/o du capital employé.

Le nombre moyen des personnes assurées annuellement est de 1,416 seulement. Sur 39,654 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 81 sinistres dont 61 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 20 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.04 par 1,000 assurés.

Enfin, les recettes provenant de cotisations, intérêts de retard et dixièmes de garantie ont dépassé les dépenses de 61,299 fr. 48 cent., soit 32.22 p. o/o du montant des dépenses.

CONCLUSION.

La Caisse d'assurances en cas de décès, ainsi qu'on l'a vu plus haut dans l'exposé relatif à la situation financière, possède actuellement des réserves suffisantes pour faire face aux charges provenant des contrats déjà souscrits. En outre, la modification apportée à ses tarifs par le décret du 28 décembre 1893 et les changements qui pourraient être opérés ultérieurement dès que le besoin s'en ferait sentir permettront d'éviter toutes pertes sérieuses pour les assurances nouvelles qui pourront être contractées à l'avenir.

La Caisse d'assurances en cas de décès n'a reçu, en 1896, aucun contrat d'assurance temporaire, en exécution de la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché.

Quant à la Caisse d'assurances en cas d'accidents, elle possède un revenu plus que suffisant pour assurer le fonctionnement de l'Institution tel qu'il est organisé par la loi du 11 juillet 1868.

Nous faisons suivre cet exposé :

1° De la statistique des assurances individuelles en cas de décès contractées depuis l'origine (1868) jusqu'au 31 décembre 1896 ;

2° De quatre tableaux présentant les recettes, les dépenses, les capitaux assurés et l'emploi des fonds durant cette même période.

CAISSE D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS.

I. STATISTIQUE des assurances individuelles contractées depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1896.

		1868 à 1895.		1896.		RÉCAPITULATION.		
		HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
		1	2	3	4	5	6	7
État civil.	Célibataires.....	834	43	4	3	838	46	884
	Mariés.....	1,248	252	64	8	1,312	260	1,572
	Veufs.....	72	35	3	"	75	35	110
	Divorcés.....	2	2	1	"	3	2	5
	TOTAUX.....	2,156	332	72	11	2,228	343	2,571
Âge des assurés.	de 16 à 20 ans.....	528	8	"	"	528	8	536
	de 20 à 30 ans.....	339	91	7	5	346	96	442
	de 30 à 40 ans.....	688	130	46	5	734	135	869
	de 40 à 50 ans.....	401	62	17	1	418	63	481
	de 50 à 60 ans.....	200	41	2	"	202	41	243
	TOTAUX.....	2,156	332	72	11	2,228	343	2,571
Durée de l'acquittement de la prime.	Primes uniques.....	144	17	31	"	175	17	192
	4 ans.....	1	"	1	1	2	1	3
	5 ans.....	19	7	"	"	19	7	26
	10 ans.....	58	15	1	"	59	15	74
	15 ans.....	55	9	2	"	57	9	66
	19 ans.....	1	"	"	"	1	"	1
	20 ans.....	123	20	4	1	127	21	148
	la durée de la vie.....	1,755	264	33	9	1,788	273	2,061
	TOTAUX.....	2,156	332	72	11	2,228	343	2,571
Sommes assurées.	500 francs et au-dessus.....	874	62	36	5	910	67	977
	501 à 1,000 francs.....	166	31	5	1	171	32	203
	1,001 à 1,500 —.....	48	9	1	"	49	9	58
	1,501 à 2,000 —.....	76	15	1	"	77	15	92
	2,001 à 2,500 —.....	12	2	1	"	13	2	15
	2,501 à 2,999 —.....	6	2	2	"	8	2	10
	Maximum de 3,000 francs.....	974	211	26	5	1,000	216	1,216
	TOTAUX.....	2,156	332	72	11	2,228	343	2,571
Classification professionnelle.	Ouvriers.....	805	13	31	4	836	17	853
	Artisans patentés, marchands.....	135	41	5	"	140	41	181
	Domestiques.....	13	15	20	"	13	15	28
	Fonctionnaires et employés.....	760	39	9	3	789	42	831
	Agents de chemin de fer.....	45	"	2	"	47	"	47
	Agriculteurs.....	48	3	"	1	48	4	52
	Professions libérales et rentiers.....	350	221	5	3	355	224	579
	TOTAUX.....	2,156	332	72	11	2,228	343	2,571

CAISSE D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS.

II. RÉSUMÉ des opérations effectuées du 1^{er} juillet 1868 au 31 décembre 1896.

RECETTES.

ANNÉES D'OPÉRATIONS.	ASSURANCES INDIVIDUELLES.										ASSURANCES COLLECTIVES. (Sociétés de secours mutuels.)				TOTAL.	
	PRIMES UNIQUES.		PREMIÈRES primes annuelles.		PRIMES ultra-rieures.		TOTAL.				Nombre de sociétés.	Nombre de primes.	Sommes. 12	fr. c.	Nom- bres. 13	Sommes. 14
	Nom- bres. 2	Sommes. 3	Nom- bres. 4	Sommes. 5	Nom- bres. 6	Sommes. 7	Nom- bres. 8	Sommes. 9								
1		fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.			10	11				
1868 à 1888	53	35,374 83	1,428	72,820 94	7,540	407,429 23	9,021	515,625 00			1,083	264,758	1,034,989 82		273,779	1,550,614 82
1889	2	153 12	105	2,951 72	813	45,631 62	920	48,736 46			89	22,442	100,100 99		23,362	148,837 45
1890	3	3,284 54	109	4,959 77	862	48,032 51	974	56,276 82			78	19,705	80,106 84		20,679	136,383 66
1891	32	13,515 69	184	6,403 51	726	46,909 00	942	66,828 20			70	15,760	94,439 93		16,702	161,268 13
1892	10	4,123 18	171	8,341 48	1,072	51,506 70	1,253	64,061 36			62	13,607	82,580 96		14,860	146,642 32
1893	19	7,306 53	163	5,770 44	989	55,636 45	1,171	68,713 42			66	15,241	85,125 63		16,412	153,839 05
1894	7	5,584 29	90	5,686 93	1,103	58,494 26	1,200	69,765 48			63	13,476	83,979 60		14,676	153,715 08
1895	35	7,764 38	77	6,465 25	968	59,291 05	1,080	73,520 68			67	14,321	93,175 90		15,401	166,696 58
1896	31	1,969 24	52	3,938 97	991	62,484 70	1,074	68,392 91			69	13,336	76,750 08		14,410	145,142 99
TOTAUX	192	70,075 80	2,379	117,359 01	15,064	835,505 52	17,635	1,031,920 33			1,647	392,646	1,731,249 75		410,281	2,763,170 08

CAPITAUX ASSURÉS.

ANNÉES D'OPÉRATIONS.	CAPITAUX ASSURÉS.		DIMINUTION PAR SUITE DE :					TOTAL des déductions.	SOLDE.
	3	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1868 à 1888.....	2,877,710 62	227,427 83	77,400 00	17,400	frances.	385,846 07	708,073 00	8	
1889.....	125,917 36	33,050 29	8,000 00	"	"	41,038 34	82,088 63		
1890.....	202,713 80	41,331 85	16,000 00	"	"	36,032 62	93,364 47		
1891.....	271,347 06	41,750 85	9,000 00	200		41,469 16	92,420 01		
1892.....	312,176 85	28,548 30	7,377 72	6,000		33,125 63	75,051 65		
1893.....	253,166 20	58,873 74	8,401 79	3,000		40,673 12	110,948 65		
1894.....	181,639 24	44,480 35	"	"		46,716 13	91,196 48		
1895.....	189,941 03	78,153 71	0 30	3,000		43,096 26	124,250 27		
1896.....	117,447 92	45,561 02	9,000 00	"		83,491 77	138,052 79		
TOTAUX.....	4,532,060 08	599,177 94	135,179 81	29,600		751,489 10	1,515,446 85	3,016,613 23	

EMPLOI DES FONDS.

ANNÉES D'OPÉRATIONS.	3 1/2 P. 0/0.				3 P. 0/0.				TOTAL.		INTÉRÊT MOYEN.		
	RENTES. 2	COÛT. 3	fr. c.	frances.	RENTES. 4	COÛT. 5	fr. c.	frances.	RENTES. 6	COÛT. 7			
1868 à 1895.....												fr. c.	3 16
Rentes achetées du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1896.....		4,013 827	121,881 05		33,030 "	1,050,473 35		37,043 827		1,172,354 40		fr. c.	3 31
TOTAUX au 31 décembre 1896.....		4,840	146,849 07		33,030	1,050,473 35		37,870		1,197,322 42		fr. c.	3 16

RÉSUMÉ.

MONTANT total des versements.....	2,763,170 ^f 08 ^e
Intérêts de retard et reversement de capitaux indûment payés.	4,266 34
Encaissement d'arrérages de 1868 à 1896 inclusivement.....	178,200 50
Dotation provenant du compte de la Caisse d'assurances en cas d'accidents.....	999,985 05

TOTAL des recettes..... 3,945,621 97

Dépenses effectuées de 1868 à 1896 inclusivement.....	2,679,210 ^f 53 ^e	} 2,681,372 58
Perte subie sur aliénation de rente 4 1/2 p. o/o (1883).....	2,162 05	

NET à employer en rentes..... 1,264,249 39

Achat de rentes 3 1/2 p. o/o.....	146,849 ^f 07 ^e	} 1,197,322 42
Achat de rentes 3 p. o/o. 50,488 ^f 30 ^e		
Payement du capital représentatif des 30.753 fr. de rentes 3 p. o/o transportées du compte de la Caisse d'assurances en cas d'accidents.....	1,050,473 35	
	999,985 05	

SOLDE CRÉDITEUR au 31 décembre 1896. 66,926 97

Nous donnons également dans les 3 tableaux ci-après le résumé des recettes, des dépenses et de l'emploi des fonds effectués depuis l'origine (1868) jusqu'au 31 décembre 1896 par la Caisse d'assurances en cas d'accidents.

CAISSE D'ASSURANCES
RÉSUMÉ des opérations effectuées du
RE

ANNÉES D'OPÉRATIONS. 1	COTISATIONS			
	DE 3 FRANCS.		DE 5 FRANCS.	
	Nombres. 2	Sommes. 3	Nombres. 4	Sommes. 5
1868 à 1888.....	11,764	94,116	9,230	46,150
1889.....	906	7,248	298	1,490
1890.....	1,309	10,472	331	1,653
1891.....	1,187	9,406	319	1,595
1892.....	960	7,680	452	2,260
1893.....	1,124	8,992	437	2,185
1894.....	1,018	8,144	450	2,250
1895.....	964	7,712	438	2,190
1896.....	806	6,448	483	2,415
TOTAUX.....	20,038	160,308	12,438	62,190

MONTANT TOTAL des versements.....

Encaissement d'arrérages de rentes de 1868 à 1896 inclusivement.....

Constatation jusqu'à due concurrence de la valeur des rentes transférées à la Caisse d'assu
27 juillet 1893.....

TOTAL.....
DÉ

ANNÉES D'OPÉRATIONS. 1	TRANSPORTS FAITS à la Caisse nationale des retraites en vertu de l'art. 11 de la loi du 11 juillet 1868.		SECOURS ALLOUÉS en cas de mort. (Exécution de l'art 12 de la loi du 11 juillet 1868.)	
	Nombres. 2	Sommes. 3	Nombres. 4	Sommes. 5
1868 à 1888.....	34	91,896 00	18	7,901 78
1889.....	"	"	1	646 00
1890.....	4	9,280 00	1	646 00
1891.....	6	20,480 00	6	2,451 60
1892.....	2	6,226 20	2	1,388 00
1893.....	5	9,873 56	4	2,544 00
1894.....	6	11,521 17	2	1,188 00
1895.....	2	7,680 00	4	2,272 00
1896.....	2	6,400 00	2	400 00
TOTAUX.....	61	166,356 93	40	19,437 38

NET à employer en rentes.....

EMPLOI

ANNÉES D'OPÉRATIONS. 1
1868 à 1895.....
1896.....
TOTAUX.....

SOLDE à employer au 31 décembre 1886.....

CAS D'ACCIDENTS.
juillet 1868 au 31 décembre 1896.
TES.

DE 3 FRANCS.		TOTAL DES COTISATIONS reçues.		INTÉRÊTS de RETARD.	DIXIÈMES de GARANTIE.	SUBVEN- TIONS DE L'ÉTAT.	DONS ET LEGS.	MONTANT TOTAL des versements.
Nombres. 6	Sommes. 7	Nombres. 8	Sommes. 9	10	11	12	13	14
5,481	16,443	26,475	156,709	0 90	2,572 70	2,100,000	1,000	2,260,282 60
124	372	1,328	9,110	"	499 50	"	"	9,609 50
254	762	1,894	12,889	"	737 15	"	"	13,626 15
308	921	1,814	12,015	24 17	730 00	"	"	12,760 17
189	567	1,601	10,507	"	514 00	"	"	11,021 00
207	621	1,768	11,798	6 40	736 00	"	"	12,540 40
224	672	1,692	11,666	11 81	584 00	"	"	11,661 81
192	576	1,594	10,478	15 43	580 00	"	"	11,073 43
199	597	1,488	9,460	14 17	457 70	"	"	9,931 87
7,178	21,534	59,654	244,032	72 91	7,111 05	2,100,000	1,000	2,352,515 96

..... 2,352,515^f 96^c
 4,251,250 00
 ces en cas de décès, de la plus value sur les valeurs en portefeuille au
 999,985 05
 7,603,751 01
 ESSES.

REMBOURSE- MENTS VERSEMENTS irréguliers.		FRAIS DIVERS.		REMBOURSEMENTS EN VERTU DE L'ARTICLE 22 du décret du 10 août 1868 modifié par le décret du 15 août 1877.			TRANSPORT DU CAPITAL correspondant aux rentes transférées à la Caisse d'assurance en cas de décès (Art. 58 de la loi du 26 juillet 1893.)	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses.
Nom- bres. 6	Sommes. 7	Nom- bres. 8	Sommes. 9	Nom- bres. 10	Sommes. 11	Intérêts à 4 p. o/o. 12	13	14
158	1,147	1	15	132	703 00	28 12	"	101,690 00
"	"	"	"	"	"	"	"	646 00
"	"	"	"	1	8 00	0 31	"	9,934 31
"	"	"	"	"	"	"	"	22,931 60
"	"	"	"	54	389 00	31 48	"	8,027 68
"	"	"	"	93	642 65	25 71	999,985 05	1,013,070 97
"	"	"	"	87	577 00	23 07	"	16,309 24
"	0 42	"	"	21	147 48	5 92	"	10,105 82
"	"	"	"	89	649 12	25 89	"	7,175 01
158	1,147 42	1	15	477	3,116 25	143 50	999,985 05	1,190,201 53

..... 1,190,201 53
 6,413,549 48

RENTES ACHETÉES.			COÛT DES RENTES.	INTÉRÊT MOYEN.
3 1/2 p. o/o. 2	3 p. o/o. 3	TOTAL. 4	5	5
68,209 6,461	131,300 "	199,560 00 6,461 00	6,196,399 21 194,830 02	3.22 3.32
71,661	131,360	2,661,221 00	6,391,229 23	3.22

..... 6,391,229 23
 22,320 25

CONGRÈS INTERNATIONAL DU REPOS DU DIMANCHE.

Un Congrès international du repos du dimanche s'est réuni à Bruxelles du 6 au 9 juillet.

L'Autriche, le Brésil, la Grèce, la Hongrie, les Pays-Bas et la Suède étaient officiellement représentés.

Trente-trois associations établies pour la propagande en faveur du repos du dimanche avaient adhéré au congrès; la plupart y avaient envoyé des délégués.

Le Congrès a voté les résolutions suivantes :

Le repos du dimanche et les services publics de transport :

Considérant que le repos du dimanche doit être étendu autant que possible à tout le personnel des services publics de transports (chemins de fer, tramways, omnibus, etc.), le Congrès charge son bureau et l'association internationale de Genève de faire directement ou indirectement des démarches auprès de qui de droit afin que le repos du dimanche soit accordé autant que possible au personnel des services publics de transports et qu'à défaut d'un nombre suffisant de dimanches, un certain nombre de jours de repos soit accordé les jours ouvrables.

Le repos du dimanche et les administrations publiques :

Le bureau du congrès international et les comités dominicaux existants sont chargés de faire des démarches, dans les pays où ce sera reconnu nécessaire, auprès des autorités compétentes pour obtenir une meilleure observation du dimanche dans les différentes branches de l'administration publique, notamment dans le service des téléphones et dans celui des douanes; en ce qui concerne les élections nationales, provinciales et communales; les écoles complémentaires, techniques ou industrielles et le notariat.

Le repos dominical des employés de commerce :

Considérant que le travail du dimanche des employés de commerce des deux sexes est exagéré dans plusieurs pays, le Congrès émet le vœu que ce travail soit considérablement réduit et que, dans ce but, les magasins de marchandises autres que les denrées de première nécessité soient fermés le dimanche, autant que possible pendant toute la journée.

Le repos du dimanche et les devoirs de l'État :

1^{re} question. — Peut-on, en ce qui concerne le repos dominical, s'en rapporter exclusivement à l'initiative privée? — Vote négatif.

2^e question. — La question de mesure d'étendue de l'intervention des pouvoirs publics étant réservée, cette intervention peut-elle éventuellement s'appliquer à toutes les personnes employées en vertu du contrat de travail? — Vote affirmatif.

3^e question. — Voulez-vous que le travail du dimanche soit absolument interdit à tout homme, employeur ou employé? — Vote négatif.

4^e question. — La question de mesure d'étendue de l'intervention des pouvoirs publics étant réservée, cette intervention peut-elle éventuellement se produire en vue de la fermeture des magasins le dimanche? — Vote affirmatif.

Il a été décidé, en principe, que le prochain Congrès international se tiendrait à Paris, en 1900.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Un Congrès international des habitations à bon marché s'est réuni à Bruxelles du 23 au 25 juillet 1897. Il y avait environ 500 adhérents dont plus de 100 venant de l'étranger. Onze Gouvernements étaient officiellement représentés; plusieurs administrations publiques telles que le Conseil général du département de la Seine, le County Council de Londres et la municipalité de Moscou avaient aussi envoyé des délégués.

Le Congrès a abordé l'examen des questions qui suivent mais aucun vote n'a été émis :

I. Y a-t-il lieu pour les établissements publics ou pour certains d'entre eux :

a) De faire construire eux-mêmes des habitations à bon marché dans le but de les louer ou de les vendre aux ouvriers ou à d'autres personnes à revenus modestes (employés, etc.) ?

b) D'intervenir en faveur de la construction d'habitations à bon marché, exonérations de taxes, cessions de terrain, gratuité de services publics, souscriptions d'actions ou d'obligations, primes ou subsides, etc. ?

II. En cas de transformation par expropriation d'un quartier dans une commune, convient-il d'obliger l'expropriant à remplacer par de nouvelles habitations à bon marché celles supprimées par suite de l'expropriation ?

III. Y a-t-il lieu d'appliquer dans la législation relative aux habitations à bon marché des mesures restrictives en ce qui concerne la cession, la saisie et le partage ? Dans l'affirmative quelles seraient ces mesures ?

IV. Y a-t-il lieu pour les pouvoirs publics d'organiser un inspectorat des logements à bon marché ? Sous quelle forme ?

V. 1. — Quelles sont les mesures pratiques à recommander pour établir une enquête statistique permanente sur la situation hygiénique des habitations ouvrières ?

2. Quels sont les éléments essentiels d'un questionnaire-type devant servir de base aux enquêtes afin qu'elles puissent être comparées entre elles ?

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.

Ce Congrès s'est réuni à Bruxelles, du 26 au 31 juillet 1897. Il comptait plus de 800 adhérents; quatorze États s'y étaient fait représenter. Conformément au règlement, aucune résolution n'a été votée par le Congrès.

Parmi les questions qui ont été discutées, nous citerons les suivantes :

État actuel de la question des accidents du travail dans les différents pays, notamment au point de vue de l'organisation facultative ou obligatoire de l'assurance.

La législation relative aux accidents du travail doit-elle comprendre dans le risque professionnel à couvrir éventuellement par l'assurance les accidents provenant de la faute lourde ?

Quelles sont les conséquences de l'assurance au point de vue du nombre des accidents ? Ces conséquences varient-elles suivant le système d'assurances adopté ? Le nombre des assurances augmente-t-il notamment lorsque l'assurance couvre les conséquences de la faute lourde du patron et de l'ouvrier ? Quelle est l'importance de la simulation dans les déclarations d'accidents ?

Dans un système d'assurance obligatoire contre les accidents, est-il préférable de constituer immédiatement le capital des rentes à servir en cas d'accidents ou peut-on se contenter de payer les arrérages des rentes à l'époque de leurs échéances ? Quels sont les moyens pratiques de mettre en œuvre l'un ou l'autre des systèmes ?

CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LA PROTECTION OUVRIÈRE.

Du 23 au 28 août s'est tenu, à Zurich, un Congrès international pour la protection ouvrière, organisé par la Fédération ouvrière suisse et subventionné par le Gouvernement fédéral et par plusieurs gouvernements cantonaux.

La Fédération ouvrière suisse, fondée en 1887, groupe les syndicats professionnels, les sociétés de secours mutuels, les associations ouvrières catholiques et les associations socialistes; c'est elle qui choisit les fonctionnaires du Secrétariat ouvrier. Les invitations au Congrès, lancées par elle, s'adressaient à toutes les organisations ouvrières, sans distinction de tendances politiques ou religieuses, favorables à l'intervention de l'État dans le domaine de la protection des ouvriers; la discussion ne devait porter que sur l'étendue de cette protection et sur les moyens de réalisation.

Le Congrès avait reçu environ 550 adhésions, dont 390 de délégués d'organisations ouvrières, ayant seuls droit de vote, et 160 d'invités avec voix consultative. Parmi ces derniers, des représentants officiels du Gouvernement fédéral suisse et des cantons d'Argovie, de Bâle, de Berne, de Zug, de Zurich, etc., ainsi que des fonctionnaires des Offices du travail de France et de Belgique.

L'ordre du jour du Congrès comprenait les questions suivantes :

Le travail du dimanche, le travail des enfants et jeunes gens, le travail des femmes, le travail des hommes adultes, le travail de nuit et le travail dans les industries nuisibles à la santé, les voies et moyens de réalisation de la protection ouvrière, et la création d'un Office international pour la protection ouvrière.

Parmi les vœux adoptés nous citerons les suivants :

Interdiction du travail du dimanche (trente-six heures de repos ininterrompu);

Lorsqu'à la suite d'autorisations spéciales pour certaines industries, les ouvriers travailleront le dimanche, un roulement sera établi de façon qu'ils aient un dimanche libre sur deux;

Tout travail salarié sera défendu aux enfants au-dessous de 15 ans;

La durée de la journée de travail des adultes se rapprochera le plus possible de la limite de huit heures, au fur et à mesure des progrès industriels;

La semaine de travail des femmes sera de quarante-quatre heures et s'arrêtera le samedi à midi;

Le nombre des inspecteurs du travail sera assez grand pour que chaque établissement industriel puisse être visité au moins une fois tous les six mois;

Un Office international pour la protection ouvrière sera créé aussitôt que trois États auront donné leur adhésion à cette institution; il aura à remplir les tâches suivantes :

1° Collectionner, éditer toutes les lois concernant la protection ouvrière et tout ce qui s'y rapporte; correspondre avec les bureaux officiels déjà institués. Les publications seront faites en allemand, en français et en anglais;

2° Faire une étude comparée et internationale des statistiques du travail;

3° Publier un rapport annuel relatant l'activité des autorités administratives et législatives en matière de protection ouvrière;

4° Donner des renseignements et indiquer les ouvrages à consulter;

5° Organiser des congrès pour délibérer sur le développement de la législation protectrice du travail.

Avant de se séparer, le congrès a chargé son bureau d'intervenir auprès du Gouvernement suisse pour l'engager à renouveler les négociations avec les Gouvernements des autres États en vue d'élaborer une législation internationale du travail et de reprendre l'œuvre ébauchée par la Conférence internationale de Berlin en 1890.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en août. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois d'août 46 déclarations de grèves. Les industries les plus éprouvées ont été celles des métaux (14 grèves), du bâtiment (11 grèves), du travail du bois (8 grèves). 42 grèves ont eu pour motif initial des questions de salaires ou de durée du travail, notamment 5 grèves pour résister à une diminution de salaires et une grève parce que les modifications promises avaient été ajournées. 4 grèves ont été déclarées pour des raisons de personnes, une notamment pour protester contre le renvoi d'ouvriers et une pour contraindre le directeur à renvoyer des ouvriers non syndiqués. Sur 16 grèves dont on a appris la fin en août, 5 se sont terminées par un succès pour les ouvriers, 6 par un échec, les autres par une entente. Dans une grève d'une partie des ouvriers de peignages et filatures commencée au milieu du mois dernier, la tentative de conciliation du bourgmestre ayant été sans résultat, les patrons ont décidé d'arrêter complètement le travail. Une demande en conciliation a été rejetée par les ouvriers, une autre par les patrons, ces derniers parce qu'ils avaient remplacé les ouvriers grévistes. Dans 3 cas, après la fin de la grève décidée par les ouvriers, la mise à l'index a été votée contre plusieurs patrons qui s'étaient montrés particulièrement opposés aux demandes des ouvriers.

Les caisses d'épargne en Prusse (1895-96). — D'après le *Bulletin du Bureau de statistique prussien*, il y avait en Prusse 1493 caisses d'épargne pendant l'exercice 1895-96, contre 1483 pendant l'exercice précédent, avec 529 succursales contre 515 en 1894-95, 1919 bureaux de recette, contre 1839 pendant l'exercice précédent et 2983 bureaux de vente de bons d'épargne contre 2676 en 1894-95. 628 de ces caisses d'épargne étaient des caisses urbaines avec 24 caisses succursales, 207 bureaux de recette et 1549 bureaux de vente de bons d'épargne; 176 étaient des caisses paroissiales ou instituées dans des communes rurales ou des bourgades; 372 étaient départementales, 6 provinciales, 311 privées ou organisées par association. Le nombre des caisses urbaines et communales a augmenté, par rapport au dernier exercice, tandis que celui des caisses d'épargne privées ou par association a diminué; en réunissent caisses centrales, succursales et bureaux de recettes, on obtient un total de 3941 caisses, supérieur de 104 au chiffre de l'an dernier; les bons d'épargne ont été vendus dans l'ensemble dans 2983 bureaux contre 2676 en 1894-95.

Les provinces qui ont le plus grand nombre de caisses d'épargne sont la Saxe (590 caisses), la Silésie (527), les pays rhénans (526), le Schleswig-Holstein (424), etc.

A la fin de l'exercice, le nombre des livrets de caisse d'épargne était de 6.869.548, supérieur de 342.211 au chiffre de l'an dernier, qui était lui-même en progrès de 271.830 livrets sur l'année précédente.

Pour 100 livrets, on comptait ayant une inscription, en fin d'exercice 1895-96 :

Au-dessous de 60 marks (1)	28,87 p. o/o des livrets contre	29,16 en 1894-95.
De 60 à 150 marks	15,89	16,04 —
De 150 à 300 —	14,06	14,12 —
De 300 à 600 —	15,31	15,41 —
De 600 à 3.000 —	22,23	21,80 —
De 3.000 à 10.000 —	3,24	3,07 —
Au-dessus de 10.000 —	0,40	0,39 —

Ce sont les comptes importants qui se sont accrus aux dépens des comptes des petites sommes.

La somme totale des dépôts aux caisses d'épargne atteignait, au commencement de l'exercice 3.994,84 millions de marks. Il faut y ajouter 112,72 millions, produit des intérêts, et 1136,21 millions par suite de nouveaux dépôts; de ces derniers, il y aurait à déduire les retraits : 903,61 millions; en résumé, l'augmentation nette a été de 345,31 millions; cette augmentation est plus forte que celle des quatre dernières années : 8,64 p. o/o contre 6,65, puis 5,59, 4,26 et 3,80.

4557,21 millions ont été placés par les caisses d'épargne, moyennant intérêts, notamment 1174,54 millions en hypothèques rurales. L'encaisse des caisses d'épargne consiste notamment pour 30,28 p. o/o en papiers au porteur, 28,51 en hypothèques urbaines et 25,77 en hypothèques rurales, etc. Pour les fonds prêtés par des caisses d'épargne sur hypothèques, le taux obtenu était de 3 p. o/o pour 1,32 millions, de 3 à 4 p. o/o pour 158,16 millions, de 4 p. o/o pour 680,83 millions, c'est-à-dire plus de la moitié; de 4 à 5 p. o/o pour 311,36 millions, de 5 p. o/o pour 22,72 et le reste au-dessus de 5 p. o/o. L'intérêt des prêts hypothécaires urbains a un peu baissé depuis l'an dernier; les caisses n'avaient placé à intérêt que 1109,44 millions l'année précédente, c'est-à-dire 65,10 millions de moins et 0,18 millions rapportaient plus de 5 p. o/o; 28,44, 5 p. o/o; 325, 4 à 5 p. o/o; d'où il ressort que le taux de l'intérêt était plus élevé tant dans l'ensemble que dans la proportion des intérêts servis. L'encaisse a été, en moyenne, de 4.374,95 millions, dont 179,67 millions provenant du revenu brut des placements à 4,11 p. o/o d'intérêt en moyenne. Les intérêts les plus élevés ont été atteints dans le duché de Hesse-Nassau (4,62 p. o/o), les plus bas dans le cercle de Berlin (3,64 p. o/o). Les frais d'administration se sont élevés à 7,85 millions; les intérêts servis aux déposants ayant été de 3,33 p. o/o en moyenne, il est resté un excédent net de 0,72 p. o/o, et plus faible que celui de l'an dernier.

Il ressort de l'examen des taux d'intérêt servi aux déposants que dans 25 caisses dont 11 dans la province de Posen, on sert un intérêt de 4 p. o/o, dans les cercles des villes de Berlin, du Brandebourg, de la Saxe, du Hanovre, de Westphalie, des provinces rhénanes, ce taux est moins élevé; les taux supérieurs à 3 1/2 sont rares: les plus nombreux sont ceux de 3 1/2 (373 cas), 3 1/3 (336 cas) et 3 p. o/o (342 cas). Les fonds de réserve des caisses d'épargne prussiennes ont été portés, pendant cet exercice, de 292,04 millions à 312,45, soit une augmentation de 6,99 p. o/o; cette augmentation restait de 7,20 p. o/o en fin d'exercice, alors que l'augmentation des dépôts a été de 8,64 p. o/o.

(1) La valeur nominale du mark allemand est de 0 gr. 35838 d'or, soit 1 fr. 2345.

BELGIQUE (1).

Revue du travail en août. — Les *charbonnages* travaillent avec le maximum d'activité; la *grosse métallurgie* est en bonne marche; dans les *ateliers de construction*, ralentissement pour quelques régions. L'industrie *lainière* de la vallée de la Vesdre traverse une crise assez sérieuse. Le *tissage du coton* reste également très éprouvé à Gand. L'industrie du *lin* voit augmenter ses stocks. Aucune amélioration pour la *verrerie*. Les industries du *bâtiment* sont encore très actives (*peintres exceptés*). Celles du *vêtement* sont en morte-saison.

Grèves. — Mois d'août exceptionnellement calme. Quatre petites grèves de un et trois jours de durée, avec 305 grévistes : quatre échecs.

Le minimum de salaire dans les travaux publics. — Le conseil provincial du Hainaut vient de discuter et de rejeter, comme insuffisamment étudiée, une proposition tendant à faire inscrire dans les cahiers des charges pour l'adjudication des imprimés de la province les clause du minimum de salaire et de la limitation des heures de travail, ainsi que l'obligation pour l'adjudicataire de n'employer que des ouvriers typographes syndiqués. La majorité s'est d'ailleurs déclarée hostile à la limitation de la durée du travail et surtout à l'exclusion que comprend la clause prescrivant de n'employer que des travailleurs faisant partie d'un syndicat.

D'autre part, l'Administration communale de Schaerbeek vient de fixer les minima de salaire à allouer aux ouvriers par les entrepreneurs qui travaillent pour le compte de la commune.

L'Administration communale aura en tout temps le droit de s'assurer par tel moyen que bon lui semblera du paiement de ce salaire minimum.

Il est interdit à l'entrepreneur d'éluder ce salaire minimum par un procédé quelconque, notamment en traitant à forfait avec les ouvriers. Il sera imposé à l'entrepreneur une retenue fixe de cinq francs par ouvrier et par jour, pour chaque contravention au minimum de salaire. Cette retenue stipulée en faveur de la commune est indépendante des droits que l'ouvrier aura à faire valoir contre son patron devant les juridictions compétentes.

Projet d'assurance contre le chômage à Gand. — Le Conseil communal de Gand étudie une proposition tendant à faire subventionner par la commune tant les syndicats qui entreprennent l'assurance contre le chômage, qu'une caisse supplémentaire destinée à réunir les ouvriers qui ne font pas partie de ces syndicats.

Dans la pensée des auteurs, le subside devrait se monter pendant les premières années à 25.000 francs par an.

L'Administration communale a décidé d'envoyer à toutes les associations professionnelles des questionnaires demandant d'indiquer les conditions du chômage dans leur métier.

En outre, pour s'assurer des chances de fonctionnement d'une caisse spéciale, une enquête a été ouverte par la police qui interroge les intéressés sur leurs désirs de participer à une caisse de chômage.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de l'*Office du travail* (belge).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août (1). — Ralentissement léger par rapport au mois précédent et à l'année dernière, attribuable à la persistance de la grève des mécaniciens; même en ne comprenant pas ces grévistes dans les chiffres ci-dessous, on trouve: 3,5 p. o/o de chômeurs dans 113 trades-unions groupant 462.256 membres, contre 2,7 p. o/o en juillet 1897 et 3,4 p. o/o en août 1896. Les salaires sont néanmoins en hausse.

En un jour de la deuxième semaine d'août 1897, l'assistance publique a secouru 318.841 personnes, soit 204 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 201 en juillet 1897 et 203 en août 1896.

4.192 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 415.422 mineurs, contre 4,92 en juillet 1897 et 4,95 en août 1896.

349 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1897, avec 22.360 ouvriers, contre 347 en juillet 1897 et 343 en août 1896.

Grèves. — 66 nouvelles grèves en août avec 15.303 chômeurs, contre 87 avec 48.602 en juillet 1897, et 105 avec 18.037 en août 1896. — 14 grèves dans le bâtiment, 8 dans les mines et carrières, 13 dans la construction métallique, 10 dans les textiles. Sur 88 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 35 succès, 20 transactions, 33 échecs.

RUSSIE.

L'industrie minière de la Russie en 1895 (2). — Le dernier *Compte rendu du département des mines* en Russie donne, sur la production minière et métallurgique de ce pays, en 1895, les renseignements approximatifs suivants :

SUBSTANCES PRODUITES.	PRODUCTION.
Combustibles minéraux.....	9.009.000 tonnes.
Naphte.....	6.978.000 —
Sel.....	1.548.000 —
Fonte.....	1.427.000 —
Cuivre.....	5.600 —
Zinc.....	5.000 —
Mercure.....	434 —
Or.....	41.102 kilogr.
Argent.....	3.531 —
Platine.....	4.416 —

Le nombre des ouvriers employés à l'extraction, à la préparation et à la fabrication des différents substances dont on vient d'énumérer la production atteint pour 1895 un total de 460.000 personnes, parmi lesquels 89.000 travaillent aux mines d'or et de platine, 7.500 dans les exploitations de naphte, 22.000 sur les salines et 341.500 dans les hauts fourneaux, fabriques et exploitations minérales diverses.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) *Annales des mines*.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du 23 décembre 1896, sur la majoration des pensions de retraite, fixant le taux des bonifications spéciales à accorder aux parents ayant élevé plus de quatre enfants (1).

ARTICLE UNIQUE. Les bonifications spéciales prévues par l'article 3, second alinéa, de la loi du 31 décembre 1895, pour les parents ayant élevé plus de quatre enfants, sont fixées à 16 p. o/o des rentes à majorer.

Il est attribué, à raison de chaque enfant au-dessus de quatre, une bonification supplémentaire de 4 p. o/o des mêmes rentes.

Loi du 29 mars 1897

portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1897.

EXTRAIT.

DÉPENSES DU MINISTÈRE DU COMMERCE.

CHAP. 32. Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit.....	125.000 ^f
CHAP. 34. Bonifications aux pensions de retraite; allocation à la vieillesse..	2.000.000

DÉPENSES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

CHAP. 11. Subventions aux sociétés de secours mutuels.....	810.000 ^f
CHAP. 12. Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels.....	900.000
CHAP. 44. Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables.....	550.955
CHAP. 45. Subvention à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.....	200.000

Décret du 28 avril 1897 fixant, pour 1897, le maximum de la rente viagère à laquelle les cantonniers de l'État pourront avoir droit, par application du décret du 22 février 1896 (2).

ART. 1^{er}. Le maximum de la rente viagère totale à laquelle les cantonniers pourront avoir droit, par application du deuxième paragraphe de l'article 9 du décret du 22 février 1896, est fixé, pour l'exercice 1897, aux deux tiers du salaire.

(1) Sur la majoration des pensions de retraite, voir :

Loi du 29 décembre 1895 (*Bulletin de janvier 1896*, page 41);

Loi de finances du 28 décembre 1895 (*Bulletin de janvier 1896*, page 42);

Décret du 9 juin 1896 (*Bulletin d'août 1896*, page 508);

Loi du 13 juillet 1896 (*Bulletin d'août 1896*, page 510).

(2) Décret relatif aux retenues opérées sur les salaires des cantonniers de l'État et à la bonification des pensions viagères provenant de ces retenues. Inséré au *Journal officiel* du 26 février 1896, page 1090.

Décret du 27 mai 1897 relatif aux fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite (1).

ART. 1^{er}. L'article 47 du décret du 9 novembre 1853 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le fonctionnaire admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté, par application des paragraphes 1 et 2 de l'article 5 de la loi du 9 juin 1853, continue à exercer ses fonctions jusqu'à la délivrance de son livret de pension à moins de décision contraire rendue sur sa demande ou motivée soit par la suppression de son emploi, soit par l'intérêt du service.

« Après la délivrance de son brevet de pension, il peut encore, lorsque l'intérêt du service l'exige, être maintenu momentanément en activité.

« En cas de prolongation de ses services conformément aux deux paragraphes précédents, il ne peut y avoir lieu à un supplément de liquidation, et la jouissance de la pension part du jour de la cessation effective du traitement.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fonctionnaires tenus de produire un certificat de *non-débet*. »

ART. 2. Le présent décret ne sera appliqué qu'aux fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite après sa promulgation.

**Décret du 22 juin 1897,
relatif aux demandes de majoration de pensions de retraite.**

ART. 1^{er}. Les demandes de majoration de rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la caisse nationale de retraite pour la vieillesse et des membres des sociétés de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance servant des pensions de retraite devront être produites par les intéressés, avec les justifications réglementaires à l'appui, avant le 31 décembre 1897, au plus tard, sous peine d'exclusion.

ART. 2. L'attribution des majorations et des bonifications spéciales sera faite dans les conditions spécifiées par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1896 et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 9 juin 1896.

ART. 3. Auront droit à cette attribution, en 1897, les personnes visées à l'article 1^{er} du présent décret qui, n'ayant point reçu de rente supplémentaire en 1896, seront âgées de 70 ans au moins en 1897 et qui, indépendamment des autres conditions exigées par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1895, justifieront de 17 années de prévoyance.

ART. 4. Les rentes supplémentaires seront émises, avec jouissance du 1^{er} janvier 1897 pour les rentiers âgés de 70 ans, au moins au 31 mars 1897, et, pour les rentiers atteignant leur soixante-dixième année, du 1^{er} avril au 31 décembre 1897, avec jouissance du premier jour du trimestre dans lequel ils atteindront cet âge, à charge de justifier de leur existence à cette date.

Pour les rentiers ayant atteint l'âge de 70 ans en 1896, ou antérieurement, et produisant leur demande régulière seulement en 1897, l'entrée en jouissance de la rente supplémentaire sera exceptionnellement fixée dans les conditions indiquées à l'article 4 du décret du 9 juin 1896.

ART. 5. L'administration de la caisse des dépôts et consignations est chargée de l'instruction des demandes tendant à l'obtention des majorations visées par la loi du 31 décembre 1895 et de la liquidation de ces majorations.

(1) Inséré au *Journal officiel* du 6 juin 1897.

Décret du 1^{er} juillet 1897 approuvant les nouveaux statuts de la Caisse des retraites des employés de la Préfecture de la Seine adoptés par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine dans les séances des 29 mars et 14 juillet 1895.

ART. 1^{er}. Sont approuvés tels qu'ils sont annexés au présent décret les nouveaux statuts de la Caisse de retraites des employés de la préfecture de la Seine adoptés par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine, dans les séances des 29 mars et 11 juillet 1895.

ART. 2. Les nouveaux statuts seront exécutoires à partir du 1^{er} juillet 1897.

Les décrets et ordonnances concernant les pensions des employés, tant de la préfecture de la Seine que des services départementaux et municipaux relevant de cette administration, sont abrogés à l'exception des dispositions du décret du 24 avril 1875 concernant le personnel des asiles d'aliénés, auquel sont toutefois applicables les dispositions générales du présent règlement.

RÈGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITES DES EMPLOYÉS DE LA PRÉFECTURE DE LA SEINE.

ART. 1^{er}. La Caisse des retraites, instituée par l'ordonnance du 13 novembre 1822, a pour but d'assurer le payement des pensions obtenues par les employés tant de la préfecture de la Seine que des services départementaux et municipaux relevant directement de cette administration.

Sa dotation se compose :

- 1° Du produit des dons et legs qui doivent lui profiter;
- 2° Des rentes nominatives acquises pour son compte;
- 3° Du montant des retenues opérées sur les traitements fixes annuels, à l'exclusion de toutes indemnités ou allocations supplémentaires;
- 4° Du montant des retenues par suite de mesure disciplinaire;
- 5° Des fonds disponibles en fin d'exercice sur les crédits du personnel;
- 6° Du prélèvement prescrit sur les revenus communaux par l'ordonnance du 13 novembre 1822 (art. 3), et d'un prélèvement analogue et proportionnel sur les revenus départementaux;
- 7° Des subventions qui peuvent lui être allouées.

ART. 2. Il sera fait, chaque année, un emploi en rentes sur l'État des fonds libres de la Caisse, après réserve de la somme jugée nécessaire pour servir un trimestre de pensions.

ART. 3. Les retenues mentionnées au 3°, § 2, de l'article 1^{er} comprennent :

- 1° Un prélèvement de 5 1/2 p. 0/0;
- 2° La retenue du premier mois sur toute augmentation.

ART. 4. Les allocations prévues aux n^{os} 6° et 7° du paragraphe 2 de l'article 1^{er} sont versées par trimestre. Elles servent à fixer, concurremment avec les produits énumérés au n^{os} 1° et 5° du même paragraphe, l'existence et la valeur des disponibilités dont il doit être fait emploi, conformément à l'article 2.

ART. 5. Nul ne peut devenir tributaire de la Caisse des retraites s'il a dépassé l'âge de 40 ans, à moins qu'il ne compte des services étrangers valables pour la retraite.

Dans ce cas, son admission au nombre des participants peut être prononcée, au delà de 40 ans, dans une limite d'âge qui, combinée avec la période de services valables antérieurement accomplis, permettrait à l'intéressé de parfaire, à 70 ans, les 30 années de services exigées par la constitution du droit à pension.

Toutefois, la limite d'âge de 40 ans ne peut être opposée aux candidats reçus aux examens d'expéditionnaire et de rédacteur qui, à défaut de vacances, n'auront pu être titularisés avant d'avoir dépassé 40 ans.

ART. 6. Ont droit à pension les employés titulaires dûment investis par le préfet de la Seine des fonctions permanentes rémunérées par un traitement fixe annuel, et exclusives de

toute autre occupation professionnelle, pourvu qu'ils remplissent les conditions ci-après réglées.

ART. 7. Le droit à pension est acquis :

1° Au titre d'ancienneté, après 30 ans révolus de service valables et 60 ans d'âge;

2° Après 10 ans de services et sans condition d'âge, pour cause de suppression d'emploi, d'infirmités ou d'affections chroniques graves contractées pendant la durée des fonctions et mettant l'employé hors d'état de les continuer;

3° Sans condition d'âge, ni de durée de services, en cas d'accident résultant notoirement de l'exercice des fonctions et mettant l'employé hors d'état de les continuer.

ART. 8. Sont également admissibles à recevoir pension, après 30 ans de services, les employés que le préfet de la Seine déclare, dans les formes établies par le décret du 9 novembre 1853, hors d'état de continuer utilement leurs fonctions.

ART. 9. Pour le règlement de la pension, il est tenu compte des services reconnus comme valables par la loi du 9 juin 1853, et aussi, à titre de réciprocité, du temps passé dans les administrations de la ville de Paris, octroi, assistance publique, mont-de-piété, préfecture de police.

Toutefois, la disposition précédente n'est applicable qu'autant que les fonctions antérieurement remplies rentrent dans les prévisions de l'article 1^{er}, § 2, n° 3, et que l'employé aura passé, comme titulaire de la Caisse des retraites de la préfecture de la Seine, soit 15 ans si la mise à la retraite est prononcée après 30 ans de services, soit 10 ans dans tous les autres cas.

ART. 10. La veuve d'un pensionnaire ou d'un employé ayant pu prétendre à une pension de retraite, ou décédé en activité après 10 ans de services valables à la préfecture de la Seine, aura droit à une pension dans les conditions et suivant les proportions ci-après déterminées, ainsi que les enfants mineurs issus soit de son mariage avec l'employé, soit d'un mariage antérieur dudit employé.

ART. 11. La veuve, pour recevoir pension, doit justifier :

1° Qu'elle était mariée avant la cessation d'activité de son mari;

2° Qu'à l'époque où est survenu son veuvage, il n'existait pas contre elle de jugement séparatif de corps.

Dans le cas où le mari aurait été ou pu être admis à la retraite pour ancienneté de services, la veuve devra, en outre, établir qu'elle était mariée cinq ans au moins avant la cessation d'activité de son mari.

ART. 12. L'enfant mineur n'entre en compte, dans la liquidation de la somme revenant à sa mère, que jusqu'à l'âge de 18 ans révolus.

Toutefois, la pension qui pourrait revenir d'après les dispositions précédentes à l'enfant mineur âgé de moins de 18 ans lui sera continuée pendant toute sa vie, s'il est atteint d'infirmités reconnues incurables et le rendant incapable de tout travail.

ART. 13. Pour déterminer le chiffre de la pension d'un employé, il est fait une moyenne des traitements fixes dont le titulaire a joui pendant les trois dernières années, sauf déduction des retenues disciplinaires qu'il aura subies durant cette période.

La pension est égale, pour chaque année de services, à $\frac{1}{60}$ de cette moyenne; après 30 ans d'activité, elle s'accroît pour chaque année en sus de $\frac{1}{40}$ du traitement moyen ci-dessus spécifié, sans pouvoir excéder les deux tiers dudit traitement, ni en aucun cas dépasser la somme de 6.000 francs.

En cas d'accident, tel qu'il est prévu à l'article 7, § 3°, la pension est réglée à raison de $\frac{1}{40}$ du traitement moyen par année de services, sans jamais être inférieure au $\frac{1}{6}$ dudit traitement, ni dépasser les maxima indiqués au paragraphe précédent.

Les services rendus dans l'armée de terre ou de mer font l'objet d'une liquidation séparée. Ils seront calculés d'après le minimum affecté au grade par les lois en vigueur à la date où ils ont été terminés.

Les services civils admissibles en vertu de l'article 9 entrent en liquidation comme s'ils avaient été rendus à la préfecture de la Seine, mais après versement préalable de la retenue réglementaire dans le cas où l'on ne justifierait pas qu'elle ait déjà été opérée en faveur d'une autre caisse.

ART. 14. La pension à laquelle a droit la veuve d'un pensionnaire, ou d'un employé décédé en activité de services dans les conditions ci-dessus déterminées, est égale au tiers de celle dont son mari jouissait, ou que celui-ci aurait obtenue s'il eût été admis à la retraite au moment de son décès.

Elle s'accroît, pour chaque enfant dont la présence doit compter d'après l'article 10, de 5 p. o/o du montant de la pension qui a été ou qui aurait pu être réglée au profit du décédé, sans que l'ensemble puisse dépasser la moitié de cette pension.

Lorsque l'employé laisse des orphelins, dont la mère était décédée avant lui, la pension attribuée à chaque enfant est de 10 p. o/o de la pension du père.

Cette disposition s'applique également :

- 1° Aux enfants issus d'un précédent mariage;
- 2° A ceux dont la mère vient à décéder en jouissance de pension;
- 3° Enfin, à ceux dont la mère ne réunit pas les conditions d'aptitudes prescrites pour recevoir pension.

Dans le cas où le total des pensions calculées dans les conditions ci-dessus excéderait le maximum prévu au paragraphe 2 du premier article, les pensions des enfants seraient réduites proportionnellement.

ART. 15. Les pensions de veuve ne peuvent être inférieures à 100 francs.

Il en est de même de l'ensemble des pensions attribuées personnellement aux orphelins.

ART. 16. Toutes les pensions sont liquidées en négligeant, sur le résultat final du décompte, les fractions de franc et de mois.

ART. 17. Les retenues régulièrement exercées sur les traitements sont irrévocablement acquises à la Caisse des retraites et ne peuvent être restituées pour quelque cause que ce soit.

ART. 18. Perd ses droits à pension tout employé démissionnaire ou révoqué de ses fonctions par mesure disciplinaire.

Est déchu de sa pension, même liquidée et inscrite, l'employé qui aura été, soit constitué en déficit pour détournement de deniers ou de matières, soit condamné pour malversations.

ART. 19. Si un employé démissionnaire est réadmis dans l'un des services ressortissant à la préfecture de la Seine, le temps accompli avant sa sortie lui sera compté.

Il en est de même vis-à-vis de l'employé révoqué, qui a obtenu le retrait de la mesure prise contre lui et sa réintégration.

ART. 20. Les pensions liquidées sont payées, à la fin de chaque trimestre, sur le vu de certificats de vie délivrés par les maires des communes ou des arrondissements municipaux dans lesquels résident les titulaires.

En cas de manœuvres pratiquées dans le but de continuer des pensions éteintes, les sommes indûment perçues sont répétées au moyen d'états rendus exécutoires par le préfet de la Seine.

Si la dissimulation est imputable à des personnes sur qui la pension était pour partie reversible, elle entraîne la déchéance.

ART. 21. Les demandes en règlement de pension sont adressées au préfet de la Seine, qui les instruit et les soumet au Conseil municipal.

Les délibérations prises à ce sujet sont approuvées par le préfet de la Seine.

ART. 22. Lorsqu'un employé admis à la retraite avant 30 ans de services pour cause d'infirmités, affection chronique ou accident, devient titulaire d'une fonction ou d'un emploi public quelconque, sa pension demeure suspendue de plein droit.

Après 30 ans de services, ou en cas de suppression d'emploi, le cumul n'est interdit qu'autant que les nouvelles fonctions exercées sont rétribuées sur les fonds de la ville de Paris, du département de la Seine, ou d'une des communes du même département, de l'assistance publique, de l'octroi, du mont-de-piété ou de la préfecture de police.

Dispositions transitoires.

Lors du règlement de la pension des employés qui étaient déjà tributaires de la Caisse des retraites de la préfecture de la Seine au moment de la mise en vigueur du présent règle-

ment, les services militaires ou les services civils valables en vertu des dispositions des règlements antérieurs seront comptés et liquidés conformément à ces dispositions.

Pourront, sur leur demande, sans préjudice du droit réservé au préfet par l'article 8, être admis à faire valoir leurs droits à la retraite, après 30 ans de services valables, en vertu des règlements antérieurs et sans condition d'âge, les employés qui, au 1^{er} janvier qui suivra la mise en vigueur du décret approuvant le règlement susvisé, compteront au moins 20 ans de services valables d'après lesdits règlements.

Décret du 31 juillet 1897 créant un conseil de prud'hommes à Morlaix (Finistère).

(Inséré au *Journal officiel* du 3 août 1897, p. 4476.)

ART. 1^{er}. Il est créé à Morlaix (Finistère) un conseil de prud'hommes qui sera composé de la manière suivante :

	NOMBRE de prud'hommes.	
	Patrons.	Ouvriers.
1^{re} CATÉGORIE.		
Maçons, piqueurs de pierres, carriers, couvreurs, charpentiers, menuisiers, serruriers, serruriers-mécaniciens et forgerons, ferblantiers et plombiers, sculpteurs ornementalistes et marbriers, peintres décorateurs et vitriers, plâtriers, ébénistes, fabricants de chaises et fauteuils, tapissiers, fondeurs, tanneurs-corroyeurs, tonneliers, charrons, maréchaux ferrants, cloutiers, selliers et carrossiers, peintres en équipement.....	3	3
2^e CATÉGORIE.		
Savonniers, chandeliers, brasseurs, tailleurs d'habits, entrepreneurs de confection, chapeliers, cordonniers, fabricants de galoches et sabots, cordiers, fabricants de beurre, minotiers, vanniers, brossiers, camionneurs et charretiers, boulangers, teinturiers, imprimeurs lithographes et typographes, relieurs et brocheurs, horlogers-bijoutiers, gainiers, couteliers.....	3 6	3 6
TOTAL.....	12	

ART. 2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Morlaix s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège est situé sur le territoire du canton de Morlaix.

Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

JURISPRUDENCE.

Syndicats. — Professions libérales.

Le droit de se constituer en syndicats professionnels est accordé par la loi du 21 mars 1884 à toutes les professions, sans distinction de celles qui sont dites *libérales* des autres qui ont un caractère manuel, sous la seule condition que les associés appartiennent à la même profession et qu'ils défendent un intérêt économique, commercial, industriel ou agricole.

Il s'agissait dans l'espèce de la *Société des géomètres experts de France*, constituée en syndicat professionnel. Les géomètres experts auraient en tous cas le droit certain de se syndiquer

comme patrons, et à cause des employés qu'ils occupent, employés auxquels le droit d'association ne saurait être contesté.

Tribunal de Provins, 8 avril 1897. Hachet et la Société des géomètres experts de France, constituée en syndicat professionnel c. Colas.

Syndicats et unions de syndicats. — Droit d'ester en justice.

La loi du 21 mars 1884, en permettant les unions de syndicats, mais en leur refusant le droit d'ester en justice, n'a pu avoir d'autre portée que d'obliger à une intervention individuelle les syndicats, par ailleurs constitués en *union*, qui ont un intérêt commun à faire valoir devant les tribunaux.

La même loi a attribué aux syndicats le pouvoir de contracter et par conséquent le droit d'ester en justice pour soutenir les intérêts de la généralité des syndiqués.

Peu importe que quelques syndiqués profitent individuellement de l'action du syndicat, si ce profit est une conséquence indirecte de la demande et non son but, qui a véritablement pour objet un intérêt collectif.

Peu importe que le préjudice incriminé ne soit actuellement réalisé qu'à l'égard de quelques membres du syndicat et soit encore éventuel à l'égard de la généralité, si la menace est sérieuse et le péril imminent.

Il s'agissait dans l'espèce d'un patron qui avait enfreint un tarif consenti par tous les patrons tisseurs de la région de Chollet à la suite de démarches des syndicats ouvriers par ailleurs réunis en *union*. Aux termes de l'accord, si la non-application du tarif par plusieurs fabricants venait à être constatée, les autres pourraient se considérer comme dégagés.

Tribunal civil de Chollet, 12 février 1897. Syndicats des ouvriers tisserands de Chollet, c. Allereau frères.

Syndicats. — Mise à l'index licite.

La notification faite par deux syndicats, à des patrons, de l'intention de les mettre à l'index s'ils continuent à faire travailler un ouvrier au-dessous d'un certain tarif, ne constitue pas une faute au sens de l'article 1382 du Code civil, en tant qu'elle est faite sans menaces caractérisées, sans violences, sans persécution, sans intention méchante, pour la défense d'un intérêt professionnel et sans manœuvre déloyale ou illicite.

Les membres du syndicat ayant le droit de faire individuellement cette notification sans commettre une faute, les syndicats n'ont fait qu'user des droits que leur confère la loi du 21 mars 1884, en faisant ensemble, après s'être coalisés, ce que chacun de leurs membres pouvait faire individuellement.

Tribunal civil de Lyon, 16 décembre 1896; F. c. Syndicats des maîtres passementiers et des ouvriers passementiers de Lyon.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité constatée dans les mines, les carrières et la métallurgie s'est maintenue. Une reprise du travail s'est produite dans l'industrie du livre, la fabrication des chaussures, les filatures et tissages de laine, de lin et de soie, la rubanerie, la chapellerie, chez les tonneliers, chez les horlogers et ouvriers électriciens et chez les ouvriers et employés de l'industrie des transports et de la manutention. Un ralentissement est signalé dans l'industrie du travail du bois (charpentiers, menuisiers, carrossiers) et dans toute l'industrie du bâtiment; pour le reste, pas de changement.

On estime, dans l'ensemble, que la situation est plutôt plus mauvaise que celle de l'an dernier et que la reprise habituelle des affaires se fait plus lentement et dans de moins bonnes conditions.

Parmi les 430 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 120.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 septembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 7 p. o/o. 10 p. o/o des syndicats, groupant 6 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 55 p. o/o des chambres syndicales, réunissant 68 p. o/o des adhérents, jugent qu'il a été en même quantité, et 35 p. o/o des syndicats, avec 26 p. o/o des syndiqués, considèrent qu'il a été moins abondant.

La hausse de certaines denrées alimentaires déjà signalée s'est maintenue, elle s'est plutôt accentuée sur la viande, sur le vin, sur les légumes et sur les pommes de terre en particulier.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. FORÊTS. — Les travaux de jardinage ont été moins actifs que le mois dernier et que l'an dernier à pareille époque. Les travaux, dans les campagnes, sont fort avancés, mais le battage des grains et, dans certains pays, les vendanges occupent encore de nombreux ouvriers. Dans l'exploitation des forêts, le travail va commencer. La situation est estimée, en général, plus mauvaise que celle de l'an dernier à pareille époque.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermé-

diaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de septembre, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	5,95		"	"	15	85
Loire.....	5,88		"	"	36	64
Gard et Hérault.....	6		"	"	"	100
Provence (lignite).....	5,31		17	"	57	26
Tarn et Aveyron.....	5,99		"	"	29	71
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,94		"	"	16	84
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,88		"	"	28	72
ENSEMBLE pour la France.	5,93	"	"		18	82

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,91; il était de 5,85 en septembre 1896.

CARRIÈRES. — 5 p. o/o de chômeurs chez les carriers. L'industrie du bâtiment, dont dépend le travail des carrières, arrive à fin de saison et ses commandes ont été moins importantes que l'an dernier; l'ouvrage est estimé moins abondant, notamment à Lérrouville (Meuse) et Fontvieille (Bouches-du-Rhône); pour le reste, situation sans modification depuis le mois dernier.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans la minoterie et dans la fabrication des pâtes alimentaires, travail peu actif. La fin de la saison des stations d'été et le mouvement du placement nécessité par les déplacements habituels de la clientèle, joints aux causes déjà signalées le mois dernier, ont amené une augmentation de chômage chez les boulangers qui comptent un cinquième des leurs sans places; 2 p. o/o chez les cuisiniers, pâtisseries, confiseurs; chez ces derniers, placement et travail jugés aussi avantageux, dans l'ensemble, que l'an dernier à même époque.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Reprise du travail chez les ouvriers de l'industrie du papier et du carton qui comptent 3 p. o/o de chômeurs; l'ouvrage est, en général, considéré comme aussi abondant que l'an dernier.

Chez les typographes et ouvriers de l'industrie du livre, on compte 10 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble des syndiqués (un peu plus de 12 p. o/o à Paris et un peu plus de 5 p. o/o en province). 5 p. o/o des syndicats, groupant 11 p. o/o des adhérents, estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 65 p. o/o des chambres syndicales, réunissant 52 p. o/o des adhérents, considèrent qu'il est en même quantité, et 30 p. o/o des syndicats, réunissant 37 p. o/o des syndiqués, le tiennent pour moins abondant.

Le travail est estimé plus actif que l'an dernier à pareille époque, notamment à Nancy et à Avignon; moins actif à Paris (conducteurs typographes), Saint-Germain

(Seine-et-Oise), Amiens, Auxerre, Lyon (imprimeurs et typographes), Saint-Brieuc, Chartres et Bône; pour les autres, pas de changement. Par rapport au mois dernier, l'approche de la rentrée des classes a amené une reprise du travail.

CUIRS ET PEAUX. — 6 p. o/o des chômeurs, parmi les syndiqués, chez les tanneurs-mégissiers, 11 p. o/o chez les cordonniers. Chez les tanneurs-mégissiers, le travail est toujours peu actif; l'industrie de la chaussure a un peu repris dans certains centres; la ganterie traverse une période de morte-saison plus accentuée que les années précédentes par suite du manque de commandes à l'exportation.

En particulier, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier à même époque chez les mégissiers de rivière d'Annonay, chez les ouvriers en chaussures de Saint-Michel (Aisne) et Marseille; moins abondant chez les ouvriers en cuir de Dijon, chez les ouvriers en chaussures de Paris (coupeurs), Nancy, Nice, Toulon, Montpellier et Cholet, et chez la plupart des gantiers; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — L'industrie lainière tend à reprendre un peu plus d'activité; l'industrie linière a également des tendances plus fermes; les filatures bénéficient davantage de l'amélioration du marché, tandis que les tissages ne sont alimentés qu'incomplètement. Dans l'industrie cotonnière, tant filatures que tissages, on continue à réduire la production. L'industrie de la soierie (moulinages et tissages, principalement tissages mécaniques) marque une reprise sur le quel précédent; seuls les tissages de soie pure de la région lyonnaise éprouvent quelque chômage. Reprise du travail dans la bonneterie, la teinturerie, la passementerie-rubannerie et la chapellerie; morte-saison dans l'industrie du vêtement. On compte 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques.

L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier à pareille époque chez les tisseurs d'Amiens, les tapissiers de Bayonne et les chapeliers de Chalon-sur-Saône; moins abondant dans la plupart des tissages à la main, dans les filatures et tissages mécaniques de Roubaix et de Lille, d'Illy (Ardennes), de Reims, de Saint-Étienne, de Flers (Orne) et Lillebonne (Seine-Inférieure); chez les bonnetiers de Falaise (Calvados), chez les teinturiers de Paris, Amiens, Regny (Loire), et Millau; chez les voiliers du Havre, chez les tapissiers d'Amiens, les passementiers à la barre de Paris, les tailleurs de Versailles et les chapeliers de Bourges et du Mans; pour le reste, la situation s'est maintenue sans variation notable.

Bois. — L'industrie du travail du bois se ressent de la fin de la saison du travail dans l'industrie du bâtiment dont elle dépend. On n'entreprend plus de constructions neuves; la journée de travail est, en général, réduite d'une heure. L'industrie de la voiture, après avoir été bien occupée le mois précédent, commence à ralentir; la saison pluvieuse n'a pas permis aux charrons de bénéficier du travail de réparations habituelles au moment de la mise en service des voitures d'hiver. Les sabotiers-galochiers sont en plein travail. Les tonneliers bénéficient de commandes nécessitées par le mois des vendanges. Chez les ébénistes, travail plutôt moins actif que l'an dernier; de même chez les boutonniers, tabletiers et brossiers. On compte 11 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers, 14 p. o/o chez les menuisiers, 8 p. o/o chez les ouvriers en voitures, 3 p. o/o chez les tonneliers, 4 p. o/o chez boutonniers, les tabletiers et les brossiers.

En particulier, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers et scieurs de long de Hermes (Oise) et Rennes, chez les menuisiers-ébénistes de Nancy et Perpignan, chez les peintres en voitures de Paris; moins abondant chez les charpentiers de Lyon et Pau, chez les parqueteurs de Lyon, les

menuisiers-ébénistes de Dijon, Carmaux et Nantes, chez les tonneliers de Perpignan et Morlaix, chez les boutonniers et dominotiers dans l'Oise, chez les vanniers d'Étréaupont (Aisne) et chez les ouvriers en crins de Marseille; pour le reste, pas de changement.

MÉTALX. — Dans la métallurgie, la situation se maintient sans changement, plutôt avec tendance à l'amélioration sur le mois dernier; les ordres déjà reçus permettent, d'ailleurs, d'occuper le personnel dans la plupart des grands ateliers du Nord, de l'Est et du Centre. La serrurerie du bâtiment, la construction des machines agricoles continuent à ralentir leur production; les ateliers de construction de vélocipèdes préparent leur saison prochaine; les électriciens entrent en saison de travail; de même chez les horlogers et chez les ferblantiers-boitiers. On compte 1 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes, 6 p. o/o chez les constructeurs-mécaniciens.

L'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes de Lille, Auxerre, Saint-Étienne, chez les serruriers d'Amiens, chez les ferblantiers de Marseille et chez les graveurs de Saint-Denis; pour moins abondant chez les mouleurs de Rouen, les métallurgistes de Nancy et Commeny (Allier), chez les chaudronniers de Rouen, à Paris chez les estampeurs-poêliers, tourneurs-décolteurs et tailleurs sur acier, chez les serruriers de Perpignan, les frappeurs-forgerons de Nantes et d'Angers, chez les ferblantiers-boitiers de Saint-Guénolé (Finistère) et chez les horlogers de Besançon; dans les autres centres, il n'a pas été signalé de variation notable.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment est contrariée par une température pluvieuse et arrive à la fin de sa saison; on n'entreprend plus de constructions nouvelles, on presse l'achèvement des bâtiments en cours d'exécution; cependant on a dû réduire, comme tous les ans à pareille époque, d'une heure la journée de travail, qui varie de 10 à 11 heures. On compte 7 p. o/o de chômeurs chez les maçons et tailleurs de pierre, 16 p. o/o chez les peintres.

L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les maçons d'Amiens, Évien (Haute-Savoie), Dun-sur-Auron (Cher) et Orléans, chez les peintres de Vienne et de Pau; moins abondant chez les sculpteurs de Lyon et Bordeaux, chez les maçons de Roubaix, Besançon, Moulins, Marseille, Carcassonne et les Sables-d'Olonne, chez les plombiers d'Orléans, chez les peintres de Paris, Roubaix et les plâtriers de Clermont-Ferrand et Chambéry; pas de changement pour le reste depuis le mois dernier.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière, la fabrication des ciments et la céramique du bâtiment maintiennent leur activité du mois dernier. Dans la poterie et la porcelainerie, travail peu actif, de même dans la verrerie où l'écoulement des stocks se fait difficilement.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — L'accalmie signalée le mois dernier n'a pas encore disparu; l'industrie du transport et de la manutention en est particulièrement éprouvée; le placement des employés de commerce et des comptables est encore difficile; de même situation plus mauvaise que l'an dernier chez les employés de l'alimentation et chez les coiffeurs par suite du temps plutôt froid et pluvieux. Par rapport au mois précédent, une amélioration s'est produite grâce au retour d'une partie de la clientèle dans les grands centres. On compte 11 p. o/o de chômeurs chez les employés de l'industrie des transports et chez les employés et

ouvriers des entreprises de manutention et d'arrimage, un peu plus du quart des syndiqués chez les employés de l'alimentation, 17 p. o/o chez les coiffeurs.

En particulier, le placement est tenu pour plus facile que l'an dernier chez les employés de tramways de Nice, et chez les gens de maison de Paris; pour moins facile chez les employés de tramways et cochers de Perpignan, les camionneurs de Nantes et les cochers de Rennes; chez les garçons de magasin de Paris, les comptables de Dijon, chez les employés restaurateurs-limonadiers de Paris et Perpignan; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Pas-de-Calais. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CALAIS. — Pendant le 1^{er} semestre de 1897, le travail a été moins abondant que l'an dernier dans les *carrières* (500 ouvriers); les prix ont été moins rémunérateurs par suite de la diminution du chiffre d'affaires, les frais étant restés à peu près les mêmes; la journée s'est maintenue à 11 heures dans les chantiers qui ont eu des commandes, il y a eu quelques chômages pour certains d'entre eux. Les *sucreries* de la région (750 ouvriers et employés) ont travaillé plus que l'an dernier, mais avec des prix en baisse et moins rémunérateurs. Les *fabriques de biscuits* (230 ouvriers) ont présenté également une tendance à la baisse.

Par suite de l'augmentation des demandes de la place de Calais, et grâce à la hausse de la matière première, les *moulinages de soie* ont été mieux occupés que l'an dernier et à des prix fermes; il n'a pas été signalé de chômage. L'industrie des *schappes* (150 ouvriers) a eu une production plutôt plus faible que l'an dernier, les prix, tant de la matière première que du fil fabriqué, ont laissé une rémunération estimée de 5 p. o/o au-dessus de celle de l'an dernier. La main-d'œuvre a été plutôt rare, une reprise de travail dans les métiers similaires ayant attiré les ouvriers disponibles. Une amélioration notable s'est produite par rapport à l'an dernier dans l'industrie des *tulles et dentelles* dans tous les genres, tout soie ou soie et coton. La prochaine saison s'annonce également bien; les producteurs de certains articles ne peuvent suffire aux demandes. Les prix sont restés stationnaires sauf pour certains genres spéciaux qui ont obtenu des prix plus élevés et plus rémunérateurs. Le matériel n'a pas été sensiblement modifié, quelques métiers neufs ont été montés en remplacement d'autres mis hors d'usage. La durée du travail a été portée à 50 et 52 heures par semaine. La morte-saison habituelle pendant les mois d'été s'est à peine fait sentir, les ordres ont été suffisants pour occuper tout le personnel.

Dans les *fabriques de chaises* (121 ouvriers), le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, les commandes pour les réparations ont nécessité l'augmentation du personnel (une vingtaine d'ouvriers). La journée a été de 10 heures en moyenne.

Dans les *fonderies* (95 ouvriers), travail à peu près aussi actif que l'an dernier, prix aussi rémunérateurs malgré l'élévation de la matière première, coke et fonte en gueuses. L'amélioration des ateliers a été assez suivie, bien que les travaux d'une certaine durée aient généralement fait défaut. Dans les *forges* (160 ouvriers et apprentis), la production a été beaucoup plus grande que l'an dernier, et le semestre s'est terminé sur une tendance à l'amélioration. 320 ouvriers ont été occupés tant au déchargement des navires et wagons transportant des bois du Nord que dans l'intérieur des établissements pour le sciage et la mise en place; le travail a été généralement plus abondant et les prix en hausse ont été estimés plus rémunérateurs que ceux de l'an dernier. Un nouvel établissement est en construction.

Nord. — INDUSTRIES TEXTILES. — La récolte des lins n'a pas été mauvaise, en général. On peut la classer parmi les récoltes moyennes. Les prix des lins n'ont guère subi de variations dans ces derniers temps. La *filature* travaille toujours en plein et est encore abondamment pourvue d'ordres, mais les acheteurs ne prennent pas livraison. La vente des fils mouillés s'est développée, surtout les fils fins, tandis que la vente des fils secs s'est ralentie. En *tissage*, on constate des ventes irrégulières : une semaine bonne, succède à une médiocre,

mais somme toute, comparativement à l'année dernière à la même époque, les transactions sont moins nombreuses. A Roubaix-Tourcoing, bien des établissements ne peuvent encore faire faire les semaines complètes à leurs ouvriers, mais on espère une reprise prochaine des affaires. La *filature de coton*, si prospère depuis quelques temps, doit s'attendre à un ralentissement dû à l'excès de production. — *L. Letombe.*

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Pendant le 1^{er} semestre de 1897, la production et la vente ont été faibles dans les *mines de charbons*; les ouvriers ont travaillé, en moyenne, trois jours par semaines. Dans les exploitations de *sels marins*, le travail a été également en diminuant, l'exportation a baissé; on attribue, en partie, cette diminution à la difficulté de trouver des navires offrant un fret suffisamment bas. Les prix ont également fléchi et sont devenus peu rémunérateurs. La main-d'œuvre a été abondante. Dans les *minoteries*, *semouleries* et *fabriques de pâtes alimentaires*, le travail a été plus faible que l'an dernier; le nombre des établissements en activité n'a pas changé, mais un certain nombre sont arrêtés et d'autres travaillent à demi-force. Le matériel s'est peu modifié; il n'y a guère eu que des perfectionnements de détail. La vente des produits a été difficile et restreinte. Les prix de vente des farines ont suivi ceux de la matière première. Un certain nombre d'ouvriers ont été atteints par le chômage dans la minoterie. Le ralentissement du travail a aussi atteint les *ouvriers des quais* et les *camionneurs* qui étaient occupés au transport des blés et des farines. Dans l'*amidonnerie*, la production et la vente ont diminué par suite de la hausse des blés durs employés dans cette fabrication. Les prix de vente ont été peu rémunérateurs. Le ralentissement de la fabrication a entraîné un peu de chômage pour un certain nombre d'ouvriers. La *raffinerie de sucre* a été moins occupée que l'an dernier, les prix ont été en baisse. Les usines ont dû chômer, ces derniers mois, un jour par semaine; la journée de travail a été de 10 heures en moyenne.

Les *huileries de graines* ont réduit leur production; le travail a été arrêté pendant près de deux mois par suite de l'augmentation de la concurrence des huiles de coton des États-Unis d'Amérique. Les prix de vente ont baissé; d'autre part, la différence des cours de graines et de ceux des huiles a entraîné quelques pertes chez les fabricants. Dans la *savonnerie*, l'accalmie générale des affaires s'est également fait sentir; les ventes ont été faibles; la main-d'œuvre abondante. Les *raffineries de soufre*, qui avaient été bien occupées jusqu'en mai, ont vu ensuite leurs ordres diminuer. La main-d'œuvre a été abondante.

Dans la *tannerie* (600 à 700 ouvriers), la production et la vente ont été plutôt faibles, les événements d'Orient ayant amené un ralentissement des transactions avec les pays du Levant. Les prix de vente des produits fabriqués, déjà inférieurs à ceux du semestre précédent, se sont maintenus difficilement, tandis que les prix de la matière première étaient fermes, plutôt en hausse par suite des achats de l'étranger. Il n'y a cependant pas eu de chômage.

Dans la *chapellerie*, la production et la vente ont diminué, notamment à l'exportation; les prix de vente de même que les salaires des ouvriers ont été en baisse. Il y a eu excès de main-d'œuvre; plusieurs anciennes usines ont disparu et les commandes sont devenues moins importantes que les années précédentes. Une usine d'*affinage de plomb* a été arrêtée, une autre est en activité et travaille régulièrement. Production et commandes plutôt faibles dans les ateliers de *constructions mécaniques*. Dans les *tuileries*, le travail a été régulier, les prix assez rémunérateurs se sont difficilement maintenus. La production des *vermouts* et similaires a semblé baisser; cependant l'exportation s'est maintenue en progrès. La production s'est surtout développée dans les absinthes et liqueurs alcooliques, favorisées par la baisse des alcools, ce qui rend cette fabrication assez rémunératrice.

Tarn. — Dans les *mines* de Carmaux et d'Albi, la production et la vente ont eu tendance à diminuer par suite de l'augmentation de la concurrence des houilles anglaises dans leur zone naturelle de vente. Les salaires ont eu tendance à la hausse, mais les variations ont été de peu d'importance. Dans la *mégisserie* et dans la *tannerie*, le travail s'est maintenu assez actif; il n'a pas été signalé de chômage. Dans l'*industrie textile*, les fabriques de la région castraise ont travaillé activement, mais les réassortiments en tissus ont été moins forts que l'année précédente. A Mazamet, tendances également faibles. A Labastide-Rouairoux, les stocks de draperie de l'hiver dernier n'ont été épuisés, par suite de température plutôt douce, et les maisons de gros ont envoyé peu de commandes; il y a eu quelques chômages de peu de durée et pour une partie des ouvriers. Dans la *chapellerie*, travail 3 à 4 jours par semaine.

Le travail dans l'*arçonnerie* a été assez actif. Dans la *brosserie*, la production et la vente ont été en diminuant. Dans la *métallurgie*, production satisfaisante; plutôt faible dans la *verrerie*.

Hérault. — Production peu active dans les *mines de charbon* du Bousquet-d'Orb; main-d'œuvre abondante. Travail plutôt faible dans les fabriques de *papers à cigarettes* de Lodève; cependant tous les ouvriers sont occupés. Même situation dans les fabriques de *chaussures*. La *filature de soie* a bien repris; les prix de vente sont restés fermes avec tendance à la hausse; la main-d'œuvre a été suffisante. Dans la fabrication des *draps de troupe*, les ouvriers, restés sans travail à la suite de la fermeture de plusieurs usines, n'ont pas encore pu se replacer. Les salaires ont eu tendance à décroître. Dans la *verrerie à bouteilles* du Bousquet-d'Orb, la production a été bonne, mais les ventes n'ont pas encore permis d'écouler les stocks; un four à *verre blanc* s'est transformé pour fabriquer des bouteilles ordinaires. La main-d'œuvre a été abondante.

Dans l'arrondissement de Béziers, les *mines de houille de Graissessac* ont eu une extraction ralentie proportionnée aux ventes qui ont été difficiles et avec des prix plutôt en baisse. Dans la *tannerie*, à Béziers, la production et la vente sont devenues plus actives que l'an dernier. La situation a été moins satisfaisante à Bédarieux, où des chômages se sont produits dans des tanneries par suite de défaut de commandes ou pour réparations d'outillage. Dans les *fabriques de drap*, le travail s'est maintenu dans un établissement; il a été en diminuant dans les autres; les salaires ont eu tendance à la baisse. Une fabrique a chômé pendant une vingtaine de jours pour réparations à l'outillage. La journée a été de 9 heures en moyenne. Pour le *commerce des vins* et la *fabrication des trois-six*, les vendanges, qui, dans la région, se présentent bien, ont donné plus d'activité aux transactions; le travail dans les vignobles a permis d'occuper tous les ouvriers.

Loire-Inférieure. — Dans les diverses industries de Saint-Nazaire, la situation s'est maintenue pendant le mois d'août à peu près équivalente à celle du mois précédent, le chômage a peu varié, la journée de travail a été de 10 heures en moyenne.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DU HAVRE. — La situation industrielle s'est montrée satisfaisante dans l'ensemble, pendant le dernier semestre. Les *chantiers de constructions navales*, entre autres, ont été en pleine activité, grâce particulièrement aux commandes de la marine de guerre. Le mouvement de la *navigation du port* du Havre, en 1896, avait été inférieur à celui de 1895, qui était déjà au-dessous de celui de 1894. Le tonnage des navires entrés et sortis, qui, de 6.129.740 tonnes en 1894, était descendu à 5.602.713 en 1895, est tombé à 5.064.750 tonnes en 1896; mais une amélioration s'est manifestée depuis le commencement de l'année 1897. La part du pavillon français dans la navigation de concurrence qui variait de 33 à 34 p. o/o il y a dix ans est descendue à 25 p. o/o. On attribue la diminution du transit maritime, en partie à la concurrence plus grande des ports du Nord (Anvers, Rotterdam, Hambourg). L'ensemble des importations et exportations par le port du Havre, qui était de 2.390.276 tonnes en 1894, est descendue à 2.178.452 en 1895, puis 2.161.000 tonnes en 1896.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ELBEUF. — Des hivers peu rigoureux n'ont pas amené les commandes que les *fabricants de drap* espéraient; cependant, pendant l'année 1896, les expéditions de draperie ont dépassé de 20.600 kilogrammes celles de 1895; et les expéditions du 1^{er} semestre de 1897 ont donné un excédent de 30.150 kilogrammes sur celles de la même même période de 1896. Actuellement, la mode se portant sur les articles peignés, il en est résulté quelques chômages pour les *filatures de laine cardée*. La fabrication de la *flanelle* a été en progrès. Le nombre des *métiers mécaniques* à tisser a continué à augmenter aux dépens du tissage à la main qui a continué à décroître. Les autres fabriques de la circonscription, *fabrique de stéarine*, *filature* et *tissage d'amiante* ont conservé leur activité.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DIEPPE. — La *pêche* a produit, en 1896, 1.930.600 francs, en diminution de 125.700 francs environ. Le port a été fréquenté par 3.125 navires, non compris ceux du cabotage et de la petite pêche. Le nombre des voyageurs par les paquebots s'est élevé à 163.800 contre 152.000 en 1895. Le mouvement du port a donné une augmentation de 12.999 tonnes et de 43 navires. L'importation a été de 235.055 tonnes en augmentation

de 31.914 tonnes, la houille formant la plus grande partie de l'importation. Les exportations ont fléchi de 6.396 tonnes.

CHAMBRE DE COMMERCE DU TRÉPORT. — Le mouvement du port s'est traduit par une importation de 65.190 tonnes environ, à peu près égale à celle de l'année dernière; les exportations ont continué à progresser, elles ont été de 76.580 tonnes, soit une augmentation de 4.020 tonnes sur l'année précédente.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOLBEC. — Les perturbations atmosphériques qui ont amené, à la suite des pertes subies, une diminution de la consommation et le ralentissement des exportations, coïncidant avec une production très développée dans l'Est et dans le Centre, ont déterminé des stocks dans l'industrie cotonnière. Malgré les rabais consentis par les fabricants, l'écoulement étant toujours lent et difficile, on a dû recourir à une réduction générale du travail.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — 8 p. o/o de chômeurs chez les sociétaires syndiqués du placement mutuel des ouvriers *boulangers*; le travail a repris depuis le mois dernier. De même, reprise du travail et 13 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *conducteurs typographes*, la reprise du travail s'accroît, la journée a été augmentée de 5 heures pour 40 ouvriers, 4 nouveaux ateliers avec 22 ouvriers ont été ouverts. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs typographes*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *cartouchiers d'Issy*, qui font 60 heures par semaine. Travail peu actif chez les *coupeurs en chaussures*. De même chez les *gantiers*, la plupart des ouvriers sont atteints par le chômage et quelques-uns ont quitté la région pour aller ailleurs chercher du travail. Reprise du travail chez les *gainiers* en vue de la saison d'hiver; pas de chômeurs signalés, on fait de 65 à 70 heures par semaine. Travail faible chez les *teinturiers dégraisseurs*. De même chez les *passemmentiers à la barre*; les commandes sont de courte durée. La morte-saison se prolonge plus que l'an dernier chez les *façonniers passemmentiers*. Situation toujours satisfaisante chez les *peintres en voitures*. Chez les *charrons*, la saison de travail a été plus courte que l'an dernier. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens*; 7 p. o/o chez les *estampeurs-poëliers*, qui font la journée de 11 heures. Journée de 10 heures, en diminution de 1 heure sur le mois précédent, et 4 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolteurs*. Journée de 10 heures et 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. Reprise du travail, journée de 10 heures et un peu plus du cinquième des syndiqués en chômage chez les *graveurs pour papiers peints* de Saint-Denis. L'amélioration signalée chez les adhérents du syndicat des *peintres français* se maintient; on compte 11 p. o/o de chômeurs parmi eux. Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *petits loueurs et cochers*. Même situation et un peu plus de 10 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin et cochers-livreurs*, par suite de l'accalmie des affaires. 4 p. o/o chez les *comptables*. Le commencement de la saison d'hiver ramenant à Paris les *garçons restaurateurs limonadiers* de province sans emplois, le placement est devenu plus difficile; quelques maisons ont augmenté de 1 heure la journée de travail; la température peu favorable contrarie les affaires. Reprise du travail avec la rentrée d'une partie de la clientèle parisienne chez les *coiffeurs*, qui comptent 13 p. o/o de chômeurs. Placement plus faible que l'an dernier et que le mois précédent chez les *gens de maison* syndiqués.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Versailles. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs signalés chez les *travailleurs du livre* de Saint-Germain-en-Laye. À Versailles, la saison recommence chez les *tailleurs d'habit*. Les *maçons* sont tous occupés, la journée est de 11 heures en moyenne.

Aisne. — 2 p. o/o de chômeurs, journée de 11 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *vanniers* d'Étréaupont. À Saint-Quentin, travail 55 heures par semaine chez les *mouleurs en fer et en cuivre*. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs employés et dessinateurs*.

Oise. — Situation toujours satisfaisante dans les scieries mécaniques de Hermes. A Méru, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *dominotiers*, qui font la journée de 12 heures, cependant pas de chômeurs; 5 p. 0/0 chez les *boutonniers en os*; pas de signalés chez les *tabletiers*, qui font la journée de 11 heures. 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *brossiers* de Saint-Sauveur. A Méru, hausse sur le pain, les 2 kilogrammes sont vendus 0 fr. 80. A Saint-Sauveur, le pain coûte 1 fr. 90 les 5 kilogrammes.

Somme. — A Amiens, 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*, qui sont moins occupés que l'an dernier, par suite de la disparition d'un journal. Reprise dans les *tissages de velours coton*. Dans les *teintureries*, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps, on fait la journée complète. Peu d'activité dans les *tissages de satin pour chaussures*; les tissus chaîne soie et trame laine pour robes et parapluies, fortement concurrencés par les articles similaires allemands, ont reçu peu de commandes. L'importation des velours coton a continué à décroître. Dans les *filatures de laine*, travail en baisse. Une fabrique de *bonneterie de coton* de Moreuil travaille en plein. De même, à Amiens, travail actif chez les *serruriers* et chez les *maçons*.

Pas-de-Calais. — A Arras, 9 p. 0/0 de chômeurs et reprise du travail chez les *typographes*. Même situation chez ceux de Boulogne-sur-Mer, qui sont tous occupés. A Boulogne-sur-Mer, le pain a diminué de 0 fr. 05 par 2 kilogr. 500, il vaut 1 franc; le charbon est augmenté de 0 fr. 10 par 50 kilogrammes.

Nord. — A Lille, ouvrage moins abondant chez les *relieurs*. Chez les ouvriers de l'*industrie du fil*, la morte-saison s'est prolongée plus que l'an dernier. Chez les *tisseurs* d'Haspres, situation toujours difficile, les ouvriers à domicile sont obligés d'augmenter la durée du travail pour obtenir le même gain; de même à Saulzoir, où l'on fait 90 heures par semaine. Ceux d'Avesnes-les-Aubert sont encore tous occupés, mais l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier. Chez ceux de Roubaix, une amélioration s'est produite; on compte encore un peu plus du cinquième des tisseurs atteints par le chômage; les ouvriers embauchés ne font pas la semaine complète. Journée de 11 à 12 heures, ouvrage plus abondant que l'an dernier et un peu moins de 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *métallurgistes*. Embauchage estimé plus difficile que l'an dernier chez ceux de Maubeuge, par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère. Le travail tend à diminuer chez les patrons et ouvriers de l'*industrie des métaux*, cependant pas de chômeurs. A Dunkerque, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 10 heures chez les *maçons*, qui estiment qu'un peu moins de moitié des leurs sont atteints par le chômage. Même situation et un quart des syndiqués en chômage chez les *plombiers-zingueurs*. Les *peintres* de Roubaix sont entrés en période de chômage, ils font 50 heures par semaine et comptent de nombreux chômeurs parmi les syndiqués; un peu plus du quart chez ceux d'Armentières, la journée est réduite de 1 heure et demi pour 70 ouvriers; on fait généralement 59 heures par semaine. Chez les *marbriers en pendule* de Cousolre, travail plus abondant que l'an dernier dans un certain nombre de maisons.

A Lille, le pain est monté de 0 fr. 45 à 0 fr. 55 et 0 fr. 57 par un kilogramme et demi; à Maubeuge, de 0 fr. 95 à 1 fr. 10 les 3 kilogrammes. A Saulzoir, hausse sur la farine, 1 franc par 100 kilogrammes qui se vendent actuellement 40 francs. A Cousolre, le pain en hausse atteint 1 franc par 2 kilogr. 500.

Ardennes. — Travail toujours actif chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay. 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes* de Charleville. Travail peu actif chez les *tisseurs* de Francheval. 15 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Douzy. Un tiers des syndiqués chez ceux de Villers-Cernay. Chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, travail toujours actif; 4 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Joigny, qui font de 66 à 70 heures par semaine; chez ceux des Mazures, on chôme une journée par semaine dans un atelier de 35 ouvriers.

A Fumay, hausse sur le pain, les 2 kilogr. 500 se vendent en moyenne 0 fr. 855. A Aiglemont, hausse sur le pain, 0 fr. 10 par 4 kilogrammes; de même aux Mazures. A Douzy, la hausse sur le pain se maintient, le kilogramme se vend 0 fr. 40.

Marne. — A Reims, pas de chômeurs, journée réduite de 2 heures pour les trois quarts

des ouvriers de l'industrie lainière, dans les *apprêts*, principalement, on fait la journée de 8 heures.

Aube. — A Troyes, les *plâtriers* comptent un cinquième des leurs en chômage, la journée est diminuée d'une heure pour la plupart des ouvriers, comme tous les ans à pareille époque.

Meuse. — A Lérrouville, journée de 11 heures chez les *carriers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. 3 p. o/o chez les *coupeurs en chaussures* qui font la journée de 11 heures. 15 p. o/o de chômeurs et journée de 10 à 11 heures chez les *chapeliers*. Un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Nancy, la hausse sur le pain se maintient.

Doubs. — A Besançon, travail plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *menuisiers*, qui font la journée de 11 heures. Reprise du travail grâce aux commandes en vue du jour de l'an chez les *repasseurs* et *remonteurs-horlogers*, qui estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *maçons*; les *manœuvres* et *terrassiers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; on fait généralement la journée de 10 heures.

Jura. — Pas de chômeurs, journée de 10 heures et reprise du travail chez les *typographes* de Dôle.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Mâcon. De même pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 72 heures par semaine chez les *chapeliers* de Chalon-sur-Saône. Ceux de Louhans font 60 heures.

A Chalon-sur-Saône, le pain augmenté de 0 fr. 10 par kilogramme est porté à 0 fr. 40.

Côte-d'Or. — A Dijon, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Travail peu actif chez les *tailleurs d'habits*, les prix de façon ont tendance à la baisse. Travail 60 heures par semaine chez les *ébénistes*, qui sont moins occupés que l'an dernier par suite de la concurrence des bazars. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*, la situation commerciale étant plus mauvaise que l'an dernier, les placements sont devenus plus difficiles dans l'ensemble.

Yonne. — A Auxerre, 2 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes*. Une importante maison a congédié une partie de son personnel faute de commandes. Travail ralenti chez les *cordonniers*; on embauche chez les *galochiers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée variant de 11 à 12 heures chez les *métallurgistes*. 6 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens; le chômage atteint principalement les ouvriers les plus anciens.

A Auxerre, la hausse sur le pain se maintient, les 2 kilogrammes se vendent 0 fr. 75.

Nièvre. — Ouvrage en diminution chez les *bûcherons* et *cultivateurs* de Balleray, l'exploitation des forêts n'a pas encore commencé et les travaux des champs sont terminés; de même chez ceux de la Fermeté et de Menou, chez qui on estime que le chômage atteint un peu plus du tiers des syndiqués. Travail peu actif chez les *verriers* de Saint-Léger, le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers, plusieurs ont quitté la contrée.

Allier. — L'exploitation des forêts n'ayant pas encore repris, les *bûcherons* de Saint-Bonnet estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Journée de 11 heures chez les *typographes* de Cusset. A Commentry, 800 ouvriers des ateliers d'*étamage* et de *tôlerie* perdent deux semaines environ par mois, faute de commandes.

Puy-de-Dôme. — 10 p. o/o de chômeurs et travail en diminution par suite de la mauvaise saison chez les *peintres-plâtriers* de Clermont-Ferrand.

Haute-Loire. — Reprise du travail depuis le mois dernier, avec des prix de façon inférieurs à la moyenne chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier, qui comptent 2 p. 0/0 de chômeurs.

Loire. — Amélioration chez les *mineurs* de la Ricamarie qui font la journée complète. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *boulangers* de Saint-Etienne, 5 maisons ont réduit leur personnel. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes* de Saint-Etienne. Les *tisseurs* de Cuinzier estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, le gain hebdomadaire est diminué de 20 p. 0/0 par rapport aux mois précédents. Chez ceux de la Gresles, 8 p. 0/0 de chômeurs. 5 p. 0/0 chez les *ouvriers en tissus élastiques* de Saint-Etienne. Travail en diminution chez les *tisseurs-épingleurs*. 16 p. 0/0 de chômeurs chez les *liseurs-piqueurs*.

4 p. 0/0 de chômeurs chez les *métallurgistes* et *ouvriers des métaux*; ouvrage plus abondant que le mois dernier; on embauche dans les ateliers de la manufacture d'armes; les ateliers de *vélocipèdes* reprennent de l'activité. Chez les *verriers* de Saint-Romain-de-Puy, la morte-saison qui dure depuis le milieu d'août se prolonge plus que les autres années.

A Cuinzier, à la Gresles et à Saint-Romain, la hausse sur le pain se maintient. A Cuinzier, hausse sur la viande 0 fr. 10 par kilogramme, à Saint-Romain 0 fr. 20.

Rhône. — A Lyon, l'ouvrage a continué à diminuer chez les *jardiniers*. 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes* qui font la journée de 8 à 10 heures; plusieurs maisons ont réduit leur personnel, d'autres chôment 2 jours par semaine. Chez les *typographes*, quelques maisons ont pu embaucher des extra pendant quelques jours; dans l'ensemble, le travail est estimé moins important que l'an dernier, on compte 9 p. 0/0 de chômeurs parmi les syndiqués. Pas de signalés chez les *cartonniers*, de même chez les *papetiers-régleurs*, 13 p. 0/0, et travail 60 jours par semaine chez les *relieurs* et *doreurs*.

Chez les *tisseurs* de Saint-Jean-la-Bussière, baisse des prix de façon dans plusieurs maisons. Ralentissement du travail chez ceux de Grandris. De même chez ceux de Mardore, dont la moitié chôment 8 à 10 jours par mois. Chez les *ouvriers des filatures* de Villefranche, le travail qui avait été un moment interrompu sur une question de salaire a repris avec une hausse des prix de façon. A Lyon, pas de chômeurs signalés chez les *coupeurs-tailleurs*; dans une maison, le travail a été réduit à 3 jours par semaine, pour moitié des ouvriers.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *scieurs-raboteurs* qui font 55 heures par semaine. Le travail n'a pas repris chez les *parqueteurs-replanisseurs* qui font 48 heures par semaine; la grève des *maçons* avait arrêté les travaux du bâtiment et maintenant la mauvaise saison empêche de terminer ceux qui ne sont pas suffisamment avancés; un grand nombre de *parqueteurs* sont atteints par le chômage. L'amélioration signalée chez les *voituriers* ne s'est pas maintenue, on compte un quart des syndiqués en chômage. Pas de signalés chez les *cochers* et *conducteurs* de tramways qui font 84 heures par semaine. A Saint-Jean-le-Bussière, la hausse du pain se maintient.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Mellerie qui font la journée de 10 heures. Chez les *chapelières-appropriateurs* d'Annecy, la durée du travail a été portée de 45 à 60 heures par semaine; chez les *chapelières-fouleurs*, travail 40 heures par semaine. Reprise du travail, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *maçons* d'Évian; les travaux retardés jusqu'à la fin de la saison balnéaire et entrepris actuellement sont jugés plus importants que ceux de l'an dernier.

A Mellerie, le pain se maintient en hausse de 0 fr. 05 par kilogramme.

Savoie. — A Chambéry, le chômage atteint un quart des ouvriers syndiqués chez les *menuisiers*; les travaux sont moins importants que l'an dernier. Les *plâtriers-peintres* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, la journée est diminuée d'une heure par jour, on fait 65 heures par semaine.

A Chambéry, le pain se maintient en hausse de 0 fr. 10 par kilogramme.

Isère. — Chez les *gantiers* de Gières, 15 p. 0/0 de chômeurs; une grande partie des ouvriers occupés ne font pas la journée complète. A Vienne, travail peu abondant chez les

tisseurs et tisseuses; la reprise se fait plus lentement que l'an dernier. Une amélioration sensible s'est produite dans la *carderie*. Pas de chômeurs et journée de 10 à 11 heures chez les *métallurgistes*. Travail de 72 à 76 heures par semaine chez les *chauffeurs-mécaniciens*. Les *tailleurs de pierre carriers* de Montalieu-Vercieu sont tous occupés, ils font 40 heures, en moyenne, par semaine; l'amélioration signalée chez ceux de Porcieu-Amblagnieu se maintient, ils font la journée de 12 heures. A Vienne, journée variant de 10 à 11 heures chez les *maçons*. Le travail se maintient actif chez les *peintres-plâtriers*.

Drôme. — Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois dernier chez les *carriers* de Saint-Resitut.

Alpes-Maritimes. — Chez les *cuisiniers* de Cannes, la saison d'hiver va recommencer, le travail reprend un peu pour la saison du littoral. A Nice, chez les *cordonniers*, reprise du travail pour la saison d'hiver moins accentuée que l'an dernier, on compte moitié des syndiqués encore en morte-saison. 14 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*. Un peu plus de 1 p. o/o et reprise du travail pour la saison d'automne chez les *potiers* de Vallauris. A Nice, le travail reprend chez les *employés* de tramways, mais le placement serait devenu plus difficile que l'an dernier, notamment pour les *ouvriers syndiqués*. Situation également difficile chez les *garçons cochers* par suite de la concurrence des entreprises de transport et d'excursions. 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*, on fait de 60 à 65 heures par semaine, la journée est diminuée d'une heure pour une trentaine d'employés.

A Nice, la hausse sur le pain, — 0 fr. 10 par kilogramme, — se maintient.

Var. — A Toulon, 16 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*, qui ont moins de travail que l'an dernier. Les *machinistes de théâtre* sont tous occupés.

Bouches-du-Rhône. — Les *mineurs* de Fuveau chôment 2 jours par semaine. Reprise du travail chez ceux de Trets. Ouvrage en diminution sur le mois précédent chez les *carriers* de Fontvieille. Les *boulangers* d'Aix estiment qu'un peu plus du quart des syndiqués sont atteints par le chômage. A Marseille, journée diminuée de 2 heures et 10 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; 3 p. o/o chez les *typographes*. Le travail dans l'ensemble a repris chez les *coupeurs-cordonniers*, sauf dans un atelier qui a renvoyé 12 ouvriers. Travail en diminution sur l'an dernier chez les *ouvriers en crins*. Travail peu actif chez les *sciieurs de bois* qui ne font pas la semaine complète. Chez les *carrossiers*, journée de 9 heures en diminution d'une heure sur le mois précédent et 12 p. o/o de chômeurs. Reprise du travail depuis le mois dernier et 15 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens* qui font 72 à 80 heures par semaine. Les *forgerons* sont tous occupés. Ouvrage abondant et pas de chômeurs chez les *carreleurs*; un quart des syndiqués et journée de 10 heures chez les *maçons*, chez lesquels une reprise du travail s'est produite depuis le mois dernier. Les *ferblantiers-plombiers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier. Chez les *marins du commerce*, embarquements et armements rares, les équipages ont été réduits; la « Maison du marin » vient d'être ouverte dans le but de renseigner, fournir de travail et héberger les marins à terre. Les *employés d'hôtels-restaurants* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

A Fuveau, la hausse sur le pain se maintient à 0 fr. 05 par kilogramme; il vaut 0 fr. 45, en moyenne, à Marseille.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs et travail en augmentation sur le mois dernier chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers en balais* de Caderousse.

A Caderousse, le pain est augmenté de 0 fr. 025 par kilogramme et se vend 0 fr. 35.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. o/o de chômeurs et travail 40 heures par semaine chez les *mégissiers de rivière* qui sont plus occupés que le mois dernier. Travail peu actif chez les *mégissiers-palissonneurs*.

Gard. — Chez les *confiseurs-pâtisseries* de Nîmes, l'amélioration signalée s'accroît. 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Aveyron. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers* de Millau.

Tarn. — Travail en augmentation chez les ouvriers en *cuir* et *peaux* de Graulhet qui font de 60 à 65 heures par semaine. Reprise du travail chez les *chapeliers-appropriateurs* d'Albi. De même, reprise du travail depuis la fin de juillet et pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* de Carmaux.

A Carmaux, la hausse sur le pain se maintient à 0 fr. 02 par kilogramme.

Hérault. — Reprise du travail chez les *cultivateurs-terraciers* de Marsillargues; grâce aux vendanges, pas de chômeurs signalés. Travail, 54 heures par semaine chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, placement plus facile que le mois dernier chez les *boulangers*. Reprise du travail chez les *cordonniers* qui comptent un quart des leurs en chômage et font la journée de 10 heures. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *cochers* qui comptent un cinquième des leurs sans place à demeure, beaucoup de maisons ayant supprimé leurs équipages et le développement des lignes de tramways rendant les affaires plus difficiles pour les cochers de fiacre.

A Graissessac, la hausse sur le pain se maintient à 5 centimes par kilogramme. A Montpellier, le pain a été porté de 30 à 40 centimes le kilogramme.

Aude. — Ralentissement du travail chez les *cultivateurs* de Cuxac; les vendanges étant terminées, on estime qu'un cinquième des syndiqués sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez ceux de Carcassonne qui font la journée de 9 heures. 1/4 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *maçons* syndiqués; on estime que le chômage atteint la moitié des ouvriers dans l'ensemble de la corporation.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, ouvrage moins abondant que l'an dernier; cependant, pas de chômeurs chez les *tonneliers* qui font de 60 à 78 heures suivant qu'ils travaillent au temps ou aux pièces. L'amélioration signalée chez les *ébénistes* se maintient. Travail peu actif et embauchage plus difficile que l'an dernier chez les *serruriers* par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *cochers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage. 1/4 p. o/o chez les *garçons-limonadiers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, commandes encore faibles chez les *tailleurs* dont moitié sont encore atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*.

Basses-Pyrénées. — Situation satisfaisante chez les *tapissiers* de Bayonne. A Pau, ouvrage en diminution par suite de l'avancement des constructions et 11 p. o/o chômeurs chez les *charpentiers*, qui font la journée de 10 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *peintres*, qui sont plus occupés que l'an dernier grâce aux travaux de ravalement des façades qui ont été récemment prescrits.

A Pau, le pain, en hausse, atteint 1 fr. 40 les 4 kilogrammes.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, reprise du travail chez les *cordonniers*. Par suite de la température humide des mois derniers qui a gâté une partie des fruits, le travail de séchage et de mise en caisses des pruneaux, qui occupait 500 ouvrières pendant 3 mois, se trouve très réduit. 8 p. o/o de chômeurs chez les *employés-limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Périgueux.

Gironde. — 12 p. o/o de chômeurs chez les *compagnons* et *aspirants boulangers* de Bordeaux. Reprise du travail pour le temps des vendanges chez les *tonneliers* de Preignac. A Bordeaux, ouvrage en diminution chez les *bijoutiers*. Les *coiffeurs* comptent un cinquième des leurs en chômage. Ralentissement du travail chez les *chaudronniers* en cuivre.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *tailleurs de pierre*, le travail tend à baisser.

Charente. — Journée de 10 heures et travail plus abondant que le mois dernier chez les *typographes* de Cognac; une maison qui avait réduit la journée à 8 heures a repris avec la journée de 10 heures. Journée diminuée de 3 heures dans l'ensemble des ateliers et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *carrossiers-selliers* d'Angoulême qui comptent un tiers des syndiqués en chômage.

Haute-Vienne. — A Limoges, 11 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs* qui font la journée de 10 heures. Journée réduite de 3 heures, pour un grand nombre d'ouvriers; chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*, on fait 40 heures par semaine en moyenne. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *sabotiers*; la journée, augmentée d'une heure, a été portée à 11 heures. Ralentissement du travail, journée réduite à 9 heures chez les *terrassiers et manœuvres* qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; l'embauchage est devenu plus difficile, un certain nombre d'ouvriers porcelainiers sans ouvrage s'offrant pour les travaux de terrassement.

A Limoges, hausse sur le pain qui coûte de 70 à 80 centimes par 2 kilogrammes suivant qualité.

Creuse. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers* de Bourganenif; cependant des ouvriers de ville n'ont pu être embauchés, les commandes suffisant à peine pour le personnel des usines.

Cher. — L'exploitation des forêts n'ayant pas encore repris et les travaux des champs étant terminés, le chômage atteint un certain nombre de *bûcherons-cultivateurs* de Feux; de même chez ceux d'Henrichemont; 10 p. o/o chez ceux de Sancergues. Pas de signaés chez ceux de Méry-ès-Bois, le travail a repris avec le battage des grains, la journée est en moyenne de 10 heures. Elle est de 12 heures chez ceux de Jussy-le-Chaudrier qui sont plus occupés que l'an dernier à même époque. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez ceux de Vallenay. Pas de chômeurs chez ceux d'Ids-Saint-Roch. A Bourges, 12 p. o/o et journée diminuée d'une heure et demie pour 40 ouvriers chez les *ouvriers en voitures*. Journée de 11 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier, chez les *tailleurs de pierre*. Le travail a repris chez les *chaufourniers* de Jussy et de la Guerche qui sont tous occupés et font la journée de 12 heures.

A Jussy et à la Guerche, le pain, en hausse de 5 centimes, atteint 2 fr. 20 les 5 kilogrammes; hausse également sur la viande de porc qui se vend 70 centimes le demi-kilogramme et sur celle de bœuf qui atteint 80 centimes le demi-kilogramme. A Henrichemont, à Sancergues, Méry-ès-Bois, la hausse sur le pain se maintient.

Indre. — Travail, 72 heures par semaine chez les *bûcherons* du Poinçonnet. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *métallurgistes* de Châteauroux qui sont encore tous occupés. Une maison, qui occupait 20 ouvriers, a transporté ses ateliers dans une ville voisine, les ouvriers qui n'ont pas suivi ont pu être embauchés à Châteauroux. Pas de chômeurs et journée diminuée d'une heure dans la plupart des chantiers chez les *ouvriers du bâtiment* d'Issoudun; travail de 50 à 60 heures chez ceux de Châteauroux.

Vienne. — A Poitiers, 9 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*.

A Poitiers, le pain a augmenté, depuis le 1^{er} septembre, de 10 centimes par 4 kilogrammes.

Deux-Sèvres. — A Niort, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*; la journée est diminuée d'une heure dans un atelier. Les *gantiers* estiment que les deux tiers des syndiqués sont atteints par le chômage; la reprise de la saison d'hiver et les commissions pour l'exportation sont moins fortes que l'an dernier. 5 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier, chez les *tailleurs de pierre*.

Vendée. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Faymoreau. Journée de 11 heures et 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* d'Evraines. 8 p. o/o chez ceux des Epesses; chez

137 ouvriers, la journée est réduite de 2 heures. Journée de 10 heures chez les ouvriers du bâtiment de la Roche-sur-Yon; une association ouvrière de construction avec 12 ouvriers vient de se fonder. 2 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier, chez ceux des Sables-d'Olonne.

Aux Sables-d'Olonne, pain en hausse de 3 centimes par demi-kilogramme. Aux Epesses, nouvelle hausse de 3 centimes par kilogramme de pain.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 2 p. o/o de chômeurs chez les cuisiniers, 11 p. o/o chez les typographes. Travail toujours actif chez les ouvriers des usines des produits chimiques. 10 p. o/o de chômeurs, journée diminuée d'une heure et demie pour la généralité des ouvriers et travail 62 heures par semaine, chez les ouvriers des scieries mécaniques et monteuses de cuisse qui entrent en morte-saison. Chez les menuisiers, journée réduite à 10 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier, ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs signalés. Journée réduite à 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier pour la moitié des ouvriers chez les ajusteurs-tourneurs; une maison qui occupait 150 ouvriers cesse de faire travailler. Les frappeurs-forgerons estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Ralentissement du travail et journée de 10 heures chez les granitiers.

Morbihan. — 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment de Lorient qui font 72 heures environ par semaine.

Finistère. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier, la pêche ayant été plus fructueuse, et 3 p. o/o de chômeurs chez les ferblantiers-boitiers de Saint-Guérolé.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les typographes. Travail moins abondant que l'an dernier chez les tonneliers de Morlaix; par suite de la diminution des exportations de beurre, le stock des barils n'a pas été épuisé et le travail a dû être réduit. Une maison occupant 80 tonneliers a diminué ses prix de façon de 0 fr. 05 par fût.

A Saint-Brieuc, la hausse sur le pain de 0 fr. 10 par 3 kilogrammes se maintient.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, travail très variable suivant les ateliers chez les coupeurs-brocheurs en chaussures; quelques-uns font la journée de 11 heures, mais le plus grand nombre travaillent de 6 à 8 heures par jour. A Rennes, reprise du travail depuis le mois dernier chez les chapeliers, on fait la semaine complète. Journée de 10 à 11 heures chez les maçons. Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les cochers, par suite de la concurrence des nouvelles lignes de tramways.

Maine-et-Loire. — A Angers, les boulangers estiment qu'un tiers des syndiqués sont atteints par le chômage. Un cinquième, à Cholet, chez les cordonniers-galochiers, la journée est réduite de 3 heures pour 20 ouvriers, on fait généralement 8 heures par jour. Reprise du travail chez les tisseurs, qui font 66 heures par semaine dans le travail en usine et de 84 à 92 heures dans le travail à domicile. Pas de chômeurs et journée réduite à 8 heures, en diminution de 2 heures pour 1.800 ouvriers chez les tisserands de la Tessoualle; une maison qui occupait 60 ouvriers a cessé des commandes. Travail peu actif chez ceux de la Séguinière. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les forgerons d'Angers.

A la Tessoualle, hausse de 0 fr. 20 par 6 kilogrammes de pain; à la Séguinière, 0 fr. 10 par kilogramme.

Sarthe. — Au Mans, 15 p. o/o de chômeurs et journée réduite d'une heure chez les menuisiers. 6 p. o/o de chômeurs chez les mécaniciens.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les bûcherons de Pauzoult-Chinon. Chez les tanneurs-corroyeurs de Châteaurenault, journée réduite de 12 à 8 heures dans une maison. A Tours, travail en diminution chez les tisseurs de soie. 6 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les ferblantiers-zingeurs.

Loir-et-Cher. — Les *tanneurs* et *corroyeurs* de Vendôme estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

A Vendôme, hausse sur le pain, 0 fr. 30 par 5 kilogrammes, et sur le vin, 0 fr. 10 par litre.

Loiret. — Pas de chômeurs et journée de 11 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier chez les *maçons* d'Orléans.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, travail assez actif dans l'ensemble chez les *typographes*, une maison fait faire des heures supplémentaires, une autre a réduit la journée de 10 heures à 9 et 8 heures et les ouvriers aux pièces sont peu occupés. Chez les *fondeurs-mécaniciens*, travail abondant. Journée de 11 heures chez les *maçons* et autres ouvriers du bâtiment, sauf chez les *peintres* qui ne font plus que 10 heures. Chez les *typographes* de Chartres, travail peu actif.

Calvados. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Caen. Travail peu actif, journée de 10 à 11 heures et 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau.

A Condé-sur-Noireau, la hausse de 0 fr. 05 par kilogramme de pain se maintient.

Eure. — Peu d'activité chez les *typographes* de Pont-Audemer.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 8 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes-papetiers-relieurs*; dans un atelier de reliure, on fait 30 heures par semaine. 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Sanvic-le-Havre. A Lillebonne, une *filature* chôme un jour par semaine. Chez les *voiliers* du Havre, pleine morte-saison. A Rouen, les *fondeurs en fer* estiment que moitié des syndiqués sont atteints par le chômage; la journée est réduite de 2 heures pour 100 ouvriers, on fait de 40 à 45 heures par semaine. Ralentissement du travail chez les *chaudronniers*. Situation toujours difficile chez les *journaliers* du port du Havre.

Algérie. — Reprise du travail chez les *imprimeurs-relieurs* de Bône qui font la journée de 9 heures et comptent un cinquième des syndiqués en chômage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour octobre et novembre :

Aubervilliers (Seine). — Construction d'un marché couvert.....	106.400 ^f
Béthune. — Restauration et agrandissement du collège communal..	148.000
Cambrai. — Construction d'un nouveau collège de garçons.....	798.700
Cherbourg. — Construction de deux batteries à Amfreville.....	264.000
Marseille. — Enrochement du bassin de la Pinède.....	8.700.000
Oran. — Chemin de fer d'Ain-Sefra. Travaux métalliques.....	175.500
Oyonnax (Ain). — Construction d'un hôpital.....	126.300
Périgueux. — Superstructure du tramway de Périgueux à Vergt...	430.000
Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue Navier.....	536.500
Paris. — Installation aux pavillons 9 et 11.....	208.400
Paris. — Murs de clôture, bangars et bâtiments d'habitation au dépôt de Montjoie (Saint-Denis).....	187.700
Paris. — Grand palais des Champs-Élysées. Plancher haut des sous-sols.....	376.000
Paris. — Construction d'écoles rue de Patay.....	528.500
Soullans (Vendée). — Reconstruction de l'église.....	189.600

Résultats des Adjudications précédentes.

Alfortville (Seine). — Construction d'un groupe scolaire et d'une école maternelle (195.500^f). — Adj.: *maçonnerie*, Lambert, 12,25; *menuiserie*, Daurée, 3,10; *charpente*, Société des charpentiers de la Villette, 49, rue Saint-Blaise, à Paris, 10; *peinture*, Fauqueur, 20, rue de la Roquette, à Paris, 5,10; *couverture*, *plomberie*, Casse, 45, quai de la Tournelle, à Paris, 3,10; *aneublement*, Fulcot, 15, rue Jules-César, à Paris, 22, et Guérin, 22, rue des Boulangers, à Paris, 22,20.

Arras. — Amélioration du canal de Calais dans la traversée de la ville. Reconstruction du pont de Saint-Pierre (311.500^f). — Adj.: *Terrassements*, *fondations*, *maçonnerie*, Lys-Tancré, à Lille, 17; *tabliers métalliques*, Compagnie de Fives-Lille, 64, rue de Caumartin, à Paris, 15.

Asnières (Seine). — Construction d'un hôtel de ville (107.600^f). — Adj.: *menuiserie et parquets*, Alexandre, à Harancourt (Ardennes), 23,10; *fumisterie*, Forest, 6, rue Pavée, à Paris, 32; *peinture*, *vitrierie*, *tenture*, Bernard, 28, rue Montholon, à Paris, 26,10.

Belley (Ain). — Adduction et distribution des eaux (251.200^f). — Adj.: Delune, à Grenoble, 18.

Bohain (Aisne). — Construction d'un hôpital et d'un hospice de vieillards (107.600^f). — Adj.: *terrassements*, *maçonnerie et plâtrerie*, Dehé, à Busigny, 9; *charpente*, Dehé, 8; *menuiserie*, *quincaillerie*, Delmotte, à Saint-Quentin, 12.

La Roche-sur-Yon. — Agrandissement de l'hôpital départemental (141.200^f). — Adj.: Laurent, 14; Pouclet, à Saint-André-d'Ornay, 13 et 14.

Lillebonne (Seine-Inférieure). — Construction d'un hôpital-hospice (123.400^f). — Adj.: Antoinette, à Rouen, 7,10.

Montpellier. — Travaux sur chemins de grande communication (251.000^f). — Adj.: *terrassements*, *maçonnerie*, Duteil, à Amianc, 17; ponts sur l'Hérault, aux chemins 9 et 32, Teste, 11, rue de la Claire, à Lyon, 1.

Perpignan. — Chemins vicinaux. Tabliers métalliques de trois ponts (145.700^f). — Adj. Genry, à Marseille, 11.

Paris. — Branchements particuliers d'égouts (19 lots: 552.700^f). — Adj.: Alhaiza, 16, rue Fabre-d'Eglantine, 32,80 et 31,50; Boismorand, 51, rue des Pyrénées, 29,20; Chabrat, 19, rue de l'Ourcq, 38,90; Chassénery, 4, rue Bourgeois, 25,20; Dauphin, 25, passage des Favorites, 32,10 et 33,10; Deval, 14, rue de Toul, 38,80; Doucède, 4 bis, rue de l'Assomption, 40; Figarol, 17, rue Castagnier, 34,30; Fleury, 91, rue Dammrémont, 36,30 et 37,90; Grandchamp, 143, avenue de Villiers, 24,20; Quiban, 85, rue Michelet, 22,20; Mouly, 36, rue de la Glacière, 38,20; Pagnat, 85, rue de la Plaine, 29,40; Rambaud, 64, boulevard de Charonne, 32,50; Vialard, 36, rue Cambronne, 33,20 et 33,20.

Paris. — Groupe de prisons à Fresnes (122.306^f). — Adj.: *installation de sonneries électriques*, *signaux d'appel*, *téléphones*, *acoustiques*, *paratonnerres*, Gibault, 68, avenue Philippe-Auguste, 55,60; *installation d'une buanderie mécanique et d'une étuve à désinfecter*, Leblanc, 52, rue du Rendez-Vous, 22,10.

Paris. — Asile d'aliénés de Vaucluse. Cabinets d'aisances et urinoirs (155.100^f). — Adj.: *plomberie*, *appareils et tous accessoires*, Flicoteaux, 83, rue du Bac, 27,60; *canalisation en grès et en fonte*, *raccords d'égouts et réparations*, Grandchamp, 21, rue Dareau, 30,10.

Paris. — Agrandissement de l'École normale d'institutrices, 57, boulevard des Batignolles, et reconstruction des annexes (135.500^f). — Adj.: *terrasse et maçonnerie*, Luquet, 47, rue des Entrepreneurs, 33,30; *charpente*, Société des ouvriers charpentiers de la Villette, 39,10; *parquetage*, Fender, 55, rue de Flandre, 17,30.

Paris. — Éclairage électrique à l'abattoir de la rive gauche (102.000^f). — Adj.: Gibault, 68, avenue Philippe-Auguste, 49,20.

Paris. — Construction d'un collecteur sur la rive gauche (379.700^f). — Adj.: Dioudonnat, 26, rue de Paris, 32.

Paris. — Extension des irrigations à l'eau d'égouts. Établissement de conduites en béton

gras moulé de ciment de Portland pour le drainage de la presqu'île de Carrières (Seine-et-Oise) [206.200^f]. — Adj. : Legand, à Chanteloup, par Triel, 29,50.

Paris. — Construction d'un hôpital d'enfants, rue Michel-Bizot (1.760.900^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie*, Chièze, 38, rue des Entrepreneurs, 34,70; *charpente*, Société des charpentiers de la Villette, 49, rue Saint-Blaise, 25,30; *menuiserie*, Massonnier, 60, rue Ordener, 25,10; *serrurerie*, Barbot, 120, rue Lauriston, 35,20; *peinture et papiers de tenture*, Boisset, 18, rue d'Angoulême, 33,10; *pavage*, Chabrat, 19, rue de l'Ourcq, 35,60; *fumisterie*, Filipini, 18, rue Caroline, 44,20; *appareils et canalisation pour le gaz*, Fourdrain, 58, rue Rochechouart, 38,10.

Paris. — Démolition du palais des Beaux-Arts (200.000^f). — Gré à gré : Lesieur, 179, avenue d'Italie, 290.000 francs.

Paris. — Pavage de routes nationales (175.000^f). — Adj. : Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 23; Peynot, à Suresne, 13,

Paris. — Constructions d'écoles, rue Beaubourg et rue Chapon (237.200^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, les Maçons de la Seine, 4, rue Michel-de-Bourges, 33,20; *menuiserie et parquetage*, Legrand, 28, rue Charlot, 28,50; *ferronnerie et serrurerie*, Couvreur, 29, rue d'Argenteuil, 40,40.

Paris. — Construction d'un hôpital d'enfants, rue Etex (2.290.700^f). — Adj. : *maçonnerie*, Guillon, 18, impasse Compoint, 32,80; *terrasse*, Moreau, 49, rue Balagny, 32,70; *charpente et escaliers*, Laforge, 79, rue Castagnary, 25,40; *couverture*, Boussin, 69, rue Vieille-du-Temple, 36,20; *plomberie d'eau*, Bochot, 3, rue Capron, 33,80; *menuiserie*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 25,60; *serrurerie*, Audois, 7, rue du Chalet, 36,20; *peinture, vitrerie et tenture*, Bourrély, 130, avenue d'Orléans, 36,20; *pavage et trottoirs*, Marsaud, 5, rue des Ardennes, 36,70; *fumisterie*, Gérard, 6, rue Lacharrière, 46,20; *plomberie et gaz*, Bengel, 75, avenue Parmentier, 26,20; *quincaillerie*, Fromental, 12, rue Calmels, 52,30.

Paris. — Construction d'une école maternelle à l'angle des rues Fagon et de Villejuif. Terrasse et maçonnerie (121.000^f). — Adj. : Valland, 48, rue Planchat, 33,90.

Lille. — Canal de Roubaix. — Doublement de la conduite ascensionnelle d'alimentation. Fourniture et pose de la conduite (452.000^f). — Adj. : Mathelin, 26, rue Bouxault, à Paris, 3,10.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne d'Issy à Viroflay. Infrastructure (2 lots : 6.500.000^f). — Adj. : Picard, au souterrain de Pouya, près Annecy, 26; Fougerolle, 21 bis, quai de l'Oise, à Paris, 16.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne de Caen à Cherbourg. Doublement des voies (2 lots : 2.050.000^f). — Adj. : Mége, 18, boulevard Saint-Marcel, à Paris; Frot, à Pontoise.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne des Moulineaux. Tablier métallique sur la gare des Invalides (500.000^f). — Adj. : Baudet, 139, rue Saussure, à Paris.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne de Courcelles au Champ de Mars. Ponts métalliques sur l'île des Cygnes. — Adj. : Société de construction de Levallois-Perret, à Levallois-Perret (Seine).

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne de Paris à Rouen. Agrandissement et transformation de la gare de Vernon (250.000^f environ). — Adj. : Dequeker, 78, rue Caulaincourt, à Paris.

Chemins de fer du Midi. — Agrandissement de la gare de Perpignan (160.000^f) — Adj. : Cancalon, à Bordeaux.

Chemins de fer du Midi. — Agrandissement de la gare de Narbonne (175.000^f). — Adj. : Laporte, à Saint-Paul-d'Esprès, près Moissac (Tarn-et-Garonne).

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 septembre, il a été déposé 88 demandes en autorisation de bâtir, dont 48 pour des constructions neuves. Pendant le mois de septembre 1896, le nombre des demandes avait été de 113, dont 60 pour des constructions neuves.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de l'année 1897.

	VARIATIONS			
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	695.962.000	739.778.000	"	43.816.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.738.572.000	1.658.809.000	79.763.000	"
Objets fabriqués.....	463.421.000	460.333.000	3.088.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	2.897.955.000	2.858.920.000	39.035.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	501.265.000	455.314.000	45.951.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	719.839.000	613.155.000	106.684.000	"
Objets fabriqués.....	1.379.172.000	1.327.252.000	51.920.000	"
Colis postaux.....	113.813.000	105.941.000	7.872.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	2.714.089.000	2.501.662.000	212.427.000	"

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Août 1897.	Sept. 1897.	Sept. 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . .	58 ^f 25 ^c	59 ^f 75 ^c	41 ^f 00 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. . .	26 50	27 60	27 00
Alcool à 90°, l'hectolitre.	40 75	38 40	30 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	60 50	56 75	56 25
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	39 25	35 75	44 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	33 00	31 50	34 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	44 00	45 50	44 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 52	1 46	1 50
Veau, idem.	1 60	1 70	1 80
Mouton, idem.	1 80	1 80	2 00
Porc, idem.	1 28	1 15	1 06
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	46 75	45 25	55 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	113 50	114 00	111 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	39 50	42 00	39 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	16 50	16 50	15 50
Cuivre en lingots, idem.	130 50	132 50	128 00
Étain Banka, idem.	167 50	168 75	161 25
Plomb, idem.	33 00	36 00	20 95
Zinc bonnes marques, idem.	46 25	47 75	46 00

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de sept.		Du 1 ^{er} janv. au 30 sept.	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	98	118	1046	118
Liquidations judiciaires.....	16	20	119	134
Conversions de liquidations en faillites.	1	3	24	30

Mont-de-Piété. — Situation au 30 septembre 1897 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 août 1897 au soir.....			1.654.760	48.901.426
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	95.595	2.554.503	151.891	4.207.630
Par renouvellements.....	56.296	1.653.127		
TOTAL.....			1.806.651	53.109.056
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	91.016	2.316.534	154.647	4.103.308
Par renouvellements.....	56.296	1.653.127		
Par ventes.....	7.335	133.647		
RESTE en magasin le 30 septembre 1897.....			1.652.001	49.005.748

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 août 1897 au soir.....			22.105	5.956.178
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.087	533.630	3.972	1.056.288
Par renouvellements.....	1.885	522.658		
TOTAL.....			26.077	7.012.466
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.560	384.232	3.854	1.027.310
Par renouvellements.....	1.885	522.658		
Par ventes.....	409	120.420		
RESTE en magasin le 30 septembre 1897.....			22.223	5.985.156

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
	nombres.	francs.	nombres.	francs.
Restait en magasin, le 30 septembre 1893...	1.864.891	50.347.889	14.587	4.127.149
1894...	1.807.579	48.564.098	18.206	5.127.994
1895...	1.693.552	46.192.979	20.818	5.671.369
1896...	1.651.575	47.852.879	22.012	5.959.415

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o ; à 9 mois, 2,50 p.o/o ; à 6 mois, 2 p.o/o ; à 3 mois, 1,50 p.o/o.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les neuf premiers mois de l'année 1897 a été de 16.884.237 tonnes. Il était, en 1896, de 15.501.700 tonnes, soit une augmentation de 2,3 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin septembre :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général	958.327.000 ^f	929.053.200 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (23 septembre)...	32.247.000	32.164.000
Voitures de Paris (15 septembre).....	14.951.000	14.020.000

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} OCTOBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
AOÛT 1897.					AOÛT 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	1937	131	109	13	Angers.....	207	101	104	11
— (II ^e arr ^t)..	695	742	330	"	Lyon.....	435	197	140	"
— (III ^e —)..	590	516	357	25	Nice.....	220	54	54	5
— (IV ^e —)..	579	432	408	7	Nîmes.....	81	106	70	11
— (V ^e —)..	479	135	123	549	Saint-Etienne..	66	73	56	"
— (XV ^e —)..	153	151	135	"	Toulouse.....	206	80	71	"
— (XI ^e —)..	164	150	105	"					
Lille.....	64	62	"	"					
Nancy.....	204	54	41	"					
SEPTEMBRE 1897.					SEPTEMBRE 1897.				
Paris (V ^e).....	81	130	51	"	Angers.....	214	90	89	16
— (IX ^e —)..	186	204	95	28	Bourges.....	75	65	44	8
— (XIV ^e —)..	172	197	119	"	Carcassonne....	30	31	17	"
— (XIX ^e —)..	134	217	151	"	Commentry....	1	1	1	"
Refuges munic..	"	"	114	326	Lyon.....	371	175	116	"
Levallois-Perret.	189	152	58	65	Nice.....	174	46	46	"
Brest.....	31	7	7	"	Perpignan.....	38	21	16	3
Listieux.....	107	101	73	"	Tours.....	46	24	23	1
Orléans.....	5	2	2	1	Alger.....	267	296	246	320
Sens.....	56	28	2	"					

C. — SYNDICATS PATRONAUX (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Cher.....	Bourges.....	Coiffeurs.....	6	3	1	1
Ille-et-Vilaine...	Rennes.....	Charcutiers.....	8	2	1	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charcutier.....	42	28	25	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Pharmaciens.....	6	3	2	"
Rhône.....	Lyon.....	Teinturier-dégraisseurs.....	15	21	15	"
Seine.....	Paris.....	Architectes.....	6	4	3	"
Id.....	Id.....	Bâtiment.....	45	8	10	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	21	19	17	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.	17	1	1	1
Id.....	Id.....	Papetiers.....	77	32	32	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	22	8	8	"
Id.....	Id.....	Industrie du papier.....	27	43	14	"
Id.....	Id.....	Vins et liqueurs.....	132	121	107	6
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	22	48	20	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	2	5	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

**D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (SEPTEMBRE 1897).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin...	Voysageurs et dessinateurs.....	9	4	2	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Cordonniers.....	2	7	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	"	"	3	2
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	"	15	"	"
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	9	4	1	3
Id.....	Marseille.....	Carrossiers.....	17	6	4	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	33	7	5	1
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	8	"	10	"
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels et restaurants.	3	6	6	2
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	22	9	"	9
Id.....	Id.....	Ouvriers en crins.....	150	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	"	"	"
Cher.....	Bourges.....	Ouvriers en voitures.....	25	"	4	1
Id.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	40	40	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	40	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables.....	6	2	1	1
Côte-du-Nord.....	Saint-Brieuc.....	Typographes.....	4	1	1	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	10	6	4	6
Doubs.....	Besançon.....	Mancœuvres-terrasiers.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Repasseurs-remonteurs.....	10	8	"	"
Finistère.....	Saint-Guénolé.....	Ferblantiers-boîtiers.....	2	"	"	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	"	"	4	2
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Employés de commerce.....	26	8	8	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Garçons limonadiers.....	"	"	12	60
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	75	57	43	31
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	51	39	16	4
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	8	8	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	20	"	"	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Charpentiers.....	2	8	"	2
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Garçons limonadiers.....	"	"	"	12
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	36	23	23	177
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Métallurgistes.....	3	1	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	4	3	2	1
Nord.....	Roubaix.....	Peintres.....	"	"	"	14
Oise.....	Saint-Sauveur.....	Brossiers.....	3	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.	Plâtriers.....	8	2	2	"
Pyrénées-Orient ^{les}	Perpignan.....	Ébénistes.....	"	1	1	"
Id.....	Id.....	Serruriers.....	5	"	"	"
Id.....	Id.....	Tonnelliers-foudriers.....	3	"	3	"
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	10	20	6	14
Rhône.....	Lyon.....	Scieurs-raboteurs.....	12	"	"	"
Id.....	Id.....	Parqueteurs-applanisseurs.....	22	58	"	"
Id.....	Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	37	26	25	2
Id.....	Id.....	Papetiers.....	5	4	4	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	25	"	"	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	10	8	"	"
Seine.....	Paris.....	Peintres en voitures.....	5	3	1	"
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie)..	200	80	20	60
Id.....	Id.....	Margeurs-pointeurs.....	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	83	125	"	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	14	8	8	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	"	6	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	18	12	"	"
Id.....	Id.....	Estampeurs-poëliers.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolteurs.....	25	10	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	61	8	29	"
Id.....	Id.....	Peintres français.....	13	13	13	"

SYNDICATS OUVRIERS (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Garçons de magasin, cochers livreurs.....	25	"	5	2
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs-limona- diers.....	369	109	19	65
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers - restaura- teurs.....	"	"	32	63
Id.....	Id.....	« La Renaissance des limona- diers ».....	"	184	50	134
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	95	775
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	128	183	39	11
Id.....	Id.....	Comptables.....	15	8	3	4
Id.....	Issy.....	Cartouchiers.....	10	"	10	"
Seine-Inférieure ..	Le Havre ..	Typographes de Sanviçq.....	12	6	"	"
Var.....	Toulon.....	Cordonniers.....	"	"	2	2
Haute-Vienne....	Limoges ..	Coupeurs et brocheurs.....	150	"	"	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société « L'Étoile », garçons li- monadiers.....	274	213	47	166
Pas-de-Calais ..	Boulogne-sur-Mer.	Société des employés.....	8	2	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	195	751
Seine.....	Paris.....	Société « Le Bâtiment ».....	9	11	2	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	350	478	332	4
Id.....	Id.....	Compagnons charrons du devoir	35	30	30	"
Id.....	Id.....	Société « La Couturière ».....	15	20	"	"
Id.....	Id.....	Société des comptables.....	116	79	35	8
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	280	175	175	992
Id.....	Id.....	Société « L'Étoile », garçons li- monadiers restaurateurs.....	662	1.748	190	1.558
Id.....	Id.....	Société des Gens de maison ..	3	33	4	1
Id.....	Id.....	Société philanthropique savo- isienne.....	115	240	144	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	47	14	"	14
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	4	3	1	"
Id.....	Id.....	« Union Helvetia ».....	126	140	93	12
Id.....	Id.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	"	607	601	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Assistance par le travail.....	"	"	1	4
Indre-et-Loire....	Tours.....	Office des travailleurs.....	403	221	176	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Ouvre du travail réparateur.....	"	"	6	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	15	13	2	11
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	93	"
Rhône.....	Lyon.....	Assistance par le travail.....	115	4	7	12
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	23	55	6	"
Seine.....	Paris.....	Asile Saint-Charles.....	121	223	43	"
Id.....	Id.....	«The English catholic home».....	77	57	16	2
Id.....	Id.....	«Home allemand».....	"	79	9	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	531	"
Id.....	Id.....	«The Mission home».....	71	56	16	2
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail du II ^e arrondissement.....	47	73	30	15
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail des VIII ^e et XVII ^e arrondissements.....	"	"	8	16
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.....	"	9	7	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	67	92	40	30
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	47	7	"	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	248
Seine-et-Marne...	Meun.....	Assistance par le travail.....	57	57	"	57
Somme.....	Amiens.....	Id.....	1	19	7	13
Vienne.....	Poitiers.....	Id.....	39	"	14	7

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE SEPTEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.691	185	609	"	25.451
Hospitalité de nuit {rue de Tocqueville).....	1.433	228	112	115	4.439
— {rue Lamaze).....	1.675	249	41	146	5.767
— {rue Laghouat).....	651	85	"	51	2.740
— {rue de Charonne).....	1.310	177	54	102	4.019
Asile de la rue Mouffetard.....	204	18	"	6	989
Société philanthropique {rue de Crimée)....	"	"	166	4	839
— {rue Labat).....	"	"	286	27	1.809
— {rue Saint-Jacques)....	"	"	362	65	1.712
— {avenue du Maine)....	"	"	56	56	729

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois d'août.	
Indigents (secours réguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	5.241
		Femmes	9.067
	de 60 ans et plus...	Hommes	11.003
		Femmes	21.742
TOTAL des indigents secourus.....			<u>47.053</u>
Nécessiteux (secours irréguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	6.256
		Femmes	6.842
	de 60 ans et plus...	Hommes	2.262
		Femmes	2.633
Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....			378
TOTAL des nécessiteux secourus.....			<u>18.371</u>

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

10 applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en septembre à l'Office du travail.

1^o Grève de tréfileurs, usine Lazare Weiler, à Gravelle-Sainte-Honorine (Seine-Inférieure). — Le 2 septembre, les ouvriers de la tréfilerie de cuivre étaient avertis que le fil qui ne serait pas fabriqué exactement aux diamètres commandés serait refusé ou bien que la dernière passe de tréfilerie qu'on était, dans ce cas, obligé de faire ne serait pas payée aux ouvriers fautifs.

Refusant d'accepter ces conditions et demandant que la malfaçon leur fût payée comme le reste, 100 tréfileurs ont quitté le travail.

Ils se sont adressés immédiatement au juge de paix pour organiser un comité de conciliation. Mais, le directeur de l'usine, estimant que les observations faites aux ouvriers étaient insuffisantes pour constituer un motif de grève, a refusé d'entrer en pourparlers avec eux et a déclaré que tous ceux qui ne seraient pas rentrés le lundi matin, 6 septembre, seraient considérés comme démissionnaires.

Cette mesure a provoqué, comme représailles, le chômage d'une partie des ouvriers tréfileurs d'acier qui ont cessé le travail par solidarité avec leurs camarades, de sorte qu'il y a eu, le 9, 400 grévistes.

Le conflit a pris fin le 15 septembre, les anciens ouvriers sont rentrés peu à peu et un certain nombre de nouveaux ont été embauchés après avoir accepté les nouvelles conditions qui leur étaient faites.

2° Grève de ferblantiers-plombiers à Moulins. — Les ouvriers ferblantiers-plombiers-zingueurs de Moulins, qui trouvaient leurs salaires insuffisants, avaient, à deux reprises différentes, demandé à leurs patrons de se réunir avec eux pour discuter leurs demandes, mais ceux-ci avaient refusé.

En conséquence, le 2 septembre, 30 ouvriers, sur 45 que compte la corporation, se mettaient en grève.

Ils réclamaient :

- 1° 0 fr. 50 de l'heure et la journée de 10 heures;
- 2° La suppression de la retenue d'assurances;
- 3° Les frais de nourriture à la charge des patrons, en cas de déplacement; et, hors barrières, une indemnité de 1 franc pour le panier;
- 4° Les heures de nuit payées moitié en plus, soit 0 fr. 75;
- 5° La paye tous les 15 jours, le samedi.

En réponse à cette mise en grève, 12 des principaux patrons se sont réunis et ont offert de donner 0 fr. 35 et 0 fr. 40 de l'heure pour une journée de 11 heures.

Les grévistes n'ont pas accepté ces propositions et se sont adressés au juge de paix qui a réuni, le 7 septembre, un comité de conciliation.

Après discussion entre les intéressés, un accord a été conclu aux conditions suivantes :

- 1° 0 fr. 45 et 0 fr. 475 de l'heure, suivant que les ouvriers fournissent ou non leurs outils, et maintien de la journée de 11 heures;
- 2° Suppression de la prime d'assurances;
- 3° Indemnité de 0 fr. 50 pour le panier et de 1 fr. 75 en cas de déplacement;
- 4° Les heures de nuit seront payées 0 fr. 65;
- 5° La paye tous les 15 jours, le samedi.

Les patrons et les ouvriers réclament la création d'un conseil de prud'hommes à Moulins.

Le travail a été repris le 8 septembre.

3° Grève de ferblantiers-plombiers, zingueurs et chaudronniers à Nevers. — Le samedi 11 septembre, le syndicat des ouvriers ferblantiers-plombiers, zingueurs et chaudronniers de Nevers présentait aux principaux entrepreneurs les revendications suivantes :

- 1° Journée de 10 heures et 0 fr. 50 l'heure;
- 2° Heures supplémentaires jusqu'à 9 heures du soir payées 0 fr. 75 et 1 franc au delà;
- 3° 1 franc d'indemnité pour le port du panier;
- 4° Frais de nourriture et de logement à la charge des patrons quand l'ouvrier devra découcher;
- 5° Repos du dimanche;
- 6° Suppression du travail aux pièces;
- 7° Suppression de la retenue d'assurances.

Les patrons ayant répondu par une fin de non-recevoir, 30 ouvriers répartis dans 6 établissements ne se sont pas présentés au travail le 13.

Dès le lendemain, ils ont fait parvenir au juge de paix la liste de leurs desiderata et ce magistrat a réuni, le 21, un comité de conciliation.

L'entente n'ayant pu se faire sur le premier point, les parties ont estimé inutile d'aller plus loin.

Le juge de paix a proposé alors de recourir à un arbitrage, mais les patrons ont repoussé ce mode de procédure.

La grève continue.

4° Grève de chaisiers, établissement Walser et C^{ie}, à Saint-Loup (Haute-Saône). — Le 14 septembre, à 11 heures, 100 ouvriers sur 250 occupés dans l'usine se sont mis en grève, en demandant la réduction, puis la suppression complète de la retenue faite pour l'éclairage et, en outre, la suppression de la retenue d'assurances.

Le 14 et le 16 septembre, ils ont notifié au juge de paix leur demande.

Les patrons n'ont voulu faire aucune concession et le nombre des grévistes s'est élevé à 180.

L'usine alors a été fermée et, par ce fait, tout le personnel s'est trouvé en chômage.

Cette conduite a été imitée par deux autres fabricants de Magnoncourt qui, déclarant se solidariser avec leur collègue de Saint-Loup, ont fermé leurs manufactures jusqu'à ce que les ouvriers de MM. Walser et C^{ie} aient consenti à reprendre le travail.

500 ouvriers sont, par suite, en chômage. La grève continue.

5° Grève de chaisiers, établissement Pierre et C^{ie}, à Saint-Loup (Haute-Saône). — Suivant l'exemple de leurs camarades de la chaiserie Walser, 107 ouvriers de l'usine Pierre et C^{ie} ont cessé le travail le 15 septembre en demandant la suppression de la retenue faite pour l'éclairage électrique.

Le 16, ils se sont adressés au juge de paix; le 17, MM. Pierre et C^{ie} fermaient leur usine; toutefois, ils ont fini par accorder satisfaction à leur personnel qui a repris le travail le 21 septembre.

6° Grève de tisseurs, établissement Henri Prouvost, à Roubaix. — 45 tisseurs du tissage Prouvost se sont mis en grève le 20 septembre en demandant la suppression des amendes qui leur sont infligées pour malfaçons.

Le 21, ils ont prié le juge de paix de former un comité de conciliation.

M. Prouvost immédiatement prévenu a décliné cette proposition en déclarant que le différend existant entre ses ouvriers et lui ne lui paraissait pas de nature à faire l'objet d'une transaction.

Le travail a été repris le 22 aux anciennes conditions.

7° Grève de mineurs, mines de manganèse de Las Cabesses à Rivernert (Ariège). — Le 20 septembre, à la suite d'un grave accident, les ouvriers, arguant des risques du travail, ont réclamé une augmentation de 1 franc par jour et se sont mis en grève, au nombre de 300.

Le juge de paix de Saint-Girons intervenant d'office a convoqué les deux parties à une réunion de conciliation pour le 25.

Le patron seul s'est présenté; le conflit n'a pas encore pris fin.

8° Grève des maçons de Moulins. — Le 20 septembre après midi, 40 maçons, occupés sur trois chantiers, quittaient le travail en demandant une augmentation de salaire.

Ils ne tardaient pas à être suivis par le reste de leurs camarades de la ville, et le 24, on comptait 300 grévistes qui décidaient de soumettre à leurs patrons les revendications suivantes :

1° 0 fr. 50 de l'heure pour les ouvriers, au lieu de 0 fr. 36 et 0 fr. 40; 0 fr. 35 et 0 fr. 40 pour les manœuvres;

2° Suppression de la retenue d'assurances ;

3° 1 franc pour le panier à 500 mètres hors des barrières et 1 fr. 50 pour déplacement au delà de 500 mètres ;

4° Les heures de nuit payées double ;

5° La journée de 10 heures ;

6° La paye chaque quinzaine ;

7° Maintien des échafaudages en sécurité.

Deux réunions ayant eu lieu entre patrons et ouvriers, sans résultat par suite de l'abstention d'une partie des patrons, les grévistes se sont adressés au juge de paix.

Celui-ci a réuni, le 29 septembre, un comité de conciliation grâce auquel la grève a pris fin aux conditions suivantes :

1° Jusqu'au 31 décembre, les maçons recevront une augmentation de 0 fr. 04 sur le prix de l'heure basée sur le taux actuel ;

A partir du 1^{er} janvier, ils seront payés sur le pied de 0 fr. 50 l'heure pour les premiers ouvriers, les autres débattront le prix avec les patrons.

Les manœuvres recevront 0 fr. 03 d'augmentation jusqu'au 31 décembre ; à partir du 1^{er} janvier, les prix seront de 0 fr. 27 à 0 fr. 33 ;

2° La prime d'assurances sera entièrement payée par les patrons ;

3° 0 fr. 50 par jour pour le panier au delà de deux kilomètres des barrières ; indemnité à débattre si l'ouvrier découche ;

4° Les heures de nuit, c'est-à-dire à la lumière après le coucher du soleil, seront payées double ;

5° Journée de 10 heures : de 6 heures du matin à 6 heures du soir ;

6° Paye chaque quinzaine, le samedi, dans les bureaux des patrons ;

7° Les patrons devront employer des échafaudages offrant sécurité pour les ouvriers, conformément à la loi.

A la fin de la réunion, les patrons et les ouvriers ont demandé la création d'un conseil de prud'hommes pour juger à l'avenir les différends qui pourraient surgir entre eux.

Le travail a été repris le 30 septembre sur tous les chantiers.

9° Grève de tisseurs, usine Courtehoux à Gaulier, commune de Floing (Ardennes). — 108 tisseurs se sont mis en grève le 28 septembre, à la suite du refus par les patrons de payer, au tarif ordinaire, des pièces de drap faites pour le compte de fabricants de Sedan.

Le juge de paix intervenant immédiatement a réussi à amener une entente et le conflit a été terminé le 1^{er} octobre.

10° Grève des ouvriers en chaussures de la fabrique Chantepie et Vionne à Fougères. — Les ouvriers, ayant élaboré un tarif de prix de façons, l'ont présenté à leurs patrons en demandant que ce tarif fût valable pendant trois ans. Ceux-ci acceptent le tarif, mais sans conditions de durée. Les ouvriers se sont alors mis en grève le 27 septembre.

Le 28, une réunion de conciliation a eu lieu en présence du juge de paix, mais l'entente n'a pu s'établir.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1897.

34 grèves ont été signalées en septembre à l'Office du travail.

Il en avait été relevé 26 en septembre 1896, et la moyenne pour ce même mois au cours des quatre années antérieures à 1897 a été également de 26.

8 de ces grèves ont affecté plusieurs établissements; les autres n'en atteignent qu'un seul.

Il y en a eu 4 dans le Rhône; 3 dans l'Allier, la Nièvre et le Nord; 2 dans l'Ille-et-Vilaine, le Maine-et-Loire, la Haute-Saône, la Seine et la Seine-Inférieure; une seule enfin dans 11 autres départements.

Le nombre connu de grévistes pour 29 de ces grèves est de 4.113; en septembre 1896, il y avait eu 2.244 grévistes.

Les industries les plus éprouvées ont été celles des textiles et du bâtiment dans chacune desquelles 7 grèves se sont produites. Viennent ensuite : le travail du bois avec 5 grèves; le travail des cuirs, 3 grèves; les carrières d'ardoises, 3 grèves; mineurs et typographes, 2 grèves; une seule grève enfin parmi des bouchonniers, boutonniers, déchargeurs de navires, employés de tramways et tréfileurs.

Les causes de ces grèves peuvent se répartir de la manière suivante :

Demandes d'augmentation de salaire.....	14
Réductions de salaire.....	2
Retard dans le paiement des salaires.....	1
Demandes de diminution du temps du travail avec maintien ou augmentation de salaire.....	5
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Demande de travailler aux pièces.....	1
Demandes de suppression de retenues pour malfaçons.....	2
Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	2
Demandes de renvoi d'ouvriers et d'un contremaître.....	2
Demande de suppressions de retenues pour assurances et pour éclairage.....	3
Refus des patrons d'accepter une convention pour trois ans.....	1
Demande de paiement d'une journée chômée le 31 août.....	1

Des 34 grèves commencées en septembre, 27 sont terminées; elles ont duré :

Une, 19 jours; une, 12 jours; deux, 10 jours; une, 8 jours; une, 7 jours; trois, 6 jours; une, 5 jours; deux, 4 jours; trois, 3 jours; sept, 2 jours, et enfin cinq 1 jour ou moins d'une journée.

Quatorze ont pris fin par suite de *transaction*, quatre se sont terminées par une *réussite* et les neuf autres par un *échec*.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	.....	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Tullistes.....	10 (1)	18	1
19 août...	.....	Tours.....	Indre-et-Loire...	Menuisiers.....	"	180	2
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} sept...	3 sept...	Renazé.....	Mayenne.....	Ardoisiers.....	1	200	1
1 ^{er} sept...	3 sept...	Avignon.....	Vaucluse.....	Cordonniers.....	1	27	2
1 ^{er} sept...	9 sept...	Alger.....	Alger.....	Carrossiers.....	1	15	3
2 sept...	4 sept...	Sartène.....	Corse.....	Bouchonniers.....	1	6	4
2 sept...	6 sept...	Apprieu.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	100	5
2 sept...	8 sept...	Moulins.....	Allier.....	Ferblantiers-plombiers.....	6	30	6
3 sept...	15 sept...	Graville-Sainte-Ho- norine.....	Seine-Inférieure..	Tréfileurs.....	1	400	7
3 sept...	.....	Tours.....	Indre-et-Loire...	Boutonniers.....	1	12	8
5 sept...	7 sept...	Lille.....	Nord.....	Employés de tramways.....	1	43	9
9 sept...	10 sept...	Lyon.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	4	10
9 sept...	11 sept...	La Charité - sur- Loire.....	Nièvre.....	Sabotiers.....	7	10	11
11 sept...	14 sept...	Lyon.....	Rhône.....	Maçons.....	1	.....	12
13 sept...	14 sept...	Noyant-la-Grovyre	Maine-et-Loire...	Ardoisiers.....	1	.....	13
13 sept...	17 sept...	Mouzeil.....	Loire-Inférieure..	Mineurs.....	1	.....	14
13 sept...	.....	Nevers.....	Nièvre.....	Ferblantiers-plombiers.....	6	40	15
14 sept...	15 sept...	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Déchargeurs de navires.....	3	300	16
14 sept...	17 sept...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	40	17
14 sept...	.....	Saint-Loup.....	Haute-Saône.....	Chaisiers.....	3	500	18
15 sept...	21 sept...	Saint-Loup.....	Haute-Saône.....	Chaisiers.....	1	107	19
16 sept...	22 sept...	Gleizé.....	Rhône.....	Fileurs (coton).....	1	105	20
20 sept...	22 sept...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	45	21
20 sept...	30 sept...	Moulins.....	Allier.....	Maçons.....	29	300	22
20 sept...	.....	Riverenart.....	Ariège.....	Mineurs (manganèse).....	1	480	23
22 sept...	23 sept...	Lyon.....	Rhône.....	Maçons.....	1	26	24
22 sept...	27 sept...	Saint-Amand-en- Puisaye.....	Nièvre.....	Sabotiers.....	.....	15	25
22 sept...	11 octobre	Fougères.....	Ile-et-Vilaine....	Cordonniers.....	1	100	26
23 sept...	25 sept...	Sains-Richaumont.	Aisne.....	Tisseurs.....	1	80	27
24 sept...	25 sept...	Paris.....	Seine.....	Typographes.....	1	20	28
27 sept...	4 octobre	Paris.....	Seine.....	Lithographes.....	1	.....	29
27 sept...	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Paveurs.....	1	.....	30
28 sept...	1 ^{er} octobre	Floing.....	Ardenne.....	Tisseurs.....	1	108	31
28 sept...	8 octobre	Fougères.....	Ile-et-Vilaine....	Coupeurs en chaussures.....	1	160	32
28 sept...	.....	Trélazé.....	Maine-et-Loire.....	Ardoisiers.....	1	1.000	33
30 sept...	.....	Moulins.....	Allier.....	Couvreurs.....	.....	40	34

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} SEPTEMBRE 1897 (A).			
1	Demande d'unification des tarifs.....	.....	(1) Depuis le commencement de la grève,
2	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	(2).....	70 établissements ont été atteints successivement et il y a eu 1.210 grévistes.
			(2) Travail repris le 5 octobre chez 19 patrons après entente avec leurs ouvriers.
EN SEPTEMBRE 1897.			
1	Demande d'augmentation de salaires et de suppression du travail aux pièces.....	Transaction (3).	(3) Travail aux pièces maintenu, mais avec garantie d'un salaire minimum de 4 fr. 50.
2	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (4).	(4) 15 grévistes ont été congédiés.
3	Refus de payer aux ouvriers la journée chôinée du 31 août.....	Échec.	
4	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
7	Refus d'accepter une retenue pour malfaçons.....	Échec.	
8	Demande de diminution du temps du travail.....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (6).	(6) La direction a consenti à reprendre peu à peu les grévistes qu'elle avait tout d'abord congédiés.
10	Demande que les cannettesuses et ourdisseuses soient payées aux pièces.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
12	Demande de suppression de la retenue d'assurance.....	Réussite.	
13	Demande de paiement à la journée.....	Échec.	
14	Retard dans le paiement des salaires.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	.....	
16	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
18	Demande de suppression des retenues pour l'éclairage et l'assurance.....	(7)	(7) La grève a commencé dans un établissement de Saint-Loup. Le patron a fermé son usine et cette conduite a été imitée par deux industriels similaires de Magnencourt, qui se sont solidarisés avec leur confrère.
19	Demande de suppression de la retenue pour l'éclairage.....	Réussite (8).	(8) Conciliation devant le juge de paix.
20	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	(9) Conciliation devant le juge de paix.
21	Demande de suppression des amendes pour malfaçon.....	Échec.	(10) L'ouvrier travaillera seul à de menues réparations.
22	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction. (9)	
23	Demande d'augmentation de salaires.....	.....	
24	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction (10).	
25	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
26	Refus des patrons de signer le tarif ouvrier pour une durée de trois ans.....	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
28	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec (11).	(11) Grévistes immédiatement remplacés.
29	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Réussite.	
30	Réduction de salaires.....	.....	
31	Réduction de salaires.....	Transaction.	
32	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaires et de renvoi d'un contremaître.....	(12).....	(12) A la suite d'entraves à la liberté du travail, la compagnie a fermé les carrières le 2 octobre. Le nombre des ouvriers en chômage s'est alors élevé à 2.400.
34	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	.....	

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'août 1897.

Nombre des versements.....	234.223
représentant une somme de.....	27.481.183 ^f
Nombre des remboursements.....	114.283
représentant une somme de.....	24.769.376
Rentes achetées à 290 déposants pour un capital de.....	322.367
EXCÉDENT des versements sur les remboursements et achats de rentes.....	2.389.440
Nombre de <i>comptes</i> existant au 31 août 1897 ..	2.843.565
Nombre de <i>comptes</i> existant au 31 août 1896 ..	2.632.690
AUGMENTATION.....	210.875

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Septembre 1897.

Dépôts de fonds.....	9.219.339 ^f
Retraits de fonds.....	16.792.590
EXCÉDENT des retraits.....	7.573.251
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	813.729

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de septembre 1897.

Nombre de versements reçus	353.445
représentant une somme de.....	4.622.005 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	5.875.626
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	1.419.929
Nouvelles rentes inscrites.....	178.543
Nombre de parties prenantes.....	1.948 parties.
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....	34.065.623
Nombre de titres	225.967 titres.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [20 mai 1897]. — Syndicat des patrons boulangers de la ville de Nice (47 membres). Siège social : rue de France, 26, à Nice.

[8 septembre 1897]. — Chambre syndicale des marchands du marché central (43 membres). Siège social : rue Pairolière, 12, à Nice.

Bouches-du-Rhône [1^{er} août 1897]. — Chambre syndicale de la mercerie de Marseille (20 membres). Siège social : rue de la Dorse, 21, à Marseille.

Haute-Garonne [21 août 1897]. — Syndicat des négociants en épicerie et droguerie au détail de la ville de Toulouse (60 membres). Siège social : rue Saint-Ronne, 44, à Toulouse.

Gironde [24 août 1897]. — Syndicat régional des patrons sabotiers (40 membres). Siège social : Preignac.

[15 juillet 1897]. — Syndicat des revendeurs sédentaires de la halle des Capucins de Bordeaux (50 membres). Siège social : rue des 3 Couils, 53, à Bordeaux.

Loire [10 août 1897]. — Union de la bonneterie roannaise (17 membres). Siège social : hôtel de ville de Roanne.

Pyrénées-Orientales [30 août 1897]. — Chambre syndicale des laitiers de la ville de Perpignan (20 membres). Siège social : mairie de Perpignan,

Seine [1^{er} août 1897]. — Chambre syndicale des maîtres-fondeurs typographes français (12 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 177, à Paris.

[7 septembre 1897]. — Union syndicale des mandataires pour la vente en gros du poisson, moules et coquillages aux Halles centrales (50 membres). Siège social : rue Turbigo, 2, à Paris.

Var [5 mai 1897]. — Syndicat des producteurs de graines de vers à soie (30 membres). Siège social : place Nationale, à Vidanban.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [16 juillet 1897]. — Union des ouvriers métallurgistes de Montluçon (120 membres). Siège social : cours de l'Écu, maison Revidon.

Aude [29 juillet 1897]. — Syndicat des employés vendeurs réunis de la ville de Narbonne (46 membres). Siège social : rue de la République, 42, à Narbonne.

[1^{er} août 1897]. — Syndicat des ouvriers agriculteurs d'Ornaisons (26 membres). Siège social : Ornaisons.

Bouches-du-Rhône [1^{er} août 1897]. — Association de comptables professionnels fondée par des comptables diplômés de Marseille (21 membres). Siège social : bourse du travail, Marseille.

[2 septembre 1897]. — Syndicat des cuisiniers navigateurs du port de Marseille (50 membres). Siège social : boulevard de Longchamp, 28, à Marseille.

Gironde [18 juillet 1897]. — Syndicat du progrès social des ouvriers carriers (62 membres). Siège social : la Tresne.

Jura [19 août 1897]. — Syndicat des ouvriers en tuyaux de pipes de Saint-Claude (31 membres). Siège social : Saint-Claude.

[1^{er} septembre 1897]. — Chambre syndicale des lapidaires du Jura. Siège social : avenue de Belfort, 15, à Saint-Claude.

Loire [15 juillet 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Saint-Étienne et du département (20 membres). Siège social : bourse du travail, à Saint-Étienne.

Loire-Inférieure [25 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers forgerons de la ville de Nantes (49 membres). Siège social : bourse du travail de Nantes.

Pas-de-Calais [3 août 1897]. Syndicat des perceurs de cartons et similaires de Calais (76 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 39, à Calais.

[24 août 1897]. — Syndicat des garçons boulangers de Boulogne-sur-Mer (22 membres). Siège social : bourse du travail de Boulogne.

Basses-Pyrénées [31 mai 1897]. — Syndicat des mouleurs et parties similaires des fonderies de Boucau et Bayonne (14 membres). Siège social : Boucau.

Rhône [4 août 1897]. — Syndicat des briqueteurs-fumistes de Lyon (50 membres). Siège social : rue Mazenod, 76, à Lyon.

[31 août 1897]. — Syndicat des ouvriers maçons et similaires de Villefranche-sur-Saône (107 membres). Siège social : Villefranche-sur-Saône.

Seine [28 août 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières chaisiers, canneleurs et rempailleurs de chaises et parties similaires du département de la Seine (12 membres). Siège social : rue Vincent-Compoint, 6 bis, Paris.

[8 septembre 1897]. — Syndicat des journalistes socialistes (192 membres). Siège social : rue Lafayette, 111, à Paris.

Seine-Inférieure [2 juillet 1897]. — Ligue syndicale des voyageurs en liquides de Rouen et du département de la Seine-Inférieure (27 membres). Siège social : brasserie Moderne, place Carnot, à Rouen.

[31 juillet 1897]. — Syndicat des employés (22 membres). Siège social : cercle Franklin, au Havre.

[22 août 1897]. — Syndicat des ouvriers tréfileurs, lamineurs, pointiers, ajusteurs, fondeurs, galvaniseurs, découpeurs et manœuvres du Havre (124 membres). Siège social : salle Franklin, au Havre.

[30 août 1897]. — « L'Étoile de Rouen », chambre syndicale des maîtres d'hôtel, garçons-restaurateurs et limonadiers, garçons de chambre et d'office de Rouen et de la région (60 membres). Siège social : bourse du travail de Rouen.

Var [21 août 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la Seyne-sur-Mer (36 membres). Siège social : bourse du travail de Toulon.

3° SYNDICAT MIXTE.

Pyrénées-Orientales [5 août 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs et maîtres-ouvriers du bâtiment de la ville de Perpignan (114 membres). Siège social : mairie de Perpignan.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Doubs [28 mars 1897]. — Syndicat agricole de Rupt (70 membres). Siège social : commune d'Issans.

[15 septembre 1897]. — Syndicat cantonal d'Audeux (200 membres). — Siège social : Noironne.

Meuse [20 avril 1897]. — Syndicat agricole et horticole de la commune de Couvertpuis. Siège social : Couvertpuis.

[14 juillet 1897]. — Syndicat d'industrie agricole d'Aincreville (5 membres). Siège social : Aincreville.

Nièvre [2 août 1897]. — Syndicat agricole et viticole de l'arrondissement de Clamecy (247 membres).

[16 août 1897]. — Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Cosne (36 membres). Siège social : rue des Tanneries, 5, à Cosne.

Basses-Pyrénées [3 septembre 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Castin (45 membres). Siège social : maison Lacronts, à Saint-Castin.

Seine [13 août 1897]. — Syndicat central des forestiers ou des sylviculteurs de France et des colonies (50 membres). Siège social : rue Cauchois, 10, à Paris.

Seine-et-Oise [12 mai 1897]. — Syndicat agricole de Soisy, Andilly et Morgency (60 membres). Siège social : Soisy-sous-Montmorency.

[25 mai 1897]. — Syndicat agricole de Maisse (30 membres). Siège social : Maisse.

[28 juin 1897]. — Syndicat agricole de Deuil (96 membres). Siège social : rue Haute, 24, à Deuil.

Tarn-et-Garonne [5 juin 1897]. — Syndicat professionnel agricole de la commune de Saint-Nauphary. Siège social : Saint-Nauphary.

UNION DE SYNDICATS.

Haute-Garonne [13 août 1897]. — Union des syndicats agricoles du Midi (27 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place Dupuy, 26, à Toulouse.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Finistère [9 septembre 1891]. — Syndicat des patrons boulangers de Brest (60 membres). Siège social : rue d'Aiguillon, 29, à Brest.

Seine-et-Oise [19 mai 1887]. — Union syndicale des négociants en vins et spiritueux en gros de la ville et du canton de Saint-Germain (29 membres). Siège social : rue de la Paix, 76, à Saint-Germain.

Alger [5 juillet 1891]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de charpente et de menuiserie de la ville d'Alger et du département (30 membres). Siège social : rue de Constantine, 15, à Alger.

[7 décembre 1894]. — Syndicat des producteurs expéditeurs de fruits et primeurs (40 membres). Siège social : Palais consulaire (chambre de commerce).

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Nord [26 juillet 1891]. — Chambre syndicale des verriers de Masnières (210 membres). Siège social : salle d'Autricourt, à Masnières.

Alger [19 mai 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'habits et assimilés d'Alger (51 membres). Siège social : Bourse du travail d'Alger.

[30 avril 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers tapissiers d'Alger (21 membres). Siège social : bourse du travail d'Alger.

[4 janvier 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers bourreliers-selliers, harnacheurs et assimilés d'Alger-Mustapha (54 membres). Siège social : bourse du travail d'Alger.

LE 3^e CONGRÈS INTERNATIONAL TEXTILE, À ROUBAIX (1).

85 délégués, représentant ensemble 227.450 ouvriers textiles syndiqués, ont tenu, du 9 au 14 août, à Roubaix, le 3^e congrès international des industries textiles.

Après avoir invité les ouvriers textiles à faire respecter les lois ouvrières existantes et à réclamer de nouvelles mesures protectrices, le congrès a voté :

- 1° La journée de travail de huit heures;
- 2° La non-admission des enfants au-dessous de 14 ans dans les fabriques;
- 3° L'assurance obligatoire contre les accidents de travail à charge des patrons et l'assurance contre la vieillesse, la maladie, le chômage, à instituer par les gouvernements;
- 4° L'élection des inspecteurs du travail par le suffrage universel des ouvriers et des ouvrières;
- 5° L'institution de comités d'arbitrage élus au suffrage universel des patrons et

(1) D'après la *Revue du travail*.

des ouvriers et chargés d'intervenir dans les conflits du travail;

6° Le repos hebdomadaire et la cessation du travail le samedi à midi;

7° L'interdiction du travail aux pièces, le temps seul devant servir de base à la rémunération du travail;

8° La liberté entière d'association, de coalition, de presse et de parole, et des lois pénales sanctionnant ces libertés.

La proposition faite par un délégué français de mettre la question de la grève générale à l'ordre du jour du prochain congrès a été repoussée à l'unanimité.

LE 30^e CONGRÈS DES TRADE-UNIONS BRITANNIQUES

A BIRMINGHAM (1).

Ce congrès, qui s'est tenu du 6 au 12 septembre, a réuni 381 délégués représentant 149 unions ouvrières, lesquelles comptent ensemble un effectif total de 1.093.191 membres appartenant à toutes les industries.

Un nombre considérable de résolutions ont été votées, selon l'usage; nous signalerons, parmi les plus importantes, des vœux en faveur : *a*) de la consécration *legale* de la journée de huit heures, votée par 923.000 voix contre 141.000; *b*) d'une réforme de la loi sur le paiement des salaires (*Truck-Act*); *c*) de la réforme de la loi sur le minimum de salaire dans les travaux de l'État (*Government contracts and fair wages*); *d*) de l'extension de l'*Employers' liability Act* à toutes les industries; *e*) d'une modification des lois réprimant les atteintes à la liberté du travail; *f*) de l'interdiction par la loi de tout travail industriel aux enfants de moins de 15 ans et du travail de nuit aux adolescents de moins de 18 ans (cette dernière résolution, surtout combattue par les tisserands du Lancashire au nom des nécessités de leur industrie, a réuni 595.000 votes favorables contre 274.000 opposants).

Le principe de la Fédération de toutes les trade-unions britanniques a été également adopté. La proposition de convoquer un congrès international du travail a été rejetée par 317.416 voix contre 282.071.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES OUVRIERS DIAMANTAIRES (2).

L'industrie du diamant subit depuis quelque temps, à Anvers, une crise assez grave qui est due à la limitation de la production des mines du Cap, à la concurrence et à différentes autres causes accessoires.

Alarmés de cette situation, les ouvriers diamantaires anversoïis, dont les salaires ont considérablement diminué, ont pris l'initiative d'un congrès international qui s'est ouvert le 20 septembre dernier et auquel ont assisté une centaine de délégués

(1) D'après la *Revue du travail*.

(2) D'après un rapport du Consul général de France à Anvers.

venus de différents centres de l'industrie du diamant en Europe : Amsterdam, Genève, Londres, la Serre (Saint-Claude), Hanau.

Sur la question de l'*apprentissage*, le congrès a décidé de ne plus accepter aucun apprenti diamantaire jusqu'à ce qu'un congrès subséquent en décide autrement.

Sur la question de la *durée du travail*, le congrès a recommandé de maintenir la semaine de 60 heures là où elle existe ; de l'introduire le plus tôt possible là où elle n'existe pas, comme à Anvers ; de travailler à préparer la semaine de 48 heures et la suppression du travail à domicile.

Le congrès a également décidé de fonder un secrétariat international qui publiera un *Bulletin* rédigé en hollandais, français, allemand et anglais ;

De défendre aux membres de l'association d'exécuter, pour des patrons étrangers, un travail à des prix plus bas que le tarif de l'endroit d'où arrive la commande ;

De s'opposer en temps de grève dans l'un ou l'autre centre de l'industrie diamantaire, au départ de ceux qui voudraient aller prendre la place des chômeurs.

Faute de temps, la question de la coopération ouvrière de production diamantaire n'a pu être étudiée.

CONGRÈS INTERNATIONAL DE LÉGISLATION DU TRAVAIL.

Un congrès international de législation du travail s'est tenu à Bruxelles, du 27 au 30 septembre 1897, sous la présidence de M. le duc d'Ursel, sénateur, président du Conseil supérieur du travail. Le discours d'ouverture a été prononcé par M. Nyssens, Ministre de l'industrie et du travail. Aucune résolution n'a été votée par le congrès.

Les questions à l'ordre du jour étaient les suivantes :

I. Quelles modifications la législation protectrice des ouvriers a-t-elle subies dans chaque pays depuis la *Conférence internationale concernant le règlement du travail aux établissements industriels et dans les mines*, réunie à Berlin en mars 1890, sur l'invitation de S. M. l'Empereur d'Allemagne ? Quelle est la situation respective des différents états industriels à l'égard des résolutions prises par la Conférence sur le travail des enfants, le travail des jeunes ouvriers, le travail des femmes et le travail dans les mines ?

II. Les ouvriers hommes et adultes doivent-ils être soumis à un régime protecteur ? Notamment, la loi doit-elle limiter d'une manière générale la durée de leur travail ?

III. Une protection internationale des travailleurs est-elle possible et désirable ? Dans quelle mesure et sous quelle forme ?

IV. Convient-il de réglementer les conditions du travail dans la petite industrie et dans l'industrie à domicile ? Dans l'affirmative, quelles seraient les mesures pratiques à recommander ?

V. Est-il utile ou souhaitable que les règlements spéciaux qui sont imposés dans beaucoup de pays aux industries dangereuses soient mis en concordance dans tous les états industriels ?

VI. Quels sont les moyens propres à assurer la meilleure exécution des lois protectrices

du travail; en particulier, quels doivent être les droits et les devoirs des inspecteurs du travail ?

VII. Est-il désirable que des rapports internationaux s'établissent entre les Offices du travail et qu'on organise internationalement la statistique du travail ?

LA BANQUE POPULAIRE DE MENTON.

Fondée en 1883, la Banque populaire coopérative de Menton est dans sa quinzième année d'existence et les rapports du conseil d'administration à la dernière assemblée générale (août 1897) fournissent les renseignements suivants sur ses opérations :

Au 30 juin 1897, la Banque réunissait 478 sociétaires possédant 3.639 actions de 100 francs soit un capital de 363.900 francs. Les réserves s'élevaient à 66.515 fr. 20 se décomposant comme suit :

Réserve ordinaire.....	47.119 ^f 33 ^c
— spéciale.....	10.425 79
Réserve pour fluctuations de valeurs.....	8.970 08
TOTAL PAREIL.....	66.515 20

La Banque a fait dans le dernier exercice un total d'opérations d'escompte et d'avances d'environ 4 millions de francs. Le nombre des effets escomptés a été de 9.288, pour 3.573.192 fr. 24. Les prêts directs se sont élevés à 788.536 fr. 02 renouvellement compris, et les avances en compte courant ont varié entre 190.000 et 300.000 francs.

La Banque n'a eu recours au réescompte que pour une somme de 247.146 francs, et a pu suffire presque entièrement à ses opérations avec son patrimoine social et ses dépôts, savoir :

Capital (au 30 juin 1897).....	363.900 ^f 00 ^c
Dépôts à vue —	825.420 00
Dépôts à échéance.....	200.861 70
Dépôts d'épargne.....	21.551 45

Cet important mouvement d'affaires n'a donné de perte que pour 1.254 fr. 05. Il a laissé un bénéfice net de 30.788 fr. 43, réparti de la façon suivante :

Jetons de présence.....	1.000 ^f 00 ^c
Subvention au centre fédératif du crédit populaire..	200 00
— à la caisse de prévoyance des employés..	1.000 00
A reporter à nouveau.....	4.328 43
	6.528^f 43^c
A reporter.....	6.528 43

Report..... 6.528^f 43^c

Reste à répartir : 24.260 francs, savoir :

10 p. o/o à la réserve ordinaire.....	2.426 ^f
5 p. o/o — spéciale.....	1.213
10 p. o/o au personnel.....	2.426
75 p. o/o aux sociétaires.....	18.195 soit 5 p. o/o.
	24.260

TOTAL pareil au bénéfice net..... 30.788 43

Les *opérations d'escompte* de la Banque sont faites en fractionnant le crédit le plus possible et en accordant la préférence aux opérations les plus petites. C'est ainsi que, sur les 9.288 effets escomptés, 8.742, soit la presque totalité, ne dépassent pas 1.000 francs, et 6.706, soit 72 p. o/o, sont inférieurs à 301 francs. La moyenne par effet escompté a été de 384 fr. 71. Les effets peuvent se classer de la façon suivante :

3.916 effets au-dessous de 100 francs.....	228.272 ^f 33 ^c
2.690 effets de 101 à 300 francs.....	519.207 53
1.386 effets de 301 à 600 francs.....	632.445 90
750 effets de 601 à 1.000 francs.....	680.515 28
321 effets de 1.001 à 2.000 francs.....	535.425 55
194 effets de 2.001 à 5.000.....	655.808 10
31 effets de 5.001 et au-dessus.....	321.517 55
TOTAUX: 9.288	3.573.192 24

Le *crédit personnel* est accordé largement par la Banque sous forme de billets à ordre ou d'avances en compte courant, en se basant sur les aptitudes professionnelles, sur les qualités d'ordre, sur la moralité et l'honnêteté des sociétaires; on a vu que, dans l'exercice dernier, les prêts directs se sont élevés à 788.536 fr. 02 renouvellement compris et que les avances en compte courant ont varié entre 190.000 et 300.000 francs.

Les *dépôts en compte courant à vue* augmentent constamment, montrant la confiance inspirée par la Banque et indiquant une heureuse tendance à la décentralisation de l'épargne. La progression de ce mouvement a été la suivante :

Solde créditeur des comptes courants à vue :

A la fin de l'exercice 1883.....	62.245 ^f
— 1888-1889.....	208.129
— 1893-1894.....	436.511
— 1895-1896.....	563.154
— 1896-1897.....	825.420

Les tableaux ci-après indiquent la situation des principaux comptes de la Banque à la fin de chaque exercice depuis la fondation jusqu'au 30 juin 1897.

Situation des principaux comptes à la fin de chaque

ANNÉES.	CAPITAL.			RÉSERVES		
	NOMBRE d'ac- tions.	NOMBRE d'action- naires.	SOMMES versées.	ORDINAIRE.	SPÉCIALE.	pour FLUCTUATION de valeurs.
			francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1883 (9 mois d'exercice).....	2.000	187	200.000	"	"	"
1884.....	2.884	263	288.400	1.720 00	"	"
1885.....	3.008	258	300.800	5.650 27	"	"
1886.....	3.110	251	311.000	10.739 38	"	"
1887 (6 mois d'exercice).....	3.143	235	314.300	15.148 17	"	"
1887-1888.....	3.030	248	303.000	16.474 67	584 75	"
1888-1889.....	3.056	251	305.600	18.932 75	1.594 79	"
1889-1890.....	3.152	288	315.200	21.934 08	2.613 44	"
1890-1891.....	3.245	296	324.500	25.020 41	3.664 11	"
1891-1892.....	3.261	321	326.100	27.934 59	4.745 78	1.250 00
1892-1893.....	3.261	358	326.100	30.278 59	5.832 78	"
1893-1894.....	3.494	414	349.400	35.862 59	6.919 78	504 45
1894-1895.....	3.502	427	350.200	38.850 72	8.084 45	4.411 48
1895-1896.....	3.522	451	352.200	42.587 88	9.251 79	4.925 48
1896-1897.....	3.639	478	363.900	47.119 33	10.425 79	8.970 08

ANNÉES.	CORRESPONDANTS		COMPTES COURANTS		DÉPÔTS
	DÉBITEURS.	CRÉDITEURS.	DÉBITEURS.	CRÉDITEURS.	À ÉCHÉANCE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1883 (3 mois d'exercice).....	32.286 91	9.253 60	14.996 37	62.245 35	47.350 00
1884.....	50.691 52	18.022 49	71.681 92	79.833 74	123.650 00
1885.....	33.795 73	11.473 29	92.546 95	110.810 26	119.691 50
1886.....	32.869 65	64.273 99	173.970 94	176.723 50	101.563 00
1887 (6 mois d'exercice).....	36.508 87	18.713 70	81.842 78	117.187 42	84.408 00
1887-1888.....	37.000 14	73.978 86	78.295 73	73.978 86	66.691 00
1888-1889.....	59.027 72	7.527 22	55.280 65	208.123 35	85.981 50
1889-1890.....	44.150 03	7.473 04	85.045 85	207.509 00	84.780 00
1890-1891.....	33.051 17	24.427 99	117.187 80	210.349 57	116.948 50
1891-1892.....	43.614 34	45.074 85	92.570 33	245.475 18	102.454 50
1892-1893.....	45.362 64	110.573 63	93.266 70	289.553 80	131.949 90
1893-1894.....	25.145 83	73.880 99	138.265 91	436.511 01	155.643 35
1894-1895.....	40.288 93	101.939 37	138.822 98	423.620 27	164.345 40
1895-1896.....	72.631 25	73.007 23	188.947 46	503.154 13	149.136 95
1896-1897.....	339.852 34	52.345 35	192.739 65	825.420 63	200.861 70

DE MENTON.

exercice depuis la fondation jusqu'an 20 juin 1897.

PORTEFEUILLE.		MOUVEMENT	EFFETS	EFFETS
MOUVEMENT.	SOLDES.	DE LA CAISSE.	REMIS À LA CAISSE.	À L'ENCAISSEMENT.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
2.481.679 16	170.652 28	2.666.882 46	20.775 60	16.626 25
8.116.160 51	271.023 45	7.194.752 62	69.446 88	12.426 00
7.514.007 51	324.883 30	6.507.013 32	61.117 91	22.213 69
10.802.354 41	296.762 25	8.907.263 03	64.202 72	16.174 50
4.605.005 64	305.682 83	3.835.069 58	17.234 18	7.015 90
6.965.863 49	221.667 20	6.293.080 50	59.012 36	3.399 25
9.650.653 30	290.849 70	9.891.719 50	108.735 65	4.746 85
11.921.087 60	335.875 40	12.026.172 95	45.580 00	12.290 35
15.447.109 17	407.027 31	15.897.118 90	68.991 23	16.681 05
20.488.125 29	424.494 86	18.478.456 47	88.603 35	12.750 70
21.461.396 17	504.453 59	21.715.083 98	106.059 53	10.628 40
24.149.107 54	473.674 15	25.095.268 99	143.519 80	8.368 10
20.130.059 79	536.338 10	20.772.045 62	119.414 34	22.247 00
18.875.531 33	482.928 65	22.618.550 25	98.096 95	23.110 45
24.747.766 82	577.535 65	27.863.495 90	147.447 53	24.779 20

DÉPÔTS	ÉPARGNE	VENTE	CAISSE	BÉNÉFICES	MOUVEMENT
D'ÉPARGNE.	DU LOYER.	DE TITRES à crédit.	DE PRÉVOYANCE des employés.	NETS.	GÉNÉRAL des écritures.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
"	"	"	"	8.600 80	5.513.294 66
"	"	"	"	19.651 37	17.854.424 33
"	"	"	"	23.500 59	17.138.510 47
3.486 31	"	"	"	21.218 97	22.868.630 19
4.562 10	"	"	"	11.694 97	12.378.004 79
7.128 65	"	"	"	20.900 80	16.762.334 04
9.688 95	"	"	"	21.073 31	22.619.813 78
8.141 15	"	"	"	21.513 33	24.578.980 97
10.564 45	"	"	"	22.133 33	31.306.313 29
9.276 75	"	"	"	22.240 00	38.092.800 46
11.301 15	"	"	"	21.821 69	42.489.576 48
12.031 85	"	"	"	25.123 32	46.565.336 43
13.280 55	627 05	"	"	27.040 48	41.648.798 15
13.239 80	828 20	"	"	29.202 56	42.713.222 67
21.551 45	1.009 65	2.569 85	2.099 73	30.788 43	54.857.817 74

UN RESTAURANT COOPÉRATIF D'OUVRIERS.

Une société vient de se former pour fournir des aliments de bonne qualité et à bon marché aux nombreux ouvriers des chantiers de l'Exposition de 1900. Les principaux caractères de cette société résident dans la participation du personnel aux bénéfices, la création d'une caisse de secours, le partage, après les prélèvements stipulés aux statuts, entre tous les ouvriers consommateurs, de tous les bénéfices réalisés au prorata des repas ou consommations qu'ils auront pris au restaurant et enfin dans la fixation à un extrême minimum de la part faite au capital de fondation.

La Société est fondée sous le titre : « Société anonyme du restaurant coopératif des chantiers des Champs-Élysées ». Son siège social est fixé provisoirement à la *Société de participation aux bénéfices*, 20, rue Bergère, Paris.

Elle est administrée par un conseil composé de sept membres au moins, de douze au plus, pris parmi les associés.

Ils sont nommés pour trois ans. Le premier conseil est composé de :

MM. BUISSON, directeur de l'Association d'ouvriers peintres « Le Travail »; Félix FIRSCH, président de la Société coopérative de consommation du XVIII^e arrondissement; E.-O. LAMI, président de l'Association coopérative de consommation des sciences, des lettres et des arts, membre du conseil d'administration de la Société pour l'étude de la participation aux bénéfices; MACHURON, directeur de la Banque coopérative des associations de production; PRÉVOST, membre de l'Association ouvrière d'alimentation; L. SORIA, secrétaire général du comité central de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation; STEINMETZ, administrateur de la Société coopérative de consommation « La Solidarité »; THUILLIER, conseiller municipal de Paris, membre de la Société pour la participation aux bénéfices; TULEUR, membre du conseil d'administration de la Société pour l'étude de la participation aux bénéfices.

Le conseil nomme parmi ses membres un bureau composé d'un président, d'un ou de deux vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier. Ils n'ont aucune part dans les bénéfices de l'Association et leurs fonctions sont gratuites. Toutefois, il peut leur être attribué, suivant décisions de l'assemblée générale, des jetons de présence, destinés à les défrayer des dépenses que leur occasionne l'exercice de leur mandat.

Après le paiement des frais généraux et dépenses de toute nature, y compris l'amortissement des dépenses de premier établissement, il est prélevé avant tout partage des bénéfices :

- 1° 5 p. 0/0 pour la formation d'une réserve légale;
- 2° 10 p. 0/0 pour la constitution d'un fonds de réserve spécial;
- 3° 3 p. 0/0 affectés au capital versé.

Les bénéfices nets seront ensuite distribués de la manière suivante :

A la caisse de secours : 10 p. 0/0;

Au personnel, suivant le mode de répartition adopté par le conseil : 30 p. 0/0;

Aux consommateurs : 60 p. 0/0 au prorata des consommations et repas pris aux restaurants.

La répartition des bénéfices se fait :

1° Aux consommateurs sur production de tickets délivrés par la Société et représentant sur chacun d'eux le total de chaque dépense journalière. Cette répartition

se fera suivant la décision du conseil et, au plus tard, tous les trois mois; il en sera donné avis par des affiches apposées dans les établissements de la Société et par la voie des journaux, dont un d'annonces légales;

2° Au personnel, tous les six mois après l'inventaire et l'établissement du bilan et des comptes.

LOIS SOCIALES À L'ÉTRANGER.

GRANDE-BRETAGNE.

Loi du 6 août 1897 portant amendement aux lois sur la réparation des accidents du travail (*Workmen compensation act, 1897. 60 et 61 Victor., ch. 37.*)

La nouvelle loi anglaise comble une lacune importante laissée dans la réparation des accidents industriels par la loi Campbell de 1846 insuffisamment amendée par la loi de 1880 sur la même matière (1).

Jusqu'à ce jour, les patrons n'étaient civilement responsables que de leur propre faute lourde; ils ne l'étaient de celle de leurs préposés que dans des éventualités limitées, dont la preuve incombait à la victime.

Dorénavant, au contraire, ils seront responsables civilement de tous les accidents industriels dans les entreprises énumérées par la loi (I, 1) même ceux fortuits et de force majeure; ils le seront même de ceux imputables à leurs sous-traitants, ouvriers ou préposés et à des tiers, sauf leur recours contre ceux-ci (IV et VI).

Il est seulement nécessaire que l'accident ait causé une incapacité de travail même partielle, de deux semaines au moins (I, 2 a) et qu'il ne soit pas imputable à la faute lourde de l'ouvrier (I, 2 c).

La seconde caractéristique de la loi consiste dans ce que le taux de l'indemnité est fixé par elle à forfait (annexe I) et la troisième dans l'organisation d'une procédure arbitrale à bon marché, devant régler toutes les actions basées sur la nouvelle loi et toutes les difficultés qui peuvent nécessiter son interprétation (annexe II).

Les ouvriers conservent d'ailleurs le droit de s'adresser aux tribunaux dans les conditions fixées par les lois antérieures, pour tous les accidents dont la réparation est prévue par ces lois. S'il est reconnu que l'accident ne rentre pas dans cette catégorie, la victime, bien que déboutée de sa demande principale, peut encore être indemnisée par le tribunal en vertu de la loi nouvelle. Toutefois, l'ouvrier peut être condamné à supporter, dans ce cas, tous les frais qui auraient été évités s'il avait recouru à la procédure arbitrale de prime abord (I, 4).

Au régime établi par la loi les intéressés peuvent substituer celui de l'assurance volontaire (III, 1) organisée par le libre accord des patrons et des ouvriers sous la surveillance et avec le consentement du Registrar des friendly societies; à condition que ce fonctionnaire atteste par certificat que le système proposé est aussi favorable aux ouvriers que les dispositions de la loi. En cas de déconfiture du patron, les ouvriers ont un privilège sur les sommes qui lui sont dues par l'assureur (V).

Les industries auxquelles s'applique la loi sont énumérées et définies en détail (VII). Elle englobe « tout emploi direct ou indirect par l'État dans tous les cas

(1) Sur la réparation des accidents dans le Royaume-Uni, voir la publication de l'Office du travail : *Hygiène et sécurité des ateliers*, pages 191 et suivantes.

où elle s'appliquerait à un patron particulier », mais elle ne s'applique pas au service militaire ou naval de l'État (VIII). L'énumération des industries réunit toutes celles dans lesquelles le législateur avait déjà jugé utile de protéger l'hygiène et la sécurité des ouvriers.

Nous donnerons dans notre prochain numéro la traduction complète de cette importante loi et de ses annexes, ainsi que l'analyse de la *nouvelle loi allemande du 26 juillet 1897 sur l'organisation de la petite industrie*.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en septembre. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant du mois de septembre, 33 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles des métaux et du travail du bois (7 grèves chaque), des mines (6 grèves). La plupart de ces grèves ont eu pour motif initial des questions de salaires; cependant, dans deux cas, la grève a été déclarée pour protester contre le renvoi d'ouvriers. Dans un cas, des ouvriers mouleurs de Berlin, le 20 septembre, avaient refusé de faire un travail qui avait été commandé quelques semaines avant à un autre usine, dont les ouvriers s'étaient mis en grève à propos de l'exécution de ce travail. La grève s'étendait, le 24, à 324 mouleurs, à 600 dans 22 fonderies, le 26, et paraissait atteindre son maximum avec 734 grévistes, le 29. Les ouvriers demandaient alors une augmentation de 40 p. 0/0 sur les salaires. Les patrons, qui avaient d'abord décliné les offres de conciliation du tribunal industriel, les acceptaient à la fin du mois et nommaient des délégués; de même chez les ouvriers. Chez les mineurs de Silésie, à Scharley, la grève, commencée, vers le 9, dans un puits, s'étendait à ceux des environs; puis le travail reprenait dans quelques-uns, une semaine plus tard, mais donnait lieu à des troubles qui étaient bientôt réprimés. À la fin du mois, 700 ouvriers, d'abord, puis 1.500 étaient renvoyés et remplacés dans divers puits; dans la plupart, le travail était repris sans conditions.

Sur 19 grèves dont on a signalé la fin en septembre, 7 se sont terminées par un succès pour les ouvriers, 6 par un échec, les autres par une entente. Dans un cas, après la déclaration de fin de grève, les ouvriers ont mis la maison à l'index. Chez les relieurs de Leipzig, le tarif élaboré par la Commission des patrons et des ouvriers a été mis en vigueur et souscrit par les principales maisons depuis le 1^{er} septembre.

Les grèves en Prusse (1). — On trouvera ci-après quelques renseignements sur les grèves en Prusse pendant les années 1894-1895, et 1895-1896, d'après un travail du professeur docteur Biernerstein.

La période dénommée « hiver » s'étend du 1^{er} octobre d'une année au 1^{er} avril

(1) D'après un rapport du Consul de France à Breslau.

de l'année suivante; celle dénommée « été » va du 1^{er} avril au 1^{er} octobre de la même année.

Pendant les périodes considérées, les nombres de grèves et de grévistes ont été les suivants :

	1894-1895.			1895-1896.		
	HIVER.	ÉTÉ.	ENSEMBLE.	HIVER.	ÉTÉ.	ENSEMBLE.
Nombres de grèves.....	71	189	260	606	304	910
Nombres de grévistes ..	3.861	6.365	10.226	17.349	51.309	68.658

Les résultats obtenus par les grévistes sont indiqués ci-dessous, en p. o/o du nombre des grèves :

	1894-1895.			1895-1896.		
	HIVER.	ÉTÉ.	ENSEMBLE (moyenne).	HIVER.	ÉTÉ.	ENSEMBLE (moyenne).
	p. o/o	p. o/o	p. o/o	p. o/o	p. o/o	p. o/o
Succès.....	26	33	29	66	56	61
Transaction.....	24	17	21	13	21	17
Échec.....	50	50	50	21	23	22
	100	100	100	100	100	100

Les grévistes se répartissent par métier, ainsi qu'il suit, pendant le semestre d'été de 1896 :

Industrie du bâtiment.....	21.673
Industrie métallurgique.....	4.455
Industrie textile.....	3.216
Mines.....	1.061
Autres industries.....	20.904

Les causes qui ont déterminé les grèves, pendant le semestre d'été 1896, se sont présentées avec les fréquences suivantes :

Demande d'augmentation de salaire.....	148 fois.
Demande d'augmentation de salaire et de diminution de travail.....	57 —
Demande de réengagement d'ouvriers congédiés.....	34 —
Diminution des heures de travail.....	16 —
Grèves pour empêcher un abaissement de salaire projeté.....	12 —
Grèves pour obtenir le renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres discrédités.	7 —
Grèves ayant pour but d'en soutenir d'autres.....	5 —

Pendant cette période (été 1896), sur 304 grèves, les fonctionnaires de l'État ou des communes ne sont intervenus que 18 fois, dont 6 sans résultat.

AUTRICHE.

Assurance obligatoire contre les accidents du travail.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE 1895 (1).

I. STATISTIQUE DES ACCIDENTS.

L'assurance s'est étendue en 1895 à 1.877.194 personnes et à 215.773 établissements, comprenant 1.381.307 ouvriers de l'industrie avec 81.516 établissements, et 495.887 ouvriers de l'agriculture et des forêts (dans les travaux nécessitant l'emploi de moteurs) avec 134.257 établissements.

En 1894, le nombre des assurés s'élevait à 1.598.404 et celui des établissements à 192.026 seulement. L'augmentation observée en 1895 correspond à l'extension de l'assurance à de nouvelles classes de travaux, conformément à la loi du 20 juillet 1894 portant extension de la loi du 28 décembre 1887.

Les déclarations d'accidents ont été au nombre de 54.562. Dans ce total, les accidents motivant indemnité n'entrent que pour le chiffre de 16.395, soit une proportion de 30 p. o/o environ.

Les accidents motivant indemnité se décomposent en :

Cas de mort.....	835	soit 5,1 p. o/o du total.
Cas d'incapacité permanente totale.....	203	1,2 p. o/o —
Cas d'incapacité permanente partielle.....	4.721	28,8 p. o/o —
Cas d'incapacité temporaire de plus de 4 semaines.....	10.636	64,9 p. o/o —
TOTAL des accidents indemnisés.....	16.395	100,0 p. o/o —

Sur ces 16.395 accidents, 15.842 se sont produits dans l'industrie et 553 dans les travaux agricoles et forestiers nécessitant l'emploi de moteurs.

Voici maintenant les nombres proportionnels d'accidents rapportés aux nombres des assurés. Nous donnons en même temps les chiffres des années précédentes :

1° Industrie.

	ANNÉES					
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.
Nombre, par 1.000 assurés, des cas :	—	—	—	—	—	—
De mort.....	0,58	0,56	0,55	0,58	0,58	0,58
D'incapacité permanente totale....	0,09	0,10	0,11	0,10	0,09	0,15
D'incapacité permanente partielle...	1,52	1,94	2,24	2,76	3,00	3,24
D'incapacité temporaire.....	4,99	6,15	6,10	6,37	7,07	7,50
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	7,18	8,75	9,00	9,81	10,74	11,47
TOTAL des accidents déclarés.	17,48	21,70	25,63	30,21	35,18	38,92

Le chiffre des morts est constant et égal à 0,58. En Allemagne, il oscille depuis

(1) D'après le rapport officiel (*Ämtliche Nachrichten des K. K. Ministeriums des Innern*, 15 septembre 1897). Voir à la bibliographie.

dix ans autour de 0,70. Cette différence provient, comme on sait, de ce que le groupe « Industrie » ne renferme en Autriche ni les mines, ni les entreprises de transport, tandis que ces industries figurent, en Allemagne, dans le chiffre global.

On constate, comme en Allemagne, une progression du nombre des accidents légers et principalement des cas d'incapacité de travail permanente partielle. Toutefois, la progression est moins rapide en Autriche; en effet, le rapport entre 3,24 p. 0/00 (chiffre de 1895) et 1,52 p. 0/00 (chiffre de 1890) n'est que de 2 environ, tandis qu'en Allemagne la fréquence des cas d'incapacité permanente partielle survenus pendant la sixième année d'assurance (3,43 p. 0/00) est triple de celle des cas correspondants de la première année (1,13 p. 0/00).

2° Agriculture et forêts.

	ANNÉES					
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.
Nombre, par 1.000 assurés, des cas :	—	—	—	—	—	—
De mort.....	0,09	0,06	0,05	0,06	0,05	0,05
D'incapacité permanente totale.....	0,05	0,03	0,04	0,01	0,04	0,02
D'incapacité permanente partielle..	0,40	0,45	0,43	0,45	0,45	0,51
D'incapacité temporaire.....	0,42	0,43	0,52	0,47	0,47	0,53
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	0 96	0,97	1,04	0,99	1,01	1,11
TOTAL des accidents déclarés.	1,26	1,31	1,54	1,46	1,45	1,60

Ces proportions ne sont si faibles que parce que le nombre des ouvriers auxquels on rapporte les nombres d'accidents ne sont assurés que pour quelques heures par an. Elles n'expriment donc pas les risques des travaux avec une approximation comparable à celles qui sont relatives à l'industrie. Si l'on veut mettre en lumière le risque propre des travaux agricoles et forestiers soumis à l'assurance, risque très élevé comme on s'en convaincra par les chiffres ci-dessous, il faut tenir compte de la durée du travail et rapporter les nombres d'accidents aux nombres de *travailleurs complets* (*vollarbeiter*), c'est-à-dire aux totaux des heures de travail divisés par 3.000 :

	ANNÉES				
	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.
Nombre, par 1.000 travailleurs complets, des cas :	—	—	—	—	—
De mort.....	1,02	0,70	0,93	0,85	0,98
D'incapacité permanente totale....	0,53	0,52	0,12	0,63	0,40
D'incapacité permanente partielle..	7,65	6,03	6,88	7,82	9,10
D'incapacité temporaire.....	7,36	7,28	7,19	8,30	9,57
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	16,56	14,53	15,12	17,60	20,05
TOTAL des accidents déclarés.	22,05	21,52	22,50	25,38	28,97

II. RÉSULTATS FINANCIERS.

Les établissements d'assurance (régionaux et corporatifs) ont encaissé 7.561.762 florins de recettes totales et ils ont dépensé 8.429.214 florins en indemnités, capi-

taux de pensions et frais divers de gestion. L'année se solde par conséquent par un excédent de dépenses de 867.452 florins.

Les cotisations payées pour l'exercice s'élèvent à 6.654.874 florins. Les salaires assurés correspondant étant de 437.220.000 florins, le taux moyen de la cotisation par 1.000 unités de salaire est de 15,20. Par tête assurée, la cotisation moyenne a été de 3 fl. 54.

Voici d'ailleurs sur ce point les données relatives à chaque année depuis 1890 :

	ANNÉES.					
	1890.	1891.	1892.	1893	1894.	1895.
Taux moyen de la cotisation :	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.
1° Par tête assurée.....	2,67	2,60	2,78	2,82	2,77	3,54
2° Par 1.000 florins de salaire....	13,96	13,66	13,72	13,69	13,65	15,20

Les charges imposées par les accidents survenus dans l'année 1895 se montent à 6.827.216 florins; elles représentent 102,5 p. o/o des cotisations correspondantes. L'année précédente, les charges des accidents atteignaient 109,7 p. o/o des cotisations. On a cherché à prévenir l'insuffisance des recettes par un surélévement de la prime; mais, bien que les cotisations de 1895 aient été notablement plus fortes que celles de 1894, on voit qu'on n'est pas encore arrivé à couvrir les dépenses dues aux accidents. D'ailleurs, si l'on ajoute à ces dépenses les frais divers de gestion, on trouve que l'ensemble des dépenses effectives des établissements d'assurances s'est encore élevé en 1895 à 113,4 p. o/o des cotisations reçues. Depuis la deuxième année d'assurance, les dépenses ont toujours dépassé les prévisions théoriques et, notamment depuis 1892, elles ont surpassé les cotisations, créant ainsi un déficit qui heureusement est plus apparent que réel, grâce au système de couverture des pensions, lequel entraîne le versement du capital de ces pensions à l'époque du paiement du premier arrérage.

ANNÉE.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTIVES EN P. O/O DES COTISATIONS.		
	Charges des accidents.	Administration.	Total.
1890.....	74,3	9,7	84,0
1891.....	84,2	11,3	95,5
1892.....	89,1	11,9	101,0
1893.....	104,8	12,9	117,7
1894.....	109,7	14,2	123,9
1895.....	102,5	10,9	113,4
D'après les prévisions théoriques ayant servi à l'établissement des tarifs de risques.	78,0	10,0	88,0

BELGIQUE.

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1896 (1).

1° CAISSE D'ÉPARGNE.

La caisse d'épargne a reçu, en 1896, 2.371.080 versements représentant une somme totale de 214.028.743 francs et a effectué 656.166 remboursements pour une somme de 198.966.963 francs. Le nombre des livrets existant au 31 décembre 1896 était de 1.238.601 et le compte total de 481.160.337 francs. La moyenne du compte, par livret, s'élevait à 388 francs.

Voici quelle a été, depuis 1875, la marche des comptes de la caisse d'épargne :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS au 31 décembre.	SOLDE TOTAL au 31 décembre. francs.	MOYENNE par livret. francs.
1875.....	106.312	44.857.001	422
1880.....	200.565	125.098.287	624
1885.....	444.087	189.061.089	425
1890.....	731.057	325.415.412	445
1895.....	1.145.408	453.429.304	396
1896.....	1.238.601	481.160.337	388

Les livrets nouveaux créés en 1896, au nombre de 178.441, se répartissent, au point de vue de la profession des titulaires, ainsi qu'il suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	1.969	16	1.985
Ouvriers des autres industries.....	18.788	4.505	23.293
Journaliers et ouvriers agricoles.....	13.801	3.045	16.846
Domestiques.....	2.250	6.651	8.901
Militaires.....	2.036	"	2.036
Commerçants et détaillants.....	3.983	1.804	5.787
Professeurs et instituteurs.....	519	338	857
Fonctionnaires et employés.....	4.656	492	5.148
Professions libérales.....	848	111	959
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	1.054	118	1.172
Propriétaires, rentiers, personnes sans pro- fession.....	2.305	11.713	14.018
Enfants mineurs.....	51.758	44.222	95.980
TOTAL des livrets aux noms des particuliers.	103.967	73.015	176.982
Livrets au nom de sociétés diverses.....	"	"	1.459
TOTAL GÉNÉRAL.....	"	"	178.441

(1) D'après le compte rendu officiel des opérations en 1896.

Les 1.238.601 livrets existant à la fin de l'année, classés d'après l'importance des sommes, se décomposent en :

	NOMBRE.	SOMMES.	P. o/o du nombre total de livrets.
		francs.	
Livrets de 1 à 20 francs...	524.874	130.046.129	42,4
— de 20 à 100 francs...	241.250		19,5
— de 100 à 500 francs...	214.454		17,3
— de 500 à 1.000 francs...	90.351		7,3
— de 1.000 à 2.000 francs...	89.505	274.048.784	7,2
— de 2.000 à 3.000 francs...	60.449		4,9
— de plus de 3.000 francs...	17.718		1,4
TOTAUX.....	1.238.601	481.160.337	100,0

Le taux moyen de l'intérêt bonifié servi aux déposants a été de 2,78 p. o/o en 1896.

Il s'était monté à 2,72 p. o/o en 1895 ;

— 2,81 — en 1894 ;

— 2,81 — en 1893 ;

— 2,80 — en 1892.

Prêts aux sociétés d'habitations à bon marché. — Au 31 décembre 1896, la caisse d'épargne avait avancé 15.202.093 francs à 89 sociétés de construction d'habitations à bon marché. Les prêts se répartissent de la manière suivante :

NATURE DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de sociétés ayant emprunté.	SOMMES avancées.
		francs.
Sociétés de crédit anonymes.....	62	12.684.200
— coopératives.....	8	1.149.069
Sociétés immobilières anonymes.....	18	1.348.674
— coopératives.....	1	20.150

Au point de vue du taux d'intérêt des avances consenties, le montant total des sommes avancées se subdivise en 13.828.819 francs à 2 1/2 p. o/o et 1.373.274 fr. à 3 p. o/o.

D'autre part, ces sociétés sont bénéficiaires de polices d'assurances mixtes souscrites à la caisse d'assurance. On en trouvera le détail plus loin.

Rapports de la caisse avec les sociétés coopératives de crédit agricole. — Au 31 décembre 1896, 17 sociétés de crédit agricole avaient obtenu des ouvertures de crédit à la caisse d'épargne pour une somme totale de 46.000 francs, et 29 sociétés étaient titulaires d'un compte courant de dépôts.

Le solde des dépôts en compte courant au nom de ces sociétés s'élevait à 168.081 francs.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Il a été effectué, en 1896, 111.020 versements pour une somme de 2.558.583 francs. Ce total se compose de 91.879 versements à capital réservé pour

une somme de 588.898 francs, et de 19.141 versements à capital aliéné pour une somme de 1.969.685 francs.

Pendant les cinq dernières années, le mouvement des versements a été le suivant :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.
		francs.
1892.....	45.336	1.580.319
1893.....	58.882	1.620.280
1894.....	69.242	1.762.792
1895.....	85.477	2.354.079
1896.....	111.020	2.558.583

Le nombre annuel des versements s'est accru, de 1892 à 1896, de 145 p. o/o et celui des sommes versées de 62 p. o/o.

Les livrets créés en 1896, au nombre de 10.549, se répartissent, d'après la profession des titulaires, de la manière suivante :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	421	#	421
Ouvriers des autres industries.....	5.562	374	5.936
Journaliers et ouvriers agricoles.....	946	25	971
Domestiques.....	156	72	228
Militaires.....	15	#	15
Commerçants et détaillants.....	109	16	125
Professeurs et instituteurs.....	81	25	106
Fonctionnaires et employés.....	474	20	494
Professions libérales.....	66	2	68
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	25	3	28
Propriétaires, rentiers, personnes sans profession.....	45	862	907
Mineurs.....	823	427	1.250
TOTAUX.....	8.723	1.826	10.549

Au 31 décembre 1896, le nombre de pensionnés en cours de jouissance était de 2.810 et le montant des rentes correspondantes était de 990.942 francs.

Ces rentes se décomposent en :

4 rentes au-dessous de 12 francs, ensemble.....	30 ^f
512 — de 12 à 24 francs.....	10.607
827 — de 24 à 120 —	50.181
418 — de 120 à 360 —	98.287
537 — de 360 à 720 —	284.060
512 — de 720 à 1.200 —	547.777
2.810	990.943

3^e CAISSE D'ASSURANCE.

Les polices d'assurance en cas de décès (assurances mixtes en faveur des sociétés d'habitations ouvrières), en cours au 31 décembre 1896, étaient au nombre de 5.171 et représentaient 12.134.722 francs de capitaux assurés.

Voici quel a été, depuis cinq ans, le nombre et le montant, chaque année, des polices en cours :

ANNÉES.	NOMBRE	
	de polices en cours au 31 décembre.	de capitaux en cours au 31 décembre.
1892.....	521	1.377.062
1893.....	1.520	3.823.033
1894.....	2.538	6.280.470
1895.....	3.719	9.024.105
1896.....	5.171	12.134.722

Les 5.171 contrats en cours à la fin de 1896 comprenaient 681 de dix ans, 1.504 de quinze ans, 1.371 de vingt ans, 1.615 de vingt-cinq ans. D'après l'importance des sommes ils se divisent en :

556	contrats de moins de 1.000 francs.
1.482	contrats de 1.000 à 2.000 francs.
1.411	— de 2.000 à 3.000 —
1.032	— de 3.000 à 4.000 —
690	— de 4.000 et au-dessus.

Ces contrats ont été souscrits par 5.017 personnes se répartissant ainsi d'après la profession :

Ouvriers mineurs, houilleurs.....	758
Ouvriers des autres industries.....	3.260
Journaliers et ouvriers agricoles.....	650
Ménagères.....	49
Agents inférieurs d'administration.....	300
TOTAL.....	5.017

DANEMARK.

Fin du conflit dans l'industrie du fer (1). Le 13 septembre a pris fin un grave conflit qui durait depuis trois mois et une semaine et qui avait fini par s'étendre à presque tous les ateliers du travail du fer, dans le royaume.

Au commencement de juin, les ouvriers en machines d'Odense et de Stagelse

(1) D'après les rapports du Ministre de la République française à Copenhague.

s'étaient mis en grève en réclamant une augmentation de salaire. Sur leur refus de soumettre leurs revendications à un tribunal arbitral, déjà agréé depuis 1894 par le syndicat des ouvriers de Copenhague, les divers syndicats de patrons menacèrent de prononcer un *lock-out* général si le travail n'était pas repris et le 9 juin ils mirent leurs menaces à exécution. La mesure frappait 26 fabriques à Copenhague et 46 dans les provinces, privant de travail 3.000 ouvriers. Tous les patrons des industries connexes décidèrent de faire cause commune, et le 11 juillet tous les ateliers de constructeurs mécaniciens, de forgerons et serruriers, de maréchaux ferrants et de charrons étaient fermés tant à Copenhague que dans les provinces. Les patrons demandaient que tous les différends fussent dorénavant soumis à un tribunal arbitral semblable à celui qui était agréé depuis 1894 par le syndicat des ouvriers de Copenhague. Ils présentaient, en outre, un projet de règlement général de leurs ateliers destiné dans leur pensée à sauvegarder les droits de chacun et à prévenir les conflits.

Ils insistaient pour que la réouverture des ateliers fût subordonnée à l'acceptation d'un tribunal arbitral, auquel tous les points litigieux auraient été soumis.

Les ouvriers de leur côté repoussaient plusieurs articles du règlement d'atelier et demandaient que cette question fût réglée tout d'abord.

Vers le milieu de juillet une tentative de conciliation fut faite par le bourgmestre de Copenhague assisté d'un conseiller municipal et du directeur de la Banque royale. Acceptée en principe par les deux parties leur intervention demeura stérile par suite des exigences des intéressés.

C'est seulement au commencement de septembre, après épuisement, dit-on, de la caisse des syndicats ouvriers, que « l'Association des patrons de 1896 » ayant fait accepter son intervention, a pu établir un accord basé sur des concessions réciproques.

Le travail a été repris le 13 septembre sur la base du *statu quo ante*, sans renvoi d'ouvriers ni modifications de salaire.

Les ouvriers consentent à ce que la question du taux des salaires à Odense et à Stagesø, cause originelle de la crise, soit résolue conformément aux règles arbitrales en vigueur avec effet rétroactif à partir du jour de la reprise du travail.

Ces règles arbitrales étendues aux provinces embrasseront dorénavant les associations des patrons ou ouvriers serruriers, charrons et maréchaux ferrants. D'après ces règles, aucune cessation du travail (grèves, boycottage, *lock-out*) ne peut plus surgir sans une discussion préalable entre les comités des associations intéressées. Des mesures seront prises pour garantir les ouvriers non syndiqués contre les molestations de leurs camarades syndiqués.

Les ouvriers acceptent définitivement l'institution du tribunal arbitral réclamé par les patrons et obtiennent par contre de ces derniers que plusieurs points en litige soient réglés avant l'établissement du tribunal en question.

Un certain nombre d'articles du *règlement général d'atelier* sont l'objet de modifications ou suppressions réclamées par les ouvriers. On trouvera plus loin le texte de ce règlement ainsi modifié.

Enfin l'accord porte qu'après la reprise du travail et l'acceptation des règles arbitrales par les associations ouvrières, les syndicats des patrons et des ouvriers discuteront en commun les vœux de ces derniers tendant à apporter des modifications aux conditions des salaires et du travail.

La presse locale estime à 5 millions et demi de couronnes (7.650.000 fr.) le préjudice causé par le *lock-out* à l'industrie touchée, dont 1 million et demi (2.000.000 fr.) serait revenu aux ouvriers sous forme de salaires. Il est de fait que cette crise survenant au cours de l'été a eu comme conséquence de faire profiter les

fabriques étrangères de nombreuses commandes importantes et que par suite l'activité locale se trouvera considérablement réduite cet hiver.

Règlement général des ateliers adopté par le syndicat des fabricants de l'industrie ferromnière de Copenhague, le syndicat des maîtres-forgerons de Copenhague, les syndicats des charrons et des maréchaux ferrants de Copenhague et de sa banlieue et le syndicat des fabricants de l'industrie ferromnière des provinces.

§ 1^{er}. La journée normale de travail dure de 6 heures du matin à 6 heures du soir avec 2 heures pour les repos et les repas.

§ 2. *Travail supplémentaire.* — Les travaux qu'on oblige à exécuter en dehors des heures normales de travail sont calculés de la manière suivante pour les ouvriers qui travaillent dans les ateliers :

De 6 heures du matin à 10 heures du soir, on payera une fois et demie le salaire de l'heure ordinaire;

De 10 heures du soir à 6 heures du matin, deux fois;

Les dimanches et jours fériés, de 6 heures du matin à 4 heures du soir, une fois et demie;

De 4 heures du soir à 6 heures du matin, deux fois le salaire de l'heure ordinaire.

Sont considérés comme jours fériés :

Le Jour de l'An, le Jeudi-Saint, le Vendredi-Saint, les deux jours de Pâques, les deux jours de la Pentecôte, le jour des grandes prières, l'Ascension, les deux jours de Noël et la Fête de la Constitution à partir de midi.

Si le patron demande qu'on travaille à la pièce en dehors des heures normales, il sera alloué, pour chaque heure de travail supplémentaire, la même surpaye que pour les travaux supplémentaires ordinaires, c'est-à-dire la moitié ou une fois le salaire de l'heure ordinaire, selon les heures énumérées plus haut.

Dans le calcul du travail supplémentaire, on défalque le temps accordé pour les repas et les repos, ainsi que le temps perdu du temps de travail normal hebdomadaire, à moins que la négligence ne soit due à une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier et que cette cause ait été portée en temps opportun à la connaissance du patron et approuvée par lui.

Si le patron, faute de travail suffisant ou pour toute autre cause analogue, diminue la journée de travail, le même calcul que pour le travail après 6 heures du soir sera appliqué.

§ 3. *Travail en dehors de l'atelier.* — Le travail exécuté dans un endroit étranger où l'ouvrier ne couche pas est payé à raison de 0 fr. 0415 en plus pour chaque heure de travail, tant pour le travail supplémentaire que pour la journée normale de travail.

Dans les ateliers appartenant au syndicat des maîtres-forgerons, on exceptera de cette règle les petites réparations (travaux en ville) ainsi que les travaux concernant les conduites de gaz et d'eau.

Si l'endroit où travaille l'ouvrier n'est distant, en ligne droite, que d'un kilomètre de l'atelier, la journée de travail est la même que lorsque le travail est exécuté dans l'atelier. Pour cette distance, il ne sera pas alloué de surpaye.

Par chaque 2 kilomètres ou fraction de 2 kilomètres en dehors de la distance susnommée, une demi-heure le matin et une demi-heure le soir seront accordées pour faire le trajet, ou bien il sera alloué une surpaye de journée normale de travail d'une demi-heure, matin et soir, si l'on demande à l'ouvrier d'être au travail du commencement jusqu'à la fin de la journée. Si, toutefois, l'ouvrier est transporté une partie de la route pour arriver à l'endroit de son travail, le temps du voyage lui sera payé comme temps de travail normal.

§ 4. *Travaux en voyage.* — Les travaux, exécutés dans un endroit étranger où l'ouvrier sera obligé de passer la nuit, seront payés comme les travaux exécutés à l'atelier. Voir les paragraphes 1 et 2.

À moins que d'autres conventions n'aient été stipulées, le temps du voyage sera payé à l'ouvrier comme temps normal de travail, en calculant ce temps à partir du moment où il quitte l'atelier pour faire les préparatifs nécessaires au voyage.

L'ouvrier touchera, en outre, des frais de déplacement et, s'il ne reçoit pas le logement ni la nourriture à l'endroit où il doit travailler, il touchera, si l'on n'a pas pris un autre arrangement, une allocation supplémentaire de 2 fr. 43 par 24 heures, calculée de 6 heures du matin à 6 heures du lendemain matin.

§ 5. Pour le travail à la pièce, l'ouvrier recevra une avance égale au salaire ordinaire à l'heure.

Dans chaque atelier, il y aura un registre des entreprises sur lequel seront inscrites toutes les entreprises, de façon que l'étendue du travail, sa limitation et son prix, etc., soient clairement fixés et que les ouvriers à la pièce intéressés puissent toujours le consulter. Une entreprise de travaux déjà inscrits et exécutés n'a pas besoin d'être inscrite de nouveau.

Le temps qui est perdu par force majeure et sans la faute de l'ouvrier pour lui permettre de se procurer à temps les matériaux nécessaires à son travail, si ces matériaux n'arrivent pas à temps, lui sera payé comme temps normal de travail pourvu qu'il ne soit pas employé à un autre travail.

Lorsque le travail est terminé et accepté, la différence éventuelle sera réglée le premier jour de paye.

Si l'on ne tombe pas d'accord avec un ouvrier sur un travail à la pièce, et si cependant ce travail a été commencé par lui, le travail exécuté lui sera payé suivant le salaire à l'heure.

§ 6. Lorsqu'un ouvrier qui exécute seul un travail à la pièce quitte l'atelier, il perd tout droit à un supplément éventuel de salaires pour tous les travaux à la pièce qu'il a déjà commencés.

Quand un ouvrier qui exécute seul un travail à la pièce est congédié pour une cause qui lui est imputable, il perd tout droit à un salaire supplémentaire pour le travail à la pièce qu'il avait déjà commencé au moment où il a été congédié, mais il conserve, pour les autres travaux qu'il aurait déjà commencés, son droit à un supplément de salaire proportionnel au travail exécuté par lui.

Quand un ouvrier qui fait un travail à la pièce en commun avec d'autres ouvriers quitte l'atelier, on lui payera sa part du supplément de salaire éventuel qui est dû aux autres participants pour la terminaison du travail à la pièce. Si l'intéressé a dû quitter l'atelier pour une raison qui ne lui est pas imputable, telle que maladie ou appel au service militaire, alors il a le droit de prendre part au supplément de salaire.

La même règle s'appliquera, dans les mêmes conditions, à l'ouvrier qui exécute seul un travail à la pièce.

§ 7. Chaque apprenti recevra du syndicat, à la fin de son apprentissage, un certificat ordinaire d'apprentissage.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre (1). — Ralentissement léger par rapport au mois précédent et à l'année dernière, attribuable à la persistance de la grève des mécaniciens; même en ne comprenant pas dans les chiffres ci-dessous les grévistes et les ouvriers privés de travail par cette grève, on trouve: 4, 36 p. o/o de chômeurs dans 113 trades-unions groupant 462.000 membres, contre 3,5 p. o/o en août 1897 et 3,6 p. o/o en septembre 1896. Les salaires sont néanmoins en hausse.

En un jour de la deuxième semaine de septembre 1897, l'assistance publique a secouru 322.254 personnes, soit 206 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 204 en août 1897 et 206 en septembre 1896.

5,24 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houille.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

lères employant 425.600 mineurs, contre 4,92 en août 1897 et 4,89 en septembre 1896.

Grèves. — 49 nouvelles grèves en septembre avec 9.067 chômeurs, contre 66 avec 15.303 en août 1897, et 51 avec 8.874 en septembre 1896 — 12 grèves dans le bâtiment, 10 dans les mines et carrières, 11 dans les métaux, 8 dans les textiles. Sur 70 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 21 succès, 23 transactions, 26 échecs.

349 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1897, avec 22.452 ouvriers, contre 349 en août 1897 et 345 en septembre 1896.

La grève des constructeurs-mécaniciens. — Nous avons indiqué dans le *Bulletin* d'août (p. 533) la situation de l'importante grève des constructeurs-mécaniciens qui a éclaté, au commencement de juin, dans les ateliers de la région de Londres, par suite du refus des patrons d'accorder la journée de huit heures.

A la fin de septembre, le nombre des grévistes était passé de 32.000 à 45.000 environ. Le nombre des établissements en grève serait de 570, d'après les patrons. D'après les grévistes, le nombre des maisons ayant accordé la journée de huit heures serait passé de 160 à 218 fin août et serait revenu à 211 fin septembre, plusieurs patrons ayant rétabli la journée de 9 heures. 21 maisons ont pris une semblable mesure le 15 octobre. Les ouvriers constructeurs de chaudières se sont alors mis en grève au nombre de 1500. Cette nouvelle grève menace de s'étendre.

Deux tentatives de conciliation ont été faites sans succès. La deuxième émanait du Gouvernement, qui avait offert la médiation du *Labour Department*.

Un grand nombre d'ouvriers, dont il est impossible d'établir le compte, sont indirectement privés de travail : on en trouve la preuve dans l'accroissement notable des coefficients de chômage, pendant le mois dernier, pour diverses professions connexes à celle des grévistes : 7,7 p. o/o de chômeurs au lieu de 5,1 chez les ouvriers en chaudières ; 8,9 au lieu de 3,9 chez les modeleurs ; 11,1 au lieu de 6,1 chez les fondeurs de fer, etc. . .

Le résultat du *referendum* organisé par la Fédération des ouvriers constructeurs de navires a été connu le 30 août : la semaine de 48 heures a recueilli 23.392 suffrages ; celle de 51 heures 6.627 ; celle de 45 heures 1.070. La Fédération a proposé au Comité des patrons d'entrer en conférence à ce sujet. Cette offre a été déclinée et la Fédération a fait appel au *Board of trade* conformément à la loi sur la conciliation.

La principale *Union* engagée dans la grève actuelle, l'*Amalgamated Society of Engineers*, compte 64.000 membres actifs encore au travail et ceux-ci s'imposent actuellement une contribution de 5 francs par semaine au profit de la grève.

La hausse du prix du pain. — D'après les renseignements fournis au *Labour Department* par 77 des plus importantes sociétés coopératives de la Grande-Bretagne, qui ont ensemble une vente de plus de 1.300.000 kilogrammes de pain par semaine, le prix moyen du pain de ménage (sans considérer le pain de fantaisie) est passé de 0 fr. 288 à 0 fr. 35 le kilogramme du 6 août au 6 septembre dernier, soit une augmentation de 14.5 p. o/o (1).

L'année dernière à pareille époque le prix du pain était de 0 fr. 244, ce qui fait ressortir une hausse de 0 fr. 085, ou 34,6 p. o/o, d'une année à l'autre.

(1) Une enquête sur le prix du pain conduite, en 1896, à la fois dans les magasins de détail et auprès des sociétés coopératives a montré que les prix moyens, dans chaque district, étaient identiques pour ces deux natures d'établissements.

Le prix moyen de l'hectolitre de blé en Angleterre a subi les variations suivantes dans les cinq dernières années :

	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1 ^{re} semaine d'août.....	11,40	10,50	10,50	10,20	12,70
— de septembre..	11,10	9,35	10,00	10,00	14,50

De septembre 1896 à septembre 1897, la hausse a été de 4 fr. 50 par hectolitre, soit 45 p. o/o.

ÉTATS-UNIS.

Les recensements professionnels aux États-Unis (1). — Depuis 1820, les recensements des États-Unis ont tenu compte de la classification professionnelle des individus. En 1820, on a limité l'enquête à trois groupes : l'agriculture, le commerce et les manufactures. Dans ces trois groupes seulement, on a trouvé 2.492.645 individus de l'un et l'autre sexe, savoir :

Agriculture.....	2.070.646
Commerce.....	72.493
Manufactures.....	349.506
TOTAL.....	2.492.645

Au recensement de 1830, on a relevé 4.798.859 travailleurs de l'un et l'autre sexe dans les sept groupes professionnels qui suivent :

Mines.....	15.210
Agriculture.....	3.719.951
Commerce.....	117.607
Manufactures.....	791.739
Navigation maritime.....	56.021
Navigation intérieure.....	33.076
Professions libérales.....	65.255
TOTAL.....	4.798.859

Bien que ce recensement soit plus complet que le précédent, il y manque encore les nombreux travailleurs employés au service personnel, et probablement les fonctionnaires et employés du Gouvernement.

En 1850, les indications de profession n'ont porté que sur les travailleurs du sexe masculin. En 1860, elles ont réuni les deux sexes. Les professions relevées n'ont été l'objet d'aucune classification.

Au contraire, en 1870, 1880 et 1890, la classification a été divisée en cinq grands groupes : agriculture, professions libérales, service domestique et personnel, commerce et transports, manufactures et industries mécaniques. Elle a porté sur tous les travailleurs âgés de plus de dix ans, séparés par sexe; d'autres divisions par catégories d'âges, de nationalité, d'instruction, etc., ont été faites, de plus en plus nombreuses d'un recensement à l'autre, de sorte que celui de 1890 paraît être le plus complet qui ait été réalisé dans aucun pays.

Le tableau ci-après fournit, pour les trois recensements et par sexe, le chiffre de la population totale, celui des individus âgés de dix ans et au-dessus, celui des tra-

(1) D'après le *Bulletin of the Department of Labor.*

vailleurs compris dans cette dernière catégorie d'âge, et le pourcentage de ces travailleurs par rapport à la population totale et par rapport à la population âgée de dix ans et au-dessus.

SEXE ET ANNÉE	POPULATION	NOMBRE D'INDIVIDUS âgés de dix ans et au-dessus.	NOMBRE D'INDIVIDUS de dix ans et au-dessus occupés à un travail rémunéré.	POURCENTAGE DES TRAVAILLEURS	
				sur la population totale.	sur la population âgée de dix ans et au-dessus.
DU RECENSEMENT.	TOTALE.				
SEXE MASCULIN.					
1870.....	19.493.565	14.258.866	10.669.635	54,73	74,83
1880.....	25.518.820	18.735.980	14.744.942	57,78	78,70
1890.....	32.067.880	24.352.659	18.821.090	58,69	77,29
SEXE FÉMININ.					
1870.....	19.064.806	13.970.079	1.836.288	9,63	13,14
1880.....	24.636.963	18.025.627	2.647.157	10,74	14,69
1890.....	30.554.370	23.060.900	3.914.571	12,81	16,97
LES DEUX SEXES RÉUNIS.					
1870.....	38.558.371	28.228.945	12.505.923	32,43	44,30
1880.....	50.153.783	36.761.607	17.392.099	34,68	47,31
1890.....	62.622.250	47.413.559	22.735.661	36,31	47,95

On remarque une légère décroissance, de 1880 à 1890, dans la proportion de travailleurs du sexe masculin, 78,70 à 77,29. Elle est due, comme on le verra plus loin, à une grande décroissance dans le nombre des enfants employés au travail.

La répartition des travailleurs ci-dessus dans les grands groupes professionnels est indiquée par le tableau qui suit :

ANNÉES DES RECENSEMENTS ET GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE DE TRAVAILLEURS DES SEXES			P. 100.		
	Masculin.	Féminin.	Ensemble.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	Ensemble
1870.						
Agriculture, pêche et mines.....	5.744.314	397.049	6.141.363	53,84	21,62	49,11
Professions libérales.....	278.841	92.257	371.098	2,61	5,02	2,97
Services domestiques et personnels.	1.338.663	973.157	2.311.820	12,55	53,00	18,48
Commerce et transports.....	1.209.571	19.828	1.229.399	11,34	1,08	9,83
Manufactures et industries mécan..	2.998.246	353.997	2.452.243	19,66	19,28	19,61
TOTAUX.....	10.669.635	1.836.288	12.505.923	100,00	100,00	100,00
1880.						
Agriculture, pêche et mines.....	7.409.970	594.654	8.004.624	50,25	22,46	46,03
Professions libérales.....	425.947	177.255	603.202	2,89	6,70	3,47
Services domestiques et personnels.	2.321.937	1.181.506	3.503.443	15,75	44,63	20,14
Commerce et transports.....	1.803.629	62.852	1.866.481	12,23	2,38	10,73
Manufactures et industries mécan..	2.783.459	630.890	3.414.349	18,88	23,83	19,63
TOTAUX.....	14.744.942	2.647.157	17.392.099	100,00	100,00	100,00
1890.						
Agriculture, pêche et mines.....	8.333.813	679.523	9.013.336	44,28	17,36	39,65
Professions libérales.....	632.646	311.687	944.333	3,36	7,96	4,15
Services domestiques et personnels.	2.692.879	1.667.698	4.360.577	14,31	42,60	19,18
Commerce et transports.....	3.097.701	228.421	3.326.122	16,46	5,84	14,63
Manufactures et industries mécan..	4.064.051	1.027.242	5.091.293	21,59	26,24	22,39
TOTAUX.....	18.821.090	3.914.571	22.735.661	100,00	100,00	100,00

Les nombres de personnes âgées de dix ans et au-dessus occupées à un travail rémunéré ont augmenté plus rapidement que le chiffre de la population totale, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

Accroissement du nombre des travailleurs âgés de dix ans et au-dessus.

SEXES ET GROUPES PROFESSIONNELS.	ACCROISSEMENT DU NOMBRE DES TRAVAILLEURS			
	ÂGÉS DE DIX ANS ET AU-DESSUS			
	DE 1870 à 1880.		DE 1880 à 1890.	
	Absolu.	p. 100.	Absolu.	p. 100.
SEXE MASCULIN.				
Agriculture, pêches et mines.....	1.665.656	29,00	923.843	12,47
Professions libérales.....	147.106	52,76	206.699	48,53
Services domestiques et personnels.....	983.274	73,45	370.942	15,98
Commerce et transports.....	594.058	49,11	1.294.072	71,75
Manufactures et industries mécaniques.....	685.213	32,66	1.280.592	46,01
TOTAUX.....	4.075.307	38,20	4.076.148	27,64
SEXE FÉMININ.				
Agriculture, pêches et mines.....	197.605	49,77	84.869	14,27
Professions libérales.....	84.998	92,13	134.432	75,84
Services domestiques et personnels.....	208.349	21,41	486.192	41,15
Commerce et transports.....	43.024	216,99	165.569	263,43
Manufactures et industries mécaniques.....	276.893	78,22	396.352	62,82
TOTAUX.....	810.869	44,16	1.267.414	47,88
LES DEUX SEXES RÉUNIS.				
Agriculture, pêches et mines.....	1.863.261	30,34	1.008.712	12,60
Professions libérales.....	232.104	62,55	341.131	56,55
Services domestiques et personnels.....	1.191.623	51,54	857.134	24,47
Commerce et transports.....	637.082	51,82	1.459.641	78,20
Manufactures et industries mécaniques.....	962.106	39,23	1.676.944	49,11
TOTAUX.....	4.886.176	39,07	5.343.562	30,72

Les pourcentages qui précèdent accusent un accroissement rapide du nombre des travailleurs du sexe féminin. Cette circonstance ressort encore plus clairement du tableau de la page suivante.

Pourcentage de l'un et l'autre sexe sur le nombre total des travailleurs, dans les grands groupes professionnels, aux trois recensements de 1870, 1880 et 1890.

SEXES ET GROUPES PROFESSIONNELS.	1870.	1880.	1890.
Agriculture, pêcheries et mines :			
Sexe masculin.....	93,53	92,57	92,46
Sexe féminin.....	6,47	7,43	7,54
ENSEMBLE.....	100,00	100,00	100,00
Professions libérales :			
Sexe masculin.....	75,14	70,61	66,99
Sexe féminin.....	24,86	29,39	33,01
ENSEMBLE.....	100,00	100,00	100,00
Services domestiques et personnels :			
Sexe masculin.....	57,91	66,28	61,76
Sexe féminin.....	42,09	33,72	38,24
ENSEMBLE.....	100,00	100,00	100,00
Commerce et transports :			
Sexe masculin.....	98,39	96,63	93,13
Sexe féminin.....	1,61	3,37	6,87
ENSEMBLE.....	100,00	100,00	100,00
Manufactures et industries mécaniques :			
Sexe masculin.....	85,56	81,52	79,82
Sexe féminin.....	14,44	18,48	20,18
ENSEMBLE.....	100,00	100,00	100,00
Toutes les professions réunies :			
Sexe masculin.....	85,32	84,78	82,78
Sexe féminin.....	14,68	15,22	17,22
ENSEMBLE.....	100,00	100,00	100,00

Quant aux enfants occupés au travail, leur nombre a considérablement décreu depuis 1880 et on reconnait dans ce fait l'influence de la loi scolaire et la répugnance du sentiment public contre tout mode d'emploi des enfants qui les empêche d'acquérir leur instruction. Bien qu'il y ait une légère différence entre les catégories d'âges, au recensement de 1890 et aux précédents, la comparaison des trois recensements à ce point de vue fournit une indication intéressante. Elle a été résumée dans un tableau publié par le *Bulletin d'août* (p. 536).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 6 septembre 1897 relatif à l'exécution du service de la Caisse d'épargne entre la France et la Belgique.

(Inséré au *Journal Officiel* du 8 septembre 1897).

[Ce décret promulgue la Convention dont la teneur suit, signée à Paris le 4 mars 1897, approuvée par le Parlement et ratifiée le 26 août 1897].

CONVENTION.

ART. 1^{er}. — Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, pourront, sur la demande des intéressés et jusqu'à concurrence d'un maximum de 1.500 francs, être transférés, sans frais, de l'une des caisses dans l'autre, et réciproquement.

Les demandes de transferts internationaux seront reçues, en France et en Belgique, dans tous les bureaux de poste ou agences chargés, dans ces pays, du service de la caisse d'épargne.

Les fonds transférés seront, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, les conditions de remboursement, d'achat et de revente de rente ou d'acquisition de carnets de rentes viagères, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de l'administration dans la caisse de laquelle ces fonds auront été transférés.

ART. 2. Les titulaires de livrets de la Caisse nationale d'épargne de France ou de la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique pourront obtenir, sans frais, le remboursement, dans l'un de ces pays, des sommes déposées par eux à la caisse d'épargne de l'autre pays.

Les demandes de remboursements internationaux, rédigées sur des formules spéciales mises à la disposition du public, seront déposées par les intéressés entre les mains du chef de bureau ou du receveur des postes de leur résidence, qui les fera parvenir en franchise de port à la caisse d'épargne détentrice des fonds.

Les remboursements seront effectués en vertu d'ordres de paiement qui ne pourront excéder 1.500 francs chacun. Toutefois, jusqu'au 31 décembre 1900, chaque ordre de paiement pourra atteindre le chiffre de 2.000 francs.

Les ordres de remboursement seront payables seulement dans les établissements de poste ou autres chargés du service de la Caisse d'épargne. Ils seront adressés directement et en franchise de port, par la caisse d'épargne qui les aura délivrés, aux bureaux désignés pour le paiement.

ART. 3. Chaque administration se réserve le droit de rejeter les demandes de transferts ou de remboursements internationaux qui ne rempliraient pas les conditions exigées par ses règlements intérieurs.

ART. 4. Les sommes transférées d'une caisse dans l'autre porteront intérêt, à charge de l'administration primitivement détentrice des fonds, jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite, et à charge de l'administration qui accepte le transfert à partir du premier jour du mois suivant.

ART. 5. Il sera établi, à la fin de chaque mois, par la Caisse nationale d'épargne de France et par la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, un décompte des sommes qu'elles se doivent respectivement, du chef des opérations faites pour le service de la

caisse d'épargne, et, après vérification contradictoire de ces décomptes, la caisse reconnue débitrice se libérera, dans le plus bref délai possible, envers l'autre caisse, au moyen de traites ou de chèques sur Paris ou sur Bruxelles.

ART. 6. La caisse d'épargne de chacun des pays contractants pourra correspondre directement et en franchise par la voie postale, avec la caisse de l'autre pays.

ART. 7. Les bureaux de poste des deux pays se prêteront réciproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

• L'échange des livrets entre la caisse d'épargne de chaque pays et les bureaux de poste ou agences de l'autre pays aura lieu en franchise.

ART. 8. La Caisse nationale d'épargne de France et la Caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique arrêteront, d'un commun accord, après entente avec les administrations des postes des deux pays, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

ART. 9. Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets de la présente convention.

Avis en devra être donné à l'administration correspondante par la voie diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de laquelle le service international cessera de fonctionner.

ART. 10. La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les caisses d'épargne des deux pays conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, six mois au moins à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant les six derniers mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les caisses d'épargne des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels (1).

ART. 1^{er}. Sont abrogés la loi des 14-27 juin 1791, et l'article 416 du Code pénal.

Les articles 291, 292, 293, 294 du Code pénal et la loi du 18 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

ART. 2. Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement, sans l'autorisation du Gouvernement.

ART. 3. Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ART. 4. Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'Administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la préfecture de la Seine.

(1) Nous publions à nouveau le texte de cette importante loi, à la demande d'un grand nombre de syndicats professionnels.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

Communication des statuts devra être donnée par le maire ou le préfet de la Seine au procureur de la République.

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

ART. 5. Les syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder aucun immeuble, ni ester en justice.

ART. 6. Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

Il pourront employer les sommes provenant des cotisations.

Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ils pourront sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie.

ART. 7. Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

ART. 8. Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association.

Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants, ou à leurs héritiers ou ayants cause.

ART. 9. Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

ART. 10. La présente loi est applicable à l'Algérie.

Elle est également applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Toutefois, les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne pourront faire partie des syndicats.

JURISPRUDENCE.

Grèves. — Intervention des tiers. — Responsabilité.

Toute personne a le droit d'intervenir dans une grève, mais elle ne peut le faire que dans les conditions permises aux intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire en s'abstenant des violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses interdites par l'article 414 du Code pénal.

Sinon, tant au point de vue de l'action civile dérivant de l'article 414 du Code pénal, qu'au point de vue de la faute prévue par l'article 1382 du Code civil, une personne lésée par la grève a le droit de demander aux intervenants réparation du préjudice attribuable à leur intervention.

Cour de cassation, chambre des requêtes, 29 juin 1897. Jaurès et gérants de La Dépêche et de La Petite République, c. Ressaiguier (1).

Accidents. — Violation d'un règlement. — Relation de cause à effet.

La violation d'un règlement administratif par un patron n'ouvre un droit à indemnité pour l'ouvrier victime d'un accident que si celui-ci peut établir entre la contravention et l'accident une relation de cause à effet.

Il était prouvé dans l'espèce que les risques professionnels du travail à exécuter rentraient dans les prévisions ordinaires, que le patron n'avait aucune mesure de protection à prendre et que l'ouvrier avait été victime de sa propre imprudence.

Cour de cassation, chambre des requêtes, 12 janvier 1897. Quarek c. Renard et Fèvre.

(1) Cf. arrêt de la Cour de Toulouse du 20 juin 1896; *Bulletin* de mai, p. 334.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Travail toujours actif dans les mines et dans la métallurgie. La reprise déjà signalée dans les industries du livre, de la chaussure, dans les filatures de laine, de lin et de soie, dans la rubanerie, chez les électriciens, les horlogers-bijoutiers s'est maintenue. Une amélioration s'est également produite dans l'industrie cotonnière et dans celle du vêtement. L'industrie du bâtiment est entrée en morte-saison, cependant, la température favorable du mois dernier a permis de continuer à travailler plus que les années précédentes.

Parmi les 415 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 116.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 octobre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 7 p. o/o. 15 p. o/o des syndicats, groupant 9 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 54 p. o/o des chambres syndicales, comptant 68 p. o/o des adhérents, jugent qu'il a été en même quantité et 31 p. o/o des syndicats, avec 23 p. o/o des syndiqués, considèrent qu'il a été moins abondant.

La durée du travail a été généralement réduite d'une heure ou deux heures par jour, comme les années précédentes à pareille époque, dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent (carriers, charpentiers-menuisiers, serruriers, chauxfourniers, etc.).

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. FORÊTS. — La température plus favorable a permis de terminer, dans les jardins, certains travaux que les pluies des mois précédents avaient forcé d'ajourner. Une amélioration s'est également produite chez les bûcherons-cultivateurs qui comptent 15 p. o/o de chômeurs; le travail est jugé plus abondant que l'an dernier, notamment dans le Cher, à Saucergues, Méry-ès-Bois et Jussy dans l'Indre, à Poinçonnet.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations

Dans le courant du mois d'octobre, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6,02	"	"	"	"	100
Loire.....	5,89	"	"	"	42	58
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	4,89	"	"	83	"	17
Tarn et Aveyron.....	6,03	"	"	"	26	74
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,98	"	"	"	3	97
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	6,00	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	5,97	"	"	2	7	91

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,93 ; il était de 5,97 en octobre 1896 ; l'activité, ce mois-ci, est, comme l'an dernier à pareille époque, très voisine du travail plein.

CARRIÈRES. — Le ralentissement annuel du travail dans les carrières, qui avait déjà commencé, s'est accentué ; la durée du travail est réduite à 10 heures par jour, en moyenne. La situation est estimée, dans l'ensemble, sensiblement égale à celle de l'an dernier.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Situation stationnaire dans la minoterie et dans la fabrication des pâtes alimentaires, la cherté des farines rendant les affaires difficiles. Chez les boulangers, 10 p. o/o de chômeurs ; une amélioration s'est produite dans le placement, un certain nombre de places étant devenues vacantes à la suite du départ des ouvriers pour leur service militaire et la rentrée de la clientèle dans les villes ayant augmenté les commandes. Par rapport à l'an dernier, le travail est généralement estimé plus faible, sauf à Lyon et à Rochefort où il est jugé plus abondant. Les cuisiniers-pâtisseries-confiseurs sont entrés dans la saison habituelle de leur travail.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — L'amélioration signalée chez les ouvriers de l'industrie du papier et du carton s'est maintenue.

Chez les typographes et ouvriers de l'industrie du livre, on compte un peu plus de 9 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble des syndiqués (13 p. o/o à Paris, et 4 p. o/o en province).

15 p. o/o des syndicats, groupant 6 p. o/o des adhérents, estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier ; 58 p. o/o des chambres syndicales, avec 84 p. o/o des syndiqués, considèrent qu'il est en même quantité et 27 p. o/o des syndicats, comprenant 10 p. o/o des adhérents, le tiennent pour moins abondant.

Le travail est estimé plus actif que l'an dernier, notamment à Salins, Annecy, Toulon, Nîmes, Tarbes et Laval ; plus faible à Montbéliard, Besançon, Auxerre,

Lyon (imprimeurs), Marseille (imprimeurs et typographes), Bergerac, Tulle, Angers, Rouen (lithographes et typographes) et Constantine; pour le reste, pas de changement. Par rapport au mois dernier, l'amélioration déjà signalée s'est maintenue.

CUIRS ET PEAUX. — 9 p. o/o de chômeurs chez les mégissiers-tanneurs syndiqués; le travail tend plutôt à ralentir. Chez les ouvriers en chaussures, 11 p. o/o de chômeurs; l'amélioration du mois précédent s'est accentuée. Dans la ganterie, situation stationnaire.

Le travail est jugé plus abondant que l'an dernier à même époque notamment chez les mégissiers de rivière d'Annonay et chez les ouvriers en cuirs de Graulhet (Tarn), chez les ouvriers en chaussures de Montpellier et de Tours; moins abondant chez les ouvriers en cuirs de Dijon, Auxerre, chez les mégissiers palissonneurs d'Annonay, et de Millau, chez les ouvriers en chaussures d'Avignon et de Nîmes et chez un grand nombre de gantiers.

TEXTILES. — L'industrie cotonnière, qui avait été fort éprouvée, tend à reprendre dans certains centres. L'amélioration déjà signalée dans les industries lainière, linière et dans celle de la soierie s'est maintenue. Les premiers froids ont amené de nouvelles commandes dans la bonneterie de laine et de coton. La teinturerie a suivi le progrès des industries (filatures et tissages) dont elle dépendait. La passementerie-rubannerie, grâce à la faveur de la mode, a été bien occupée, les prix de façon ont pu regagner un peu de ce qu'ils avaient perdu l'an dernier. Dans la chapellerie, situation stationnaire, le travail est encore abondant. L'industrie du vêtement est entrée en pleine saison de travail. On compte 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués des filatures et tissages, 4 p. o/o chez les bonnetiers, 5 p. o/o chez les passementiers-rubaniers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est estimé plus abondant notamment chez les passementiers de Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire), chez les tapissiers de Nice, chez les coupeurs-taillieurs de Paris, chez les chapeliers de Chazelles, Lyon et Albi; moins abondant chez les tisseurs à la main du Nord, des Ardennes, du Rhône, de la Vendée et de Maine-et-Loire, chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques de Thel (Rhône), Condé-sur-Noireau (Calvados), Bolbec (Seine-Inférieure), chez les bonnetiers de Troyes, de Falaise (Calvados), d'Armentières (Nord), chez les passementiers à la barre de Paris, de la Fouillouse (Loire), chez les chapeliers de Quillan (Aude), Bourgneuf (Creuse) et du Mans; pour le reste, la situation n'a subi aucune modification notable.

BORS. — Comme tous les ans à pareille époque, le travail s'est ralenti dans les usines travaillant et préparant le bois, principalement dans celles se rattachant à l'industrie du bâtiment. La durée de la journée de travail a été diminuée d'une heure ou deux, on fait la journée de 10 heures. Chez les charpentiers, chez les menuisiers et les carrossiers, 8 p. o/o de chômeurs. Chez les tonneliers, situation estimée généralement moins bonne que l'an dernier.

En particulier, le travail est estimé plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des scieries mécaniques de Hermes, chez les peintres en voitures de Paris, chez les sabotiers de Limoges, chez les brossiers de Saint-Sauveur (Oise); moins abondant chez les charpentiers de Besançon, Pau, Nantes, chez les carrossiers de Marseille, Bordeaux et Angoulême, chez les tonneliers de Gray, Perpignan, Cognac et Morlaix, chez les ébénistes de Saint-Loup (Haute-Saône), Toulouse et Tarbes, chez les ouvriers en dominos de Méru et chez les vanniers d'Étréaupont (Aisne); pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — La situation des établissements métallurgiques et des constructions mécaniques, se maintient très ferme dans la plupart des centres industriels. On a embauché, notamment dans le Centre, de nombreux ouvriers mécaniciens. Les manufactures d'armes, les fabriques de vélocipèdes et automobiles sont bien occupées. Les électriciens sont en pleine saison de travail; de même chez les ferblantiers-boîtiers. L'amélioration signalée chez les horlogers-bijoutiers se maintient, grâce aux commandes en vue des fêtes du nouvel an. La morte-saison est commencée dans la serrurerie du bâtiment. On compte 2 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes et constructeurs-mécaniciens, 3 p. o/o chez les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est jugé plus abondant notamment chez les métallurgistes de Marpent (Nord), de Saint-Chamond et de Saint-Étienne; chez les constructeurs-mécaniciens de Lille, les ferblantiers de Marseille, La Turballe et Chantenay (Loire-Inférieure) et Saint-Guénolé (Finistère); moins abondant chez les métallurgistes de Joigny (Ardennes), Commeny (Allier), chez les mécaniciens-constructeurs de Lyon, Perpignan, Toulouse, Limoges, Nantes, Châteauroux et Rouen; chez les ouvriers en balance et les tailleurs sur acier de Paris et chez les bijoutiers de Bordeaux; pour le reste, il n'a pas été signalé de modification notable.

BÂTIMENT. — Bien que la température plus favorable ait permis d'achever certains travaux que les pluies des mois précédents avaient retardé, l'industrie du bâtiment est entrée dans sa pleine morte-saison annuelle; et la plupart des chantiers ont congédié une partie de leur personnel; la journée a dû être réduite à 10 et 9 heures. On estime que le chômage atteint environ un quart des syndiqués chez les tailleurs de pierre et maçons; un cinquième, chez les peintres-plâtriers, qui ont encore quelques travaux d'intérieur.

Le travail est tenu pour plus actif que l'an dernier chez les sculpteurs de Lyon, chez les tailleurs de pierre d'Annecy, de Porcieu-Amblagnieu (Isère), de Bourges et Constantine, chez les maçons de Paris, Amiens, Dunkerque, Échillais (Charente-Inférieure), Rennes et Orléans; chez les peintres de Paris et Armentières; plus faible chez les tailleurs de pierre de Niort et chez les granitiers de Nantes, chez les maçons d'Argenteuil, chez les terrassiers de Besançon, chez les maçons de Moulins, Annonay, Brive, Lorient, chez les peintres de Roubaix, chez les plâtriers de Dunkerque, Clermont-Ferrand et Chambéry; pour le reste, pas de changement.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière, la fabrication des ciments, la céramique du bâtiment ont ralenti leur travail avec la diminution des commandes de l'industrie du bâtiment. Dans la poterie, la porcelainerie, la verrerie, situation stationnaire, tendances plutôt faibles.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Amélioration dans l'industrie des transports et de la manutention à la suite du retour de la clientèle des villes et des arrivages de marchandises pour les approvisionnements d'hiver. La reprise des affaires est encore peu sensible, les tendances sont calmes et le placement des employés de commerce et des comptables en subit l'influence.

L'industrie de l'alimentation a marqué une amélioration grâce à une température plus favorable; de même chez les coiffeurs. On compte 10 p. o/o de chômeurs chez les employés et ouvriers de l'industrie des transports et de la manutention, 14 p. o/o chez ceux de l'alimentation, 16 p. o/o chez les coiffeurs.

En particulier, le travail est jugé plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers

du port du Havre, chez les employés de commerce de Nice et chez les coiffeurs de Paris; moins abondant chez les cochers, les garçons de magasin et porteurs aux halles de Paris, chez les cochers de Lille, les marins du commerce de Marseille, les cochers de Montpellier, les comptables de Dijon et de Cannes, les garçons limonadiers restaurateurs de Paris, les bouchers de Toulon et de Bordeaux; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine-et-Oise. — Dans les diverses industries de la région de Versailles, pendant le 3^e trimestre de 1897, la situation est restée stationnaire, cependant avec tendance à une reprise, sauf dans l'industrie du bâtiment, où on a commencé à renvoyer du personnel; la proportion des ouvriers atteints par le chômage, dans l'ensemble des industries, a varié de 10 à 20 p. o/o.

Aisne. — Dans les tissages de la région de Bohain, ouvrage moins actif que l'an dernier à pareille époque, trois tissages sont arrêtés déjà depuis quelque temps; le salaire a été diminué, il est descendu jusqu'à 3 francs et 2 fr. 50, par jour.

Pas-de-Calais. — Situation satisfaisante dans la région de Saint-Omer, les *sucrieries, minoteries, distilleries, fabriques de papier, cartonneries, tanneries, fabriques de caisses, verreries et cristalleries* sont en pleine activité; peu de chômage.

A Bapaume, pendant le 3^e trimestre 1897, peu d'activité dans les *tissages de la soie*, de même dans ceux du *coton*. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *huileries, meuneries, fabriques de sucre de betteraves* et chez les *maçons*.

Nord. — Dans la région de Fourmies, pendant le 3^e trimestre 1897, l'activité a diminué par rapport à l'an dernier dans l'industrie *lainière*; cinq usines sont arrêtées et les autres marchent avec équipes réduites; la durée du travail est descendue à trois journées de 12 heures par semaine; les prix de vente ont été en baisse et peu rémunérateurs. Main-d'œuvre abondante. Par suite des diminutions prévues sur la récolte des vins, l'industrie de la *verrerie* a été moins bien alimentée que l'année précédente. Les prix ont eu tendance à la baisse.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DUNKERQUE. — Pendant l'année 1896, les deux plus importantes *minoteries* de la région ont travaillé, ensemble, 15.300 tonnes de blé, soit à peu près la même quantité que l'année précédente. Les cours des farines ont suivi ceux du blé. Il n'y a pas eu, dans l'ensemble, d'autres chômeages que ceux nécessités par les réparations du matériel, cependant le travail de nuit a été suspendu dans une usine, d'avril à juin; on a fait, en moyenne, la journée de 10 heures; la main-d'œuvre a été abondante. Le *décorticage du riz* a été de 14.000 tonnes environ, présentant une sensible diminution sur les quantités travaillées l'an dernier. Les prix du riz brut ont été en hausse. On attribue la diminution des importations de matière première à la concurrence des usines établies en Cochinchine, et pour la hausse du riz brut à une large exportation de l'Indo-Chine en Chine. Les prix de vente des produits fabriqués sont restés stationnaires. Le personnel ouvrier, en petit nombre, employé au mois, sauf pour les manœuvres, a été suffisant; la journée a été de 10 heures en moyenne. La *sucrierie de betteraves* a travaillé 21.000 tonnes de betteraves à 26 francs la tonne, en moyenne; la situation est jugée meilleure que celle de l'an dernier. Il y a eu pénurie de main-d'œuvre. De même pour la *distillerie d'alcool de betteraves* ou de *mélasse* qui a obtenu des cours plus rémunérateurs et qui, grâce à une plus grande activité, a pu occuper un plus grand nombre d'ouvriers dans les campagnes. La *féculerie* a également bénéficié d'une amélioration des cours. Le travail a été assez actif et a permis d'occuper le personnel pendant une campagne de trois mois. Dans les *malteries*, les quantités mises en œuvre ont été à peu près les mêmes que celles de l'an dernier; les prix du malt ont obtenu un peu de hausse à

la suite de l'élévation des cours des grains. La journée a été de 10 heures en moyenne; la main-d'œuvre a été abondante.

Dans les *fabriques et épurations d'huiles*, la situation a été moins satisfaisante que les années précédentes. La quantité de graines tritурées est restée à peu près la même, mais les cours des matières premières se sont relevés sans être suivis d'une hausse proportionnelle sur les produits fabriqués. On attribue cette gêne de l'huilerie à l'augmentation de la concurrence des huiles de coton étrangères et à la diminution de la récolte des graines oléagineuses aux Indes. La journée a été, suivant les usines, de 10 et 11 heures pour les hommes et 8 heures pour les femmes et enfants. Il y a eu plutôt abondance de main-d'œuvre. La *raffinerie de pétrole* a continué à progresser, elle a importé, pendant l'année, 6 millions de kilos de pétrole brut, soit environ 4 p. o/o de plus que l'an dernier. Les prix de la matière première ont peu varié, mais les prix de vente du produit raffiné ont eu tendance à la baisse (en 1896, 27 fr. 75 en moyenne, les 100 kilos, pétrole raffiné non logé et 26 fr. 50 en 1897). La main-d'œuvre a été abondante; les salaires ont été en augmentant, le taux étant élevé avec l'ancienneté de service des ouvriers. La journée a été de 10 heures pour les hommes et 8 heures pour les femmes.

Les *fabriques de carton* de la région ont mis en œuvre 5.500 tonnes de paille et pâte de bois; cette quantité a été en augmentation de 400 tonnes sur l'année dernière. Bien que le prix de la matière première ait sensiblement augmenté, on estime que les prix des produits fabriqués ont diminué de 15 p. o/o par suite de la surproduction; l'article carton-bois s'est vendu 25 francs contre 27 et 28 francs l'an dernier. Cette industrie a augmenté très sensiblement son outillage; la main-d'œuvre a été assez rare. La journée a été de 11 heures en moyenne.

La *filature de jute* a été en progrès. Le prix de la matière première a subi d'importantes fluctuations dues aux estimations de la récolte aux Indes et aussi à la spéculation; en moyenne, la hausse a été de 10 p. o/o sur les cours de l'an dernier; les cours des produits fabriqués n'ont pas suivi dans une même proportion mais sont restés avec des tendances à la hausse. Le personnel ouvrier a été important, la main-d'œuvre suffisante. On a opéré quelques augmentations de matériel, mais pas de transformations.

Les *filatures de coton* ont employé, pendant l'année, 1.050.000 kilos de coton, quantité à peu près égale à celle de l'an dernier. Le prix de la matière première a baissé à la suite de l'abondance de la récolte; celui des filés de coton a suivi. Le personnel ouvrier a été bien occupé et la main-d'œuvre abondante. La journée a été de 12 heures pour les hommes, 11 heures pour les femmes et 10 heures pour les enfants. Dans les *manufactures de toiles à voiles, bâches, sacs et filets de pêche*, la situation a continué à s'améliorer; les prix de la matière première ont baissé, alors que ceux des produits fabriqués se sont maintenus. La journée a été de 11 heures; il y a eu pénurie d'ouvriers de métier et abondance d'hommes de peine.

La quantité de bois travaillé dans les *scieries et raboteries mécaniques* a été de 15.000 tonnes, présentant une légère diminution sur l'année précédente. Les prix du bois de sapin du Nord ont été en hausse à la suite de l'augmentation de la consommation dans les pays de production. La main-d'œuvre a été abondante. La journée a été de 10 heures en moyenne.

Marne. — A Reims, la situation de l'industrie lainière pendant le 3^e trimestre a été peu satisfaisante. L'écart entre les prix de la matière première et ceux des produits manufacturés a rendu le travail difficile; on a dû arrêter des métiers; les grandes maisons seraient plus atteintes par le chômage que les petites.

Doubs. — A Besançon, travail moins actif que pendant le 2^e trimestre 1897 chez les *tailleurs d'habits*; reprise du travail chez les *horlogers*. On compte 10 p. o/o de chômeurs chez les *monteurs de boîtes*, aucun chez les ouvriers de l'industrie du bâtiment. Les prix sont estimés moins rémunérateurs que l'an dernier chez les monteurs de boîtes.

Puy-de-Dôme. — Pendant le 3^e trimestre de 1897, la situation des principales industries de Clermont-Ferrand s'est maintenue stationnaire; on estime que 12 p. o/o des ouvriers ont été atteints par le chômage; la situation a été jugée satisfaisante notamment dans les *fabriques de caoutchouc*, dans l'industrie du meuble, du vêtement et dans celle du bâtiment.

Haute-Loire. — Dans la région de Saint-Didier-la-Séauve, le travail dans la *rubannerie* est resté généralement stationnaire, il y a eu cependant une reprise à la fin du troisième trimestre qui a permis de donner du travail à tous les ouvriers. Les ateliers de *passementiers* à domicile ont pu maintenir leurs prix de façon.

Loire. — Dans les *tissages*, ateliers de *rubannerie*, de *velours*, de *tissus élastiques* et *teinturerie* de la région stéphanoise, le travail a, pendant le troisième trimestre de 1897, marqué une reprise; les prix de façon de certains rubans ont obtenu une hausse de 50 p. o/o. On estime que peu d'ouvriers dans l'industrie textile sont restés sans ouvrage; ceux qui étaient précédemment inoccupés, principalement des ouvriers sans profession déterminée, ont été embauchés dans les ateliers des établissements *métallurgiques* de la région où règne une grande activité. La *manufacture d'armes* a embauché plusieurs centaines d'ouvriers métallurgistes. A Rive-de-Gier, reprise du travail dans la *métallurgie*, presque tous les ouvriers ont été occupés pendant le troisième trimestre. Dans la *verrière*, le travail, qui avait été jusqu'ici plus actif que l'an dernier, a baissé de nouveau; on compte un cinquième des ouvriers en chômage.

Dans la région de Saint-Chamond, le quatrième trimestre 1897 a débuté dans de meilleures conditions que l'an dernier, la reprise de l'industrie régionale et l'approche de l'hiver ont amené une augmentation de commandes dans les mines. Les *tissages*, principalement ceux de mousseline de soie, ont obtenu des ordres avantageux, une des plus anciennes maisons a installé 60 nouveaux métiers. Les fabriques de *lacets* sont également bien occupées, grâce à la faveur de la mode; toutes les ouvrières ont du travail. Les *forges* sont aussi pourvues de commandes pour quelque temps. Dans la région de Charlieu, pendant le troisième trimestre, pas de chômeurs signalés dans les *tissages de soierie*, le gain hebdomadaire des ouvriers aurait diminué d'un peu moins d'un cinquième par rapport à l'an dernier.

Dans la région de Roanne, le travail de la principale industrie (*tissage mécanique de cotonnade*) qui avait éprouvé un grand ralentissement depuis un an a repris, à la fin du troisième trimestre de 1897, suffisamment pour occuper tous les ouvriers sans diminution notable des salaires; cependant la situation reste inférieure à celles des années précédentes; dans la moitié des usines environ un cinquième des ouvriers ne travaillent que sur un métier, le second étant en chômage. Dans quelques ateliers, où on travaille au fur et à mesure des commandes, les ouvriers attendent encore leurs chaînes deux ou trois jours, mais c'est le petit nombre. Les manufactures de *lainages* ont reçu de nombreuses commandes; grâce aux premiers froids, tous les stocks se sont écoulés. Travail actif et peu de chômeurs dans le *bâtiment*. Les fabriques de *poterie* ont été bien occupées et sont encore mieux pourvues de commandes que l'an dernier à pareille époque.

Rhône. — Dans la région de Thizy, le travail qui avait baissé semble reprendre depuis le milieu du troisième trimestre de 1897; on estime qu'un cinquième des ouvriers des *tissages* sont atteints par le chômage; les prix de façon sont encore faibles et le gain journalier des tisseurs, par suite de ces prix en baisse et de l'irrégularité des commandes, descend à 1 fr. 25.

Isère. — Dans la région de la Tour-du-Pin, la situation générale de l'industrie, pendant le troisième trimestre, s'est peu modifiée; on estime qu'un cinquième des ouvriers ont été atteints par le chômage et que les salaires ont diminué d'un dixième par rapport à l'an dernier.

Drôme. — Pendant le troisième trimestre de 1897, la situation générale de l'industrie à Romans et Bourg-de-Péage est restée stationnaire; on estime qu'un quart des ouvriers ont été atteints par le chômage.

Tarn. — Travail actif dans les *houillères* de Carmaux et d'Albi. Pas de chômeurs signalés dans la *mégisserie*; stock de peaux fabriquées peu important; vente assez faible bien qu'à des taux jugés peu rémunérateurs. Situation satisfaisante dans les ateliers de *broderies*. Dans l'*industrie textile*, 52,000 broches ont été en activité, la journée moyenne a été de 10 heures, il y a eu quelques chômages passagers dans quelques centres; les ouvriers des *tissages mécaniques* ont été peu atteints, ceux des *tissages à la main*, dans les campagnes, ont été les plus éprouvés; la fabrication ayant suivi la vente, il s'est formé peu de stocks. Les ouvriers *chapelières* ont vu

leur travail réduit. La situation s'est maintenue dans la *brasserie* et l'*arçonnerie*. Dans la *métallurgie*, elle a été plutôt plus mauvaise que l'an dernier.

Hérault. — Dans la région de Cette, situation générale stationnaire depuis le mois dernier; cependant une amélioration s'est produite chez les *ouvriers du port*. Dans la région de Lodève, par suite de la diminution des commandes, les fabriques de *drap de troupe* ont suspendu le travail, le lundi et la journée a été réduite à 7 heures. Dans les autres industries, la situation est également jugée inférieure à celle de l'an dernier.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, pendant le troisième trimestre de 1897, pas de chômeurs signalés chez les *typographes* et chez les *boulangers*. L'industrie du *vêtement* est entrée dans la saison du travail; mais l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier à même époque.

Haute-Vienne. — Dans la région de Limoges, on estime que, pendant le troisième trimestre 1897, le chômage a atteint un quart des ouvriers dans l'*imprimerie*, aucun dans la *tannerie*, un tiers dans l'industrie de la *chaussure*, aucun chez les *sabotiers* et chez les *tonneliers*; chez ces derniers, les salaires ont subi une diminution de 15 p. 0/0 par suite de l'augmentation de la concurrence des ouvriers travaillant à la campagne à domicile. Dans l'*industrie du bâtiment*, la durée du travail a été de 50 heures, en moyenne, et on estime qu'un tiers des ouvriers ont été atteints par le chômage, moitié dans l'industrie de la *porcelaine*, dans laquelle on a fait la journée réduite d'un quart de la journée normale. Dans la région de Saint-Junien, pendant le troisième trimestre de 1897, marche normale et généralement satisfaisante dans la plupart des industries; tous les ouvriers et ouvrières sont occupés. La *ganterie*, qui avait traversé une crise pendant l'été, a marqué une reprise et travaille activement.

Cher. — Dans la région de Vierzon, pendant le troisième trimestre de 1897, on a dû dans les établissements *métallurgiques*, par suite de la diminution des commandes, diminuer la journée de travail, afin d'éviter les renvois d'ouvriers; on fait de 8 à 10 heures suivant les ateliers. On estime qu'un quart des ouvriers sont atteints par le chômage dans l'industrie du *bâtiment*. Pas de chômeurs dans la *verrerie*, malgré le ralentissement des commandes. Dans la *porcelainerie*, travail également peu actif; dans plusieurs fabriques, les ouvriers travaillent à tour de rôle pour éviter des renvois; on attribue cette diminution d'activité aux nouveaux tarifs américains et au ralentissement des affaires sur le marché intérieur à la suite des résultats peu satisfaisants des dernières récoltes.

Loire-Inférieure. — Dans la région de Saint-Nazaire, pendant le mois de septembre, une reprise s'est produite dans la *construction navale*, sans cependant être assez importante pour permettre l'embauchage de tous les ouvriers en chômage depuis le mois d'avril; un millier d'ouvriers environ sont restés sans place. L'industrie du *bâtiment* a été très active. Dans les autres industries, le travail a été sans grande variation; cependant quelques embauchages d'ouvriers ont eu lieu.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pendant le troisième trimestre de 1897, travail estimé moins actif que les années précédentes dans les diverses industries de la région, le chômage serait plus particulièrement sensible chez les ouvriers *boulangers* et chez les *selliers harnacheurs*. Travail faible dans l'industrie de la *chaussure* de la région de Fougères, pendant le troisième trimestre; la journée a été réduite jusqu'à 6 heures dans un grand nombre de fabriques, les ouvriers travaillant à domicile ont été plus atteints que ceux des fabriques travaillant mécaniquement. L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée, il n'a pas été signalé de chômeurs.

Mayenne. — Dans la région de Laval, les *tissages de coutil* à la main et à la *mécanique* ont présenté peu d'activité, on estime que le chômage a atteint 10 p. 0/0 des ouvriers. La *filature du coton*, l'industrie du *bâtiment*, les exploitations de *marbre* du pays ont été bien occupées. Le travail, peu actif dans les diverses industries de la région de Mayenne, a tendance à diminuer; le personnel ouvrier occupé est restreint.

Loir-et-Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS. — Dans l'arrondissement de Blois,

en septembre 1897, le travail a été très actif dans les *carrières*; il a été faible dans la *meunerie*. La fabrication du *malt* a pris une nouvelle extension et occupe un personnel assez nombreux. Il y a eu également progrès dans la fabrication des *conserves alimentaires*, la *distillerie*, la *fabrication des liqueurs*, la *chocolaterie* et la *brasserie*, ralentissement dans la fabrication du *suif* et des *chandelles*. L'*imprimerie-lithographie*, la fabrication des *chaussures* ont maintenu leur activité. Peu de travail dans la *ganterie*. Les *scieries*, les ateliers de *menuiserie* et les chantiers de construction du *bâtiment* ont bénéficié d'une reprise des affaires. La *céramique* du bâtiment, la *poterie*, les ateliers de *faiences artistiques* ont été également bien occupés. Dans les cantons de Montrichard et Saint-Aignan, travail peu actif en général dans les *carrières*, dans la *meunerie*, dans l'industrie du *vêtement*, dans la *lingerie*, dans la *poterie*, la *tuilerie* et dans la *chaufournerie*.

Dans l'arrondissement de Romorantin, la *fabrication du papier*, déjà en progrès depuis plusieurs années, a marqué une tendance à prendre une nouvelle extension. Situation stationnaire plutôt inférieure à l'an dernier dans l'industrie de la *chaussure*. La fabrication du *drap*, une des plus importantes industries de la région, a été en pleine activité. L'industrie de la *lingerie* et des *chemises de flanelle* a également pris une nouvelle extension tant dans le travail en usine que dans celui distribué à domicile dans les campagnes de la Sologne. Les *scieries* ont augmenté leur production en bois de mines et en bois de chauffage pour la boulangerie, les autres produits fortement concurrencés par les autres genres de combustibles n'étant plus jugés d'un travail rémunérateur. Une usine de *briquettes de charbon de bois* qui tend à prendre une certaine extension a permis d'utiliser les menus bois et bourrées. La fabrication des *tuiles*, *briques* et autres produits analogues a travaillé activement sans pouvoir arriver à pourvoir aux besoins de l'industrie du bâtiment qui a dû en faire venir des autres centres.

Dans l'arrondissement de Vendôme, la *meunerie* a ralenti sa fabrication. La *papeterie* a pu maintenir son activité. Dans la *tannerie*, par suite de l'emploi de nouveaux procédés, la durée du tannage a pu être diminuée; les affaires sont devenues plus difficiles et à des prix moins avantageux que les années précédentes par suite de l'abondance des stocks et de la différence des cours des produits fabriqués et de ceux de la matière première. Les *moulins à écorces* ont été peu occupés par suite des nouveaux procédés de tannage par des extraits. La *ganterie*, autrefois prospère, a continué à baisser et est devenue peu importante. Une fabrique de *mouliers sur bois* à la machine a continué à progresser et occupe un certain nombre d'ouvriers bien rétribués. Les *fonderies* de châssis-tabatières et lucarnes pour bâtiment ont pris une nouvelle extension, ainsi que des ateliers de *constructions mécaniques* (machines hydrauliques) et une *émailerie* qui ont été adjoints à ceux des fonderies. La *verrerie*, autrefois très importante dans la région a vu disparaître une de ses deux usines, l'autre a maintenu à peu près sa production.

Calvados. — La situation de l'industrie, en général, dans la région de Lisieux s'est maintenue inférieure à celle de l'an dernier. On estime que le chômage a atteint dans le troisième trimestre de 1897 environ un cinquième des ouvriers de l'industrie du *cuir*, autant dans l'industrie *linière*, un tiers dans l'industrie *lainière* et 5 p. o/o dans l'industrie du *bâtiment*.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le troisième trimestre de 1897, les transactions ont repris dans la *tannerie*; mais les prix des cuirs en poils ayant aussi subi une augmentation, l'avantage que les tanneurs espéraient de l'amélioration du marché a été sensiblement diminué. Situation stationnaire, travail peu actif dans les ateliers d'*équipement militaire*. Dans la *filature de coton*, l'écoulement des produits a été difficile, les stocks se sont accumulés d'autant plus rapidement que les tissages réduisaient leur production. La gêne a été encore plus sensible dans les *rouenneries* et *mouchoirs*, l'Algérie ayant peu acheté et les transactions avec l'Indo-Chine étant devenues plus difficiles par suite de la baisse de l'argent. Les prix de vente ont été estimés désavantageux. Il en a été de même pour les *indiennes*, les *filés* et les *tissus teints*, la vente a été faible et s'est arrêtée plus tôt que de coutume.

Dans le *commerce des liquides*, la faible récolte des *pommes* a amené l'épuisement d'une partie du stock des bouilleurs de cru de Basse-Normandie; le commerce des vins a repris une nouvelle activité. Les *fabriques d'alcool* ont écoulé leurs gros stocks et ont travaillé activement. Le *trafic du port* a été en progrès pour les entrées comme pour les sorties.

L'augmentation des entrées a été de 75.378 tonnes sur le second trimestre de 1897 et de 74.094 tonnes sur les entrées du troisième trimestre de 1896; les sorties ont été supérieures de 24.984 tonnes au troisième trimestre de 1896 et les sorties, pendant les trois premiers trimestres de 1897, dépassent de 135.814 tonnes ceux de la même période de 1896.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Chez les ouvriers syndiqués du placement mutuel des ouvriers *boulangers*, 7 p. o/o de chômeurs, une reprise s'est produite depuis le mois dernier; cependant, la situation reste inférieure à celle de l'an dernier; de même chez les *travailleurs syndiqués de la boulangerie*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs, journée réduite d'une demi-heure chez les *cartouchiers* d'Issy, qui font 57 heures par semaine. Comme tous les ans à même époque, les commandes sont devenues moins abondantes, les stocks en magasin n'étant pas encore entamés.

Travail plus difficile que l'an dernier et baisse des prix de façon chez les *ramasseurs et trieurs de chiffons*. 14 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, le travail a repris et a permis de faire la journée de 10 heures, ce qui n'avait pas été obtenu depuis deux mois. Pas de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*, ceux qui étaient inoccupés ayant remplacé les ouvriers qui étaient appelés pour leurs 28 jours. De même pas de chômeurs et reprise du travail chez les *margeurs-pointeurs*.

Les ouvriers *cordonniers* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; la journée est réduite de 2 heures pour moitié des ouvriers; on fait généralement 50 heures par semaine.

Chez les *façonniers passementiers à la barre*, la journée se trouve réduite à quelques heures, et un grand nombre d'ouvriers sont atteints par le chômage. Reprise du travail et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*, qui sont tous occupés.

Chez les *menuisiers de Vincennes*, journée de 10 heures, en diminution de une heure et demie sur le mois précédent, et pas de chômeurs. Ralentissement habituel du travail et 13 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en voitures*; même situation, 1 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures, en diminution de une heure sur le mois dernier pour 200 ouvriers, chez les *ouvriers en voitures*.

Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*. Chez les *estampeurs-poéliers*, 5 p. o/o de chômeurs et travail de 66 à 68 heures par semaine; le travail est poussé très activement dans certaines maisons; chez les *tourneurs-décolteurs*, journée de 10 heures et 1 p. o/o de chômeurs; de même chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*. Journée de 9 heures et ralentissement du travail chez les *balanciers*.

Pas de chômeurs signalés chez les *maçons et aides*, qui font environ 70 heures par semaine; le travail est estimé plus abondant que l'an dernier. Journée de 8 à 9 heures et ralentissement du travail chez les *peintres*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage. 2 p. o/o de chômeurs chez les *biseauteurs-polisseurs*.

Reprise du travail chez les *loueurs et cochers* avec la rentrée de la clientèle dans les villes. Pas de chômeurs chez les *charretiers en vins*. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *garçons de magasins et cochers livreurs*, qui comptent un peu plus de 10 p. o/o des leurs en chômage; de même, situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *porteurs aux halles et marchés*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés à la Bourse du commerce*. Un peu plus de 5 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*, placement encore difficile. Un peu plus de un quart de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 8 p. o/o chez les adhérents de l'Association des *garçons restaurateurs*; ouvrage plus abondant que le mois dernier. Reprise du travail et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Seine-et-Oise. — Travail très actif et pas de chômeurs chez les ouvriers des *raffineries de pétrole* de Bonnières. A Versailles, placement devenu plus difficile chez les *travailleurs du livre*, particulièrement chez les ouvriers aux pièces. De même chez ceux de Saint-Germain-en-Laye.

Chez les *blanchisseurs* de Ruil, travail, en moyenne, 67 heures par semaine, ouvrage moins abondant que l'an dernier. 8 p. o/o de chômeurs et travail 59 heures par semaine, en diminution de une heure par jour sur le mois précédent chez les *maçons* de Versailles. Travail moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *ouvriers du bâtiment* d'Argenteuil; cependant, peu de chômeurs.

Aisne. — Reprise du travail chez les *tisseurs* de Serain. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — A Beauvais, ouvrage plus abondant que l'an dernier, journée augmentée de trois heures dans un atelier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Travail actif dans les *scieries mécaniques* de Hermes. A Méru, les *dominotiers* sont encore tous occupés; de même chez les *boutonniers en os*, qui ont reçu de nouvelles commandes. Reprise du travail chez les *brossiers* de Saint-Sauveur.

Somme. — Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Corbie. A Amiens, travail abondant et pas de chômeurs chez les *serruriers*; journée de 9 heures chez les *maçons*, travail toujours actif.

Pas-de-Calais. — L'amélioration signalée chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer s'est maintenue, ils font la journée de 10 heures; les salaires sont en augmentation dans un atelier. 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Arras. Reprise du travail chez les *ouvriers de l'industrie du vêtement* de Calais, qui chôment encore un quart de la semaine.

Nord. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Douai. A Lille, on chôme un peu dans les *ateliers de reliure*, cependant le travail tend à reprendre. Pas de chômeurs chez les *typographes* de Douai; un nouvel atelier vient d'être monté. A Lille, reprise du travail chez les *ouvriers de l'industrie du fil*, qui sont tous occupés; la situation dans l'industrie du coton reste encore inférieure à celle de l'an dernier. Chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Auberts, le travail se maintient. Travail ralenti chez les *tisseurs* de Roubaix, de même chez ceux de Saulzoir et d'Haspres, qui chôment environ 3 jours par quinzaine. A Armentières, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs, journée de 9 heures, en diminution de 2 heures sur la journée habituelle, chez les *pareurs*. Journée de 12 heures et de 11 heures en moyenne chez les *charpentiers-menusiers*, ouvrage plus abondant que les années précédentes. A Lille, chez les *ouvriers de l'industrie des métaux*, pas de chômeurs; une fonderie occupant 50 ouvriers vient de fermer; mais, dans l'ensemble, les commandes sont arrivées, plus nombreuses que les mois précédents, principalement de l'étranger. Journée de 11 heures chez les *marbriers* de Jeumont, chez les *maçons* de Dunkerque, journée de 9 heures, en diminution de une heure sur le mois dernier, travail estimé plus abondant que l'an dernier. Reprise du travail chez les *peintres* d'Armentières, qui sont tous occupés et font 54 heures par semaine. Ralentissement du travail chez les *plâtriers* de Dunkerque. 7 p. o/o de chômeurs chez les *verriers* de Masnières.

Ardennes. — Journée diminuée de 2 heures chez les *carriers* de Foisches qui font 60 heures par semaine. Les *tisseurs* de Villers-Cernay estiment qu'un cinquième des leurs sont atteint par le chômage; 10 p. o/o chez ceux de Douzy et moitié chez les *tisserands* de Pourru-Saint-Rémy. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, de même chez ceux de Joigny qui font de 66 à 70 heures par semaine et sont plus occupés que le mois dernier.

Marne. — Reprise du travail et 5 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie laitière* de Reims; cependant la journée de 11 heures déjà adoptée dans plusieurs établissements a été introduite dans une nouvelle maison (300 ouvriers), avec un travail de 5 jours par semaine.

Aube. — A Troyes, reprise du travail et 5 p. o/o de chômeurs chez les *bonnetiers*, une maison a augmenté la journée d'une demi-heure; dans trois autres maisons, le gain hebdomadaire se trouve diminué d'un quart à un tiers du gain habituel des années précédentes. 15 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* qui font de 50 à 55 heures par semaine.

Meuse. — Journée diminuée d'une heure et réduite à 10 heures et pas de chômeurs chez les *carriers* de Lérrouville.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, deux maisons ont embauché du personnel; 10 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers*.

Haute-Saône. — Ralentissement du travail et taux du salaire en diminution chez les *tonneliers* de Gray, par suite de la diminution des commandes, due aux ravages subis par les récoltes et par suite de la concurrence des ouvriers des campagnes. Reprise du travail et 19 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes*; de même chez les *charpentiers*.

Jura. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Dôle. Peu de commandes et cependant pas de chômeurs chez ceux de Lons-le-Saunier. De même pas de chômeurs chez ceux de Salins.

Ain. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Saône-et-Loire. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Mâcon. Travail de 65 à 70 heures par semaine chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *typographes* de Dijon.

Yonne. — A Auxerre, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. On estime que le chômage atteint un tiers des syndiqués chez les *cordonniers*. Chez les *charpentiers*, journée de 10 heures, en diminution d'une heure et demie sur le mois précédent. Ralentissement du travail, 12 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens.

Nièvre. — Pas de chômage chez les *bûcherons-cultivateurs* de Ménestreau, qui sont maintenant employés aux travaux des champs.

Allier. — A Cusset, pas de chômeurs chez les *typographes*. 10 p. o/o et ralentissement du travail chez les *sabotiers-galochiers*, qui font 70 heures par semaine; la température sèche de ces derniers jours a fait ajourner de nouvelles commandes. A Commentry, le chômage des ouvriers *métallurgistes*, déjà signalé, a lieu pendant une semaine par mois. Pas de chômeurs chez les *maçons* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *plâtriers* et *peintres* de Clermont-Ferrand, qui font de 54 à 60 heures par semaine.

Haute-Loire. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de Sainte-Florine qui estiment qu'un peu plus d'un cinquième des syndiqués sont atteints par le chômage. L'amélioration signalée chez les *chefs d'atelier rubanniers* de Saint-Didier se maintient.

Loire. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, reprise du travail et pas de chômeurs chez les *boulangers*. 13 p. o/o chez les *cuisiniers*, placement plus difficile que le mois dernier. Reprise du travail et 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*. 6 p. o/o chez les *tisseurs* de la Gresle qui font 60 heures par semaine. Chez les *passementiers* de la Fouillouse, 4 p. o/o de chômeurs, journée de 13 heures en augmentation d'une heure et demie sur le mois précédent. Chez les *chefs d'atelier rubanniers* de Saint-Étienne, la reprise s'accroît, certains articles ont obtenu un peu de hausse, quelques-uns sont remontés jusqu'au tarif payé avant la crise; les métiers Jacquard sont très demandés. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *chapeliers* de Chazelles-sur-Lyon.

Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond, toutes les usines ont reçu de nouvelles commandes. A Saint-Étienne, 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*, le travail des vélocipèdes a repris, quelques maisons ont agrandi leurs ateliers, les ouvriers *tourneurs* sont devenus rares et les habiles ont obtenu des augmentations de salaire de 0 fr. 50 à 1 franc par jour.

Rhône. — A Lyon, reprise du travail et pas de chômeurs chez les *jardiniers*, la température plus favorable ayant permis d'exécuter les travaux que l'on avait dû ajourner jusqu'à maintenant. Également reprise du travail et 11 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *cartonniers*. Reprise du travail et 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes* qui font la journée de 10 heures; une maison nouvelle vient de se fonder. Chez les *typographes*, 5 p. o/o de chômeurs, journée de 11 à 12 heures et ouvrage plus abondant que le mois précédent. Les *tisseurs* de Cours estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. 10 p. o/o chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière. Chez ceux de Thel, diminution de 10 p. o/o sur les salaires. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *broderies* de Tarare, qui font la journée de 10 heures; une maison a cessé de faire travailler.

A Lyon, pas de chômeurs chez les *sculpteurs* et *mouleurs* qui sont plus occupés que le mois dernier. Les *polisseurs sur métaux* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; la journée de 10 heures est réduite de 2 heures dans un atelier. De même, réduction d'une heure et demie par jour, travail 51 heures par semaine et 6 p. o/o de chômeurs chez les *litiers* chez qui le travail a baissé plus rapidement que les années précédentes. Pas de chômeurs, travail 54 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *sculpteurs de pierre* et *statuaires*. Un cinquième de chômeurs chez les *voituriers*. Travail toujours actif chez les *cochers* et *conducteurs de tramways*.

Haute-Savoie. — Le travail s'est maintenu actif chez les *carriers* de Mellerie. A Annecy 6 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers*, qui travaillent 60 heures par semaine (*chapeliers appropriers*) et 30 heures (*chapeliers fouleurs*). Journée de 9 heures, en diminution de 1 heure, et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Ouvrage toujours abondant chez les *maçons* d'Evian, journée de 9 heures.

Savoie. — A Chambéry, 16 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, on a embauché quelques ouvriers en prévision d'une augmentation de travail. Journée diminuée d'une heure et demie chez les *plâtriers-peintres*, qui font 50 heures par semaine et comptent un cinquième des leurs en chômage.

Isère. — Travail peu actif chez les *gantiers* de Gières. De même chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu. Travail de 60 à 65 heures par semaine chez ceux de Porcieu-Amblagnieu.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Remond, le travail s'est maintenu très actif.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, la saison des étrangers commence, le placement des *cuisiniers* se fait encore lentement. A Nice, reprise du travail avec le commencement de la saison des étrangers et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* qui font la journée de 11 à 12 heures, en augmentation de 1 heure et demie sur le mois dernier. Placement encore difficile chez les *comptables* de Cannes.

Var. — A Toulon, 10 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers*. 18 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Le travail reprend chez les *typographes*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs et travail de 48 à 60 heures par semaine chez les *jardiniers*, suivant que le travail a lieu en ville ou dans la banlieue. Reprise du travail et 14 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; la journée de 10 heures est augmentée d'une heure pour une vingtaine d'ouvriers dans une maison et réduite d'une à 2 heures dans une autre maison. 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent

chez les *carrossiers*, qui font 52 heures par semaine, en diminution d'une heure par jour depuis le mois dernier.

Journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois précédent, chez les *chauffeurs-conducteurs de machines*; cinq maisons ayant cessé de faire travailler, les chauffeurs-conducteurs qui y étaient employés ont dû chercher du travail ailleurs. Amélioration chez les *marins du commerce*, placement plus facile grâce à la « maison du marin ».

Vaucluse. — Travail toujours actif chez les *typographes* d'Avignon. Les ouvriers en *balais* de Caderousse estiment que le chômage atteint un quart des leurs, ils font 42 heures, en moyenne, par semaine.

Ardèche. — A Annonay, 15 p. o/o de chômeurs et ouvrage tendant à diminuer chez les *mégissiers de rivière*, la situation se maintient meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque. Ralentissement du travail, 15 p. o/o de chômeurs, et travail 50 heures par semaine chez les *maçons*.

Gard. — A Nîmes, les *confiseurs-pâtisseries* sont en pleine saison de travail. 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes-lithographes*.

Aveyron. — 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Rodez. Les *mégissiers* de Millau estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs; deux maisons ont cessé de faire travailler.

Hérault. — Ralentissement du travail chez les *cultivateurs-terrassiers* de Marsillargues, qui font 36 heures par semaine et comptent 12 p. o/o de chômeurs, la journée est généralement réduite de 2 heures; cependant l'ouvrage est estimé encore plus abondant que l'an dernier. A Montpellier, pas de chômeurs signalés chez les *boulangers*. De même chez les *cordonniers*, qui font 65 heures par semaine; l'amélioration signalée se maintient. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *cochers*, par suite de la concurrence de nouvelles lignes de tramways; on compte un tiers des syndiqués en chômage.

Aude. — Ralentissement du travail chez les *terrassiers-cultivateurs* de Carcassonne, qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage, journée réduite en général d'une heure et demie, on fait 45 heures par semaine. Reprise du travail chez les *chapeliers* de Quillan.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent et 13 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*. Pas de chômeurs chez les *ébénistes*, qui font la journée de 10 heures.

Haute-Garonne. — A Toulouse, ralentissement du travail chez les ouvriers en *meubles*, qui font généralement la journée de 10 heures, cependant dans une des plus importantes maisons on fait la journée de 9 heures. Chez les *ouvriers sur métaux*, travail 48 heures par semaine, beaucoup d'ouvriers sont atteints par le chômage. 17 p. o/o chez les *employés-limonniers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *typographes* qui sont plus occupés que l'an dernier. Travail toujours actif chez les *menuisiers*.

Basses-Pyrénées. — Le travail se maintient chez les *tapissiers*, de Bayonne. Ralentissement du travail et 10 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* de Pau.

Tarn-et-Garonne. — Reprise du travail chez les *ouvriers en chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, la reprise du travail s'est étendue chez les *cordonniers* à tous les ateliers, tous les ouvriers ont du travail. Journée de 9 heures, en

diminution d'une heure sur le mois dernier, chez les *charpentiers*. 14 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Bergerac; la disparition d'un journal avait laissé quelques ouvriers sans ouvrage; mais ces derniers ont pu se placer en remplacement d'ouvriers appelés sous les drapeaux comme réservistes.

Gironde. — A Bordeaux, 15 p. o/o de chômeurs chez les *compagnons* et *aspirants-boulangers*. Ralentissement du travail et pas de chômeurs chez les *charrons-forgerons*, qui font la journée de 10 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier. Chez les *tonneliers* de Preignac, on estime que le chômage atteint encore un tiers des ouvriers et que ceux qui sont occupés ne font pas la semaine complète.

A Bordeaux, ralentissement du travail, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 9 heures chez les *verriers*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage. Reprise du travail et 4 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers*. Placement difficile chez les *limonadiers-restaurateurs*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, situation satisfaisante chez les *boulangers*. Pas de chômeurs chez les *typographes*. Travail 60 heures par semaine, en général (48 heures dans une maison), et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

Charente. — A Cognac, pas de chômeurs chez les *typographes*. Un quart des syndiqués et travail 48 heures par semaine chez les *tonneliers*. Ralentissement du travail et journée diminuée d'une demi-heure chez les *carrossiers-selliers* d'Angoulême qui font de 58 à 60 heures par semaine.

Haute-Vienne. — A Limoges, 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *sabotiers*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens-serruriers*, qui font 54 heures par semaine; journée diminuée d'une heure pour 60 ouvriers. 15 p. o/o de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*.

Corrèze. — A Tulle, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Cher. — Pas de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs* de Nérondes. Travail 72 heures par semaine chez les *bûcherons-cultivateurs* de Vailley. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez ceux de Sancerques, qui font la journée de 10 heures en diminution de 2 heures sur le mois précédent; même durée du travail chez ceux d'Henrichemont; ceux de Méry-ès-Bois comptent un cinquième des leurs en chômage. A Bourges, 13 p. o/o de chômeurs et travail 54 heures par semaine chez les *ouvriers en voitures*. Journée de 11 heures chez les *travailleurs sur métaux*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*, qui font la journée de 10 heures, en diminution de 2 heures sur le mois dernier. Ralentissement du travail chez les *chaufourniers* de la Guercie.

Indre. — Peu de chômeurs chez les *bûcherons* du Poinçonnet. Journée de 10 heures, diminuée d'une heure et demie dans un atelier de 35 ouvriers, chez les *ouvriers sur métaux* de Châteauroux; cependant pas de chômeurs. Journée de 10 heures chez les *ouvriers du bâtiment* d'Issoudun qui sont tous occupés.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même, pas de chômeurs et reprise du travail chez les *tailleurs d'habits*, qui font 72 heures par semaine.

Deux-Sèvres. — A Niort, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes-lithographes*; la journée de 8 heures est réduite de 2 heures, depuis le mois précédent, pour 25 ouvriers. On estime que le chômage atteint les deux tiers des syndiqués chez les *gantiers*; ceux qui sont occupés font de 30 à 36 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *chapelières*; une maison a cessé de faire travailler. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

Vendée. — L'amélioration signalée chez les *mûriers* de Faymoreau s'est maintenue; le travail est devenu très actif et plus important que l'an dernier. Les *tisserands* de Mortagne estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; 6 p. o/o chez ceux des Epesses; 12 p. o/o chez ceux d'Evraines. De même, 12 p. o/o et journée de 10 heures chez les *maçons* des Sables-d'Olonne.

Loire-Inférieure. — A Nantes, fin de saison chez les *cuisiniers*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage. L'amélioration signalée chez les *ouvriers des usines de produits chimiques* se maintient; on fait la journée de 11 heures.

9 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *ouvriers des scieries mécaniques*, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures, en diminution de 2 heures sur le mois précédent. Ralentissement du travail chez les *menuisiers en bâtiment*, qui font 45 heures par semaine, en diminution d'une heure par jour, et ne comptent pas de chômeurs parmi leurs membres. 3 p. o/o chez les *serruriers*, qui font la journée de 10 heures. Le travail reprend dans les *chantiers de construction* de la Loire, on embauche des ouvriers. Pas de chômeurs, travail 54 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *ferblantiers-boitiers*. Pas de chômeurs et travail moins abondant que l'an dernier chez les *granitiers*.

A Saint-Nazaire, d'après d'autres renseignements, amélioration dans les *chantiers de constructions navales*, il a été embauché des ouvriers de toutes corporations; cependant, dans un établissement, on a dû renvoyer des ouvriers *chaudronniers*; le navire auquel ils travaillaient étant terminé. Les *fonderies* sont alimentées de commandes jusqu'en novembre; la journée est généralement de 8 heures. Même durée du travail et peu de chômeurs dans l'industrie du *bâtiment*.

Morbihan. — Un peu moins de 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Lorient, qui font la journée de 10 heures, en diminution de 2 heures sur le mois précédent.

Finistère. — Chez les *tonneliers* de Morlaix, pas de chômeurs et journée augmentée d'une heure pour 80 ouvriers; on fait, en général, de 45 à 50 heures par semaine; à la suite d'une entente intervenue entre patrons et ouvriers, les prix de façon qui avaient été diminués dans une maison ont été reportés à leur ancien taux. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* de Saint-Guénolé, l'amélioration signalée le mois dernier s'accroît.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, reprise générale du travail chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*, tous sont occupés. Chez les *chapeliers-appropriateurs* de Rennes, ralentissement du travail, on fait 5 jours par semaine et 9 ou 10 heures par jour. Journée de 9 heures chez les *plâtriers* de Fougères.

Maine-et-Loire. — A Angers, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, qui sont moins occupés que l'an dernier; on attribue cette diminution à la concurrence des *imprimeries* installées dans des maisons d'éducation, patronages, écoles d'apprentissage qui acceptent des travaux du dehors à des prix plus faibles que ceux de l'industrie privée. Pas de chômeurs signalés chez les *tisserands* de la Tessoualle. Un quart des syndiqués chez ceux de la Séguinière. 1 p. o/o chez ceux de Cholet. Pas de signalés et journée de 11 heures chez les *mécaniciens-ajusteurs* d'Angers.

Mayenne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *typographes* de Laval; deux maisons ont augmenté la durée du travail, l'une de 1 heure par jour, l'autre de 2 heures.

Loiret. — A Orléans, placement difficile chez les *boulangers*. Journée de 10 heures et travail toujours actif chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, travail toujours actif chez les *typographes*, de même chez les *mécaniciens-fondeurs*. Journée de 12 heures chez les *menuisiers* et de 9 heures chez les autres ouvriers du *bâtiment*.

Calvados. — 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* et travail

moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent; la journée est réduite de 1 h. 1/2 pour 2.000 ouvriers environ; on fait 50 heures par semaine. Reprise du travail chez les *bonnetiers* de Falaise.

Seine-Inférieure. — A Rouen, placement plus difficile que l'an dernier et que le mois précédent chez les *cuisiniers* qui comptent un grand nombre des leurs en chômage. 8 p. o/o chez les *relieurs, lithographes, papetiers*; les premiers font 36 heures par semaine, les autres 60 heures en moyenne. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; les plus éprouvés sont les ouvriers aux pièces; une maison vient de nouveau de réduire son personnel: les petites maisons ont peu de commandes. Chez les *tisserands* de Bolbec, la journée est réduite à 8 heures dans 3 maisons de 500 ouvriers chacune. Chez les *voiliers* du Havre, beaucoup de syndiqués sont encore atteints par le chômage; cependant la situation tend à s'améliorer, plusieurs navires sont attendus. A Rouen, chez les *fondeurs en fer*, le travail tend à diminuer, la journée est le plus souvent de 8 heures et on tente de remplacer le travail à l'heure par le travail aux pièces, on a renvoyé du personnel dans plusieurs ateliers. Reprise du travail avec les arrivages de grains et pas de chômeurs chez les *journeliers du port* du Havre.

Algérie. — Ralentissement du travail chez les *typographes* de Bône qui estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. A Constantine, un cinquième chez les *imprimeurs-relieurs* qui font 54 heures par semaine; une maison a réduit de 2 heures la journée de travail. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui font 65 heures par semaine.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour novembre et décembre :

Bruges (Belgique). — Extension des installations maritimes du port d'Ostende.....	12.445.000 ^f
Chartres. — Ligne de la Loupe à Brou. Construction de maisons de garde.....	102.000
Foix. — Chemin de fer de Saint-Girons à Foix. Lot de Cadarcet..	770.000
La Roche-sur-Yon. — Construction d'écuries et de logements de palefreniers aux haras.....	191.000
Lyon. — Guerre. Construction d'un stand au grand camp.....	106.300
Melun. — Achèvement de la dérivation éclusée de Bray à la Tombe.	254.600
Paris. — Création d'un service à l'hôpital Lariboisière.....	739.300
Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue d'Alsace-Lorraine..	770.100
Paris. — Couverture et plomberie de l'hôpital rue Michel-Bizot....	182.200

Résultats des Adjudications précédentes.

Alger. — Irrigation de Charon et alimentation de Malakoff en eau potable (235.000^f). — Adj. : Servoles, à Orléansville, 12.

Béthune. — Restauration et agrandissement du collège communal (147.900^f). — Adj. : Vallée, 19,15.

Cambrai. — Construction d'un nouveau collège de garçons (798.700^f). — Adj. : terrasse, maçonnerie, Lys-Tancré, à Lille, 13,10; enduits, plafonnage, Combrouze, à Paris, 12,60; charpentes, escaliers, Pasquier, 6; couverture, plomberie, zingage, Deltour, 19,10; serrurerie, quincaillerie, Lys-Tancré, à Lille, 26,10; menuiserie, Lys-Tancré, 28,10; peinture, vitrerie, Delepoule, à Lille, 30,50.

Chambéry. — Agrandissement et amélioration de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains (491.600^f). — Adj. : Bienna, à Aix-les-Bains, 17,75.

La Rochelle. — Constructions à l'asile d'aliénés de Lafond (205.000^f). — Adj. : Dugat, 9.

Marseille. — Construction du bassin de la Pinède (8.700.000^f). — Adj. : Veyssière, à Brioude (Haute-Loire), 24.

Oran. — Chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Resg. Partie comprise entre Aïn-Sefra et Moghlar. Travées métalliques (175.500^f). — Adj. : Société des ponts et travaux en fer, 93, rue Taitbout à Paris, 13.

Paris. — Canalisation et distribution des eaux d'égout dans la région de Méry-Pierrelaye et la presqu'île de Carrières, adduction des eaux vers Méry et Triel (Seine-et-Oise) (3.497.850^f). — Adj. : Bonna, 7, rue de l'Isly, 6; Bordenave, 101, rue de Miromesnil, 5,60; Coignet, 20, rue de Londres, et Molinos, 60, rue de la Victoire, 5,20.

Paris. — Construction d'écoles, rue Navier (191.600^f). — Adj. : *couverture, plomberie, ardoiserie et canalisation pour le gaz*, Ulmer, 19, rue de Sèvres, 38,80; *menuiserie*, Vieilly, 38, boulevard Saint-Jacques, 25,30; *ferronnerie et serrurerie*, Filippini, 18, Caroline, 45,50.

Paris. — Réédification des murs de clôture et construction d'un bâtiment d'habitation au dépôt de pavés à établir à Montjoie-Saint-Denis (187.650^f). — Adj. : *pavage, bordures en granit et dallage en bitume*, Marsaud, 5, rue des Archives, 33,70; *terrasse, maçonnerie, carrelage*, les «Maçons de Paris», 119, rue Michel-Bizot, 27,90; *charpente et menuiserie*, «La Batignollaise», 8, impasse Saint-Ouen, 25,20.

Paris. — Grand palais des Champs-Élysées. Plancher haut des sous-sols (3 lots, 376.000^f). — Adj. : Dubois, 7, rue Saint-Arnaud, 12,90; Moisant, 20, boulevard de Vaugirard, 10; Cuchet, 122, rue Marcadet, 6.

Saïda (Alger). — Construction d'un réseau d'égouts (169.600^f). — Adj. Arfeuillère, à Oran, 2.

Saint-Étienne. — Construction d'un magasin à la manufacture d'armes (166.200^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Milamant, 17,10; *charpente en fer, serrurerie, quincaillerie*, Forges de Franche-Comté, à Besançon, 18,30.

Salans (Jura). — Construction d'un pont sur le Doubs et rectification de chemins aux abords (154.000^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie*, Bouquet, à Lays-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire), 7; *parties métalliques*, Hachette, à Saint-Dizier, 6.

Chemins de fer de l'Ouest. — Établissement de la deuxième voie de la ligne de Caen à Cherbourg. — Adj. : Mège, 18, boulevard Saint-Michel, à Paris; Frot, à la Varenne-Saint-Hilaire (Seine); Bondin, à Caen.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de l'année 1897.

	1897.	1896.	VARIATIONS	
			en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	805.952.000	821.135.000	"	15.183.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.909.801.000	1.821.104.000	88.697.000	"
Objets fabriqués.....	512.682.000	510.012.000	2.670.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	3.228.435.000	3.152.251.000	76.184.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	571.685.000	523.007.000	48.678.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	792.155.000	680.998.000	111.157.000	"
Objets fabriqués.....	1.516.355.000	1.486.802.000	29.553.000	"
Colis postaux.....	122.480.000	117.830.000	4.650.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	3.002.675.000	2.808.637.000	194.038.000	"

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Sept. 1897.	Oct. 1897.	Oct. 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	59 ^f 75 ^c	61 ^f 45 ^c	47 ^f 75 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. . . .	27 60	27 60	27 15
Alcool à 90°, l'hectolitre.	38 40	41 50	29 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	56 75	59 25	60 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. . .	35 75	36 25	46 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	31 50	31 50	34 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	45 50	44 50	46 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 46	1 45	1 46
Veau, <i>idem.</i> ..	1 70	1 88	1 70
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	1 90
Porc, <i>idem.</i> ..	1 15	1 26	1 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	45 25	39 12	50 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	114 00	113 00	114 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	42 00	43 00	39 40
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	16 50	16 50	18 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	132 50	127 75	128 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	168 75	170 00	162 50
Plomb, <i>idem.</i>	36 00	34 75	29 50
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	47 75	47 75	45 50

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 octobre, il a été déposé 83 demandes en autorisation de bâtir, dont 50 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'octobre 1896, le nombre des demandes avait été de 87, dont 45 pour des constructions neuves.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'octobre		Du 1 ^{er} janv. au 30 oct.	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.	108	132	1.154	1.250
Liquidations judiciaires.	9	14	128	148
Conversions de liquidations en faillites.	1	3	25	33

Métaux. — Voici quelle a été, pendant le premier semestre de 1897, la production française des fontes, des fers et des aciers, comparée avec la période correspondante de 1896. Il y a une augmentation de 9,4 p. o/o sur les fontes d'affinage, mais une diminution de 2,7 p. o/o sur les fontes moulées en première fusion; dans l'ensemble, il y a augmentation : 6,7 p. o/o.

La production des fers a augmenté de 3,6 p. o/o et celle des aciers de 16,2 p. o/o.

Pour ces derniers, l'augmentation est de 15 p. o/o sur les aciers ouvrés, et de 17 p. o/o sur les lingots.

PRODUCTION DES FONTES

DÉPARTEMENTS.	D'AFFINAGE.		DE MOULAGE OU MOULÉES de 1 ^{re} fusion.		TOTAL.	
	1897.	1896.	1897.	1896.	1897.	1896.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Gard.....	15.230	16.147	11.192	2.704	26.422	18.851
Landes.....	32.860	35.506	3.435	3.234	36.295	38.740
Haute-Marne.....	10.844	17.145	19.229	13.040	30.073	30.185
Meurthe-et-Moselle.....	579.694	514.857	181.505	205.004	761.199	719.861
Nord.....	145.000	125.380	"	"	145.000	125.380
Pas-de-Calais.....	36.771	36.771	"	"	36.771	36.771
Saône-et-Loire.....	52.408	48.546	"	"	52.408	48.546
Autres départements.....	104.912	90.557	30.558	28.703	135.470	128.260
TOTAUX.....	977.719	893.909	245.919	252.685	1.223.638	1.146.594
DIFFÉRENCES.....	Augmentation en 1897 : 83.810 soit 9,38 p. o/o.		Diminut ^{on} en 1897 : 6.766, soit 2,68 p. o/o.		Augmentation en 1897 : 77.044, soit 6,72 p. o/o.	

PRODUCTION DES FERS ET DES ACIERS.

DÉPARTEMENTS.	1897.	1896.	DÉPARTEMENTS.	ACIERS.			
	tonnes.	tonnes.		OUVRÉS.		EN LINGOTS.	
	tonnes.	tonnes.		1897.	1896.	1897.	1896.
FERS.				tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier.....	10.640	13.142	Allier.....	21.880	20.038	22.728	20.138
Ardennes.....	48.555	47.012	Ardennes.....	22.291	23.642	5.337	5.145
Loire.....	17.801	15.406	Gard.....	18.271	14.750	23.488	18.711
Haute-Marne.....	35.327	31.827	Landes.....	25.495	22.542	28.771	27.049
Meurthe-et-Moselle.....	21.719	25.143	Loire.....	33.273	35.103	28.695	27.223
Nord.....	152.610	141.751	Loire-Inférieure.....	22.436	14.627	28.874	19.929
Saône-et-Loire.....	24.331	31.341	Meurthe-et-Moselle.....	61.747	56.493	233.554	203.080
Seine.....	14.661	13.572	Nord.....	96.245	71.548	107.496	74.900
Autres départements.....	77.052	72.472	Pas-de-Calais.....	28.877	28.877	39.371	36.731
TOTAUX.....	403.696	391.666	Saône-et-Loire.....	50.956	41.487	58.046	53.879
AUGMENT^{on} en 1897.	14.030, soit 3,58 p. o/o		Autres départements.....	93.347	83.420	53.783	51.462
ACIERS OUVRÉS.			TOTAUX.....	474.818	412.536	630.143	538.247
Rails.....	95.426	88.380	AUGMENT^{on} en 1897.	62.282 soit 15,09 p. o/o.		91.896 soit 17,07 p. o/o.	
Aciers marchands.....	270.952	218.042	AUGMENTATION TOTALE				
Tôles.....	108.440	106.105	en 1897.....	154.178,	soit 16,22 p. o/o.		
TOTAUX.....	474.818	412.536					
AUGMENT^{on} en 1897.	62.282, soit 15,09 p. o/o						

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les dix premiers mois de l'année 1897 a été de 19.030.039 tonnes. Il était, en 1896, de 18.993.615 tonnes, soit une augmentation de 0,2 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin septembre :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général	1.069.272.200 ^f	1.038.237.600 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (21 octobre)...	36.805.900	35.683.900
Voitures de Paris (15 octobre).....	16.643.000	15.622.400

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 octobre 1897 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 septembre 1897 au soir.....			1.652.004	49.005.748
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	103.148	3.115.421	158.824	4.759.866
Par renouvellements.....	55.676	1.644.445		
TOTAL.....			1.810.828	53.765.614
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	97.140	2.654.575	165.813	4.549.539
Par renouvellements.....	55.676	1.644.445		
Par ventes.....	12.997	250.519		
RESTE en magasin le 31 octobre 1897.....			1.645.015	49.216.075

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 septembre 1897 au soir.....			22.223	5.985.156
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.745	693.536	5.194	1.365.371
Par renouvellements.....	2.449	671.885		
TOTAL.....			27.417	7.350.527
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.755	421.789	4.712	1.245.939
Par renouvellements.....	2.449	671.835		
Par ventes.....	508	152.315		
RESTE en magasin le 31 octobre 1897.....			22.705	6.104.588

GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.		
Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.	
—	—	—	—	
nombres.	francs.	nombres.	francs.	
Restait en magasin, le 31 octobre 1893...	1.859.867	50.713.032	15.394	4.334.413
1894...	1.796.199	48.425.060	18.915	5.299.368
1895...	1.687.852	46.565.921	21.493	5.818.081
1896...	1.654.214	48.643.825	22.581	6.102.878

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.

La coopération de consommation en France en 1897 (1). Nous donnons ci-dessous le relevé des sociétés coopératives dont l'existence était signalée en France, au 30 avril dernier.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION EN FRANCE AU 30 AVRIL 1897.

DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.	DIVERSES.	DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.	DIVERSES.	DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.	DIVERSES.
Ain.....	2	8	Report.....	189	184	Report.....	295	399
Aisne.....	17	7	Gers.....	1	"	Pas-de-Calais.....	1	15
Allier.....	2	7	Gironde.....	13	6	Puy-de-Dôme.....	1	5
Alpes (Basses-)...	"	1	Hérault.....	2	2	Pyrénées (Basses-)...	"	"
Alpes (Hautes-)...	"	"	Ille-et-Vilaine.....	"	2	Pyrénées (Hautes-)...	2	1
Alpes-Maritimes.....	"	1	Indre.....	2	"	Pyrénées-Orientales...	"	2
Ardèche.....	2	3	Indre-et-Loire.....	20	4	Territoire de Belfort..	"	10
Ardennes.....	6	46	Isère.....	"	32	Rhône.....	31	48
Ariège.....	1	"	Jura.....	"	10	Saône (Haute-)...	"	6
Aube.....	"	15	Landes.....	1	"	Saône-et-Loire.....	55	24
Aude.....	4	"	Loir-et-Cher.....	3	4	Sarthe.....	4	1
Aveyron.....	3	"	Loire.....	11	26	Savoie.....	"	2
Bouches-du-Rhône...	11	18	Loire (Haute-)...	"	2	Savoie (Haute-)...	"	1
Calvados.....	"	3	Loire-Inférieure.....	2	9	Seine.....	"	101
Cantal.....	2	"	Loiret.....	2	3	Seine-Inférieure.....	1	14
Charente.....	8	3	Lot.....	"	"	Seine-et-Marne.....	11	3
Charente-Inférieure...	117	5	Lot-et-Garonne.....	"	4	Seine-et-Oise.....	6	23
Cher.....	2	6	Lozère.....	"	"	Sèvres (Deux-)...	34	"
Corrèze.....	1	"	Maine-et-Loire.....	2	5	Somme.....	5	7
Corse.....	"	"	Manche.....	"	4	Tarn.....	3	5
Côte-d'Or.....	"	8	Marne.....	1	6	Tarn-et-Garonne.....	"	1
Côtes-du-Nord.....	"	"	Marne (Haute-)...	"	5	Var.....	3	7
Creuse.....	"	2	Mayenne.....	1	"	Vaucluse.....	2	4
Dordogne.....	4	"	Meurthe-et-Moselle...	"	11	Vendée.....	12	4
Doubs.....	3	26	Meuse.....	"	5	Vienne.....	6	3
Drôme.....	"	5	Morbihan.....	12	1	Vienne (Haute-)...	6	4
Eure.....	"	7	Nièvre.....	3	4	Vosges.....	1	13
Eure-et-Loir.....	"	3	Nord.....	29	64	Yonne.....	12	5
Finistère.....	1	3	Oise.....	1	5			
Gard.....	3	5	Orne.....	"	1			
Garonne (Haute-)...	"	2						
A reporter.....	189	181	A reporter.....	295	399	TOTAUX.....	491	708

A la fin de l'année 1895 on comptait 509 sociétés de boulangerie et 708 diverses (2).

(1) D'après les renseignements des Préfets.

(2) Voir ce détail au *Bulletin* de 1896, p. 359.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire . . .	Tours	Charcutiers	42	28	25	"
Maine-et-Loire . . .	Angers	Pharmaciens	2	"	"	"
Rhône	Lyon	Bâtiment	24	15	10	"
Seine	Paris	Épicerie gros et détail	489	504	474	"
Id	Id	Meunerie française	24	15	15	"
Id	Id	March. et fabr. papetiers	85	31	31	"
Id	Id	Quincaillerie	15	51	15	"
Id	Id	Syndic. du papier et industries qui le transforment	45	27	23	"
Seine-Inférieure . .	Le Havre	Commerce de l'épicerie	6	4	4	"
Vosges	Le Thillot	Médecins (1)	"	6	3	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (OCTOBRE 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	9	6	3	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	"	"	2	1
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	20	5	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.....	9	7	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	28	3	3	"
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	20	1	1	"
Id.....	Id.....	Marins du commerce.....	80	80	50	"
Charente.....	Angoulême.....	Carrossiers-selliers.....	3	"	"	"
Cher.....	Bourges.....	Ouvriers en voitures.....	15	"	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	14	"	"	"
Id.....	Valleau.....	Id.....	45	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables.....	"	1	1	"
Dordogne.....	Bergerac.....	Typographes.....	1	"	"	"
Doubs.....	Besançon.....	Id.....	1	2	"	1
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	18	32	18	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs.....	4	"	"	2
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Ouvriers en meubles.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	Union métallurgique.....	40	"	"	"
Id.....	Id.....	Employés limonadiers.....	50	8	4	16
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	30	17	18	26
Id.....	Id.....	Chartrons-forgerons.....	6	4	"	"
Id.....	Id.....	Chaudronniers.....	11	"	"	"
Id.....	Id.....	Bouchers et charcutiers.....	6	2	"	"
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	70	50	25	45
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	48	57	25	2
Id.....	Id.....	Boulangers.....	5	5	"	5
Hérault.....	Montpellier.....	Bûcherons.....	40	"	"	"
Indre.....	Le Poinçonnet.....	Cuisiniers.....	12	2	1	4
Loire.....	Saint-Étienne.....	Serruriers.....	8	13	8	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Tisserands.....	10	"	4	"
Maine-et-Loire.....	La Tessouaille.....	Typographes.....	4	"	3	"
Mayenne.....	Laval.....	Id.....	3	"	1	1
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Parcours.....	"	1	1	"
Nord.....	Armentières.....	Typographes.....	1	1	"	"
Oise.....	Beauvais.....	Plâtriers.....	11	2	3	3
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Tonnelliers.....	7	"	1	"
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Boulangers.....	150	111	48	63
Rhône.....	Lyon.....	Imprimeurs-conducteurs.....	"	"	1	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	15	"	"	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs.....	"	"	4	"
Id.....	Id.....	Ouvriers de l'ameublement.....	12	12	12	"
Haute-Saône.....	Saint-Loup.....	Mécaniciens.....	8	8	"	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Chapeliers.....	1	"	"	"
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Boulangers (Association mu- tuelle des).	72	64	18	46
Seine.....	Paris.....	Boulangers (Caisse de retraite des).	"	"	"	3
Id.....	Id.....	Travailleurs de la boulangerie..	"	"	11	7
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	1	9
Id.....	Id.....	Margeurs-pointeurs.....	"	4	"	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	75	52	"	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	6	8	6	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	13	3	3	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	5	3	3	2
Id.....	Id.....	Estampeurs-poêliers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolteurs.....	9	9	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.	25	23	"	7
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.	54	7	19	"

SYNDICATS OUVRIERS (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Peintres français.....	25	15	"	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	39	5	9	3
Id.....	Id.....	Comptables.....	22	7	3	2
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs-limona- diers.....	418	"	22	5
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	110	750
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Cuisiniers.....	9	"	3	6
Seine-et-Oise.....	Rueil.....	Blanchisseurs.....	100	"	"	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Typographes.....	1	"	"	"
Somme.....	Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	3
Vendée.....	Mortagne.....	Tisserands.....	5	"	"	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Mécaniciens.....	18	"	"	"
Algérie.....	Bône.....	Typographes.....	6	"	"	"
Id.....	Constantine.....	Tailleurs de pierre.....	"	"	4	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Montbéliard.....	Employés du comm. et de l'ind.	2	1	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	312	103	28	75
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux.....	15	24	15	2
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	120	595
Seine.....	Paris.....	Société suisse des commerçants.	78	28	14	"
Id.....	Id.....	«Union Helvetia».....	131	83	53	14
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoi- sienne.....	210	323	222	1
Id.....	Id.....	Union des empl. du commerce et de l'industrie.....	4	4	1	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	346	472	326	4
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	250	140	140	608
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	9	10	3	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	74	17	"	17
Id.....	Id.....	Société «La Couturière».....	28	25	"	"
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	512	1.464	166	1.298
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	7	6	1	"
Id.....	Id.....	Société des comptables.....	117	88	40	16
Id.....	Id.....	Société des Gens de maison.....	"	61	6	1
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	48	45	45	"
Somme.....	Amiens.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	1	1	"	"
Constantine.....	Bône.....	Société des anciens militaires.....	3	"	1	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Assistance par le travail.....	"	1	7	5
Indre-et-Loire....	Tours.....	Société de patronage des prisonniers libérés.....	4	2	"	2
Id.....	Id.....	Office des travailleurs.....	457	178	169	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	11	18	9	8
Rhône.....	Lyon.....	Assistance par le travail.....	119	"	6	5
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	33	67	23	1
Seine.....	Paris.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	753	"
Id.....	Id.....	«The English catholic home».....	47	104	32	3
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	290
Id.....	Id.....	«Home français».....	"	"	8	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	210	398	139	"
Id.....	Id.....	Société de protection des alsaciens-lorrains.....	"	9	7	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	19	5	1	"
Id.....	Id.....	«The Mission home».....	102	101	20	7
Id.....	Id.....	Société d'assistance par le travail.....	62	84	42	23
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	50	53	37	"
Seine-et-Marne...	Melun.....	Assistance par le travail.....	73	73	"	73
Somme.....	Amiens.....	Id.....	4	19	4	19
Haute-Vienne....	Limoges.....	Id.....	620	"	33	325

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les grèves mentionnées au tableau précédent ont donné lieu à huit applications de la loi du 27 décembre 1892 :

1° **Grève de chaisiers à Saint-Loup et Magnoncourt (Haute-Saône).** — Au cours de cette grève qui n'est pas encore terminée, une première tentative de conciliation dont il a été rendu compte au *Bulletin* précédent avait été faite.

Dans les premiers jours d'octobre, le juge de paix a renouvelé sa tentative, mais les patrons ont fait défaut.

Un certain nombre d'ouvriers ont repris le travail, d'autres ont quitté le pays, et il reste encore 150 grévistes.

2° **Grève d'ouvriers en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine).** — Le 1^{er} octobre, 108 ouvriers de la fabrique de chaussures Cochet et C^{ie} se sont mis en grève.

Cette cessation de travail était motivée par l'application d'un nouveau tarif portant réduction sur le prix de confection d'articles de vente courante, réduction insuffisamment compensée par une augmentation sur d'autres genres qui ne se fabriquent qu'en petite quantité.

Une tentative de conciliation a été faite le 6 octobre sans résultat par le juge de paix. La grève a continué jusqu'au 21 octobre. Elle a pris fin par une transaction, grâce à l'intervention du maire.

3° **Grève des ardoisiers des carrières de Trélazé (Maine-et-Loire).** — Les

ardoisiers de Trélazé, ayant à se plaindre d'un de leurs contremaîtres, envoyèrent près de l'Administration six délégués chargés de demander son renvoi.

La direction, non seulement répondit par une fin de non-recevoir, mais encore renvoya les six délégués.

Ce renvoi fut le signal de la grève et, pour protester, 400 ouvriers cessèrent le travail le 29 septembre en demandant, outre le renvoi dudit contremaître, une augmentation de 1 franc par jour pour les ouvriers et de 0 fr. 50 pour les journaliers.

La grève ne tarda pas à prendre de l'extension, des troubles se produisirent et, à la suite d'entraves à la liberté du travail, la direction ferma ses carrières le 4 octobre, ce qui porta à 2.400 le nombre des ouvriers en chômage. Les chantiers toutefois furent ouverts quelques jours plus tard, mais le travail ne fut pas repris.

Dès le début du conflit, le juge de paix du canton Sud-Est d'Angers intervenant d'office convoqua par affiches les deux parties à une réunion de conciliation pour le lundi, 11 octobre, à 1 h. 1/2.

La commission des ardoisières ne se fit pas représenter et les grévistes n'envoyèrent que trois délégués porteurs d'une lettre invitant le juge de paix à venir présider une réunion générale dans laquelle les ouvriers exposeraient leurs réclamations.

Le juge de paix, alléguant que la loi ne lui permettait de s'entretenir qu'avec cinq délégués, refusa cette proposition, chargea les trois ouvriers de faire part de sa réponse à leurs camarades, annonçant qu'il attendrait la délégation à la mairie jusqu'à 3 heures. Personne ne s'est plus présenté.

La grève a duré jusqu'au 29 octobre, les ouvriers ont repris le travail sans conditions.

4^e Grève de couvreurs à Moulins. — Les ouvriers couvreurs avaient fait présenter à leurs patrons une liste de revendications, portant principalement sur les points suivants : 0 fr. 60 de l'heure au lieu de 0 fr. 41 pour les ouvriers ; 0 fr. 38 pour les manœuvres au lieu 0 fr. 28 à 0 fr. 30 ; la journée de 10 heures au lieu de 11 ; indemnité de 3 francs en cas de déplacement obligeant l'ouvrier à coucher au dehors.

Les patrons ayant repoussé ces conditions, la grève fut déclarée le 30 septembre.

Une tentative de conciliation amiable ayant eu lieu le 2 octobre sans résultat, les grévistes s'adressèrent au juge de paix qui réunit un comité de conciliation le 14 octobre. Bien que les ouvriers eussent abaissé leurs prétentions à 0 fr. 50 l'heure et qu'ils eussent été disposés à transiger à 0 fr. 47, les patrons persistèrent à n'offrir que 0 fr. 45, au moins jusqu'au 31 décembre 1897, et l'un d'eux déclara en outre que, sur les 28 ouvriers qu'il occupait, il ne pourrait en employer que 7 ou 8.

Dès ce moment la conciliation n'était plus possible. Le juge de paix proposa aux deux parties de recourir à l'arbitrage, mais les patrons refusèrent.

La grève a continué jusqu'au 20 octobre ; elle a pris fin aux conditions suivantes qui sont du reste celles offertes par les patrons dès le début de la grève :

1^o 0 fr. 45 par heure pour les couvreurs jusqu'au 31 décembre 1897 et 0 fr. 50 ensuite ;

2^o 0 fr. 31 pour les manœuvres jusqu'au 31 décembre et prix à débattre à partir du 1^{er} janvier 1897 ;

3^o Journée de 10 heures ;

4^o 1 fr. 75 par jour en cas de déplacement et 0 fr. 50 pour le panier ;

5^o Assurance à la charge des patrons.

Les ouvriers et patrons couvreurs ont demandé la formation d'un conseil de prud'hommes.

5° Grève de mécaniciens à Pélussin (Loire). — 25 ouvriers de la fabrique Mousset, constructeur mécanicien, se sont mis en grève le 13 octobre en réclamant :

- 1° Journée de travail de 11 heures au lieu de 12, sans diminution de salaire;
 - 2° Tolérance de trois minutes pour l'heure de l'entrée à l'atelier;
 - 3° Réduction à une heure au lieu d'un quart de journée de la retenue faite aux ouvriers pour retard;
 - 4° Sonnerie indiquant l'entrée ou la sortie de l'usine;
 - 5° Mise à l'heure de l'horloge de l'atelier avec celle de la localité.
- Le patron repoussa ces demandes.

Le juge de paix essaya alors le 14 d'amener l'entente, mais sans pouvoir réussir. M. Mousset ayant persisté à ne faire aucune concession.

Le conflit a pris fin le 18 octobre, à la suite de l'intervention, à titre personnel, du greffier de la justice de paix, ancien patron moulinier.

Le travail a été repris aux conditions suivantes :

- 1° A partir du 6 novembre, journée de 11 heures sans réduction de salaire, avec 1 h. 1/4 au lieu d'une heure pour le repas principal;
- 2° Défense de fumer dans l'usine pendant le travail;
- 3° Réglage de l'horloge sur celle de la gare de Chavanay;
- 4° L'ouvrier sera tenu à la huitaine en cas de départ;

6° Grève de ferblantiers à Bourges. — Depuis le 11 octobre, les ouvriers ferblantiers de Bourges étaient en pourparlers avec leurs patrons pour obtenir une augmentation de 0 fr. 10 par heure. Ne pouvant recevoir de réponse définitive, ils se sont mis en grève le 18 octobre au nombre de 35.

Les patrons proposèrent une augmentation de 0 fr. 05 par heure, ce qui fut jugé insuffisant.

Les grévistes eurent alors recours au juge de paix, mais les patrons repoussèrent les propositions de ce magistrat.

La grève a pris fin le 2 novembre, à la suite d'une transaction consentie au cours d'une réunion devant le conseil des prud'hommes.

7° Grève de mineurs à la Chapelle-sous-Dun (Saône-et-Loire). — 400 mineurs à la Chapelle-sous-Dun se sont mis en grève le 29 octobre pour obtenir une augmentation de salaire.

Le 3 novembre le juge de paix a réuni un comité de conciliation, mais l'entente n'a pu s'établir.

Le conflit n'est pas encore terminé;

8° Grève d'ouvriers cartonniers à Lyon. — Le 25 octobre, 170 ouvriers et ouvrières en cartonnage de luxe occupés dans six établissements de Lyon se sont mis en grève à la suite du refus des patrons d'accorder aux ouvriers une augmentation de 0 fr. 25 par jour, de limiter le nombre des apprentis à un par six ouvriers ou ouvrières, et de supprimer le travail aux pièces.

Le juge de paix intervenant d'office a réuni un comité de conciliation le 4 et le 5 novembre.

L'accord s'est établi après de mutuelles concessions.

9° Grève des garçons charcutiers et bouchers des abattoirs de Paris. — A la suite du renvoi de six ouvriers, les tueurs de porcs des abattoirs de la Villette se sont mis en grève le 28 octobre.

Ils ne tardèrent pas à être suivis par leurs camarades de la boucherie qui, par solidarité, ont cessé le travail le 31 octobre.

Les grévistes demandent la suppression du travail de nuit et diverses modifications à la réglementation des heures de travail.

Le 6 novembre, une réunion de conciliation a eu lieu en présence du juge de paix du 1^{er} arrondissement.

L'accord s'est établi entre patrons et garçons bouchers, mais comme le différend persistait encore entre les charcutiers et leurs patrons, le travail n'a pas été repris avant le 11 novembre, jour auquel les tueurs de porcs sont rentrés sans conditions.

GRANDE-BRETAGNE.

La loi de 1896 sur la conciliation. Premier rapport sur son application. — Le *Board of trade* vient de faire paraître le premier rapport sur l'application de la loi de 1896 sur la conciliation, depuis le 7 août 1896, date de sa promulgation, jusqu'au 30 juin 1897 (1).

Aux termes de l'article 2 de cette loi, le Ministre du commerce est autorisé à intervenir dans les différends entre patrons et ouvriers, soit par des enquêtes, soit en provoquant le rapprochement des parties et en organisant des entrevues présidées par une personne de leur choix ou désignée par le Ministre, soit en nommant une ou plusieurs personnes pour agir comme conciliateur lorsque la demande en est faite par l'une ou l'autre des parties, soit en fournissant un arbitre lorsque patrons et ouvriers sont d'accord pour adresser cette requête.

L'intervention du Ministère du commerce s'est produite dans 35 différends : 16 fois sur la demande des ouvriers, 9 fois sur la demande des patrons, 6 fois sur la demande des patrons et des ouvriers réunis et 4 fois sur l'initiative de l'Administration elle-même.

Ces recours ont eu lieu 11 fois avant toute cessation du travail ; 9 fois la grève a pu être évitée.

Dans 7 cas, le Ministre, après une enquête sommaire sur les circonstances du différend, a jugé son intervention inutile : dans 4 de ces cas, les grévistes avaient été remplacés ; dans 1 autre cas, ils avaient tous trouvé du travail ailleurs et se déclaraient néanmoins prêts à se rencontrer avec leurs anciens patrons si ceux-ci leur adressaient une invitation, en dehors de toute pression extérieure ; dans le sixième cas, les plaignants ouvriers ne pouvaient pas que leur salaire eût été réellement réduit et, dans le septième, 210 grévistes ayant demandé une augmentation de salaire dans 3 établissements, 154 avaient accepté une transaction offerte par 2 établissements, les 56 autres refusaient ; le Ministère du commerce n'a pas voulu intervenir pour ces derniers.

Quant aux 28 autres différends, l'application de la loi a donné les résultats suivants : 4 conciliations directes entre les parties, au cours des négociations du Ministère ; 13 conciliations résultant de l'intervention des délégués officiels ; 5 arbitrages par des arbitres nommés par le Gouvernement à la demande des deux parties ; 3 conciliations effectuées plusieurs mois après l'échec des tentatives officielles ; enfin, 3 différends non encore réglés lors de la publication du rapport.

L'accord n'a pas toujours été conclu dans des réunions des délégués des deux parties ; il a été obtenu 5 fois par le délégué officiel à la suite de visites alternatives aux patrons et aux ouvriers.

(1) Voir le texte de cette loi au *Bulletin* de septembre 1896, p. 556.

4 des accords intervenus stipulent que le Ministère du commerce sera appelé à trancher les différences d'interprétation des termes de la convention.

Les causes des différends examinés ont été les suivantes : demandes d'augmentation de salaire, 17 ; réduction de salaire, 5 ; démarcation du travail de deux professions similaires, 5 ; demandes de réintégration d'ouvriers congédiés, 5 ; demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué, 1 ; demande de limitation du nombre des apprentis, 1 ; refus de conduire deux métiers, 1 ; contre l'emploi de manœuvres au travail des ouvriers, 2 ; demandes de diminution des heures de travail, 2.

11 différends se sont produits dans le travail des métaux (mécaniciens, 5 ; ouvriers en cuivre, 2 ; métallurgistes, 2 ; étireurs et fabricants de ressorts) ; dans les industries du bâtiment, il y en a eu 7 (charpentiers et menuisiers, 3 ; briqueteurs, maçons, peintres, plâtriers, terrassiers) ; dans les industries textiles, 4 (tisseurs de laine, tisseurs de peluche, fileurs de coton, coupeurs de futaine) ; dans l'industrie des transports, 4 (employés de chemins de fer, 2 ; déchargeurs de navires, matelots) ; puis, dans les mines, 3 ; dans les fabriques de chaussures, 2 ; et enfin 1 pour les carriers, les charpentiers de navires, les tailleurs et les typographes.

Dans un prochain *Bulletin* nous examinerons spécialement les 3 différends que les conciliateurs officiels n'ont pu terminer et nous signalerons les difficultés qu'ils ont rencontrées.

(A suivre.)

Le Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres. — Le sixième Rapport annuel du Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres, établi sur l'initiative de la Chambre de commerce, rend compte des 13 différends dans lesquels il a offert ses services au cours de l'année 1896.

Il a opéré 2 conciliations et rendu 3 décisions arbitrales ; dans un cas, les parties ont repoussé son intervention, mais ont d'elles-mêmes confié à un arbitre la solution du litige qui les divisait.

Les patrons ont repoussé 5 fois toute entrevue avec les délégués ouvriers ; dans un cas, ils avaient d'abord accepté, mais les ouvriers ayant tardé à répondre au conseil de conciliation, les patrons ont retiré leur acceptation ; dans un autre cas, ils ont prétendu que les délégués du syndicat ouvrier n'étaient pas fondés à représenter leur personnel.

Pour la première fois depuis que le Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres fonctionne, un syndicat ouvrier a, en 1896, repoussé la tentative de conciliation acceptée par les patrons. En outre, dans un conflit entre les couvreurs et les briquetiers sur la délimitation du travail à exécuter par chacun de ces deux métiers, le syndicat des briquetiers a aussi repoussé les offres de service du Conseil.

Le rapport se termine par une revue des opérations du Conseil depuis sa fondation ; il en résulte que neuf conventions entre patrons et ouvriers, obtenues par la voie de la conciliation, et neuf décisions arbitrales rendues par le Conseil, sont actuellement exécutées à Londres. Elles contiennent presque toutes un article qui stipule que le Conseil sera appelé à se prononcer sur les différences d'interprétation des conventions ou décisions et sur les modifications que patrons ou ouvriers peuvent, dans des délais déterminés, proposer d'y introduire.

Cette clause assure d'une part la permanence du Conseil de conciliation et, d'autre part, produit une diminution du nombre des conflits, car l'existence d'un organe toujours prêt à apprécier la légitimité des revendications suffit pour que les patrons et les ouvriers, qui ont eu une fois recours à ses services, apportent dans leurs demandes plus de retenue et de réflexion.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Septembre 1897.

Nombre des versements.....	200.922	
représentant une somme de.....		24.602.291 ^f
Nombre des remboursements.....	112.154	
représentant une somme de.....		26.749.226
Rentes achetées à 593 déposants pour un capital de.....		531.696
Excédent des remboursements et achats de rentes sur les versements.....		2.678.631
Nombre de comptes existant au 30 septembre 1897.....		2.853.410
Nombre de comptes existant au 30 septembre 1896.....		2.642.105
AUGMENTATION.....		211.305

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'Octobre 1897.

Dépôts de fonds.....	8.108.226 ^f
Retraits de fonds.....	24.833.356
Excédent des retraits.....	16.725.130
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.004.377

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'Octobre 1897.

Nombre de versements reçus.....	118,971	
représentant une somme de.....		3,512,102 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1,450,419
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		899,398
Nouvelles rentes inscrites.....		40,890
Nombre de parties prenantes.....	670 parties.	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		33,623,343
Nombre de titres.....	222,564 titres.	

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1896 (1).

Les versements reçus en 1896 sont au nombre de 1.811.685 et s'élèvent à 37.913.363 francs. Les chiffres correspondants de 1895 étaient de 1.338.859 versements et de 32.638.155 francs. Il y a donc augmentation de 472.826 sur le nombre et de 5.275.208 francs sur le montant des versements. La moyenne par versement a été de 21 francs; elle avait été de 24 francs en 1895.

Les versements reçus en 1896 se décomposent ainsi qu'il suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
Versements à capital aliéné	1.000.788	11.086.490	17.165	4.173.379	1.017.953	15.259.860
Versements à capital réservé.	775.478	19.610.259	18.254	3.043.244	793.732	22.653.503
TOTAL....	1.776.266	30.696.749	35.419	7.216.614	1.811.685	37.913.363

En comparaison avec l'exercice précédent, les versements collectifs ont augmenté de 469.621 en nombre et de 5.068.114 francs dans leur montant. Quant aux versements individuels, ils présentent également un excédent de 3.206 sur les nombres et de 207.114 francs sur les sommes versées.

L'augmentation du nombre et du montant des versements collectifs résulte prin-

(1) Extrait du rapport au Président de la République par la Commission supérieure de la caisse.

cipalement de ce que l'application des dispositions de la loi du 29 juin 1894 sur les retraites des mineurs n'a eu lieu d'une façon complète qu'en 1896; 42 exploitations minières ont versé cette année pour la première fois, pour 19.697 ouvriers, et ont effectué 77.294 versements; de plus, un grand nombre de compagnies minières n'ayant commencé leurs versements que dans le deuxième semestre de l'année 1895 n'ont opéré pendant cette année qu'un ou deux versements par ouvrier; en 1896, au contraire, elles ont effectué pour chaque ouvrier quatre versements trimestriels. Les versements des exploitants de mines figurent dans l'augmentation totale pour 400.158 versements et 3.400.619 francs. Les comptes nouveaux ouverts en 1896 se sont élevés à 100.664.

Le nombre des rentes viagères en cours au 31 décembre 1896 était de 208.241 pour une somme totale de 33.396.864 francs. Ces chiffres accusent une augmentation de 7.501 sur le nombre des titres de rentes et de 245.686 francs sur le montant des rentes. La moyenne par titre est de 160 francs et est inférieure de 5 francs à celle de 1895.

La caisse a payé pendant l'année 31.839.452 francs d'arrérages de rentes et a remboursé 13.142.131 francs de capitaux réservés aux héritiers de 7.485 titulaires décédés. Les remboursements ont diminué, en comparaison avec 1895, de 2.872.012 francs en sommes et de 919 en nombre. La moyenne des remboursements est de 1.756 francs, au lieu de 1.905 francs en 1895.

Le taux de 3,50 p. o/o à servir aux déposants a été maintenu en 1897 par décret en date du 27 décembre 1896. Jusqu'à présent le taux moyen des placements de la caisse a pu rester très voisin de ce chiffre et s'en rapproche plus que de celui de 3,25 p. o/o. Or le taux des tarifs de la caisse ne peut varier que par fractions de 0,25 p. o/o, ce qui, entre autres considérations, justifie le maintien du taux actuel à 3,50 p. o/o.

Les frais d'administration relatifs à l'année 1896 s'élèvent à 942.618 francs et ne dépassent que de 7.231 francs les frais occasionnés par l'exercice précédent, bien que le nombre des opérations se soit accru dans une proportion beaucoup plus considérable. Le coût moyen de chaque opération effectuée par la caisse, qui était de 0,46 en 1895, s'est abaissé en 1896 à 0,37.

Statistique des déposants.

Les nouveaux déposants (directs et collectifs) de l'année 1896, classés d'après le sexe et la profession, se répartissent comme suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers (industrie, mines, transports, manufactures de l'État).....	44.970	21.324	66.294
Artisans patentés. Marchands.....	1.275	863	2.138
Domestiques.....	107	194	301
Employés.....	3.551	2.510	6.061
Agents des chemins de fer.....	10.345	8.816	19.161
Agriculteurs.....	594	96	690
Professions libérales et rentiers.....	1.153	806	1.959
Mineurs sans profession.....	2.222	1.838	4.060
TOTAUX.....	64.217	36.447	100.664

En ce qui concerne particulièrement les versements collectifs opérés en 1896, les diverses professions se rangent dans l'ordre suivant, au point de vue du nombre des versements :

	p. o/o du nombre total des versements collectifs.
Ouvriers et employés des mines.....	35,61
Agents des chemins de fer.....	29,18
Cantonniers.....	17,13
Agents des manufactures de l'Etat.....	5,42
Ouvriers de diverses industries.....	4,47
Ouvriers de la métallurgie.....	3,24
Employés des administrations publiques.....	2,24
Sociétés de secours mutuels (livrets individuels).....	1,01
Divers.....	0,69
Employés des départements et des communes.....	0,51
Caisses scolaires.....	0,33
Bonifications des pensions de cantonniers versées par le Ministre des travaux publics.....	0,16
Bonifications des pensions accordées par la Commission supérieure..	0,006

Statistique des rentiers.

Le nombre des rentiers en cours au 31 décembre 1896 était de 203.286, pour 33.396.864 francs. Au point de vue de l'importance des rentes ils se classent ainsi :

MONTANT DES RENTES.				NOMBRE de rentiers.	p. o/o du total.
De	2 à	50 francs	.....	75.196	36,99
De	51 à	200 —	.....	85.294	41,96
De	201 à	360 —	.....	18.243	8,97
De	361 à	600 —	.....	12.925	6,36
De	601 à	1.200 —	.....	9.399	4,62
De	1.201 à	1.500 —	.....	2.229	1,10

Ces 203.286 rentiers se divisent en 109.233 hommes jouissant de 17.244.403 fr. de rente, et 94.053 femmes jouissant de 16.152.461 francs de rente. La rente moyenne des hommes est de 158 francs, et celle des femmes de 171 francs.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1897.

23 grèves ont été signalées en octobre à l'Office du travail.

Il y avait eu 21 grèves en octobre 1896, et la moyenne pour ce même mois, au cours des quatre années 1893, 1894, 1895 et 1896, a été de 25.

7 de ces grèves ont affecté plusieurs établissements; les 16 autres n'en ont atteint qu'un seul à la fois.

C'est dans la Seine qu'il s'en est produit le plus grand nombre, 4; puis dans le Nord, 3. Dans 16 autres départements il y en a eu une seulement.

Le nombre connu de grévistes pour 20 de ces grèves est de 3.062. Ce nombre s'était élevé à 4.042 en octobre 1896.

L'industrie la plus éprouvée a été celle des textiles où l'on a compté 6 grèves. Viennent ensuite : les métaux, avec 4 grèves; les transports, 3 grèves; le bâtiment, les mines et la cordonnerie, 2 grèves; une seule grève enfin parmi des boulangers, garçons bouchers, cartonniers et typographes.

Les causes de ces grèves peuvent se répartir de la manière suivante :

Demandes d'augmentation de salaire.....	9
Réductions de salaire.....	3
Retard dans le paiement des salaires.....	1
Demandes de diminution du temps du travail avec maintien du salaire.....	3
Contestation au sujet de la réglementation du travail.....	1
Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	1
Demandes de renvoi de contremaîtres et d'ouvriers.....	4
Demande de diminution du nombre des apprentis.....	1
Demandes de suppression de mises à pied infligées à des ouvriers..	1
Refus des patrons d'accepter par écrit les revendications des ouvriers.	1

Des 23 grèves commencées en octobre, 17 sont terminées; elles ont duré :

Deux, 20 jours; une, 16 jours; une, 15 jours; deux, 14 jours; une, 11 jours; une, 8 jours; une, 6 jours; deux, 5 jours; une, 3 jours; trois, 2 jours et deux, 1 jour.

Si l'on y ajoute 4 grèves commencées antérieurement et qui ont pris fin après 60, 31, 21 et 7 jours, on constate que 21 des grèves en cours sont actuellement terminées.

Elles ont abouti à :

Une réussite,
Onze transactions,
Neuf échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
11 janvier.	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes.	10 (1)	18	1
19 août.	18 octobre.	Tours.	Indre-et-Loire.	Menuisiers.	"	180	2
3 sept.	.....	Tours.	Indre-et-Loire.	Boutonniers.	1	12	3
13 sept.	.....	Nevers.	Nièvre.	Ferblantiers-plombiers.	6	40	4
14 sept.	.....	Saint-Loup.	Haute-Saône.	Chaisiers.	2	150	5
20 sept.	.....	Rivercaert.	Ariège.	Mineurs (manganèse).	1	480	6
27 sept.	4 nov.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Paveurs.	1	6	7
28 sept.	29 octobre.	Trélazé.	Maine-et-Loire.	Ardoisiers.	1	2.400	8
30 sept.	21 octobre	Moulins.	Allier.	Couvreurs.	7	45	9

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} octobre.	21 octobre.	Fougères.	Ile-et-Vilaine.	Ouvriers en chaussures.	1	108	1
2 octobre.	22 octobre.	Mouzeil.	Loire-Inférieure.	Mineurs.	1	68	2
4 octobre.	20 octobre.	Paris.	Seine.	Coupeurs en chaussures.	1	12	3
6 octobre.	9 octobre.	Lille.	Nord.	Chaudronniers en cuivre.	1	16	4
9 octobre.	11 octobre.	Nevers.	Nièvre.	Typographes.	3	40	5
11 octobre.	12 octobre.	Champigneulle.	Meurthe-et-Moselle.	Maçons.	1	30	6
14 octobre.	13 octobre.	Nice.	Alpes-Maritimes.	Camionneurs.	4	150	7
13 octobre.	18 octobre.	Pelussin.	Loire.	Mécaniciens.	1	25	8
13 octobre.	18 octobre.	Tourcoing.	Nord.	Rattacheuses.	1	15	9
13 octobre.	.....	Oran.	Oran.	Boulangers.	2	.....	10
14 octobre.	.....	Troyes.	Aube.	Bonnetiers.	1	.....	11
15 octobre.	.....	Dunkerque.	Nord.	Déchargeurs de navires.	.....	.....	12
18 octobre.	2 nov.	Bourges.	Cher.	Ferblantiers.	.....	30	13
21 octobre.	23 octobre.	La Seyne.	Var.	Riveurs, perceurs, chanfreineurs.	1	700	14
23 octobre.	.....	Paris.	Seine.	Tailleurs.	1	47	15
25 octobre.	2 nov.	Sem.	Ariège.	Muletiers.	1	110	16
25 octobre.	8 nov.	Lyon.	Rhône.	Cartonniers.	6	170	17
26 octobre.	.....	Malmaunay.	Seine-Inférieure.	Aides-imprimeurs sur étoffes.	1	24	18
27 octobre.	28 octobre.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	30	19
27 octobre.	2 nov.	Beauchastel.	Ardèche.	Fileurs.	1	60	20
28 octobre.	11 nov.	Paris.	Seine.	Garçons bouchers (abattoirs).	.....	1.100	21
29 octobre.	.....	La Chapelle-sous-Dun.	Saône-et-Loire.	Mineurs.	1	265	22
29 octobre.	9 nov.	Richebourg-l'Avoué.	Pas-de-Calais.	Tiaseurs.	1	62	23

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1897 (A).

1	Demande d'unification des tarifs.....	Transaction.	(1) Depuis le commencement de la grève, 70 établissements ont été atteints successivement et il y a eu 1.210 grévistes.
2	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
3	Demande de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
5	Demande de suppression des retenues pour l'éclairage et l'assurance.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
7	Reduction de salaires.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaires et de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	

EN OCTOBRE 1897.

1	Reduction de salaires.....	Transaction.	
2	Retard dans le paiement des salaires.....	Échec (2).	(2) Le travail a été repris sous les ordres d'une nouvelle direction.
3	Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
4	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec (3).	(3) Grévistes remplacés.
5	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (4).	(4) Intervention de la Fédération des travailleurs du livre.
6	Demande de renvoi de cinq ouvriers.....	Échec.	
7	Demande de paiement des heures supplémentaires.....	Transaction.	
8	Demande de diminution du temps du travail avec maintien des salaires.....	Transaction.	
9	Réglementation du travail.....	Échec.	
10	Refus des patrons d'accepter par écrit les revendications des ouvriers.....	Transaction.	
11	Reduction de salaires.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction (5).	(5) Conciliation après réunion devant le conseil des prud'hommes.
14	Demande de suppression d'une mise à pied de 15 jours infligée à deux ouvriers.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du nombre des apprentis.....	Transaction (6).	(6) Conciliation devant le juge de paix.
18	Reduction de salaires.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaires.....	Réussite.	
20	Demande de renvoi d'une surveillante.....	Échec.	
21	Demande de réintégration de six ouvriers congédiés et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE SEPTEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	26.933	685	111	"	2.638
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.734	716	232	464	19.605
Asile de la rue Mouffetard.....	200	18	"	3	1.002
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	154	12	853
— (rue Labat).....	"	"	309	25	990
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	412	57	1.974
— (avenue du Maine)...	"	"	82	82	824

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

1° VILLE DE PARIS.

PERSONNES
secourues
pendant le mois
de septembre

Indigents (secours réguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	5.467
		Femmes	9.189
	de 60 ans et plus...	Hommes	11.216
		Femmes	22.040
TOTAL des indigents secourus.....			47.912
Nécessiteux (secours irréguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	6.567
		Femmes	7.463
	de 60 ans et plus...	Hommes	2.516
		Femmes	2.946
	Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....		596
TOTAL des nécessiteux secourus.....			20.088

2° AUTRES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant les mois de juillet, août et septembre :

		Juillet.	Août.	Septembre.
Personnes de moins de 60 ans.	Hommes.....	2.612	2.580	2.629
	Femmes.....	3.483	3.404	3.479
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes.....	2.037	1.985	1.995
	Femmes.....	3.662	3.617	3.569
TOTAUX des personnes secourues...		11.794	11.586	11.672

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Côte-d'Or [11 octobre 1897]. — Syndicat des baigneurs de Dijon (5 membres.) Siège social : Dijon.

Drôme [22 septembre 1897]. — Chambre syndicale des restaurateurs limonadiers et hôteliers de Valence et de la région (39 membres). Siège social : rue Saunière, 11, à Valence.

Gironde [1^{er} septembre 1897]. — Chambre syndicale des maîtres tripiers de la ville de Bordeaux (22 membres). Siège social : route de Toulouse, 6, à Bordeaux.

Loire-Inférieure [15 septembre 1897]. — Syndicat des salines de l'Ouest (9 membres). Siège social : au Pouliguen.

Seine [7 octobre 1897]. — Syndicat du marché Saint-Pierre-de-Montmartre (85 membres). Siège social : place Saint-Pierre, 1, à Paris.

[30 septembre 1897]. — Chambre syndicale des expéditeurs de Paris (19 membres). Siège social : rue Coquillière, 14, à Paris.

[28 septembre 1897]. — Syndicat du marché de l'Europe (70 membres). Siège social : rue Treilhارد, 11, à Paris.

Oran [28 août 1897]. — Syndicat professionnel des nourrisseurs de lait (16 membres). Siège social : aux Vaches-Landaises.

[15 juin 1897]. — Syndicat professionnel des boulangers et des minotiers (17 membres). Siège social : rue Talma, 6, à Oran.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [27 août 1897]. — Syndicat n° 2 des employés de la ferme dite « de l'Abattoir de la ville de Marseille » (36 membres). Siège social : bourse du travail, Marseille.

Gironde [6 octobre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs et terrassiers de Bordeaux et des environs (18 membres). Siège social : cité Lafon, à Bordeaux.

Indre-et-Loire [30 septembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie du cuir (20 membres). Siège social : rue Marceau, 20, à Tours.

Loire [3 septembre 1897]. — Chambre syndicale des chefs d'ateliers veloutiers de Saint-Étienne et de la région (50 membres). Siège social : place de Marengo, 4, à Saint-Étienne.

Loire-Inférieure [10 septembre 1897]. — Union syndicale des porteurs de bois du port de Nantes (35 membres). Siège social : bourse du travail de Nantes.

Rhône [24 juillet 1897]. — Société fraternelle des coupeurs-chemisiers de Lyon (28 membres). Siège social : place de l'Hôpital, 1, à Lyon.

Seine [12 octobre 1897]. — Association syndicale des crieurs, distributeurs et colporteurs du département de la Seine (27 membres). Siège social : rue des Petits-Carreaux, 45, à Paris.

[17 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers bijoutiers en argent (18 membres). Siège social : rue Pastourelle, 2, à Paris.

[25 septembre 1897]. — Syndicat des commis en quincaillerie (60 membres). Siège social : rue Bertin-Poiré, 17, à Paris.

[20 octobre 1897]. — Syndicat de la presse suburbaine (29 membres). Siège social : rue de Londres, 13, à Paris.

[25 septembre 1897]. — Union syndicale des employés d'hôtels (22 membres). Siège social : rue Dauphine, 7, à Paris.

[6 octobre 1897]. — Union des ouvriers chapeliers de Paris (180 membres). Siège social : rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, à Paris.

[26 août 1897]. — Union syndicale des maçons limousinants et aides du département de la Seine (150 membres). Siège social : rue Cardinet, 100, à Paris.

[11 septembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers graveurs (21 membres). — Siège social : rue de Belleyrne, 35, à Paris.

Seine-Inférieure [3 octobre 1897]. — La «Fédération elbeuvienne», chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière (60 membres). Siège social : Hôtel de Ville d'Elbeuf.

Somme [9 septembre 1897]. — Union syndicale de la chaussure et parties similaires d'Amiens (50 membres). Siège social : rue Saint-Leu, 97, à Amiens.

Var [9 septembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de marine à la Seyne (79 membres). Siège social : Bourse du travail à Toulon.

Alger [2 septembre 1897]. — Syndicat des ouvriers carrossiers d'Alger-Mustapha (64 membres). Siège social : bourse du travail d'Alger.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Cher [21 septembre 1897]. — Syndicat agricole de Sens-Beaujeu (50 membres). Siège social : Bourg de Sens-Beaujeu.

Indre-et-Loire [30 septembre 1897]. — Syndicat horticole de Touraine (50 membres). Siège social : boulevard Béranger, 6, à Tours.

Morbihan [7 août 1897]. — Syndicat agricole du canton de La Gacilly (122 membres). Siège social : La Gacilly.

Tarn [25 juillet 1897]. — Syndicat agricole de Milhars (30 membres). Siège social : mairie de Milhars.

B. SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alger [12 août 1891]. — Syndicat des propriétaires d'hôtels et assimilés (60 membres.) Siège social : rue Clauzel, 8, à Alger.

Oran [24 juin 1896]. — Syndicat des négociants en bestiaux (11 membres). Siège social : place de la République, 9, à Oran.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [13 décembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers passementiers de Bordeaux et des environs (26 membres). Siège social : rue des Remparts, 71, à Bordeaux.

Oran [27 juin 1896]. — Syndicat des maîtres cochers d'Oran (70 membres). Siège social : boulevard Charlemagne, 7, à Oran.

3° SYNDICAT AGRICOLE.

Landes [4 octobre 1893]. — Syndicat agricole du canton de Soustons (300 membres). Siège social : Soustons.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Dans les séances des 26 et 28 octobre, la Chambre des députés a délibéré sur le projet de loi, adopté par le Sénat, concernant *les responsabilités des accidents du travail*. Le texte voté par la Chambre, à la majorité de 529 voix sur 542 votants, diffère du texte proposé primitivement par la commission sur les points principaux suivants :

Le principe du cautionnement à exiger des chefs d'entreprise qui ne se seraient pas

groupés en assurance mutuelle les missant par un lien de solidarité les uns aux autres a été supprimé. La *garantie de l'indemnité* a été ramenée à la *garantie contre l'insolvabilité*. Pour couvrir l'insolvabilité éventuelle des chefs d'entreprise, le choix s'offrait entre l'*assurance mutuelle de garantie*, telle qu'elle avait été indiquée antérieurement dans le rapport de M. Poirrier, au Sénat, et l'*impôt*, répartissant sur tous les patrons indifféremment, assujettis à la loi, les charges provenant du fait de l'insolvabilité. La commission et, après elle, la Chambre se sont finalement rangées du côté du principe de l'impôt de garantie.

Une majoration de 4 centimes additionnels à la contribution des patentes, jointe à une contribution de 1 p. 1000 sur le produit brut des mines et devant produire ensemble environ 750.000 francs par an, constituera un fonds spécial de garantie dont la gestion est confiée à la Caisse nationale d'assurances contre les accidents. Cette caisse assurera d'ailleurs le payement des indemnités et des pensions aux victimes d'accidents et exercera ses recours contre les chefs d'entreprise responsables.

Ces derniers sont, en cas d'accidents survenus dans leurs établissements, débiteurs à la *Caisse nationale d'assurance* de toutes les indemnités prévues par le projet (le taux en est le même que dans le texte primitif du rapport de M. Maruéjols), et, notamment, du *capital représentatif* des pensions aux personnes atteintes d'incapacité de travail permanente et aux ayants droit des ouvriers décédés.

En ce qui concerne l'assurance, le nouveau texte *supprime entièrement l'obligation de l'assurance*. Les chefs d'entreprise pourront, à leur gré, appartenir à l'une des deux classes suivantes : la première classe renferme tous les industriels qui désirent, soit individuellement, soit réunis en associations, *rester leurs propres assureurs*; la deuxième classe comprend les chefs d'entreprise qui auront préféré adhérer à une *assurance mutuelle régionale*, instituée par le projet.

Cette assurance mutuelle se compose de plusieurs circonscriptions groupant un ou plusieurs départements (sauf pour la Seine et le Nord qui pourront être divisés en plusieurs circonscriptions). Elle répartira chaque année entre ses membres les dépenses occasionnées par les accidents, c'est-à-dire les sommes à verser à la Caisse nationale et se composant des indemnités et des capitaux de pensions. Dans la première classe, en d'autres termes, la Caisse nationale est le seul intermédiaire entre le patron responsable et la victime à indemniser; dans la seconde, un nouvel intermédiaire s'introduit qui est la mutualité régionale, mais celle-ci n'a aucun caractère obligatoire.

Sur les autres points, le texte voté conserve les premières dispositions contenues dans le rapport de M. Maruéjols.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

DES VALEURS EN DOUANE

POUR L'ANNÉE 1896. (Extraits.)

I. COMMERCE EXTÉRIEUR TOTAL DE LA FRANCE.

Le commerce extérieur spécial de la France, en 1896, a porté sur une valeur totale de 7.199.500.000 francs. Il était : en 1892, de 7.649 millions; en 1893, de 7.090 millions; en 1894, de 6.929 millions; en 1895, de 7.094 millions. Ainsi

la reprise heureuse de nos échanges continue à s'accroître; l'augmentation est de 105.500.000 francs par rapport à 1895, et de 270.500.000 francs par rapport à 1894.

Si, au lieu de considérer l'ensemble du commerce extérieur, on envisage séparément l'importation et l'exportation, la situation apparaît également favorable, comme le montre le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES MOUVEMENTS.	1892.	1893.
	francs.	francs.
Importation.....	4.188.059.000	3.853.700.000
Exportation.....	3.460.734.000	3.236.383.000
TOTAUX.....	7.648.793.000	7.090.083.000

DÉSIGNATION DES MOUVEMENTS.	1894.	1895.	1896.
	francs.	francs.	francs.
Importation.....	3.850.445.000	3.719.899.000	3.798.579.000
Exportation.....	3.078.145.000	3.373.796.000	3.400.920.000
TOTAUX.....	6.928.590.000	7.093.695.000	7.199.500.000

Le rapprochement entre les résultats de 1896 et ceux de 1895 fait bien ressortir un accroissement de 79 millions sur les entrées, mais il accuse une plus-value de 27 millions sur les sorties et l'excédent d'importation, qui avait atteint 727 millions en 1892, n'a été que de 398 millions en 1896.

Les états ci-après donnent la part des trois grandes subdivisions de la statistique douanière dans les mouvements de 1895 et de 1896 :

1° Quantités.

DÉSIGNATION.	1895.	1896.	AUGMENTATION.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.
IMPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	2.796.000	2.897.000	100.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	18.410.000	19.074.000	664.000
Objets fabriqués.....	626.000	649.000	23.000
EXPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	1.016.000	1.057.000	41.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	4.952.000	5.151.000	198.000
Objets fabriqués.....	1.027.000	1.068.000	41.000

2^e Valeurs.

DÉSIGNATION.	1895.	1896.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation . . .	1.035.499.000	1.006.612.000	"	28.887.000
Matières nécessaires à l'in- dustrie.	2.100.920.000	2.173.582.000	72.662.000	"
Objets fabriqués.	583.480.000	618.385.000	34.905.000	"
TOTAUX.	3.719.899.000	3.798.579.000	Augmentation: 78.680.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation . . .	591.004.000	651.794.000	60.790.000	"
Matières nécessaires à l'in- dustrie.	873.599.000	836.207.000	"	37.392.000
Objets fabriqués.	1.909.193.000	1.912.920.000	3.727.000	"
TOTAUX.	3.373.796.000	3.400.920.000	Augmentation: 27.124.000	

Au point de vue des quantités, on constate, pour chacune des trois catégories de marchandises, un relèvement uniforme de 3,6 à 3,7 p. o/o à l'importation et de 4 p. o/o à l'exportation.

Au point de vue des valeurs, on enregistre : 1^o pour les objets d'alimentation, une baisse de 29 millions à l'entrée et une hausse de 61 millions à la sortie; 2^o pour les matières nécessaires à l'industrie, une hausse de 73 millions à l'entrée et une baisse de 37 millions à la sortie; 3^o pour les objets fabriqués, une hausse de 35 millions à l'entrée et de 3.700.000 francs à la sortie.

(A suivre.)

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en octobre. — Le *Reichsunzeiger* signale, dans le courant du mois d'octobre, 27 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles des métaux (6 grèves) et du bâtiment (4 grèves).

La plupart de ces grèves ont eu pour motif initial des questions de salaires, et, dans deux cas, la grève a été déclarée pour protester contre une diminution de ceux-ci; cependant, dans trois cas, à la demande d'une augmentation, s'était jointe la demande de réintégrations d'ouvriers. Dans un cas, les ouvriers grévistes ont mis l'usine à l'index.

Sur 10 grèves dont on a signalé la fin en octobre, 7 se sont terminées par un

succès pour les ouvriers, 2 par un échec, 1 par l'arbitrage. La grève des mouleurs de Berlin s'est terminée par un arbitrage qui a été ratifié par les patrons et ouvriers et qui assure, dans la mesure des besoins des usines, la réintégration des grévistes avant tous autres ouvriers.

Le boycottage de deux brasseries de Halle, qui durait depuis treize mois, s'est terminé par une entente; un bureau de placement dirigé par les patrons et les ouvriers a été fondé.

L'assurance contre la maladie en 1895 (1). — Le nombre moyen des caisses de maladie qui ont fonctionné pendant l'année 1895 a été 21.362 (20.992 en 1894) et le nombre moyen des personnes affiliées à ces caisses de 7.525.000 (7.283.000 en 1894).

Les recettes se sont montées à 144.992.369 marks (135.464.050 marks en 1894) et les dépenses à 136.669.341 marks (129.442.362 marks en 1894).

Dans le total des recettes, les cotisations entrent pour 115.844.984 marks, soit 79,9 p. o/o, et les droits d'entrée pour 1.325.907 marks, soit 0,9 p. o/o.

Voici le détail des dépenses :

	MARKS.	POUR CENT du total.
Honoraires des médecins.....	23.141.102	16,9
Médicaments, appareils, etc.....	18.134.308	13,3
Secours pécuniaires aux malades.....	44.533.290	32,6
Secours pécuniaires aux ayants droit.....	822.939	0,6
Secours aux femmes en couches.....	1.822.019	1,3
Indemnités funéraires.....	3.713.631	2,7
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	12.604.109	9,2
Secours aux convalescents.....	50.968	0,0
Remboursements à des tiers pour soins à des malades.....	741.045	0,6
Remboursements d'avances.....	804.494	0,6
Restitution de cotisations indûment versées.....	205.527	0,2
Achats de titres.....	20.490.988	15,0
Frais d'administration.....	6.731.128	4,9
Dépenses diverses.....	2.873.793	2,1
TOTAL des dépenses.....	136.669.341	100,0

Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 46.470.023 (43.686.440 en 1894). Le nombre des cas de maladie a été de 2.703.632 (2.492.309 en 1894). La durée moyenne des cas de maladie a été de 17 j. 2.

Statistique de la morbidité.

Rapportés au nombre des assurés, les nombres de jours et de cas de maladie

(1) D'après le rapport officiel. (Voir le titre à la Bibliographie.)

mesurent la morbidité annuelle. Voici quelles ont été les moyennes relevées dans l'ensemble des caisses allemandes depuis l'année 1888 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.		Jours.
1888.....	5,5	0,33	16,8
1889.....	5,4	0,33	16,4
1890.....	6,0	0,37	16,2
1891.....	5,9	0,35	17,0
1892.....	6,1	0,36	17,3
1893.....	6,6	0,39	16,5
1894.....	6,0	0,34	17,5
1895.....	6,2	0,35	17,2
MOYENNE (1888-1895)....	6,0	0,35	16,9

Les proportions de jours et de cas de maladie varient suivant la catégorie de caisses. Ainsi, on a constaté, en 1895, les résultats suivants par catégories de caisses :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an, en 1895.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.		Jours.
Caisses communales.....	4,4	0,26	17,0
Caisses locales.....	6,4	0,36	17,7
Caisses de fabriques.....	6,8	0,42	16,4
Caisses d'entreprises de construction.	9,8	0,54	18,0
Caisses libres enregistrées.....	6,7	0,38	17,7
Caisses libres d'États particuliers..	6,5	0,32	20,2
Caisses de corporations.....	5,2	0,34	15,2

Ces différences proviennent de différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des diverses catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences statutaires dans la durée d'allocation des secours. Ces différences sont considérables. En 1895, la durée statutaire moyenne d'allocation des secours a été la suivante :

Dans les caisses communales.....	13,0 semaines.
Dans les caisses locales.....	15,6
Dans les caisses de fabriques.....	18,4
Dans les caisses d'entreprises de construction.....	14,5
Dans les caisses de corporations.....	16,0
Dans les caisses libres enregistrées.....	23,5
Dans les caisses libres d'États particuliers.....	31,9

La dépense moyenne par jour de maladie (secours en argent et frais de traitement dans les hôpitaux) a été de 1 m. 30 environ. Le secours de maladie est, au minimum, égal à la moitié du salaire. En 1895, 91,9 p. o/o des caisses ont alloué la moitié du salaire, 5,9 p. o/o ont alloué un secours supérieur à la moitié et au plus égal aux 2/3 du salaire, et 2,2 p. o/o seulement des caisses ont alloué un secours supérieur aux 2/3 et au plus égal aux 3/4 du salaire.

Loi portant modification de la loi industrielle (26 juillet 1897) promulguée le 7 août suivant, concernant les corporations, chambres de petite industrie et unions de corporations dans l'empire d'Allemagne. — Aux termes de l'article 81, tous ceux qui exercent une industrie pour leur propre compte peuvent faire partie d'une corporation dans le but d'améliorer les intérêts communs de leur industrie. Le devoir des corporations est de développer chez les membres de la corporation l'esprit de solidarité et d'honneur, d'améliorer les rapports entre maîtres et ouvriers ou employés, le logement, la nourriture et le placement des ouvriers; réglementer l'apprentissage, développer l'instruction technique, industrielle et morale des apprentis; trancher les différends, comme ceux prévus dans l'article 3 de la loi industrielle du 29 juillet 1890 et dans la loi sur l'assurance-maladie, qui pourraient s'élever entre patrons et ouvriers.

b) Les corporations doivent aussi porter leur activité sur d'autres intérêts que ceux communs à leur industrie : 1° développement industriel, technique et moral des maîtres, compagnons et apprentis et pour cela subventionner et provoquer l'organisation d'écoles, dont elles régleront le fonctionnement; 2° institution d'examens professionnels pour ouvriers et maîtres et délivrance de brevets; 3° organisation de caisses pour secourir les membres de la corporation et ceux de leur parenté, les ouvriers, employés, apprentis et manœuvres en cas de maladie, mort, incapacité de travail et autres cas de nécessité; 4° organisation des tribunaux d'arbitrage, qui devront, à la place des autorités compétentes jusqu'ici, trancher les différends, tels que ceux prévus par l'article 3 de la loi industrielle et l'article 53 de la loi sur l'assurance-maladie, qui pourraient s'élever entre les membres de la corporation et leurs ouvriers, employés et manœuvres; 5° organisation d'une exploitation commune pour développer l'activité industrielle des adhérents.

§ 82. En principe, la circonscription de la corporation ne doit pas dépasser la circonscription administrative dans laquelle elle a son siège; exception ne peut être faite qu'avec le consentement de l'autorité centrale territoriale, et la circonscription de la corporation qui devra s'étendre sur un autre État confédéré ne pourra le faire qu'avec le consentement et le concours de l'autorité centrale territoriale intéressée. La dénomination prise par la corporation doit se distinguer de toutes les autres déjà existantes dans la localité ou dans la commune; les anciennes dénominations peuvent être maintenues telles que gildes, etc.

§ 83. Les obligations de la corporation, l'organisation de son administration et la répartition des attributions légales entre les membres, quand la loi n'en a pas déjà disposé, sont réglées par les statuts.

Les corporations doivent y mentionner : 1° leurs dénomination, siège, circonscription et partie du métier dans lequel elles veulent exercer leur activité; 2° leurs obligations ainsi que les dispositions prises pour l'accomplissement de ces obligations, et en particulier la réglementation de l'apprentissage; 3° l'entrée, la sortie et le renvoi des adhérents, leurs droits et 4° comment les cotisations des adhérents devront être recueillies; 5° l'élection du président, l'étendue de ses pouvoirs et la nature de sa direction, la convocation et la direction des assemblées, le vote et le droit au vote, la vérification et la présentation des comptes de l'exercice, la surveillance de l'observation des règlements relatifs à l'emploi des ouvriers (employés), apprentis et manœuvres, la fréquentation des écoles de perfectionnement et des écoles professionnelles et la réglementation de l'apprentissage, la constitution d'une commission et son emploi pour le règlement des différends prévus à l'article 81. Les statuts devront prévoir les peines disciplinaires à infliger et dans quelle forme; de même pour les modifications aux statuts, les conditions de dissolution de la corporation et les feuilles publiques dans lesquelles paraîtront les publications des corporations.

§ 84. Les statuts ne doivent rien contenir qui ne soit d'accord avec les prescriptions de la présente loi; ils doivent être approuvés par l'autorité administrative supérieure de la circonscription dans laquelle se trouve le siège social de la corporation. L'autorisation devra être refusée si les statuts ne sont pas conformes à la teneur de la présente loi ou s'il se trouve déjà une corporation du même métier dans la circonscription.

§ 85. Si la corporation crée des institutions prévues (art. 81, b. 3, 4, 5) les prescriptions qui leur seront relatives seront portées dans les statuts complémentaires, lesquels devront être approuvés par l'autorité supérieure après avis des autorités de la commune où se trouve le siège social et de l'autorité supérieure de surveillance, sauf, en cas de refus de l'approba-

tion, recours à l'autorité centrale territoriale. Pour les recettes et les dépenses nécessitées par l'article 81 b, 3 et 5, une comptabilité à part devra être tenue et le capital engagé devra être séparé de celui de la corporation. Il ne doit pas être fait d'emploi pour d'autres buts que ceux déjà prévus; les créanciers exercent leurs droits sur l'avoir particulier de chaque institution.

§ 86. Les corporations ont droit, en leur propre nom, d'acquérir des droits, de contracter des obligations, de plaider et d'être citées en justice. Les créanciers provenant des obligations contractées n'ont droit que sur le capital de la corporation.

§ 87. Ne peuvent être acceptés comme membres des corporations que ceux qui exercent, pour leur propre compte, dans la circonscription corporative, la profession pour laquelle la corporation a été créée, ceux qui, dans une grande industrie d'une profession similaire, sont employés comme contremaîtres ou dans une fonction analogue, ceux qui ont exercé la profession soit pour leur propre compte, soit comme contremaîtres soit dans une situation analogue, mais ont cessé de l'exercer et n'ont aucune autre profession industrielle, les ouvriers ruraux ou industriels travaillant pour un salaire. Les autres personnes peuvent être acceptées à titre de membres honoraires. L'acceptation d'un membre ne peut dépendre d'un examen à faire subir à un candidat que si le fait a été prévu dans les statuts et cet examen ne peut porter que sur les connaissances nécessaires pour exécuter, sans aide, les travaux ordinaires de la profession. Si l'acceptation des membres dépend d'un examen ou d'un certain stage comme apprenti ou comme compagnon, on ne peut dispenser personne de l'exécution de ces conditions à moins que le cas n'ait été prévu par les statuts; celui qui a déjà rempli ces conditions pour son admission dans une corporation ne peut être contraint de recommencer pour être admis dans une autre corporation du même métier. On ne peut interdire l'entrée dans une corporation à celui qui remplit les conditions légales et statutaires; il ne peut être fait d'exception aux prescriptions légales et statutaires en faveur de quelques individualités.

§ 87 (a). On peut quitter la corporation à moins de dispositions contraires des statuts à la fin de chaque exercice annuel; les statuts peuvent prévoir que le démissionnaire avertira la corporation de sa résolution au plus six mois à l'avance. Les démissionnaires perdent tout droit sur l'avoir de la corporation et, à moins que les statuts n'en aient disposé autrement, à toutes les caisses jointes à la corporation; ils demeurent tenus au paiement de toutes les cotisations échues au jour de leur sortie de la corporation. Les obligations contractuelles qu'ils ont souscrites à la corporation ne sont pas modifiées par leur démission. La veuve ou l'enfant mineur d'un adhérent décédé qui continuent, pour leur compte, le métier exercé par le mari ou par le père, héritent des droits et des obligations du mort, à l'exception du droit au vote, à moins que les statuts ne l'accordent à la veuve ou à un représentant.

§ 88. Les adhérents ne peuvent être tenus de participer ou de venir en aide à une entreprise qui ne dépendrait pas de la corporation. Il est défendu de prélever des cotisations ou de prendre sur le capital de la corporation pour d'autres buts que ceux prévus par les statuts ou par la loi, ou que ceux nécessités par les frais d'administration de la corporation; mais les corporations doivent prélever des cotisations de ceux qui se servent des institutions qu'elle a organisées: écoles professionnelles, maison commune où sont logés et nourris les ouvriers, bureaux de placement, etc.

§ 89. Les frais provenant du fonctionnement de la corporation et de son comité de compagnons (§ 95) doivent être supportés par les membres adhérents, quand ils ne sont pas couverts par l'actif de la corporation ou par les recettes ordinaires. Les cotisations sont dues dès le mois qui suit l'entrée dans la corporation. Toutes les cotisations, même celles provenant de l'utilisation des institutions de la corporation et aussi des amendes disciplinaires, pourront être, à la réquisition du président, exigées par les moyens légaux en usage dans le pays.

La corporation doit être autorisée par l'autorité de surveillance: pour acquérir, aliéner ou contracter une obligation réelle sur la propriété foncière, pour faire un emprunt, autant que le montant de cet emprunt ne servira pas à couvrir une dépense passagère et qu'il ne sera pas remboursable avec les excédents de recettes de la période courante, pour vendre des objets qui ont une valeur historique, scientifique ou artistique.

§ 90. Les caisses de maladie des corporations sont régies par la loi sur les assurances et par les prescriptions déjà énumérées § 34, 38, 45 de la présente loi; mais l'administration de la caisse peut être remise exclusivement aux compagnons, employés et manœuvres, sous la condition que les membres de la corporation fournissent avec leurs propres ressources la moitié des cotisations, ainsi que le président, la moitié du conseil de Direction et de l'assemblée générale.

§ 91. Les arbitres corporatifs prévus § 81 se composent au moins d'un président et de deux assesseurs. Les assesseurs ou leurs suppléants sont pris moitié parmi les membres de la corporation et moitié parmi les compagnons ouvriers, employés ou manœuvres qui travaillent chez eux : les premiers sont élus par l'assemblée de la corporation; les seconds par les compagnons ouvriers, employés ou manœuvres. Le président est choisi par l'autorité chargée de la surveillance, il n'est pas tenu d'appartenir à la corporation. Les assesseurs reçoivent, pour chaque séance pendant laquelle ils ont siégé, une indemnité pour la perte de leur temps et le remboursement de leurs déboursés; le taux de ces allocations ainsi que les sommes allouées au président doivent être fixés par les statuts. Si l'élection n'aboutit pas ou si les élus refusent de siéger, l'autorité de surveillance choisit les assesseurs parmi les compagnons et ouvriers en dehors des membres de l'union éligibles. La comparution devant les arbitres doit avoir lieu dans les huit jours de la plainte et le jugement doit intervenir aussitôt que possible. Au cas où le délai de huitaine serait dépassé, le requérant peut, par une demande écrite, porter l'affaire devant le tribunal industriel de la localité ou à son défaut devant les juges ordinaires. Les jugements des arbitres sont rendus par écrit et exécutoires si, dans un délai d'un mois, appel n'a pas été fait devant les juges ordinaires.

§ 92. Les affaires de la corporation sont dirigées par l'assemblée et par le président. Les votes de l'assemblée ont lieu sous la direction du président, et quand il n'y a pas de président sous celle d'un membre de l'autorité de surveillance. On doit faire un procès-verbal du vote. Le président doit rester pendant toute la durée de l'exercice courant. Il doit faire part à l'autorité de surveillance, dans le délai d'une semaine, de toute modification dans son groupe et de tout résultat des votes, sinon les modifications ne seraient pas opposables aux tiers, à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils en avaient connaissance.

Les corporations sont représentées en justice et hors de justice par leur président qui peut exercer tous les droits pour lesquels il lui faudrait, suivant le droit commun, un pouvoir spécial. Le pouvoir de représenter la corporation au dehors peut être accordé à plusieurs membres du comité de direction. Comme justification, il suffit de l'attestation de l'autorité de surveillance déclarant que ces personnes appartiennent à la direction de la corporation.

La direction a le droit d'établir pour les adhérents des peines disciplinaires, notamment des amendes jusqu'à 20 marks. L'autorité de surveillance intervient pour décider des peines. Les amendes tombent dans la caisse de la corporation.

§ 93. L'assemblée de la corporation doit avoir lieu pour décider : de l'établissement du budget, de l'approbation des comptes de l'exercice, des dépenses non prévues au budget, de la poursuite des droits de la corporation contre des membres de la direction à raison de l'exercice de leurs fonctions, de l'établissement de prescriptions réglementant l'apprentissage, de l'achat, la vente des propriétés de la corporation, des emprunts, de l'élection des membres des comités d'arbitrage, d'examen des comptes, etc.

Pour être électeur, il faut être majeur et jouir de ses droits civils; pour être éligible à la direction ou aux comités d'arbitrage, d'examen, il faut, en plus, être apte aux fonctions d'échevin.

§ 94. Les fonctions de la direction, des comités sont purement honorifiques; cependant les statuts peuvent leur attribuer une indemnité en argent.

Les corporations doivent, par mandataire, poursuivre l'exécution des prescriptions légales et statutaires relatives aux exploitations appartenant à la corporation, prendre connaissance des locaux affectés à ces exploitations et à l'installation de l'apprentissage.

§ 95. Les compagnons employés chez les membres de la corporation prennent part à l'accomplissement des devoirs imposés à la corporation et à sa direction, autant que le prévoient la loi et les statuts. A cet effet ils nomment un comité des compagnons, qui prend part à la réglementation de l'apprentissage, à l'examen des compagnons et à toutes les organisations

analogues, pour lesquelles les compagnons ont à intervenir. Le Comité envoie au moins un de ses membres au Conseil de direction, il a voix délibérative et consultative. Les compagnons pour être électeurs au Comité doivent être majeurs et, pour être éligibles, être, en plus, aptes aux fonctions d'échevins. Les compagnons restent encore membres de la corporation pendant trois mois après avoir cessé d'être occupés chez les membres de la corporation pourvu qu'ils restent dans la circonscription corporative.

§ 96. Les corporations sont soumises à la surveillance des autorités de surveillance subalternes quant à l'observation des prescriptions légales et statutaires; des peines disciplinaires peuvent être prises contre ceux qui occupent des emplois dans la corporation, les adhérents et les ouvriers, autant que ceux-ci participent aux opérations de la corporation; les amendes sont attribuées à la caisse de la corporation. Cette autorité de surveillance fournit à la corporation au besoin un délégué pour la représenter en justice et faire valoir ses droits. Elle tranche les différends au sujet de l'admission ou de l'exclusion des adhérents, de l'élection aux emplois dans la corporation, et défend les droits des tiers. L'assemblée de la corporation ne peut décider de la modification des statuts ou des statuts complémentaires ou de la dissolution de la corporation hors de la présence d'un délégué de l'autorité de surveillance.

§ 97. La dissolution d'une corporation peut être prononcée lorsque l'autorisation prévue (art. 84) n'a pas été accordée et que les modifications prescrites n'ont pas été exécutées, lorsque la corporation n'a pas rempli les devoirs que lui imposait l'article 81, lorsque la corporation se livre à des manœuvres ou entreprises qui peuvent porter atteinte au bien public, lorsqu'elle poursuit d'autres buts que ceux prévus par la loi, lorsque le nombre des membres est descendu au-dessous de celui qui est nécessaire pour en assurer le fonctionnement.

La dissolution est prononcée par l'autorité supérieure de surveillance. La faillite est ouverte pour poursuivre la liquidation du patrimoine, dès que la dissolution est prononcée.

§ 98. La dissolution, sauf décision contraire de l'assemblée, est dirigée par le président aidé de ses assesseurs, à moins que la dissolution n'ait été prononcée par l'autorité de surveillance, auquel cas un mandataire spécial est nommé. Les caisses de secours mutuels qui étaient jointes à la corporation conservent leur avoir.

Le partage de la caisse de la corporation entre les adhérents ne peut avoir lieu qu'autant que les fonds proviennent des cotisations de ces adhérents et il ne peut être attribué à chacun plus qu'il n'a versé; le reste des fonds est, à moins de dispositions expresses des statuts ou des lois locales, employé à des œuvres professionnelles dans la commune du siège de la corporation. L'autorité supérieure de surveillance tranche les différends entre la commune et la corporation.

§ 99. L'établissement des statuts, les certificats de légitimation du pouvoir des mandataires se font sans frais et ne sont pas soumis au timbre. (A suivre.)

Le transport des marchandises par voie ferrée en Allemagne. —

D'après un rapport publié, dans le *Reichsanzeiger*, il a été transporté, en 1896, 212.103.613 tonnes contre 181.479.525 en 1895, 173.970.848 en 1894 et 165.514.507 en 1893; le trafic intérieur est compris pour 169.845.591 tonnes contre 151.744.674 en 1895. Les marchandises importées ont atteint 16.438.921 tonnes contre 12.106.587 en 1895; l'exportation a été de 16.232.953 contre 15.091.403 tonnes.

Le mouvement de la navigation maritime. —

Le mouvement des ports a enregistré, en 1896, 56.734 navires comportant 7.209.560 tonnes, dont 27.498 navires à vapeur d'un tonnage total de 6.025.893 tonnes et 29.236 navires à voiles avec 1.183.667 tonnes. 40.361 de ces navires avec 3.195.063 tonnes (19.565 vapeurs avec 2.627.907 et 20.796 voiliers avec 567.156 tonnes) ont été utilisés par le trafic sur les côtes. 33.734 (85,58 p. o/o) des navires ont voyagé avec chargement, 6.627, soit 16,42 p. o/o, sur lest.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre (1). — Amélioration légère dans quelques industries importantes par rapport au mois précédent, malgré la persistance de la grève des mécaniciens; en ne comprenant pas dans les chiffres ci-dessous les grévistes et les ouvriers privés de travail par cette grève, on trouve : 4.74 p. o/o de chômeurs dans 113 trades-unions groupant 463,000 membres, contre 4.38 p. o/o en septembre 1897 et 3.4 p. o/o en octobre 1896. Les salaires sont en baisse légère.

En un jour de la deuxième semaine de septembre 1897, l'assistance publique a secouru 322,520 personnes, soit 2.06 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 206 en septembre 1897 et 205 en octobre 1896.

5,37 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 431,500 mineurs, contre 5.24 en septembre 1897 et 5.02 en octobre 1896.

351 hauts fourneaux en marche à la fin d'octobre 1897, avec 22,620 ouvriers, contre 349 en septembre 1897 et 344 en octobre 1896.

Grèves. — 49 nouvelles grèves en octobre avec 8,799 chômeurs, contre 49 avec 9,067 en septembre 1897, et 55 avec 11,470 en octobre 1896 — 5 grèves dans le bâtiment, 10 dans les mines et carrières, 8 dans les métaux. Sur 50 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 21 succès, 8 transactions, 21 échecs.

La grève des constructeurs mécaniciens (2). — Ce grave conflit qui dure depuis le commencement de juin n'est pas encore terminé.

Une nouvelle tentative de conciliation a été faite par le *Board of trade*. Cette fois, son intervention a été acceptée en principe par les deux parties, avec des réserves, toutefois, de la part de la fédération des patrons. L'annonce de cette acceptation a arrêté la grève des ouvriers en chaudières. Ils ont repris le travail.

L'opinion publique paraît favorable aux grévistes. Ils reçoivent des subsides considérables de la plupart des associations ouvrières du pays. Plusieurs chefs d'industrie ont même fait publiquement d'importants versements à leur caisse de résistance. On estime que cette caisse a déjà versé en salaires de grève (*strike-pay*) plus de 7 millions de francs. La dépense est actuellement d'environ 625.000 francs par semaine dont 250.000 francs sont fournis par des cotisations spéciales et 125.000 fr. par des dons et souscriptions volontaires. Le reste est versé par la caisse de la société des mécaniciens.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Voir *Bulletin* d'octobre, p. 664 et d'août, p. 533.

Le minimum de salaire dans les travaux de l'État. Enquête parlementaire. — La Commission d'enquête, nommée par la Chambre des communes le 14 mai 1896, et dont les travaux avaient été interrompus par la clôture de la session parlementaire, a vu renouveler ses pouvoirs le 25 février 1897 et, après avoir tenu 13 séances dans lesquelles elle a reçu 54 nouvelles dépositions, elle a adopté, le 21 juillet, un rapport dont nous reproduisons les principaux passages (1) :

« Si la Commission a bien compris la Résolution du 13 février 1891, il n'a jamais été question de faire fixer le taux des salaires par l'État, mais seulement de reconnaître et de garantir le taux minimum courant des salaires dans les divers métiers et les diverses régions.

Cette Résolution, appliquée depuis six ans, ne paraît pas avoir eu d'influence fâcheuse sur les relations entre employeurs et employés, au contraire; elle paraît avoir contribué à faire conclure des conventions entre patrons et ouvriers sur le taux des salaires et sur les conditions du travail. Dans l'ensemble, les entrepreneurs ne soulèvent d'objection, ni contre la Résolution, ni sur la manière dont elle a été appliquée; et les plaintes des ouvriers sur les violations de la Résolution ne sont plus aussi fréquentes qu'autrefois.

Dans un premier Rapport, la Commission a indiqué les mesures prises par les diverses administrations pour informer les adjudicataires de la nature des obligations auxquelles ils s'engageaient. Les formules employées dans les soumissions et les clauses insérées dans les cahiers des charges manquent d'uniformité. La Commission croit que, par rapport à la résolution, une même formule devrait être adoptée par toutes les administrations de l'État.

Quant à l'application de la résolution, la Commission, après avoir reçu les témoignages des fonctionnaires intéressés et ceux des représentants des ouvriers, a acquis la certitude que les plaintes peuvent difficilement être faites par des ouvriers isolés, mais qu'elles doivent nécessairement se produire par le canal de leurs représentants accrédités, les administrateurs des syndicats.

Les nouveaux devoirs incombant aux fonctionnaires, du fait de la Résolution, ont été évidemment plus difficiles à remplir que ceux qui résultaient de l'ancien procédé, quand on acceptait simplement la soumission offrant le plus fort rabais sans s'inquiéter des conditions de travail d'après lesquelles les travaux adjugés étaient exécutés. Il a fallu, au début, beaucoup de temps et de travail aux fonctionnaires pour établir le bien fondé et la valeur des plaintes, formulées souvent sans explications suffisantes. Toutefois, le nombre des plaintes est allé en diminuant et la Commission estime que les difficultés dont on a parlé ne sont pas différentes de celles qui sont inhérentes à l'application de toute nouvelle réforme. La plupart des faits soumis à la Commission étaient déjà anciens, et le nombre des personnes intéressées n'était pas considérable.

Tous les représentants des administrations publiques se sont déclarés en faveur du principe même de la Résolution et ont exprimé le désir de la voir appliquée à la fois dans son esprit comme dans sa lettre.

Pourtant, on ne peut nier qu'il ne règne, dans le public, une opinion défavorable quant à la capacité ou la bonne volonté de quelques fonctionnaires dans l'application de la Résolution. On prétend que l'on ne tient aucun compte de plaintes nombreuses; que, si l'on fait une enquête, elle reste souvent très superficielle; que

(1) Voir dans le *Bulletin* de mai 1897 (p. 326) les résolutions adoptées par la Commission d'enquête spécialement chargée d'examiner l'application de la résolution aux travaux d'impression et de reliure de l'État.

fréquemment on ne demande de renseignements qu'au patron lui-même, sans interroger le ou les plaignants et que ceux-ci ne sont pas informés du résultat de l'enquête. On se plaint aussi que la solution traîne en longueur et qu'il est arrivé plus d'une fois que la plainte ait été reconnue fondée et l'adjudicataire invité à réparer ses torts lorsque les travaux étaient terminés ou bien près de l'être. Le patron échappe à toute punition ou amende et les ouvriers n'obtiennent, dans ces cas, aucune compensation.

Quoique la Commission ne croie pas que ce manque de confiance soit bien fondé, elle pense qu'il est très important de faire disparaître ce sentiment. Elle est d'avis que l'on peut assurer une meilleure application de la Résolution, en y apportant plus d'uniformité et plus d'activité.

La Commission a examiné divers points relatifs au taux courant des salaires et aux conditions du travail, notamment les suivants : Comment peut-on certifier le taux courant du district? Que faut-il entendre par district? Un entrepreneur peut-il, dans certains cas, arguer de son ignorance du taux courant du district? Peut-on prendre des mesures contre l'emploi abusif de femmes, d'enfants, d'apprentis, de demi-ouvriers? Faut-il tenir compte du temps employé par l'ouvrier à se rendre aux chantiers éloignés? La pierre doit-elle être taillée à la carrière ou sur le chantier de construction? Quand peut-on admettre des sous-traitants?

Pour toutes ces questions, la Commission ne pense pas qu'il soit possible d'établir des règles fixes. Il faut étudier chaque cas séparément et décider d'après le sens commun, après une soigneuse enquête et après avoir considéré surtout : 1° si l'adjudicataire applique des conditions de travail qui ne sont pas d'un usage ordinaire dans le métier; 2° si, spécialement pour l'exécution de son marché, il a modifié les conditions habituelles de travail, pour se soustraire à la Résolution, dans sa lettre et dans son esprit.

C'est d'après les mêmes principes que l'on peut décider si l'emploi de sous-traitants est, ou non, légitime; mais, en tous cas, l'adjudicataire principal doit toujours être tenu comme responsable des actes des sous-traitants.

Un mot sur les pénalités ordinairement appliquées en cas d'infraction à la Résolution. On s'est borné jusqu'ici à résilier le contrat ou à rayer l'entrepreneur de la liste d'admissibilité aux adjudications futures. C'est trop ou trop peu.

Il conviendrait d'édicter des pénalités moindres, telles que des amendes; elles seraient utiles dans les cas où une plainte serait reconnue fondée au moment où les travaux vont prendre fin et permettraient d'indemniser les ouvriers à partir du jour où la plainte a été déposée.

La Commission croit qu'il y aurait avantage à publier la liste des adjudicataires des travaux et fournitures de l'État, avec indication de la nature des marchés. Les fonctionnaires des diverses administrations ne font à cette mesure aucune objection, et les représentants des ouvriers ne pourraient plus se plaindre que, faute de connaître ces adjudicataires et la teneur de leurs contrats, ils sont souvent empêchés de prendre la défense des intérêts ouvriers ou qu'ils ne peuvent le faire qu'avec des retards. La Commission estime également que le public a intérêt à connaître, sans grand dérangement, les noms de ceux qui travaillent pour le compte de l'État.

Il a été démontré que l'application de la Résolution a eu pour effet de diminuer les chances d'emploi des anciens soldats et marins qui, pour un temps plus ou moins long, ne peuvent plus être considérés comme des ouvriers compétents dans leur métier et ne peuvent pas, par conséquent, être payés au taux courant. La Commission est d'avis qu'il faut faciliter à tous ceux qui ont servi dans l'armée ou la marine les moyens de trouver du travail; on ne devrait donc pas empêcher les

adjudicataires de l'État d'employer ces hommes en les payant selon leur valeur, bien qu'au-dessous du taux courant; il faudrait simplement prendre les mesures convenables pour que les salaires des autres ouvriers n'en soient pas affectés.

La Commission a acquis la certitude qu'une disposition, votée par la Chambre des communes en 1893, stipulant qu'aucune distinction ne serait faite dans les travaux de l'État entre ouvriers syndiqués et ouvriers non syndiqués, n'avait pas été communiquée officiellement à la plupart des services publics. Elle pense qu'il faut considérer cette stipulation comme annexe de la Résolution de 1891 et qu'il y a lieu de l'insérer dorénavant dans tous les cahiers des charges.

Loi portant amendement à la législation sur la réparation des accidents soufferts par les ouvriers au cours de leur travail. (6 août 1897. — 60 et 61, Victor Ch. 37.) = Comme suite à l'analyse publiée dans le *Bulletin* d'octobre, on trouvera ci-après la traduction complète de cette importante loi :

**I. — RESPONSABILITÉ DE CERTAINS CHEFS D'INDUSTRIE ENVERS LEURS OUVRIERS,
EN CAS D'ACCIDENTS.**

1. Si, dans un travail auquel s'applique la présente loi, un dommage corporel est causé à un ouvrier par un accident survenu à raison et dans le cours de ce travail, son patron sera, dans les conditions ci-après déterminées, tenu de lui payer une indemnité conformément à l'Annexe n° 1 à la présente loi.

2. Toutefois :

a) Le patron ne sera pas responsable d'un dommage qui ne rendrait pas l'ouvrier incapable de gagner son plein salaire, dans sa profession habituelle, pendant une période de deux semaines au moins.

b) Si le dommage est causé par la négligence personnelle ou par le fait volontaire du patron, ou d'une personne pour le fait ou l'omission duquel la patron est responsable, rien dans la présente loi n'affectera la responsabilité civile du patron et dans ce cas l'ouvrier pourra, à son choix, ou réclamer une indemnité en vertu de la présente, ou recourir à la procédure qui lui était ouverte antérieurement. Mais le patron ne pourra être tenu d'une indemnité à la fois en dehors et en vertu de la présente loi, et il ne pourrait être recherché en dehors de la présente loi, excepté dans les cas ci-dessus rappelés de négligence personnelle ou de fait volontaire.

c) S'il est prouvé que le dommage est imputable à un manquement grave et volontaire de l'ouvrier à ses devoirs, toute demande d'indemnité sera repoussée.

3. S'il s'élève une contestation, née dans l'application de la présente loi, sur le droit à indemnité (y compris toute question de définition des travaux auxquels s'étend cette application), ou sur le montant ou la durée de l'indemnité, cette contestation, à défaut de solution amiable, sera réglée par l'arbitrage organisé à l'Annexe n° 2, conformément aux dispositions de l'Annexe n° 1.

4. Lorsque dans les délais fixés par la présente loi pour l'ouverture d'une procédure, des dommages et intérêts seront réclamés indépendamment de la présente loi, en raison d'un accident industriel, et s'il est prouvé par le procès que le dommage n'est pas de ceux dont le patron est responsable aux termes de l'action introduite, mais s'il est établi qu'il pourrait être tenu d'une indemnité en vertu de la présente loi, le demandeur sera débouté de sa demande initiale; toutefois, le tribunal pourra, si le demandeur le requiert, procéder à la fixation de ladite indemnité et il lui sera loisible de réduire son montant de tous les frais, qui, à son appréciation, auraient été évités si le demandeur, au lieu d'intenter un procès, avait engagé tout d'abord la procédure prévue par la présente loi.

Lorsque le tribunal fixera une indemnité en vertu de la présente sous-section, il délivrera un certificat déterminant le montant de cette indemnité ainsi que les réductions qu'il lui fait subir, et ce certificat aura force et effet comme une décision rendue en vertu de la présente loi.

5. La présente loi ne déroge en rien aux dispositions relatives aux amendes et à leur application (1), prévues par la législation des mines et de l'industrie, mais si cette application totale ou partielle a été faite au profit de la victime, son montant sera pris en considération dans la fixation de l'indemnité conformément à la présente loi.

II. — DÉLAIS POUR L'OUVERTURE D'UNE INSTANCE.

1. La demande d'indemnité ne sera recevable que si une déclaration a été faite aussitôt que possible après l'accident et avant que l'ouvrier ait volontairement quitté le travail au cours duquel il a été blessé, et seulement si la réclamation a été formulée dans les six mois de l'accident, ou, en cas de mort, dans les six mois de celle-ci. Toutefois le défaut de déclaration ou les vices ou inexactitudes dont elle serait entachée n'empêcheront pas la procédure de suivre son cours, s'il est prouvé par l'instruction que ce défaut, ces vices ou inexactitudes ne portent pas préjudice à la défense du patron, ou qu'ils sont attribuables à une erreur ou à tout autre motif raisonnable.

2. La déclaration d'accident fera connaître les nom et adresse de la victime, et énoncera en langage ordinaire la cause du dommage corporel ainsi que la date de l'événement. Elle sera remise au patron ou, s'il y en a plus d'un, à l'un d'entre eux.

3. La notification peut être faite en remettant la déclaration au domicile ou au siège commercial de la personne qui doit être touchée.

4. La notification peut également être faite par poste au moyen d'une lettre recommandée, adressée, à la personne qui doit être touchée, à sa dernière résidence connue ou à son dernier siège commercial; dans ce cas la notification sera présumée avoir été faite à l'époque où la lettre contenant la déclaration devrait avoir été distribuée d'après le service normal de la poste, et pour faire la preuve de la notification, il suffira de prouver que la déclaration était munie de l'adresse convenable et qu'elle a été dûment recommandée.

5. Quand l'ouvrier est au service d'une collectivité jouissant ou non de « l'incorporation », la notification de la déclaration peut être faite par sa remise, ou son envoi sous pli recommandé, au bureau, ou s'il y en a plusieurs à l'un quelconque des bureaux de ladite collectivité.

III. — CONVENTIONS EN DEHORS DE LA LOI.

Si le « Registrar » des *Friendly societies*, après s'être assuré des avis d'un patron et de ses ouvriers, approuve un système proposé de réparation, de prévoyance ou d'assurance applicable aux ouvriers occupés par un patron à un travail quelconque (que ce système englobe ou non d'autres patrons avec leurs ouvriers), et certifie que ce système n'est pas en somme moins favorable à l'ensemble des ouvriers et de leurs ayants droit que les dispositions de la présente loi, le patron peut, tant que ce certificat n'est pas révoqué, convenir par contrat avec tout ouvrier que les dispositions dudit système seront substituées à celles de la présente loi et dès lors sa responsabilité sera déterminée par ledit système. Mais sauf cette restriction, la présente loi sera applicable nonobstant toute convention contraire conclue après son entrée en vigueur.

2. Le certificat du Registrar peut être délivré valable seulement pour une période limitée qui ne sera pas moindre que cinq années.

3. Aucun système ne pourra donner lieu à un certificat s'il contient l'obligation pour les ouvriers d'y adhérer comme condition de leur engagement.

4. Si le Registrar est saisi d'une plainte par les ouvriers d'un patron ou en leur nom, portant que les dispositions d'un système ne sont plus, en somme, aussi favorables à l'en-

(1) Application partielle ou totale à indemniser la victime. (N. D. L. R.).

semble des ouvriers et de leurs ayants droit que les dispositions de la présente loi, ou portant que les dispositions de ce système sont violées, ou qu'elles ne sont pas appliquées loyalement, ou qu'il existe des raisons suffisantes pour révoquer le certificat accordé audit système, le Registrar devra examiner ladite plainte, et s'il trouve que les motifs allégués sont valables, il devra révoquer ledit certificat si des mesures ne sont pas prises pour faire disparaître ces motifs.

5. Quand un certificat a été révoqué ou vient à expiration, les dépôts de fonds et réserves constitués pour l'exécution du système seront distribués comme il sera convenu entre patrons et ouvriers ou, en cas de désaccord, de la manière qu'ordonnera le Registrar.

6. Toutes les fois qu'un « système » aura fait l'objet d'un certificat comme il a été dit ci-dessus, le patron sera tenu de fournir tous renseignements et comptes relatifs à son fonctionnement, s'il en est requis par le Registrar.

7. — Le Registrar en chef (*chief Registrar of Friendly societies*) comprendra dans son rapport annuel le compte rendu des travaux des Registrars pour l'application de la présente loi.

IV. — DES SOUS-TRAITANTS.

Si, dans un travail auquel s'applique la présente loi, les entrepreneurs définis comme il sera dit ci-après traitent avec un sous-entrepreneur pour l'exécution d'un ouvrage par lui ou pour son compte, et si les entrepreneurs eussent été tenus d'une indemnité en matière d'accident, aux termes de la présente loi, au cas où la victime eût été employée directement par eux, lesdits entrepreneurs seront responsables de toute indemnité qui pourrait être due par leur sous-traitant (soit en vertu de la présente loi, soit pour cause de négligence personnelle ou de fait volontaire, indépendamment de ladite) ou qui aurait été due si le sous-traitant avait été un patron soumis aux dispositions de la présente loi.

Toutefois les entrepreneurs auront un recours contre toute personne qui serait responsable indépendamment du présent article.

Le présent article ne s'appliquera pas aux sous-traités relatifs à des travaux purement auxiliaires ou accidentels et qui ne sont pas une des parties de l'industrie ou du commerce exercés par l'entrepreneur.

V. — FAILLITE DU PATRON.

Toutes les fois qu'une indemnité sera exigible d'un patron, pour cause d'accident, en vertu de la présente loi, et que lui-même sera créancier d'une assurance pour une somme quelconque destinée à remplir ses obligations envers l'ouvrier, en cas de faillite, concordat ou arrangement dudit patron avec ses créanciers, ou en cas de liquidation s'il s'agit d'une société, ledit ouvrier exercera un privilège sur ladite somme jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû. Le juge du comté pourra ordonner le versement de ladite somme par l'assurance à la caisse d'épargne postale au nom du greffier de la cour, et pourra ensuite en faire réaliser le placement ou la distribution conformément aux dispositions prévues par l'Annexe n°1 pour le placement à la caisse d'épargne postale de toute somme allouée à titre d'indemnité, et ces dispositions recevront leur pleine application.

2. [Application à l'Écosse.]

VI. — INDEMNITÉS DUES PAR DES TIERS.

Si le dommage qui donne lieu à indemnité, d'après la présente loi, s'est produit dans des circonstances telles qu'un tiers autre que le patron puisse être tenu légalement de cette indemnité, la victime peut, à son choix, actionner ce tiers en vertu de la législation antérieure ou actionner le patron en vertu de la présente loi, mais non les actionner tous les deux; et, si le patron paye en vertu de la présente loi, il aura un recours contre le tiers responsable.

VII. — LIMITES D'APPLICATION DE LA LOI ET DÉFINITIONS.

La présente loi ne s'appliquera qu'aux travaux exécutés par des entrepreneurs, définis, comme il est dit ci-après, dans l'enceinte, dans les dépendances ou pour le service d'un chemin de fer, d'une fabrique, d'une mine, d'une carrière, d'un travail d'art (*engineering work*); et aux travaux exécutés par des entrepreneurs définis comme il est dit ci-après, dans l'enceinte, dans les dépendances ou pour le service du chantier d'une bâtisse excédant 30 pieds de hauteur, qui se trouve en construction ou en réparation au moyen d'échafaudages, ou qui est en démolition, ou aux travaux de construction, de réparation ou de démolition de laquelle on emploie un matériel mû par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique.

2. Dans la présente loi :

L'expression « chemin de fer » comprend toutes les voies ferrées auxquelles s'applique la loi sur les chemins de fer de 1873 et celle de 1896 sur les chemins de fer légers. Les mots « chemin de fer » et « compagnie de chemin de fer » doivent s'entendre comme dans ces lois.

L'expression « fabrique » a la même signification que dans les lois sur les fabriques et ateliers de 1878 à 1891; elle comprend aussi tous les ports, môles, quais, entrepôts et tout leur matériel, en ce qu'ils sont soumis aux dispositions des lois sur les fabriques et ateliers, en vertu de la loi sur les fabriques et ateliers de 1895; elle comprend également toutes les blanchisseries où l'on emploie un matériel mû par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique.

L'expression « mines » comprend toutes les exploitations soumises à la loi pour la réglementation des mines de charbon de 1887 ou à la loi pour la réglementation des mines métallifères de 1872.

L'expression « carrières » s'applique à toutes les exploitations régies par la loi sur les carrières de 1894.

L'expression « travail d'art » comprend tous les travaux de construction, de modification ou d'entretien des chemins de fer, rades, ports, canaux ou égouts et comprend tous autres ouvrages pour la construction, la modification ou l'entretien desquels on fait usage d'un matériel mû par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique.

L'expression « entrepreneurs » signifie la compagnie de chemin de fer dans le cas d'un chemin de fer; dans le cas d'une fabrique, d'une carrière ou d'une blanchisserie, elle signifie son exploitant aux termes des lois sur les fabriques et ateliers de 1878 à 1895; dans le cas d'une mine, elle signifie le concessionnaire aux termes de la loi pour la réglementation des mines de charbon de 1887 ou de la loi pour la réglementation de mines métallifères de 1872, selon les cas; dans le cas d'un travail d'art, elle signifie l'entrepreneur des travaux de construction, de modification et d'entretien; et, dans le cas d'une bâtisse, elle signifie celui qui en entreprend la construction, la réparation ou la démolition.

L'expression « patron » comprend toute collectivité de personnes jouissant ou non de l'« incorporation »; elle comprend aussi les ayants droit d'un patron décédé.

L'expression « ouvrier » comprend toute personne employée à un des travaux auxquels s'applique la présente loi, soit comme travailleur manuel ou autrement, avec un contrat de louage d'ouvrage ou d'apprentissage ou autre, explicite ou implicite, verbal ou écrit. Tout ce qui s'applique à un ouvrier blessé s'applique également, en cas de mort de la victime, à ses représentants légaux ou ayants droit ou à toute autre personne à laquelle l'indemnité doit être payée.

L'expression d'« ayants droit » comprend, en Angleterre et en Irlande, tous les membres de la famille de la victime, désignés dans la loi sur les accidents mortels de 1846, aux besoins desquels son salaire subvenait, totalement ou en partie, au moment de la mort.

b) [Application à l'Écosse.]

3. Un ouvrier employé dans une fabrique constituée par un chantier de constructions navales ne pourra être exclu du bénéfice de la présente loi par la seule raison que l'accident est arrivé en dehors du chantier, alors que l'ouvrier travaillait sur un navire, dans un dock, sur une rivière ou dans des eaux maritimes à proximité du chantier.

VIII. — APPLICATION AUX OUVRIERS DU SERVICE DE LA COURONNE.

1. La présente loi ne s'appliquera pas aux personnes engagées dans les services militaire ou naval de la Couronne, mais autrement elle s'appliquera à tous les ouvriers employés par ou pour la Couronne dans les cas où elle aurait été applicable si le patron avait été une autre personne.

2. Le Trésor pourra, par décret communiqué au Parlement, modifier, en vue de satisfaire à la présente loi, le décret rendu pour l'exécution de la loi sur les pensions de 1887 et, notwithstanding toute disposition de cette loi ou de tout décret, il pourra établir un système en vue de son approbation par le Registrar des Friendly societies, conformément à la présente loi.

IX. — DISPOSITION RELATIVE AUX CONTRATS ANTÉRIEURS.

Si, par un contrat existant avant l'entrée en vigueur de la présente loi, un ouvrier a abandonné ou restreint son droit à indemnité en cas d'accident dans son travail, ce contrat sera censé prendre fin, au point de vue de l'application de la présente loi, à l'époque où le contrat de louage dudit ouvrier pourrait lui-même prendre fin s'il avait été dénoncé au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

X. — ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ DE LA LOI.

1. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1898.
2. Son titre abrégé sera : « *Workmen's compensation Act, 1897* ».

Dans le prochain *Bulletin*, nous donnerons les Annexes n^{os} 1 et 2 qui règlent : la première, le montant, l'attribution et le paiement des indemnités ; la deuxième, l'organisation de la procédure d'arbitrage.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 14 octobre 1897 relatif aux caisses des retraites.

TITRE I^{er}.

DES CONDITIONS DE DÉPÔT ET DE RETRAIT DES SOMMES OU VALEURS ET DU MODE DE NOMINATION DU MANDATAIRE.

ARTICLE 1^{er}. — Les dépôts des fonds affectés aux institutions de prévoyance qui sont effectués à la Caisse des dépôts et consignations, par application des articles 2 et 3 de la loi du 27 décembre 1895, peuvent être faits soit en numéraire, soit en valeurs.

2. — Lors de l'ouverture de chaque compte, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations fixe, après délibération de la commission

de surveillance, la somme au delà de laquelle le solde créditeur en numéraire doit être converti en valeurs. Dès que ce maximum est dépassé, la Caisse peut mettre le déposant en demeure de déterminer l'emploi en valeurs de l'excédent.

A défaut de déclaration dans le délai d'un mois, par le déposant sur la nature des valeurs à acquérir, la Caisse peut faire d'office emploi de l'excédent en rente 3 p. o/o perpétuelle, aux frais, risques et périls de l'intéressé.

Les dépôts correspondant aux retenues subies ou aux subventions consenties pour une institution de prévoyance antérieurement au 1^{er} janvier 1896 doivent être intégralement effectués en valeurs.

3. — Si les valeurs déposées sont nominatives, la Caisse dénonce le dépôt au Trésor ou aux sociétés, compagnies ou établissements dont elles émanent, en mentionnant l'affectation légale qui en résulte.

Cette dénonciation faite, il ne peut plus être effectué de transfert, mutation ou délivrance de duplicata de titres que sur production d'une mainlevée de la Caisse des dépôts et consignations.

4. — Les sommes versées et les valeurs déposées à la Caisse des dépôts et consignations sont reçues au lieu où l'exploitation a son siège principal : pour Paris et le département de la Seine, à la caisse générale; pour les autres départements, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers et des percepteurs préposés de la Caisse des dépôts et consignations.

Chaque versement ou dépôt donne lieu à la délivrance d'un récépissé établi au nom du déposant dans les conditions déterminées par la loi du 24 décembre 1896.

Les préfets et sous-préfets mentionnent le nombre et la nature des valeurs comprises en chaque récépissé sur le registre spécial visé par l'article 3 du décret du 15 décembre 1875.

Les valeurs sont centralisées à Paris entre les mains du caissier général, qui en a la garde et la responsabilité.

5. — Moyennant remboursement des frais de courtage et de timbre, la Caisse des dépôts et consignations fait, à la demande et pour le compte des déposants, les emplois des sommes affectées aux institutions de prévoyance en achats de valeurs énumérées à l'article 3 de la loi.

Dans les mêmes conditions et sur la remise de procurations régulières, elle fait procéder aux aliénations de valeurs, ainsi qu'à leur transfert en cas de cession d'entreprise.

Les versements complémentaires nécessaires pour libérer les valeurs déposées ne sont effectués par la Caisse des dépôts et consignations qu'autant que des provisions ont été faites ou que les ressources disponibles au compte ont été affectées à cet emploi par le déposant.

La Caisse des dépôts et consignations est chargée de recevoir aux échéances les arrérages ou intérêts dus sur les valeurs déposées. Elle encaisse, s'il y a lieu, les sommes provenant du remboursement total ou partiel des titres et des lots ou primes attribués.

6. — Il est tenu par la Caisse, au nom de chaque institution de prévoyance, un compte courant spécial comprenant les sommes versées ou encaissées. Ce compte est réglé en capital et intérêts au 31 décembre de chaque année. Les intérêts annuels sont capitalisés à cette date; ils ne sont liquidés et payés en cours d'année que sur demande spéciale et pour un compte intégralement soldé.

Les recettes sont imputées au compte courant, valeur au dernier jour de la dizaine; les dépenses, valeur au premier jour de la dizaine pendant laquelle elles sont effectuées.

7. — Le retrait des sommes et valeurs existant au compte d'une institution de prévoyance ne peut être opéré que sur la demande et la quittance des personnes qui, d'après les statuts ou le règlement de l'institution, sont chargées de sa gestion.

Dans tous les cas, chaque retrait effectué doit être porté à la connaissance des intéressés par voie d'avis placardés à tous les sièges de l'entreprise.

La demande de retrait est adressée : à Paris, au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations; dans les départements, au préposé qui a reçu le dépôt. Il y est donné suite dans les dix jours de la réception de la demande.

8. — Sur la demande faite dans les mêmes conditions, la Caisse des dépôts et consignations opère directement le transfert à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des sommes à imputer aux comptes individuels des ayants droit.

Les versements prévus au paragraphe précédent ainsi qu'à l'article 16 du présent décret et au paragraphe 2 de l'article 3 de la loi ne sont pas soumis à la limite de 500 francs assignée par la loi du 26 juillet 1893 aux sommes versées dans une année au compte de la même personne.

9. — Les dépôts et les retraits de sommes ou valeurs dans les caisses syndicales et patronales ne peuvent être effectués que dans les conditions prévues par les statuts de ces caisses approuvés par les décrets d'autorisation visés au deuxième alinéa de l'article 3 de la loi.

10. — Lorsque, par application de l'article 5 de la loi, plusieurs des intéressés veulent constituer un mandataire unique pour les représenter devant les tribunaux civils, ils présentent à cet effet, au juge de paix du canton dans lequel est situé le siège principal de l'exploitation, une requête signée de chacun d'eux et indiquant la nature et les circonstances du différend, ainsi que les noms, prénoms, emplois et domiciles de tous les signataires. Ils joignent à cette requête une formule de mandat spécial sur papier libre.

Dans les dix jours de la réception de la requête, et si cette requête ne porte point désignation unanime d'un mandataire, le juge de paix fait afficher à la mairie du siège principal de l'exploitation la date fixée par lui pour le dépouillement des mandats individuels des requérants. Chacun d'eux, sur une formule du modèle joint à la requête, adresse au juge de paix, pour la date fixée et sous pli fermé, un mandat rempli et signé par lui.

Le juge de paix fait procéder au dépouillement et à l'émargement des mandats en audience publique et proclame mandataire collectif pour ester en justice la personne désignée par la majorité absolue des mandants. Il lui délivre une expédition du procès-verbal des opérations, qui lui tient lieu de mandat collectif.

TITRE II.

DU MODE DE LIQUIDATION DES DROITS ACQUIS ET DES DROITS ÉVENTUELS.

11. — En ce qui concerne les dépôts effectués au profit des institutions de retraite, la liquidation des droits acquis et des droits éventuels, dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi, est effectuée au prorata du capital constitutif des pensions, calculé d'après la table de mortalité et le taux d'intérêt qui sont en vigueur à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moment de la liquidation.

12. — Le capital constitutif d'une pension en cours de service est la somme qu'il faudrait aliéner pour constituer, à l'âge du titulaire, une rente viagère immédiate égale à la pension servie.

13. — Le capital constitutif d'une pension en cours de formation est la somme qu'il faudrait aliéner pour constituer, à l'âge du titulaire, une rente viagère différée proportionnelle à la pension qu'il aurait obtenue au moment de sa mise à la retraite, d'après les statuts ou règlements de l'institution à liquider, ou, à défaut, d'après les précédents de cette institution.

14. — Si l'institution de retraite comporte réversibilité totale ou partielle des pensions ou s'il est intervenu une des conventions visées par le dernier alinéa de l'article 3 de la loi, la liquidation s'opère d'après les mêmes principes.

15. — En ce qui concerne les dépôts affectés à une institution de secours ou de prévoyance, il y a droit acquis jusqu'à concurrence des allocations qui, au moment de la liquidation, seraient dues au titulaire d'après les statuts, règlements ou usages de l'institution.

Le droit éventuel de chaque participant dans une institution de secours est représenté par une somme égale aux cotisations acquittées par lui pendant les douze mois qui ont précédé la liquidation et aux subventions correspondantes.

16. — Lorsque la liquidation du gage a été homologuée judiciairement, la Caisse dépositaire se dessaisit, soit par transfert à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en vue de la constitution d'une rente viagère, dans les conditions et à l'époque d'entrée en jouissance que déterminent les intéressés, conformément aux lois et décrets qui régissent cet établissement, soit par voie de versement direct, aux intéressés s'ils en font la demande écrite.

Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 6 octobre 1897, sur les coopératives ouvrières de production.

(Adressée aux préfets.)

Le Ministre a été saisi à plusieurs reprises de réclamations relatives à l'application du décret du 4 juin 1888, qui fixe les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour soumissionner les travaux et fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État.

En matière d'adjudications, le décret du 4 juin 1888 confère aux associations coopératives de production entre ouvriers français les trois avantages suivants :

1° Lorsque le montant prévu des travaux ou des fournitures faisant l'objet de l'adjudication ne dépasse pas cinquante mille francs, ces associations sont dispensées de tout cautionnement;

2° A égalité de rabais consenti par un entrepreneur ou fournisseur et par une société d'ouvriers, cette dernière doit être déclarée adjudicataire;

3° Les sociétés d'ouvriers doivent recevoir « tous les quinze jours » des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées.

Les prescriptions, spécifiées pour les adjudications de l'État par le décret du 4 juin 1888, sont applicables par analogie aux adjudications des départements (*avis du Conseil d'État du 27 juin 1889*) et elles ont été expressément étendues aux adjudications communales par la loi du 29 juillet 1893.

Il y a lieu d'en assurer l'exécution avec vigilance et d'en rappeler les dispositions aux autorités compétentes par voie d'insertion au *Bulletin administratif* de chaque département.

Loi du 29 juillet 1893 ayant pour objet l'admission d'associations ouvrières françaises aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes.

ARTICLE UNIQUE. — Les associations d'ouvriers français sont admises aux adjudications de travaux communaux dans les conditions déterminées par le décret du 4 juin 1888 relatif à la participation des sociétés françaises d'ouvriers aux adjudications et marchés passés au nom de l'État.

Décret du 4 juin 1888 fixant les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour pouvoir soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État (1).

ART. 1^{er}. Les adjudications et marchés de gré à gré passés au nom de l'État sont, autant que possible, divisés en plusieurs lots, selon l'importance des travaux ou fournitures, ou en tenant compte de la nature des professions intéressées. — Dans le cas où tous les lots ne seraient pas adjugés, l'Administration aura la faculté, soit de traiter à l'amiable pour les lots non adjugés, soit de remettre en adjudication l'ensemble de l'entreprise ou les lots non adjugés, en les groupant, s'il y a lieu.

ART. 2. Les sociétés d'ouvriers français, constituées dans l'une des formes prévues par l'article 19 du Code de commerce ou par la loi du 24 juillet 1867, peuvent soumissionner, dans les conditions ci-après déterminées, les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État. — Des marchés de gré à gré peuvent également être passés avec ces sociétés pour les travaux ou fournitures dont la dépense totale n'excède pas vingt mille francs (20,000^f).

(1) Ces dispositions sont également applicables aux travaux et fournitures faisant l'objet des adjudications des départements (*Avis du Conseil d'État du 27 juin 1889*).

ART. 3. Pour être admises à soumissionner, soit par voie d'adjudication publique, soit par voie de marché de gré à gré, les entreprises de travaux publics ou de fournitures, les sociétés devront préalablement produire : — 1° la liste nominative de leurs membres ; — 2° l'acte de société ; — 3° des certificats de capacité délivrés aux gérants, administrateurs ou autres associés spécialement délégués pour diriger l'exécution des travaux ou fournitures qui font l'objet du marché, et assister aux opérations destinées à constater les quantités d'ouvrages effectués ou des fournitures livrées. — Les sociétés indiqueront, en outre, le nombre minimum des sociétaires qu'elles s'engagent à employer à l'exécution du marché. — En cas d'adjudication, les pièces justificatives exigées par le présent article seront produites dix jours au moins avant celui de l'adjudication.

ART. 4. Les sociétés d'ouvriers sont dispensées de fournir un cautionnement, lorsque le montant prévu des travaux ou fournitures faisant l'objet du marché ne dépasse pas cinquante mille francs (50,000^f).

ART. 5. A égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de société d'ouvriers, cette dernière sera préférée. — Dans le cas où plusieurs sociétés d'ouvriers offriraient le même rabais, il sera procédé à une réadjudication entre ces sociétés sur de nouvelles soumissions. — Si les sociétés se refusaient à faire de nouvelles offres, ou si les nouveaux rabais ne différaient pas, le sort en déciderait.

ART. 6. Des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux sociétés d'ouvriers, sauf les retenues prévues par les cahiers des charges.

ART. 7. Les sociétés d'ouvriers sont soumises aux clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux ou fournitures par les différents départements ministériels, en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire au présent décret.

ART. 8. Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux marchés ou adjudications qui concernent les travaux ou fournitures de la Guerre et de la Marine, lorsque l'application de ces dispositions paraîtra au Ministre préjudiciable aux intérêts du service.

Lettre ministérielle du 26 mai 1897.

(Chômage légal des jours fériés.)

[L'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, qui permet à l'Inspecteur divisionnaire d'autoriser exceptionnellement certaines industries à travailler le jour de repos hebdomadaire, ne lui a pas accordé cette faculté quand il s'agit des jours fériés] (1).

Lettre ministérielle du 10 juin 1897.

(Demande de tolérance en faveur de la fabrication du pain de guerre.)

[L'industrie dont il s'agit ne présente aucun des caractères essentiels des usines à feu continu, dans lesquelles le feu est entretenu constamment pour des raisons tirées soit des dimensions du foyer, soit de la température qu'il s'agit de maintenir, soit des propriétés mêmes du produit fabriqué.

Elle ne peut donc bénéficier des tolérances inscrites dans l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892.]

(1) Tels que les lundis de Pâques et de la Pentecôte et le jour de l'Ascension.

Lettre ministérielle du 10 juin 1897.

(Repos prescrits par l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892.)

[Les heures consacrées aux repas doivent être exactement indiquées sur les avis d'emploi du temps qui sont adressés aux Inspecteurs.]

C'est là une obligation dont les inspecteurs ne sauraient se dispenser d'exiger la stricte observation sans que les prescriptions de l'article 11 de la loi du 2 novembre 1892 soient violées. En effet, les heures de repas constituent, dans la très grande majorité des cas, les heures de repos réglementaires.]

Lettre ministérielle du 24 juin 1897.

*(Application de l'article 1^{er} du décret du 26 juillet 1895. —
Durée des veillées dans les maisons de deuil.)*

Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 26 juillet 1895 sont formelles. Elles ne permettent, pour l'industrie de la couture, l'emploi des femmes et des filles âgées de plus de dix-huit ans que jusqu'à 11 heures du soir, pendant soixante jours par an, et encore, à condition que la durée du travail effectif ne dépasse pas douze heures par vingt-quatre heures. Les maisons de deuil, qui sont comprises dans l'industrie de la confection, doivent être, et sont en général, par cela même qu'elles sont le plus souvent exposées à des demandes urgentes, organisées de façon à pouvoir y répondre sans contrevenir aux règlements.]

Lettre ministérielle du 27 juillet 1897.

(Demande de tolérance formée par l'industrie de la céramique.)

[Le principal argument invoqué par les demandeurs est tiré de la surcharge qu'apportent dans l'industrie céramique les approches du 25 décembre et du 1^{er} janvier. Cette surcharge est commune à presque toutes les fabrications et n'est pas, dès lors, susceptible de justifier un cas d'exception.]

Il est donc impossible d'accorder à l'industrie de la céramique le bénéfice de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.]

Lettre ministérielle du 29 juillet 1897.

(Durée des autorisations temporaires.)

[L'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par celui du 26 juillet 1896, ne permet pas d'autoriser les industries désignées dans cet article à faire travailler les femmes et les enfants plus de douze heures par jour.]

Lorsque la loi du 2 novembre 1892 a, par son article 4, § 4, accordé à certaines industries à déterminer par un règlement d'administration publique, la faculté de prolonger la durée du travail jusqu'à onze heures du soir, c'est à la condition que la durée du travail effectif ne dépasserait pas douze heures. Si le législateur n'a pas cru devoir aller plus loin et prolonger, pour le personnel protégé, la journée de travail au delà des douze heures fixées pour les adultes par la loi du 9 septembre 1848, le service de l'inspection ne saurait accorder des dérogations que la loi n'a pas prévues.]

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Accidents de travail. — *Chambre.* — Séance du 19 octobre 1897. — Proposition de loi tendant à régler la responsabilité des accidents de travail, par M. Julien Goujon. (Doc. parl. n° 2719; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales. Retirée au cours de la discussion, le 26 octobre.

Chambre. — Séances des 26 et 28 octobre 1897. — Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Urgence déclarée. Adoption avec modifications.

Caisse des retraites. — *Chambre.* — Séance du 19 octobre 1897. — Proposition de loi sur la caisse des retraites en faveur des invalides et des vieillards, par M. Chauvière (Doc. parl. n° 2720 *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Chambre. — Séance du 21 octobre 1897. — Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse de retraites ouvrières, par M. Girault (Doc. parl. n° 2727; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Employés de chemins de fer. — *Chambre.* — Séance du 21 octobre 1897. — Proposition de loi ayant pour objet d'améliorer la situation des ouvriers et employés de chemins de fer, par M. Paulin Méry et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2728; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

JURISPRUDENCE.

Conseil de prud'hommes. — Demande reconventionnelle.
— Taux de la compétence.

Une demande reconventionnelle uniquement fondée sur la demande principale, n'ayant point de cause antérieure à cette action et en dérivant exclusivement, n'en est que la suite et l'accessoire; elle est sans influence sur la fixation du taux de la compétence qui se détermine par la quotité de la demande originaire et les lois qui régissent la juridiction des conseils de prud'hommes n'ont point dérogé à cette loi générale.

Il s'agissait, dans l'espèce, d'un patron actionné par son ouvrier en paiement d'une somme de 102 fr. 40 et qui avait formé une demande reconventionnelle en 250 francs de dommages et intérêts, exposant que la revendication originaire avait jeté le trouble dans son personnel et provoqué des demandes en augmentation de salaire.

La Cour de cassation a annulé le jugement du tribunal de commerce de la Seine déclarant recevable l'appel relevé contre le jugement du conseil des prud'hommes, par application de l'article 13 de la loi du 1^{er} juin 1853.

Cour de cassation, 17 février 1897.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité des mines, des ateliers de métallurgie et de construction mécanique se maintient. L'amélioration signalée dans les industries du livre, de la soierie, du vêtement et de la bijouterie s'accroît. Une reprise du travail s'est produite dans la préparation des cuirs et peaux. L'industrie du bâtiment et celle des professions qui s'y rattachent sont en pleine morte-saison.

Parmi les 420 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 120.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 novembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 7 p. 0/0; 11 p. 0/0 des syndicats comprenant 6 p. 0/0 des adhérents jugent que le travail a été plus abondant que l'an dernier, à pareille époque, 53 p. 0/0 des chambres syndicales avec 62 p. 0/0 des syndiqués estiment qu'il a été en même quantité et 36 p. 0/0 des syndicats avec 32 p. 0/0 des adhérents considèrent qu'il a été moins abondant.

La durée du travail a de nouveau été réduite dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui s'y rattachent; la journée varie de 9 à 10 heures; elle est plus généralement de 9 heures.

Une baisse du prix du pain est signalée sur quelques points; dans l'ensemble, la hausse déjà mentionnée se maintient. Hausse également sur les prix du beurre, des œufs et des légumes. La viande aurait plutôt tendance à la baisse.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. HORTICULTURE. FORÊT. — La pêche côtière a été, en partie, contrariée par les grands vents; en particulier celle de la sardine est maintenant terminée. Morte-saison chez les horticulteurs-jardiniers et ouvriers agricoles. Le travail a repris chez les bûcherons qui comptent 11 p. 0/0 des leurs en chômage. Le travail est considéré, dans l'ensemble, comme aussi abondant que l'an dernier, sauf à Henrichemont et Vallenay (Cher) et à Vieille-Maison (Loiret), où il est jugé plus faible.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermé-

diaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de novembre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
1	2	3	4	5	6	7
Nord et Pas-de-Calais....	6,00	p. o/o.	"	"	"	100
Loire.....	5,91	"	"	"	27	73
Gard et Hérault.....	5,97	"	"	"	12	88
Provence (lignites)....	4,85	"	"	72	10	18
Tarn et Aveyron.....	6,05	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,88	3	"	"	"	97
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,97	"	"	"	12	88
ENSEMBLE pour la France.	5,96	"	"	1	6	93

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,97; il était de 5,95, en novembre 1896.

CARRIÈRES. — La diminution habituelle des commandes pendant la saison d'hiver a amené une nouvelle réduction de la durée du travail; on fait généralement 9 heures par jour. Dans l'ensemble, les exploitations ont conservé leur personnel ouvrier et la situation est estimée équivalente à celle de l'an dernier à même époque.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — 11 p. o/o de chômeurs chez les boulangers; placement plus difficile que l'an dernier en particulier à Paris, Saint-Étienne et Bayonne; pour le reste pas de changement. Chez les pâtisseries-cuisiniers, la reprise habituelle du travail se fait plus lentement que l'année précédente, notamment à Saint-Étienne, Cannes et Marseille.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans la fabrication des papiers et cartons, on estime les commandes moins abondantes que l'an dernier; les prix de vente en baisse sont tenus pour moins rémunérateurs. 2 p. o/o de chômeurs chez les brocheurs-relieurs; le travail est considéré, dans l'ensemble, comme aussi actif que l'an dernier, sauf chez les relieurs de Lille, où il est tenu pour plus faible.

La reprise du travail, qui avait été signalée le mois dernier chez les typographes, s'est accentuée; on compte un peu plus de 6 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble (7 p. o/o à Paris et 3 p. o/o en province). 19 p. o/o des syndicats comprenant 14 p. o/o des syndiqués estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 67 p. o/o des syndicats groupant 82 p. o/o des syndiqués considèrent qu'il est en même quantité et 14 p. o/o des syndicats avec 4 p. o/o des adhérents le tiennent pour plus faible. En particulier, le travail est jugé plus abondant que l'an dernier chez les conducteurs-typographes de Paris, les typographes

de Saint-Germain-en-Laye, Beauvais, Arras, Nancy, Châteauroux, Niort; moins abondant chez ceux de Valenciennes, Lons-le-Saunier, Rochefort, Châteaubriant (Loire-Inférieure) et Constantine; pour le reste, il n'a pas été signalé de modification notable.

CUIRS ET PEaux. — Une reprise s'est produite dans la préparation des cuirs et peaux, les marchés ont été mieux alimentés, notamment pour la mégisserie et pour la tannerie, les produits fabriqués ont obtenu un peu de hausse. Dans la fabrication de la chaussure, les coupeurs-brocheurs sont bien occupés, tandis que les ouvriers cordonniers éprouvent un ralentissement des commandes. Dans la ganterie, situation générale sans changement, cependant une reprise de travail s'est produite dans différents centres où quelques maisons ont reçu de nouvelles commissions.

Par rapport à l'an dernier, le travail est jugé plus abondant notamment chez les mégissiers d'Annonay, les ouvriers en chaussure de Saint-Michel (Aisne) et de Lyon (coupeurs-brocheurs), et moins abondant chez les tanneurs de Marseille, les ouvriers en cuirs de Graulhet (Tarn) et d'Amboise, chez les ouvriers en chaussures de Paris, Toulon, Avignon, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), Limoges et Fougères, et chez les gan tiers; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — Situation stationnaire dans les industries de la laine, du lin et du coton, elle est généralement estimée moins bonne que celle de l'an dernier. La soierie, tant moulinage que tissage, présente une grande activité, les métiers, même ceux à bras, sont bien occupés; les prix de façon ont obtenu une nouvelle amélioration. La rubanerie, la passementerie et la teinturerie maintiennent leur activité. Ralentissement du travail chez les bonnetiers et chez les chapeliers. Pleine saison de travail chez les ouvriers de l'industrie du vêtement. On compte 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques, 2 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie du vêtement, 6 p. o/o chez les chapeliers.

En particulier, le travail est estimé plus actif que l'an dernier chez les tisseurs d'Amiens, chez les ouvriers en soierie de la région lyonnaise, chez les passementiers de Saint-Didier (Haute-Loire), chez les voiliers du Havre, chez les tailleurs de Paris, les ouvrières de l'habillement de Carcassonne et chez les chapeliers de Sept-Fonds (Tarn-et-Garonne); plus faible chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques à Roubaix, dans les Ardennes, l'Isère, à Flers (Orne) et à Lillebonne (Seine-Inférieure); chez les ouvriers des tissages à la main, dans le Nord, les Ardennes, à la Gresle et au Cergne (Loire), à Mardore, Amplepuis et Saint-Jean-la-Bussière (Rhône), dans la Vendée et le Maine-et-Loire, chez les teinturiers d'Amiens, Reims et Regny (Loire), chez les passementiers de Paris, les tullistes de Caudry (Nord), les tailleurs de Limoges, les chapeliers de Clermont-Ferrand, Lyon, Serrières (Ardèche) et Rennes; pour le reste, il n'a pas été signalé de modification notable.

Bois. — Le travail a continué à baisser dans les métiers de l'industrie du bois se rattachant à celle du bâtiment, la plupart sont entrés en morte-saison. La journée a été généralement réduite à 9 heures, en diminution de 1 heure sur le mois précédent. Cependant, le temps assez favorable qui permet la continuation des constructions en cours d'exécution, a maintenu un certain nombre d'ouvriers dans les chantiers. La morte-saison a commencé chez les carrossiers et ouvriers en voitures. Travail peu actif chez les tonneliers. Les boutonnières, les tabletiers et les brossiers sont encore bien occupés. On compte 7 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers, 5 p. o/o chez les menuisiers, un peu plus du cinquième des syndiqués chez les tonneliers; 3 p. o/o chez les brossiers-boutonnières-tabletiers.

L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des scieries mécaniques de Hermes (Oise), chez les ouvriers en voitures de Lyon et chez les brossiers de Paris; plus faible chez les menuisiers de Vincennes, Reims, Chambéry et Nantes, chez les tonneliers de Marseille et Morlaix, chez les sabotiers de Cusset, chez les vanniers d'Étréaupont (Aisne), les brossiers de Saint-Sauveur (Oise) et les ouvriers en peignes d'Oyonnax (Ain); pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — L'activité signalée chez les métallurgistes et chez les ouvriers des établissements de construction mécanique se maintient; il en est de même chez les ouvriers des manufactures d'armes, des ateliers de vélocipèdes et chez les électriciens. Morte-saison chez les serruriers et chez les ferblantiers-boîtiers. De nouvelles commandes ont augmenté l'activité du travail signalée chez les horlogers-bijoutiers et les ouvriers en doré. On compte 4 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes et constructeurs-mécaniciens.

En particulier, l'ouvrage est considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes de Saint-Chamond et Saint-Étienne, les constructeurs-mécaniciens du Nord, les estampeurs-découpeurs et les bijoutiers en doré de Paris; comme moins abondant chez les monteurs-fondeurs de Lyon et de Rouen, chez les métallurgistes de Joigny (Ardennes), Nancy et Commeny, chez les ouvriers sur métaux de Dunkerque, Lyon (polisseurs), Marseille, Nantes, Châteauroux et Rouen, chez les estampeurs-poêliers, les ouvriers balanciers et les ouvriers en instruments de précision de Paris et chez les ferblantiers-boîtiers de Chantenay (Loire-Inférieure).

BÂTIMENT. — Chez les ouvriers de l'industrie du bâtiment, le ralentissement du travail s'est accentué; la journée est généralement réduite à neuf heures, elle descend parfois à huit heures. On estime que le chômage atteint un quart des syndiqués chez les tailleurs et maçons, un peu plus du cinquième chez les peintres-plâtriers, les plâtriers étant plus atteints par le chômage que les peintres.

L'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Constantine, chez les marbriers de Cousolre (Nord), chez les maçons de Versailles, Moulins, Évian (Haute-Savoie), Carcassonne, La Roche-sur-Yon, chez les peintres d'Armentières et de Pau; pour plus faible chez les tailleurs de pierre de Nancy, Montalieu-Vercieu et Porcieu-Amblagnieu (Isère), Marseille et Rochefort, chez les carreleurs de Marseille, chez les sculpteurs de Lyon, chez les maçons de Besançon, Annonay, Millau, Perpignan et Pia (Pyrénées-Orientales), Limoges et Nantes, chez les peintres de Paris, chez les plâtriers de Clermont-Ferrand; pour le reste, situation sans variation notable.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chauxfourniers et chez les ouvriers des fabriques de ciment, le travail maintient une certaine activité. Ralentissement dans la poterie et principalement dans la porcelainerie du Centre. Dans la verrerie, pas de changement.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Situation stationnaire chez les employés et ouvriers de l'industrie des transports et de la manutention. Tendances toujours calmes dans les affaires et placement plus difficile que l'an dernier chez les comptables, employés de commerce et placiers. Chez les employés et ouvriers de l'alimentation et chez les coiffeurs, ralentissement du travail attribué aux premiers froids. Ouvrage estimé moins abondant que l'an dernier chez les cochers de Lille, les marins du commerce de Marseille et Bordeaux, chez les garçons de magasins, les porteurs de journaux, les placiers en fleurs, les bouchers-étaliers, les garçons limo-

nadiers-restaurateurs de Paris, les employés de commerce de Versailles, les maîtres d'hôtels et les garçons-navigateurs de Marseille, les employés de l'alimentation de Perpignan et de Bordeaux ; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Seine. — Dans l'*industrie du papier*, pendant le 3^e trimestre 1897, affaires à peu près aussi difficiles que l'an dernier ; pris en baisse et peu rémunérateurs. Même situation dans les *fabriques de toile cirée* et produits similaires. Travail estimé moins abondant que pendant les trimestres précédents chez les *imprimeurs-lithographes*.

Dans la *mégisserie lainière*, les marchés ont été mieux alimentés, les affaires plus abondantes que l'an dernier et à des prix plutôt élevés et plus rémunérateurs. On a aussi augmenté la journée de travail.

Chez les *maîtres-tailleurs de vêtements sur mesure*, les premiers froids du début de la saison d'hiver avaient amené une reprise du travail plus accentuée que l'an dernier, mais la température douce du mois d'octobre l'a un peu ralentie. Les prix de vente et de façon ont été en diminution par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère et surtout de la « petite mesure » ; plusieurs maisons de ce dernier genre ont été récemment installées.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *entrepreneurs de parquets*. Chez les *carrossiers*, commandes moins abondantes que l'an dernier ; le nombre des maisons n'a pas changé ; mais, par suite de la diminution du travail, le personnel ouvrier a été réduit ; de même la journée de travail est descendue à 9 et même 8 heures.

Chez les *fondeurs en fer et en bronze*, commencement de la saison de travail ; les commandes sont un peu plus abondantes que l'an dernier ; les prix sont jugés moins rémunérateurs, la hausse de la matière première n'ayant pas été suivie d'un mouvement correspondant dans les prix des produits fabriqués. Chez les *patrons modelleurs-mécaniciens*, les commandes sont restées à peu près en même quantité que l'an dernier ; les commandes les plus importantes ont été obtenues par des maisons de province, cependant il n'a pas été signalé de chômage dans la région parisienne. Travail suivi chez les *fabricants de coffres-forts*. Chez les *mécaniciens-chaudronniers-fondeurs*, ouvrage plutôt moins abondant que l'an dernier ; prix avec tendance à la baisse et peu rémunérateurs, par suite de l'augmentation de la concurrence des établissements de province et de ceux de l'étranger. Main-d'œuvre abondante. Un établissement important est maintenant transféré dans le Nord. Ralentissement dans l'*industrie du véloce* ; la surproduction, due à l'augmentation du nombre des ateliers et au perfectionnement de l'outillage des grandes maisons, a entraîné une baisse des prix d'autant plus forte que le temps pluvieux de la saison d'été a notablement ralenti la vente. Dans l'*industrie du bronze*, commandes à peu près aussi abondantes que l'an dernier ; mais affaires plus difficiles et à des prix plus faibles et moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence intérieure et extérieure. Chez les *patrons doreurs-argenteurs*, travail assez abondant ; prix de façon en baisse ; on estime que, par rapport aux cours de l'an dernier, la diminution est de 5 p. o/o. Les *fabricants d'horlogerie* ont été à peu près aussi occupés que l'an dernier.

Dans la *marbrerie*, affaires plus rares et plus difficiles que l'an dernier ; prix en baisse et moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence des établissements de province.

Seine-et-Oise. — Dans l'*industrie du bâtiment* de Versailles, commandes moins abondantes que l'an dernier à même époque ; prix moins rémunérateurs par suite de l'augmentation des cours des matières premières. Dans l'*industrie du bâtiment*, à Étampes, le travail a été à peu près aussi actif que l'an dernier. De même, dans l'*industrie du bâtiment*, à Saint-Germain, où les entrepreneurs ont obtenu une amélioration des prix.

Somme. — Chez les *patrons confectionneurs de vêtements en gros*, à Amiens, les affaires ont été à peu près aussi actives que l'an dernier, pendant le 3^e trimestre ; cependant une

accalmie s'est produite dans les transactions, elle est attribuée à la diminution des réassortiments, la température plutôt douce du commencement de la saison et surtout de l'hiver dernier ayant entravé la vente et laissé des stocks dans les magasins de détail. Dans certaines maisons de confection, on vient d'installer des appareils de force motrice qui permettent d'utiliser les nouvelles machines à tracer et à couper et de diminuer les prix de revient, tout en continuant de donner du travail de couture au dehors, à Amiens ou dans les environs.

Pas-de-Calais. — Dans les *fabriques de ciment*, dit de *Portland*, commandes plus importantes que l'an dernier; les prix tendent à hausser et sont devenus plus rémunérateurs grâce à l'augmentation de travaux due à l'Exposition et à l'emploi plus général du ciment. La concurrence des ciments étrangers, dans l'Est principalement, a empêché une reprise plus accentuée.

Nord. — *Industries textiles.* — Les prix des lins restent stationnaires et pourtant la filature n'achète que modérément, car la vente de ses produits ne se fait que très difficilement. Les prix des fils de lin mouillés qui s'étaient maintenus jusqu'ici ont maintenant une tendance faible, sauf en ce qui concerne les fils d'étoüpes qui se vendent toujours dans les mêmes prix; en revanche, tout ce qui est fil sec est délaissé. Heureusement que la filature a encore des ordres à remplir; mais elle livre difficilement à ses acheteurs; les fabricants de toile ont, en effet, arrêté des métiers ou ont diminué les heures de travail; c'est une des raisons d'ailleurs pour lesquelles ils ne prennent pas livraison des fils qu'ils ont achetés. La vente de la toile laisse fort à désirer et, si l'on considère la situation linière à un an de distance, la différence est considérable; l'an dernier, à pareille époque, tout annonçait de bonnes affaires, on remontait des métiers et la vente était facile; cette année, au contraire, si la vente ne reprend pas d'activité en janvier, tout présage une triste saison.

A Roubaix-Tourcoing, il n'y a encore que pour les tissus « fantaisie » que les métiers battent régulièrement. — *L. Letombe.*

Dans l'industrie du cuir, à Lille, travail à peu près aussi actif que l'an dernier; les prix ont été en hausse de 10 à 15 p. o/o à la suite d'une augmentation analogue sur la matière première.

Chez les fabricants de *chaussure* les commandes ont été plus faibles que celles de l'an dernier, tandis que le prix de la matière première et celui des façons ont été plus élevés qu'au mois précédent. Chez les patrons *marbriers* de Cousolre, le travail s'est maintenu à peu près aussi actif que l'an dernier, les prix de vente, en hausse, ont été plus rémunérateurs.

Haute-Marne. — Ouvrage plutôt moins abondant que l'an dernier dans les *fabriques de ciment* de Vassy, prix en baisse et moins rémunérateurs.

Côte-d'Or. — La *bijouterie* et l'*horlogerie* de Dijon ont reçu moins de commandes que l'an dernier, les affaires ont été plus rares et plus difficiles par suite des pertes subies par les populations agricoles de la région.

Haute-Loire. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les patrons *sabotiers* du Puy; on manquerait d'ouvriers. Les prix de vente ont obtenu une hausse de 1 franc par douzaine sur le trimestre précédent.

Loire. — A Saint-Étienne, commandes plus abondantes que l'an dernier dans l'industrie de la *chaussure* dans les ateliers travaillant sur commandes. Chez les entrepreneurs de *moulinage* de Saint-Chamond, le travail s'est maintenu, mais, par suite des bas prix de façon offerts dans l'ensemble, les affaires ont été plutôt plus difficiles que l'an dernier; cependant, une tendance à l'amélioration s'est manifestée sur quelques articles. Le personnel ouvrier a été généralement bien occupé. Commandes moins abondantes que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment* à Firminy, les prix ont été en baisse et sont devenus peu rémunérateurs.

Rhône. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix en baisse et moins rémunérateurs chez les *imprimeurs* de Lyon. L'amélioration signalée dans la *soierie* de la région lyonnaise se maintient principalement dans les genres écrus ou unis; les genres tout soie teints

en flotte ou façonnés ont également repris depuis la fin du 3^e trimestre. Les prix de vente et les prix de façon ont aussi bénéficié de l'amélioration de la situation. L'outillage mécanique a augmenté et le personnel ouvrier est très demandé. On signale cependant qu'un certain nombre de métiers à bras sont atteints par le chômage. Une usine qui emploiera 200 métiers est en construction. Chez les maîtres *passementiers*, les commandes ont été moins suivies que l'an dernier et les prix moins rémunérateurs. Chez les maîtres *teinturiers-dégraisseurs*, les commandes ont été à peu près aussi abondantes que l'an dernier, mais les prix de façon ont maintenu leur tendance à la baisse.

Bouches-du-Rhône. — Chez les maîtres *carriers* d'Arles, commandes moins abondantes que l'an dernier, prix en baisse et moins rémunérateurs. Commandes moins abondantes que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*, à Marseille.

Ardèche. — Dans le *moulinage de la soie* de Privas, ouvrage plus abondant que l'an dernier, amélioration également sur les prix de façon qui sont devenus plus avantageux; on estime que la hausse a été de 12 p. o/o en moyenne. Toutes les usines sont en activité, la main-d'œuvre, peu abondante, est cependant jugée suffisante; on fait la journée de 10 et 11 heures suivant les maisons.

Haute-Garonne. — Chez les maîtres *tailleurs* de Toulouse, commandes moins abondantes que l'an dernier à pareille époque; la concurrence des magasins vendant l'article confectionné, la température défavorable qui a ralenti les affaires, ont rendu la situation plus mauvaise que celle de l'an dernier.

Gironde. — Dans l'industrie du *bâtiment* de Bordeaux, ouvrage moins abondant que l'an dernier pour les travaux de ville, plus abondant en banlieue et prix estimés moins rémunérateurs, dans l'ensemble.

Charente-Inférieure. — Pendant le 3^e trimestre, commandes estimées moins abondantes que l'an dernier chez les patrons de l'industrie du *bâtiment* de la Rochelle. Ouvrage plus abondant que l'an dernier à même époque chez les entrepreneurs de *bâtiment* de Rochefort.

Haute-Vienne. — Dans l'industrie de la *chaussure*, à Limoges, travail à peu près aussi actif que l'an dernier, prix avec tendance à la hausse à la suite de celle de la matière première.

Cher. — Chez les fabricants de *porcelaine* de Vierzon, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier à pareille époque, notamment dans les maisons travaillant pour l'exportation. On a réduit la journée de travail dans quelques ateliers. Dans deux usines, les appareils de cuisson ont été modifiés.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les fabricants d'*engrais*, commandes moins abondantes que l'an dernier et baisse des prix de vente attribuée aux résultats défectueux des dernières récoltes. Chez les patrons *imprimeurs-lithographes*, l'ouvrage a été moins abondant que l'an dernier, pour obtenir des commandes, les prix ont dû être diminués et sont devenus peu rémunérateurs; on estime que la diminution sur les prix a été de 15 p. o/o par rapport aux cours de la saison d'été. Deux nouvelles maisons ont été fondées au commencement du 3^e trimestre. Les *tanneries* de Saint-Saëns ont été moins occupées que l'an dernier à pareille époque; les prix de vente des objets fabriqués ont obtenu, depuis quelques mois, un peu de hausse à la suite de celle de la matière première et sont devenus plus rémunérateurs, mais moins avantageux que ceux pratiqués il y a quelques années.

Maine-et-Loire. — Dans les *lissages de mouchoirs* de Chôlet, affaires plus difficiles et plus rares que l'an dernier; pour occuper les métiers on a dû traiter à des prix en baisse et peu rémunérateurs. Les ouvriers des tissages à la main ont été particulièrement éprouvés par la baisse des prix et le ralentissement du travail.

Indre-et-Loire. — A Tours, travail à peu près aussi abondant que l'an dernier chez les *tanneurs*, les prix de vente des produits fabriqués ont obtenu un peu de hausse et sont devenus plus rémunérateurs. Dans l'industrie de la *chaussure*, ouvrage à peu près aussi abondant que l'an dernier, mais prix de vente en baisse et moins rémunérateurs; on tend à diminuer la journée de travail, la journée habituelle de 12 heures est descendue à 10 heures dans un certain nombre de maisons.

Morbihan. — La *tannerie* de Lorient n'a pas encore repris l'activité des années précédentes, les fluctuations du marché des cuirs et surtout la concurrence des grandes usines mieux outillées ont rendu les commandes plus rares et les prix moins rémunérateurs.

Seine-Inférieure. — Dans la région de Darnétal, le travail a été peu actif dans les *tissages* et dans les *filatures*, on a eu parfois 1 ou 2 jours de chômage par semaine. La *teinturerie* et l'*impression* des tissus se sont ressenties de l'accalmie des affaires; dans la *teinturerie* spécialement on a chômé la moitié de la semaine et plusieurs semaines par mois. Dans l'industrie du *bâtiment*, la situation est devenue meilleure que l'an dernier, sauf chez les *tailleurs de pierre* dont un grand nombre sont atteints par le chômage.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Reprise du travail depuis le mois dernier et 7 p. o/o de chômeurs parmi les adhérents du placement mutuel des ouvriers *boulangers*. Egalement reprise du travail depuis le mois dernier et journée augmentée d'une heure chez les *cartouchiers* d'Issy. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les ouvriers de la *brochure*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; un peu plus de 2 p. o/o et travail plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *conducteurs-typographes*.

Ralentissement du travail chez les *cordonniers* syndiqués qui estiment qu'environ un tiers des leurs sont atteints par le chômage, la durée du travail est réduite à 50 heures par semaine, en moyenne. Chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*, 2 p. o/o de chômeurs, journée diminuée de 2 heures dans un atelier de 27 ouvriers; cependant, dans l'ensemble, une amélioration est signalée par rapport au mois dernier. Travail peu actif chez les *gantiers* sauf dans 2 maisons qui ont obtenu quelques commissions. Chez les *bourelliers*, morte-saison et 10 p. o/o de chômeurs. Reprise annuelle du travail chez les *garniers* et travail de 75 à 80 heures par semaine. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *selliers en voitures*, qui comptent environ un tiers des leurs en chômage; la journée normale est diminuée de 3 heures pour moitié des ouvriers.

Chez les *coupeurs-tailleurs* amélioration continue et 10 p. o/o de chômeurs. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *passementiers à la barre*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *passementiers à la main*, morte-saison chez les *façonniers-passementiers*, dont un grand nombre manquent de commandes.

Chez les *menuisiers* de Vincennes, le travail s'est maintenu, le temps favorable permettant l'achèvement des constructions en cours, on fait 52 heures par semaine. Chez les *charrons*, journée réduite à 8 heures par suite de la morte-saison, le personnel des ateliers a été diminué et le taux des salaires tend à baisser. De même, ralentissement du travail et 4 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en voitures*. Chez les *brossiers*, pas de chômeurs signalés parmi les syndiqués, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée augmentée d'une heure dans un important atelier.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent, journée de 10 à 11 heures et 2 p. o/o de chômeurs chez les *estampeurs-découpeurs*. Travail en diminution sur le mois dernier, journée réduite de 3 heures pour 20 ouvriers et un peu moins de 6 p. o/o de chômeurs chez les *estampeurs-poiliers*. Un peu moins de 2 p. o/o et journée réduite d'une heure pour 50 ouvriers, chez les ouvriers en *instruments de précision*; diminution des commandes principalement dans les appareils de photographie. Reprise annuelle du travail plus accentuée que l'an dernier chez les ouvriers de la *bijouterie en doré*, qui sont tous occupés, la journée est augmentée d'une heure pour 175 ouvriers; on fait 66 heures par semaine, en

moyenne; par suite de l'augmentation rapide des commandes, les offres des patrons ont été supérieures aux demandes de travail faites par les ouvriers.

Pas de chômeurs chez les *mouliniers et finisseurs*. Morte-saison chez les *peintres* qui font 42 heures par semaine, on estime qu'un peu plus du cinquième des syndiqués sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs et travail de 60 à 65 heures par semaine chez les *biseau-teurs-polisseurs* dont la journée est augmentée d'une heure pour 60 ouvriers, c'est la pleine saison du travail.

Pas de chômeurs chez les *pilotes de bateaux voyageurs*. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *porteurs et employés de journaux*, un grand nombre de syndiqués sont atteints par le chômage, cependant une reprise s'est produite depuis le mois précédent. 11 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin*. 5 p. o/o chez les *comptables*. Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *placiers en fleurs et fleuristes* par suite de la concurrence de l'étranger et du ralentissement des exportations aux États-Unis. 9 p. o/o de chômeurs chez les *garçons restaurateurs*; un peu moins du tiers des adhérents chez les *limonadiers syndiqués*; le mois de novembre a été plutôt plus mauvais que celui de l'an dernier. 7 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*, placement plus difficile que le mois précédent par suite de la mauvaise saison. Reprise du travail chez les *élèves en pharmacie*.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Chéron. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent et pas de chômeurs signalés chez les *travailleurs du livre* de Saint-Germain-en-Laye. Chez les ouvriers du *bâtiment d'Argenteuil*, travail 50 heures par semaine. A Versailles, travail 48 heures par semaine et 5 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Pas de chômeurs signalés et placement plus difficile que l'an dernier chez les *employés de commerce*.

Aisne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *chaussures* de Saint-Michel. Les ouvriers des *tissages mécaniques* de Serain estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *vanniers* d'Étréaupont, journée de 11 heures en moyenne, 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Château-Thierry, travail de 55 à 60 heures par semaine.

Oise. — A Méru, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *tabletiers*. L'amélioration signalée chez les *brossiers* de Saint-Sauveur ne s'est pas maintenue. Travail actif dans les ateliers de *brosserie* de la région de Hermes.

Somme. — A Amiens, tous les métiers travaillent dans les tissages de *velours de coton*. Deux *teintureries* ont été incendiées; dans l'une, les dégâts considérables ont arrêté le travail, les 70 ouvriers qu'elle occupait ont pu être replacés ailleurs. La fabrication des *velours* d'Utrecht tend à disparaître principalement depuis les nouveaux procédés de travail; de même pour les *tissages laine et soie* pour robes et parapluies. La situation se maintient dans la *filature de laine*. À Corbie, reprise du travail; de même dans la *filature de coton* de Doullens et dans l'industrie *textile* à Moreuil. Morte-saison chez les *bonnetiers* de Corbie. De même, morte-saison, cependant pas de chômeurs chez les *serruriers* d'Amiens, la journée est diminuée de 3 heures pour 50 ouvriers, on fait 42 heures par semaine, en moyenne.

Pas-de-Calais. — Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Arras. Un peu plus de 1 p. o/o et ouvrage moins abondant que le mois précédent chez ceux de Boulogne-sur-Mer. Pas de chômeurs signalés et journée de 10 à 11 heures chez les *métallurgistes* de Calais.

Nord. — A Lille, ouvrage moins abondant que l'an dernier dans les ateliers de *reliure*. A Valenciennes, un peu plus de 5 p. o/o de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. De même chez les *imprimeurs sur tissus*, reprise du travail, on fait 55 heures par semaine. Travail moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *tisserands* d'Haspres, cependant pas de chômeurs, de même chez ceux d'Avesnes-les-Auberts. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *tullistes* de Caudry qui font de 60 à 66 heures par semaine. Chez les *métallurgistes* de Dunkerque pas de chômeurs signalés, travail moins abondant que l'an dernier et journée réduite de 2 heures pour 200 ouvriers. A Lille,

les ouvriers de l'industrie des métaux sont tous occupés, on fait des heures supplémentaires dans plusieurs maisons. Chez les *marbriers en cheminée* de Cousolre, situation générale assez bonne, meilleure que l'an dernier à pareille époque, journée de 11 heures et un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs; un ralentissement s'est produit depuis le mois dernier, attribué à la diminution momentanée des commandes pendant la saison d'hiver. Les *maçons* de Dunkerque estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. A la verrerie de Masnières, on vient d'allumer un nouveau four à 5 places et à double équipe, ce qui a augmenté le personnel de 45 ouvriers. A Lille, hausse sur les pommes de terre, 2 francs environ par 100 kilogrammes.

Ardennes. — Journée réduite à 9 heures chez les *carriers* de Foischés. Pas de chômeurs et ouvrage toujours abondant chez les *ardoisiers* de Fumay. Chez les *tisseurs* d'Illy, journée diminuée de 3 à 4 heures pour 500 à 600 ouvriers, on compte un cinquième des syndiqués sans ouvrage, même chômage chez ceux de Villiers-Cernay, 15 p. o/o chez ceux de Douzy. Ralentissement du travail chez ceux de Francheval. Travail toujours actif chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, de même chez ceux de Joigny, sauf dans les ateliers fabriquant l'article pour voitures, pour lesquels la morte-saison a commencé. A Foischés, le pain a diminué de 0 fr. 05 par 3 kilogrammes.

Marne. — A Reims, ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail environ 40 heures par semaine chez les *teinturiers* et *apprêteurs* qui comptent un peu plus du tiers de leurs chômage. 17 p. o/o chez les *menuisiers* qui font la journée de 8 heures, en diminution d'une heure sur le mois précédent.

Aube. — Les *plâtriers* de Troyes estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, on fait de 45 à 48 heures par semaine.

Meuse. — Chez les *carriers* de Lérouville, journée réduite à 9 heures, cependant travail toujours actif.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et reprise du travail chez les *chapeliers* qui font de 60 à 72 heures par semaine. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. 4 p. o/o chez les *métallurgistes* et journée de 10 à 11 heures. 16 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Haute-Saône. — Ouvrage plus abondant que le mois dernier et journée augmentée de 2 à 3 heures pour 100 ouvriers, chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup qui font de 70 à 80 heures, en moyenne, par semaine.

Doubs. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Montbéliard. Personnel réduit de moitié, journée de 9 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier chez les *terrasiers* de Besançon.

Jura. — Ralentissement du travail chez les *typographes* de Lons-le-Saunier. Pas de chômeurs chez ceux de Dôle.

Ain. — Chez les *sabotiers* de Bourg, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures. Journée réduite à 8 heures chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Côte-d'Or. — L'amélioration signalée chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château continue. Pas de chômeurs et travail 45 heures environ par semaine chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. A Dijon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *comptables*.

Yonne. — A Auxerre, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et travail réduit à 56 heures par semaine chez les *charpentiers*. Les ouvriers en bâtiment de Sens estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage.

Nièvre. — Reprise du travail chez les *bûcherons* de Balleray, de même chez ceux de Menou et de Liez, qui sont tous occupés.

Allier. — Journée de 11 heures chez les *typographes* de Cusset. Travail moins abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes* de Commentry. L'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier chez les *maçons* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, journée diminuée de 2 heures chez les *chapeliers* qui font 42 heures par semaine en moyenne; le travail est moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent. Morte-saison et 2 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* qui font la journée de 8 heures, en diminution de une heure sur le mois précédent.

Haute-Loire. — A Sainte-Florine, 9 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs*. Ouvrage toujours abondant et travail 72 heures par semaine chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Loire. — A Saint-Étienne, placement plus difficile que le mois dernier chez les *boulangers* par suite de la concurrence des ouvriers des campagnes qui viennent, l'hiver, s'employer dans la ville. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *cuisiniers*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de la Gresles. Pas de signalés chez ceux de la Cergne, chez qui une reprise du travail s'est produite depuis le mois dernier. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, on compte 5 p. o/o de métiers au repos; l'amélioration signalée dans l'industrie de la soie continue, mais moins rapide que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond. Chez les ouvriers sur *métaux* de Saint-Étienne, l'amélioration continue; on compte 2 p. o/o de chômeurs; à la suite de la reprise du travail dans les établissements métallurgiques, bien pourvus de commandes livrables à délai déterminé, les petits ateliers ont bénéficié des petites commandes et de travaux d'entretien que les grands établissements n'ont pu continuer à prendre, et les ouvriers habiles sont de plus en plus recherchés; le nombre des apprentis augmente. La construction des *vélocipèdes* entre en saison de travail, la *fabrique d'armes* est en pleine activité; on fait des heures supplémentaires.

Rhône. — A Lyon, travail toujours actif chez les *jardiniers*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*. Un peu plus de 3 p. o/o et journée de 10 heures chez les *imprimeurs-conducteurs*; un peu moins de 1 p. o/o chez les *typographes*, chez qui l'ouvrage tend à augmenter. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent, 6 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures en moyenne chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

Plein travail chez les ouvriers des *tissages de soierie à la main* à la Croix-Rousse-Lyon; de même chez les ouvriers des *tissages mécaniques* de la région. Chez ceux de Cours, le travail de la *cotonnade* est ralenti et les prix de façon tendent à diminuer. Pas de chômeurs chez ceux d'Amplepuis. Chez ceux de Mardore, situation stationnaire dans les tissages à la mécanique; plutôt plus mauvaise que l'an dernier chez les ouvriers des tissages à la main; deux maisons qui occupaient 200 ouvriers cessent de faire travailler. A Lyon, pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*. Chez les *chapeliers en fantaisie*, travail 50 heures en moyenne par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent; journée diminuée d'une heure par semaine. Chez les *carrossiers* 4 p. o/o de chômeurs, journée réduite de 2 heures chez les *peintres en voitures*; chez les *constructeurs de voitures*, le travail est plutôt moins abondant que l'an dernier.

Les *fondeurs et mouleurs sur cuivre* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; on fait 58 à 60 heures par semaine. Travail 70 heures par semaine et 9 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; la journée est augmentée de une heure dans un certain nombre de maisons. Travail moins abondant que l'an dernier et 8 p. o/o de chômeurs chez les *polisseurs sur métaux*. Un peu plus de 6 p. o/o et journée de 9 heures chez les *litières en fer et cuivre*. Journée de 10 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *sculpteurs-statueurs* qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Chez les *voituriers*, travail 84 heures environ par semaine. Les *employés d'hôtels-restaurants* comptent un peu plus du quart des leurs sans place à demeure.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Mellerie, travail environ 64 heures par semaine

et pas de chômeurs signalés. L'activité signalée chez les *maçons* d'Évian se maintient; on fait 48 heures par semaine.

Savoie. — A Chambéry, ralentissement du travail chez les *menuisiers*. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier, travail 48 heures par semaine chez les *plâtriers*, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Isère. — A Grenoble, reprise du travail depuis le mois dernier et journée de 10 heures chez les *typographes*. A Vienne, chez les *tisseurs*, travail en baisse; saison plus mauvaise que l'an dernier, on estime que moitié des ouvriers sont atteints par le chômage; même situation chez les *cardeurs*. Ralentissement du travail chez les *serruriers*. Journée de 8 heures et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Porcieu-Amblagnieu. A Vienne, chez les *maçons*, l'ouvrage moins abondant a amené un peu de chômage. Travail satisfaisant chez les *peintres*.

Drôme. — Morte-saison chez les *carriers* de Saint-Remès qui ne travaillent plus que deux jours, en moyenne, par semaine, par suite de la diminution des commandes.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, journée diminuée de une heure chez les *jardiniers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *cuisiniers*.

Var. — Pas de chômeurs chez les *machinistes* du théâtre de Toulon.

Bouches-du-Rhône. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *mineurs* de Trets. Ralentissement chez ceux de Gréasque. Chômage deux jours par semaine chez ceux de Faveau. 19 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* d'Aix.

A Marseille, les *cuisiniers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *employés du gaz* qui font 56 heures par semaine. Reprise du travail depuis le mois dernier et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 8 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*; un peu moins de 1 p. o/o chez les *conducteurs-imprimeurs*. Chez les *tanneurs*, journée de 10 heures, en moyenne, et ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de la concurrence des ouvriers des environs et de l'augmentation de l'emploi des machines.

Travail réduit à 20 et 25 heures par semaine, dans certains ateliers, chez les *tonneliers* qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. De même chez les *chaudronniers en fer* syndiqués et travail moins abondant que l'an dernier. Le travail des *quais du port* qui permettait d'occuper les ouvriers non embauchés est également réduit: il descend à 3 jours environ par semaine. Chez les *chauffeurs-conducteurs*, trois nouvelles maisons ont embauché des ouvriers, cependant la situation est estimée moins bonne que l'an dernier. Journée réduite à 9 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre tendre* qui comptent un grand nombre des leurs en chômage. Deux cinquièmes des syndiqués chez les *carreleurs*; les réparations pour les changements de location étant terminées, on est en morte-saison. De même chez les *plombiers-gaziers*, qui font la journée de 11 heures, en moyenne. Chez les *peintres*, morte-saison plus accentuée que l'an dernier, le chômage atteint un peu plus du quart des syndiqués; la situation est devenue plus difficile par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère. Embarquements plus rares que l'an dernier chez les *marins du commerce*. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *maîtres d'hôtels et garçons navigateurs*, on a réduit le personnel à bord de certains bateaux.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers-palissonneurs*, l'amélioration signalée s'est maintenue, on compte 8 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Malgré la reprise marquée depuis l'an dernier, peu d'ateliers font la journée normale. Chez les *chapelliers-fouleurs* de Serrières, travail 50 heures par semaine, 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons* d'Annonay qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Gard. — Pleine saison de travail, à cause des commandes du jour de l'an, chez les *confiseurs-pâtisseries* de Nîmes.

Aveyron. — Situation estimée plus mauvaise que le mois dernier chez les *mineurs* de Decazeville. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois précédent, chez les *maçons* de Millau qui comptent un cinquième des leurs en chômage,

Tarn. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs* de Graulhet. Morte-saison chez les *chapeliers* appropriés d'Albi.

Hérault. — Pas de chômeurs chez les *cultivateurs-terrasiers* de Marsillargues. A Montpellier, 16 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*.

Aude. — Morte-saison chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac. A Carcassonne, pas de chômeurs et travail plus abondant que l'an dernier chez les *terrasiers*, qui font 45 heures par semaine. Pas de chômeurs signalés dans l'industrie de l'*habillement*, la journée est augmentée d'une heure et portée à 11 heures.

Pyrénées-Orientales. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 45 heures par semaine chez les *travailleurs du bâtiment* de Pia qui comptent un grand nombre des leurs en chômage. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail réduit à 57 et 60 heures par semaine chez les *maçons* et *plâtriers* de Perpignan qui comptent un peu moins du quart des leurs en chômage.

Haute-Garonne. — Journée de 9 heures en diminution d'une heure chez les *terrasiers* de Toulouse dont un grand nombre sont en morte-saison.

Hautes-Pyrénées. — Les *ménisiers* de Tarbes sont tous occupés.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, les *boulangers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. A Pau, chez les *charpentiers*, journée diminuée d'une heure et réduite à 9 heures en moyenne. Chez les *peintres*, pas de chômeurs, journée de 9 heures en diminution de deux heures sur la journée habituelle, cependant le travail est estimé plus abondant que l'an dernier à pareille époque.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, journée réduite à 9 heures chez les *charpentiers*. Une des plus importantes maisons de *cordonnerie* qui occupait 600 ouvriers vient de fermer. 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — Un peu plus de 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Bergerac. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Saint-Lazare qui font la journée de 11 heures; ouvrage en diminution, on tend à réduire le personnel.

Gironde. — A Bordeaux, les ouvriers *boulangers* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierre* de Libourne et journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier. A Bordeaux, embarquements plus difficiles que l'an dernier chez les *marins du commerce*. De même, placement plus difficile que l'an dernier chez les *garçons limonadiers restaurateurs*. 7 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*, qui sont cependant encore tous occupés. De même, pas de chômeurs et journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois précédent, et pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs de pierre* syndiqués; le chômage atteindrait 15 p. o/o des ouvriers dans le restant de la corporation.

Charente. — Reprise du travail depuis le mois dernier, 18 p. o/o de chômeurs, travail 60 heures par semaine et journée augmentée de deux heures chez les *tonneliers* de Cognac. Le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers chez les *tailleurs de pierre* de Jarnac.

Haute-Vienne. — A Limoges, journée de 10 heures chez les *relieurs* et *doreurs* et pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs chez les *coupeurs* et *brocheurs en chaussure* syndiqués et journée diminuée de 3 heures pour 80 ouvriers. Les *cordonniers* syndiqués estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage, la journée est réduite de 5 heures pour 500 ouvriers; la durée moyenne du travail serait de 35 heures par semaine. Pas de chômeurs et journée diminuée de 3 heures environ chez les *sabotiers*. Les *terrasiers* et *manœuvres* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; on fait de 48 à 50 heures par semaine. Les travaux du bâtiment sont très avancés. 15 p. o/o de chômeurs chez les *journaliers* de la *porcelainerie*; travail calme en général, sauf dans quelques ateliers dans lesquels on fait des fournées d'échantillonnage. Les *journaliers* sans ouvrage en ont accepté dans d'autres métiers; la ville a ouvert un chantier.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Journée de 9 heures chez les *maçons* de Brive.

Cher. — Morte-saison chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes. Travail 72 heures par semaine chez les *bûcherons* de Jussy-le-Chaudrier. Ralentissement du travail et diminution des prix de façon chez ceux d'Enrichemont. Ceux de Saucergues comptent 10 p. o/o des leurs en chômage. Journée diminuée d'une heure chez ceux de Vallenay, dont un grand nombre sont atteints par le chômage. Un peu plus du cinquième chez ceux de Méry-ès-bois qui font la journée de 9 heures.

A Bourges, chez les ouvriers en *toile cirée*, pas de chômeurs signalés, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée diminuée d'une heure pour 70 ouvriers. Journée de 9 heures chez les *charpentiers* et pas de chômeurs. 14 p. o/o chez les ouvriers en *voitures* et travail 52 heures, en moyenne, par semaine. Travail de 40 à 50 heures par semaine, et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *maçons* de Dun-sur-Auron. Journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur l'an dernier chez les *couvresseurs* de Bourges qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. Journée de 10 heures et travail plus abondant que l'an dernier chez les *chaufourniers* de Jussy; de même, travail actif chez ceux de la Guerche.

A Méry-ès-Bois, diminution de 0 fr. 20 par kilogramme sur la viande de porc.

Indre. — Travail actif chez les *bûcherons* du Poinçonnet. A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* qui font la journée de 10 heures en moyenne. Cette journée est réduite de 2 heures pour 35 ouvriers. Morte-saison chez les *constructeurs* de *machines agricoles*. Journée de 9 heures chez les ouvriers du *bâtiment* d'Issoudun. Ceux de Châteauroux estiment que le chômage atteint un peu plus des deux cinquièmes des leurs.

Vienne. — A Poitiers, 4 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*; 8 p. o/o chez les *typographes*. Le travail est toujours actif chez les *tailleurs d'habits*, mais les prix de façon tendent à baisser.

Deux-Sèvres. — A Niort, chez les *typo-lithographes*, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent et journée augmentée de 2 heures dans une maison. Les *gantiers* comptent un tiers des leurs en chômage, une reprise s'est produite depuis le mois dernier dans 2 fabriques (50 ouvriers). Chez les *tailleurs de pierre*, morte-saison plus accentuée que l'an dernier.

Vendée. — Travail toujours actif par suite de l'épuisement des stocks chez les *mineurs* de Faymoreau. A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes*. Chez les *tisseurs* des Epesses, travail moins abondant que l'an dernier, une maison qui occupait 25 ouvriers a cessé de faire travailler; une partie des chômeurs a pu s'embaucher à Cholet. Les *tisserands* de Mortagne estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez ceux d'Evruines. 11 p. o/o et journée de 9 heures, travail actif chez les *maçons* des Sables-d'Olonne. Pas de chômeurs chez ceux de la Roche-sur-Yon qui font 40 heures par semaine et sont plus occupés que l'an dernier.

Loire-Inférieure. — A Nantes, placement difficile chez les *cuisiniers*. Ralentissement du travail chez les ouvriers des usines de *produits chimiques*, qui sont cependant encore tous occupés. Une *distillerie* vient d'arrêter sa fabrication. 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. o/o et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* de Châteaubriant.

A Nantes, pas de chômeurs chez les *charpentiers de navires*. 5 p. o/o chez les *menuisiers* syndiqués. Un peu plus de 3 p. o/o et travail moins abondant que l'an dernier chez les *ajusteurs-tourneurs*. Morte-saison chez les *ferblantiers-boitiers* de la Turballe; de même chez ceux de Chantenay, la pêche des sardines est terminée sur les côtes de Bretagne.

A Nantes, le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers *granitiers*, c'est la morte-saison. Morte-saison annuelle plus accentuée que l'an dernier chez les *couvreurs* de Nantes, qui comptent moitié des leurs atteints par le chômage. Même chômage et travail de 48 heures par semaine en moyenne chez les *manœuvres du bâtiment*.

A Saint-Nazaire, l'amélioration déjà signalée se maintient, dans les ateliers de *construction mécanique* principalement. Travail assez actif dans l'industrie du *bâtiment*, grâce à une température favorable; peu de chômeurs chez les *menuisiers* et chez les *maçons*, on fait la journée de 8 heures. Les ouvriers du *port* sont bien occupés, grâce aux arrivages de bois et de charbons, pas de chômeurs.

Morbihan. — Chez les ouvriers du *bâtiment* de Lorient, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 18 p. o/o de chômeurs.

Finistère. — Ralentissement du travail chez les *tonneliers* de Morlaix, cependant pas de chômeurs, la diminution portant sur la durée du travail plutôt que sur le personnel.

Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs signalés et journée de 9 heures en diminution d'une demi-heure sur le mois dernier chez les *maçons*. Affaires plus difficiles que l'an dernier et un cinquième des syndiqués en chômage chez les *cochers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, travail 98 heures par semaine, en moyenne et 16 p. o/o de chômeurs. 8 p. o/o et journée de 10 heures chez les *forgerons*. Chez les *tisserands* de Cholet, 3 p. o/o de chômeurs, une maison qui occupait 60 ouvriers a cessé de faire travailler. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisserands* de Bégrolles qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Chez ceux de la Tessoualle, ouvrage moins abondant que l'an dernier, les ouvriers qui avaient quitté leurs métiers pendant l'été pour s'employer aux travaux des champs n'ont pu être embauchés.

Sarthe. — Au Mans, 10 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*. 14 p. o/o chez les *peintres* et journée de 8 heures.

Indre-et-Loire. — Journée en diminution de 4 heures sur la journée habituelle chez les ouvriers en *cuirs* d'Amboise.

Loiret. — Diminution des prix de façon chez les *bâcherons* de Vitry-aux Loges. Travail peu actif chez ceux de Vieilles-Maisons. A Orléans, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, travail toujours actif chez les *typographes*, particulièrement dans une maison dans laquelle on fait des heures supplémentaires. De même à l'usine de *lavage de bourres*, qui va être agrandie — ce qui permettra d'occuper un plus grand nombre d'ouvriers. Journée réduite à 7 heures chez les *tailleurs de pierre* et ouvriers du *bâtiment*, en général.

Orne. — Travail 50 à 60 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Flers.

Calvados. — Journée augmentée de 3 heures dans une importante maison chez les

typographes de Caen. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *tonneliers* de Falaise.

Eure. — Pas de chômeurs signalés chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux.

Seine-Inférieure. — Grâce à de nouveaux arrivages, travail très actif chez les *voiliers* du Havre. Chez les *fondeurs en fer* de Rouen, le travail tend encore à baisser.

Algérie. — 19 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Constantine. Reprise du travail depuis le mois dernier, journée augmentée de 2 heures pour trente ouvriers et pas de chômeurs signalés chez les *tonneliers* d'Alger. Journée de 8 et 9 heures en diminution de 1 et 2 heures sur le mois précédent chez les *tailleurs de pierre* de Constantine qui sont encore tous occupés.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour décembre 1897 et janvier 1898 :

Ajaccio. — Prolongement de la route forestière 11.....	119.000 ^f
Alger. — Construction d'un palais de justice à Tizi-Ouzou.....	150.000
Beaune. — Aménagement de diverses rues.....	163.900
Bordeaux. — Construction d'une cale dans le port de Bègles.....	105.000
Cette. — Travaux communaux.....	100.000
Douai. — Construction d'entrepôts et magasins généraux.....	560.600
Héricourt (Haute-Saône). — Construction d'une crèche.....	100.000
Laon. — Construction d'un pont à Vic-sur-Aisne.....	130.500
La Roche-sur-Yon. — Ligne de Fontenay-le-Comte à Cholet. — Terrassements et maçonneries (5 ^e lot).....	220.000
Lourdes. — Adduction des eaux de Juncalas.....	180.700
Périgueux. — Ligne de Férignieux à Vergt. Superstructure.....	450.000
Paris. — Travaux de fontainerie pour le service des eaux.....	390.000
Valenciennes. — Couverture du bras de débarquement de l'Escaut. Construction d'un boulevard.....	465.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Chartres. — Ligne de La Loupe à Brou. — Constructions de maisons de garde (202.000^f). — Adj. : Laubeuf, à Chatou, *prix du devis*.

Foix. — Chemin de fer de Saint-Girons à Foix. — Exécution d'un lot de Cadarcet sur 6,500 mètres de longueur (770.600^f). — Adj. : Murat, à Pamiers, 23.

Laon. — Pont de Vic-sur-Seine. — Construction d'un pont fixe en remplacement du pont suspendu actuel sur la rivière d'Aisne (130.500). — Adj. : *Démolition, terrassements, maçonnerie*, Perrot, à Compiègne, 8; *tablier métallique*, Driout, à Saint-Dizier, 34.

La Roche-sur-Yon. — Dépôt d'échalons. — Construction d'écuries et de logements de palefreniers (181.200^f). — Adj. : *maçonnerie, fouilles, pierres de taille, plâtrerie*, Poulet, à Saint-André-d'Ornay, 18; *charpente et menuiserie*, Laurent, 19; *couverture et zinguerie*, Falloux, 18; *serrurerie*, Couronneau, à Châtillou (Deux-Sèvres), 22; *peinture et vitrerie*, Bararud, 33.

Lyon. — Construction d'un stand au Grand-Camp (106.300^f). — Adj. : Dufier, 38, 10; Euler, 12, 50.

Melun. — Navigation de la Seine. — Achèvement de la dérivation éclusée de Bray à La Touche. — Terrassements et maçonneries (254.600^f). — Adj. : Brissot, 220, rue des Charbonniers, à Paris, 4.

Paris. — Construction d'écoles, rue de Patay (528.500^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Hess, 17, rue des Plantes, 34,40; *charpente en bois*, Poirier, 46, boulevard de Vaugirard, 26,80; *couverture, plomberie, et ardoiserie*, Catrel, 20, rue Geoffroy-Lasnier, 40,80; *menuiserie*, «Le Labeur», 52, passage du Bureau, 28; *parquetage*, Conard, 194, rue de Crimée, 20; *feronnerie et serrurerie*, Michel, 15, rue de la Voûte, 40,80; *fumisterie*, Chabrol, 63, rue du Commerce, 41; *peinture, vitrerie et tenture*, Thomas, 112, rue de Patay, 35,60.

Paris. — Création d'un service de voies urinaires à l'hôpital Lariboisière (766.300^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Hess, 17, rue des Plantes, 34,10; *charpente*, Sainte-Beuve, 196, quai Jemmapes, 26,10; *couverture et plomberie*, Gorjux, 107, avenue Parmentier, 42,90; *menuiserie*, «Le Labeur», 52, passage du Bureau, 26,10; *serrurerie*, Fromental, 12, rue Calmels, 39,20; *peinture et vitrerie*, Noël, 4, rue Doudeauville, 30,60; *fumisterie*, Carret, 21, rue des Vertus, 43,80.

Paris. — Construction d'une école rue Ducange (238.200^f). — Adj. *charpente*, Convis, 10, rue des Usines, 39,80; *menuiserie et parquetage*, Caravillot, 9, rue Sambre-et-Meuse, 25; *feronnerie et serrurerie*, Gouat, 163, rue de Crimée, 32,50.

Paris. — Addition de nouvelles eaux de source à Paris. — Travaux de terrassements, maçonnerie, charpente et ferrures accessoires à exécuter dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, pour la construction de l'aqueduc de dérivation des sources du Loing et du Lunain (6 lots : 10.939.000^f). — Adj. : Vanel, à Rodez (Aveyron), 33,70; Bénéière, avenue Victor-Hugo, 15,60; Huguet, 11, rue Boileau, 20,50; Coulanges, 32, rue Stendhal, 30,60; Grandchamp, 21, rue Dareau, 23,10; Lazies, 2, rue Marié-Davy, 23,10.

Paris. — Travaux de couverture et plomberie pour la construction d'un hôpital d'enfants, rue Michel-Bizot (182.200^f). — Adj. : Lebellet, 3, place des Vosges, 41,10.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de l'année 1897.

	VARIATIONS			
	1897.	1896.	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	918.565.000	912.513.000	6.052.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	2.100.471.000	1.983.644.000	116.827.000	"
Objets fabriqués.....	566.165.000	561.052.000	5.113.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	3.585.201.000	3.457.209.000	127.992.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	654.692.000	586.577.000	68.115.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	871.835.000	759.311.000	112.524.000	"
Objets fabriqués.....	1.694.521.000	1.646.131.000	48.390.000	"
Colis postaux.....	141.104.000	129.147.000	11.957.000	"
TOTAUX ET BALANCE...	3.362.152.000	3.121.166.000	240.986.000	"

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les neuf premiers mois de l'année 1897 a été de 21.646.412 tonnes. Il était, en 1896, de 21.338.761 tonnes, soit une augmentation de 1,4 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin novembre :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général	1.173.083.700 ^f	1.139.467.600 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (25 novembre)	41.344.200	40.102.350
Voitures de Paris (15 novembre).....	18.431.400	17.322.400

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1897.	Nov. 1897.	Nov. 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . .	61 ^f 45 ^c	62 ^f 90 ^c	48 ^f 00 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes . .	27 60	30 40	27 50
Alcool à 90°, l'hectolitre	41 50	45 75	"
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	59 25	59 00	58 75
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes . .	36 25	37 85	45 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.	31 50	31 50	35 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	44 50	45 50	45 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 45	1 40	1 48
Veau, <i>idem.</i> ..	1 88	1 85	1 70
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	1 90
Porc, <i>idem.</i> ..	1 26	1 15	1 10
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	39 12	37 75	49 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.	113 00	106 50	114 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	43 00	42 50	38 25
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	16 50	16 50	17 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	127 75	127 00	132 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	170 00	170 00	162 50
Plomb, <i>idem.</i>	34 75	34 50	30 50
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	47 75	48 50	47 50

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de novembre		Du 1 ^{er} janv. au 30 nov.	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites	125	112	1.279	1.362
Liquidations judiciaires	15	12	143	160
Conversions de liquidations en faillites .	3	1	28	34

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 30 novembre 1897 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 octobre 1897 au soir.....				1.645.015	49.216.075
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	96.691	2.745.162	}	152.586	4.466.269
Par renouvellements.....	55.895	1.721.107			
TOTAL.....				1.797.601	53.682.344
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	88.957	2.842.458	}	157.031	4.811.950
Par renouvellements.....	55.895	1.721.107			
Par ventes.....	12.179	248.385			
RESTE en magasin le 30 novembre 1897.....				1.640.570	48.871.394

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 octobre 1897 au soir.....				22.705	6.104.588
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	1.906	479.746	}	3.909	1.039.003
Par renouvellements.....	2.003	559.257			
TOTAL.....				26.614	7.143.591
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	1.763	432.047	}	4.143	1.102.934
Par renouvellements.....	2.003	559.257			
Par ventes.....	377	111.630			
RESTE en magasin le 30 novembre 1897.....				22.471	6.040.657

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Somm.	Titres.	Somm.
	nombres.	francs.	nombres.	francs.
Restait en magasin, le 30 novembre 1893...	1.850.827	50.552.922	15.545	4.378.030
1894...	1.775.644	47.730.111	18.913	5.298.126
1895...	1.671.851	46.376.131	21.556	5.854.285
1896...	1.640.449	48.441.647	22.341	6.036.654

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o; à 9 mois, 2,50 p.o/o; à 6 mois, 2 p.o/o; à 3 mois, 1,50 p.o/o.	
--	--

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 novembre, il a été déposé 61 demandes en autorisation de bâtir, dont 35 pour des constructions neuves. Pendant le mois de novembre 1896, le nombre des demandes avait été de 86, dont 44 pour des constructions neuves.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1897.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE fraîche. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Allier.....	0 30	1 33	1 72	"	"	0 37	"	3 00
Ardennes.....	0 30	1 02	1 13	2 79	"	0 48	"	2 61
Bouches-du-Rhône....	0 35	"	1 74	3 82	12 34	0 40	"	2 24
Charente-Inférieure...	0 26	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 31	1 21	1 78	2 27	6 12	0 34	"	1 53
Gironde.....	0 29	"	1 09	1 90	"	0 29	"	1 77
Isère.....	0 35	"	1 53	2 20	7 00	0 45	"	3 29
Loire.....	0 31	1 45	1 42	"	"	0 32	"	"
Meurthe-et-Moselle...	0 33	1 66	1 30	2 50	6 55	0 48	0 20	3 42
Nord.....	0 33	1 80	2 19	2 70	8 55	0 80	"	1 98
Rhône.....	0 33	"	1 08	2 39	7 00	0 43	"	3 50
Seine.....	0 32	"	1 77	2 94	9 55	0 54	0 21	4 95
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 31	1 40	1 47	2 73	8 86	0 32	0 21	3 14
Quantités vendues par l'ensemble des 448 sociétés.	kil. 12.174.968	kil. 201.570	kil. 119.868	kil. 59.071	quint. 3.066	lit. 4.090.210	lit. 175.066	quint. 60.187

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 3^e trimestre de 1897 résultent du dépouillement des rapports de 448 sociétés coopératives groupant 53.208 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 448 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT,
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} DÉCEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
OCTOBRE 1897.					OCTOBRE 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	2010	240	211	23	Boulogne-sur-M.	61	44	44	"
— (1 ^{er} —).	1140	1228	375	"	Montpellier....	143	57	56	5
— (III ^e —).	629	745	413	19	Nîmes.....	95	63	47	48
— (IV ^e —).	782	560	554	7	Saint-Étienne..	65	74	59	"
— (VI ^e —).	306	310	243	1016	Toulouse.....	232	132	94	"
— (XIII ^e —).	301	292	259	"	Alger.....	510	351	236	193
— (XV ^e —).	375	254	235	"					
— (XX ^e —).	148	193	106	25					
Levallois-Perret.	165	124	39	60					
Lille.....	6	2	"	"					
Nancy.....	282	54	43	"					
NOVEMBRE 1897.					NOVEMBRE 1897.				
Paris (VI ^e arr ^t).	412	203	191	648	Angers.....	205	73	72	20
— (IX ^e —).	245	222	190	161	Lyon.....	453	173	126	"
— (XI ^e —).	228	216	191	"	Perpignan....	44	19	13	6
— (XIV ^e —).	200	160	121	"	Saint-Nazaire..	201	11	8	2
— (XIX ^e —).	163	156	134	"	Toulon.....	58	32	17	15
Refuges munic..	"	"	111	126	Tours.....	322	84	77	"
Brest.....	50	10	10	"	Constantine....	95	83	78	"
Lisieux.....	86	44	35	"					
Orléans.....	7	"	"	"					
Sens.....	30	12	5	"					

Du 1^{er} janvier au 30 novembre, la Bourse du travail de Grenoble a reçu 1,418 demandes et 713 offres de travail; elle a effectué 994 placements à demeure.

Du 1^{er} janvier au 30 novembre, la Bourse du travail de Grenoble a reçu 1,418 demandes et 713 offres de travail; elle a effectué 992 placements à demeure.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meure.	en extra.
Ile-et-Vilaine...	Rennes.....	Charcutiers.....	6	4	2	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charcutiers.....	49	34	34	"
Rhône.....	Lyon.....	Teinturier-dégraisseurs.....	12	4	4	"
Seine.....	Paris.....	Architectes.....	11	1	1	"
Id.....	Id.....	Épicerie gros et détail.....	626	752	546	"
Id.....	Id.....	Indust. et app. de l'art médical.	14	7	14	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	13	6	6	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	7	64	17	4
Id.....	Id.....	Syndic. du papier et industries qui le transforment.....	58	44	32	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	19	21	17	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	142	95	86	5
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.	9	2	"	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	5	1	"	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (NOVEMBRE 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	3	"	"	"
Aude.....	Carcassonne.....	Patronnes et ouvrières de l'ha- billement.....	"	5	"	"
Id.....	Id.....	Maçons.....	20	30	"	"
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	6	2	2	1
Id.....	Marseille.....	Typographes.....	6	4	4	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-lithographes.....	15	11	10	1
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Tonneliers.....	100	"	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs.....	13	9	"	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers. (Le Vatel).....	10	30	10	20
Id.....	Id.....	Taillieurs de pierre tendre.....	60	"	"	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	17	2	6	"
Id.....	Id.....	Maîtres d'hôtel et garçons nav.	10	"	7	"
Cher.....	Bourges.....	Ouvriers en voitures.....	15	"	"	"
Id.....	Dun-sur-Auron.....	Maçons.....	4	"	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	13	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	50	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	6	3	1	2
Id.....	Id.....	Comptables.....	6	2	2	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs pâtisseries.....	4	4	4	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Terrassiers.....	20	15	18	30
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	33	12	15	33
Id.....	Id.....	Bouchers et charcutiers.....	10	3	"	"
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	"	"	10	30
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	55	52	28	1
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	2	"	"	"
Id.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	40	30	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	8	5	5	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Boulangers.....	1	3	"	1
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	6	"	2	4
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Menuisiers.....	3	2	"	"
Id.....	Id.....	Manœuvres du bâtiment.....	"	"	2	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Employés limonadiers.....	"	"	1	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	26	9	9	203
Id.....	Id.....	Forgerons.....	2	"	"	"
Id.....	Cholet.....	Tisserands.....	16	17	16	1
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	12	"	"	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Typographes.....	1	2	"	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	3	2	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Chapeliers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	12	3	3	"
Pyrénées-Orientales.....	Perpignan.....	Maçons.....	47	6	6	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	4	6	4	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-brocheurs.....	15	10	10	"
Id.....	Id.....	Chapeliers en fantaisie.....	2	1	1	1
Id.....	Id.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	7	"	"	2
Id.....	Id.....	Polisseurs sur métaux.....	4	1	"	1
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	20	8	4	8
Haute-Saône.....	Saint-Loup.....	Ouvriers de l'ameublement.....	5	4	"	4
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	6	6	"	"
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Chapeliers.....	1	1	1	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers (Association mu- tuelle des).....	64	56	17	39
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	"	"	20	64
Id.....	Id.....	Brocheurs.....	7	6	6	"
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	2	2
Id.....	Id.....	Ouvriers de la cordonnerie pa- risienne.....	60	45	2	5
Id.....	Id.....	Bourreliers.....	11	"	"	"

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Garniers.....	4	20	4	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-tailleurs.....	"	"	"	10
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	8	6	"	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	6	7	5	2
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	4	3	2	1
Id.....	Id.....	Brossiers.....	4	2	2	2
Id.....	Id.....	Eстамpeurs-découpeurs.....	12	9	3	6
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	67	17	21	"
Id.....	Id.....	Bijoutiers en doré.....	75	127	16	25
Id.....	Id.....	Selliers.....	200	12	10	14
Id.....	Id.....	Peintres français.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Porteurs de journaux.....	112	48	48	98
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	61	12	27	15
Id.....	Id.....	Comptables.....	18	9	4	3
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs - limon.....	453	"	19	103
Id.....	Id.....	Limonadiers restaurateurs.....	64	"	"	180
Id.....	Id.....	Cofiffeurs.....	105	"	105	725
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	28	32	18	4
Id.....	Vincennes.....	Menuisiers.....	"	2	"	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Typographes.....	2	"	"	"
Vendée.....	La Roche-sur-Yon	Id.....	1	"	"	2
Id.....	Mortagne.....	Tisserands.....	7	"	"	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Relieurs.....	4	1	1	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	346	107	25	82
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux.....	14	18	14	4
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Société des employés.....	8	1	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	122	502
Seine.....	Paris.....	Concierges-gérants.....	9	10	5	"
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	620	1.684	129	1.555
Id.....	Id.....	Société «La Couturière».....	14	15	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	116	94	42	17
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	480	120	120	980
Id.....	Id.....	Compagnons maréchaux-ferrants.....	153	149	133	16
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	74	22	"	22
Id.....	Id.....	Société des Gens de maison.....	"	117	16	2
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	6	10	2	1
Id.....	Id.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	3	4	1	"
Id.....	Id.....	«Union Helvetia».....	83	77	45	14
Id.....	Id.....	Société philanthropique savo- isienne.....	235	229	189	"
Id.....	Id.....	Compagnons charçons.....	37	30	30	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	72	31	18	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	369	442	318	"
Somme.....	Amiens.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	"	1	"	"
Constantine.....	Bstna.....	Société des anciens militaires.....	8	2	2	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Assistance par le travail.....	11	"	"	11
Gironde.....	Bordeaux.....	Id.....	"	"	12	4
Indre-et-Loire....	Tours.....	Office des travailleurs.....	372	173	168	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	8	3	3	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	130	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	27	37	14	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	140	1	10	5
Seine.....	Paris.....	Société protestante du travail.....	58	60	40	"
Id.....	Id.....	«The English catholic home».....	55	56	19	2
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	141	285	98	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	603	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	"	95	32	45
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	4	4	2	1
Id.....	Id.....	Société de protection des alsaciens-lorrains.....	"	11	10	"
Id.....	Id.....	«Home français».....	"	"	4	"
Id.....	Id.....	«The Mission home».....	140	124	44	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail des VIII ^e et XVII ^e arrondissements.....	"	"	4	17
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	230
Seine-et-Marne...	Melun.....	Société d'assistance par le travail...	75	75	"	75
Somme.....	Amiens.....	Id.....	3	16	6	13

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE NOVEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.374	64	613	"	26.524
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6.511	816	265	529	21.354
Asile de la rue Mouffetard.....	215	15	"	3	1.049
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	166	14	872
— (rue Labat).....	"	"	325	16	973
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	426	75	1.885
— (avenue du Maine)...	"	"	79	76	845

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

1° VILLE DE PARIS.		PERSONNES secourues pendant le mois d'octobre.	
Indigents (secours réguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	5.796
		Femmes	9.506
	de 60 ans et plus...	Hommes	11.104
		Femmes	22.256
TOTAL des indigents secourus.....			48.662
Nécessiteux (secours irréguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	7.418
		Femmes	8.017
	de 60 ans et plus...	Hommes	3.256
		Femmes	4.161
	Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....		642
TOTAL des nécessiteux secourus.....			23.494

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les grèves en cours, pendant le mois de novembre 1897, ont donné lieu à trois applications de la loi du 27 décembre 1892.

1° Grève d'aides-imprimeurs sur étoffe à Malaunay (Seine-Inférieure).
24 aides-imprimeurs sur étoffe de la maison Gartside se sont mis en grève le 26 octobre parce qu'une prime variant de 4 à 6 francs par quinzaine ne leur avait pas été payée intégralement, en raison du peu de travail produit.

Le juge de paix est intervenu dès le début du conflit, mais le patron a refusé, le 3 novembre, d'entrer en pourparlers avec les grévistes qu'il ne considérait plus comme faisant partie de son personnel.

2° Grève des ouvriers de la maison Caillard frères, constructeurs-mécaniciens du Havre. — Les modeleurs, charpentiers, fondeurs, forgerons, chaudronniers, ajusteurs de la maison Caillard, du Havre, se sont mis en grève le 2 novembre à la rentrée du matin, au nombre de 135.

La cause du conflit était une modification apportée aux heures d'entrée et de sortie des ateliers, modification qui consistait à faire prendre aux ouvriers le matin un quart d'heure pour déjeuner sans sortir de l'atelier, de 8 heures à

8 heures un quart, puis un quart d'heure en plus pour le repas de midi, de manière à porter la sortie du soir à 6 heures et demie au lieu de 6 heures.

Le juge de paix est intervenu dès le début du conflit pour former un comité de conciliation, mais les parties se sont mises d'accord avant la date fixée pour la réunion de ce comité.

Les ouvriers ont demandé de conserver les anciennes heures d'entrée et de sortie, à condition de ne plus manger, le matin pendant le travail, ce qui leur a été accordé.

Le travail a été repris le 5 novembre, à 1 heure et demie.

3° Grève de chaisiers à Saint-Loup et à Magnoncourt. — Cette grève, qui a commencé le 14 septembre, n'est pas encore terminée.

Elle avait donné lieu déjà à deux tentatives de conciliation faites par le juge de paix.

Au cours du mois dernier, sur la demande des délégués du syndicat, ce magistrat est intervenu à nouveau.

Le patron, M. Walser, a répondu qu'il maintenait ses exigences et qu'aucune intervention ne pourrait le faire revenir sur sa détermination.

Il a ajouté que, du reste, son usine pouvait marcher avec le nombre d'ouvriers rentrés à l'atelier et qu'il se contentait de cette situation.

GRANDE-BRETAGNE.

La loi de 1896 sur la conciliation. Premier rapport sur son application. (Suite.) [1] — Les trois différends qui n'ont pu être terminés par les conciliateurs officiels sont les suivants :

1° *Démarcation du travail entre les briqueteurs et les plâtriers de Newcastle.* — Les uns et les autres réclamaient le monopole de certains travaux en ciment. Un arbitrage du comité central des syndicats du bâtiment avait tranché la question en 1893; mais les termes de la décision prêtaient à diverses interprétations, des conflits s'élevèrent entre les ouvriers des deux métiers, et pour y mettre fin, le syndicat patronal prononça le *lock out* des briqueteurs et des plâtriers le 30 mars 1896. Les briqueteurs acceptèrent bientôt de s'en remettre, pour l'exécution du travail contesté, à la décision de chaque patron. et ils reprirent le travail à ces conditions. Les plâtriers demandaient le maintien de l'ancienne décision; le 8 juin, sur les conseils du Comité de l'union des syndicats de Newcastle, ils offrirent de se soumettre à un nouvel arbitrage, mais les briqueteurs refusèrent. Les plâtriers se dispersèrent alors pour chercher du travail ailleurs.

Le 4 novembre, un agent du Ministère du commerce visita le district, réunit les délégués des deux syndicats sans pouvoir les mettre d'accord, leur proposa de recourir à un arbitre nommé par eux-mêmes ou par le Ministère. Les briqueteurs refusèrent encore. D'autres entrevues eurent lieu avec les secrétaires du syndicat patronal et du syndicat des ouvriers plâtriers, sans résultat.

Ce ne fut qu'en mars 1897 qu'une commission, composée de 2 architectes,

[1] Voir *Bulletin* de novembre, p. 701.

2 entrepreneurs, 2 briqueteurs et 2 plâtriers, parvint à fixer les droits de chaque métier à exécuter certains travaux en ciment.

2° *Grève de fileurs de coton à Sluithwaite*. — Le 27 juin 1896, 82 ouvriers se mirent en grève sur le refus opposé à une demande de paiement de certains travaux prétendus supplémentaires.

Les patrons n'avaient pas voulu entrer en relations avec le syndicat ouvrier et ils se mirent en mesure de remplacer les grévistes par des ouvriers non syndiqués. Ce ne fut que le 7 décembre que le secrétaire du syndicat s'adressa au Ministère. Un fonctionnaire se rendit sur les lieux le 14 et le 15, eut des entrevues séparées avec les représentants des deux parties, y retourna le 7 janvier 1897 et réussit enfin à les réunir le 13. Aucun accord ne fut obtenu ce jour-là et les négociations continuèrent par correspondances. Le 27 janvier, le secrétaire du syndicat ouvrier fut avisé par le Ministère que les patrons cessaient l'embauchage d'ouvriers non syndiqués et qu'ils accordaient la plus grande partie de l'augmentation demandée, mais qu'ils ne voulaient reprendre les grévistes qu'à mesure des places vacantes; il n'y en avait alors que 24. Cette dernière clause fit que les grévistes décidèrent de continuer la lutte. Deux mois plus tard, ils acceptèrent enfin ces conditions et reprirent le travail.

3° *Grève de carriers à Bethesda, Pays de Galles-Nord*. — Les ouvriers, représentés par un comité exécutif, avaient engagé des négociations avec Lord Penrhyn, leur patron, pour obtenir une augmentation de salaire et la suppression du marchandage.

Le 25 septembre 1896, ils reçurent avis que les travaux à la tâche seraient organisés de telle façon qu'il ne fût pas possible à aucun ouvrier de faire exécuter son travail par d'autres en prélevant sur eux un bénéfice, mais la réponse était négative pour l'augmentation de salaire. Le lendemain, deux ouvriers qui avaient refusé de se rendre au bureau du patron, sur les conseils du comité exécutif chargé de toutes les négociations, furent renvoyés. Les ouvriers décidèrent le même jour de faire appel au Ministère du commerce pour le règlement du différend pendant, et ils résolurent aussi de se mettre en grève au mois de mars s'ils n'obtenaient pas les principaux points de leurs demandes. Le 28 septembre, 71 carriers, y compris tous les membres du comité exécutif, étaient mis à pied. La grève fut votée le même jour; 2,800 ouvriers y prirent part. Le Ministère intervint aussitôt, mais ce fut le 28 novembre seulement que Lord Penrhyn consentit à une entrevue avec une délégation de ses ouvriers, à condition qu'aucun des congédiés ou suspendus ne fit partie de la délégation.

Sur les conseils du gouvernement, les grévistes acceptèrent cette condition et nommèrent, le 5 décembre, 3 délégués, en exprimant le désir qu'un ou plusieurs représentants du Ministre assistassent à la première entrevue et que les 3 délégués ouvriers pussent se faire accompagner par leur interprète et leur propre secrétaire, s'il y avait lieu de rédiger un procès-verbal (Très peu de ces ouvriers parlent l'anglais). Lord Penrhyn déclina la présence d'un fonctionnaire du gouvernement et n'admit l'adjonction d'un interprète et d'un secrétaire qu'à condition qu'ils fussent choisis parmi ses anciens ouvriers, en dehors des 71 mis à pied. Il fut démontré qu'on ne pouvait pas trouver ainsi un interprète et un secrétaire compétents, mais Lord Penrhyn ne voulut pas modifier ses conditions; de là, échec de la première tentative de conciliation.

Plus tard, à la suite de nouvelles négociations par le Ministre, Lord Penrhyn renonça à ses restrictions; un interprète et un secrétaire furent choisis d'un commun accord et une première entrevue entre les parties eut lieu le 19 mars, mais sans succès. Il en fut de même à une deuxième réunion tenue le 27 mai. Ce ne fut

qu'à la suite de deux réunions, les 18 et 21 août, qu'un arrangement fut conclu et la reprise du travail fixée au 1^{er} septembre. La grève avait donc duré onze mois.

Les salaires ne furent pas modifiés; mais les ouvriers obtinrent que leur comité exécutif fût reconnu comme l'intermédiaire nécessaire entre eux et la direction pour le règlement des différends futurs.

Il n'y a pas eu lieu encore d'appliquer la disposition légale qui autorise le Ministère du commerce à faire des enquêtes publiques sur les différends. La seule disposition qui ait été exécutée, en plus des interventions citées ci-dessus, concerne l'enregistrement des Conseils permanents de conciliation émanant de l'initiative privée. 15 d'entre eux s'étaient soumis à cette formalité : 8 conseils de district et 7 conseils corporatifs.

ÉTATS-UNIS.

Conseil officiel de médiation et d'arbitrage de l'état de New-York. —

Le dixième rapport annuel du Conseil officiel de médiation et d'arbitrage de l'État de New-York, qui vient de paraître, rend compte des grèves qui se sont produites dans cet État, du 1^{er} novembre 1895 au 31 octobre 1896. Ces grèves, au nombre de 246, ont affecté surtout les industries suivantes : bâtiment, 92; vêtement, 26; imprimeries, 19; cigariers, 16; métaux, 14; paveurs, 7; gens de service, 7.

188 grèves ont été déclarées à New-York et Brooklyn, 21 à Buffalo, 7 à Albany, 5 à Rochester, 3 à Syracuse, 2 à Troy, à Utica et à Cohoes, et 1 dans 16 autres localités.

130 grèves ont duré moins d'une semaine, et, parmi celles-ci, 46 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée; 45 ont duré de 8 à 28 jours; 23, de 29 à 90 jours; 5, plus de 90 jours. La durée de 45 grèves n'a pas été indiquée.

Les 228 résultats connus se divisent en 119 réussites, 39 transactions et 70 échecs.

Le tableau suivant donne les causes de grèves le plus souvent indiquées avec les résultats afférents, pour chacune de ces causes :

CAUSES PRINCIPALES DES GRÈVES.	NOMBRE DE GRÈVES.	RÉUSSITE.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.	RÉSULTAT INCONNU.
Demandes d'augmentation de salaire ...	84	40	10	26	8
Réduction de salaire.....	37	7	11	16	3
Retards dans le paiement des salaires.	9	6	—	3	—
Demandes de diminution des heures de travail.....	14	11	1	2	—
Conventions portant sur toutes les con- ditions du travail.....	10	1	6	3	—
Demandes de renvoi des ouvriers non syndiqués.....	54	41	2	10	1
Demandes de renvoi des membres de syndicats dissidents.....	9	7	—	2	—
Refus d'employer des matériaux pré- parés par des ouvriers non syndi- qués.....	4	3	—	1	—
Démarcation du travail entre deux mé- tiers similaires.....	11	4	2	1	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.	16	6	2	7	1

Parmi les autres causes, qui n'ont donné lieu qu'à 1 ou 2 grèves chacune, on relève : la demande de suppression du travail aux pièces (1 réussite et 1 échec) et du marchandage (1 réussite); la demande d'être payés le samedi au lieu du lundi (réussite); la demande d'interdire aux contremaîtres de tenir des débits de boissons (échec); le refus des bonnes d'un restaurant de porter un costume plus luxueux (réussite); pour faire entrer le délégué du syndicat dans les chantiers (réussite); pour obtenir le renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres débiteurs du syndicat (2 transactions); pour être payés en monnaie courante (réussite); pour obtenir le paiement d'outils volés sur le chantier (réussite); enfin, les garçons d'un café-concert ont fait grève parce que le propriétaire de l'établissement avait dénigré leur syndicat; la rétractation a suivi de près l'offense et le travail a été repris immédiatement.

31 grèves d'ouvriers du bâtiment se sont compliquées de grèves par *solidarité*, englobant tout ou la plus grande partie des professions exercées dans le bâtiment atteint; 23 de ces grèves se sont terminées par une réussite, 1 par une transaction et 7 par un échec. 22 grèves solidaires ont eu pour but le renvoi d'ouvriers non syndiqués : elles ont réussi 17 fois et échoué 5 fois. 5 grèves ont été motivées par la présence, sur les chantiers, d'ouvriers charpentiers, électriciens et marbriers appartenant à des syndicats dissidents. Il est à remarquer que les charpentiers traités de dissidents appartenaient à un syndicat des plus puissants aux États-Unis : la *Fraternité des charpentiers et menuisiers réunis*, qui compte 80.000 membres, mais qui se trouvait alors en désaccord avec le Comité central des syndicats du bâtiment de New-York.

1 seule grève solidaire a été motivée par une question de salaire : un retard dans la paye.

Le Conseil officiel de médiation et d'arbitrage est intervenu, en 1896, dans 18 conflits ; 17 fois de sa propre initiative et 1 fois à la demande du patron intéressé.

La médiation du Conseil a été repoussée 1 fois par les patrons et 1 fois par les deux parties. Elle a abouti à un règlement du différend dans 4 cas, et un autre conflit a été terminé au cours des négociations, grâce à l'intervention du Comité central des syndicats ouvriers de Buffalo.

Dans une grève de 500 lithographes à New-York et Brooklyn, la conciliation tentée par le Conseil officiel a échoué, mais, quelques jours après, les grévistes ont proposé à leurs patrons de recourir à l'arbitrage et de reprendre le travail en attendant la décision à intervenir. L'évêque Potter, choisi comme arbitre, rendit sa sentence six semaines plus tard et se prononça, conformément à la demande des ouvriers, pour la suppression du travail aux pièces, la limitation du nombre des apprentis et la fixation du salaire minimum à 90 francs par semaine; mais il maintint le nombre des heures de travail à 47 1/2 par semaine, chiffre que les ouvriers auraient voulu réduire à 44.

En somme, l'intervention du Conseil officiel a échoué dans 13 cas sur 18. Dans 3 affaires importantes, le Conseil a procédé à des enquêtes publiques, comme la loi l'y autorise. L'un de ces derniers conflits avait été causé par l'exigence d'un patron peintre qui tenait à ce que ses ouvriers vinssent chez lui tous les lundis à 7 h. 1/4 du matin pour recevoir des ordres, lorsque la journée ne commençait régulièrement qu'à 8 heures. Au reproche d'hostilité à l'égard du syndicat, qui lui était adressé,

le patron répondit : « Mais je n'ai jamais employé que des ouvriers syndiqués, appartenant au même syndicat; j'ai même tenu la main à ce qu'ils fussent constamment à jour pour leurs cotisations; dans le cas contraire, je les aurais renvoyés. »

Le rapport cite aussi, en dehors de son action, les efforts faits par le Conseil de médiation et d'arbitrage de la ville de New-York, institution due à l'initiative privée, et la décision d'un arbitre, nommé directement par les maîtres-imprimeurs et les ouvriers typographes de New-York.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'Octobre 1897.

Nombre des versements.....	226.721	
représentant une somme de.....		28.956.541 ^f
Nombre des remboursements.....	123.695	
représentant une somme de.....		30.095.571
Rentes achetées à 611 déposants pour un capital de.....		557.190
Excédent des remboursements et achats de rentes sur les versements.....		1.696.220
Nombre de comptes existant au 30 octobre 1897..		2.866.132
Nombre de comptes existant au 30 octobre 1896.....		2.652.811
AUGMENTATION.....		213.321

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Novembre 1897.

Dépôts de fonds.....	11.512.104 ^f
Retraits de fonds.....	23.904.111
Excédent des retraits.....	12.392.007
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.004.377

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Novembre 1897.

Nombre de versements reçus	33.962	
représentant une somme de		772.907 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		841.328
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		676.991
Nouvelles rentes inscrites.....		372.594
Nombre de parties prenantes.....	3.874 parties.	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		33.995.937
Nombre de titres	226.312 titres.	

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1897.

21 grèves ont été signalées en novembre à l'Office du travail. Elles se décomposent en 18 grèves ouvrières et 3 coalitions de patrons boulangers formées pour obtenir une augmentation de la taxe municipale.

Ces dernières ont été terminées sans que les patrons aient pu obtenir gain de cause.

En novembre 1896, il avait été relevé 23 grèves auxquelles avaient pris part 2.603 grévistes. Le nombre connu de ceux-ci, pour 16 des grèves ouvrières du mois dernier est de 1.351.

Enfin, le nombre moyen des grèves pendant le mois de novembre au cours des quatre années antérieures à 1897 est de 26.

Les 18 grèves ouvrières de novembre 1897, sauf celle des garçons boulangers de Nice, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles se sont produites dans huit départements différents : ceux de la Seine, du Rhône, du Pas-de-Calais, de la Seine-Inférieure et de l'Aisne en ayant subi respectivement 5, 3 et 2.

L'industrie la plus éprouvée a été celle du bâtiment, où l'on a compté 7 grèves. Viennent ensuite celles des métaux, avec 4 grèves et des mines avec 2 grèves. Il s'en est produit une seulement parmi des boulangers, ouvriers en chapeaux de soie, trieurs de déchets de laine, tullistes et verriers.

Les causes de ces grèves peuvent se répartir de la manière suivante :

Demandes d'augmentation de salaire	6
Réductions de salaire.....	1
Refus des patrons d'accepter un nouveau règlement d'atelier.....	2
Demande de maintien du travail au temps.....	1
Demande de maintien du paiement à la journée et non à l'heure..	1
Demandes de renvoi de contremaîtres et d'ouvriers.....	5
Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	1
Protestation contre une observation faite à un ouvrier.....	1

Des 18 grèves ouvrières commencées en novembre, 17 sont actuellement terminées.

Elles ont duré : une, 11 jours; une, 8 jours; une, 6 jours; deux, 5 jours; trois, 3 jours; quatre, 2 jours et cinq, 1 jour.

Si l'on y ajoute 5 grèves anciennes également terminées depuis le 1^{er} no-

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
11 janvier.	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes.	10 (1)	18	1
13 sept...	6 déc...	Nevers.	Nièvre.	Ferblantiers-plombiers.	6	40	2
14 sept...	.....	Saint-Loup.	Haute-Saône.	Chaisiers.	2	150	3
20 sept ..	29 nov...	Riverenert.	Ariège.	Mineurs (mangaëse).	1	480	4
23 octobre.	10 nov...	Paris.	Seine.	Taillleurs.	1	47	5
26 octobre.	2 nov...	Malaunay.	Seine-Inferieure.	Aides-imprimeurs sur étoffes.	1	24	6
29 octobre.	17 nov...	La Chapelle-sous-Dun.	Saône-et-Loire.	Mineurs.	1	400	7
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} nov...	12 nov...	Saint-Lazare. (Brardville)	Dordogne.	Verriers.	1	130	1
2 nov...	5 nov...	Le Havre.	Seine-Inferieure.	Chaudronniers et tourneurs.	1	135	2
3 nov...	4 nov...	Carvin.	Pas-de-Calais.	Mineurs.	1	296	3
4 nov...	6 nov...	Paris.	Seine.	Polisseurs sur métaux.	1	8	4
6 nov...	.....	Barèges.	Hautes-Pyrénées.	Terrassiers.	1	.....	5
8 nov...	9 nov...	Roubaix.	Nord.	Tricuses (déchets de laine).	7	8	6
10 nov...	13 nov...	Liévin.	Pas-de-Calais.	Mineurs.	1	200	7
10 nov...	14 nov...	Maubourquet.	Hautes-Pyrénées.	Patrons boulangers. ....	.....	.....	8
10 nov...	16 nov...	Lyon.	Rhône.	Frappeurs (chaudronnerie).	1	40	9
10 nov...	15 nov...	Lyon.	Rhône.	Menuisiers.	1	6	10
12 nov...	17 nov...	Paris.	Seine.	Chapeliers (soie).	1	27	11
14 nov...	15 nov...	Paris.	Seine.	Maçons.	1	9	12
14 nov...	21 nov...	Sisteron.	Basses-Alpes.	Patrons boulangers.	12	.....	13
16 nov...	17 nov...	Saint-Quentin.	Aisne.	Tullistes (soie).	1	23	14
17 nov...	25 nov...	Nice.	Alpes-Maritimes.	Boulangers.	76	281	15
19 nov...	21 nov...	Charbonnier.	Puy-de-Dôme.	Patrons boulangers.	2	.....	16
20 nov...	22 nov...	Paris.	Seine.	Parqueteurs.	1	.....	17
22 nov...	25 nov...	Paris.	Seine.	Lanterniers.	1	12	18
25 nov...	26 nov...	Saint-Quentin.	Aisne.	Paveurs et tailleurs de pierre.	1	11	19
27 nov...	29 nov...	Dieppe.	Seine-Inferieure.	Constructeurs de navires.	1	140	20
27 nov...	29 nov...	Lyon.	Rhône.	Maçons.	1	25	21

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

vembre après une durée de 84, 39, 19, 17 et 7 jours nous obtenons un total de 22 grèves ayant abouti à :

6 réussites,
6 transactions,
10 échecs.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} NOVEMBRE 1897 (A).

1	Demande d'unification des tarifs.....	.....	(1) Depuis le commencement de la grève,
2	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.	Échec.	70 établissements ont été atteints successivement et il y a eu 1.210 grévistes.
3	Demande de suppression des retenues pour l'éclairage et l'assurance.	.....	
4	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
6	Réduction de salaires.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaires et de diminution du temps du travail.	Transaction.	

EN NOVEMBRE 1897.

1	Réduction de salaires.....	Transaction.	
2	Contre un nouveau règlement d'atelier.....	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
4	Protestation contre une observation faite à un ouvrier...	Échec.	
5	Demande de renvoi de surveillants étrangers.....	.....	
6	Refus d'accepter d'être payés à l'heure et non à la journée.	Échec (2).	(2) Grévistes remplacés.
7	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de la taxe du pain.....	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
10	Refus de travailler aux pièces.....	Échec.	
11	Refus d'accepter une augmentation de travail sans compensation de salaires.	Réussite.	
12	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Échec (3).	(3) Grévistes remplacés.
13	Demande d'augmentation de la taxe du pain.....	Échec.	
14	Demande de renvoi d'un apprenti.....	Réussite.	
15	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de la taxe du pain.....	Échec.	
17	Demande de maintien de quatre ouvriers congédiés.....	Réussite.	
18	Demande d'augmentation de salaires.....	Transaction.	
19	Demande de repos d'un quart d'heure pour le déjeuner du matin.	Réussite.	
20	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Réussite (4).	(4) L'ouvrier a quitté volontairement l'usine.
21	Demande de renvoi d'un contremaître et d'un ouvrier....	Échec.	

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [1^{er} octobre 1897]. — Syndicat des Courtiers en céréales et dérivés de Marseille (32 membres).

Côte-d'Or [20 octobre 1897]. — Syndicat des marchands et marchandes des halles et marchés de la ville de Dijon (10 membres). Siège social : Bourse du travail de Dijon.

Haute-Garonne [4 novembre 1897]. — Chambre syndicale de l'alimentation toulousaine (40 membres). Siège social : Bourse du travail de Toulouse.

Loire-Inférieure [26 octobre 1897]. — Syndicat du commerce de chapellerie de l'Ouest (34 membres). Siège social : place du Commerce, à Nantes.

Saône-et-Loire [24 septembre 1897]. — Syndicat médical de l'arrondissement de Mâcon (16 membres). Siège social : Mâcon.

Haute-Saône [21 août 1897]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Vesoul (18 membres). Siège social : rue Carnot, 35 *bis*, à Vesoul.

Haute-Savoie [29 octobre 1897]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances de toute nature du département de la Haute-Savoie (20 membres). Siège social : rue Royale, 10, à Annecy.

Seine [20 octobre 1897]. — Chambre syndicale des cavistes et liquoristes de Paris (50 membres). Siège social : rue Pavée, 14, à Paris.

[27 octobre 1897]. — Syndicat des marchands de charbons en détail du département de la Seine (235 membres). Siège social : rue des Boulets, 56, à Paris.

[27 octobre 1897]. — Académie d'escrime de Paris (26 membres). Siège social : rue Joubert, 32, à Paris.

[30 octobre 1897]. — Chambre syndicale des fabricants de savons de toilette de France (15 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [9 octobre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Durdât-Larequille (18 membres). Siège social : Durdât.

Aude [6 septembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers de la partie des cuirs et peaux de Carcassonne (22 membres). Siège social : bourse du travail, Carcassonne.

Bouches-du-Rhône [4 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers paveurs et d'ailleurs et parties similaires de Marseille (34 membres). Siège social : bourse du travail, Marseille.

Cher [13 octobre 1897]. — Syndicat des mouleurs en métaux de Vierzon (60 membres).

[1^{er} novembre 1897]. — Chambre syndicale des peintres sur porcelaine et travaux similaires de Vierzon (100 membres). Siège social : mairie de Vierzon.

Loiret [24 août 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres de la ville d'Orléans (96 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, à Orléans.

[10 septembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers d'Orléans (49 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, à Orléans.

Puy-de-Dôme [1^{er} octobre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers confiseurs-pâtisseries de Clermont-Ferrand (32 membres). Siège social : théâtre de Clermont-Ferrand.

[5 novembre 1897]. — Syndicat des ouvriers maçons et aides-maçons de Clermont-Ferrand (100 membres). Siège social : théâtre de Clermont-Ferrand.

Rhône [19 novembre 1897]. — Union syndicale des ouvriers mouleurs en fonte et similaires de Lyon et de la banlieue (70 membres). Siège social : rue Moncey, 54, à Lyon.

[3 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers scieurs de long de Lyon et de la banlieue (35 membres). Siège social : bourse du travail de Lyon.

Saône-et-Loire [8 octobre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et similaires du Creusot (39 membres).

Seine [10 novembre 1897]. — Association des choristes professionnels (51 membres). Siège social : rue des Apennins, 36, à Paris.

[22 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers facteurs de pianos et orgues, instruments de musique et parties similaires (153 membres). Siège social : impasse de l'Orillon, 19, à Paris.

[18 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en meubles inodores (14 membres). Siège social : rue Saint-Nicolas, 1, à Paris.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Allier [9 octobre 1897]. — Syndicat agricole de Durdar-Larequille (23 membres). Siège social : Durdar.

Aude [30 septembre 1897]. — Syndicat agricole de Rouffiac-d'Aude (25 membres). Siège social : Rouffiac.

Doubs [28 mars 1897]. — Syndicat agricole du groupe cantonal de Baume-les-Dames (169 membres). Siège social : rue Courvoisier, à Baume-les-Dames.

Morbihan [20 octobre 1897]. — Syndicat agricole de Ploërmel et des communes voisines (120 membres). Siège social : Ploërmel.

Basses-Pyrénées [5 juin 1897]. — Syndicat des agriculteurs d'Ogeu (50 membres). Siège social : Ogeu.

Saône-et-Loire [26 septembre 1897]. — Syndicat agricole de Bussièrès, Milly et Pierreclos (20 membres). Siège social : Bussièrès.

Var [1^{er} octobre 1897]. — Syndicat agricole et viticole du canton de Saint-Tropez (108 membres). Siège social : rue Allard, 3, à Saint-Tropez.

4° UNION DE SYNDICATS.

Gironde [29 octobre 1897]. — Fédération des syndicats municipaux de la ville de Bordeaux (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Lalande, 42, à Bordeaux.

B. SYNDICATS DISSOUTS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICAT OUVRIER.

Allier [25 décembre 1886]. — Syndicat de la Solidarité des voyageurs et représentants de commerce (52 membres). Siège social : place d'Allier, à Moulins.

2° SYNDICAT AGRICOLE.

Allier [1^{er} avril 1894]. — Syndicat viticole et agricole du canton de Chamabelle (75 membres). Siège social : Chamabelle.

3° UNION DE SYNDICATS.

Allier [11 mars 1886]. — Syndicat général du département de l'Allier (3 syndicats adhérents). Siège social : place d'Allier, 22, à Moulins.

LES TRAVAUX DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

PENDANT L'ANNÉE 1896.

133 conseils ont fonctionné en France, en 1896.

Ces tribunaux ont été saisis de 51.975 affaires, soit une augmentation de 309 affaires par rapport à l'année 1895.

Les bureaux particuliers ont concilié 21.584 affaires; 8.636 ont été retirées par les parties avant que les bureaux aient statué; 21.569 n'ont pu être conciliées et 186 renvoyées en 1897.

Sur les 21.569 affaires qui n'ont pu être conciliées, 15.754 seulement ont été portées devant le bureau général. Comme, d'autre part, les bureaux de jugement avaient encore à examiner 213 affaires restant de l'année 1895, ils ont eu à statuer sur 15.967 différends. Parmi ceux-ci, 8.394 ont été retirés avant jugement, 6.164 ont été terminés par des jugements en dernier ressort et 1.180 par des jugements susceptibles d'appel; enfin, 229 ont été reportés à l'année 1897.

D'un autre côté, les 51.975 différends soumis, en 1896, aux conseils de prud'hommes de France se répartissent de la manière suivante, quant à la nature des contestations :

Apprentissage, 985; congés, 7.639; salaires, 33.892; malfaçons, 879; livrets d'acquets du tissage, 53; affaires diverses, 8.527. Dans ce dernier chiffre sont comprises les questions relatives aux expertises d'ouvrages, prix de façon, indemnités de chômage, frais de voyage ou déplacements, exécution des conventions, etc.

En Algérie, 5 conseils ont fonctionné en 1896. Ils ont été saisis de 2.118 affaires (dont 7 restant de l'année 1895), soit une augmentation de 31 sur l'année précédente.

Les bureaux particuliers ont concilié 920 affaires; 363 ont été retirées par les parties avant qu'il ait été statué, et 835 n'ont pu être conciliées.

Sur les 835 affaires qui n'ont pu être conciliées, 775 seulement ont été portées devant le bureau général. Comme il restait 15 affaires provenant de l'année 1895, les bureaux de jugement ont eu à examiner 790 différends. Ils ont prononcé 238 jugements en dernier ressort et 46 jugements susceptibles d'appel; 5 affaires ont été reportées au rôle de 1897; enfin, les parties avaient retiré 501 causes avant jugement.

Enfin, les 2.118 affaires soumises aux conseils de prud'hommes d'Algérie se répartissent, d'après leur nature, de la manière suivante :

Apprentissage, 3;
Congés, 140;
Salaires, 1.415;
Malfaçons, 44;
Affaires diverses, 516.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La septième session du Conseil supérieur du travail s'est ouverte le 8 décembre sous la présidence de M. Henry Boucher, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. L'ordre du jour portait sur l'introduction, dans les cahiers des charges des travaux publics, de clauses relatives aux conditions du travail.

Le Conseil, dans la séance du 10 décembre, a émis le vœu suivant :

Que les décrets et ordonnances concernant les adjudications de travaux publics soient modifiés, en vue d'introduire dans les cahiers des charges les clauses suivantes relatives aux conditions du travail :

1° Obligation pour l'entrepreneur de se conformer au taux des salaires et à la durée du travail considérés comme normaux et courants dans la ville ou la région où le travail est exécuté, et fixés dans les cahiers des charges. Ces conditions de salaires et de durée du travail seront constatées par les administrations intéressées qui devront s'entourer de tous les renseignements nécessaires et prendre l'avis de commissions mixtes composées, en nombre égal, de patrons et d'ouvriers.

Le Conseil émet le vœu que les pouvoirs publics et la législations secondent, par tous les moyens, le développement des associations professionnelles, à qui il appartient de déterminer les conditions du travail par l'accord des patrons et des ouvriers ;

2° Repos hebdomadaire ;

3° Assurance des ouvriers contre les accidents du travail à la charge des patrons.

L'Administration pourra, à n'importe quel moment de l'exécution des travaux, réglementer le nombre d'étrangers qui pourront y être occupés, et cela dans la mesure qu'elle jugera utile et nécessaire.

La violation de ces conditions devra, selon les circonstances, donner lieu, sous les garanties des clauses et conditions générales des cahiers des charges :

Soit à la retenue de tout ou partie du cautionnement et, s'il y a lieu, à l'amende ;

Soit à la résiliation du contrat ou à la mise en régie des travaux à exécuter ;

Soit à l'élimination du délinquant des adjudications de même nature dans le même département.

L'introduction de ces clauses sera obligatoire dans les cahiers des charges des travaux de l'État et des départements. Elle sera facultative pour les travaux des communes et de ceux des établissements publics, dont les adjudications sont actuellement soumises aux règles de l'ordonnance du 14 novembre 1837.

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS EN 1896.

Le *Journal officiel* du 6 décembre 1897 publie le rapport adressé au Président de la République, au nom de la Commission supérieure du travail dans l'industrie, sur l'application, pendant l'année 1896, de la loi du 2 novembre 1892 relative au tra-

vail des enfants, des filles mineures et des femmes. On trouvera ci-dessous divers extraits de cet important travail.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

(EXTRAITS.)

Aucune modification n'a été apportée à la réglementation du travail. Les difficultés d'application que nous avons signalées dans les précédents rapports n'ont pas disparu. Nous avons exprimé le vœu que des dispositions nouvelles vinssent remplacer à brève échéance quelques-unes des prescriptions de la loi de 1892, dont on n'aurait pu exiger une observation intégrale sans ouvrir une crise industrielle des plus graves. Nous regrettons que le Parlement n'ait pas achevé la discussion du projet de réforme qui lui a été soumis et qui, en unifiant, notamment, la durée du travail quotidien pour tout le personnel protégé, aurait permis de faire pénétrer partout les bienfaits de la réglementation nouvelle et mis l'Inspection à même d'exiger que la loi fût universellement observée. Mais, si le projet n'a pas encore reçu la sanction législative, ce serait une erreur de croire que le service de l'inspection n'a pas obtenu des résultats satisfaisants. Les obstacles n'ont pas découragé ses efforts. Son action ne s'est pas ralentie un seul instant. Il a accompli avec persévérance la mission qui lui est confiée de faire connaître la loi, d'en faire apprécier les avantages et d'en assurer l'exécution. Grâce à sa fermeté, grâce aussi à la bonne volonté de la très grande majorité des intéressés, la plupart des prescriptions de la loi sont aujourd'hui entrées dans les mœurs industrielles.

CHAPITRE I^{er}. — GÉNÉRALITÉS.

Statistiques des établissements à surveiller et du personnel occupé. — Bien que les renseignements fournis par les inspecteurs ne soient qu'approximatifs, car l'extrême mobilité des petits ateliers ne permet guère de donner des statistiques mathématiquement exactes, c'est là un élément d'appréciation qui doit être fourni chaque année et qui deviendra, nous l'espérons, un terme de comparaison de plus en plus sûr.

Le nombre des établissements industriels soumis à la surveillance des inspecteurs a été de 296.797 en 1896, alors qu'il n'était que de 286.763 en 1895, soit une augmentation de 10.034.

Le personnel employé dans ces établissements s'élèverait à 2.673.314 ouvriers ainsi répartis :

DÉSIGNATION.	NOMBRE d'ouvriers.	P. o/o.
Enfants au-dessous de 18 ans :		
Garçons	229.092	8,5
Filles	213.833	8
Filles mineures et femmes	631.978	23,6
Hommes au-dessus de 18 ans	1.599.311	59,9

Parmi les 296.797 établissements susdésignés, 157.335 occupent un personnel mixte et 139.462 un personnel adulte hommes.

Sur ces 296.797 usines ou ateliers, les inspecteurs en ont visité 117.539, soit 39,50 p. o/o du total, et 8.053 de plus qu'en 1895. Le nombre des ouvriers qui y étaient occupés s'élevait à 1.741.443. Ces chiffres représentent 65,25 p. o/o du total des ouvriers employés dans les établissements soumis aux lois sur le travail et, en moyenne, plus de 14 ouvriers par atelier.

Le tableau ci-après donne la répartition des ouvriers de tout âge dont le service a constaté la présence :

DÉSIGNATION.	NOMBRE d'ouvriers.	
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat :		
Garçons.....	969	1.776
Filles.....	807	
Enfants de 13 à 16 ans :		
Garçons.....	80.392	159.193
Filles.....	78.801	
Enfants de 16 à 18 ans :		
Garçons.....	62.164	125.167
Filles.....	63.003	
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	98.546	98.546
Filles et femmes majeures.....	347.896	347.896
Ouvriers adultes hommes.....		1.088.865
TOTAL.....		1.741.443

D'après ce tableau, les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans représentent 16,43 p. o/o du personnel inspecté; le personnel féminin de tout âge, 33,82 p. o/o.

Ces proportions varient sensiblement dans les diverses régions suivant la nature des industries qui y dominent.

Les départements où la proportionnalité des enfants aux dessous de 18 ans est la plus forte sont les suivants :

Haute-Loire, 34,6 p. o/o; Ardèche, 28,7 p. o/o; Pyrénées-Orientales, 27,3 p. o/o; Drôme, 23,5 p. o/o; Vienne, 23,3 p. o/o; Charente-Inférieure, 23,1 p. o/o; Côtes-du-Nord, 22,7 p. o/o; Loir-et-Cher, 22,2 p. o/o; Tarn-et-Garonne, 21,5 p. o/o; Ile-et-Vilaine, 21,2 p. o/o; Cher, 20,8 p. o/o; Indre-et-Loire, 20,8 p. o/o; Corrèze, 20,7 p. o/o; Territoire de Belfort, 20,7 p. o/o; Oise, 20,4 p. o/o; Hautes-Alpes, 20,3 p. o/o; Haute-Savoie, 20,1 p. o/o.

Ceux où la proportionnalité p. o/o du personnel féminin est la plus considérable sont :

Ardèche, 68,6 p. o/o; Mayenne, 65,7 p. o/o; Isère, 60,9 p. o/o; Drôme, 58,9 p. o/o; Finistère, 57,6 p. o/o; Haute-Loire, 57,4 p. o/o; Tarn-et-Garonne, 53,5 p. o/o; Basses-Alpes, 52,3 p. o/o; Gard, 51,9 p. o/o; Hautes-Alpes, 50,2 p. o/o; Indre, 50 p. o/o; Vendée, 50 p. o/o; Vaucluse, 48,5 p. o/o; Orne, 47,8 p. o/o; Savoie, 47,7 p. o/o; Charente, 46,9 p. o/o; Tarn, 46,8 p. o/o.

Il y a 18 départements dans lesquels les personnels enfantin et féminin réunis représentent plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers. Ce sont :

Ardèche, 75 p. o/o; Mayenne, 71 p. o/o; Haute-Loire, 65,5 p. o/o; Finistère, 65,1 p. o/o; Isère, 65,1 p. o/o; Drôme, 63,2 p. o/o; Basses-Alpes, 60,2 p. o/o; Tarn-et-Garonne, 58,9 p. o/o; Hautes-Alpes, 58,1 p. o/o; Gard, 56,8 p. o/o; Vendée, 56,7 p. o/o; Tarn, 55,5 p. o/o; Vaucluse, 54,8 p. o/o; Orne, 54,5 p. o/o; Creuse, 53,8 p. o/o; Morbihan, 52,8 p. o/o; Savoie, 51,6 p. o/o; Hérault, 51 p. o/o.

Dans les chiffres indiqués ci-dessus ne figurent pas les mines, minières et carrières, dont la surveillance n'est pas confiée aux inspecteurs du travail, ni les établissements dépendant des Ministères de la Guerre et de la Marine.

(A suivre.)

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS ET CAISSE DE RETRAITES DES OUVRIERS EN SOIE.

RAPPORTS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON AVEC CES INSTITUTIONS.

Les allocations que la société de secours mutuels et la caisse de retraites des ouvriers en soie reçoivent de la Chambre ont atteint, pour 1896, comme les années précédentes, la somme totale de 120.000 francs, savoir :

Pour la société de secours mutuels :	
Subvention ordinaire annuelle arrêtée d'un commun accord aux termes de l'article 8 des statuts de cette association.....	60.000 ^f
Pour la caisse de retraites :	
Subvention ordinaire annuelle arrêtée d'un commun accord aux termes de l'article 4 des statuts.....	60.000
TOTAL.....	120.000

La subvention à la société représente une allocation fixe permettant de subvenir aux charges générales de l'association ; la subvention attribuée à la caisse de retraites a permis de faire face à 6.000 primes de 10 francs allouées aux sociétaires ayant versé dans le courant de l'année au moins 15 francs à la caisse publique de l'État.

Au 31 décembre 1896, les fonds de réserve s'élevaient :

Pour la société de secours mutuels à.....	415.014 ^f 27 ^c
Pour la caisse de retraites à.....	462.042 83
ENSEMBLE	877.057 10
Les recettes de la caisse de retraites se sont élevées pendant l'année	
1896 à.....	77.912 ^f 65 ^c
et les dépenses à.....	77.858 19
Soit un excédent de recettes de.....	54 46

Au 31 décembre 1895, le nombre des sociétaires, tant participants que stagiaires, s'élevait à 6.131 (1.608 hommes et 4.523 femmes) ; au 31 décembre 1896, il était de 6.224 (1.624 hommes et 4.600 femmes), soit une augmentation de 93 membres.

CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS DES AGENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1895. (1)

Le tableau ci-dessous résume, pour les principales compagnies ainsi que pour les chemins de fer de l'État, les opérations des caisses de pension et de secours en 1895 et leur situation financière à la fin de l'année.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	RECETTES DE L'EXERCICE.			DÉPENSES DE L'EXERCICE.			MONTANT de L'AVOIR TOTAL au comencement de l'année.	MONTANT de L'AVOIR TOTAL à la fin de l'année.	NOMBRE des MEMBRES de la caisse.	NOMBRE de PENSIONNÉS ou secourus.
	COTISATIONS des membres de la caisse.	ALLOCA- TIONS des compagnies.	DIVERSES (intérêts des fonds, etc.)	TOTALS.	PENSIONS ou secours.	FRAIS de gestion et divers.				
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.		
1 ^o CAISSES DE PENSIONS.										
Nord.....	23.121.502	4.124.918	1.202.078	5.326.996	"	"	3.468.171	24.980.367	23.419	9.100
Est.....	66.223.097	4.693.175	3.047.627	8.913.787	5.562.704	148.551	5.711.235	69.425.029	20.090	6.593
Ouest.....	46.901.896	4.740.549	2.724.784	7.465.333	2.962.986	46.394	3.009.380	51.357.849	28.564	6.158
Orléans.....	"	96.756	5.347.466	5.444.222	"	"	"	"	"	"
Paris-Lyon-Méditerranée.....	112.627.343	2.918.470	5.806.700	14.867.510	9.547.617	424.941	17.522.295	2.959.640	39.583	11.168
Midi.....	"	2.896.602	5.866.905	450	6.328.389	175.919	6.504.308	16.778	589	
État.....	47.019.696	824.520	1.935.005	6.825.336	2.285.040	85.612	2.370.652	51.474.380	15.496	3.913
	11.444.913	534.968	601.824	1.892.181	30.228	922.364	261.592	13.075.532	6.390	158
2 ^o CAISSES DE SECOURS EN CAS DE MALADIE, DE BLESSURES, D'INFIRMITÉS ET DE MORT.										
Est.....	463.300	368.474	31.118	768.066	694.803	14.325	709.128	522.238	20.369	"
Ouest.....	10.522	73.461	19.924	166.846	138.777	21.245	160.022	17.346	2.812	1.909
Midi.....	1.121.811	271.805	113.774	759.503	208.152	502.533	710.685	1.170.629	16.471	1.604
3 ^o CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS EN CAS DE MALADIE, DE BLESSURES, D'INFIRMITÉS ET DE MORT.										
Nord.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris-Lyon-Méditerranée.....	555.177	21.444	21.252	735.789	735.789	"	735.789	"	"	"
État.....	"	668.540	"	668.540	219.280	469.260	688.540	"	"	6.657
	"	14.224	"	56.920	6.423	3.374	9.797	602.300	808	92
Remarques. — A. Les agents de la compagnie du Nord ont deux pensions distinctes : l'une qu'ils se constituent eux-mêmes par le versement de 3 p. o/o de leur traitement à la Caisse nationale des retraites, l'autre qui leur est allouée par la compagnie sur ses propres fonds et dont le service est assuré par une réserve spéciale alimentée par une allocation annuelle égale à 9 p. o/o des traitements. Les chiffres du tableau ne concernent que cette dernière institution.										
B. Les retraites des agents de la compagnie de l'Ouest se composent de deux parties : la première est constituée au moyen de versements effectués à la Caisse nationale des retraites et consistant en retenues annuelles de 4 p. o/o sur le traitement ; la seconde est servie par la caisse de retraites spéciale de la compagnie, alimentée en majeure partie par une allocation égale à 8 p. o/o des traitements. Les chiffres du tableau ne concernent que cette dernière institution.										
C. La compagnie d'Orléans n'a pas de caisse de retraites proprement dite. Les pensions des agents sont constituées par livret individuel à la Caisse nationale des retraites. La somme de 5.544.997 francs qui figure au tableau comprend l'ensemble des versements effectués pour cet objet, ainsi que les majorations de pensions effectuées par la compagnie, c'est une somme de 107.144 fr., montant des retenues opérées sur le traitement des non commissionnés.										
D. Depuis le 1 ^{er} juillet 1894, la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée possède deux caisses de retraites distinctes.										
E. La compagnie du Nord n'a pas de caisse de secours. Les indemnités en cas de maladie et de blessures sont distribuées par la compagnie sur ses propres fonds. Les pensions aux victimes d'accident et aux invalides sont comprises dans les pensions de retraites.										

(1) D'après la Statistique des chemins de fer français en 1895. Sur les caisses de pensions et de secours des chemins de fer français en 1894, voir Bulletin de novembre 1896, p. 686.

LES ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN 1895 ⁽¹⁾.

Les chiffres ci-dessous se rapportent exclusivement aux chemins de fer d'intérêt général et au territoire français (Algérie et colonies non comprises).

DÉSIGNATION des CATÉGORIES DE VICTIMES.	NOMBRE DE PERSONNES					
	TUÉES			BLESSÉES		
	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.
Voyageurs	10	67	77	180	155	335
Agents des compagnies ..	10	225	235	95	481	576
Autres personnes	3	201	204	18	110	128
TOTAUX GÉNÉRAUX ..	23	493	516	293	746	1.039

Le nombre total des accidents mortels survenus parmi le personnel des compagnies s'élève à 235 ⁽²⁾. D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre 1895, se composait ainsi qu'il suit :

NOMBRE D'AGENTS.	
Administration centrale.....	3.698
Mouvement et trafic.....	108.888
Traction et matériel	68.471
Voie et bâtiments	71.862
TOTAL du personnel	<u>252.919</u>

Dans ce total, le personnel des bureaux et de l'administration centrale entre pour 23.593 individus. Il reste un chiffre de 229.314 agents formant le personnel que l'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1894, était de 230.364. La moyenne arithmétique, 239.839, de ces deux nombres représente l'effectif moyen de l'année 1895. Si l'on en rapproche le nombre d'accidents donné plus haut, on voit que la proportion des cas de mort, par 1.000 agents des services actifs, a été, en 1895, de 0.98.

(1) *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1895* : Min. des Trav. publ. Pour les résultats de 1894, voir *Bulletin* de janvier 1897, p. 42.

(2) Nous laissons de côté les accidents non mortels. Le nombre indiqué, 576, ne représente qu'une fraction du total des cas de blessures ayant entraîné une incapacité de travail permanente ou temporaire qui ont dû vraisemblablement se produire parmi le personnel des compagnies et cette fraction n'est pas définie dans la statistique qui nous fournit ces chiffres. Le nombre des morts paraît au contraire assez certain pour servir de base aux comparaisons statistiques.

Voici, d'ailleurs, les résultats, à cet égard, des cinq dernières années :

ANNÉES.	EFFECTIF ANNUEL moyen du personnel actif.	NOMBRE DES AGENTS tués.	PROPORTION, par 1.000 agents, de tués.
1891.....	215.163	248	1,15
1892.....	221.872	270	1,22
1893.....	228.263	281	1,23
1894.....	231.250	236	1,02
1895.....	229.314	225	0,98
MOYENNE des cinq années 1891-1895.....			1,11

HYGIÈNE DES ATELIERS.

Le charbon des mégissiers. — *Le compte rendu des séances du Conseil d'hygiène publique du département de la Seine* (1) a publié un rapport du docteur Le Roy des Barres, relatif à 6 cas de charbon observés sur des mégissiers dans le service de ce praticien, à l'hôpital Saint-Denis, de décembre 1895 à septembre 1897. De ce rapport, nous extrayons les renseignements qui suivent :

Le charbon peut être considéré comme une maladie professionnelle des mégissiers et criniers. Ils la contractent en manipulant des peaux et crins d'origine étrangère (2) et provenant d'animaux infectés eux-mêmes de cette maladie. Le charbon se développe d'ordinaire à la suite d'une effraction cutanée superficielle. Dans un certain nombre de faits, le germe infectieux a paru pénétrer grâce à des frottements provoqués par les démangeaisons que des acariens, contenus souvent en abondance dans les poussières de l'atelier, exercent avec leurs poils pendant leur progression à la surface de la peau.

Dans l'œdème malin, où l'imprégnation est plus profonde, elle est due vraisemblablement à la pénétration d'un poil, d'un crin ou de tout corps acéré, souillé de matière virulente, dans l'épaisseur des tissus.

L'auteur a observé 72 cas de charbon à Saint-Denis, en vingt-deux ans, sur une population ouvrière composée de 760 mégissiers et 160 criniers. Les résultats de ces observations peuvent se résumer dans le tableau suivant :

	NOMBRE d'ouvriers du groupe.	NOMBRE				MORTALITÉ p. o/o des cas.
		de cas		de guérisons.	de décès.	
		absolus	p. o/o.			
Criniers.	160	15	9,3	12	3	20,0
Mégissiers.	760	57	7,5	50	7	12,3
ENSEMBLE.	820	72	8,8	62	10	14,0

Les criniers sont plus épargnés quant au nombre des cas, sans doute parce que les solipèdes dont ils travaillent surtout les crins et les bavidés sont moins tribu-

(1) N° 19. — Séance du 17 septembre 1897, (Paris, Chaix, édit.).

(2) 72 fois sur 72 cas observés à Saint-Denis, en vingt-deux ans, par l'auteur du rapport.

taires du charbon que le mouton et la chèvre, dont les mégissiers préparent les peaux.

D'après la statistique donnée plus haut et qui concerne un centre où l'industrie des criniers mégissiers est très prospère, on voit que le charbon n'est pas une maladie d'une fréquence extrême; de plus, le nombre des cas tendra vraisemblablement à diminuer avec le développement de la vaccination charbonneuse et l'amélioration de la police sanitaire à l'étranger. Néanmoins les ouvriers qui manipulent les peaux étrangères restent exposés à un grave danger qu'on ne peut supprimer ni en interdisant l'entrée de ces produits, nécessaires à notre industrie, ni en les désinfectant d'une manière satisfaisante, car un procédé de désinfection efficace et n'altérant pas la marchandise fait défaut jusqu'aujourd'hui.

En attendant qu'il soit découvert, on peut lutter efficacement contre le péril d'infection par des précautions hygiéniques dans les ateliers et contre la maladie, par un diagnostic précoce suivi d'une intervention vigoureuse.

Les précautions consistent dans l'entraînement mécanique des poussières de l'atelier, le port de vêtements spéciaux, des soins minutieux de propreté imposés aux ouvriers, etc. . . .

En outre, il est indispensable que les chefs d'industrie, suffisamment instruits aujourd'hui des dangers auxquels exposent les produits de provenance étrangère, fassent exercer une surveillance étroite sur leurs ouvriers par une personne expérimentée, de façon à faire donner les soins nécessaires aux sujets contaminés dès le début de leur maladie (1).

Dans ces conditions, même dans les cas les plus graves, considérés autrefois comme désespérés, la guérison peut encore être obtenue par une médication appropriée dans laquelle l'iode est employé à l'intérieur et localement en injections, sous forme de solution iodée ou de teinture d'iode pure, en même temps qu'elle est associée à des inhalations d'oxygène (2).

Ce traitement a donné 6 guérisons sur 6 cas de charbon traités par l'auteur depuis 1895 : un des cas était exceptionnellement grave.

(1) *Extrait du rapport précité :*

« La pustule maligne, la plus commune des manifestations externes du charbon (que nous avons rencontrée 67 fois sur 72 cas de charbon traités par nous depuis 1875 quand nous n'en comptons que 5 seulement d'œdème malin) se présente au début sous la forme d'une macule à laquelle succède une vésicule. Lorsque celle-ci, après ombilication, s'est rompue, une petite eschare se forme à son centre qu'une piqure avec la pointe d'une épingle stérilisée permet facilement de reconnaître à son insensibilité. À l'aide de ce procédé clinique, et si simple, d'exploration, il nous a été nombre de fois permis d'affirmer le développement d'une pustule maligne avant même l'apparition de la couronne de vésicules, que bientôt confirmait l'évolution ultérieure, puis l'examen microscopique de la sérosité. Ce dernier examen n'est pas toujours facile à exécuter instantanément au-dehors de l'hôpital et dans nombre de cas, l'inoculation d'un cobaye, animal qui succombe si rapidement à l'infection bactérienne, pourrait alors lever les hésitations et permettre souvent en temps utile encore l'intervention.

« Quand le diagnostic est précoce et l'intervention vigoureuse, la guérison de ces deux formes de charbon externe est pour ainsi dire la règle; malheureusement, en l'absence de douleurs, les malades réclament assez souvent des soins à une époque relativement tardive. »

(2) *Extrait du rapport précité :*

« La pustule une fois détruite au thermo-cautère, trois centimètres cubes d'une solution iodée au dixième ont été injectés avec une seringue de Pravaz, sous la peau de la zone œdémateuse. Une solution iodée à 1 p. 0/00 avec addition de 2 grammes d'iodure de potassium et une solution oxygénée à 15 p. 0/00 sont administrées à l'intérieur; des inhalations d'oxygène sont également prescrites. »

Dans un cas très grave (fièvre de 40°, œdème considérable de la tête, du cou et de la partie supérieure du tronc, ne figurant plus qu'une masse informe), une injection de deux centimètres cubes de teinture d'iode pure a été faite dans la paupière droite, siège occupé par les bactéries.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES VALEURS EN DOUANE

POUR L'ANNÉE 1896. (Extraits.)

(Suite) [2].

II. OBJETS D'ALIMENTATION.

1. *Céréales*. — L'importation des céréales, déjà très réduite en 1895, a encore diminué en 1896 : 8.471.000 quintaux et 123 millions de francs, au lieu de 10.337.000 quintaux et 163 millions de francs. C'est une différence de 1.866.000 quintaux et 40 millions de francs.

2. *Vins*. — La production de vins de 1896 a atteint 44.656.000 hectolitres.

Par suite de la faible récolte précédente les entrées se sont élevées de 6.337.000 hectolitres et 212 millions de francs à 8.414.000 hectolitres et 294 millions.

Quand à l'exportation, elle s'est accrue, mais beaucoup moins que l'importation : 1.784.000 hectolitres et 242 millions de francs en 1896, contre 1.697.000 hectolitres et 222 millions en 1895.

3. *Eaux-de-vie, esprits et liqueurs*. — La production de l'alcool de vins, marcs et lies, cidres et poirés, présente une légère augmentation : 64.000 hectolitres en 1896, au lieu de 58.000 hectolitres en 1895. Il est probable que la reconstitution du vignoble permettra à nos eaux-de-vie de vin de reprendre dans un avenir peu éloigné leur place ancienne.

A l'importation, la statistique euegistre, pour les alcools de toute nature, 133.000 hectolitres et 11 millions de francs en 1896, au lieu de 148.000 hectolitres et 12 millions en 1895.

L'exportation est restée stationnaire : en 1896, 277.000 hectolitres et 48 millions de francs ; en 1896, 280.000 hectolitres et 49 millions.

4. *Chevaux, bestiaux et viandes*. — Nous devons signaler une certaine amélioration dans le commerce extérieur des chevaux. La France n'a importé en 1896 que 32.900 têtes (35 millions de francs), au lieu de 36.500 têtes (38 millions et demi) en 1895. A la vérité, notre exportation a fléchi, mais dans une moindre proportion : 20.900 têtes (18.700.000 francs) en 1896, contre 21.500 têtes (19.100.000 francs) en 1895.

L'importation du bétail étranger est descendue de 2.025.000 têtes et 112 millions de francs en 1895 à 1.505.000 têtes et 58 millions de francs en 1896.

L'exportation de bestiaux est passée de 50.300 têtes et 9.800.000 francs en 1895 à 72.300 têtes et 8.300.000 francs en 1896.

D'une manière générale, le prix des animaux à l'état vif s'est abaissé.

Les entrées de viandes fraîches, salées ou autrement conservées, qui, en 1895, avaient atteint 267.000 quintaux et 45 millions de francs, sont descendues à 205.000 quintaux et 32 millions de francs en 1896. D'autre part, l'exportation est

(1) Voir *Bulletin* de novembre, page 713.

montée de 70.000 quintaux et 15 millions de francs à 95.000 quintaux et 19 millions.

L'importation des graisses s'est considérablement accrue : 502.000 quintaux et 26 millions de francs en 1896, au lieu de 345.000 quintaux et 24 millions en 1895.

A l'exportation, les relevés de la douane donnent 181.000 quintaux de graisses et 8.800.000 francs, contre 172.000 quintaux et 9.600.000 francs en 1895.

5. *Fruits de table et légumes frais.* — Il y a eu peu de variations dans les mouvements relatifs aux fruits de table : importation, 1.154.000 quintaux et 26 millions de francs en 1895, 1.185.000 quintaux et 25 millions de francs en 1896 ; exportation, 937.000 quintaux et 29 millions de francs en 1895, 817.000 quintaux et 29 millions de francs en 1896.

6. *Fromages et beurres.* — Les mouvements du commerce extérieur des fromages et beurres se chiffrent comme il suit : entrées, 21.870.000 kilogrammes et 40 millions de francs en 1896, au lieu de 21.630.000 kilogrammes et 37 millions de francs en 1895 ; sorties, 37.300.000 kilogrammes et 82 millions de francs en 1896, au lieu de 36.570.000 kilogrammes et 61 millions de francs en 1895.

7. *Produits de la pêche.* — Dans l'ensemble, l'importation des produits de la pêche a peu varié : salmomidés, 1.600.000 kilogrammes et 4.800.000 francs en 1896, au lieu de 1.300.000 kilogrammes et 3.900.000 francs en 1895 ; poissons frais de mer, 3.200.000 kilogrammes et 2.900.000 francs en 1896, au lieu de 3.440.000 kilogrammes et 3.400.000 francs en 1895 ; morues, 55.200.000 kilogrammes et 28 millions de francs en 1896, au lieu de 49.100.000 kilogrammes et 27 millions de francs en 1895 ; sardines, 1.100.000 kilogrammes et 1.400.000 francs en 1896, au lieu de 2.500.000 kilogrammes et 3.200.000 francs en 1895 ; homards frais ou conservés, 2.900.000 kilogrammes et 6 millions de francs en 1896, au lieu de 2.900.000 kilogrammes et 6.200.000 francs en 1895.

Les sorties se sont sensiblement accrues : morues, 18.700.000 kilogrammes et 10.300.000 francs en 1896, au lieu de 9.900.000 kilogrammes et 5.900.000 francs en 1895 ; sardines, 9.800.000 kilogrammes et 16 millions de francs en 1896, au lieu de 8.700.000 kilogrammes et 14 millions de francs en 1895.

8. *Sucres et mélasses.* — En 1896, les ensemencements ont dépassé de 20 p. 100 ceux de l'année précédente. Mais les circonstances se sont coalisées pour rendre médiocre le poids et le rendement de la racine.

Aussi notre production de sucre, quoique dépassant de 100.000 tonnes celle de 1895, n'a-t-elle pas été en rapport avec l'augmentation des emblavements. Quoi qu'il en soit, la production de sucres bruts en Europe, pour la campagne 1896-1897, est la plus forte qui ait été constatée jusqu'ici. On l'estime à 4.900.000 tonnes, savoir : France, 800.000 tonnes (au lieu de 693.000 tonnes en 1895-1896) ; Allemagne, 1.800.000 tonnes (au lieu de 1.015.000 tonnes) ; Autriche, 980.000 tonnes (au lieu de 791.000 tonnes) ; Russie, 720.000 tonnes (au lieu de 783.000 tonnes) ; Belgique, 280.000 tonnes (au lieu de 260.000 tonnes) ; Pays-Bas, 165.000 tonnes (au lieu de 107.000 tonnes) ; pays divers, 195.000 tonnes (au lieu de 169.000 tonnes).

La récolte des sucres de canne dans les pays exportateurs a été de 2.500.000 tonnes au lieu de 2.700.000 tonnes en 1895-1896.

L'importation est montée de 95.000 tonnes et 26 millions de francs à 122.000 tonnes et 34 millions de francs pour les sucres en poudre des colonies françaises.

Elle a, au contraire, baissé de 42.000 tonnes et 11.300.000 francs à 37.000 tonnes et 10.300.000 francs, pour les sucres en poudre étrangers de canne.

L'exportation de sucre brut s'est élevée de 95.000 tonnes et 26 millions de francs à 125.000 tonnes et 35 millions de francs ; les sorties de sucres raffinés sont descendues de 117.000 tonnes et 39 millions de francs à 107.000 tonnes et 38 millions de francs.

En 1895, l'importation des mélasses pour distillerie était déjà descendue à 60.000 tonnes et 4.200.000 francs. Elle s'est encore réduite en 1896 : 57.000 tonnes et 4 millions de francs.

III. — MATIÈRES NÉCESSAIRES À L'INDUSTRIE.

1. *Laines.* — En 1895, l'importation des laines avait été de 226 millions de kilogrammes, représentant une valeur de 323 millions de francs ; en 1896 elle est passée à 260 millions de kilogrammes et 382.500.000 francs. Dans ces derniers chiffres, les laines en masse entrent pour 253 millions de kilogrammes et 365 millions de francs (au lieu de 218 millions de kilog. et 307.500.000 fr. en 1895) ; les déchets de bourre, pour 8.100.000 kilogrammes et 17 millions de francs (au lieu de 7.400.000 kilog. et 15 millions de francs en 1895).

D'autre part, l'exportation, y compris les laines peignées ou cardées, est descendue de 67 millions de kilogrammes et 153 millions de francs en 1895 ; à 59 millions de kilogrammes et 145 millions de francs en 1896. Les sorties de laines en masse ont été de 24 millions de kilogrammes et 60 millions de francs (au lieu de 29 millions de kilog. et 54 millions de francs en 1895) ; celles des laines peignées ou cardées, de 12 millions de kilogrammes et 47 millions de francs (au lieu de 17 millions de kilog. et 64 millions de francs en 1895) ; celles des déchets, de 22 millions de kilogrammes et 39 millions de francs (au lieu de 20 millions de kilog. et 34 millions de francs).

L'effectif des troupeaux dont la laine a été offerte sur les marchés industriels en 1896 peut être évalué à 420 millions de têtes.

La quantité de laine mise à la disposition de l'industrie dans le monde a été de 1.025 millions de kilogrammes au lieu de 1.058 millions de kilogrammes en 1895. La moyenne des trois dernières années est de 1.028 millions de kilogrammes.

La quantité de laine lavée à fond mise à la disposition de nos manufactures a été de 109 millions de kilogrammes en 1896, contre 96 millions en 1895.

2. *Soies et bourres de soie.* — De 1895 à 1896, l'importation s'est abaissée de 12.680.000 kilogrammes, valant 226 millions de francs, à 10.810.000 de kilogrammes, valant 180 millions de francs et l'exportation de 6.227.000 kilogrammes, valant 126 millions de francs, à 4.990.000 kilogrammes, valant 93 millions de francs.

Le nombre des éducateurs en France, après être descendu à 140.000 en 1895, est remonté à 145.000 en 1896 ; au lieu de 212.000 onces de graines, nous en avons mis 222.000 à l'éclosion ; le rendement en cocons à l'once de graines s'est abaissée de 43 kilog. 8 à 42 kilogrammes, de telle sorte que la récolte des cocons a peu varié (9.319.000 kilog. en 1896, au lieu de 9.301.000 kilog. en 1895). De 308.000 kilogrammes, le poids des cocons réservés au grainage s'est abaissé à 286.000 kilogrammes ; la production des graines en onces de 25 grammes, qui avait été de 903.000 en 1895, n'a pas dépassé 714.000 en 1896.

La quantité de soie mise à la disposition de l'industrie en 1896 a été de 13.577.000 kilogrammes, chiffre sensiblement égal à celui de 1894 (13.751.000 kilog.), mais inférieur à celui de 1895 (16.023.000 kilog.). Dans le total de 13.577.000 kilogrammes, la récolte d'Europe et d'Asie-Mineure entre pour 5.777.000 kilogrammes, et l'exportation de l'Extrême-Orient pour 7.800.000 kilogrammes.

Notre récolte qui, de 1894 à 1895, était descendue de 895.000 kilogrammes à 780.000, s'est encore abaissée en 1896 à 770.000 kilogrammes.

Le commerce français a eu à sa disposition, en 1896, 4.600.000 kilogrammes de soie, au lieu de 6.350.000 kilogrammes en 1894 et de 7.150.000 kilogrammes en 1895. Notre part dans le commerce général a donc décru, pendant ces trois dernières années, de 46 à 44,65 et 41 p. o/o.

Suivant des relevés minutieux, les quantités de soie livrées aux fabriques en 1896 ont été, pour la France, de 3.140.000 kilogrammes, au lieu de 3.640.000 kilogrammes en 1895.

La comparaison des deux années révèle une diminution de 14 p. o/o dans la consommation industrielle de France.

Si l'on chiffre les quantités de soie conditionnées en Europe, on trouve : pour la France, 8.340.090 kilogrammes en 1896, au lieu de 9.430.000 kilogrammes en 1895, et, pour l'ensemble de l'Europe, 18.960.000 kilogrammes au lieu de 21.530.000 kilogrammes.

Le nombre des bassines de filature s'est légèrement accru (17.375, produisant 832.000 kilog. de soie, en 1896, au lieu de 13.326, produisant 797.000 kilog. en 1895).

3. *Coton.* — La récolte du coton dans le monde, en 1896, peut être évaluée à 15 millions de balles de 400 livres (180 kilog., poids net) au lieu de 18.200.000 balles en 1895. Cette récolte correspond à un poids de 2.700 millions de kilogrammes; la moyenne des deux dernières années a atteint 3 milliards de kilogrammes.

Nous n'avons importé que 162 millions de kilogrammes, valant 167 millions de francs, tandis que les entrées de 1895 s'étaient élevées à 178 millions de kilogrammes, représentant à peu près la même valeur. D'autre part, notre exportation est descendue de 39 millions de kilogrammes (33 millions de francs) à 30 millions de kilogrammes (25 millions de francs).

La quantité de coton restée en France s'est abaissée de 139 millions de kilogrammes en 1895 à 133 millions de kilogrammes en 1896. Toutefois, eu égard aux stocks, la consommation de nos manufactures n'a pas dû s'écarter beaucoup de 145 millions de kilogrammes.

4. *Lin et chanvre.* — Les entrées de lin sont passées de 87 millions et demi de kilogrammes, valant 60 millions de francs, en 1895, à 88 millions de kilogrammes, valant 62 millions de francs, en 1896; celles des chanvres, de 22.750.000 kilogrammes, valant 18.300.000 francs, à 19.800.000 kilogrammes valant 15.300.000 francs. Quant à l'exportation elle a été: pour le lin, de 22.200.000 kilogrammes (9.900.000 fr.) en 1896, au lieu de 24.700.000 kilogrammes (12.500.000 fr.) en 1895; pour le chanvre, de 950.000 kilogrammes (730.000 fr.) au lieu de 1.080.000 kilogrammes (940.000 fr.)

L'aire de culture du lin sur le territoire français ne s'est pas sensiblement modifiée de 1895 à 1896. La statistique agricole de 1895 évalue la production des lins français à 22.300.000 kilogrammes, ce qui constitue le cinquième environ de l'approvisionnement nécessaire à nos manufactures.

Il ne paraît pas y avoir eu de modification appréciable, en 1896, dans l'aire de culture du chanvre. Nous produisons 30 millions de kilogrammes de chanvre teillé; nous sommes obligés d'en importer 15 millions de kilogrammes, auxquels s'ajoutent 3 à 4 millions de kilogrammes d'étroupes étrangères.

5. *Peaux et pelleteries brutes.* — L'importation des peaux et pelleteries brutes a diminué : 55 millions de kilogrammes, valant 111 millions de francs, en 1896, au lieu de 60 millions de kilogrammes, valant 134 millions et demi de francs, en 1895. Il en est de même de l'exportation : 30 millions de kilogrammes (62 millions de francs), au lieu de 35 millions de kilogrammes (94 millions de francs).

Après avoir subi une hausse de 40 p. 0/0 en 1895, les peaux brutes ont éprouvé en 1896 une baisse de 20 p. 0/0. Dans l'ensemble, les cours des pelleteries brutes se sont maintenus.

6. *Graines et fruits oléagineux.* — Les entrées de graines et fruits oléagineux se sont abaissées de 6.630.000 quintaux métriques et 157 millions de francs, en 1895, à 6.100.000 quintaux et 148 millions de francs en 1896. Quant à l'exportation, elle a encore faibli : 2.300.000 francs, au lieu de 3 millions.

7. *Bois communs.* — L'importation des bois communs, après être descendue à 130 millions de francs en 1895, est remontée à 150 millions en 1896. Nous avons acheté à l'étranger 1.255.000 tonnes de bois à construire, au lieu de 1.136.000 tonnes; 137.300 tonnes de merrains, au lieu de 116.200, etc.

L'exportation s'est légèrement relevée : 48.900.000 francs en 1896, au lieu de 44.400.000 francs en 1895.

8. *Houille et coke.* — Les entrées de combustibles minéraux n'ont pas beaucoup varié : 10.160.000 tonnes et 167 millions de francs en 1895; 10.180.000 tonnes et 174 millions de francs en 1896. Dans le total de 10.180.000 tonnes, la houille entre pour 8.760.000 tonnes et le coke pour 1.420.000.

Une faible diminution s'est manifestée dans les sorties : 1.110.000 tonnes et 19 millions de francs, en 1896, au lieu de 1.160.000 tonnes et 19.900.000 francs en 1895.

9. *Minerais.* — Il y a augmentation des entrées de minerais : 2.010.000 tonnes et 51 millions de francs en 1896, au lieu de 1.760.000 tonnes et 49 millions de francs en 1895.

L'exportation a été de 323.000 tonnes et 15.100.000 francs en 1896, au lieu de 326.000 tonnes et 14.300.000 francs en 1895. Son élément le plus important est le minerai de zinc destiné à la Belgique.

(A suivre.)

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en novembre. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant du mois de novembre, 38 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles du travail des cuirs et peaux (14 grèves) et celle des métaux (6 grèves). La plupart de ces grèves ont eu pour cause initiale des questions de salaires, 5 grèves entre autres pour protester contre leur diminution; 5 grèves, d'autre part, ont été déterminées par sympathie pour des ouvriers renvoyés ou déjà en grève, 3 pour obtenir une modification aux règlements de travail. Chez les ouvriers du bâtiment de Stettin, à la suite des pourparlers restés sans résultat, les patrons ont décidé le *lock-out* qui, le 6 novembre, avait atteint 659 ouvriers, 212 ont quitté la région, 73 ont pu s'employer à divers travaux; cependant, à la fin du mois, une détente s'est produite; un patron a repris une grande partie de son personnel. Chez les ouvriers sur métaux de Torgelow, les patrons ont mis comme condition à la rentrée des ouvriers, que ceux-ci s'engageraient à ne plus faire partie d'un syndicat ouvrier. Le travail, qui avait repris dans trois maisons, a été de nouveau arrêté; une tentative de conciliation est restée sans résultats.

Sur 10 grèves dont on a appris la fin en novembre, 4 se sont terminées par un succès, 2 par un échec, les autres par une entente. Une grève, motivée par une diminution de salaires et par le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers, s'est terminée par suite de l'offre faite par les ouvriers et acceptée par les patrons de répartir la réduction du travail entre tous les ouvriers.

Loi portant modification de la loi industrielle (26 juillet 1867) promulguée le 7 août suivant, concernant les corporations, chambres de petite industrie et unions de corporations dans l'empire d'Allemagne. (Suite.) [1]. — B. *Corporations obligatoires.* — (Art. 100.) Dans l'intérêt commun professionnel des métiers de petite industrie, l'autorité supérieure de surveillance peut autoriser la formation d'une corporation obligatoire entre ceux qui exercent le même métier ou des métiers similaires dans une circonscription déterminée, lorsque la majorité de ceux qui exercent un métier le demandent, lorsque, par suite de l'étendue de la circonscription, aucun adhérent n'est dans l'impossibilité (par suite de l'éloignement de son domicile) de prendre part à la vie corporative et d'utiliser les institutions de la corporation, et lorsque le nombre des adhérents est suffisant pour assurer l'existence de cette corporation. Le projet peut ne concerner que ceux qui exercent l'industrie et qui emploient régulièrement des compagnons et des apprentis. Le projet peut venir d'une corporation déjà existante dans le métier ou de travailleurs qui veulent créer une nouvelle corporation. Le projet peut être écarté, au cas où il ne réunirait qu'une faible partie des artisans de la profession, ou quand un projet analogue a été déjà écarté depuis moins de trois ans par la majorité des intéressés, ou si les intérêts professionnels communs sont déjà servis par d'autres organisations que celles de la corporation.

L'autorité supérieure de surveillance s'assure si la majorité approuve la corporation obligatoire par la publicité organisée suivant l'usage de la région. L'ordonnance portant créa-

(1) Voir le commencement de cette importante loi au *Bulletin* de novembre, pages 718, 719, 720 et 721.

tion de la corporation obligatoire indique la date du commencement de son action, son nom et son siège, la circonscription dans laquelle elle s'étend et les professions qu'elle comprend. L'autorité supérieure de surveillance publie l'ordonnance dans le journal des publications administratives. Le recours des industriels contre l'ordonnance peut avoir lieu pendant quatre semaines devant l'autorité centrale territoriale, qui juge en dernier ressort. Après la publication de l'ordonnance, les corporations déjà existantes dans les mêmes professions et dont le siège est dans la circonscription corporative devront être dissoutes, celles qui existent dans d'autres métiers sont maintenues.

Pour les corporations prévues au paragraphe 100, les prescriptions des paragraphes 81 à 99 seront inapplicables.

L'autorité supérieure de surveillance approuve ou rejette les statuts des corporations; elle peut en imposer de nouveaux quand les modifications imposées n'ont pas été apportées. Les statuts doivent être portés à la connaissance des adhérents.

Sont membres de la corporation tous ceux qui exercent pour leur propre compte le métier par lequel la corporation a été instituée, à l'exception cependant de ceux qui l'exercent en grande industrie (fabrikmässig), et ceux qui n'ont régulièrement ni compagnons ni apprentis.

L'autorité supérieure de surveillance détermine ceux des travailleurs employés aux champs ou dans l'industrie contre rémunération ou ceux qui, occupant régulièrement des compagnons ou des apprentis ou exerçant leur industrie à domicile, doivent appartenir à la corporation. Ceux qui exercent plusieurs industries appartiennent à la corporation qui correspond à leur industrie principale. L'entrée dans la corporation commence avec l'exercice de la corporation pour ceux qui exercent déjà une industrie, et pour ceux qui commencent à exercer une industrie, du jour de leur début dans l'industrie.

Sont autorisés à faire partie de la corporation ceux prévus (§ 87), de même ceux qui travaillent contre rémunération dans une industrie agricole ou ceux qui n'ont ni compagnons ou apprentis et, avec approbation de l'assemblée de la corporation, ceux qui exercent leur industrie à la manière des fabriques (fabrickmässig). Sur les admissions et les non-admissions, l'autorité de surveillance est appelée à se prononcer en dernier ressort, dans un délai de deux semaines. Les sommes nécessitées par la création d'une corporation obligatoire sont avancées par l'autorité centrale territoriale.

Lorsqu'une corporation disparaît par suite de la création d'une corporation obligatoire, le patrimoine de la première passe avec ses droits et obligations à la deuxième, mais les obligations de la corporation obligatoire sont limitées à celles que l'avoir de la première peut couvrir. Lorsqu'une partie des membres de la première corporation quitte par suite de la création d'une corporation obligatoire, le patrimoine est partagé proportionnellement aux membres restants et aux membres démissionnaires. L'autorité supérieure de surveillance juge les différends, sauf recours à l'autorité supérieure territoriale. Lorsqu'une caisse de maladie corporative était jointe à une corporation qui disparaît devant une corporation obligatoire, la caisse de maladie passe avec ses droits et obligations à la corporation obligatoire, à moins qu'elle ne soit dissoute par l'autorité supérieure de surveillance, parce qu'elle appartient à une autre branche d'industrie ou à une autre circonscription que celle qui est intéressée. Dans le cas où une caisse de maladie passe ainsi à une corporation obligatoire, les statuts sont modifiés de droit par l'autorité supérieure de surveillance dans les parties jugées nécessaires, en attendant que l'assemblée de la corporation prenne les dispositions convenables (§ 101 1). Lorsque d'autres caisses de secours étaient jointes à la corporation qui disparaît devant la corporation obligatoire, on applique les dispositions du paragraphe 98. A moins de dispositions contraires des statuts et des lois locales et avec l'assentiment des représentants de la caisse de secours, la corporation peut prendre cette caisse avec ses droits et obligations; les membres de cette caisse, même s'ils n'appartenaient pas à la corporation, pourraient continuer à en faire partie. Si, par suite de la création d'une corporation obligatoire, une partie des membres d'une corporation non obligatoire qui avait une caisse de maladie doivent démissionner de la deuxième pour la première, l'autorité supérieure intervient pour attribuer une part du patrimoine proportionnellement au nombre des membres, aux caisses d'assurances, de maladies de la commune, ou d'autres, auxquelles seront rattachés les travailleurs occupés chez les membres démissionnaires, à moins que ces membres démissionnaires ne constituent une nouvelle corporation, à laquelle passerait la part correspondant au nombre des membres de la caisse maladie, sauf les recours d'usage aux autorités centrales territoriales. Les membres des corporations ne peuvent être contraints de participer aux caisses de secours, auxquelles

ne s'appliqueraient pas les dispositions du paragraphe 73 de la loi de l'assurance-maladie (§ 101 n).

La corporation ne doit pas organiser des entreprises industrielles en commun; elle est cependant autorisée à en organiser pour améliorer les intérêts communs industriels et économiques de ses membres, telles que : caisses d'avances, caisses d'achat et de vente en commun, etc.; elle est aussi autorisée à subventionner ces œuvres avec l'avoir commun. Il ne doit pas être perçu de cotisations pour ces fondations. Lorsqu'une corporation obligatoire succède à une corporation non obligatoire, la première peut prendre, après autorisation de l'autorité supérieure de surveillance, une partie des fondations faites par la première dans les conditions déjà prévues pour les caisses-maladies; s'il existe des sociétés de consommation et de production, elles devront, dans un délai de six mois à partir de l'annonce prévue § 100, être transformées dans la mesure prévue par la loi du 1^{er} mai 1889 et la part leur revenant sur l'avoir de la corporation leur sera attribuée avec les droits et obligations y afférant. Les autres entreprises seront dissoutes par l'autorité supérieure de surveillance et l'avoir qui en proviendra sera employé au mieux des intérêts prévus dans les statuts.

La corporation doit, pour remplir ses obligations légales et statutaires, établir chaque année un budget et le soumettre à l'autorité de surveillance. Si le budget est repoussé par un quart des adhérents, on fait appel à la décision de l'autorité de surveillance. Les comptes de l'exercice annuel sont également soumis à l'autorité de surveillance.

Les dispositions prises par la corporation pour une réglementation plus appropriée de l'apprentissage sont soumises à l'autorisation de l'autorité supérieure de surveillance; avant de prendre une décision, les chambres de petite industrie devront être entendues.

La corporation ne doit pas limiter pour ses membres les prix des marchandises, ou leur activité ou l'importance de la clientèle; toute disposition contraire est nulle (§ 100 q).

Deux tiers au moins des membres de la direction et des commissions doivent avoir le droit de diriger des apprentis et pouvoir occuper réglementairement des compagnons et des apprentis. Les membres des commissions, à qui incombe le soin de veiller à l'observation des règlements sur l'apprentissage, doivent tous satisfaire à ces prescriptions (§ 100 r).

Les compagnons, qui seront appelés à prendre part dans la direction de la corporation à ce qui concerne l'apprentissage et les règlements à observer, doivent avoir satisfait à l'obligation de l'article 129 et être mineurs de 24 ans. Cependant, dans les 6 premières années qui suivent la mise en vigueur des présentes dispositions, on pourra choisir des compagnons qui ne remplissent pas toutes les conditions requises, pourvu qu'ils aient fait au moins 2 ans d'apprentissage. Pour supporter les frais de l'installation et du fonctionnement de la corporation et des commissions de compagnons, le taux des cotisations doit être fixé dans les statuts de telle sorte qu'il soit tenu compte, dans la participation de chaque établissement, de sa capacité de production (*leistungsfähigkeit*). Dans les endroits où il existe un impôt sur l'industrie, l'autorité centrale territoriale peut prescrire que les cotisations seront recueillies comme supplément de cet impôt. Il pourra être établi dans les statuts que les membres de la corporation qui n'occuperont réglementairement ni compagnons ni apprentis seront dispensés de cotiser, ou n'auront à verser que des cotisations réduites et que les personnes qui auront adhéré volontairement à la corporation n'auront à payer des cotisations que d'un taux invariable. Ceux qui exercent une industrie ou même un métier en raison desquels ils sont rattachés à une corporation, ou ceux qui ont en même temps une affaire commerciale n'ont à verser une cotisation que dans la proportion dans laquelle est imposé le métier qui les relie à la corporation et lorsque les cotisations sont recueillies comme supplément à l'impôt industriel. Il ne doit pas être établi de droit d'entrée. La perception de droits à la suite de l'utilisation d'institutions de la corporation doit être autorisée par l'autorité de surveillance.

§ 100 t. L'arrêté pris par l'autorité supérieure de surveillance et prescrivant la création d'une corporation obligatoire devra être rapporté, si une décision en ce sens est prise par l'assemblée de la corporation. Pour que cette décision soit valable, il faut qu'un quart des adhérents, qui doivent obligatoirement faire partie de la corporation, la demandent à la direction, que la convocation de la corporation mentionnant cette demande soit faite régulièrement 4 semaines avant la réunion et que les $\frac{3}{4}$ des membres obligatoires de la corporation adoptent la proposition. Si la quotité des $\frac{3}{4}$ des membres n'a pas été obtenue dans la réunion, on fait une nouvelle convocation des membres pour une nouvelle assemblée. Si

l'arrêté de constitution de la corporation a été véritablement annulé, la corporation devra être dissoute par l'autorité supérieure de surveillance, au plus tard, à la fin de l'exercice courant.

Les prescriptions § 98 sont applicables, avec cette différence que le partage de l'actif net entre les membres actuels ne peut avoir lieu, et que cet actif est attribué, sur l'indication de l'autorité de surveillance, ou aux caisses de secours encore existantes de la corporation, ou à une corporation libre, ou formée en remplacement de la corporation obligatoire dissoute, ou à une chambre de petite industrie, qui prend les dispositions nécessaires. Sur la demande de l'assemblée de la corporation, avec l'approbation des niveaux membres à introduire dans la corporation, l'obligation de l'adhésion à la corporation pourra être étendue par l'autorité supérieure de surveillance à une circonscription plus grande ou à d'autres branches de l'industrie, ou à des petits patrons qui ne tiennent pas réglementairement des compagnons et des apprentis. La séparation d'une partie de la circonscription de la corporation obligatoire ou d'une branche d'industrie, peut être accordée par l'autorité supérieure de surveillance, si cette séparation est faite dans le but de fonder une nouvelle corporation obligatoire, pourvu, cependant, que l'assemblée de la corporation ou la majorité des membres dissidents la demandent.

§ 101. *Comités de corporation.* — Il peut être formé pour toutes les corporations ou pour plusieurs corporations qui relèvent de la même autorité de surveillance un comité de corporation qui se charge de représenter les intérêts communs aux corporations intéressées; les corporations peuvent transmettre leurs droits et obligations à ce comité.

La création d'un comité corporatif a lieu par un statut qui est arrêté par l'assemblée des corporations intéressées; le statut doit être approuvé par l'autorité supérieure de surveillance. La décision qui refuse l'autorisation en indique les motifs, le recours peut avoir lieu dans les 4 semaines devant l'autorité centrale territoriale; les modifications à apporter au statut sont soumises à la même procédure.

L'autorité centrale territoriale peut accorder au comité corporatif la capacité d'acquiescer des droits en son nom, de contracter des obligations, d'ester en justice; dans ces cas, les créanciers du comité corporatif n'ont recours que sur le patrimoine du comité.

§ 102. Le comité corporatif peut être dissous s'il ne remplit pas les obligations prévues par les statuts, ou s'il sort de ses droits. La dissolution est prononcée par l'autorité supérieure de surveillance, sauf les recours habituels. L'ouverture de la liquidation de l'actif du comité a lieu de droit avec la dissolution. Les corporations qui composaient le comité corporatif restent tenues, depuis le moment de la dissolution, du paiement des sommes qu'elles s'étaient engagées par leurs statuts à verser au cas où elles se sépareraient du comité. Sauf décision contraire des statuts, les corporations peuvent démissionner du comité corporatif à la fin de chaque exercice, à charge de prévenir 3 mois à l'avance.

§ 103. *Chambres de petite industrie.* — Les chambres de petite industrie sont instituées pour représenter les intérêts de la petite industrie de la circonscription. Leur fondation a lieu par un arrêté de l'autorité centrale territoriale qui détermine la circonscription de la chambre de travail, fait au besoin des divisions pour des parties distinctes de la circonscription ou pour des groupes d'industries. L'autorité centrale peut aussi changer la circonscription de la chambre, après avoir fait le partage entre les divers éléments ainsi qu'il est prescrit.

§ 100. Plusieurs états confédérés peuvent s'unir pour fonder en commun une chambre de petite industrie; dans ce cas, les droits qu'exerce l'autorité sur la chambre passent, sauf entente contraire, aux autorités du pays du siège social de la chambre de petite industrie.

§ 103. Le nombre des membres est déterminé par les statuts. On devra élire, pour suppléer ces membres, des personnes qui entrèrent en fonctions pour le reste de la période du mandat en cas d'empêchement ou de démission des premiers.

Les membres de la chambre sont élus par les corporations de petit industriel qui ont leur siège dans la circonscription de la chambre; en dehors des membres de la corporation, par les associations ou unions professionnelles qui poursuivent l'amélioration des intérêts professionnels de la petite industrie, dont la moitié au moins des membres vivent de la petite

industrie et ont leur domicile dans la circonscription de la chambre de travail, autant que possible en dehors des membres de ces associations.

La répartition, entre les différents corps d'électeurs, des membres des chambres de petite industrie à élire est faite par l'autorité centrale du pays.

Sont éligibles, les personnes qui sont aptes aux fonctions de jurés (§ 31 et 32 de la loi sur la composition des cours de justice), sont majeures de 30 ans, exercent pour leur propre compte, depuis au moins trois ans, un métier de petite industrie dans la circonscription de la chambre et possèdent la compétence voulue pour diriger des apprentis.

Les élections des chambres et de leurs organes sont faites pour six années; tous les trois ans on procède à l'élection de la moitié des membres; ceux-ci peuvent être réélus.

La chambre peut, d'après des statuts spéciaux, appeler auprès d'elle avec voix consultative des personnes de grande expérience professionnelle, dont le nombre ne dépassera pas le cinquième des membres de la chambre. Les chambres de travail ont le droit de former dans leur sein des commissions qui auront des obligations régulières ou temporaires; ces commissions peuvent s'adjoindre pour leurs travaux des gens compétents; avec voix consultative.

Les chambres de petite industrie ont pour but : de régler l'apprentissage, de veiller à l'observation des règles imposées à l'apprentissage, d'éclairer et aider les autorités de l'État et des communes par des communications et représentations sur les questions qui intéressent la petite industrie, de présenter des vœux et des propositions sur la situation de la petite industrie et de publier des rapports annuels sur cette situation, de former des commissions d'examen pour la délivrance des diplômes de compagnons et de nommer une commission qui tranchera les différends causés par les décisions de la commission d'examen. La chambre de petite industrie doit être entendue dans tous les cas intéressant l'ensemble ou quelques branches de la petite industrie. Elle est autorisée à créer toute organisation qui pourrait développer le sentiment professionnel, technique et moral chez les maîtres, compagnons et apprentis, à instituer et subventionner des écoles professionnelles.

Les corporations et comités de corporations sont tenus de donner suite aux décisions prises par les chambres de petite industrie dans le domaine de leur compétence.

Toutes les dispositions prises par les statuts des corporations ou comités de corporations au sujet de la réglementation de l'apprentissage et contraires aux prescriptions de la chambre de petite industrie sont sans effet.

La chambre de petite industrie élit dans son sein un président qui a la direction des affaires courantes. C'est l'ensemble des membres de la chambre qui connaissent de l'élection du président et des comités, de l'établissement du budget annuel, de l'approbation des comptes de l'année et des dépenses non prévues au budget et des emprunts à contracter, de la présentation d'avis et de propositions aux autorités et aux institutions chargées de la législation, de tout ce qui l'intéresse en particulier dans les projets de lois concernant la petite industrie, de l'établissement des prescriptions sur la réglementation de l'apprentissage, du choix du secrétaire, et cela, lorsque ce dernier est nommé pour plus de six ans, avec l'assentiment de l'autorité de surveillance. Les prescriptions sur la réglementation de l'apprentissage doivent être soumises à l'approbation de l'autorité centrale du pays et sont rendues publiques.

§ 103 h. L'autorité de surveillance nomme, auprès de la chambre de petite industrie, un commissaire qui est convoqué à chaque séance de la chambre de petite industrie, de sa direction et de ses commissions et doit être entendu en tout temps sur sa demande. Il peut, en tout temps, prendre connaissance des écritures de la chambre de travail, mettre des questions en délibération, demander la convocation de la chambre et de ses organes et arrêter l'effet des décisions de la chambre et de ses organes qui dépasseraient leur compétence ou seraient illégales, sauf recours à l'autorité de surveillance.

§ 103 i. A côté de la chambre de travail, est institué un comité de compagnons. Le nombre des membres et leur répartition dans les différents comités de compagnons de la circonscription doit être réglé par les statuts de la chambre de petite industrie. Les comités de compagnons élisent par écrit les membres du comité près la chambre de petite industrie et leurs suppléants; ces derniers entrent en fonction dans les conditions déjà prévues dans le cas de l'élection des membres de la chambre de petite industrie.

§ 103 k. Ces comités de compagnons ont pour mission d'arrêter les prescriptions qui ont

pour objet la réglementation de l'apprentissage, de donner des avis et d'établir des rapports sur les questions concernant les compagnons et les apprentis, de décider sur les oppositions aux conclusions du comité d'examen.

Les frais provenant du fonctionnement de la chambre de petite industrie sont, au cas où il n'y serait pas pourvu par ailleurs, supportés par les communes dans lesquelles les chambres ont leur siège; sur la décision des autorités supérieures, les communes peuvent répartir, dans les proportions fournies par l'autorité supérieure, les frais qu'elles avaient avancés entre les diverses exploitations de petite industrie et, dans le cas où certaines branches d'industrie seraient seules intéressées, entre ces seules industries. L'autorité centrale d'État peut décider que les frais nécessités par les chambres de petite industrie seront supportés par les unions de communes au lieu des communes, et les frais répartis entre les exploitations des diverses industries intéressées.

L'autorité centrale établit des statuts pour la chambre de petite industrie que la chambre peut modifier avec l'autorisation de l'autorité centrale. Les statuts comportent le nom, le siège et la circonscription de la chambre, le nombre des membres, l'augmentation possible du nombre des membres par une élection subséquente, la forme des résolutions, l'élection de la présidence et l'étendue de la compétence de la chambre, etc.

La chambre de petite industrie peut punir d'une amende, jusqu'à 20 marcs, les infractions aux prescriptions qu'elle a promulguées dans les limites de sa compétence.

La chambre de petite industrie est soumise à la surveillance de l'autorité supérieure de surveillance et peut être dissoute par elle, sauf recours à l'autorité centrale territoriale.

Les autorités sont tenues, en ce qui les concerne, de collaborer aux recherches faites par les chambres de petite industrie ou par leurs organes.

Les autorités peuvent, dans les états confédérés où il existe des organisations (chambres du travail, de commerce) pouvant surveiller les intérêts de la petite industrie, accorder à ces chambres les droits et devoirs des chambres de petite industrie, quand les intéressés peuvent être assurés d'envoyer des représentants à ces chambres.

IV. Unions de corporations. — § 104. Les corporations qui ne relèvent pas des mêmes autorités de surveillance peuvent constituer une union de corporations, après vote conforme de l'assemblée de l'union. Les unions ont pour mission de veiller sur les intérêts des corporations, comités corporatifs, chambres de petite industrie, dans les industries représentées, d'aider les autorités par des propositions. Elles ont aussi le droit d'organiser le placement et d'instituer et subventionner des écoles professionnelles.

Des statuts doivent être établis pour l'union de corporations; ils contiennent les noms, but et circonscription de l'union, les conditions de l'adhésion et de la démission, la composition, le siège et la compétence de la présidence, la représentation de l'union et l'autorité accordée aux représentants, les cotisations pour les dépenses de l'union, la prévision et la forme de la modification des statuts, la prévision et la forme de la dissolution de l'union.

Les statuts des unions de corporations doivent être approuvés par l'autorité administrative supérieure de la circonscription quand l'union ne comprend qu'une circonscription et, quand elle s'étend sur plusieurs états confédérés, par le Chancelier de l'Empire.

La direction de l'union des corporations doit tous les ans, en janvier, présenter à l'autorité supérieure administrative de sa circonscription, un relevé des corporations qu'elle comprend; elle doit avertir l'autorité de toutes les modifications qui surviennent dans la direction, le siège social, etc.

§ 104 d. L'union ne peut être représentée par ses délégués, la direction ne peut se réunir que dans la circonscription de l'union; l'autorité supérieure administrative doit être avertie au moins une semaine à l'avance et l'ordre du jour doit être mentionné. L'autorité a le droit d'interdire l'assemblée lorsque l'ordre du jour sort du but assigné à l'union; l'autorité peut envoyer un représentant à l'assemblée et faire dissoudre l'assemblée si la discussion s'étend à un sujet en dehors de la mission de l'union ou si l'on fait des propositions qui contiennent incitation à des actes punissables.

Les directions des unions sont autorisées à fournir à l'autorité compétente, des renseignements en vue d'améliorer la situation des industries de l'union et à présenter des propositions. Les unions doivent, à réquisition de l'autorité, donner leur avis sur les questions industrielles.

Les unions qui ne modifient pas, après avis, leurs statuts dans un délai donné ou qui ne se conforment pas au paragraphe 104 *d* sont dissoutes.

Par décision du conseil fédéral, il peut être accordé aux unions de corporations la faculté d'acquérir des droits en leur nom, de contracter des obligations, d'ester en justice. Les créanciers de l'union ne peuvent avoir de droits que sur les biens de l'union.

Cette décision du conseil fédéral est publiée dans le *Moniteur de l'Empire* (Reichsanzeiger).

En justice et en dehors des questions de droit, l'union est représentée par sa direction. Par un article des statuts, un ou plusieurs membres de la direction peuvent être chargés de représenter l'union au dehors. Comme légitimation, il suffit de l'attestation de l'autorité supérieure certifiant que les personnes appartiennent à la direction.

L'union a le droit d'instituer des caisses pour secourir les membres des corporations adhérentes et leurs parents en cas de maladie, décès, incapacité de travail et autres nécessités.

Les règlements nécessaires doivent être placés dans des statuts complémentaires, le tout avec autorisation du Chancelier de l'Empire.

L'union est soumise à la surveillance de l'autorité administrative supérieure de la circonscription dans laquelle elle a son siège social. L'autorité peut intervenir par menace et exécution de peines disciplinaires auprès des employés de l'union. Elle tranche les différends occasionnés par l'exclusion ou l'admission des membres de l'union, les cotisations pour les dépenses de l'union, l'élection aux emplois de l'union; elle protège les droits des tiers. Un bilan ainsi que l'inventaire doivent être présentés, tous les ans, à l'autorité de surveillance.

La liquidation de l'avoir de l'union commence de droit avec sa dissolution.

Dans le cas d'une dissolution de l'union, l'avoir de l'union doit être employé d'abord à éteindre ses dettes et tenir les engagements contractés; mais ce qui avait été attribué à la fondation ou à des subventions de cours d'instruction ou d'autres institutions en vue du bien public ne doit pas être distrait.

Les cours d'instruction et les caisses de secours qui, pour continuer à exister en tant qu'institutions indépendantes ont besoin de l'autorisation, doivent être soumises à cette autorisation par les soins de l'autorité. Le surplus de l'avoir de l'union est partagé entre les corporations qui faisaient partie de l'union à moins que les représentants de l'union n'en aient décidé autrement.

BELGIQUE.

Revue du travail en novembre (1). — Activité très intense dans les *charbonnages* et dans les diverses branches de la *métallurgie*. Les *ateliers de construction* accusent, dans certains centres, un ralentissement marqué. La clémence de la température a beaucoup atténué, pour les diverses branches du *bâtiment*, le ralentissement saisonnier, tandis qu'elle contrecarrait la reprise saisonnière des industries du *vêtement*.

L'industrie *lainière* est toujours en crise marquée dans la région de Verviers, à l'exception de la *corderie* et de la *filature peignée*. Le *tissage du coton* accuse une légère amélioration, mais la *filature* subit un ralentissement assez marqué. Les *industries alimentaires* ont bénéficié de la reprise habituelle à cette saison.

Grèves. — Trois conflits nouveaux seulement : 1° grève générale des *diamantaires* d'Anvers, au nombre de 850 environ, réclamant la semaine de 60 heures et le renvoi temporaire d'une partie des apprentis, en exécution d'une décision du récent congrès international des *diamantaires*. La plupart des ouvriers ont repris le

(1) Renseignements fournis par M. F. Vercruysse, attaché à l'Office du travail de Belgique.

travail au bout d'une dizaine de jours, mais le conflit est toujours ouvert; 2° grève de houilleurs dans la province de Liège, englobant environ 1,450 ouvriers, et terminée partout, après cinq à vingt jours, par l'échec de la réclamation : augmentation de 15 p. 100 sur les salaires; 3° une grève de 25 dévideurs de coton pendant deux jours, en Flandre, terminée par l'échec de leur revendication d'augmentation de salaire.

L'enseignement professionnel et industriel en Belgique(1). — Le Ministère de l'Industrie et du Travail (Direction de l'Industrie) vient de publier, en un fort volume in-8° de xxxvi et 79 pages, un *rapport sur la situation de l'enseignement industriel et professionnel en Belgique, de 1884 à 1896*. Nous en extrayons les renseignements qui suivent.

En 1884, le nombre des établissements d'instruction technique subventionnés par le Gouvernement était de 86; le nombre actuel de ces institutions s'élève à 376 se répartissant comme suit :

A. Écoles pour jeunes filles.		EN 1884.	EN 1896.
1° Écoles et classes ménagères.....	#		225
2° Ateliers d'apprentissage.....	1		2
3° Cours professionnels.....	#		3
4° Écoles professionnelles.....	3		23
B. Écoles pour garçons :			
1° Ateliers d'apprentissage et écoles professionnelles de tissage des Flandres.....	45		42
2° Ateliers d'apprentissage pour la taille des pierres.....	#		11
3° Cours professionnels.....	1		3
4° Écoles professionnelles.....	#		12
5° — Saint-Luc.....	#		4
6° — industrielles.....	32		40
7° — supérieures.....	2		6
C. Cours commerciaux et scientifiques :		2	5
TOTAUX.....		86	376

L'école industrielle, comme on le sait, ne comporte que des cours théoriques, auxquels s'ajoute le dessin pratique. L'école professionnelle, au contraire, enseigne le travail manuel combiné avec l'étude théorique.

Le principe de la gratuité de l'enseignement est de règle. Mais, sur les conseils de l'inspection, un grand nombre d'écoles ont établi un très léger droit d'inscription qui assure, en pratique, une fréquentation plus régulière des cours et dont le montant est d'ailleurs réparti à la fin de l'année à titre de primes entre les élèves assidus.

Les 225 institutions d'enseignement ménager créées depuis six ans se répartissent comme suit : 20 écoles ménagères communales, 43 écoles ménagères libres et 162 classes ménagères annexées à des écoles primaires, dont 72 à des écoles communales, 46 à des écoles adoptées et 44 à des écoles libres.

Le tableau ci-après indique, pour l'ensemble des institutions subventionnées d'en-

(1) *Revue du travail (belge)*.

seignement industriel ou professionnel, le nombre d'institutions, l'importance numérique du personnel enseignant et la population scolaire :

		NOMBRE d'institutions.	PERSONNEL enseignant.	NOMBRE des élèves.
Enseignement ménager	en 1884-85	2	4	90
	en 1895-96	225	450	9.539
Enseignement professionnel pour filles	en 1884-85	3	66	896
	en 1895-96	26	242	2.904
Ateliers d'apprentissage	en 1884-85	46	47	919
	en 1895-96	55	60	1.158
Enseignement professionnel pour garçons	en 1884-85	6	33	428
	en 1895-96	24	144	3.301
Écoles industrielles	en 1884-85	32	328	9.171
	en 1895-96	40	466	13.015
Écoles spéciales	en 1884-85	2	29	210
	en 1895-96	6	66	555
TOTAL.....	en 1884-85	91	507	11.714
	en 1895-96	376	1.428	30.472

Le chiffre total des dépenses de l'État pour l'enseignement professionnel et industriel, pendant l'exercice 1896, s'élève à 683.527 fr. 72.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre (1). — Déduction faite des effets indirects de la grève des mécaniciens, l'état du marché de travail s'est maintenu bon pendant le mois écoulé : en ne comprenant pas dans les chiffres ci-dessous les grévistes et les ouvriers privés de travail par cette grève, on trouve : 4.79 p. o/o de chômeurs dans 113 trade unions groupant 465,000 membres, contre 4.70 p. o/o en octobre 1897 et 3.0 p. o/o en novembre 1896.

En un jour de la deuxième semaine de novembre 1897, l'assistance publique a secouru 330.000 personnes, soit 21.1 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 206 en octobre 1897 et 213 en novembre 1896.

5,32 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 437.000 mineurs, contre 5.37 en octobre 1897 et 5.31 en novembre 1896.

349 hauts fourneaux en marche à la fin de novembre 1897, contre 351 en octobre 1897 et 344 en novembre 1896.

Grèves. — 41 nouvelles grèves en novembre avec 6.644 chômeurs, contre

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

49 avec 8.769 en octobre 1897, et 65 avec 16.000 en novembre 1896 — 4 grèves dans le bâtiment, 6 dans les mines et carrières, 7 dans les métaux, 5 dans les transports. Sur 49 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 9 succès, 14 transactions, 26 échecs.

La grève des constructeurs-mécaniciens (1). — Nous avons signalé en novembre la nouvelle tentative de conciliation faite par le *Board of trade* et acceptée en principe par les deux parties, avec des réserves toutefois de la part de la fédération des patrons.

Par une lettre du 10 novembre, le Ministre a pris acte de l'adhésion des patrons et des ouvriers au programme qu'il avait proposé comme base de la discussion par lettre du 3 novembre (2). Ce programme est ainsi conçu :

1° Les patrons fédérés désavouent toute intention d'intervenir dans le champ de l'action légitime des *trade unions*, et, par contre, n'admettent aucune intervention de qui que ce soit dans la direction de leurs propres affaires.

Les *trade unions* de leur côté, tout en maintenant leur droit de coalition, désavouent toute intention d'intervenir dans la direction des affaires des patrons ;

2° Les avis demandant la semaine de 48 heures, qui ont été notifiés aux patrons fédérés de Londres sans recours préalable à une conférence, sont retirés ;

3° Une conférence s'ouvrira incessamment entre les représentants des patrons fédérés et ceux des *trade unions* intéressées.

Les dispositions de détail relatives à cette conférence seront arrêtées entre les présidents ou autres représentants des associations.

Faute d'accord sur le choix d'un président unique, il en sera désigné un par chacune des parties ;

4° La conférence devra étudier et déterminer :

a) Les meilleurs moyens d'assurer un effet pratique aux déclarations contenues dans le paragraphe 1^{er} ;

b) Les meilleurs moyens d'éviter autant que possible de futurs conflits ; et des dispositions pour permettre la discussion contradictoire des questions dont la solution intéresse les deux parties ;

c) Les heures de travail ;

5° Le travail sera repris aussitôt que la conférence aura établi un accord.

L'adhésion des patrons au programme proposé a été donnée « sans préjudice des opinions exprimées en mainte occasion par la Fédération en ce qui touche une diminution quelconque des heures de travail ».

Celle des ouvriers « exprime leur conviction que le retrait des avis de grève entraînera celui des déclarations de lock-out faites en réponse et que leur revendication relative à la réduction des heures de travail sera mise en discussion. Ils y apporteront en ce qui les concerne un esprit amical et tiendront bon compte des conditions (financières et autres) nécessaires pour que cette réduction puisse fonctionner au mieux des intérêts des patrons et des ouvriers ».

La conférence s'est ouverte le 24 novembre ; chaque partie était représentée par 14 délégués et 1 président. Il avait été décidé au préalable que pendant sa durée les patrons ne mettraient plus de nouveaux lock-outs à exécution et que les syndicats n'exerceraient aucune pression sur les ouvriers travaillant encore.

(1) Voir *Bulletin* d'août d'octobre et de novembre. Les renseignements qui suivent sont dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Un premier programme avait été proposé par le Ministre, à la date du 20 octobre. En raison des réponses faites par les parties, il avait reçu diverses modifications destinées à leur donner satisfaction. La *Labour gazette* de novembre publie *in extenso* la correspondance échangée entre le Ministre et les intéressés.

La conférence s'est tenue les 24, 25, 26 et 30 novembre, 1^{er} et 2 décembre. Elle s'est ajournée ensuite jusqu'au 14 décembre pour permettre aux *trade unions* de soumettre au *referendum* de leurs membres les propositions des patrons, réduites aux termes suivants, après discussion :

I. — Réglementation des ateliers.

Les patrons fédérés, tout en désavouant aucune intention de mettre obstacle au rôle légitime des *trade unions*, n'admettent non plus aucune intervention de qui que ce soit dans la direction de leurs affaires et se réservent le droit d'introduire dans tout atelier de l'un d'eux, selon les convenances de chacun, toute condition du travail à laquelle se trouvaient soumis, au début du conflit, et dans un atelier quelconque de l'un d'eux, un ou plusieurs membres des syndicats représentés à la conférence. Il est de plus convenu qu'il sera pourvu incessamment par ladite conférence à la discussion et au règlement contradictoire des points de détail relatifs à l'application du principe général posé ci-dessus. Rien dans ce qui précède ne s'appliquera aux heures normales de travail, ni aux mouvements généraux de hausse ou de baisse sur les salaires. La clause 4 sous-section B du programme de la conférence (1) pourvoit à la discussion et au règlement des meilleurs moyens à employer pour éviter autant que possible les conflits futurs (2).

II. — Liberté du travail.

a) Chaque ouvrier sera libre d'appartenir ou non à une *trade union*, à son gré. b) Chaque patron sera libre d'employer un ouvrier, qu'il appartienne ou non à une *trade union*. c) Chaque ouvrier s'efforcera de vivre en paix et bon accord avec tous ses camarades de travail, qu'ils appartiennent ou non à une *trade union*.

III. — Travail aux pièces.

Le droit de faire travailler aux pièces, droit dont usent actuellement un grand nombre de patrons fédérés sera étendu à tous les membres de la fédération et à tous leurs ouvriers.

Les prix de façon seront fixés contradictoirement entre le patron et l'ouvrier qui devra exécuter le travail. La fédération n'approuvera aucune condition de travail aux pièces qui ne permette pas à un ouvrier exercé de gagner au moins le salaire de sa catégorie. La fédération recommande de faire payer tous les salaires et bonis par l'intermédiaire du bureau de paye.

IV. — Heures supplémentaires.

3. Quand il sera nécessaire de faire des heures supplémentaires, la fédération recommande les bases et règles ci-après : on n'exigera d'aucun ouvrier de travailler plus de quarante heures par quatre semaines en plus du travail plein de l'atelier. Aucune restriction cependant ne sera opposable dans les cas suivants, savoir :

Accident au matériel, réparations générales (y compris celles des navires), travaux en réparation ou en remplacement d'autres, soit pour le patron, soit pour ses clients; voyages d'essai. Aucun changement, aucune restriction, aucune extension ne seront apportés au principe précédent, si ce n'est d'un consentement mutuel entre le patron et les ouvriers individuellement intéressés.

Ce principe ne s'appliquera qu'aux membres des *trade unions* représentées à la conférence. Toutes autres restrictions aux heures supplémentaires sont annulées.

V. — Fixation des salaires selon la capacité des ouvriers.

4. Chaque ouvrier sera payé selon sa capacité et rien ne devra empêcher un patron d'employer un ouvrier à un taux quelconque de salaire qui donne satisfaction à tous deux.

NOTA. — Il doit être bien compris que la déclaration précédente n'implique aucune intention de réduire les salaires des ouvriers exercés. Voici quelques exemples des cas où les patrons peuvent avoir besoin de la liberté qu'ils revendiquent. Dans la plupart des ateliers il y a de vieux serviteurs, ouvriers âgés ou dont la capacité est diminuée par incapacité partielle de travail ou par mauvaise santé, et qui ne sont pas capables de gagner les mêmes salaires que des ouvriers plus jeunes et plus vigoureux.

(1) Voir ci-dessus.

(2) Cette première proposition a été acceptée en principe par les délégués ouvriers sous réserve de la discussion des détails et sauf les résultats du *referendum* à organiser sur l'ensemble de ce qui suit.

Il y a aussi des hommes, qui bien qu'ayant reçu un apprentissage technique, ne valent pas, par suite de circonstances diverses, un salaire aussi élevé que d'autres hommes plus capables, et néanmoins toutes ces catégories d'ouvriers sont capables de gagner un salaire un peu moins élevé. Les patrons doivent avoir la liberté d'embaucher ou de conserver ces ouvriers ou d'autres à un taux de salaire qui leur donne mutuelle satisfaction plutôt que de leur refuser un travail auquel ils pourraient être employés avec avantage.

VI. — *Apprentissage.*

Il n'y aura aucune limitation du nombre des apprentis (1).

VII. — *Choix, dressage et travail des conducteurs et machines outils.*

Les machines outils sont la propriété des patrons et ils sont responsables de l'ouvrage qu'elles exécutent. Ils continueront, en conséquence, à désigner à leur gré les ouvriers qu'ils jugeront capables de les conduire, et à déterminer les conditions du travail de ces machines. Les patrons considèrent de leur devoir d'encourager la capacité partout où il la trouvent et spécialement de choisir, de dresser et d'employer les sujets qu'ils jugent les plus aptes aux divers travaux exécutés dans leurs ateliers; ils les payeront selon leur capacité comme ouvriers.

VIII. — *Propositions pour éviter les conflits futurs.*

En vue d'éviter les conflits dans l'avenir, des députations d'ouvriers seront reçues par les patrons ou leurs représentants avec qualité pour discuter contradictoirement les questions à la solution desquelles les deux parties seront intéressées directement, mais seules les associations locales de patrons entreront en négociations avec les chefs des *trade unions*.

Sur la question des heures de travail, les délégués des ouvriers ont réclamé la semaine de quarante-huit heures, mais les patrons ont refusé de consentir aucune réduction.

Conformément aux conventions adoptées, la grève ne s'est pas étendue pendant le mois de novembre et le nombre des ouvriers en chômage reste sensiblement le même que le mois dernier.

Difficultés entre employeurs et employés dans l'industrie textile (1). —

Depuis 1892, date de la plus récente grève générale survenue dans l'industrie textile, les rapports entre patrons et ouvriers du Lancashire ont été régis par la Convention dite de *Brooklands*, aux termes de laquelle on a fixé à 5 p. o/o la limite dans laquelle les salaires pouvaient être affectés chaque année soit en augmentation, soit en diminution.

Se référant à cette convention, la Fédération patronale a annoncé aux Unions ouvrières la nécessité d'une prochaine réduction de 5 p. o/o sur les salaires, et en présence du refus des ouvriers elle leur a proposé un arbitrage, sur les termes duquel l'accord n'a pu se faire, malgré de nombreuses conférences entre les intéressés.

La réduction proposée par les patrons a alors été soumise à un *referendum* des ouvriers et repoussée à une énorme majorité. Les patrons, après s'être concertés, ont retiré leurs propositions.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici la dépression intense qui affecte l'industrie textile de la Grande-Bretagne : pour les premiers huit mois écoulés de l'année 1897, l'exportation des filés de coton accuse une baisse d'environ 70 millions de livres et celle des tissus de coton plus accentuée encore se chiffre par 35 millions de yards.

L'année, il est vrai, est exceptionnellement mauvaise en présence de la famine,

(3) La revendication initiale des ouvriers demandait la proportion de un contre trois.

(1) D'après un rapport du Vice-Consul de France à Manchester.

de la peste et de guerre aux Indes, des inondations et des sauterelles dans l'Amérique du Sud ; aussi le relèvement de ces chiffres peut-il être envisagé avec une quasi-certitude.

Les employés de chemins de fer (1). — A la suite d'une conférence tenue à Birmingham, les 11 et 12 octobre, par la Fédération des employés de chemins de fer, un programme national de revendications, relatif principalement aux heures de travail et aux salaires, a été élaboré et adressé aux compagnies de chemins de fer avec l'offre de soumettre le différend à un arbitrage en cas de désaccord. Le 3 décembre, la Fédération ayant prié le *Board of trade* d'intervenir pour amener une conférence entre les compagnies et les représentants des employés, cette intervention a été refusée en termes très nets. La réponse ministérielle déclare que ni la forme, ni le fond des revendications présentées aux compagnies ne doivent faire espérer aux ouvriers un accueil favorable ni une intervention utile de l'Administration.

Le personnel des chemins de fer supporte de lourdes responsabilités et a bien mérité de l'État. Aussi a-t-il parmi les travailleurs une situation exceptionnelle consacrée par une législation spéciale qui permet au Gouvernement d'intervenir en vue de contrôler la durée du travail des employés et ouvriers : le Gouvernement l'a fait souvent et a toujours trouvé bon accueil près des compagnies.

Le *Board of trade* est persuadé que les compagnies entreront individuellement en rapport avec leurs propres ouvriers pour discuter leurs revendications et au besoin il interviendra s'il y a lieu dans ce but. Il considère au contraire comme vouée à un échec certain toute proposition de discussion entre la Fédération des employés et l'ensemble des compagnies et refuse nettement de s'y associer.

Quant à la grève générale, elle serait en désaccord absolu avec la position exceptionnelle que les ouvriers ont réclamée et qui leur a été assurée par la loi. Elle témoignerait d'un tel mépris pour les convenances du public qu'il est impossible de croire qu'un nombre notable d'employés veuillent s'y associer.

Le 8 décembre, la Fédération a décidé de suivre ces conseils et de faire présenter ses revendications à chaque compagnie par le délégué du groupe intéressé.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 29 juillet 1897 complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 et qui sont énumérées aux articles 1, 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par celui du 26 juillet 1895.

ARTICLE 1^{er}. Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées aux articles 1, 3 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par le décret du 26 juillet 1895, et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le travail de nuit, le repos hebdomadaire et la durée du travail, savoir :

Art. 1. Chapeaux (Fabrication et confection de) en toutes matières pour hommes et pour femmes.

(1) D'après un rapport de l'Ambassadeur de France à Londres.

Art. 3. Colles et gélatine (Fabrication de). Durée de la tolérance : 60 jours.

Art. 5. Appareils orthopédiques (Fabrication d').

Chapeaux (Fabrication et confection de) en toutes matières pour hommes et pour femmes.

Colles et gélatine (Fabrication de).

Chaussures (Fabrication de).

Parfumerie (Fabrication de).

Bonneterie fine (Fabrication de).

**Circulaire du Ministre des travaux publics en date du 4 novembre 1897,
sur les dortoirs des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer.**

(Adressée aux administrateurs des compagnies.)

[La fixation du minimum de repos des mécaniciens et chauffeurs serait illusoire si les intéressés ne pouvaient toujours en jouir d'une manière effective et complète dans les gares où les nécessités de l'exploitation les forcent fréquemment à séjourner.

D'après l'avis du Comité de l'exploitation technique des chemins de fer en ce qui concerne l'hygiène et le confort des dortoirs mis à la disposition des mécaniciens et chauffeurs dans les divers dépôts, il y a des règles dont il importe de ne jamais s'écarter dans l'intérêt du bien-être et même de la santé des agents, savoir :

Suppression absolue des dortoirs établis à titre provisoire dans des wagons couverts, où la chaleur est excessive en été et le froid très rigoureux en hiver; adjonction à chaque dortoir d'un lavabo alimenté par un robinet d'eau propre et pourvu d'un écoulement d'eaux sales; installation, à proximité de tout dortoir, de water-closets établis d'après les principes de l'hygiène; mise à la disposition et à la portée des agents d'eau potable, naturelle ou filtrée.

À côté de ces règles fondamentales, se placent un certain nombre de desiderata qui se justifient d'eux-mêmes, sous réserve des conditions particulières à chaque espèce.

Ces desiderata sont les suivants :

Fixation d'une moyenne de 12 à 15 mètres cubes d'air par lit; ventilation facile et rapide des dortoirs; maintien des locaux en bon état d'hygiène, de propreté et d'entretien; indépendance des réfectoires et des dortoirs, à moins d'exceptions dûment justifiées; installation de salles de bains, de douches ou de bains-douches qui peuvent être très utiles, notamment dans les pays chauds du midi de la France et en Algérie.

Telles sont les règles générales et les considérations qui ont guidé le Comité dans le choix des améliorations qui lui ont paru pouvoir être réclamées immédiatement des administrations de chemins de fer et qui consistent dans les mesures ci-après (suit la désignation des dortoirs, réfectoires, etc., par compagnie). L'application de ce programme doit être considérée comme un minimum et laisse une large part à l'initiative des compagnies pour la réalisation des améliorations de diverses natures que les circonstances locales peuvent commander dans l'intérêt du personnel].

Lettre ministérielle du 25 septembre 1897.

(Relative aux jours fériés : 1^{er} jour de l'an.)

[Le 1^{er} jour de l'an est un jour férié auquel doit s'appliquer le chômage prévu par l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892.

Un avis du Conseil d'État du 13 mars 1810, approuvé le 20 du même mois et ayant force de loi, a en effet déclaré le 1^{er} jour de l'an jour férié.

C'est ainsi qu'il a été également qualifié au cours de la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés dans la séance du 7 février 1891.]

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Heures de travail. — *Chambre.* — Séance du 26 octobre 1897. — Proposition de loi ayant pour objet de compléter le décret-loi du 9 septembre 1848 relatif aux heures de travail dans les manufactures et mines, présentée par M. Chiché (Doc. parl. n° 2644; *J. O.*, p.).

Salaires. — *Chambre.* — Séance du 4 novembre 1897. — Proposition de loi sur le code du travail (livre 1^{er}, titre IV : salaires), déposée par M. Groussier et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2763; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Saisie-arrest des salaires. — *Chambre.* — Séance du 25 novembre 1897. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, déposée par M. Basly et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2840; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Garantie d'emploi aux réservistes. — *Chambre.* — Séance du 5 novembre 1897. — Proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes appelés par la loi à faire leur période d'instruction militaire, déposée par MM. Ernest Roche et Le Senne (Doc. parl. n° 2774; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Code du travail. — *Chambre.* — Séance du 11 novembre 1897. — Proposition de loi sur le code du travail (Livre V, Juridiction du travail) déposée par M. Groussier et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 2796; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission du travail.

Chemins de fer. — *Chambre.* — Séance du 26 novembre 1897. — Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. le Ministre des travaux publics (Doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p.). Renvoyé à la Commission du travail.

Chambre. — Séance du 30 novembre 1897. — Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, Jaurès et Fernand Rabier (Doc. parl. n° 2853,). Renvoyée à la Commission du travail.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 5 novembre 1897. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes (Doc. parl. n° 14; *J. O.*, p.).

Caisse de retraites des ouvriers mineurs. — *Chambre.* — Séance du 29 novembre 1897. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 9 juin 1894 sur les caisses de retraites des ouvriers mineurs déposée par M. Martinon (Doc. parl. n° 2766; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Retraites et maladie. — *Chambre.* — Séance du 4 novembre 1897. — Proposition de loi ayant pour objet l'organisation générale et immédiate des retraites et des soins de maladie pour les travailleurs déposée par M. Jaurès et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 2766; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

1897

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME IV

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

	Pages.
Janvier 1897.....	1 à 64
Février	65 à 128
Mars.....	129 à 208
Avril.....	209 à 272
Mai.....	273 à 336
Juin.....	337 à 416
Juillet.....	417 à 480
Août.....	481 à 544
Septembre.....	545 à 608
Octobre.....	609 à 672
Novembre.....	673 à 736
Décembre 1897.....	737 à 800

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets et arrêtés.

	Pages.
21 mars 1884 LOI sur les syndicats professionnels. (Rappel.)	670
4 juin 1888 DÉCRET fixant les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour pouvoir soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État. (Rappel.)	733
29 juillet 1893 LOI ayant pour objet l'admission d'associations ouvrières aux marchés de travaux et de fournitures des communes. (Rappel.)	733
6 juillet 1896 DÉCRET complétant la nomenclature des établissements dangereux.	205
23 novembre 1896. DÉCRET nommant des membres de la commission supérieure du travail dans l'industrie.	329
23 décembre 1896. ARRÊTÉ sur la majoration des pensions de retraite et les bonifications à accorder aux familles ayant élevé plus de 4 enfants. (Rappel.)	602
9 février 1896. DÉCRET instituant une commission chargée d'étudier les moyens de venir en aide à la marine marchande.	201
26 février 1897 DÉCRET sur la situation du personnel civil d'exploitation dans les établissements militaires.	408
29 mars 1897 LOI de finances de l'exercice 1897. (Extraits.)	602
28 avril 1897 DÉCRET fixant, pour 1897, le maximum de la rente viagère à laquelle les cantonniers de l'État pourront avoir droit.	602
27 mai 1897 DÉCRET relatif aux fonctionnaires admis à la retraite.	603
21 juin 1897 DÉCRET modifiant la nomenclature des établissements où l'emploi des enfants est autorisé sous certaines conditions.	479
22 juin 1897 DÉCRET sur les demandes de majoration de pensions de retraite.	603
1 ^{er} juillet 1897 DÉCRET approuvant les nouveaux statuts de la caisse des retraites des employés de la préfecture de la Seine.	604
17 juillet 1897 LOI autorisant la caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes.	540
29 juillet 1897 DÉCRET complétant la nomenclature des industries bénéficiant des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892	797
31 juillet 1897 DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Morlaix (Finistère).	607
6 septembre 1897. DÉCRET relatif à l'exécution du service de la caisse d'épargne entre la France et la Belgique.	669
14 octobre 1897 DÉCRET relatif aux caisses de retraites.	729

II. — Travaux législatifs.

ÉTAT, au 1^{er} janvier 1897, des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales, soumis à l'examen du Parlement. } NOTA. — Cet état a été annexé au numéro de janvier 1897, avec une pagination spéciale qui permet de le relier soit avec le *Bulletin* de 1896, soit avec celui de 1897.

ÉTATS MENSUELS des travaux législatifs : 128, 207, 270, 333, 413, 480, 543, 736 et 800

III. — Circulaires et lettres ministérielles.

DATE.	OBJET.	pages.
ANNÉE 1895.		
16 janvier.	Jeunes ramoneurs.....	330
2 avril....	Affichage des règlements.	330
31 juillet..	Certificats médicaux....	202
7 déc.....		
16 déc....	Remaniements dans la construction d'un immeuble	202
ANNÉE 1896.		
14 janvier.	Autorisations temporaires.	203
1 ^{er} février..	Enfants dans les verreries.	201
15 février..	Cartonneries	202
5 mars....	Réparations urgentes....	203
11 mars...	Fabriques de boutons....	203
13 mars...	Accidents par batteuses et faucheuses.....	204
14 mars...	Enfants dans les professions ambulantes....	203
20 mars...	Asiles d'aliénés.....	204
18 avril...	Repos hebdomadaire....	204
16 mai....	Chômage des fêtes.....	204
23 mai....	Poudrage dans la lithographie céramique.....	330
23 mai....	Chaux et ciments.....	205
1 ^{er} juin....	Délivrance des livrets....	205
2 juin....	Déclaration des accidents.	203
5 juin....	Certificats d'aptitude physique.....	205
13 juin...	Entrepreneurs; décret du 10 mars 1894.....	206
25 juin...	Constructions navales...	206
24 juillet..	Pensions des cantonniers.	64
4 août....	Filage de l'or.....	330
4 août....	Fabriques de gants.....	207
7 août....	Tissage d'étoffes nouveauté.....	207
7 août....	Blanchisseries; buanderies.....	206
18 sept...	Ventilation des meules à émeri.....	330
18 nov....	Établissements utilisant les peaux de lapins...	330
23 nov....	Filage de l'or.....	330
23 nov....	Triage des amandes.....	331
24 nov....	Mises en demeure (loi du 12 juin 1893).....	329
9 déc.....	Remise d'imprimés aux industriels.....	202
11 déc....	Mouture des grains.....	331
19 déc....	Trains ouvriers.....	64
24 déc....	Fabriques d'espadrilles..	331

DATE.	OBJET.	pages.
ANNÉE 1897.		
8 janvier..	Pâtes alimentaires.....	331
18 janvier.	Livrets prescrits par la loi du 2 novembre 1892..	331
22 janvier.	Fabrication des bérêts...	331
22 janvier.	Glaçage des fils.....	331
22 janvier.	Repos hebdomadaire....	332
22 janvier.	Filature de bourre de soie.	332
25 janvier.	Broderies religieuses et militaires.....	332
23 janvier.	Enfants dans les théâtres.	330
26 janvier.	Polissage des boîtes de montres.....	332
1 ^{er} février..	Inspection immédiate....	332
10 février..	Échantillonnage	332
11 février..	Tissage de toiles.....	538
18 février..	Mancœuvres.....	538
18 février..	Repos journalier.....	539
23 février..	Secours municipaux contre le chômage	540
3 mars....	Fréquentation scolaire...	538
5 mars....	Repos journalier.....	539
5 mars....	Fabrication des agglomérés.....	539
10 mars...	Habitations ouvrières. — Prêts.....	270
17 mars...	Repos hebdomadaire....	539
22 mars...	Rôle des commissions départementales.....	539
24 mars...	Dortoirs collectifs.....	540
24 mars...	Arrêt des moteurs.....	540
24 mars...	Travail de 12 heures cinq jours par semaine....	540
24 mars...	Limitation du travail à la tâche.....	540
30 mars...	Certificats médicaux....	538
17 avril...	Déclarations d'accidents..	538
20 avril...	Assistance	541
10 mai....	Trains ouvriers.....	413
26 mai...	Chômage des fêtes.....	734
10 juin...	Pain de guerre.....	734
10 juin...	Repas et repos.....	735
21 juin...	Veillées dans les maisons de deuil.....	735
27 juillet.	Céramique.....	735
29 juillet..	Durée des autorisations temporaires.....	735
6 octobre..	Coopératives de production.....	733
25 sept....	Chômage des jours fériés.	799
4 novembre.	Dortoirs des mécaniciens de chemins de fer....	799

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME IV

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1897.

Accidents. — Voir : ASSURANCES (ACCIDENTS); — CONGRÈS; — FEMMES ET ENFANTS.

Les accidents sur les chemins de fer français.	{ en 1894.....	48
	{ en 1895.....	778
Les accidents dans les mines en 1895.....		188
Les accidents d'appareils à vapeur en 1895.....		189
Les accidents industriels en France en 1895.....		260
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La loi sur les accidents du travail à la Chambre des Députés.....	521 et	712
JURISPRUDENCE.....	333 et	672
GRANDE-BRETAGNE. . .	Les accidents de chemins de fer en 1895.....	61
	Les accidents dans les mines en 1894 et en 1895.....	475
	Loi du 6 août 1897 portant amendement aux lois sur la réparation des accidents du travail.....	{ Analyse..... 651
		{ Traduction du texte. 725
SUÈDE : Les accidents dans les mines et les usines métallurgiques en 1895.....		479

Aciers. — Production pendant le premier semestre 1897..... 691

Adjudications de travaux publics. — Voir : SALAIRES.

ÉTATS MENSUELS des adjudications importantes : 15, 92, 148, 223, 292, 355, 429, 506, 563, 624, 689 et	752
---	-----

Alcools. — Production en 1895 et en 1896..... 432

Alimentation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE (états mensuels); ALCOOL; — CIDRE; — VIN.

ÉTATS MENSUELS des prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris : 16, 93, 149, 227, 294, 357, 432, 508, 564, 627, 691 et		754
PRIX AU DÉTAIL de { certaines denrées vendues par les sociétés coopératives.	Au cours du 4 ^e trimestre de l'année 1896.....	157
	_____ 1 ^{er} _____ 1897.....	359
	_____ 2 ^e _____ 1897.....	566
	_____ 3 ^e _____ 1897..	756
Prix moyens des céréales, denrées alimentaires et combustibles en France, de 1876 à 1895.....		158
GRANDE-BRETAGNE : La hausse du prix du pain.....		664

Allemagne. — Voir : ASSURANCES (ACCIDENTS, MALADIE); CAISSES D'ÉPARGNE; CHÔ-
MAGE; FEMMES ET ENFANTS; GRÈVES; INSPECTION DU TRAVAIL; NAVIGATION MARI-
TIME; PÊCHES MARITIMES; PLACEMENT; PRUD'HOMMES; RECENSEMENT; SYNDICATS
PROFESSIONNELS; TRANSPORTS; VÊTEMENT.

Amendes. — Voir : TRUCK-SYSTEM.

Angleterre. — Voir : GRANDE-BRETAGNE.

Appareils à vapeur. — Voir : ACCIDENTS.

Apprentissage. — Voir : CODE INDUSTRIEL.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Asiles de nuit. — Voir : ASSISTANCE (états mensuels); — PLACEMENT.

Les asiles de nuit à Paris..... 454

Assistance. — Voir : ASSURANCES (assurances sociales en général).

ÉTATS MENSUELS des admissions dans les asiles de nuit et des secours délivrés par
les bureaux de bienfaisance à Paris : 21, 98, 156, 232, 299, 363, 437, 512,
570, 632, 710 et 760
Exécution, en 1895, de la loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite..... 393

Associations coopératives. — Voir : COOPÉRATION.

Associations d'ouvriers et de patrons. — Voir : CONCILIATION (Autriche).

Associations minières. — Voir : MINES.

Associations ouvrières. — Voir : CONGRÈS; — COOPÉRATION; — CRÉDIT POPU-
LAIRE; — SYNDICATS; — TRADE-UNIONS.

Assurances. — Voir : CONGRÈS.

1° ASSURANCES SOCIALES EN GÉNÉRAL.

ALLEMAGNE : Influence des lois d'assurances sur les secours accordés aux indigents. 463

2° ASSURANCES CONTRE LA MALADIE.

ALLEMAGNE..... { L'assurance obligatoire contre la maladie en 1894..... 324
L'assurance obligatoire contre la maladie en 1895..... 716
Résumé de l'assurance obligatoire..... 526 et 528

Voir : TRADE-UNIONS.

3° ASSURANCES CONTRE LE CHÔMAGE.

BELGIQUE : Projet d'assurance contre le chômage à Gand..... 600

SUISSE : Résultats définitifs de l'assurance obligatoire à Saint-Gall (1895-1896). 406

4° ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Forges de France : Opérations
de 1896..... 452

ALLEMAGNE. { Résultats de l'assurance obligatoire contre les accidents en 1895.. 115
Projet de modification des lois d'assurance contre les accidents... 192
Extraits d'une brochure sur l'assurance obligatoire..... 526 et 528

AUTRICHE : Résultats de l'assurance obligatoire contre les accidents en 1895..... 654

ITALIE : Projet de loi sur l'assurance contre les accidents de travail..... 537

PAYS-BAS : Projet de loi sur l'assurance contre les accidents du travail..... 537

SUISSE : L'assurance privée contre les accidents en 1895..... 405

(Voir : CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS; — TRADE-UNIONS.)

ASSURANCES CONTRE L'INVALIDITÉ ET LA VIEillesse.

ALLEMAGNE. { L'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse en 1895. 190
 { Extraits d'une brochure sur l'assurance obligatoire. 526 et 529
 Voir : CAISSE NATIONALE DES RETRAITES ; — CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES.

6° ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS.

BELGIQUE : La caisse d'épargne et de retraite belge en 1896. 657 et 660

Autorisations de bâtir (à Paris). — ÉTATS MENSUELS des autorisations : pages 16, 93, 151, 225, 293, 356, 431, 508, 566, 626, 691 et 735.

Autriche. — Voir : ASSURANCES (ACCIDENTS) ; — CAISSES D'ÉPARGNE ; — CODE INDUSTRIEL ; — GRÈVES ; — INSPECTION DU TRAVAIL ; — MINES.

Banque coopérative. — Voir : COOPÉRATION.

Banque populaire. — Voir : CRÉDIT POPULAIRE.

Belgique. — Voir : ASSURANCES (CHÔMAGE, DÉCÈS) ; — CAISSES D'ÉPARGNE ; — CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES ; — CONDITIONS DE TRAVAIL ; — CONGRÈS ; — COOPÉRATION ; — GRÈVES ; — HABITATIONS À BON MARCHÉ ; — MINÉRALE (INDUSTRIE) ; — MINES ; — PRUD'HOMMES ; — REVUE DU TRAVAIL ; — SALAIRES.

Boulangers. — Voir : NUIT (TRAVAIL DE).

Bourses du travail. — Voir : PLACEMENT.

Les syndicats professionnels : Bourses du travail en 1896. 386

Building societies. — Voir : COOPÉRATION.

Bureaux de bienfaisance. — Voir : ASSISTANCE.

Bureaux de conciliation. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Bureaux de placement. — Voir : PLACEMENT.

Caisse nationale d'assurance contre les accidents.

Opérations depuis l'origine. 584 à 593

Caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Opérations depuis l'origine. 584 à 591

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — ÉTATS MENSUELS des opérations. . . 37, 107, 165, 245, 317, 372, 442, 516, 574, 640, 703 et 767

Opérations et situation en 1896. 704

Caisses d'épargne (nationale et ordinaires). — Voir : SYNDICATS.

ÉTATS MENSUELS des opérations de ces caisses : 37, 106, 165, 244, 317, 372, 442, 516, 574, 640, 703 et 766

Caisse nationale : Opérations de 1895. 37

Caisses ordinaires. { Résumé des opérations en 1895 (chiffres définitifs). . . 246
 { Résumé des opérations en 1896 (chiffres provisoires). . . 247

ALLEMAGNE : Les caisses d'épargne en Prusse (1895-1896). 598

AUTRICHE : Les caisses d'épargne autrichiennes en 1894. 470

BELGIQUE : La caisse d'épargne et de retraite belge en 1896. 657

FINLANDE : Les caisses d'épargne en 1894 et en 1895. 327

PAYS-BAS : Opérations de la caisse d'épargne postale en 1895. 267

SUÈDE : La caisse d'épargne postale en 1895. 328

ÉTATS-UNIS.....	11 ^e rapport annuel du conseil officiel de conciliation et d'arbitrage du Massachusetts (1896).....	369
	Conseil officiel de médiation et d'arbitrage de l'état de New-York.....	764
	Loi du 14 août 1896, modifiant le « Coal mines regulation act » de 1887.....	198
	Les principaux cas de conciliation et d'arbitrage pendant le premier trimestre 1897.....	239
GRANDE-BRETAGNE	Différend entre la C ^{ie} du North-Eastern railway et ses ouvriers et employés; arbitrage de lord James de Hereford....	572
	Premier rapport sur l'application de la loi du 7 août 1896 sur la conciliation.....	701 et 762
	Le conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres.....	702
PAYS-BAS :	La loi du 2 mai 1897 sur les chambres du travail.....	476
SUISSE :	Loi du 20 mai 1897 sur le Bureau de conciliation.....	401
Conditions du travail. — Voir : ÉTABLISSEMENTS DE LA GUERRE; — MINES. — SALAIRES.		
BELGIQUE :	Les conditions du travail dans les travaux publics communaux.....	121
GRANDE-BRETAGNE :	Les conditions du travail dans les entreprises exécutées par l'État.....	326
Confection. — Voir : VÊTEMENT.		
Congédiement. — Jurisprudence.....		336, 414, 544
Congrès.		
	Le 9 ^e congrès du crédit populaire agricole.....	321
	Le 8 ^e congrès international des mineurs.....	461
	Congrès international du repos du dimanche, à Bruxelles.....	594
	Congrès international des habitations à bon marché, à Bruxelles.....	595
	Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales, à Bruxelles.....	596
	Congrès international de la protection ouvrière à Zurich.....	596
	Le 3 ^e congrès international textile, à Roubaix.....	643
	Congrès international des ouvriers diamantaires, à Anvers.....	644
	Congrès international de législation du travail, à Bruxelles.....	645
GRANDE-BRETAGNE :	Le 30 ^e congrès des trade-unions britanniques, à Birmingham	644
Conseil supérieur du travail. — 6^e session (21 décembre 1896).....		30
	7 ^e session (8 décembre 1896).....	773
Contrat de louage. — JURISPRUDENCE.....		272, 336, 414, 544
Coopération, Coopératives. — Voir : ALIMENTATION; — CRÉDIT POPULAIRE; — HABITATIONS À BON MARCHÉ; — NUIT (TRAVAIL DE); — SYNDICATS; — TRADE-UNIONS.		
	Associations ouvrières de production. — Subventions accordées en 1896.....	104
	Associations ouvrières de crédit. — Subventions accordées en 1896.....	106
	Les associations ouvrières de production au 1 ^{er} janvier 1897.....	252 et 318
	Le caractère juridique des associations ouvrières de production.....	382
	La banque coopérative des associations ouvrières de production en 1896.....	451
	Le legs Rampal et les prêts aux associations coopératives.....	110
	Les sociétés coopératives de consommation en France au 30 avril 1897.....	694
	Un restaurant coopératif d'ouvriers.....	650
BELGIQUE :	La coopération en 1896.....	56
ÉTATS-UNIS :	Les associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel (Building societies).....	407
GRANDE-BRETAGNE.	{ La coopération en Angleterre en 1895.....	199
	{ Les « building societies » en 1895.....	266
PAYS-BAS :	La coopération en Hollande.....	62
SUISSE :	La coopération de consommation.....	63

Grèves. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

ÉTATS MENSUELS des grèves en France.....	24, 99, 159, 233, 305, 373,	
	443, 517, 575, 637, 707 et	767
Les grèves en France en 1896.....		308
JURISPRUDENCE.....	334, 335 et	672
ALLEMAGNE {	Résumés des grèves. 55, 114, 189, 264, 324, 398, 462, 524,	
	598 652, 715 et	786
	Les grèves en Prusse (1894-1896).....	652
	La grève de Hambourg.....	55, 114, 190 et 264
AUTRICHE : Les grèves en 1895.....		193
BELGIQUE : Voir chaque mois REVUE DU TRAVAIL.		
DANEMARK : Fin de conflit dans l'industrie du fer.....		660
GRANDE-BRETAGNE {	Voir chaque mois REVUE DU TRAVAIL.	
	Grève des constructeurs mécaniciens ...	533, 664, 722 et 795
	Les employés de chemins de fer.....	797
	Conflit dans l'industrie textile.....	798
ITALIE : Les grèves en 1895.....		268
SUISSE : Les grèves en 1895.....		127

Habitations à bon marché. — Voir : CONGRÈS; — COOPÉRATION.

Les sociétés de logements à bon marché en France (immeubles et finances)....	249
Sociétés nouvelles, leur forme, leurs statuts. Comités d'habitations à bon marché.	390
BELGIQUE : Dégrevement des habitations ouvrières.....	532
GRANDE-BRETAGNE : Logements municipaux pour les ouvriers.....	60

Hollande. — Voir : PAYS-BAS.

Houillère (Industrie). — Voir : MINÉRALE (INDUSTRIE); — MINES.

Conditions principales de l'industrie houillère en France pendant l'année 1895..	185
Comparaison de la production houillère et métallurgique des principaux pays...	186

Hygiène et sécurité. — Voir : ACCIDENTS; — ASSURANCES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — FEMMES ET ENFANTS.

Le charbon des mégissiers.....	779
--------------------------------	-----

Industrie. — Voir : CODE INDUSTRIEL; — CONDITIONS DU TRAVAIL; — FEMMES ET ENFANTS; — HOUILLÈRE (INDUSTRIE); — MINÉRALE (INDUSTRIE); — SYNDICATS; — TEXTILE (INDUSTRIE).

Industrie (Petite). — Voir : SYNDICATS (ALLEMAGNE).

Inspection du travail. — Voir : MINES.

Rapports sur l'application, en 1895, des lois réglementant le travail en France..	33
ALLEMAGNE : Le rapport sur l'inspection du travail en Bavière en 1896.....	530
AUTRICHE : L'inspection du travail en 1896.....	471

Institutions de prévoyance. — Voir : PRÉVOYANCE.

Invalidité. — Voir : ASSURANCES.

Italie. — Voir : ASSURANCES (ACCIDENTS); — GRÈVES.

Jurisprudence. — Voir : ACCIDENTS; — CHEMINS DE FER; — CONTRAT DE LOUAGE; — DÉLÉGUÉS MINEURS; — DURÉE DU TRAVAIL; — FEMMES ET ENFANTS; — GRÈVES; — PRUD'HOMMES; — RÈGLEMENTS D'ATELIERS; — RISQUE PROFESSIONNEL; — SAISIE-ARRÊT; — SALAIRES; — SYNDICATS; — TÉMOIGNAGE.

Législation du travail. — Voir : pour la France, les ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS (en tête de la table, page 803); et, pour l'étranger, les rubriques relatives à chaque sujet.

Liquidations judiciaires. — Voir : FAILLITES.

Logements ouvriers. — **Logements municipaux.** — Voir : HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Louage (d'ouvrage et de services). — Voir : CONTRAT DE LOUAGE.

Maladie. — Voir : ACCIDENTS; — ASSURANCES.

Médecine. — Voir : ASSISTANCE.

Mégissiers. — Voir : HYGIÈNE.

Métallurgie. — Voir : ACCIDENTS; — ACIER; — FER; — FONTE; — HOUILLÈRE (INDUSTRIE).

Minérale (Industrie). — Tableau des conditions principales de l'industrie minérale en France pendant l'année 1895 185
BELGIQUE : Statistique minérale de 1896 121
RUSSIE : L'industrie minérale de la Russie en 1895 601

Mines (Mineurs). — Voir : ACCIDENTS; — CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — CONGRÈS; — DÉLÉGUÉS MINEURS; — SALAIRES.
Application de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières, pendant l'année 1895 257
AUTRICHE : Loi du 14 août 1896 sur la création d'associations minières 195
BELGIQUE { Inspecteurs ouvriers dans les mines 197
 { Loi du 11 avril 1897, instituant des délégués à l'inspection des mines. 400
GRANDE-BRETAGNE : Rejet d'un bill sur la journée de 8 heures dans les mines... 403

Minimum de salaires. — Voir : SALAIRES.

Mont-de-Piété à Paris. — ÉTATS MENSUELS des opérations. 17, 94, 150, 226, 295, 358, 565, 628, 693 et 735

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

Mutualité. — Voir : ASSURANCES; — ACCIDENTS; — SECOURS MUTUELS.

Naturalisation. — Les naturalisations en France en 1896 433

Navigation maritime. — Voir : TRANSPORTS.

Nuit (Travail de). — PAYS-BAS : Le travail de nuit des boulangers 266

Offices du travail.

ÉTATS-UNIS : Dépenses de l'Office du travail américain (exercice 1895-1896) 197

Omnibus. — Voir : TRANSPORTS (ÉTATS MENSUELS).

Ouvriers mineurs. — Voir : CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES; — MINES (MINEURS).

Pain (Prix du). — Voir : ALIMENTATION.

Pays-Bas. — Voir : ASSURANCES (ACCIDENTS); — CAISSES D'ÉPARGNE; — CHAMBRE DU TRAVAIL; — CONGRÈS; — COOPÉRATION; — NUIT (TRAVAIL DE); — SALAIRES.

Pêches maritimes.

ALLEMAGNE : L'industrie des pêches maritimes. Son développement..... 192

Pensions ouvrières. — Voir : RETRAITES OUVRIÈRES; — SAISIE-ARRÊT.

Placement. — Voir : SYNDICATS.

ÉTATS MENSUELS des placements effectués par les offices de placement gratuit.	18, 95, 152, 228, 296, 360, 434, 509, 567, 629, 695 et	757
Récapitulation par profession des placements effectués, en 1896, par les bureaux municipaux et les bourses de travail.....		155
Le placement par les asiles de nuit.....		460
ALLEMAGNE : Les bureaux publics de placement en Wurtemberg (année 1896)...		191
ÉTATS-UNIS : Les bureaux publics de placement dans l'état d'Ohio.....		197

Population. — Voir : RECENSEMENTS.

Prêts. — Voir : COOPÉRATION; — CRÉDIT POPULAIRE.

Prévoyance. — Voir : ASSURANCES; — CAISSE NATIONALE; — CAISSES D'ÉPARGNE; — CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES.

Prix (Marchandises et denrées). — Voir : ALIMENTATION.

Production. — Voir : ACIER; — ALCOOL; — ASSOCIATIONS OUVRIÈRES; — CHEMINS DE FER; — CIDRE; — COOPÉRATION; — FER; — FONTE; — HOUILLÈRE (INDUSTRIE); — MINÉRALE (INDUSTRIE); — VÊTEMENT; — VIN.

Professions. — Voir : CHÔMAGE (ÉTATS-UNIS); — RECENSEMENTS.

Projets et propositions de loi. — Voir les diverses rubriques.

Protection ouvrière. — Voir : CONGRÈS; — FEMMES ET ENFANTS; — INSPECTION DU TRAVAIL.

Prud'hommes (Conseils de). — Leurs travaux en 1894.....	151
Leurs travaux en 1896.....	772
JURISPRUDENCE.....	736
ALLEMAGNE : Les conseils de prud'hommes en 1896.....	470
BELGIQUE : Les travaux des conseils de prud'hommes en 1896.....	400

Recensements. — Voir : PROFESSIONS.

ALLEMAGNE : L'accroissement de la population urbaine.....	524
ÉTATS-UNIS { Travail et salaire des hommes, femmes et enfants.....	534
{ Les recensements professionnels aux États-Unis.....	665
RUSSIE : Premier recensement général de la population de l'Empire, exécuté le 28 janvier/9 février 1897.....	403

Règlements d'ateliers. — JURISPRUDENCE : Règlements d'ateliers et usages locaux. 272

Rémunération du travail. — Voir : SALAIRES.

Renvoi. — Voir : CONGÉDIEMENT.

Repos du dimanche. — Voir : CONGRÈS.

Retenues sur les salaires. — Voir : TRUCK-SYSTEM.

Retraites ouvrières. — Voir : CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES; — ÉTABLISSEMENTS DE LA GUERRE; — SAISIE-ARRÊT; — SECOURS MUTUELS; — TRADE-UNIONS.

Les retraites ouvrières par l'initiative patronale en France..... 389

ÉTATS-UNIS : Travail et salaire des hommes, femmes et enfants	534
GRANDE-BRETAGNE : Le minimum de salaire dans les travaux de l'État. Enquête parlementaire.....	723

Secours d'assistance. — Voir : ASSISTANCE; — ASSURANCES.

Secours mutuels. — Voir : CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES; — PLACEMENT; — SYNDICATS.

Opérations des sociétés de secours mutuels en 1894.....	107 et 168
Tableau indiquant, par département, le nombre des sociétés approuvées et autorisées ayant reçu, en 1895, des subventions départementales et communales, et le montant de ces subventions.....	174
Société de secours mutuels et caisse de retraites des ouvriers en soie. Leurs rapports avec la chambre de commerce de Lyon.....	776
Chronique législative : Le projet de loi sur les sociétés de secours mutuels à la Chambre des députés.....	521

Service public (Ouvriers d'un). — JURISPRUDENCE..... 333

Sociétés. — Voir : ASSOCIATIONS; — COOPÉRATION; — HABITATIONS À BON MARCHÉ; — PLACEMENT; — SECOURS MUTUELS.

Soie (Ouvriers en). — Voir : SECOURS MUTUELS.

Suède. — Voir : ACCIDENTS; — CAISSES D'ÉPARGNE.

Suisse. — Voir : ASSURANCES; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — CONGRÈS; — COOPÉRATION; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — SALAIRES.

Syndicats. — Voir : CHÔMAGE; — PLACEMENT.

ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical. 22, 102, 163, 242, 313, 376, 446, 520, 578, 641, 711 et	770
Les syndicats professionnels au 1 ^{er} juillet 1896.....	249 et 384
Institutions et créations diverses des syndicats professionnels au 1 ^{er} juillet 1896..	251
JURISPRUDENCE.....	271, 272, 335, 607 et 608
ALLEMAGNE : Loi du 26 juillet 1897, promulguée le 7 août 1897, portant modification de la loi industrielle concernant les corporations, chambres de petite industrie et unions de corporations dans l'empire allemand.....	718 et 786

Textile (Industrie). — Voir : CONGRÈS.

Trade-Unions. — Voir : CONGRÈS.

GRANDE-BRETAGNE. { Le mouvement des trade-unions en 1894 et en 1895.....	124
{ Les assurances ouvrières et les trade-unions.....	199

Transports. — ÉTATS MENSUELS relatifs : 1° au tonnage des embarquements sur les canaux et rivières; 2° aux recettes des chemins de fer d'intérêt général, des omnibus et des petites voitures dans Paris : 17 (1), 92, 150, 226, 295, 357, 431, 508, 565, 628, 693 et	754
ALLEMAGNE. { Le transport des marchandises par voie ferrée.....	721
{ Le mouvement de la navigation maritime.....	721

Travail. — Voir : BOURSES DU; — CHAMBRES DU; — CONDITIONS DU; — CONGRÈS; — CONSEIL SUPÉRIEUR DU; — DURÉE DU; FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — INSPECTION DU; — LÉGISLATION DU; — NUIT (TRAVAIL DE); — REVUE DU; — SALAIRES.

(1) Au-dessous du tableau relatif au Mont-de-Piété.

Travaux publics. — Voir : ADJUDICATIONS DE TRAVAUX PUBLICS; — CONDITIONS DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Truck-System. — GRANDE-BRETAGNE : Loi du 14 août 1896 amendant et complétant la législation sur le « Truck-system ». 199

Unions de corporations ou de syndicats. — Voir : SYNDICATS.

Usines. — Voir : ACCIDENTS; — DURÉE DU TRAVAIL.

Valeurs en douane (Commission des). — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR.

Vapeur (Appareils à). — Voir : ACCIDENTS.

Vêtement (Industrie du).

ALLEMAGNE.	{ Résumé des débats de la commission de statistique du travail sur la situation des travailleurs dans l'industrie du vêtement.	465
	{ Ordonnance du 31 mai 1897, concernant l'extension des articles 135 à 139 et de l'article 139 b de l'ordonnance industrielle aux ateliers de confection de vêtements et de lingerie.	469

Vieillesse. — Voir : ASSURANCES (INVALIDITÉ).

Vins. — Production en 1896. 17

Voitures (Petites). — Voir : TRANSPORTS (ÉTATS MENSUELS).

Ferty
7 ch